



AVE
1824
MG

H. GALLI

LA GUERRE
A MADAGASCAR



1



Ac
1827

**EX
LIBRIS**





LA GUERRE
A
MADAGASCAR

LA GUERRE
A
MADAGASCAR

HISTOIRE ANECDOTIQUE
DES
EXPÉDITIONS FRANÇAISES
de 1885 à 1895

PAR H. GALLI

Tamatave — Majunga — Diégo-Suarez — Ambohimarina — Marovoay
Mevatane — Suberbieville
Tsarasaotra — Andriba — Tsaininandry — Ambohimena.

121 GRAVURES EN COULEURS, PAR L. BOMBLED

CARTES ET PLANS

*

PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

Centre de Documentation
sur l'Asie du Sud-Est et le
Monde Indonésien
EPHE VI^e Section
ASE 1824 MG
BIBLIOTHÈQUE



LE GÉNÉRAL DUCHESNE



Fantassins hovas embusqués.

AVANT-PROPOS

Le gouvernement français, en rompant toutes relations diplomatiques avec le gouvernement malgache, a formulé et signifié une sorte de déclaration de guerre régulière, pour la première fois depuis 1871. Cette guerre n'est cependant pas la première campagne entreprise par la troisième République.

En 1881, la France a conquis la Tunisie; de 1883 à 1886, le Tonkin; à la même époque, son drapeau était engagé à Madagascar. Notre armée, enfin, a brillamment combattu en Algérie,

au Soudan, au Dahomey et au Siam; mais aucune de ces expéditions, même les plus importantes, n'avait été précédée de la rupture officielle.

Avant d'envoyer ses troupes à Madagascar, le gouvernement de la République a cru devoir se souvenir de l'article de la constitution, en vertu duquel aucune guerre ne doit être entreprise, sans que les Chambres aient été consultées. On ne saurait trop approuver cette manière de faire, qui est la meilleure des garanties pour le pays, puisqu'elle a pour objet d'enlever à un homme le droit d'engager la France dans une aventure, et puisque, seuls, les représentants de la nation sont les maîtres de la paix ou de la guerre.

Lorsque nos soldats se trouvent en présence de l'ennemi, il n'y a plus chez nous de partis politiques; les Français de toutes les opinions suivent avec le même intérêt, avec la même passion, la campagne des vaillants qui combattent pour la patrie.

Nous n'avons donc à discuter ici ni les avantages, ni les inconvénients de la politique coloniale; nous avons à marquer les étapes d'une expédition difficile, à raconter les causes de la guerre; à faire connaître le pays lointain où la France a porté son drapeau, la géographie, les mœurs, la force militaire de cette contrée; à exposer l'organisation du corps expéditionnaire, à dire rapidement la biographie des généraux et des principaux officiers qui le commandent, enfin à raconter les opérations de guerre dans leurs moindres épisodes, en signalant tous les traits de vaillance, tous les actes de courage individuel.

Jamais on ne s'est plus intéressé qu'aujourd'hui aux exploits des plus humbles héros. Combien de volumes n'ont-ils pas été publiés depuis quelques années rappelant les noms et les hauts faits de simples soldats ou sous-officiers des grandes guerres d'autrefois, obscurs combattants n'ayant obtenu — quand ils les obtinrent — que de très modestes récompenses!

Cette histoire sera donc l'histoire détaillée, documentée et anecdotique de l'expédition de Madagascar.

D'aucuns prétendent que la France actuelle, amollie et décadente, est incapable d'énergie; que ses fils ont perdu les vieilles vertus militaires des aïeux. Non, la nation, toujours grande, fière et vibrante, ne doit pas être confondue avec l'infime, mais bruyante minorité des jouisseurs et agioteurs, incapables d'un mouvement généreux. La France ne répudie pas moins nettement ceux qui se proclament des sans-patrie. Pour

rester forte, pour défendre le patrimoine national, pour conserver le caractère, l'originalité, la vitalité de notre vieille race, pour répandre les idées de civilisation, de justice et de liberté, elle est toujours prête à courir aux armes.

Elle n'a pas oublié les fautes, les défaites, les sanglantes humiliations et le démembrement de 1871; elle conserve fermement l'inébranlable espoir de reprendre possession des chères provinces perdues; elle ne veut pas être à la merci des puissances, qui convoitent ses richesses ou ses territoires et qui la menacent d'agression.

La France a déjà fait d'énormes sacrifices pour son armée, pour la défense nationale, et elle continuera à en faire.

Les expéditions de Tunisie, du Tonkin, du Dahomey ont prouvé enfin que l'esprit militaire n'était pas mort dans notre pays.

Qui ne se souvient de l'émotion profonde causée à Paris par les victoires de l'amiral Courbet, par les combats du Tonkin? Qui ne se souvient des acclamations enthousiastes qui accueillirent en 1886, à leur retour en France, les troupes de Brière de Lisle, de Négrier et du colonel Dominé?

Il y eut alors, dans tout le pays un admirable réveil patriotique, tout de confiance, de légitime fierté et d'espérance.

Depuis, sans doute, bien des déceptions, des tristesses et même des hontes ont découragé beaucoup de Français et des meilleurs; mais la sonnerie « au drapeau » nous fait relever la tête à tous.

Les troupes du corps de Madagascar, comme celles du Tonkin et du Dahomey prouvent quels trésors de vaillance et d'énergie il y a dans notre race; elles prouvent que notre armée n'est ni une cohue de miliciens sans discipline et sans instruction militaire, ni une légion de prétoriens de parade.

La patrie aura en Europe d'autres luttes pour la vie à affronter; elle peut compter sur cette armée. Le dévouement des soldats qui combattent enseigne à tous le devoir et le sacrifice.

Aux braves du corps expéditionnaire de Madagascar nous dédions les pages qui vont suivre.

H. GALLI.



LA
GUERRE A MADAGASCAR

HISTOIRE ANECDOTIQUE DE L'EXPÉDITION

CHAPITRE PREMIER

L'île de Madagascar.

Les côtes et les ports. — Tananarive et les villes de l'intérieur. — La population.
— Les Hovas. — Mœurs et coutumes. — Superstitions. — L'épreuve du *tanghu*.
— La religion. — Les méthodistes anglais.

Avant d'entrer dans le récit des événements, il importe de faire connaître Madagascar et les causes de la guerre actuelle.

Madagascar, chacun le sait, est une île de l'océan Indien, à l'est de l'Afrique, dont elle est séparée par le canal de Mozambique; par 41° 20' — 48° 50' de longitude E., 12° 12' et 25° 45' de latitude S. Elle se termine au nord par le cap d'Ambre, au sud, par le cap Sainte-Marie. Les autres points extrêmes sont à l'est, le cap de l'Est; à l'ouest, le cap Saint-Félix. Cette terre, d'une superficie de 7.350.000 mètres carrés, n'a qu'une population de 3 à 4 millions d'habitants; elle est cependant une des plus grandes îles du monde en étendue; la troisième après Borneo et la Nouvelle-Guinée. Le territoire de Madagascar est égal à peu près à celui de la France, de la Belgique et de la Hollande réunies¹.

Vingt et un jours de navigation séparent l'île de Marseille; vingt-quatre heures seulement de notre vieille colonie de la Réunion.

La côte orientale de Madagascar est peu accidentée. Elle n'est pénétrée que par la grande baie d'Antongil et par celle de Diégo-Suarez. Sur la côte occidentale, plus tourmentée, signalons les baies de Chimpaiki, de Narrida ou Bombetok et de Saint-Augustin.

De nombreuses îles entourent le territoire malgache; celles qui

¹ Nous ne voulons pas donner une nomenclature trop détaillée et aride des accidents orographiques et hydrographiques de Madagascar. L'examen de la carte sera plus utile et plus profitable au lecteur. Nous recommandons tout particulièrement la carte de Madagascar par Poulmaire, accompagnée d'une notice par Peregrinus et éditée par la librairie Garnier Frères.

appartiennent à la France sont Mayotte, Nossi-Bé, Nossi-Mitziou, Nossi-Cumba au nord, Sainte-Marguerite de Madagascar à l'est; au sud, la Réunion. Maurice, à peu de distance, est devenue possession anglaise en 1815.

Du nord au sud, dans toute sa longueur, Madagascar est parcourue par une chaîne de montagnes très élevées, déterminant bien nettement deux versants généraux : celui de l'océan Indien et celui du canal de Mozambique.

L'explorateur Castonnet des Fosses, qui a longtemps habité Madagascar, affirme « que l'on reconnaît aujourd'hui l'existence de cinq chaînes qui, affectant toutes plus ou moins le sens longitudinal, sont dirigées parallèlement les unes aux autres et séparées au centre de l'île par un vaste plateau surbaissé que l'on appelle plaine d'Ankaya¹.

« Le système orographique de ces montagnes consiste en une vaste série de mamelons juxtaposés, se succédant graduellement les uns aux autres depuis la région du littoral où sont placés les premiers contreforts. Chacun de ces mamelons est séparé de celui qui le suit immédiatement par une petite vallée presque toujours raide, aboutissant à un autre mamelon qui domine le précédent, et ainsi de suite jusqu'à la base des chaînes principales, dont l'ascension peut se faire en quelques heures et sans difficultés. La raison en est très simple : en quittant le rivage, on n'a pas cessé de s'élever pendant six ou sept jours de marche, et l'on est ainsi arrivé insensiblement à une hauteur de 1.800 à 2.000 mètres au-dessus du niveau de la mer.

« Les trois premières chaînes, les moins élevées, sont situées sur la côte ouest de l'île et sont séparées par des plaines sablonneuses et des plateaux arides. Les deux autres chaînes, beaucoup plus considérables, forment un grand massif granitique, qui s'allonge du nord au sud de l'île en se rapprochant de la côte orientale. Les lignes des sommets les plus saillants et les plus remarquables sont, au sud, les monts *Ambahits Mem* (montagnes rouges), d'*Ankaratra*, d'*Abmohimango* au centre, et d'*Antsinaka* au nord. Leur plus haute altitude est de 3.200 mètres environ.

« Comme dans nos montagnes de l'Auvergne, on trouve des cratères éteints et des traces d'une action volcanique aujourd'hui terminée. »

Des montagnes descendent vers l'Océan de nombreux cours d'eau qui fertilisent la plaine, le Mangourou, la Singebate, la Soufia, le Manangourou, l'Andevourante, le Mangoutou ou Tantamane, le Mananzari, la Mananghara, la Manathenga et la Mandrerej; vers le canal de Mozambique, le Matzamba, l'Abina, le Bally, le Matombagh,

1. *Madagascar*, par le colonel Ortus.

la Vulla, le Chacao, le Mansiastvé, le Sango, le Saint-Vincent, le Dar-mouth ou Onglo, le Machicor, la Ménérandre, la Betsiboka, etc.

Quelques-uns de ces fleuves, dans leur parcours, traversent des lacs importants. A leur embouchure, ils sont encombrés de sables et d'alluvions. Ainsi se forment sur la côte orientale des lagunes qui s'étendent le long du rivage.

Le Mangourou a 400 kilomètres de longueur. Il est large comme la Seine à Paris; la Mananghara a 450 kilomètres, la Betsiboka, 500 kilomètres.

« On peut dire que Madagascar est un des pays les mieux arrosés de la terre. Plusieurs de ces cours d'eau sont assez profonds et quelques-uns ont une longueur analogue à celle de nos rivières de France. Ils sont malheureusement à peu près tous impropres à la navigation, car leurs embouchures sont encombrées de sables, d'alluvions, de galets apportés par la mer, qui forment des bancs, et qui souvent, faisant refluer les eaux, créent, surtout sur la côte orientale, des centaines de lagunes. Sur un espace de plusieurs centaines de kilomètres, celles-ci s'étendent sur le rivage, n'étant séparées de la mer que par une étroite bande de sable.

« Par la disposition des montagnes en terrasses successives, il se produit en outre des cascades et des chutes qui sont autant d'obstacles insurmontables aux communications fluviales ! »

Le pays est donc d'un accès difficile, et les indigènes n'ont rien fait pour ouvrir le chemin de leur capitale aux étrangers. Il n'existe point de routes reliant les villes entre elles, à Madagascar.

Lagunes, cours d'eau, forêts, montagnes à franchir, tels sont les obstacles qui depuis longtemps défendent l'île contre les invasions européennes.

Un des derniers voyageurs français qui aient parcouru Madagascar avant l'ouverture des hostilités¹ (juin-juillet 1895) apprécie ainsi les différences de climats dans les diverses régions de l'île :

« Deux mois de voyage à travers Madagascar, de la côte orientale à la côte occidentale, m'ont laissé successivement trois impressions bien distinctes.

« En débarquant à Tamatave, la sensation des tropiques : une bande de terre plate, zone humide et chaude à la fois, tour à tour arrosée par des pluies fréquentes ou fécondée par les rayons d'un soleil ardent; une serre naturelle, dont l'atmosphère se trouve toute préparée pour certaines plantes avides d'eau ou de soleil telles que la canne à sucre, la vanille, le giroflier, le cacaoyer, mais dont l'humus n'est peut-être pas en couches suffisamment profondes pour des cultures de longue durée comme le café ou le thé.

1. *Madagascar et les moyens de la conquérir*, par le colonel Ortus. Un vol., 1895.

2. Le prince Henri d'Orléans, *A Madagascar*, un vol.

« Quand on longe la côte, ainsi que nous l'avons fait plusieurs jours, on est frappé de l'abondance des arbres fruitiers, des essences utiles qui se serrent, au caprice de la nature, sur le sable du littoral et qui viennent mouiller leurs racines aux volutes d'une mer creusée sur des récifs de coraux. Palmiers de toutes sortes, citronniers, manguiers, calebassiers tendent au voyageur leurs branches chargées de fruits.

« L'aspect est enchanteur; il ne saurait tromper celui qui a déjà parcouru des régions semblables. Derrière les fruits délicieux, sous les frais ombrages, dans les racines mêmes, auprès des rivières, sur les bords des étangs, partout se cache le terrible poison qu'inévitablement seront forcés d'absorber les Européens séjournant sur la côte : la fièvre.

« Tous devront lutter contre la maladie; la plupart s'affaibliront dans le combat; beaucoup y laisseront leur santé, quelques-uns la vie; bien rares ceux qui ne perdront rien à la bataille.

« Je ne veux pas être trop pessimiste : je m'empresse de dire que de vieux colons vivent à la côte, que certains y travaillent depuis quarante ans. Ceux-là se sont familiarisés au climat et n'en souffrent plus, ils sont devenus *quininomanes*, qu'on me passe le mot.

« J'ajouterai que la fièvre est moins dangereuse à Madagascar que dans telle autre de nos colonies; qu'ici l'on voit rarement l'accès pernicieux emportant le malade en quelques heures: que la Cochinchine, par exemple, qui compte un certain nombre de vieux colons, me paraît plus malsaine que la côte de Madagascar.

« Dès que l'on quitte le littoral pour pénétrer dans l'intérieur, le paysage change entièrement. Au delà d'une région de forêts difficilement praticables, qui s'étendent sur les coteaux et se développent sur le pourtour presque entier de l'île comme une ceinture d'une vingtaine de kilomètres, on trouve le plateau central. L'altitude moyenne est ici de 1.000 à 1.200 mètres. Les saisons sont bien marquées: plus de ces pluies torrentielles qui, sur la côte, tombaient tous les quarts d'heure pour cesser subitement au bout de quelques minutes. Nous sommes en juin; c'est la saison sèche; le thermomètre descend la nuit à 4 degrés pour monter le jour à 20. On se sent vivre, l'appétit est excellent. Nous faisons volontiers la route à pied, et je suis tenté d'oublier que nous sommes par le 17° degré de latitude sud. »

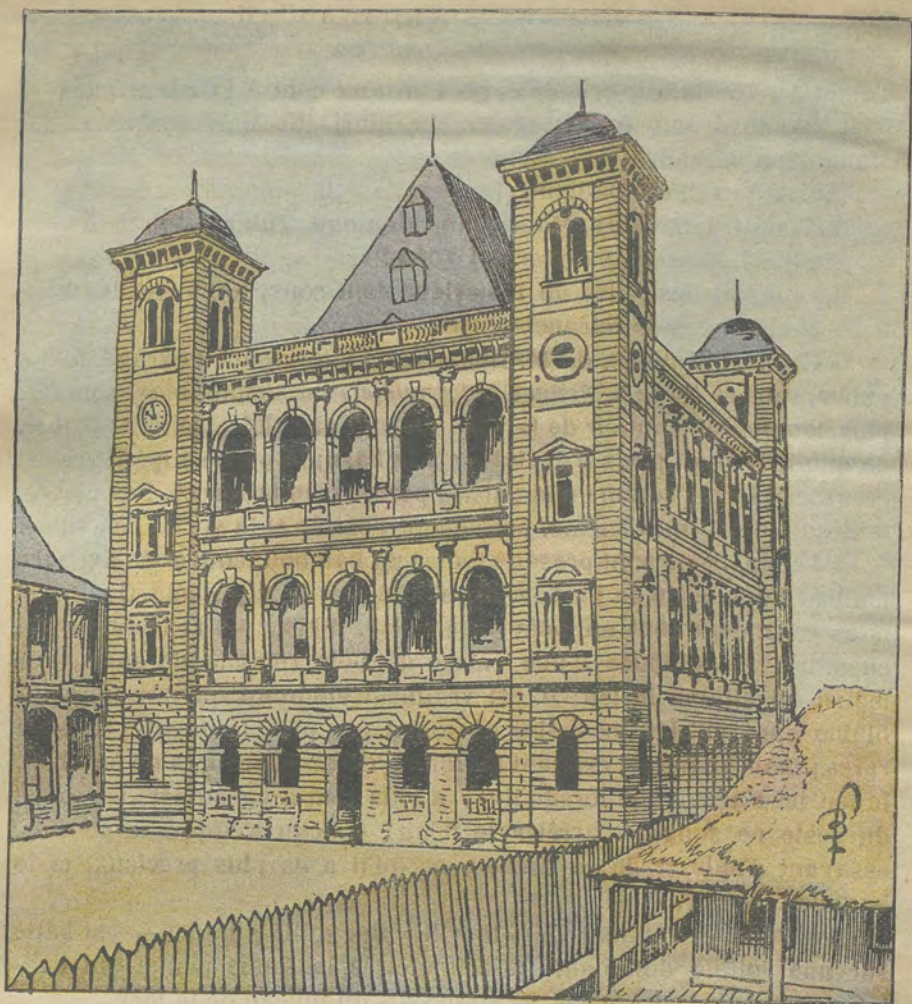
Les forêts couvrent en partie la côte orientale.

L'île se divise en tribus de mœurs fort distinctes. A l'est, les Antavaris, les Besitmiosaracas, les Ambanivoules, les Betanimènes, les Antatchimes;

Au sud, les Mahafates, les Caremboules, les Ampatris, les Antanosses et les Antanasses;

A l'ouest, les Sakalaves et les Buques;

Au nord, les Antancars et les Sikanakas;



Grand palais de Ranavaloa.

Au centre, les Antsianaxes, les Betsileos, les Bezançons, les Machicores (gens de l'intérieur), les Andrantsaies et les Hovas.

Ces derniers, qui habitent la province d'Imerina, où se trouve la capitale du royaume, Tananarive, constituent la tribu la plus importante, la plus puissante ; ils sont au nombre d'environ 800.000, en outre 400.000 esclaves. Leur race s'est imposée ; elle a peu à peu dominé les autres peuplades de l'île. Les Hovas, plus vigoureux, plus intelligents, plus travailleurs que leurs voisins, ont étendu leur territoire, en s'annexant les petites tribus qui les entouraient ; ils sont entrés de bonne heure en relations avec les Anglais ; ces derniers les ont aidés à gagner du terrain et de l'influence.

Les principales villes de Madagascar sont : Tananarive au centre ;

Tamatave sur la côte orientale, port protégé contre la barre par une jetée; Andovoranto à l'est également, ainsi que Mahanoro, Mahela, Mananjara, Akondro;

Au sud-est, Fort-Dauphin;

A l'ouest, Janatsouy, Matseroaka, Majunga, Tular;

Au nord, Ngonsy, Sambara et Vohemar.

La plupart des villes de l'intérieur sont construites sur des hauteurs et entourées de retranchements.

« Ces fortifications, dit M. Hue, dans l'intéressant ouvrage qu'il a publié, sous ce titre : *la France et l'Angleterre à Madagascar*, sont des plus sommaires : autour de la ville, un mur circulaire de terre battue, de quinze à vingt pieds d'épaisseur à la base; la partie supérieure est creusée et forme comme une galerie percée d'embrasures. Des portes, taillées dans le mur même, permettent l'entrée et la sortie des villes.

« Les maisons sont presque toutes en bambou, couvertes avec les feuilles d'une sorte de palmier appelé l'arbre du voyageur. Quelques-unes cependant sont en bois ou en pisé, mais c'est l'exception. La cheminée se compose d'une caisse de bois remplie de sable, sur lequel on allume le feu; il est vraiment étonnant qu'avec un semblable appareil, les incendies ne soient pas plus fréquents; ils sont rares; mais quand ils éclatent au milieu de ces demeures de bambou, le feu ne s'arrête que lorsqu'il n'y a plus rien à consumer; personne du reste ne songe à arrêter le fléau; chacun s'empresse de fuir, essayant d'enlever de sa maison ce qu'il a de plus précieux, et le bagage est léger. »

La capitale, Tananarive — la ville aux mille villages — est bâtie sur une colline dominant de 200 mètres la vaste plaine qui l'entoure et située à 1.500 mètres au-dessus du niveau de la mer.

A l'époque où les peuplades de l'île étaient constamment en guerre, la position de Tananarive sur des hauteurs escarpées, défendue par de profonds fossés, était considérée comme inexpugnable.

Aujourd'hui que la ville compte 75.000 habitants, elle s'est étendue considérablement et a fait craquer la vieille enceinte qui tombe en ruines et qui marque les limites de la cité primitive à laquelle se sont annexés d'importants faubourgs. Une partie des maisons de la capitale sont construites en bois, l'autre en terre. Comme les orages sont très fréquents dans la région, d'innombrables piques se dressent vers le ciel au-dessus des toits de Tananarive: ce sont les paratonnerres protégeant chaque maison.

Aperçue de loin par le voyageur qui vient de traverser les dunes de sable, les forêts et les montagnes désolées et presque désertes qui séparent la côte des plateaux du centre, Tananarive produit un grand effet de contraste. Brusquement, une civilisation avancée se révèle, après un voyage pénible dans une contrée sauvage; les palais, les

forts, les églises, les temples forment, à distance, un ensemble imposant et inattendu.

Mais, à l'entrée dans la ville, prompte est la déception.

Les maisons apparaissent misérables, en des rues tracées au hasard et malpropres, les monuments affreusement lourds; les principaux sont le Palais d'Argent, celui de Souaniérane et le grand palais de Ranavolo.

Le Palais d'Argent, qui fut longtemps habité par un fils de la première reine de Madagascar, doit son nom aux ornements en argent dont ses murailles et sa toiture sont en partie couvertes.

Le palais de Souaniérane fut construit par un Français, M. Legros; il occupe le sommet d'un coteau très vaste. Inhabité et abandonné depuis 1828, il n'est cependant pas en trop mauvais état.

Le monument capital est le grand palais de Ranavolo.

« La façade est formée de trois rangs superposés de galeries ouvertes, et les colonnes qui soutiennent ces varangues donnent au colossal édifice une légèreté aérienne. La colonne centrale, sur laquelle s'appuie la toiture aiguë et tronquée, est un arbre de quarante-cinq mètres de hauteur; sur le dôme qui le couronne, un gigantesque vouroun-mahère en cuivre doré déploie fièrement ses ailes sous les plis du drapeau malgache. Le peuple corvéable a dû tirer et transporter des forêts situées à plus de trente lieues de la capitale tous les arbres géants qui sont entrés dans ce palais; aussi sa construction a coûté, dit-on, la vie à plus de quinze mille hommes.

« La haute et vaste terrasse au milieu de laquelle s'élèvent le Grand Palais et la Maison d'Argent est entourée par une palissade de larges pieux, excepté du côté du nord où se trouve l'entrée principale; celle-ci est défendue par une double rangée de canons flanquant un portail carré et massif. Un large perron en pente très douce conduit à ce petit arc de triomphe en granit surmonté de l'oiseau malgache¹. »

Aux environs du Palais royal s'élèvent les maisons, hôtels particuliers, si l'on veut, bien construits et confortables des grands dignitaires et fonctionnaires et des personnages de marque de la colonie européenne. Ces habitations sont toutes bâties sur un sous-sol, avec vérandas et galeries couvertes, au milieu de magnifiques jardins ornés de plantes rares et merveilleusement entretenus.

C'est près du quartier riche, à peu de distance des palais ministériels, que se dresse comme un avertissement et une menace la *Roche Tarpéienne*; car, de même que la Rome antique, Tananarive a sa *Roche Tarpéienne*, s'élevant de 15 mètres à pic et du haut de laquelle sont précipités les condamnés à mort.

« Des sagayeurs, dit M. Macquarie, placés au bas, attendent les

1. *Voyage à Madagascar*, par J.-L. Macquarie.

victimes qu'un hasard providentiel pourrait épargner ; si invraisemblable qu'il puisse paraître, ce fait s'est présenté. Le docteur Vinson rapporte qu'un jour un supplicié étant tombé sur le talus inférieur, se releva sain et sauf ; le malheureux, qui n'avait rien à espérer de la clémence de sa souveraine, salua fièrement la foule des spectateurs rangés dans la plaine et se précipita dans le reste de l'abîme. »

Au bas de la *Roche Tarpéienne*, s'étend le Champ-de-Mars, champ de manœuvres de la garnison.

Au nombre des édifices remarquables, autres que le palais, il convient de citer les tombeaux, et particulièrement, le tombeau d'un ancien favori de la reine Ranavolo, le ministre Rainihaire, d'une grande richesse d'ornementation.

Les maisons des indigènes, construites sur terrasses, sont petites et sommairement meublées ; elles bordent la grande et unique rue de Tananarive et les sentiers tortueux, presque impraticables qui sillonnent la montagne, se dirigent vers le centre de la ville et descendent vers la plaine au sud, où se tiennent, chaque vendredi, d'importants marchés. Une foule considérable, agitée et pittoresque, se presse à ces grandes foires.

Le soir, la ville n'est pas éclairée et les rares habitants qui circulent, sortent armés de lanternes pour éviter les fondrières et les précipices.

Tananarive est bien alimentée d'eau, par de nombreuses fontaines qui jaillissent de la roche et par plusieurs lacs, dont le plus fameux est connu sous le nom de lac du Serment.

C'est là que les indigènes, dans des circonstances graves, viennent, suivant une tradition sainte et respectée, affirmer solennellement la vérité, en jurant sur les eaux du lac sacré. Un bœuf est mis à mort à coups de sagaie ; près de l'animal expirant, le Hova prête serment ; on l'avertit que s'il ne tient pas la parole jurée, les plus affreux malheurs fondront sur lui et sur les siens. Après avoir bu quelques gorgées d'eau, il est irrévocablement engagé.

La foi en ce serment est absolue : grâce à elle, bien des procès ou des querelles sont évités. « Lors de la mort de sa mère, Radama II se trouva en présence de son cousin Rambousalam, qui lui disputa le trône ; au lieu de le faire périr, il n'exigea de ce prince, son compétiteur, que le serment du lac. Rambousalam reprit, après l'avoir prononcé, son rang à la cour ¹. »

Entre les villes remarquables autres que Tananarive, Tamatave ne pouvait manquer de jouer un rôle important dans les expéditions dirigées contre Madagascar.

Elle est construite sur une langue de sable de la côte orientale et

¹. *Voyage à Madagascar.*

comprend deux quartiers: le premier, composé de beaux enclos et habité par les blancs; le second, extrêmement actif et peuplé, la ville des noirs. La rade, très vaste, est bien abritée contre les vents du sud, et fermée par deux longs récifs. L'effet de la terrible barre y est fort atténué par une jetée. Le débarquement à Tamatave s'opère donc assez facilement.

Cette ville est en relations commerciales constantes avec les colonies européennes de La Réunion et de Maurice. Ce commerce a surtout pour objet le trafic des bœufs et du riz.

En débarquant à Tamatave, le voyageur se trouve vis-à-vis des magasins de la douane; il traverse de vastes hangars et il arrive à l'Avenue n° 1, la grande rue de la ville, desservie par un chemin de fer Decauville; à droite, la résidence de France; à gauche, le Comptoir d'escompte, installé dans une maison en pierres et briques:

« Cette maison fut construite par la *New Oriental Bank*, tombée en déconfiture. C'est le quartier commercial; partout, à droite à gauche, on ne rencontre que des bureaux, des magasins et des boutiques; ces dernières ont presque toutes pour propriétaires des Indiens et des Chinois, des Chinois surtout, qui font depuis quelques années une concurrence ruineuse aux petits commerçants européens et créoles¹.

« Toutes les maisons sont en bois, construites sur pilotis enfoncés dans le sable — la pierre est rare, et les Malgaches interdisaient, du reste, jadis, de faire des fondations maçonnées, de peur que les maisons ne puissent être trop facilement transformées en forteresses — basses, entourées de vérandas ayant généralement l'aspect des bungalows indiens et la plupart entourées de jardins d'aspect assez coquet.

« En remontant, nous rencontrons le *Zoma*; à notre droite, le marché indigène, puis le cimetière français créé pendant l'occupation de 1882 à 1885, la Mission catholique et l'église, et plus loin, toujours sur la droite, la batterie, à côté de la promenade des Tamataviens — les Manguiers — où l'on joue au tennis, au cricket, et où l'on a même organisé des courses. »

Le port d'Andovoranto est peu sûr et d'un accès dangereux.

A l'ouest, la rade de Majunga est, au contraire, l'une des meilleures.

Au nord, la baie de Diégo-Suarez forme un magnifique bassin de 10 kilomètres de long sur 7 de large. La profondeur est de 24 à 48 mètres.

Sur les rives de cette baie, de nombreuses anses offrent un excellent abri aux petites embarcations.

1. Voir *Le Figaro*, janvier 1895. *Madagascar*, par A. Fitz-Maurice.

Tamatave est le port le plus rapproché de Tananarive, dont il n'est séparé que par une distance de 400 kilomètres.

Malheureusement, ainsi que nous l'avons dit déjà, aucune route ne conduit de la côte à la capitale du royaume, si ce n'est un mauvais sentier absolument impraticable aux convois.

« La première zone à traverser ¹ est formée de grandes plaines sablonneuses, merveilleusement cultivées et plantées d'arbres superbes; la seconde est la forêt, et la troisième est celle des hauts plateaux, où l'on rencontre des pâturages et de nombreuses mines d'or.

« Cependant, pour se rendre de Tamatave à Tananarive, on ne met pas plus de huit jours. On peut même faire ces 400 kilomètres-là en cinq jours, si l'on brûle ou si l'on abrège seulement les arrêts ordinaires, car les porteurs qui se chargent de vous sont infatigables. »

Il faut, pour parvenir à Tananarive, escalader des côtes de plus de trois cents pieds, puis descendre par des sentiers de chèvres dans des précipices où la lumière parvient à peine.

La population de Madagascar est, on le sait, divisée en tribus d'origine et de mœurs distinctes ². L'élément étranger ou européen est peu important; il comprend environ 500 colons, dont plus de la moitié Français.

Le nombre des habitants est, relativement à l'étendue du territoire, peu considérable: six à sept par kilomètre carré.

Les plus nombreux formant la masse de la population, ont le teint basané et les cheveux plats des Indiens, ou la peau noire et les cheveux crépus des Cafres. Ils sont de haute taille, bien proportionnés. Ceux de la côte orientale, plus civilisés, en commerce avec les Européens, se montrent généralement hospitaliers. Vers l'ouest, les indigènes, au contraire, sont paresseux et cruels. Les femmes ont les traits souvent agréables et le corps bien fait.

La polygamie est permise; mais les riches seuls, de même que dans le monde musulman, ont plusieurs femmes.

Les Madécasses, longtemps sobres, se livrent, depuis l'installation

1. Voir *Le Figaro* du 22 décembre 1895. *Madagascar* par René de Pont-Jest.

2. « La langue malgache indique l'origine des habitants de Madagascar et appartient à la grande famille des langues malaises. Il est plus que probable que les premiers autochtones de l'île étaient des nègres purs qui se sont mélangés avec des immigrants malais, plus intelligents, plus civilisés, et qui leur ont imposé leur langue. C'est avec l'idiome de *Bali*, dans la Malaisie, qu'elle offre le plus d'analogie. On s'accorde à dire qu'elle est capable d'une grande énergie et possède une véritable beauté d'expression. Le verbe être des Latins, base de toutes les grammaires européennes, n'existe pas dans la langue malgache, et il faut le remplacer par un mode de structure particulier de la phrase.

« L'écriture est restée longtemps inconnue à Madagascar. Les Arabes y ont introduit leur alphabet, et leur littérature a par suite exercé une réelle influence. Comme cet alphabet ne pouvait rendre certaines prononciations, les Européens ont importé leur alphabet, qui résolvait mieux le problème; à l'heure actuelle, les caractères latins sont universellement adoptés par les indigènes.

« La littérature malgache pure ne se compose que de chansons de noces ou de funérailles. Elle renferme beaucoup de proverbes et des fables plus ou moins puériles. Les Malgaches n'ont conservé aucune notion, aucun souvenir de leurs aïeux, et n'ont pas d'histoire.

« Comme tous les peuples dont le fond est de race noire, ils adorent la danse et la musique. Il est vrai que leur mélodie est grossière et leurs instruments de musique des plus élémentaires: c'est le tambour ou tambour creusé dans un tronc d'arbre et recouvert d'une peau, et le violon monocorde fait avec une moitié de calabasse. » (*Madagascar et les moyens de la conquérir*, par le colonel Ortus.)

de comptoirs anglais dans l'île, à l'alcool, pernicieuse et première importation de la civilisation européenne.

« Le rhum de l'île Maurice¹, écrit le révérend Joseph Mullens, qui a fait, en 1875, une tournée d'inspection aux Églises presbytériennes de la Grande-Terre, importé annuellement à Madagascar, se compte par milliers de barriques. Nous avons vu, à toute heure du jour, rouler dans la principale rue de Tamatave des barils de rhum, et la plage où ils étaient rangés par douzaines en était couverte. Chez les petits trafiquants créoles aussi bien que chez les grands négociants anglais, la canelle est toujours après la barrique; il en résulte des scènes continues de désordre, de dégradation et d'ivrognerie. Toutes les villes situées sur la côte se trouvent infestées par cette liqueur et par ces exemples diaboliques. Quand donc les Anglais et les Américains, ces deux fortes races, voudront-ils comprendre que c'est un crime de lèse-humanité de débaucher et de ruiner ces jeunes nations? Ne savent-ils point que c'est entraîner ces tribus ignorantes et sauvages, incapables de comprendre et de calculer les terribles conséquences des choses, à leur dégradation immédiate, que de les placer en face de tentations presque irrésistibles? »

Est-il nécessaire d'ajouter que, avec une tartuferie qui ne surprendra personne, le clergyman dont nous enregistrons l'aveu assure que la France est la grande coupable, et que la crainte seule de difficultés avec notre gouvernement empêche la vertueuse Albion de faire acte d'autorité à Madagascar et d'y interdire ce commerce criminel.

Les Hovas, qui sont aujourd'hui les dominateurs de l'île, appartiennent à la race malaise, très modifiés du reste par leurs croisements avec les autres peuplades. Ce sont eux qui, à force d'industrie, ont mis en culture la région la plus ingrate, celle qui est la plus dépourvue de ressources, mais où la défense contre l'étranger est préparée par la nature elle-même.

Depuis un siècle environ, ils ont propagé leur influence, imposé leur domination; ils ont organisé une sorte de gouvernement, d'administration et d'armée; ils sont les maîtres d'une population timide et partagée en tribus rivales.

Plusieurs de ces tribus, particulièrement la tribu des Sakalaves, ont longtemps résisté et ne subissent qu'impatiemment le joug; elles peuvent donner à la France de précieux auxiliaires. Les esclaves sont nombreux à Madagascar, où les négriers en importent beaucoup; ils sont employés aux travaux pénibles; leur principale corvée est de transporter les fardeaux, marchandises de toute nature, dans un pays où les routes n'existent pas, où les voitures et autres moyens de locomotion sont inconnus.

1. Voir *Voyage à Madagascar*.

Le Madécasse voyage à pied ou en chaise à porteurs (*fitacon*), soutenue par quatre esclaves.

Pour déplacer les fardeaux, les indigènes se servent d'un bambou assez fort et long d'environ un mètre cinquante, aux extrémités duquel ils suspendent deux poids à peu près égaux de marchandise.

« Le bambou est porté par son milieu par un esclave¹.

« La course fournie par ces esclaves, porteurs d'hommes ou de marchandises, est prodigieuse.

« Les poids enlevés ainsi par un homme sont en général de 50 kilos. »

Le *fitacon*, bien qu'il n'ait rien de confortable, surtout lorsque les porteurs prennent le galop, est le seul véhicule possible dans l'intérieur de l'île, par les étroits sentiers de la montagne et de la forêt.

La population de Madagascar, dont nous venons d'indiquer sommairement les différentes races, pratique-t-elle une religion unique? Certains voyageurs qui ont parcouru la contrée, qui l'ont habitée longtemps et en connaissent bien les us et coutumes, assurent que les Madécasses n'ont aucune foi, aucun culte précis, à l'exception de ceux qui se sont convertis soit au protestantisme, soit au catholicisme; leur religion est faite des superstitions les plus grossières du fétichisme. Ni temples, ni autels. Le Malgache adore des animaux, des amulettes, les objets les plus divers; il craint les sortilèges, les mauvais génies, et s'efforce de les apaiser par des sacrifices. Les requins, très nombreux et féroces dans tous ces parages, sont redoutés comme possédant un pouvoir surnaturel. Les dents de ces monstres deviennent des talismans vénérés, de pieuses reliques précieusement conservées.

Une des superstitions les plus barbares, aujourd'hui disparue, était celle du Mampilo ou horoscope. M. Leguevel de Lacombe raconte à ce sujet, dans ses récits de voyage, que tous les enfants, à leur naissance, n'entraient définitivement dans la famille qu'après consultation de l'Ombiache ou astrologue. Celui-ci prononçait. L'enfant était-il déclaré né à une heure ou à un jour néfastes, il était, selon la décision du devin, ou précipité dans une rivière et donné en pâture aux crocodiles, ou abandonné dans une forêt, ou enterré vivant.

« Le père du nouveau-né, dit M. Leguevel de Lacombe, entouré de ses proches et amis, et aidé par l'Ombiache, plante en terre sa plus belle sagaie, orné de guirlandes de feuillage, à la tête de la natte où l'enfant repose; l'Ombiache s'en approche avec son *manipila*, tire l'horoscope, et la famille attend avec anxiété le résultat de ses calculs cabalistiques. Le *manipila* est une planchette avec des bords élevés, divisée en quatre parties de différentes couleurs par des lignes qui vont d'un angle à l'autre. Elle est couverte d'une légère couche de

¹. Madagascar et l'expédition française 1883-1886, par J. Moulin, ancien lieutenant aux volontaires de la Réunion.



S. M. Ranaivo III, reine de Madagascar.

sable fin, sur laquelle l'Ombiache trace des caractères arabes, en murmurant des paroles mystiques, parmi lesquelles revient souvent le mot *zan*, enfant. Cependant, on suspend au cou du nouveau-né des fanfoules pour le préserver des *manchaves* que les agents de mauvais génie devaient répandre autour de sa natte. Si l'arrêt de l'Ombiache est favorable, tous les assistants sont invités à un banquet, que terminent des danses guerrières ou *mitava*. »

Bien des mères, à la veille d'accoucher, s'enfuyaient pour faire échapper leur enfant à l'affreux horoscope ; elles mettaient au monde le pauvre petit dans les bois, loin, bien loin de l'Ombiache impitoyable, espérant ainsi arracher le nouveau-né à la mort. Cette atroce coutume, d'une abominable superstition, n'existe heureusement plus.

Bien que les Malgaches n'élèvent ni temples ni statues à leur dieu, ils l'invoquent dans les actes les plus importants de la vie. Ce dieu est l'être suprême, autour duquel se réfugient les âmes des ancêtres. Ces derniers ou *ranzanes* sont l'objet d'une vénération particulière, qui se manifeste par des immolations d'animaux ou des offrandes de riz sur les tombeaux.

Les survivants sont persuadés que les aïeux continuent à s'occuper d'eux et à les protéger.

Les prêtres malgaches ou sikidis sont considérés surtout comme des devins, dont l'autorité est incontestée; ils n'ont pas peu contribué, pour étendre leur influence, à développer l'esprit superstitieux de la population.

D'accord avec les souverains du pays, ils avaient imaginé une effroyable torture, sorte de jugement de Dieu qui détruisit des milliers et des milliers d'indigènes.

Cette épreuve était dite du Tanghin. Le Tanghin est le plus terrible poison de la flore malgache; il provoque la paralysie des muscles.

Les prêtres savaient, au moyen d'habiles décoctions, de préparations et d'infusions longuement combinées, modifier, atténuer ou ralentir les effets du Tanghin.

Lorsqu'un malheureux était l'objet d'une accusation de complot ou de sorcellerie, cette dernière très fréquente autrefois, sous les prétextes les plus futiles, il devait se soumettre à l'épreuve du Tanghin, c'est-à-dire boire la liqueur que lui présentait le prêtre.

Si l'estomac rejetait le poison, l'accusé était reconnu innocent, mais il n'en éprouvait pas moins de cruelles souffrances, restait longtemps malade; fréquemment il perdait la raison et finissait dans le gâtisme.

« On peut se faire une idée, a écrit M. Barbié du Bocage, de cette justice épouvantable et des désastres qui en sont la suite, quand on sait que la dose de poison que doit avaler le patient est entièrement à la discrétion du juge, et que ce dernier partage avec le délateur et le chef du gouvernement hova, les biens de la victime, si elle est reconnue coupable, c'est-à-dire si elle meurt. Radama, sollicité un jour par des Européens pour faire cesser dans ses États ce terrible fléau, répondit à ceux qui le sollicitaient : « Trouvez-moi un impôt qui, comme celui-ci, remplisse mes coffres et fournisse aux besoins de mon armée. » Malgré cette parole cruelle, ce prince fit quelques efforts pour faire cesser l'emploi du Tanghin ou du moins pour qu'il fût moins fréquemment mis en usage; mais sous son successeur, la reine Ranavalo, ce poison n'est plus seulement employé pour éprouver les accusés ou punir les coupables. Il sert à tous propos. Ainsi, pour citer un fait entre mille, ce *Caligula femelle*, voulant un jour avoir auprès d'elle, comme chanteuses ou danseuses, un certain nombre de jeunes

filles de neuf à dix ans du pays d'Anossi, fit prendre les trente-quatre plus belles qu'on put découvrir dans cette contrée.

« Toutefois, comme elles pouvaient avoir de mauvaises intentions à son égard, avant de les laisser pénétrer en sa présence, elle ordonna qu'on leur fit subir l'épreuve du Tanghin. Le nombre qu'elle avait primitivement demandé put à peine être complété et dans quel état ! Sur trente-quatre, dix-huit étaient mortes sur-le-champ dans d'affreuses tortures ; une dix-neuvième eut assez de force pour en relever, mais elle fut aussitôt tuée à coups de pierres, n'étant pas considérée comme assez pure pour approcher de sa souveraine¹. »

On estime que cette épreuve du Tanghin a fait en vingt ans à Madagascar, de 1824 à 1844, près de deux cent mille victimes², dont une bonne partie périrent sur l'ordre de la reine Ranavalô.

Ce fut sous le règne de cette « Caligula femelle », comme l'ont appelée plusieurs explorateurs, que les Jésuites réussirent à s'installer à Tananarive³.

Les missionnaires anglais y avaient déjà pris position. Depuis cette époque, la guerre est déclarée entre les représentants des deux églises chrétiennes à Madagascar.

Ces querelles religieuses et ces rivalités d'influence ont toujours eu, du reste, un caractère essentiellement politique. Les missionnaires anglais se sont faits les agents les plus habiles, les plus intriguants de la politique britannique ; leur but constant est de susciter des difficultés à la France, de contrecarrer l'action de notre diplomatie et de nos nationaux à Madagascar.

Jusqu'en 1869, aucune des deux églises ne l'emporta bien nettement. Les pères Jésuites, d'une part, se créaient d'importantes amitiés, sous le patronage de la France et prenaient position ; de l'autre, les pasteurs méthodistes gagnaient du terrain dans l'entourage royal. La cruelle Ranavalô fut la dernière reine qui persécuta les chrétiens des deux confessions.

Son héritier Radama II pratiqua le régime de la tolérance ; après

1. « Il y aussi le Tanghin civil, ou épreuve qui, dans un procès, donne raison à l'une ou à l'autre partie ; seulement dans ce cas, le poison est administré à un certain nombre de poulets ; si la majorité de ces pauvres innocents survit, le requérant a tort, et il supporte tous les frais et dépens.

2. « L'administration du Tanghin était assujettie à des formes particulières que M^{me} Ida Pfeiffer a décrites minutieusement. Le condamné était averti par l'Anyri-Tanghin (individu chargé d'administrer le poison) du jour fixé pour l'épreuve. Durant les vingt-quatre heures qui précédaient le moment fatal, le malheureux ne devait prendre aucun aliment, ses parents l'accompagnaient chez l'exécuteur. Là, il se déshabillait et jurait qu'il n'avait eu recours à aucun sortilège. L'Anyri-Tanghin alors ratissait avec un couteau autant de poison qu'il jugeait nécessaire, l'étendait sur trois petits morceaux de peau d'environ deux centimètres de long, découpés sur le dos d'une poule grasse, et faisait du tout une boulette que l'accusé avalait. Dans les dix dernières années du règne de Ranavalô, une innovation a été apportée à l'épreuve du Tanghin. Les parents de l'accusé eurent l'autorisation de lui faire avaler, aussitôt le poison pris, une énorme quantité d'eau de riz. De la sorte, il survenait des vomissements qui parfois sauvaient le patient. Toutefois fallait-il qu'avec le poison, il rendit les trois petites peaux intactes ; sans cela, il n'avait pas la vie sauve, et l'effet manqué du Tanghin était remplacé par le supplice de la sagaie, qui consiste à larder méthodiquement son homme de coups de lance ou de sagaie jusqu'à ce que mort s'ensuive. »

3. Ranavalô mourut en 1861.

lui, la reine Rosoakerina reçut, à son lit de mort, le baptême catholique; mais Ranavalo II, qui lui succéda, se convertit au protestantisme en 1869. Depuis lors, la prépondérance de l'Angleterre est assurée dans les conseils des Hovas. La reine, en néophyte ardente, ordonna de renverser toutes les idoles de Tananarive et décréta la religion réformée religion d'État.

En un jour, trois millions de Malgaches se firent chrétiens. Il est vraisemblable que cette conversion en bloc et par décret fut plus rapide que sincère.

Peu importait du reste aux méthodistes devenus les véritables maîtres du gouvernement; ils se répandirent dès lors dans toutes les tribus du royaume, avec l'appui des autorités et comptant sur la protection royale, qui ne leur fit jamais défaut.

« Les enfants, a dit un clergyman, sont entraînés à l'école et les parents au temple, et si nous n'avons pas le christianisme à la baïonnette, nous avons quelque chose d'approchant.

« C'est en effet le christianisme à coups de bâton que pratiquent les Révérends Méthodistes. C'est la menace à la bouche et le fouet à la main que ces apôtres poussent les populations des villages dans les temples¹. »

Il ne faudrait pas se faire de trop grandes illusions sur l'ardeur de la nouvelle foi religieuse des Hovas. Leurs convictions n'ont rien de solide. Les ministres, les officiers de la couronne, les fonctionnaires ne sont devenus chrétiens que pour conserver leurs places; mais, grâce aux missionnaires méthodistes, le gouvernement anglais, surtout depuis nos défaites de 1870, a manœuvré de façon à détruire notre prestige à Madagascar et à y substituer le sien. Les pasteurs disposent, dans ce but, de sommes considérables.

Ils n'ont du reste pas réussi à déraciner quelques-unes des plus vieilles superstitions nationales.

La reine elle-même, bien que protestante zélée et fervente, en pratique quelques-unes, tout comme si elle n'avait pas reçu le baptême. Chaque année, elle fait le pèlerinage de l'ancienne ville sainte d'Ambohimanga, et elle reste en prières pendant plus d'un mois, non toutefois sans avoir pris soin, avant de se mettre en route, de s'assurer par la consultation des oracles que les destins lui seront favorables.

Les ministres, la cour, une partie de l'armée, 1.500 personnes environ accompagnent la reine dans ce pieux voyage annuel, dont la tradition se conserve précieusement, dernier vestige dans le monde officiel du culte des ancêtres.

1. *Voyage à Madagascar*, par Marquaric.

CHAPITRE II

Les premiers Français à Madagascar.

Le gouvernement de l'île. — La reine. — Le premier ministre. — Les premiers Français dans l'île. — M. de Flacourt. — La Compagnie de l'Orient sous Louis XIV. — L'aventure de Boniowski. — Madagascar sous la Révolution et sous l'Empire. — Expéditions de 1829 et de 1845. — Le traité de 1868.

Madagascar est un royaume, dont la reine actuelle Ranavalo III a été proclamée le 13 juillet 1883.

Elle règne et gouverne par l'intermédiaire de son premier ministre, en autocrate. Son pouvoir en principe est absolu ; aucun des actes de la vie de ses sujets ne lui échappe. Tous les Malgaches sont les serviteurs de la reine ; ils ne peuvent rien entreprendre contre sa volonté, qu'il s'agisse de voyager, de changer de résidence, de construire, etc. La reine est seule propriétaire des terres, des maisons et des esclaves, de tous les biens de ses sujets. Elle peut disposer à son gré des choses et des personnes. Elle décrète et promulgue les lois, sans avoir légalement à se préoccuper de l'opinion ou de l'avis de qui que ce soit. Les ministres ne sont que des fonctionnaires, simples agents d'exécution.

En fait cependant, deux grands personnages doivent prendre part au gouvernement du pays : le premier ministre et le commandant en chef de l'armée. Ce dernier était autrefois toujours un membre de la noblesse.

Longtemps, l'aristocratie hova a joui de prérogatives importantes ; elle est encore aujourd'hui très hautaine vis-à-vis du peuple ; mais, peu à peu, le gouvernement a restreint, puis confisqué ses droits ; elle est donc soumise comme toutes les autres classes de Malgaches à la loi absolue de la reine. A peine les nobles conservent-ils quelques privilèges, tels que ceux de ne pas subir certains supplices infamants et d'être exempts de corvée¹.

1. « En principe, chaque famille doit un impôt annuel de trois à quatre mesures de riz, soit environ trois décalitres. Mais les nobles en sont exemptés, et Dieu sait s'ils sont nombreux ici ; parmi les autres castes, la perception se fait mal et irrégulièrement. Ce que l'impôt ordinaire ne donne pas, on le demande à l'impôt extraordinaire. Dans les grandes occasions, la reine frappe ses sujets d'une contribution spéciale. Ainsi, à la mort du souverain, c'est aux frais du peuple que se font ses splendides funérailles. Pendant la dernière guerre avec la France, lorsqu'il a fallu acheter des armes pour soutenir la lutte, c'est une contribution extraordinaire qui a fourni l'argent dont le gouvernement avait besoin. La fortune des femmes roturières sans postérité revient à la reine pour les punir de n'avoir pas augmenté le nombre de ses sujets. Il en est de même des biens de sorciers, dont la famille est en même temps réduite à l'esclavage. Ces revenus et ceux des douanes sont les seuls dont dispose le trésor hova. Mais à côté de cela le gouvernement a à sa disposition une force énorme qui lui permet de diminuer

Quant au premier ministre, il est en réalité actuellement le chef de l'État. Jusqu'en 1861, le monarque gouvernait seul; si le trône était occupé par une reine, elle choisissait pour époux un de ses sujets, lequel devenait, par ce choix, ministre en même temps que mari. Or, peu à peu le mari a su conquérir non seulement l'autorité maritale, mais aussi l'autorité royale. Il a revendiqué et fait triompher ses droits. C'est ainsi que le premier ministre, aujourd'hui au pouvoir, a réussi à se maintenir en fonctions, même après la mort de la reine sa première femme. Il a lui-même désigné celle qui devait recueillir la succession royale et il l'a épousée.

« Depuis qu'un premier ministre a pris la direction des affaires, dit M. Martineau, c'est-à-dire depuis près de quarante ans, c'est lui qui choisit la reine comme il l'entend. Lorsque le trône devient vacant, la mort de la souveraine est cachée au peuple durant un jour ou deux, rarement plus. Pendant ce temps, le premier ministre fabrique un testament et prend, dans la famille royale, la femme qui deviendra reine. Il prend toujours celle qu'il compte dominer le plus facilement.

« L'usage s'est établi que la reine, en arrivant au trône, épouse le premier ministre, quels que soient leur âge ou leurs sentiments réciproques; c'est une des attributions ou, si l'on veut, une des charges de leurs fonctions respectives...

« Elle (la reine Ranavalo) a pris le pouvoir en 1883, au détriment de sa sœur aînée. Bien que d'origine royale, elle était de condition très modeste et vivait dans la pauvreté; un de ses oncles était un simple boucher de Tananarive. Le pouvoir n'a pas dû fatiguer beaucoup ses jeunes années... En fait, le premier ministre est seul à commander. La reine est sous sa dépendance comme les derniers Mérovingiens de France ont été sous celle des maires du palais. On ne la consulte en aucune circonstance, et elle ne connaît les affaires du pays que par les conversations qu'elle peut avoir avec les membres de sa famille. »

considérablement ses dépenses : c'est la corvée, le *Fonamroanna*. La reine, étant la maîtresse absolue de ses sujets, a le droit de leur demander tout ce qu'elle veut et par suite de les faire travailler à son service, à l'endroit, de la manière et aussi longtemps qu'il lui plaît. Elle est libre de leur imposer les travaux les plus rudes. Eux, n'ont qu'à se soumettre et à obéir sans murmurer : c'est le service obligatoire appliqué à tous les besoins de l'État et sans aucune garantie d'égalité ni de justice. Il faut ajouter que ce service est absolument gratuit. La malheureux arraché à sa famille par la corvée de la reine ne reçoit aucune indemnité et doit pourvoir à sa nourriture comme il l'entend. Jamais, dans aucun pays, on n'a inventé un plus terrible instrument de tyrannie. Je puis dire, sans craindre d'être démenti par personne, que plus d'un, parmi les officiers supérieurs de l'armée hova, parmi les juges et les hauts fonctionnaires de tous ordres, céderait volontiers à d'autres son titre et ses honneurs; mais la terrible loi de la corvée le tient enchaîné à un poste qui lui coûte toujours et ne lui procure aucune rémunération. La conséquence de cette loi barbare est que le vrai mérite et le talent cherchent à rester dans l'ombre : il leur en coûterait trop de se laisser soupçonner. Ainsi la corvée tue le travail libre et détruit l'initiative individuelle, ces deux leviers du progrès chez un peuple. » V. le *Voyage à Madagascar* de J.-B. Rolland (de Kessaug).

1. *Madagascar* par Martineau.

Le véritable maître est donc le premier ministre, actuellement Rainilaiarivony, l'époux de la reine Ranavalô III¹.

Ce haut personnage est d'origine plébéienne. Agé de soixante-sept ans, robuste encore, de petite taille, actif, le regard vif, il n'est pas dépourvu d'élégance. Il porte le costume européen, très soigné, à la dernière mode anglaise.

Au courant de la politique de nos pays, instruit et avisé, il suit de près les événements et les mouvements d'opinion de Londres, de Paris et de Berlin. Il reçoit les principaux journaux de ces grandes villes. Chaque jour, ses secrétaires lui traduisent le *Figaro*, le *Temps* et le *Times*. Il connaît, il suit les débats de nos Chambres, les décisions de notre gouvernement et même nos polémiques de presse, relatives aux affaires coloniales.

Les trois secrétaires, ses collaborateurs, sont : Marc Rabibisoua, qui a fait ses études à Paris ; Rasange, élevé à Londres, et Rasonainiarisoua.

Nous recommandons aux personnes légèrement bègues, comme un excellent exercice de prononciation, de répéter ce nom un certain nombre de fois par jour. On ne saurait imaginer meilleure gymnastique de la langue.

Les noms propres et ceux des localités malgaches, sont du reste presque tous invraisemblablement longs et d'une orthographe à désespérer les typographes et les correcteurs les plus exercés, mal déterminée et fantaisiste. Elle varie selon les auteurs qui ont écrit sur Madagascar. Nous employons le plus souvent, quant à nous, au cours de cet ouvrage, l'orthographe la moins rude et la plus intelligible à nos compatriotes, c'est-à-dire l'orthographe phonétique. Mais revenons à notre sujet.

Fort des rivalités européennes, Rainilaiarivony affirme sa politique en déclarant que le royaume de Madagascar acceptera des alliances, mais ne supportera aucune domination. Aussi, en prévision des luttes à soutenir, se préoccupe-t-il de renforcer, d'exercer et d'aguerrir son armée.

La reine Ranavalô III a trente-deux ans.

« Sa taille est moyenne, mais souple et bien prise. Sa physionomie est agréable, malgré la couleur foncée de sa peau. Ses yeux sont superbes et son sourire est charmant. Elle est gaie, aimable, très curieuse des choses de l'Europe et demeure étrangère aux questions politiques...

1. Le premier ministre Rainilaiarivony est en fonction depuis 1864. Il a réussi, à force d'habileté, à réunir tous les pouvoirs dans sa main. Il a été l'époux de trois reines, « choisissant chaque fois ce dont le caractère lui paraissait le plus malléable et augmentant pendant la lune de miel l'étendue de ses usurpations. C'est ainsi qu'il réunit actuellement les pouvoirs civils et militaires, s'étant attribué le haut titre de *généralissime commandant en chef*, ce qui met l'armée entière à sa dévotion. (*Madagascar et les moyens de la conquérir* (par le colonel Ortus.)

«... Ses sujets professent pour elle un véritable culte. C'est le front dans la poussière qu'ils la saluent, lorsque, revêtue du costume national, enveloppée dans son châle blanc, ses « lambas » de soie et abritée sous le parapluie rouge qu'elle seule a le droit d'avoir, elle passe, portée, soit dans un véritable palanquin, dont les rideaux baissés la cachent à tous les regards, soit sur son riche *flanzane*, qui est tout simplement un ancien traîneau de l'impératrice Eugénie, envoyé en cadeau à Ranavalô, première du nom.

« Dans la vie ordinaire, la reine est vêtue à l'européenne, très élégamment. Du reste, elle se fait habiller à Paris. Elle aime les étoffes riches, mais ses robes sont d'une élégance de bon goût. Quant à ses bas de soie et à ses dessous, toujours assortis aux dessus, ils sont dignes de la plus coquette des mondaines.

« L'existence que mène Ranavalô III est des plus régulières et des plus simples, aussi bien dans son palais de Tananarive, dont l'ameublement est de tous les styles et de toutes les époques, et où de vrais objets d'art sont pêle-mêle avec des bibelots sans valeur, que dans sa résidence d'été de Singoherivo, à deux jours de la capitale, dans le site le plus pittoresque et le plus délicieux.

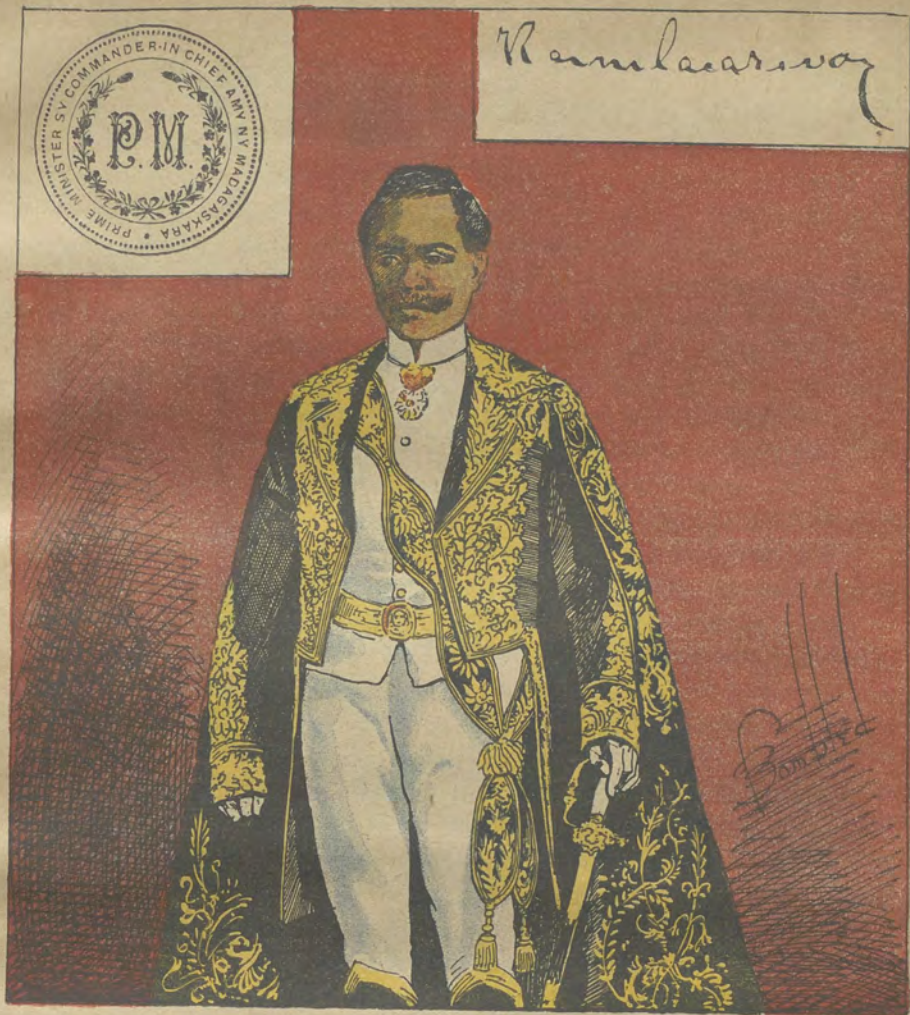
« A la ville ainsi qu'à la campagne, la jeune reine est entourée de huit à dix princesses de sa famille. Elle passe son temps à jouer aux cartes ou au loto; à danser ou à chanter au son d'un accordéon, l'instrument favori des Malgaches, qui en jouent avec beaucoup de goût; à écouter la musique militaire; à se faire raconter les petits cancans, les aventures galantes qui sont fréquentes, et enfin, à luncher d'une foule de friandises et des fruits délicieux du pays: les framboises, les pêches, les raisins, les ananas parfumés et les savoureux letchis; le tout arrosé de champagne¹.»

Nous n'avons pas à rappeler ici l'histoire du reste assez mal connue des souverains et des souveraines qui ont précédé la reine actuelle sur le trône; ce qui nous intéresse le plus, c'est l'histoire des relations de la France avec Madagascar; mais, pour bien comprendre l'acharnement que l'Angleterre a toujours mis à nous disputer la grande île africaine, il est nécessaire d'exposer brièvement quelle en est l'importance politique et économique.

Quatre routes conduisent d'Europe en Extrême-Orient. Deux traversent l'Amérique: la première par les Etats-Unis; elle est donc la propriété de la grande république américaine; l'autre par le Canada, elle appartient à l'Angleterre.

Une troisième route, la plus directe, celle du canal de Suez, est également entre les mains de nos rivaux, depuis l'impardonnable abandon de l'Égypte en 1882.

1. V. *Figaro* du 22 décembre 1894: A *Madagascar*, par Reue de Pont-Jest.



Portrait de Rainilaiarivony, premier ministre.

La quatrième enfin, l'ancienne route, la plus longue, celle qui contourne l'Afrique et conduit à l'océan Indien par le cap de Bonne-Espérance, est la seule qui reste libre aujourd'hui ; une des stations qui la commandent est Madagascar, au sud-est du continent noir.

On s'explique donc que cette station ait attiré les navigateurs français d'autrefois, avant le percement de l'isthme de Suez, et qu'actuellement, notre Gouvernement juge toujours indispensable de prendre position sur la voie libre encore, et de laquelle l'Angleterre ne manquerait pas de s'emparer tôt ou tard, afin d'être la maîtresse absolue des communications de l'Europe avec l'Extrême-Orient. Les expéditions de ces trente dernières années en Cochinchine, au Tonkin, au Siam et au Cambodge ; le développement considérable — à tort ou à

raison, excessif, à notre avis — pris par le domaine colonial de la France, donnent plus d'importance que jamais à l'occupation de Madagascar.

Depuis enfin que les grandes puissances ont cru devoir au moins platoniquement se partager l'Afrique¹, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie se sont approprié toute la côte orientale; il ne reste à mettre la main de ce côté que sur Madagascar.

Mais, objectera-t-on, si la possession de l'île est d'un si grand prix pour les puissances européennes, et particulièrement pour la France et pour l'Angleterre, quelles raisons ont empêché cette dernière puissance de s'installer définitivement avant nous à Tananarive?

Le cabinet britannique en effet n'a pas tenté de s'en emparer de vive force; mais il n'a jamais cessé d'intriguer près des monarques hovas afin de prendre et conserver la haute main sur les affaires du pays, et d'amener lentement et sûrement, le gouvernement de Tananarive à n'être plus que le vassal de sa Majesté Britannique.

Les ministres anglais ne pouvaient procéder autrement, sans risquer de provoquer un conflit armé avec la France, dont le droit de priorité ne saurait être contesté. Dès 1642, en effet, cent trente-six ans après la découverte de l'île par des navires portugais, de hardis Français créaient à Madagascar un premier établissement, avant tous autres Européens, et le grand ministre Richelieu accordait protection et privilège au chef de cette expédition, le Dieppois Rigault. Une compagnie fut fondée, dite compagnie d'Orient, laquelle prit possession de Madagascar au nom du roi de France.

« L'an 1642, le sieur Rigault, capitaine de la marine, obtint de feu monseigneur l'éminentissime cardinal duc de Richelieu, chef et surintendant général de la marine, navigation et commerce de la France pour luy et ses associez, la concession et privilège d'envoyer seuls, en l'isle de Madagascar et d'autres isles adjacentes, pour là, y ériger colonies et commerce : ainsi qu'ils adviseraient bon estre pour leur traficq et en prendre possession au nom de Sa Majesté très-chrétienne, laquelle concession leur fut octroyée pour dix années, à l'exclusion de tous autres, sous la permission des associez, qui, pour cet effet, formèrent une compagnie; et la concession fut confirmée par Sa Majesté très-chrétienne et fut enregistrée au greffe de son Conseil d'État, et l'année suivante confirmée de rechef par Sa Majesté à présent régnant².

1. Dans un discours récent, prononcé au banquet de la Chambre de Commerce britannique à Paris, lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre près le gouvernement de la République, a quelque peu raillé l'engagement extraordinaire d'une partie de l'Europe pour l'Afrique :

« L'Afrique, a-t-il dit, ne nous cache certainement pas l'arbre pagode.

« Nous n'avons pas l'espoir d'y trouver une nouvelle toison d'or. Si cela était possible, l'Afrique ne serait pas restée pendant de longs siècles dans les ténèbres, ne fournissant au commerce d'exportation que des créatures humaines. »

2. Louis XIV.

« Le mois de mars, la compagnie française de l'Orient envoya un navire dont était capitaine le sieur Cocquet, qui, pour son compte particulier et de quelques marchands, allait charger de l'ébène en l'isle de Madagascar et y envoyèrent les sieurs Pronis et Foucquenbourg, leurs commis, avec douze Français pour y demeurer, en attendant un navire qui devait partir au mois de novembre suivant.

« Cocquet arriva en ladite isle, environ le mois de septembre, et en passant alla aux isles de Mascareigne et Diego-Rais, desquelles le dit sieur Pronis prit possession au nom de Sa Majesté très-chrétienne et passa en l'isle Sainte-Marie et à la baie d'Antangil que l'on nomme au pays Manghabé, où ils firent le semblable. Les sieurs Pronis et Foucquenbourg s'établirent au port de Sainte-Lucie, nommé Manghafia, sous la hauteur du 24° 30' du sud. »

La petite colonie reçut plus tard un renfort de 70 hommes; mais elle s'était établie sur un des points les plus malsains de la côte, et bientôt, rudement éprouvée par les terribles fièvres du pays, elle dut se résoudre à déménager et à descendre vers le sud, où elle se fixa dans la presqu'île de Tholongare, élevée, balayée par les brises fraîches du large et parfaitement saine.

Pronis, Foucquenbourg et leurs compagnons fondèrent là Fort-Dauphin, dans la riche province d'Anossi, l'une des plus fécondes de l'île. Les animaux domestiques, les volatiles de toutes espèces y étaient nombreux et se vendaient à vil prix; la colonie française ne manquait donc de rien, et elle aurait certainement prospéré, si Pronis, qui en prit le commandement, ne se fût aliéné par ses maladresses, par ses violences et par ses cruautés les indigènes et les colons eux-mêmes. Une révolte éclata. Pronis fut jeté dans un cachot. Délivré par un navire envoyé de France, il se vengea, en faisant transporter et abandonner à l'île Mascareigne, depuis l'île de Bourbon et de la Réunion, les rebelles les plus compromis. Ces exilés en furent les premiers colons¹.

En 1648, enfin, les administrateurs de la Compagnie de l'Orient, renseignés sur les méfaits et les exactions de Pronis, le destituèrent et envoyèrent pour le remplacer Etienne de Flacourt. Celui-ci, intelligent et énergique tout dévoué à la cause de la colonisation française, répara une partie des fautes de son prédécesseur.

De Flacourt a écrit une *Histoire de la grande île de Madagascar*

1. Une curieuse proclamation ou plutôt un appel très alléchant furent alors répandus à Paris et dans les ports de France pour attirer à Madagascar des colons que la Compagnie s'engageait à transporter et à installer là-bas à ses frais.

« Le climat de l'île, disait cet appel, est fort tempéré : les personnes vivent jusqu'à cent ans et cent vingt ans. Les fruits y sont fort bons; les légumes, les pois et toutes sortes de racines sont bonnes et fort saines. Le riz s'y recueille trois fois par an; les graines de l'Europe s'y produisent mieux qu'en France. Il y a de la vigne qui produit de fort bon vin. Les vers à soie sont communs sur les arbres et produisent une soie facile à filer. Il y a une grande quantité de bœufs, de vaches, de moutons, de chèvres, de cochons; des mines d'or, du coton, du sucre, de l'indigo, du tabac », etc.

*avec une relation de ce qui s'est passé es années 1655-1656 et 1657, etc.*¹. Il s'intitule « directeur général de la Compagnie de l'Orient et commandant pour Sa Majesté dans la dite isle et isles adjacentes ».

Le gouverneur fixait ainsi à cette époque les droits de la France : « Depuis la baie d'Antangil, en venant vers le sud, tout le país, le long de la coste de la mer a esté découvert par les Français (en plusieurs voyages qu'ils ont faits tant en guerre qu'en traite et marchandise), jusques à la baye de Saint-Augustin comme aussi toutes les terres qui sont par le milieu de l'isle depuis le pays des Voluts-Aughourbes, qui sont sous le dix-neuvième degré d'icelle jusqu'au bout du sud... »

Flacourt resta plus de cinq ans sans recevoir de nouvelles de France. Le gouvernement de Louis XIV, troublé, dans ses premières années, par les agitations et les guerres de la Fronde, oubliait les courageux et malheureux colons; Flacourt résolut d'aller lui-même à Paris rappeler leur existence et leurs efforts et demander appui aux ministres du roi; il s'embarqua à Fort-Dauphin, mais ne revit pas le pays natal. Il mourut, noyé, dit-on, pendant la traversée.

Les jours de calme étant revenus, une fièvre d'entreprise se manifesta en France, sous l'influence de Colbert qui rêvait, lui aussi, d'étendre au delà des mers le domaine national. L'illustre ministre fonda au capital de quinze millions, avec l'appui du roi et des hauts personnages de la cour, du parlement et de la finance, qui souscrivirent personnellement, la grande Compagnie des Indes-Orientales.

La souscription du roi s'élevait à 3.000.000, prêtés sans intérêts pour dix ans; celle de la reine, à 60.000 livres; celle du prince de Condé, à 30.000.

Les cours souveraines versèrent 1.200.000 livres; Rouen, 550.000; Bordeaux, 400.000; Tours, 150.000; le corps des marchands de Paris, 650.000, etc.

La période de concession de la Compagnie de l'Orient étant expirée, le maréchal de La Meilleraye avait hérité, pour don royal, de ses droits sur Madagascar; son fils les vendit vingt mille livres à la nouvelle société.

Un édit daté du mois d'août 1664 confirma la concession nouvelle accordée à la Compagnie des Indes « pour en jouir à perpétuité, en toute propriété, seigneurie et justice ». En 1665, l'île de Madagascar reçut du roi le nom d'île Dauphine.

Le moment semblait venu d'agir vigoureusement et de tirer parti de la colonie si facilement conquise par Rigault; mais la Compagnie était mal instruite sur la contrée à administrer et à exploiter. Elle en ignorait le climat, la population et les mœurs.

1. Un volume petit in-4°. Paris, 1663.

Les troupes et les colons mis en route débarquèrent aux moments les moins favorables, à l'époque de la pire saison. Les hommes et les chefs envoyés là-bas furent trop souvent des aventuriers, des forbans capables de tous les excès. Les gouverneurs se montrèrent tyrans capricieux et incapables; les missionnaires qui les accompagnaient compromirent plusieurs fois par un zèle aveugle et une fanatique intolérance les tentatives de colonisation. Les établissements français à Madagascar ne tardèrent donc pas à périr. Le conseil souverain de la Compagnie des Indes, trompé par ses agents et prétendant à distance trancher toutes les difficultés, ne sut tenir aucun compte des rares bons conseils que lui donnèrent quelques personnes éclairées. La ruine était fatale.

En 1670, la société fondée par Colbert renonçait à ses droits, l'île Dauphine fut réunie au patrimoine royal et placée sous les ordres de l'amiral Jacob de la Haye; mais celui-ci ne disposait que de forces insuffisantes. La belle ardeur coloniale d'antan était calmée. La garnison de Port ou Fort-Dauphin, réduite à un effectif dérisoire, ne put résister en 1672 aux attaques des tribus malgaches révoltées.

Après un combat sanglant, la plupart des Français de la colonie furent égorgés. Quelques-uns seulement réussirent à s'échapper et se réfugièrent à bord d'un navire, qui les débarqua à l'île Bourbon.

Ces tristes événements n'eurent que peu d'écho dans l'Europe d'alors. Louis XIV avait mieux à faire que de s'occuper de si lointains parages, il ne pouvait distraire ni régiments ni vaisseaux de ses armées ou de ses escadres, pour les envoyer tirer vengeance du massacre de Fort-Dauphin; mais il continua, pour empêcher la prescription, d'affirmer hautement ses droits sur Madagascar. En 1686, il renouvela donc la déclaration de réunion de l'île Dauphine au domaine royal.

On sait que le déplorable règne de Louis XV, malgré les admirables efforts de quelques hommes de génie, fut néfaste à nos colonies. L'Angleterre profita des désastres des armées françaises pendant la guerre de Sept Ans, pour détruire notre marine et pour se faire céder les territoires glorieusement conquis au delà des mers par de hardis compagnons de France. Nous ne saurions oublier que trop souvent, le sort des colonies se règle en Europe même et que la première condition pour les conserver est d'être forts chez nous. A quoi bon s'engager au loin dans les contrées les plus diverses, faire d'énormes sacrifices et dissiper bien des ressources en hommes et en argent pour qu'une guerre malheureuse en Europe anéantisse le fruit de tant d'efforts?

Plusieurs expéditions françaises abordèrent cependant sur les côtes de Madagascar de 1733 à 1774.

En 1733, voyage de l'ingénieur explorateur Cassigny. Celui-ci

jugea le territoire insalubre et se prononça contre tout nouveau projet de colonisation à Madagascar.

En 1746, Mahé de la Bourdonnais, gouverneur de Bourbon, visita la baie d'Antongil.

En 1750, prise de possession, au nom du roi, de l'île de Sainte-Marie de Madagascar.

Un certain nombre d'établissements français s'étaient peu à peu réinstallés sur la côte, de Fort-Dauphin à la baie d'Antongil.

Enfin, vers 1773, un aventurier hongrois, passé au service de la France, le comte Maurice Beniowski, après une existence des plus romanesques et de longs voyages à travers le monde, échouait à Madagascar. Il y séjourna quelque temps, étudia les mœurs et le pays, et résolut de soumettre de nouveaux projets de conquête au gouvernement français. Il s'embarqua donc pour Lorient, se rendit de là à Paris et fut présenté au duc d'Aiguillon, auquel il exposa avec un enthousiasme communicatif ses projets de colonisation.

Le duc se laissa convaincre et, pour tenter l'expérience pleine de promesses, il mit à la disposition du comte hongrois trois cents soldats et plusieurs vaisseaux. La nouvelle expédition française aborda à Madagascar, dans la baie d'Antongil, en juin 1774, et son chef se mit à l'œuvre. « Il créa des comptoirs et des forts de défense le long de la côte à Antsirak, à Angoutzy, à Feneriffe, à Tamatave et à Foulpointe¹. Grâce à ses efforts multipliés et à son infatigable activité, il étendit chaque jour son autorité et ses conquêtes : presque toutes les peuplades du littoral acceptèrent et reconnurent la domination française. Une assemblée de 22.000 naturels proclama solennellement à Foulpointe paix et alliance avec le gouverneur général de la France. Une seule tribu, les Zaffi-Rabbé, voulut résister ; battue et dispersée, elle fut contrainte de s'enfoncer dans les forêts. La fièvre seule réussit à dompter l'ardeur des colons français, fanatisés par l'exemple et le courage de leur chef ; forcés d'abandonner le rivage malsain de la baie, ils s'installèrent à neuf lieues dans les terres, à l'abri des pernicieuses exhalaisons des marais. »

Mais, comme toujours, des rivalités envieuses ne tardèrent pas à se manifester, très hostiles à Beniowski, coupable de réussir trop bien. Le Hongrois sut tenir tête à ses ennemis, dont les menées eurent alors surtout pour effet de renforcer encore sa popularité à Madagascar. Plusieurs tribus même le proclamèrent chef suprême ou *Ampasacabe*.

« Une vieille Malgache, Suzanne, qu'il avait ramenée avec lui de l'île de France, contribua puissamment à cette élévation du héros européen. Suzanne, qui avait été vendue avec la fille de Ramini,

¹ Voyage à Madagascar, par Macquarie.

dernier souverain de la province de Manahar, affirmait que Beniowski était le fils de cette princesse, sa compagne d'esclavage. Ses déclarations, en se répandant parmi toutes ces peuplades, donnèrent au comte un immense et nouveau prestige; les roitelets partagèrent la crédulité naïve de leurs sujets; ils proclamèrent le maître de Suzanne héritier de Ramini, et roi par droit de naissance. ■

Le devoir des autorités françaises eût été de soutenir le nouveau prince, dont jusqu'alors aucun acte, aucune démarche n'avaient eu d'autre mobile que d'assurer le respect des droits du roi Louis à Madagascar. Le gouverneur général de l'île de France, au contraire, dénonça et traita presque en rebelle le comte Beniowski.

Celui-ci, bien que sûr de l'appui des Malgaches et d'une partie de la garnison française, évita cependant de rompre les liens qui l'attachaient à la métropole. Il reçut en 1776 les commissaires royaux chargés de faire une enquête sur son administration, et il obtint d'eux des éloges, en dépit des intrigues du fonctionnaire qui l'avait dénoncé.

Mais, le 10 octobre de la même année, une grande assemblée nationale malgache, à laquelle tous les princes, roitelets et tribus de l'île étaient représentés, proclama roi Beniowski et lui rendit hommage.

Une des femmes du comte, la vraie légitime par droit de priorité, car celui-ci, au cours de ses voyages et de ses aventures, s'était plusieurs fois marié, vint de Hongrie le rejoindre à Madagascar et reçut, elle aussi, le serment de fidélité comme souveraine du pays.

Beniowski, cependant, redoutait que le gouvernement français refusât de sanctionner et de reconnaître le fait accompli. Il fit donc le voyage de France pour expliquer sa conduite et pour être fixé sur les véritables intentions des ministres du roi. Il sut bien vite à quoi s'en tenir. Non seulement, on ne reconnaissait pas sa souveraineté, mais on enjoignit au nouveau monarque de ne pas rentrer à Madagascar. Beniowski se hâta de quitter la France et passa en Allemagne, où il reprit du service dans l'armée pendant quelque temps; il ne renonçait pas cependant au projet de reconquérir son trône. Les moyens d'entreprendre une nouvelle expédition lui faisaient seuls défaut. Après de vaines tentatives à Vienne et à Londres, il obtint enfin des subsides suffisants de banquiers et de négociants de l'Amérique du Nord, et se remit bien vite en campagne.

En juillet 1785, il débarquait pour la troisième fois à la baie d'Antongil, où la population le reçut avec enthousiasme. Il n'hésita pas, reprit possession du pouvoir et accentua sa rébellion contre la France, en s'emparant des magasins d'approvisionnement de nos établissements dans l'île.

L'aventure dernière du Hongrois fut du reste de courte durée; Beniowski tomba mortellement frappé au premier combat contre les troupes envoyées par le gouverneur des îles de France et Bourbon

pour rétablir l'autorité royale. Plusieurs voyageurs assurent que le nom de Beniowski est encore en vénération parmi certaines tribus madécasses de la côte.

Ainsi périt l'homme qui aurait peut-être donné à la France sans coup férir la possession de Madagascar, si, au lieu d'être sans cesse contrarié dans ses projets et dans ses actes par des fonctionnaires jaloux, il eût obtenu l'appui énergique et intelligent des ministres de Louis XV et de Louis XVI.

Même après l'échec de Beniowski, il est certain que des groupes assez importants de Français ou de colons d'origine française demeurèrent installés à Madagascar. On conte, à ce sujet, qu'au commencement du XVIII^e siècle, sous la Régence, un marin français, second à bord du *Madras*, fut jeté dans l'île, à la suite d'une violente tempête et qu'il rencontra, à sa grande surprise, des habitants parlant un des patois de notre langue.

Un arrière-petit-neveu de ce marin, M. Jacomy-Régnier, a conservé pieusement la légende et, en janvier 1895, il communiqua à une revue bien informée, *la Marine de France*, de curieuses notes relatives à l'incident, rédigées par son aïeul :

« Nous reconnûmes facilement, écrivait celui-ci, que la plage sur laquelle nous avait jetés le naufrage, appartenait à l'île de Madagascar. Malheureusement, nous nous trouvions sur le rivage ouest-sud-ouest, où nous savions qu'aucun établissement européen n'existait. Nous n'étions plus qu'au nombre de quatorze hommes, derniers restes des soixante-quinze qui montaient le *Madras*.

« Dépourvus de tous moyens de défense, dans des lieux qui sont habités par les peuples les plus féroces de l'île de Madagascar, nous nous fîmes des frondes avec les lambeaux de nos vêtements, nous nous armâmes de longs bâtons et d'arcs que nous fabriquâmes tant bien que mal, et résolûmes de nous ouvrir un passage, à travers les sommets de la chaîne du Botistménie, pour arriver jusqu'au fort Dauphin, alors possédé par les Français. C'était environ 100 lieues qu'il nous fallait faire à travers des pays dont nous ne connaissions ni les routes, ni les dangers qui les couvraient. Les combats, qu'il nous fallut livrer à l'entrée des gorges, nous réduisirent à cinq hommes, dont j'étais devenu le chef, par la mort du capitaine du *Madras*. Nous passâmes près de deux mois au milieu de ces montagnes, livrés à toutes les souffrances physiques et morales, et, au moment où nous croyions avoir franchi leurs derniers pitons, nous nous trouvâmes surpris par une troupe de chasseurs armés de fusils, auxquels nous fûmes obligés de nous rendre prisonniers. Ils nous interrogèrent dans une langue que nous ne comprîmes pas : ils nous supposaient habitants de l'île, car le soleil nous avait donné un teint de plomb, qui ne permettait guère de nous reconnaître pour des Européens; mais je les entendis

Centre de Documentation
du Sud-Est et le
Madagascien
Section



Combat devant Tamatave en 1829.

converser entre eux, et jugez quelle fut ma surprise, en distinguant à travers les formes corrompues le type de ma langue maternelle, les restes du patois auvergnat.

« J'eus peu de peine à me faire reconnaître comme l'un des compatriotes de leurs pères. Nous cessâmes, dès ce instant, d'être pour eux des prisonniers; nous devînmes leurs frères.

« Ils nous conduisirent en triomphe vers une grande bourgade, dont toutes les maisons avaient été bâties sur le modèle de celles de nos villages d'Auvergne. Le costume des hommes n'avait plus rien qui rappelât celui qu'avaient porté leurs pères, parce que le climat les avait forcés d'adopter la demi-nudité des Madécasses; mais les femmes qui, par la nature de leurs travaux, n'avaient pas besoin de

s'exposer aux ardeurs du soleil des tropiques, avaient conservé fidèlement le costume des femmes de l'Auvergne, et à les voir seules, je me serais cru dans une bourgade de nos montagnes.

« Notre arrivée fut une fête pour tout le village, et dès le lendemain, nous vîmes accourir, pour nous féliciter, les populations de quatre autres bourgades, appartenant à la même colonie et descendant également d'anciens émigrés de l'Auvergne. La musette de nos montagnes les précédait.

« Nous restâmes près de six mois au milieu de ces frères généreux et bons. J'aurais voulu ne jamais m'en séparer, si je n'avais pas eu une famille, au soutien de laquelle je me devais. »

D'après le même récit, la colonie auvergnate vivrait à Madagascar depuis les premières années du xvii^e siècle. Elle aurait quitté la France à une époque de famine, chassée par le besoin et poussée par l'esprit d'aventure; elle comprenait alors une trentaine de familles et se composait d'environ 150 personnes. Embarqués à Bayonne, les émigrés se fixèrent d'abord, à leur arrivée dans l'île, près de Fort-Dauphin; mais, souffrant beaucoup des fièvres et sans cesse en butte aux agressions des tribus voisines, ils se réfugièrent dans la montagne d'un climat plus sain et d'une défense plus facile. Là, ils fondèrent un village fortifié qui prit le nom de Petit-Clermont.

Attaqués, ils se défendirent héroïquement et se firent si bien respecter que peu à peu, les roitelets des peuplades du sud de Madagascar devinrent leurs alliés. La colonie auvergnate s'était accrue à ce point que, vers 1700, elle ne comptait pas moins de neuf cents membres répartis entre cinq bourgades portant des noms qui n'avaient rien de malgache, tels que Petit-Saint-Flour, Petit-Aurillac, etc.

Des missionnaires anglais, hollandais, portugais, français, auraient visité ces établissements, sur lesquels ils ne nous ont, du reste, légué aucun renseignement.

Le marin, dont nous venons d'invoquer le témoignage termine ainsi son récit :

« Quand la santé de l'un de mes compagnons, qui avait eu de longues fièvres, me permit de continuer mon voyage vers le Fort-Dauphin, où abordent les vaisseaux français, j'essayai d'engager quelques-uns des colons à me suivre en Europe; mais tous s'y refusèrent en faisant valoir les meilleures raisons.

« Au moment où la nouvelle de notre départ se répandit dans toute la colonie, les cinq villages s'unirent pour nous donner une dernière fête et nous faire leurs adieux.

« Cinquante chasseurs de la colonie nous accompagnèrent pendant environ 40 lieues, jusqu'en face du Fort-Dauphin. Ils avaient craint que nous ne fussions attaqués dans notre marche par des indigènes, dont la férocité leur était bien connue. Voulant tenir la promesse qu'ils

avaient faite à leurs frères, ils refusèrent de nous suivre jusqu'au comptoir français. Un secret instinct semblait les inviter à s'abstenir d'une semblable démarche.

« Après quelques jours d'attente au Fort-Dauphin, nous nous embarquâmes sur un vaisseau hollandais qui revenait en Europe. A mon retour en France, je m'empressai de faire part au gouvernement de la découverte que j'avais faite dans l'île de Madagascar ; mais la France avait alors pour ministre l'infâme Dubois (le cardinal), et ce pensionnaire de l'Angleterre ne donna aucune suite à mes informations, de peur, sans doute, qu'un établissement solide, dans l'île la plus importante des mers d'Afrique, ne nous eût été trop facile et n'eût contrarié la cour de Saint-James. »

Il n'a plus été question, depuis cette époque, de la colonie auvergnate de Madagascar. A-t-elle été détruite ? Ses membres sont-ils devenus avec le temps de bons Malgaches, ayant tout oublié de leurs origines ? Peut-être, lorsque les massifs montagneux les plus reculés de l'île seront explorés, découvrira-t-on les descendants des émigrants français du xvii^e siècle, ayant conservé un peu de l'accent de leurs pères.

Ni Beniowski, ni les autres explorateurs de Madagascar n'ont fait la moindre allusion à cette colonie.

Pendant la Révolution, alors même que la France défendait ses frontières contre l'Europe coalisée et que ses flottes étaient bloquées, dispersées ou détruites, le gouvernement républicain envoya plusieurs missions d'étude dans la grande île. M. Lescallier, son représentant, y séjourna de 1792 à 1796.

En 1801, le colonel Bory de Saint-Vincent, officier savant et distingué, vint affirmer à Tamatave, au nom du premier consul, les droits de la France ; il démontra, dans un rapport à Bonaparte, que la possession de l'île de Madagascar était nécessaire pour assurer à nos flottes dans la mer des Indes une position forte.

En 1804, le général Decaen, gouverneur de l'île Bourbon, fit mettre Tamatave en état de défense. La guerre était de nouveau déclarée, après une courte paix, entre la France et l'Angleterre. Napoléon, toujours aux prises avec les États européens, desquels le gouvernement britannique soudoyait les armements et les coalitions, n'eut pas le loisir de réorganiser une marine. Peu à peu, les vieilles colonies françaises, abandonnées à leurs seules forces et à leurs seules ressources, succombèrent, non sans avoir héroïquement résisté.

L'île de France, l'île Bourbon, Tamatave, durent capituler. Les Anglais s'emparèrent de tous nos établissements à Madagascar.

L'article VIII du traité de Paris du 30 mars 1814 régla le sort des colonies françaises :

« Toutes les colonies que possédait la France au 1^{er} janvier 1792,

lui seront rendues, à l'exception de Tabago, Sainte-Lucie, l'île de France et ses dépendances, nommément Rodrigues et les Seychelles. »

L'île de Madagascar n'était pas comprise au nombre des possessions cédées à l'Angleterre. Les autorités britanniques de l'île de France, devenue île Maurice, élevèrent cependant la prétention de conserver à leur pays Tamatave, occupé par les Anglais en 1811 ; mais, sur d'énergiques réclamations du gouvernement français, le droit de celui-ci, incontestable du reste, de par le traité même de 1814, fut enfin reconnu par une note de Londres, adressée le 18 octobre 1816, au gouverneur de Maurice, sir Robert Farquhar :

« Monsieur,

« J'ai l'honneur de vous informer que Son Altesse royale le prince régent a bien voulu admettre l'interprétation que le gouvernement français a donnée à l'article du traité du 30 mai 1814 qui stipule la restitution de certaines colonies, etc., que la France possédait au 1^{er} janvier 1792, dans les mers et sur le continent d'Afrique; et je vous transmets en conséquence les ordres de Son Altesse royale le prince régent, qui sont que vous preniez les mesures nécessaires pour remettre aux autorités françaises à Bourbon, les établissements que le gouvernement français possédait sur les côtes de l'île Madagascar à l'époque susmentionnée.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Signé : BATHURST. »

Nous reproduisons cette lettre, parce qu'elle est d'une importance capitale dans l'histoire des relations franco-anglaises à Madagascar, et parce qu'il est indispensable de la connaître pour bien comprendre la politique pratiquée depuis 1816 à Tananarive par le gouvernement britannique. Celui-ci, quel que fût son désir d'entraver sans cesse l'action française à Madagascar, ne pouvait, à moins de rupture ouverte, intervenir directement et remettre en question des droits aussi formellement reconnus; il s'est donc contenté d'essayer de ruiner notre influence, de faire pénétrer dans l'île des agents disposés contre nous à toutes les intrigues, et capables de nous créer des difficultés toujours renaissantes.

Cette politique, timide d'abord et hypocrite, s'est accentuée et s'est affirmée cyniquement depuis nos défaites de 1870.

Dès 1817, Sir Robert Farquhar entra en pourparlers avec le roi Radama I^{er} et faisait à celui-ci d'alléchantes promesses. L'Angleterre s'engageait à payer au souverain malgache une pension de 2.000 dollars par an, à lui livrer 100 fusils et 1.000 livres de poudre, ainsi que des

effets d'équipement pour ses soldats. Quant au roi, hommage lui était fait par le gouvernement britannique d'un superbe uniforme brodé avec chapeau à plumes et bottes et de deux chevaux de bataille richement caparaçonnés. Ces présents comblèrent de joie Radama I^{er}, qui ne put faire moins, pour témoigner de sa reconnaissance, que de recevoir à sa cour un agent anglais et d'ouvrir son royaume aux missionnaires protestants.

Le premier représentant de l'Angleterre fut un sieur Hastie; « simple sergent, dit d'Escamps¹, dans un régiment anglais, il s'était fait remarquer du gouverneur de Maurice par son courage et sa présence d'esprit. Adroit, insinuant, peu scrupuleux sur le choix de ses moyens d'influence, il avait été employé dans l'Inde à des missions importantes, quoique peu honorables. » Hastie s'acquitta à merveille de ses fonctions. Il avait acquis dans le pays assez de prestige en 1822 pour faire proclamer par le roi nulles et non avenues toutes les cessions précédemment faites à la France à Madagascar. Cette proclamation coïncidait avec l'arrivée dans l'île d'un agent du gouvernement français, Silvain Roux, qui avait déjà représenté la France à Tamatave sous le premier Empire. Le roi Radama mit en mouvement, pour menacer les établissements français, 3.000 hommes de troupes commandés par des instructeurs anglais.

M. Roux ne disposait malheureusement pas de forces suffisantes pour donner une leçon aux Malgaches; il dut rester sur la défensive. De même son successeur, M. de Blevec, ne put que protester platoniquement contre les prétentions de Radama.

Ce dernier, à qui les Anglais avaient persuadé que la France, vaincue en 1814 et 1815, était impuissante et incapable d'un effort pour restaurer son autorité à Madagascar, ne tint nul compte des réclamations de M. de Blevec et, à la tête de 4.000 hommes, il vint mettre le siège devant Fort-Dauphin en février 1825. La garnison française ne se composait que de cinq hommes.

L'officier qui la commandait, dont nous regrettons de ne pas connaître le nom, refusa d'écouter les propositions de capitulation qui lui étaient faites. Cependant, pour gagner du temps et afin de pouvoir avertir de la dangereuse situation dans laquelle il se trouvait, les autorités de l'île Bourbon, ce brave soldat demanda un armistice. Radama lui accorda, sans difficulté, un délai de deux mois; mais, le 14 mars, au mépris de ses engagements, le roi malgache faisait donner l'assaut par surprise à la petite garnison française; elle succomba.

Radama et ses amis les Anglais triomphèrent bruyamment. On imprima à Londres que la valeureuse armée des Hovas venait de « balayer » les envahisseurs du littoral. On célébra cette victoire de

1. Henri d'Escamps, *Histoire et géographie de Madagascar*.

quatre mille hommes sur une escouade de cinq soldats français, à Fort-Dauphin.

C'en était trop ! les ministres de Charles X, cédant enfin aux pressantes instances du gouverneur de Bourbon, résolurent de diriger sur Madagascar une expédition ; mais les préparatifs se firent avec une telle lenteur, qu'en 1828, à la mort de Radama I^{er}, aucun soldat français n'avait encore été débarqué à Madagascar.

L'année suivante seulement, un petit corps de troupes était enfin formé à grand'peine. Placé sous les ordres du capitaine de vaisseau Gourbeyre, commandant les vaisseaux *la Nièvre* et *la Chevette*, la frégate *la Terpsichore* et la gabare *l'Infatigable*, il comprenait une compagnie d'infanterie légère de 90 hommes, détachée de Bourbon, deux compagnies de Yolofs¹ réunies au Sénégal avec officiers et sous-officiers français, et 156 hommes d'artillerie de marine.

Les Malgaches pouvaient opposer 15.000 hommes à cette armée minuscule.

Le 2 août, le commandant Gourbeyre fit occuper Tintingue ; le 10, il bombardâ Tamatave. Les troupes de débarquement s'emparèrent brillamment des positions de l'ennemi ; mais que pouvaient deux ou trois cents hommes contre des forces vingt fois supérieures ? Ils échouèrent à Foulpointe, défendu par des troupes nombreuses et une batterie de sept pièces de canon. L'expédition avorta. Le commandant Gourbeyre rentra à Bourbon.

Sans doute, une expédition nouvelle², et cette fois organisée de façon à châtier sérieusement les Hovas, en pénétrant jusqu'à Tananarive, aurait-elle été dirigée contre Madagascar ; mais les événements politiques interrompirent les préparatifs commencés dans les ports de France ; le roi de juillet 1830, Louis-Philippe, partisan de la paix à tout prix, craignant de mécontenter l'Angleterre, se prononça pour l'abandon de Madagascar.

Cependant, quelques années plus tard, de sa propre initiative et au risque d'être désavoué par un gouvernement pusillanime, l'amiral de Hell, qui commandait à Bourbon, revendiquait hautement les droits de la France et faisait réoccuper les Nossi-Bé et Nossi-Cumba.

« De même que l'Angleterre, disait l'amiral dans une proclamation en date du 13 février 1841, fonde son droit de souveraineté sur le continent de la Nouvelle Hollande (Australie), sur ce fait de la prise de possession de Botany-Bay, de même on ne saurait contester à la France la souveraineté de toute l'île de Madagascar, par application du même principe et en conséquence de la prise de possession et de l'occupation par elle de diverses parties de la côte Est et notamment

1. Les Yolofs, peuplades de la Sénégambie très braves et guerrières.

2. Le corps expéditionnaire devait se composer de 800 hommes du 16^e léger, de détachements d'artillerie, de deux nouvelles compagnies d'Yolofs, et d'un matériel considérable.

de Fort-Dauphin, de Foulpointe, Tamatave, la baie d'Antangil, etc. »

Le gouvernement d'alors ne seconda malheureusement pas son représentant à Bourbon. Enhardis, les Hovas, sur lesquels régnait alors la féroce Ranavalô¹, se montrèrent de plus en plus insolents vis-à-vis de nos rares compatriotes établis à Madagascar. La reine n'épargna du reste pas plus les Anglais que les Français. Elle fit promulguer en 1845 le décret suivant, applicable à tous les étrangers :

« A partir de ce jour, tous les habitants et commerçants seront tenus de se soumettre à la loi malgache, faite en ce jour, concernant les étrangers, c'est-à-dire de faire toutes les corvées de la reine, d'être assujettis à tous les travaux possibles, même ceux des esclaves, de prendre le tanghin lorsque la loi les y oblige, d'être vendus et faits esclaves s'ils ont des dettes et d'obéir à tous les officiers et même aux simples soldats hovas; il leur est défendu de sortir de Tananarive sous aucun prétexte et de faire aucun commerce avec l'extérieur de l'île. Si, dans quinze jours, ils n'ont pas accédé au décret présent, leurs clôtures seront brisées, leurs marchandises pillées et eux-mêmes embarqués. »

Quand ce décret fut connu à Paris, le gouvernement hésita à demander et à obtenir réparation; il consulta préalablement l'Angleterre. Celle-ci n'était pas moins intéressée que la France à donner une leçon à Ranavalô; elle ne voulait pas, d'autre part, laisser échapper une aussi belle occasion d'intervenir dans les affaires malgaches. Le cabinet de Paris et celui de Londres s'entendirent donc assez facilement pour une prompt intervention,

Deux navires français, le *Berceau* et la *Zélée*, et une corvette anglaise le *Conway* vinrent s'emboîser devant Tamatave, le port plusieurs fois déjà pris, perdu et repris; ils assistèrent à l'incendie des établissements européens et recueillirent les colons qui en étaient expulsés. Le 15 mai 1845, Tamatave fut bombardé.

Le capitaine de vaisseau Romain-Desfossés, commandant l'escadre, disposait d'un détachement du 36^e de ligne, de deux compagnies d'infanterie de marine et de compagnies de débarquement. Il résolut

1. En 1831, la reine ordonna à tous les hommes du pays conquis, la plupart Sakalaves, de venir lui rendre hommage. M^{me} Ida Pfeiffer, la célèbre voyageuse autrichienne, raconte que lorsque ces malheureux furent rassemblés au nombre de 25.000, « on leur enjoignit de déposer leurs armes, puis de s'agenouiller. Ils obéirent. Alors, à un signal convenu, les soldats de la garde de la reine se ruèrent sur ces gens désarmés et les massacrèrent. »

« En 1837, 96 individus, dénoncés comme magiciens, subirent d'épouvantables supplices. Les uns furent brûlés vifs, les autres précipités dans l'eau bouillante, certains coupés en morceaux. On réservait au dernier la mort la plus affreuse. Il fut mis dans une natte, sans qu'on lui laissât de libre que la tête, et son corps fut livré tout vivant à la pourriture. »

Plus d'un millier d'autres Malgaches furent à la même époque mis aux fers. La reine leur « fit river de lourds fers autour du cou et des poignets, et fit attacher ensemble, par quatre ou cinq, ces malheureux avec de grosses barres de cinquante centimètres de longueur. Après cette opération, on les laissa libres d'aller où bon leur semblait; seulement, il y avait partout des surveillants chargés de veiller à ce qu'aucun ne limât ses fers. Si un homme du groupe venait à mourir, il fallait lui couper la tête, pour pouvoir délivrer le corps du fer qu'il avait au cou, et les fers du mort restaient à la charge des survivants; de sorte que ceux-ci, à la fin, pouvaient à peine se traîner et périssaient misérablement sous le poids écrasant des fers. »

de tenter l'assaut du fort. Un ancien officier, qui prit part à l'expédition, raconte ainsi les principaux incidents du combat¹ :

« Les travaux de fortification comprennent deux batteries à barbottes se reliant par un chemin couvert à un fort principal. Ce fort, construit en pierres, est protégé par deux enceintes en terre séparées du fort par une douve de 10 mètres de large et profonde de 6 mètres.

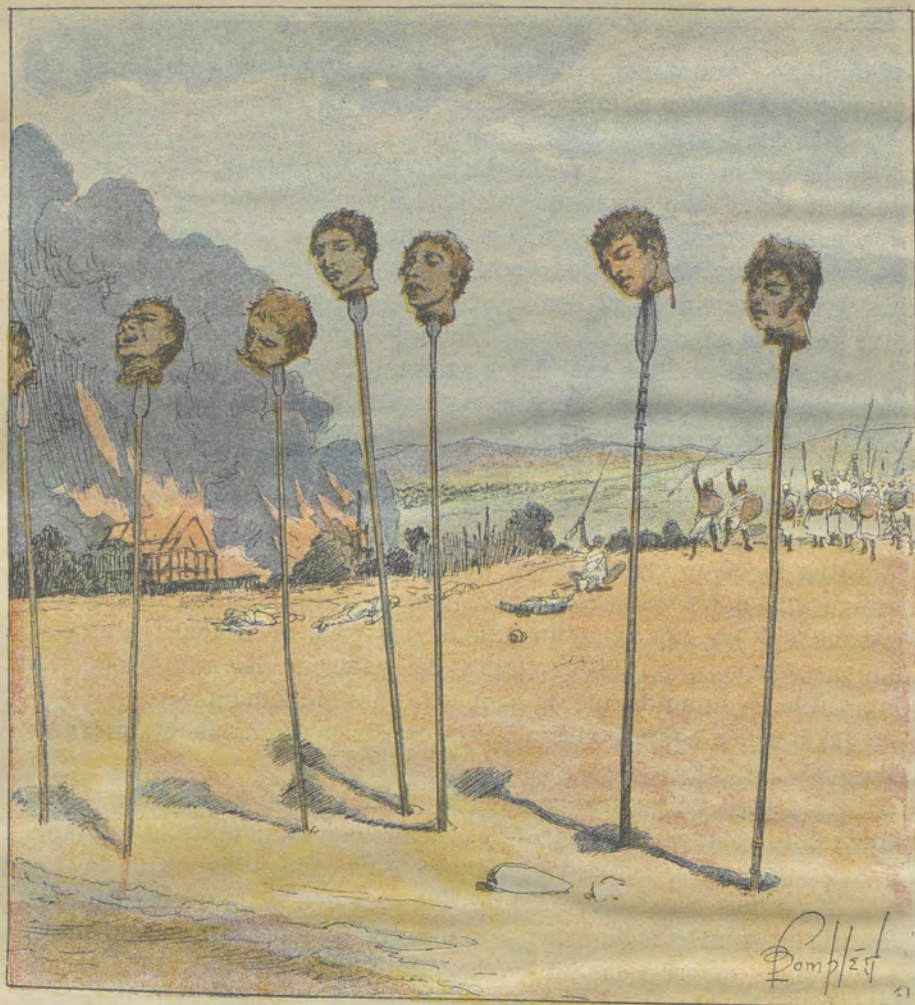
« Les batteries et le fort répondent au feu de nos bâtiments. Le tir de l'ennemi est bien dirigé. Nous sûmes plus tard que le directeur de l'artillerie hova était un officier espagnol. Quinze minutes après, nos projectiles ayant fait, en éclatant, des dégâts considérables dans les forts, le capitaine de vaisseau Romain-Desfossés décida son camarade anglais à débarquer la troupe pour terminer l'opération avant la nuit. Les trois navires mirent à terre, dans quatorze embarcations, 318 hommes, dont 140 matelots français et 98 soldats pris sur les deux compagnies d'infanterie de marine.

« En moins de cinq minutes, la troupe est formée en bataille; le *Berceau* a fourni deux obusiers qui ne servent guère, parce que, pendant le débarquement, les étoupilles ont été mouillées. Néanmoins, on les monte sur leurs affûts de montagne.

« Pendant ces rapides manœuvres, l'ennemi fait pleuvoir sur nos combattants une grêle de mitraille qui nous blesse quelques hommes. La poignée de braves s'ébranle sous le commandement du lieutenant de vaisseau Fiereck; une claironnée ordonne la charge : c'est un magnifique élan qui pousse Français et Anglais sur les retranchements ennemis. Les Hovas, d'abord intimidés par l'ardeur des nôtres, se bloquent derrière leurs travaux en terre. Mais mathurins et marsouins les en délogent à coups de baïonnette.

« Les canons qui ne sont pas encloués dans les batteries sont culbutés et mis hors d'état de nuire. Les guerriers hovas détalent devant nos armes blanches, comme une bande de lapins surpris au gîte. Ils se précipitent vers le fort central, où nous essayons de pénétrer derrière eux ; mais là, se sentant protégés par les murailles, ils reprennent leur sang-froid ; le courage qu'ils avaient perdu revient brusquement sous les exhortations brûlantes des chefs, et faisant subitement face à notre vigoureuse charge, leurs sagaies transpercent six des nôtres, à la tête desquels se trouvent l'enseigne de vaisseaux Bertho et le sous-lieutenant Monod. Alors une clameur de rage s'élève dans l'air : « Mort et sang ! Sus aux Hovas ! » L'enceinte extérieure, comme sous la magique baguette d'une fée, se couronne de petits soldats, qui se précipitent ardemment sur les défenseurs. En moins d'une minute, la lutte sanglante, meurtrière, se transforme en carnage. Mais si le courage ne mollit pas, les munitions s'épuisent. La dernière cartouche

1. Voir le *Petit Marseillais*, 1894.



Atrocités hovas en 1845.

est depuis longtemps tirée; les baïonnettes, auxquelles adhèrent encore des chairs pantelantes, sont tordues ou brisées; devenues inutiles, ainsi que les crosses de fusils cassées sur les crânes ennemis, elles sont rejetées; les mortiers sont inutiles aussi, puisque les étouilles mouillées empêchent l'éclatement des projectiles. Que faire? On en vient aux mains, les hommes roulent à terre dans un farouche entrelacement; ils n'ont plus d'armes: ils mordent, ils étranglent...

« Les Hovas ont éprouvé des pertes considérables, mais ils ont montré une réelle bravoure pendant cette heure où ils défendaient leur vie avec un rare courage: il faut leur rendre cette justice. Hélas! nous payâmes chèrement notre victoire. Pendant les cinquante minutes qu'a duré cette épouvantable lutte, nous perdions le lieutenant

d'infanterie de marine Noël, transpercé à la tête de sa compagnie, ce qui portait à trois le nombre d'officiers tués.

« Un détail touchant :

« Le drapeau de Ranavolo, déchiré par nos balles, flottait encore au bout d'une gaule, sur un pan de rempart resté debout : l'aspirant de première classe de Grandville, avec une poignée de soldats et marins français et anglais (car les deux nations, étant au péril, devaient y rester à l'honneur), veut l'enlever; mais, à la première tentative, une vive fusillade éclate sur la grappe humaine qui s'en approche.

« Bah ! les oreilles sont faites au bruit de la poudre, personne ne s'en émeut, quelques hommes tombent, d'autres font la courte échelle, sans aucune précipitation, moitié Français, moitié Anglais; de Grandville grimpe sur cet échafaudage vivant, et disputant la gaule aux tenaces guerriers noirs, finit par la leur arracher; son pistolet abat le dernier récalcitrant.

« La loque madécasse, qui marquait le dernier triomphe de la troupe alliée, fut partagée loyalement, séance tenante, simplement comme s'il se fût agi d'un gâteau des rois, et chacun rallia son fanion. Après quoi, le capitaine de vaisseau Romain-Desfossés, jugeant la leçon suffisante, fit sonner le rassemblement. »

La journée coûtait aux assaillants dix-neuf morts et quarante blessés.

Si le petit corps franco-anglais avait poussé plus avant, sans doute eût-il emporté les derniers retranchements; mais le capitaine Romain-Desfossés, craignant quelque embuscade et disposant de trop peu d'hommes, n'osa faire donner l'assaut décisif; par son ordre, la retraite fut sonnée, les marins se retirèrent en bon ordre vers la plage, à la grande surprise des Malgaches, dont le désarroi avait été tel un instant que leur commandant et ses officiers, abandonnés par la troupe et s'attendant à être massacrés, s'étaient accroupis dans la cour du fort, où, résignés à leur sort, ils vidaient les dernières bouteilles de la provision de rhum que leur avait donnée Ranavalo.

Plusieurs coups de canon chargés à mitraille furent tirés sur les compagnies de débarquement, ralliées après l'attaque.

On pressa le mouvement de retraite.

Quinze Français, dont trois officiers, et quatre Anglais, étaient tombés frappés à mort pendant le combat. Tous les blessés furent ramenés à bord des bâtiments, mais plusieurs cadavres restèrent sans sépulture sur le sol ennemi.

« Quarante minutes, dit le capitaine Romain-Desfossés, dans son rapport adressé au ministre de la marine, s'étaient écoulées depuis que nos marins occupaient l'enceinte extérieure et le fossé du fort principal; les Hovas, après avoir combattu longtemps et bravement à ciel découvert, s'étaient retirés dans leurs casemates; nous man-

quions des moyens matériels indispensables pour y pénétrer après eux, car les obusiers de montagne du *Berceau* que l'enseigne de vaisseau Sonolet avait mis en batterie sur le parapet extérieur, ne purent tirer qu'un seul coup, les étoupilles ayant été mouillées dans l'opération du débarquement. Dans ce moment, M. Prévost de la Croix, mon premier lieutenant, qui, depuis quelque temps remplaçait le capitaine Fiereck, blessé dans la direction de nos pelotons, me fit connaître que nos hommes, ainsi que les Anglais, avaient épuisé toutes leurs cartouches.

« Les Hovas n'osaient plus se montrer à découvert. Ils avaient fait des pertes considérables; et bien que la destruction complète de leur artillerie fût le but primitif de notre entreprise, et que ce but ne fût pas atteint, la leçon que nous venions de donner aux barbares spoliateurs de nos traitants était de nature à ne point être oubliée par eux.

« Je fis battre le rappel sur la plage, où nos divers détachements se reformèrent dans leur ordre primitif. Je fis embarquer nos obusiers, nos blessés et même nos morts, sauf cependant les cinq hommes tués dans la batterie rasante du Sud, et que le détachement de la *Zélée*, privé de la direction de ses officiers et emporté par l'ardeur du combat, oublia d'enlever.

« Après avoir fait sur la plage une halte d'une heure, durant laquelle les Hovas n'osèrent plus se montrer, je dirigeai la colonne vers l'extrémité de la pointe Hastie, où l'embarquement était plus facile. Un détachement d'infanterie du *Berceau* et un des soldats de marine anglais formaient l'arrière-garde.

« Chemin faisant, en longeant la ville, je fis mettre le feu à quelques misérables cases en paille, ainsi qu'à un magasin de douane, à l'abri desquels les Hovas auraient pu gêner notre embarquement; *je ne voulus pas consentir à la proposition qui me fut faite de brûler toute la ville.*

« A six heures et demie, toutes les embarcations se dirigeaient vers nos bâtiments, et je quittai moi-même le rivage avec les officiers du *Berceau* et du *Conway*. Le capitaine Kelly, à son bord, et M. Durand-Klaye, lieutenant de vaisseau à bord du *Berceau*, n'avaient cessé de protéger tous les mouvements de nos détachements de débarquement, par un feu d'artillerie bien dirigé. Le *Berceau* a tiré 620 coups de canon; le *Conway*, qui présentait deux pièces de plus en batterie, en a tiré environ 700; la *Zélée* ne m'a pas encore fait connaître sa consommation de munitions de guerre.

« Le feu des forts hovas était peu actif, mais assez bien dirigé. Le *Berceau* a reçu dans sa coque, sa mâture ou son gréement, treize boulets, dont un a brisé son petit mât de hune. Ces projectiles sont du calibre 18. La *Zélée* a également reçu quelques atteintes et a eu, comme le *Berceau*, son petit mât de hune brisé : ces avaries sont, à

l'heure qu'il est, réparées, et les deux bâtiments prêts à faire voile. Le *Conway* n'a pas d'avaries. »

Les Hovas avaient perdu plus de quatre cents hommes. Dès que les derniers marins européens furent embarqués, les soldats de Ranavolo se précipitèrent sur les cadavres anglais et français abandonnés, les mutilèrent et plantèrent leurs têtes sur des sagaies, près du rivage, face aux navires du capitaine Romain-Desfossés.

Ni celui-ci, ni son collègue anglais ne crurent devoir venger immédiatement l'atroce injure. Ils n'avaient pas d'instructions suffisamment précises. Recommandation leur était faite de ne pas s'engager à l'aventure. Le capitaine Romain-Desfossés craignait sans doute d'être désavoué par son gouvernement ultra-timoré. Les Hovas triomphèrent donc bruyamment et se proclamèrent invincibles. L'effet de l'expédition fut absolument contraire à celui qu'en espéraient les ministres de Louis-Philippe.

Les têtes des marins tombés à Tamatave restèrent exposées à tous les outrages, horrible trophée dont s'enorgueillirent Ranavolo et ses fidèles sujets, pendant une dizaine d'années, jusqu'au jour où elles furent « enlevées courageusement et ensevelies par M. Charles Jeannette, créole de la Réunion¹ ».

Le gouvernement hova ferma les ports de l'île aux navires européens, proscrivit le christianisme et fit massacrer les suspects. « La crainte, dit un historien, comprima tout, même jusqu'aux soupirs des enfants; le peuple n'y opposait que force d'inertie. Le silence de la mort régnait partout à Tananarive. »

En France, l'indignation fut générale à la nouvelle de ces événements; mais, la première effervescence calmée, et l'esprit de parti aidant, les querelles parlementaires dominant tout, l'accord ne se fit pas à la Chambre sur les mesures à prendre, ni sur les réparations à exiger. Une majorité se prononça pour que la France « n'abandonnât aucun de ses droits sur Madagascar », mais elle émit « le vœu qu'on ne s'engageât pas, sans nécessité, dans de lointaines et onéreuses expéditions² ».

L'acte de barbarie de 1845 resta donc impuni. Toutes relations

1. H. d'Escamps.

2. Un corps expéditionnaire devait être réuni sous le commandement d'un officier de l'armée d'Afrique, le général Duvivier. L'effectif en était ainsi fixé :

Infanterie de marine.....	1.500 hommes.
Artillerie.....	291 —
Génie.....	151 —
Infanterie et artillerie de l'armée de terre.....	1.200 —
Total.....	3.205 —

Les Chambres semblaient résolues à voter les crédits nécessaires; mais on apprit que le gouvernement lui-même, toujours dans la crainte de déplaire à l'Angleterre, n'était rien moins que résolu et que les instructions secrètes, données au général Duvivier, lui enjoignaient de ne pas s'engager à fond et d'arrêter ses troupes au premier succès remporté sur les Hovas et assurant une apparente satisfaction à l'amour-propre national. (D'Escamps, *Histoire de Madagascar*.)

furent rompues pour de longues années entre la France et Madagascar.

L'amiral Page s'exprimait ainsi, en 1849, sur la politique de Louis-Philippe à Madagascar¹ :

« Nous sommes enchaînés à Bourbon comme Prométhée sur son rocher. Voilà, d'un seul trait, notre attitude dans l'Océan Indien; mais, qu'il soit bien constaté que c'est volontairement, de propos délibéré, que la France, héritière de Louis XIV, souveraine titulaire de Madagascar, se condamne elle-même à cette condition d'impuissance. Quand on pense qu'avec les forces de terre et de mer que nous entretenons dans ces parages, sans but sérieux, sans effet utile, il eût suffi d'un homme doué de l'âme qui inspira Fernand Cortez, d'un chef tel qu'on en trouverait dans les rangs de notre armée, trempé aux combats et capable d'autre chose encore que d'un coup de main ou d'une action d'éclat, pour substituer la domination française à la domination hova, pour rendre à la France une île aussi riche, aussi fertile que Java, une autre Saint-Domingue, enfin, on reste surpris et l'on ne sait qu'admirer le plus ou du désintéressement de notre pays ou de son indifférence pour tout empire lointain et pour la grandeur maritime qui en résulterait. »

Deux Français, depuis longtemps installés en pays malgache, MM. Laborde et de Lastelle, avaient obtenu, par faveur spéciale de la reine Ranavaloa à laquelle ils avaient rendu des services, l'autorisation de demeurer dans l'île. Grâce à ces colons qui étaient à la tête de vastes établissements agricoles et industriels, l'influence et le prestige du nom français ne furent pas complètement détruits à Tananarive. Quelques-uns de nos compatriotes obtinrent même le droit d'exploiter des terrains ou des mines à Madagascar.

Les Anglais ne pouvaient pas ne pas prendre ombrage du rôle pacificateur et favorable à nos intérêts, joué par les deux Français. Le gouvernement britannique jugea venu le moment de renouer avec celui de Madagascar; il se garda bien, du reste, de réveiller les sanglants souvenirs de 1845 par de vaines protestations; il fit plus, il offrit à la reine une somme de 15.000 piastres, comme indemnité des pertes causées à Tamatave par le bombardement. A ce prix, un agent diplomatique anglais fut reçu à Tananarive.

Quelques jésuites français rentrèrent vers la même époque à Madagascar; mais ils n'étaient pas de force à lutter contre les méthodistes anglais.

Ces derniers, dévoués exclusivement à leur gouvernement et à leur pays, subordonnaient tout aux intérêts britanniques. Les missionnaires catholiques, au contraire, animés d'un zèle parfois intem-

1. *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1849 : *Une station dans l'Océan Indien*, par l'amiral Page.

pestif et violent, très intolérants, blessant les vieilles traditions malgaches, faisaient passer avant ceux bien entendus de la France les intérêts de leur ordre; aussi, les méthodistes n'eurent-ils pas de peine à l'emporter sur des rivaux maladroits à force de zèle et compromettants.

Vers 1854-1855, à l'époque de la guerre de Crimée, c'est-à-dire au temps où la politique de l'alliance anglaise triomphait à Paris, au temps où le sang de nos soldats coulait à flots à Balaklava et à Inkermann pour sauver les troupes de Sa Majesté britannique menacées d'être anéanties par les Russes, un agent de cette même majesté ne reculait, à Madagascar, devant aucune bassesse, devant aucune intrigue, pour faire chasser de l'île les rares Français qui étaient autorisés à y résider.

Bien plus! on vit en 1855, le gouverneur de Maurice féliciter le gouvernement malgache d'avoir fait assassiner à Bavatoubé un ancien consul de France, M. d'Arvey, qui avait obtenu une concession de mine, où il employait 85 ouvriers sakalaves.

Le fonctionnaire anglais, le représentant de notre allié de Sébastopol complimenta la reine à propos de ce massacre; il le célébra comme une victoire remportée sur la France!

Le gouvernement de Londres allait du reste nous donner une autre preuve de sa *loyauté*.

MM. Laborde et de Lastelle avaient adressé à Paris, par l'intermédiaire d'un de leurs amis, M. Lambert, un projet d'entente avec la reine malgache et de colonisation de l'île. Napoléon III fit le meilleur accueil au délégué. Il s'agissait de créer une grande société européenne d'exploitation des mines de Madagascar. Les souscripteurs répondirent, nombreux à l'appel; citons parmi eux: MM. Bartholony, Fould, Demachy, Seillière, banquiers; MM. de Richemont, Pastré, Heine, Fleuriot de Langle, Behic, Auguste Chevalier, Frémy, de Vougy, le duc de Galliera. La Compagnie de Suez s'engagea pour 83.500 francs. Le prince héritier Rakoto, fils de la reine Ranavolo, malmené par sa mère, fit parvenir lui-même à Napoléon III une lettre dans laquelle il prenait l'engagement de régénérer sa patrie et d'en ouvrir l'accès aux Européens et particulièrement aux Français.

L'empereur, encore tout aux illusions de cette alliance anglaise dont il fut la dupe jusqu'à sa chute, n'imagina rien de mieux que de dépêcher M. Lambert à Londres, avec mission spéciale près du ministre des affaires étrangères, Lord Clarendon. Dès que le gouvernement de la reine Victoria fut mis au courant des plans de MM. Laborde et de Lastelle, il n'eut plus d'autre but que de les faire échouer; il se hâta donc d'avertir traîtreusement la farouche et ombrageuse Ranavolo des menées de son héritier. La reine, persuadée que Rakoto voulait la détrôner et la faire périr et qu'une véritable conspiration

s'ourdissait contre elle, ordonna l'arrestation immédiate et l'expulsion des Français de Madagascar.

Ils n'y rentrèrent qu'à la mort de Ranavolo, en 1861.

Rakoto, devenu roi et couronné sous le nom de Radama II, voulut tenir ses engagements; mais son règne fut de courte durée; il mourut assassiné en 1863.

M. le D^r Vinson raconte ainsi la tragique scène du meurtre, d'après le récit à lui fait par le P. Finaz, témoin oculaire :

« A neuf heures du matin, douze conjurés pénètrent dans le palais; ils avaient à leur tête celui-là même qui avait circoncis le roi dans son enfance et qui seul pouvait porter la main sur sa personne. Au bruit qu'elle entend, la reine accourt éperdue pour sauver le roi; mais, on la repousse. L'infortuné prince, qui devine le projet des assassins, se jette en avant pour la sauver, et la croyant en danger, demande à périr avec elle; mais on lui fait lâcher prise à coups de plat de sabre. Ses bras sont meurtris, il est sans armes, on le terrasse. Voyant sa dernière heure arrivée, en présence de la mort, il s'écrie : « Je n'ai jamais versé le sang de personne. »

Le roi fut étranglé avec une écharpe de soie, l'usage ne permettant pas de répandre le sang d'un prince.

Avec la reine Rashœrine, qui succéda à ce prince, le gouvernement malgache retomba sous la domination des agents anglais.

Enfin, en 1868, sous le règne de Ranavolo II, à la date du 4 août, fut signé un traité avec la France, dont voici les articles principaux :

« Art. 3. — Les sujets français, dans les États de S. M. la reine de Madagascar, auront la faculté de pratiquer librement et d'enseigner leur religion, de construire des établissements destinés à l'exercice de leur culte, ainsi que des écoles et des hôpitaux, etc. Ces établissements religieux appartiendront à la reine de Madagascar, mais ils ne pourront jamais être détournés de leur destination. Les Français jouiront, dans la profession, la pratique et l'enseignement de leur religion, de la protection de la reine et de ses fonctionnaires, comme les sujets de la nation la plus favorisée. Nul Malgache ne pourra être inquiété au sujet de la religion qu'il embrassera, pourvu qu'il se conforme aux lois du pays.

« Art. 4. — Les Français, à Madagascar, jouiront d'une complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils pourront, comme les sujets de la nation la plus favorisée et en se conformant aux lois et règlements du pays, s'établir partout où ils le jugeront convenable, prendre à bail ou *acquérir* toute espèce de biens, meubles et immeubles, et se livrer à toutes les opérations commerciales et industrielles qui ne sont pas interdites par la législation intérieure. Ils pourront prendre à leur service tout Malgache qui ne sera ni esclave, ni soldat, et qui sera libre de tout engagement antérieur. Cependant,

si la reine requiert ces travailleurs pour son service personnel, ils pourront se retirer, après avoir préalablement pourvu ceux qui les auront engagés. »

Ce traité ne devait pas être longtemps respecté. Dès 1869, la reine, circonvenue par les Anglais, se convertissait au protestantisme. Enfin fut promulguée une loi ayant pour objet d'enlever tout effet à l'article 4 du traité que nous venons de citer et refusant formellement aux étrangers, par conséquent aux Français, le droit d'être propriétaires du sol à Madagascar.

L'application de cette loi eut pour conséquences toutes les difficultés qui devaient aboutir à la guerre.

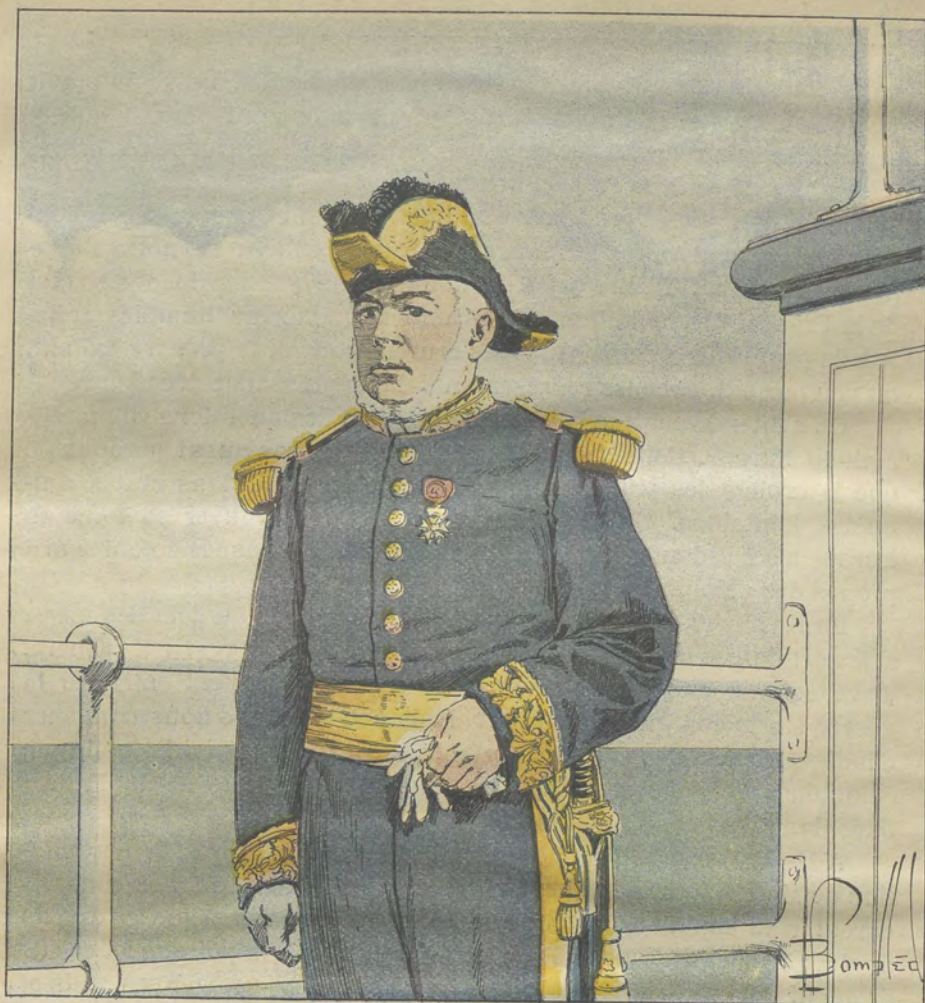
CHAPITRE III

L'expédition de 1883-1885.

L'effet de nos désastres de 1870 aux colonies. — Intrigues anglaises à Madagascar. — La succession Laborde. — Trois ans de négociations vaines. — Envoi d'une escadre. — L'amiral Pierre. — Bombardement de Tamatave. — Attitude énergique de l'amiral vis-à-vis des Anglais. — L'empoisonneur Shaw. — Départ et mort de l'amiral Pierre. — Son successeur. — Bombardement des côtes. — Fait d'armes du lieutenant Castanier. — Les volontaires de la Réunion. — Les fusiliers marins du commandant Laguerre. — Combats d'Andraparany et de Farafate. — Le commandant Pennequin. — Les négociations et la paix.

La nouvelle des premières défaites de la France, en 1870, retentit douloureusement dans le cœur de tous ceux de nos compatriotes habitant les colonies et l'étranger. Il leur fut facile de se rendre compte que notre pays n'était pas seulement menacé sur ses frontières, mais dans toutes les régions où flottait son drapeau, loin, bien loin même du théâtre de la guerre. Les compétitions, les rivalités, les ambitions, les haines longtemps assoupies ou contenues allaient se réveiller plus ardentes que jamais. Nos adversaires patients, les Anglais, se réjouissaient hautement des défaites de la France; ils ne pouvaient laisser échapper une si belle occasion de profiter de notre affaiblissement certain, de notre ruine alors probable et escomptée.

Les dépêches navrantes se succédaient : l'ennemi était parvenu sous les murs de Paris, il s'était avancé au delà même de la Loire. Le gouvernement de la Défense nationale, pour organiser la résistance, devait envoyer aux armées en campagne toutes les forces disponibles du pays; il rappelait les officiers et les soldats de nos colonies afin de former les cadres solides des troupes improvisées qui



Portrait de l'amiral Pierre.

marchaient au feu. En Algérie, les vieux régiments étaient remplacés par des mobiles ou des mobilisés. Dans les colonies ne furent maintenus que le nombre d'hommes, strictement nécessaire à la garde des postes et établissements militaires.

Les mesures indispensables, justifiées par les circonstances, n'avertirent que trop les populations, encore mal ralliées à notre cause ou hostiles, de l'extrême péril que courait la France et du lamentable état de ses affaires.

A la même époque, une grande partie de la presse américaine, acquise à M. de Bismarck qui, mieux que personne, avait l'art d'agir sur l'opinion publique, et toute la presse anglaise, à de très rares exceptions près, non seulement se montraient défavorables à notre

pays foulé et dévasté par les bataillons allemands, mais s'efforçait de démontrer que la France écrasée ne se relèverait plus et qu'elle serait à jamais reléguée au rang des puissances de troisième ordre, incapables de se faire respecter.

Cette campagne produisit son effet d'autant mieux qu'elle continua longtemps après la guerre. L'attitude effacée de notre diplomatie contribua, d'autre part, à donner une piteuse idée de l'état de la France. Les moindres gouvernements, les plus humbles roitelets de peuplades à demi sauvages crurent pouvoir le prendre de haut, un peu partout, avec les représentants d'une puissance décadente.

On a dit souvent que la véritable solution des questions coloniales était en Europe. Cette formule n'est peut-être pas aussi paradoxale que le croient les partisans à outrance des expéditions et des conquêtes lointaines. Un État fort et capable de prouver sa force en Europe n'a à redouter aucune difficulté sérieuse dans les colonies ni à propos des colonies.

En revanche, à quoi bon s'étendre outre mesure au delà des mers, si le sort de ces conquêtes difficiles et coûteuses doit rester à la merci d'événements toujours menaçants et redoutés, pouvant entraîner la guerre sur le continent européen? Mais nous voulons nous contenter d'indiquer ici, sans y insister, certains inconvénients de la politique coloniale qui frappèrent déjà, en 1870, tous les amis de la France fixés dans les pays lointains.

A Madagascar particulièrement, après Sedan, après la capitulation de Metz et le lamentable traité de Francfort de 1871, nos ennemis eurent beau jeu. Tous les voyageurs ont alors constaté que les agents anglais déclaraient que la France était réduite à l'impuissance, qu'elle devenait quantité négligeable, trop faible pour protéger ses amis et pour inquiéter ses ennemis.

Le gouvernement de Tananarive, persuadé qu'il n'avait pas à craindre de représailles, encouragé à Londres, du reste, et convaincu que les ministres anglais ne l'abandonneraient pas, en cas de conflit, en prit donc fort à son aise avec nos colons et nos représentants et leur prodigua, après 1871, les insultes et les humiliations.

L'agent consulaire français à Madagascar était alors M. Laborde, dont nous avons déjà parlé. Il mourut en 1878, laissant une fortune évaluée à un million, dont une partie en biens immobiliers situés dans l'île¹. Ses héritiers revendiquèrent cette grosse succession; mais le

1. Le tombeau de M. Laborde est à Mantasou, dans l'Imerne. Le souvenir de ce Français restera là-bas légendaire. Etabli à Madagascar où le hasard d'un naufrage l'avait fait échouer, il réussit à se faire bien accueillir, grâce à son esprit fertile en ressources et en inventions de toute nature. Il créa des forges, une verrerie, une fabrique de porcelaine, une savonnerie, une magnanerie, une distillerie, etc.

M. le docteur Vinson, que cite M. d'Escamps dans son *Histoire et Géographie de Madagascar* (page 185), avait visité les usines de Laborde. « Celui-ci, dit-il, avait fait sortir de son cerveau comme une Minerve armée, ces mille ateliers fonctionnant et tout un peuple d'artisans; il était parvenu à mettre en mouvement tous ces ressorts divers d'industrie et à étonner Ranavaloa elle-même. Quelle prodig-

gouvernement hova intervint, prétendant qu'aucun étranger ne pouvait être propriétaire à Madagascar. Cette interprétation de la loi était en contradiction avec le traité de 1868, qui reconnaissait, au contraire, aux Français le droit d'acquérir, de vendre et de transmettre par succession dans le royaume malgache.

Le ministre des affaires étrangères à Paris, M. Waddington, fut saisi de ces difficultés et des réclamations de nos compatriotes. Les bureaux étudièrent l'affaire. Aussi resta-t-elle, et pour longtemps, en suspens; mais d'autres complications plus graves allaient surgir. Le gouvernement hova prétendait occuper en toute souveraineté les territoires sakalaves, placés depuis 1840 sous le protectorat français.

Notre nouveau consul, M. Baudais, résista de son mieux à ces prétentions inadmissibles; il signala, avec beaucoup de clairvoyance, les agissements des pasteurs anglais, les véritables meneurs de l'affaire; enfin, poussé à bout, il demanda au ministre des affaires étrangères l'envoi d'un navire de guerre à Nossi-Bé. « Le gouvernement hova, disait l'honorable diplomate, pourrait, mal conseillé et se croyant sûr de l'impunité par l'absence de toute force navale, se porter aux actes les plus arbitraires. »

Par ordre du ministre, le *Forfait*, commandant Le Timbre, vint prendre position devant Nossi-Bé en avril 1882. Les pavillons hovas, arborés sur la côte occidentale au mépris des traités, furent arrachés; mais les hésitations de la diplomatie française, l'attitude expectante, imposée de Paris aux marins chargés d'appuyer ses timides revendications, rendirent courage et espoir au gouvernement malgache. Le consulat français était injurié chaque jour à Tananarive; des affiches, apposées dans tous les quartiers, menaçaient de pillage et de mort nos compatriotes. En juin, un de ceux-ci, M. Roux, directeur d'une grande plantation de café, fut assassiné. « On l'avait trouvé à quatre cents mètres de son habitation, le cou coupé, la tête ne tenant plus que par un lambeau de chair. La maison avait été pillée et saccagée. Le P. Gauchy, de la mission catholique, avait été insulté à Tananarive, frappé et jeté à bas de son cheval¹. »

Tous ces faits graves furent signalés au ministre des affaires étrangères à Paris. Aucune résolution n'avait cependant encore été prise, lorsque M. Baudais fut avisé de Tananarive qu'une mission

gieuse idée une telle visite donne de l'homme qui a été l'âme de ces œuvres merveilleuses! Tout y est colossal et artistique: de vastes bâtiments en pierre, grands comme des palais, soutenus par des colonnes octogones de granit rose; des roues hydrauliques, faites sur modèles, et, ce qu'il y a de plus touchant, un tombeau monumental, qui est un chef-d'œuvre de solidité, élevé par M. Laborde à la mémoire de son frère, mort sur cette terre étrangère. »

Le frère de M. Laborde était un ancien officier d'artillerie de l'armée française.

L'habitation du célèbre colon de Madagascar portait le nom bien malgache de Saatsiananapiouvana (*lieu charmant* qui ne changera jamais). Elle était admirablement installée, elle est aujourd'hui en ruine.

1. *La France et l'Angleterre à Madagascar.*

malgache était envoyée en Europe « pour visiter le gouvernement de la République française, ainsi que les autres gouvernements amis ».

Cette ambassade extraordinaire fut reçue par le ministre d'alors, M. Duclerc — aujourd'hui bien oublié — en octobre 1882.

Elle ne réussit pas dans ses démarches; les Hovas n'offraient, en effet, aucune satisfaction aux réclamations du gouvernement français. Après d'inutiles pourparlers, ils furent éconduits, se rendirent à Londres, puis à Berlin et en Amérique; l'accueil sympathique qu'ils reçurent dans ces pays contribua certainement à entretenir leurs illusions.

Celles de nos gouvernants étaient dissipées; ils n'avaient plus qu'à agir vigoureusement, c'est-à-dire à recourir à la force. Les préparatifs commencèrent à Toulon, en vue de l'armement d'une escadre. La garnison de la Réunion reçut des renforts. L'amiral Pierre fut enfin désigné pour prendre le commandement des troupes de terre et de mer, destinées à opérer sur les côtes de Madagascar.

Cet excellent officier avait de brillants états de services. Entré à l'école navale en 1844, aspirant en 1843, il s'était distingué en 1844 aux combats de Tanger et de Mogador, où il fut cité à l'ordre du jour. Promu enseigne peu après, lieutenant de vaisseau en 1853, capitaine de frégate en 1862, il avait gagné le grade de capitaine de vaisseau sous le feu de l'ennemi à l'armée de la Loire, en 1871, aux batailles d'Orléans. Plusieurs campagnes de mer remarquées le firent classer au premier rang de nos officiers d'avenir avec Courbet, Miot, Gervais. Contre-amiral en 1880, membre du conseil d'amirauté en 1882, il avait toutes les qualités requises de soldat, de marin et de diplomate pour s'acquitter de la difficile mission dont on le chargea à Madagascar.

M. de Mahy¹, député de la Réunion, très ardent patriote, était

1. M. de Mahy s'est toujours montré l'adversaire acharné des Anglais et particulièrement de leurs missionnaires. Il a même pris à partie très vivement certains Français auxquels il reproche d'avoir servi à Madagascar des intérêts étrangers.

« A-t-on jamais compris, en France, ce qui s'est passé en 1885? disait M. de Mahy à un interviewer, lors de la guerre que nous faisons aux indigènes. S'est-on jamais expliqué le traité signé par MM. de Freycinet, Patrimonio et Miot, traité de paix qui ne nous accordait absolument rien, ni protectorat, ni haute garantie?... »

« — Et vous, monsieur, avez-vous une explication à nous fournir? »

« — Il faut la chercher du côté des quakers, des friends, des méthodistes. Tous ces gens, à Madagascar, sont tout-puissants; — sur quatre Malgaches, il y a trois protestants, et les protestants de France sont très puissants aussi, croyez-moi, assez pour avoir réussi jusqu'à ce jour à faire le jeu de l'Anglais. »

« Ici M. de Mahy est pris d'une froide colère et nous met sous les yeux des textes, des articles des volumes qui prouvent indéniablement le rôle néfaste joué dans la question de Madagascar par les protestants: MM. Frédéric Passy, de Pressensé, Bœgner, Théodore Monod, etc. Il nous rappelle cette réunion du 20 octobre 1884 qui eut lieu à l'hôtel du Louvre entre protestants d'outre-Manche et protestants français, à laquelle assistaient les personnes ci-dessus nommées et dans laquelle fut résolue momentanément l'évacuation de l'île par les Français.

« Les membres français de la réunion s'engageaient à tout faire pour cela. Quelque temps après paraissait un volume intitulé: *Nos droits à Madagascar*, signé de M. Saillens, avec une préface élogieuse de Frédéric Passy, dans lequel on pouvait lire: « Il est temps de conclure. Nous croyons avoir démontré, dans ce qui précède, que la France n'a aucun droit réel sur Madagascar. Ceux que nous donnait la prise de possession de Richelieu sont prescrits par le long espace de temps écoulé depuis l'évacuation de nos établissements sur la côte. »

« — Et ceci a été écrit par un Français, s'écria M de Mahy, et la préface de ce livre est d'un Français! » (*Echo de Paris* du 20 novembre 1894.)

alors ministre de la Marine par intérim. Il contribua, pour sa bonne part, à entraîner le gouvernement à des résolutions énergiques. Les instructions, par lui remises à l'amiral Pierre, peuvent se résumer ainsi : chasser les Hovas de la côte malgache, depuis Majunga jusqu'à la baie d'Antongil.

Une partie de l'escadre française de la mer des Indes, destinée à agir, était déjà dans ces parages sous les ordres du commandant Le Timbre : le *Forfait*, le *Beautemps-Beaupré*, le *Boursaint*, la *Creuse*, la *Nièvre* et la canonnière la *Pique*.

L'amiral Pierre quitta Toulon le 15 février 1883, à bord de la *Flore*. Les mesures vigoureuses ne se firent pas attendre. Le 30 avril, l'amiral était à Nossi-Bé; il fit réoccuper par de faibles détachements les postes de la côte nord-ouest et enlever Majunga.

Les Hovas tenaient garnison dans cette place au nombre d'environ 2.000, mal armés, du reste. Le 15 mai, sommation adressée par l'amiral Pierre à leur chef; celui-ci répondit :

« Majunga, le 15 mai 1883.

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez envoyée, mais comme c'est écrit en français, je ne suis pas à même de bien comprendre le français.

« Je vous souhaite la bénédiction du Seigneur, monsieur l'amiral.

« Recevez mes respects, monsieur l'amiral.

« Je suis Kamrauhazafy, 14^e honneur, gouverneur de Majunga. aide de camp du premier ministre et commandant en chef. »

Un bombardement lent commença le lendemain, au lever du jour, à raison d'un obus par navire de deux en deux minutes. A huit heures, un incendie se déclarait dans le fort, tous les bâtiments occupés par la garnison flambaient.

Les Hovas incendièrent eux-mêmes une partie de la ville qu'ils étaient incapables de défendre.

Le 17, l'amiral Pierre fit débarquer ses troupes. Elles s'emparèrent des positions ennemies, presque sans combat, si ce n'est près des retranchements de la Pointe, où un fort parti de Hovas, sortant brusquement des broussailles, se jeta sur un détachement français, mais quelques feux de salve dispersèrent l'ennemi; il n'y eut aucune perte de notre côté.

Le 1^{er} juin, après s'être concerté avec le consul de France, M. Baudais, l'amiral adressait à Tananarive un ultimatum sommant le gouvernement de la reine :

1. *Madagascar*, par A. Martineau.

1° De céder à la France le nord de Madagascar au delà du 16° parallèle ;

2° D'accorder une indemnité d'un million aux colons français, y compris les héritiers Laborde ;

3° De subordonner sa politique extérieure au contrôle de la France.

Tous les Européens et les indigènes compromis comme amis connus des Français furent embarqués sur la *Creuse*, à l'abri des représailles hovas.

Une réponse négative étant opposée à l'ultimatum, le 10 juin au matin, l'escadre française embossée devant Tamatave ouvrit le feu sur la ville. En quelques heures, nos canons, admirablement servis, mirent en piteux état les forts et retranchements de l'ennemi.

Ce fut alors une belle déroute. De toutes parts s'enfuyaient les soldats et les officiers malgaches affolés. La campagne se couvrit de leurs groupes en débandade.

« A ce moment, dit un officier qui prit part à la campagne de Madagascar et qui en a laissé un intéressant récit ¹, l'amiral, s'il eût eu sous sa main deux ou trois mille hommes de troupes de débarquement, de façon à compléter son succès par une poursuite à terre, les Hovas affolés n'eussent point songé à s'arrêter dans la solide position de Farafate, à 7 kilomètres de Tamatave.

« Continuant leur course folle, ils eussent pénétré en débandade dans l'intérieur, s'éparpillant dans toutes les directions, donnant la peur aux autres, et alors le gouvernement madécasse, incapable de les rassembler et frappé de ce coup de vigueur, eût certainement demandé à traiter.

« Malheureusement, les choses ne se passèrent pas ainsi. Le brave amiral Pierre, ne pouvant disposer que d'une ou deux compagnies d'infanterie de marine et de quelques hommes pris dans ses équipages, ne jugea prudent d'opérer une descente à terre que le lendemain. »

Les marins français prirent possession après bombardement, sur la côte Est, de la ville de Tamatave et du fort qui la protège, tous deux évacués.

Un navire anglais, le *Dryad*, commandé par le capitaine Johnston, avait assisté à l'action, pendant lequel il manœuvra constamment de façon à gêner nos opérations, jusqu'au moment où l'amiral Pierre, par une sommation formelle, lui eut fait injonction de se retirer. Dans son rapport au gouvernement français, l'amiral signala cet incident caractéristique; l'officier anglais, fit-il remarquer, a obéi, « mais en se ménageant, aux yeux des Hovas, à qui il avait promis de s'interposer, l'apparence d'une retraite en échelons ».

1. M. G. Moulin, lieutenant aux volontaires de la Réunion.

La guerre était commencée. Les Anglais ne devaient guère tarder à nous prouver plus perfidement encore leur hostilité.

Au lendemain de ces journées victorieuses, le commandant en chef adressa à l'escadre et aux troupes l'ordre du jour suivant :

« *Flore*, Tamatave, le 14 juin.

« Officiers, équipages et soldats.

« Un arrogant ennemi avait osé défier nos armes, en refusant à la France les plus légitimes satisfactions.

« Dans l'espace d'un mois, vous avez pris et détruit tous les établissements hovas sur le littoral des deux côtes de Madagascar.

« Vous occupez Tamatave et Majunga, sources principales de la prospérité commerciale et financière de l'ennemi, et vous vous y maintiendrez contre toute attaque.

« Ces résultats sont dus à l'activité de la division navale. Je l'en félicite.

« Il reste à chasser l'ennemi de quelques retraites où il s'est retranché à l'intérieur des terres. Vous saurez l'y atteindre.

« La *Creuse*, qui n'est restée avec nous que quelques jours, nous laissera le souvenir de sa promptitude à surmonter toutes les difficultés, pour nous faire part de toutes ses ressources. Elle a dignement occupé sa place au feu, témoignant ainsi que c'est à la manière de servir qu'on reconnaît le véritable bâtiment de guerre et non pas à la coque.

« De nombreux militaires, passagers sur ce transport et ayant accompli leur temps de service colonial, se sont proposés pour renforcer les garnisons de l'occupation, en renonçant à leur retour en France.

« Honneur aux braves soldats qui font volontairement ce sacrifice au drapeau de la patrie !

« La *Nièvre* a rivalisé d'ardeur avec la division navale.

« Officiers, équipages et soldats, au nom de la France, dont vous soutenez les droits, je vous remercie tous.

« Le contre-amiral commandant en chef,

« PIERRE. »

Le premier soin de l'amiral, après le débarquement à Tamatave, fut d'installer ses troupes à terre le mieux possible et d'assurer la défense des positions conquises.

La majeure partie des troupes de la Réunion reçurent l'ordre de rejoindre immédiatement le corps expéditionnaire.

Le fort de Tamatave, dans les remparts duquel les obus de l'es-

cadre avaient fait brèche, fut réparé en toute hâte et bien armé. On construisit plusieurs nouvelles redoutes avancées; à droite le Mamelon-Vert, en souvenir de Sébastopol; à gauche, les retranchements d'Ait-Kin et des Dunes.

Un bataillon d'infanterie de marine envoyé de France vint grossir le petit corps d'armée; il fut installé tant bien que mal dans le fort et dans des paillottes voisines. Déjà quelques hommes étaient malades, en majorité fiévreux. Il fallut créer à terre un service d'ambulances. Le transport *la Creuse* fut aménagé en hôpital. Ces mesures prises, l'amiral Pierre, confiant dans le succès, se prononçait pour une marche prompte sur Tananarive; mais il réclamait des renforts.

« Vous n'avez jamais pu supposer sérieusement, écrivait au ministre l'amiral le 14 juillet 1883, qu'après avoir croché aux oreilles de Majunga et de Tamatave un sanglier de la dimension de Madagascar, nous serions en état de le tenir en respect d'une manière durable avec 180 hommes de troupe et 6 navires, dont 4 petits. »

A Paris, le gouvernement refusa obstinément de rien faire. L'ambassadeur de France à Londres exprimait au ministre des affaires étrangères ses inquiétudes au sujet de l'Angleterre. Le capitaine Johnston avait cru devoir se plaindre des procédés un peu vifs, mais bien justifiés, de l'amiral Pierre. Il fallait éviter un conflit entre Français et Anglais dans les eaux malgaches. Notre gouvernement poussa la complaisance vis-à-vis de celui de Londres jusqu'à blâmer et désavouer le brave amiral, qui venait de relever à Madagascar le prestige du drapeau tricolore !

Des négociations sur lesquelles la lumière n'a été faite que depuis peu¹, traînaient en longueur entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. L'opinion publique française se montrait indécise. La campagne du Tonkin absorbait le meilleur de nos forces maritimes. Le conseil des ministres à Paris n'osa demander aux Chambres, que troublait déjà la perspective d'élections générales, de nouveaux sacrifices.

L'amiral Pierre dut rester dans l'expectative. Un incident se produisit alors à propos, comme pour achever de paralyser notre action. Cet incident a fait grand bruit. Il doit être narré dans ses détails.

Par ordre du commandant en chef, la vente des boissons alcooliques — toutes frelatées — avait été interdite à Tamatave aux nombreux mercantis indigènes ou anglais, qui s'étaient établis près des postes français. L'amiral, en chef expérimenté, veillait à ce que les lois de l'hygiène fussent strictement observées dans le corps expéditionnaire.

Trois jours après la prise de Tamatave, un poste français avait pris possession de la maison d'un pasteur méthodiste anglais, nommé

1. Voir *Dessous diplomatiques*, 1 vol. Librairie Garnier frères.



Chez l'empoisonneur Shaw.

Shaw. A leur grande surprise, les soldats trouvèrent disposées, comme pour mieux les tenter, dans le jardin même, un certain nombre de bouteilles.

L'officier qui commandait le détachement, fidèle à sa consigne et exécutant à la lettre les ordres de l'amiral, fit aussitôt saisir ces bouteilles suspectes. L'attitude du pasteur ne lui inspirait du reste aucune confiance. Les liqueurs saisies furent analysées. Elles contenaient du poison à forte dose.

La culpabilité de Shaw n'était pas douteuse; il avait voulu faire périr dans d'atroces souffrances les soldats français logés chez lui. Il fut aussitôt arrêté et transporté à bord de la *Nièvre*.

Les règlements militaires, en pareil cas, sont formels. Shaw devait

être traduit devant une cour martiale, jugé, et, si reconnu coupable, exécuté dans les 24 heures ; mais l'amiral Pierre, déjà souffrant, profondément découragé, redoutant d'être encore désavoué par le gouvernement français, n'osa traiter le misérable avec tant de rigueur ; il en référa à Paris.

Dès lors, le pasteur était sauvé. Le cabinet anglais, averti, s'empressa d'adresser des réclamations à la France. Tous les pasteurs, confrères méthodistes d'Angleterre, intervinrent et trouvèrent, dans notre pays même, parmi leurs coreligionnaires, de bons avocats.

Nos ministres et le pusillanime M. Grévy, alors président de la République, n'étaient pas hommes à résister à de tels assauts.

Shaw avait été mis aux fers ; ordre fut envoyé de Paris de le relaxer. Cette satisfaction sembla encore insuffisante, et le gouvernement français poussa la condescendance jusqu'à accorder et à payer au pasteur, qui avait voulu assassiner nos soldats, une indemnité de 25.000 francs !

L'amiral dut bien regretter de n'avoir pas fait fusiller l'odieux Shaw. Ecœuré du reste, épuisé par les souffrances et les fatigues, le brave marin avait demandé son rappel. Il mourut, à bord de son navire, à peu de distance de Marseille, en vue des côtes de France¹.

Le commandant Rallier remplaça provisoirement le regretté amiral à Tamatave. Il apprit le 13 juillet 1884 la mort de la reine de Madagascar et l'avènement de Ranavaloa III. L'amiral Galiber fut, peu après, appelé à prendre le commandement de l'escadre sur les côtes de l'île. La France était alors engagée à fond au Tonkin ; les ministres ne pouvaient guère compter sur une majorité parlementaire solide qu'à la condition d'échapper à de nouvelles complications dans la politique coloniale. Ils donnèrent donc pour instructions au successeur de l'amiral Pierre d'éviter, à tout prix, ces complications, de maintenir le *statu quo*, de s'engager le moins possible et surtout de ne pas mécontenter les Anglais.

L'amiral Galiber avait du reste été choisi comme un esprit patient, conciliant à l'excès peut-être, incapable d'un coup de tête et d'une décision énergique. On le considérait plutôt comme un négociateur que comme un marin.

Pendant les six mois de son commandement, l'action fut donc beaucoup moins vigoureuse qu'en juin 1883.

L'amiral ne disposait du reste que de 850 hommes de troupes, répartis sur les côtes de Tamatave à Majunga, et dont un bon tiers étaient dans les ambulances, anémiés et décimés par les fièvres du pays.

1. Pour reconnaître l'excessive indulgence de l'amiral, Shaw, dans des lettres publiées en Angleterre, le calomnia indignement et essaya de souiller la mémoire de l'officier, duquel la France gardera un souvenir reconnaissant.

« Les fatigues du service, écrivait l'amiral, les alertes fréquentes sont les causes du mauvais état sanitaire.

« De plus, les hommes mouillés ne se changent pas; il leur est en effet difficile de le faire; ils ne possèdent qu'un seul pantalon de laine comme effet d'habillement.

« Une fois mouillé, vu l'état hygrométrique, il est impossible de se faire sécher. Les hommes sont munis de cirés, mais le vent fait pénétrer quand même l'humidité profondément. Les hommes couchent par terre enveloppés d'un simple couvre-pieds.

« Les vivres frais font défaut.

« L'ennui, causé par la séquestration presque complète à l'intérieur du fort, vient ajouter sa cause déprimante à ces conditions générales mauvaises. »

Grâce à de bonnes précautions hygiéniques enfin prescrites, grâce aux dons de toute nature envoyés par la Société si généreuse et si utile des Femmes de France, le nombre des malades diminua; le déchet minimum fut cependant toujours estimé au quart de l'effectif.

Vohemar, Mahéla, Manangar, Fort-Dauphin et Fenérife furent bombardés, mais sans que les Hovas, tranquilles à l'intérieur de l'île et assez bien renseignés sur l'état de nos forces pour ne redouter aucune invasion française, s'émussent de ces manifestations plus bruyantes qu'utiles.

Qu'importait à la reine et à ses ministres la destruction de quelques mauvaises huttes sans valeur? Quant aux habitants de la région bombardée ils s'enfuyaient, emportant sans peine leur maigre butin, pour échapper aux projectiles.

Les grosses pièces de l'escadre ne causèrent à Madagascar que d'insignifiants dégâts.

Les épisodes de guerre, dignes d'être notés, au début de l'expédition, furent donc des plus rares après la prise de Tamatave. A signaler cependant un brillant combat à peu de distance de la ville : la défense du poste d'Ait-Kin, le 25 juin 1883.

L'inaction de nos troupes, leur petit nombre, les avis et dépêches transmis à Tananarive par les agents anglais sur le triste état sanitaire du corps expéditionnaire avaient enhardi les chefs hovas. Ils s'étaient avancés, à la tête de forces importantes jusqu'aux environs de Tamatave, d'où ils menaçaient et inquiétaient nos détachements, en les tenant sur le qui-vive.

On sait déjà que l'amiral Pierre, en prévision de ce retour offensif, avait fait élever à droite et à gauche du fort deux retranchements, destinés à en couvrir les approches. L'un de ces petits postes, placé sous les ordres du lieutenant d'infanterie de marine Castanier, n'était occupé que par 25 hommes. Un millier de Hovas tentèrent de le surprendre et de l'enlever

Le lieutenant et ses soldats faisaient heureusement bonne garde. Ils ne se laissèrent influencer ni par la supériorité numérique énorme, ni par les menaces de l'ennemi, et soutinrent la lutte avec un admirable sang-froid. Les dispositions de défense étaient si bien prises, les hommes du lieutenant Castanier si fermes et aguerris déjà par quelques mois de campagne, que les furieux assauts des Hovas échouèrent.

Le feu nourri et bien dirigé du petit poste, assez mal abrité cependant, fit dans leurs rangs de tels ravages qu'ils s'enfuirent en désordre, en abandonnant beaucoup de morts sur le terrain. Le lieutenant Castanier fut porté à l'ordre du jour du corps expéditionnaire :

« Le contre-amiral commandant en chef signale à l'estime du corps expéditionnaire l'intrépide défense du sous-lieutenant Castanier et des vingt-cinq braves qui occupaient avec lui le poste avancé de Tamatave dans la nuit du 25 au 26, où ils ont repoussé, pendant quatre heures, les attaques réitérées d'un corps ennemi d'au moins mille hommes, et l'ont mis en fuite, en lui infligeant des pertes importantes.

« Ce fait d'armes fait le plus grand honneur au lieutenant Castanier, chef du poste, qui a su faire partager à ses compagnons son sang-froid et son courage. »

Le brillant combat d'Ait-Kin releva un instant les esprits quelque peu découragés des officiers et soldats condamnés à l'inaction sur la côte malgache.

Dans la nuit du 13 au 14 novembre, attaque de Majunga. Les soldats reposaient ; les reconnaissances de la journée n'avaient révélé aucun mouvement suspect aux alentours de la place ; de faibles postes veillaient. En avant d'eux quelques sentinelles, choisies parmi les nègres d'Afrique enrôlés sur la côte, faisaient le guet. Un de ces noirs aperçut des ombres qui s'agitaient dans la brousse, et donna l'éveil. Il était temps. Plus de cinq cents Hovas se ruèrent à l'assaut ; mais la garnison, immédiatement alarmée et les navires embossés devant la place, avertis par la fusillade, couvrirent de projectiles le terrain en avant de Majunga. L'ennemi s'enfuit, et ne tenta aucun retour offensif.

Ces différentes alertes servirent de leçon au corps expéditionnaire français qui, dès lors, se garda toujours très attentivement. On savait du reste qu'un ordre du jour de la reine à ses soldats avait ainsi indiqué la tactique à suivre, pour inquiéter sans cesse et pour fatiguer les envahisseurs du pays :

« Si les Français vous attaquent et que vous ne puissiez tenir, retirez-vous, mais à petite distance, et harcelez-les à tout instant, la nuit surtout, et arrangez-vous de façon à les alarmer le plus possible

et à leur faire le plus de mal que vous pourrez; mais que ce soit de jour ou de nuit, harcelez-les, tout en tâchant de vous garer le plus possible. »

L'amiral Galiber et M. Baudais avaient renoué en octobre 1883 les négociations avec le gouvernement hova. Ces nouveaux pourpalers n'eurent du reste pas plus de succès que les premiers. Aucun accord n'était possible avec un ministre persuadé qu'en nous opposant une obstinée force d'inertie, il aurait raison des revendications de la France. Le gouverneur de Tamatave, l'un des négociateurs malgaches, formulait ainsi en avril 1884 une fière réponse aux propositions de l'amiral Galiber et de M. Baudais :

« Vous me demandez quelle partie de l'île je consens à vous céder; c'est comme si vous me demandiez quelle partie de mon bras je veux couper. Je n'en veux couper aucune. Toutes me sont également chères. Prenez ce que vous voudrez, si vous êtes les plus forts; quant à nous, nous n'avons rien à vous offrir ni à vous donner. »

C'était une fin de non-recevoir; mais, suivant les conseils de la diplomatie anglaise, les Hovas avaient gagné du temps. M. Baudais crut devoir insister pour mettre fin aux tergiversations de son gouvernement.

Les Malgaches, disait-il dans une dépêche adressée à Paris, comptent bien « qu'une action sérieuse de notre part ne s'exercera jamais, qu'une complication européenne viendra à certain moment y mettre obstacle. Le jour où nos troupes feraient un pas en avant sur la route de Tananarive, ses illusions s'évanouiraient, et un traité serait facilement obtenu, et je pense que, dans ce cas, les conditions, quelles qu'elles soient, pourraient être plutôt imposées que discutées. »

Il était temps de réagir. A défaut de troupes de France, le corps expéditionnaire reçut de l'île de la Réunion un bataillon de volontaires, La formation et l'organisation de ce bataillon ont été racontées, ainsi qu'il suit par un des officiers du corps¹ :

« La Réunion, notre dévouée colonie qui, par sa proximité de Madagascar, était intéressée plus même que la métropole à un résultat définitif, demanda, par l'intermédiaire de son gouverneur, à prendre part à l'expédition.

« Cette autorisation lui fut accordée, et trois cents jeunes gens, miliciens pour la plupart, formèrent deux compagnies. L'une fut dirigée sur Tamatave, l'autre sur Majunga.

« Mais leur formation défectueuse, leur précipitation dans le départ, leur mauvais équipement (les hommes n'avaient même pas de sac) et surtout leur commandement détenu par des mains inhabiles,

1. M. Moulin, lieutenant au bataillon de la Réunion.

les empêchèrent de rendre tous les services auxquels on s'attendait.

« Deux officiers d'infanterie de marine furent désignés pour en prendre le commandement, et après quatre mois de séjour à Madagascar, elles rentrèrent à la Réunion, en mai 1884, où elles furent dissoutes.

« Mais l'état de guerre persistant à Madagascar, la colonie qui avait fait ce premier sacrifice ne se tint pas pour battue, et s'étant rendu compte de la mauvaise organisation de sa première levée, elle demanda de nouveau l'autorisation présidentielle, en juin 1884, pour la formation, chez elle, d'un bataillon de volontaires, que constituerait et commanderait un officier supérieur d'infanterie de marine.

« L'autorisation fut encore accordée, mais alors les choses changèrent et se passèrent militairement.

« Un chef de bataillon, M. Héral, quatre capitaines commandants de compagnie, un adjudant-major, un officier payeur et plusieurs sous-officiers, appartenant tous à l'infanterie de marine, reçurent l'ordre, en France, de s'embarquer à Marseille sur les Messageries, pour se rendre à la Réunion, et procéder, sans retard, à la formation du nouveau bataillon.

« Ces officiers et sous-officiers arrivèrent à Saint-Denis, chef-lieu de la Réunion en juin 1884, et, bientôt, grâce aux proclamations patriotiques du gouverneur M. Cuinier, grâce aux exhortations de leurs sénateurs et députés et aux discours de M. Héral, quatre cents volontaires se présentèrent. »

Sur ces entrefaites, l'amiral Galiber fut rappelé en France et remplacé par l'amiral Miot, qui prit le commandement de la marine et du corps expéditionnaire le 8 mai 1884.

La division navale de la mer des Indes, à l'époque de l'arrivée de l'amiral à Tamatave, comprenait :

La *Naïade*, croiseur à batterie couverte, portant pavillon du commandant en chef de la division ;

Le *Forfait*, croiseur à batterie barbette ;

Le *Beautemps-Beaupré*, éclaireur d'escadre ;

Le *Scorff*, transport ;

Le *Boursaint*, aviso de station ;

Le *Capricorne*, canonnière de station ;

Le *Pique*, canonnière de flottille ;

Le *Chacal*, canonnière de flottille ;

La *Creuse*, transport-hôpital ;

La *Redoute*, canonnière ;

La *Tirailleuse*, canonnière ;

L'*Allier*, transport-aviso à la disposition du gouverneur de la Réunion.

Dès son arrivée, après une inspection des troupes et des postes,

l'amiral comprend qu'aucune action ne sera possible, tant que les moyens de prendre utilement l'offensive ne lui auront pas été fournis. Il constate que les Hovas reçoivent des armes d'Amérique et d'Angleterre, qu'ils recrutent chaque jour de nouveaux soldats, qu'ils s'exercent sous le commandement d'officiers anglais, que, peu à peu, ils s'aguerrissent, qu'ils construisent des fortifications et une ligne de défense couvrant Tananarive sur des positions déjà fortes naturellement et d'un accès difficile. A Majunga et à Tamatave, on signale la présence de ces officiers ou aventuriers anglais à la solde du gouvernement malgache. L'un d'eux, le général qui dirige la résistance, est Willoughby, personnage louche, non dépourvu d'une certaine habileté, destiné à jouer un rôle double. Les renseignements recueillis sur Willoughby ne sont rien moins que favorables; mais les ministres hovas le tiennent en haute estime; on cite encore avec une certaine admiration, à Tananarive, la quantité de verres de brandy que l'officier anglais absorbait chaque jour.

L'amiral Miot s'empressa de faire part au gouvernement des résultats de ses premières enquêtes, sans, du reste, rien lui dissimuler de la triste situation.

Il jugeait absolument nécessaire l'envoi de renforts, non de quelques centaines d'hommes, mais de plusieurs bataillons.

Le système des petits paquets était alors pratiqué par le gouvernement pour ne pas effrayer le Parlement; on envoya à l'amiral Miot un bataillon de fusiliers marins, composé de cinq compagnies et commandé par un capitaine de frégate ayant de beaux états de service, M. Laguerre.

Ce bataillon, venant du Tonkin, ne comptait que des hommes ayant fait campagne, de rudes gaillards ayant vu le feu à Son-Tay et à Bac-Ninh, tous excellents soldats, admirablement encadrés, rappelant les héroïques marins du siège de Paris, capables de tous les efforts et de toutes les audaces. Plusieurs portaient la médaille militaire, vaillamment gagnée pour faits d'armes devant l'ennemi.

Mais l'effectif du bataillon, qui avait subi de grosses pertes au Tonkin, était faible. Beaucoup d'hommes, fatigués par plusieurs mois de campagne et de privations sous un climat meurtrier, étaient anémiés et fiévreux. Ils ne devaient pas tarder à devenir indisponibles.

N'empêche que ces braves gens furent accueillis avec joie par l'amiral Miot et par leurs camarades de l'infanterie de marine. Le gouvernement promettait, du reste, d'autres renforts. Allait-on se décider à mener rondement la campagne?

L'amiral parla à Tananarive un langage digne de la France :

« N'ayez plus aucun espoir, déclarait-il au gouvernement de la reine, de remettre vos pavillons sur la côte nord-ouest. Elle est désormais sous la protection effective de la République. Nous n'abandonne-

rons jamais Majunga et nous ne quitterons Tamatave que lorsque nous le voudrons.

« Si vous demandez aujourd'hui la paix, il en est peut-être temps encore, et voici les bases principales :

« 1° Réparations et garanties dues à nos nationaux, 3 millions d'indemnité;

« 2° Le droit de propriété, assurant à nos nationaux la jouissance des avantages inscrits dans le traité de 1868;

« 3° Réparation du dommage causé aux particuliers de toute nationalité par le conflit actuel. »

L'amiral terminait en affirmant que les Français « n'évacueraient pas Madagascar ».

Afin de mieux convaincre les Hovas de l'irrévocabilité de ses résolutions, le chef du corps expéditionnaire français mettait en mouvement une partie des troupes dont il disposait. La 21^e compagnie d'infanterie de marine, deux compagnies de fusiliers marins, un peloton de gendarmes à cheval et une section d'artillerie, placés sous les ordres de M. Escande, capitaine de frégate, furent dirigés sur la province de Vohemar.

La population de cette province, exploitée par les Hovas, était toute prête à les combattre et à tirer vengeance de leurs méfaits. Le plan de l'amiral Miot était donc excellent.

Plus d'un millier de Sakalaves, nos alliés, répondirent à l'appel des Français, et suivirent l'expédition, qui parvint, le 5 décembre, devant le camp ennemi d'Andraparany. Les Hovas, très supérieurs en nombre, s'étaient retranchés à quelques kilomètres de Vohemar. Le capitaine Escande n'hésita pas à ordonner l'attaque. Au pied du plateau, les Hovas, embusqués dans les bois et les rochers, ouvrirent le feu. Les troupes du capitaine Escande ne mirent pas moins de trois heures pour les refouler et pour atteindre la crête.

« Mais là on se trouve en présence du village, solidement organisé au moyen d'une palanque. En avant, des groupes ennemis tiennent la campagne; on les repousse de couvert en couvert. On se croyait déjà maître d'Andraparany, quand tout à coup, d'un ravin jusqu'alors masqué par les bois, une fusillade très nourrie, appuyée par le feu de deux pièces d'artillerie, vient arrêter notre élan. De notre côté il n'y avait que le canon de débarquement du *Beautemps-Beaupré* approvisionné à 64 coups; cette pièce fut mise en batterie, soutenue par les gendarmes et un peloton d'infanterie, pendant que le reste de nos forces, appuyant à droite, se portait peu à peu en face de l'ennemi, en effectuant un feu rapide. Nous avançons et, lorsque 50 mètres seulement nous séparent du ravin, la ligne est lancée au pas gymnastique; devant cette trombe, les Hovas disparaissent dans les fourrés. Tous leurs chefs, leurs meilleurs soldats sont restés sur le terrain; il



Un poste de Sakalaves.

y a 200 morts. Nous avons 1 tué et 2 blessés. A cinq heures et demie, le feu cessait après trois heures de combat ; à six heures, le village était occupé¹. »

Les Hovas affolés avaient abandonné leurs blessés.

Les Sakalaves se précipitèrent sur les malheureux abandonnés sur le champ de bataille, et malgré les efforts des officiers français, massacrèrent, à coups de sagaie, les Hovas qui vivaient encore. Nos alliés prenaient leur revanche de tant de pillages et d'atrocités subis par eux et par leurs ancêtres.

Le combat d'Andraparany nous livra toute la province de Vohemar

1. Voir dans le *Temps* du 29 janvier 1895. *la Vie militaire*, par Ardouin Dumazet.

et d'importants approvisionnements. D'énormes troupeaux de bœufs prirent le chemin des camps français. Le capitaine Escande, suivant les instructions de l'amiral Miot, fit élever deux postes fortifiés, en avant de Vohemar, sur des hauteurs commandant les approches de la ville. Un navire de guerre français gardait le port.

On pouvait espérer que le gouvernement hova, après ce succès des troupes de l'amiral Miot, demanderait à traiter; mais l'effet de notre victoire fut à peu près nul à Tananarive, où le premier ministre n'ignorait pas que le chef français n'avait reçu que des renforts dérisoires et insuffisants pour entreprendre une marche sur la capitale de l'île.

Le bataillon des volontaires de la Réunion, formé pour la seconde fois, ainsi que nous le disons plus haut, était arrivé à Tamatave. Ses officiers, à l'exception d'un lieutenant, M. Moulin, appartenant au 122^e territorial, et des capitaines détachés de l'infanterie de marine, n'avaient jamais servi dans l'armée. Ils furent choisis, après examen, parmi les volontaires les mieux notés et les plus instruits. Les sous-officiers étaient tous créoles, sauf un sergent d'infanterie de marine par compagnie.

La quatrième compagnie de ce bataillon fut envoyée à Vohemar; la première et la troisième restèrent à Tamatave. La deuxième ne quitta pas la Réunion, où elle forma le dépôt du corps.

Sur de pressantes instances, l'amiral Miot reçut encore en 1884 un autre faible détachement, la troisième compagnie des disciplinaires de la marine. Elle fut surtout employée à des travaux de terrassement à Tamatave.

Jusqu'à la fin de 1884, le corps expéditionnaire de Madagascar conserva ses positions. Quelques alertes, quelques escarmouches sans importance signalèrent seules cette période et les deux premiers mois de 1885. En mars de cette année, le commandant en chef crut devoir adresser un pressant appel à Paris :

« Il est impossible, écrivait-il, que l'état de choses actuel n'entraîne pas d'année en année plus de développement dans nos moyens d'action. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se placer en face de la situation militaire qu'occupaient les Hovas au mois de juin 1883 et de la comparer à celle qu'ils occupent aujourd'hui. L'année 1885 se passera-t-elle sans que nous ayons songé à entreprendre autre chose que ce que nous faisons maintenant? Ce serait fâcheux.

« En balayant les Hovas de Marawoy, d'Ankaramy et de Farafate, je suis convaincu qu'on n'aurait pas besoin de marcher sur Tananarive. Le peuple, fatigué de la guerre, imposerait la paix au premier ministre. Que faut-il pour cela? Trois mille hommes tout au plus.

« En 1884, ils ont vu tomber entre nos mains et occuper Vohemar, Diego-Suarez et Passandava. Nous ne pouvons nous arrêter, et quel-

que lourds que soient les devoirs que notre honneur engagé nous a imposés, il faudra les accomplir en exécutant une action nouvelle. A mon avis, il faudra agir vers le mois de septembre sur la côte est, et à partir de juin sur la côte ouest. *Les moyens dont je dispose sont absolument insuffisants.* »

Les réclamations de l'amiral Miot parvinrent à Paris au moment le plus inopportun, à l'époque de l'échec subi à Lang-Son par la brigade du général de Négrier, sur les confins du Tonkin et de la Chine, et alors que succombait le cabinet présidé par M. Jules Ferry, en pleine débâcle parlementaire.

La question de Madagascar fut portée à la Chambre des députés. L'ardent représentant de la Réunion, M. de Mahy, protesta passionnément contre les propositions tendant à l'abandon des positions conquises et des droits de la France. Il affirma l'amour des colonies pour la patrie française.

« La séparation d'avec la France, déclarait-il à la tribune du Palais-Bourbon, la perte de notre nationalité est redoutée comme la seule calamité sans remède : intérêts matériels, bien-être, sécurité, fortune, tout est subordonné à ce suprême honneur d'appartenir à la France, d'être et de demeurer Français.

« Une métropole que l'on aime ainsi et qui a su former des possessions frappées à son image, ne mérite pas le reproche inventé par ses rivaux de n'être pas colonisatrice. »

M. Brisson, le nouveau président du Conseil, prononça à la tribune une déclaration qui mit fin au débat.

« Le cabinet, affirma-t-il, est résolu à n'abandonner rien, ni des droits, ni de l'honneur, ni des intérêts de la France. Il peut sur des questions d'exécution, et à raison de la saison où nous sommes, réserver sa liberté d'action, mais, je le répète, il n'abandonne rien, ni des intérêts, ni des droits, ni de l'honneur de ce grand pays. »

M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères d'alors, s'était cependant montré l'adversaire de la politique coloniale ; mais les opinions de M. de Freycinet n'ont jamais eu la fermeté du roc ; il demeura du reste hésitant, en homme des demi-mesures qu'il est et qu'il a toujours été. M. Baudais, consul de France, fort mal vu en Angleterre, fut rappelé. Le ministre accepta les propositions que lui fit le consul d'Italie à Tamatave, M. Maigrot, d'engager de nouvelles négociations avec les Hovas.

Sur ces entrefaites, la paix étant rétablie entre la France et la Chine, une partie des troupes du Tonkin devinrent disponibles ; l'amiral Miot reçut donc quelques renforts : un bataillon de marche d'infanterie de marine commandé par M. Toureng, la 24^e compagnie du 2^e régiment de même arme et la 7^e batterie *bis* d'artillerie de marine, venant de Formose et des Iles Pescadores.

Le lieutenant-colonel Romouille, envoyé de France, fut mis à la tête du régiment d'infanterie de marine à Tamatave.

Quelque vif désir que l'amiral Miot eût de traiter et de terminer la campagne, la situation, loin de s'améliorer, devenait plus grave. Le gouvernement de Tananarive avait, en effet, mis à profit le temps que lui laissait pour terminer ses préparatifs de défense l'hésitation du ministère français. L'amiral Miot dut comprendre lui-même qu'avant peu les Hovas, réorganisés et assurés d'une supériorité numérique écrasante, prendraient l'offensive et attaqueraient nos lignes. Il était donc urgent de leur donner une leçon. L'hiver approchait; l'amiral résolut de frapper un coup qu'il espérait décisif, avant la mauvaise saison. Il prit lui-même la direction des opérations contre le fort de Farafate, avec le colonel Romouille comme chef d'état-major. Il disposait de la compagnie de débarquement de la *Naïade*, qui eut pour mission d'opérer isolément, en descendant au nord de Farafate; du bataillon d'infanterie de marine du commandant Toureng; de la 21^e compagnie du 4^e de même arme; des 1^{re} et 3^e compagnies de volontaires de la Réunion sous les ordres de M. Héral, enfin de la 7^e batterie *bis* d'artillerie de marine ayant à sa tête le capitaine Lefournier ¹.

Un convoi formé de Malgaches porteurs de bagages, vivres et munitions et de brancards, était escorté par la compagnie des disciplinaires.

Pour toute cavalerie, l'amiral mobilisa les gendarmes à cheval du corps expéditionnaire et les lança en avant, comme éclaireurs de la colonne. Celle-ci se mit en route le 10 septembre 1885 à six heures du matin.

Elle avait franchi sans rencontrer la moindre résistance une partie du chemin marécageux à suivre, lorsque des coups de feu éclatèrent à l'avant-garde.

Les éclaireurs s'étaient heurtés aux premiers postes hovas; ils se replièrent; la colonne se forma pour engager le combat. L'amiral, très brave sur le champ de bataille, reconnut les positions de l'ennemi. Elles étaient fortes et protégées par de larges marais.

Les Hovas, abrités derrière des retranchements à créneaux, tiraient à coup sûr et presque sans péril.

Une première ligne de nos tirailleurs s'avança; elle fut aussitôt accueillie par de violents feux de salve bien dirigés.

L'amiral ne pouvait espérer emporter le fort de Farafate qu'après un bombardement. L'artillerie malheureusement ne se mouvait qu'à grand'peine sur un terrain des moins sûrs et au milieu de marécages. Elle occupa cependant un mamelon très rapproché des premières tranchées ennemies, à cinquante mètres environ du fort.

1. Aujourd'hui chef d'escadron.

Le feu des Hovas se concentra aussitôt sur la batterie, découverte et un peu aventurée. En quelques instants furent atteints le lieutenant Lubert, mortellement blessé, deux maréchaux des logis tués, et plusieurs hommes. Les vaillants soldats de M. Lefournier n'en conservèrent pas moins tout leur sang-froid, et continuèrent à servir leurs pièces sous un feu violent et ininterrompu.

Plus de trois cents obus éclatèrent sur les retranchements ennemis, mais sans les entamer sérieusement.

L'artillerie française n'employait pas encore la foudroyante et irrésistible mélinite.

De son côté, l'infanterie tenait admirablement, sans un abri, décimée par les balles des Hovas.

Deux officiers, le capitaine Retrouvé et le sous-lieutenant Hay, et trente hommes étaient tombés grièvement blessés. Tous les soldats demandaient l'assaut; mais il était impossible de franchir, sans les avoir reconnus, les marais qui s'étendaient entre le corps d'attaque et l'ennemi. Vainement, des officiers s'efforcèrent de découvrir un gué; leurs recherches n'aboutirent pas. La colonne disposait bien de quelques batteaux-ponts; mais insuffisants; il était du reste presque impossible de les amener en position dans ces vastes marécages. Le lieutenant-colonel Romouille insista vivement pour que l'opération fût quand même tentée; mais l'amiral Miot, d'accord avec les trois commandants Toureng, Laguerre et Héral, décida la retraite.

Elle s'effectua en très bon ordre, sans qu'un mort, un blessé ou un trainard fussent laissés en arrière. Les volontaires de la Réunion repoussèrent les tirailleurs hovas sortis de leurs retranchements pour inquiéter ce mouvement de retraite.

Le corps expéditionnaire perdit une quarantaine d'hommes dans l'expédition contre Farafate. La compagnie de débarquement de la *Naiade*, comprenant 150 combattants, et qui avait reçu pour mission d'opérer une diversion vers le nord de la place, rentra, à son bord, après avoir détruit quelques postes ennemis.

Le résultat de cette journée du 10 septembre fut déplorable; tandis que les Hovas se proclamaient invincibles, nos soldats, épuisés par un long séjour dans une région malsaine et désespérant de recevoir les renforts nécessaires pour en finir, commençaient à se décourager; ils n'avaient plus la même confiance en leur chef, qui venait de faire preuve d'un brillant courage sur le champ de bataille, mais aussi d'irrésolution.

Il était avéré que les Hovas étaient renseignés sur tous nos actes; la colère des troupes se manifestait très vive contre certains sujets ou protégés anglais douteux, accusés d'espionnage; il fallut sévir.

L'autorité militaire procéda à une enquête et découvrit que plusieurs étrangers et Malgaches de Tamatave étaient en communication

avec l'ennemi. Elle réussit à mettre la main sur un de ces individus nommé Racabich, employé de la maison anglaise Proctor.

Racabich comparut devant une cour martiale.

Les Anglais tentèrent une démarche inutile, du reste, pour le sauver.

Sa culpabilité était trop évidente. L'espion fut condamné et exécuté par un peloton d'artillerie de marine.

Rien n'exprimera mieux l'impression produite sur l'esprit de nos soldats par ces événements que le récit suivant d'un fusilier marin du capitaine Laguerre, publié longtemps après¹ :

« C'est au Tonkin que mon bataillon fut embarqué pour Madagascar, en février 1885. A notre arrivée à Tamatave, nous fûmes casernés dans d'immenses jardins dépendant du palais du gouverneur. Une fois nos cases construites, notre principale occupation fut la culture des carottes et des pommes de terre. Cette inaction pesait horriblement à notre chef de bataillon, le commandant Laguerre. Un jour, il s'en plaignit à l'amiral Miot, et son observation lui valut trente jours d'arrêt.

« En quittant le Tonkin, il faisait bon vivre à Tamatave. On avait un bœuf pour cent sous, un veau pour deux francs ; aussi, en rien de temps, nous avions tous engraisé d'une façon phénoménale.

« Les Hovas s'étaient fortement retranchés à Farafate ; c'est un village fortifié situé à environ six kilomètres de Tamatave. Toute la nuit, l'ennemi travaillait à sa défense. Mais on débarqua de la *Naiade* une pièce de 14 m/m, et chaque matin, une quinzaine d'obus détruisaient l'ouvrage nocturne. Les Malgaches ne ripostaient pas ; aussi étions-nous persuadés qu'ils n'avaient pas d'artillerie. Nous ne les prenions pas au sérieux, et personne ne se serait permis de douter de la parole de l'amiral Miot, qui, en nous passant en revue vers la mi-avril, nous disait : « Mes amis, le 14 juillet nous boirons le champagne à Farafate ! »

« L'attaque n'eut lieu, cependant, que le 10 septembre. On partit à la pointe du jour et l'on arriva sans difficultés jusqu'à la rivière qui coule au pied de Farafate. A peine les pontonniers avaient-ils mis une barque à l'eau que les Hovas ouvrirent un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie. Ah ! ils en avaient, des canons et des mitrailleuses et des Remingtons, aussi. Pour répondre, on met une pièce en batterie : un boulet emporte le pointeur. Un sous-officier lui succède et a le même sort, puis c'est le tour de l'officier qui tombe mort sur sa pièce démontée. Bons pointeurs et bons tireurs, les Hovas, je vous jure. En vingt-cinq minutes, nous avons perdu beaucoup d'hommes sans avoir pu tirer un coup de canon. L'amiral Miot ordonne la retraite : notre

1. V. *le Soir* de janvier 1895.

commandant s'arrachait les cheveux. Au lieu de surprendre l'ennemi, nous avons été surpris, voici comment :

« L'attaque avait été tenue rigoureusement secrète. Mais, dans la nuit du 9, une fusée partit dans la plaine, entre Tamatave et Farafate. C'était le signal. Le fils d'un capitaine de l'armée hova, employé au consulat d'Angleterre, avait appris, à ce consulat, l'attaque du lendemain et avait prévenu le fort en tirant cette fusée.

« Le 14 septembre, les Hovas, forts de leurs succès, vinrent attaquer Tamatave entre neuf et dix heures du soir. La *Naiade*, embossée à 700 mètres de la côte, les reçut par une vive canonnade. On fit une sortie : l'engagement dura deux heures, puis l'ennemi s'enfuit en emportant ses morts et ses blessés.

« Ce fut le dernier combat avant la conclusion du traité de paix. »

D'autres combats glorieux avaient été livrés avec plus de succès dans le Nord-Ouest de l'île. Les troupes du corps d'occupation, composées d'infanterie de marine et de tirailleurs sakalaves, étaient, sur ce point, à Amboudimadirou, commandées par un capitaine, M. Pennequin¹. Bien qu'il ne disposât que d'un très petit nombre d'hommes, cet officier ne cessa d'inquiéter l'ennemi et de lui infliger des pertes sérieuses.

Le 26 août 1885, averti qu'un millier de Hovas s'étaient avancés vers Andampoy et qu'ils ravageaient toute la région, il marcha contre eux, à la tête de la 23^e compagnie du 4^e d'infanterie de marine, et d'une compagnie sakalave sous les ordres de M. Marmet, en tout deux cents fusils.

L'ennemi, croyant écraser cette faible troupe, se rua furieusement sur elle ; mais le capitaine Pennequin avait pris de bonnes positions de combat ; il était sûr du courage et du sang-froid de ses troupes ; il commanda lui-même le feu. En quelques instants, plusieurs centaines de Hovas tombèrent sous les balles françaises.

De notre côté, un sous-officier, le sergent Hein, fut tué, le lieutenant Valette et huit hommes furent blessés. Le capitaine Pennequin simula un mouvement de retraite, afin d'attirer l'ennemi plus en avant².

« Je pris position sur un terrain en pente, dit ce brave officier, bien couvert des vues des collines, au milieu des arbres, à peu de distance de la lisière, mais de façon à avoir des vues sur la position ennemie et sur les bas-fonds.

« Les Hovas crurent à une fuite, je les vis aussitôt tous s'élançer, courir en désordre, descendre les pentes et se masser dans les bas-fonds, pour nous assaillir.

1. Aujourd'hui lieutenant-colonel, promu en 1888, au 8^e régiment d'infanterie de marine, proposé pour le grade de colonel.

2. Voir la *Vie militaire* dans le *Temps* du 29 janvier 1895.

« Je fis former le carré, agenouiller les hommes et mettre la baïonnette au canon. On ne devait tirer que sur mon ordre. »

L'ennemi hésite un instant, comme s'il devinait le stratagème, puis il se précipite.

« Une bande vient se heurter sans s'en douter sur la face du carré à cheval sur la pente ; une décharge à bout portant la fait dégringoler. »

De nouveaux assauts n'ont pas plus de succès. Les feux de salve produisent leur effet irrésistible et terrifient les Malgaches.

Dans nos rangs au contraire, les soldats, pleins de confiance en leur chef dont ils admirent le sang-froid et dont ils connaissent bien l'intrépide résolution, restent absolument calmes. Ils continuent à tuer à coup sûr et au commandement.

Le désordre se mit dans les rangs des assaillants. M. Pennequin poussa vivement en avant et acheva leur déroute. Plus de soixante Hovas, mortellement frappés, restèrent abandonnés sur le terrain de l'action. De notre côté, les pertes furent de deux tués et quinze blessés, dont quatorze Sakalaves.

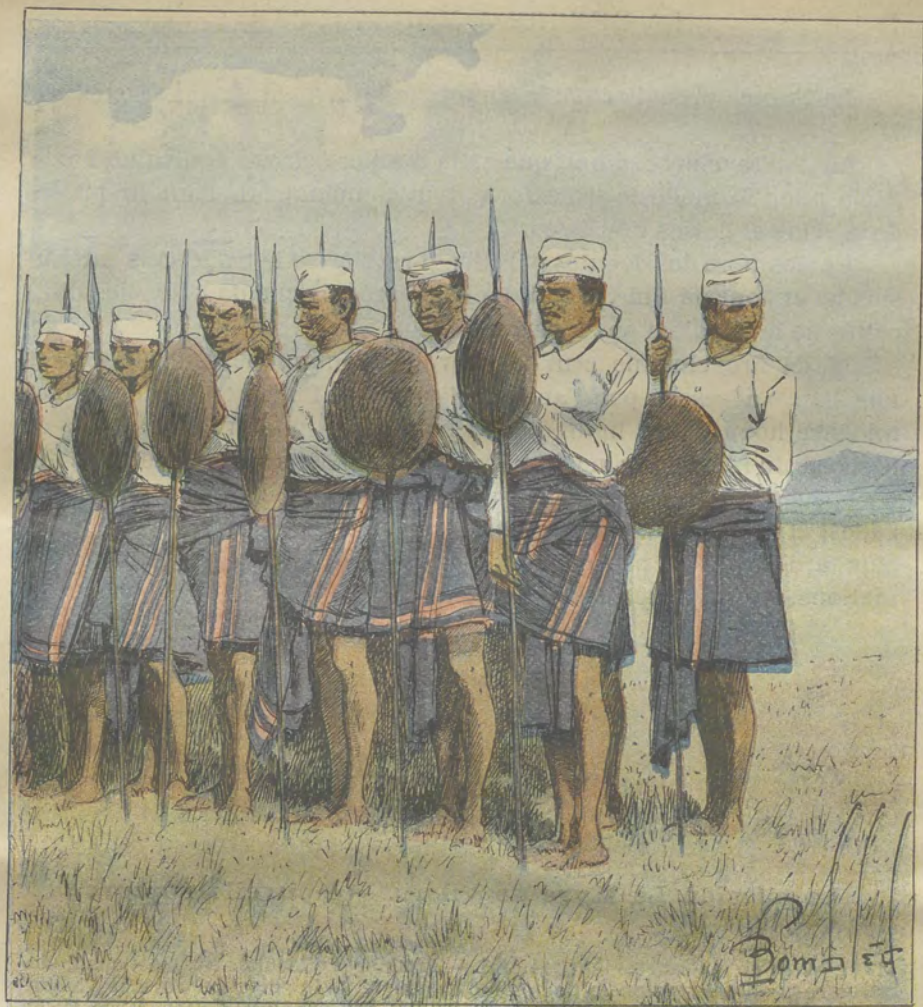
Cette brillante affaire ne produisit malheureusement pas grand effet. Elle ne valut même à celui qui l'avait dirigée qu'une mise aux arrêts. L'amiral Miot crut devoir punir M. Pennequin, comme ayant pris sans ordre l'offensive, malgré les instructions ministérielles !

Ces instructions étaient du reste de plus en plus contradictoires et décevantes. L'amiral demandait instamment des renforts. On lui répondait en rappelant le bataillon de fusiliers marins du commandant Laguerre. D'autre part, le bataillon de la Réunion, dont les volontaires n'avaient signé qu'un engagement d'un an, allait être licencié.

En octobre et en novembre 1885 furent débarquées à Tamatave deux compagnies du 4^e de marine et trois du 2^e ; mais la mauvaise saison était proche et l'heure passée d'engager de nouvelles opérations. A Paris, le ministre des affaires étrangères, M. de Freycinet, peu rassuré d'ailleurs sur les dispositions alors menaçantes de l'Allemagne et dans la crainte de complications européennes, voulait, dût la France abandonner une partie de ses revendications, mettre fin à une trop longue campagne. La politique coloniale n'inspirait plus que défiances. Un ministre plénipotentiaire, M. Patrimonio, fut envoyé à Madagascar pour traiter. Les Hovas, de leur côté, ne demandaient qu'à négocier. Leurs représentants, le fils du premier ministre, Rainezainamang et l'aventurier anglais Willoughby s'abouchèrent avec le diplomate français.

Le 11 janvier 1886, une salve de onze coups de canon, tirée par le vaisseau amiral, apprit à nos troupes et aux habitants de Tamatave que la paix était signée.

La France reconnaissait la souveraineté de la reine Ranavolo sur



Les gardes du corps de la Reine.

Madagascar ; elle renonçait au protectorat jusqu'alors revendiqué ; elle s'engageait à abandonner toutes les possessions des côtes Nord-Est et Nord-Ouest, comprises entre Vohemar et la baie de Mourounsang.

En revanche, cession était faite à la République française de Diego-Suarez ; le gouvernement malgache s'engageait en outre à payer une indemnité de guerre de dix millions ; la place de Tamatave resterait occupée jusqu'à parfait paiement.

Enfin un résident général français serait installé à Tananarive, sous la protection d'une escorte d'infanterie de marine commandée par un officier. Ce résident représenterait Madagascar dans toutes les négociations avec les puissances étrangères.

La France prenait donc la direction de la politique extérieure de l'île.

M. de Freycinet estimait que cette dernière clause équivalait à une déclaration formelle de protectorat, tout en ménageant l'amour-propre de la reine et de ses ministres.

La Chambre des députés et le Sénat ratifièrent le traité sans enthousiasme et pour en finir. Il était facile de prévoir que de nouvelles difficultés ne tarderaient pas à surgir.

M. de Freycinet ne crut pas devoir communiquer aux Chambres une lettre adressée par l'amiral Miot et M. Patrimonio au premier ministre hova, lettre limitant à 50 hommes le nombre des soldats de l'escorte du résident français à Tananarive et assurant que le territoire occupé à Diego-Suarez ne dépasserait pas un mille au sud, à l'est et à l'ouest et quatre milles dans le nord. Cette lettre malheureuse devait plus tard servir de prétexte aux Malgaches à l'appui de leurs réclamations, et provoquer des conflits.

CHAPITRE IV

La mission Le Myre de Vilers. — Nouvelle rupture.

M. Le Myre de Vilers résident général. — Premières difficultés. — Questions financières. — Intervention du Comptoir d'Escompte. — Importation d'armes à Madagascar par les Anglais. — Le territoire de Diego-Suarez. — Départ de M. Le Myre de Vilers. — Son successeur M. Bompard. — La convention de 1890 pour le partage de l'Afrique. — Mauvaise foi hova. — Attentats contre nos compatriotes. — Conflit inévitable. — La seconde mission Le Myre de Vilers. — Son échec. — Evacuation de Tananarive. — La guerre. — Le livre rouge hova. — Proclamation de la reine.

La guerre avait interrompu tout commerce à Madagascar pendant plus de deux ans. L'état du pays, au commencement de 1886, était donc lamentable. La plupart des établissements et des plantations des Européens avaient été détruits, les entrepôts incendiés, les propriétés sacagées. Combien d'années de labeur acharné anéanties ! Une des principales maisons françaises, l'usine pour le décorticage du riz de la maison Roux et Fraissinet ne formait plus qu'un amas de ruines informes. Toutes les constructions étaient démolies, tout l'outillage brisé. Chacun se remit courageusement à l'œuvre, non sans inquiétude toutefois, car le traité de paix n'inspirait qu'une confiance médiocre aux colons, depuis longtemps fixés sur la loyauté des gouver-

nants de Madagascar. La France se fit représenter à Tananarive par M. Le Myre de Vilers, dont la réputation d'administrateur avisé et ferme était bien connue. Cette nomination fut favorablement accueillie. M. Le Myre de Vilers a joué un rôle important dans les affaires malgaches; nous croyons donc devoir brièvement rappeler les principales étapes de sa brillante carrière. Il est aujourd'hui âgé de soixante et un ans. Ancien officier de marine, ayant de beaux états de service en Extrême-Orient, il a conservé, malgré les fatigues de nombreuses campagnes et de longs voyages, une santé vigoureuse. Grand, sec, le regard énergique et autoritaire, la physionomie toute militaire, très alerte encore, il est resté soldat en devenant diplomate. De 1881 à 1883, M. Le Myre de Vilers fut gouverneur de la Cochinchine, c'est-à-dire au début de la campagne du Tonkin. Ses administrés, pour mieux lui témoigner leur estime et leurs regrets, l'éluèrent six ans plus tard député. L'ancien gouverneur représente cette colonie au Palais-Bourbon depuis 1889. Il a pu ainsi prendre part à toutes les discussions sur la politique coloniale, sur la politique extérieure et sur la marine et exposer des plans de colonisation, dont le principal avantage est d'être nettement opposés à l'extension outrée du fonctionnarisme aux pays d'outre-mer. Bien que député, M. Le Myre de Vilers fut chargé de négociations diplomatiques importantes; mais n'anticipons pas.

Lorsqu'il débarqua à Tamatave, le 27 avril 1883, le nouveau résident fut accueilli plutôt froidement par les fonctionnaires malgaches. Le premier ministre de la reine mit cependant à sa disposition une nombreuse escorte qui l'accompagna jusqu'à Tananarive. M. Le Myre de Vilers fit son entrée dans la capitale officiellement le 10 mai, au milieu d'une foule énorme, curieuse, mais silencieuse et manifestement hostile.

L'avenir ne s'annonçait à lui ni riant, ni facile dans une ville où les passions contre la France étaient depuis longtemps surexcitées, près d'une cour mal disposée, ayant en toute circonstance fait preuve, à l'égard de nos représentants et de nos nationaux, de la plus insigne mauvaise foi, et en présence d'Européens jaloux de l'influence française, en rivalité d'intérêts avec nous, trop souvent portés enfin à conseiller au premier ministre malgache les mesures destinées à contrarier notre action.

M. Le Myre de Vilers allait avoir à lutter contre les uns et contre les autres. Il n'était pas, du reste, homme à reculer devant les difficultés de sa mission. Tout d'abord, et à peine installé, il fit solennellement arborer le drapeau français à la résidence. Nous devons à un témoin oculaire le curieux récit suivant de cette solennité¹:

« A huit heures du matin, le ministre résident, entouré de toute la

1. M. Rolland de Kessang, chargé de mission en 1883, par le ministre de l'instruction publique. (Voir la *Lecture* du 10 janvier 1894.)

mission française, prenait place devant la résidence à côté du mât de pavillon où les couleurs nationales allaient apparaître. Il avait invité les deux seuls Français qui se trouvaient à Tananarive, si l'on excepte l'évêque, les missionnaires jésuites et les trois religieuses de l'ordre de Saint-Joseph ; mon ami Cadière et moi nous n'avions pas manqué de nous joindre au représentant de la France, en un jour semblable. Le fils aîné du premier ministre, accompagné de huit officiers supérieurs hovas, était venu représenter la reine. En face de nous était rangée la compagnie d'infanterie de marine en grande tenue. Au signal donné, la troupe présente les armes, le clairon fait entendre la belle sonnerie du salut au drapeau, toutes les têtes se découvrent avec respect, et le glorieux étendard tricolore s'élève dans les airs, tandis que la musique envoyée par la reine joue la *Marseillaise*, et que la fameuse batterie d'Andohalo salue les couleurs françaises de 21 coups de canon. Il eût fallu vraiment n'être pas Français pour ne pas sentir une douce émotion dans le cœur, à la vue de cette cérémonie si simple et si imposante à la fois, accomplie si loin de la patrie et dans ce pays sauvage. Le fils du premier ministre prend alors la parole, et au nom de sa souveraine, prononce un discours que traduit son interprète. Il déclare que la reine est heureuse de penser que le drapeau français est de nouveau arboré dans sa capitale, parce que cet emblème de progrès et de civilisation témoigne qu'une paix durable est désormais rétablie avec la France. Le Ministre répond que la France est animée des intentions les plus pacifiques envers le gouvernement de la reine ; qu'elle en a donné la preuve par le traité de protectorat, et que pour lui, représentant de la République française, son désir le plus vif est de voir des relations toujours intimes et plus cordiales s'établir entre les deux pays.

« La cérémonie terminée, on entre dans le salon de la résidence, brillamment décoré de drapeaux français encadrant le buste de la République, et une collation est offerte aux invités. De nombreux toasts sont portés par les assistants à la République française et à la reine de Madagascar.

« Le soir, a lieu un dîner officiel. La façade de la résidence et le jardin qui domine la grande place d'Andohalo sont pavoisés et brillamment illuminés de lanternes vénitienes. De toutes parts des trophées de drapeaux entourent des écussons portant les lettres R. F.. A six heures et demie, on annonce le premier ministre ; il est accompagné du ministre des affaires étrangères et de sept officiers supérieurs ; il passe devant le poste français qui prend les armes et rend au cortège les honneurs militaires. Le repas est plein d'entrain. M. Le Myre de Vilers, placé entre les deux ministres hovas, fait les honneurs de la résidence avec une amabilité qui ne peut manquer de produire sur ses hôtes une impression favorable. Le premier ministre, debout,

porte un toast à la République française et à son président, ainsi qu'à l'union des deux gouvernements; le ministre résident lui répond en buvant à la prospérité de Madagascar. L'entente semble complète entre eux, et personne ne se douterait de toutes les intrigues qui se nouent à Tananarive depuis l'arrivée des représentants du protectorat. Malgré la mauvaise foi des Hovas et de leur gouvernement, j'espère que cette journée laissera un souvenir durable et produira quelques bons résultats pour la France. »

Cet espoir devait être déçu. M. Le Myre de Vilers eut, presque au lendemain de ces fêtes, à opposer son veto à l'exécution d'un contrat consenti par le gouvernement de Tananarive, et dont l'objet était de faire tomber entre des mains britanniques les finances malgaches.

Le premier ministre, en vue du règlement de l'indemnité de guerre à payer à la France, avait consenti, contre un prêt de vingt millions à sept pour cent, à accorder le privilège d'une banque d'Etat, avec droit de percevoir tous les produits des douanes de l'île, à une société anglaise. M. Le Myre de Vilers se refusa nettement à ratifier cette convention. Peu après, le Comptoir d'escompte de Paris entra en pourparlers avec le premier ministre de la reine par l'intermédiaire de MM. Delhorbe et Blum, et prêta à Madagascar une somme de 15 millions à six pour cent, c'est-à-dire à des conditions moins onéreuses que celles proposées par les banquiers de Londres.

Faculté fut accordée au trésor hova de se libérer en 25 années. Sont aujourd'hui encore affectés au paiement de l'intérêt les revenus douaniers des ports de Vohemar, de Fenerife, de Tamatave, de Vatoumandre, de Manunzar et de Majunga. La garantie ainsi assurée est du reste, à notre avis, insuffisante.

Cette première difficulté aplanie, une autre plus grave surgit. Elle était relative à notre établissement de Diego-Suarez. On sait qu'en 1886, après la signature du traité entre la France et Madagascar, l'amiral Miot et M. Patrimonio, dans une lettre malheureuse, avaient cru devoir limiter étroitement l'étendue de notre domaine autour de cette place. M. Le Myre de Vilers refusa de reconnaître à ladite lettre aucune valeur; il déclara qu'elle n'engageait pas la France et qu'elle n'avait même pas été communiquée aux représentants de la nation.

Le premier ministre de Ranavolo maintint ses prétentions, des pourparlers s'engagèrent, une commission de délimitation fut nommée; le mauvais vouloir évident des Hovas, leur parti pris de ne rien céder eurent pour heureux effet de dissiper les dernières hésitations du représentant de la France. M. Le Myre de Vilers pressa la nomination d'un gouverneur à Diego-Suarez; il obtint des renforts pour la garnison, et il fit savoir au grand maître de la politique malgache que nous prendrions tout le terrain nécessaire à la bonne installation et à la défense de la colonie.

Enfin un troisième conflit mit encore à rude épreuve l'énergie du résident général. Il s'agissait de ce qu'on appelle l'exequatur.

L'exequatur est ainsi défini¹ : autorisation donnée à un agent étranger d'exercer ses fonctions dans le pays où il réside.

Par qui cette autorisation devait-elle être donnée à Madagascar ?

La question n'avait pas été formellement résolue par le traité de paix. Deux consuls nouveaux, l'un représentant des Etats-Unis, M. Campbell, l'autre représentant de l'Angleterre, M. Haggard, étant arrivés à Tamatave, M. Le Myre de Vilers insista pour que la demande d'exequateur lui fût transmise et par lui soumise directement à la reine Ranavolo.

Pendant plusieurs mois, cette question resta pendante. Le premier ministre Rainelaierivony se montra un diplomate consommé, expert en l'art des chinoiserries les plus raffinées, imaginant les formules les plus subtiles pour tourner la difficulté et pour esquiver les réclamations du représentant de la France. Il usa de tels subterfuges et de tels procédés dilatoires que M. Le Myre de Vilers crut devoir cesser toutes relations diplomatiques. On finit par tomber d'accord ; mais les termes de cet accord étaient vagues à ce point que rien ne fut terminé. En revanche, espérant apaiser nos revendications, Rainelaierivony accorda au Comptoir d'escompte de France le droit de créer une première succursale à Tamatave et plus tard une autre à Tananarive.

A la suite de ces difficultés et de ces conflits mal résolus à son gré, M. Le Myre de Vilers revint en France en congé, n'obtint pas à Paris toutes les satisfactions qu'il désirait, rentra à Tananarive en novembre 1888 et fut rappelé définitivement en juillet 1889.

M. Bompard, l'un des collaborateurs de M. Cambon en Tunisie, le remplaça. Il était installé depuis un an, lorsque fut signée la « convention du 5 août, dite pour le partage de l'Afrique ».

Déclaration du gouvernement anglais.

« Le soussigné, dûment autorisé par le gouvernement de Sa Majesté Britannique, fait la déclaration suivante :

« Le gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît le protectorat de la France sur l'île de Madagascar, avec ses conséquences, notamment en ce qui touche l'*exequatur* des consuls et agents britanniques, qui devra être demandé par l'intermédiaire du résident général français.

« Dans l'île de Madagascar, les missionnaires français des deux pays jouiront d'une complète protection. La tolérance religieuse, la

1. Dictionnaire de Bescherelle. Garnier Frères, éditeurs

liberté pour tous les cultes et pour l'enseignement religieux sont garanties.

« Il est bien entendu que l'établissement de ce protectorat ne peut porter atteinte aux droits et immunités dont jouissent les nationaux anglais dans cette Ile.

« *Signé* : SALISBURY. »

L'émotion causée par ce traité fut considérable à Tananarive. Les Français et les Anglais allaient-ils sérieusement s'entendre et le sort de Madagascar était-il définitivement réglé ? Rainelaierivony récrimina bruyamment. Recevant quelques jours plus tard les membres principaux de la London Missionary, il leur reprocha de l'avoir trahi. « L'Angleterre, leur dit-il, nous a vendus à la France comme si nous étions ses esclaves ! »

Le gouvernement malgache, aux abois, redoutait une action immédiate et énergique de la France ; mais il fut promptement rassuré. Aucune solution n'intervint. Les agents et missionnaires britanniques continuèrent leurs intrigues et laissèrent comprendre que ce traité resterait platonique.

La diplomatie anglaise restait fidèle à ses traditions de duplicité.

M. Bompard du reste ne tarda pas à être rappelé. Son successeur fut M. Larrouy, consul à Dublin, ancien vice-résident à Tananarive en 1838. M. Larrouy prit possession de son poste à la fin de 1892. Il s'adjoignit M. Ranchot. Dès les premiers mois de sa mission, le nouveau résident comprit que le gouvernement malgache, sans doute secrètement encouragé, se préparait à la résistance.

« Les premiers dissentiments¹ vinrent du débarquement d'armes qui s'opéra à Vatanmandre, au mois de mai 1893. On se rappelle l'émotion qui saisit la France², lorsqu'on apprit ce débarquement ; chacun eut le sentiment qu'une imprudence grave était de laisser les Hovas faire des armements destinés à nous combattre, et à nécessiter de notre part un effort plus grand le jour où il faudrait agir. A un autre point de vue, notre titre de protecteur nous obligeait à ne pas nous désintéresser de ces armements ; seuls, en vertu des traités, nous avions le devoir, le cas échéant, de défendre Madagascar contre une puissance étrangère ; cette obligation entraînait, par voie de conséquence, la haute surveillance sur l'armée malgache.

« Le Gouvernement français, qui n'avait pas toujours montré une énergie suffisante vis-à-vis des Hovas, se décida à donner quelques satisfactions à l'opinion publique, et des instructions furent envoyées au commandant de la division navale de l'océan Indien, pour surveiller les côtes et saisir toutes armes, poudres et munitions de guerre qui

1. Madagascar, par A. Martineau.

2. Il y a là peut-être quelque exagération.

pourraient être débarquées. En même temps, M. Larrouy était chargé de notifier au premier ministre notre volonté de ne plus tolérer de pareils faits. »

Les observations du résident ne produisirent du reste aucun effet. Rainilaiarivony considérait notre Gouvernement comme incapable d'agir.

« Les Français, disait-il, sont des chiens qui aboient, mais qui ne mordent pas. »

Peu après, un de nos compatriotes, M. Muller, fut assassiné aux environs de Mandritsar.

A la même époque, une exploitation aurifère, dirigée par un Français, M. Suberbie, était plusieurs fois attaquée; un des défenseurs de l'établissement, M. Silangue, créole de l'île Bourbon, fut tué.

D'autres attentats se produisirent et restèrent impunis. La sécurité des colons français à Madagascar était partout menacée. En 1894, le gouvernement de la République se décida à envoyer quelques compagnies d'infanterie de marine de renfort à Diego-Suarez. Les Hovas ne s'en émurent pas autrement.

Enfin, le 10 septembre, le ministre des colonies rappela par dépêche notre représentant M. Larrouy.

C'était la rupture; mais avant qu'elle devint définitive, le gouvernement français, désireux de faire une dernière tentative d'arrangement, pria M. Le Myre de Vilers de se rendre à Madagascar, en mission spéciale près de la reine Ranavolo. Parti de France le 14 septembre, l'ambassadeur extraordinaire arrivait à Tananarive le 18 octobre, porteur d'un ultimatum réclamant « l'application intégrale du traité de 1885 et, comme garantie, l'établissement d'une garnison de 2.000 hommes à Tananarive ¹. »

Non seulement cet ultimatum fut accueilli avec dédain, mais les autorités malgaches prirent vis-à-vis des Français habitant Madagascar une attitude comminatoire. Ni la vie, ni les biens de nos nationaux n'étaient plus protégés.

Dans la région d'Andranomalaze, MM. Louvemont et Gellé tombaient assassinés. Plusieurs établissements français furent mis au pillage et incendiés.

A Tananarive, la position de nos compatriotes demeurés dans la ville et celle de M. Le Myre de Vilers étaient des plus critiques. Secondé par le vice-résident, M. Ranchot, l'ambassadeur de la République prit avec beaucoup de sang-froid et sans précipitation les mesures nécessaires pour faire évacuer la capitale malgache aux colons français et au faible détachement d'infanterie de marine qui gardait la résidence.

1. *Madagascar*, par Martineau.



L'amiral Miot.

Le 26 octobre, la colonie se réunit, en présence d'une foule considérable, à laquelle en imposait l'air de résolution de nos braves « marsouins » et qui, peut-être, commençait seulement à se rendre compte de la gravité de la situation. M. Le Myre de Vilers adressa quelques paroles vibrantes de patriotisme aux soldats de l'escorte, et la petite troupe se mit en marche, clairons sonnants, avec tant d'assurance et de résolution que pas une injure, pas une menace ne furent proférées sur son passage.

M. Le Myre de Vilers, avant de quitter Tananarive, prit soin de faire sceller les portes de la résidence, signifiant ainsi à Ranavolo et à ses ministres que toute violation du palais de France serait vengée d'une éclatante façon. Il se mit ensuite en route, le dernier de tous, tra-

versa la foule et rejoignit la caravane de colons, d'employés et de soldats, dont quelques malades, dirigée vers la côte.

D'un côté, l'escorte militaire devait rejoindre Majunga sous le commandement de M. Ranchot; de l'autre, M. Le Myre de Vilers était en marche vers Tamatave. Nous reviendrons plus loin sur cette retraite effectuée avec une belle crânerie, en pays ennemi, dans une région montagneuse dépourvue de ressources et sans voies de communication. L'évacuation, très heureusement conduite, fait le plus grand honneur à M. Le Myre de Vilers et à M. Ranchot.

A la première nouvelle, d'ailleurs prévue, de la réponse faite par les Hovas à l'ultimatum français, les Chambres furent saisies d'une proposition de rupture diplomatique et d'une demande de crédit de 68 millions, en vue de l'expédition à entreprendre à Madagascar. M. Hanotaux exposa très clairement la question à la séance du 15 novembre et rappela tous les faits dont on vient de lire le récit; il s'efforça de rassurer les timorés, les trembleurs, qui redoutaient un conflit possible avec l'Angleterre.

« J'ai le droit de dire, affirma-t-il, qu'à l'égard des puissances, notre situation diplomatique est entièrement nette, dépourvue de toute obscurité, et à l'abri de toute entrave.

« A quelque point de vue que l'on se place, qu'il s'agisse pour nous d'exiger l'exécution loyale du traité de 1885, qu'il s'agisse de réclamer la juste punition des attentats commis contre nos compatriotes, qu'il s'agisse d'envoyer dans l'île les forces nécessaires pour assurer l'exercice d'un protectorat qui, en nous constituant des droits, nous impose aussi des devoirs, notre liberté d'action est complète.

« Aucune intervention ne peut se produire, aucune ne s'est produite jusqu'ici; la sagesse et la loyauté des puissances étrangères nous sont un sûr garant qu'aucune ne se produira dans l'avenir.

« Telle est, messieurs, la situation diplomatique qui se dégage des traités et des accords existants. On peut se demander, cependant, si, au point de vue de la politique générale, il nous est permis d'engager une partie de nos forces dans une expédition lointaine, dont personne ne se dissimule les difficultés. »

Le ministre des affaires étrangères, après avoir répondu, en termes optimistes, à cette objection, concluait ainsi :

« Messieurs, le gouvernement s'est trouvé en présence d'une question depuis longtemps ouverte, et que des événements indépendants de sa volonté ont conduite jusqu'à l'état aigu.

« Depuis l'époque où le précédent cabinet, répondant au vœu exprimé par un ordre du jour de la Chambre, a envoyé des renforts sur les lieux, des responsabilités chaque jour plus précises se sont imposées à nous.

« C'était d'abord le souci pressant de la situation de notre résident général, de l'escorte militaire, et de tous les colons isolés à Tananarive ou sur les divers points de l'île, hors de portée de notre protection efficace.

« C'était aussi un autre genre de danger, celui d'être entraîné, par des complications soudaines, à une action immédiate, dans une saison peut-être défavorable, sans que nous ayons pu poser clairement notre droit ni tenter, auprès du gouvernement hova, un dernier appel à la sagesse et à la conciliation.

« Aujourd'hui, messieurs, nos nationaux sont, nous l'espérons, à l'abri de tout péril; et, d'autre part, si notre appel n'a pas été entendu par la cour d'Emyrne, nous avons du moins épuisé toutes les voies pacifiques.

« Le gouvernement demande à la Chambre, si elle approuve sa conduite, de le dire nettement. Ce qui importe, en effet, à l'heure présente, c'est de faire apparaître aux yeux de tous l'union des pouvoirs publics devant une difficulté qui ne souffre plus ni hésitation ni atermoiement.

« Messieurs, le gouvernement ne s'est pas dérobé à ses responsabilités : il est prêt à vous soumettre immédiatement les mesures que la situation actuelle commande.

« Il vous appartient de vous prononcer par une claire et virile conscience de nos intérêts, de notre dignité et de notre droit. »

La majorité était, d'ores et déjà, assurée aux propositions du gouvernement. Un représentant de la Réunion, M. Brunet, les appuya chaleureusement. Plusieurs députés firent cependant de prudentes réserves. Convenait-il bien de s'engager dans une expédition lointaine et difficile, alors qu'en Europe même, des symptômes peu rassurants se manifestaient, particulièrement en Italie? Les provocations de M. Crispi, les armements de la triple alliance devaient donner à réfléchir au gouvernement de notre pays, toujours menacé d'être attaqué. On rappela fort justement que la France avait d'autres revanches à prendre. Toutes les polémiques sur la politique coloniale et ses périls furent réveillées. Les souvenirs des sacrifices énormes imposés à la France par le Tonkin sont trop récents pour que la nation accepte de gaieté de cœur les projets des fanatiques, pas toujours désintéressés, de la politique coloniale. La France ne sera du reste jamais avec ceux qui proclament ne pas vouloir se laisser « hypnotiser par la trouée des Vosges », et qui estiment que la perte de nos provinces d'Alsace-Lorraine est compensée par des conquêtes en Indo-Chine et en Afrique.

Toutefois, les droits de notre pays sur Madagascar sont incontestables, de par les plus anciennes traditions de notre diplomatie. Depuis trop longtemps, le gouvernement des Hovas abusait de notre

patience et prodiguait à nos représentants les impertinences et les outrages; il était enfin responsable de tous les attentats impunis, commis contre nos nationaux.

Devait-on plus longtemps subir ces injures et ces violences? Les plus hostiles à la politique coloniale, eux-mêmes, ne pouvaient pas conseiller au gouvernement français de s'humilier devant la reine Ranavolo et de faire bon marché de notre prestige en Afrique; mais ils proposaient d'ajourner encore les mesures extrêmes et de s'en tenir au blocus de Tamatave et au bombardement des côtes. Cet avis ne prévalut pas.

La Chambre accorda par 377 voix contre 143, le Sénat par 263 voix contre 3, au ministère, alors présidé par M. Dupuy, les crédits qu'il réclamait. La rupture devenait définitive. La guerre, en fait, était déclarée.

Le gouvernement hova, obéissant évidemment en cela à des suggestions anglaises, crut devoir publier une brochure, contenant les principaux documents diplomatiques échangés entre le premier ministre et M. Le Myre de Vilers. Cette brochure, parue sous couverture rouge, reçut dans la presse anglaise le titre un peu prétentieux de *Livre rouge*.

Le *Times* en a reproduit toutes les pièces, nous ne citerons que les principales; et d'abord le texte d'un projet de traité présenté par M. Le Myre de Vilers en octobre 1894 :

« Article 1^{er}. — Le gouvernement de la reine de Madagascar consent à ne pas avoir de relations d'aucune sorte avec les puissances étrangères ou avec leurs agents, si ce n'est par l'intermédiaire du résident général de la République française à Madagascar.

« Art. 2. — Toutes les concessions accordées par le gouvernement de la reine, directement ou par intermédiaire, à des Français ou à d'autres étrangers, devront être soumises par écrit à l'assentiment de la résidence générale, faute de quoi elles seront annulées.

« Art. 3. — Le gouvernement de la République française aura le pouvoir de mettre à Madagascar les soldats dont il pense avoir besoin, pour maintenir l'ordre parmi ses sujets et les colons étrangers.

« Art. 4. — Le gouvernement français pourra faire exécuter les travaux d'utilité générale, tels que des routes, chemins de fer, télégraphes, canaux, etc., dans le but de développer les richesses du pays; et il s'attribuera les revenus provenant de la faisance valoir de ces œuvres, dans le cas où le gouvernement de la reine aurait assuré qu'il ne pourrait, par ses propres moyens, mener ces entreprises à bien.

« Art. 5. — En cas de malentendu dans l'interprétation de l'esprit du texte de la convention, le texte français seul fera foi. »

Refus du gouvernement malgache qui, de son côté, formule ainsi ses griefs exagérés ou puérils contre la France :

« Le 8 octobre 1889, quelques soldats de l'escorte ont soulevé les

canons en batterie à Ambodinandatabo et les ont jetés dans le précipice.

« Le 14 juillet 1890, comme le premier ministre allait célébrer la fête de la République chez le résident général, des soldats d'infanterie de marine se prirent de querelle avec ceux de la suite du haut dignitaire hova.

« Le 1^{er} juin 1893, trois soldats français auraient saccagé une maison habitée et violenté les habitants. Ils auraient dérobé des objets dans des bazars.

« Un soldat ivre, le 21 janvier 1894, a jeté des pierres sur les passants, les autres soldats français l'ont arrêté.

« Le 15 juillet 1894, entrés de force dans la maison de Ranimondiamora, des soldats firent du feu et se chauffèrent, puis partirent.

« Des soldats, le 29 août 1894, voulurent entrer chez la reine; la sentinelle les invita à passer leur chemin, ce que d'ailleurs ils firent, mais avec mauvaise humeur. »

Le *Livre rouge* insiste ensuite sur des actes de violence qui auraient été commis par des Français contre des Malgaches, et dont justice ne put être tirée. Il faut convenir que plusieurs des faits énoncés sont assez précis et que les autorités françaises ont usé de quelque complaisance vis-à-vis de certains de nos nationaux qui ne méritaient peut-être point tant de ménagements.

Le premier ministre critique l'exploitation des mines d'or et accuse, avec beaucoup d'animosité, ceux qui les dirigent.

Voici enfin la dernière lettre adressée par M. Le Myre de Vilers :

« Tananarive, 25 octobre 1894.

« Mon cher premier ministre,

« C'est privément, et comme ami, que je vous écris, parce que, en ma qualité de plénipotentiaire de la République, je ne puis pas le faire, et c'est vrai, car, lorsqu'un ultimatum a été déposé, il n'y a plus qu'à l'accepter ou à le rejeter.

« Votre lettre du 21 octobre et le traité qui l'accompagnait m'ont fait voir que vous ne saisissiez pas bien l'état de choses actuel.

« Vous tenez dans la paume de votre main la paix ou la guerre : la paix, ce serait la sauvegarde de votre pays et du gouvernement de la reine; la guerre, au contraire, ce serait la ruine inévitable; faites de mûres réflexions, car vous êtes un homme d'Etat habitué aux affaires, et j'espère encore quand même que vous accepterez mon projet de traité, d'autant plus qu'il n'y a pas d'autre solution que celle-là.

« Quoi qu'il en soit, mon cher premier ministre, je vous prie de pré-

senter mes respectueux hommages à la reine, et recevez pour vous-même les meilleures sympathies de votre serviteur et ami.

« LE MYRE DE VILERS. »

Le premier ministre adressa à l'ambassadeur français la curieuse réponse suivante :

« Tananarive, 26 octobre 1894.

« O ami,

« J'ai reçu la lettre « personnelle » que tu m'as écrite hier ; après l'avoir bien examinée, voici ce que j'ai à te dire : Comme je te l'ai répété bien souvent, nous n'aimons pas les querelles ; mais au contraire notre plus ardent désir est dans la continuation des bonnes relations entre les deux Etats.

« La meilleure preuve que jepuisse t'en donner est tout ce que nous avons fait pour les sauvegarder. Car, malgré leur nombre, malgré que les méfaits commis par quelques Français dans notre royaume, fussent insupportables, comme quelques-uns de ceux que je t'ai fait connaître, dans le document que je t'ai remis le lundi 22 octobre ; nous n'avons rien fait qui puisse porter préjudice aux bonnes relations. Ces propositions de traité que je t'ai fait remettre le 24 octobre, je n'ai pas besoin de le crier bien haut, mais c'est encore une preuve de notre ardent désir de maintenir ces relations. Et je viens te demander de dire cela très clairement au gouvernement de la République, gouvernement qui sait bien respecter les droits.

« Je suis sûr que, après que tu lui auras fait part de l'état de choses attristant que les Malgaches ont supporté et de nos bonnes dispositions pour empêcher la rupture des relations amicales entre la France et Madagascar, il se mettra d'accord avec nous, pour en finir avec cette situation.

« J'ai présenté tes respects à la reine ; elle m'a chargé de te remercier, et elle demande que Dieu te soit en aide et que tu vives longtemps.

« Je te remercie aussi pour les sympathies que tu as manifestées pour ma personne.

« Vis heureux ; que Dieu te soit en aide, ô ami !

« Dit ton ami.

« RAINILAIARIVONY,

Premier Ministre.

« A Monsieur Le Myre de Vilers, plénipotentiaire, etc. »

Le *Livre rouge*, enfin, commente ainsi le départ de M. Le Myre de Vilers :

« Tous ceux qui examineront avec soin les propositions en cinq articles, que l'ambassadeur plénipotentiaire de la République française nous a dit être les seuls desiderata de son gouvernement, verront que l'ensemble et l'union de toutes ces propositions ne visent que l'établissement d'un protectorat, que ledit gouvernement recherche depuis bien longtemps. Le gouvernement de la reine de Madagascar n'a pas accepté ce protectorat, car ce serait le dépouillement complet des droits de la souveraine, la dépendance de Madagascar et le malheur de ses habitants. C'est une façon de s'emparer d'un pays sans dépenser des soldats et beaucoup d'argent. C'est pour ces diverses raisons que le gouvernement de la reine de Madagascar n'a pas cru devoir accepter aujourd'hui comme autrefois ce protectorat. »

Le gouvernement de la République n'a jugé utile de faire aucune réponse à cette publication.

Tandis que les Chambres françaises discutaient et que les journaux anglais faisaient connaître le *Livre rouge* et les explications hovas, M. Le Myre de Vilers et M. Ranchot parvenaient l'un à Tamatave, l'autre à Majunga.

Pour M. Le Myre de Vilers et sa caravane de fonctionnaires, de colons, de prêtres et de religieuses, les difficultés du voyage furent des plus sérieuses. Plusieurs fois les vivres manquèrent; il fallut recourir à la force dans les villages malgaches pour s'en procurer. « Les religieuses elles-mêmes durent faire le coup de poing à Maromby ¹. »

La petite troupe entra à Tamatave après quinze jours de marche.

Dès le 20 octobre, une partie du personnel de la mission catholique avait évacué Tananarive et gagné le littoral par petites bandes.

« Jusqu'audit poste de Maromby, dit le père Camboué dans le compte rendu qu'il a fait de cette évacuation, le voyage s'effectua dans les conditions ordinaires de tout voyage dans l'intérieur de la grande île africaine, sans trop de privations, mais non toutefois sans fatigue, surtout pour les membres de la mission invalides ou âgés. Mais, à Maromby, quelques difficultés surgirent pour les bandes de voyageurs partis les premiers. Les porteurs indigènes venus de la capitale refusaient d'aller plus loin et de pousser jusqu'à Tamatave. Beaucoup de nos missionnaires, et, parmi eux, quelques sœurs, furent obligés de continuer leur route, partie en pirogue, partie à pied. Ceux qui purent avoir de nouveaux porteurs durent les payer trois fois le prix ordinaire. Le 2 novembre, tous les membres de la mission d'Imérina arrivaient sains et saufs à Tamatave.

1. *Madagascar*, par Martineau.

« Entre temps, la mission du Betsiléo gagnait sans encombre le port de Mananjary où l'attendait un navire de marine de guerre, le *Hugon*, qui transportait tout le personnel de cette mission en rade de Tamatave. L'un des Frères coadjuteurs du Betsiléo était emporté subitement le lendemain par une congestion. »

Avant leur départ, les chefs de la mission catholique reçurent l'assurance du premier ministre lui-même que leurs biens seraient respectés, ainsi que les néophytes abandonnés. Rainilaiarivony désigna pour garder les établissements religieux et les écoles un certain nombre de congréganistes malgaches, sous la protection d'un poste militaire.

L'escorte d'infanterie de marine de la résidence arriva sans encombre à Majunga. Nous avons déjà dit que le vice-résident M. Ranchot s'était mis à sa tête. Il assura, grâce à beaucoup d'énergie et à d'excellentes mesures, le ravitaillement de la colonne sur tout le parcours en pays sakalave.

M. Ranchot fut du reste admirablement secondé pendant cette retraite par le capitaine Lamolle, qui commandait le détachement d'infanterie de marine, par le lieutenant Philippe¹ et [par le médecin militaire M. de Moutard.

En 26 jours, ce détachement franchit 450 kilomètres. Parmi les colons français qui suivirent M. Ranchot de Tananarive à Majunga, citons M. Delhorbe, directeur du Comptoir d'escompte; Dœrer, directeur d'une plantation de café; MM. Mithridate et Savaron, anciens sous-officiers du détachement d'infanterie de marine, libérés du service, et fixés à Madagascar; enfin, deux missionnaires, les pères Chevalier et Dupuy.

Un voyageur allemand, M. Wolf, qui se trouvait à Majunga en novembre, lors de l'arrivée de la vaillante petite colonne, adressa au *Berliner Tagblatt* une lettre intéressante sur le voyage accompli par nos troupes si heureusement et avec tant d'entrain :

« Les Français, dit-il, n'ont pu acheter de vivres, car les Hovas, après avoir caché tous les aliments, avaient fermé leurs maisons et se tenaient armés devant leurs villages. Pour avoir de la viande, les Français furent obligés de tuer à coups de fusil les bœufs appartenant aux Sakalaves et aux Hovas et déposèrent la contre-valeur en espèces aux portes des propriétaires.

« Les soldats, durant toute la marche, portèrent sur eux les armes et les munitions, ainsi que les sacs et gamelles emplis de vivres, et cela en ordre parfait, par une chaleur extraordinaire et sur une route pierreuse et extrêmement difficile.

1. M. Philippe fut à la suite de cette expédition inscrit d'office au tableau d'avancement de 1895 pour le grade de capitaine, en récompense « de l'énergie, du dévouement, de l'activité » dont il avait fait preuve.



Les Français quittent Tananarive.

« Les soldats, ainsi que tous les autres Français venant de Tananarive à qui j'ai parlé aujourd'hui, sont en parfaite santé, ont bonne mine et ont très bien supporté les fatigues de la marche. »

En récompense des services exceptionnels rendus à Madagascar, en cette circonstance, M. Ranchot fut nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Les premières décisions, ayant pour objet la préparation de l'expédition, venaient à peine d'être prises en France que le bruit courut, répandu par la presse anglaise, d'une complète soumission des Hovas. Cette nouvelle était inexacte. Le gouvernement de Ranavaloa, au contraire, se préparait à la guerre et mettait sur pied toutes les forces disponibles du pays. La reine enfin adressait à son peuple une première et longue proclamation, dont nous ne citerons que le passage principal :

« Ainsi donc, aux termes de ces conditions, les Français, — à Dieu ne plaise! — auront pouvoir de diriger et de gouverner cette terre et ce royaume, et de placer autant de soldats français qu'ils voudront dans le pays de nos ancêtres. Mais comme auparavant, lorsqu'ils ont demandé le tiers de notre île, nous avons refusé leur demande, et la guerre en est résultée; de même aussi, maintenant qu'ils demandent la direction et le gouvernement sans partage de Madagascar, j'ai refusé, et par cette proclamation vous communique mon refus, mon peuple.

« Lorsque ces demandes furent refusées, ils ont amené leur drapeau, brisé toutes relations diplomatiques, et maintenant, ils sont partis. Voilà l'état de nos affaires en ce qui concerne nos négociations avec les Français, et je vous l'ai dit, mon peuple, afin que vous le compreniez bien.

« Et quant à vous, officiers et juges, et andriamasinavalona (nobles de second ordre ou rang), et vous, mes nobles et chefs de tribus, et vous, gouverneurs et chefs, voici le message que je vous adresse :
 « Prenez soin de tous ceux-là qui sont placés sous vos ordres et gouvernez-les bien, et ne permettez pas que qui que ce soit porte de fausses plaintes contre quelqu'un d'entre eux; ne permettez pas non plus qu'on fasse une proie de ceux qui sont sous vos ordres, ou que l'on opprime mon peuple de toute autre façon, car en encourageant ces maux, vous rendrez mon gouvernement odieux dans cette terre, et vous détruirez la bonne harmonie qui doit exister parmi mon peuple; ainsi donc, si quelqu'un se rendait coupable de ces crimes, de quelque individu qu'il se déclarerait être l'agent, — et que vous, andriamasinavalona, et vous, chefs de tribus, et vous, gouverneurs, vous ne fassiez rien pour l'empêcher, vous en seriez accusés vous-mêmes. Car n'en sera-t-il pas ainsi, mon peuple? »

Le Gouvernement français n'avait donc plus qu'à faire respecter par la force ses droits et ses intérêts à Madagascar.

CHAPITRE V

Les préparatifs de l'expédition.

La saison des pluies. — La fièvre. — Les ressources à Madagascar. — Les garnisons de Diego-Suarez et de la Réunion. — Nomination d'une commission d'étude. — Comment former le corps expéditionnaire? — L'opinion du général Mercier. — Les vivres. — Les transports. — Les ambulances. — L'armée hova. — Son recrutement. — Ses manœuvres. — Les officiers malgaches et les aventuriers anglais.

Le gouvernement français, aussitôt après la rupture, ne pouvait, en attendant l'organisation du corps expéditionnaire et la fin de la saison

des pluies¹, que faire occuper certains points de la côte comme en 1883 et en 1884. Il lui restait donc plusieurs mois pour préparer la campagne. De novembre à avril, aucune entreprise sérieuse ne peut être tentée à Madagascar².

Les pluies pendant cette période, sont, en effet, presque continues; la température est insupportablement lourde. La contrée devient alors très malsaine, et la fièvre y sévit cruellement. De 1883 à 1885, elle fit, on le sait, de nombreuses victimes parmi les soldats et les marins de l'amiral Pierre et de l'amiral Miot.

Cette fièvre, disait un des prédécesseurs de Ranavolo, est le meilleur général des Hovas. M. Villette, médecin attaché à la résidence générale, a publié, à ce sujet, une étude médicale du plus grand intérêt. Il nous apprend que Tananarive, situé à 160 kilomètres de la côte orientale et à 360 de la côte occidentale, aux altitudes de 1.340 mètres au-dessus du niveau de la mer, jouit d'une température moyenne de 21 à 26° degrés centigrades et d'une température minima de 9 à 19 degrés. Le climat du plateau central de l'Émyrne (Imerne ou Imerina) est donc tempéré; parfois, le vent est assez vif et assez frais pour occasionner des maladies par refroidissement.

M. Villette s'explique, du reste, que la fièvre, même dans cette région, soit encore à redouter particulièrement aux époques de pluie.

« Le plateau central est formé principalement de rizières et de marécages qui sont aussi malsains à Madagascar que dans les autres pays. Les rizières, qui ne sont pas cultivées avec autant de soin qu'en Cochinchine ou au Tonkin, produisent des miasmes dangereux. Lorsque la culture se fera plus soigneusement, ou plutôt *lorsqu'il y aura suffisamment de bras pour cultiver avec soin le plateau, il deviendra plus sain, mais, jusqu'à ce moment, on y observera des fièvres.* »

Dans un savant rapport présenté à l'Académie de médecine sur l'étude de M. Villette, le D^r Leroy de Méricourt est d'avis que toutes les fièvres sont contractées sur le littoral, en traversant la zone dangereuse, et voici sa conclusion :

« Dans le cas d'une expédition, le commandant doit être convaincu d'une chose, c'est que si le plateau central, la province d'Imérina ou des Betsiléos, surtout du côté par lequel on l'abordera, est saine et

1. « Convient-il d'attendre que la saison des pluies ait cessé pour commencer l'expédition militaire? Nous n'avons pas à formuler de jugement, dit M. Martineau dans son livre sur Madagascar, ni surtout à donner un conseil..... Faut-il marcher de suite sur Tananarive? Nous traduirons seulement l'opinion de toutes les personnes compétentes et autorisées en disant que s'il est dangereux de pénétrer dans l'intérieur du pays pendant la saison des pluies, il est possible, dès maintenant, d'utiliser les eaux du Betziboca et de transporter tout ou partie du corps expéditionnaire à la base des premiers soulèvements granitiques qui conduisent de Mevatane à Tananarive. Il conviendra d'établir la base d'opération sur ces premiers escarpements; là nos soldats se trouveront dans une région moins insalubre et moins anémiant que sur la côte; ils auront enfin parcouru sans fatigue 150 à 175 kilomètres de la route militaire: ils arriveront frais et dispos pour la marche, c'est-à-dire pour l'effort personnel. Cet effort, ils pourront le donner tout entier. » (*Madagascar*, 1894.)

2. De même que dans tous les pays situés au-dessous de l'équateur. L'hiver commence à Madagascar en juillet et l'été en janvier.

jouit d'un climat tempéré dans la belle saison, la zone côtière est absolument malsaine et dangereuse... Le nombre d'hommes valides qu'on amènera devant Tananarive sera inversement proportionnel au temps qu'on aura employé à traverser cette zone malsaine. Si la préparation de la mise en campagne est imparfaite, *si les moyens de transport pour les approvisionnements sont insuffisants*, si la colonne est obligée de s'arrêter, par exemple, entre Majunga et Mahaveterana, il y aura une proportion énorme d'hommes invalides. Si, au contraire, on ne fait que traverser des parages dangereux, sans s'y arrêter, le corps expéditionnaire sera dans d'assez bonnes conditions, en tenant compte de la fatigue et de l'encombrement. »

D'après le docteur Lacaze : — « La saison des pluies est annoncée par quelques pluies légères en octobre; puis le beau temps se rétablit jusque vers la fin du mois. En novembre, les pluies sont plus ou moins fréquentes, et ce n'est guère que vers le commencement de décembre qu'elles deviennent à peu près quotidiennes. Elles sont orageuses et torrentielles; elles s'accompagnent d'un abaissement de température relatif, mais qui n'expose guère aux refroidissements; même au fort de l'orage, le thermomètre se maintient communément vers et au-dessus de 24° ¹. Les pluies persistent ainsi pendant les mois de janvier et de février, deviennent moins fréquentes en mars et cessent en avril.

« L'humidité est considérable pendant cette période.

« La saison sèche justifie son nom. C'est d'une façon exceptionnelle que l'on peut voir tomber quelques gouttes d'eau, d'avril à octobre.

« Les brouillards sont très rares dans la région. Le serein est inconnu; parfois dans la saison sèche il se produit, vers le matin, aux heures des plus basses températures, une rosée assez abondante. »

Le premier devoir du ministre de la guerre était de se préoccuper des moyens de combattre la fièvre et d'organiser le corps expéditionnaire de telle façon qu'il franchît rapidement la contrée insalubre, et qu'il fût largement approvisionné en vivres et en médicaments. Comment un corps de 15.000 hommes, avec ses bagages et impedimenta de toute nature, peut-il s'avancer promptement dans un pays marécageux et sans routes ?

L'aspect des sentiers de Madagascar suffirait en effet à décourager le plus résolu des voyageurs. Les seuls chemins qui sillonnent la

1. Température :

		DEGRÉS
Saison des pluies	Maximum (moyenne).....	38
	Moyenne vers 1 heure après midi.....	34
	Moyenne vers 3 heures du matin.....	24
	Minimum (moyenne).....	22
Saison sèche	Maximum (moyenne).....	34
	Moyenne vers 1 heure après midi.....	30
	Moyenne vers 3 heures du matin.....	19
	Minimum (moyenne).....	16

brousse ont été tracés par les pas des indigènes. Ces chemins ne sont jamais entretenus. Sont-ils coupés par la chute d'un arbre, par une fondrière ou par l'écroulement d'une roche, personne ne se préoccupe de les rétablir. Les Malgaches se contentent de tourner l'obstacle et de tracer une autre voie. Les sentiers ne sont donc pas directs; ils serpentent et décrivent les courbes les plus capricieuses. La nature seule les régit. Le Malgache n'a jamais songé à doter sa patrie d'une administration des ponts et chaussées.

Nous avons dit ce qu'étaient les chaussées. Quant aux ponts, il n'en existe aucun dans l'île. Les indigènes franchissent les cours d'eau à gué ou sur des troncs d'arbres jetés de distance en distance.

Ni chevaux, ni mulets ne peuvent suivre les sentiers, les seuls chemins de Madagascar.

Le général Mercier, d'accord avec les fonctionnaires et officiers français ayant résidé au pays des Hovas, résolut donc, et on ne saurait trop l'en féliciter, de ne pas engager nos troupes à la légère, et de ne commencer la campagne que lorsque les préparatifs les plus minutieux seraient entièrement terminés.

A cet égard, son collègue de la marine et lui, n'avaient pas de meilleur exemple à suivre que celui donné en 1830 par les ministres qui préparèrent l'expédition d'Alger. Rien alors ne fut laissé au hasard de l'improvisation au bivouac sous le feu de l'ennemi. On ne lança pas les généraux en avant, en leur disant, comme on l'a fait si souvent depuis en France : Allez, débrouillez-vous ! Tout avait été prévu, et lorsque les troupes débarquèrent sur la côte algérienne, elles n'avaient plus qu'à combattre. Les ressources de toute nature leur étaient assurées.

Le général Mercier voulut suivre cet exemple. Il ordonna la formation d'une commission spéciale sous la présidence du général appelé à commander le corps expéditionnaire, commission composée d'hommes d'une indiscutable compétence et chargée d'organiser tous les services : état-major, unités de combattants, transports, approvisionnements, habillements, communications par terre et par eau, ambulances volantes et hôpitaux, etc.

Comment choisir et désigner les soldats destinés à être embarqués pour Madagascar ?

En novembre 1894, les seules troupes, prêtes à entrer de suite en ligne, étaient celles de Diego-Suarez et de la Réunion.

A Diego-Suarez, un bataillon d'infanterie de marine, commandant Legardeur; un bataillon de tirailleurs sakalaves, commandant Pardes; une compagnie de disciplinaires de la marine, commandant Jactel (une section d'infanterie de marine était détachée à Tananarive, capitaine Lamolle); enfin une batterie d'artillerie avec 5 officiers et 180 hommes.

Les troupes avaient pour commandant supérieur M. Lechien, lieutenant-colonel d'artillerie de marine, avec M. Artigue, chef d'escadron et directeur d'artillerie, pour second; chef des services administratifs, M. Collardeau, commissaire colonial; directeur du service de santé, M. Chedan, médecin en chef de deuxième classe.

Chacune des compagnies d'infanterie de marine de Diego-Suarez était à l'effectif de 275 hommes; les compagnies de Sakalaves ne comptaient pas plus de 3 officiers, 8 sous-officiers et 1 clairon du cadre européen, et 4 sergents, 10 caporaux, 2 clairons et 125 tirailleurs indigènes.

La compagnie disciplinaire comprend 1 capitaine, 3 lieutenants ou sous-lieutenants, 33 sous-officiers ou caporaux du cadre et 200 hommes.

Un détachement de 15 gendarmes, commandé par 1 maréchal des logis, complétait en novembre 1894, au moment de la déclaration de guerre, le faible effectif de ce petit corps d'avant-garde, en communication avec la France par un courrier mensuel partant de Marseille le 12 de chaque mois et arrivant à destination le 5 ou le 6 du mois suivant.

A la Réunion, la garnison se composait, à la même date, d'un bataillon d'infanterie de marine à 4 compagnies, chacune d'elles à l'effectif de 140 hommes, chef de bataillon Cluzel, et d'une compagnie de gendarmerie de 57 hommes à cheval, 64 à pied, commandée par 1 chef d'escadron, 1 capitaine, 2 lieutenants et 9 sous-officiers.

Ces troupes étaient placées sous les ordres du lieutenant-colonel d'infanterie de marine Colonna de Giovellina.

Par sa situation, la Réunion devait nécessairement jouer un rôle important dans une guerre contre Madagascar; elle était appelée à servir de grand dépôt et d'hôpital, ou plutôt de sanatorium.

Deux lignes de paquebots relient régulièrement cette belle et patriotique colonie à la France :

1^o Ligne d'Australie avec annexe sur la Réunion à Mahé (Séchelles, départ de Marseille du 1^{er} au 3 de chaque mois. Durée du voyage, 21 jours);

2^o Ligne directe de Marseille par Obock, Zanzibar, Mayotte, Diego-Suarez, Tamatave, la Réunion. Départ de Marseille le 12 de chaque mois.

Aucune communication télégraphique n'existait entre la Réunion et la France. Les dépêches étaient adressées à Zanzibar, et de là, expédiées par paquebot dans la colonie et *vice versa*.

Tout d'abord, un fort bataillon d'infanterie de marine, depuis quelque temps déjà formé à l'effectif de guerre et mobilisable au premier signal, fut embarqué à destination de la Réunion. Les troupes de cette colonie recevaient en même temps l'ordre de se tenir prêtes au départ.

Trois croiseurs, le *Primauguet*, le *Dupetit-Thouars* et le *Papin*, menaçaient Tamatave.

Le corps expéditionnaire à organiser, devant comprendre 15.000 hommes, ne se composerait pas exclusivement comme celui de 1883, d'infanterie de marine et de quelques volontaires. Pour le former, le ministre de la guerre avait à choisir entre différents systèmes :

Ou, comme en 1881, lors de l'expédition de Tunisie, mobiliser un certain nombre de régiments, empruntés à différents corps d'armée ;

Ou, comme en 1883, créer des régiments de marche composés de bataillons détachés ;

Ou n'envoyer à Madagascar que des troupes d'Algérie, comptant dans leurs rangs un grand nombre de rengagés, soldats de profession ;

Ou faire appel aux volontaires et improviser, à la veille de l'entrée en campagne, de nouveaux corps de troupe, qui pourraient, la guerre terminée, servir de noyau à une armée coloniale.

Cette armée coloniale, en effet, depuis si longtemps réclamée, à propos de laquelle tant de projets ont été rédigés, déposés, étudiés, voire même discutés, puis à jamais enfouis dans les cartons des archives du Palais-Bourbon, n'existait pas. On se lamenta une fois de plus sur les lenteurs de la procédure parlementaire, incapable d'aboutir ; mais il était trop tard pour créer en quelques semaines la fameuse armée coloniale, reconnue indispensable à un peuple et à un gouvernement qui prétendent avoir une politique coloniale.

Le ministre de la guerre, avant même d'avoir pris une décision définitive au sujet de la formation du corps expéditionnaire, se prononça nettement à la Chambre des députés, où la question fut débattue, pour la participation des régiments de France à l'expédition. Il revendiqua pour eux l'honneur de faire campagne et de conquérir de nouveaux titres de gloire.

L'armée de ligne n'avait-elle pas pris part aux guerres de Chine, d'Algérie et du Tonkin ? Elle devait, comme l'armée de mer et comme l'armée d'Afrique, combattre à Madagascar.

Mais, objectait-on, notre organisation militaire actuelle ne prévoit que la mise en campagne de corps mobilisés, avec leurs effectifs de guerre et leurs réservistes. Or, il ne fallait pas songer à rappeler des réservistes pour les envoyer à Madagascar. Après trois ans de service, le Français se considère actuellement, à tort ou à raison, comme n'ayant plus à prendre les armes qu'en cas de grande guerre européenne, pour défendre la frontière menacée.

Le général Mercier répondit qu'il ne mettrait en campagne que des hommes appartenant à l'armée active, sans compromettre en rien la défense nationale. Il renonça donc au système pratiqué par le général Farre en 1881 ; il ne voulait enlever à aucun corps d'armée de

France un régiment ayant sa place marquée à l'ordre de bataille, en cas de mobilisation générale.

Il résolut de composer le corps de Madagascar de troupes des différentes armes d'Afrique, d'un régiment d'infanterie de ligne et d'un bataillon de chasseurs à pied.

Les corps d'Afrique formeraient des régiments de marche; l'infanterie de France et le bataillon de chasseurs, deux unités nouvelles, le 200^e de ligne et le 40^e chasseurs.

Le nombre des volontaires, officiers et soldats qui demandaient à faire partie de ces corps était considérable et dépassait de beaucoup le chiffre des effectifs nécessaires; il eût donc été facile, en les composant exclusivement de soldats désireux de partir en campagne, de réunir régiment et bataillon; mais le ministre de la guerre, outre qu'il voulait échapper au reproche adressé à plusieurs de ses prédécesseurs d'avoir favorisé certains officiers ou soldats, certains fils à papa, en les désignant pour faire la guerre, c'est-à-dire pour l'avancement rapide, estima qu'il serait bon, afin de donner plus de force dans notre pays à l'esprit militaire et au sentiment du devoir, de bien rappeler à tous les hommes sous les drapeaux qu'ils doivent leur vie à la patrie. Le régiment d'infanterie et le bataillon de chasseurs seraient donc formés au moyen de compagnies détachées de tous les corps d'armée, à l'exception des corps de la frontière à l'effectif desquels le ministre s'interdisait de toucher, comme pour mieux affirmer que la France, tout en guerroyant à Madagascar, ne renonçait à aucune de ses espérances en Europe.

Chaque corps d'armée aurait à fournir une compagnie, par voie de double tirage au sort désignant le régiment d'abord et la compagnie ensuite.

Grâce à ce moyen, la mobilisation ne serait en aucune façon désorganisée; les compagnies détachées se reformeraient promptement, et chaque officier, chaque soldat de toutes les régions de France aurait toujours à se souvenir que l'armée, en dépit de la permanence des garnisons qui l'*embourgeoise*, n'est pas une simple garde nationale, et que celui qui porte l'uniforme doit toujours être prêt à affronter le péril et les dures fatigues de la guerre.

Les compagnies désignées conserveraient leurs cadres et leurs hommes, complétées à l'effectif de guerre par les volontaires venant des autres corps. Ne seraient écartés que les officiers et les soldats trop faibles pour faire campagne.

Les 1^{er}, 2^e, 6^e et 7^e corps d'armée sur la frontière de l'Est, et les 14^e et 15^e sur la frontière des Alpes, postés face aux soldats de la Triplice, ne fourniraient aucun détachement aux troupes expéditionnaires.

La commission d'organisation, présidée par le général Duchesne,



Portrait de M. Le Myre de Vilers

avait maintenant à s'occuper de préparer, dans les meilleures conditions, l'entrée en campagne.

Sur quelles ressources nos soldats pourraient-ils compter à Madagascar? C'est surtout aux pays chauds que la nourriture doit être choisie et combinée de manière à assurer l'entretien et la réparation des forces, afin que l'homme soit à même de lutter contre les maladies de triompher de l'anémie et de la fatigue et de s'acclimater.

« Depuis 1889, une ration spéciale a été établie pour la garnison de Diégo-Suarez¹. Elle comprend : pain, 750 grammes; viande fraîche, 500 grammes; vin 0^l 60; tafia, 0^l 04. Aux repas maigres, la viande est

1. V. *l'Echo de l'Armée* du 20 janvier 1895.

remplacée par des légumes secs : haricots ou pois du Cap, 120 grammes ; ou bien, lentilles, 100 grammes. Il est encore attribué par jour : 56 grammes de café et 46 grammes de sucre, dont 20 grammes de chaque pour boisson hygiénique ; en plus 30 grammes de sel et une indemnité pour légumes frais de 0 fr. 023, versée à l'ordinaire pour achat de pommes de terre ¹.

« C'est la ration qui paraît le mieux convenir au soldat dans cette région. Equivalente à 26 grammes d'azote et à 380 grammes de carbone, elle est bien composée : assez riche en aliments azotés, contenant une proportion convenable d'hydrocarbures, elle ne renferme en graisse que l'indispensable. C'est une modification très heureuse de la ration du marin embarqué. Le tafia peut être supprimé et remplacé par du thé en boisson, ce qui impose l'obligation de faire bouillir l'eau. Les Anglais se sont bien trouvés, dans plusieurs expéditions, de la suppression du tafia, réclamée par lord Wolseley. »

Madagascar est très riche en bœufs, en porcs, en moutons, en chèvres, en volailles. Le prix des bœufs est ordinairement de 20 à 50 francs ; celui des vaches de 20 à 25 francs. Un porc gras se paie 30 francs, un porc de lait 1 franc ; un mouton 3 francs ; une oie 1 et 2 francs.

Le gibier et le poisson abondent dans l'île. La vie matérielle y est — en temps de paix — d'un bon marché inouï, dit M. Bonnemaïson, l'un des plus anciens colons habitant Tamatave.

« Un kilo de bœuf se paie 10 centimes ; on a 100 kilos de haricots pour 15 francs ; un cent d'oranges ou de mandarines ou un sac de citrons pour 1 franc ; les bananes se vendent 20 centimes le kilo, et un ananas 5 centimes.

« M. de Mahy, en prenant place en 1885, à la table du commandant supérieur de Vohémar, M. Prouteaux, lui faisait reproche de manquer à sa promesse de le traiter simplement. « Voilà, répondit le commandant, un filet de bœuf qui me ruinera ; il m'a coûté la somme exorbitante de 20 centimes ! » C'est le prix d'une cervelle de bœuf, d'une épaule et même d'une cuisse entière ². »

Le riz est l'aliment principal des Malgaches, qui du reste cultivent aussi le café, la vanille, le cacao etc., les céréales, légumes et fruits de toute espèce.

Mais on devait prévoir que les Hovas ne négligeraient rien pour faire le vide et pour tout détruire sur le passage de nos colonnes. D'immenses approvisionnements furent donc enmagasinés à Tamatave, où peuvent être facilement concentrés des troupeaux de bœufs.

1. A Madagascar, la ration quotidienne comprend une livre et demie de pain, une livre de viande fraîche, cent grammes de légumes frais ou secs, du saindoux, du sel, du sucre, du café, du thé, du tafia et du vin.

2. *Echo de l'Armée. Etude sur la Nourriture à Madagascar.*

Ces animaux ne parviennent pas au port sans encombre. Beaucoup succombent aux fatigues du voyage. D'autres sont happés par les crocodiles qui foisonnent dans la région.

A Tamatave, dans la baie même, les requins sont d'autres ennemis redoutables. Ils guettent les embarcations chargées d'hommes ou d'animaux et attendent leur proie.

Malheur à qui tombe à la mer ! il est bientôt déchiqueté. La présence des requins met continuellement en danger les équipages des navires qui stationnent en rade de Tamatave. Plusieurs fois nos marins ont assisté là-bas à des chasses émouvantes, dont les héros étaient des Malgaches, nageurs infatigables et d'une rare audace. Une bande de requins est-elle signalée, une ou deux pirogues sont mises à la mer. Les squales s'en aperçoivent et ne tardent pas à s'en approcher. Les rameurs se jettent alors à l'eau, portant à la main une tige munie de pointes de fer très aigues. Le monstre s'élance, se renverse pour broyer le hardi nageur¹ ; mais celui-ci avec une adresse étonnante, enfonce en pleine gueule de l'animal la tige, dont les pointes entrent dans les chairs. Le requin affolé plonge aussitôt ; il ne parvient pas à se débarrasser de l'arme qu'il entraîne avec lui et meurt peu après.

Les Malgaches attaquent plus audacieusement encore l'horrible monstre, au couteau. Le nageur attend que le squale se précipite sur lui, et plonge à l'instant même où l'animal se retourne ; il glisse sous l'énorme corps, et lui enfonce son couteau dans le ventre. Blessé à mort, le requin vient quelques heures plus tard, échouer sur la plage.

Dans les nombreuses rivières de l'île, nos soldats ont à redouter les crocodiles non moins dangereux.

Ces cours d'eau, à défaut de routes, doivent cependant être utilisés par le service des transports. De petits bâtiments spéciaux et de légères canonnières facilement démontables furent donc construits en France, en vue de l'expédition de Madagascar. Ces canonnières sont au nombre de douze. Huit ont un tirant d'eau de 0^m40, une longueur de 25 mètres et une largeur de 5^m50. Elles portent de légères superstructures pour le logement de l'équipage. La machine et la chaudière sont situées sur le pont ; ces canonnières sont mues par une seule roue arrière, comme l'*Opale* qui avait été commandée pour l'expédition du Dahomey ; elles filent 6 nœuds 1/2.

Les quatre autres canonnières sont de dimensions un peu supérieures et leur tirant d'eau atteint 0^m60 ; elles ont la même vitesse que les précédentes et, comme elles, sont mues par une seule roue arrière.

Elles protègent les convois et remorquent les chalands. Elles sont

1. La gueule du requin est cachée sous la tête, ce qui force l'animal à se retourner pour happer sa proie.

munies à l'avant d'une turbine destinée à dégager le chemin et à le débayer du sable ou de la vase, en cas d'échouage.

Chacune de ces canonnières est armée de deux canons de 37 millimètres à tir rapide, protégés sur le pont par un blindage.

Les chalands, au nombre de 46, transportent le matériel et même les troupes sur les rivières, ou sont affectés au service du transbordement à Majunga.

Les transports par terre sont effectués par des porteurs recrutés sur place, d'une force et d'une adresse remarquables par des Algériens, par des Annamites, par des Sénégalais, et par 6.000 mulets ou chevaux.

Mais dans l'île, ces animaux ne vivent que très difficilement. Les fatigues, les privations de toute sorte, le climat en détruisent beaucoup. Le fourrage ne leur convient pas. Ils sont tourmentés, harcelés par d'innombrables parasites, dont le plus dangereux — la mouche tsésé — leur inocule une maladie virulente analogue au charbon¹.

De même qu'au Dahomey, le meilleur moyen de transport à Madagascar est le transport à dos humain.

Au Dahomey il fut mis en usage : le hamac à deux porteurs, se composant d'un bambou long d'environ 2^m50 et d'une étoffe en toile. Les indigènes plaçaient l'extrémité des hampes sur leur tête et fournissaient facilement ainsi une course de six kilomètres à l'heure.

A Madagascar, le « filanzane » ou « fitacon » dont nous avons déjà parlé est généralement employé. C'est un palanquin porté par quatre hommes.

« L'appareil pèse 11 kil. ; il est formé par deux hampes en bois, de 4^m30 de longueur chacune, maintenues écartées l'une de l'autre à 34 c/m seulement, par deux traverses. Un cadre en fer, présentant une partie horizontale et une partie courbée pour la tête, est fixé sur les montants en bois ; le fond du cadre est constitué par une toile dont une partie est mobile, pour permettre à l'homme de s'asseoir ou de s'étendre. En marche, les extrémités des barres de bois reposent sur les épaules des mpilanja. »

Cet appareil, quelque peu modifié et amélioré de façon à leur permettre de s'étendre, peut servir au transport des blessés de l'intérieur de l'île jusqu'aux hôpitaux de la côte.

1. « A la Côte d'Or, les Anglais furent obligés, après des essais infructueux, d'embrigader des noirs pour le service des transports. Il fallut même, alors que la campagne était engagée, employer comme porteurs les soldats des régiments des Antilles. C'est uniquement pour le service des porteurs que les gîtes d'étapes furent reliés entre eux.

« Au Tonkin, on nourrissait les chevaux du pays avec le riz non décortiqué (*paddy*) et de jeunes pousses de bambou. Les chevaux étrangers, nourris avec de l'orge, n'ont pas vécu ; ils succombaient avec les signes du rachitisme, sans doute à cause de l'absence de sels de chaux dans les eaux. Les mulets résistaient mieux, et cependant on en perdait beaucoup. Mais dans ce pays, les communications étaient facilement assurées par la voie fluviale et aussi par les porteurs.

« Pendant la campagne du Dahomey, dès les premiers mois, sur 250 chevaux, 20 seulement avaient résisté ; tous les autres étaient morts. Les animaux faisant défaut, c'est à dos d'homme qu'on a dû faire transporter les cantines, et c'est grâce aux voitures Lefebvre, aux brancards et aux hamacs que les malades et les blessés ont pu être conduits des postes intérieurs jusqu'à la rivière. »

Voir l'*Echo de l'Armée* du 26 janvier 1895.

Les officiers et soldats de l'armée de terre ne pouvaient faire campagne à Madagascar dans leur costume de France. Le ministre de la guerre décida que leur tenue serait celle de l'infanterie de marine aux colonies.

Voici, d'après le *Journal Officiel* la description de l'uniforme des officiers :

1° *Vareuse* à col droit, bas, en flanelle anglaise (bleu de roi), un seul rang de boutons métalliques (de l'arme ou service) par devant.

Au col. — Numéro du régiment ou insigne des différents services tels qu'ils sont déterminés pour les vêtements de petite tenue réglementaires en France ou en Algérie, sauf les modifications suivantes :

Grenade d'or sur écusson de drap garance pour la légion; écussons en velours noir pour le génie, en drap jaune pour les chasseurs d'Afrique et en drap bleu de ciel pour les tirailleurs algériens (sans numéro pour aucun de ces corps).

Les officiers et assimilés, auxquels les règlements en vigueur accordent des galons comme insignes du grade, portent des galons de grade, plats, sur monture circulaire au drap ou en velours mobile ou non. Ils ont des attentes d'épaulettes.

Les gardes d'artillerie, adjoints du génie, officiers d'administration, etc., dont la tenue normale ne comporte pas de galons de grade, portent sur chaque manche, fixés sur monture circulaire, les mêmes insignes qu'ils ont en France comme bordure du col et de la vareuse ou de la tunique. Ils n'ont ni attentes d'épaulettes ni pattes d'épaules.

2° *Veste en toile cachou* (même forme que la vareuse en flanelle).

Boutons, galons, insignes de manche, attentes mobiles.

Pas de numéro ou d'attribut au col.

3° *Pantalon en flanelle bleue* avec bandes écarlates pour l'artillerie et le génie, passe-poil jaune pour les chasseurs à pied, chasseurs d'Afrique et tirailleurs algériens; passe-poil rouge pour les autres armes ou services. (Les officiers montés conservent la faculté de porter la culotte d'ordonnance de leur arme ou service.)

4° *Pantalon en toile cachou.*

5° *Casque colonial* avec les emblèmes du shako ou du képi rigide, grenade pour les officiers de la légion, croissant pour ceux des tirailleurs algériens.

6° *Bonnet de police* (modèle de la cavalerie pour toutes les armes et services) en drap bleu de roi, avec passe-poil déterminé pour le pantalon.

7° *Bottes ou brodequins* avec jambières.

Brassards d'état-major (division et brigade) : aiguillettes (exceptionnellement).

De même qu'en Algérie et en Indo-Chine après la conquête, un corps d'interprètes a été créé à Madagascar; enfin, dès le mois de

janvier, le grand transport *le Shamrock* était aménagé de façon à servir de transport-hôpital, ayant à son bord le médecin principal Burot, le médecin de première classe, Raphaëly, le médecin de deuxième classe Decœur et un pharmacien de deuxième classe, M. Poudra. Le capitaine de frégate Sibaud prenait le commandement du navire chargé du matériel d'ambulance de campagne nécessaire aux troupes dans leur marche sur Tananarive.

Chaque bataillon aurait ses moyens particuliers de transport pour les malades et les blessés, brancards avec capotes, mulets de cacolets et de litières, ainsi qu'une série de paniers abondamment pourvus pour les premiers soins, surtout en chlorhydrate de quinine dont une ration, chaque jour, est distribuée aux hommes à titre prophylactique¹.

Deux ambulances de campagne, pourvues d'un matériel portatif et susceptible d'être divisées chacune en deux sections, à raison d'une section par régiment, seraient affectées aux deux brigades du corps expéditionnaire. Le matériel de ces ambulances est enfermé dans des paniers, ou dans des caisses doublées de zinc, précaution indispensable pour que les médicaments et les denrées ne se détériorent pas. Les transports s'effectuent par les brancards avec capotes ou par les mulets de bât.

Quant aux hôpitaux de campagne, ils seraient au nombre de six, chacun de 250 lits.

A la station de Tamatave est installé un hôpital d'évacuation de 500 lits, avec un important magasin de réserve. Tous ces hôpitaux sont formés de baraquements démontables, en tissu mauvais conducteur de la chaleur, à double paroi. La toiture très élevée est en zinc.

A la Réunion existaient déjà un hôpital et plusieurs stations de convalescents, parmi lesquelles celle de Saint-François. Elles ont reçu de nouveaux lits et sont aménagées de façon à donner asile à un grand nombre de malades.

Le sanatorium, en ces régions au climat meurtrier, est en effet le complément nécessaire de l'ambulance et de l'hôpital. C'est là seulement que le blessé ou le fiévreux, à peu près remis sur pied, recouvrent la santé et la force.

Le personnel médical à Madagascar est des plus importants : deux docteurs par bataillon, six par ambulance, cinq par hôpital de campagne, sept à l'hôpital d'évacuation. Six médecins sont attachés au sanatorium. Les officiers enfin ont reçu l'ordre de faire rigoureusement observer par leurs hommes, les règles de l'hygiène préventive, relatives à la consommation de l'eau, des alcools et des fruits de toute nature très abondants en pays malgache.

Avant la guerre, un officier des plus distingués, le capitaine Mar-

1. V. le *Matin* du 26 janvier 1895.

tiné était attaché militaire à la résidence de France à Tananarive. Il se trouvait donc tout indiqué pour organiser le service des renseignements et pour faire connaître aux officiers du service expéditionnaire, autrement que par les livres et les cartes, la topographie et le climat de l'île, l'armée des Hovas et les moyens de la combattre. Les savantes conférences faites par cet officier à ses camarades, avant leur embarquement, étaient des plus utiles.

Leur auteur a parfaitement exposé les difficultés à vaincre sur les trois routes ou plutôt sur les trois sentiers à peine tracés qui vont de la côte à Tananarive :

1° Route de Tamatave, la plus fréquentée et du reste la plus pénible. Deux jours de marche le long de la mer jusqu'à Andevourante, par une région sablonneuse. A Andevourante commence le chemin accidenté, mamelonné d'abord, puis s'élevant presque à pic dans la montagne jusqu'à 1.565 mètres ; enfin la plaine de Mangour, dont la traversée dure environ huit heures.

2° Route de Majunga. Elle traverse une contrée moins tourmentée, d'un accès plus facile. Les montagnes entre Majunga et Tananarive sont moins hautes et moins abruptes que celles qui séparent la capitale d'Andevourante ; mais ce chemin est le plus long, et il offre peu de ressource au voyageur. Les villages y sont rares et très pauvres. La seule localité importante est Mevatane avec les bâtiments de Suberbieville, du nom de M. Suberbie, l'un des principaux colons français qui ont obtenu des concessions de mine. A Suberbieville sont installés les établissements d'exploitation aurifère.

3° Route de Fianarantsoa par l'Imerne et le pays Betsileos, dans un pays riche et fertile, d'une longueur d'environ 391 kilomètres, assez facile.

Autour de Tananarive, en partant de la ville, divers sentiers mettent en communication les villages voisins. Un chemin, le seul à Madagascar qui soit relativement en assez bon état, est celui d'Ambouimang, conduisant à la ville sainte, dont l'accès est interdit aux étrangers. Cette route est bordée de tombeaux très respectés. Les Hovas, on le sait, restent fidèles au culte des ancêtres ¹.

1. Les mausolées sont construits en belle pierre grise, grossièrement taillée ; ils consistent en deux plates-formes carrées et superposées dont la supérieure porte à son centre une pierre debout. Ces mausolées, sur lesquels on voit des crânes de bœufs offerts aux mânes des morts, ne portent aucune inscription. Les Hovas ne se servent pas de cercueil ; ils enveloppent le cadavre dans des pièces de soie et enterrent le mort avec ses vêtements, ses insignes et ses armes. Les funérailles ont lieu au son de la musique et se terminent par de véritables saturnales ; les parents, les amis et les esclaves font la veillée du corps ; tandis que les bouteilles de rhum circulent de main en main, on se répand en éloges sur les mérites du défunt et en lamentations sur sa perte ; après la cérémonie les libations recommencent de plus belle.

... Aucun peuple de la terre ne professe pour les tombeaux un culte égal à celui des Hovas. Il n'est pas d'exemple que ceux-ci aient jamais profané ou violé une tombe ; ils respectent et vénèrent même celles de leurs chefs les plus odieux. Aussi les sépulchres sont-ils des lieux et dépôts sacrés. Ils renferment de véritables trésors dont la famille ne peut disposer que dans les cas extrêmes et après s'être réunie en conseil. C'est ainsi que pour fournir la rançon immédiate d'un de ses membres condamné à l'esclavage pour dettes ou pour quelque crime d'Etat, elle fait ouvrir la tombe et en retire les richesses confiées à la garde de ses morts.

Tananarive, en sa qualité de capitale, a toujours été la principale ville de garnison de Madagascar. La plupart des recrues y reçoivent leur instruction militaire.

Chaque année, la Reine y passe une grande revue des troupes.

Un de nos compatriotes en mission à Madagascar en 1886 fait de cette cérémonie un récit pittoresque et coloré ¹.

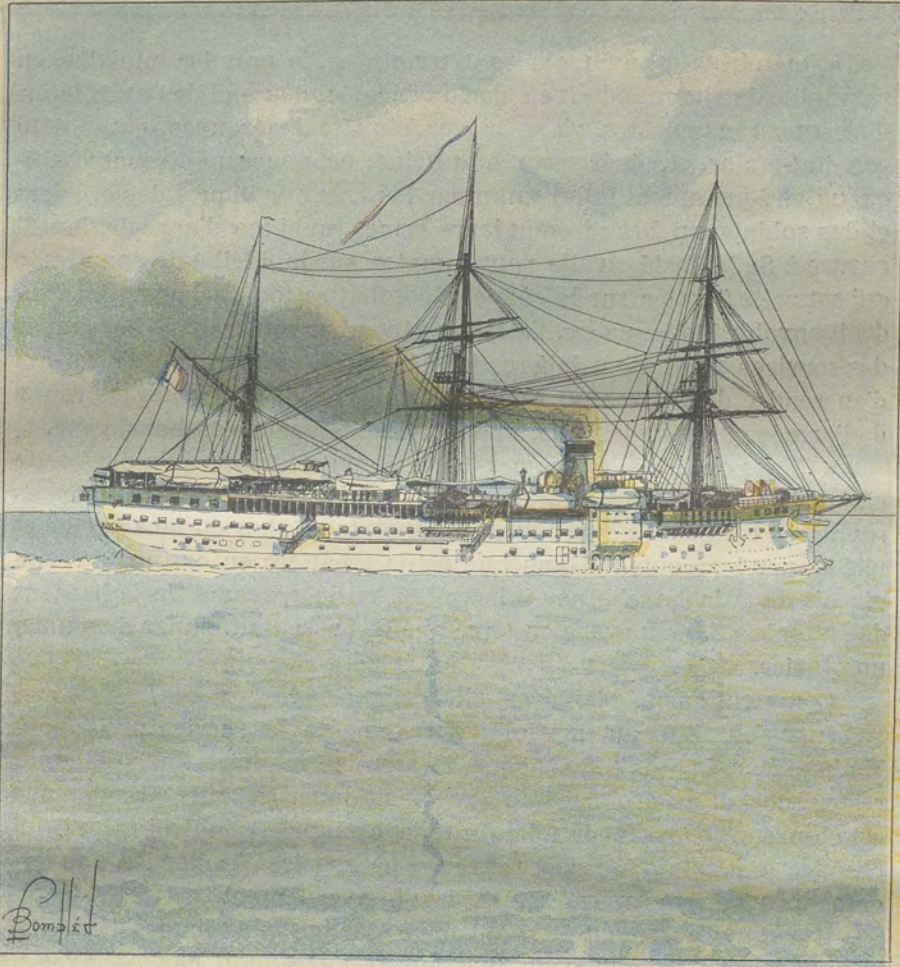
« Sur l'immense place de Mahamasina, toute l'armée hova, arrivée depuis plusieurs jours de tous les points de l'Imérina a établi son campement. Les tentes sont en toile de rabaune. Les troupes de chaque district, formant un corps distinct, ont leur camp séparé. Chaque camp forme un carré composé de quatre rangées de tentes, la première occupée par les officiers, le commandant au centre. Les soldats sont rangés en bon ordre par compagnies de 200 hommes et par bataillons de 1.200. Un cordon de factionnaires entoure la place. Au centre, on a élevé un échafaudage en forme de croix, décoré de verdure, où se trouvent un fauteuil doré garni de velours rouge et surmonté d'un dôme, où la Reine va prendre place, et sur les côtés, des bancs pour les Européens invités à assister à la fête. A onze heures, les canons de la batterie d'Andohalo annoncent que la Reine, suivie du premier ministre, sort du palais. Elle est portée sur un superbe fitacon doré et abritée par le grand parapluie de soie rouge que je connais déjà. Le cortège s'avance lentement entre deux rangs de troupes formant la haie. La foule se presse sur son passage, en poussant des cris de joie; mais tous les hommes valides, à l'exception des esclaves, ont été requis pour le service de la Reine et enrôlés de gré ou de force dans l'armée.

« A midi, le cortège arrive sur la place, salué par une nouvelle salve d'artillerie, tandis que les troupes présentent les armes.

« Le premier ministre apparaît en superbe tunique chamarrée d'or, pantalon blanc, coiffé d'un casque blanc et chaussé d'élégantes bottes à l'écuyère; derrière lui s'avancent les grands officiers et les princesses de sang royal.

« Ces dernières, dans leur désir d'imiter les modes d'Europe, ont des costumes tellement excentriques qu'il est difficile de conserver son sérieux en les regardant. La Reine prend place sur son trône et les invités la suivent. Assis derrière notre Ministre Résident, j'occupe une place tout à côté de la Reine; elle est vêtue d'une robe de velours noir brodée d'or, légèrement décolletée sur le devant, et porte sur la tête la couronne malgache. Dès qu'elle arrive, la musique joue l'air national malgache, appelé « air de la Reine », que nous écoutons tous debout, le chapeau à la main. Puis elle se lève, et s'adressant à l'armée, elle lui dit qu'elle est venue la voir manœuvrer pour s'assurer de ses pro-

1. *Huit mois à Madagascar*, par J.-B. Rolland.



Le Shamrock.

grès, et qu'elle compte sur son dévouement pour défendre le pays et son trône, s'il était nécessaire. La musique se fait de nouveau entendre, et l'un des sept corps d'armée vient prendre position devant l'estrade et manœuvre à l'anglaise, avec assez d'ensemble. Quand il a fini, un groupe de chanteurs vient faire entendre un couplet en l'honneur de la Reine et à la gloire de la patrie, et tout le corps d'armée répète en chœur un refrain malgache qui signifie : « Ainsi vous parlent vos soldats. » La Reine remercie et le même spectacle se répète sept fois de suite. Le chiffre des troupes qui ont figuré à cette grande revue peut être évalué à un maximum de 12.000 hommes, ne comprenant que de l'infanterie. L'artillerie n'est pas encore organisée et la cavalerie est inconnue à Madagascar.

« Quand les manœuvres sont terminées, le premier ministre, en sa qualité de commandant en chef de l'armée, descend de l'estrade où il s'est tenu jusqu'alors, va se placer à la tête des troupes, entouré de son état-major, et, s'adressant à la Reine, prononce un discours belliqueux, fréquemment interrompu par les cris frénétiques des officiers et des soldats qui brandissent leurs armes en signe d'approbation. Il assure à Sa Majesté qu'elle peut compter sur la fidélité de son armée qui est prête à voler sur la côte et à combattre tout étranger qui voudrait envahir Madagascar. La Reine répond en remerciant ses troupes des services qu'elles ont déjà rendus à la patrie, en attendant l'occasion d'en rendre de nouveaux. Aussitôt éclate, aussi bien dans les rangs de l'armée que dans la foule, une véritable tempête d'enthousiasme.

« Chose curieuse et à noter : pendant tout le temps qu'a duré cette cérémonie, environ six heures, la Reine, qui avait tous les emblèmes royaux, y compris la couronne, n'a cessé de mâcher du tabac grillé et pilé en poudre contenu dans une petite tabatière en or, qu'elle remplaçait dans la bouche par intervalles, en le crachant de la hauteur de son trône dans un vase en terre que lui présentait, sur sa demande, un officier. »

Comment l'armée hova est-elle organisée ?

Jusqu'en 1879, aucune loi ne régla le service militaire à Madagascar. Depuis cette époque, le premier ministre hova, sans du reste renoncer au droit absolu de réquisitionner en toute circonstance et selon son bon plaisir telle ou telle catégorie d'individus qu'il lui prendra fantaisie d'incorporer, a jugé nécessaire d'imiter les gouvernements européens et de légiférer sur le recrutement.

Il a donc purement et simplement décrété que tous les hommes valides, âgés d'au moins dix-huit ans, à l'exception des esclaves¹, pourraient être appelés sous les drapeaux. La durée du service militaire est de cinq ans ; mais, au delà de ce délai, le soldat peut être arbitrairement maintenu au corps.

Lorsque le premier ministre a décidé une levée, les chefs de district et les chefs de village sont avisés qu'ils ont à fournir un nombre d'hommes déterminé. A eux de désigner ceux qui doivent partir. On s'explique facilement à quels abus donne lieu un tel système de recrutement, pratiqué selon le bon plaisir de quelques fonctionnaires. Ceux-ci, il est vrai, sont bien passibles de destitution et d'une amende, en cas d'exemption illégale ; mais comme leurs

1. Leur nombre est encore très élevé particulièrement dans l'Imerina. On assure que dans cette province, il dépasse celui des hommes libres. La plupart des esclaves de l'Imerina sont issus de parents réduits à la servitude, à la suite des guerres heureuses dirigées par les Hovas contre les autres tribus de l'île. Actuellement, le sort de ces esclaves n'est pas très pénible. Ils sont fréquemment rétribués. Beaucoup dirigent pour leurs maîtres, avec intelligence, des établissements de commerce ou d'agriculture et prélèvent une part sur les bénéfices. La loi autorise les esclaves à racheter leur liberté ; mais fort peu profitent de cette faculté et préfèrent rester sous la dépendance d'un chef de famille et éviter les différents services et corvées imposés par l'État aux citoyens libres.

opérations ne sont pas sérieusement contrôlées, les chefs déclarent volontiers impropres au service les indigènes qui leur font de riches cadeaux.

Chaque année, le nombre des déserteurs est considérable.

La majorité des Malgaches n'ont en effet que peu de goût pour la vie militaire.

Tous les conscrits sont dirigés sur Tananarive, où on les incorpore. On les réunit, afin de leur apprendre ce qu'ils doivent à la Patrie, à la Reine et au premier ministre.

La levée de 1894 a fourni environ 15,000 hommes à l'armée.

Depuis dix ans, 80,000 soldats ont été enrôlés. Dès que l'opération du recrutement est terminée, la majorité des conscrits rejoignent leur village, où l'instruction militaire leur est donnée sur place; les autres sont affectés à la garde des postes de la côte et de l'intérieur. Ils forment des compagnies de cent hommes, sous le commandement d'un capitaine ou *Amboujinate*.

La partie la plus solide, la mieux organisée et la mieux exercée de l'armée est la garde royale forte de 4,000 hommes, répartis en six bataillons, à Tananarive.

Le premier de ces bataillons de parade est celui qui porte le nom de bataillon de l'*Aigle noir*. Les hommes de l'*Aigle noir* sont vêtus de tuniques rouges et de pantalons noirs collants à la mode anglaise. Ils sont armés de Remington. Ces soldats servent d'escorte d'honneur à la reine ¹.

Les garnisons de l'intérieur de l'île, en temps de paix, se répartissent ainsi, d'après des renseignements officiels recueillis par M. Martineau :

400 hommes à Mevatane ;

50 hommes à Maroway ;

30 à 50 hommes dans chacun des postes qui relient Tananarive à Majunga ;

150 à 200 hommes à Majunga ;

500 hommes à Farafate ;

175 à Manourou ;

700 dans la province de Mananzar ;

800 dans celle de Vohemar ;

150 à Mourounsang ;

90 à Befandriane ;

200 à Ambouimarina.

1. Le retour des troupes à Tananarive en 1886 après la guerre franco-malgache a été décrit par M. Rolland dans les intéressants souvenirs de voyage que nous avons déjà cités :

« Les officiers supérieurs qui constituent l'état-major de l'armée malgache, et ont tous le grade de 12^e, 13^e ou 14^e honneur, sont montés sur de petits chevaux du pays. Ils sont vêtus des uniformes les plus bizarres et les plus excentriques que l'on puisse imaginer. Toutes les armées de l'Europe sont représentées dans ce défilé carnavalesque, où les dorures et les galons ne manquent pas. Avec les

Telles sont les garnisons permanentes. L'ensemble de l'armée régulière mobilisable en temps de guerre peut être évaluée à 60,000 hommes, dont les deux tiers sont à peine exercés. Un certain nombre ont déjà fait campagne contre les troupes françaises de 1883 à 1885; d'autres ont pris part à diverses expéditions, depuis cette époque, contre des bandes de rebelles, mais sans grand enthousiasme.

Dès que la guerre fut déclarée contre la France, le drapeau rouge, arboré dans tous les villes et villages, avertit les soldats encore en activité de rejoindre Tananarive au plus tôt, pour y être incorporés; mais le nombre des réfractaires, malgré le zèle des autorités a été considérable. Une école de cadets, organisée par des Anglais, fournit à l'armée ses officiers. Ceux-ci apprennent à leurs hommes le manie- ment d'armes, l'école de compagnie et l'école de bataillon. Les soldats se montrent généralement disciplinés et obéissants, bien qu'ils ne soient pas logés à la caserne et qu'ils reçoivent — quand ils la reçoivent! — une solde à peine suffisante pour se nourrir. L'équipement et l'habillement ne font pas honneur à l'administration militaire. Régulièrement, l'uniforme des troupes se compose d'un veston et d'un pantalon blanc, d'une toque de même couleur bordée de rouge, aux initiales et aux armes de la Reine.

Le soldat porte un ceinturon noir auquel est suspendu le sabre-baïonnette sans fourreau. La plupart des hommes de l'armée malgache sont misérablement vêtus, bien que des souscriptions aient été ouvertes, à la suite de la déclaration de guerre pour équiper la troupe.

Les officiers portent presque tous des uniformes fantaisistes, plus ou moins riches.

Depuis 1890, les Hovas ont acheté en Europe et en Amérique beaucoup d'armes; ils emmagasinèrent des canons, des mitrailleuses, des fusils à Tananarive, à Fianarantosa, à Mevatane, à Maroway, à Mourousang, à Farafate, à Mahela, à Manourou, à Ambouimarina, etc. Une partie des canons sont, les uns, très anciens et à courte portée, les autres, des pièces Armstrong se chargeant par la culasse, des mitrailleuses, des gardner, des hotchkiss, des hootfoad, des canons-revolvers.

sabres rouillés qui ne doivent sortir des fourreaux que dans de rares occasions, on ferait un curieux musée d'armes ou bien peu d'époques seraient oubliées.

« Quelques heures plus tard, le défilé commence: après l'état-major, la moitié du bataillon de la garde ouvre la marche; le reste la ferme. Les troupes, qui reviennent des côtes où elles ont fait une si rude campagne, sont vêtues d'un *lamba* blanc, sorte de manteau de simple toile. On a eu soin de ne choisir que les hommes les plus valides pour la cérémonie, et on a remplacé les blessés et les malades par des habitants de Tananarive, car le cortège passe devant la Résidence française pour se rendre au palais de la Reine, et on a voulu en imposer à notre Ministre en lui montrant une armée nombreuse. On ne réussira pas cependant à lui donner une haute idée de la puissance militaire des Hovas: l'armement est pitoyable. Chaque soldat est armé d'une sagaye ou lance, d'un fusil et d'une baïonnette; mais les fusils sont de tous les systèmes, principalement à silex ou à tabatière. Les hommes n'ont ni sac, ni ceinturon, ni cartouchière, ni fourreau de baïonnette. Pendant tout le défilé, la foule, où les femmes dominent, ne ménage pas ses applaudissements aux officiers, elle cri: « Veloum tompoké » (vivez maître). Les soldats poussent des hurlements sauvages imitant le chant du hibou: ce sont leurs hourras. Jusqu'à la nuit j'entends les cris que poussent dans le palais la populace et les troupes, mêlés au bruit du canon. »

des pièces de montagne; les fusils, des snyders d'origine anglaise, des remington américains, et de vieilles armes à pierre ridicules.

Ces fusils sont si mal tenus qu'un grand nombre des armes aux exercices de tir, refusent tout service ou éclatent.

La poudre et les cartouches sont fabriquées à Madagascar même.

Le service d'intendance et d'approvisionnement, n'existe pas dans l'armée hova. Chaque corps de troupe vit comme il peut, en campagne, aux dépens du pays occupé.

Le grand instructeur, le chef d'état-major, si l'on veut, des malgaches, est l'anglais Shervington, qui a sous ses ordres un certain nombre d'officiers britanniques¹, ou plutôt d'anciens officiers, aventuriers, la plupart discrédités, ayant dû quitter leur pays à la suite d'incidents fâcheux².

Ces forbans sans patrie et que le gouvernement anglais, tout en les encourageant sans doute, doit lui-même officiellement désavouer, ne sauraient être considérés comme des belligérants. Ce sont, à très peu d'exception près, de véritables écumeurs accourus à Madagascar pour y chercher fortune à main armée, et on traite de tels gens non comme des soldats, mais comme des bandits.

Le prétendu colonel Shervington n'est qu'un ancien sous-officier de l'armée anglaise. Plusieurs journaux de Londres eux-mêmes, le qualifient d'officier de contrebande.

Les Hovas sont généralement bons tireurs.

Nous avons fait de leur armée un portrait peu flatteur. On ne saurait cependant la traiter dédaigneusement en quantité négligeable.

Un homme, quel qu'il soit, dit fort justement le capitaine Humbert, dans son étude sur Madagascar³, quand il a pour arme un fusil à tir rapide et qu'il s'embusque derrière un abri ou un retranchement, est toujours redoutable, surtout s'il combat dans son propre pays. Il ne faut jamais mépriser son ennemi.

1. V. la *Fornightly Review*.

2. Le *Freemans Journal* (janvier 1895), organe du parti nationaliste irlandais, dit au sujet de deux de ces officiers les capitaines Hall et Weldon :

« Ils sont tous les deux Irlandais. Le capitaine Hall a commandé autrefois les troupes de la milice de Wicklow. Quant à M. Hamilton Weldon, il appartient à une bonne famille de Kilmorany. Il était au nombre des officiers de la caserne de Birr qui, il y a quelques mois, causèrent un gros scandale en pénétrant de force dans la chambre à coucher de deux servantes du médecin militaire attaché à cette caserne. »

3. *Madagascar*, par le capitaine Humbert de l'infanterie de marine. Le capitaine Humbert est attaché à l'Etat major du corps expéditionnaire.

CHAPITRE VI

L'occupation de Tamatave.

Troubles à Madagascar. — M. le Myre de Vilers à Tamatave. — Embarquement des troupes de la Réunion. — Le commandant Bienaimé. — Occupation de Tamatave. — L'état de siège. — Mesures de défense. — Bombardement de Farafatte. — Un vaisseau malgache capturé. — Le départ du *Shamrock*. — Retour en France de M. Le Myre de Vilers.

M. le Myre de Vilers et les colons français de Tananarive étaient rentrés sans encombre à Tamatave.

L'ambassadeur extraordinaire de la République fut reçu par le consul, M. d'Anthouard¹.

La population indigène et les autorités malgaches saluèrent le représentant de la France, assuré du reste de la protection des trois vaisseaux qui stationnaient en rade. Les Hovas ne semblaient pas être encore bien convaincus que la République, pour faire respecter son drapeau, ses nationaux lésés et ses droits, irait jusqu'à la guerre.

Le 22 novembre, avait été célébrée à Tananarive la fête annuelle du Bain (Fandroana), sur laquelle nous reviendrons. Le premier ministre prononça, à l'occasion de cette cérémonie, un discours affirmant que les Hovas ne désiraient aucune querelle avec les Français, mais qu'ils défendraient la reine et la patrie jusqu'au dernier homme contre l'invasion. Il donna l'assurance aux étrangers que l'ordre ne serait pas troublé.

Un grand nombre de familles européennes, peu confiantes en ces déclarations, n'en quittèrent pas moins la capitale en toute hâte.

Sur ces entrefaites parvenaient au gouvernement de Madagascar les journaux français et anglais publiant le compte rendu des débats du Palais-Bourbon sur les affaires malgaches, et donnant le détail des mesures prises en vue de la guerre.

Le premier ministre de Ranavalo jugea alors nécessaire de surexciter l'ardeur belliqueuse des Hovas, et les gouverneurs de province reçurent des instructions en ce sens, avec ordre d'appeler sous les drapeaux, dans le plus bref délai, toutes les forces disponibles. En même temps, des armements et des travaux de fortification étaient commencés à Tananarive.

Le premier résultat de ces excitations fut d'ameuter sur plusieurs

1. Récemment nommé chevalier de la Légion d'honneur pour services exceptionnels à Madagascar.

points les indigènes contre les étrangers et leurs établissements. Un colon originaire de l'île Maurice, M. de Sornay, se croyant suffisamment protégé en qualité de sujet anglais, fut tué à la fin de novembre dans sa propriété d'Ivondrona¹, sur la côte Est, à peu de distance de Tamatave.

Les Malgaches furieux ne faisaient-ils plus de distinction entre Français et Anglais? Le premier ministre attendait cependant impatiemment l'arrivée d'officiers britanniques sur le concours desquels il comptait.

M. de Sornay, comme Mauricien ami très dévoué de la France, n'avait guère à compter, tel était du moins l'avis de l'autorité malgache sur la protection anglaise, et en effet le gouvernement britannique se garda de formuler une réclamation ou une protestation. Bien plus, un des principaux et très lus journaux de Londres, le *Daily Graphic*, s'efforça de démontrer que M. de Sornay avait mérité son sort. Il raconta que le Mauricien, sommé par le commandant militaire malgache de quitter sa propriété nécessaire à la défense des lignes hovas, avait refusé d'obéir à cet ordre formulé en vertu des lois de la guerre.

« Le gouverneur, fidèle à sa parole, ajoutait le *Graphic*, fit partir un détachement à l'heure dite pour expulser le Mauricien; celui-ci se croyant assez fort pour résister, prit son fusil et le déchargea deux fois sur la petite troupe, et il se préparait à tirer encore quand l'ordre de faire feu fut donné; il tomba mort. On dressa l'inventaire de ses meubles qui furent emportés et la maison détruite. Le malheureux ne peut accuser personne de sa mort, sinon lui-même; et laissez-moi faire ici une observation relativement aux Mauriciens : Un très petit nombre parmi ceux qui sont à Madagascar parlent l'anglais, la plupart sont purement et simplement des Français qui se font inscrire comme sujets anglais dans un but politique; ils peuvent ainsi s'employer fructueusement comme agents secrets au service de la France. Que les sujets anglais soient ici dans la plus parfaite sécurité, cela ne peut pas faire l'ombre d'un doute; mais si l'un d'eux vient à être surpris se livrant à de tels actes et qu'il soit ainsi prouvé qu'il est au service de la France, je n'hésite pas à dire qu'il sera jugé d'après les lois qui punissent l'espionnage en temps de guerre et qu'il n'est pas un Anglais qui puisse avoir la moindre pitié pour lui. »

Ces odieuses insinuations furent démenties avec une légitime indignation par le frère de M. de Sornay, qui affirma que celui-ci n'avait opposé aucune résistance armée aux Hovas et qu'il était mort assassiné, après avoir vainement invoqué la protection du consul anglais à Tamatave, M. de Sauzier.

1. M. de Sornay fournissait à Tamatave des légumes et de la viande fraîche.

Ce diplomate n'intervint du reste ni pour le sauver ni pour le venger.

Les Mauriciens, fidèles à la France, après 80 ans d'annexion, sont considérés par les Anglais comme le sont les Alsaciens-Lorrains par les Allemands. Qu'importait donc au consul britannique l'assassinat de M. de Sornay ?

A Tamatave, où se trouvait encore M. Le Myre de Vilers, aucun préparatif de guerre n'était entrepris dans les forts. Les soldats de la côte se retiraient derrière les retranchements de Farafate, mieux abrités contre les obus français.

L'occupation de Tamatave par nos troupes était imminente. Au début de chacune des expéditions précédentes, la prise de possession de cette ville fut une des opérations effectuées, dans le double but d'avertir les Hovas que le gouvernement français renonçait à négocier pour agir, et aussi de s'emparer d'un point important de la côte et d'un bon port de débarquement. En novembre 1893, le gouvernement français ne disposait que de quelques compagnies d'infanterie de marine à la Réunion et des navires en station le *Primauguet*, le *Dupetit-Thouars* et le *Papin*, sous les ordres du commandant Bienaimé. Les troupes étaient commandées par le lieutenant-colonel Colonna de Giovellina. Elles reçurent l'ordre de s'embarquer le 3 décembre sur le transport le *Peï-ho*. Le 5, ce navire, après avoir essuyé un gros temps au large, faisait son entrée en rade et allait prendre le mouillage que lui indiquaient les signaux du commandant de la division navale.

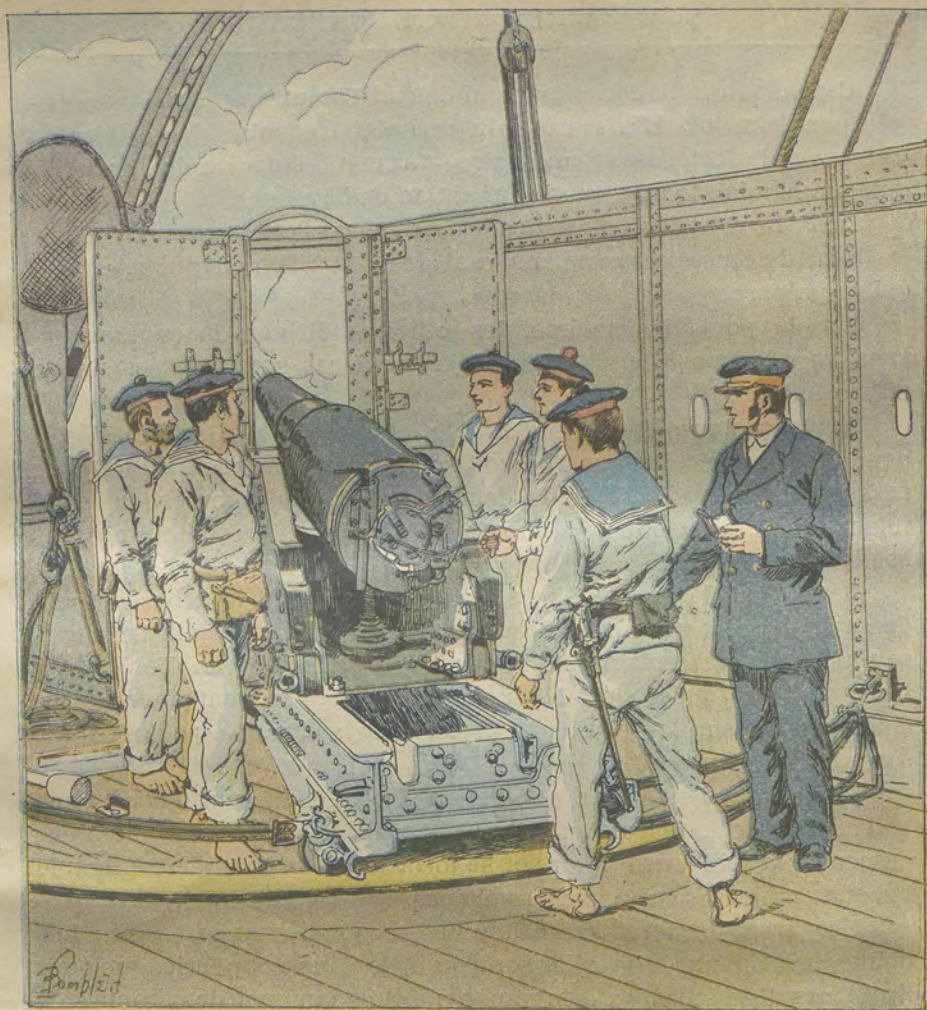
A Tamatave, l'arrivée du *Peï-ho* fit sensation. Une partie de la population indigène, effrayée, s'enfuit vers Farafate. Les colons étrangers n'étaient eux-mêmes que fort peu rassurés, dans la crainte d'un combat. Les soldats hovas, en effet, n'avaient pas tous abandonné le fort.

Le débarquement de l'infanterie de marine française ne s'opéra cependant pas le 5, comme on le prévoyait.

M. Le Myre de Vilers voulait accorder aux Hovas le temps de réfléchir. Il adressa dans ce but une dernière note au gouverneur de Tamatave.

A bord, officiers et soldats s'impatientaient. Afin de les distraire, une fête fut organisée le 6 au soir sur le *Peï-ho*. Tous les états-majors des navires de guerre assistèrent à un concert improvisé par la musique du vaisseau, et par de nombreux amateurs et diseurs de monologues ou de saynètes comiques. Cette soirée fut des plus gaies.

Les cinq journées qui suivirent parurent bien longues; enfin le 12, dès le matin, le *Papin* transmit au chef de la division navale l'ordre d'attaque. En même temps, M. Le Myre de Vilers, les délais accordés à l'ennemi étant écoulés, avisait les consuls étrangers que les troupes françaises allaient occuper la ville. La colonie européenne fut donc avertie. Elle était du reste plutôt tranquillisée depuis deux



Bombardement de Tamatave.

jours; on savait en effet que les Hovas n'opposeraient pas de résistance sérieuse.

Les troupes du colonel Colonna de Giovellina étaient sous les armes, prêtes à descendre à terre au premier signal. Les clairons du bataillon sonnent joyeusement le rassemblement. L'attitude des soldats est superbe. Un immense cri de « Vive la France ! », répété par les équipages des autres navires, retentit dans la rade.

Il est cinq heures, le remorqueur le *Nemo* conduit au *Pei-ho* une série de chalands de débarquement. Le temps est resplendissant; sur tous les navires de guerre commence le branle-bas de combat. Matelots et canonniers sont à leurs postes, les canons-revolvers brillent dans les mâts d'artimon, les grosses pièces prêtes à aboyer...

Cependant, la batterie hova qui défend Tamatave est encore occupée par l'ennemi. L'interprète du consulat français, M. Berthier se dirige vers le fort, en parlementaire, et remet à l'officier de Ranavalo qui commandait le poste une sommation de l'évacuer.

Dans la ville, les colons français ou étrangers sont tous debout. Du haut de leurs terrasses, ils vont assister à l'émouvant spectacle qui se prépare.

Sur le pont des navires, les officiers dirigent leurs longues-vues vers les positions hovas; déjà les pièces sont pointées sur le même but.

Après quelques instants d'attente, et à peine M. Berthier s'est-il acquitté de sa mission que l'on voit sortir précipitamment du fort une masse confuse et bariolée de deux à trois cents hommes qui s'enfuient dans la direction de la montagne et gagnent précipitamment les sentiers qui y conduisent.

Le colonel Colona de Giovellina presse aussitôt le débarquement de ses hommes, qui s'effectue dans l'ordre le plus parfait. Les marsouins, dont un certain nombre ont déjà vu le feu au Tonkin, au Dahomey, au Soudan ou à Madagascar même, prennent place sur les chaloupes et sur les chalands. Il est huit heures. La petite flottille s'avance vers le rivage.

Le commandant Bienaimé et le colonel Colona sont à bord d'une baleinière; les embarcations abordent sans encombre. Les hommes descendent rapidement à terre et se forment en sections de combat, le *Lebel* en main, les cartouchières pleines.

Une avant-garde et ses éclaireurs reconnaissent le terrain. Les points principaux de la ville sont occupés sans coup férir, quelques tirailleurs débouchent dans la campagne. A ce moment, des groupes de Hovas apparaissent aux alentours du fort. Des coups de feu partent,

Le commandant du *Dupetit-Thouars*, qui, du haut de sa passerelle, surveille le mouvement, donne l'ordre de tirer sur ces groupes trois ou quatre coups de canon-revolver, et fait lancer dans la même direction deux obus de gros calibre.

Le pavillon hova, qui flotte encore sur le fort abandonné, est abattu à la première décharge. Trois Hovas, dont un officier, sont atteints; les autres se sauvent à toutes jambes. C'est une inénarrable panique. Le feu cesse aussitôt.

La colonne française entoure le fort. Le chef de bataillon d'infanterie de marine Cluzel y pénètre le premier. Le commandant Bienaimé le suit de près; il fait immédiatement hisser le drapeau français sur la batterie.

— Madagascar est désormais terre française, s'écrie-t-il. Nous ne l'abandonnerons plus!

Des détachements d'infanterie de marine se portent en avant dans

la plaine jusqu'à la rivière de Manangarèse; mais, nulle part, l'ennemi ne fait mine de résister. Nous sommes maîtres de Tamatave et de la campagne environnante.

De la ville indigène sortent précipitamment un grand nombre de Malgaches, nos soldats ne s'opposent pas tout d'abord à leur départ; à dix heures du matin seulement, ordre est donné de ne laisser franchir par personne la ligne des avant-postes.

Aucun trouble, aucun désordre. Un pasteur anglais, le Révérend G.-H. Houldec, peu suspect de sympathies pour la France, a dû rendre lui-même justice à la bonne attitude de nos soldats. Nous invoquons son témoignage d'une valeur toute particulière en pareil cas :

« Pendant que se passaient ces événements, dit-il, les créoles et les autres partisans des Français parmi les habitants de Tamatave avaient commencé à piller le quartier indigène ; mais les troupes régulières ne prirent aucune part à ce pillage et traitèrent les gens humainement. De fait, les soldats français se conduisirent de la façon la plus modérée et firent souvent preuve de bonté. Ma femme et moi, observions les opérations d'une fenêtre de l'étage supérieur de notre maison, d'où nous pouvions embrasser toute la scène.

« Nous pûmes voir deux soldats français accompagner, en le soutenant avec précaution, un vieillard hova, que sa famille avait laissé là, parce qu'il était trop infirme pour s'en aller avec elle. Vers le soir cependant, lorsqu'il n'y avait plus à redouter aucun danger d'une attaque des Hovas et que les troupes s'étaient installées, quelques soldats s'étant laissés aller à boire un peu trop de rhum abandonné dans le quartier indigène, perdirent le respect de la discipline et se livrèrent à quelques petits actes de pillage: il n'est que juste de dire, néanmoins, que leurs chefs firent une enquête sur ces faits et punirent les coupables.

« L'occupation fut tout le contraire de celle de 1883; il n'y eut, cette fois, ni bombardement destructif sans raison, ni mauvais traitements des gens. »

Le dimanche même, les pasteurs célébrèrent paisiblement le service au temple et sermonnèrent leurs ouailles.

Les troupes d'infanterie de marine établirent leurs bivouacs hors de la ville. Au loin, flambaient plusieurs villages incendiés par les Hovas.

Dès le lendemain, le commandant Bienaimé proclamait l'état de siège et ordonnait les mesures nécessaires pour que la place fût immédiatement mise en état de défense. Des détachements de matelots et de marsouins firent évacuer les habitations situées dans la zone de combat. Au nombre de ces habitations, le consulat britannique et le bâtiment de la « London Missionary Society » ainsi que l'église furent occupés sans aucune protestation.

Un grand nombre de cases et d'arbres gênant la défense ou le feu de nos postes sont abattus.

Deux blokhaus sont fortement armés, des retranchements protégés par une barrière en treillis métallique à pointe les reliant à travers la plaine.

Nos marins procédèrent eux-mêmes au déménagement du consulat anglais transformé en poste français.

Dès le 12 décembre au soir, le commandant Bienaimé, soucieux de la santé et de la discipline de ses troupes, ordonna la fermeture de tous les débits de boissons à Tamatave, et l'affiche suivante fut apposée dans les différents quartiers de la ville.

DIVISION NAVALE DE L'OcéAN INDIEN

« Le capitaine de vaisseau, commandant de la division navale de l'Océan Indien, ayant pris possession de la ville de Tamatave au nom du gouvernement de la République française, considérant que cette place est investie par des troupes hovas qui interceptent les communications du dehors au dedans et du dedans au dehors, déclare Tamatave en état de siège et nomme comme commandant de la place M. le lieutenant-colonel d'infanterie de marine Colonna de Giovellina (Auguste-Napoléon-Emmanuel-Lucien).

« Tamatave, le 12 décembre 1894.

« *Le capitaine de vaisseau chef de division,*

« *Signé : BIENAIMÉ. »*

M. Le Myre de Vilers, dont la mission était terminée, s'embarqua le 27 décembre, ainsi que le consul de France M. d'Anthouard pour rentrer en France¹. De Zanzibar, le 2 janvier, il adressa à Paris au ministre des affaires étrangères une dépêche ainsi conçue :

« En réponse à ma communication du 1^{er} décembre, le premier ministre proteste contre la prise de Tamatave et la violation du traité. Il rend le gouvernement de la République responsable des préjudices dont peuvent être victimes les Français, les Malgaches et les étrangers.

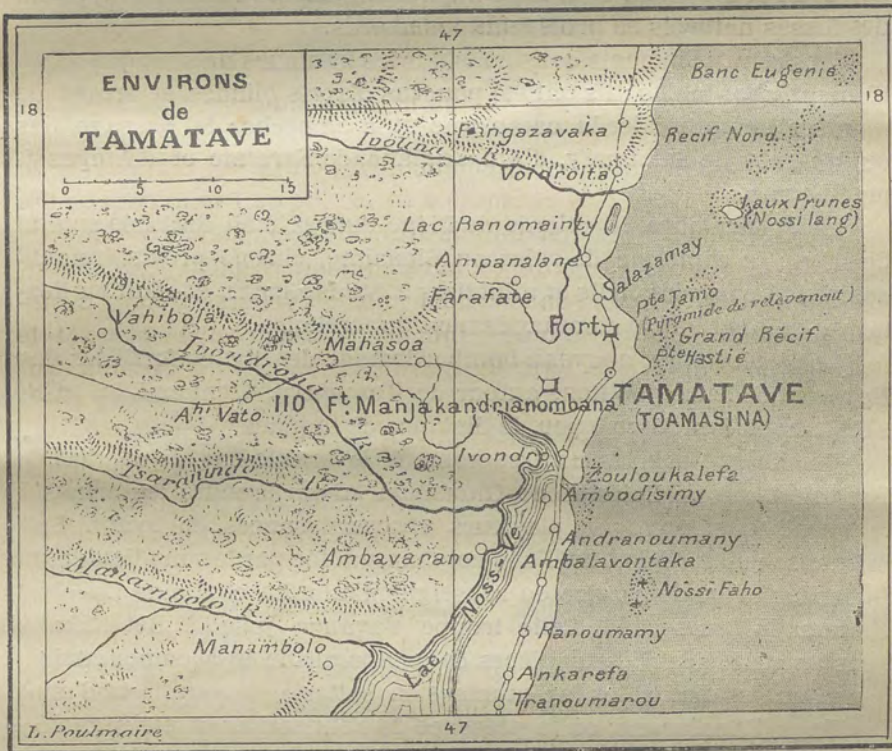
« Rainilaiarivony a espéré que vous approuveriez le bon esprit du contre-projet qu'il m'a remis le 24 octobre. Je n'avais plus qu'à me retirer.

« LE MYRE DE VILERS. »

1. Au retour de la mission qu'il remplit à Madagascar, M. Le Myre de Vilers, député, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, reçut, par décret du 12 février, le titre d'ambassadeur honoraire.

L'autorité française s'était substituée à Tamatave à l'autorité malgache. Et tout d'abord, elle avait pris possession des douanes, dont le produit est la garantie du paiement de la dette.

M. Ranchot, résident général adjoint, s'installa dans la ville, comme représentant du gouvernement français, le lendemain du départ de M. Le Myre de Vilers, mais l'état de guerre mit bientôt fin à ses fonctions. Il s'embarqua en janvier pour la France.



La première opération de guerre s'était accomplie sans aucune perte de notre côté. Nous avions pris possession du grand entrepôt de Madagascar, véritable centre de tout le commerce de l'île; mais les forces hovas s'étaient concentrées à peu de distance, derrière les lignes de Farafate, d'où elles pouvaient continuer à nous inquiéter. Le 23 décembre donc, cette position, déjà plusieurs fois disputée de 1883 à 1885, fut bombardée par l'escadre. Les batteries ennemies ripostèrent; leur feu était si mal dirigé que pas un de leurs projectiles n'atteignit les navires français.

Un croiseur hova l'*Ambohimanga*, le seul bâtiment de guerre de la marine malgache fut capturé¹ sur la côte.

Après un court combat d'artillerie, les Hovas abandonnèrent plusieurs de leurs retranchements; mais le colonel Colonna, ne voulant pas aventurer les forces trop peu importantes numériquement dont il pouvait disposer, ne fit pas occuper immédiatement Farafate.

Ces lignes fortifiées, devant lesquelles avait échoué l'amiral Miot en 1885, sont, du reste, d'une défense facile. La plaine de Tamatave est fermée à l'ouest par une chaîne mamelonnée; au nord et au sud par deux cours d'eau dont les affluents longent les collines et forment des fossés naturels en protégeant les abords.

Les retranchements construits sur les hauteurs ne sont que péniblement abordables; ils ont été pourvus d'abris blindés et armés de manière à commander la campagne et à empêcher le passage des quatre gués de Sahamafy, d'Ampanalane, de Farafate et d'Ampassimandorana.

Le 24 décembre, la colonie de Diégo-Suarez était déclarée en état de siège; le capitaine de vaisseau Bienaimé, chargé provisoirement des pleins pouvoirs civils et militaires à Madagascar, confiait au lieutenant-colonel Piel le commandement du territoire.

Le 29 décembre, nouveau bombardement des lignes fortifiées des Hovas et de leurs positions autour de Tamatave. L'ennemi, en effet, s'était montré en force à peu de distance de la place.

Tandis que sur les navires sonnait le branle-bas de combat, le lieutenant-colonel Colonna de Giovellina faisait prendre les armes à la garnison et envoyait plusieurs reconnaissances en avant. Lui-même, se mettait à la tête d'une colonne, guidée par le sous-lieutenant Durand, chargé du service de renseignements. Le capitaine Lavoisat commandait en second. Cette troupe s'avança jusqu'à Betainomby sans aucun incident. Deux pièces de campagne de 80 accompagnaient la reconnaissance. Elles furent mises en batterie et couvrirent d'obus le village d'Analarona, où la présence de l'ennemi avait été signalée.

A huit heures, les navires de l'escadre commençaient le feu. Le *Dupetit-Thouars* prenait les retranchements des Hovas en enfilade; ses obus, bien dirigés, éclataient de front au milieu même des lignes malgaches. Ces projectiles à la mélinite y causaient de terribles ravages.

De tous côtés apparaissaient des fuyards vêtus de lambas blancs².

1. Ce navire a été construit à Bordeaux par la Société des chantiers et ateliers de la Gironde. Sa longueur est de 35-90, sa largeur de 5-60; il est gréé en goëlette; sa machine est de la force de 176 chevaux et sa vitesse moyenne de 10 nœuds 2/10. La coque est en fer, l'armement n'a jamais été bien redoutable. L'*Ambohimanga* portait, en effet, non un canon Armstrong, mais un canon Canet de 10 centimètres donné par le gouvernement français avec deux canons-revolvers. Son tirant d'eau est de 2-25; il a été lancé en 1889.

2. Lambas, grandes pièces de toile dans lesquelles les Hovas se drapent à la mode espagnole; au-dessous de cette étoffe, ils portent une chemise blanche et un caleçon. Sur la tête, le chapeau de paille.

Le *Papin* envoyait alors ses obus au loin dans les ravins où se réfugiaient les ennemis en déroute. Surpris par cette brusque attaque et cette grêle de projectiles, les Hovas ne répondirent pas tout d'abord. Cependant, vers onze heures et demie du matin, une batterie, près de Majakandrianomba, lâcha quelques bordées sur les navires et particulièrement sur le *Papin* qui s'était rapproché de la côte. Mais aucun des obus ennemis n'atteignit son but, et la batterie, vigoureusement bombardée par l'escadre et par les deux pièces d'artillerie de marine venues de Tamatave, fut promptement réduite au silence. Un grand nombre de Hovas tombèrent morts ou blessés dans cette journée, complément nécessaire de celle du 27 décembre, et qui eut surtout pour effet de calmer l'ardeur des chefs ennemis en leur donnant une salutaire leçon. Nos effectifs à Tamatave étaient encore très faibles. Il importait de mettre la place à l'abri d'un retour offensif, de disperser les postes hovas de plus en plus menaçants qui inquiétaient la garnison, et de lui « donner de l'air », comme on dit en termes militaires.

Quant à l'effet moral, il n'était pas à dédaigner. Les Hovas purent se convaincre, dès les premiers jours de la campagne, de la supériorité de notre armement. La portée de nos canons et les foudroyants obus à la mélinite, réduisant en poussière d'énormes retranchements, stupéfièrent et épouvantèrent l'ennemi qui se croyait en sûreté à plusieurs kilomètres dans les terres, séparé de la côte par des accidents de terrain et hors de la vue des Français. Les Hovas ignoraient encore et il apprirent à leurs dépens, en fuyant devant les projectiles qui leur semblaient tomber du ciel, que notre artillerie pouvait atteindre un but, sans le voir, d'après des calculs sûrs et à de prodigieuses distances.

L'infanterie de marine bivouaqua sur les positions occupées dans la matinée.

Cependant l'infériorité numérique de nos troupes ne leur permit pas de profiter de tous les avantages de la journée du 29 décembre. Le colonel Colonna ne pouvait guère mettre en ligne que quatre ou cinq cents hommes; il aurait donc été dangereux de les étendre outre mesure. Beaucoup de jeunes soldats subissaient déjà l'effet pernicieux du climat de Tamatave; ils étaient d'autant plus éprouvés que le service des nombreux postes de la place devenait très pénible. Les hommes étaient surmenés. Ils avaient eu à supporter les plus dures fatigues tantôt sous un soleil de plomb, tantôt sous des torrents de pluie. Des fiévreux entraient chaque jour aux ambulances; grâce à des soins pressés et intelligents, la plupart de ces malades se rétablirent assez promptement.

L'attitude nécessairement, expectante pendant le cours de janvier, du petit corps expéditionnaire français à Tamatave rendit quelque

courage aux Hovas, qui surent mettre ce temps à profit, et réparèrent les dégâts causés par le bombardement du 29 décembre à leurs retranchements. Leur artillerie, ce jour-là, avait à peine riposté à la nôtre. Elle fut renforcée. Six cents hommes des tribus voisines de Diego-Suarez vinrent, sous les ordres de leurs chefs indigènes s'enrôler à Farafate. Des artilleurs mieux exercés furent envoyés de Tananarive.

Le 24 janvier, ils tentèrent une expérience qui, du reste, ne réussit pas. Les canons malgaches en batterie, sur les positions dominant Tamatave, commencèrent à bombarder la ville, tandis que les troupes hovas et deux canons s'avançaient dans la brousse. Le feu était si mal dirigé que les projectiles ne causèrent aucune perte à nos troupes.

Le *Papin* et une batterie de terre ripostèrent immédiatement à l'ennemi et le réduisirent bien vite au silence.

Le 30 janvier, une compagnie d'infanterie de marine se dirigea, en reconnaissance, vers l'Ivondrona. Le capitaine qui la commandait releva les travaux de défense entrepris par l'ennemi et constata qu'un officier européen allait et venait dans les lignes Malgaches où il présidait à l'organisation de la résistance.

Dès le lendemain, pour prouver aux Hovas que nos batteries ne s'endormaient pas, ces retranchements furent vigoureusement canonnés.

Les pièces ennemies ripostèrent; mais tous leurs projectiles tombèrent à plus de 1.500 mètres des postes français.

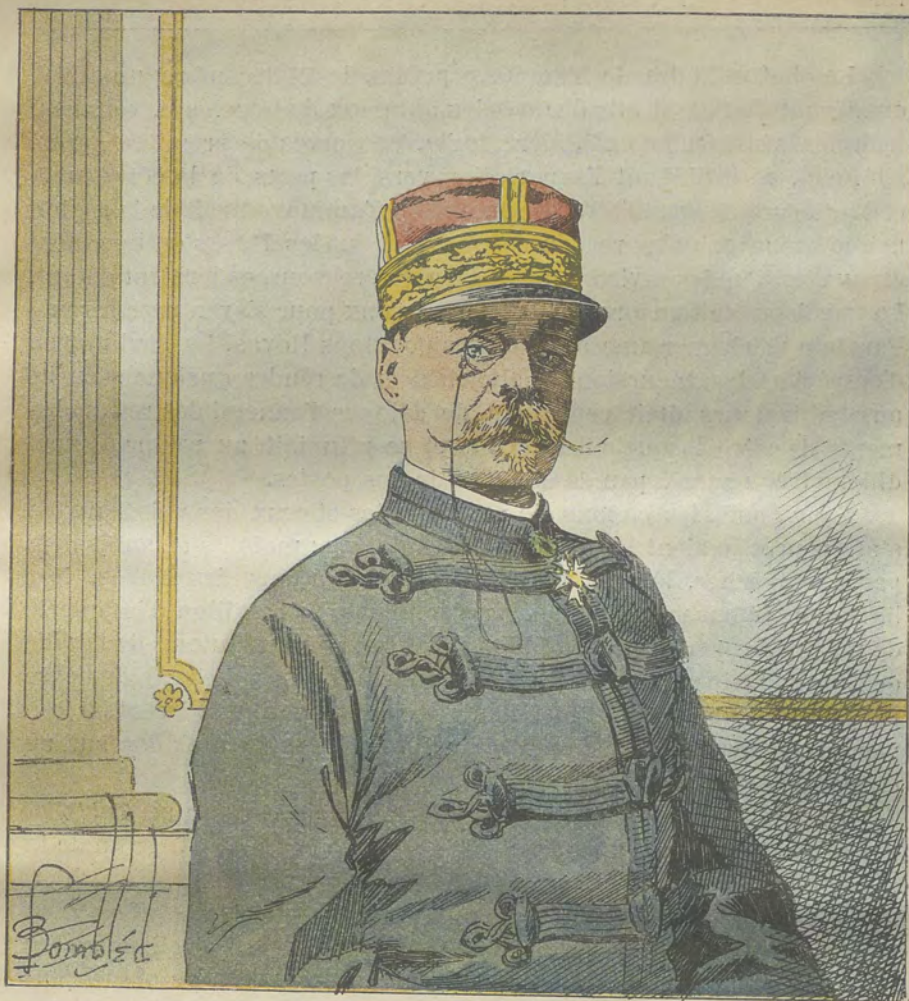
Le 5 février, de six à sept heures du matin, nouveau bombardement des lignes des Hovas. Le lendemain, une reconnaissance, comprenant une brigade de gendarmerie, deux pièces de 80 de campagne et une centaine d'hommes d'infanterie de marine, s'avança, sous les ordres du colonel Colona de Giovellina, jusqu'au delà d'Amparasantany. Les canons démolirent un ancien fort construit par Radama I^{er} et portant le nom harmonieux de Miandrifanjakana. Les défenseurs de ce fort s'enfuirent dès les premières décharges.

Dans la nuit du 22 au 23 mars, alerte aux avants-postes. L'ennemi fut repoussé et perdit une vingtaine d'hommes fauchés par les feux de salve.

Ces combats fréquents tenaient nos troupes en haleine et en imposaient à l'ennemi. Celui-ci, malheureusement, grâce à sa supériorité numérique, continuait à interrompre toutes les communications de Tamatave avec l'intérieur de l'île.

Bien que l'ordre le plus parfait fut maintenu dans la ville, la situation des colons et des indigènes devenait de plus en plus difficile.

A la fin de décembre, les habitants de Tamatave ne vivaient que de viande de conserve. Ni légumes, ni volailles, ni œufs n'entraient plus dans la place. Les petits fermiers des environs, les cultivateurs



Le général Zurlinden, ministre de la guerre.

installés depuis longtemps sur les rives du Manangarèse et de l'Ivondrona, placés entre deux feux et terrifiés par les menaces des Hovas, avaient déserté leurs demeures, abandonné leurs champs. En quelques jours, des bandes indigènes pillèrent et dévastèrent ces propriétés encore très prospères, à l'ouverture des hostilités.

Brusquement, les denrées les plus indispensables, surtout aux habitants des pays tropicaux renchérirent. Impossible de se procurer un œuf à moins de 0 fr. 50 pièce ; le lait, — et quel lait ! — coûtait un franc le litre, etc. .

Des délégations s'adressèrent au commandant Bienaimé, lui demandant de prendre les mesures nécessaires pour remédier à cet état de choses.

Le chef militaire de Tamatave publia, le 24 décembre, un arrêté exonérant de tous droits d'entrée les animaux de boucherie, volailles, légumes, vins, fruits, café, bière, huile, conserves de première nécessité, etc., et prohibant l'exportation vers les ports de la côte; mais cette mesure ne produisit que peu d'effet. Tamatave tirait de la région même ses principales ressources, or, tant que les Hovas occuperaient et ravageraient les environs de la place, ces ressources feraient défaut. La garnison était encore trop peu nombreuse pour s'aventurer jusqu'à Farafate et risquer une attaque des positions Hovas. Le seul moyen d'empêcher les incursions malgaches et de rendre quelque sécurité aux cultivateurs était cependant de déloger l'ennemi des retranchements derrière lesquels il s'abritait et se réfugiait, au retour d'expéditions fréquentes à peu de distance de nos postes.

Sans doute, les canons de nos batteries et ceux des vaisseaux en station protégeaient les abords de Tamatave; mais ils ne suffisaient pas à empêcher, la nuit surtout, les dévastations des Hovas. Nos lignes de défense étaient déjà très étendues, le bataillon d'infanterie de marine, surmené ne tenait les nombreux postes autour de la ville qu'à grand'peine et au prix des plus rudes fatigues. Les cas de fièvre paludéenne, peu graves fort heureusement, se multiplièrent en janvier et en février. On comptait à cette époque 160 malades sur un effectif de 450 hommes.

Un officier de marine, dans une lettre adressée aux *Tablettes des Deux-Charentes*, exposait ainsi la situation en mars, à la fin de la mauvaise saison :

« Voici l'hivernage aux trois quarts terminé, et le moral est bon, bien que l'état sanitaire ne soit pas très brillant. En rade, chacun est un peu fatigué, sans être malade. Nos camarades de terre sont les plus éprouvés. A cette date, en effet, le bataillon d'infanterie de marine venu de la Réunion à Tamatave, a un tiers de son effectif malade. S'il était obligé de marcher, au bout de huit jours, il n'y aurait peut-être pas cinquante hommes sur pied. La fin de la mauvaise saison approche, heureusement. On a commis une faute énorme en expédiant ici nos troupes un mois trop tôt; mais les soins ne leur manquent pas: on les renvoie soit en France, soit à Saint-Denis, capitale de la Réunion, et jusqu'à présent, nous n'avons perdu que neuf hommes depuis l'occupation de Tamatave. Les Hovas sont toujours à six kilomètres de la ville, prudemment renfermés dans les lignes de Farafate. Ils ne nous gênent que d'une seule façon: en nous bloquant trop bien au point de vue des vivres, qui doivent tous venir de l'intérieur... »

L'infanterie et l'artillerie furent logés en dehors de la ville, dans les cases construites à proximité des retranchements. Les officiers, logés avec leurs hommes, se prodiguaient, donnaient à tous l'exemple.

A leur tête, le commandant Cluzel, secondé par les capitaines La-

carrière, Dedouit, Fournier, les lieutenants Bouquet, Roy, Dardaine, Robin, les sous-lieutenants Marroix, Goguepain et Durand, ce dernier, officier de réserve, dirigeait avec un zèle qui ne se démentit pas un instant le service des avant-postes. Le Dr Seguin donnait ses soins aux nombreux malades et veillait à l'hygiène des troupes.

Trente deux soldats fiévreux furent évacués au mois de février sur la Réunion et envoyés pour y séjourner jusqu'à complet rétablissement aux sanatoria de Saint-François de Salazie.

La population civile de Tamatave était fort éprouvée par la variole la dyssenterie et l'anémie, résultant d'une alimentation mauvaise et insuffisante. Les médecins de la marine firent preuve, dans ces circonstances difficiles d'un beau dévouement.

La colonie étrangère, la colonie anglaise elle-même durent rendre un hommage reconnaissant à tous ces braves gens. Les relations étaient du reste excellentes entre les militaires et les habitants.

En vertu des droits que lui conférait l'état de siège, le commandant Bienaimé nomma administrateur municipal de Tamatave, un résident français, M. Chaloin.

A l'occasion du premier de l'an les principaux membres de notre colonie voulurent témoigner de leurs sympathies aux officiers du corps d'occupation.

Les uns et les autres se réunirent. Le représentant du comptoir d'escompte, parlant au nom des Français de Tamatave, prononça une patriotique allocution :

« Je viens, dit-il, vous présenter tous nos remerciements pour la sollicitude dont vous nous avez entourés, ainsi que nos vœux les plus sincères, à l'occasion du nouvel an. La situation actuelle nous réserve encore une série de jours difficiles ; mais nous pouvons, pour ainsi dire, en compter le nombre, et nous savons, d'autre part, qu'ils sont la conséquence inévitable de l'action engagée ici. Nous apercevons déjà, dans un avenir prochain, le calme et la confiance de la certitude que nous avons tous de trouver, à l'ombre de notre drapeau, sécurité et justice égale pour tous... Grâce à vous notre fier drapeau flotte sur Tamatave, comme il flottera bientôt, nous en sommes certains, sur de nombreux points à Madagascar ; grâce à vous, la France aura un fleuron, et non des moindres, à ajouter définitivement à son domaine colonial, et nous verrons dans la France Orientale, comme dans la mère patrie, l'application de notre fière devise : Liberté, Égalité, Fraternité.

Le commandant Cluzel répondit, au nom de tous les officiers :

« Je vous remercie du juste hommage que vous rendez aux chefs distingués à qui le gouvernement français a confié l'honneur de dénouer une situation devenue intolérable à tous...

« Le commandant Bienaimé vous a garanti une sécurité absolue et vous a doté d'une administration municipale, se montrant ainsi, à la

fois, chef militaire habile et administrateur prévoyant; grâce à lui, pendant que le sang-froid et le courage du colonel Colona vous défendent contre l'ennemi du dehors, l'esprit bienveillant et conciliant de M. Chaloin, groupant les sympathies, maintiendra l'ordre intérieur et entamera la lutte contre l'insalubrité. Les mauvais jours que nous passons me semblent l'aurore d'une période lumineuse prochaine, où la justice, la civilisation, le progrès sous toutes ses formes triompheront enfin. Sur ces champs, que la bravoure de nos soldats saura conquérir, se développera avec les voies de communication la richesse, fille de l'industrie et du commerce. Ce résultat est proche, et puissent nos efforts et nos vœux en rapprocher la réalisation! En ce moment où le monde entier a les yeux fixés sur la grande île, les Français de Madagascar ne peuvent faire autrement que d'adresser un souvenir de respectueux dévouement et d'affectueuse gratitude à la France qui s'apprête à verser pour eux le sang de ses enfants. »

Officiers et colons acclamèrent la patrie.

Le commandant Bienaimé remit, quelques semaines plus tard, des médailles d'honneur de 1^{re} et de 2^e classe à un certain nombre de Français, de créoles et d'indigènes qui s'étaient distingués par leur dévouement en novembre et décembre 1894, avant le débarquement des troupes du colonel Colona, en s'efforçant de rétablir l'ordre troublé par des bandes de pillards et d'incendiaires ¹.

Une cour martiale siégeait depuis l'occupation de la ville et la proclamation de l'état de siège. Elle condamna à mort, en janvier, deux indigènes convaincus d'espionnage, et peu après, à vingt ans de travaux forcés, un Américain, M. Waller, ancien consul des Etats-Unis à Madagascar, coupable d'avoir correspondu avec l'ennemi et de lui avoir fourni des renseignements. Ce Waller, très hostile à la France, et qui avait, en maintes circonstances, suscité des difficultés à nos résidents, fut, on devait le prévoir, chaudement défendu par la presse anglaise. Sa condamnation n'en produisit pas moins le meilleur effet. Il était nécessaire de faire un exemple ².

Le chef de la municipalité, M. Chaloin, d'accord avec l'autorité militaire, prit de salutaires mesures d'hygiène. Les indigènes, restés à Tamatave, furent tous vaccinés par ordre. Des corvées bien organi-

1. Nous relevons sur cette liste les noms suivants :

Médaille d'argent de 1^{re} classe — M. Pierre-Emile-Octave-Marie-Gilbert, capitaine.

Médaille d'argent de 2^e classe. — MM. Louis-Joseph Mithridate; Paul-Emile-Maurice Gribaumont; Marie Zipy, noir de Sainte-Marie; Botolie, noir de Sainte-Marie; Antiki, Comorien; Valaba, noir de Sainte-Marie; Botovelo, noir de Sainte-Marie; François-Paul, noir de Nossi-Bé; Saïdy Boto, noir de Sainte-Marie; Jérôme, Sakalave du Nord.

Mentions honorables. — MM. Amédée-Charles Orieur, Jean-Auguste Menli, Séquard. Estrangin, sapeurs-pompiers à la compagnie temporaire de Tamatave :

Tamatave, 2 novembre au 12 décembre 1894 : ont, jusqu'au moment du débarquement et de la prise de possession de Tamatave par les troupes françaises, maintenu l'ordre dans la ville, et préservé du pillage et de l'incendie la colonie européenne. Plusieurs d'entre eux ont été grièvement blessés.

2. Il existe, on le sait, entre Madagascar et les Etats-Unis des relations déjà anciennes. Deux maisons américaines, la maison Geldart, de Boston, et la maison Poupart, de la Nouvelle-Orléans, ont des comptoirs à Tamatave. Elles importent des étoffes et exportent des peaux de bœufs.

sées, débarrassèrent la plage et les rues des monceaux d'immondices qui y étaient accumulés.

Des bouges immondes, débits d'alcool frelaté, où beaucoup d'indigènes passaient la nuit, furent impitoyablement fermés. Défense était faite à ces indigènes, Betsimarakas, Antaimoras, Makoas, de circuler dans la ville après neuf heures du soir.

Ces excellentes dispositions valurent au commandant Bienaimé, au colonel Colona de Giovellina et à M. Chaloin d'unanimes félicitations.

Mais les consignes des ordres donnés ne pouvaient être exécutées strictement qu'au prix d'une surveillance rigoureuse, imposant encore un surcroît de fatigue aux officiers et à leurs hommes.

Il était urgent de renforcer les premières troupes engagées à Tamatave. L'infanterie de marine mit donc sur pied à Toulon plusieurs compagnies qui furent embarquées dans les premiers jours de janvier à destination de Tamatave et de Diégo-Suarez.

Le *Shamrock* enfin recevait à Toulon l'ordre d'appareiller, avec ordre d'embarquer à Philippeville une partie des troupes d'Algérie appelées à faire partie du corps expéditionnaire. Il devait prendre à son bord plus de huit cents hommes et un matériel considérable.

Ce chargement, de 650 tonnes, comprenait les diverses pièces démontées d'un wharf destiné au port de Majunga, des bouées pour le balisage de la rade et de l'estuaire de la rivière de Betziboka, un lot de munitions d'artillerie et un lot d'outils de pionniers, cinq cents caisses de cartouches, un millier de caisses d'approvisionnements en vivres, sans compter trois mille litres de vin en bouteille, etc., etc.

Le *Shamrock* est sous les ordres du capitaine de frégate Lieutard. Cet officier connaît bien les eaux et les côtes de Madagascar. Il a fait plusieurs séjours dans la région, une première fois comme enseigne de 1865 à 1869 sur l'*Indre*, et une seconde fois sur l'*Eure* en 1892. A la suite de cette dernière expédition, au cours de laquelle, il prit possession des îles Kerguelen dans l'océan Austral Indien, le capitaine Lieutard fut promu officier de la Légion d'honneur.

Parmi les passagers du transport était le général Metzinger, commandant la brigade détachée du 19^e corps d'armée¹. Le *Shamrock* prit la mer le 27 janvier. Lorsqu'il sortit majestueusement de la rade de Toulon, les acclamations des officiers et des marins de l'escadre de la Méditerranée saluèrent les braves qui allaient combattre à Madagascar.

1. Avaient également pris place à bord du *Shamrock* à son départ de Toulon, le lieutenant-colonel d'infanterie de marine Geil, appelé au commandement du régiment des tirailleurs malgaches ; le chef de bataillon Ganeval, commandant du 2^e bataillon des tirailleurs malgaches, la plupart des officiers d'infanterie de marine affectés à ce régiment spécial ou au dépôt de leur arme à Diégo-Suarez, des marins pour le *Primauguet*, la *Rance*, le *Papin* et le *Gabès* faisant partie de la division du commandant Bienaimé.

L'amiral Gervais fit jouer la *Marseillaise* par la musique de cette escadre et donna le signal des hourras. La mer étant très grosse, peu de barques se risquèrent à accompagner le *Shamrock*; mais il était loin déjà que les cris de « Vive la France! », poussés dans la rade, retentissaient encore.

Rien n'est d'ailleurs plus émouvant, plus grandiose, que ce départ de Toulon de nos chers soldats pour les pays lointains. Lorsque l'énorme masse du navire s'avance fière et imposante, s'éloignant de ce cadre merveilleux que forment le Faro dominant le port, les collines boisées aux sapins toujours verts et les jolies plages; lorsqu'elle passe entre les lignes de défense hérissées de canons; lorsqu'elle franchit leurs dernières limites et gagne la pleine mer, les cœurs de tous ceux qui partent battent plus fort. Leurs regards ne peuvent se détacher des rives de la patrie. Combien de pensées, de souvenirs, de rêves, de regrets! mais le navire s'avance toujours; il s'éloigne de la côte que les yeux cherchent encore et qui bientôt disparaît.

Ce navire sur lequel flottent les trois couleurs rappelant à tous le devoir, n'est-ce pas encore la patrie?

Tandis que le *Shamrock* quittait la France, M. Le Myre de Vilers débarquait à Marseille. Il apprit là avec stupéfaction les événements qui venaient de se produire à Paris: la chute du ministère au nom duquel il avait parlé à Tananarive, la démission du président de la République M. Casimir-Perier, et l'élection de son successeur M. Félix Faure, ex-ministre de la marine.

Questionné au sujet de ces événements, M. Le Myre de Vilers ne dissimula pas qu'ils auraient sans doute pour effet d'encourager à la résistance les Hovas, persuadés que la politique étrangère de la France serait instable comme sa politique intérieure. Néanmoins, l'ancien résident n'avait rien perdu de sa confiance en l'issue de la campagne.

« L'impression que je rapporte, dit-il aux reporters qui l'interrogèrent, de mon voyage est excellente, comme notre situation elle-même. Nos troupes sont solidement établies à Tamatave et à Majunga, et l'on n'attend plus que le corps expéditionnaire pour marcher en avant.

« Le Gouvernement possède des renseignements précieux recueillis par des officiers de marine, des voyageurs et des missionnaires.

« Les préparatifs des Malgaches ont peu d'importance. Ils se sont établis solidement, en apparence, dans l'Emyrne.

« Leur armée ne compte en réalité pas plus de 30.000 hommes. Quelle sera leur résistance? On ne peut préjuger de rien. Il est certain qu'on doit tenir compte de leur qualité de peuple envahi. En défendant le sol natal, ils trouveront dans leur patriotisme un coefficient de résistance avec lequel il serait imprudent de ne pas compter. Ils ont reçu des armes et des munitions de guerre. Mais les maisons qui leur ont

livré ce matériel en ont profité pour se débarrasser de leurs « rossignols ». D'ailleurs, les meilleures armes n'ont de valeur que par la façon de s'en servir.

« Ce n'est pas tout; les Hovas auront à lutter contre les autres peuplades de l'île, notamment les Sakalaves. Toutefois il ne faut pas former trop d'espoir sur leur concours. Ce sont des bandits, des pillards qui se jeteront aussi bien sur nos détachements que sur les bandes hovas, et qui s'efforceront de vivre aux dépens des belligérants. Et le corps expéditionnaire français, étant plus riche en approvisionnements de toutes sortes, aura plus fréquemment à repousser leurs entreprises.

« Vous le voyez : il faut qu'on en rabatte de cette théorie que les peuplades ennemies des Hovas nous accueilleront en libérateurs.

« Quant à la tactique des Hovas, voici ce qu'elle sera : harceler notre colonne, la couper de sa base d'opérations et concentrer leur résistance suprême dans l'Emyrne, où ils sont chez eux, et mieux à l'abri des incursions des Sakalaves. L'Emyrne est un pays montagneux, hérissé de mamelons et couvert de coteaux très rapprochés, où ils rassembleront tous leurs moyens de défense et porteront tout leur effort. Comme il vous est facile de le comprendre, on ne peut donc, étant données ces conditions particulières, prévoir quelle sera la durée, même approximative, de notre expédition. Mais ce qui est certain, c'est que l'époque la plus propice pour commencer la campagne sera le début du mois de mai.

« On a dit que des officiers anglais avaient formé l'armée hova et que nos voisins d'outre-Manche traitaient nos ennemis en véritables frères. Autre erreur. Les Anglais qui ont pris du service à la cour d'Emyrne sont de simples aventuriers, des écumeurs qui seront formellement désavoués par le gouvernement anglais si nous en exprimons le désir. »

Sur ces entrefaites, le *Times* annonça encore une fois que le gouvernement de Tananarive, en présence des préparatifs de l'expédition française, était disposé à capituler et qu'il accepterait de reprendre les négociations; mais cette nouvelle, lancée peut-être dans le seul but d'amollir les résolutions de la France et de faire gagner du temps aux Hovas, fut presque aussitôt démentie. Il était du reste trop tard pour négocier. Le premier ministre de la reine avait refusé d'accueillir les propositions de M. Le Myre de Vilers. Les Chambres françaises s'étaient prononcées en faveur d'une action énergique. Déjà même, les mesures résolues à Paris avaient reçu un commencement d'exécution. A moins d'une soumission absolue des Hovas et à la condition que de sérieuses et solides garanties fussent données à la France, celle-ci ne pouvait plus éviter ni ajourner la guerre.

Le général Mercier avait eu tout d'abord à régler avec l'adminis-

tration de la marine des questions de transport. Il avait demandé à cette administration de prendre à bord des navires à destination de Madagascar les pièces des chalands et canonnières démontables, construites en France. Le ministre de la marine répondit à son collègue qu'il n'existait dans la flotte aucun bâtiment aménagé pour un tel service et il engagea le général Mercier à s'adresser à l'industrie privée au Havre.

Les prétentions des armateurs furent si exorbitantes que le ministre de la guerre dut se résoudre, afin de réaliser une économie d'au moins six cent mille francs, à traiter avec une compagnie anglaise offrant toutes les garanties désirables.

Or, on sait quelle hostilité, tantôt ouverte, tantôt dissimulée et sourde, mais toujours active, l'Angleterre et ses agents ont montrée contre la France à Madagascar. On n'apprit donc pas sans surprise le traité conclu par le général Mercier. Convenait-il de s'en remettre à des Anglais du soin de transporter une partie de notre armement? et pouvait-on compter sur leur diligence et sur leur zèle? Une trahison, ou, tout au moins, beaucoup de mauvais vouloir étaient à craindre.

La question fut portée à la Chambre des députés, où elle souleva un vif débat. Le successeur du général Mercier au ministère de la guerre, après la démission du Président Casimir-Périer, M. le général Zurlinden¹ eut à défendre l'administration de son prédécesseur. Le ministre de la marine, M. l'amiral Besnard², dut lui aussi intervenir.

Il présenta d'intéressantes explications. Il rappela que la commission du budget avait décidé, à plusieurs reprises, que la marine militaire ne construirait plus de transports. L'entretien de ces bâtiments en temps de paix est en effet extrêmement coûteux. Les transports actuels, qui devront être utilisés le plus longtemps possible, ne sont pas en état d'embarquer un matériel encombrant; ils sont été faits surtout pour recevoir du personnel.

1. Le ministre de la guerre, général Zurlinden est né à Colmar, le 3 novembre 1837. Sorti de l'école polytechnique en 1858, il était capitaine officier d'ordonnance en 1870 du général de Berckheim, commandant l'artillerie du 6^e corps et il assista aux grandes batailles d'août et de septembre près de Metz. Prisonnier à la capitulation, Zurlinden déclara à l'officier allemand commandant la place où il était en captivité que son unique souci serait de tenter de s'évader; il refusa donc de donner sa parole d'honneur de ne pas s'éloigner de la ville. Le brave officier réussit du reste à s'échapper et à gagner Tours où il fut reçu par Gambetta. Chef d'escadrons en 1871, lieutenant-colonel en 1877, colonel en 1887, général de brigade peu d'années après, il est divisionnaire depuis 1890. Il commandait avant d'être appelé au ministère, le 4^e corps d'armée au Mans.

2. L'amiral Besnard est âgé de 62 ans. Entré à l'école navale en 1849, il a fait les campagnes de Crimée, de Chine et de Cochinchine, où il se distingua en 1862 à la prise de Vinh Long. Il était lieutenant de vaisseau en 1870, lorsqu'il fut détaché à l'armée de Bretagne, puis à l'armée de la Loire. Sa vaillante conduite lui valut alors la croix d'officier de la Légion d'honneur. Capitaine de frégate en 1872, chef d'état-major de l'amiral Jaurès en 1876, capitaine de vaisseau en 1880, contre-amiral en 1886, il a obtenu les trois étoiles en 1892. Il a commandé, pendant plusieurs années le vaisseau *l'Iphigénie* qui sert d'école d'application aux aspirants, à leur sortie du *Borda*. L'amiral Besnard commandait en 1890 la division navale des mers de Chine. Il accompagna alors, sur l'ordre du gouvernement, de Hong-Kong à Canton le Tzarewitch, aujourd'hui Nicolas II, qui faisait un voyage en Extrême-Orient.



Le général Ducasse et les troupes expéditionnaires.

« Il existe bien, dit le ministre, deux ou trois petits bâtiments à vapeur qui cabotent, pendant toute l'année, d'un port de guerre à l'autre, pour charger et décharger des chaudières, des pièces de machines, des affûts ou des canons. Mais ce n'est pas deux ou trois bâtiments d'un si faible tonnage qu'il eût fallu avoir pour la circonstance, c'est dix ou douze. Et nous sommes loin de ce chiffre. »

Quant à la marine marchande, elle n'aurait pu livrer que dans un délai éloigné trois navires en état d'effectuer le transport de la flottille jugée indispensable au succès de la campagne.

Ainsi, sur les cinq cents vapeurs que compte notre flotte commerciale, trois seulement auraient été à la disposition — pas même immé-

diatè — du gouvernement pour ce transport de matériel de guerre d'une importance capitale¹ !

Il était donc constaté — les paroles du ministre ne laissaient à cet égard aucun doute, à l'étonnement attristé des patriotes, — que, malgré les sacrifices considérables de la France pour sa marine de guerre, cette marine ne pourrait pas suffire à certains transports, dont l'intérêt serait de premier ordre pour la défense nationale. Il était trop tard pour remettre sérieusement en question les traités conclus en Angleterre. Rien de plus urgent en effet que l'envoi de canonnières et de chalands². L'expédition devait commencer à la date fixée, c'est-à-dire à la fin de la saison des pluies à Madagascar. La Chambre des députés n'avait qu'à s'incliner devant les bonnes raisons qui lui étaient présentées; mais il apparut avec évidence que bien des réformes s'imposaient encore dans les administrations de la guerre et de la marine. Les campagnes de Tunisie et du Dahomey avaient déjà fait découvrir beaucoup de graves défauts, des vices et des lacunes. Un des premiers résultats de l'expédition de Madagascar était d'appeler l'attention de tous sur de déplorables routines, auxquelles il serait nécessaire de remédier le plus tôt possible.

CHAPITRE VII

Le corps expéditionnaire.

Le commandement. — Le général Duchesne. — Le 200^e de ligne, sa composition. — Le colonel Gillon. — Le 40^e bataillon de chasseurs. — Le régiment d'Algérie. — Le colonel Oudri. — La cavalerie. — L'artillerie et le génie. — Les services administratifs et médicaux. — Les généraux de brigade. — Le général Metzinger. — La brigade de marine. — Le général Voiron. — Le 13^e régiment d'infanterie de marine. — Le colonel Bouguié. — Le régiment colonial. — Le colonel de Lorme. — Le chef d'état-major, général de Torcy. — Les forces navales.

Dès que les crédits demandés par le gouvernement furent votés par les Chambres, le général Mercier³, alors ministre de la guerre, entre-

1. Un journaliste, autorisé et de beaucoup de talent, M. de Kérouart, disait à ce sujet dans le *Soleil*: « L'impuissance où nous sommes de transporter sur mer, sur nos lateaux, une douzaine de canonnières démontées en trois cents morceaux, met au grand jour les défauts et les lacunes de l'organisation de la défense nationale. Cette impuissance n'est qu'humiliante quand on se trouve en présence des Hovas. Mais elle constituerait un danger que l'on ne peut qu'envisager avec une patriotique inquiétude, si nous avions une guerre en Europe. Est-ce donc pour en arriver là que la France a donné à la défense nationale, depuis la guerre de 1870, une somme de vingt-deux milliards et qu'elle consacre chaque année neuf cents millions à ses budgets militaires ? »

Il convient cependant de faire remarquer que nous pouvons être très bien outillés pour faire la guerre en Europe et non à Madagascar. Les conditions de mise en campagne ne sont pas les mêmes.

2. Il était écrit que ce transport des canonnières démontées serait contrarié par de nombreuses difficultés. Le navire anglais le *Brickburn*, affrété par la France et qui portait une partie du matériel, fut abordé près de Messine par l'*Atwah* et reçut de graves avaries, qui causèrent encore de regrettables retards. Nous reviendrons plus loin sur ce grave incident.

3. Le général Mercier est un ancien élève de l'école polytechnique et de l'école d'application de

prit la formation du corps expéditionnaire, dont la composition était déjà arrêtée en principe.

Le général, on le sait déjà, voulait procéder méthodiquement et avec le plus grand soin à cette organisation. Il inspirait du reste toute confiance. Son attitude énergique et résolue au ministère de la guerre, la ferme volonté avec laquelle il avait ordonné et préparé l'instruction dirigée contre le misérable traître Dreyfus¹ lui valaient en outre dans le pays une popularité réelle et de bon aloi.

Les ordres donnés par le général Mercier, qui se préoccupa particulièrement de faire participer tous les différents corps de l'armée à l'expédition, sans nuire à la mobilisation, et de ne laisser aucune part à la faveur dans le choix de l'état-major et des officiers appelés à faire campagne, furent donc bien accueillis.

Plusieurs noms étaient mis en avant pour le commandement en chef : ceux du général Giovaninelli, commandant le 3^e corps d'armée à Rouen; du général Hervé, le 19^e corps à Alger; du général Bichot, de l'infanterie de marine; du général Borgnis-Desbordes; du général Duchesne, commandant une division d'infanterie du 7^e corps à Belfort.

Ce dernier officier fut définitivement désigné. Ses états de service sont magnifiques. Dans toute la vigueur de l'âge, de haute stature, brun, l'œil noir et vif, la moustache en brosse, les cheveux poivre et sel, l'allure martiale, le général Duchesne a toutes les qualités d'un chef de corps, d'un entraîneur d'hommes, capable de résister aux plus dures fatigues, d'un imperturbable sang-froid en présence du péril; officier instruit, s'intéressant au bien-être matériel et moral de ses troupes, ayant passé de longues années dans les colonies, très soucieux des lois de l'hygiène, et aussi administrateur ayant fait ses preuves en maintes circonstances en Algérie et au Tonkin.

Le général Duchesne est né à Sens en 1837; il entra à Saint-Cyr à dix-huit ans en 1855. Sous-lieutenant en 1857, il prit part à la campagne d'Italie et fut blessé à Solferino. Sa belle conduite pendant cette expédition lui valut la croix de chevalier de la Légion d'honneur, à vingt-deux ans.

Lieutenant le 7 mars 1861, capitaine moins de trois ans plus tard, le 20 janvier 1864, il faisait partie, au moment de la déclaration de guerre en 1870, du corps du général Frossard, division Laucaucoupet,

Metz. Il était capitaine d'artillerie en 1870. Il prit part, en cette qualité, à la campagne contre l'Allemagne. Général en 1885, il commandait une division de 1^{er} corps aux grandes manœuvres que dirigea dans le Nord le général Billot en 1892; il fut alors particulièrement remarqué comme tacticien. M. Dupuy, président du Conseil, l'appela au ministère de la guerre, où il demeura jusqu'à la chute du cabinet, après la démission de M. Casimir-Perier. Il fut ensuite nommé commandant du 4^e corps, au Mans.

1. Capitaine d'artillerie, condamné à la déportation à perpétuité dans une enceinte fortifiée, pour avoir livré à l'Allemagne des documents intéressant la défense nationale. L'ex-capitaine Dreyfus, dégradé à Paris, en janvier 1895, fut envoyé aux îles du Salut.

réuni au camp de Châlons ; ce corps, devenu le 2^e de l'armée du Rhin, fut engagé le premier à Sarrebruck, puis à Forbach. Le capitaine Duchesne prit donc part aux grandes batailles livrées à la frontière et autour de Metz.

Après la guerre, il servit aux bataillons d'Afrique comme capitaine adjudant-major, puis aux zouaves comme chef de bataillon, enfin à la légion étrangère, où il fut nommé lieutenant-colonel en 1881. Son colonel était alors le brave Négrier.

L'insurrection du Sud-Oranais venait d'éclater. Une partie de la province d'Oran, dégarnie de troupes, à la suite de l'expédition de Tunisie, était menacée, Duchesne dirigea l'une des colonnes envoyées contre Bou-Amama et tint longtemps la campagne. A peine réinstallé en garnison à Sidi-bel-Abbès, le lieutenant-colonel reçut l'ordre de prendre le commandement des deux bataillons de la légion étrangère embarqués pour le Tonkin en 1883. Ce régiment de marche fit partie de la brigade du général Négrier.

Pendant plus d'un an, le brave soldat, promu colonel après la prise de Bac-Ninh, parcourut le Delta dans tous les sens, toujours au danger.

Lorsque l'amiral Courbet occupa Formose, il choisit comme second, chef des troupes débarquées composées de compagnies de la légion, d'un bataillon d'infanterie légère d'Afrique et de fusiliers marins, le colonel Duchesne.

Il ne disposait que de forces insuffisantes cruellement éprouvées par plusieurs mois de campagne, jetées en pleine saison de pluies diluviennes sur une côte malsaine, sans abri, mal vêtues, mal nourries, décimées par les fièvres ; non seulement, il maintint la discipline, mais il obtint de ses soldats, anémiés et un instant démoralisés, des prodiges de courage et d'énergie. Il prit l'offensive contre les Chinois et les harcela, les poursuivit sans trêve ni merci jusqu'à la signature de la paix.

L'amiral Courbet, qui se connaissait en hommes, a fait le plus bel éloge du colonel Duchesne, dont il venait d'apprécier les rares mérites. Il demanda et obtint pour lui la croix de commandeur de la Légion d'honneur.

Rentré en France à la fin de 1885, le colonel Duchesne commanda le 110^e de ligne à Dunkerque. Général de brigade à Châteauroux en octobre 1888, il fut promu général de division en septembre 1893 et mis peu après à la tête d'une belle troupe d'avant-garde, la 14^e division du 7^e corps d'armée à Belfort.

La nomination du général Duchesne ne pouvait être qu'approuvée sans la moindre réserve dans l'armée. Personne ne discuta le choix fait par le général Mercier. Le commandant du corps expéditionnaire

en formation vint alors s'installer à Paris au ministère de la guerre, pour y veiller lui-même à l'organisation et à la mise en campagne des troupes.

La composition du corps expéditionnaire fut ainsi définitivement arrêtée :

- 14 bataillons d'infanterie.
- 7 batteries d'artillerie.
- 3 sections mixtes de munitions.
- 2 sections de parc.
- Des détachements d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers.
- 1 escadron de cavalerie.
- 4 compagnies du génie.
- 1 escadron du train à 6 compagnies.
- 1 section de commis et ouvriers d'administration.
- 1 section d'infirmiers.

Sur ces troupes l'armée coloniale avait à fournir :

- 6 bataillons, dont 3 de la métropole et 3 de troupes indigènes, savoir : 1 bataillon de Sakalaves, 1 de volontaires de la Réunion, 1 d'Haoussas ;
- 3 batteries de montagne ;
- 1 section mixte de munitions.

L'armée de terre détachait à Madagascar :

- 1 régiment d'infanterie à 3 bataillons de 3 compagnies.
- 1 régiment de chasseurs à pied à 4 compagnies.
- 1 bataillon de zouaves.
- 1 bataillon de la légion étrangère.
- 2 bataillons de tirailleurs algériens.

Le régiment de marche d'infanterie prendrait le n° 200 ; le bataillon de chasseurs à pied le n° 40.

Les jeunes soldats de la classe 1893, récemment incorporés, et les engagés volontaires âgés de moins de 21 ans, trop jeunes et trop faibles pour faire campagne, ne devaient pas être admis dans le corps de Madagascar. Les quatre batteries de l'artillerie de terre de ce corps étaient 2 de 80 de montagne et 2 de 80 montées.

Dans l'opinion du ministre de la guerre, le régiment d'infanterie de ligne et le bataillon de chasseurs à pied, recrutés dans douze corps d'armée sur dix-huit, représenteraient à Madagascar l'armée entière et les différentes régions de la France. Ils se composeraient en effet de soldats venus de toutes les provinces du pays. Six corps d'armée cependant, ainsi que nous l'avons dit déjà, ne fourniraient aucune

compagnie : les six corps d'armée de première ligne vis-à-vis de la triple alliance. Le corps expéditionnaire ne leur emprunterait qu'un certain nombre de volontaires.

Le nouveau régiment de ligne porte un numéro, le 200^e, qui n'a pas encore d'histoire. A aucune époque, même sous le premier empire, n'a existé un 200^e de ligne. Dans l'organisation actuelle de l'armée et depuis la formation de régiments dits de réserve, un 201^e et même un 363^e ont été réunis sous les drapeaux, et composés de territoriaux, de réservistes et d'hommes de l'armée active. Ces unités, de création récente, portent le numéro du régiment actif, qui leur sert en quelque sorte de dépôt, en ajoutant à ce numéro le chiffre 200. Ainsi le régiment de réserve, qui se recrute dans la subdivision du 1^{er} de ligne, est le 201^e, etc., etc. ; il n'existe donc pas, et il ne peut pas exister dans l'organisation régulière de l'armée actuelle un 200^e de ligne, puisqu'il n'y a pas de régiment n^o 0. C'est pourquoi le ministre de la guerre a donné au régiment de Madagascar, régiment hors cadre en quelque sorte, ce numéro 200.

Le 40^e bataillon de chasseurs à pied, lui non plus, n'a pas d'histoire ; mais les deux corps, venus de l'armée de France, entraient en campagne avec un passé fait des traditions les plus glorieuses de notre vieille infanterie.

Le tirage au sort, ayant pour objet de désigner les régiments appelés à fournir une compagnie de guerre, s'effectua au siège de chaque corps d'armée, dans les premiers jours de janvier. Le colonel du régiment désigné, aussitôt avisé, eut à faire procéder, dans la salle d'honneur, à un second tirage au sort, afin d'indiquer la compagnie à mobiliser. Cette opération s'accomplit avec solennité. Les colonels adressèrent à leurs soldats de patriotiques ordres du jour, accueillis partout aux cris de : « Vive la France ! »

Voici quelle était, après le double tirage terminé, la composition du 200^e de ligne :

3 ^e corps,	74 ^e de ligne,	2 ^e compagnie, à Paris ;			
4 ^e —	124 ^e —	6 ^e —	—	—	Dreux ;
5 ^e —	31 ^e —	2 ^e —	—	—	Blois ;
8 ^e —	29 ^e —	11 ^e —	—	—	Autun ;
9 ^e —	125 ^e —	7 ^e —	—	—	Poitiers ;
10 ^e —	48 ^e —	7 ^e —	—	—	Guingamp ;
11 ^e —	65 ^e —	3 ^e —	—	—	Nantes ;
12 ^e —	138 ^e —	6 ^e —	—	—	Bellac ;
13 ^e —	139 ^e —	2 ^e —	—	—	Aurillac ;
16 ^e —	143 ^e —	9 ^e —	—	—	Albi ;
17 ^e —	9 ^e —	10 ^e —	—	—	Agen ;
18 ^e —	34 ^e —	5 ^e —	—	—	Mont-de-Marsan

Chacun de ces régiments porte sur son drapeau de nobles titres de gloire :

- Le 74^e Jemmapes, Gènes, Sébastopol, Solférino ;
- Le 124^e la Moskowa, la Berezina, Lutzen et Bautzen ;
- Le 31^e Valmy, Biberach, Saint-Domingue, Collo ;
- Le 29^e Valmy, Caldiero, Wagram, Alger ;
- Le 125^e la Berezina ;
- Le 48^e Hohenlinden, Austerlitz, Auerstædt, Isly ;
- Le 65^e Stralsund, Ratisbonne, Anvers, Magenta ;
- Le 138^e Luxembourg, Lutzen, Bautzen, Montmirail ;
- Le 143^e Ribas, Molin-del-Rey, Extrême-Orient ;
- Le 139^e Kaiserslautern, Lutzen, Bautzen ;
- Le 9^e Austerlitz, Wagram, la Moskowa, Sébastopol ;
- Le 34^e Fleurus, Austerlitz, Iéna, Solférino.

Tous ces régiments, à l'exception du 143^e, reformé seulement en 1873, ont vaillamment combattu en 1870 aux armées du Rhin ou à celles de la défense nationale. Le 125^e, le 48^e, le 65^e, le 138^e, le 139^e, le 9^e et le 34^e ont, en outre, fait campagne en Algérie ou en Tunisie, depuis la guerre contre l'Allemagne ; ils comptent encore dans leurs rangs quelques officiers et sous-officiers ayant pris part à ces expéditions, en 1881 et 1882.

Le 143^e enfin avait détaché au Tonkin un bataillon qui se distingua à Bac-Ninh, à Lang-Son, et qui ajouta à l'historique du régiment, dont le dernier chapitre s'arrêtait à 1814, de nouvelles et glorieuses pages.

Le colonel du 200^e de ligne est le colonel Gillon, qui commandait le 49^e au moment de la formation du corps expéditionnaire. Cet officier, né à Paris en 1840, est entré à Saint-Cyr en 1858 ; il était lieutenant en 1870 au 84^e de ligne, avec lequel il prit part aux grandes batailles livrées autour de Metz. Le lieutenant Gillon fut blessé au combat de Peltre, où le 84^e, par la vigueur de ses attaques, fit l'admiration de l'armée. Capitaine en 1871, officier d'ordonnance du général Ducrot après la guerre, il fut nommé en 1878 chef de bataillon au 3^e zouaves. Le commandant Gillon conduisit un bataillon de ce régiment au Tonkin. Lieutenant-colonel en 1888, il a été promu colonel trois ans plus tard au 49^e de ligne. Le général Mercier le désigna comme officier vigoureux, très brave, d'une grande fermeté et ayant l'expérience des campagnes coloniales.

L'état-major du 200^e de ligne fut ainsi complété : lieutenant-colonel, M. Bizot, du 72^e de ligne ; chefs de bataillon, MM. Pasquier de Franclieu, Coutaud et Rapine du Nozet de Sainte-Marie.

Le lieutenant-colonel Bizot¹, fils du général du génie qui fut tué au

1. La mère du colonel Bizot était gouvernante de l'ex-prince impérial. Lorsque l'ex-impératrice Eugénie, de passage à Paris en janvier 1895, apprit que M. Bizot était désigné pour le corps de Mada-

siège de Sébastopol, est un des plus jeunes officiers de son grade de l'armée de terre. Il est breveté d'état-major; il a fait la campagne de 1870 comme sous-lieutenant.

M. Pasquier de Franclieu, chef de bataillon au 88^e, né en 1847, était sous-lieutenant en 1870; il a longtemps servi en Algérie au 1^{er} régiment de zouaves; M. Coutaud, du 162^e, né en 1850, est entré au service pendant la guerre de 1870, sous-lieutenant de la promotion de septembre 1871; M. Rapine du Nozet de Sainte-Marie, du 75^e, né en 1848, a fait la campagne contre l'Allemagne comme sous-lieutenant.

Voici quelle était, à la date du 1^{er} février 1895, la composition exacte et complète du corps d'officiers du 200^e de ligne, avec l'indication des régiments desquels provenaient ces officiers :

200^e régiment d'infanterie.

Etat-major du régiment. — Colonel commandant, M. Gillon, du 49^e; lieutenant-colonel, M. Bizot, du 72^e; capitaine adjoint au chef de corps, M. Deville, du 130^e; officier porte-drapeau, M. Blavier, lieutenant au 77^e.

1^{er} BATAILLON

Etat-major. — Chef de bataillon, M. Rapine du Nozet de Sainte-Marie, du 75^e; capitaine adjudant-major, M. Bernard, du 39^e; officier-payeur, M. Mano, lieutenant au 51^e; officier d'approvisionnement, M. Carlu, lieutenant au 117^e.

1^{re} compagnie. — MM. d'Hennezel, capitaine au 74^e; Pollacchi, lieutenant au 74^e; Zuber, lieutenant au 74^e; Goulier, lieutenant au 28^e.

2^e compagnie. — MM. Immelin, capitaine au 124^e; de Gayffier, lieutenant au 124^e; de Chateaubriand, sous-lieutenant au 124^e; Morel, lieutenant au 103^e.

3^e compagnie. — MM. Lecat, capitaine au 31^e; Doreau, lieutenant au 31^e; Lazard, sous-lieutenant au 31^e; Broyelle, lieutenant au 131^e.

4^e compagnie. — MM. Costille, capitaine au 29^e; Desveaux, lieutenant au 29^e; Segond, lieutenant au 29^e; Gaudichau, lieutenant au 134^e.

Médecins. — MM. Courtot et Sandral.

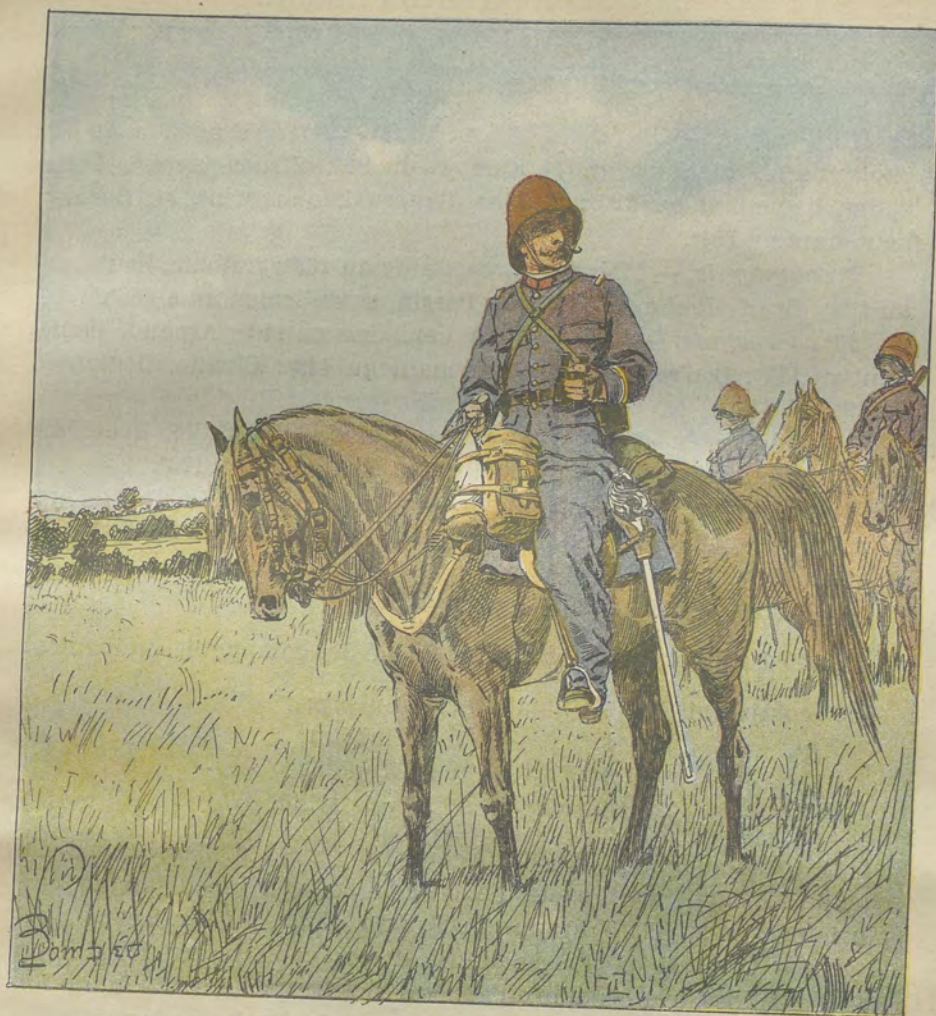
2^e BATAILLON

Etat-major. — Chef de bataillon, M. Coutaud, du 162^e; capitaine adjudant-major, M. Titaux, du 78^e; officier-payeur, M. d'Ollone, lieutenant

gascarn, elle lui fit don du matériel de campement du prince au Zoulouland. La fille du maréchal Canrobert offrit les éperons en or du maréchal au jeune colonel.

Le colonel Bizot, disait fort justement à ce sujet un journal français, est le fils de la gouvernante du prince impérial; le commandant de Franclieu est le fils d'un député de l'extrême droite à l'Assemblée nationale, nommé par les Hautes-Pyrénées, et le commandant Massiet du Biest appartient à la famille d'un député du Nord, qui siégea à l'une des dernières législatures sur les bancs républicains.

Touchant symbole de l'union de tous les Français sous le drapeau de la patrie!



La cavalerie à Madagascar.

au 90°; officier d'approvisionnement, M. Petitjean, lieutenant au 32°.

5° compagnie. — MM. Mortier, capitaine au 125°; Lessoré de Sainte-Foy, lieutenant au 125°; Courbarieu, lieutenant au 125°; de Saint-Exupéry, lieutenant au 135°.

6° compagnie. — MM. Legay, lieutenant au 48°; Garnier de la Villerebrei, lieutenant au 48°; Nicolleau, lieutenant au 48°; Blaunier, lieutenant au 41°.

7° compagnie. — MM. Blandin, capitaine au 65°; Legros, lieutenant au 65°; de Vauzelles, lieutenant au 65°; Latreille, lieutenant au 93°.

8° compagnie. — MM. Deniau, capitaine au 138°; Paris, lieutenant au 138°; Rouchon, au 138°; E.-F. Aubert, lieutenant au 78°.

Médecins. — MM. de Schuttelaère et Malaval.

3^e BATAILLON

Etat-major. — Chef de bataillon, M. Pasquier de Franclieu, du 88^e; capitaine adjudant-major, M. Gomot, du 91^e; officier-payeur, M. Favatier, lieutenant au 126^e; officier d'approvisionnement, M. Barazy, lieutenant au 151^e.

9^e compagnie. — MM. Péria, capitaine au 139^e; Antoine, lieutenant au 139^e; Brau, lieutenant au 139^e; Perrin, sous-lieutenant au 86^e.

10^e compagnie. — MM. Tardieu, capitaine au 143^e; Arnaud, lieutenant au 143^e; Brugnière, sous-lieutenant au 143^e; Civatte, lieutenant au 12^e.

11^e compagnie. — MM. Teleschi, capitaine au 9^e; Gallé, lieutenant au 9^e; Regourd, lieutenant au 9^e; Dumas, lieutenant au 126^e.

12^e compagnie. — MM. Bohla, capitaine au 34^e, Lablache-Com-bier, lieutenant au 34^e; Leschfousse, lieutenant au 34^e; Pinelli, lieutenant au 144^e.

Médecins. — MM. Bernard et Reynaud.

Le 40^e bataillon de chasseurs est formé des compagnies suivantes:

2 ^e compagnie	du 11 ^e bataillon,	à Annecy;
6 ^e	— du 12 ^e	— à Embrun;
1 ^{re}	— du 14 ^e	— à Grenoble;
3 ^e	— du 22 ^e	— à Albertville.

Le commandement de ce beau corps fut confié à M. Massiet du Biest, chef du 14^e bataillon, breveté d'état-major, officier très distingué, cité plusieurs fois à l'ordre du jour au Tonkin. Entré au service pendant la guerre de 1870, M. Massiet du Biest était capitaine en 1880. Il fut attaché en 1885, à la brigade du général Négrier qu'il suivit à Lang-Son et à la Porte de Chine. Aux combats désespérés, livrés par le petit corps français très affaibli à une armée ennemie, le jeune officier — il avait alors trente-trois ans — se fit remarquer par un courage et un sang-froid qui lui valurent les plus vifs éloges de son chef, éloges dont le général Négrier n'est pas prodigue.

Composition du 40^e bataillon de chasseurs au 1^{er} février :

40^e bataillon de chasseurs à pied.

Etat-major. — Chef de bataillon, M. Massiet du Biest, commandant précédemment le 14^e bataillon de chasseurs à pied; capitaine adjudant-major, M. de Bouvier, du 4^e bataillon; officier-payeur, M. Audierne, lieutenant au 17^e bataillon; officier d'approvisionnement, M. Dubroca, sous-lieutenant au 30^e bataillon.

1^{re} compagnie. — MM. Juge, capitaine; Burckhard, Collet, Escallon, lieutenants, tous du 11^e bataillon.

2^e compagnie. — MM. Gloxen, capitaine; Barbé, lieutenant; Calvet, Vidon, sous-lieutenants, tous du 12^e bataillon.

3^e compagnie. — MM. Ducrot, capitaine; Jullien, Duc, Rosset, lieutenants, tous du 14^e.

4^e compagnie. — MM. Delamey, capitaine; de la Bigne, Bidault, Genet, sous-lieutenants, tous du 22^e bataillon.

Médecins. — MM. Villedarq et Mac Auliffe.

Les compagnies désignées pour faire partie du régiment de ligne ou du bataillon de chasseurs n'étaient pas, — il s'en fallait de beaucoup — à l'époque du tirage au sort, à l'effectif de guerre.

Elles ne comptaient, en effet, qu'une centaine d'hommes, desquels nous devons défalquer une dizaine de malades ou indisponibles, les soldats jugés trop faibles pour supporter une longue campagne sous un climat débilitant, enfin les jeunes recrues de la classe 1893 arrivées au corps en novembre 1894.

Pour les remplacer et pour compléter les compagnies, l'autorité militaire n'avait qu'à choisir parmi les centaines de volontaires, officiers et soldats, qui demandaient à faire campagne.

Il était décidé que le 200^e de ligne, ainsi que les régiments d'Algérie auraient l'effectif ci-après :

15 adjudants, 12 sergents-majors, 12 sergents-fourriers, 101 sergents, 201 caporaux dont 12 caporaux-fourriers; 2.386 soldats faisant effectivement le service, et 21 ordonnances.

Le bataillon de chasseurs comprendrait 5 adjudants, 4 sergents-majors, 4 sergents-fourriers, 33 sergents, 71 caporaux, dont 4 caporaux-fourriers : 795 hommes et 5 ordonnances, formant un total de 917 sous-officiers et soldats.

Les volontaires furent donc désignés, et le 1^{er} février, les compagnies de guerre étaient partout constituées, prêtes à se mettre en route pour être transportées aux points de concentration du régiment de ligne et du bataillon de chasseurs à pied.

L'infanterie de marine se rassemblait à Toulon, sous le commandement du colonel Bouguié, un des plus jeunes officiers de ce grade, sorti de Saint-Cyr en 1869, chef de bataillon à trente-cinq ans, colonel à quarante-deux.

Les troupes d'Afrique comprennent :

2	compagnies	du 1 ^{er}	zouaves	à Alger ;
2	—	du 2 ^e	—	à Oran ;
4	—	du 3 ^e	tirailleurs	à Bône ;
2	—	du 2 ^e	—	à Oran ;
2	—	du 1 ^{er}	—	à Orléansville ;
2	—	du 1 ^{er}	régim. étr.	à Sidi-Bel-Abès ;
2	—	du 2 ^e	—	à Saïda.

Nous n'avons pas à rappeler les hauts faits de ces régiments, qui ont pris part à toutes les expéditions françaises en Europe ou dans les colonies depuis soixante ans, et dont les drapeaux ont flotté glorieusement à Constantine, à Zaatcha, à Laghouat, à Sébastopol, à Palestro, à Magenta, à Turbigo, à Solférino, en Syrie, en Cochinchine, au Mexique, en France, en Tunisie et au Tonkin.

Le régiment de marche du 19^e corps d'armée est commandé par le colonel Oudri, du 2^e régiment étranger.

Cet officier supérieur, né en 1843, sous-lieutenant à 19 ans, était lieutenant à l'époque de la déclaration de guerre, en 1870. Ses campagnes sont nombreuses; il n'a guère, en effet, quitté l'Algérie où il fut attaché, durant de longues années, aux affaires indigènes.

Le colonel Oudri a pour second le lieutenant-colonel Pognard, du 2^e régiment de tirailleurs algériens. M. Pognard est entré au service en 1866; il fut promu lieutenant pendant la guerre contre l'Allemagne. C'est un des officiers les plus justement estimés de l'armée d'Afrique.

Les bataillons du régiment de marche du 19^e corps sont placés sous les ordres des commandants Debrou, du 3^e tirailleurs, Lentonnet, du 1^{er} de même arme, et Barre, du 1^{er} étranger.

Le premier de ces officiers sort du rang; il a été nommé sous-lieutenant en 1870.

Le commandant Lentonnet est un soldat d'Afrique; il entra au service, lui aussi, comme simple soldat, à l'âge de 18 ans; lieutenant pendant la campagne contre les Allemands, il n'a guère quitté l'Algérie depuis 1871.

Le commandant Barre, sorti de Saint-Cyr à 20 ans, en 1868, a été élève de l'école de guerre; il est breveté d'état-major; il a fait campagne en France en 1870 et en Afrique.

Composition du régiment du 19^e corps d'armée au 1^{er} février:

Régiment d'Algérie.

Etat-major du régiment. — Colonel-commandant, M. Oudri, du 2^e étranger; lieutenant-colonel, M. Pognard, du 2^e tirailleurs algériens; capitaine adjoint au chef de corps, M. Boë, capitaine au 2^e étranger; porte-drapeau, M. Vigarosy, lieutenant au 1^{er} tirailleurs.

1^{er} BATAILLON

Etat-major. — Chef de bataillon, M. Barre, du 1^{er} étranger; adjudant-major, M. Devaux, capitaine du 1^{er} étranger; officier-payeur, M. Beynet, lieutenant au titre étranger au 1^{er} étranger; officier d'approvisionnement, M. Ecochard, lieutenant au 1^{er} étranger.

1^{re} compagnie. — MM. Perrot, capitaine; Ayné, lieutenant; Rouanet, lieutenant au titre étranger; Mure, lieutenant, tous du 1^{er} régiment.

2^e compagnie. — MM. Courtois, capitaine; Gueilhers, lieutenant;

Grégory, lieutenant; Dufoulon, sous-lieutenant, tous du 1^{er} étranger.

3^e compagnie. — MM. Bulot, capitaine; Farail, lieutenant; Burchard, lieutenant; Langlois, sous-lieutenant, tous du 2^e étranger.

4^e compagnie. — MM. Sardi, capitaine au titre étranger; Simon, lieutenant; Motte, lieutenant; Jolivet, lieutenant au titre étranger, tous du 2^e étranger.

Médecins. — MM. Debrie et Mautat.

2^e BATAILLON

Etat-major. — Chef de bataillon, M. Lentonnet; capitaine adjudant-major, M. Mahéas; officier-payeur, M. Tiel, lieutenant; officier d'approvisionnement, M. Brémond, tous du 1^{er} tirailleurs algériens.

5^e compagnie. — MM. Pradal, capitaine; Bordeaux, lieutenant; Grass, lieutenant; Mohamed ben Tilali, lieutenant indigène; Amar ben Saïd, sous-lieutenant indigène, tous du 1^{er} tirailleurs.

6^e compagnie. — MM. Castel, capitaine; Prudhomme, lieutenant; Augey-Dufresne, sous-lieutenant; Amar-Ben-Saïd, sous-lieutenant indigène du 1^{er} tirailleurs.

7^e compagnie. — MM. Pillat, capitaine; Blondel, lieutenant; de Bigault de Granrut, lieutenant; Bel Kheir ben Ammour, lieutenant indigène; El Arbi bel Aïdouni, sous-lieutenant indigène, tous du 2^e tirailleurs.

8^e compagnie. — MM. Girault, capitaine; Chalet, lieutenant; Djelah, lieutenant indigène; Zaigue, sous-lieutenant; M'Ahmed ben Medjadi, sous-lieutenant indigène, tous du 2^e tirailleurs.

Médecins. — MM. Béchard et Thooris.

3^e BATAILLON

Etat-major. — Chef de bataillon, M. Debrou; capitaine adjudant-major, M. Servant; officier-payeur, M. Bonvalot, lieutenant; officier d'approvisionnement, M. Bourgeois, lieutenant, tous du 3^e tirailleurs.

9^e compagnie. — MM. Gatel, capitaine; Catin, lieutenant; Entmann ben Abdallah, lieutenant indigène; Jeanpierre, sous-lieutenant; Larbi ben Amar, sous-lieutenant indigène, tous du 3^e tirailleurs.

10^e compagnie. — MM. Rabaud, capitaine; Gerat, lieutenant; Béringer, lieutenant; Abdallah ben Boudjemah, lieutenant indigène; Mohamed ben Ali, sous-lieutenant indigène, tous du 3^e tirailleurs.

11^e compagnie. — MM. Delbourguet, capitaine; Bobin, lieutenant; Royer, lieutenant; Benmansour, lieutenant; Mohamed ou Amar, sous-lieutenant indigène, tous du 3^e tirailleurs.

12^e compagnie. — M. Vernadet, capitaine; de Gouvello, lieutenant; Mezakchi, lieutenant indigène; Meurisse, sous-lieutenant; Belkerfa, sous-lieutenant, tous du 3^e tirailleurs.

Médecins. — MM. Delahousse et Darricarère.

Pour la formation de la cavalerie du corps expéditionnaire de Madagascar, voici quelles furent les dispositions prises par le ministre de la guerre. Un seul escadron serait mobilisé, choisi dans le 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique et comportant l'effectif suivant :

Officiers : 2 capitaines ; 6 lieutenants ou sous-lieutenants ; 1 vétérinaire en second.

Sous-officiers : 1 maréchal des logis chef, 1 fourrier, 8 maréchaux des logis.

Brigadiers : 1 brigadier-fourrier, 1 maître maréchal ferrant, 16 brigadiers.

Cavaliers : 3 aides maréchaux ferrants, 4 trompettes, 1 infirmier, 112 cavaliers montés, 12 cavaliers non montés, 4 conducteurs de voitures indigènes,

L'escadron est commandé par le capitaine Aubier, ancien officier d'ordonnance du général de Galliffet, et auteur de plusieurs volumes d'histoire militaire très remarquables.

Composition de cet escadron, au 12 février, à Blidah :

ESCADRON DE CHASSEURS D'AFRIQUE

10^e escadron du 1^{er} régiment. — MM. Aubier, capitaine commandant ; Walck, capitaine en 2^e ; Corhumel, lieutenant en 1^{er} ; Carrez, de Veye et Jouillié, lieutenants en 2^e.

Officiers de complément :

M. Girardin, lieutenant en 2^e, venu du 4^e régiment de chasseurs d'Afrique ; M. Cavillon, lieutenant.

M. Philpin de Piépape, lieutenant en 2^e, venu du 3^e régiment de chasseurs d'Afrique.

Vétérinaire. — M. Cabriforce.

DÉPÔT DE REMONTE MOBILE. — M. de Cointet, lieutenant à la suite du 10^e escadron du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique, venu du 20^e régiment de dragons.

L'artillerie comprend la 17^e batterie montée du 6^e régiment à Valence, la 18^e batterie du 38^e à Nîmes ; les 15^e et 16^e batteries de montagne du 13^e en Algérie et en Tunisie.

Le commandant en chef de l'artillerie est le colonel Palle, breveté d'état-major, ancien officier de 1870 et du Tonkin.

Les sections de munitions pour les batteries et pour l'infanterie, les sections du parc d'artillerie ont été fournies par les régiments déjà cités, et composées en partie d'hommes venant d'autres corps d'Algérie et de Tunisie.

Voici quels étaient les effectifs de ces diverses unités :

Pour chaque batterie montée : 1 capitaine, 3 lieutenants ou sous-lieutenants, 1 adjudant, 1 maréchal des logis chef, un maréchal des logis fourrier, 1 sous-chef artificier, 8 maréchaux des logis, 10 brigadiers, 19 hommes de spécialités, 52 servants et 50 conducteurs, soit 4 officiers et 133 hommes.

6 pièces, 3 chevaux de selle, 104 mulets, 33 voitures et 33 conducteurs indigènes.

Pour la section mixte de munitions : 1 capitaine, deux lieutenants ou sous-lieutenants, 1 adjudant, 5 sous-officiers, 5 brigadiers, 11 hommes de spécialités, 22 servants, 12 conducteurs, 23 chevaux de selle, 90 mulets, 63 voitures, 82 conducteurs indigènes.

Pour la section de parc : 1 capitaine, 2 lieutenants ou sous-lieutenants, 8 sous-officiers, 4 brigadiers, 11 hommes de spécialités, 22 servants, 12 conducteurs, 3 chevaux de selle, 105 mulets, 76 voitures, 97 conducteurs indigènes.

L'état-major du groupe de batterie était fixé à 5 officiers, dont un chef d'escadron.

Un détachement d'ouvriers d'artillerie, enfin, compte 1 capitaine commandant, 7 sous-officiers, 5 brigadiers et 60 ouvriers, et le détachement d'artificiers : 1 officier, 2 sous-officiers, 2 brigadiers et 20 artificiers.

Composition de l'artillerie :

Artillerie.

COMMANDEMENT DE L'ARTILLERIE

Colonel commandant. — M. Palle, directeur de l'atelier de construction de Vernon ; capitaines adjoints, MM. d'Affry de la Monnoye, et Vittu de Kerraoul, tous deux officiers d'ordonnance du ministre de la guerre ; Lancret, de l'artillerie de marine ; garde d'artillerie adjoint, M. Charlois ; lieutenant-colonel commandant les batteries, M. Laval, du 31^e régiment ; lieutenant adjoint, M. Damon.

GRUPE DE BATTERIES DE MONTAGNE DE L'ARTILLERIE DE TERRE

Etat-major du groupe. — Chef d'escadron commandant, MM. Delestac, du 10^e régiment ; lieutenants adjoints, MM. Aldebert, du 11^e régiment, et O'Neill, du 7^e régiment.

15^e batterie du 38^e régiment. — MM. Lavail, capitaine en 1^{er} au 13^e ; Guillemot et Liron, lieutenants au 13^e ; Pierron, lieutenant au 12^e.

16^e batterie du 38^e régiment. — MM. Chamblay, capitaine ; Poncet, Brunet et Rose, lieutenants, tous du 13^e.

1^{re} section mixte de munitions du 38^e régiment. — MM. Dauvé,

capitaine à la direction d'Alger; Huguet et de Roux, lieutenants au 12^e régiment.

GROUPE DE BATTERIES MONTÉES DE L'ARTILLERIE DE TERRE

Etat-major du groupe. — Chef d'escadron commandant, M. Ruffey, du 4^e régiment; lieutenants adjoints, MM. de Barescut, du 4^e régiment; et Lelièvre, du 37^e régiment.

17^e batterie du 38^e régiment. — MM. de Carmejane de Pierredon, capitaine; Bérenger et Condomin, lieutenants; Patillon, sous-lieutenant, tous du 6^e régiment.

18^e batterie du 38^e régiment. — MM. Bovet, capitaine; Dessens, Marmion et Georges, lieutenants, tous du 38^e régiment.

2^e Section mixte de munitions du 38^e régiment. — MM. Chatou, capitaine, du 31^e; Bunoust, lieutenant, du 26^e; Jobit, lieutenant, du 13^e.

PARC D'ARTILLERIE

Etat-major du parc. — Chef d'escadron commandant le parc, M. Silvestre, du 6^e bataillon à pied. Capitaine adjoint, M. Baquet, capitaine au 1^{er} régiment. Adjoints: M. Michon, garde d'artillerie de 2^e classe à la direction de Tunis; M. Oursin, garde d'artillerie de 2^e classe à l'atelier de construction de Bourges; M. Creuset, ouvrier d'état en fer de 1^{re} classe à la direction de Besançon; M. Héesse, ouvrier d'état en bois de 2^e classe à l'atelier de construction de Rennes.

Détachement d'ouvriers. — Capitaine commandant le détachement, M. Robert, capitaine au 13^e bataillon à pied.

Détachement d'artificiers. — Lieutenant commandant, M. Houreq.

3^e section de parc du 38^e régiment. — MM. Seguin, capitaine à la direction de Verdun; Taratte, lieutenant au 40^e régiment, Perodeau, lieutenant au 5^e bataillon.

4^e section de parc du 38^e régiment. — MM. Menjaud, capitaine à la direction de Lille; Wargnier, lieutenant au 29^e régiment (La Fère); Cornu-Delafontaine, lieutenant au 11^e régiment.

Service de l'artillerie des étapes. — MM. Sarrebourg de la Guillonnière, chef d'escadron au 13^e régiment; Lacroix, capitaine hors cadre, officier d'ordonnance de M. le général de Négrier; Regnault, lieutenant au 11^e régiment; Pierson, garde d'artillerie comptable de 1^{re} classe à la direction de Versailles; Lassalle-Séré, garde d'artillerie, chef artificier de 3^e classe à la direction de Constantine; Martin, contrôleur d'armes de 3^e classe à l'école d'artillerie du 9^e corps (annexe de Châteauroux); Marchadier, ouvrier d'état en fer de 2^e classe à la direction de Grenoble; Mercier, ouvrier d'état en bois de 2^e classe à la direction de la Fère.



Tirailleurs malgaches et haoussas.

Dans une région tourmentée comme celle de Madagascar, sans routes, hérissée d'obstacles de toute nature, rochers, montagnes et forêts, couverte sur certains points de marécages et traversée par de nombreux cours d'eau, le rôle du génie militaire aurait nécessairement une importance exceptionnelle. Les régiments du génie fournirent donc 4 compagnies, soit un bataillon, sous le commandement du lieutenant-colonel Marmier, ayant de beaux états de service au Soudan.

Composition des troupes du génie :

Génie.

Lieutenant-colonel commandant, M. Marmier, du 5^e régiment.
 Capitaines : MM. Legrand, officier d'ordonnance du ministre de

la guerre; Cré, école du génie d'Arras, et Pons, du 5^e régiment. Adjoint : MM. Durel, d'Alger, et de Pastorel de Bastignes, de Sousse.

TROUPES

11^e compagnie du 2^e régiment. — MM. Cauboue et Lacape-Plasteig, capitaines; Noirot, Boigbéder-Camp, Fénéon, lieutenants.

12^e compagnie du 2^e régiment. — MM. Zobel, capitaine en 1^{er}; Gency, capitaine en 2^e; Dorand, Thomas et Bastien, lieutenants.

13^e compagnie du 2^e régiment. — MM. Ferrand, capitaine en 1^{er}; Digne, capitaine en 2^e; Girod, Serra et Fatou, lieutenants.

14^e compagnie du 2^e régiment. — MM. Krug, capitaine en 1^{er}; Noguette, capitaine en 2^e; Simonin, Balas et Jubelin, lieutenants.

Parc du génie. — Capitaine chef de parc, M. Noguette; adjoint, M. Vanstéenne.

Service du génie des étapes. — Chef, M. Magué, major au 1^{er} régiment; capitaines, MM. Goudard, venant du Congo, et Adrian; adjoints, MM. Bouchelot, Conrad, Pradal et Thoyer.

Un 30^e escadron du train des équipages à six compagnies était formé en février, ainsi qu'il suit :

Train des équipages militaires.

30^e ESCADRON DU TRAIN DES ÉQUIPAGES MILITAIRES.

Chef d'escadron, M. Deyme, commandant le 16^e escadron. Adjoint, M. Roussel, sous-lieutenant au 16^e escadron.

1^{re} compagnie. — MM. Fritel, capitaine au 5^e escadron; Pontoise, lieutenant au 12^e escadron; Rognoni, lieutenant au 13^e escadron; Alessandri, lieutenant au 17^e escadron; Pivet, lieutenant au 17^e escadron.

2^e compagnie. — MM. Neyraud, capitaine au 16^e escadron; Desbief, lieutenant au 3^e escadron; Magenties, lieutenant au 5^e escadron; Lavigne, lieutenant au 18^e escadron; Dessirier, lieutenant au 15^e escadron.

3^e compagnie. — MM. Félix, capitaine au 20^e escadron; Kraft, lieutenant au 19^e escadron; Dielenschneider, lieutenant au 3^e escadron; Trusson, lieutenant au 20^e escadron; Dorr, sous-lieutenant au 3^e escadron.

4^e compagnie. — MM. Violland, capitaine au 1^{er} escadron; Briffault, lieutenant au 6^e escadron; Aigoïn de Montredon, lieutenant au 5^e escadron; Lanternier, lieutenant au 20^e escadron; Roussel, sous-lieutenant au 8^e escadron.

5^e compagnie. — MM. Iraçabal, capitaine, venant du Soudan; Chary, lieutenant au 13^e escadron; Peltier, lieutenant au 11^e esca-

dron; Royer, lieutenant au 18^e escadron; Michel, sous-lieutenant au 13^e escadron.

6^e compagnie. — MM. Bugueu, capitaine au 17^e escadron; Bonnard, lieutenant; Nicolle, lieutenant au 19^e escadron; Escrivant, sous-lieutenant au 12^e escadron.

Les services administratifs comprennent :

La 30^e section de commis et ouvriers militaires d'administration et un détachement de secrétaires d'état-major.

Intendance militaire et services administratifs.

Les sous-intendants militaires de 3^e classe : Damourette, à Lons-le-Saulnier; Meyer, à Toul. Les officiers d'administration de 1^{re} classe des bureaux de l'intendance : Latapie-Chiro, en Tunisie; Colas, à Paris. L'officier d'administration de 2^e classe des bureaux de l'intendance Perrot, dans la division d'Oran. Les officiers d'administration adjoints de 1^{re} classe des bureaux de l'intendance : Bret, à la 14^e région; Larrey, au gouvernement militaire de Paris; Porte, au 17^e corps d'armée; Theissen, au gouvernement militaire de Paris. Les officiers d'administration adjoints de 2^e classe des bureaux de l'intendance : Michet, au 16^e corps d'armée; Sire, en Tunisie; Henry, au 7^e corps d'armée. L'officier d'administration de 1^{re} classe des subsistances Coven, à Limoges. Les officiers d'administration de 2^e classe des subsistances : Garnier, en Tunisie; Foata, dans la division de Constantine. Les officiers d'administration adjoints de 1^{re} classe des subsistances : Rupp, au gouvernement militaire de Paris; Willaume, en Tunisie; Agert, au 17^e corps d'armée; Daude, à la 15^e région; Morin, au 13^e corps d'armée; Simoni, à la 15^e région; Pruvot, à la 7^e région; Astoul, au 17^e corps d'armée. Les officiers d'administration adjoints de 2^e classe des subsistances : Greffier, en Tunisie; Gaillot, en Tunisie; Cazin, au gouvernement militaire de Paris; Jouclard, en Tunisie; Novis, dans la division de Constantine; Simon, à la 7^e région; Dumont au 11^e corps d'armée. L'officier d'administration adjoint de 1^{re} classe de l'habillement et du campement Thénard, au gouvernement militaire de Paris. L'officier d'administration adjoint de 2^e classe de l'habillement et du campement Moreau, à la 1^{re} région.

Une section d'infirmiers militaires, la 30^e, a été créée pour suivre le corps expéditionnaire à Madagascar.

Les premières troupes prêtes à être mises en route, composées de soldats déjà entraînés aux fatigues, étaient celles d'infanterie de marine et d'Afrique.

Le bataillon du 3^e tirailleurs algériens reçut l'ordre, on le sait, de

s'embarquer sur le *Shamrock*, après une revue minutieuse de départ passée à Bône par le général Agron.

L'infanterie de marine, dès les mois de décembre et janvier, avait mobilisé plusieurs compagnies, dont deux destinées à renforcer immédiatement, sur la demande du commandant Bienaimé, la garnison de Diégo-Suarez.

Indépendamment, en effet, du corps expéditionnaire placé sous les ordres du général Duchesne et destiné à marcher sur Tananarive, plusieurs détachements devaient occuper certains points de la côte et agir isolément.

Le corps des tirailleurs malgaches, en garnison à Diégo-Suarez, était porté de 1 bataillon à 1 régiment de 3 bataillons : chaque bataillon à 4 compagnies.

L'effectif de la compagnie est de : 1 capitaine, 3 lieutenants ou sous-lieutenants, 1 adjudant, 1 sergent-major, 1 sergent-fourrier, 8 sergents, 1 caporal-fourrier, 2 clairons, tous Français ; 8 sergents, 16 caporaux, 2 clairons, 71 tirailleurs de 1^{re} classe, 143 tirailleurs de 2^e classe indigènes, formant un total de 254 sous-officiers et soldats. Les militaires du cadre européen sont pris dans l'infanterie de marine et tous les sous-officiers peuvent être des rengagés.

Quant aux soldats, ils sont tous indigènes engagés pour une période de deux ou trois ans ayant droit à une prime dont le taux est ainsi fixé :

Engagement ou rengagement de 3 ans.....	100 francs.
— — — — — 2 —	40 —

Pour les engagements, la prime est payée immédiatement après la signature de l'acte : pour les rengagements, moitié au moment des rengagements, l'autre moitié, le jour où ce rengagement commence à courir.

Les indigènes peuvent recevoir la ration de vivres en nature ou en espèces : dans ce dernier cas, elle est fixée à 1 franc pour les sous-officiers et à 80 centimes pour les caporaux et soldats. Les militaires européens de tout grade bénéficient des tarifs en vigueur dans l'infanterie de marine aux colonies.

Le régiment de tirailleurs malgaches est commandé par le lieutenant-colonel Geil de l'infanterie de marine. Alsacien, à ce titre doublement Français, il est né en 1851. Sorti de Saint-Cyr, après un an d'école seulement au mois d'août 1870, il prit part à la campagne contre l'Allemagne. Il commandait une compagnie d'infanterie de marine au Tonkin en 1885 dans la brigade de Giovaninelli, qui délivra Tuyen-Quan après un combat acharné. Chef de bataillon en 1886, et rentré en France, il retourna au Tonkin, quatre ans plus tard ; il dirigea, alors avec une vigueur remarquable les opérations contre les

bandes de pirates réfugiées dans les massifs presque inaccessibles de Tam-Dao.

En même temps qu'était formé le régiment de tirailleurs malgaches, un décret réglait l'organisation du bataillon de volontaires de la Réunion, commandant Martin du 3^e d'infanterie de marine.

« Les engagés volontaires, dit ce décret, seront traités comme les militaires de l'infanterie de marine, au point de vue de la discipline et de l'avancement. Ceux qui, à l'expiration de leur engagement, quelle qu'en soit la durée, seraient désireux de se rengager dans l'infanterie de marine, pourront le faire dans les conditions du décret du 4 août 1894, relatif à l'engagement et au rengagement dans les troupes coloniales ; ils auront droit à la prime de rengagement au moment de la signature de l'acte. »

Mais le bataillon de la Réunion ne pouvait compter sérieusement dans l'effectif des combattants du corps expéditionnaire que plus tard, lorsque les engagés le composant, incorporés pour la durée de la guerre, auraient reçu une instruction militaire suffisante.

Le bataillon de tirailleurs haoussas, composé de nègres africains, a pour chef le commandant Vandembrock. Cet officier, entré au service en 1870, chevalier de la Légion d'honneur, est chef de bataillon depuis 1892 ; il a longtemps séjourné et fait campagne au Sénégal.

Les tirailleurs haoussas¹ sont de bons soldats, très durs à la fatigue, d'une grande bravoure ; ils se sont distingués au Dahomey. Tous leurs officiers et presque tous les sous-officiers appartiennent à l'infanterie de marine.

L'organisation de ce corps est imitée de celle des tirailleurs sénégalais, formés depuis longtemps déjà et qui ont rendu de très grands services dans les campagnes du Fouta, du Cayor, du Soudan et du Dahomey. Leur uniforme est à peu près le même que celui des tirailleurs algériens.

Haoussas, Soudanais et Sénégalais forment d'excellentes troupes pour opérer en Afrique.

Le bataillon de zouaves de marche, bien qu'il ne soit pas compris dans le corps expéditionnaire, tient prêtes à entrer en campagne deux compagnies du 1^{er} régiment : celles des capitaines Briant et Finot, et deux compagnies du 2^e, celles des capitaines Urbain et Henrion. Il a pour commandant le chef de bataillon Noël du 1^{er} régiment, excellent officier d'Afrique, ayant l'expérience de la guerre, sortant du rang et presque toujours en campagne depuis son entrée au service.

Le général Hervé, alors commandant le 19^e corps d'armée, pré-

1. Le haoussa est un idiome africain parlé dans les pays nègres de Tombouctou à Bornou. Les Haoussas sont considérés comme les indigènes de ces régions les plus aptes à s'assimiler notre civilisation et aussi comme les plus industriels et les plus intelligents, avec les Tombouctouans, les Bornouans, les Baghermes et les Borgons. On évalue la population haoussa à 10 millions d'habitants. La capitale est Kano, vaste entrepôt commercial de l'Afrique centrale.

sida lui-même à la formation et à la mobilisation de ces troupes. Il veilla tout particulièrement à ce qu'elles fussent bien composées en hommes et en officiers. Il avait insisté du reste près du ministre de la guerre pour que les différents corps de l'armée d'Algérie eussent l'honneur d'être représentés au corps expéditionnaire de Madagascar.

Le chef des bataillons, détachés du 19^e corps, était lui-même un ancien officier d'Afrique, le général Metzinger. Né à Dijon en 1842, il est sorti de Saint-Cyr en 1863.

Sous-lieutenant au 35^e régiment de ligne, il fit sa première campagne dans les États romains, corps du général de Failly en 1867. En 1870, au début de la guerre, une brigade d'infanterie était restée en dehors des formations d'armée : la brigade d'occupation de Civita-Vecchia, composée des 35^e et 42^e de ligne. Après les premiers et lamentables désastres du mois d'août, ces deux régiments furent rappelés et attachés au 13^e corps, général Vinoy. Ils resteront à jamais célèbres dans les annales du siège de Paris.

Le 35^e et le 42^e formaient les troupes les plus solides de la défense. Ils furent de toutes les sorties, de tous les combats, de septembre 1870 à la fin de janvier 1871.

Le lieutenant Metzinger se distingua dans les rangs du 35^e. Ses brillants services lui valurent le grade de capitaine et la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Major au 109^e de ligne en 1878, il passa chef de bataillon au 3^e zouaves, trois ans plus tard. Le 12 avril 1885, son bataillon s'embarquait pour le Tonkin. Au fameux régiment de Palestro était réservé l'honneur d'accompagner à Hué, où il allait en mission extraordinaire, le général de Courcy, commandant en chef des troupes en Indo-Chine. On se souvient du terrible guet-apens qui attendait nos soldats. La garnison annamite tenta de surprendre la nuit le détachement français et de le massacrer; mais le commandant Metzinger faisait bonne garde. Il rallia ses hommes et dispersa les assaillants¹. En récompense de ce fait d'armes, il fut promu officier de la Légion d'honneur et lieutenant-colonel. Colonel deux ans plus tard, il est général de brigade de la promotion de juillet 1891.

1. On sait comment éclata ce soulèvement : Un peu après minuit, alors que tout repose dans nos cantonnements, les Annamites, qui avaient déclaré faire leur complète soumission, prennent les armes. Le canon tonne, le bataillon de zouaves est brusquement attaqué. Le commandant Metzinger calme ses soldats. Au milieu de la nuit noire, il leur fait occuper les positions de combat dans une ville inconnue, au milieu de ruelles barricadées et favorables au guet-apens. Sa résolution est prise : attendre le jour pour se dégager et rester sur la défensive.

Dès que l'aurore paraît, Metzinger forme deux colonnes d'attaque et, prenant le commandement de celle de gauche, il la dirige à travers des quartiers soulevés, des rues étroites et pleines d'obstacles, sous une grêle de projectiles, vers le palais royal.

Toutes les barricades sont enlevées. Les deux colonnes parviennent à leur but et rejoignent les compagnies du 11^e bataillon de chasseurs à pied et de l'infanterie de marine avec lesquelles les zouaves prennent d'assaut le palais. Hué, la capitale de l'Annam, est reconquise, grâce à ce brillant fait d'armes.

A cet officier éprouvé incombait le soin d'établir notre base d'opérations sur la grande île africaine.

Le chef de la seconde brigade du corps expéditionnaire de Madagascar, exclusivement composée de troupes coloniales, devait être choisi parmi les généraux de l'infanterie ou de l'artillerie de marine. Le général Voyron fut désigné. Il est né en 1838. Entré à Saint-Cyr à vingt ans, sous-lieutenant en 1860, lieutenant en 1863, capitaine en 1866, chef de bataillon en 1877, lieutenant-colonel en 1882, colonel en 1885 et général en 1891. Son avancement a été régulier. Le général Voyron, toujours très bien noté, a pris part à de nombreuses campagnes. Il était, à l'époque de la déclaration de guerre au gouvernement malgache, commandant de la 4^e brigade et des batteries du 5^e arrondissement maritime.

Sa tâche devait être d'autant plus difficile que la brigade envoyée à Madagascar, dont il avait reçu le commandement, se composait en partie de troupes de formation récente. Il disposait du reste d'un régiment d'infanterie de marine admirable, digne de ses vaillants devanciers, les soldats de Sébastopol, de Cochinchine, de Bazeilles, du Tonkin et du Dahomey.

Par décision ministérielle du 28 février, furent désignés pour servir dans la brigade active de l'armée de mer :

13^e régiment d'infanterie de marine.

Colonel Bouguié, du 3^e rég.; lieutenant-colonel, M. Gonard, du 2^e rég.; capitaine adjoint, M. Drujon, du 8^e rég., détaché au ministère des colonies; lieutenant porte-drapeau, M. Peltier, du 5^e rég.

1^{er} bataillon (formé à Cherbourg). — Chef de bataillon, M. Borbal-Combret, du 3^e rég.; capitaine adjudant-major, M. Delimoges, du 1^{er} rég.; lieutenant officier-payeur, M. Setier, du 1^{er} rég.; lieutenant officier d'approvisionnement, M. Guégan, du 2^e rég.; médecins : MM. Laffont, de 1^{re} classe, en service à Lorient; Lorin, de 2^e classe, en service à Brest. — 1^{re} compagnie : capitaine Robard, du 3^e rég.; lieutenants, Couzineau, du 1^{er} rég.; Detrez, du 2^e rég.; sous-lieutenant, Bergeron, du 4^e rég. — 2^e compagnie : capitaine David, lieutenants Laporte et Dubois de Saligny, du 3^e rég., et Archambault, du 2^e rég. — 3^e compagnie : capitaine Laborie, du 6^e rég.; lieutenants Desplanques, du 5^e rég., Maritz, du 2^e rég.; sous-lieutenant Becker, du 8^e rég. — 4^e compagnie : capitaine Cléret, du 1^{er} rég.; lieutenants Dejoux, du 5^e rég., Forestier, du 2^e rég.; sous-lieutenant Vallod, du 4^e rég.

2^e bataillon (formé à Rochefort). — Chef de bataillon, M. Lalubin, du 7^e rég. Capitaine adjudant-major, M. Brun, du 7^e rég. Lieutenant officier-payeur, M. Cazeaux, du 3^e rég. Lieutenant officier d'approvisionnement, M. de Ranglandre, du 7^e rég. Médecins : MM. Fortoul, de 1^{re} classe, en service à Toulon, et Duguet. — 1^{re} compagnie : capitaine

Mondon, du 3^e rég.; lieutenants Quinet, du 3^e rég., et Migeon, du 2^e rég.; sous-lieutenant Barès, du 3^e rég. — 2^e compagnie : capitaine Kopf; lieutenants Reitz et Pernot, du 7^e régiment; sous-lieutenant Duchan, du 3^e rég. — 3^e compagnie : capitaine Collinet, du 3^e rég.; lieutenants Richon et Soulas, du 6^e rég.; sous-lieutenant Lamothe, du 4^e rég. — 4^e compagnie : capitaine Cozanet, lieutenants Venge et de Morel, du 2^e rég.; sous-lieutenant Barrard, du 6^e rég.

3^e *bataillon* (formé à Toulon). — Chef de bataillon, M. Destelle, du 4^e rég.; capitaine adjudant-major, M. Lamolle, du 4^e rég.; lieutenant officier-payeur, M. Hitar, du 8^e rég.; lieutenant officier d'approvisionnement, M. de Sainte-Colombe de Boissonnade, du 8^e rég.; médecins : MM. Traboud, de 1^{re} classe, en service à Toulon; Ilbert, de 2^e classe, en service à Toulon. — 1^{re} compagnie : capitaine Poulliard, lieutenants Barfety, Thal; sous-lieutenant Brousse, du 4^e rég. — 2^e compagnie : capitaine Lemoine, du 5^e régiment; lieutenants Chabalier, Crépin, du 4^e rég.; Expert-Besançon, du 8^e rég. — 3^e compagnie : capitaine Monlignault, lieutenant Langelot, sous-lieutenant Boisseau, en service à Madagascar; sous-lieutenant Martinaud, du 4^e rég. — 4^e compagnie : capitaine Rouvier, lieutenant Marel, sous-lieutenant Thevenaut, en service à Madagascar; sous-lieutenant Thomassin, du 4^e rég.

On connaît déjà les états de service du colonel Bouguié. Les autres officiers supérieurs du régiment d'infanterie de marine ont eu, tous quatre, un avancement rapide. Le lieutenant-colonel Gonard était chef de bataillon, après seize ans de service. Le commandant Borbal-Combret est de la promotion de Saint-Cyr de 1874; les commandants Destelle et Lalubin, promus depuis 1891, n'avaient pas quarante ans au début de la campagne de Madagascar.

Aucun de ces officiers supérieurs du 13^e régiment n'a pris part à la guerre de 1870 contre l'Allemagne.

Régiment colonial.

Colonel, M. de Lorme, du 2^e rég.; lieutenant-colonel, M. Geil, du rég. de tirailleurs malgaches. — Capitaine adjoint, M. Vimont, de l'état-major de l'arme; lieutenant porte-drapeau, M. Rauch, du 1^{er} rég.

1^{er} *bataillon* (1^{er} bataillon du régiment de tirailleurs malgaches). — Chef de bataillon, M. Ganeval; capitaine adjudant-major, M. de Fitz-James; lieutenant officier-payeur, M. Poisson; lieutenant officier d'approvisionnement, M. Philippe; médecins : MM. Feraud, de 1^{re} classe; Rigaud, de 2^e classe. — 1^{re} compagnie : capitaine Lorho; sous-lieutenants Bergalonne, Besse et Roubert. — 2^e compagnie : capitaine Roger, lieutenants Salvat et Foreston; sous-lieutenant Dominé. — 3^e compagnie : capitaine Jacquemin, lieutenant Lefebvre, sous-lieutenants Boussard et Paris de Bollardièrre. — 4^e compagnie :



Les élopés évacués sur les ambulances.

capitaine Staup, lieutenant Epardeaux, sous-lieutenant Rigot et Baudelaire.

2^e *bataillon* (bataillon de tirailleurs haoussas). — Chef de bataillon, M. Vandenbrock; capitaine adjudant-major, M. Bois; lieutenant officier-payeur, M. Pignol, lieutenant officier d'approvisionnement, M. Cluzeau. Médecins : MM. Casanova, de 1^{re} classe; Rousseau, de 2^e classe. — 1^{re} compagnie : capitaine Dufresne, lieutenant Moreau (deux autres lieutenants pris au Sénégal). — 2^e compagnie : capitaine Freystatter, lieutenant Dupuis et Bocher, sous-lieutenant Courtin. — 3^e compagnie : capitaine Daval, lieutenants Tamburini et Bremand, sous-lieutenant Bertaux-Levillain. — 4^e compagnie : capitaine Tirilot, lieutenants Fabiani, Mathieu et Jeannot.

3^e *bataillon* (bataillon de volontaires de la Réunion). — Chef de bataillon, M. J. Martin; capitaine adjudant-major, M. Latour d'Affaure; lieutenant officier-payeur, M. Tref; lieutenant officier d'approvisionnement, M. Deschamps. Médecins : MM. Millon, de 1^{re} classe; Taddei, de 2^e classe. 1^{re} compagnie, capitaine Hervé, lieutenant Gassouin, sous-lieutenants Jouaut et Zeil. 2^e compagnie, capitaine Berger, lieutenant Benedetti et Chapuy, sous-lieutenant Merlin. 3^e compagnie, capitaine Jesson, lieutenant Sancery, sous-lieutenants Rofié et Dubas. 4^e compagnie, capitaine Dudouis, lieutenant Ducharne, sous-lieutenants Arnaudeau et Roulot.

Nous avons dit plus haut quels sont les états de service du lieutenant-colonel Geil. Le colonel du régiment de marche, M. de Lorme, est sous-lieutenant de la promotion de 1871; à trente-cinq ans, il était nommé chef de bataillon.

Le commandant Ganeval, un Lorrain, s'engageait en 1870, à dix-sept ans, au 6^e bataillon de chasseurs à pied, pour défendre la patrie envahie; passé en 1871 au 1^{er} régiment d'infanterie de marine, il a guerroyé au Sénégal, en 1875; en Cochinchine, en 1877, 1878, 1881; au Tonkin, en 1883, 1884; à Madagascar, en 1885, 1886; au Cambodge, en 1887, 1888; au Tonkin, en 1890, 1891, 1892. C'est un officier de premier ordre.

Le commandant Vandembrock est, lui aussi, un engagé de 1870, admirablement noté.

Le commandant Martin, promu sous-lieutenant en 1879, après quatre ans de service, est chef de bataillon du 2 juin 1894.

Ces officiers supérieurs, dans toute la force de l'âge, éprouvés par de nombreuses campagnes, ne pouvaient qu'inspirer à leurs inférieurs une confiance absolue.

Tandis que les troupes d'Algérie s'embarquaient, les compagnies du 200^e régiment de ligne et celles du 40^e bataillon de chasseurs à pied recevaient les volontaires destinés à compléter l'effectif.

Partout, ces derniers quittaient leurs garnisons, accompagnés par le drapeau, par tous les officiers du corps et par la musique, aux accents de la *Marseillaise* et acclamés avec enthousiasme par la population.

A Caen, le colonel Desmazures adresse une chaleureuse allocution au détachement du 5^e de ligne. A Saint-Maixent, le régiment entier défile devant les volontaires¹.

A Paris, la compagnie du 74^e de ligne est réunie et se tient prête au départ. L'attitude des troupes est superbe. Rien ne saurait mieux

1. Un joli trait : le soldat Dardenne, de la 5^e compagnie, à qui son sous-lieutenant demandait pourquoi il avait postulé la faveur d'aller à Madagascar, répondit simplement :

« — Pour rapporter un drapeau, mon lieutenant. »

faire comprendre quelle ardeur anime ces braves jeunes gens que la conversation suivante, rapportée par le rédacteur d'un journal parisien et que nous croyons devoir citer comme exprimant bien l'état d'esprit de l'armée nouvelle, impatiente d'action et d'aventures¹ :

« Nous nous sommes rendu ce matin au bastion du boulevard Berthier, où nous avons interrogé un des jeunes gens qui doit faire partie de l'expédition.

« Notre interlocuteur, qui a treize mois de service et qui est caporal, espère bien conquérir rapidement les galons de sergent... Il est enchanté de partir et voit la campagne tout en rose.

« Laissons-lui d'ailleurs la parole :

« — C'est hier, nous dit-il, que le capitaine nous a annoncé après un petit speech de circonstance, que nous étions choisis pour faire partie du corps expéditionnaire.

« Nous n'en crûmes pas d'abord nos oreilles, puis ç'a été comme un long frémissement de joie dans les rangs, et, malgré le silence obligatoire, plusieurs d'entre nous n'ont pu s'empêcher de crier : *Quelle veine!*

« Ah! si vous saviez, monsieur, ce que les autres compagnies nous regardent d'un œil d'envie! vous ne vous figurez pas ce qu'elles sont jalouses.

« Quant à moi, ajoute-il, en rayonnant d'enthousiasme, je ne donnerai pas ma place pour un empire.

« — En effet, répliquons-nous, vous avez l'air enchanté! mais ne pensez-vous pas aux dangers sérieux que vous allez courir?

« — Peuh! qu'est-ce que cela? D'autres sont bien revenus du Tonkin, du Dahomey; nous reviendrons aussi de Madagascar. Et puis dame! qui ne risque rien, n'a rien; sans compter que c'est une riche occasion de ramasser des galons... et peut-être aussi la croix. »

A Bordeaux, les volontaires du 57^e de ligne et du 144^e rejoignant la compagnie du 34^e à Mont-de-Marsan qui doit faire partie du 200^e, sont accompagnés jusqu'à la gare par leurs camarades et une foule énorme qui les acclame : Vive l'armée! vive la France!

A Angers, à Rodez, à Montpellier, à Perpignan, à Versailles, à Arras, mêmes ovations.

A Grenoble, cérémonie plus imposante encore. Le drapeau des bataillons de chasseurs à pied est, on le sait, conservé à Vincennes. Ce drapeau porte, depuis la bataille de Solférino, la croix de la Légion d'honneur. Il était en janvier 1893, sous la garde du 29^e bataillon, en garnison dans le fort. Par ordre du ministre de la guerre, une escorte d'honneur accompagna le glorieux symbole à Grenoble où il fut en-

¹. Janvier 1895, *le Soir*.

voyé pour être présenté aux compagnies de chasseurs alpins avant leur départ.

Le général Zédé, commandant d'armes, réunit les troupes de la place sur l'esplanade de la Porte de France. La population très patriote de Grenoble s'était rendue en foule à cette revue. Le général fit avancer le drapeau; les bataillons assemblés présentèrent les armes, tandis que tambours, clairons, trompettes et musiques résonnaient. Les détachements mobilisés saluèrent ce drapeau, qui porte inscrits en lettres d'or tous les titres de gloire des chasseurs à pied, et défilèrent superbement.

De Grenoble également partit à la fin de janvier, pour être embarquée à Toulon, la 14^e compagnie du 3^e bataillon du 4^e du génie, accompagnée jusqu'à la gare par tout le régiment, par le colonel Lament et par le général Moreau. Un immense cri de: Vive le 4^e! salua le départ de ce détachement.

A Antibes, les généraux Verrier et Boreau de Roince passent en revue les volontaires des 7^e, 23^e et 27^e bataillons de chasseurs et ceux du 55^e de ligne; le général Verrier leur adresse une vibrante allocution et les engage à imiter leurs devanciers, à combattre comme eux avec vaillance, à respecter toujours la discipline, surtout en pays ennemi, et à ne jamais abuser de la victoire.

Les détachements de l'armée de terre des troupes de France devaient se concentrer au camp de Sathonay et à Nîmes. Il était nécessaire, en effet, d'établir une certaine cohésion entre des officiers et des hommes ne se connaissant pas et venus de tous les points de la France; de créer un esprit de corps. Au camp, cette cohésion est plus promptement réalisée. Officiers et soldats vivent côte à côte. Les hommes, dans la nécessité où ils se trouvent de se « débrouiller », ne tardent pas à s'apprécier les uns les autres. Chacun doit travailler au bien-être commun, qu'il s'agisse d'améliorer l'installation de la tente, de faire la popotte ou d'aller en corvée.

On a prétendu quelquefois, non sans donner de bonnes raisons, que la discipline se perdait dans les camps où le soldat échappe trop facilement à la surveillance de ses chefs et aux rigueurs du règlement, où il perd peu à peu le goût et l'habitude de la tenue correcte et régulière. N'empêche que plusieurs des meilleures armées de la France se formèrent dans des camps. Les vainqueurs d'Austerlitz sont partis du camp de Boulogne. A une époque plus rapprochée de nous, rappelons les camps d'Helfaut, de Saint-Omer, etc., où se réunirent la plupart des régiments envoyés en Crimée ¹. Le camp de Châ-

1. En mars 1859, Napoléon III avait également fait rassembler au camp de Sathonay, en prévision d'une guerre imminente avec l'Autriche, tous les régiments d'infanterie stationnés à cette époque en Algérie, et qui venaient de donner des preuves éclatantes de leur courage et de leur endurance dans la glorieuse campagne de la Grande-Kabylie de 1857. Ce furent ces régiments qui, avec les corps africains, constituèrent le 2^e corps de l'armée d'Italie.

lons lui-même, tant décrié, a rendu de réels services. Les troupes n'y faisaient pas sans profit un séjour de trois mois, pendant lequel elles apprenaient à vivre comme en campagne.

Après la guerre et le second siège de Paris, en 1871, M. Thiers avait réuni, en un certain nombre de camps, dont les principaux étaient ceux de Satory, de Saint-Maur, de Villeneuve-l'Étang, de Saint-Germain, d'Avor, de Sathonay, etc., la plupart des régiments de l'armée française; mais on sait que les idées de l'auteur de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, accusé de vouloir jouer les Napoléon, ne prévalurent pas.

Les camps ainsi organisés furent presque tous supprimés. Bataillons, escadrons et batteries réintégrèrent les casernes. Cependant quelques camps furent conservés, particulièrement en vue des exercices de tir. Celui de Sathonay resta à la disposition de la garnison de Lyon. En 1881, on y réunit plusieurs détachements importants de troupes appelés à faire campagne en Algérie et en Tunisie.

En 1884, lors de la formation du régiment de marche d'infanterie de ligne, destiné à l'armée expéditionnaire du Tonkin, ce corps fut rassemblé à Antibes où il demeura durant quelques semaines, avant l'embarquement.

Plus tard, en 1885, lorsqu'il fut question d'envoyer d'importants renforts en Indo-Chine, une division d'infanterie se concentra au Pas-des-Lanciers, près de Marseille; mais, très éprouvée par les fièvres, elle fut dissoute, après un court séjour en Provence.

En janvier 1895, le ministre choisit le camp de Sathonay, beaucoup plus sain et toujours prêt à recevoir des troupes.

Les chasseurs à pied se rassemblaient, on le sait, à Nîmes, le train des équipages, les services de transport à Toulon.

Ce port, où ont été embarquées et débarquées tant de troupes, surtout depuis la conquête de l'Algérie, est aménagé pour donner abri aux chevaux et mulets et au matériel. On y assembla, tout d'abord, trois batteries d'artillerie et une section de munitions avec trois cents chevaux.

Trois mille voitures en aluminium, pouvant servir comme pontons, y étaient réunies. Tous ces préparatifs avaient une importance de premier ordre, puisqu'il s'agissait de pénétrer dans un pays où les moyens de transport, autres que ceux à dos humain, faisaient complètement défaut.

Nous avons dit, déjà, quelles mesures étaient prises en vue du bon fonctionnement des services de l'intendance. Le service médical a pour chef le médecin principal Emery Desbrousse, dont voici les brillants états de service : né en 1838, entré à l'École de Strasbourg en 1858; stagiaire au Val-de-Grâce en 1861; médecin aide-major de 2^e classe en Algérie, à la fin de 1862; de 1^{re} classe en 1864; chevalier de la Légion

d'honneur, en récompense de son dévouement au Mexique, il était médecin-major de 2^e classe au 4^e cuirassiers en 1870; il fut, après Sedan, attaché aux ambulances de l'armée de Paris et promu officier de la Légion d'honneur en avril 1871. Médecin-major de 1^{re} classe en 1877, médecin principal de 2^e classe en 1883, il prit la direction du service sanitaire en Tunisie; en 1894, il était chef du même service au gouvernement militaire de Paris. M. Emery Desbrousses est commandeur de la Légion d'honneur depuis 1890.

En désignant cet homme d'une haute et justifiée réputation, savant et réunissant toutes les qualités de bon médecin militaire, ayant fait preuve de beaucoup de science et d'un dévouement absolu dans des circonstances graves et au milieu de redoutables épidémies, le ministre agissait au mieux des intérêts de l'armée, puisque, de l'aveu des hommes compétents, nos soldats, à Madagascar, auraient surtout à redouter les fièvres.

Voici quel est le personnel du service de santé :

Corps de santé militaire.

Médecins. — M. Emery Desbrousses, médecin principal de 1^{re} classe à l'état-major du gouvernement militaire et à la place de Paris.

M. Lepage, médecin principal de 2^e classe à l'hôpital militaire de Bordeaux, médecin-chef.

Les médecins-majors de 1^{re} classe :

MM. Dantin, au 124^e régiment d'infanterie; Moine, chef des salles militaires de l'hospice de Saint-Mihiel; Hocquart, de Marseille; Futeau, hôpital militaire de Versailles; Mareschal, 6^e régiment du génie; Bourdon, 76^e régiment; Malinas, 97^e régiment; Pitot, hôpital militaire de Vincennes; Fabre, 131^e régiment.

Les médecins-majors de 2^e classe :

MM. Bischoff, 11^e hussards; Villedary, 28^e dragons; Courtot, 9^e chasseurs à cheval; de Schuttelaëre, du régiment étranger; Lafille, de la direction du service de santé du 5^e corps; Prieur, du 20^e chasseurs à cheval; Hurstel, du 2^e d'infanterie; Bernard, du 27^e; Béchard, du 1^{er} chasseurs d'Afrique; Debrie, hôpital de la division d'Oran; Soula, du 4^e d'infanterie; Sabatier, du 20^e bataillon de chasseurs à pied; Delahousse, du 3^e tirailleurs algériens; Castelli, du 156^e.

Les médecins aides-majors de 1^{re} classe : MM. Watrin, 10^e bataillon de chasseurs; Lejeune, 24^e dragons; Beigneux, 101^e d'infanterie; Julia, 12^e d'infanterie; Viguier, 28^e d'infanterie; Chabrut, 25^e dragons; Friant, école de Saint-Maixent; Pichon, hôpital militaire de la division de Constantine; Darricarrère, hôpital de la division d'Alger; Vielle, 49^e d'infanterie; Ferrand, 3^e cuirassiers; Pouy, 18^e dragons; Sendral, 6^e dragons; Moutet, 2^e régiment étranger; Thooris, hôpital de la division d'Oran; Jacob, 131^e d'infanterie; Cros, hôpital de la division

d'Alger; Detteling, 89^e d'infanterie; Le Mitouard, 7^e d'artillerie; Bronner, 72^e d'infanterie; Malaval, 4^e d'infanterie; Fournial, 118^e d'infanterie; Mac Auliffe, 19^e d'infanterie; Raynaud, 122^e d'infanterie; de Libessard, 14^e hussards; Moingear, au 1^{er} régiment étranger.

Pharmaciens. — MM. Chambard, de 1^{re} classe, à la légion de la garde républicaine; Durand, de 2^e classe, à l'hôpital militaire de Toulouse; Pauleau, de 2^e classe, aux hôpitaux militaires d'Oran; Courtot, aide-major de 1^{re} classe à l'hôpital de Belfort; Nanta, aide-major de 1^{re} classe aux hôpitaux de la division de Tunisie.

Un certain nombre de médecins de la marine furent attachés aux hôpitaux du corps expéditionnaire et répartis ainsi qu'il suit :

Hôpital d'évacuation. — Deux médecins de 2^e classe : MM. Gaillard et Audiat ; un pharmacien de 2^e classe : M. Lamy.

Hôpital de campagne n^o 2. — Un médecin de 1^{re} classe : M. Bourdon.

Hôpital de campagne n^o 3. — Un médecin de 2^e classe : M. Hervé ; un pharmacien de 2^e classe : M. Lamy.

Hôpital de campagne n^o 4. — Un médecin de 2^e classe : M. Forgeot ; un pharmacien de 2^e classe : M. Auché.

Première ambulance. — Deux médecins de 2^e classe : MM. Michel et Boury.

Deuxième ambulance. — Un médecin de 2^e classe : M. Martel, détaché aux batteries de marine du corps expéditionnaire.

Sanatorium. — Un pharmacien de 2^e classe : M. Arnaud.

Officiers d'administration du service des hôpitaux militaires.

M. Guyonnet, 1^{re} classe, Val-de-Grâce.

MM. Bailly, 2^e classe, commandant la 2^e section d'infirmiers; Loiseau, 2^e classe, 24^e section; Boulanger, 2^e classe, 5^e corps.

Les officiers du service de santé de 1^{re} classe : MM. Lacoste, du dépôt du matériel de Châteauroux; Gendronneau, de la division d'Alger; Provent, de la direction du service de santé de Paris; Guyon, du 11^e corps; Desselle, de la division d'Alger; Valéry, docks du service de santé; Savoie, du 5^e corps; Loger, du camp de Châlons; Ménétret, Tunisie; Esquerré, Val-de-Grâce; Brissez, Tunisie; Chiappe, à la 23^e section; Dejour, hôpital de Nancy.

Officiers d'administration de 2^e classe : MM. Martel, 15^e corps; Tusques, du gouvernement militaire de Paris; Briole, hôpital Saint-Martin; Vernier, Tunisie; Durand (P.-V), 5^e section.

Le corps expéditionnaire disposait d'ambulances n^{os} 1, 2 et 3 et d'hôpitaux de campagne.

L'ambulance n^o 1 est approvisionnée d'environ 7.000 pansements, de brancards, de litières et de cacolets;

L'ambulance n^o 2, plus mobile, peut suffire aux premiers soins à

donner à un millier de blessés; elle est munie de 22 brancards et d'une petite chapelle pour le service de l'aumônerie militaire.

L'ambulance n° 3 dispose de 1.200 pansements; elle est particulièrement destinée à suivre les colonnes opérant en pays de montagne; tout son matériel est porté à dos de mulets.

Les hôpitaux de campagne, plus stationnaires, peuvent abriter 100 blessés ou malades et sont approvisionnés de façon à pourvoir à leur traitement pendant trois mois, sans être ravitaillés.

Etant donné le nombre considérable des voitures et tout le matériel destiné aux ambulances et aux différents services, une surveillance toujours rigoureuse des convois s'imposait. Un officier des plus énergiques, le lieutenant-colonel d'artillerie Bailloud, fut désigné pour exercer cette surveillance, avec des pouvoirs très étendus. Afin de pourvoir à tous les besoins et de procéder à des préparatifs nécessairement longs et difficiles, le colonel s'embarqua dès le mois de janvier et [précéda de plusieurs semaines les premières troupes du corps expéditionnaire à Madagascar. Le chef d'escadron de la garde républicaine Gaulette, ayant appartenu à la gendarmerie coloniale et pris part en cette qualité à plusieurs expéditions, était chargé du service de la prévôté avec, sous ses ordres, un fort détachement de gendarmes¹.

Le commandant du génie Magué, attaché à l'état-major de l'armée, reçut pour mission d'assurer chaque jour la mise en route des convois d'approvisionnement de Majunga à Tananarive.

On n'avait pas eu de peine à recruter en Kabylie un corps de convoyeurs de 2.000 volontaires. Il suffit à l'administration de faire annoncer que tout Kabyle, qui contracterait un engagement de six mois, recevrait 40 francs le jour de cet engagement, 60 francs le jour du départ, plus la nourriture, un franc par jour et une grande couverture de campement. Après six mois, le convoyeur rengagé aurait droit à une paie plus élevée; 5.000 indigènes se présentèrent pour être incorporés.

Parmi eux, on comptait beaucoup d'anciens tirailleurs, ayant déjà servi la France, quelques-uns médaillés du Tonkin. Les officiers, chargés de l'organisation du service, n'eurent qu'à choisir entre ces milliers de volontaires.

Les Kabyles ont du reste toutes les qualités requises pour faire d'excellents convoyeurs. Ces rudes montagnards sont accoutumés aux marches pénibles, d'une grande endurance, d'une vigueur à toute épreuve et très braves. Le chef du convoi n'a pas à craindre de les voir prendre la fuite à la première alerte, à la première fusillade.

1. En campagne, la prévôté a pour devoir de maintenir le bon ordre dans les convois, dans tous les services de l'arrière et de faire rejoindre les trainards. Ce service est des plus importants, alors surtout que la majorité des convoyeurs et porteurs n'appartiennent pas à l'armée.



Vue de Tananarive, prise du sud.

Les Kabyles quittèrent leur pays à la fin de février et furent embarqués pour Majunga.

Au Sénégal fut recrutée une compagnie de 500 auxiliaires du train, dont le capitaine Boulhaut de l'artillerie de marine prit le commandement.

Un corps d'interprètes malgaches avait été déjà créé; mais on pouvait prévoir qu'il ne suffirait pas à sa tâche. Afin de le seconder et afin de rendre plus faciles les relations entre les chefs de détachements français et les indigènes, on choisit de préférence, pour former l'état-major de la division et des brigades du corps expéditionnaire, des officiers parlant couramment l'anglais. A Madagascar, en effet, les missionnaires méthodistes ont répandu, particulièrement dans

les régions voisines de Majunga, de Tananarive, de Tamatave, etc., l'usage de la langue anglaise.

Le 12 février, une décision ministérielle arrêtait définitivement la composition des états-majors, ainsi qu'il suit :

Quartier général.

Général commandant.

Général de division Duchesne.

Officiers d'ordonnance.

Capitaine Bossard (infanterie H. C.), breveté.

Capitaine Duchâtelet (infanterie, H. C.), breveté.

Lieutenant de vaisseau Simon.

1^{er} GROUPE.

Chef d'état-major.

Colonel de Torcy (infanterie), breveté.

Sous-chef d'état-major chargé du service des renseignements.

Lieutenant-colonel de Beylié (infanterie de marine), breveté.

Etat-Major.

Lieutenant-colonel de Nonancourt (infanterie H. C.), breveté.

Commandant Delarue (génie, H. C.), breveté.

Capitaine Herr (artillerie, H. C.), breveté.

Capitaine Humbert (infanterie de marine), breveté.

Archiviste de 1^{re} classe Mongin.

Ingénieur de la marine.

M. Revol (sous-ingénieur).

Service géographique.

Capitaine Bourgeois (artillerie), breveté.

Capitaine Peyronel (artillerie).

Service des renseignements.

Lieutenant-colonel Andry (infanterie).

Capitaine Caré (artillerie, H. C.), breveté.

Capitaine Martinie (cavalerie).

Lieutenant Aubert (infanterie de marine).

2^e GROUPE.*Commandement de l'artillerie.*

Colonel Palle (artillerie), breveté.
 Capitaine d'Affry de la Monnoye (artillerie), breveté.
 Capitaine Vitu de Kerraoul (artillerie de marine).
 Capitaine Lancret (artillerie de marine).

Commandement du génie.

Lieutenant-colonel Marmier (génie)
 Capitaine Legrand (génie), breveté.
 Capitaine Pons (génie).
 Capitaine Cré (génie).

Direction des services administratifs.

Sous-intendant militaire de 1^{re} classe Thoumazou.
 Sous-intendant militaire de 2^e classe Godin.

Direction du service de santé.

Médecin principal de 1^{re} classe l'émery Desbrousses.
 Médecin-major de 1^{re} classe Hocquart.

Service vétérinaire.

Vétérinaire principal de 2^e classe Lenthéric¹.

3^e GROUPE.*Direction des étapes.*

Lieutenant-colonel Bailloud (artillerie), breveté.
 Capitaine Chanzy (infanterie), breveté².
 Capitaine Thomas de Colligny (infanterie), breveté.
 Capitaine Trafford.
 Capitaine de Mac-Mahon.
 Capitaine Doyen.
 Lieutenant Venot (infanterie).

1. Voici quel était à la date du 23 février 1895 le personnel du service vétérinaire :

Groupe des batteries de la marine. — M. Choteau, vétérinaire en 2^e.

Groupe de batteries de la guerre. — M. Sarrat, vétérinaire en 2^e au 15^e escadron du train des équipages.

Parc et Train, 1^{re} compagnie : M. Barascud, vétérinaire en 1^{er} au 25^e d'artillerie. M. Berton, vétérinaire en 2^e au 1^{er} escadron du train. M. N. Pelletier, vétérinaire en 2^e au 8^e chasseurs, et M. Bergougpan, vétérinaire en 2^e au 8^e hussards. — 2^e compagnie. M. Berteloot, vétérinaire en 2^e au 5^e escadron du train. — 3^e compagnie. MM. Mariaud, vétérinaire en 1^{er} au 11^e dragons, et Jacquin, vétérinaire en 2^e au 5^e dragons. — 4^e compagnie. MM. Coulon, vétérinaire en 1^{er} au 6^e hussards, et Schoumacher, vétérinaire en 2^e au 32^e d'artillerie. — 5^e compagnie. MM. Cattoir, vétérinaire en 2^e au 36^e d'artillerie, et Barroux, vétérinaire en 2^e au 15^e dragons. — 6^e compagnie. MM. Durand, vétérinaire en 2^e au 10^e d'artillerie, et Galland, vétérinaire en 2^e au 4^e dragons.

Escadron du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. — M. Cabriforce, vétérinaire en 2^e au 1^{er} chasseurs d'Afrique.

2. Le capitaine Chanzy est le fils du regretté commandant en chef de l'armée de la Loire, mort en 1833.

Service de l'artillerie.

Commandant Sarrebourse de la Guillonnière (artillerie).
 Capitaine Lacroix (artillerie, H. C.), breveté.
 Lieutenant Regnault (artillerie, H. C.).

Service du génie.

Commandant Magué (génie).
 Capitaine Goudard (génie).
 Capitaine Adrian (génie).

Services administratifs.

Sous-intendant militaire de 2^e classe Coppens de Nordlandt.
 Sous-intendant militaire de 2^e classe Fauconnet.
 Adjoint à l'intendance Adam.

Prévôté.

Commandant Gaudette (gendarmerie).

Trésor et postes.

M. le payeur principal Prudot¹.

États-majors des brigades.**1^{re} BRIGADE (ARMÉE DE TERRE).***Général commandant.*

Général de brigade Metzinger.

Officiers d'ordonnance.

Capitaine Mirepoix (infanterie), breveté.
 Capitaine Wirbel (infanterie, H. C.) breveté.

Archiviste.

Archiviste principal de 2^e classe Parize.

Service de l'intendance.

Sous-intendant militaire de 3^e classe Pasquier.

2^e BRIGADE (ARMÉE DE MER).*Général commandant.*

Général de brigade Voyron.

Officiers d'ordonnance.

Capitaine Ditte (infanterie de marine), breveté.
 Capitaine Roulet (infanterie de marine).

1. Le personnel des postes et du trésor comprend, en outre, un payeur particulier, M. Sacomant; trois adjoints, MM. Béchu, Laffont et Testoud, et six commis de trésorerie, MM. Cromer, Barton, Grégis, Nègre, Rebillon et Vallin.

Archiviste.

Archiviste principal de 2^e classe Jaubert.

Service de l'intendance.

Sous-intendant militaire de 3^e classe Huguin.

Service de la justice militaire.

Greffier : M. Vergne officier d'administration de 3^e classe.

Les officiers de gendarmerie du service de la prévôté sont MM. Herqué, capitaine de gendarmerie à Dieppe, commandant du détachement de la force publique, et Courtot, lieutenant à la garde républicaine (infanterie).

Le chef d'état-major du corps expéditionnaire, M. le général de Torcy, est né en 1844 ; il a fait la campagne de 1870 comme capitaine d'état-major. Il était chef de bataillon à trente-six ans. Il fut pendant quelques années attaché militaire de France à Vienne et à Constantinople. Il a suivi, en cette qualité, la guerre russo-turque dans les Balkans en 1877.

Le ministre de la guerre et le ministre de la marine s'étaient mis d'accord pour que le commandement des troupes de terre et de mer fût exercé par le général Duchesne.

Les forces navales, réunies dans les eaux de Madagascar, sous les ordres du capitaine de vaisseau Bienaimé comprenaient, en mars 1895 :

3 croiseurs, le *Primauguet*, le *Hugon*, le *Dupetit-Thouars* ;

2 avisos, le *Papin* et le *Dumont d'Urville* ;

2 avisos-transports, la *Rance* et la *Romanche* ;

6 canonnières, le *Lynx*, l'*Étoile*, le *Sagittaire*, le *Météore*, le *Lièvre* et le *Gabès* ;

1 transport-ponton, la *Corrèze*.

A bord de ces navires, 1.600 hommes d'équipage et 120 canons.

La flottille fluviale enfin, destinée à suivre le plus loin possible le corps expéditionnaire et à prendre part aux opérations dans l'intérieur de l'île, comptait 12 canonnières, spécialement construites en vue de la campagne, 6 canots à vapeur, 4 chalands, 4 pontons d'accostage, dont le personnel était ainsi fixé :

Chaloupes-canonnières de 0 m. 52 de tirant d'eau : 1 lieutenant de vaisseau commandant comptable, 1 premier maître de manœuvres ou de timonerie, et 27 officiers mariniers et matelots, dont 7 matelots indigènes.

Chaloupes-canonnières de 0 m. 40 de tirant d'eau : 1 lieutenant ou

enseigne de vaisseau, commandant comptable, 1 second maître de manœuvre ou de timonerie, second, et 22 officiers mariniers et matelots, dont 7 indigènes.

Canots à vapeur : 1 second maître de manœuvre, patron et 5 hommes, dont 2 chauffeurs indigènes.

Chalands : 1 quartier-maître de manœuvre, patron, par groupe de trois chalands, et un total de 10 gabiers, 8 canonnières, 24 matelots de pont et 84 indigènes.

Pontons d'accostage : 1 quartier-maître de manœuvre, patron, 1 matelot et 3 indigènes.

En tout 12 officiers, dont 4 lieutenants de vaisseau et 8 enseignes; 4 premiers maîtres, 34 seconds maîtres, 92 quartiers-maîtres, 80 matelots, gabiers, fusiliers, timoniers canonnières; 34 mécaniciens; 12 boulangers, 12 maîtres d'hôtel, 12 cuisiniers et 192 indigènes.

Le commandement de cette flottille fut confié au capitaine de vaisseau Marquier, qui, pendant la campagne du Dahomey, avait dirigé remarquablement un service de même nature.

Le commandant Marquier ne dépendait en aucune façon du chef de la division navale. Il devait, en effet, spécialement prêter son concours aux opérations de l'armée de terre et assurer les transports par eau sur l'Ikopa, au moyen des canonnières démontables.

CHAPITRE VIII

La guerre à outrance à Tananarive.

La résistance des Hovas encouragée. — L'Angleterre. — L'Italie. — L'Allemagne. — Le gouvernement de Tananarive organise la défense nationale. — Fandroana ou bain de la reine. — Proclamations de Ranavaloa. — L'Union malgache. — Dispositions des soldats hovas. — Leur tactique. — La route de Majunga à Tananarive. — Les postes fortifiés. — Une reconnaissance d'officier. — Deux têtes de ligne. — L'hygiène des troupes. — Tananarive et Majunga.

Les préparatifs militaires de la France étant enfin terminés, aucun doute ne subsistait plus sur les intentions de son Gouvernement; on pouvait être surpris à bon droit que les Malgaches, bien convaincus désormais que l'action — une action énergique — était imminente, ne fissent pas leur soumission.

Espéraient-ils résister sérieusement à des forces imposantes et bien organisées, eux dont l'armée se composait de soldats improvisés sans esprit militaire, mal armés et à peine exercés, à l'exception des quelques bataillons de la garde de la reine ?

Peut-être s'imaginaient-ils encore que la France hésiterait comme en 1884 et 1885. Les Anglais avaient parfaitement renseigné les ministres hovas sur la versatilité et la faiblesse de notre politique étrangère,

Chez nous, depuis dix ans, les ministres se succèdent. La politique change. L'opinion s'est accréditée que notre Gouvernement, indécis, incertain du lendemain, toujours sous la menace d'un orage parlementaire, redoutant les complications extérieures, peu soucieux de laisser les généraux conquérir trop de prestige, est faible, sans volonté et qu'il suffit de lui tenir tête pour le faire reculer. On n'ignore pas, même à Madagascar, quelle est la situation de la France démembrée et humiliée en 1871, vis-à-vis de la triple alliance. Les ministres de Ranavaloa espéraient donc que des difficultés intérieures ou extérieures surgiraient à temps pour troubler nos gouvernants et pour arrêter la campagne. Les difficultés du reste se produisirent; elles furent heureusement très vite résolues, et la démission inopinée de M. Casimir-Perier n'eut pas d'effet sur l'organisation de l'expédition.

Lorsque le cabinet qui succéda à celui de M. Dupuy fut formé, on prit soin de n'appeler à en faire partie que des ministres ou des sénateurs n'ayant manifesté aucune opposition aux crédits demandés pour la campagne de Madagascar. Le ministre des affaires étrangères, M. Hanotaux, qui avait réclamé et obtenu ces crédits, conserva son portefeuille. A la Chambre, aucune hostilité nouvelle ne se montrait susceptible d'entraver, comme en 1884 et 1885, l'action du Gouvernement.

Au dehors, semblait-il que cette action dût être contrariée par une puissance européenne ?

On sait qu'à la fin de 1894 et aux premiers jours de 1895, l'Italie, notre ancienne alliée de 1859, l'Italie de M. Crispi, ne perdait aucune occasion de nous témoigner son mauvais vouloir. Les esprits, grâce à de perfides attaques, à de continuelles excitations, étaient très montés contre la France. Le roi Humbert, la reine Marguerite, la cour sont fort hostiles à notre régime républicain comme si celui-ci menaçait la monarchie de Savoie¹. Il existe, d'autre part, chez nos voisins d'au delà des Alpes tout un personnel de politiciens et d'hommes d'affaires remuants, absolument persuadés que l'Italie nouvelle a un grand rôle à jouer et qu'elle le jouera aux dépens d'une France divisée à l'intérieur, affaiblie, isolée au dehors et décadente. Les intérêts italiens se trouvent en antagonisme avec les nôtres dans la Méditerranée; la rivalité commerciale s'accroîtra entre les deux pays.

L'or anglais et la force allemande aidant, le peuple ressuscité en 1859,

1. Voir *Dessous diplomatiques*. 1 vol., Garnier Frères, éditeurs.

grâce à l'intervention française, se tournera contre la France et tirera largement profit de notre inévitable défaite. Tel est le sentiment d'un grand nombre d'Italiens influents.

Le parti de la guerre s'affirmait d'autant mieux à Rome, que la presse — à de très rares exceptions près — recevait son mot d'ordre de M. Crispi et menait sans répit contre nous, une campagne de mensonges et de calomnies; que l'armée jeune et impatiente de combattre, se croyait prête, enfin que l'Italie était persuadée qu'elle n'aurait pas à supporter, en cas de conflit, les plus rudes coups et que, sans risquer gros, elle bénéficierait de la lutte, quelle qu'en fût l'issue, comme en 1859, en 1866 et en 1870.

Le procès du capitaine français Romani, arrêté sur la frontière des Alpes-Maritimes, alors qu'il portait son uniforme d'officier et n'avait commis d'autre attentat que celui d'avoir fait par erreur quelques milliers de pas sur le sol italien; le rappel brusque de M. Ressmann, ambassadeur du roi Humbert, à Paris, coupable de trop de sympathie pour la France; le remplacement de ce diplomate par le comte Tornielli, gallophobe avéré, rendu célèbre par des propos inconvenants tenus sur le compte de notre Gouvernement et reproduits par toute la presse européenne; enfin les attaques violentes des journaux officiels de Rome contre l'ambassadeur de la République près le Quirinal, M. Billot, indiquaient très nettement les dispositions des dirigeants italiens à l'égard de notre pays.

Le Gouvernement hova était en droit de se demander si ces dispositions hostiles ne s'accroîtraient pas, si elles n'auraient pas, avant peu, pour conséquence fatale un conflit. Dès lors, estimait-il, des préoccupations bien autrement graves que celles relatives à Madagascar obséderaient la France.

Quant à l'Angleterre, les difficultés entre Londres et Paris semblaient nombreuses.

« Depuis le milieu du siècle dernier, l'Angleterre s'est agrandie démesurément. Jetez les yeux sur une mappemonde; l'Angleterre a en Europe: l'archipel de la Manche qui est sur nos côtes, Gibraltar, Malte, Chypre, l'Égypte peut-être. Elle domine, en Asie, dans l'Inde. Elle est à Ceylan, à Aden, à Bornéo, à Hong-Kong. Elle règne en Afrique sur Maurice, les Séchelles, Sainte-Hélène et l'Ascension, sur les côtes occidentales de ce continent et au Cap dans le Sud. Traversez maintenant l'Atlantique, vous la trouvez au Canada, à Terre-Neuve, aux Bermudes, aux Antilles, à la Jamaïque, à la Guyane, aux Zélandes et aux îles Fidji. Cette immense expansion coloniale couvre une superficie d'environ deux milliards d'hectares, c'est-à-dire la sixième partie du globe, soit quarante fois plus que la France qui n'en a que cinquante à soixante millions. L'Angleterre commande ainsi à plus de 200 millions d'hommes. Cette expansion



Un Kabara (réunion populaire), sur la place de Tananarive.

constitue la plus vaste domination qui ait existé dans le monde depuis l'empire romain¹. »

Le Gouvernement britannique n'a peut-être sur aucune de ses colonies à invoquer des droits aussi bien établis, aussi anciens, aussi incontestés que ceux de la France à Madagascar. Il ne pouvait donc et ne voulait pas formellement s'opposer à notre entreprise, puisqu'il avait lui-même reconnu ces droits de la France sur la grande île africaine ; mais, certainement, il intriguerait volontiers pour faire échouer l'expédition ou tout au moins pour nous susciter des embarras.

Le débat soulevé à la Chambre française au sujet du marché

1. *Histoire et Géographie de Madagascar*, par Henry d'Escamps.

conclu par le général Mercier, en vue du transport des canonniers démontables à Madagascar par des bâtiments anglais, eut à la Chambre des communes, à Londres, un écho assez imprévu.

Le sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères fut questionné à ce sujet. On lui demanda si le Gouvernement de la reine n'allait pas prendre des mesures pour s'opposer à l'exécution de ce marché, contraire, disait-on, à la neutralité.

En réalité, il ne s'agissait que d'embarrasser le ministère de la guerre français, d'essayer de retarder des transports absolument urgents et de favoriser ainsi les Hovas dans leurs préparatifs de résistance.

Le sous-secrétaire d'État répondit qu'il consulterait les juristes sur cette question de droit international, depuis longtemps résolue du reste. Chaque fois, en effet, que nous avons cru devoir nous plaindre — combien timidement ! — à Londres des agissements du commerce britannique qui, en toute circonstance, n'a pas manqué d'approvisionner en armes et en munitions les adversaires que nos soldats ont à combattre sur les différents continents, le Gouvernement de la reine s'est empressé de répondre qu'il n'avait pas à intervenir et que la France était assez forte pour faire sa police elle-même et pour imposer le respect de la neutralité à des délinquants que leur nationalité ne couvrait pas et qui agissaient à leurs risques et périls.

Cette doctrine est depuis longtemps celle de l'Angleterre ; mais le sous-secrétaire d'État du Foreign-Office affectait de l'ignorer, pour mieux donner satisfaction à la malveillance de la Chambre des communes à l'égard de la France. Il compléta du reste ses déclarations par des explications insidieuses, tendant à diminuer la portée de la convention de 1890, par laquelle l'Angleterre reconnut nos droits sur Madagascar.

« Conformément à la convention de 1890, disait le sous-secrétaire d'État, l'Angleterre a reconnu le protectorat de la France sur Madagascar, avec cette réserve que ce protectorat n'annulerait aucun des droits dont jouissent les nationaux anglais dans cette île. Le Gouvernement n'a pas entendu dire que les négociants français aient reçu un traitement plus favorable que les Anglais en matière de douane.

« Le résident général de France à Madagascar ayant rendu, en 1894, un arrêté disant que toutes les concessions, non approuvées par lui et non enregistrées à la résidence générale, seraient nulles, nous avons soumis la question au Gouvernement français, mais la discussion en a été ajournée pour le moment, à cause de la situation actuelle. »

Ces réponses, pleines de réticences, ne pouvaient être interprétées par les Hovas que dans un sens favorable à leur résistance. Ils ne se croyaient plus isolés ; ils savaient combien la diplomatie anglaise, dans ses menées malveillantes, est ingénieuse et féconde en res-

sources. Elle leur permettrait sans doute de gagner du temps ; elle contrarierait par tous les moyens, par des manœuvres savantes, l'œuvre française à Madagascar.

L'Allemagne, fidèle à la politique de M. de Bismarck, nous encourageait, il est vrai, à agir énergiquement, à nous engager à fond en pays lointain, à envoyer là-bas nos meilleurs officiers et nos meilleures troupes ; mais cette tactique ne trompait personne. En réalité, le Gouvernement de Berlin avait toujours pour but unique, l'affaiblissement de la France en Europe.

Il est en effet bien évident que jamais la diplomatie allemande ne concourra avec sincérité à notre relèvement.

Elle sait trop qu'une France forte poursuivra toujours l'annulation du traité de Francfort et la revendication de l'Alsace-Lorraine.

Tout en nous poussant aux conquêtes coloniales, l'Allemagne reste prête à nous attaquer à la première occasion. Du côté de Berlin même, les Malgaches pensaient donc, les circonstances aidant, voir surgir quelque diversion toujours possible.

La Russie, en revanche, se montrait favorable à notre politique. De son côté, ni concours plus ou moins avoué, ni encouragements à espérer à Tananarive. Toutefois, depuis la mort d'Alexandre III, la presse européenne tendait à répandre l'opinion que le nouveau Czar n'avait pas pour la France les mêmes sympathies que son père.

Le Gouvernement hova, en se montrant décidé à soutenir la guerre, comptait donc, il n'en faut pas douter, profiter de notre situation toujours difficile, et souvent critique, vis-à-vis de la triple alliance.

C'est pourquoi il affirma ses projets de lutte à outrance.

Le gouvernement de Tananarive s'efforçait de réveiller dans l'esprit des indigènes les vieilles superstitions, le respect des traditions et de l'autorité royale. Il comptait particulièrement sur les habitants de l'Imérina, sur les Hovas fiers de leur supériorité à Madagascar. Les cérémonies succédaient aux cérémonies. On rappelait les vœux formulés, les serments échangés au sacre de la reine Ranavalô.

« Salut à vous, avait dit un orateur, salut à vous, habitants de l'Imérina, vous êtes le bouclier de la souveraine dont il protège tout le corps ; vous êtes la force touffue qu'on ne franchit pas ; vous êtes la pierre qui fait les rois, la pierre qui fleurit et produit une reine...

« Salut aussi à vous qui appartenez à des provinces différentes... Vous êtes la pierre qui consolide Imérina... Vous êtes le lamba de la reine ; irritée, elle s'en ceint les reins ; contente, elle se drape dedans¹. »

La fête par excellence, la fête du Fandroana ou bain de la reine, ou plus exactement du nouvel an, devait servir plus que jamais de

1. Voir *Revue du Cercle militaire* du 23 mars 1895.

prétexte à des libations extraordinaires et à des excitations patriotiques. « Ces fêtes, dit le père Piolet¹, sont accompagnées de chants, de danses, de marches rythmées et de musique. Les festins du Fandroana sont pantagruéliques. Les convives se gorgent de rhum et de viandes « jusqu'à un degré qui dépasse la vraisemblance » ; ils restent vingt-quatre heures à table.

« Les fêtes du Fandroana ont lieu le 21 novembre et durent plusieurs semaines. Les affaires sont suspendues, la veille de la grande journée, à la nuit tombante, tout le pays de l'Imérina s'illumine de milliers de feux dans un enchevêtrement féerique : ce sont les enfants qui, une torche à la main, préludent aux réjouissances du lendemain. »

Au lever du soleil, le canon de la capitale tonne et réveille la population ; les corporations se réunissent et prennent part dans la ville même à une véritable chasse à courre. La reine, en effet, donne l'ordre de pousser hors du palais où elle réside, un certain nombre de bœufs. Ces animaux appartiennent ensuite à qui réussit à s'en emparer ; ils s'enfuient affolés, poursuivis par des milliers d'hommes tout habillés de blanc et hurlant, audacieux, excités par les cris et les applaudissements des spectateurs qui contemplent ce spectacle du haut des fenêtres ou des terrasses. Enfin, le soir, la cérémonie du bain attire une foule énorme au palais. La salle du trône est ouverte au public. A l'extrémité de cette salle, dans l'angle de droite, derrière un rideau rouge, est placée la baignoire royale. A l'heure dite, Ranavalo y prend place, tandis que le prêtre, l'aumônier du palais récite une prière. Une fanfare joue les airs nationaux que les assistants chantent en chœur.

En même temps deux cérémonies s'accomplissent dans la salle : le *hasina*, ou hommage, et la préparation de la collation.

Un des membres de la famille royale représente la souveraine pour le *hasina* ; chacun vient le saluer et lui offrir une piastre en signe d'hommage.

« Puis, dit le P. Piolet, les premières dames et les plus hauts dignitaires de la cour apportent en grande pompe du bois, et allument du feu au milieu de la salle ; mais ce bois est si sec qu'il n'y a pas ombre de fumée ; ensuite de l'eau et du riz qu'ils font cuire, assis en rond autour de l'immense marmite en terre et ne cessant de l'éventer avec des feuilles de bananier ; enfin la viande de bœuf du dernier fandroana qu'ils découpent en petites lanières. Mais voici la reine. Elle reparait en grande cérémonie, vêtue d'habits magnifiques, et s'avance lentement vers la porte d'entrée, tenant dans sa main gauche une corne blanche remplie de l'eau de son bain. Elle la verse dans la paume de sa main droite, à mesure qu'elle passe devant vous, et en

1. *Madagascar et les Hovas ; Madagascar, l'île et ses habitants*, par le P. Piolet, missionnaire

asperge la foule, avec discrétion quand ce sont des Européens, généreusement s'il s'agit de Malgaches, car tous désirent ardemment en être touchés. Puis quand elle arrive au sommet du grand perron pour asperger la foule massée sur la terrasse, de nouveau le canon tonne et les hourras retentissent. L'enthousiasme est à son comble. C'est sauvage, mais c'est vraiment grand.

« Vient ensuite la collation. Elle est très simple. Avec des cuillères en corne, de grandes assiettes circulent pleines d'un brouet de riz très clair où surnagent de tout petits morceaux de la viande dont j'ai déjà parlé. Chaque Européen, s'il le désire, en reçoit une et se tient debout ; les Malgaches s'assoient en cercle par terre, et mangent plusieurs au même plat. Tous, même les Anglais.... paraissent apprécier ce festin. Je voulus en goûter ; le riz était bon, mais le morceau de viande!...

« Quand tout est fini, le premier ministre commence son discours. Il s'adresse tantôt à la reine, toujours assise sur son trône, tantôt à la cour ou au peuple. Sa voix est forte, articulée, vibrante ; son geste abondant, large, énergique ; son discours, chaque année le même, qu'il paraît improviser, mais qu'il récite par cœur, se compose de petits paragraphes à la louange des Hovas, de leur reine, de leur pays qui est à elle, et ne doit être et ne sera qu'à elle, et dont chacun se termine par une apostrophe aux assistants : « N'est-ce pas cela, peuple ? — Oui, c'est cela », répète la multitude, et tout le monde trépigne d'enthousiasme, les sabres étincellent, le canon tonne, et l'émotion finit par gagner même les plus indifférents.

« Tout est terminé ; chacun se retire lentement. Il est minuit. L'année est finie, et une nouvelle année commence. Le lendemain, chacun s'abordera en disant : « Salut à vous, atteint par la nouvelle année, puissiez-vous vivre mille ans ! »

« On tue alors un nombre incalculable de bœufs ; on en mange à satiété, on en envoie à tous ses amis ; on en reçoit de chacun d'eux ; les rues de la capitale sont sillonnées d'esclaves apportant d'énormes *sobika* pleins de viandes, et tel commerçant français en recevra des monceaux dont il ne pourra se débarrasser qu'en les envoyant aux enfants des Sœurs.

« Puis c'est la fête des enfants, un immense pique-nique avec jeux, chants et danses, sur la place de Mahamasa, puis des invitations sans nombre au palais, chez les grands, chez tous pendant un mois ; et enfin une visite à Ambohimanga où une parente de la reine va prier, manger un peu de viande, et déposer sur le tombeau de ses ancêtres le sang réservé à cet effet d'un bœuf blanc, qui a été immolé le lendemain de la cérémonie du bain, au premier jour de l'année.

« La fête du bain est terminée. »

Le gouvernement de Ranavalô tenait d'autant plus à maintenir

ces vieilles traditions que le Hova est superstitieux ; il redoute toujours l'accomplissement de certaines prophéties. Des contes, des légendes populaires assurent que l'Emyrne sera conquise par des guerriers venus on ne sait d'où.

Les soldats français ne seraient-ils pas ces guerriers redoutés et victorieux ? Quelles frayeurs les indigènes n'éprouveraient-ils pas, lorsque des projections de lumière électrique fouilleraient leurs montagnes et leurs forêts, lorsqu'un ballon captif planerait au-dessus des campagnes ! Ces signes extraordinaires indiqueraient sans doute l'heure décisive, celle des catastrophes.

Il importait de donner confiance à l'armée et à la population. Le premier ministre fit répandre le bruit que les épidémies les plus terribles sévissaient sur nos troupes, et que nos vaisseaux avaient été presque tous détruits par d'affreuses tempêtes.

Les sorciers affirmaient que les envahisseurs périraient, et que les forces de la nature se conjureraient contre l'ennemi. Enfin, deux proclamations, adressées au peuple malgache et destinées aussi à produire leur effet en Europe, furent lancées par la reine Ranavalô III.

La première de ces proclamations faisait appel au patriotisme :

« Tananarive, Palais d'argent.

« A Rainandriamanpandre, gouverneur de Tamatave, Remmanuel et Rasiou, à tous les officiers et juges.

« Ainsi parle Ranavalô, reine de Madagascar.

« Voici ce que je vous dis : Le peuple est bien décidé à ne pas céder à la France une parcelle de notre territoire et cela sous aucun prétexte.

« Le peuple se battra jusqu'à ce que Madagascar ne contienne plus un soldat français ; il se battra l'hiver, il se battra l'automne, il se battra l'été. Vous savez que pendant l'été, les soldats qui viennent de Tananarive prennent la fièvre. Faites tout votre possible pour attirer à vous les gens de la côte ; nous les lancerons contre les Français pendant la mauvaise saison. Si vous harcelez les Français pendant l'été, ils prendront la fièvre et on pourra les battre très facilement.

« Vous connaissez la ruse des blancs ; faites en sorte que notre peuple ne se rapproche point d'eux ; car si les gens de la côte et les Mozambiques faisaient cause commune avec les Français, nous serions bien embarrassés.

« Il ne faut pas qu'ils puissent se procurer de vivres chez nous ; tâchez de les retenir dans un cercle très resserré, pour que le peuple ne puisse pas venir en nombre chez eux.

« Faites tout votre possible pour amener mon peuple à haïr ces Français qui nous ont déclaré la guerre. »

La seconde proclamation édictait un certain nombre de mesures relatives à l'état de guerre et formulait des avis et des prescriptions. En voici la teneur :

DEUXIÈME PROCLAMATION.

« Ainsi parle Ranavaloa, reine de Madagascar.

« Voici ce que je vous dis : Les Français veulent s'emparer de ce pays ; déjà en 1883, ils nous ont attaqués ; nous les avons repoussés ; maintenant la guerre est déclarée ! Voici mes instructions :

« 1° Personne ne pourra embarquer de provisions alimentaires et ne pourra embarquer rien de ce qui est vivant, de peur que ces choses ne soient vendues aux Français. Si quelqu'un contrevenait à cet ordre, ou faisait passer par terre ces objets pour les faire parvenir aux Français, les provisions en question seraient confisquées.

« 2° Le traité conclu avec les Français n'existe plus, car les Français nous ont déclaré la guerre.

« 3° Si un navire de commerce français ou un boutri de cette nation faisait naufrage sur le territoire de votre Gouvernement, vous considérerez ce bâtiment comme vous appartenant. Cependant les personnes seront logées dans deux ou trois maisons, selon le nombre ; vous ne les tuerez point. Momentanément, vous les nourrirez et me préviendrez immédiatement.

« 4° Si vous avez suffisamment d'argent, vous achèterez de la poudre et enseignerez le tir aux soldats et aux canonniers.

« 5° Vous aurez soin de ne pas maltraiter les gens de la côte, qui sont dans votre gouvernement, afin qu'ils fassent cause commune avec nous et qu'ils combattent les Français, lorsque ces derniers viendront nous attaquer.

« 6° Pendant la guerre avec les Français, vous prélèverez avec ménagement l'impôt en nature ; il faut avant tout aplanir les difficultés actuelles.

« 7° Entretenez-vous souvent et causez de mon gouvernement aux princes sakalaves et autres chefs de la côte.

« 8° Allégez la corvée des gens de la côte.

« 9° Personne, absolument personne, ne devra pressurer les habitants de la côte : si quelqu'un contrevenait à cet ordre, vous le garrotterez et me préviendrez de suite.

« 10° Si un navire de guerre français venait à faire naufrage à la côte, sur le territoire de votre gouvernement, considérez que toutes les personnes qui sont naufragées sont des ennemis. Le navire et les personnes sont des prises.

« 11° Si quelqu'un, si un étranger venait vous dire : Les Français ne viendront pas se battre ici, ne croyez pas cela et soyez toujours prêts.

« 12° Faites en sorte de ne pas être espionnés. Si vous prenez un espion, vous le garrotterez.

« 13° Vous protégerez les biens et les personnes des sujets des nations qui vivent en bonne intelligence avec nous ; car ce sont les Français seuls qui nous font la guerre.

« 14° Vous placerez vos provisions de riz dans divers endroits. Dans le cas où les Français viendraient à vous attaquer, et où vous ne pourriez les repousser, avant de vous en aller, vous brûleriez le village, ainsi que le riz que vous n'auriez pas pu emporter.

« 15° Si les Français vous attaquaient et que vous les repoussiez, ou s'ils débarquaient et construisaient un fort, *ne vous en allez pas loin, tirez sur eux, harcelez-les, attaquez-les la nuit*, si vous le pouvez. Vous savez que les étrangers qui viennent à Madagascar prennent les fièvres, et sont facilement battus, quand ils sont fatigués par des combats continuels. Faites que nos populations ne se rapprochent point des Français.

« 16° Quant à vous, chefs, bourgeois et soldats, vous pouvez acheter de la poudre et des fusils pour vous protéger, pour protéger vos femmes, vos enfants, et pour défendre ce pays et ce gouvernement.

« J'ai dit.

« RANAVALO III,
reine de Madagascar. »

Cette dernière proclamation fort adroite avait pour but tout d'abord d'essayer de faire l'union des diverses tribus malgaches contre les Français. Nous avons dit déjà quelles animosités les excitent les uns contre les autres, quelles guerres elles ont soutenues et combien fut oppressive et impitoyable la domination des Hovas. En 1883 et 1884, la France trouva à Madagascar des auxiliaires parmi les indigènes ; elle aurait pu tirer parti de ces divisions, de ces haines profondes contre les tyrans de l'île ; mais les hésitations du gouvernement empêchèrent de prévaloir une politique suivie et efficace. Après la signature du traité de 1885, les Sakalaves, qui avaient combattu à côté de nos troupes, furent abandonnés aux vengeances des Hovas, dont le prestige s'affirmait plus puissant que jamais sur les peuplades malgaches.

Pendant, les violences, les malversations des gouverneurs furent telles que plusieurs révoltes éclatèrent de 1888 à 1893. Elles furent étouffées.

Le gouvernement de la reine, prévoyant que le débarquement des Français à Madagascar en favoriserait de nouvelles, jugeait nécessaire de recommander à ses fonctionnaires plus de justice à l'égard des tribus vaincues, afin de calmer leur mécontentement et de les fondre dans la patrie commune. Il tentait de réaliser l'union malgache.

D'autre part, connaissant bien ses sujets, la reine ne négligeait pas d'éveiller leurs convoitises, en leur faisant entrevoir, comme une



Le drapeau de guerre arboré sur les montagnes à Tananarive.

compensation aux charges de la guerre, de lucratifs pillages ; elle voulait enfin, interdire tout commerce entre ses sujets et l'envahisseur.

Le Hova, en effet, quel que soit son rang social, depuis le plus élevé dans la hiérarchie jusqu'au plus humble, a toujours la main tendue. Aussi était-on bien persuadé, à Tananarive, que les Français se procureraient assez facilement des renseignements et qu'ils pourraient s'approvisionner sans trop de peine, à prix d'argent.

La reine espérait par des menaces empêcher ces trafics.

On remarquera, en outre, que la proclamation contenait un article spécialement relatif aux étrangers. Ces derniers, à l'exception des Français, devaient être respectés. La reine s'engageait vis-à-vis des gouvernements à assurer la sécurité de leurs nationaux. On

comptait parmi eux des Anglais, des Américains, quelques Italiens et quelques Allemands.

Leur confiance dans les promesses royales furent du reste médiocres, surtout à la suite d'attentats commis dans les provinces contre les domaines des Européens depuis longtemps établis dans l'île.

La plupart des étrangers, convaincus que les autorités malgaches seraient impuissantes, en pleine guerre et à l'approche de l'armée française, à les protéger, se hâtèrent de gagner la côte.

A Tananarive cependant, la tranquillité n'était pas encore sérieusement menacée. Le Malgache de la capitale a perdu en effet peu à peu, au contact des Européens, la haine de l'étranger.

Les Anglais, les Français tenaient là-bas, avant la guerre, le haut du pavé. Un explorateur, auquel nous devons des notes de voyage curieuses¹, a tracé un tableau pittoresque de cette existence.

« On loue, dit-il, une petite maison quasi européenne, en argile rouge sombre, à deux étages et à véranda, plancheyée et presque close, défiant les orages de l'après-midi, qu'on voit venir de loin, au fond de l'Ouest, par-dessus l'immense étendue de rizières. Les Anglais ont amené leur famille : ils installent des grounds pour le tennis, échangent des *five o'clock teas*. Le Français, généralement solitaire, car la Française ne se déplace pas, noue et dénoue avec des Rarahus hovas des unions temporaires qui ne le conduisent jamais à l'Académie française. Les beaux-parents sont affables et discrets ; à peine de loin en loin une visite cordiale et intéressée ; la femme affectueuse, un peu volage peut-être, mais pleine de tenue et consciente de ses responsabilités. De petites poupées un peu grêles et bien faites, aux joues à peine teintées où transparait du rose. Ne pas la choisir dans la plus haute aristocratie ; on s'exposerait à tomber sur une écervelée qui vous répond : « Je ne suis pas ton esclave », quand on lui enjoint de recoudre un bouton de chemise. »

Les relations avec les Européens modifiaient la manière de voir et de penser de beaucoup d'indigènes. Quelques-uns ne dissimulaient plus leur dédain pour les traditions et les mœurs d'autrefois.

« On entend des gens, dit le voyageur que nous venons de citer, déclarer que *tous les Honneurs sont pourris*. Un certain Radoara, un voyou drôle, ancien élève des Pères jésuites, qui parasitait chez tous les Français de Tananarive, prononça un jour, après boire, cette phrase étrange : « Quand allez-vous nous envoyer votre ami le général Dodds ? »

Ces « nouvelles couches » ou plutôt ces fin de siècle malgaches devaient rester rebelles à l'enthousiasme belliqueux.

1. *Trente mois à Madagascar*, par E.-P. Gautier. *Revue de Paris* du 15 mars 1895.

Les renseignements sur les événements qui se produisaient dans l'intérieur de l'île, depuis la rupture avec la France, étaient contradictoires.

Cependant, les journaux de Londres continuaient à recevoir régulièrement des correspondances de Tananarive. Le premier ministre de Ranavalo consentait même à se laisser interviewer par un reporter du *Daily Telegraph*, et celui-ci, le 4 avril, rendait compte de l'entrevue en ces termes :

« Remontant à la guerre de 1883-1885 et expliquant dans quelles conditions le traité de paix fut alors signé avec la France, le premier ministre s'est attaché à démontrer qu'aucun protectorat n'avait été alors reconnu; que la France était simplement chargée de représenter Madagascar dans ses relations avec l'étranger, ce qui était une chose bien différente. « Jamais, a-t-il fait remarquer, le mot *protectorat* n'apparaît une seule fois dans le traité de 1885. » Le premier ministre a déploré que le gouvernement anglais ait reconnu en 1890 un état de choses qui n'existait pas, c'est-à-dire le protectorat de la France sur Madagascar.

« Rainilaiarivony s'est plaint également que les stipulations du traité de 1885 n'aient pas été exécutées par la France, surtout en ce qui regarde la lettre interprétative annexée au traité.

« Cette lettre, a-t-il ajouté, devait être soumise à l'examen des Chambres françaises et ne l'a jamais été, ce qui suffirait à montrer la mauvaise foi du gouvernement français. »

La presse britannique enregistrait avec joie ces déclarations et les commentait de façon à encourager le parti de la guerre à Tananarive.

Le premier ministre, en de fréquents kabars, s'adressait au peuple assemblé. Les proclamations se succédaient, toujours plus enflammées.

Le 31 janvier, la reine faisait lire dans la cour de son palais, en présence du peuple, un appel de guerre :

« Moi, Ranavalo Manjaka, par la grâce de Dieu et la volonté de mon peuple, reine de Madagascar, défenseur des lois de ma patrie, etc.;

« Ceci sont mes paroles, à toi, mon peuple.

« Quand mes ancêtres enrôlaient les soldats alakarabo, ils leur disaient : Vous resterez cinq ans dans le service militaire, et lorsque ce temps sera écoulé, on vous remplacera par d'autres. Mais bien que vous ayez été remplacés, lorsque le royaume aura besoin de vous, il y aura un signal sur chaque montagne, et vous pourrez comprendre que vous êtes appelés à revenir. Selon les paroles de mes ancêtres, vous avez été remplacés et vous êtes devenus des civils, parce que je suis une reine qui ne trompe pas.

« Aujourd'hui le royaume est menacé de la guerre par la France;

en conséquence le drapeau rouge sera hissé sur les douze montagnes le jeudi 13 du mois d'adalo (7 février), afin que vous, volontaires alakarabo et fanevarena, puissiez vous assembler et revenir dans votre ancienne condition. Ce n'est pas moi seule qui ai la responsabilité de ce royaume, elle m'appartient avec toi, ô mon peuple, et par conséquent il n'est personne (soldats ou civils) qui ne doive se lever pour protéger notre sol, une bonne chose qui nous a été donnée par Dieu. Et le mardi 18 adalo (12 février), je vous ordonne à tous de venir et de vous assembler à Andohalo, car j'y descendrai moi-même.

« RANAVALO MANJAKA III,
reine de Madagascar. »

Le drapeau rouge, proclamant que la reine convoquait tous les Malgaches à la défense du pays, fut arboré à la date fixée le 7 février. Le journal anglais le plus important publié à Tananarive, le *Madagascar News*¹, publia de la cérémonie un compte rendu dithyrambique :

« Le drapeau rouge, la fleur sanglante de la guerre, flotte sur l'orgueilleuse tour qui se trouve à l'est du grand palais de Manjakamiadana, et sur les montagnes d'Ambohimanga, Ifafy, Namehana, Ambohidrabiby, Antsahadinta, Ambatomanaina, Arivonimamo, Alasora, Ambohidratrimo, Ampandrana et Ambohijoky, flotte, fièrement au gré de la brise le symbole que le temps est venu pour la nation de se presser autour de l'étendard de la reine et de la patrie et de frapper pour le foyer et pour l'autel.

« C'est mardi dernier, au lever du soleil, que la bannière sanglante de la guerre fut hissée pour la première fois; mais si la France persiste dans son inique agression contre Madagascar, on la verra pendant de longs jours. A l'est et à l'ouest, au sud et au nord, des messagers courent en hâte; honte aux faux Hovas qui s'attardent dans leurs maisons! Tel est le sentiment national : des hommes armés de fusils et de sagaies accourent, abandonnant les grands marchés comme les plantureuses plaines; les moissons de l'Imerina seront faites cette année par les vieillards. Et maintenant que chaque cité envoie son nombre d'hommes; les sagaies sont 80.000, les canons sont 10.000.

« L'animation est partout, et chacun est fermement résolu à combattre, s'il le faut, jusqu'au dernier soupir.

« Jeudi prochain, S. M. Ranaivalo III, reine de Madagascar, viendra sur la place d'Andohalo et adressera au peuple un royal message.

« L'univers ne veut-il pas, aussi bien que la nation malgache, écouter les paroles de la gracieuse reine de Madagascar? L'Europe et

1. Voir le *Temps* du 1^{er} avril 1895.

l'Amérique seront-elles assez peu galantes pour ne pas élever la voix et protester contre une nation puissante qui cherche à écraser le gouvernement de cette héroïque femme? La chevalerie de l'Europe et de l'Amérique peut-elle permettre qu'elle se voie dans la nécessité de réaliser les promesses braves et vaillantes qu'elle faisait à son peuple en 1883 : « Je veux moi-même montrer que je suis un homme et partir « avec vous pour protéger notre patrie. N'est-ce pas ainsi, ô peuple? »

Le 12 février, devait se réunir un grand kabar à Andohalo. La reine elle-même y assista. Elle quitta le palais, en grande pompe, en magnifique toilette, à neuf heures du matin, au bruit des salves d'artillerie et suivie d'une nombreuse escorte. Elle prit place, au milieu des acclamations de ses sujets, sur un trône surmonté d'un dais en velours portant ces inscriptions : « Bons souhaits au peuple », « paix parmi les hommes », « Gloire à Dieu » et « Dieu sera avec moi ».

Les correspondants anglais ont décrit avec complaisance le cortège et la cérémonie. Ils vantent la beauté, la grâce, les yeux charmants de Ranavalo, le bel habit de gala et l'élégance de son époux, les atours somptueux, quoique plus modestes, des princesses et des dames de la cour, ridiculement attifées pour la circonstance à la dernière mode européenne.

A droite de la reine, sur une petite table étaient placés le sceptre et une bible. Aucun des missionnaires anglais ne manqua d'assister à cette réunion patriotique et religieuse. On remarquait aux premiers rangs ces ennemis acharnés de l'influence française, tout fiers d'être un peu les héros de la cérémonie, comme représentants presque officiels de l'Angleterre.

Des rites traditionnels furent accomplis et Ranavalo elle-même prit la parole. Elle accusa le gouvernement français de mauvaise foi. Ce gouvernement, dit la reine, veut s'emparer par la force de notre royaume; mais, ajouta-t-elle : « Ceci, moi et toi, ô mon peuple, ne pourra jamais se faire. Toutes les terres du globe ont leur maître : c'est Dieu qui a donné cette terre à mes ancêtres et ceux-ci me l'ont léguée. Les efforts de mes ancêtres comme des vôtres ont fait du peuple hova un peuple indépendant, et ils ont mis fin aux troubles du pays. Mais voici que les Français viennent avec le dessein de s'emparer du sol natal, et je te dis cela, ô mon peuple! »

Et, s'adressant aux soldats, après avoir rappelé les exploits du reste fort douteux des ancêtres :

« Soldats, soyez braves, s'écria-t-elle, nous ne voulons prendre la terre de personne, nous voulons seulement protéger la nôtre. »

Ranavalo prit l'engagement de ne jamais abandonner et d'assurer sa protection aux familles qui prendraient les armes contre les Français.

On assista alors à un curieux spectacle.

Le premier ministre lui-même, le vieil époux de la reine, se précipita à ses pieds comme un galant et preux chevalier d'autrefois¹. Il portait un bouclier et brandissait une sagaie, il s'adressa à Ranavalô :

« Dame souveraine, Madagascar n'est pas une terre conquise, c'est une terre qui n'appartient qu'à vous seule. Il n'est rien que nous ne soyons prêts à faire pour sauvegarder l'indépendance de la terre natale, et nous n'abandonnerons rien d'elle à qui que ce soit, pas même la grosseur d'un cheveu. Vous êtes la maîtresse de votre royaume, comptez sur nous pour vous le conserver. »

Rainilaiarivony s'efforça enfin de calmer, par de bonnes paroles, les inquiétudes d'une partie de la colonie étrangère.

Les chefs des divers districts de l'Emyrne, entraînés par les paroles du premier ministre, jurèrent alors de faire tous les sacrifices nécessaires pour soutenir la guerre contre les Français; « ils s'engagèrent, disait un correspondant du *Times*, enthousiasmé par ce beau spectacle, à vendre même leur dernière culotte ».

Un véritable délire belliqueux s'empara de l'assemblée, lorsque les « Alakarabas », anciens soldats ayant déjà fait campagne, acclamèrent la reine et demandèrent à marcher les premiers au péril pour donner l'exemple aux contingents récemment appelés.

Le 19 février, l'armée, ses recrues et ses réserves furent réunies au pied des collines d'Ambatoroka, à un kilomètre et demi environ de Tananarive. Les harangues prononcées par le ministre et par les officiers furent des plus ardentes. Le prince Rahamatra jura de vaincre ou de mourir. Il partit le lendemain, par ordre de la reine, pour rejoindre les défenseurs des lignes de Farafate.

Le 5 mars, grande revue des troupes. 2.000 hommes étaient sous les armes. Les officiers anglais firent remarquer que ces soldats en uniforme blanc seraient pour l'ennemi de véritables cibles. Ils réclamèrent pour leurs hommes un costume sombre.

Tandis que les Anglais de Tananarive s'associaient à ces belliqueuses cérémonies, Lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre en France, insistait près de notre ministre des affaires étrangères, M. Hanotaux, pour que protection fût assurée par nos troupes aux missionnaires anglais à Madagascar.

M. Hanotaux fit observer que les généraux français ne marchanderaient pas cette protection aux Européens de Madagascar, mais que la guerre était toujours une cause de désordres; les Anglais, de même que les autres colons demeurant à Tananarive ou dans l'île, couraient donc des risques, des périls qu'il n'était au pouvoir de personne d'empêcher.

On savait que les fonctionnaires de tout rang, obéissant aux ordres

1. Voir le *Temps* du 1^{er} avril 1895.

reçus, parcouraient le pays, prononçaient des discours, répandaient des proclamations, afin d'échauffer le patriotisme des Malgaches et de les exciter à marcher contre l'envahisseur.

Le colonel Shervington était chargé d'organiser une armée; il alla lui-même de province en province, avec mission de mobiliser des troupes; mais on l'accueillit sans beaucoup d'enthousiasme, et il rentra à Tananarive, conservant peu d'illusions sur les dispositions belliqueuses de la population.

Parmi les officiers qui le secondaient avec le plus de zèle et d'intelligence se trouvaient quelques jeunes gens ayant reçu leur instruction militaire en France. Rappelons, à ce sujet, qu'en 1888, avec l'autorisation du général Ferron, alors ministre de la guerre, trois Hovas furent incorporés au 122^e de ligne à Montpellier. Il passèrent peu après à Saint-Maixent, et de là au 83^e.

En 1890 et 1891, trois autres Malgaches firent un stage à l'école des sous-officiers d'artillerie et du train des équipages à Versailles.

L'artillerie hova était sous les ordres du major anglais Graves, ancien bombardier du *royal horse artillery*, passé en 1879 dans un régiment de lanciers, avec lequel il fit campagne au Cap. Il entra dans la police montée de la colonie, puis la quitta pour chercher fortune à Madagascar. Le premier ministre l'accueillit et l'attacha à l'armée. Peut-être Graves suggéra-t-il, n'ayant que peu de confiance dans les indigènes, au gouvernement hova de s'adresser aux aventuriers sans emploi qui pullulent au Cap et de leur proposer de servir sous le drapeau malgache. Des tentatives furent faites dans ce but, des prospectus répandus, promettant aux volontaires étrangers une solde de cinq shillings par jour et des concessions minières après la campagne.

Quelques-uns répondirent à l'appel et furent embarqués pour Vadamandry. On évaluait leur nombre à 350. L'escadre française, trop faible pour maintenir un blocus effectif, n'empêcha pas leur débarquement.

Les ambulances à Tananarive étaient organisées par un médecin de Philadelphie, le docteur Abbott, secondé par un certain nombre de collègues et d'apothicaires indigènes; mais les médicaments et particulièrement la quinine faisaient défaut.

Une partie de la presse anglaise, renseignée par quelques-uns de ses nationaux établis à Madagascar, publiait des notes découragées : « Les Hovas, disait la *Pall Mall Gazette*, sont bien les plus lâches des hommes; leurs soldats ne veulent pas se battre; ils n'ont aucun sentiment de patriotisme; ils savent parfaitement que, braves ou poltrons, ils n'ont à retirer aucun profit de la guerre. Pas de solde, pas de nourriture, pas de vêtements, telles sont les conditions dans lesquelles ils sont appelés à lutter contre les Français. »

Mais le *Times*, sur la foi de correspondants plus ou moins autorisés, tenait un tout autre langage.

« Les Hovas, disait-il, aiment la sauvage grandeur de leur Ile avec autant de tendresse que nous aimons les tranquilles paysages de notre terre natale. N'est-il donc pas naturel qu'ils fortifient leurs cités, qu'ils s'arment jusqu'aux dents pour se défendre contre l'agresseur? Ils savent bien que la puissance militaire de la France est grande, mais cela ne leur enlève pas le courage. Comme de vaillants guerriers, ils sont résolus à ne pas fuir le combat, à lutter, au contraire, et s'il le faut, à mourir pour leur patrie.... »

« ... Comme une autre Judith, la reine Ranavalo adjure son peuple de ne pas s'effrayer, car Dieu soutient toujours de sa puissance ceux qui sont dans le droit. Mais, en même temps qu'ils implorent la divinité, les Hovas, à cette heure terrible, appellent aussi l'Angleterre à leur aide. Cet appel ne sera pas vain, car ils savent qu'elle a toujours soutenu les principes de liberté et qu'elle s'est toujours rangée du côté des faibles et des opprimés. »

Le *Daily Telegraph* disait avec non moins de confiance affectée dans la force de l'armée malgache :

« Il y a une centaine d'années, un Français offrait de soumettre Madagascar avec 200 soldats; pendant la guerre de 1882-1885, des officiers proposaient d'en faire autant et d'arriver à Tananarive avec 1.000 hommes seulement, puis il en fallait 2.000, ensuite 3.000, et finalement, ils échouèrent avec 4.000.

« Aujourd'hui on dit que pour la conquête on n'a besoin que de 15.000 soldats, et cependant M. de Freycinet, président du conseil, disait à la Chambre, le 25 février 1886, qu'une expédition, pour réussir, exigerait au moins 25.000 hommes et 100 millions de francs. *Tempora mutantur*.

« A l'heure actuelle, les Hovas sont mieux entraînés et plus instruits; ils ont de meilleures armes et des munitions, plusieurs Anglais, Américains, Allemands dirigent les troupes et on parle de nouveaux arrivants qui veulent voir des batailles. Le colonel Sherington, un anglais, occupe la fonction de commandant en chef, en remplacement du général Willoughby; cinq mille fusils Martini ont été importés ces jours derniers et on a reçu également, pendant que les arsenaux en fabriquent d'autres, une importante provision de munitions. Si, comme on le prévoit, les Français cherchent à pénétrer dans la capitale par la baie de Bombétoko, sur la côte ouest, ils ne trouveront pas que la rivière de Betsiboka est agréable et facile.

« Les Hovas ont une artillerie puissante, et leurs canons Krupp seront bien manœuvrés; ils n'ont pas les qualités des soldats européens, mais ils ont de grandes aptitudes. »



Un poste hova fortifié.

La vérité était entre ces opinions extrêmes des grands journaux anglais rivaux.

Sans doute, les Malgaches ne manifestaient pas de dispositions très héroïques. Ils n'avaient qu'une idée fort confuse de la patrie. Leurs divisions profondes ne semblaient pas à la veille de disparaître, en présence du danger commun. Ils ne montraient pas la sombre et sauvage énergie des peuples résolus, pour sauvegarder leur indépendance, aux extrêmes sacrifices. On ne pouvait les comparer, sans se livrer à de ridicules exagérations, ni aux Espagnols de Saragosse, ni aux Moscovites de 1812, ni même aux Mexicains de Puebla; mais il aurait été imprudent de les traiter, nous le répétons, en quantité négligeable.

Nos troupes allaient rencontrer en face d'elles quelques milliers

d'hommes, ceux de la garde de la reine et des petites garnisons de province, à peu près équipés, armés et exercés, commandés par des officiers ayant reçu une instruction militaire.

Derrière ces troupes se réunissaient, dans l'intérieur du pays, à l'abri des montagnes et des retranchements, des corps qui plus tard seraient mis en campagne.

Le but évident des Hovas serait donc de prolonger la guerre afin de fatiguer nos soldats, afin de les épuiser en marches pénibles dans les régions les plus difficiles, afin de donner le temps aux nouvelles bandes malgaches de devenir des forces organisées, et de les aguerrir, enfin, dans l'espoir d'une intervention européenne. On mettait, dans ce but, en état de défense les divers sentiers venant de la côte et aboutissant à Tananarive.

Sans beaucoup d'efforts, les chefs hovas multiplieraient les obstacles sur le chemin du corps expéditionnaire ; la nature serait, dans cette lutte, leur plus précieux auxiliaire. Affronter en nombre les Français eût été pure folie ; la véritable tactique était de n'engager que de faibles détachements occupant des positions choisies et faciles à défendre, de couper les rares voies de communication, de brûler les villages qui pourraient servir d'abris à nos soldats et de détruire les approvisionnements sur leur passage.

Des bandes, connaissant bien le pays, formées d'hommes vigoureux et agiles, inquiéteraient ensuite nos communications avec la côte et attaqueraient nos convois, opération particulièrement attrayante pour les Hovas, puisqu'elle serait suivie de pillage.

Le gouvernement de Ranavaloa, quelles que fussent ses illusions, ne pouvait cependant espérer sérieusement empêcher les Français de parvenir à Tananarive ; mais il comptait, par la guerre même, réveiller l'esprit belliqueux des populations et sans doute continuer la lutte dans les massifs montagneux, longtemps après l'occupation de la capitale.

Il convenait donc, à Paris, de ne pas considérer avec une légèreté imprudente l'expédition à la veille d'être engagée, et de prendre toutes les précautions nécessaires en vue d'une longue campagne. Il importait enfin de ne pas perdre un temps précieux, d'occuper fortement les points stratégiques de la côte, de ne pas laisser à l'ennemi le temps de s'organiser et de frapper rapidement quelques coups décisifs, dès le retour de la belle saison.

Nous avons déjà exposé quelles étaient les mesures prises à Tamatave ; l'attention se portait plus particulièrement sur Majunga. Ce port devait constituer une base solide d'opérations. Ni l'escadre, ni les troupes d'infanterie de marine disponibles ne pouvaient fournir assez d'hommes pour l'occupation de certaines positions nécessaires au succès des premières opérations. Le départ anticipé d'une partie des troupes d'Afrique composées de soldats capables d'opposer plus

de résistance aux rigueurs du climat et aux fièvres, fut donc décidé. Les tirailleurs algériens s'embarquèrent les premiers.

Quel serait le commandant de ces troupes en attendant l'arrivée du général Duchesne?

Cette question souleva quelques difficultés malheureuses. Elle était des plus importantes, puisqu'en temps de guerre et surtout lorsqu'il s'agit de guerres aussi lointaines, les rivalités entre les chefs sont déplorables. On sait quelles furent trop souvent les néfastes conséquences de ces mésintelligences

En Crimée, en Chine, au Mexique, au Tonkin, le désaccord entre l'armée de terre et la marine a toujours produit de funestes résultats. A peine la guerre était-elle déclarée aux Malgaches que d'inévitables dissentiments éclataient non entre combattants, mais entre administrations.

La marine avait revendiqué tout d'abord la haute direction de l'expédition. Le général d'infanterie de marine Borgnis-Desbordes, — officier du reste d'une rare distinction — avait, disait-on, préparé un plan de campagne excellent. La nomination de cet officier s'imposait. Le ministère de la guerre tint bon et fit désigner le général Duchesne, ayant, lui aussi, un brillant passé militaire.

Les bureaux de la marine soulevèrent alors d'autres discussions relatives aux transports du matériel, des vivres, des munitions. Les rivalités s'envenimèrent.

Le gouvernement jugea nécessaire d'y mettre fin le plus tôt possible. Une conférence fut tenue dans ce but au commencement de février à Paris, chez le président du conseil, M. Ribot.

Les ministres de la guerre, de la marine et des affaires étrangères assistèrent à cette conférence, ainsi que le général Duchesne, M. Bompart, ancien résident à Tananarive, directeur au ministère du quai d'Orsay, et le commandant Richard de l'état-major de la marine.

Les questions encore en suspens et celles relatives à l'unité si nécessaire à établir et à maintenir du commandement, y furent résolues. On se mit d'accord sur les diverses opérations et diversions, sur le lieu de concentration du corps expéditionnaire et, d'une manière générale, sur tous les préliminaires de la campagne.

A Majunga, le capitaine de vaisseau Bienaimé était le chef des forces navales; il fut résolu que le général de brigade Metzinger prendrait le commandement à terre, dès son débarquement. Le sous-chef d'état-major du corps expéditionnaire, M. le lieutenant-colonel de Beylié précéderait le général Duchesne de plusieurs semaines à Majunga pour y seconder le général Metzinger.

Majunga commande l'entrée du plus vaste estuaire de la côte de Madagascar; son importance politique, stratégique et commerciale est donc de premier ordre. Cette ville est en outre la meilleure tête de

ligne du chemin le plus facilement praticable qui conduit de la côte à la capitale du royaume des Hovas. « Majunga est située sur une pointe basse et sablonneuse¹, en arrière de laquelle se dressent les pentes ravinées du plateau du Gouverneur. » En 1883, l'extrémité ouest de ce plateau avait été fortifiée par des ouvrages en maçonnerie de 5 mètres de relief; l'extrémité est, par une redoute avec parapet d'infanterie et fossé profond; les deux ouvrages reliés par des retranchements. En 1884, après la première occupation de la ville par les Français, de nouveaux travaux, entrepris sous la direction des capitaines Brun et Poutet, de l'artillerie de marine, complétèrent le système de défense du côté de la terre.

Le plateau du Gouverneur fut couronné d'un ouvrage en palanques, d'où l'on pouvait menacer le flanc d'un corps d'attaque contre la ville.

L'occupation de ce plateau n'était pas moins nécessaire en 1895; la position est du reste particulièrement saine. Son altitude, le bois de manguiers qui le couvre et offre aux soldats un abri contre les rayons du soleil, une source d'eau vive excellente et abondante qui jaillit du sol en rendent le séjour très agréable aux Européens.

La route, on devrait plutôt dire l'itinéraire de Majunga à Tananarive, suit le rivage de la mer jusqu'à Marovoay², port militaire. Cette ville s'élève sur une falaise de 40 mètres de hauteur que couronne un plateau entouré de retranchements et garni de pièces de canon.

Les postes fortifiés sont nombreux entre la capitale et la côte ouest. Quelques villages sont protégés au moins par des fossés. Citons Mahevetanana, Ampanihibé, Ankoula, Trabongy.

La localité la plus importante est Mahevetanana avec les établissements Suberbie. Une reconnaissance d'officier de Majunga à Tananarive, très habilement exécutée, décrit ainsi la région à parcourir³:

La route, particulièrement au delà de Suberbieville, présente un aspect désolé. « Partout où la vue peut s'étendre, on n'aperçoit que montagnes rougeâtres, sans arbres, pelées ou couvertes d'herbes séchées par le soleil. Ces herbes atteignent parfois deux mètres de hauteur et répandent, le matin et par temps de brume, des exhalaisons malsaines. »

Chaque année, en juillet, les indigènes font flamber les broussailles et débarrassent ainsi le terrain d'obstacles qui ne tarderaient pas à devenir infranchissables.

Cette coutume ne peut être que favorable à la marche et particulièrement à la sécurité d'une colonne expéditionnaire, en facilitant le service d'exploration.

On ne rencontre, dans la contrée ainsi déblayée, que deux bois tail-

1. *Madagascar, l'île et ses habitants*, par G. Humbert, capitaine breveté d'infanterie de marine. Un volume.

2. Consulter la carte publiée par Poulmaire, librairie Garnier frères.

3. *Madagascar, l'île et ses habitants*, par G. Humbert.

lis de six kilomètres d'étendue chaque, entre Marovoay et Traboungy. Tous les cours d'eau sont bordés d'arbres.

Les herbes sèches fournissent aux soldats un excellent combustible. On n'en emploie pas d'autre à Tananarive, où les herbes sont transportées par bottes dans des pirogues.

« Si la route est dépourvue d'arbres, dit le rapport militaire très important déjà cité, elle l'est également d'habitations. C'est à peine si de Marovoay, au fond de la baie de Bombetoke, à Ankazobé, premier village de l'Imerina, sur un parcours de 300 kilomètres, on rencontre, soit sur la route, soit dans les environs, une quarantaine de villages, sortes de colonies militaires composées d'une trentaine de cases en raffa.

« Certains explorateurs ont donné à ces misérables agglomérations le nom de forts; on leur attribue sur les cartes le signe conventionnel réservé aux ouvrages de fortification permanente. C'est leur faire vraiment trop d'honneur.

« Les villages militaires qui jalonnent la route de Marovoay à Suberbieville sont généralement situés dans des positions avantageuses, mais il n'ont ni fossés ni parapets. Une simple palissade en bois de deux mètres de haut, précédée elle-même d'une haie de cactus épineux de 3 à 4 mètres d'épaisseur, constitue toute leur défense. A l'intérieur, une seconde palissade entoure la demeure et prend le nom de *rova* (on prononce *rouve*).

« De Suberbieville à Ankazobé, les procédés de défense diffèrent : les villages sont entourés d'un fossé de 3 à 4 mètres de profondeur, de 3 mètres de large et d'un parapet en terre battue de 0^m60 d'épaisseur et de 2 mètres de haut, mais ils sont toujours dominés à courte distance par des hauteurs facilement accessibles. Ces modestes défenses, à peu près suffisantes pour arrêter une attaque de sauvages, ne sauraient tenir devant une troupe européenne; elles commencent même à ne plus en imposer aux *fahavalos* (voleurs).

« A partir d'Ankazobé, premier bourg de l'Imérina, les villages deviennent plus nombreux et changent d'aspect; les maisons sont construites à l'européenne, en brique ou en pisé; elles ont un étage et sont couvertes en tuiles.

« Enfin de Piarona à Tananarive, sur un espace de 70 kilomètres, les maisons se suivent, pour ainsi dire, sans interruption, les terrains incultes disparaissent et le sol, en dehors des parties habitées, est couvert de magnifiques rizières.

« Dans cette région favorisée, les troupes peuvent facilement cantonner; mais avant d'y arriver, elles seront obligées de camper ou de bivouaquer.

« Ajoutons qu'il ne faut compter en aucune façon trouver des vivres dans la contrée traversée, car les Hovas évacueront certainement leurs bestiaux et leurs provisions. »

Ces premiers renseignements étaient précieux pour le chef du corps expéditionnaire. D'autres, non moins utiles, parvenaient à Tamatave.

Les abords de cette place étaient scrupuleusement reconnus et décrits dans toutes les directions.

Tamatave, sans avoir l'importance stratégique de Majunga, est le port le plus connu des Européens et le plus fréquenté. C'est là, on le sait, que se concentre le commerce d'exportation. C'est là que résident les consuls des principales puissances. Tamatave est en relations avec toutes les provinces et localités de Madagascar par des courriers. Une ligne télégraphique la reliait à Tananarive.

Les grandes compagnies de transport : les *Messageries maritimes*, la *Compagnie Havraise* et la *Castle Line* y font escale. Par Tamatave, des notes, renseignements de toute nature parvenaient à l'autorité française.

Un service médical y était installé. Nous avons dit avec quel soin le ministère de la guerre avait prescrit de veiller à la bonne hygiène des troupes. Les hommes, avant leur départ de France, étaient soumis à plusieurs visites médicales, ayant spécialement pour objet l'examen des organes respiratoires, celui du cœur, celui de l'abdomen (rate et foie). Les fiévreux et les vénériens furent impitoyablement éliminés.

Un ensemble de conseils d'hygiène et de prescriptions sévères était formulé pour prévenir et combattre les fièvres palustres, la dysenterie, l'insolation et d'autres maladies très fréquentes à Madagascar. Contre les fièvres palustres, on recommandait aux chefs de corps de ne pas mettre en marche leurs soldats à jeun, de ne pas laisser boire aux hommes de l'eau stagnante non bouillie, de leur faire absorber de la quinine ou du quinquina.

Un médecin de talent, ayant séjourné cinq ans à Madagascar, approuvait ainsi dans *le Temps* toutes les mesures de précaution et les prescriptions de l'autorité militaire française :

« Je suis absolument partisan de la quinine pour prévenir l'empoisonnement palustre, et j'ai vu avec grand plaisir que M. l'inspecteur Vallin, président de la commission technique, qui a organisé le service de santé du corps expéditionnaire, partageait la même opinion. La quinine administrée préventivement peut avoir donné des mécomptes entre les mains de quelques médecins; ce n'est pas que le principe fût faux, c'est l'application qui était défectueuse.

« L'expérience m'a amené à renoncer aux faibles doses quotidiennes qui n'ont d'autre résultat que de fatiguer l'estomac; l'accoutumance se produit très vite et le médicament court le risque de rester sans action, même à forte dose, au moment d'un accès, alors qu'on aurait le plus besoin de ses services.

« Il faut agir par doses massives d'un gramme à des intervalles que l'expérience fait connaître et qui varient suivant les contrées.

Dans certaines régions du Soudan, en particulier à Bissandougou et à Kankan, où le paludisme faisait de nombreuses victimes, on a dû, pour faire disparaître ou tout au moins réduire les accès dans une très forte mesure, arriver à administrer une dose d'un gramme tous les cinq jours. Au Dahomey, dans la colonne mobile commandée par le colonel de Cauvigny, le petit contingent de troupes blanches fut épargné par la fièvre pendant trois mois, d'octobre à janvier, grâce à la quinine prise préventivement. J'estime qu'à Madagascar un gramme de quinine tous les sept jours sera suffisant.

« Le paludisme des pays intertropicaux, quelle que soit la forme sous laquelle il se manifeste, doit toujours être traité par les sels de quinine; j'ignore si en Algérie on a pu le guérir par d'autres médications; mais, à Madagascar, il serait souverainement imprudent de laisser de côté un traitement qui a toujours donné les meilleurs résultats.

« Pendant la première expédition du Tonkin, les officiers venus d'Afrique, trouvant que la température était moins élevée que celle de certaines régions de l'Algérie, ne crurent pas devoir prendre plus de précautions contre le soleil qu'ils n'en prenaient en Afrique; l'expérience ne tarda pas à les faire revenir de leur erreur: ils virent bientôt que la température thermométrique ne jouait qu'un rôle secondaire, et ils prirent alors pour eux et leurs hommes les précautions qu'ils avaient négligées au début.

« S'il a été bon de parler du paludisme à Madagascar afin de mettre en garde le service sanitaire contre toute surprise, il y aurait cependant exagération à dire que le climat de l'île est plus dangereux que celui des autres pays situés sous les tropiques; il est certainement meilleur. Dans tous les cas, la zone fiévreuse n'a pas une grande étendue, et le général Duchesne a pris toutes les dispositions nécessaires pour qu'elle fût rapidement franchie. Si donc nos soldats savent qu'ils vont se trouver exposés aux atteintes de la maladie, il faut qu'ils soient également persuadés que toutes les mesures ont été prises pour que le service de santé dispose de moyens thérapeutiques certains qui en combattront les effets. »

Contre la dysenterie, une alimentation régulière autant que possible; port de la ceinture de flanelle. Contre l'insolation, défense de boire de l'alcool à l'excès, port du casque colonial, usage du mouchoir ou du couvre-nuque mouillé.

Soldats et officiers étaient avertis de ne pas abuser de l'eau, de se passer d'apéritifs et de boissons trop fortes, de ne jamais charger leur estomac d'une trop grande qualité d'aliments.

Au bivouac, ordre donné de se couvrir le plus chaudement possible, durant la nuit, de s'envelopper de façon à ne pas être tourmenté par les moustiques; grands soins de propreté.

Il est au moins curieux de rappeler à ce sujet les instructions déjà formulées deux cent trente ans plus tôt par le gouvernement de Louis XIV et données aux premiers colons envoyés à Madagascar. Nous en détachons le passage suivant, tiré des *Statuts et ordonnances et règlements que la Compagnie établie pour le commerce des Indes-Orientales veut et entend estre gardez et observez dans l'île de Madagascar et adjacentes et dans tous lieux à elle concédez par Sa Majesté* :

« Pour éviter la mort des François, trois choses sont absolument nécessaires. La première d'empêcher qu'ils ne mangent des fruits de l'isle avec excès, et particulièrement du lait crud qui est mortel ; c'est pourquoy il faut les engager à le faire cuire et les accoutumer peu à peu à la nourriture du pays. La seconde est de les empêcher de se donner aux femmes du pays qui sont faciles et extraordinairement lubriques ; et en troisième lieu de les empêcher de s'écarter et d'aller en party sans commandement exprès, les peuples naturels du pais estant traitres et vindicatifs, ne peuvent oublier les mauvais traitements qu'ils ont reçus injustement, à ce qu'ils prétendent, de ceux de notre nation, ce qui leur donne lieu de se venger sans quartier ni miséricorde, sur ceux qu'ils peuvent trouver à leur avantage. »

Depuis 1665, d'autres maladies sont particulièrement pernicieuses à Madagascar.

Les maladies vénériennes sont en effet très répandues dans la population indigène, causes de dangers constants et graves pour les Européens immigrés ; les chefs de corps devaient donc, par des ordres sévères, empêcher leurs hommes de s'éloigner du bivouac¹ et d'aller « flirter » dans les villages.

Tout excès, l'ivrognerie, la débauche se paient d'un accès de fièvre à Madagascar.

De l'avis unanime des médecins, l'acclimatement de nos soldats se ferait vite et bien, à la condition que les règles de la tempérance et les précautions hygiéniques indiquées fussent rigoureusement observées.

1. Ces prescriptions sont d'autant plus nécessaires que la débauche est grande dans tous les villages madécasses, particulièrement ceux de la côte depuis longtemps fréquentés par les Européens. « Sur la côte ouest, dit M. Macquarie dans son *Voyage à Madagascar*, le navire marchand n'a pas encore jeté l'ancre dans la baie ou à l'embouchure de la rivière, que déjà il se trouve entouré par une flottille de pirogues chargées de jeunes filles du plus jeune âge. Les hommes de l'équipage se les partagent..... Chose remarquable, la jeune fille qu'un marchand honteux livre au matelot qui la choisit, se comporte pendant la durée de cette union des plus passagères comme une véritable épouse ; elle respecte cet époux de hasard, se plie à ses volontés, veille à ses besoins et pourvoit à sa nourriture. Leur conduite dans ces circonstances, prouve combien sont à plaindre ces malheureuses filles jetées en pâture au libertinage des blancs.

« Le dérèglement des mœurs de tous les villages maritimes de la grande île africaine est certainement l'œuvre des Européens. » M. Granddier dit à ce sujet : « Je ne puis qu'exprimer mon étonnement de ce qu'avec la vie de paresse et de débauche à laquelle se livrent les traitants européens ou créoles, il n'y ait pas plus de malheurs à déplorer. »



Une case malgache.

CHAPITRE IX

Dans les provinces malgaches.

L'union irréalisable entre les peuplades de l'île. — Les Sakalaves, leurs relations avec la France. — Le Boueni. — Dispositions des autres provinces. — Ordres des gouverneurs. — Diego-Suarez. — La colonie en état de siège. — Proclamation. — Voyageurs français en danger. — Massacres et horribles supplices. — Le colonel Piel. — Combat d'Antanamitarana. — Le commandant Pardes et ses tirailleurs. — L'agitation à Fort-Dauphin, Nossi-Vé. — Les Kabars, Réunions belliqueuses. — Orateurs et poètes indigènes. — Le chant national malgache. — L'hymne de la Reine. — Le conseil de défense à Tananarive. — Tactique des indigènes. — La vie de nos soldats à Madagascar. — Tout commerce interrompu.

Les proclamations de la reine Ranavalo et les appels de ses fonctionnaires étaient impuissants à réaliser l'union entre les diffé-

rents peuples de Madagascar. On sait déjà que, de 1883 à 1885, les populations de la côte ouest, les Sakalaves, nous avaient fourni des soldats contre les Hovas, leurs conquérants et leurs oppresseurs. Le tort du gouvernement français fut alors de ne pas favoriser assez chaleureusement ces velléités de rébellion contre une domination odieuse. En 1893, l'intérêt, bien entendu, ordonnait-il de suivre une politique différente, et de ne rien négliger pour attirer à nous les indigènes ennemis des Hovas? L'occupation de Majunga, en pays sakalave, ne pouvait, espérait-on, que contribuer au succès de ce plan de désagrégation des forces malgaches.

Les Sakalaves furent très longtemps les rivaux heureux des Hovas. Ils occupaient un vaste territoire de la pointe d'Ambate, au nord, à la baie de Saint-Augustin au sud. Leur royaume était le plus puissant des Etats malgaches.

Mais de longues compétitions entre successeurs au trône firent naître chez eux des divisions. Le royaume se disloqua; les Hovas profitèrent de ces dissentiments pour envahir le pays et pour s'y imposer en maîtres. Le peuple sakalave a cependant toujours conservé l'espoir de reconquérir son indépendance; il vénère les derniers rejetons de l'ancienne race royale et des anciens chefs. Ces princes ont conservé un réel prestige; leur autorité morale, bien qu'ils n'aient plus aucun droit de commandement, est restée assez forte pour qu'en maintes circonstances, des différends leur soient soumis. Ils prononcent, et leur décision est toujours respectée.

Les rois sakalaves ont fréquemment traité avec la France, dont ils sollicitaient la protection. Parmi les chefs qui vivent encore aujourd'hui dans le pays, citons le roi Tsiaras, âgé de 21 ans, qui possède un grand nombre de femmes et d'esclaves. Ses Etats s'étendent de la presqu'île d'Ambate à la baie de Passadanva. Il n'est, du reste, que souverain fictif, vassal de la reine Ranavaloa et placé sous la surveillance du gouverneur de Mourousang. La reine Binao, résidant à Ampasimène, est encore considérée comme la souveraine de la presqu'île Bavatoubé, placée depuis longtemps sous le protectorat de la France.

D'autres monarches ou chefs moins connus, n'ont pas cessé d'exercer sur le littoral une certaine autorité, mais les Hovas ont eu, peu à peu, raison de populations aux instincts nomades, sans cohésion, et incapables d'un travail régulier.

M. de Mahy, dans le récit d'un voyage qu'il fit à Madagascar en octobre et novembre 1885, en compagnie de M. Dureau de Vaulcomte, son collègue à la Chambre des Députés¹, raconte qu'à cette époque, les populations sakalaves du pays de la reine Binao manifestaient les

1. Voir *Madagascar*, par M. Raoui Postel, préface de M. de Mahy.

dispositions les plus sympathiques aux Français et à la France. Le commandant, aujourd'hui colonel Pennequin dont nous avons déjà parlé, avait su inspirer une grande confiance aux indigènes. Il recruta parmi eux d'excellents soldats.

A Vohemar, le capitaine de frégate Escande et ses successeurs, les commandants d'infanterie de marine Poudra et Prouteau, créèrent des établissements importants. Les naturels du pays préféraient la domination des Français à celle des Hovas.

Sur les riches territoires qui bordent la baie de Passadanva, même succès. En peu de temps, le lieutenant Valette avait formé une troupe indigène dévouée et disciplinée.

« Ah ! les braves gens ! écrit M. de Mahy ! Un d'eux, blessé au dernier combat (le pauvre diable avait reçu une balle dans la tête et perdu un œil), était exempt de la manœuvre. Nous le rencontrons, et nous lui faisons compliment de sa bravoure. — Ah ! oui, nous répond-il : si, Français et Sakalaves tous pas braves, tous f... ce jour-là. » Ce détail nous apprend que les indigènes de la côte malgaché avaient appris, en bons troupiers, les locutions énergiques du langage de bivouac.

Et M. de Mahy reprochait alors amèrement, non sans raison, aux hommes d'Etat français d'avoir trop facilement abandonné en 1885, ces belles régions et leurs habitants qui ne demandaient qu'à servir la France.

Du côté sud de la baie de Bombetoke, vivent les Sakalaves d'Ambango, très divisés et subissant l'influence d'Arabes et d'Indiens installés depuis longtemps dans les villages, où ils sont les maîtres du commerce. Ces étrangers, persuadés que la conquête française mettrait fin à leur prestige et à leur action, nous étaient hostiles.

Citons enfin les Sakalaves de la région du Menanava, affluent de la rive gauche de l'Ikopa, et renommés comme de véritables bandits. « C'est, dit un voyageur, M. Gautier, un ramassis de populations noires de différentes races, n'obéissant à aucune loi, n'ayant le plus souvent pas de villages constitués, vivant de vol et de meurtre, se jetant à périodes déterminées sur les villages soumis, pillant les maisons et enlevant les personnes pour les vendre comme esclaves ; avec cela, lâches comme tous les malfaiteurs, ces brigands se laissent acculer dans des pays arides et sans cultures, craignant d'attaquer le blanc, sauf quand ils voient en lui une proie sûre et à prendre par surprise, rampant la nuit pour attaquer les villages au petit jour et fuyant au moindre simulacre de résistance. »

Nous empruntons encore aux intéressants récits de M. Gautier quelques renseignements curieux sur ces bandits de profession, les Fahavolos :

« C'est des pays sakalaves, baras, etc., qu'ils s'élancent en bandes

de quelques centaines pour piller leurs voisins quels qu'ils soient, et au besoin la caravane des blancs qui passe.

« Je les connais assez bien : je n'ai pas tardé à reconnaître qu'il était plus prudent de voyager en leur compagnie, que de s'exposer à les rencontrer à l'improviste au coin d'un bois. J'en ai pris à mon service, j'ai noué de bonnes et solides amitiés avec les plus importants, et souvent je les ai fait causer. A la halte de midi, quand il faisait trop chaud pour marcher et qu'on se reposait à l'ombre, mes compagnons de voyage égrenaient volontiers leurs souvenirs. C'est ainsi que mon ami Belambosy, grand maître des cérémonies à la cour du roi Toéra, d'ailleurs apparenté à Sa Majesté par les femmes, me raconta l'expédition malheureuse de Tsyroamandidy.

« 300 Sakalaves conduits par mon ami, le grand maître des cérémonies, voulurent surprendre la nuit le village hova de Tsyroamandidy. D'abord, tout marcha bien, on ouvrit sans bruit le coral et on vola tous les bœufs. Mais ce premier succès ayant enhardi les Sakalaves, ils voulurent voler des femmes et des enfants, marchandises très recherchées. Ils se mirent à s'ouvrir à la hache un chemin dans l'épaisse haie de cactus épineux qui protège le village. Malheureusement l'éveil fut donné. Une décharge à travers la haie mit les assaillants en déroute. Mon ami, le général, jeta, pour courir plus vite, sa sagaie, sa ceinture, son beau fusil de chef orné d'argent. Pendant quatre jours et quatre nuits, il erra, ayant perdu la tête et son chemin, et quand il reparut dans sa famille, son retour inespéré fut accueilli avec autant de joie que celui de la *Gascogne*¹.

« Toutes ses expéditions n'étaient pas aussi malheureuses. Trois mois auparavant, par exemple, il avait pillé le village fortifié d'Ambohinome. Il avait eu pour sa part une femme, qu'il avait avantageusement vendue.

« Mes compagnons de route me racontaient ces petites histoires, et d'autres analogues avec la sérénité d'un vieux grognard qui conte ses campagnes et le légitime orgueil du danger couru.

« Pour moi, en les racontant à mon tour, j'ai voulu simplement établir que je suis documenté.

« Je crois pouvoir affirmer que chez les Sakalaves et chez la plupart des autres tribus indépendantes, on tue et on vole comme on respire, c'est une fonction naturelle; la liberté réciproque du pillage est la seule institution politique pratiquement établie. L'ouest et le sud de Madagascar sont un repaire de brigands. »

Les Sakalaves, ceux mêmes qui nous témoignèrent des sympathies, n'inspirent donc, il faut le reconnaître, que peu de confiance

1. La *Gascogne*, navire de la Compagnie Transatlantique, faisant le service du Havre à New-York, qui à la suite de graves avaries, n'arriva au port qu'après un long retard. On l'avait cru perdu pendant plus d'une semaine, en février 1895.

et peu d'estime à l'Européen ayant longtemps habité leur pays et en ayant étudié les mœurs.

Le Sakalave, en effet, est rebelle à la civilisation. En vain les prêtres de différentes religions ont essayé d'agir sur son esprit, ils ont presque toujours échoué dans leurs tentatives : les premiers conquérants musulmans, d'abord ; mais ils ont bien vite été absorbés, noyés dans la population indigène. Leurs descendants de sang très mélangé ont perdu leur caractère, leurs traditions.

En revanche, les fétiches et les sorciers n'ont jamais cessé d'être et sont toujours en honneur chez les Sakalaves.

Les missionnaires, catholiques ou protestants, ces derniers plus nombreux, ont-ils mieux réussi que les disciples de Mahomet ?

M. E.-P. Gautier dit à ce sujet ¹ :

« Sous nos yeux, de nos jours, des missionnaires norvégiens font les plus grands, les plus admirables efforts pour catéchiser les Sakalaves, les Baras, les tribus indépendantes, en un mot.

« Quand j'étais à Ambiky, la capitale du Ménabé, j'entendis dire : « Il y a un blanc au Betsiriry, il a été pillé. »

« Quinze jours après, j'entends reparler de lui à Ankavandra : il vient de partir pour Maintirano.

« Huit jours après, toujours à Ankavandra, je me trouvai brusquement face à face avec un homme à barbe blonde, à l'air doux et décidé, proprement vêtu de drap bien broissé, comme il convient à un pasteur protestant sous toutes les latitudes.

« C'était le blanc mystérieux dont j'entendais parler depuis un mois.

« Le nom de ce missionnaire norvégien est Nilsen Lund, un nom bien connu à Madagascar, et qui mériterait de l'être ailleurs ; l'homme le plus apôtre que j'aie jamais vu.

« J'étais accompagné d'une demi-douzaine de grands chefs sakalaves dont je payais la protection.

« N. Lund voyageait seul avec cinq ou six porteurs ; je crois qu'il avait un revolver dans une de ses poches, mais non chargé, de peur d'accident.

« En cet équipage, il était allé à Bacopaka, le village le plus sauvage de tout le Ménabé.

« Il s'était assis au milieu de la place publique : « Je vous apporte la parole de Dieu. » Elle avait été très mal reçue, on avait parlé de tuer le missionnaire. Heureusement il avait répondu : « Mon corps pourrira parmi vous ; mon âme restera vivante. » — Les Sakalaves croient aux esprits, aux fantômes, aux loups-garous, et les âmes des blancs passent chez eux pour particulièrement dangereuses. Ils crai-

1. Voir *Bulletin du Comité de Madagascar*, n° 1.

gnirent que l'âme de Nilsen Lund ne jetât des épidémies sur leurs troupeaux ou sur eux-mêmes, et ils se contentèrent de piller consciencieusement d'ailleurs ses très maigres bagages.

« Ainsi, depuis un mois, Nilsen Lund avait fait une première tentative malheureuse de pénétration au Betsiriry, il avait été pillé ; une seconde à Bacopaka dans les mêmes conditions.

« Et, sous mes yeux, il en fit derechef une troisième et une quatrième, toujours repoussé, mais non pillé, car il ne lui restait plus rien.

« On eût dit, si je puis employer cette expression irrespectueuse en parlant d'un homme digne de tous les respects, un hanneton qui essaye de sortir par une fenêtre fermée et qui se heurte successivement à toutes les vitres.

« J'ai causé souvent de Nilsen Lund, de l'homme admirable que je viens de dépeindre, avec les Sakalaves. Unanimement, ils le considèrent comme un fou ; jamais ils n'ont été émus de son courage et de sa grandeur morale ; ils ne comprennent pas. »

A Morondava, les Norvégiens sont établis depuis quatorze ans ; ils n'ont fait de prosélytes que parmi d'anciens esclaves nègres enlevés à des tribus africaines et affranchis. Pas un indigène ne s'est converti.

Les Hovas maintiennent leur pouvoir, en pays sakalave, par vingt-six postes militaires qui suffisent au maintien de l'ordre.

Dans leur désir d'unité, ces conquérants, pour mieux affirmer leur prétention de gouverner l'île entière, l'ont divisée en vingt-deux provinces, sans tenir compte des anciens royaumes ni des conditions ethnographiques.

Dix de ces provinces s'échelonnent le long de la côte orientale : Vohimarina, Maroa, Ivongo, Mahavelona, Tamatave, Betanimona, Anteva, Matitanana, Vangaïdrano et Anossy ;

Sept occupent le centre : Antscianac, Ankaye, Ankove, Betsileo, Ibara, Tsienimbalala et Androy ;

Cinq sur la côte occidentale ; Boueni, Ambongou, Menabé, Fééré-gne, Mahafaly.

Dans chacune de ces provinces, la reine (ou plus exactement le premier ministre) est représentée par un gouverneur.

Le Père Piolet, un des Européens qui connaissent le mieux Madagascar, apprécie ainsi le rôle de ce fonctionnaire hova : les gouverneurs, dit-il, furent « créés pour diminuer et annihiler la noblesse, et pour favoriser le protestantisme, ils ont fidèlement travaillé à l'un et à l'autre but. Choisis, en effet, presque exclusivement, parmi les élèves des écoles protestantes ; ils mettent tout naturellement leur influence au service de leurs maîtres qui, du reste, ne négligent pas de les suivre avec soin, de les surveiller, de les récompenser ou de les

briser. Ils sont tout-puissants, ils rendent la justice, imposent les corvées, enregistrent les mariages, perçoivent les impôts, en un mot administrent tout et connaissent de tout, ne laissant absolument aux seigneurs ou *tompomenakely* qu'une situation honorable et un simulacre d'autorité.

« Surtout ils pressurent, pillent et volent.

« A Madagascar, aucun officier d'aucune administration n'est payé. Souvent même ils ont dû acheter, et fort cher, la place de premier, de second, de troisième gouverneur. Il faut donc rentrer dans ses fonds d'abord, puis s'enrichir. Pour cela, on vendra tout, son influence, ses arrêts, ses services et, quand cela ne suffira pas, on se fera donner ce que l'on trouve à sa convenance.

« Avez-vous une villa qui plaise au premier ministre, ou même à quelqu'un de son entourage, on vous fera dire que la reine trouve votre villa très belle. On sait ce que cela signifie et on s'empresse de la lui offrir. Dans les provinces, le gouverneur fait absolument la même chose. Trouve-t-il par exemple votre plantation de cannes, de café ou de coton, remarquable, vous recevez une invitation semblable et vous n'aurez qu'à y faire la même réponse.

« Mais ce sont surtout les gouverneurs des pays conquis qui pillent, volent, saccagent et s'enrichissent. Un gouvernement, pour eux, c'est, suivant une heureuse expression de M. Martineau, une ferme prise à bail à laquelle il faut faire rapporter le plus possible, tout en payant au gouvernement central un loyer proportionné à son revenu. Car, leur principale mission, c'est de procurer des ressources au premier ministre. S'ils le font convenablement, on fermera volontairement les yeux sur leurs exactions et on restera sourd à toutes les plaintes, pourvu qu'ils n'aillent pas au delà de toutes les bornes; sinon, le premier ministre, qui connaît par ses espions toutes les ressources de leur gouvernement, les fait avertir, et ils s'empressent de s'exécuter. Ils savent, du reste, moyennant finances, s'assurer en haut lieu de puissants protecteurs pour les défendre et les avertir.

« La place est difficile à obtenir. Il faut pour cela faire de grandes avances, donner un peu à tout le monde et se créer ainsi un courant de sympathie qui vous porte tout naturellement au pouvoir, si un autre n'est plus généreux que vous. Ainsi le gouverneur actuel du Boueni, Ramazombasaha, donna 30.000 francs pour obtenir sa place, et, en 1892, quand je quittais Tananarive, deux familles désirant obtenir, si je ne me trompe, la direction des établissements pénitentiaires et agricoles du premier ministre près de Tamatave, l'une dépensa, m'assura-t-on, 10.000, et l'autre 12.000 piastres. Ce fut la dernière qui l'emporta.

« Mais une fois la place obtenue, et toutes les précautions prises, le pays est mis en coupe réglée. »

Le Hova, on le sait déjà, a su conquérir une influence prépondérante à Madagascar, grâce à une incontestable supériorité.

Il a des qualités, il est particulièrement assimilable à la civilisation européenne. La sympathie, l'avidité, avec lequel il accueille nos idées est étonnante. Elle se traduit dans les moindres détails. « L'indigène, dit un voyageur¹ souvent cité et dont le témoignage fait autorité, abandonne de plus en plus son costume national qui lui va bien, pour adopter notre costume sous lequel il est grotesque. J'ai vu un haut fonctionnaire hova, habillé les jours de gala en uniforme de rhétoricien du lycée de Bourbon. Les Hovas s'habituent à s'asseoir sur des chaises, à manger avec une fourchette. »

C'est en pays hova que les missionnaires protestants et particulièrement les Anglais ont recruté leurs adhérents, c'est là qu'ils font des adeptes et qu'ils dirigent la majorité de la population.

Sur 8.000 maîtres d'école indigènes, les missionnaires catholiques français n'en comptent pas un huitième, 640 à peine formés par eux.

Dans les écoles passent annuellement plus de 100.000 élèves qui apprennent à lire et à écrire leur langue dans nos caractères latins. Ils étudient la Bible et d'autres publications des sociétés évangéliques, l'arithmétique, l'histoire et la géographie.

Parmi les missionnaires protestants, les uns norvégiens, ont toujours eu de bons rapports avec les Français, les autres, ceux de la *London missionary Society* et de la *Friend's Foreign M. Assoc.*, sont pour nous des ennemis irréductibles.

Grâce à l'appui du Gouvernement, ces derniers ont prédominé; mais, de l'aveu de certains membres eux-mêmes de leur société, il ne faut pas s'exagérer leur influence. Cette influence, bien que réelle, est superficielle. Elle n'a pas de racines profondes. Le Hova reste plutôt indifférent en matière religieuse.

Les grandes querelles des missionnaires des diverses confessions entre eux n'ont pas peu contribué à développer cette indifférence. Le Hova s'est rallié au protestantisme par intérêt, parce que la reine et les ministres, les puissants du jour étaient protestants.

« Qu'il soit établi demain que les écoles françaises ouvrent seules la voie aux fonctions publiques, autrement dit que le pays nous appartienne, et nos écoles regorgeront de monde² ».

Le Boueni ou Boëni, première province occupée par nos troupes, après celle de Tamatave, a pour capitale Majunga; il va de la presqu'île d'Ambate au cap Saint-André. Il est à proximité de Nossi-Bé, de Mayotte et de Mozambique. Cette province n'est guère peuplée que sur le bord de la mer.

« Le long du Betsiboka et de l'Ikopa et jusqu'à Kinaze, à 340 kilo-

1. G. Gautier, *Madagascar et son avenir*.

2. *Bulletin du Comité de Madagascar*, mars 1895.



Les avant-postes à Diégo-Suarez.

mètres du littoral, sont répartis les postes hovas, qui assurent les communications avec Tananarive. Les principaux de ces postes, Kinaze, Ampoutac, Malatse, Ampassiri, Ankoale, Bessève, ne sont que des villages de cent à cent vingt cases environ. Le pays qu'ils jalonnent est très mamelonné et parfois montagneux ; les plus hautes cimes atteignent 1.200 mètres ; mais les arbres font partout défaut et la vue se repose toujours sur un horizon assez étendu ¹. »

Ordre était donné par les gouverneurs hovas de détruire les approvisionnements et les habitations sur le passage des Français. L'opération était d'autant plus facile que l'installation des indigènes est som-

1. *Madagascar en 1894*, par A. Martineau

maire. Une case se compose d'une carcasse en charpente, revêtue de feuillages entrelacés formant les murs. Les portes et les fenêtres sont faites d'un cadre en bois garni de la même façon. Le toit est également en feuillage.

La case comprend souvent deux pièces : une chambre à coucher et une cuisine. Au milieu de cette dernière pièce est placé le *salaza*, sorte de gril soutenu par quatre pierres et sur lequel on fait cuire la viande.

Plus cet instrument est gras, plus son propriétaire est considéré, en raison des nombreux repas qu'il a offerts. Le *salaza* propre indique un Malgache pauvre ou peu généreux.

Le plancher des cases est fait de lattes de bois réunies et soudées par de la terre glaise; parfois quelques nattes ornent l'intérieur de l'habitation. Quant aux meubles et ustensiles, ils sont peu nombreux : un lit formé par une planche de bois recouverte de nattes et placée sur quatre pieux peu élevés; un ou deux sièges sans dossier, un billot, des paniers, des pots en terre, des plats en bois, des cuillères et des gobelets en corne.

Les autres objets en usage sont, d'après M. d'Escamps¹, les suivants : « le *langana*, bambou percé jusqu'au dernier nœud d'en bas, dont les Malgaches se servent pour aller puiser l'eau; l'*ondroko*, grande cuillère en bois pour prendre le riz dans la marmite; le *vilany ro*, marmite dans laquelle se fait le bouillon; le *saronkeletsy*, malle de jonc où se met le linge; le *heletsy*, case où l'on met le riz pour être pilé; le *lay*, moustiquaire en rabane; l'*ondambody*, siège bourré de feuilles sèches; le *leho*, mortier à piler le riz avec ses *halo* (pilons); le *latsero*, qui sert à vanner le riz et le *fandambana*, sorte de petite natte sur laquelle on étend les feuilles de *ravinala* pour servir le riz. Lorsque les aliments sont préparés, la maîtresse de la maison ou une de ses servantes, si elle en a, retire le riz, de la marmite avec l'*ondroko*, en couvre les feuilles (*lambana*) étendues sur ce *fandambana* ou nappe; puis elle coupe le côté droit de la feuille du *ravinala* pour en faire des *stroko* (cuillère), plie autant de *stroko* qu'il y a de convives, dispose ces cuillères à l'entour de la nappe, recouverte d'une montagne de riz, et place des morceaux de viande, de poisson ou des feuilles de brèdes devant chaque invité. On s'approche alors de la pyramide de riz blanc et fumant; chacun prend son *stroko* qu'il remplit de riz, le présente à la servante qui sert le bouillon resté dans la marmite et saisit un mets quelconque. Au bout d'une demi-heure, il ne reste plus que les feuilles vides. La servante prend alors la nappe végétale, la vaisselle et les cuillères façonnées également à l'aide du *ravinala* et jette le tout dehors. Elle rentre pour remettre sur le feu la marmite au

1. *Histoire de Madagascar*, par d'Escamps.

riz, dans le fond de laquelle est resté attaché l'ampango, et la remplit d'eau chaude qu'elle sert, en guise de café, dans d'autres cuillères découpées sur la feuille de l'arbre le plus proche. Cette boisson se nomme *rano ampango* et clôt le repas. »

Autour de Tamatave, la plupart des cases que nous venons de décrire étaient détruites. Les domaines des colons anglais et chinois étaient ravagés comme ceux des Français, les boutiques pillées et brûlées. Depuis l'attentat commis à Ivondrona contre M. de Sornay, les Européens avaient abandonné leurs domaines.

On connaissait enfin, d'après le récit de témoins oculaires, tous les détails de cet assassinat ordonné par un fonctionnaire hova Kalay, 12^e honneur et gouverneur du bague de Masoa¹. On savait que celui-ci avait dirigé l'expédition et présidé lui-même à ces pillages. Le meurtre accompli, il était rentré à Masoa avec le butin volé. Il avait emporté la tête du malheureux Sornay; il la fit placer en face du bague, fichée à l'extrémité d'un bambou, hideux trophée rappelant les exploits de la bande d'assassins.

Sur la côte orientale, d'autres bandits saccageaient les propriétés françaises de MM. Rebut et Sarraute, Lauratet, Erkmann, près de Mananjara. Après le pillage, des rixes éclatèrent entre la populace indigène et les soldats pour le partage du butin; les autorités malgaches intervinrent et réussirent à rétablir la paix entre les voleurs en présidant elles-mêmes à ce partage.

En dépit de ses affirmations réitérées relatives au maintien de l'ordre à Madagascar, le gouvernement de la reine Ranavolo non seulement n'était pas assez fort pour empêcher de telles déprédations, mais il s'en faisait le complice; la responsabilité du premier ministre, quelles que fussent ses déclarations tendant à la dégager, était de plus en plus lourde.

Sur les rives de la baie d'Antangil, la compagnie française forestière de Madagascar dut faire évacuer en toute hâte par son personnel les établissements qu'elle avait créés. Les Hovas occupèrent les usines et les magasins et les pillèrent.

De même, autour de Majunga et de Diégo-Suarez, les Malgaches se livraient à tous les excès. Nous raconterons plus loin les événements de Majunga. Diégo-Suarez, colonie française de par le traité de

1. Dès que prévenu par ses serviteurs de l'envahissement de son domaine, M. de Sornay se trouva en présence de Kalay; celui-ci, l'apostrophant en termes violents, lui reprocha de trahir les lois de l'amitié en approvisionnant de vivres frais les troupes françaises, et lui remit une lettre émanant du gouverneur Rainandriamampandry. « Pendant qu'il la lisait, dit une correspondance publiée par le *Figaro*, le malheureux reçut dans le flanc gauche un coup de feu tiré à bout portant. Il tomba, et tout aussitôt, assailli avec des hurlements sauvages, il fut criblé de coups de sagaie. Déjà, plusieurs de ses domestiques gisaient à terre. Les autres, affolés, avaient pris la fuite, mollement poursuivis par les *miaramilos*, pour la plupart ivres, et que le pillage, au surplus, retenait sur les lieux. L'œuvre de destruction fut complète, les meubles éventrés pour la recherche des piastres, la maison d'habitation, les étables, les hangars, les magasins livrés aux flammes, les champs de légumes ravagés, les charrettes brisées, les bestiaux égorgés sur place ou emmenés à Masoa. »

1885, occupée par un bataillon d'infanterie de marine et les tirailleurs malgaches, depuis la dernière guerre, est située à l'extrémité nord-ouest de Madagascar. La baie de Diégo est large, à son entrée, de deux mille mètres environ; elle se divise en plusieurs rades dont les principales sont celles du Tonnerre, des Cailloux-Blancs et de la Nièvre, où les petites embarcations trouvent de bons abris.

Le centre de cette baie forme un magnifique bassin de 10 kilomètres de long sur 7 de large, profond de 24 à 48 mètres, sur les bords duquel il serait facile d'établir des quais de carénage, où pourraient aborder les plus forts navires.

Bien que possession française incontestée, Diégo-Suarez n'avait guère prospéré depuis 1885. On sait que, par une lettre malheureuse, afin de terminer alors plus promptement les négociations devant aboutir à la paix, l'amiral Miot et M. Patrimonio avaient cru devoir limiter à un mille et demi dans l'ouest et le sud-est le territoire français de Diégo-Suarez et à quatre milles dans le nord.

Le texte de cette lettre ne fut pas communiqué par M. de Freycinet aux Chambres, quand elles eurent à se prononcer sur le traité.

En 1886, M. Le Myre de Vilers, résident de France à Tananarive, eut à régler avec le premier ministre de Ranavalo les questions relatives à notre établissement à Diégo-Suarez. Le gouvernement malgache émit alors la prétention d'invoquer la lettre de MM. Miot et Patrimonio. M. Le Myre de Vilers s'empessa de déclarer qu'il ignorait, qu'il ne connaissait que le traité voté par les Chambres françaises et que cette lettre n'engageait pas, ne pouvait pas engager le gouvernement de la République.

Le premier ministre semblait ne vouloir rien entendre. M. Le Myre de Vilers, avec une énergie du meilleur effet, coupa court à des négociations superflues et donna l'ordre au gouverneur français de Diégo-Suarez, nous le savons déjà, de faire occuper tout le terrain nécessaire à la bonne installation et à la défense de notre colonie.

Grâce à cette décision, la faute commise par MM. Miot et Patrimonio fut réparée. M. Le Myre de Vilers assura aux postes et établissements français les moyens de vivre. La colonie s'étendit jusqu'à 40 kilomètres dans le sud.

Dès notre prise de possession, on entreprit sur le plateau de Diégo la construction de postes militaires, deux grands baraquements, un hôpital, un four à chaux, etc.; mais, après quelques mois d'expérience, ces constructions furent abandonnées. Antsirane, sur la côte sud du port de la Nièvre, devint le centre de notre colonisation. C'est là que s'élèvent actuellement la maison du gouverneur, celle du commandant supérieur, les bâtiments du camp, l'église et l'agence des Messageries. Un appontement, un lavoir, un parc à charbon ont transformé le port.

Près de là, à Anamakiena, est installée la société dite on ne sait pourquoi de la « Graineterie française » dont l'industrie a surtout pour objet la préparation de conserves de bœuf.

« Au fond de l'anse des Amis ¹, les troupes ont créé de beaux jardins qu'elles cultivent elles-mêmes et y récoltent des fruits et légumes particulièrement appréciés dans la zone tropicale, où l'estomac, toujours un peu fatigué, vous porte naturellement au végétarisme.

« L'installation récente d'immigrants chinois dans nos établissements de Diégo n'a pas peu contribué aussi à augmenter le bien-être des Européens. Le Chinois est, on le sait, un agriculteur et surtout un maraîcher incomparable, et si, au point de vue mercantile, il fait une rude concurrence à nos nationaux, ce qui parait nuisible sous certains rapports, en revanche il n'y a qu'à se féliciter de la venue du Chinois ouvrier ou agriculteur.

« Les montagnes qui bordent la rade sont formées de calcaire et d'argiles jaunes ou rouges parsemées çà et là de roches noirâtres d'origine volcanique.

« Sur les pentes, les terres sont médiocres et couvertes seulement de grandes herbes, mais, dans les fonds de vallées, l'humus atteint souvent une grande profondeur ; c'est là que s'est réfugiée la végétation, et on y trouve de beaux arbres.

« L'herbe y atteint jusqu'à deux mètres de hauteur ; les indigènes la brûlent au commencement de la saison des pluies pour donner un engrais à la terre et reproduire une nouvelle pousse servant de pâturage aux troupeaux de bœufs, qui font la principale richesse du pays.

« Ces vallées sont coupées de profonds sillons, lits des torrents qui se forment à la saison des pluies, se dirigeant vers la mer.

« Les deux seuls cours d'eau n'asséchant pas pendant la bonne saison sont ceux des Maques et des Calmans. L'eau en est médiocre.

« Diégo est assez mal partagé sous le rapport des eaux potables, car les pluies y sont moins durables que sur le restant de la côte est. Pourtant les orages, qui se forment entre décembre et mars, éclatent presque tous les jours, mais ils affectent souvent la forme de grains, sauf en juillet et août, où ils sont particulièrement forts.

« On trouvera certainement quelque jour une source dans les hauteurs environnantes, et alors l'état sanitaire, déjà assez bon, deviendra tout à fait satisfaisant.

« Du reste, notre établissement de Diégo possède l'avantage inappréciable d'être au pied de la montagne d'Ambre, dont le sommet, perdu dans un panache de nuages bleuâtres, constitue un sanatorium naturel.

« Plût au ciel que de pareils éléments de salubrité pussent se re-

1. Voir *Guide de Madagascar*, par le lieutenant de vaisseau Colson, p. 21.

trouver souvent sur les différents points de notre empire colonial, souvent si inclément pour ceux qui ont le courage de s'expatrier! »

Dès que la rupture fut définitive et officielle entre la République française et la reine de Madagascar, le premier soin du commandant provisoire des forces françaises, le capitaine de vaisseau Bienaimé, fut de proclamer l'état de siège à Diégo-Suarez. L'autorité militaire commandait seule depuis le mois de décembre; le gouverneur civil M. Froger, se retira donc à l'île Sainte-Marie pour y attendre les ordres du gouvernement.

Ce fonctionnaire, avant son départ, avait adressé à la population l'appel suivant :

COLONIE DE DIÉGO-SUAREZ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

« Citoyens et Habitants de Diégo-Suarez,

« Les Chambres ont voté 65 millions de francs pour l'expédition de Madagascar. Le général Duchesne est désigné pour prendre le commandement de 15.000 hommes qui vont être envoyés à Madagascar.

« Tamatave a été occupé le 12 courant, sans pertes de notre côté.

« Le gouvernement de la République compte sur le patriotisme de la population française à Diégo-Suarez pour aider, de sang-froid, à la protection de la colonie et épargner aux troupes, dont le rôle sera pénible pendant cet hivernage, une partie du service de garde et de surveillance.

« Je ne doute pas que la gravité des circonstances ranime le zèle des citoyens qui ont bien voulu contribuer, jusqu'à ce jour, à la garde de nuit et ne détermine ceux qui se sont réservés jusqu'ici, à prendre leur part au service ingrat, mais nécessaire des volontaires auxiliaires de la police urbaine.

« Le registre d'inscription des volontaires est ouvert à la direction de l'intérieur.

« Antsirane, le 15 décembre 1894.

« Le Gouverneur,

« Signé : E. FROGER. »

Deux bataillons, une batterie d'artillerie, une compagnie de disciplinaires et quelques gendarmes formaient la garnison de la place, immédiatement mise en état de défense. Les postes malgaches fortifiés sont nombreux dans le voisinage de Diégo-Suarez. A 23 kilomètres du chef-lieu, le fort d'Ambohimarina était occupé par 4.500 Hovas,

Bourzanes, Makoas, Sakalaves. Les troupes françaises, de beaucoup inférieures en nombre, avaient grand'peine à protéger notre frontière contre leurs incursions.

En quelques jours, la région fut terrorisée.

Les populations voisines de Diégo-Suarez sont les Antancars, soumis aux Hovas depuis plus d'un demi-siècle. Pour maintenir les vaincus sous le joug, les conquérants ont mis garnison à Ambohimarina, à Vohemar, à Ambonitsar, à Mandritsar, à Maritandrane, à Befandriane et à Soavinandriane.

« Les Antancars ont les cheveux laineux, les lèvres épaisses et le nez épaté. Au moral ils sont sauvages, peu intelligents et pillards, et bien que leur pays soit d'une grande richesse, ils ne se livrent jamais à aucune exploitation. Chaque indigène possède de grands troupeaux de bœufs qu'il va vendre à Diégo-Suarez ou à Vohemar¹. »

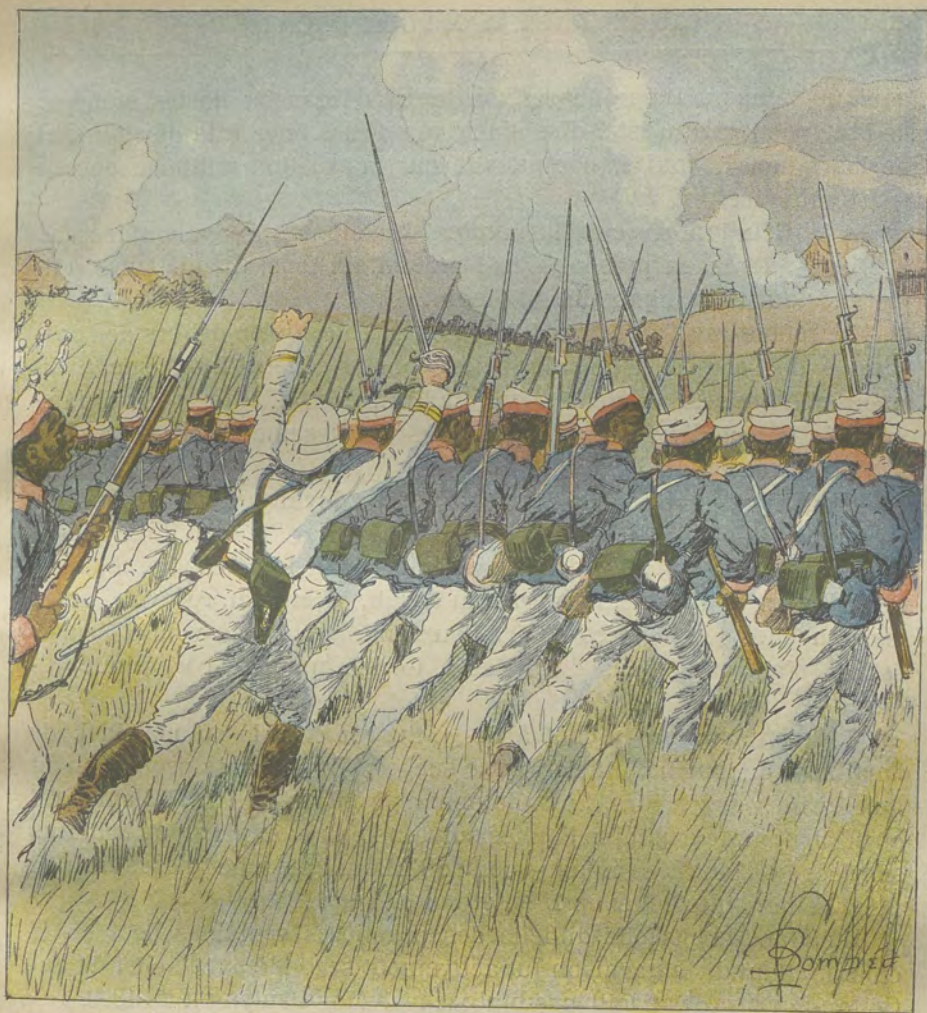
La guerre eut pour premier effet d'interrompre ce commerce. Sur l'ordre venu de Tananarive, les communications furent rigoureusement défendues entre Malgaches et Français. La population était, en même temps, poussée à prendre les armes. Tout trafic devenant impossible, les indigènes, renseignés du reste sur le peu d'importance des forces françaises réunies à proximité, cédèrent aux vieux instincts de pillage de la race.

Les Hovas et leurs fonctionnaires avaient d'autant plus d'intérêt à réveiller ces instincts que les Antancars n'étaient que peu sensibles aux appels enflammés de patriotisme. Le meilleur moyen de les entraîner contre la France était de les compromettre. Quant aux soldats hovas réguliers, il importait de les concentrer vers Tananarive. Ils étaient du reste peu propres à guerroyer sur la côte. Originaires des hauts plateaux, ils sont éprouvés non moins que les Européens par les fièvres du littoral, et comme leur hygiène est détestable, ils en souffrent bien plus cruellement. Le soin d'inquiéter les établissements français incomberait aux indigènes de la région. Des incidents ne tardèrent donc pas à se produire.

Deux explorateurs, nos nationaux, MM. Madrolle et Beautemps, qui parcouraient le pays, furent menacés, arrêtés et n'échappèrent qu'à grand'peine à la mort. Deux Mauriciens tombèrent entre les mains des Malgaches sur la côte. La population infligea à ces malheureux d'horribles supplices ; elle les lapida, les blessa grièvement, pas assez grièvement cependant pour amener la mort immédiate, à coups de sagaie, leur fit subir d'atroces mutilations et leur creva les yeux.

Des brigands passèrent la frontière, envahirent peu à peu le territoire, pillèrent plusieurs établissements de colons français, enlevèrent des troupeaux de bœufs, jetèrent l'alarme dans toute la région.

1. *Madagascar*, par A. Martineau.



Combat d'Antanamitarana.

leurs sakalaves détachée à Majunga. Bientôt un bataillon entier du même corps irait rejoindre la colonne expéditionnaire du général Duchesne, et contribuer à former avec les tirailleurs haoussas et les volontaires de la Réunion, le régiment de marche colonial commandé par le colonel de Lorme.

Le lieutenant-colonel Geil suivrait ce bataillon, placé sous les ordres du commandant Ganneval.

Un autre détachement de 50 hommes, emprunté à la garnison de Diégo-Suarez, avait été, on le sait, débarqué sur la rive de la baie de Passandava, en face de Nossi-Vé, dans les États de la reine Binao.

Avant d'être transportés à Majunga, les volontaires de la Réunion, commandés par le chef de bataillon Martin, furent appelés à séjourner

quelque temps à Diégo-Suarez, on jugea nécessaire de les éloigner de la terre natale, c'est-à-dire d'achever de les plier à la discipline et de les aguerrir, tout en complétant leur instruction militaire encore très sommaire.

A la Réunion, un certain nombre de volontaires avaient déserté. A Diégo-Suarez, en présence de l'ennemi, on espérait que leurs officiers les auraient mieux dans la main.

De même que Tamatave, Diégo-Suarez, bien qu'en dehors des opérations de l'armée principale dirigée par le général Duchesne, avait une réelle importance stratégique. La France, en effet, ne pouvait laisser à la merci d'un coup de main les établissements créés par elle depuis dix ans dans la région.

L'occupation militaire de Diégo-Suarez devait enfin en imposer à toutes les populations du nord de Madagascar. Il était donc nécessaire qu'elle fût assez forte, non seulement pour la défensive, mais au besoin pour l'offensive. La garnison devait, à cette fin, recevoir, outre les nouvelles compagnies de tirailleurs malgaches, en voie d'organisation, d'autres troupes destinées à former un petit corps indépendant.

Le commandant en chef à Diégo-Suarez était le colonel Piel, de l'artillerie de marine, officier jeune encore, parvenu très promptement aux grades supérieurs. Sous-lieutenant à 19 ans en 1867, lieutenant en 1869, nommé capitaine l'année suivante en récompense de brillants services pendant la campagne contre l'Allemagne, chef d'escadron en 1884, lieutenant-colonel en 1889, et colonel en 1895.

Pendant la période difficile des premières semaines de 1895, le commandant de la garnison fut activement secondé par le chef de bataillon Pardes, des tirailleurs malgaches, sous-lieutenant de 1870.

A la fin de janvier, l'autorité militaire française savait que les Hovas de la contrée, enhardis par notre inaction, resserraient le blocus de la colonie et fortifiaient un certain nombre de postes autour de nos lignes.

Le 7 février, le capitaine Rouvier, de l'infanterie de marine, reçut l'ordre de se porter un peu en avant de la graineterie française, à la tête de sa compagnie, et d'occuper la position d'Antongohato.

Les Hovas, fidèles à la tactique de ruse et d'embuscade que leur recommande de pratiquer le gouvernement de Tananarive, ne s'opposèrent pas à la marche de cette petite colonne; mais ils tentèrent de l'isoler et de lui couper la retraite. Le capitaine Rouvier n'hésita pas, bien qu'il n'eût sous ses ordres qu'un très petit nombre d'hommes, il attaqua l'ennemi vigoureusement au Grand-Cirque, à 4 kilomètres de l'usine dite de la Graineterie, et le mit en fuite, en lui infligeant des pertes sérieuses.

De notre côté, un sous-officier, l'adjudant Pouga, avait été blessé.

Cette affaire, dont nos soldats venaient de se tirer avec honneur, devait appeler l'attention sur les mouvements de l'ennemi, autour de Diégo-Suarez; il était urgent de les contrarier et d'élargir le cercle des lignes de défense.

Le 19 février, à cinq heures du matin, le commandant Pardes se dirigea vers Antanamitarana à la tête d'une colonne composée de trois compagnies d'infanterie de marine, sous les ordres des capitaines Montignault, Brezzi et de Fitz-James, de deux compagnies de tirailleurs sakalaves commandées par les capitaines Staup et Lorot et des deux sections d'artillerie du capitaine Derappe.

La compagnie Staup formait l'avant-garde; elle était suivie du premier peloton de la compagnie Montignault, puis venait l'artillerie escortée par le second peloton, flanquée à droite par la compagnie Brezzi, à gauche par la compagnie Fitz-James, enfin le convoi et l'arrière-garde sous les ordres du capitaine Lorot. La compagnie de cet officier détacha une section en flanc avec mission de reconnaître la vallée parallèle au chemin.

Vers huit heures, les éclaireurs de la pointe d'avant-garde parvenaient à 500 mètres environ des retranchements d'Antanamitarana sans avoir été inquiétés; mais l'ennemi faisait bonne garde. Les Hovas ouvrirent aussitôt le feu contre la colonne française; ils disposaient de plusieurs pièces d'artillerie et de fusils à tir rapide.

L'artillerie du capitaine Derappe se mit promptement en batterie, un peu au delà du village désert d'Antanamitarana et cribla de ses obus le fort malgache. Celui-ci ne riposta pas longtemps; ses pièces furent réduites au silence. Cependant, les fantassins hovas tenaient toujours. Les compagnies Staup et Brezzi, déployées en tirailleurs, se rapprochaient de la position ennemie.

Le commandant Pardes fit mettre baïonnette au canon aux tirailleurs sakalaves, et, les clairons sonnans la charge, il lança ses troupes à l'assaut.

Les Hovas, à la grande surprise de nos officiers, ne lâchèrent pied que lorsque les tirailleurs abordèrent le retranchement; mais ils réussirent, grâce à une fuite rapide et à leur connaissance des replis du terrain à gagner sans encombre la forêt voisine, en abandonnant 25 des leurs frappés à mort pendant le combat; le nombre des blessés hovas s'élevait à environ 50. De notre côté, sept tirailleurs indigènes avaient été atteints par les balles ennemies, tous aux jambes.

Les Malgaches en effet, n'ayant que de très vagues notions du tir, ne sachant pas le régler ni se servir de la hausse, faisaient feu précipitamment et visaient trop bas.

Quant à leur artillerie, elle était restée absolument inoffensive. Aucun de ses projectiles n'éclata dans les lignes françaises.

Ce nouveau combat prouvait donc que les Hovas auraient encore

beaucoup à apprendre avant de devenir des adversaires très redoutables, mais aussi que leurs soldats ne faisaient pas trop mauvaise contenance sous le feu.

Le commandant Pardes félicita chaleureusement les tirailleurs sakalaves de leur entrain et le reste des troupes de leur solidité et de leur endurance, pendant une journée de marche et de combat, sous un ciel de feu.

La colonne, après un repos bien gagné, mais court, rentra le soir même dans ses cantonnements. Le commandant Pardes fut nommé deux mois plus tard lieutenant-colonel.

A Diégo-Suarez, le ravitaillement devenait de plus en plus difficile. L'agitation se propageait sur toute la côte.

A Fort-Dauphin, dans le sud et aux environs, les Hovas, n'ayant pas à compter sur la population, menaçaient les indigènes et les étrangers. Fort-Dauphin domine le pays de 40 à 50 mètres de hauteur. Il est perché sur des dunes et défendu par les retranchements que construisirent les Français au xvii^e siècle. Les Antanosses, qui habitent Fort-Dauphin, comprennent presque tous le français. « Ils sont en général plus petits et moins robustes que les autres peuplades de la côte¹; leurs traits sont d'ailleurs plus réguliers et plus délicats; leur couleur est le marron clair; presque tous ont les cheveux fins et bouclés. Ils sont intelligents, dissimulés, inconstants et quelquefois féroces. Ils accueillent toujours bien les blancs, quoiqu'ils ne les aiment pas. Ils sont moins indolents que les habitants des autres ports de l'est, et cependant chez eux la culture n'est guère plus avancée; mais l'industrie y a fait quelques progrès. Ils ont des charpentiers, des forgerons, qui seraient capables de travailler dans les chantiers d'Europe. »

Flacourt et les premiers Français établis à Madagascar furent en relations avec les Antanosses; dans la langue du pays, certaines expressions françaises ne sont pas rares. Ainsi, le mot « missionnaire » signifie là-bas piastre, pièce de cinq francs. Un objet, un animal, se vendent dix, quinze, vingt, vingt-cinq « missionnaires ». Les indigènes se servent couramment de ce mot, sans aucune intention malicieuse et sans arrière-pensée. Vraisemblablement, les colons français irrévérencieux d'autrefois, avaient dû baptiser « missionnaire » la monnaie, agent le plus actif de conversion à Madagascar, et le mot est resté.

Les catéchumènes sont rares chez les Antanosses : à peine quelques enfants abandonnés recueillis par les pasteurs anglais.

Les tisseurs de soie de Fort-Dauphin sont renommés. Les « lam-bas » de leur fabrication, rayés de bandes aux couleurs éclatantes, se vendent quelquefois fort cher.

1. *Histoire de Madagascar*, par d'Escamps.

2. Le ver à soie de Madagascar vit dans les forêts, il fournit une soie fine et abondante. Cet animal diffère de la chenille élevée en Europe en ce qu'il est recouvert de longs poils. Il se nourrit de feuilles de diverses essences d'arbres très communes dans la région et aussi de farine de manioc.

Les produits agricoles du pays sont très variés : le riz, le manioc, les patates et une foule de racines alimentaires.

Les poissons foisonnent dans les cours d'eau de l'intérieur, et, sur la côte, les indigènes recueillent un nombre considérable de petites huîtres d'un goût très fin.

« Dans la grande variété d'insectes qui existent à Fort-Dauphin, nous ne citerons¹ que les fourmis ailées si curieuses par le miel qu'elles donnent; d'une nature très douce et très pectorale, ce miel se mange comme celui des abeilles, et sert encore à la confection d'une liqueur fermentée d'un goût vineux. »

Les Français établis à Fort-Dauphin ou aux environs étaient nombreux. Le 16 janvier, alors que, depuis plusieurs jours, ils commençaient à s'inquiéter des menaces des soldats hovas, les colons reçurent du gouverneur l'ordre de quitter le lendemain au plus tard, sous peine de mort, le sol de Madagascar. Vainement quelques-uns sollicitèrent de ce fonctionnaire un délai, afin de pouvoir emporter au moins une partie de leurs objets précieux, ce délai leur fut refusé. Les Français devaient s'embarquer, abandonnant tous leurs biens.

Il ne fallait pas songer à résister. Aucune force militaire voisine n'en imposait aux Hovas, comptant sur l'impunité et trop heureux de mettre la main sur un riche butin.

Nos malheureux nationaux, désespérés de voir, anéantis, volés, dispersés les pécules si péniblement amassés, étaient non seulement ruinés, mais en danger de mort. La soldatesque hova, déchainée et surexcitée, parcourait la ville, se livrait à de violentes manifestations encouragées par le gouverneur; elle menaçait d'envahir immédiatement les demeures des colons et de jeter à la mer leurs propriétaires.

Ces derniers ne savaient comment échapper aux fureurs de telles brutes; les rares embarcations de Fort-Dauphin n'auraient pas suffi, en effet, à transporter en lieu sûr tous les expulsés. Fort heureusement, la malle anglaise *Unlazi*, venant du Cap, fit escale à Fort-Dauphin, le 17; elle prit à bord les colons français.

Dans les environs de la ville, quelques-uns de nos nationaux, avisés trop tard, s'enfuirent en toute hâte de leurs habitations, mais il n'arrivèrent pas à temps pour s'embarquer sur l'*Unlazi*, pressé de continuer sa route. On les croyait perdus. Les officiers de l'entourage du gouverneur pressaient le représentant de la reine d'ordonner l'exécution des infortunés restés en détresse, au milieu d'une populace ivre de pillage; le fonctionnaire hova eut la générosité de faire grâce, ou plutôt le bon esprit de réfléchir. Il n'ignorait pas que les canons français² ne tarderaient guère à venger comme autrefois les outrages subis par nos

1. Voir le *Voyage de Madagascar*, par J.-L. Macquarie.

2. Fort-Dauphin avait été bombardé en 1884 par l'escadre de l'amiral Galiber.

compatriotes. Il craignit les représailles; tandis que soldats et indigènes dévastaient les propriétés des colons en fuite, ces pauvres gens furent recueillis par le steamer le *Zanzibar* de la maison O'Swald.

De tels incidents, au début de la campagne, étaient profondément regrettables. On s'étonnait à bon droit qu'un vaisseau français n'eût pas encore été envoyé à Fort-Dauphin, pour faire respecter nos nationaux, ou tout au moins pour les transporter en lieu sûr.

D'autres colons étaient en péril, en la petite île de Nossi-Vé, sur la côte sud-ouest de Madagascar, à l'embouchure de l'Onilahy, dans la baie Saint-Augustin. Aucun steamer européen ne fait station sur ce point de la côte. Les Français qui l'habitaient auraient peut-être été massacrés, si la canonnière le *Météore*, envoyée par le commandant Bienaimé, n'était venue les sauver.

Les traitants européens de Nossi-Vé font le commerce de caoutchouc, récolté en abondance par les Antanosses dans cette région; ils vivent au milieu de peuplades demi-sauvages, d'une superstition extrême et mal soumises à l'autorité du gouvernement central. Une centaine de soldats hovas, très isolés parmi les indigènes hostiles, étaient préposés à la garde d'un petit poste militaire près de Nossi-Vé.

L'apparition du *Météore* suffit pour calmer leurs ardeurs belliqueuses. Ils auraient pu non résister, mais s'enfuir dans la campagne; les Malgaches de la région n'inspiraient que peu de confiance à la plupart de ces guerriers; ils préférèrent mettre bas les armes et se livrer à l'ennemi.

Voici, en quels termes un colon français rend compte de cet épisode de la campagne :

« La situation s'aggravait chaque jour. A Morondova, quatre des nôtres avaient été faits prisonniers. Un peu plus au sud, à Andranopassy, nos compatriotes avaient été chassés après avoir été victimes d'inénarrables mauvais traitements. Quant à nous, notre sort n'était pas encore décidé. Le gouverneur de Tulear avait reçu un émissaire du gouvernement hova, lui enjoignant d'agir au premier signal; et, comme ce signal n'arrivait pas, nous vivions dans des transes mortelles.

« L'ordre arriva à la fin de nous expulser, et, par un raffinement de cruelle ironie, Razafilasama, le gouverneur, décida que notre exode aurait lieu le lendemain du départ du courrier. Vous jugez de nos angoisses, lorsqu'un peu avant l'arrivée du *Mpanjaka*, notre paquebot-poste, un bateau apparut portant les couleurs françaises: c'était le *Météore*, commandé par le lieutenant Jaubert. Nous étions sauvés!

« Mis au courant de la situation, le commandant Jaubert nous dit que ce n'était pas nous qui allions être expulsés, mais les Hovas mêmes. Aussitôt dit, — c'était le 14 février, à neuf heures du matin, — il débarqua à la tête d'une vingtaine de fusiliers marins et se rua à l'improviste sur le fort hova distant de quinze mètres au plus de la plage.

« Déconcertés, ahuris, affolés par ce coup d'audace, les Hovas ne songèrent à opposer aucune résistance : ce fut un sauve-qui-peut général. Les uns sautaient par-dessus l'enceinte et allaient se jeter à la mer ; les autres se cachaient dans les parcs à cochons ou se blottissaient sous les lits.

« C'est de dessous un de ces meubles que le commandant Jaubert qui avait commencé par couper la drisse du pavillon hova flottant sur le fort, fit sortir à coups de canne le capitaine de la douane et son premier lieutenant.

« Pendant une demi-heure, ce fut une vraie chasse à l'homme. Pas un coup de feu ne fut tiré. La vue seule du petit lebel avait raison des Hovas, dont 43 furent faits prisonniers. »

Le lendemain, la colonie française, pour fêter sa délivrance, offrit un punch aux officiers du *Mélèore*.

Les nouvelles relatives à la guerre se propagaient rapidement dans Madagascar. Un certain nombre de journaux paraissent à Tananarive, où une imprimerie a été fondée par un Anglais, M. James Parett. De jeunes Hovas ont appris et exercent le métier de compositeur typographe.

Les publications malgaches sont :

Ny Gazety Malagasy, journal fondé en 1875 ;

Seny-Soa (les bonnes paroles), revue mensuelle ;

Varilou-Drahan Tantely, revue illustrée ;

Sakaizany-Ankizy Madineka, revue annuelle ;

Isan Kerilaona, revue illustrée, également annuelle ;

Antananarivo annual and Madagascar Magazine.

Proceedings, brochures et mémoires de la Société savante de Tananarive.

Un des principaux journaux est le *Madagascar News*, que nous avons déjà cité, hebdomadaire, rédigé par des prédicants anglais quakers. Cette feuille, dont le directeur est M. Harvey, qui s'installa, il y a plusieurs années, à Tananarive comme coiffeur, reçoit une subvention du gouvernement de Ranavaloa. Elle professe la haine de la France et des Français.

Le *Madagascar News* ne manquait donc pas de reproduire, en insistant sur leur importance, les articles venimeux écrits en Angleterre contre la France et les interviews d'hommes d'État hostiles à notre cause. Ce journal s'efforçait de faire croire aux Malgaches que

l'univers entier s'intéressait à leur sort, et que l'attentat préparé par la République française soulevait l'indignation de l'Europe et de l'Amérique.

Un article odieux de la *Pall Mall Gazette* combla de joie les publicistes au service des Hovas.

Le grand journal de Londres n'allait-il pas jusqu'à déclarer que l'expédition de Madagascar était le plus grand crime du siècle? Albion, qui, en 1882, avait bombardé, sans le moindre scrupule, et sans prétexte, Alexandrie, au nom de la civilisation, nous accusait de barbarie. Elle dénonçait comme des sauvages nos braves soldats d'Afrique, ces vaillants bataillons de tirailleurs algériens qui, à Inkermann avec les zouaves ont sauvé l'armée anglaise¹.

Voici en quels termes mensongers le *Madagascar News* a rendu compte de l'occupation de Tamatave par les Français, que nous avons racontée plus haut² :

« Bombardement de Tamatave. Outrage à la civilisation! Mercredi dernier, à huit heures du matin, une heure après que la notification en avait été faite aux autorités hovas, les navires de guerre français ont ouvert le feu sur les casernements des Malgaches à Tamatave et sur les faubourgs de la ville, lesquels, quoique en grande partie composés de cases d'indigènes, contiennent le consulat britannique et nombre de jolies demeures appartenant à des Européens, qui y résident.

« Le bombardement de Tamatave est un acte de vandalisme inutile, qui n'a jamais été surpassé dans aucune guerre, depuis que les puissances européennes ont commencé à professer, hypocritement, semble-t-il, leur désir de faire montre d'humanité et de civilisation.

« La preuve que ce bombardement était absolument sans nécessité est démontrée par le fait extraordinaire que les citoyens français jugèrent inutile de quitter les faubourgs bombardés et qu'il en résulta la mort de deux d'entre eux, tués par les obus français.

1. Le général de Wimpffen, dans ses *Notes et correspondances de campagne* que nous avons publiées en 1892, a raconté en termes émouvants les exploits à Inkermann du régiment de tirailleurs qu'il commandait alors. Il rappelle comment un officier anglais vint le supplier de jeter en avant sur les Russes ces « sauvages », auxquels l'armée britannique ne ménageait pas son admiration.

De toutes les bouches, dit le général de Wimpffen, sortaient les mots : « Allah ! Allah ! et une demi-douzaine de colosses nègres brandissant leur fusil se précipitaient les premiers sur l'ennemi ; enfonçaient leur baïonnette dans la poitrine de ceux qu'ils abordaient, lâchant en même temps leur coup de fusil dont la bourre enflammait les vêtements cotonneux des Russes et dont la balle blessait doux ou trois individus. J'ai lieu de croire que la vue de mes grands diables aux yeux blancs, aux dents larges et brillantes, rejetant leur fusil en bandoulière pour s'emparer de ceux des Russes et s'en servir comme d'une masse brisant à chaque coup une tête ou un bras, contribua à entraîner la fuite d'adversaires superstitieux... »

Ce spectacle, dont le général Bosquet fut témoin, a été noté par celui-ci dans son rapport : « Le colonel de Wimpffen, à la tête de ses tirailleurs sautant comme des panthères au milieu des broussailles... » Lord Raglan, commandant en chef de l'armée anglaise devant Sébastopol, adressa aux tirailleurs ces paroles concises, mais significatives : « Au nom de l'Angleterre je vous remercie. »

L'Angleterre de 1895 aurait pu se souvenir des paroles de lord Raglan et garder quelque reconnaissance à nos troupes d'Afrique portant inscrit sur leur drapeau le nom d'Inkermann.

2. Voir le *Temps* du 6 mars 1895.



Musiciens malgaches.

« L'unique raison du bombardement est, par conséquent, de donner un prétexte aux citoyens français pour réclamer des indemnités énormes, basées sur des pertes imaginaires.

« Le monde civilisé devrait se lever pour protester hautement contre ce monstrueux acte de vandalisme de bombarder une ville sans défense, et se composant principalement de propriétés appartenant à des étrangers; autrement, la cause de la civilisation et du progrès serait encore plus menacée qu'elle ne l'est par l'invasion injustifiable de Madagascar par la France. »

Quelques semaines plus tard, le même journal narrait ainsi, avec non moins de mauvaise foi et non moins d'impudence, l'affaire des lignes de Farafate, du 28 décembre :

« Existences et propriétés mises en péril par les Français. — Le camp malgache bombardé sans succès. — Les Malgaches répondent et font voir que leur artillerie peut réduire Tamatave en cendres. — Panique dans la ville. — Magnanimité des Malgaches.

« Nous apprenons des avant-postes que les Français ont de nouveau commis un acte de guerre inutile. Dans la matinée du 28 du mois dernier, ils se sont livrés à une démonstration vigoureuse d'artillerie contre Manjakandrianombana, sans pourtant essayer de s'emparer par terre de la position. On ne peut comprendre quel a été leur but, et il serait par trop ridicule de croire un seul moment qu'ils aient eu l'idée qu'un feu d'artillerie, non soutenu par des troupes, suffirait à faire évacuer Manjakandrianombana.

« Le bombardement de Manjakandrianombana est d'autant plus répréhensible que, n'était la générosité sans pareille déployée par les Hovas, générosité qui, certainement, n'a jamais été dépassée dans les annales de la guerre, la place où est Tamatave n'aurait été aujourd'hui qu'un monceau de cendres, et le monde aurait eu à pleurer la mort d'une communauté européenne...

« ... On a pu de nouveau se rendre compte de la stratégie de premier ordre des généraux hovas, d'après la façon dont ils ont répondu au bombardement des Français. Pendant tout le temps que dura la canonnade, ils obtinrent de leurs artilleurs de laisser silencieuses les pièces du camp, afin que les Français ne pussent se rendre compte de leurs positions. De huit heures à onze heures, les généraux hovas se contraignirent à ne pas user de repréailles. A onze heures, les Français cessèrent le feu ; alors, Rainandriamanpandry, 15^e honneur, et son état-major, se décidèrent à faire voir qu'ils tenaient Tamatave à leur merci.

« Les artilleurs hovas, sous les ordres de Rakoto, 10^e honneur, et de Rainison, 10^e honneur (10^e honneur équivalant au grade de colonel), ouvrirent alors le feu sur Tamatave. Chaque coup porta. Deux obus tombèrent dans le fort et y firent explosion, obligeant la garnison française qui s'y trouvait à l'évacuer. L'explosion de ces projectiles, dans un endroit aussi resserré et entouré d'aussi épaisses murailles, doit avoir causé des morts nombreuses et de grands dégâts. Les Français avouent deux hommes tués.

« Un troisième projectile traversa les murs de l'hôpital, que les Français avaient construit l'année dernière.

« Rainandriamanpandry, 15^e honneur (grade équivalant à celui de feld-maréchal anglais), fit lancer deux ou trois autres obus et donna l'ordre de cesser le feu, après avoir montré qu'il tenait Tamatave à sa merci.

« Rakoto, 10^e honneur, et Rainison, 10^e honneur, ont fait manœuvrer leurs pièces suivant les principes habiles et rapides de l'artillerie royale d'Angleterre, et la façon dont ils se sont distingués fait le plus

grand honneur à leur instructeur, le major Graves, autrefois de l'artillerie royale, sous les ordres duquel ils apprirent leur métier, passant 7° et 10° à leur dernier examen...

« ... Il serait maintenant prudent aux non-combattants de quitter cette ville, car, bien que pour le moment ils y soient en parfaite sûreté, cependant si les Français cherchaient à vouloir s'emparer de Manjakandrianombana, les généraux malgaches se trouveraient dans la nécessité de réduire Tamatave en cendres, dans le but de priver les Français de logements confortables. »

Ces publications, peu soucieuses, comme on le voit, de la vérité, n'ont que rarement souci de l'actualité ; elles sont peu répandues et ne parviennent que difficilement à leurs destinataires, éloignés de la capitale ; mais les nouvelles sont propagées oralement.

Aux premiers bruits de guerre avec la France, se tinrent dans toutes les provinces des *kabars* (assemblées consacrées à la discussion des affaires publiques)¹. Dans ces réunions, les indigènes, très loquaces, échangent leurs renseignements et leurs impressions. Les rameurs de pirogues, les courriers font part des informations qu'ils ont recueillies en voyageant. Certains beaux parleurs (ils sont nombreux à Madagascar) ne manquent pas de commenter les nouvelles et les événements. Des orateurs se font écouter et acclamer. Le Malgache a, en effet, un goût très prononcé pour l'art de la parole. La langue nationale est riche en mots, en expressions colorées, en images saisissantes qui, bien présentées, au moment opportun, par un diseur habile et éloquent, impressionnent vivement l'auditoire.

Les poètes, improvisateurs de chansons, narrateurs de vieilles légendes, évocateurs des traditions des ancêtres, ont, eux aussi, de gros succès dans les réunions du soir, fréquentes surtout depuis la déclaration de guerre, depuis que les proclamations de la reine et celles des fonctionnaires ont averti les indigènes du danger qui menace le pays.

La musique, elle aussi, contribue à exciter les passions, à réveiller l'enthousiasme dans ces kabars patriotiques. Les Hovas ont des orchestres militaires et autres, composés de plusieurs instruments : l'*erakou*, le *bobre*, l'*azonlahé* et le *maranvané*.

Ce dernier forme une sorte de harpe en bambou, dont les cordes sont faites des minces filets d'une écorce filandreuse. Les Hovas connaissent aussi la flûte.

Au moyen de ces instruments, ils jouent leurs airs nationaux. Le docteur Lacaze a noté ces chants d'un mouvement curieux. Nous

1. M. de Mahy dit, à propos de ces kabars, dans la préface de *Madagascar* : « Ce n'est pas sans une sorte d'envie que nous, parlementaires, qui avons peut-être sur la conscience quelque interruption plus ou moins vive dans nos séances de Versailles ou du Palais-Bourbon, nous avons vu l'ordre parfait, le silence absolu, l'attention profonde et courtoise, la dignité qui régnaient dans ces assemblées d'hommes armés, aucun d'eux ne se permettant la moindre interruption ni la moindre marque de distraction, chaque orateur parlant à son tour, toujours avec convenance, souvent avec esprit. »

empruntons à ses intéressants souvenirs¹ la page suivante que nous recommandons aux mélomanes ayant le goût des airs exotiques et aux collectionneurs d'hymnes patriotiques :

AIR DE LA REINE

Andante

FEMMES

HOMMES

Fin

AIR DES MARANITRO (des guerriers).

n.c.

LALO FATRA

Andante (Chanté en chœur.)

FEMMES

HOMMES

D.C.

Les kabars, à grand renfort d'orchestres, se tenaient dans les diverses provinces parcourues par les officiers recruteurs, par les

1. *Souvenirs de Madagascar* (p. 67, par le docteur Lacaze.

« honneurs ». Cette expression d'« honneur » reviendra souvent au cours du récit ; il est donc nécessaire d'en expliquer la signification à Madagascar.

Depuis Radama I^{er}, les Malgaches, plus ou moins militarisés, sont hiérarchiquement classés en un certain nombre de catégories dites honneurs. On en comptait primitivement 12.

Le 1^{er} honneur, c'est le soldat bien noté, le soldat de 1^{re} classe chez nous.

2^e honneur, le caporal, et ainsi de suite jusqu'au lieutenant-général qui est 12^e honneur.

Les successeurs de Radama ont créé 4 nouveaux grades supérieurs de 12 à 16.

Le nombre des officiers généraux s'est du reste extraordinairement multiplié dans l'armée malgache. On estimait leur nombre à plus de trois cents, il y a une dizaine d'années. La plupart, il est vrai, n'ont qu'un grade honorifique. La solde est fort irrégulièrement payée à Madagascar.

Colonels et généraux exerçaient donc avant la guerre, presque tous, un petit commerce.

Ces honneurs, mercantis, n'en devenaient pas moins en majorité les agents très actifs du parti de la guerre.

D'autres personnages, encore plus influents peut-être, étaient appelés à jouer un rôle important dans cette période d'agitation belliqueuse, personnages fort considérés, les pharmaciens, apothicaires, nombreux dans un pays où les maladies vénériennes et les fièvres font de terribles ravages.

Le pharmacien de toutes les contrées se transforme volontiers en politicien. A Madagascar, M. Purgon est écouté comme un oracle ; et neuf fois sur dix, ce M. Purgon, élève des méthodistes anglais, est leur auxiliaire le plus dévoué et sert de son mieux, tout en administrant des potions et des drogues, les intérêts britanniques.

A Tananarive, se réunissait, depuis le mois de décembre 1894, une sorte de conseil de défense, ayant son siège au palais royal, et dont le grand inspirateur était l'Anglais Shervington.

Le premier ministre, Rainelaerivony, signait des décrets, sans du reste consulter la reine. De graves dissentiments, assurait-on, s'étaient élevés entre les deux époux. On savait que Ranavalô III, relativement jeune encore, n'avait que peu de goût pour son vieux mari et qu'elle était fatiguée de vivre en recluse, que plusieurs fois, elle avait tenté de s'émanciper ; mais ces divisions conjugales ne pouvaient pas avoir de conséquences politiques graves. La reine Ranavalô n'est pas, en effet, assez résolue, pour opérer une véritable révolution, en reprenant possession du pouvoir.

Les partisans de l'influence française à Tananarive, hostiles à la

guerre, comptaient d'autant moins sur un revirement de ce genre que l'entourage et les parents de la souveraine nominale de Madagascar sont de nulle importance et plutôt favorables à l'Angleterre. Un des neveux de la reine, le prince Contoumène, s'est même distingué, peu de temps avant la rupture, dans les manifestations antifrancaises qui troublèrent Tananarive, en injuriant le résident général et les soldats de son escorte.

Les partisans de la guerre continuaient donc à triompher à la cour d'Emyrne. Les appels et les instructions aux troupes se succédaient.

Ces instructions recommandaient particulièrement à chaque gouverneur de province et aux chefs, de combattre les Français par la ruse, de tendre des pièges aux faibles détachements français de Tamatave et de Diégo-Suarez.

Un de ces pièges, fort en usage à Madagascar, est de creuser de profonds fossés sur le passage probable de l'adversaire, de recouvrir ensuite ces fossés de branches d'arbre et de gazon, d'attirer l'ennemi sur le terrain fallacieux et de l'amener à l'abîme où tout s'effondrera. Lorsque le sol s'est écroulé, les Hovas se précipitent vers le fossé et massacrent, à coups de sagaie les malheureux tombés dans le piège.

Les détachements de cavalerie et d'infanterie française, les éclaireurs, les reconnaissances étaient avertis de ne jamais s'avancer trop précipitamment.

Ces ruses de guerre, d'un grand effet dans une lutte entre sauvages, ne pouvaient du reste pas sérieusement retarder la marche du corps expéditionnaire.

En revanche, il importait beaucoup, dans un pays d'accès difficile et imparfaitement connu, de prendre constamment des précautions extraordinaires pour éviter les embuscades et les surprises.

Les Hovas ne pouvaient pas en effet espérer combattre avec avantage, en bataille rangée, contre une armée européenne ; mais il leur était facile, sur un certain nombre de points bien choisis, d'organiser la résistance, dans une contrée où notre artillerie évoluerait difficilement et où l'infanterie en marche serait presque toujours éparpillée, faute de routes praticables.

Les troupes du général Duchesne, afin d'éviter ces brusques attaques, se formeraient donc autant que possible de façon à pouvoir soutenir promptement leur avant-garde.

En tête, un peloton des chasseurs d'Afrique du capitaine Aubier ; deux compagnies d'infanterie éclairant en avant et sur les flancs ; à deux cents mètres en arrière environ, une compagnie du génie, une compagnie d'infanterie, une batterie de montagne, puis un bataillon.

Sur les flancs, protégeant l'artillerie, une compagnie en tirailleurs.

Le gros de la colonne comprend dans l'ordre suivant : 1° l'état-major de la 1^{re} brigade ; 2° une compagnie d'infanterie ; 3° une batterie d'artillerie ; 4° trois bataillons ; 5° le convoi, éclairé sur les flancs par des tirailleurs ; 6° l'arrière-garde, forte au moins de deux compagnies.

Ordre était donné de se mettre en marche à l'aube, les hommes ayant pris le café ; le bidon, rempli d'un thé léger additionné d'eau-de-vie. Haltes fréquentes indispensables pour éviter la fatigue et pour conserver les distances.

A neuf heures du matin, sauf dans les circonstances exceptionnelles, bivouac dans une clairière, près d'un cours d'eau, et sieste jusqu'à deux ou trois heures. Marche après ce repos, jusqu'à cinq heures et demie et installation pour la nuit.

De minutieuses reconnaissances explorent alors la région, sans trop s'aventurer, les grand'gardes et postes sont posés, le bivouac se forme en carré, le convoi au centre, l'artillerie aux angles. La compagnie du génie déblaie le plus possible en avant de l'infanterie les terrains trop broussailleux.

Les grand'gardes prennent position à deux cent cinquante mètres au plus du carré, éclairées elles-mêmes à cent mètres par de petits postes ne comprenant pas plus de quatre hommes toujours en éveil et le fusil sous la main. De fréquentes patrouilles relient ces postes.

En cas d'alerte, les grand'gardes rallient leurs hommes avancés, et, s'il y a lieu, si l'ennemi attaque en force, se replient sur le bivouac.

Un certain nombre d'officiers, de sous-officiers et même de soldats, anciens combattants du Tonkin et du Dahomey, avaient déjà l'expérience de cette tactique et de la guerre ainsi faite. Ils s'étaient rendu compte de l'importance de ces précautions et de ces dispositions. Ils savaient quel est le terrible effet des feux de salve exécutés avec le Lebel par une troupe disciplinée et obéissant au commandement de ses chefs.

Quant aux partisans de l'arme française par excellence, de la baïonnette, ils étaient bien sûrs que celle-ci interviendrait toujours, au moment décisif de l'assaut final pour l'enlèvement de la position.

L'infanterie de marine, les bataillons aux prises avec les Hovas depuis plusieurs mois ou plusieurs semaines étaient déjà aguerris et pleins de confiance. Ils avaient appris à connaître l'ennemi dans des escarmouches de jour et de nuit ; ils s'acclimataient ; ils commençaient à connaître le pays et ses habitants et même à parler quelques mots malgaches. Quelles plaisanteries au bivouac sur les noms interminables des « honneurs » et autres fidèles sujets de Sa Majesté la reine Ranavalô !

La chasse et la pêche, très fructueuses, approvisionnaient plus d'une popote.

Malgré les édits de la reine, des indigènes s'enhardissaient peu à

peu et venaient proposer des vivres, des volailles, des œufs, etc... Le règlement des comptes ne s'opérait pas toujours sans difficulté. La monnaie indigène à Madagascar n'existe pas, en effet. Depuis longtemps, la pièce de 5 francs de l'union latine, dite piastre, a seule cours.

Les Malgaches découpent les pièces d'argent assez arbitrairement en un certain nombre de morceaux. Ils n'ont pas encore imaginé d'autre moyen de « rendre de la monnaie ». De petites balances servent à peser les fragments de piastre pour en fixer la valeur¹.

Les mercantis européens ou créoles de Maurice et de la Réunion ne pouvaient exercer leur commerce à Diégo-Suarez comme à Tamatave qu'avec l'autorisation du commandant militaire. Celui-ci maintint, de même que l'avait fait le commandant Bienaimé, avec une inébranlable et bien salubre sévérité, l'interdiction absolue du trafic de l'alcool. Un grand nombre d'individus sans moyens d'existence avouables, ou suspects, furent expulsés et embarqués par ordre à destination des deux îles voisines.

Les affaires commerciales entre indigènes et Européens étaient du reste interrompues sur presque tous les points. Les navires français usaient des droits de la guerre pour faire respecter de leur mieux le blocus de l'île. L'Angleterre et l'Amérique, comptant un certain nombre de nationaux à Madagascar, étaient représentées dans les eaux de Tamatave par quelques bâtiments.

Il est à ce sujet intéressant d'exposer quel était exactement, au moment de la rupture, le commerce des Malgaches avec les grandes puissances.

Voici le chiffre des importations et des exportations relevé par la Compagnie des Messageries maritimes pour les années 1892 et 1893 qui peuvent être considérées comme les plus prospères :

En 1892, importation, 1.383.754 francs; exportation, 3.258.750 fr.

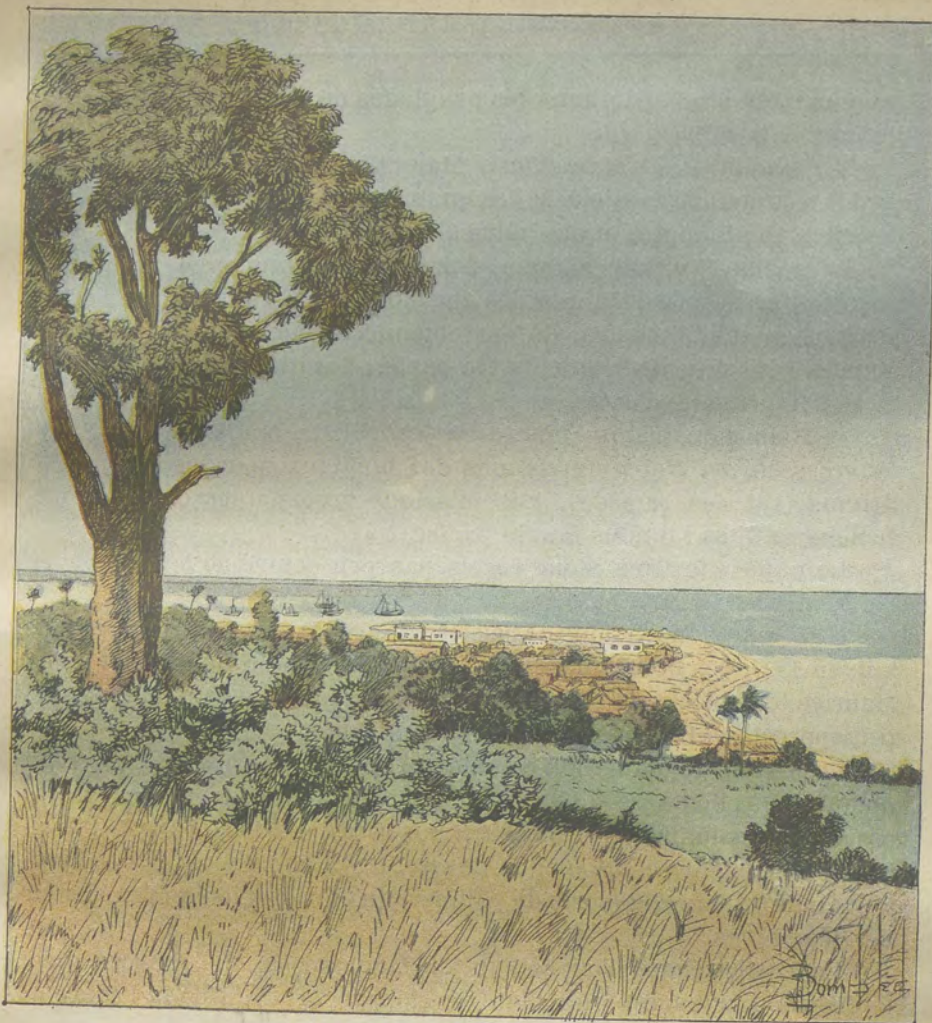
En 1893, importation, 1.141.900 francs; exportation, 5.769.180 fr.

Tous les produits importés dans l'île sont de provenance européenne ou américaine, à l'exception du rhum dont les Malgaches font une grosse consommation et qui leur est envoyé de l'île Maurice, — 20,000 barriques par an — et aussi de la farine fournie par l'Australie.

D'Angleterre viennent les tissus de coton et de laine, le fil à coudre, la plupart des objets de métal, la quincaillerie et particulièrement certaine tôle galvanisée, très employée pour la toiture des maisons.

D'Amérique, les cotonnades à très bon marché. De France, les tissus de soie, achetés par les Malgaches des classes riches. Encore notre commerce a-t-il à redouter la sérieuse concurrence des Anglais et des Suisses. De France également proviennent les vins, boissons de luxe,

1. Voir à ce sujet de curieux renseignements donnés par le *J et J Marseillais* d. février 1897.



Vue de Majunga.

que ne consomment guère à Madagascar les indigènes, même ceux ayant d'importants revenus. Marseille a expédié là-bas un peu plus de quatre mille litres par an depuis 1891. Aujourd'hui, cette exportation est considérablement augmentée. Il convient cependant de tenir compte de la concurrence italienne, toujours plus active à Madagascar comme ailleurs.

La France enfin envoie dans l'île la bière et le cognac, la parfumerie, le savon, le sel, l'huile d'olive, et... les gants. Beaucoup de Malgaches en effet qui ne portent jamais de chaussures sont parfaitement gantés.

L'Allemagne fournit les allumettes, de qualité très inférieure, et les instruments de musique, particulièrement les accordéons à bon

marché, très en vogue dans les peuplades de l'île; la Suisse, l'horlogerie et la bijouterie.

D'après le *Petit Marseillais*, Marseille expédie à Madagascar, depuis ces dernières années, des quantités importantes de briques et de tuiles, des bougies et des pâtes alimentaires.

Le même journal signale, à propos du commerce malgache, l'adresse et l'esprit pratique des missionnaires anglais. A force de démarches et d'intrigues, ils ont obtenu l'exonération des droits de douane pour les médicaments, le papier, les livres et autres fournitures d'imprimerie d'école.

« Nous demandons l'entrée en franchises, ont-ils prétendu, de tous ces objets. Nous entretenons des hôpitaux pour les indigènes : il nous faut des remèdes. Les missions protestantes ont créé des écoles gratuites : il nous faut le papier... »

Le papier, le livre n'ont certes pas peu contribué à développer l'influence anglaise à Madagascar.

L'île, dont nous venons de passer en revue les importations, exportait, en 1894, des bœufs, des porcs, des volailles à la Réunion et à l'île Maurice, des pièces de cuir en Europe. Ces pièces ne sont du reste que peu appréciées, faute de préparation suffisante.

Les essais de plantation de café qui ont été faits à Madagascar ont donné d'excellents résultats. Les forêts de l'île peuvent fournir les essences les plus variées. En 1892, nous recevions de ce pays 45.000 kilos de caoutchouc et 5.400 kilos de cire. Il y a lieu d'ajouter à ces produits la fibre du *rafia* (sorte de palmier) qu'on emploie en France pour lier les vignes.

En entreprenant l'expédition de Madagascar, le gouvernement de la République espérait bien développer au profit de la France ce commerce, et surtout mettre en exploitation les quelques mines découvertes par des explorateurs européens qui en affirmaient la richesse.

CHAPITRE X

Majunga.

La ville de Majunga depuis 1885. — M. Suberbie, ses traités avec le gouvernement malgache. — Les mines d'or. — Suberbieville. — Troubles et assassinats. — La population et la garnison de Majunga. — Bombardement. — Proclamations du commandant Bienaimé. — Le commandant Belin. — Un guet-apens sakalave. — Reconnaissance de Marohago. — L'enseigne Compagnon. — Premier combat. — Arrivée du général Metzinger et des tirailleurs algériens. — Le commandement. — Les préparatifs à Majunga.

Une des premières opérations à accomplir après l'occupation de Tamatave c'était la prise de possession de Majunga. Nous avons dit

quelle était la situation de la ville et son importance stratégique, comment elle était restée occupée près de trois ans par les troupes françaises, à la suite de l'expédition de 1883, enfin quel rôle elle devait jouer comme tête de ligne et comme base dans la campagne nouvelle. A Majunga et dans la région voisine se concentreraient, sitôt la saison des pluies terminée, les bataillons, batteries et escadrons du corps placé sous les ordres du général Duchesne et destiné à marcher sur Tananarive.

On sait déjà qu'après le rejet de l'ultimatum de M. Le Myre de Vilers et l'évacuation de la capitale malgache par le petit détachement français qui l'occupait, ce détachement avait regagné la côte non sans peine à Majunga, d'où il s'embarqua pour la France. En route, il avait été menacé plusieurs fois d'attaque par les indigènes. Sur tout le parcours, les populations se montrèrent hostiles. Grâce au sang-froid et à l'énergie de M. Ranchot, ex-vice-résident à Tananarive, et du capitaine Lamolle, commandant la section d'infanterie de marine, grâce à la discipline et à la fière attitude des soldats, aucun incident grave ne survint et les conflits furent évités.

Après l'embarquement de ces troupes, en novembre 1894, Majunga n'eut plus d'autre garnison que celle des Hovas. Aucun navire français ne mouillait en rade pour protéger nos nationaux. La situation n'était cependant pas des plus rassurantes. Depuis plusieurs mois, des bandes parcouraient le pays et menaçaient les Européens très nombreux dans la région.

Majunga est en effet devenu, surtout depuis quelques années, un centre commercial important. De même qu'à Tamatave et à Vohemar, il se fait dans la ville un trafic considérable de bœufs. Les Américains y importent du coton, des meubles, des étoffes, etc.; ils y achètent du suif, des peaux, etc. Majunga enfin est en relations constantes et directes avec le centre d'exploitation minière de M. Suberbie, qui occupe une centaine d'ouvriers et d'ingénieurs européens. La ville, avec son port bien abrité, à l'entrée de la baie de Bombetocke est séparée de la haute mer par un banc de sable très mince. Elle a été construite au pied d'une colline couverte de manguiers et que couronne un fort hova; plusieurs maisons en pierre confortables et de simples cases y bordent les deux grandes rues parallèles au rivage. Rues et sentiers qui les coupent sont du reste très mal entretenus.

M. Suberbie demanda, avant la guerre, la concession de l'éclairage; mais sans l'obtenir; il se proposait également d'entreprendre la construction de docks et de magasins généraux; ces projets durent être ajournés. Le nom de Suberbie est du reste indissolublement lié à l'histoire des événements des dix dernières années à Majunga et dans la vallée du Betsiboka; il reviendra plusieurs fois dans notre récit.

Exposons donc rapidement quels sont le rôle et l'influence de ce Français à Madagascar.

Depuis plusieurs années, depuis surtout que les grandes affaires sont devenues rares en Europe, à la suite des scandales financiers et des formidables crachs qui ont ébranlé le marché et la confiance, un grand nombre de spéculateurs et de hardis lanceurs d'entreprises, suivant et parfois aussi dirigeant le mouvement qui entraîne une partie de l'Europe vers les conquêtes coloniales, ont réveillé peu à peu la grande fièvre de l'or, comme aux beaux jours des fameuses découvertes des mines de Californie.

Le public, longtemps rebelle et défiant, s'est laissé gagner par cette fièvre. Au mirage de l'or, les actionnaires, bien des gogos sont accourus et se sont groupés, et aujourd'hui, le triomphe des promoteurs de l'affaire est complet. On ne compte plus les mines en exploitation — plus ou moins sérieuse — au Cap, en Australie, etc.

Plusieurs explorateurs affirmaient, et ils prouvaient du reste, que le sol de Madagascar était riche en minerais de toute nature et particulièrement en or. Les solliciteurs de concessions affluèrent à Tananarive; mais, parmi eux, rares étaient ceux qui offraient des garanties suffisantes; rares furent également ceux que ne découragèrent pas les autorités malgaches.

Un Français, M. Subergie, obtint, grâce à de puissantes recommandations, en décembre 1886, le droit d'exploiter « tous les gisements qui se trouvent dans le bassin du Betsiboka et de l'Icoupa, jusqu'à Mahazambe, au nord, et Manjaray au sud ».

Des contrats particuliers intervinrent entre le premier ministre et le concessionnaire.

Le premier de ces contrats¹ « attribuait 55 0/0 des produits au gouvernement malgache et le reste à M. Subergie. Ledit gouvernement fournirait la main-d'œuvre et M. Subergie les salaires ».

Un second traité fut signé en 1888, en vue de l'exploitation des filons. « Les deux parties devaient faire un égal apport de capital et, après un prélèvement de 5 0/0 par le gouvernement malgache, bénéficier des mêmes revenus. M. Subergie a versé, de ce chef, 750.000 fr.; le premier ministre n'a jamais rien donné. »

Les ministres malgaches sont, du reste, beaucoup plus habitués à recevoir qu'à donner.

Les traités restaient donc inexécutés. De part et d'autre s'élevaient des protestations et des plaintes. Le gouvernement de Tananarive, dont les finances n'étaient rien moins que prospères, désirait encaisser le plus tôt possible de grosses sommes; les bénéfices éventuels ne lui suffisaient plus. Une nouvelle convention fut conclue.

1. *Madagascar*, par Martineau.

M. Suberbie, moyennant une somme de 13 millions, payable par annuités sur les produits bruts des mines, deviendrait le maître absolu de sa concession et l'exploiterait comme il l'entendrait. Il n'aurait plus à verser ensuite que 5 0/0 au gouvernement de la reine Ranaïalo, « qui restait tenue de fournir la main-d'œuvre ».

Mais les difficultés, les désaccords n'en continuèrent pas moins. La concession accordée à M. Suberbie avait profondément troublé la région mise en exploitation.

De nombreux étrangers, parmi lesquels des aventuriers de toutes les nations, y étaient accourus et s'y établissaient.

Les indigènes ne voyaient pas sans inquiétude ces nouveaux venus prendre possession de territoires importants et parler en maîtres dans le pays.

Le premier ministre hova s'était, du reste, d'autant moins gêné pour accorder des concessions et le droit de faire des fouilles que les terrains livrés à M. Suberbie n'appartenaient pas à des Hovas. Les populations lésées n'acceptèrent donc pas, sans protester, l'installation des mineurs. Elles furent encore plus violemment irritées, lorsque, par ordre, des hommes leur appartenant furent, en quelque sorte, réquisitionnés et contraints au travail.

Les ouvriers indigènes employés aux terrassements dans le pays piochent treize heures par jour pour une somme d'environ 60 centimes.

Avec beaucoup d'intelligence et d'activité, M. Suberbie, qui est homme d'initiative et qui ne se décourage pas facilement, poursuivait son entreprise; des constructions s'élevaient à peu de distance de Mevatane, auxquels il donna le nom de Suberbieville.

Au mois d'août 1894, lorsque déjà la rupture entre la France et le gouvernement de Tananarive était imminente, les difficultés s'aggravèrent au pays des mines.

Les mécontents — et ils étaient chaque jour plus nombreux — quittèrent le travail, formèrent des bandes et se livrèrent au brigandage. Ces révoltés ou Fahavalos parcoururent les villages et hameaux situés sur la rive droite de l'Ikopa, près des établissements de Suberbieville et jusqu'à Ambadiroka; ils détruisirent plusieurs maisons ou cases, pillèrent les autres, tuèrent tout ceux qui leur résistaient et firent un butin considérable.

Une bande attaqua les villages aux environs du fort Ankoala et captura 50 esclaves et 400 bœufs appartenant au premier ministre. Alors seulement, les autorités malgaches, qui, tout d'abord, ne voyaient pas d'un mauvais œil ce mouvement de révolte contre les étrangers, commencèrent à se fâcher. Quelques troupes furent envoyées pour rétablir l'ordre. Le commandant d'Ankoala se mit à la poursuite des pillards, il réussit à les rejoindre. Les bœufs volés étaient tombés en possession du gouverneur du village voisin d'An-

drohimena. Cet honnête fonctionnaire consentit à les rendre, et il ne fut pas autrement inquiété, après avoir versé entre les mains du gouverneur d'Ankoala une somme de 250 piastres. On l'autorisa même à garder les têtes de bétail humain capturées dans la razzia.

Effrayés par ces événements, les Français, qui n'étaient plus en sécurité à Mevatane, voulurent regagner Majunga. Quelques-uns s'embarquèrent en pirogue; ils furent précipités dans la rivière par les indigènes.

La situation était donc des plus critiques pour tous nos colons, dans cette région de Majunga, en pays sakalave où, douze ans auparavant, nos soldats avaient été bien accueillis, par haine de la domination hova. La ville, toutefois, restait tranquille.

Le chiffre de la population est de cinq à six mille habitants. Le commerce français était représenté par MM. Garnier, agents des Messageries maritimes, par MM. Rebut et Sarrant de Paris; Mantes frères et Borelli, de Marseille, et Froger, de Paris.

A Majunga, le commerce de détail est concentré entre les mains des Hindous, remarquables par leur intelligence des affaires et par leur esprit d'économie.

La majorité de la population se compose de Sakalaves et d'anciens esclaves affranchis, aux origines les plus diverses.

M. Landrieu nous a donné dans la *Revue Française*, une pittoresque description des quartiers de Majunga :

« La diversité de provenance des habitants de Majunga produit dans le costume et l'aspect d'un groupe quelconque de population une bigarrure assez originale à voir. Voici d'abord les *Makois*, généralement anciens esclaves, venus du Mozambique, les plus noirs de tous comme aussi les plus sobrement vêtus; il n'est pas rare que leur costume se compose simplement de quelques guenilles ou d'un sac dans lequel ils ont passé la tête et les bras. Les *Comoriens* sont reconnaissables à leur fez rouge ou blanc, ainsi qu'à la longue blouse blanche qui les enveloppe de la tête aux pieds. Un turban, un cafetan de drap et le curieux poignard recourbé distinguent les *Zanzibariens*. Les cheveux disposés en multiples petites tresses régulières — d'où leur vient leur nom Saka-lava — un simbou autour des reins et souvent la fidèle sagai dans la main droite, signalent les *Sakalaves*. Les femmes ont le lobe de l'oreille troué et allongé pour permettre d'y encadrer un rond de bois ou de métal plus grand qu'une pièce de 2 francs. Ces divers types appartiennent à la race noire.

« Une grecque brodée sur la tête, un visage olivâtre, une barbe noire aussi large que clairsemée, une petite veste en légère étoffe blanche de dessous laquelle sortent devant et derrière comme deux pans de chemise, un large pantalon de même étoffe serré à la cheville, des babouches rouges, remarquables par leurs bouts à la poulaine, à

ces signes, se distinguent les *Hindous*, dont les femmes ont presque toutes de petites pièces de monnaie ou des pierres précieuses incrustées dans l'une ou l'autre aile du nez.

« Restent les *Hovas*. Leur teint jaune, leurs cheveux noirs et plats, leur moustache en poils de pinceau, leurs yeux bridés indiquent leur origine malaise et les font ressembler un peu à des Japonais. La tête abritée sous un chapeau de paille, dont les bords tiennent du panama et la calotte du tuyau de poêle, ils se drapent avec une élégance et une



dignité toutes romaines dans de grands péplums blancs. » Un certain nombre de hauts personnages s'habillent à l'européenne en s'efforçant de singer nos modes et nos habitudes.

On ne compte guère dans la ville plus de 500 Hovas.

Cette population variée pratique des religions multiples.

On rencontre à Majunga des musulmans, des catholiques, des protestants de sectes différentes, des luthériens, des quakers, même des soldats de l'armée du salut ! Les Sakalaves ne professent en réalité, nous l'avons dit déjà, quoique très superstitieux et fétichistes, aucune religion. Trois mosquées en pierre et deux temples de paille constituaient, à la fin de 1894, les seuls édifices de Majunga consacrés à un culte. Bien que nombreux et assez puissants à Madagascar, les jésuites n'ont

jamais fondé d'établissement sur les rives de la baie de Bombetoke.

Une population aussi mélangée et qui gardait encore le souvenir du bombardement de 1883 et de l'occupation française était donc peu redoutable et nullement disposée aux entraînements du fanatisme.

Le gouverneur et commandant militaire de la place, 12^e honneur, Kabahirakia n'avait rien de farouche.

On le considérait surtout comme un grotesque, ridiculement empaché, sans importance et sans prestige. Il était secondé par un sous-gouverneur, un aide de camp, un chef de la police et un chef des douanes. Encore ce dernier était-il en réalité placé sous le contrôle du représentant du Comptoir d'Escompte français¹.

La garnison comptait environ 300 hommes, assez mal armés, déplorablement équipés, sales et déguenillés, très rarement exercés. Les soldats hovas des postes de la côte et de l'intérieur ne sont guère employés qu'au service d'escorte et de garde; leur instruction militaire est à peu près nulle. Ils sont mariés, vivent en famille assez misérablement et ne subviennent aux besoins de cette existence qu'en faisant, presque tous, un commerce.

De tels guerriers ne sont pas très belliqueux. Le gouverneur ne comptait que médiocrement sur eux pour défendre la place contre les Français. Il demandait des renforts; mais ces renforts n'arrivaient pas.

Majunga ne pouvait donc opposer aucune résistance sérieuse à l'escadre française qui ne tarderait certainement pas à se présenter.

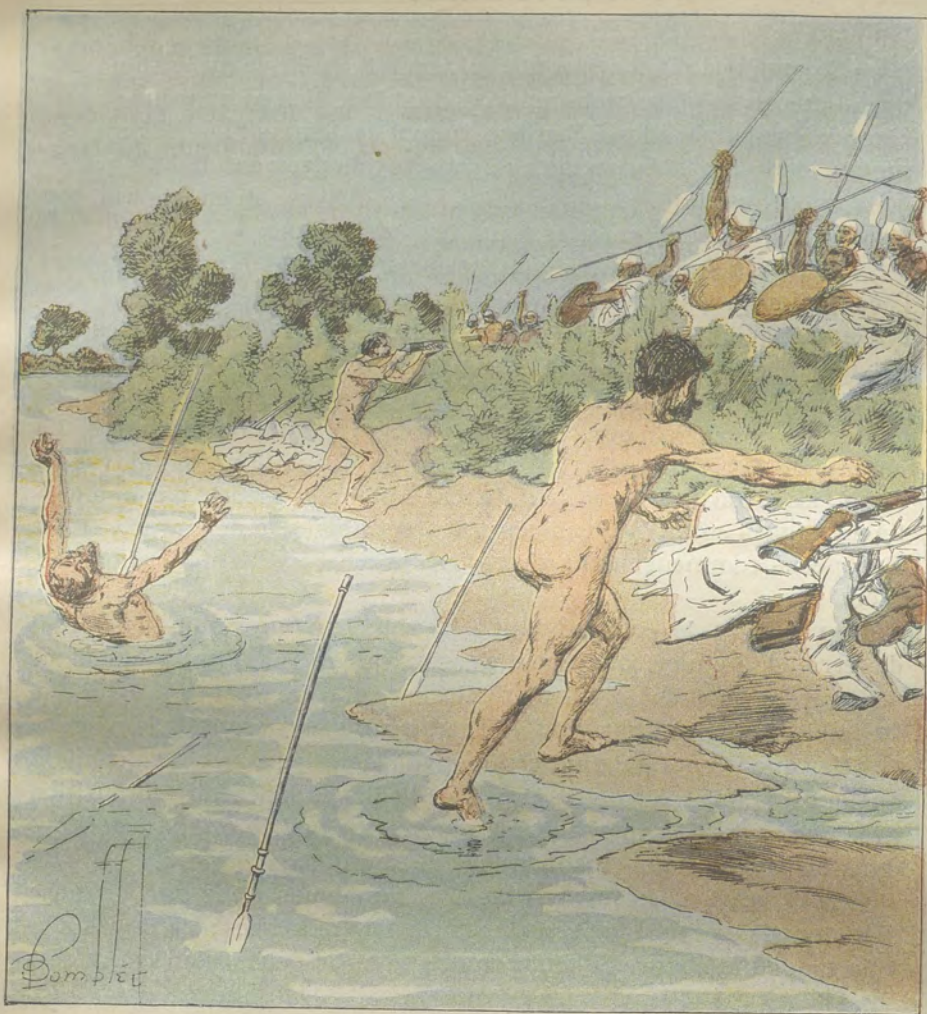
Voici, d'après le récit autorisé d'un de ces nationaux, longtemps colon à Madagascar, en quel état se trouvaient, à la fin de 1894, les forts de Majunga².

« L'un, le Rova est situé sur une hauteur escarpée à laquelle on n'accède que par un mauvais chemin entaillé dans le roc volcanique et plutôt semblable à un escalier en ruines. Un grand rectangle de murailles décrépités entoure de son relief peu imposant un bâtiment sans caractère, résidence officielle du gouverneur hova.

« Dans la cour, gisant sur le sol, sans affûts ni plates-formes, deux canons, que l'herbe entoure, composent l'artillerie de la place. Peu solide, sans aucune valeur défensive, mal armé, encore plus mal défendu, cet ouvrage ne saurait offrir le moindre obstacle à une troupe européenne. Adossé au Rova, un tombeau, renfermant les restes d'un héros sakalave, est le but d'un respectueux pèlerinage annuel très fréquenté. Une case de paille, ornée à l'intérieur et à l'extérieur de nom-

1. On sait que Madagascar a emprunté 15 millions au Comptoir d'Escompte. Le revenu de 6 ports, dont le port de Majunga, est affecté au paiement des intérêts de cet emprunt. Les moyens de surveillance étaient du reste si défectueux, si insuffisants que le contrôle ne produisait pas grands résultats. La moitié au moins des marchandises importées entraient à Majunga en fraude.

2. Voir de *Majunga à Tananarive* dans l'*Écho de Paris* du 26 février 1895.



Le guet-apens de Marosakoa.

breuses paires de cornes et gardée à ses deux portes par trois sentinelles farouches, préserve le monument funéraire des intempéries des saisons.

« En face du Rova et à un millier de mètres de distance, sur la pointe Anorombato qui commande à gauche l'entrée de la baie de Bombetoke, un vieux bastion en forme de tour, désert et dépourvu d'artillerie, complète dignement la défense. Au pied de la tour gisent, la gueule tournée du côté de la terre, trois antiques canons rongés par la rouille; l'un d'eux, monté sur un affût de côte en bois vermoulu et déjeté, a un aspect particulièrement lamentable. Du côté de la mer, un ouvrage bâtarde empierré s'élève à quelques mètres des murs; il est totalement masqué par des arbres qui le dominent de toutes parts.

« A gauche de la large route qui conduit du Rova au bastion, au tour d'une vaste place rectangulaire, dont le milieu est marqué par un gigantesque tamarinier à l'ombre duquel se tiennent les *Kabars*, est groupé le village d'Antananasandratia, exclusivement habité par le gouverneur, sa famille, les soldats, les officiers, et, en général, par tous les Hovas fonctionnaires à un titre quelconque. »

Les Hovas songeaient si peu à résister à Majunga que, prévoyant l'occupation prochaine de la ville, le gouverneur, prêt lui-même à se retirer dans l'intérieur de l'île, donna l'ordre, afin de frapper les esprits des indigènes de la région, d'exhumer les restes d'une ancienne reine sakalave, profondément vénérée, et de les transporter au delà de Marovoay pour les mettre à l'abri de toute profanation étrangère. La cérémonie fut solennelle, en présence de députations sakalaves de toutes les tribus, et le précieux fétiche s'éloigna, escorté par une partie de la garnison. Les Français n'avaient plus qu'à débarquer, et les Européens commençaient à s'étonner des lenteurs de notre gouvernement.

On sait que le commandant Bienaimé, chef provisoire des forces de terre et de mer, avait pris possession de Tamatave. Cette place était gardée par le bataillon d'infanterie de marine venu de la Réunion. De faibles renforts arrivèrent de France dans le courant de janvier.

Dès que le commandant crut pouvoir détacher sans inconvénient quelques compagnies de la garnison de Diego-Suarez, il prit position avec une partie de sa petite escadre le *Primauguet*, le *Gabès*, le *Météore* dans la baie de Bombetoke, en face de Majunga.

Le 14 janvier, les navires lancèrent quelques obus sur les forts abandonnés de la place et sur les bâtiments militaires; les Hovas n'avaient aucune chance de tenir contre nous et de riposter avantageusement.

L'occupation de la ville et du plateau qui la domine se fit donc sans aucune perte de notre côté. Les fusiliers des compagnies de débarquement arrachèrent le drapeau malgache et arborèrent le drapeau tricolore. Le bombardement de Majunga fut plutôt un exercice de tir qu'une action de guerre¹.

Le 16, les navires la *Rance* et la *Romanche* amenèrent de Diego-Suarez deux compagnies d'infanterie de marine, de 200 hommes chacune, et 100 artilleurs, sous les ordres du commandant Belin, ainsi que des provisions et du matériel.

On comptait beaucoup, pour aider au débarquement et au transport de ce matériel, sur les indigènes qui, en 1883, s'étaient montrés bien disposés à l'égard des Français; mais les Sakalaves, si lamen-

1. Les soldats baptisèrent du nom de « journées des traversins » les prises de possession de Tamatave et de Majunga, l'envoi des objets de literie nécessaires à l'infanterie de marine ayant été l'occupation principale de ces journées.

tablement abandonnés par nous en 1886, mis en défiance, du reste, sur nos intentions par les Hovas, qui ne leur ménageaient pas les promesses pour les empêcher de faire cause commune avec la France, se hâtaient de quitter Majunga.

Ces dispositions semblaient inquiétantes pour l'avenir. De même qu'à Tamatave, la garnison française et la place difficilement ravitaillées par mer allaient-elles se trouver comme isolées au milieu de peuplades hostiles, sans communication avec celles que l'on avait longtemps traitées en amies et en auxiliaires ?

Le commandant Bienaimé, dans le but d'affirmer les droits de la France, de préciser ses revendications et de rassurer les populations leur adressa, dix jours après la prise de possession, la proclamation suivante :

« HABITANTS DE MADAGASCAR

« Le gouvernement de la République française n'a pu obtenir par les voies pacifiques l'observation du traité de protectorat qu'il avait signé le 17 décembre 1885 avec la reine Ranavalô III.

« Trompée par la politique fallacieuse du premier ministre Rainilaiarivony, qui non seulement n'a pas rempli l'engagement de traiter avec bienveillance les Sakalaves et les Antakares, mais les a, au contraire, molestés en sacrifiant les plus dévoués, la France, émue de vos souffrances, reprend aujourd'hui ses droits et vient à votre secours.

« Vous pouvez compter sur son appui ; venez franchement à nous et vous trouverez, à l'ombre de notre pavillon, aide et protection.

« Vos mœurs, vos usages, les tombeaux de vos ancêtres, vos propriétés, vos femmes et vos enfants seront respectés.

« Aucun de vous ne sera enlevé de force de son village pour faire la guerre.

« Ceux qui nous aideront comme travailleurs ou porteurs, ceux qui nous vendront leurs bœufs ou toutes autres provisions seront régulièrement payés.

« Le régime de tyrannie, sous lequel vous avez vécu jusqu'à ce jour, sera remplacé par un régime de liberté.

« Venez à nous avec confiance et après nous avoir aidés à secouer le joug qui vous opprime, vous jouirez des bienfaits de la paix et de la civilisation.

« C'est le gouvernement de la République française qui vous fait ces promesses par ma bouche ; il est décidé à faire tous les sacrifices pour les réaliser.

« Majunga, le 26 janvier 1895.

« *Le capitaine de vaisseau, chef de la division navale,
Chargé des pleins pouvoirs de la République française à Madagascar,*

« BIENAIMÉ. »

On ne pouvait espérer grand effet de cet appel, puisque l'autorité française n'avait pas encore les moyens de le répandre et de le faire connaître dans le pays.

Les dernières illusions relatives aux Sakalaves ne devaient pas tarder, du reste, à se dissiper.

Ordre formel avait été donné aux officiers et aux troupes débarquées à Majunga d'éviter tout conflit avec la population et de la traiter avec la plus grande bienveillance. La garnison remit en état le fort abandonné, et construisit des retranchements pour protéger la ville contre un retour offensif des Hovas. Le commandant Bienaimé veilla lui-même à l'établissement des batteries et des postes avancés. Il reçut à la fin de février une compagnie de renforts de tirailleurs sakalaves, envoyée de Diego-Suarez. Il disposait donc de six cents hommes, commandés par le chef de bataillon Belin de l'infanterie de marine, vaillant officier, ayant fait campagne, connaissant bien Madagascar, aimé de ses soldats auxquels il inspirait une confiance absolue¹.

Ni ouvriers d'administration, ni infirmiers n'étaient encore débarqués, il fallait tout installer. Le commandant Belin se multiplia. Il réunit des vivres, fit établir les fours de campagne, un hôpital de 70 lits avec pharmacie provisoire assez bien approvisionnée. Le docteur Quennec prit la direction du service hospitalier.

Pour la police de la ville, vingt agents comoriens furent recrutés, avec un brigadier français pour chef. Le commandant Bienaimé choisit enfin le vice-résident, M. Estèbe, en qualité d'administrateur municipal.

Les Hovas ne se montraient pas aux environs. Plusieurs reconnaissances envoyées jusqu'à neuf ou dix kilomètres de Majunga n'avaient rencontré aucun détachement ennemi, aucun indigène armé. Deux jeunes négociants français MM. Lamothe et Gauthier, après avoir averti de leur résolution le commandant de Majunga, tentèrent d'entrer en relation avec les Sakalaves voisins de la place, et de leur proposer de vendre des bœufs à la garnison française.

Il eût été prudent de se défier. Ces voisins venaient, en effet, de prouver leur mauvaise foi. Ils avaient livré, contre argent comptant un troupeau et la nuit même, deux Sakalaves pénétrant dans l'enclos où les animaux étaient enfermés, les avaient rendus à la liberté et ramenés à leurs anciens pâturages.

MM. Lamothe et Gauthier s'aventurèrent cependant, le 8 février, jusqu'auprès du village de Marosakoa, à 15 kilomètres de Majunga; un domestique, des porteurs et une escorte de Sakalaves les accompagnaient.

A peu de distance du village, la petite caravane eut à traverser

1. Le commandant Belin, sorti de Saint-Cyr en 1877, avait eu un avancement très rapide. Il avait été promu chef de bataillon en 1890.

un cours d'eau grossi par les pluies. L'attitude des indigènes n'était nullement suspecte. MM. Lamothe et Gauthier déposèrent leurs fusils et se déshabillèrent pour entrer dans la rivière.

Les Sakalaves de l'escorte, voyant les deux Français désarmés, les attaquèrent. M. Lamothe avait déjà fait quelques brasses ; il reçut un coup de sagaie dans la poitrine. M. Gauthier, plus près de la rive, et bien que grièvement blessé au ventre, eut le temps d'aborder et de sauter sur un winchester. Le domestique, atteint lui aussi à la cuisse, s'était emparé d'un autre fusil. Tous deux firent feu sur les lâches assaillants qui s'enfuirent, M. Gauthier réussit à ramener sur la berge son ami, M. Lamothe ; mais celui-ci expira quelques instants après. Le survivant et son domestique, redoutant une nouvelle attaque des bandits, s'éloignèrent en toute hâte dans la brousse et rentrèrent le lendemain à Majunga, épuisés par une marche de quatorze heures et souffrant cruellement de leurs blessures.

Ces malheureux incidents n'avertissaient que trop le commandant de la place qu'il n'y avait plus à compter, au moins tant que les Français n'occuperaient pas en force le pays, sur le concours des Sakalaves. D'après les renseignements sûrs parvenus dans la ville, les Hovas tenaient toujours un certain nombre de postes militaires fortifiés, à quelques kilomètres autour des positions françaises¹

Les instructions, envoyées de Paris au commandant Bienaimé lui recommandaient de ne pas s'engager, de ne tenter aucune expédition à l'intérieur ; instructions sages, puisque, trop souvent, un brave officier se laisse entraîner, par esprit d'aventure ou dans l'espoir d'une action d'éclat, à des opérations de guerre imprudentes. Mais les Hovas, que notre immobilité enhardissait, regagnaient peu à peu le terrain abandonné par eux le 16 janvier. Ils réussissaient à persuader aux populations que les Français n'osaient pas attaquer et que l'envahisseur restait bloqué dans Majunga.

Pour donner aux Malgaches une utile leçon et aussi pour reconnaître le cours de la rivière, le commandant Bienaimé, sans du reste contrevenir aux ordres reçus, dirigea plusieurs reconnaissances vers les villages occupés par l'ennemi.

Le *Primauguet* parcourut toute la baie de Bombetoke, montrant aux indigènes de la rive les couleurs françaises.

Aucun acte d'hostilité ne se produisit.

Le 15 février, le commandant donnait l'ordre au lieutenant de vaisseau Nicolle de remonter par rivière sur un canot-vedette du *Primauguet*.

1. Au nombre de ceux qui renseignèrent le commandant Bienaimé, citons un ancien soldat français ayant fait partie de la compagnie des disciplinaires de la marine envoyés à Madagascar en 1883-1884. Cet homme avait déserté alors. Il parcourut l'île dans tous les sens, menant une vie de Mohican, vivant pendant plus de onze années de la vie des indigènes. Il connaissait bien leurs mœurs, les coutumes du pays et en parlait la langue. En 1895, le déserteur parvint à Majunga et se présenta au commandant Bienaimé, auquel il raconta ses aventures et offrit ses services, qui furent acceptés.

guet aussi loin que possible dans la direction du poste fortifié hova de Marohago.

Près de ce point allait être livré un des premiers combats d'infanterie de la campagne.

Marohago est à dix kilomètres de Majunga, sur un petit cours d'eau qui se jette dans la baie de Bombetoke à Ambatolampy. Les Hovas s'étaient retranchés à peu de distance de là, derrière des palissades. Rahalahiriako, lieutenant gouverneur de Majunga, commandait en personne ce poste avancé.

Le 16 février, le lieutenant Nicolle s'embarqua sur le canot mis à sa disposition; le capitaine Aublet, de l'infanterie de marine, le lieutenant Bénévent, qui avait longtemps habité la région de Suberbieville, et six fusiliers marins l'accompagnaient. Ces braves reconnurent que la rivière était navigable et qu'il serait possible de débarquer des troupes à peu de distance de Marohago, en leur évitant ainsi un parcours long et pénible par le mauvais sentier qui contourne la baie.

Le soir même, le lieutenant Nicolle rendit compte de sa mission au commandant Bienaimé. Celui-ci adressa aux officiers qui avaient pris part à la reconnaissance des félicitations méritées et résolut, dès le lendemain, de donner signe de vie aux Hovas de Marohago, persuadés que les Français tremblaient devant eux.

M. Suberbie avait mis à la disposition de l'autorité militaire française un petit vapeur, le *Boéni*, employé jusqu'alors aux transports de l'exploitation aurifère et spécialement construit pour naviguer sur les cours d'eau de la région. Ce bateau, armé d'un canon-revolver, fut placé sous les ordres d'un jeune enseigne de vaisseau, M. Compagnon, connaissant mieux que personne toute la contrée. Quelque temps, en effet, avant la guerre, et lorsque déjà une rupture semblait inévitable, M. Compagnon avait été chargé, par le commandant Bienaimé d'explorer la baie de Bombetoke et la rivière Betsiboka. Il se rendit alors à Majunga, comme un simple émigrant en quête de travail, et il contracta un engagement à bord des bateaux allant de Majunga aux établissements de Suberbieville. M. Compagnon releva ainsi tous les points du parcours et en remit à son chef, après six mois de séjour en pays malgache, un plan détaillé.

M. Compagnon était donc tout indiqué pour conduire à bord du *Boéni* le détachement dirigé contre les Hovas de Marohago. Le lieutenant Nicolle, le capitaine Aublet, le lieutenant Bénévent et une section d'infanterie de marine, commandée par le sous-lieutenant Vallier, s'embarquèrent le 17, dès l'aube, sur le petit vapeur transformé en canonnière. A huit heures du matin, le *Boéni* parvenait sans difficulté grave, au point indiqué pour aborder. Les officiers et la section d'infanterie débarquèrent et marchèrent aussitôt vers le poste ennemi. Le terrain est marécageux, mais bien abrité. La petite colonne s'avancait

lentement et péniblement, rencontrant, presque à chaque pas des obstacles, espérant surprendre l'ennemi, fière de commencer le feu et de voir, la première du corps expéditionnaire, les Hovas de près. Ceux-ci, à qui du reste rien ne donnait l'éveil, se tenaient cependant sur leurs gardes.

Lorsque nos tirailleurs d'avant-garde débouchèrent à peu de distance du fort, les soldats hovas y rentrèrent précipitamment et, abrités par la palissade, ils commencèrent un feu nourri.

Il était 9 heures 15. La section d'infanterie française marchait depuis plus d'une heure. Elle lança en avant une escouade déployée, tandis que le reste de la troupe, sous le commandement du sous-lieutenant Vallier, effectuait un mouvement tournant pour couper à l'ennemi sa ligne de retraite.

Les Hovas prirent la fuite presque aussitôt, abandonnant au détachement français le village de Marohago. Les cases furent fouillées. On n'y découvrit que deux fusils et quelques sagaies et sabres, premiers trophées que les marsouins rapportèrent le soir même à Majunga.

Il ne fallait pas songer en effet, à occuper définitivement, avec une cinquantaine d'hommes, un poste aussi éloigné ; mais le but de la reconnaissance était rempli. Tout ce qui servait d'abri à l'ennemi à Marohago était détruit et les Hovas venaient de recevoir une leçon.

Le détachement n'avait perdu aucun homme, ni tué, ni blessé ; « seul un soldat, disait le rapport officiel, avait eu un bouton de guêtre enlevé par une balle ».

Du 18 au 21 février, le *Lynx* et le *Boéni* explorèrent l'entrée de la rivière de Betsiboka jusqu'à quelques kilomètres de Maeverano. Ils aperçurent au loin quelques groupes de Hovas et ne franchirent que difficilement certains passages vaseux. Il résultait cependant de leurs observations que, même aux basses marées, des bateaux calant 2^m 70 pourraient naviguer.

Le 24 février, le *Mpanjaka* débarquait à Majunga les soldats ennemis faits prisonniers à Nossi-Vé, au nombre de 43. 12 d'entre eux consentirent à être employés dans la place. Les autres et leur chef Ramelo, 8^e honneur, officier supérieur, furent plus tard internés à Mayotte.

A la même époque, un détachement de 70 hommes d'infanterie de marine débarquait dans la presqu'île de Bavatoubé, pour y protéger la reine Binao, notre ancienne alliée, contre des bandes ennemies et pour rassurer les populations attachées à la cause française.

Le capitaine Pennequin, dont on sait quelles furent l'habileté et la vaillante conduite, avait recruté, en 1885, ses meilleurs auxiliaires dans ce pays ; un de ses lieutenants les plus sûrs était alors le prince indigène Tahiba, vassal de la reine Binao.

L'occupation de cette partie de la côté produisit donc le meilleur effet. Elle avait surtout pour objet de prouver que nous n'abandonnerions pas nos amis et de rendre courage et confiance aux adversaires indigènes des Hovas.

Ceux-ci étaient en force à Marovoay.

On attendait avec impatience à Majunga l'arrivée du général Metzinger et des premiers renforts annoncés.

Le *Shamrock*, qui les portait, aborda enfin le 28 février; quatre bâtiments stationnaient en rade : le *Primauguet*, portant le pavillon du capitaine Bienaimé, le *Dumont-d'Urville*, la *Romanche*, transport-avis, et la canonnière de 1^{re} classe le *Lynx*.

Par suite de retards regrettables, imputables à l'administration de la marine, ni appontements ni chalands, n'étaient prêts, en nombre suffisant; les canots de ces quatre navires furent mis à la disposition du *Shamrock*. Le débarquement s'effectua donc assez rapidement.

Sur le transport, officiers et soldats avaient hâte de prendre terre. Avec quelle joie ils saluèrent Majunga !

Agiles comme des singes, les tirailleurs sautèrent dans les canots avec un entrain remarquable. Les premiers débarqués appelaient ceux qui restaient encore à bord :

« Au revoir ! criaient les sous-officiers à leurs camarades. Au revoir ! nous nous retrouverons à Tananarive. »

Quant aux chevaux des officiers qui, cependant, avaient assez bien supporté la traversée, ils sautèrent hors des chalands et gagnèrent la plage où ils se roulèrent avec délices sur le sable.

Un tirailleur français du bataillon du 3^e régiment (venu de Bône) raconte ainsi le débarquement de sa compagnie et la première étape sur la terre malgache :

« C'est le jeudi 28 février, premier jour de carême, à dix heures du matin, que nous arrivons en vue de Majunga. Le *Shamrock* mouille à environ 800 mètres de la ville. Celle-ci, bâtie tout à fait au bord de la mer ne paraît pas très grande. Nous voyons venir à bord quelques Malgaches avec des canots, qui amènent quelques officiers de marine. Une flotte nous entoure. Elle est composée d'une canonnière et de quatre bateaux : Le *Primauguet*, la *Romanche*, le *Lynx* et le *Dumont-Durville*.

« A trois heures de l'après-midi seulement, le débarquement commence. Il fait une chaleur étouffante. Comme nous sommes trop éloignés de la côté pour pouvoir installer des chalands, on nous fait débarquer sur les chaloupes du *Shamrock*. Cette opération est fort longue et je ne mets pied à terre que vers six heures du soir.

« Un de mes camarades qui, même chez les Magaches, cultive le calembour, me dit : « En France, c'était hier le lendemain du mardi-gras, nous sommes donc en retard pour *descendre* ». C'est sur cet



Débarquement des turcos à Majunga.

horrible jeu de mots que nous foulons le sol de la reine Ranavalô

« Sitôt groupés, nous nous mettons en marche pour aller camper à deux kilomètres de Majunga, sous de gros manguiers. Le trajet n'est pas long. Il est pourtant excessivement pénible. Beaucoup d'hommes tombent en route, accablés de fatigue et surpris par le climat. Il faut ajouter que nous sommes très chargés, avec nos effets de campement, vivres, munitions, outils, etc. De plus, nous marchons dans le sable pendant environ 800 mètres et, par leurs ébats, l'été, sur les superbes plages de Bône, les Bônois et les charmantes Bônoises savent s'il est facile de cheminer ainsi.

« Pour comble de bonheur ? avant d'arriver au camp, il nous faut gravir une montée très rapide. Personnellement, quoique vigoureux et habitué aux marches, j'en avais assez.

« Nous campons sous la petite tente, sans lumière, bien entendu, puis une corvée d'eau est ordonnée. J'en fais partie. Il fait une nuit d'encre. Nous nous égarons dans la broussaille et nous allons tomber — fort heureusement — sur un avant-poste d'infanterie de marine, qui nous ramène au camp. Mais impossible d'avoir de l'eau pour la première nuit. Nous avons dû nous en passer. Les hommes, sans le vouloir et sans se douter des conséquences, avaient tellement pataugé dans le ravin, que l'eau que nous devions prendre n'était plus que de la boue.

« La nuit a été assez bonne pour tout le monde. L'opération du débarquement, la fatigue, le changement brusque du climat, l'ardeur du soleil, nous avait tous harassés et nous avons dormi, malgré les piqûres de moustiques qui abondent ici. Le lendemain 1^{er} mars, nous procédions à l'installation du camp. Les bagages, fort nombreux, étaient apportés par des coolies malgaches.

« Ces gens-là sont très curieux et nous les regardions, le premier jour, comme les nouveaux débarqués européens regardent les Arabes en Algérie. Ces portefaix malgaches sont presque entièrement nus. Ils n'ont, pour tout vêtement, qu'un petit morceau de toile qui fait le tour du ventre et flotte, déchiré, la plus part du temps. Ces heureux « pri-mitifs » n'ont pas les moyens de mettre les mains dans des poches, mais ils ont l'avantage de n'avoir aucune des obligations qu'elles comportent, depuis les clefs, la blague à tabac et le couteau, etc., que notre civilisation exige.

« Ils ont l'air d'être assez dévoués aux Français, malgré le tableau effrayant que les Hovas leur en avaient fait, ce qui a été cause que beaucoup d'entre eux ont filé du côté de Tananarive, paraît-il. Les Hovas leur avaient raconté toutes sortes d'horreurs sur notre compte. Ils sont allés jusqu'à leur dire que nous déterrions les morts pour leur manger le cœur. Vous comprenez la « frousse » que ces « Adam » du XIX^e siècle devaient avoir. Aujourd'hui, ceux qui sont restés se félicitent de leur courage et ils sont heureux d'avoir affaire à des sauvages qui le sont moins qu'eux. »

Ce récit simple et pittoresque d'un turco, n'ayant aucune prétention littéraire, exprime bien les premières impressions du soldat, en mettant le pied sur la terre lointaine. Nous avons cru devoir le citer textuellement comme un document de réel intérêt; à côté du rapport officiel, nous publions le témoignage du troupier.

Le général Metzinger surveilla le débarquement; il inspecta le jour même la ville, et il constata avec étonnement que les locaux, bâtiments et cases disponibles étaient insuffisants pour loger les hommes venus d'Afrique. Ni baraquements ni cantonnements n'avaient été préparés; incurie d'autant plus regrettable qu'il importait de tenir dispos les combattants jusqu'à l'entrée en campagne, de leur éviter toute

fatigue inutile, et de les installer dans les meilleures conditions hygiéniques jusqu'à la fin de la mauvaise saison.

Le général fit aussitôt construire, en se servant des débris de paillettes indigènes, des hangars pour abriter le plus grand nombre possible des hommes auxquels il commandait.

En attendant l'arrivée du chef du corps expéditionnaire, le général Metzinger, dont la mission était de créer à l'armée une solide base d'opération, avait sous ses ordres toutes les troupes stationnées à Majunga, c'est-à-dire un bataillon de tirailleurs algériens, deux compagnies d'infanterie de marine, une compagnie de tirailleurs et les services auxiliaires.

Le commandant Bienaimé avait jusqu'alors dirigé toutes les opérations; il demeurait le chef de l'escadre de guerre à Madagascar. Le gouvernement jugea nécessaire, afin d'éviter des mésintelligences, et des rivalités toujours à redouter entre l'armée de terre et l'armée de mer, de réunir sous un commandement unique toutes les forces françaises. Les avantages de cette unité de commandement sont depuis longtemps reconnus. La marine ne pouvait donc pas en prendre ombre. Justice était du reste rendue aux efforts et au dévouement du capitaine de vaisseau Bienaimé qui avait planté, le premier, en 1894, le drapeau de la France à Tamatave et à Majunga.

Afin de dissiper les équivoques et de bien fixer l'autorité et les droits de chacun, l'amiral Besnard, ministre de la marine adressa à cet officier très estimé la circulaire suivante :

« A M. le capitaine de vaisseau Bienaimé, chef de la division navale de l'océan Indien, à bord du *Primauguet*.

« Monsieur le commandant, conformément à l'avis qui vous a été donné par le câble, le général de brigade Metzinger, nommé au commandement de l'avant-garde du corps expéditionnaire de Madagascar, est parti de Toulon le 27 janvier courant à bord du *Shamrock*, se rendant à Majunga par la voie de Suez.

« Par suite d'une entente intervenue entre les départements de la marine et de la guerre, et en vue de définir complètement pour la durée de l'expédition de Madagascar les attributions du commandant en chef et ses rapports avec la marine, les dispositions suivantes ont été arrêtées :

« Le général Metzinger a droit de commandement et de réquisition sur les bâtiments de la division navale dans tous les cas qui impliquent son concours aux opérations militaires et autres de l'avant-garde du corps expéditionnaire, soit à Majunga, soit sur tout autre point du territoire malgache qu'il pourrait entrer dans les vues du général Metzinger d'occuper.

« Vous recevrez de cet officier général une délégation permanente pour diriger les opérations de blocus partiel, de saisie de contrebande de guerre, de police dans les eaux territoriales, de surveillance dans la mer hauturière et pour assurer la sécurité du ravitaillement de Tamatave, Diego-Suarez et de tous les autres points du littoral que le général Metzinger jugerait nécessaire de faire occuper sans s'y rendre personnellement.

« Vous êtes autorisé à correspondre directement avec le département de la marine pour assurer votre ravitaillement en personnel marin, matériel, vivres, et dans des éventualités d'accidents de mer qui exigeraient une prompt solution de la métropole.

« Pour tout le reste de votre correspondance, vous vous conformerez aux mesures qui avaient été édictées soit au Tonkin, soit au Dahomey, c'est-à-dire que vous la ferez passer sous le couvert du général Metzinger.

« Au surplus, dans tous les cas où le lieu de service et l'éloignement le nécessiteraient, cet officier général vous autorisera à correspondre directement avec la métropole, sous réserve de lui envoyer une copie de vos lettres.

« En conséquence, dès l'arrivée à Madagascar du commandant de l'avant-garde du corps expéditionnaire, vous lui remettrez les pouvoirs civils et militaires, dont vous avez été investi par le télégramme adressé le 8 décembre dernier, à M. Le Myre de Vilers, par le ministre des affaires étrangères, après accord avec mon prédécesseur. Vous aurez, dès lors, à vous conformer aux prescriptions de la présente dépêche.

« Signé : Amiral BESNARD. »

Toutes les responsabilités incombaient désormais au général Metzinger.

Marcherait-il en avant? Presserait-il l'attaque? Pas plus que le commandant Bienaimé, le général n'était le maître de commencer la campagne, d'entreprendre des opérations importantes et décisives avant l'arrivée du chef du corps expéditionnaire; mais il devait préparer la voie à celui-ci; et la besogne à accomplir était considérable.

Tout d'abord, il s'agissait d'assurer le ravitaillement de la place, de plus en plus difficile depuis que les communications étaient interrompues avec la campagne. Les Hovas, fidèles à la tactique qui leur réussissait à Tamatave, faisaient le vide autour de Majunga.

Pour assurer le débarquement rapide des approvisionnements de toute nature, le général aurait à veiller à la construction de l'appontement¹.

1. L'appontement a été construit en France, et les pièces ont été préparées en vue d'atteindre une distance de 160 mètres de longueur, afin d'obtenir, à l'extrémité, des fonds suffisants pour permettre le

Le capitaine de vaisseau Marquez, ayant pour adjoints le lieutenant Pierre et l'enseigne Joubert, prit le commandement du port. Des ouvriers spéciaux venant des arsenaux de Brest et de Toulon ne tarderaient pas à arriver pour commencer les travaux et pour monter les canonnières envoyées par tranches à Majunga. Ces ouvriers étaient placés sous les ordres de M. Revol, ingénieur de la marine.

Le service des postes fut installé et reçut le personnel nécessaire pour fonctionner promptement et régulièrement. Dès le mois de mars, les paquebots subventionnés affectés aux services de Marseille à la Réunion par la côte orientale d'Afrique et de Mahé-des-Seychelles à la Réunion, en correspondance à Mahé-des-Seychelles avec la ligne d'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, firent escale à Majunga, à l'aller et au retour de chaque voyage¹.

Cent vingt soldats du génie étaient employés aux premiers travaux d'installation des postes télégraphiques. Ils auraient ensuite à marcher avec le corps expéditionnaire, à construire les blockaus, en pleine campagne, à installer les appareils, à les manier et à les protéger.

Un câble enfin reliait Majunga à Mozambique; il permettait au gouvernement français de correspondre plus rapidement avec ses soldats.

Ce câble sous-marin a 730 kilomètres de long; il a été construit par des maisons françaises et posé par le *François-Arago*.

Désormais, le gouvernement français serait exactement renseigné et rapidement sur tous les actes de nos officiers et de nos soldats à Madagascar, sur les moindres incidents de l'expédition; mais nous restions encore malheureusement tributaires de la Compagnie anglaise propriétaire du câble qui relie Mozambique à l'Europe. Cette compagnie escomptait déjà les gros profits qu'elle ne manquerait pas de tirer de l'expédition. La taxe des dépêches est de dix francs par mot. On estimait le trafic probable de l'année à 300.000 mots, coûtant la forte somme de trois millions de francs.

L'accident du *Brinkburn*, dont nous avons parlé plus haut, en même temps qu'il provoquait en France des polémiques de presse et de graves soupçons sur la loyauté des Anglais qui avaient entrepris le transport d'une partie du matériel de guerre à Madagascar, causait à Majunga de sérieuses inquiétudes.

débarquement des chalands; il est construit pour deux voies dans la partie courante, et en possède quatre à l'extrémité, au débarcadère.

Mais dès le commencement des travaux, il fut constaté qu'à une distance de 80 à 100 mètres de la plage, la profondeur d'eau à basse mer était suffisante pour permettre l'accostage et le débarquement des chalands servant au transport du matériel. L'autorité militaire décida de limiter à 80 mètres la longueur du « wharf ».

1. Les départs de France ont lieu : de Marseille les 3 et 12 de chaque mois, à quatre heures du soir et de Paris la veille; les lettres doivent être déposées à Paris à temps pour profiter de la levée générale pour l'expédition par les courriers du soir. Les arrivées à Majunga ont lieu normalement le 20 et le 4 de chaque mois.

Au retour, les courriers sont expédiés de Majunga le 13 et le 29 de chaque mois, et arrivent normalement à Marseille le 1^{er} et le 21 du mois suivant.

On faisait remarquer que le *Brinkburn* était le navire le plus impatiemment attendu, puisqu'il avait à bord les canonnières fluviales démontables, absolument nécessaires à l'armée dans les premières opérations vers Mevatanana.

Des ouvriers furent envoyés de Toulon pour réparer dans le plus bref délai possible les avaries subies par le transport.

Deux autres navires, affrétés par le gouvernement français, le *Riverdale* et le *Collingham* embarquèrent, en passant une partie du chargement du *Brinkburn*. Ce vaisseau, conduit à Malte, y fut mis en cale sèche.

Les officiers français passagers à bord, après un court séjour à Malte, prirent place le 5 avril sur le paquebot des Messageries maritimes *la Ville de la Ciotat*.

Mais à Majunga, on comptait anxieusement les jours de retard. La saison des pluies était en effet près de finir. Un ancien vice-résident de France, M. Catat, exprimait ainsi l'opinion extrême de beaucoup de colons :

« Dans les conditions actuelles et avec les sérieux retards apportés, l'expédition de Madagascar risque fort de n'être plus une promenade militaire, comme on l'avait annoncé, mais un désastre.

« La saison sèche, celle qui seule est favorable à une expédition, dure cinq mois, six au plus : avril, mai, juin, juillet, août, en partie septembre. Toutefois, en septembre, il y a déjà quelques journées pluvieuses.

« Or, la colonne ne pourra commencer la marche sur Tananarive que le 1^{er} juin. En trois mois, est-il possible de faire le voyage aller et retour, étant donné que la distance est de plus de 600 kilomètres? »

Et pendant tout ce temps perdu, les Hovas pouvaient continuer à loisir leurs préparatifs et recevoir des armes, le blocus de l'île n'étant pas effectif.

Le général Metzinger, que le général Voyron, chef de la deuxième brigade, ne rejoindrait que plus tard, s'était installé avec son état-major dans la maison Shakadam. Il avait sous ses ordres, aux premiers jours de mars, le bataillon de tirailleurs algériens et les compagnies d'infanterie de marine et sakalaves éprouvées par les fièvres et épuisées de fatigue.

Les tirailleurs prirent le service de la place. Le 2 mars, le général Metzinger monta à cheval et tenta de reconnaître le terrain, en suivant la plage dans la direction d'Amparangidro, mais le chemin, détrempé par les eaux était encore à peu près impraticable.

D'autres reconnaissances furent dirigées par le lieutenant de vaisseau Compagnon, vers la même époque, à bord du *Boéni*.

L'état sanitaire des troupes laissait fort à désirer. Les cas de fièvre étaient nombreux. Les soldats souffraient beaucoup du climat.

Ils étaient sans cesse incommodés, tourmentés par les moustiques qui pullulent dans la baie de Bombetoke. D'autres parasites les menaçaient un peu plus loin, innombrables dans la région de Mevatanana, où beaucoup de villages portent le nom suffisamment caractéristique de Beparasy, qui signifie « beaucoup de puces ».

Dans la campagne, autour de Majunga, soldats et marins n'avaient guère à redouter jusqu'à nouvel ordre que les caïmans. Il n'y a pas d'autres bêtes féroces à Madagascar, ni tigres ni serpents. Quant à ces caïmans, le bruit les effraie et les met en fuite facilement.

Le général Metzinger visitait fréquemment les cantonnements de ses hommes, et les différents postes autour de la ville.

Après quelques semaines de séjour, il put se convaincre des avantages que le transport par voie fluviale assurerait à l'expédition. Combien de fatigues pourraient ainsi être évitées, fatigues écrasantes de marches lentes, pénibles à travers des obstacles de toute nature, et si funestes toujours au début d'une campagne!

Avant la guerre, plusieurs bateaux faisaient un service presque régulier entre la baie de Bombetoke et Marovoay.

Ces bateaux, la *Lorraine*, la *Marie* et le *Béarn*, pouvaient transporter une charge de 350 tonneaux.

Jusqu'à Amparibé, au confluent de la Betsiboka et de l'Ikopa, la navigation est sans danger.

Les cours d'eau sont parcourus par de nombreuses pirogues, que les indigènes manœuvrent fort habilement.

« Généralement, dit un voyageur français¹, une pirogue montée par quatre pagayeurs fournit, dans l'intervalle du lever au coucher du soleil, une marche de 60 kilomètres; on paye 5 francs à la montée et 4 francs à la descente de location par journée et par pirogue transportant 150 kilogrammes de bagages plus le voyageur. »

On pouvait prévoir, qu'au moyen d'un matériel suffisant et spécial, la principale colonne du corps expéditionnaire français parviendrait de la baie de Bombetoke à Mevatanana en quinze jours environ.

Mais les Hovas ne retarderaient-ils pas cette marche de la flottille française en barrant d'obstacles artificiels le cours de l'Ikopa?

Il n'était guère permis d'en douter, puisque l'ennemi n'ignorait pas les projets du général Duchesne, ni les préparatifs de la France, en vue des transports par voie fluviale, puisque enfin, sans grands efforts de travail ni d'intelligence, ces obstacles seraient facilement créés sur plusieurs points du parcours.

¹. V. *Écho de Paris*, février 1895 : *De Majunga à Tananarive*, notes d'un colon.

CHAPITRE XI

De Sathonay à Madagascar.

Les manifestations patriotiques, leur caractère. — Départ de Paris de la compagnie du capitaine d'Hennezel. — A Sathonay. — Le voyage de M. le Président de la République. — La distribution des drapeaux. — Les délégations. — Allocations. — Les fanions du 200^e. — Ordre du jour du général Duchesne. — En route pour Madagascar. — Enthousiasme à Lyon et à Marseille. — Le général Voyron. — L'embarquement en France et en Algérie. — Les convoyeurs. — Organisation des dépôts à Montpellier et à Grenoble. — Les sociétés de secours aux blessés. — Les navires affrétés. — La vie à bord. — L'orchestre du 200^e. — Le chien du régiment. — La fanfare du 40^e chasseurs. — La *Nouba* des Turcos. — Le canal de Suez et la mer Rouge. — L'océan Indien. — L'espion Waller transporté en France. — Le Comité de Madagascar. — Discours de M. Grandidier.

Le moment était venu pour le gros du corps expéditionnaire de se mettre en route vers Madagascar.

Nous avons dit dans un précédent chapitre comment les deux brigades de la division du général Duchesne avaient été formées. Le 14 mars, le 200^e de ligne fut rassemblé à Sathonay, sous les ordres du colonel Gillon, et le 40^e bataillon de chasseurs à pied à Nîmes, sous les ordres du commandant Massiet du Biest.

Le départ de leurs garnisons des diverses compagnies appelées à composer ces corps souleva d'enthousiastes manifestations, telles que depuis longtemps la France n'en avait vu de semblables. Une histoire anecdotique de la guerre de Madagascar ne serait pas complète sans un récit rapide de ces grandes démonstrations populaires, très commentées en Europe, sur le sens et sur la portée desquelles aucun chef d'Etat, aucun homme politique clairvoyant ne se méprit.

Il y eut dans tout le pays comme une explosion de patriotisme. Nos diverses provinces de France étaient représentées dans le corps expéditionnaire; chacune d'elles s'associa aux ovations que ne sauraient oublier ceux qui y assistèrent.

Elles furent d'autant plus significatives, dans leur unanimité, que l'immense majorité du pays ne se passionne pas pour les expéditions lointaines; mais, après tant d'humiliations, la France, si longtemps contenue, et dont tous les élans, toutes les ardeurs étaient refrénés systématiquement, céda à une brusque poussée de vieux instincts de la race, instincts précieux auxquels elle doit, n'en doutons pas, le meilleur de sa force et de son prestige dans le monde. Les froids politiciens de nos jours, les économistes calculateurs ne tiennent pas assez compte de ces instincts, de ces sentiments que rien n'a pu détruire, qui persisteront et qui sont des facteurs importants de l'influence française.



Distribution des drapeaux à Sathonay.

Sans doute, ils ont eu parfois pour conséquence de regrettables entraînements; mais aussi combien souvent des ardents réveils d'enthousiasme a jailli l'étincelle de cette foi patriotique par laquelle se font les grandes choses!

Nous leur devons nos plus belles, nos plus glorieuses légendes, celles qui nous rappellent comment la France abaissée et meurtrie se relève toujours.

Une des manifestations les plus caractéristiques, lors du départ des troupes fut celle de Paris, le 13 mars, lorsque la compagnie formée par le 74^e de ligne et ayant reçu les volontaires du 3^e corps d'armée, quitta la caserne de la Pépinière pour se rendre à la gare de Lyon et rejoindre le 200^e régiment.

La veille, le général Saussier, gouverneur de Paris et généralissime de l'armée française, avait passé en revue cette compagnie, commandée par le capitaine d'Hennezel, un excellent officier, qui, malgré son âge, — le capitaine d'Hennezel est né en 1845 — avait voulu suivre ses soldats à Madagascar, bien qu'il n'eût plus que quelques mois de service à accomplir pour obtenir sa retraite¹.

Le général examina minutieusement chacun des hommes, les interrogea et leur donna de précieux conseils². Les encouragements auraient été superflus.

« Vous m'avez procuré, dit-il, une grande satisfaction, car j'ai vu que vous aviez beaucoup travaillé, j'ai constaté avec plaisir que vous n'avez pas négligé, au contraire, les manœuvres à rangs serrés, et ceci a son importance.

« Vous avez affaire, en effet, à un ennemi nombreux, mais sans cohésion, mal armé ou ne sachant pas se servir de ses armes, dont les feux, par conséquent ne pourront jamais arrêter le choc des colonnes de compagnies énergiquement conduites.

« Mais il est un ennemi plus redoutable encore que les Malgaches, avec lequel vous aurez à lutter : c'est le climat.

« Le Ministre de la Guerre a eu le soin de vous donner un excellent médecin, comme directeur du service de santé. Cependant, il est deux autres médecins qui le valent : ce sont la tempérance et la sobriété. Je ne saurais trop recommander à tous les officiers et aux gradés, de veiller à ce que leurs hommes pratiquent toujours ces deux vertus militaires essentielles.

« Et ainsi, j'espère que vous reviendrez, les privilégiés, avec des galons, des croix et des médailles, tous avec la satisfaction d'avoir fait une belle campagne.

« Je vous souhaite bonne chance, et, si vous avez l'occasion de vous signaler là-bas, ce n'est pas seulement le 3^e corps d'armée, dont vous êtes l'émanation, qui se réjouira de vos succès, mais c'est aussi toute la garnison de Paris, et moi le premier, qui applaudirons à vos faits d'armes. »

Le 13, à onze heures quarante, la compagnie de guerre du capitaine d'Hennezel sortait de la caserne. La musique du 74^e de ligne et

1. M. d'Hennezel, sous-lieutenant du 28 août 1872, a fait la campagne de 1870 à l'armée du maréchal de Mac-Mahon comme sous-officier.

2. Le soir un punch d'adieu réunit les sous-officiers à la caserne de la Pépinière, l'un d'eux, le sergent Allaume, médaillé du Tonkin, adressa les adieux du 74^e aux Malgaches, en exprimant le regret de ne pas les accompagner.

« Demain, dit-il, vous pourrez juger de la sympathie que professe pour vous la population parisienne; permettez-nous d'espérer que les acclamations dont vous serez l'objet ne vous feront pas oublier tout à fait vos amis du 74^e.

« Quant à nous, toujours nous serons de cœur avec vous, et, pour sceller notre amitié, avec la certitude d'applaudir bientôt au récit de vos faits d'armes, je bois à la victoire du drapeau tricolore, aux succès des sous-officiers de la 1^{re} compagnie.

« Honneur et gloire au 200^e, et vive la France! »

Une salve suivie et prolongée d'applaudissements salua cette allocution simple, naïve et vibrante.

le drapeau de ce régiment, ainsi que tous les officiers la conduisirent à la gare de Lyon.

Lorsque les premiers « Malgaches » comme on les appelait familièrement, apparurent, la foule massée sur la place Saint-Augustin les salua d'une acclamation formidable : Vive la France! vive l'armée! vive le 200^e!

Devant le drapeau du 74^e de ligne, tous les fronts se découvrirent. On connaissait le passé de gloire de ce régiment, qui défendit Wissembourg, un contre vingt en 1870¹. Le jour même, on avait appris qu'une escadre française serait envoyée aux fêtes allemandes de Kiel et qu'elle devrait saluer un vaisseau prussien, portant ce douloureux nom de *Wissembourg*; beaucoup de patriotes, de ceux que l'on appelle parfois dédaigneusement des chauvins incorrigibles, ne voulaient pas laisser échapper l'occasion de prouver qu'ils n'oubliaient pas et qu'ils espéraient toujours.

Lorsque la compagnie du 200^e passa place de la Concorde, devant la statue de Strasbourg, toute pavoisée de drapeaux en deuil, mille cris s'échappèrent : Vive l'Alsace-Lorraine.

La foule exprimait ainsi les sentiments vrais qui l'animaient. Elle entrevoyait, dans le lointain, l'heure des réparations, plus que jamais attendues, celle de la « justice immanente », comme disait le patriote de la Défense nationale, Gambetta.

Elle acclamait le symbole de la France, elle protestait contre certaine politique trop effacée, résignée à toutes les humiliations; elle affirmait son idéal de la patrie fière, grande et forte et son admiration pour les vaillants prêts à tous les dévouements et à tous les sacrifices².

Sur le parcours de la Pépinière à la gare de Lyon, les fleurs pleuvaient : bouquets de violettes et branches de mimosas. Les femmes en décoraient elles-mêmes les fusils qui leur étaient tendus.

Paletots et bourgerons se mêlaient dans la fraternelle et magnifique manifestation, plus accentuée et plus chaude encore dans les quartiers populeux, proches du faubourg Saint-Antoine.

Il y avait dans ces ovations, dans ces démonstrations ardentes, en même temps qu'une explosion de patriotisme, une explosion de tendresse et de profonde affection pour cette armée qui est aujour-

1. Le 74^e de ligne, de la division Abel Douay fut décimé à la bataille du 4 août 1870, la première rencontre sérieuse de la guerre franco-allemande. Le 1^{er} bataillon de ce régiment, sous les ordres de commandant Cécille, défendit la ville jusqu'au moment, où, la division écrasée battant en retraite, les Allemands pénétrèrent dans Wissembourg.

Une lutte acharnée s'engagea. Les derniers combattants, submergés par les bataillons ennemis, succombèrent.

Le commandant Cécille fut grièvement blessé en se jetant à la tête des survivants, sur les Bavarois.

2. Il faut noter la manifestation du Conseil municipal de Paris à cette occasion. Au début de la séance du 13 mars, M. Rousnelle, président : « Au nom du Conseil et de la population parisienne, a adressé toutes ses sympathies et ses meilleurs souhaits aux braves soldats du 74^e d'infanterie qui ont quitté Paris le jour même pour aller soutenir l'honneur du drapeau à Madagascar. » Des applaudissements unanimes ont salué ce patriotique langage.

d'hui vraiment nationale, dans laquelle toutes les familles comptent des enfants.

Les sous-officiers, l'adjudant Mercier, le sergent-major Sconer, les sergents parmi lesquels le sergent Nathali, décoré de la médaille militaire, des médailles du Tonkin et du Dahomey étaient entourés, pressés. Toutes les mains se tendaient vers eux et beaucoup de frais minois leur décochaient les plus aimables sourires.

A la gare de Lyon, la compagnie rendit encore une fois les honneurs au drapeau du 74^e et s'embarqua dans un ordre parfait, au milieu d'ovations admirables, qui se prolongèrent jusqu'au départ du train.

Les Malgaches de Paris quittèrent la capitale, couverts de fleurs et tout émus de cette grandiose manifestation¹.

En province, mêmes ardentes sympathies, mêmes démonstrations patriotiques.

A Nantes, la Société des anciens militaires offrit un vin d'honneur aux soldats du 11^e corps d'armée désignés pour Madagascar. Le préfet, le maire M. Riom, le général Vosseur, le général Raynal de Tissonnière et de nombreux officiers y assistaient. Chacun souhaite aux partants victoire et prompt retour. La population les acclama. A Bellac le général Poillou de Saint-Mars, s'adressait ainsi à la compagnie de marche du 138^e, réunissant tous les volontaires du 13^e corps d'armée :

« Soyez attentifs aux conseils qui vous seront donnés pour surmonter les difficultés spéciales au pays où vous allez vivre et combattre, mais restez toujours les plus braves, les plus gais et les plus généreux, car ces vertus sont celles de votre race.

« Au revoir, chers amis, vous êtes les champions de la France; faites encore une fois flotter son drapeau victorieux sur un nouveau point du globe et nous vous promettons un retour triomphal dans la patrie reconnaissante. »

A Dreux, à Mont-de-Marsan, à Agen, à Poitiers, à Annecy, à Grenoble, lignards et chasseurs, se mirent en route escortés par la foule enthousiaste.

La plupart des ordres du jour qui leur furent adressés se terminaient, comme cette allocution adressée au détachement du 13^e corps par le général de Viel d'Espeuilles, qui exprimait noblement la pensée et les regrets des chefs de l'armée :

1. Un ancien officier, M. H. Barthélemy, écrivain militaire distingué, racontait le jour même ses impressions dans un journal parisien :

« J'ai assisté, il y aura bientôt vingt cinq ans, disait-il, à un spectacle pareil. Mais, en 1870, il y avait un désordre navrant dans la troupe et dans la foule, tandis qu'hier, l'attitude était, de part et d'autre, de la plus parfaite correction.

« Pendant le trajet, que je fais à pied, je remarque que mes voisins appartiennent à toutes les classes : les paletots et les bourgeois se couvoient fraternellement; une même communion d'idées inspire bourgeois et ouvriers.

« Qui donc oserait encore prétendre que le patriotisme est mort en France? Une simple étincelle ferait éclater ce baril de poudre! »

« Tous nos vœux vous accompagnent et vous faites bien des jaloux, car combien, parmi ceux qui m'écoutent, voudraient partir avec vous, à commencer par votre général! »

A Bayonne, le colonel Gillon, du 49^e de ligne, appelé à prendre le commandement du 200^e fut salué à son départ de la ville par tous les officiers de la garnison, et il reçut l'accolade d'un illustre vétéran d'Afrique, de Crimée, d'Italie et de Metz, d'un brave entre les braves, Bourbaki. Le nouveau régiment prit possession pour quelques semaines du camp de Sathonay, rendu célèbre par le maréchal Castellane, qui y est inhumé.

Tout troupier connaît, au moins de nom, ce diable de Castellane lequel aimait tant à passer des revues et à donner l'alerte; à cheval sur la discipline, mais bon pour le soldat, fanatique du drapeau et de l'uniforme, Castellane est à jamais légendaire dans l'armée¹.

Les jeunes troupes en défilant devant le tombeau du vieux maréchal portèrent les armes².

Pendant le court séjour au camp, le 200^e fut entraîné particulièrement à des manœuvres spéciales, exercices de tir, escrime à la baïonnette, mouvements en tirailleurs, ralliements, rassemblements, feux de salve. Les officiers eurent à insister : 1^o sur les exercices pratiques pour l'établissement et le service du bivouac, exercices de jour et de nuit; 2^o sur l'ordre à observer pendant les marches; 3^o sur le service des avant-postes appliqué à la guerre coloniale; 4^o sur le rôle des patrouilles de reconnaissance.

Les hommes exécutèrent des travaux de campagne rapides, en utilisant tous les couverts et obstacles naturels, apprirent à construire des passerelles, et reçurent notion des moyens de destruction les plus simples à pratiquer en campagne.

Les conférences et théories sur l'hygiène renseignèrent officiers et soldats sur le climat de Madagascar, sur les précautions de toute nature à prendre et sur les prescriptions à suivre rigoureusement pendant l'expédition.

On évita du reste de surmener inutilement les bataillons, qui allaient entrer en campagne, après une traversée souvent pénible.

Une grande cérémonie militaire réunit enfin au camp de Sathonay des détachements de tous les régiments du corps expédition-

1. Le maréchal exigeait que les honneurs militaires lui fussent toujours rendus. Aussi à Sathonay entendait-on à tout propos la sonnerie aux champs, comme si elle n'eût été faite que pour lui et le soldat d'imaginer et de fredonner ce refrain devenu fameux : « Voilà Castellane qui passe, tout bossu, tout tordu... tout mal fichu! »

2. La commune et le camp de Sathonay sont situés au sommet des moraines jetées, il y a des siècles sur sa rive droite par les glaciers du Rhône. Ces moraines s'étendent jusqu'à la Croix-Rousse. Du plateau de Sathonay la vue est merveilleuse. On découvre à l'ouest, la Saône et ses riches coteaux, le mont Cindre, le massif du Mont-d'Or, au loin les montagnes du Lyonnais; au sud et au sud-est la grande cité, le fleuve qui la traverse et s'enfuit disparaissant à l'horizon, la chaîne des Alpes françaises, le massif de la Chartreuse, Belledonne, le Mont-Lepine, le Mont-Blanc, tantôt éblouissant aux feux du soleil, tantôt teinté délicatement de nuances roses; à l'est, les Dombes et les sites merveilleux aux cimes bleues du Bugey.

naire. Le Président de la République se fit un devoir de remettre lui-même à ceux qui les porteraient au combat les drapeaux du 200^e de ligne, du régiment d'Afrique, du 13^e régiment d'infanterie de marine et du régiment colonial.

Les drapeaux distribués solennellement à l'armée par le Gouvernement de la République, le 14 juillet 1880, n'ont pas encore reçu le baptême du feu. On sait que les glorieux étendards d'Afrique, d'Italie, de Crimée, du Mexique, troués, mis en loques par la mitraille, à Sébastopol, à Icheriden, à Magenta, à Solféрино, à Puebla... furent, les uns, livrés à l'ennemi par le traître Bazaine, après la capitulation de Metz, les autres, détruits après celle de Sedan. Les Allemands, en 1870, n'ont enlevé aucun drapeau sur le champ de bataille.

De 1871 à 1880, dans l'incertitude politique du lendemain, les régiments ne reçurent que des drapeaux provisoires ne portant pas d'insigne particulier.

Après 1880, des drapeaux ont encore été distribués aux corps de formation nouvelle : régiments d'infanterie du 145^e au 163^e et artillerie de forteresse.

En 1881, pour la première fois depuis 1870, des troupes entrant en campagne, une partie de celles du corps expéditionnaire de Tunisie partirent avec leurs drapeaux ; mais les rencontres avec les fameux Kroumirs furent rares ; les drapeaux rentrèrent en France intacts, sans avoir flotté sur aucun champ de bataille.

Dans les combats plus sérieux que livrèrent les troupes françaises à Sfax et sur la route de Kairouan, les bataillons engagés n'avaient pas de drapeaux. De même à Madagascar et au Tonkin, de 1883 à 1886, les régiments de marche provisoires n'en reçurent aucun. Les drapeaux du corps de Madagascar étaient donc les premiers envoyés au feu depuis 1871. Le Président de la République voulut les présenter lui-même aux troupes et comme représentant de la France et comme chef de l'armée. A ce titre, il venait de présider le Conseil supérieur de la guerre ; à ce titre, il parlerait aux officiers et aux soldats réunis à Sathonay.

M. Félix Faure est, du reste lui-même, un ancien soldat. Il a combattu en 1870 comme volontaire dans les armées de la Défense nationale, chef d'escadron d'état-major auxiliaire, puis commandant le 6^e bataillon de mobiles de la Seine-Inférieure, il prit part avec distinction, à la campagne du Nord, et fut nommé, au titre militaire, chevalier de la légion d'honneur pour services rendus devant l'ennemi.

Après la guerre, il s'est toujours montré à la tête des sociétés ayant pour objet l'instruction militaire de la jeunesse dans son département ; en bon Français, il est de ceux qui n'oublient pas la paix honteuse de 1871, et qui travaillent sans jamais désespérer au relèvement de la patrie et au triomphe de ses imprescriptibles revendications.

M. Félix Faure fut, pendant plusieurs années, l'un des vice-présidents de la Ligue des patriotes ¹.

Devenu chef de l'Etat, il n'entendait laisser à personne le soin d'adresser quelques vibrantes paroles aux braves gens qui allaient combattre si loin du pays natal. Il passa donc à Sathonay la revue du 200^e de ligne et des diverses délégations des autres régiments du corps expéditionnaire ². Le ministre de la guerre, le ministre de la marine, le chef d'état-major général de l'armée M. de Boisdeffre et le général Tournier, secrétaire de la présidence, accompagnaient seuls M. Félix Faure.

Les troupes lui furent présentées par le général Duchesne, commandant en chef, assisté du général Voyron, commandant la 2^e brigade. On sait que le général Metzinger, chef de la 1^{re} était déjà à Majunga.

La cérémonie fut simple et émouvante.

Sur un commandement du général Duchesne, les troupes présentent les armes au Président de la République qui est venu se placer face au 200^e.

Quatre sous-officiers médaillés sortent des rangs, portant les drapeaux.

— Le 200^e! appelle d'une voix forte le général Duchesne.

Le colonel Gillon s'avance au port d'arme, suivi à quelques pas d'un lieutenant du régiment et reçoit le drapeau des mains du Président de la République.

Même cérémonial pour la remise des trois autres drapeaux au colonel Bourguié, au colonel Oudri et au colonel de Lorme³. Alors, d'une voix forte, le Président prononce l'allocution suivante :

« Au nom de la patrie française, dont il symbolise l'unité et la grandeur, je vous remets ce drapeau.

« Ses couleurs sont connues dans les mers que vous allez traverser et dans la grande Ile africaine où vous allez protéger nos com-

1. Au mois de mai 1871, M. Félix Faure avait amené à Paris 150 pompiers de la ville du Havre pour aider à combattre les incendies allumés sur tous les points de la capitale. On se battait encore lorsqu'il arriva, et, sur la place de la Concorde, il vit tomber à ses côtés, un clairon de sa compagnie frappé d'une balle.

2. Voici les noms des officiers, sous-officiers et soldats composant les délégations venues à Sathonay pour la remise des drapeaux :

Délégation de la marine. — Officiers : colonel Bourguié, lieutenants Crépin, Hipard, Barfety, de Ranglande, Ranel, Peltier, Vernot, Quinet.

Sous-officiers et soldats : sergent-major Chartrot, sergent Bahner, caporal David, caporal Bertrand, les soldats Hoff, Irny, Vates, Banyer, Sustendal, Lépité.

Adjudant Bénape ; Boyer, soldat d'artillerie de marine.

Délégation d'Algérie. — Colonel Oudri, capitaine Devaux, lieutenant Vigarosy, sous-lieutenant Ahmadou Kaey, adjudant Cagnac, adjudant Chartier, soldats Abdel-kader-ben-Mokdar, Mohamed-ben-Mohamed Mançour.

Capitaine Aubier, du 1^{er} chasseurs d'Afrique.

Délégation du 40^e. — Capitaine Ducros, lieutenant Escallon.

3. Les drapeaux furent ensuite confiés par les colonels : pour le 200^e, au lieutenant Blavier ; pour le 13^e, au lieutenant Peltier ; pour le régiment algérien, au lieutenant Vigarosy, et, pour le régiment colonial, au lieutenant Rauch.

patriotes, défendre les intérêts du pays et imposer le respect de nos droits.

« Avec l'autorité des armes, notre drapeau porte dans ses plis tout le génie de la France.

« Vous ne l'oublierez jamais et vous saurez vous montrer dignes de la mission civilisatrice que vous confie la République.

« Au cours de cette campagne, vous aurez à affronter des difficultés sérieuses et à donner des preuves de courage, de discipline et d'endurance. Sous le commandement de vos chefs, vous serez à la hauteur de tous les sacrifices. Dans les marches, dans les combats, aux heures de péril et aux heures de victoire, en jetant un regard sur vos drapeaux déployés, vous sentirez que la France est avec vous. Nous vous suivrons avec fierté et nous attendons avec confiance le moment où vous inscrirez sur ces étendards intacts aujourd'hui un *premier nom glorieux* : Madagascar. »

Ces mots *un premier nom* firent battre plus d'un cœur, et d'anciens soldats de 1870, en regardant le drapeau tout battant neuf, révérent d'y voir un jour inscrits en lettres d'or : Metz et Strasbourg!

Le Président de la République attacha lui-même sur la poitrine des nouveaux promus les croix et médailles. Etaient nommés chevaliers de la Légion d'honneur :

Le commandant Coutaud, du 200^e de ligne; le capitaine Devaux, du 1^{er} régiment étranger; le capitaine Aubier, du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique; le capitaine Buguin, de la 6^e compagnie du train.

Reçurent la médaille militaire : l'adjudant Phélipon, du 40^e bataillon de chasseurs; l'adjudant Charretier, du 1^{er} tirailleurs; l'adjudant Dagnac, du 2^e tirailleurs; le sergent Jæger, du 2^e régiment étranger; les sergents-majors Tuffreau et Latapy, du 3^e tirailleurs et le sergent Lardillon de la section d'infirmiers militaires.

La revue et le défilé terminés, le Président de la République réunit à déjeuner les officiers généraux et supérieurs. Le ministre de la guerre remercia, au nom de l'armée, le chef de l'Etat d'être venu présider la cérémonie militaire de Sathonay.

« L'armée, ajouta-t-il, vous répondra par son très respectueux et entier dévouement, et elle ne pourra mieux vous témoigner sa profonde reconnaissance qu'en redoublant de zèle pour remplir complètement tous ses devoirs. Les officiers et les troupes, qui vont se mettre en route pour Madagascar et dont vous venez de voir une partie défilé si brillamment devant vous, vous en fourniront bientôt des preuves.

« L'expédition que va commander le général Duchesne a été préparée par lui-même dans tous ses détails, sous la direction du général de Boisdeffre, chef d'état-major général de l'armée, sous



Le 200^e quitte Lyon.

l'impulsion du ministre et du Gouvernement, qui ont tenu à ne rien négliger.

« De son côté, le Parlement n'a ménagé aucune ressource; il a voulu que tout ce qu'il est humainement possible de prévoir fût préparé et organisé à l'avance.

« Les troupes qui prendront la mer dans quelques jours vont donc partir dans les meilleures conditions. Elles sauront se montrer dignes des grands efforts qui ont été faits pour préparer et assurer le succès de leurs opérations; dignes des acclamations qui, à Paris comme dans toute la France, comme en Algérie, ont salué leur passage.

« Sous le commandement du chef distingué que le Gouvernement a placé à leur tête, elles sauront mettre toute leur énergie à supporter

les fatigues et les privations d'une campagne pénible; elles prendront toutes les précautions nécessaires pour lutter contre le climat, et lorsqu'elles auront à donner le baptême du feu aux drapeaux que le Président de la République leur a remis solennellement aujourd'hui, elles sauront le faire avec cette gaieté, cet entrain qui est la qualité maîtresse de notre nation.

« Tous les vœux de l'armée, les souhaits du Gouvernement et de la République tout entière suivront nos camarades au delà des mers, dans cette île qui est depuis si longtemps une terre de France, et où ils vont rétablir l'ordre et la paix ».

Le Président de la République affirma, dans sa réponse, la sollicitude du chef de l'État pour les intérêts de l'armée :

« Personnellement, je m'honore de lui avoir appartenu à une heure de danger, et je reste profondément attaché de cœur à cette virile école du devoir, du patriotisme et de l'honneur.

« Ainsi que vous le rappelez, le pays a depuis vingt-cinq ans consenti tous les sacrifices pour l'armée; de son côté, l'armée a su répondre à l'attente du pays : elle persévéra dans la voie du travail; elle conservera ses belles traditions de valeur et de discipline; elle acquerra la force nécessaire pour assurer la paix et la grandeur de la patrie.

« Le spectacle imposant auquel nous venons d'assister ne laisse aucun doute sur la solidité des belles troupes auxquelles la République confie la défense de ses droits; elles seront les dignes émules des vaillants équipages de la division navale et de l'océan Indien, et, sous le commandement de M. le général Duchesne, placé à leur tête par la confiance du Gouvernement, elles sauront justifier nos légitimes espérances.

« Je lève mon verre en l'honneur de l'armée et la marine, et, au nom de la grande famille française, je bois à tous ceux de ses enfants, soldats et marins, qui vont au loin combattre pour l'honneur et les intérêts de la France. Je les confonds dans une même pensée affectueuse, qui les suivra au delà des mers. »

Le soir, toutes les punitions, rares du reste, furent levées et les troupes reçurent double ration de vin.

La revue de Sathonay laissa au Président, aux ministres et aux généraux qui y avaient assisté la meilleure impression ¹.

« — Je comprends, avait pu dire M. Félix Faure au général Duchesne, que vous ayez confiance dans les soldats que vous commandez. »

Le 200^e de ligne, régiment improvisé, formé de compagnies réu-

1. Le Président de la République rentra directement à Paris. Il avait été reçu à Sathonay en soldat. Les seuls fonctionnaires civils qui assistèrent aux réceptions furent le préfet du Rhône, son secrétaire général et M. Guillot, maire de Sathonay.

nies depuis quelques jours, et venues de douze corps d'armée différents avait la cohésion d'une vieille troupe. Les officiers se félicitaient de commander à des hommes vigoureux, disciplinés, résolus, joyeux d'entrer en campagne et de chercher aventure.

Le 200^e de ligne, doté d'un drapeau, ralliant tous ses soldats avait déjà l'esprit de corps.

Mais chaque compagnie arborait, à côté du symbole vénéré de la grande et chère patrie, un fanion portant les couleurs et les armes du pays où elle avait été formée.

La 1^{re} compagnie, tirée du 3^e corps, venant de Paris et composée de Normands et d'hommes du contingent de la Seine, un fanion aux armes de Paris avec la fière devise *Fluctuat nec mergitur*.

Sur le fanion de la 2^e compagnie, du 4^e corps, composée de soldats originaires du Maine, de Normandie et de Parisiens, réunie à Dreux, les armes de cette ville.

La 3^e compagnie, recrutée dans l'Orléanais et dans la Seine portait les armes de Blois.

La 4^e compagnie, composée de robustes Bourguignons, tirée du 8^e corps, les armes d'Autun, le lion grim pant.

La 5^e compagnie, provenant du 9^e corps, Tourangeaux et Poitevins, les armes de Poitiers.

La 6^e compagnie, du 10^e corps, tous Bretons, les armes de Guingamp.

La 7^e compagnie, du 11^e corps, Bretons, les armes de Nantes : un navire aux voiles éployées d'argent semées d'hermine, avec légende *Pavel Neptunus eunti*.

La 9^e compagnie, du 13^e corps, pioupiou d'Auvergne, les armes d'Aurillac.

La 10^e compagnie, du 16^e corps, Languedociens, les armes d'Albi, très compliquées : une croix archiépiscopale, une tour, un léopard, un soleil et un croissant avec la devise : *Slat Baculus, vigilatque leo, Turresque tuitur*.

La 11^e compagnie, du 17^e corps, Gascons, les armes d'Agen : un château et un griffon, tenant dans ses pattes un écu : *Nisi Dominus custodierit*.

La 12^e compagnie, du 18^e corps, Gascons et Béarnais, les armes de Mont-de-Marsan, aux deux clefs.

Toutes ces petites bannières flottaient gaiement au-dessus des bataillons, rappelant, elles aussi, un passé de gloire, celui de la vieille France, et affirmant l'union de tous ses enfants en face de l'étranger sous le drapeau aux trois couleurs de la patrie.

Le 200^e, ainsi amalgamé, formait un excellent régiment. Le 40^e bataillon de chasseurs, composé en grande partie de montagnards des Alpes, depuis longtemps rompus aux plus rudes fatigues était admira-

ble de force, de discipline et d'entrain. Le général Duchesne le passa en revue à Nîmes et exprima aux officiers et aux soldats toute sa satisfaction. Ces inspections terminées, le commandant en chef, à la veille de l'embarquement, adressa aux troupes sous ses ordres l'ordre du jour suivant, dont lecture fut donnée à toutes les compagnies, escadrons, batteries et équipages :

« Officiers, marins et soldats,

« Au moment de quitter la France pour aller me mettre à votre tête, je tiens à vous dire, d'abord comme je suis fier d'avoir été choisi par le Gouvernement de la République pour vous commander. Vous me connaissez de longue date. Beaucoup d'entre vous ont servi avec moi, en Afrique, au Tonkin et à Formose. De mon côté, j'ai vu à l'œuvre les excellentes troupes qui me sont confiées : officiers et hommes de troupe de la marine et de l'armée de terre, j'ai confiance en vous, et vous savez que vous pouvez compter sur moi.

« La campagne que nous allons entreprendre sera peut-être pénible ; j'estime qu'elle peut et doit être courte. Vous saurez opposer à nos adversaires, à la maladie, aux privations, les habitudes d'une discipline, la vigilance dans le service de la sûreté, la vigueur dans l'action, l'énergie physique et morale.

« Toutes les précautions dictées par l'expérience sont prévues pour vous prémunir contre la fièvre ; vous y aiderez vous-mêmes en vous conformant aux règles de propreté et d'hygiène, et en prenant, scrupuleusement, les remèdes préventifs qui ne vous seront pas ménagés. Chacun y veillera dans sa sphère. Pour moi, la troupe la mieux commandée sera celle qui aura le moins de malades.

« Le Gouvernement vous envoie à Madagascar pour faire respecter nos droits méconnus, y rétablir l'ordre et développer dans cette île, à laquelle tant de souvenirs nous rattachent, les germes de notre civilisation qui y ont été jetés depuis longtemps.

« Dans vos rapports avec les indigènes, vous n'oublierez jamais que les Malgaches sont, tous, les protégés de la France ; vous respecterez leurs personnes, leurs familles et leurs propriétés. Ceux d'entre eux qui se présenteront pacifiquement à vous devront être reçus en amis.

« Ceux mêmes que vous aurez combattus devront, une fois désarmés, être traités avec justice et avec douceur.

« Si je suis décidé à ne tolérer ni abus de la force, ni violence de la part de mes soldats, vis-à-vis des habitants indigènes de l'île et des étrangers qui y sont régulièrement établis, à me montrer bienveillant pour tous, et à récompenser les services que les uns et les autres pourront nous rendre, je n'hésiterai pas davantage à punir, selon la

gravité de la faute, au besoin avec toute la rigueur des lois militaires, ceux qui ne respecteraient pas notre Drapeau, le trahiraient, ou tenteraient de résister au légitime exercice de mon autorité. Que chacun s'en tienne pour bien averti.

« Général CH. DUCHESNE. »

M. Ranchot, ancien vice-résident à Tananarive, d'une expérience précieuse en ce qui concerne les hommes et les choses de Madagascar, fut, à la même époque, adjoint, à titre de commissaire civil, au général Duchesne, pour l'assister, le cas échéant, dans les négociations avec les Malgaches et dans l'administration du pays.

La mise en route du 200^e de ligne et du 4^e bataillon de chasseurs et leur embarquement à Marseille donnèrent lieu à de nouvelles et toujours plus enthousiastes démonstrations.

Le 200^e de ligne quitta Sathonay en trois détachements. Le premier ne comprenait qu'une compagnie, la 1^{re} du 1^{er} bataillon, celle du capitaine d'Hennezel. Il partit, le mercredi 10 avril, de Sathonay, à quatre heures du soir. Le colonel Gillon adressa une courte et ferme allocution à cette avant-garde de son régiment :

« Soldats de la 1^{re} compagnie du 200^e,

« Vous êtes appelés à former l'avant-garde du régiment. Il faut que vous donniez à tous un bon avant-goût du 200^e par votre tenue et votre conduite. Je compte sur vous. Au revoir! »

En traversant Lyon, pour se rendre à la gare de Perrache, la compagnie, dite des Malgaches parisiens, fut à ce point entourée, pressée, acclamée, fêtée par la foule immense, que bientôt, les rangs étant rompus, les soldats ne parvinrent au quai d'embarquement qu'à grand'peine et isolément. « Vive la France! vive le 200^e! vivent les Parisiens! » crient des milliers et des milliers de voix. De tous les côtés pleuvent les bouquets, toutes les mains se tendent, agitant des mouchoirs en signe d'au-revoir. Les applaudissements et les acclamations, les hourras éclatent comme un tonnerre. La nuit est venue. Des flammes de Bengale s'allument, et les soldats, couverts de sueur et de poussière, les yeux brillants, passent, au milieu des éclairs féériques, d'un pas alerte. Pas un malade, pas un trainard.

« Vivent les Lyonnais! » répondent aux bravos les petits Malgaches parisiens. « Au revoir! Bonne chance! » riposte la foule.

Enfin, les hommes sont réunis sur le quai d'embarquement et prennent rapidement place dans le train qui va les emporter vers Marseille.

Au loin, retentit la *Marseillaise*. La première compagnie est en route pour Madagascar. Dans quelques jours, le reste du régiment la suivra.

L'enthousiasme avait été si violent que le général Voisin, gouverneur militaire de Lyon, crut devoir adresser à la population l'appel suivant :

« La traversée de la ville, mercredi soir, par la compagnie du 200^e a été très pénible pour les hommes, qui sont arrivés à la gare, exténués de fatigue et couverts de sueur, par conséquent dans de très mauvaises conditions pour passer la nuit en chemin de fer et s'embarquer à Marseille.

« L'autorité militaire, tout en étant très sensible aux ovations faites à nos braves soldats, prie la population lyonnaise de vouloir bien rester sur les trottoirs, laisser la chaussée libre pour le passage des bataillons du 200^e qui doivent traverser la ville ces jours-ci, de ne pas accompagner la troupe et surtout de ne pas chercher à rompre les rangs.

« L'autorité militaire compte sur le bon esprit de la population, qui ne voudra pas, en acclamant les soldats, les empêcher de conserver l'ordre et la tenue qui conviennent à toute troupe qui se respecte et qui part pour porter au loin le drapeau de la France. »

Cet appel fut entendu, et lorsque les 2^e, 3^e et 4^e compagnies, le 2^e et le 3^e bataillons firent le trajet de Sathonay à Perrache, des manifestations non moins chaleureuses les accueillirent, mais sans aucun désordre. La foule évita de rompre les rangs, et les soldats parvinrent à la gare comme une troupe bien disciplinée et de belle allure, militairement.

La population ouvrière de la Croix-Rousse se montra la plus ardente dans ces grandioses et significatives démonstrations.

« J'ai vu ici bien des enthousiasmes, écrivait un Lyonnais; le souvenir me revient des cent mille personnes qui, en octobre 1888, acclamaient M. Carnot avec une telle ardeur que des larmes en coulaient des yeux du Président; le souvenir aussi des fêtes franco-russes pendant lesquelles les officiers de l'escadre mirent — tant la foule était grande — deux heures pour parcourir les quinze cents mètres qui séparent la gare de Perrache de l'Hôtel de Ville; je me rappelle toute notre ville en pleurs accompagnant la dépouille mortelle de M. Carnot que, la veille, elle avait fêté avec une admirable unanimité, et je me demande si aucune de ces manifestations grandioses et touchantes peut vraiment être comparée à celle que nous avons eue sous les yeux.

« Les Lyonnais, à qui on a souvent reproché une prétendue froideur, un certain manque d'enthousiasme, ont maintenant prouvé qu'ils savent, à l'occasion, manifester avec une grandeur qui atteint au sublime, leur sentiment de fierté, de joie et de patriotisme. »

Le colonel Gillon, très ému, s'adressant au moment du départ, au général Voisin :

« — Mon général, dit-il, soldats, nous accomplissons notre devoir, mais toutes les manifestations, toutes les ovations sympathiques qui nous sont faites nous vont droit au cœur. C'est une lettre de change qu'on tire sur nous; nous tâcherons de faire honneur à la signature. »

De Marseille enfin, le colonel adressa au maire de Lyon, M. Gailleton, la dépêche suivante :

« Marseille, 18 avril, 3 h. 50 du soir.

« Au moment d'embarquer, colonel 200^e vous prie transmettre à patriotique population lyonnaise ses plus vifs remerciements.

« Colonel GILLON. »

A Marseille, les passages de troupes et les embarquements se succédaient.

Les divers détachements de l'armée de terre, envoyés de France à Madagascar, traversèrent tous la ville.

Le 40^e bataillon de chasseurs, parti de Nîmes, au milieu d'ovations d'une ardeur toute méridionale, traversa Marseille, fanfare en tête, le 12 avril.

Sur tout le parcours, acclamations inouïes, avalanche de fleurs, distribution de vins et de liqueurs aux soldats. Le bataillon ne peut que difficilement se frayer un passage dans cette foule électrisée et vibrante, qui ne se lasse pas de témoigner à l'armée son affection.

Pas une manifestation contraire ne se produisit dans la belle et populeuse ville de Marseille, où cependant les étrangers et particulièrement les Italiens sont nombreux.

Plusieurs jours durant, la vieille cité Phocéenne fêta, sous le beau ciel éclatant de lumière, les soldats du corps expéditionnaire : fantassins du 200^e, chasseurs du 40^e, compagnies du génie, escadron du train, infirmiers de la 30^e section¹, etc.

L'artillerie de l'armée de terre, formée en France, s'était réunie à Nîmes et à Valence. Préfet, municipalité et population de ces villes firent escorte aux partants, qui se mirent en route aux accents de la *Marseillaise*.

Le général Duchesne prit place à bord de l'*Iraouaddy*, le 13 avril, accompagné jusqu'au bateau par le général de Vaulgrenant commandant le 15^e corps d'armée et par les autorités civiles et militaires.

1. Cette section d'infirmiers fut formée à Perpignan. La veille de son départ, le général Léger adressa aux soldats une noble allocution :

« Vous n'aurez pas, leur dit-il, qu'à soigner des malades; là-bas, vous ne serez pas couverts par la convention de Genève que les Hovas ignorent, vous serez donc appelés à faire le coup de feu en relevant nos morts et nos blessés sur les champs de bataille, ou quand il faudra défendre nos ambulances. Je suis sûr d'avance que vous ferez alors tout votre devoir en bons Français comme vos camarades. Allons, mes amis, au revoir, bon courage et vive la France ! »

Tout Marseille acclama le général, à son passage sur la Canebière.

Le commandant en chef, très ému, les larmes aux yeux, pria les journalistes présents d'exprimer sa reconnaissance à la population de la grande ville :

« Le Gouvernement de la République m'a confié la mission de faire respecter notre drapeau et nos droits méconnus dans l'île africaine. Soyez assurés que je ne faillirai pas à mon devoir.

« Avant de quitter le sol natal, dites bien, messieurs, que je remercie vos compatriotes de leurs marques de sympathie et d'encouragement. »

Des hourras frénétiques retentissent lorsque l'*Iraouaddy* franchit la passe, hourras auxquels répondent les cris de vive la France ! Vive la République ! des soldats et des marins. Tous les regards suivent ces braves gens. L'*Iraouaddy*, file à toute vapeur. Bientôt il n'est plus qu'un point lointain. A cinq heures, le navire, cinglant vers le sud-est, disparaissait à l'horizon.

Le commandant en chef avait pour compagnons de voyage, à bord du paquebot, le général Voyron de la 2^e brigade, le général de Torcy, le docteur Emery Desbrousses, M. Ranchot délégué du ministre des affaires étrangères et la plupart des officiers de l'État-major du corps expéditionnaire.

Avant de s'embarquer à Marseille, le général Voyron avait adressé aux troupes d'infanterie de marine du port de Toulon, dont il abandonnait le commandement, cet ordre du jour :

« Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des 4^e et 8^e d'infanterie de marine,

« Je vous remercie du dévouement que vous n'avez cessé de montrer pendant toute la durée de mon commandement de la 4^e brigade de marine ; comme par le passé, vous continuerez la tradition de discipline et d'abnégation de notre arme, en vous tenant prêts à marcher sur les traces de vos camarades qui, plus heureux que vous, sont appelés aujourd'hui à porter au loin le drapeau que la France leur a confié.

« Au revoir !

« VOYRON. »

Les 4^e et 8^e régiments avaient déjà fourni du reste et continuaient à fournir de nombreux détachements aux différents bataillons formés par la marine à Madagascar ; à la Réunion, à Tamatave, à Diégo-Suarez et à Majunga.

Les Toulonnais ne ménagèrent pas les bravos et les acclamations à ces troupes.

A Cherbourg, le bataillon du 13^e régiment d'infanterie de marine,



Embarquement du 40^e bataillon de chasseurs, à Marseille.

tiré de la garnison, passé en revue par le général Reste, fut lui aussi l'objet, à son départ, d'ovations magnifiques. Une souscription improvisée permit de distribuer à chaque homme des provisions de vivres et de tabac.

A Rochefort, même empressement patriotique, lorsque le 2^e bataillon du 13^e partit pour Marseille où il devait s'embarquer.

Les habitants de ces grands ports de guerre sont tous de bons et ardents Français, aimant le soldat et le drapeau et ils prouvèrent une fois de plus quel sentiment les animait.

Spectacle réconfortant et aussi bien significatif, puisqu'il affirmait le patriotisme de la nation, toujours prompte à se réveiller au premier bruit du clairon, toujours capable d'une ardeur nouvelle, en dépit des

émollients et des calmants que lui prodiguent certains politiciens. Combien ces derniers, nous le répétons, méconnaissent, hélas ! le caractère, les qualités, le véritable esprit et laissent se perdre une partie des forces les meilleures, les plus redoutables du peuple français, de celles qui ont largement contribué à développer sa puissance dans le monde !

Le ministre de la guerre activait les derniers départs.

En Algérie et à Tunis comme en France, ces départs étaient fêtés par la garnison, les autorités civiles et militaires et les populations. Le général Swiney, le nouveau commandant du 19^e corps, remplaçant le général Hervé, — ce dernier appelé à Châlons-sur-Marne, au 6^e corps, et nommé membre du conseil supérieur de la guerre, — adressa un martial adieu aux troupes du colonel Oudri.

Quelques jours plus tard, furent embarqués les convoyeurs recrutés en Algérie, presque tous anciens soldats. Ils devaient recevoir des armes à Madagascar, après avoir solennellement juré sur le Coran fidélité à la France pendant toute la durée de l'expédition¹.

Une commission spéciale fut chargée d'acheter à Obock des mulets d'Abyssinie. Elle se composait de trois officiers, les capitaines Gendron, du 13^e d'artillerie, Caillault du 1^{er} régiment cuirassiers et Frainbault du 3^e d'artillerie, de quatre sous-officiers, de trois brigadiers et de trois maréchaux-ferrants. Les marchés une fois conclus, cette commission rejoindrait ensuite le corps expéditionnaire et resterait à la disposition du général Duchesne.

Les tirailleurs Haoussas, formés au Dahomey, étaient en route pour Majunga.

Quant au bataillon de volontaires de la Réunion, nous avons dit, dans un précédent chapitre, qu'il avait été envoyé provisoirement à Diégo-Suarez.

Commandés par des officiers d'infanterie de marine, très bien encadrés, ces volontaires ne formaient cependant pas un corps assez instruit, assez discipliné, assez solide pour faire immédiatement campagne. Quelques hommes succombèrent, incapables de résister à la fatigue et aux fièvres. Un certain nombre entrèrent aux hôpitaux. Afin de maintenir l'effectif, le ministre de la guerre, d'accord avec son collègue l'amiral Besnard, décida d'incorporer dans le bataillon de la Réunion plusieurs centaines de soldats d'infanterie de marine.

1. Les conseillers municipaux indigènes, les riches musulmans, les imans assistèrent à cette cérémonie. A la mosquée de Sidi-Abderraham à Alger, l'imam Ali-ben-El-Hadj prononça une allocution.

« Maintenant, ô vous, troupe de soldats musulmans des provinces algériennes envoyés aujourd'hui par la volonté et la fermeté de l'âme puissante du pays pour combattre où vous savez, en vertu de légitimes nécessités politiques, sous la haute action du gouvernement de la République française, je vous exhorte d'abord à vous inspirer de l'exemple que vos prédécesseurs, vos frères tirailleurs, ont donné dans nombre de combats restés célèbres où les a conduits la France depuis de longs jours... avec la fermeté du cœur et la marche toujours en avant, sans qu'on ait jamais vu d'eux le recul ou le retour en arrière, au point que s'étaient répandus et qu'on cite encore avec orgueil les faits d'armes des tirailleurs conduits avec habileté par leurs chefs français sur le sol du Tonkin. »

Tous les volontaires trop faibles pour suivre, ou soldats encore insuffisants et dépourvus d'esprit militaire, furent placés au dépôt.

En France, du reste, même mesure avait été prise à l'égard d'un certain nombre d'hommes du 200^e de ligne et du 40^e bataillon de chasseurs; il fallut donc créer des dépôts pour les recevoir et pour assurer la « relève ».

Le dépôt du 200^e fut organisé à Montpellier, avec cadres constitués au moyen d'un double tirage au sort dans les corps d'armée et à la direction de l'infanterie au ministère de la guerre.

Pour les chasseurs à pied, dont le dépôt se réunissait à Grenoble, le tirage se fit à Paris sur l'ensemble des officiers proposés.

Avant peu, les fièvres, les fatigues de la traversée et des premiers engagements auraient creusé des vides dans les rangs du corps expéditionnaire. Les dépôts auraient à les combler. Ils pourraient mettre en route, sans aucun retard, officiers et hommes, déjà réunis pour remplacer les morts, les blessés et les « non-valeurs ».

Le nombre des volontaires, désireux de faire partie de cette troupe de remplacement, fut considérable dans l'infanterie et dans les bataillons de chasseurs.

La relève pour les détachements de cavalerie et d'artillerie était assurée par leur corps d'origine, auxquels ils n'avaient pas cessé d'appartenir.

La formation des compagnies de remplacement appela, d'autre part, l'attention sur une grave lacune de notre organisation militaire. Depuis 1887, en effet, à la suite d'une regrettable décision du général Ferron, alors ministre la guerre, les régiments d'infanterie sont privés de dépôts. Ces dépôts sont essentiels, cependant.

Ainsi que le faisait remarquer, très justement et bien à propos, un écrivain militaire ¹, le dépôt a toujours constitué et « constituera toujours pour un régiment, ce que le cœur constitue dans l'économie humaine, c'est-à-dire l'organe vital et essentiel par excellence. Si le régiment est affaibli, décimé par les pertes du champ de bataille ou les maladies d'un climat malsain, n'est-ce pas à son dépôt qu'il appartient de le ranimer et de le remettre en état de lutter, en envoyant, comme le cœur envoie le sang dans les veines, à tous ses éléments réduits ou anémiés, des contingents nouveaux et prêts au combat? »

Il était non moins utile d'assurer les réapprovisionnements et les

1. Voir article de M. Yvert dans *l'Echo de l'Armée* du 21 avril 1895 :

« Comment, sans les dépôts de ses régiments, Napoléon I^{er} aurait-il pu, durant dix années entières, sans trêve ni repos, soutenir presque toujours glorieusement les efforts de l'Europe sans cesse coalisée contre son autorité et sa puissance? Comment aurait fait ce grand capitaine auquel, malgré son immense génie, il ne suffisait pas seulement de frapper la terre du talon pour qu'il en sortit des soldats, si, par une prévoyance merveilleuse et de tous les instants, il n'avait constamment prévu, ordonné et conçu la création de réserves qui, après la perte de centaines de mille hommes, lui faisaient toujours retrouver des bataillons nouveaux, avec lesquels il savait réparer les brèches effroyables faites à ses armées par des guerres comme celles d'Espagne et de Russie? »

envois réguliers de matériel, de munitions, de médicaments. Un ensemble de décisions prises par le ministre de la guerre eurent pour objet d'y pourvoir.

Afin de donner le plus de bien-être possible au soldat, de nombreux comités indépendants se formèrent en France pour faire parvenir, aux malades dans les ambulances, des vêtements sains, du vin réconfortant, des dons de toute nature, et aux soldats valides, du tabac, du sucre, du rhum, du chocolat, etc. Les sociétés des Dames de France et de la Croix-Rouge, rivalisant de zèle et de générosité, se distinguèrent par leur bienfaisance inépuisable.

Déjà, à l'époque de la guerre de Crimée, de 1854 à 1856, si longue et si pénible; en 1870 et pendant les expéditions du Tonkin et du Dahomey, les mêmes sociétés avaient beaucoup donné. Plus d'un soldat se plaignit, au retour, de n'avoir jamais rien reçu, ni boîtes de conserve, ni vin, ni linge, ni couvertures. Ces réclamations prouvaient que, trop souvent, les dons étaient arrêtés au passage et détournés de leur destination. Les ordres les plus sévères furent signifiés pour que pareille et si criminelle dilapidation ne se renouvelât point ¹.

La franchise postale fut enfin accordée aux soldats du corps expéditionnaire².

En mars et avril 1895, en outre des vaisseaux de l'État et des paquebots, faisant le service régulier entre la France et Madagascar, le Gouvernement avait affrété et dirigé sur Tamatave, Majunga ou Diégo-Suarez : le *Liban*, commandant Audrac, doyen des officiers de la Compagnie Fraissinet; le *Thibet*, commandant Litardi; l'*Amérique*, le *Stamboul*, destiné à embarquer, à Kotonou, les tirailleurs haoussas; le *Cachemire*, capitaine Giacobini; le *Canton*, commandant Delhomme; le *Chandernagor*, commandant Castelli, le *Cachar*; l'*Anatolie*, commandant G. Garrigues; le *Poulah*, capitaine Mancié; le *Massilia*, le *Languedoc*, l'*Adour*, le *Djemmah* et le *Yang-Tsé*; le *Paraguay*, l'*Uruguay*, le *Rio-Negro*, le *Canarias*, la *California*, la *Carolina* et l'*Entre-Rios*, et la *Ville de Maranhao*, l'*Égypte*, le *Maroc*, et *Hélène*, le *Château-Yquem* et le *Vercingétorix*.

Vingt-quatre de ces bâtiments faisaient la route par le canal de Suez; les autres par le cap de Bonne-Espérance. Tous les détachements de troupe de France étaient embarqués sur les premiers.

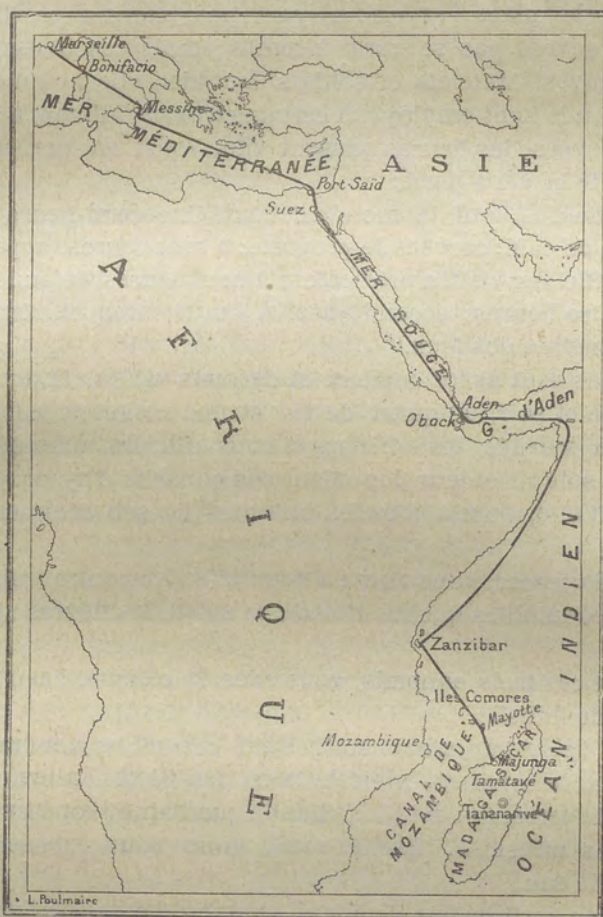
1. Le ministre fit aviser les Dames de France que les denrées et objets les plus nécessaires (les plus coûteux à Madagascar) étaient les suivants : conserves, le lait, les vins, les papiers à lettres et enveloppes, le fil et les aiguilles, le savon, les pipes et papiers à cigarettes, les livres; et, surtout, comme vêtements, les gilets de flanelle et des chaussettes de laine, ces dernières très recommandées.

2. Par un décret rendu sur la proposition du ministre du commerce, les lettres ne dépassant pas le poids de 15 grammes, provenant des militaires ou marins faisant partie du corps expéditionnaire de Madagascar ou adressées à ceux-ci, sont admises à la franchise postale.

Les mandats dont le montant ne dépasse pas 50 francs, adressés aux militaires ou marins désignés ci-dessus, sont exempts du droit de 1 0/0, et, en outre, dans les colonies françaises, de la taxe additionnelle représentative du change.

Le maximum des mandats adressés ou délivrés aux militaires et marins français faisant partie du corps expéditionnaire de Madagascar est fixé à 500 francs.

A bord, les officiers occupent les cabines des passagers; les soldats sont logés dans le faux-pont et dans l'entrepont, pas très confortablement installés — il serait, du reste, impossible de caser des centaines d'hommes comme des voyageurs de première classe. — mais à peu près abrités. Sans doute, quelques-uns se plaignent et sont tout étonnés de ne trouver à leur disposition ni lit, ni hamac. Parfois leurs



plaintes sont justifiées, lorsque les transports, plus ou moins improvisés, sont malpropres ou en mauvais état, et, par conséquent, malsains; mais il est inexact que des hommes non punis soient jamais logés à fond de cale, privés d'air et de lumière. Dans les cabines et salles où un grand nombre de soldats sont entassés pendant de longs jours, des ventilateurs fonctionnent, appareils d'une absolue nécessité surtout pour traverser les zones torrides.

Sur les bâtiments, au début de la traversée, dès la première

heure, le soldat est occupé ; tout l'intéresse, tout est distraction pour lui ; il mène une existence nouvelle, dans un milieu où il n'a sous les yeux que de bons exemples, favorables au maintien de la discipline.

A bord des navires de l'État, la journée commence par l'imposante cérémonie du salut au drapeau. Les marins vont, viennent, font la toilette du bâtiment ; ils bousculent bien un peu quelquefois les camarades de l'armée de terre, qui sont de bons garçons, mais qui tiennent de la place, et qui, n'ayant pas, comme on dit, le pied marin, ne savent pas se garer à temps ; mais ces bousculades ne sont pas graves. Matelots et soldats font bien vite bon ménage.

Les seconds sont employés à certains travaux ; ils ont à accomplir quelques corvées ; les heures passent vite. Voici, en quelques lignes, un tableau de la vie à bord :

A cinq heures, tout le monde debout. Une demi-heure plus tard, distribution de café ; corvées de propreté ; à huit heures, appel général, revue des officiers, visites médicales ; à neuf heures, déjeuner ; second repas à quatre heures ; second appel à huit heures et demie ; à neuf heures, extinction des feux.

Les repas sont assez copieux et de mets variés. Chaque homme reçoit, matin et soir, un quart de vin et une ration de tafia.

Dans la journée, les officiers et sous-officiers achevaient d'instruire leurs soldats et leur donnaient des conseils d'hygiène. Le colonel Gillon fit distribuer à tous les hommes de son régiment la note suivante :

« A Madagascar, vous aurez à vous défendre contre trois ennemis bien plus redoutables que les Hovas : le soleil, les fièvres et la dysenterie.

« Contre ces trois ennemis, vous avez le casque, l'eau bouillie et la ceinture de flanelle.

« Vous ne devrez jamais sortir sans casque, car, même sous un ciel nuageux, le soleil est mortel. Dans les haltes, ne vous couchez jamais sur la terre, qui est plus chaude que l'air et vous empoisonnerait par ses miasmes. Bornez-vous, pour vous reposer, à vous asseoir sur le sac.

« Vous ne sortirez jamais à jeun et ne boirez que de l'eau bouillie avec du thé et du café.

« Pour éviter les refroidissements du ventre et, conséquemment, la dysenterie, vous ne quitterez point votre ceinture de flanelle.

« Voilà ce qu'il faut faire.

« Ce qu'il ne faut pas faire, sous aucun prétexte, c'est boire de l'alcool et manger des fruits qui, même s'ils ressemblent aux nôtres, renferment de violents poisons.

« En suivant ces recommandations, vous reviendrez en France pour la récompense de vos victoires. »

Conseils excellents, qu'il était utile de répéter sans cesse à des jeunes gens toujours prompts à commettre des imprudences.

Aux heures de repos, les hommes faisaient la sieste, ou, les regards perdus dans l'espace infini, contemplaient la mer bleue, sous un ciel ardent de lumière. Combien avaient autrefois rêvé voyages, aventures ! et leur rêve se réalisait. Ils apercevaient au loin les rives de terres dont ils avaient vaguement appris le nom à l'école ; les côtes de Corse, d'Italie et de Sicile ; puis l'Égypte : c'était alors Port-Saïd, le canal fameux, Suez et l'entrée dans la mer Rouge, et se dressaient les roches brûlées d'Aden. Le navire enfin longeait l'Afrique jusqu'à Zanzibar, puis, de là, faisait route vers Diégo-Suarez, directement sur Majunga.

Les marins se réjouissaient des surprises de nos petits lignards, pour lesquels, à de rares exceptions près, cette traversée était le premier voyage en mer.

A Port-Saïd, les jeunes voyageurs ouvraient de grands yeux, à la vue de la foule agitée et colorée, grouillant sur les quais ; Anglais, Égyptiens, nègres de toutes les contrées d'Afrique, Turcs, etc. Autour du navire se pressaient les barques et les chalands, remplis d'indigènes, mendiant, se querellant et hurlant. De grands diables noirs montaient à bord, offraient des fruits, de menus objets, souvenirs du pays.

Les vaisseaux en station sont toujours nombreux à Port-Saïd. Un navire russe est signalé¹. Aussitôt officiers et soldats d'acclamer au passage les amis, les alliés de cœur d'aujourd'hui, peut-être les frères d'armes de demain. C'est un enthousiasme indescriptible.

Les marins russes poussent de formidables hourras ! Les nôtres répondent par de non moins formidables : Vive la Russie !

A Port-Saïd : le cercle français reçut chaleureusement le général Duchesne et son état-major et offrit un fête en son honneur.

Signalons un incident à peu de distance de cette escale, qui, du reste, ne surprit personne. Seize soldats du bataillon de la légion étrangère, embarqués sur le *Liban*, s'élançèrent par-dessus bord et gagnèrent à la nage la terre égyptienne, où la police indigène les arrêta. Tous ces déserteurs étaient des Allemands.

La légion en compte un assez grand nombre, dont les uns aventuriers de sac et de corde, et dont quelques autres espions, conseillant à leurs camarades la trahison et la désertion. Les Allemands sont reçus beaucoup trop facilement et sans aucun contrôle dans la légion étrangère. Cette admission dans les rangs français d'ennemis avérés a de sérieux inconvénients pour la discipline en temps de paix, et en

1. Le vapeur *Oref*, de la marine russe, rencontra à Port-Saïd le *Paraguay* chargé de troupes françaises destinées au corps expéditionnaire de Madagascar.

aurait de plus graves en cas de révolte en Algérie et en temps de guerre¹.

La traversée du canal de Suez est monotone et décevante. Les portes de l'Orient ne laissent rien entrevoir de ses merveilles. Le terrain est plat, aride et dénudé ; ni plantes ni constructions ; le sable envahit tout et sur les rives n'apparaissent que de misérables groupes d'Arabes en guenille.

Croise-t-on un navire, retour d'Extrême-Orient, les passagers, qui se montrent sur le pont, ont l'aspect lamentable, fiévreux, maigres anémiés, vaincus par le climat. Gros étonnement de naïfs troupiers, en découvrant, après Suez que la mer Rouge est d'un bleu intense. Quel beau prétexte de blague pour les loustics et chaque compagnie en compte heureusement quelques uns. Grâce à eux les mélancolies se dissipent, la bonne humeur renaît, et la fâcheuse nostalgie qui commence à s'emparer de certains esprits ne résiste pas à de grosses plaisanteries.

A Suez et dans la mer Rouge, la chaleur est terrible. Les hommes ne portent plus qu'un costume sommaire ; mais, par ordre, ne quittent pas la ceinture de flanelle et gardent, sans le déposer un instant, le casque qui les protège contre l'insolation toujours menaçante.

Les officiers veillent à ce que personne ne boive entre les repas et ne fasse plus la sieste après déjeuner.

En vue d'Aden, le spectacle change ; les forts et établissements anglais, perchés sur la côte, dominent le détroit. La terre que découvre le voyageur à droite et à gauche est désolée, avec des reflets de fournaise, presque ille de rochers aux vives arêtes, nettes comme des cassures, abrupts et inhabitables ; les montagnes, tels que des squelettes, évoquent la mort ; pas une source, pas une verdure ne raniment de leur fraîcheur le paysage maudit.

A Steamer-point, le port d'Aden, à peine le paquebot a-t-il jeté l'ancre que le pont est envahi par les indigènes, offrant des plumes d'autruche et des pierreries en toc à des prix exorbitants.

« Tout autour du paquebot, écrit un des officiers passagers de l'*Trouaddy*, grouille une foule de petits diables noirs, presque entièrement nus, la tête rasée et assis au fond de légères pirogues creusées dans un tronc d'arbre, ils poussent en cadence des cris gutturaux dans lesquels on finit par distinguer les mots : à la marr, à la marr (à la mer), ho ! ho ! ho ! *look see, look see* (regardez).

« Ils demandent qu'on leur jette à l'eau des pièces blanches qu'ils

1. Les Allemands, anciens soldats de la légion étrangère, se montrent particulièrement haineux contre la France ; ils répandent dans leur pays mille calomnies gallophobes. Plusieurs ont publié des brochures mensongères que le gouvernement de Guillaume II fait distribuer en Alsace-Lorraine. Les nombreux jeunes gens des provinces annexées qui, pour ne pas servir l'Allemagne, se réfugient en France et s'engagent dans la légion souffrent beaucoup du contact de ces ennemis. Quand se décidera-t-on à créer un régiment d'Alsace-Lorraine, qui bien vite prendrait place au premier rang de l'armée française ?



La Nouba des turcos à bord.

rattrappent bien vite, en plongeant avant qu'elles aient pu atteindre le fond.

« Chassés par le charbon qui envahit tout, les passagers s'enfuient à terre, le paysage n'est pourtant pas bien engageant : une très haute montagne, hérissée de canons et de forts avec, au bas, quelques maisons blanches ; pas un arbre, pas la moindre verdure, d'immenses tas de charbon luisant sous un implacable soleil.

« Mais tous les passagers veulent voir la ville arabe et surtout les fameuses citernes destinées à recueillir l'eau des rares pluies qui tombent à Aden, — en moyenne une fois tous les quatre ans. »

Le navire entre enfin dans l'océan Indien et bientôt les voyageurs n'ont plus sous les yeux que l'immense panorama de la mer.

Une cérémonie joyeuse à bord est celle que les marins appellent le baptême de la ligne ou fête du « Père la Ligne », célébrée solennellement à l'équateur. Nous empruntons à un soldat du 1^{er} régiment de tirailleurs le récit de cette cérémonie burlesque :

« Voici, écrit-il, comment elle s'est accomplie, par une chaleur équatoriale, on peut le dire. Plusieurs matelots se déguisent ainsi que quelques sous-officiers du bataillon. L'un prend le costume de commandant du bord ; un autre représente le père la Ligne et leurs collègues remplissent l'office de desservants ; enfants de cœur, si vous préférez¹.

« Une grande bache d'environ huit mètres carrés est à demi-tendue, remplie d'eau, sur le pont, à la hauteur de la ceinture. Un à un les néophytes, en costumes de circonstance, c'est-à-dire en caleçons, ou même dans celui plus primitif d'un simple mouchoir, en guise de feuille de vigne, se présentent devant les ordonnateurs. A l'appel de leur numéro d'ordre — car ils ont été préalablement inscrits par rang de grade, les officiers les premiers — on fait le simulacre de les raser avec un immense rasoir en bois et on les peigne avec un rateau. Puis à un signal donné, on les prend par les pieds, on les fait basculer et ils tombent dans la toile pleine d'eau où ils barbotent quelques instants au milieu de l'hilarité générale. Nous y avons tous passé, officiers, en tête, je le répète et ça a été la journée la plus amusante de notre voyage.

« A la fin de la journée, avec une gravité toute religieuse, les grands prêtres qui venaient de nous baptiser, ont délivré à chacun de nous un brevet constatant qu'il avait été baptisé sous l'Equateur.

« Ce brevet, fait au polycopiste, porte en tête une bande tenue par deux diables arrosant un homme dans un baquet. Sur la bande en exergue, sont écrits les mots « Royaume de l'Equateur », sur les côtés pendent un poisson et un matelot. Sous le baquet, en titre, les mots : Acte de baptême. Puis la formule suivante :

« Nous archevêque, Révérend du Royaume liquide de l'Equateur, certifions avoir administré le baptême des eaux saturées des Tropiques à Monsieur X..., le jour du passage du dans les États mystiques de notre vénérable Père la Ligne.

« Le catéchumène était assisté de son parrain Lubin, seigneur de Gellé, et de sa marraine Dame Lavande, marquise de Bully.

« Fait en notre vaste aquarium, le 24 février 1895.

« Signé : BEC SALE.

« Enregistré au secrétariat.

« CACHALOT ».

1. Lettre adressée (24 avril 1895) au journal *la Démocratie Bonoise*.

« Je vous assure que la bouffonnerie baptismale est amusante au possible. Elle a rompu fort heureusement, pour le moral de quelques-uns, la monotonie de ce long voyage.

« Vous devez penser si l'on a ri, en voyant tout le bataillon faire cet exercice de l'Equateur. »

Pas un soldat ne fut épargné à la grande joie des marins. Et quels éclats de rire, lorsqu'un turco sans chaussures se sauvait sur le pont, chauffé à blanc par le soleil. L'imprudent, la plante des pieds brûlée, s'enfuyait en sautillant comme s'il avait la danse de Saint-Guy et se hâtait vers le plus proche escalier.

Le soir, quand le jour tombe, quand la lune monte à l'horizon, les officiers groupés sur le pont devisent ou fredonnent des chansons de France. La musique est du reste l'un des charmes des longues traversées ; mais les orchestres étaient rares à bord des bâtiments conduisant nos troupes à Madagascar.

Le 200^e de ligne n'était doté que de tambours et de clairons ; les officiers et les sous-officiers organisèrent cependant des concerts. Le colonel Gillon fit appel aux soldats musiciens. Il avait acheté, avant le départ de Marseille, des instruments, et bientôt son régiment eut un orchestre, auquel s'adjoignirent des joueurs de vielle, de tambourin et de biniou. Le bataillon du commandant Coutaut avait pour se distraire un compagnon de guerre, le chien du régiment, Black, dressé par le lieutenant Paris de la 4^e compagnie. Black était destiné à jouer en campagne le rôle de sentinelle vigilante. Il comptait à l'effectif du régiment et touchait sa ration. Pas un soldat ne doutait que Black ne fut inscrit bientôt au livre d'or des chiens célèbres.

Le 40^e bataillon de chasseurs s'était embarqué avec sa fanfare, dont le répertoire, alerte et gai, faisait la joie du bord. Parfois le soir, les soldats du bataillon, sur l'air fameux de *Sidi-Brahim* chantaient en chœur la marche de leur corps :

Francs-Chasseurs, hardis compagnons,
Voici venir le jour de gloire,
Entendez l'appel du clairon
Qui vous présage la victoire !
Volez, intrépides soldats,
La France est là qui vous regarde.
Quand sonne l'heure du combat,
Votre place est à l'avant-garde.

Surprise un jour, frappée au cœur,
France, tu tombas expirante ;
Le talon brutal du vainqueur
Meurtrit ta poitrine sanglante.
O France, relève le front
Et lave le sang de ta face ;
Nos pas bientôt réveilleront
Les morts de Lorraine et d'Alsace.

Sur le *Cachemire*, qui portait le colonel Oudri et un bataillon de tirailleurs algériens, la *Nouba*¹ arabe, composée d'une quinzaine de musiciens, donnait chaque jour, concert sur le pont, et autour d'elle, les soldats dansaient. Un poète militaire, sergent du génie, avait composé un chant patriotique, le *Malgache*, qui obtint un énorme succès. Des diseurs de monologue, des chanteurs comiques, des ténors roucoulant la romance, des mimes se révélèrent pendant la traversée.

Quelques soldats enfin et la plupart des officiers consacraient chaque jour, au moins une heure, à l'étude de la langue malgache et « piochaient » le petit vocabulaire « franco-hova » qui leur avait été remis au départ. Certains étaient déjà d'une belle force en arrivant à Majunga ; et presque tous, dans leur impatience de débarquer et d'agir, avaient hâte de crier cette phrase, terminant ledit vocabulaire : *O tdrain! toungue toukoue là issike!* En français : Enfin, nous sommes arrivés ! cri de délivrance en vue des côtés de Madagascar.

Tandis que les derniers transports de troupe s'éloignaient des côtes de France, le paquebot venant de Tamatave, débarquait à Marseille, l'espion américain Waller, condamné, on le sait, par le conseil de guerre, à vingt ans de détention, pour avoir communiqué aux Hovas des renseignements sur les positions de nos troupes en avant des lignes de Farafate².

L'espion, conduit au fort Saint-Nicolas, fut, quelques jours plus tard, enfermé provisoirement à la prison Saint-Pierre.

A Paris, en même temps, que tenaient séance, en vue d'améliorer le bien-être du soldat en campagne, les comités des sociétés de secours aux blessés, d'autres groupes se réunissaient et adressaient leurs vœux au corps expéditionnaire.

Les anciens militaires d'infanterie de marine célébraient les gloires d'antan, et disaient les espérances patriotiques de tous. Le général

1. Musique indigène. Les instruments sont le *Tebeul*, sorte de tambour ; le *Rheite*, sorte de flûte, bois et cuivre, ayant le son du binioi des Bretons ; le *Nouara*, deux pièces creuses, recouvertes d'une peau sur lesquelles le musicien frappe en cadence avec des baguettes.

2. En vertu d'un arrêté du chef de la division navale, pris à la date du 18 janvier 1895 :

« Aucune correspondance ne peut être distribuée que par les soins de la poste et toutes les dépêches doivent y être envoyées. Nul ne peut expédier de lettres par d'autres voies que la poste. »

Une correspondance détaillée, adressée au *Temps*, résumait ainsi les griefs contre Waller :

« Des débats publics devant le conseil de guerre, il est résulté que Waller avait remis à un officier d'un bateau de commerce une volumineuse correspondance que celui-ci devait jeter à la poste à N'nal ; elle était adressée à M. Tessier, négociant à Tananarive, par Vatmandry. De cette façon, le courrier anglais l'aurait laissée dans ce dernier port et elle serait parvenue à destination sans que l'autorité militaire s'en fût aperçue ; malheureusement pour Waller, la malle anglaise ne la déposa pas à Vatmandry, elle la remit à la poste de Tamatave, où le large cachet de cire dont l'enveloppe était orné ne manqua pas de tirer l'œil ; elle fut ouverte et on apprit que Waller donnait des renseignements sur la garnison, sur le nombre de malades et l'importance des postes avancés, etc., etc. Il envoyait aussi à son acolyte Harvey, pour son *Madagascar News*, des calomnies abominables sur la conduite de nos soldats, et enfin, ce qui achève de peindre le bonhomme, il dénonçait deux de ses compatriotes, honorables négociants amér. cains qui avaient eu l'intention de monter à Tananarive, comme des espions à la solde de la France.

« Le procès a été jugé le 18 mars par le conseil de guerre et, après des débats qui ont duré de sept heures à dix heures quarante-cinq, Waller a été condamné à vingt ans de travaux forcés : il s'était pourvu en révision, mais le 2^e conseil a confirmé purement et simplement la sentence des premiers juges, le 23 mars, après une audience de plus de trois heures. »

Bourgey, un ex-soldat de Bazeille, rappelait les exploits de ses frères d'armes en 1870, et le général Lambert, portait un toast aux futurs combattants qui rendraient à la France les provinces perdues :

« Comme je le disais un jour, en remettant un drapeau dans le Finistère, quand le clairon sonnera, on se lèvera non seulement de Dunkerque à Bayonne, mais aussi du Niémen au Kamschatka. »

C'était aller peut-être bien vite en besogne, mais le général Lambert exprimait, en parlant ainsi, l'espoir de tous.

Les drapeaux, qui allaient subir l'épreuve du feu à Madagascar, flotteraient un jour au milieu d'autres armées sur nos frontières de l'Est.

Plus calmes, des voyageurs, des savants, des économistes, des armateurs s'efforçaient d'intéresser de plus en plus le pays aux choses de Madagascar, et aux affaires coloniales en général.

Au Muséum était exposée la collection Lopicque, exclusivement composée d'objets et de produits malgaches. Au Palais de l'Industrie, était inauguré un musée de Madagascar ¹ excellente leçon de choses : plantes, richesses minérales, nombreuses photographies, parmi lesquelles brillaient au premier rang, les portraits de la reine et de grandes dames du pays, ceux de l'ennemi acharné de l'influence française, le prince Rahamata et de Marc Rabisoa, 13^e honneur, secrétaire du premier ministre, ancien élève de l'école des Frères de Paris-Passy.

Un comité enfin venait de se former sous la présidence de M. Grandidier, membre de l'Académie des sciences, l'un des explorateurs les plus célèbres de Madagascar. Le but de ce comité était de préparer après la guerre, l'organisation de la conquête, organisation basée sur un bon principe, rarement appliqué : « L'île devra vivre de ses seules ressources et suffire à tous les besoins de son administration. »

M. Grandidier, dans le discours, prononcé par lui à la première séance du comité, précisa ainsi et, très heureusement, le caractère de l'expédition :

« Il serait regrettable, qu'on crût que nous allons faire la guerre

1. L'opinion continuait cependant à se demander si trop souvent les entreprises coloniales ne sont pas décevantes. Elles ont servi surtout de refuges à un nombre considérable de déclassés, ou de solliciteurs tenaces, transformés en fonctionnaires.

Voici, du reste, d'après le *Rappel*, quel est — non compris le personnel d'Algérie, de Tunisie et de Madagascar, — le nombre de ces fonctionnaires coloniaux :

Plus de 9,500 Européens pour le moins.

Ce sont les chiffres qu'on peut relever dans l'Annuaire colonial pour 1895

Prenons quelques exemples de colonies où il n'y a pas de colons, ou si peu qu'il est permis de n'y faire aucune attention, et dont la population est purement indigène. Dans cette liste, les îles de Saint-Pierre et Miquelon font seule exception à ce point de vue, leurs habitants étant d'origine européenne.

Mayotte (pour 8,000 habitants), 70 fonctionnaires; Diego-Suarez (8,000 habitants), 76; Nossi-Bé (7 ou 8 000 habitants), 44; Saint-Pierre et Miquelon (5,000 habitants), 140; Côte d'Ivoire, 89; Bénin (c'est-à-dire Porto-Novo et le Dahomey), 135; Obock et Djibouti, 67; Cambodge, 214; Annam et Tonkin, 1.373; Cochinchine, 1.353; l'Indo-Chine compte donc 2.940 fonctionnaires. Etablissements français de l'Océanie (pour 25,000 habitants à peine), 335 fonctionnaires; Soudan, 67; Gabon-Congo, 113.

Dans ces chiffres ne sont compris ni les fonctionnaires locaux, tels que les gardes champêtres et employés de mairie, ni les facteurs des postes, ni les cantonniers, ni la troupe, ni enfin, pour l'Indo-Chine, les autorités indigènes

aux Antaimarina (*vulgo* Hova); c'est contre leur gouvernement actuel, qui a indignement violé le traité fait en 1885 avec la France, et qui n'a cessé d'agir avec une mauvaise foi et une duplicité révoltantes, qu'en réalité va se faire la campagne, et non point contre le peuple, qui mérite au contraire tout notre intérêt et que, comme il résulte des déclarations du Gouvernement et du vote des Chambres, nous ne voulons point du tout asservir, mais simplement diriger, par de sages conseils donnés à sa souveraine, dans la voie du progrès moral et social et, par conséquent, de la vraie civilisation. Certes, beaucoup d'entre nous, sinon tous, ont une rancune naturelle contre les Antaimarina qui, maintes fois, nous ont barré la route ou qui ont empêché, avec leur duplicité habituelle, nos colons et nos négociants de se livrer fructueusement à leurs affaires, mais les Merina et leurs chefs eux-mêmes n'agissent ainsi que par l'ordre du premier ministre et de son entourage immédiat. S'ils ont des vices nombreux, ces vices sont dus à l'état social dans lesquels ils vivent de temps immémorial; cependant pour qui les a étudiés dans leur passé et dans leur présent, en se dégageant de l'animosité que suscite leur manière d'agir à l'égard des étrangers, il n'est pas douteux qu'ils ont un fonds de qualités sérieuses que ne possèdent pas les autres Malgaches, et qu'un changement dans leur état social, tel que celui qui sera la conséquence naturelle et heureuse de notre protectorat, amènera forcément une prompte et profonde transformation dans leur état moral et dans leur caractère, au plus grand bénéfice et au plus grand contentement d'eux-mêmes et de notre pays. »

Suivant l'heureuse expression du lieutenant explorateur Mizon, M. Grandidier définissait ainsi la colonisation idéale : une association où en échange du sol et du travail que fournit l'indigène, l'homme civilisé apporte son intelligence, sa science et ses capitaux.

CHAPITRE XII

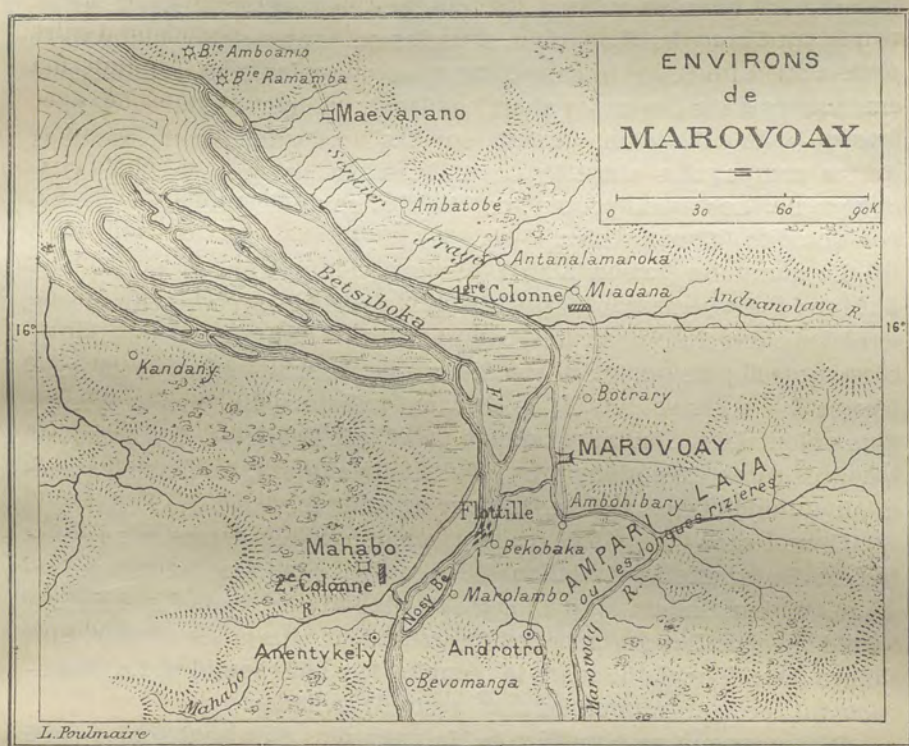
La marche sur Marovoay.

Les campements français à Majunga. — Rapport du 1^{er} tirailleurs. — Installation mauvaise. Bivouacs malsains. — Recrudescence de fièvres. — Reconnaissances dirigées par le lieutenant Serpette et l'enseigne Compagnon. — A l'ordre du jour. — Le *Gabès*. — Combats de Mahabo, de Maeverano. — Soumission des Sakalaves. — Une fête au bivouac des tirailleurs algériens. — Le lieutenant Bénévent. — Proclamation du général Metzinger aux Malgaches. — Une marche dans les marais. — Prise de Miavana. — Les inondations. — La colonne Metzinger rentre à Majunga. — L'ouragan du 8 avril. — Préparatifs d'expédition. — Marovoay. — Assaut de la place. — Episodes. — Débarquement du général Duchesne à Majunga.

Le général Duchesne était attendu à Majunga vers le 1^{er} mai, suivi de près par les différents détachements du corps expéditionnaire par

tis de France et d'Algérie. Avant l'arrivée du commandant en chef, le général Metzinger ne devait engager ses troupes dans aucune entreprise aventureuse, ni s'éloigner beaucoup de la base d'opération; mais il avait à assurer cette base, à l'élargir, à surveiller et à activer tous les travaux ayant pour objet le débarquement des hommes et leur installation dans les meilleures conditions.

Lorsque le *Shamrock* aborda à Majunga, il n'existait ni quais ni pontons. On attendait encore les chalands. Les soldats descendi-



rent à terre assez rapidement, grâce à l'activité intelligente des marins de la petite escadre du capitaine Bienaimé, dont tous les canots furent employés à cette opération; mais le matériel ne fut débarqué qu'à grand'peine, car le personnel manquait. Les indigènes sakalaves, sur lesquels on avait trop compté, s'étaient enfuis dans la campagne; quant aux porteurs algériens ou annamites, ils ne parviendraient à Majunga que plus tard.

Tout d'abord, le général Metzinger s'était préoccupé du logement de ses troupes, vraiment insuffisant. Le bataillon de tirailleurs algériens, tête de colonne de l'armée de terre à Madagascar, n'avait heureusement pas trop souffert de la traversée. Voici du, reste, en quels

termes le rapport du colonel rendait compte du voyage et de l'arrivée¹ :

« Le bataillon a été débarqué le 1^{er} mars, à Majunga, après une excellente traversée. Par suite du beau temps, les sabords des batteries basses sont restés constamment ouverts; aussi l'état sanitaire est-il resté excellent. Quatre hommes sont entrés à l'hôpital de Majunga depuis le 1^{er} mars : un blessé, un fiévreux et deux hommes tombés d'un coup de chaleur, à six heures du soir, pendant le débarquement, bien que la température n'ait pas dépassé 33 degrés; mais l'air est saturé d'humidité.

« Le bataillon en entier a été, dès le débarquement, établi au bivouac, au *Camp des Manguiers*, sous des ombrages superbes; mais la pluie a dû faire lever le camp. Deux compagnies sont actuellement cantonnées dans des cases abandonnées du village sakalave de Marofotra (à la suite d'un combat), sur les bords de la mer; les deux autres compagnies ont été placées dans les baraques de l'hôpital de campagne. Les avant-postes sont établis, route de Marovoay, sur la position dite *l'Observatoire*. »

La mauvaise saison n'était pas encore terminée. Le jour même de leur débarquement, officiers et soldats purent se rendre compte des terribles effets du climat. Les compagnies d'infanterie de marine, en campagne depuis quelques semaines à peine, mais en majorité composées de jeunes soldats, âgés de vingt-trois ans au plus et presque tous volontaires, étaient réduites à un effectif dérisoire. Les hommes, à de très rares exceptions près, avaient été atteints; la fièvre les anémiait et minait impitoyablement leur organisme.

Hâves, sans force, décharnés, beaucoup de ces jeunes gens semblaient des squelettes ambulants. Ils avaient tenu bon longtemps, résistant de leur mieux à la maladie et à la fatigue; mais ils étaient à bout d'énergie. Les ambulances ne suffisaient plus à les abriter, tant s'éleva dans le mois de mars le nombre des indisponibles. Le *Shamrock* dut recevoir un premier contingent de malades.

Déjà, reposait au cimetière de Majunga plus d'un petit soldat, parti plein d'entrain et de courage, et qui ne reverrait jamais la terre natale.

« Rien n'est triste, écrivait un sous-officier, en parcourant le champ de mort, comme de voir toutes ces tombes, fraîchement élevées, sur lesquelles se lit cette inscription : « *Un tel, soldat, décédé à l'âge de vingt et un ans.* »

« On se demande vraiment pourquoi le gouvernement envoie aux colonies tant de jeunes gens qui ne peuvent supporter les fièvres que donnent les marais pestilentiels.

« Ces pauvres enfants, lorsqu'ils se voient dans la brousse, se font

1. Extrait du rapport lu au 3^e régiment de tirailleurs le 11 avril 1895, et rédigé d'après une lettre du commandant Debrou.



Marche dans les marais.

des idées noires. La nostalgie s'ajoute à la maladie, et ils ne tardent pas à succomber. »

Entreprendre des conquêtes coloniales sans armée coloniale, c'est évidemment folie, crime peut-être.

Fort heureusement, la mauvaise saison touchait à sa fin, et le gros du corps expéditionnaire n'aurait pas trop à en souffrir; mais il n'est que juste, avant d'entrer dans le détail des opérations de guerre, de rendre hommage aux héros morts obscurément au début de la campagne, victimes du climat, ayant noblement accompli un devoir sans éclat, et sans espoir de ces récompenses prodiguées au lendemain du combat. Ils étaient tombés, eux, les premiers occupants de Majunga, avant de marcher au feu, n'ayant connu de la guerre

que les privations, les fatigues, les longues factions en pays inconnu et les nuits sans repos dans les bivouacs malsains.

Les cases en lattes et couvertes de feuilles de palmier, abandonnées par les soldats hovas, après le bombardement de la ville, étaient, lorsque l'infanterie de marine en prit possession, d'une malpropreté repoussante. A défaut d'autre abri, les marsouins durent cependant s'y établir, non sans les avoir débarrassées des scorpions et de la vermine qui y avaient élu domicile, et des immondices qui les empoisonnaient et qui en encombraient les abords. Ces travaux sommaires d'assainissement furent du reste insuffisants, et l'on se décida à faire camper les troupes sous la tente.

Le sol était encore détrempe, mou, marécageux ; les cas de fièvre se multipliaient. Tous les hommes souffraient cruellement de l'insomnie causée par les attaques sans trêve des moustiques. On distribuait, dans les bivouacs, des moustiquaires.

Etendu sur sa couverture, le soldat plaçait au-dessus de lui ce bienfaisant voile, légèrement relevé sur quatre piquets plantés en terre. Il était ainsi à peu près protégé.

En marche, chaque homme portait le sac très chargé : vareuse et pantalon de flanelle, couvre-pied, toile de tente avec accessoires, outils, vivres de réserve, gamelle de campement, chaussures, linges et cartouches.

Les vivres se composaient de légumes et de viande de conserve. Les soldats, pour dessert, ajoutaient à ce menu frugal des fruits du pays, entre autres ceux du manguier, très abondants.

« La mangue, écrivait un soldat à sa famille, est un fruit très bon, lorsqu'il est mûr, et il ne coûte rien, attendu que propriétaires et gardes champêtres sont ici tout à fait inconnus. »

Des officiers cependant veillaient de leur mieux, de façon à empêcher la maraude. Ils s'efforçaient aussi de faire suivre rigoureusement par tous les prescriptions d'hygiène.

Les mercantis tolérés dans les camps n'étaient que peu nombreux. Ils s'engageaient à ne vendre aucune boisson fermentée ¹.

Ce rapide tableau de l'existence du soldat à Madagascar serait

1. On se préoccupait beaucoup en France des moyens d'assurer aux troupes en campagne le plus de bien-être possible. Le grand chimiste, M. Berthelot, dont on n'a pas oublié les curieuses déclarations sur l'alimentation de l'avenir, fut consulté : était-il possible de créer, à l'usage des soldats français à Madagascar, un breuvage salubre et agréable, ayant les qualités de l'alcool sans en avoir les défauts ? M. Berthelot répondit :

« Je ne vois rien qui puisse remplacer l'alcool. Ce n'est point que la science n'ait pas trouvé des boissons salubres ; il en existe, au contraire, de plusieurs sortes. Mais ces breuvages sont impuissants à donner à l'homme l'excitation qu'il cherche et qu'il trouve dans l'alcool.

« Je ne vois donc qu'un moyen d'empêcher nos soldats de boire de l'alcool : c'est, ainsi que veut le faire le général Duchesne, d'écarter les marchands.

« Quant à maintenir en bon état la santé des troupes, on peut y arriver en les obligeant à boire du thé et en leur interdisant d'absorber l'eau non bouillie. Le thé est rafraîchissant, calme la soif, satisfait l'estomac. C'est la seule boisson que l'on puisse recommander à nos soldats. Mais, je dois le dire, ceux qui auront assez de volonté pour ne pas boire du tout se porteraient bien mieux. »

incomplet si nous n'y ajoutions un détail modique, celui de la solde. Elle était ainsi fixée :

Simple soldat, 0 fr. 48; tambour, 0 fr. 63; caporal, 0 fr. 65; caporal-fourrier, 0 fr. 90; sergent non rengagé, 1 fr. 10; sergent rengagé, 1 fr. 35; sergent-major non rengagé, 1 fr. 40; sergent-major rengagé, 1 fr. 65; adjudant non rengagé, 2 fr. 89; adjudant rengagé, 3 fr. 74.

Quelques sous-officiers espéraient bien rentrer en France avec des économies!

Malgré les maladies, malgré l'insupportable climat, l'état moral des troupes restait bon.

Le général Metzinger s'était fait un devoir de parcourir minutieusement tous les cantonnements, d'interroger et d'encourager les soldats; il leur annonçait l'arrivée très prochaine des bataillons de France et la marche en avant vers un pays plus sain, vers la terre promise des plateaux de l'Imerne, loin de la zone meurtrière des fièvres paludéennes.

Les reconnaissances continuaient sur la rive droite du Betsiboka, dans la direction d'Amparangidro.

Le *Gabès*, commandé par le lieutenant de vaisseau Serpette, et le *Boéni*, par l'enseigne Compagnon, étaient spécialement affectés à cet important et périlleux service.

De son côté, le général avait poussé à cheval, en suivant la plage, jusqu'à la rivière de Marohago. Il avait dû s'arrêter devant le cours d'eau grossi par les pluies.

Ces premières reconnaissances fournirent au quartier général des renseignements intéressants sur les Hovas et sur les mouvements de leurs troupes. On sut par des Sakalaves et Fahavolos de bonne volonté ou faits prisonniers, que Ramasombaza, gouverneur du Boéni, et son lieutenant, Ralahiriaka, concentraient leurs forces à Ambalango, à trente kilomètres au sud de la place, et qu'un grand nombre d'hommes des nouvelles levées avaient déserté.

Le 8 mars, une compagnie de tirailleurs algériens est désignée pour se rendre à Marohago. Elle se met en route à deux heures du matin le dimanche 10, avec une section d'artillerie de marine. Elle marche péniblement, tantôt à travers les marais, ayant de l'eau ou de boue jusqu'au ventre, tantôt à travers les hautes herbes. Les canons restent embourbés en arrière. Un interprète et deux Malgaches guident la colonne. Elle parvient au village abandonné d'Anaparagendro, où elle fait halte; beaucoup d'hommes sont exténués; mais les officiers, ne veulent en abandonner aucun. Les tirailleurs les plus fatigués, incapables d'aller plus loin, montent sur les mulets. Vers dix heures, la chaleur, accablante depuis le lever du soleil, redouble; plusieurs soldats tombent. Nouvelle halte au bord d'un cours d'eau. Les hommes font le café. A deux heures, la compagnie se remet en marche. Elle

parvient au village de Marohago vers quatre heures ; le soir, elle campe au milieu des marais. Les plus anciens tirailleurs ne se rappelaient pas avoir fait encore aussi rude étape soit en Algérie, soit au Tonkin.

Un seul homme succomba non aux fatigues de la marche, mais à une insolation.

Les officiers recommandaient aux soldats de ne pas s'étendre à terre au soleil. Le malheureux, harassé, ne tint pas compte de la consigne ; il se coucha sur le sol brûlant et ne put se relever ; le major vint aussitôt près du malade qui se plaignait d'effroyables douleurs de tête ; mais les soins furent inutiles. Le tirailleur perdit connaissance et expira quelques instants après. Deux heures plus tard, en présence de la compagnie, il fut inhumé à cent mètres du camp.

« Ce fut, écrit un soldat, une cérémonie lugubre et imposante qui nous impressionna singulièrement. Il était huit heures du soir environ et la nuit était profonde. Nous nous sommes approchés au milieu de l'obscurité que les lueurs de quelques pâles lanternes perçaient à peine autour du trou que l'on venait de creuser. Et pendant les préparatifs de cet ensevelissement, loin de la mère patrie, près de l'ennemi, dont les espions étaient peut être là tout près, nous guettant, nous gardions tous un profond silence, le cœur serré et angoissé, des larmes perlant sur nos paupières, en songeant que demain nous pouvions avoir la même fin et être enterrés sans bruit, sans cérémonie, comme le malheureux qui venait de payer de sa vie une imprudence. »

La compagnie ne fit qu'un court séjour à Marohago.

Le 12 mars, en effet, les pluies redoublèrent. Le camp fut inondé, fort heureusement, le *Boëni* se trouvait près de là. Le lieutenant Compagnon et ses marins vinrent au secours des camarades de l'armée de terre ; ils passèrent la nuit du 12 mars à tirer de l'eau et des marécages hommes et matériel.

Le commandant du *Boëni* et l'équipage furent portés à cette occasion à l'ordre du jour :

« Le capitaine de vaisseau, chef de la division navale de l'océan Indien, est heureux de porter à la connaissance des commandants, états-majors et équipages des bateaux placés sous ses ordres, la lettre suivante que lui a adressée le général commandant la 1^{re} brigade du corps expéditionnaire de Madagascar.

« Majunga, le 13 mars 1895.

« Commandant,

« L'équipage du *Boëni* a travaillé une grande partie de la nuit dans l'eau et dans la vase pour assurer le transbordement des bagages du détachement de Marohago à travers les marais que la marée avait recouverts.

« Il a fait preuve d'un véritable dévouement. J'ai l'honneur de vous prier de lui transmettre, ainsi qu'à son chef, mes sincères remerciements.

« Veuillez agréer, commandant, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

« METZINGER. »

« Le chef de division joint aux remerciements du général l'expression de sa satisfaction et il est convaincu que, dans toutes les circonstances, les marins mériteront les éloges du commandant en chef de l'expédition.

« Le présent ordre sera lu à l'inspection et restera affiché pendant huit jours à bord de tous les bateaux de la division.

« Majunga, le 14 mars 1895.

« P. O. L'adjudant de service.

« NICOL. »

Le *Gabes* avait réussi, le 9 mars, à franchir la passe dangereuse de Maevarano, profonde à peine de trois mètres; il s'était montré devant Miadana, d'où les Hovas s'enfuirent, aux premiers coups de canon, et il s'avança jusqu'à peu de distance de Mahabo occupé, par une garnison ennemie retranchée et disposant de cinq pièces d'artillerie.

Les Hovas poussèrent une pièce jusqu'au bord de la rivière et ouvrirent le feu à très longue distance sur le *Gabes*; mais leurs projectiles tombèrent en avant de la canonnière. Le lieutenant Serpette interrogeait le terrain. Il fit prendre position à son bâtiment à 5.000 mètres environ du fort hova. La pièce de 14 du *Gabes* couvrit les positions ennemies de ses obus.

De son poste d'observation, le commandant suivait les mouvements des Hovas assez mal abrités, abandonnant leurs canons lorsque le feu de la canonnière était trop violent, puis revenant, peu après, à leur poste et ne faisant pas trop mauvaise contenance, bien que déjà beaucoup d'entre eux fussent mis hors de combat. Un de nos obus renversa enfin la pièce malgache en batterie près du fleuve, et le *Gabes* retourna vers Majunga.

Le général Metzinger était du reste résolu à pousser plus avant et à occuper les rives du Betsiboka jusqu'à Marovoay, avant l'arrivée du commandant en chef, après avoir débarrassé la région des bandes de Hovas qui en imposaient encore aux habitants.

Le meilleur moyen de ranimer l'entrain des troupes et de chasser les idées de nostalgie était de dissiper l'ennui par l'action.

Le général se préoccupait de distraire les officiers et les hommes, impatientés tous de s'éloigner de Majunga.

Le 15 mars, il avait invité à une soirée, qui fut fort animée, les principaux membres de la colonie française et les officiers disponibles. Une tempête violente empêcha malencontreusement ceux de l'escadre de s'y rendre.

La veille, le général passant en revue à Majunga des détachements d'infanterie de marine, de tirailleurs algériens, du génie et d'artillerie, leur avait annoncé la marche prochaine en avant.

Le 20, furent mis en route des travailleurs sakalaves sous la direction d'officiers et soldats du génie escortés par de l'infanterie, avec mission de rendre aussi praticable que possible le chemin de Marovoay.

Le temps redevenait superbe; les pluies avaient cessé, le sol n'était plus détrempé; le 24 mars au matin, commença le mouvement des troupes vers l'Est.

La principale colonne, comprenant l'infanterie de marine, les turcos et les tirailleurs sakalaves, s'avancait par voie de terre, sur la rive droite, sous les ordres du commandant Belin, dans la direction de Maevarano; la seconde colonne, capitaine Rabaud, passait sur la rive gauche et marchait vers Mahabo, village situé presque en face de Marovoay.

La canonnière le *Lynx* éclairait la rivière. Sur *La Romanche* s'étaient embarquées de l'infanterie et de l'artillerie; ce bâtiment remorquait un chaland chargé de matériel et de 18 chevaux ou mulets.

Le général Metzinger, accompagné de son officier d'ordonnance, le capitaine Virbel, avait pris place à bord du *Primauguet*.

Le *Boéni* suivait la petite escadre.

Le *Gabes* avait poussé jusque vis-à-vis d'Antonatamaroka; son commandant, le lieutenant Serpette, espérait le conduire au delà de Marovoay, à hauteur de Bevonmanga.

Le 26 au soir, la colonne Rabaud bivouaquait près du village abandonné d'Ankaboka; la plupart des hommes, fatigués par deux jours de marche pénible, se reposaient sous la tente. Les officiers avaient surveillé l'installation de leurs hommes et le placement des petits postes assez rapprochés du bivouac, car le terrain était peu sûr et boisé; ils achevaient de dîner, lorsque des coups de feu retentirent.

Des tirailleurs ennemis s'étaient avancés à la lisière d'un bois qui domine le village et commençaient une fusillade très nourrie sur le camp des turcos.

Les Hovas qui tentaient l'attaque ou tout au moins essayaient de nous inquiéter, étaient munis d'armes à tir rapide.

Cette bruyante fusillade mit tout le camp en émoi.

Le capitaine Rabaud, des tirailleurs algériens, et ses officiers se hâtèrent de réunir leurs hommes qui sortaient précipitamment des tentes et prenaient les armes.

L'obscurité était profonde, la contrée à peu près inconnue; on igno-

rait la force de l'ennemi; mais les turcos occupèrent sans désordre ni panique leurs postes de combat, restant bien dans la main de leurs chefs et ne tiraillant pas au hasard.

Le capitaine Rabaud donna l'ordre de balayer le terrain par des feux de salves.

Au commandement, les sections tirèrent sans précipitation dans la direction de l'ennemi. Celui-ci, du reste, bien et dûment averti que nos troupes faisaient bonne garde, n'insista pas. L'action fut donc courte; la fusillade ayant cessé, les soldats reprirent leur place sous la tente; mais le sommeil était dissipé. Les tirailleurs algériens, enchantés d'avoir enfin fait parler la poudre, plaisantaient les Hovas. Ils espéraient bien combattre plus sérieusement le lendemain.

Dès trois heures du matin sonnait le réveil. A cinq heures, les tirailleurs, une section d'artillerie, une escouade du génie, quittaient le camp sous les ordres du capitaine Rabaud.

Le *Boéni* avait déjà pris position à 2 kilomètres du fort de Mahabo, occupé par une garnison malgache.

Mahabo se compose de deux villages, dont l'un sakalave et l'autre hova, dit Marofolatra. Le premier, bien que ses habitants, fort mal armés, du reste, fussent depuis plusieurs mois invités à combattre, n'était nullement disposé à la résistance.

Le *Boéni* ouvrit le feu sur le fort, où les soldats s'étaient rassemblés précipitamment. Les canons-revolvers criblèrent de projectiles tout le terrain. L'ennemi, avant même d'avoir riposté, semblait déjà fort ébranlé.

Les tirailleurs algériens paraissaient en vue du village Sakalave. Le capitaine Rabaud et ses hommes menaçaient de tourner la position et de couper la retraite aux Hovas. Un feu de salve bien dirigé et un obus à mitraille de 65, éclatant au milieu des Malgaches, achevèrent de les mettre en désordre.

Hovas et leur chef s'enfuirent vers les bois les plus proches, tandis que la section d'artillerie les poursuivait de ses obus et en tuait ou blessait un certain nombre.

Les tirailleurs avaient pris le pas de course et baïonnette au canon, ils abordèrent le village encore occupé par environ trois cents indigènes armés. L'élan de nos troupes, leur attitude martiale en imposèrent sans doute à ces peu vaillants adversaires assez mal résolus, d'ailleurs, à risquer leur vie pour défendre le trône de S. M. Ranavalo.

Ils n'opposèrent aucune résistance aux turcos, et lorsque ceux-ci entrèrent dans Mahabo, prêts à jouer consciencieusement de l'arme blanche, les Sakalaves s'empressèrent de jeter leurs sagaies et leurs mauvais fusils en signe de soumission.

Le lieutenant Bénévent, qui s'était élancé en tête de la colonne

française, à laquelle il servait de guide, arrêta aussitôt les soldats entraînés dans l'ardeur de l'assaut et évita, grâce à un sang-froid parfait, toute effusion de sang et tout pillage.

Les Sakalaves et leur chef, pour mieux prouver encore la sincérité des sentiments pacifiques qui les animaient, disaient-ils, et joyeux d'être épargnés par un ennemi qu'on leur avait fait impitoyable, se mirent à danser, à la grande surprise et à la grande joie de nos turcos.

La fête fut, du reste, complète. Le chef sakalave donna aux soldats français des bœufs, du riz, des poulets, des canards, etc. Depuis longtemps, tirailleurs et fantassins de marine n'avaient fait pareille ripaille. Le soir, rôtissaient au feu du bivouac d'énormes quartiers de viande et d'appétissantes volailles; le festin fut des plus gais. Les Sakalaves, rassurés, tournaient curieusement autour des popotes improvisées, et si les officiers soigneux de la santé de leurs hommes n'y avaient pris garde, ces bons indigènes auraient pratiqué l'hospitalité jusqu'à ses dernières limites, offrant aux Français, bon souper, gîte médiocre et.... le reste.

En s'enfuyant, les soldats hovas incendièrent quelques cases à Marofolatra, qu'ils avaient fort mal défendu; ils abandonnèrent sur place deux mauvaises pièces d'artillerie en fonte.

Les villages des environs firent leur soumission.

Afin de mieux convaincre les indigènes que la domination française se substituait dans le pays à l'autorité hova, le lieutenant Bénévent, à la tête de 50 hommes, poussa une pointe hardie jusqu'à Kandany, où habitait un chef sakalave nommé Salina.

Cet officier, ancien inspecteur des exploitations Suberbie, très brave, doué d'un sang-froid parfait et ayant déjà parcouru tout le pays, en connaissant les chefs et les habitants, rendit les plus précieux services au début de l'occupation. Personne mieux que lui ne renseigna et ne guida nos colonnes.

D'autres bons Français établis à Madagascar prêtèrent un concours des plus utiles au commandant Bienaimé, au général Metzinger, et, plus tard, au commandant en chef. Citons le docteur Lacaze et M. Guilgout. Ces messieurs, écrivait un correspondant au *Journal des Débats*, parlent le malgache des Hovas comme eux-mêmes. Dans ce même groupe de collaborateurs civils de l'expédition, il faut ranger un homme dont la personnalité fut rapidement remarquée. M. Jully, architecte de la résidence générale à Tananarive; à lui aussi la langue malgache est familière. Enfin citons M. Durand, ancien rédacteur en chef du *Progrès de l'Imérina*, qui a repris du service comme sous-lieutenant de réserve, et qui est spécialement attaché à l'avant-garde par le général Metzinger. C'est une bonne fortune pour une expédition lancée en un pays semblable de pouvoir compter un tel ensemble de bons concours.



La flotille à l'attaque de Marovoay.

La population commençait ainsi à comprendre que la France était, cette fois, bien décidée à en finir avec les Hovas. Ceux-ci affirmaient partout que nos soldats n'osaient pas quitter Majunga où ils étaient décimés par les fièvres et que l'expédition de 1895 échouerait comme celle de 1883-85. Les habitants de la contrée restaient tout d'abord indécis; ils craignaient de se prononcer trop tôt contre le gouvernement de Ranavalo; ils n'osaient pas davantage fournir au chef du corps expéditionnaire français des vivres, redoutant de se compromettre, de tomber sous le coup des édits proclamés dans toutes les provinces par les gouverneurs. La présence des soldats français, la fuite des Hovas eurent pour effet de dissiper ces doutes et ces craintes.

Les Sakalaves étaient armés; ils avaient fait serment de défendre

les tombeaux des ancêtres ; mais les Français respectaient ces tombeaux sacrés. Leurs officiers veillaient au maintien du bon ordre ; ils n'étaient impitoyables que pour les indigènes fourbes ou traltres ; ils disaient ne faire la guerre qu'aux Hovas. La population du Bœni (ou Boueni) parut donc disposée à se soumettre, sinon à nous prêter son concours.

Le général Metzinger fit distribuer dans le pays une proclamation en langue malgache destinée à expliquer les causes, le but et l'importance de l'expédition et à rassurer les indigènes :

« Paroles du général commandant les soldats du premier corps de troupes qui vient pour combattre.

« Il vous dit :

« Enfants de Madagascar, les Français sont venus à Madagascar aussi nombreux que des fourmis, et ils sont venus pour monter jusqu'à Tananarive.

« Ils ne sont pas venus pour vous prendre vos propriétés, ni la terre de vos ancêtres, mais pour forcer le gouvernement hova à exécuter avec équité et loyauté une précédente convention.

« Quand la guerre sera terminée et que le pays sera pacifié, les affaires augmenteront et doubleront. Si les habitants reviennent dans leurs foyers, il ne leur sera infligé aucun châtimeut, mais ils seront considérés comme fidèles et dignes de confiance. Il ne sera plus imposé aucune corvée, soit à ceux qui travaillent pour le gouvernement hova, soit aux soldats qui n'étaient pas payés par leurs gouverneurs, car ce sont eux qui vivent de votre propriété. Tel est l'usage de votre gouvernement.

« Mais, dorénavant, personne, pas un seul, ne pourra plus vous dire : « Ceci est pour moi », et personne n'aura plus à répondre : « Je suis ton esclave. »

« L'ordre ne sera pas rétabli dans le pays, tant qu'il y aura des gens qui font le mal et qui appartiennent à quelque bande de brigands. Avec eux votre moisson sera toujours perdue.

« Il y a eu des négociants français assassinés ; leurs propriétés ont été pillées et détruites. Nous ne pouvons pas tolérer cet état de choses, car, de cette manière, les sujets malgaches ne peuvent prospérer. Il faut transformer ce qui est mauvais en bon.

« Il est aussi nécessaire, si cela est possible, de pouvoir faire justice de qui que ce puisse être, grand ou petit, quel qu'il soit et où qu'il soit.

« Et quand ce changement merveilleux aura eu lieu, quand chacun possédera sa propriété, aussi bien le grand que le petit, chacun sera

content, personne ne sera plus dépouillé et les bandes de voleurs se disperseront.

« Alors les affaires augmenteront et seront bonnes, ce qui vous rendra tous heureux. Et ce que je viens justement de vous dire est la raison de la résolution de la France.

« Pendant longtemps elle l'a tenue en suspens et elle a cherché à s'entendre par l'amitié, et les bonnes paroles, avec le gouvernement hova.

« Rainilaiarivony n'a pas voulu écouter ces bonnes paroles que la France lui a données, tandis qu'il a prêté l'oreille à quelques mauvais conseillers qui pensaient mal et ont de mauvais desseins.

« Mais à cause d'eux, on ne peut pas plus longtemps en France fermer les yeux. Avec ses canons et ses fusils, la France prendra ce que l'amitié n'a pu obtenir.

« Et ce qui vient d'être dit est la cause de la guerre et de la misère.

« Pour ceux qui seront avec elle, la France aura bon cœur et elle leur montrera de l'amitié, mais s'il y a des mauvais hommes qui cherchent à l'empêcher de faire ce qu'elle a résolu, malheur à eux !

« Majunga, 4 mars 1895.

« Pour traduction conforme :

« L'élève drogman,

« A.-M. GUÉDÈS. »

« METZINGER,

Général, chef de l'avant-garde
du corps français.

Dans les derniers jours de mars, les abords de Majunga étaient dégagés ; mais les Hovas occupaient encore sur la rive droite du Betsiboka un camp retranché près de Miadana, en avant de Marovoay, et ils ne paraissaient nullement disposés à abandonner cette position sans combat.

Le général Metzinger, décidé, conformément à ses instructions, à l'occuper avant l'arrivée du général Duchesne et à éloigner ses troupes des marais pestilentiels de Majunga, prit lui-même le commandement de la colonne principale opérant sur la rive droite du Betsiboka. Il réunit sous ses ordres quatre compagnies d'infanterie et deux sections d'artillerie.

La colonne s'avança péniblement, par une chaleur étouffante, au milieu des marais. Les hommes, fatigués le jour par la marche, étaient dévorés la nuit par les moustiques. Plus d'un soldat, incapable d'aller plus loin, dut s'étendre dans la brousse et laisser partir les camarades sans les suivre. Officiers et sous-officiers s'efforçaient de relever l'énergie de tous ; mais il fallut bien se résigner à laisser en arrière, où des ambulanciers les recueillirent, les hommes épuisés.

D'autres, seulement fatigués, rejoignaient le soir au bivouac, et

quel bivouac ! au milieu des marécages à perte de vue, dans l'atmosphère d'humidité tiède et chargée de miasmes. A l'ordinaire, des vivres de réserve et du biscuit. Pas de pain ! Les bagages portant le vin n'avaient pas suivi.

Les hommes cependant n'ont rien perdu de leur entrain. Ils plaisantent, en faisant le maigre repas.

Les vêtements sont couverts de boue, et bien des pantalons et des vareuses déjà en triste état.

— Faut-il astiquer ? demande un loustic.

— J'ai perdu ma patience.

— A quoi bon la patience ? ma vareuse n'a plus de boutons !

— Bast ! il n'y a pas demain revue du colonel !

Demain c'est encore une rude étape.

La chaleur redouble, la colonne arrive à peu de distance de Maevarano. Plusieurs hommes tombent frappés d'insolation ; l'un d'eux, un fantassin de marine, un colosse, succombe sur place. Les médecins essaient vainement de le rappeler à la vie. Il a été foudroyé.

Le général Metzinger s'était fait débarquer avec son escorte, composée de 189 hommes, près de Maevarano.

Le village était encore occupé par des postes ennemis ; mais le général, sans même attendre l'arrivée de la colonne Belin, enleva la position, et houscula les Hovas à la tête de la poignée d'hommes dont il disposait.

Le commandant Belin entra donc à Maevarano sans coup férir.

Le 1^{er} et le 2 avril, marche sur Miadana, escarmouches sans importance ; dans un de ces engagements, un sergent de tirailleurs algériens a le poignet fracassé par une balle.

Les Hovas étaient en force à Miadana. Le général Metzinger, afin de préparer l'attaque, fit lancer quelques obus sur le village. Les compagnies se portèrent en avant sans rencontrer de résistance. A 150 mètres seulement du village, elles furent accueillies par une violente fusillade fort mal dirigée.

Un instant, les hommes s'arrêtent sous le feu ; mais les officiers font aussitôt exécuter des feux de salve sur les retranchements ennemis et sur les cases du village. Les sections déployées marchent rapidement, elles ne sont plus qu'à peu de distance. La fusillade de l'ennemi s'est ralentie ; elle cesse presque. A peine quelques coups isolés partent-ils des lignes de Miadana.

— En avant ! à la baïonnette, et vive la France !

Ce cri est répété par la troupe qui s'élance à l'assaut. Les premières cases sont atteintes, elles sont vides. Les Hovas se retirent à travers les marais, où il serait pénible, imprudent peut-être, de les suivre. On leur donne cependant la chasse jusqu'au soir. Les nôtres s'avancent intrépidement, ayant parfois de l'eau jusqu'au cou.

L'artillerie ennemie tire sur eux, mais sans atteindre personne. Quelques hommes seulement sont légèrement blessés par les balles. Les Hovas fuient en déroute.

La nuit et une pluie torrentielle mirent fin au combat. Les compagnies d'infanterie de marine et de turcos ne s'installèrent au cantonnement qu'à huit heures et demie par un temps affreux.

Les Malgaches engagés avaient perdu une centaine d'hommes; ils étaient certainement démoralisés; mais la pluie persistante arrêta le mouvement en avant.

Les bagages et l'artillerie restaient embourbés. Une partie du terrain à franchir était inondée. Les troupes campaient dans la boue et dans l'eau. En quelques jours, le nombre des malades s'accrut dans des proportions inquiétantes.

Peu d'hommes étaient tombés sous le feu de l'ennemi; mais combien harassés, vaincus par la fièvre, succombaient en chemin, écrasés sous le poids du sac, hors d'état de faire campagne plus longtemps, après quelques jours d'expédition!

Les tirailleurs algériens, habitués aux chaleurs sèches et violentes des versants de l'Atlas, supportaient moins encore que les fantassins de France, en raison de l'état hygrométrique de l'air, les températures lourdes et amollissantes des zones intertropicales.

Le chiffre des indisponibles était tel que le général Metzinger résolut, avant de tenter un nouvel effort et bien que victorieux sur toute la ligne, de ramener une partie de ses troupes en arrière jusqu'à Majunga, c'est-à-dire jusqu'au point de départ.

Le 5 avril, à quatre heures du soir, le général lui-même revint dans la ville à bord du *Primauguet* et reprit possession de son premier quartier général, au grand étonnement des colons persuadés que Marovoay était déjà occupé.

L'autorité militaire se montrait sobre de renseignements; mais les bâtiments, qui avaient escorté et même devancé la colonne expéditionnaire, rentraient successivement. La *Rance*, la *Romanche* ramenaient des troupes et beaucoup de malades. Le *Boëni*, sous les ordres de l'enseigne Compagnon, qui, on le sait, connaissait admirablement la région et ses cours d'eau sur lesquels il avait navigué avant la guerre, était parvenu assez près de Marovoay pour apercevoir les maisons du village, et pour découvrir que plusieurs d'entre elles, en prévision sans doute de l'attaque prochaine, arboraient déjà le drapeau anglais.

Nous devons rencontrer souvent ce drapeau sur notre route. Des incidents pouvaient se produire. Afin qu'ils ne fussent pas envenimés à distance par des récits exagérés, l'autorité militaire, suivant en cela les instructions ministérielles, ne faisait aux correspondants de journaux que de rares communications.

Dans la nuit du 8 avril, un terrible ouragan et des pluies torren-

tielles renversèrent les magasins en construction sur la plage, et mirent encore à rude épreuve marins et soldats, ces derniers mal nourris et mal abrités. Le lendemain, les cas de fièvre graves furent si nombreux que le général Metzinger n'hésita plus à rappeler les détachements envoyés en avant, et à ne laisser à Mahabo et à Maevarano que le nombre d'hommes strictement nécessaire à la défense des positions conquises.

Le commandant de la 1^{re} brigade adressa à ses troupes des félicitations. Le lieutenant Bénévent, qui s'était particulièrement distingué par son remarquable sang-froid, et qui, à la tête d'un petit nombre d'hommes, avait fait reconnaître, loin du gros de la colonne expéditionnaire, l'autorité française en pays sakalave, fut porté à l'ordre du jour.

Les dispositions prises étaient excellentes. Le général avait agi très sagement, en n'attaquant pas immédiatement Marovoay avec des troupes qui venaient de subir des fatigues excessives et sans artillerie suffisante; il s'était montré chef prudent et soucieux de la santé de ses soldats, en les ramenant en arrière provisoirement dans les campements à peu près habitables de Majunga, où les services hospitaliers fonctionnaient déjà régulièrement.

Ces mesures eurent toutefois pour effet d'inspirer aux chefs hovas un orgueil extraordinaire. Ils s'imaginèrent que l'armée française battait en retraite devant eux.

Ramazombaza, commandant des Malgaches, qui s'était déjà enfui de Marovoay, laissant dans la place son lieutenant Rainiansy, y rentra triomphalement, et s'empressa d'écrire à Tananarive que l'envahisseur reculait.

Le général Metzinger n'avait pas, du reste, à se préoccuper autrement de ces fanfaronnades, certain qu'il était de prendre sa revanche avant l'arrivée du général Duchesne, lorsque les troupes se seraient reposées et lorsque les pluies cesseraient définitivement.

Marovoay est le centre le plus important, après Majunga, du nord-ouest de Madagascar. La ville, bâtie au nord d'une rivière assez profonde, affluent du Betsiboka, s'étage au nord-est, contre les hauteurs qui bordent la rive orientale de ce fleuve; elle domine, du côté du sud, de vastes rizières appelées Amparilava.

Indépendamment de la voie fluviale, Marovoay communique avec Majunga et les autres localités de la contrée par un grand nombre de sentiers; cette situation en fait le centre commercial de tout le bassin du Betsiboka, et de nombreux étrangers, au premier rang desquels sont les Indiens, y ont établi des comptoirs.

Le gouverneur de la ville était, avant la guerre, sous les ordres de celui de Majunga; il habitait le *rova* (fort), bâti sur un sommet qui commande la ville, la plaine du sud, la rivière de Marovoay et très

loin le cours du Betsiboka ; l'altitude de ce rova est d'environ 100 mètres au-dessus du niveau de la mer. Le fort est constitué par une enceinte palissadée, entourée d'une haie de cactus et d'un fossé profond ; les officiers et les soldats hovas logeaient dans l'enceinte.

A Marovoay le séjour est relativement supportable. La brise de mer s'y fait sentir ; elle rend la température moins lourde et balaie les vapeurs malsaines des plaines marécageuses du Sud. Le bois est assez abondant aux environs, et on y rouve des bestiaux en grande quantité¹.

En attendant l'attaque, Mahabo, sur la rive gauche, et Maevarano sur la rive droite restaient occupés par nos troupes.

A Majunga, le général Metzinger pressait les travaux du port et ceux de construction des baraquements. Chaque officier était muni d'une carte détaillée de la région à parcourir.

Le 21 avril fut reçu solennellement, beaucoup à la stupéfaction des colons, qui savaient le peu d'importance du personnage, un prince sakalave Mpanjaka Salina, seigneur de Kandany.

« Précédés d'une bande de types accomplis de fahavalos, soufflant éperdument dans des cornes de bœuf, cinquante Sakalaves, écrivait-on au *Temps*, à la mine patibulaire, le front orné du *fébika*², sortaient cérémonieusement de la place du Marché. Derrière eux venaient deux riches filanzanas portés par des esclaves ; dans le premier nous vîmes, ô stupéfaction ! Mpanjaka Salima, qui ne s'était jamais trouvé à pareille fête ; il était chaussé de bas rouges et pantoufles vertes, et, à côté, s'appuyant d'une main sur le brancard du palanquin, marchait un grand diable de noir fort connu à Majunga, que l'on avait décoré, pour la circonstance, du titre pompeux de premier ministre du roi de Kandany ; dans le deuxième se prélassait l'auguste mère de Salima, la reine Angala, sordide vieille qui eût fait la joie d'un Callot ou d'un Gustave Doré. Tout ce beau monde s'en allait rendre visite au général Metzinger. On dit qu'au cours de cette mémorable entrevue, Salima, qui ne perd pas la carte, aurait demandé à être mis en possession du domaine et des tombeaux des rois du Boéni, ses ancêtres ! ce qui équivaldrait, pour les Sakalaves, à l'investiture de cet immense royaume qui s'étend depuis le Menabé jusqu'aux confins de Diego-Suarez. Fort heureusement il n'a pu tirer du général que de vagues promesses.

« Après cette visite, Salima s'est rendu à bord du *Primauguet* pour saluer le commandant Bienaimé. Onze coups de canon — quel fut l'inventeur de ce protocole ? — furent tirés en son honneur au moment

1. Voir *Progrès militaire* du 8 mai 1895.

2. Petite anémone de mer de la dimension d'une pièce de cinq francs ; ce coquillage d'une blancheur éclatante sert de parure aux guerriers sakalaves ; ils le portent attaché sur la tempe ou au milieu du front.

où la baleinière qui le ramenait à terre s'est détachée du bord. »

Cette cérémonie inattendue ne produisit pas un très heureux effet sur la population indigène, pour laquelle Mpanjaka n'était qu'un personnage de maigre importance.

A la fin d'avril, bien que le nombre des malades et des indisponibles fût encore considérable, le chef de la première brigade résolut de ne pas ajourner davantage le retour offensif.

L'infanterie de marine, les tirailleurs sakalaves et les tirailleurs algériens, sous les ordres des commandants Belin et Debrou, furent transportés à leurs postes avec de l'artillerie, par les canonnières et les chalands.

Les troupes de la rive droite, une compagnie de turcos, une compagnie de Sakalaves, une section d'artillerie, un peloton du génie, partant de Maevarano, devaient attaquer Marovoay par l'ouest; les troupes de la rive gauche franchiraient le Betsiboka sous la protection de la flottille ayant à bord les compagnies de débarquement et une compagnie de turcos, capitaine Gatel, et se dirigeraient vers le sud et vers l'est de la place, pour tenter de couper à l'ennemi le chemin de la retraite vers Tananarive.

Le général Metzinger espérait donc cerner Marovoay et contraindre la garnison à capituler. Il voulait, au début de la campagne, frapper les imaginations, porter dans la région un coup décisif au prestige hova et inspirer à Ranavaloa et à son premier ministre, ainsi qu'à la population de Tananarive, de salutaires réflexions.

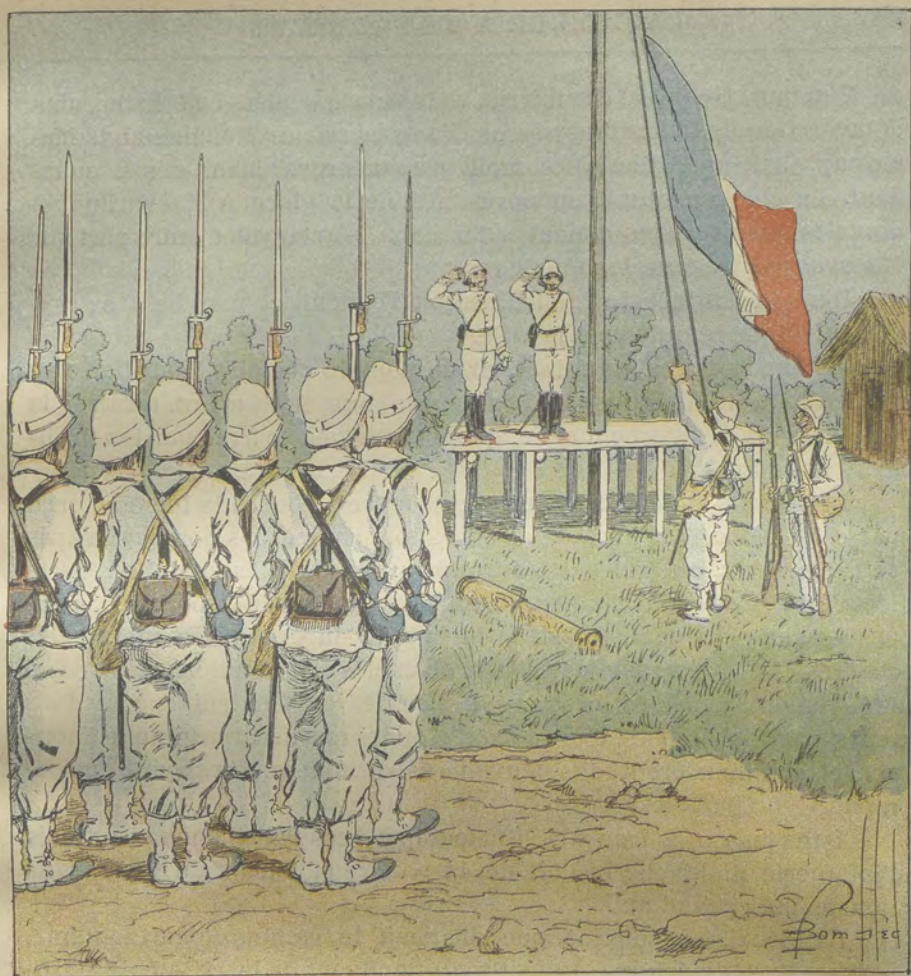
Dans les trois derniers jours d'avril, les détachements de l'armée de terre et ceux de l'armée de mer avaient pris de nouveau position à Maevarano et à Mahabo.

Le 1^{er} mars, la colonne de Maevarano, dont le général Metzinger avait pris le commandement, parvient au gué d'Andranolova et le franchit péniblement.

Les canonnières ne pouvaient, en raison de leur tirant d'eau, s'engager dans la rivière peu profonde de Marovoay; elles s'embossèrent sur le Betsiboka, à hauteur du village de Bekobaka, à l'est de Mahabo, au sud de la place.

Le 2 mai, tout était prêt pour l'attaque. Le général Metzinger était à la tête de troupes admirables d'entrain et sûres de vaincre, heureuses de ne pas rester plus longtemps dans l'inaction et de marcher en avant.

Les Turcos, impatients de combattre, ne demandaient qu'à bondir sur l'ennemi. Les officiers avaient passé la revue des armes. Elles étaient en excellent état. Les soldats soignaient comme un joyau précieux leur fusil Lebel, dont le magasin bien garni allait cracher la mort parmi les Malgaches; mais nos braves Algériens ont toujours une préférence pour l'arme blanche, et, au repos, en attendant



Le drapeau français arboré à Marovoay.

l'ordre d'attaque, plusieurs de ces grands diables agitaient leurs fusils, baïonnette au canon, dans la direction de Marovoay. La poudre ne tarderait pas à parler.

Les premiers coups de canon furent tirés par les bâtiments de la petite escadre du commandant Bienaimé sur les retranchements hovas, fortement occupés et bien armés. Le lieutenant Serpette réussit à amener le *Gabès* à 5.000 mètres de la ville. Des tranchées, des batteries avaient été construites par l'ennemi en avant du rova ou citadelle.

Les canonnières malgaches ripostèrent; mais ces soldats improvisés ignoraient absolument l'art de pointer; les projectiles de l'ennemi se perdaient dans les marais et dans le fleuve, tandis que nos obus commençaient déjà à bouleverser les levées de terre et les fortifications des Hovas.

Pendant ce combat d'artillerie, les troupes, postées à Mahabo, sous la protection de la flottille, passaient sur la rive droite, au sud de Marovoay. Cette opération s'accomplit avec un ordre parfait et sans accident. La colonne réunie au nord-ouest de la place, à Maevarano, et dont les avant-postes étaient à Miadana, s'avancait d'autre part sur Marovoay, à travers des marécages.

Dans la matinée du 2, elle aperçoit l'ennemi et marche à sa rencontre, elle le refoule vers la ville.

« Pour la deuxième fois, écrit un témoin oculaire, l'artillerie se met en batterie ; une ligne de tirailleurs, poussée en avant, déborde la gauche de la position ennemie, qui est attaquée de front par les tirailleurs sakalaves. »

Les Hovas étaient donc menacés de trois côtés à la fois : au nord par cette colonne, à l'ouest par les canonnières et les compagnies de débarquement, au sud par les troupes venues de Mahabo. Le général Metzinger disposait malheureusement d'un effectif trop faible, pour fermer complètement, à l'est, le blocus de Marovoay. Les marais, les rizières étaient du reste de sérieux obstacles à l'exécution parfaite d'un mouvement tournant au sud-est. Les Hovas tenaient encore dans leurs retranchements, lorsque nos troupes parurent au loin à l'horizon et commencèrent des feux de salve, tout en avançant rapidement.

Dans les rangs français sifflaient quelques balles ennemies ; mais l'infanterie malgache brûlait de la poudre et faisait du bruit sans nous causer grand mal.

La deuxième colonne, que dirigeait le commandant Bienaimé, parvenait à six heures du matin au confluent de la rivière de Marovoay et marchait sur Mahatsinjo, appuyée par les chaloupes et vedettes du *Primauguet*, du *Shamrock* et de la *Rance*. La compagnie Gatel est arrêtée un instant par une batterie hova en position à 2.500 mètres de la rivière et par une vive fusillade, partant des broussailles ; mais les canons à tir rapide des embarcations mettent bien vite les Hovas à la raison, tandis que les troupes de débarquement sautent à terre. Le commandant Bienaimé est à leur tête ; une volée de mitraille les salue.

« Ce fut comme par miracle ! dit un témoin, et la décharge passée, nous nous regardâmes tous, très étonnés de voir que personne n'était renversé par cet ouragan de fer. »

De notre côté, les officiers avaient à contenir plutôt qu'à exciter leurs hommes.

Le général Metzinger ne voulait ordonner l'assaut que lorsque le rova et les autres fortifications de l'ennemi seraient à peu près intables.

Les Hovas ne lâchèrent pied que lorsque l'infanterie de marine,

manœuvrant derrière Ankakomba sur la rive gauche du fleuve, dessina un mouvement tournant.

Enfin, le moment est venu.

— En avant ! vive la France !

La charge sonne. Les soldats poussent des clameurs et s'élancent avec une furia telle que déjà la plupart des Hovas et de leurs officiers tournent le dos et s'enfuient vers les marais. La position occupée par l'ennemi est cependant très forte naturellement ; mais turcos et fantassins d'infanterie de marine ont déjà envahi les batteries. Tous les retranchements sont enlevés. Le terrain est jonché de cadavres hovas.

Des groupes de Malgaches affolés cherchent une issue ; ils ont jeté leurs armes ; nos officiers se précipitent en avant de leurs hommes et empêchent de frapper les malheureux vaincus, qui sont faits prisonniers. Fusils, canons, approvisionnements ont été abandonnés par l'ennemi complètement démoralisé.

Le commandant Bienaimé pénétra dans Marovoay abandonné. Il avait arboré le premier le drapeau français à Tamatave, en décembre 1894 et à Majunga en janvier 1895 ; il eut encore l'honneur de faire flotter le premier les trois couleurs sur le rova de Marovoay. A la tête d'un détachement, il courut vers le fort ; un sous-officier portait le pavillon d'une des embarcations de l'escadre. Le commandant, parvenu à l'intérieur du retranchement hova fit aussitôt hisser le drapeau au sommet d'un mât. Les soldats, tout noirs de poudre, ruisselants de sueur, s'alignèrent comme à la parade, au milieu des débris de toute sorte.

— Au drapeau !

Les clairons sonnèrent le refrain célèbre, triomphal et joyeux. Les matelots présentèrent les armes. Le commandant s'était découvert.

— Vive la France !

Le pavillon monta fièrement au-dessus des bâtiments hovas à moitié détruits ; il dominait toute la contrée. Les soldats de la colonne Metzinger saluèrent de leurs acclamations le glorieux symbole, proclamant la prise de la ville, tandis que les feux de salve et le canon tonnaient encore contre les Malgaches fuyant en déroute dans les marais.

Les tirailleurs sakalaves, des turcos, des coolies et même un grand nombre de pillards indigènes qui se joignirent à eux ne tardèrent pas à sillonner la ville et à envahir les habitations.

Des désordres, inévitables après un assaut, se produisirent. Plusieurs maisons furent pillées ; meubles, étoffes, tout fut saccagé. Des tirailleurs dansaient, affublés de robes de femmes ; d'autres pourchassaient les volailles éperdues au milieu de cet effroyable vacarme.

L'habitation de Rainivoanjo, gouverneur de Marovoay, ne devait

pas être épargnée, les indigènes eux-mêmes se chargèrent d'en opérer le déménagement.

Le général Metzinger, averti, donna immédiatement des ordres rigoureux pour mettre fin à ce pillage. Des postes d'infanterie de marine occupèrent le village; les tirailleurs sakalaves et turcos rallièrent leur corps; les voleurs indigènes furent dispersés.

Dans la nuit du 2 au 3, quelques bandits tentèrent encore de saccager et de piller; les sentinelles postées dans le quartier menacé firent feu sur eux. Ils ne désespéraient cependant pas de recommencer leurs fructueuses opérations, grâce à l'obscurité. Un makoa faisant partie de ces bandes alluma une case abandonnée. Les flammes se propagèrent et gagnèrent rapidement quelques autres maisons; l'alerte fut donnée; les soldats réussirent à éteindre l'incendie. Quant au makoa coupable, arrêté dans la bagarre et dénoncé, il comparut le matin même du 4 devant une cour martiale improvisée qui le condamna à mort. Un peloton d'infanterie de marine le fusilla, quelques instants plus tard, en présence d'une douzaine d'indigènes. L'exemple fut salutaire. Les scènes de pillage ne se renouvelèrent plus à Marovoay.

Les prisonniers étaient nombreux. Parmi eux un officier 8^e honneur (colonel), nommé Ramena, avait été capturé, dès le début de l'action. Des maraudeurs le dépouillèrent de ses vêtements, ne lui laissant qu'une mauvaise culotte. Un officier de tirailleurs algériens, rencontrant le pauvre diable qui n'était rien moins que rassuré, le remit entre les mains d'un turco et ordonna à celui-ci de conduire immédiatement le Malgache au service des renseignements. Recommandation était faite au turco de ne pas maltraiter son prisonnier.

Les deux hommes parvinrent à destination; Ramena se présenta devant les officiers dans le plus piteux état, trempé et couvert de vase; le tirailleur, au contraire, semblait ne pas avoir souffert de la marche. Il n'avait rien imaginé de mieux, en effet, que de transformer le colonel de Ranavalo en bête de somme, de grimper sur ses épaules et de se faire ainsi porter jusqu'à l'endroit désigné.

L'infortuné Ramena n'avait pas bronché, mais faisait triste mine près du turco triomphant. Les officiers consolèrent un peu le « 8^e honneur » qui se confondit en remerciements. On lui remit des vêtements, il consentit à donner quelques renseignements intéressants sur l'armée malgache et sur les pertes éprouvées par elle, depuis les premiers jours de la campagne.

Les Hovas étaient plusieurs milliers à Marovoay; ils ont perdu là environ trois cents hommes, tombés sous nos balles ou sous la mitraille des canonnières, ils abandonnèrent une mitrailleuse, 5 affûts Gardner, 20 canons en fonte et 2.000 obus.

Le corps du général Metzinger, fort de 1.200 hommes, en compte six mis hors de combat. Un tirailleur algérien, du bataillon du com-

mandant Debrou, la première victime du feu de l'ennemi à Madagascar, est tué en montant à l'assaut. Il se nomme Ouguida-ben-Hadj.

Les blessés ont été immédiatement recueillis, portés à l'ambulance et pansés.

Le général Metzinger reçut à Marovoay les chefs sakalaves qui venaient lui faire leur soumission.

« Le gouverneur du Boéni, le fameux Ramesombazaha lui-même, écrivait le correspondant du *Matin*, a failli tomber entre nos mains. Il a pu toutefois s'enfuir, mais non sans laisser derrière lui tout ce qui formait son bagage, dans lequel on a découvert une curieuse correspondance. Il y avait là notamment des lettres du premier ministre contenant des instructions pour la campagne et, en tête, comme toujours, la recommandation de nous harceler sans cesse, de nous empêcher de dormir, car, ajoute Rainilaiarivony, le blanc qui ne dort pas gagne la fièvre et ne peut plus marcher.

« Le gouvernement de Tananarive ordonnait de plus à son subordonné de supprimer la corvée et les impôts chez les Sakalaves afin de gagner leurs sympathies, de parvenir à leur faire quitter leur pays et à suivre l'armée hova en cas d'invasion par nos troupes.

« Un officier écrivait une lettre à sa famille la veille de la prise de Marovoay, lui faisant ses adieux suprêmes, en disant que probablement il ne serait plus bientôt au nombre des vivants. »

L'occupation de la place, d'une réelle importance stratégique, produisit en outre un effet considérable. Les Hovas se sont enfuis, en pleine déroute, en affreux désordre. Quelques jours plus tôt, ils se vantaient encore d'arrêter les Français; ils assuraient que ceux-ci n'osaient quitter Majunga où la fièvre les décimait, et à la première attaque, les invincibles guerriers de la reine Ranavalo devaient abandonner en toute hâte leur fort imprenable!

Les rives de la baie de Bombetoke, une partie de la rivière du Bet-siboka et Marovoay tombaient aux mains des Français.

Nos soldats avaient fait preuve d'une ardeur terrifiante pour l'ennemi; ils avaient résisté à la chaleur et à la fatigue, surmonté des obstacles inouïs et franchi avec armes et bagages, parfois dans l'eau jusqu'au cou, embourbés dans une vase putride, une région réputée presque inaccessible.

Le capitaine de vaisseau Bienaimé, en récompense des services rendus à Madagascar, depuis le commencement de la campagne, fut promu au grade de contre-amiral. Il avait fait preuve de rares qualités d'administrateur et de soldat.

Cette nomination, en attendant d'autres récompenses annoncées comme prochaines aux braves gens qui venaient de parcourir les rudes étapes de Majunga à Marovoay, fut très bien accueillie par l'escadre et par le corps expéditionnaire.

Marins et soldats de l'armée de terre avient pu apprécier le zèle, le dévouement et le courage du nouveau contre-amiral¹.

Le général Metzinger pouvait à bon droit être fier de ses troupes. Maître de Marovoay, la première partie de sa tâche était accomplie. Il assurait une base d'opérations suffisamment large au corps expéditionnaire.

Les corps partis de France et d'Algérie en avril n'auraient pas à séjourner dans le pays insalubre entre Majunga et Maevarano; ils se concentreraient dans de bonnes conditions, à 70 kilomètres de la côte, à peu de distance de la chaîne d'Ankarafantrika. Ce plateau basaltique, à 150 et même 190 mètres au-dessus du niveau de la mer, offrirait aux troupes un campement sain, avec du bois en abondance et de l'eau excellente².

Le général Duchesne débarqua à Majunga, quelques jours après l'occupation de Marovoay, le 6 mai.

Embarqué à Marseille, on le sait, sur l'*Traouaddy*, il s'était arrêté en passant à Nossi-Bé, avec le médecin en chef du corps expéditionnaire, le docteur Eymery-Debrousse. Tous deux visitèrent l'île voisine de Nossi-Kumba, choisie pour l'établissement d'un sanatorium.

Cette île verdoyante, située entre la baie de Passadanva et celle de Bakalandambo, jouit, à bon droit, d'une réputation de salubrité incomparable. Le général Duchesne put se convaincre que les convalescents y seraient parfaitement installés et que, dans la seconde quinzaine de mai, le sanatorium, bien aménagé et avec un personnel suffisant, pourrait recevoir un certain nombre de malades. Nous reviendrons sur l'organisation intéressante de cet établissement.

Le général commandant en chef mit pied à terre à Majunga le 6 mai, à midi; son premier soin fut d'en aviser le ministre de la guerre et de le renseigner sur le séjour qu'il venait de faire à Nossi-Bé et à Nossi-Cumba.

Le général avait bien supporté les fatigues de la traversée; il ne voulut pas perdre de temps à de vaines réceptions officielles, ni prendre aucun repos. Après s'être rendu compte lui-même des travaux entrepris à Majunga, de l'état des appointements, de l'installation des magasins, etc., il visita les campements des premières troupes débarquées, la compagnie du capitaine d'Hennezel du 200^e de ligne, et le 40^e bataillon de chasseurs, dont le commandant, M. Massiet du

1. Le contre-amiral Bienaimé est entré à l'école navale à 16 ans en 1859, il était lieutenant de vaisseau en 1868, capitaine de frégate en 1880. Il fut nommé capitaine de vaisseau en 1887. Il occupait le poste de sous-chef d'état-major du 5^e arrondissement maritime à Toulon, lorsque le ministre le désigna en 1894 pour commander en chef la division navale de l'océan Indien.

2. Voici le texte officiel de la dépêche annonçant la prise de Marovoay, adressée par le général Metzinger au ministre de la guerre :

« MAJUNGA, 3 mai. — Par une attaque combinée de la division navale, de la colonne de Maevarano et du détachement de Mahabo, le général Metzinger a enlevé, le 2 mai, Marovoay et la ligne d'Amparilava. L'ennemi, coupé, est en fuite dans l'est et dans le sud. Il laisse canons, mitrailleuses, munitions et approvisionnements. Un seul tirailleur a été tué : Ouguida-ben-Hadj. Nous avons cinq blessés. »

Biest, avait été promu lieutenant-colonel pendant la traversée. L'état sanitaire de ces troupes ne laissait rien à désirer; mais il importait de les éloigner le plus tôt possible de la côte. Le général donna l'ordre de diriger sur Marovoay, après deux jours de repos, chaque détachement descendu à terre. Les débarquements allaient se succéder sans interruption jusqu'aux premiers jours de juin.

Quelques jours après son arrivée, le général eut à conduire les obsèques d'un des aumôniers de l'armée, le Père Berbizier, en mission à Madagascar depuis vingt-trois ans; il prononça sur la tombe quelques paroles d'adieu. Les généraux de Torcy, Voyron, un grand nombre d'officiers et les représentants de la colonie assistaient à cette funèbre cérémonie.

Le général Metzinger après un court séjour à Majunga, où il vint saluer le général Duchesne et lui rendre compte des premières opérations, retourna à Marovoay à la tête de l'avant-garde. Le commandant en chef ne devait pas tarder à le rejoindre.

CHAPITRE XIII

Farafate et Ambohimarina.

La situation à Tamatave en avril. — Les lignes françaises. — Manjakandrianamba. — Reconnaissances et escarmouches. — Impatience de la population et de la garnison de Tamatave décimée par les fièvres. — Shervington quitte l'armée hova. — Divisions à Tananarive. — La reine et les princesses. — Revues et discours. — Encore le pasteur Shaw. — Supplices et exécutions. — M. Grévé fusillé. — Un savant collectionneur. — A Diego-Suarez. — Le fort d'Ambohimarina. — Les volontaires de la Réunion. — Combats des 11 et 12 avril. — Assaut des retranchements ennemis. — Ambohimarina abandonné par les Hovas. — Immense razzia. — Les Antankares.

Tandis que le général Metzinger, à la tête de l'avant-garde du corps expéditionnaire, prenait l'offensive sur la route de Majunga à Tananarive, le détachement de Tamatave restait sur la défensive, en face des troupes hovas occupant toujours les positions dites lignes de Farafate, que nous avons déjà décrites. L'ennemi continuait donc à bloquer la place du côté de la terre, en se tenant au nord derrière l'Ivolina, à l'ouest sur les hauteurs d'Ampassimondrona, Farafatrana, Soanirana, Ampogalana, Sahamafy, au sud derrière l'Ivondrona, et à empêcher toute communication entre la ville et l'intérieur de l'île. Les inconvénients de ce blocus étaient considérables; en effet, outre que la présence des Hovas à Farafate semblait tenir en échec nos troupes de Tamatave, rehaussait le prestige de l'ennemi dans la ré-

gion et lui permettait de crier victoire à Tananarive et dans l'intérieur de l'île, la garnison française et la population de la ville en état de siège s'approvisionnaient de plus en plus difficilement.

La viande et les légumes frais étaient rares, presque introuvables dans la place investie.

« La vaste étendue de terrain entre l'Ivondrona et l'Ivolina, jusqu'au pied des hauteurs de Farafate occupées par Ramahatra et ses Hovas, écrivait-on, était autrefois parsemée d'une foule de petites constructions habitées par des créoles de Maurice, de la Réunion et de Sainte-Marie, par des Indiens et des Betsimisarakas qui se livraient à la culture maraîchère. Leurs basses-cours, les herbages des vallées où passaient quelques bestiaux fournissaient aux habitants de Tamatave les œufs et le laitage, la volaille, les fruits et les légumes frais, qui sont un véritable bienfait dans la zone torride. Toute cette contrée est aujourd'hui déserte, et ceux qui l'occupaient ont dû chercher un refuge dans l'intérieur de la ville dont ils ont ainsi réduit les faibles ressources et augmenté les souffrances. »

Et les colons d'insister :

— A cette dangereuse situation, disaient-ils, il n'y a qu'un remède; l'autorité militaire française doit au plus vite chasser les Hovas de Farafate, prendre une revanche éclatante et décisive de l'échec de l'amiral Miot en 85.

Mais le colonel Colona de Giovellina ne voulait pas tenter une sérieuse et décisive attaque avec des moyens d'action à son avis insuffisants. A peine pouvait-il mettre en ligne quelques centaines d'hommes d'infanterie de marine, en campagne depuis plusieurs mois, soumis aux plus rudes travaux, fatigués par un service de place et d'avant-poste qui ne leur laissait aucun répit. Des bâtiments de l'escadre, dans les eaux de Tamatave pouvaient descendre à terre environ deux cents hommes, canonniers ou fusiliers marins.

Le colonel attendait encore en mai les renforts promis d'infanterie de marine et peut-être un bataillon de zouaves; mais ces renforts n'étaient même pas en route.

Dans l'expectative, il mit tous ses soins à assurer la défense de la place contre les attaques possibles d'un ennemi très supérieur en nombre, qui commençait à s'aguerrir et que l'inaction des nôtres rendait moins timoré.

Deux enceintes furent tracées dans les premiers mois de 1895. La première, dite enceinte intérieure, entoure la ville, de la rade à la baie d'Ivondrona; la seconde, l'enceinte extérieure, protège la campagne de Tamatave; elle est flanquée de plusieurs blockhaus : celui des Manguiers, près de la rade, celui de l'hôpital, à l'ouest; enfin ceux du consulat, en avant du bâtiment de ce nom.



L'Exécution du Français Grevé.

Entre les deux enceintes, différents ouvrages, petits postes, batteries, tranchées avaient été construits.

Les soldats, en dehors du service, occupaient les maisons européennes provisoirement abandonnées par leurs propriétaires et du reste confortablement installées; l'état sanitaire de la garnison ne s'améliorait cependant pas.

Peu ou point de distractions pour les officiers et pour les troupes. La plupart des colons, tout commerce étant arrêté, avaient quitté la ville.

Quant aux indigènes, ils étaient surveillés de près. En janvier, deux Malgaches, nommés Botomany et Botototo, furent condamnés à mort par le conseil de guerre pour intelligences et correspondances avec l'ennemi.

On ne les exécuta pas, bien que la ville fût en état de siège et qu'en vertu des terribles lois de la guerre, le colonel commandant la place eût le droit de faire un exemple.

Tandis que les journaux anglais de Tananarive et ceux de Londres accusaient nos officiers de barbarie, les deux condamnés furent admis à se pourvoir en revision de leur procès, ils comparurent une seconde fois. Botototo, acquitté faute de preuves suffisantes, recouvra la liberté. Botomany fut condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Derrière les marais et les retranchements de Farafate, les Hovas se croyaient en sécurité, convaincus superstitieusement que les Français échoueraient ainsi qu'en 1885 devant les lignes malgaches, devenues un endroit « tabou ». La fièvre et la dysenterie faisaient de nombreuses victimes parmi les soldats de la reine Ranavalo mal abrités, mal soignés et mal nourris. Les désertions se multipliaient à Farafate ; mais sans cesse y parvenaient, sous la conduite « d'honneurs » récemment promus, de nouveaux renforts.

Pendant le mois de mars, aucun incident, aucun combat, à l'exception de quelques affaires d'avant-poste. Des bandes hovas harcelèrent plusieurs fois la nuit les grand'gardes françaises, mais sans jamais inquiéter sérieusement la garnison de Tamatave.

Durant cette période de temps, l'ennemi travaillait activement aux fortifications de Manjakandrianomba et de Farafate, construites suivant le système moderne, à ras de terre, sous la direction d'officiers européens.

On savait que plusieurs aventuriers allemands ou anglais avaient encore réussi à débarquer, malgré la surveillance active de l'escadre.

Nos soldats et nos marins se montraient fort irrités contre ces étrangers, et se promettaient de ne pas les épargner, si jamais ils les rencontraient à portée de la baïonnette. Ils s'étonnaient de l'extrême indulgence des autorités militaires et maritimes à l'égard de ceux dont on s'emparait et des lenteurs de l'attaque.

« Nous avons appareillé, écrit le 21 mars un marin du *Dupetit-Thouars*, et battu la mer, une mer hachée, houleuse et très grosse, avec accompagnement de pluie, tout cela pour empêcher les gredins de toutes les nations venant du Cap, de débarquer sur la côte est de Madagascar, eux, leurs armes et leurs munitions.

« Nous sommes tellement excités contre ces gaillards-là que nous voudrions bien en tenir quelques-uns.

« Il faut espérer qu'un de ces jours, nous allons les surprendre, et alors pas de grâce ! Gare la bombe ! »

A bord et dans les cantonnements, on pestait ferme contre les Anglais, les Allemands et autres amis de « M^{me} Gaspard ». Nos soldats

avaient ainsi baptisé la reine de Madagascar, qui inspira à des poètes de bivouac des couplets peu galants.

Le 2 avril, après un long silence, la grosse artillerie des retranchements français réveilla de grand matin la ville de Tamatave. Il s'agissait de bouleverser les derniers travaux de fortifications de l'ennemi en avant de Farafate.

Le *Papin* et le *Dupetit-Thouars*, seuls bâtiments présents en rade, ne tardèrent pas à jouer leur partie dans ce concert matinal à grand orchestre.

Une compagnie d'infanterie de marine et une section d'artillerie se tenaient prêtes à sortir de nos lignes et à se porter en avant. Vers six heures et demie, le colonel les dirigea lui-même vers le Manangarèse. Les hommes ouvrirent aussitôt le feu ; une grêle de balles mit bien vite en déroute les soldats hovas qui garnissaient la crête des retranchements.

L'artillerie ennemie, ripostait cependant encore, mieux dirigée que dans les premiers engagements de janvier et de février ; un obus tomba, fort heureusement sans éclater, dans les lignes françaises.

A huit heures, la batterie de terre du capitaine Barrera et les canons de l'escadre avaient renversé les pièces malgaches et éteint leur feu. Le combat cessa ; les soldats du colonel Colona rentrèrent au cantonnement, satisfaits de leur promenade hygiénique.

Quelques jours plus tard, diverses reconnaissances furent poussées jusqu'au village détruit d'Ivondrona, jadis si prospère. Une colonne de 200 hommes d'infanterie y pénétra dans la nuit du 12 au 13.

Rien n'est resté debout, écrivait le 24 un témoin oculaire ; « seuls quelques poteaux carbonisés se dressent au milieu des cendres, vestiges navrants de la ruine de la contrée ; deux ou trois Malgaches, qui cherchaient peut-être dans les détritibus les débris de leur mince fortune, ont pris la fuite à notre approche. Aux environs d'Ambakoa-rivo, un peu plus à l'ouest, les marsouins se sont approchés tellement des fortifications hovas qu'ils ont pu rapporter de leur excursion de petits piquets ayant servi à tracer les alignements des tranchées occupées par les soldats d'Andrianampandry, qui n'ont pas donné signe de vie. »

Le 16, à six heures du matin, dix hommes résolus, sous les ordres des lieutenants Lauratet et Robin, s'avancèrent audacieusement presque jusqu'au pied des retranchements hovas de Manjakandrianomba, et, parvenus sans être inquiétés à une position assez bien abritée, ils ouvrirent le feu sur les batteries ennemies. On entendit aussitôt les sonneries des bugles, des cornes et des coquillages, et les tambours appelant aux armes. Les Malgaches, en désarroi, ne se rallièrent aux ordres de leurs officiers qu'après une demi-heure et ripostèrent par

quelques décharges et feux de salve, sans, du reste, atteindre aucun des nôtres, qui opérèrent leur retraite tranquillement, et satisfaits d'avoir causé aux Hovas cette chaude alerte.

Le 23 avril, une faible compagnie, très réduite par la fièvre, se porta jusqu'à l'embouchure de l'Ivolina sans rencontrer aucune résistance. Huit feux de salve dirigés sur le village de Vadahitro, mirent en fuite les Malgaches qui l'occupaient.

Les habitants de Tamatave, au premier bruit du canon et de la fusillade, sortaient de leurs maisons, et du haut d'une butte assez élevée, suivaient, à l'aide de lorgnettes, les combats engagés à peu de distance de la ville. Était-ce enfin l'action décisive, l'assaut de Farafate¹?

Mais le colonel, chef des troupes d'occupation, se refusait à risquer l'attaque.

« Si nous n'avons pas pris plus tôt les forts hovas de Farafate, écrivait-on de Tamatave à la fin d'avril, c'est que nous n'aurions pas pu les conserver après l'assaut. La pénurie en hommes a même été telle, que lors du bombardement des forts (au commencement de ce mois), les canons de la batterie de Tamatave étaient servis par des noirs — et que, en prévision de toute éventualité, il est décidé que désormais le service des pièces sera fait par les matelots du *Papin*.

« Plus d'artilleurs, pas même assez pour assurer le service des canons de campagne dans la plaine!

« Tout cela ne serait pas grand'chose si, d'autre part, on avait quelque espoir de recevoir des renforts. Mais il n'en est pas beaucoup question.

« En attendant, notre inertie étonne un peu les Malgaches enfermés dans la ville; leur intelligence n'en perçoit pas les vrais motifs, et j'en sais plus d'un qui attribue, sinon à la peur, du moins à la... prudence, l'immobilité de nos soldats. »

Le 2 mai, un explorateur très connu, M. Faber, écrivait de Tamatave, où il résidait depuis plusieurs semaines, une lettre exprimant l'état d'esprit et les impressions des Français qui se trouvaient bloqués dans la ville :

« Depuis le bombardement, il ne se passe pas de jour sans que des Malgaches se présentent, en très grand nombre, à nos avant-postes; on y a même reçu plusieurs déserteurs hovas qui nous ont donné des détails sur les ravages exercés par le feu de nos pièces de marine. Nous comptions bien que l'on allait nous « donner de l'air ». Malheureusement, il nous faut renoncer à cet espoir; c'est bien l'autre route, celle qui part de Majunga, que le général Duchesne a choisie, et il est bien probable que nous allons demeurer ici, l'arme au pied, menant

1. *Figaro* du 29 mai 1895.

l'existence uniforme, bien réglée, sans imprévu, sans un à-coup, d'une très petite ville de province reculée, où le chemin de fer ne passe pas, où l'étroitesse et le mauvais entretien des rues ne permet pas la circulation d'une voiture, où les nouvelles de l'extérieur parviennent à peine, où toutes les questions d'art, de littérature, de science et de modernisme sont, d'avance, des questions mortes, fastidieuses, les habitants bornant l'effort de leur intelligence à l'unique souci de leurs besoins matériels et, tâcherons indolents, limitant leurs ambitions au strict minimum.

« Mais, en temps de guerre et en état de siège, combien plus triste encore! — L'avalanche des ordres de la place et des règlements municipaux, le « toujours la même chose! » des courtes promenades dans une enceinte trop resserrée et dans des ruelles désertes, où, parmi les démolitions des faubourgs, les incessantes sonneries des clairons, les allées et venues des corvées militaires obsèdent vite l'attention un moment éveillée. Les difficultés matérielles, augmentation des loyers, renchérissements quotidiens des denrées, pénurie de domestiques, sont un souci constant, mesquin, mais qui énerve et lasse. Surtout, l'impossibilité de tout travail actif fait paraître les journées longues à désespérer de jamais voir finir cette captivité en plein air à laquelle nous sommes condamnés, sur ces quatre kilomètres de sable que le soleil de l'hivernage chauffe terriblement. »

Pour tuer le temps, des poètes rimaient, des chansonniers blaguaient l'administration. Les bœufs eux-mêmes furent mis en couplets. Nous citerons deux de ces couplets d'une chanson fort en vogue à Tamatave (air connu) :

Les pauvres bœufs qu'on voit passer,
Ne trouvant plus rien à manger,
Ni choux, ni rave,
Se promènent bien tristement
Et maigrissent publiquement
A Tamatave.

Ils vont paître près du rova,
Demeure antique du Hova,
Humide cave,
D'où des officiers bicornus
S'élançaient sur les revenus
De Tamatave.

Pauvres bœufs décharnés, qui ne fournissaient à l'ordinaire que des rosbifs exsangues et des biftecks coriaces!

Une nourriture réparatrice était cependant indispensable aux officiers et soldats surmenés.

La garnison, à bout de forces, ne tarderait guère à être incapable de tout service. La fièvre n'avait épargné personne.

Dans les premiers jours de juin, sur les vives instances du colonel Colona de Giovellina, il fut enfin décidé que le bataillon de Tamatave, ne comptant plus que trois cents combattants à peine, serait relevé de son poste et remplacé par des troupes envoyées de France.

La nouvelle du retour prochain dans la mère patrie ne pouvait être que bien accueillie par ces braves soldats, qui venaient de faire plus que leur devoir ; et cependant ils ne quitteraient pas Madagascar sans regret, eux qui avaient planté, les premiers sur le sol ennemi, le drapeau français et qui rêvaient d'entrer à la tête du corps expéditionnaire à Tananarive. Ils allaient se rembarquer, ne connaissant de la guerre que les souffrances, les privations et les pénibles corvées qu'elle impose. Le bataillon, décimé par les fièvres, laisserait derrière lui, loin, bien loin de France, une partie des siens morts à l'ambulance après une lente agonie.

Pourquoi, en décembre 1894, n'avait-on pas envoyé à Tamatave des troupes acclimatées, telles que les tirailleurs sakalaves, haousas ou sénégalais et que la légion étrangère ? Les soldats de ces corps auraient mieux résisté que les jeunes soldats d'infanterie de marine aux terribles fièvres de la côte ; ils étaient tout indiqués pour occuper un poste où la garnison aurait à séjourner pendant toute la mauvaise saison.

Dans l'impatience d'une solution, la population, énervée par de longues semaines d'état de siège, accueillait facilement toutes les nouvelles souvent contradictoires qui parvenaient de l'intérieur.

Un bâtiment venant de Vatamandry apprit que la discorde avait éclaté à la cour de Tananarive et dans l'état-major de l'armée hova. A bord de ce bâtiment avaient pris place la femme du colonel Shervington et plusieurs Anglais, MM. Richards, Morse et Walker, ayant abandonné l'armée de la reine Ranavaloa. A la suite d'incidents que nous raconterons plus loin, Shervington lui-même s'était retiré.

On alla jusqu'à assurer à Tamatave qu'une révolution de palais avait éclaté à Tananarive.

« Le premier ministre, Rainilaiarivony, serait mort, assassiné par Rainivonatriony, son neveu, et le prince Rahamatra, généralissime, écrivait le correspondant déjà cité, descendrait à Majunga pour traiter de la paix..... »

« L'homme qui m'a donné ces nouvelles est un vieux borijane, depuis cinq ans à mon service, et qui me paraît incapable d'inventer. Il prétend que l'assassinat de Rainilaiarivony serait l'issue d'un grand complot entre le « parti jeune » hova et les Sakalaves du nord. Les Hovas auraient demandé aux Sakalaves de se joindre à eux pour repousser les Français. Les Sakalaves auraient refusé et donné pour raison de leur refus qu'il était matériellement impossible de résister aux Français. Les Hovas alors auraient dit : « Eh bien ! soyez avec

nous pour demander la paix. Nous obtiendrons ainsi de meilleures conditions. » Et les Sakalaves auraient consenti, mais en mettant comme condition à leur acquiescement d'alliance pacifique, la suppression du premier ministre, qui leur a fait bien du mal. — Conséquence : l'assassinat. »

Ces nouvelles à sensation n'étaient exactes qu'en partie. Le premier ministre continuait à gouverner avec l'aide du parti de la guerre; mais de graves incidents s'étaient produits à Tananarive. Quelques-uns des Anglais, conseillers du gouvernement et chefs importants de l'armée, avaient en effet quitté leur poste.

Les Hovas, leur amour du panache le prouve suffisamment, sont extraordinairement vaniteux. La guerre avait donc servi de prétexte à de nombreuses nominations d'« honneurs ». La reine désigna des commandants de corps d'armée, promu à de hauts grades des centaines d'officiers. Nous ne citerons que les premiers, dont les noms bizarres reparaitront au cours de ce récit.

Contingent des Voromahery. — Lieutenant-général, Andriantasy, 13^e honneur; état-major : Andriamasy, Rabanoma, Rainitsarovy.

Contingent des Avaradrano. — Lieutenant-général, Rainitavianosy, 13^e honneur; état-major : Ramanpanjaka, Andriantseheno, Andriantsimitovy, Rakotovao, Ramanankirana.

Contingent des Sisaony. — Lieutenant-général, Ralaby, 13^e honneur; état-major : Raniivelomanantsoa, Rainizanamino, Rainimiza, Rafaralahibedaoro, Rakotovoalavo.

Contingent des Marovalana. — Lieutenant-général, Raboanamaro; major général, Rajemisa.

Contingent des Ambodirano. — Lieutenants généraux, Radilifera (fils du premier ministre) et Rakirimbola, 13^e honneur; major général, Andriantaloha.

Les officiers européens servant dans l'armée de Ranavalo assistaient, suffisamment écœurés, à cette débauche de promotions. Les Anglais de Tananarive écrivaient, désespérés, aux journaux de Londres que les Malgaches couraient à leur perte. On citait le mot suivant de l'évêque anglican de Madagascar : « L'attitude des Hovas est grotesque. »

Cette mascarade ne devait inspirer confiance ni à Shervington, ni à ses amis. Ils savaient, d'autre part, que les soldats français pourraient leur faire passer un mauvais quart d'heure. Shervington, assumant, au moins en partie, la responsabilité de la défense du territoire, réclama le commandement en chef.

Il n'en fallut pas davantage pour déclencher contre lui toutes les colères des princes et des suprêmes « honneurs »; tous déclarèrent inadmissible une telle prétention. Jamais ils ne consentiraient à se reconnaître les subordonnés d'un étranger. Jamais Willoughby lui-

même, aux plus beaux jours de son influence, n'avait été investi d'un tel pouvoir. En 1886, lors de la rentrée triomphale des troupes à Tananarive, après la guerre contre la France, ce fut le prince Rainizamanga qui parada à leur tête et reçut les acclamations.

Shervington ne pouvait donc se faire que peu d'illusion sur les chances de succès de sa réclamation ; Rainilaiarivony lui signifia, du reste, très promptement un refus formel. L'Anglais, suffisamment édifié sur les dispositions et la valeur de l'armée hova, renseigné sur l'importance de l'expédition française, bien différente de celle de 1885, s'empressa, comme on dit, de tirer son épingle du jeu. Il démissionna. Peu lui importait. Sa fortune était faite.

Il avait négocié de gros marchés entre des négociants britanniques et le gouvernement malgache ; il avait dû, comme intermédiaire, toucher de sérieuses commissions. Les Hovas, désormais, pourraient bien se débrouiller tout seuls. Quant à lui, il jouirait paisiblement des bénéfices réalisés. L'aventurier deviendrait en Angleterre un personnage digne et respecté, en quelque joli cottage frais et bien ombragé. Cette retraite opportune n'était-elle pas préférable à une vie de fatigues et de périls sur la pénible route de Majunga, avec, en perspective, la rencontre possible et désagréable d'un peloton français peu disposé à l'indulgence ?

Shervington, condamné à rester simple lieutenant-général, décoré de onze honneurs, hiérarchiquement l'inférieur de Malgaches qui en avaient obtenu douze et qui se proclamaient feld-maréchaux, fit ses malles et gagna la côte.

Un des Anglais les plus importants de la colonie de Tananarive, jusqu'alors gros personnage, bien en cour et ayant l'oreille du premier ministre, M. Parrett accompagna le démissionnaire. Ce départ était significatif. Il indiquait que les gens prudents commençaient à réfléchir et à se mettre à l'abri.

M. Parrett devait tout à la reine et au gouvernement malgache. Il était arrivé à Tananarive, comme simple imprimeur de la Mission indépendante ; par son intelligence, il était devenu le principal favori du premier ministre. Il s'était fait naturaliser Malgache, ainsi que ses filles, qui se montraient fières de figurer parmi les dames d'honneur de la reine¹.

Celles-ci furent, du reste, enchantées de leur départ. Les « vazaha » ou étrangers étaient jaloués par les princes et princesses et autres seigneurs, et par les dames de moindre importance de l'entourage royal.

Complétons à ce sujet quelques-uns des renseignements déjà donnés.

1. *Missions catholiques* du 24 mai 1895. Lettres du P. Chénay



La reine Ravalanala interviewée.

Les premières suivantes et compagnes de la reine sont la princesse Rasendranora, la princesse Ramasindranana, et la princesse Razafindraniaintra.

La première est la propre sœur de Ranavaloa.

« C'est une opulente et fort laide personne¹ qui frise maintenant la quarantaine, une joyeuse commère dont les aventures galantes ont, pendant les vingt-cinq dernières années, défrayé la chronique scandaleuse de Tananarive. Elle est mariée pour la troisième fois à un seigneur sans importance qui a dû l'épouser par ordre et que l'on a fait venir pour cela de quelque village lointain. Les deux autres maris ont

1. Les *Princesses malgaches*, par A. Fitz-Maurice.

disparu, lui laissant deux enfants, dont aucun d'eux n'a jamais revendiqué la paternité. L'un de ces enfants est le prince Rakotomena, un jeune fêtard de dix-huit ou dix-neuf ans, qui a été la cause d'un incident assez grave avec un des soldats de l'escorte française et contre lequel le résident général a vainement réclamé l'intervention du gouvernement malgache. C'est même cet incident qui aurait déterminé en Rasendranora l'explosion de sentiments patriotiques qui n'avaient pas jusqu'alors eu le temps d'éclorre chez cette princesse fort absorbée par de moins glorieuses préoccupations. »

La fidélité conjugale et la pudeur sont, à Madagascar, des vertus fort peu appréciées. Othello ne serait pas compris à Tananarive.

La princesse Ramasindrasana, tante de la reine, est depuis longtemps considérée comme une ennemie acharnée de la France.

« Zélée protestante avec cela, ce qui ne l'empêche pas, en bonne Malgache, d'avoir une conduite très irrégulière, les missionnaires indépendants qui fréquentaient chez elle naguère ne s'offusquaient pas d'y rencontrer un vigoureux aide de camp qui eut le tort d'être trop ambitieux et qui, convaincu de conspiration contre le premier ministre, fut envoyé en exil. »

Cette princesse, déjà mûre, louche affreusement; elle a du goût pour les liqueurs fortes et ne craint pas de recevoir, la chique dans la bouche, ses invités, même de distinction.

La princesse Razafindrandriamaintra, toute jeune encore, n'a pas d'histoire.

Les trois grandes dames et leurs suivantes affectaient une vive ardeur patriotique et une haine violente contre la France et les Français; nos officiers et nos diplomates ayant résidé à Tananarive affirmaient que cette haine farouche ne durerait guère et que les aimables dames feraient volontiers, plus tard, à l'état-major français les honneurs de la capitale.

La reine Ranavalô se laissait volontiers interviewer par les correspondants anglais. L'un de ces derniers a complaisamment décrit la reine Ranavalô, se tenant près d'une fenêtre, abritée par un paravent contre les courants d'air. Elle porte une robe de satin rose garnie de dentelles; au cou une broche en diamants retenant un col de guipure; aux oreilles des boucles d'or, chef-d'œuvre de bijouterie malgache (les ouvriers indigènes sont, entre parenthèses, passés maîtres en cet art). Les cheveux de la reine, de superbes tresses noires, sont séparés au milieu par une raie et aplatis sur le front en bandeaux; sur le dos pend une longue natte. La figure est assez jolie, dit galamment le journaliste anglais, rehaussée surtout par une teinte de mélancolie.

Le premier ministre, redoutant peut-être quelque incartade, quelque maladresse de son épouse, ne manque pas d'intervenir. Il appa-

rait, vêtu d'un éblouissant complet jaune serin, et, en sa présence, la conversation s'engage :

« — Quelles sont les véritables causes de la guerre? demande le journaliste.

« — Je sais que les Français nous appellent des barbares, dit la reine en riant; jugez-en par vous-même; les catholiques veulent donner crédit à cette légende; mais ceux qui nous ont approchés pensent tout le contraire. Sous ce prétexte, ils ont envahi mon royaume, sans respect des traités passés entre nous. Ils avaient droit à une garnison d'un certain nombre de soldats, et elle était toujours supérieure à ce nombre.

« J'ai essayé de faire respecter le traité signé par l'amiral Miot, je n'ai pu y parvenir; à l'heure actuelle, les Français réclament le pays tout entier. Mon peuple refuse de se soumettre, et la guerre est engagée. Je connais l'esprit des Malgaches; il préféreront mourir jusqu'au dernier plutôt que de subir le déshonneur.

« Il vaut mieux que nous disparaissions comme nation que d'être les sujets serviles de la France. »

Et sur les instances de l'Anglais, Sa gracieuse Majesté continue et invoque les faits, les griefs qui sont immédiatement enregistrés et que la presse de Londres signalera avec empressement.

« A l'heure actuelle, affirme la reine, la France nous doit plus de 30.000 dollars de droits de douane qu'elle refuse de nous payer. En outre, les Français ont commencé la guerre sans aucune déclaration; ce sont eux, ce n'est pas nous qui avons ouvert le feu; n'ont-ils pas violé le traité en attaquant Tamatave et en s'en emparant?

« Lisez à ce sujet notre *Livre rouge*, vous serez édifié; vous y trouverez signalés les agissements des colons français qui se sont emparés de nos mines d'or et qui ont volé ainsi la richesse du pays.

« Les Français devaient nous protéger; ils n'ont fait que nous piller.

« Nous sommes, cependant, disposés à la paix, poursuit la reine. (A ces paroles, le premier ministre acquiesça d'un signe de tête.)

« Ce que nous désirons, continua Ranavalô, c'est de vivre tranquilles, comme par le passé, dans le beau pays que nous ont légué nos ancêtres, ne voulant pas que plus tard on fasse retomber sur nos têtes le sang versé. Que les Français restent chez eux, c'est tout ce que nous leur demandons!

« Nous voulons, je vous le répète, la tranquillité; nous savons bien que les chances sont inégales et que les Français seront victorieux, grâce à leurs forces et à leurs moyens d'attaque. Mais il n'y a plus rien à tenter maintenant; la lutte est engagée; elle sera terrible de part et d'autre. (La reine se cacha la tête entre les mains.) Et des

milliers de Malgaches tomberont pour la cause sacrée, la cause de Dieu!¹ »

Mais l'heure était aux manifestations tapageuses et aux déclarations viriles.

La reine continuait à présider des kabars, à passer des revues et à prononcer des discours.

« Jamais, disaient fièrement les princes, nous ne céderons même l'espace couvert par un grain de riz. »

Le feld-maréchal, chef de l'armée, avait été désigné pour mettre fin aux compétitions : Rahamatra, prince de sang royal « qui s'était illustré en commandant une expédition des Hovas contre les Fiheryny », expédition où il fut victorieux sans peine, et même sans coup férir, vu que personne ne lui disputa la possession de la ville insurgée de Tulear. Ce maréchal, passé héros, était fort aimé des soldats. Il les comblait d'éloges et leur assurait qu'ils étaient les meilleurs tireurs, les plus braves guerriers du monde.

Il dirigea, à la fin du mois de mars, de grandes manœuvres aux environs de Tananarive, auxquelles la reine assista.

Vers le soir de la troisième journée, toutes les brigades s'étant rangées en bon ordre autour du pavillon royal, Sa Majesté se leva et, s'avançant près d'une balustrade, parla ainsi :

« Volontaires! Mon cœur se réjouit à cause de votre adresse et de votre force, de votre attitude militaire et de votre vigueur physique, et puisse Dieu vous garder tous en bonne santé et humeur.

« Vous savez qu'il y a un terme à votre service comme soldats; croyez-moi, je n'y changerai rien. Mais si ce pays est menacé par les étrangers, nous nous unirons tous pour le protéger, n'est-ce pas, ô mes soldats? »

Le premier ministre et commandant en chef, qui avait quitté le pavillon et pris position devant le front de l'armée, répondit :

« Vous, Ranavalo Manjaka, par la grâce de Dieu et l'amour de votre peuple, reine de Madagascar et protectrice des lois de notre pays, Majesté! Vous êtes venue ici pour constater l'adresse et la force de vos volontaires, et nous vous remercions. Dieu vous bénisse et vous conserve à nous. Nous vous présentons, pour que vous l'accueillez gracieusement, une pièce d'argent intacte comme signe de notre soumission et qu'avec ce signe vous receviez le secours de Dieu, qu'il vous convainque de l'amour de votre peuple et qu'il nous fasse espérer un long règne. »

L'orateur affirma que la fidélité des Malgaches resterait inébranlable; enfin, le commandant en chef Rahamatra prononça une courte,

1. Voir la *Patrie*, mai 1895.

mais chaude allocution. Nous la citons comme un spécimen d'éloquence hova :

« Longue vie à Votre Majesté. Qu'elle ignore la maladie et conserve l'amour de ses sujets. Nous, votre armée, qui avons reçu vos remerciements et gagné l'admiration du peuple, tout ce que nous sommés, nous le devons aux efforts de Son Excellence le premier ministre et commandant en chef.

« Notre devoir est d'accomplir chaque ordre de notre chef et de conserver cet homme comme premier ministre. Il arrange toute chose pour le mieux, dans son commandement de l'armée, et spécialement lorsqu'il traduit les expressions étrangères de commandement en mots de notre langue. Ce que le premier ministre a fait est très bien, et nous en informons Votre Majesté. Puisse-t-elle vivre longtemps, libre de maladie, chérie de son peuple !

« Et vous, premier ministre et commandant en chef, comptez sur nous, votre armée, pour obéir et accomplir vos ordres. Nous, votre armée, disons : Vous seul soyez notre commandant en chef, à vous seul nous voulons obéir. Et s'il y a des ordres qui exigent qu'on meure pour les accomplir, vous verrez que nous les accomplirons. N'est-ce pas ainsi, oh ! soldats ? »

La reine remercia alors le commandant en chef, le prince Ramahatra et l'armée en disant, avec beaucoup de ferveur :

« Merci, mes soldats, et que Dieu vous bénisse et vous garde, car tout ce que j'ai vu et entendu de vous était bon ! »

Des acclamations enthousiastes répondirent à ces paroles.

La presse anglaise de Tananarive s'efforçait de persuader aux malheureux Hovas qu'ils seraient victorieux et qu'ils pouvaient compter sur l'appui de l'Angleterre. Le *Madagascar News*, prêchant la guerre sainte, annonçait :

« Les RR. G.-A. Shaw et J. Richardson, membres de la Société des Missionnaires de Londres, se sont énergiquement élevés contre les prétentions de la France sur Madagascar ; et par là ils ont prouvé qu'ils sont de *vrais missionnaires*, exposant sans crainte les injustices de la puissance la plus forte, et se montrant pleins de zèle pour la prospérité du faible. »

Le révérend Shaw n'était autre que le misérable qui, en 1884, à Tamatave, tenta d'empoisonner les Français logés dans sa maison, et auquel le gouvernement français d'alors, par un acte de faiblesse inqualifiable, avait accordé non seulement une grâce imméritée, mais une indemnité de 25.000 francs pour quelques semaines de trop bénigne captivité.

Le *Madagascar News* conseillait l'héroïsme aux Hovas :

« Lors même que Tananarive et Fianarantsoa tomberaient entre les mains des Français, les Malgaches, s'ils agissent en bons

patriotes, peuvent être assurés que l'occupation étrangère ne durera pas longtemps, car l'ennemi, entouré d'une population hostile, ne pourra se maintenir pendant la saison pluvieuse dans ces villes si éloignées de la mer. Comment en effet lui serait-il possible de se ravitailler ?

« En tout cas, l'objectif des Hovas doit être dès maintenant de se préparer à arrêter les convois de vivres et de munitions, et de retarder la marche du corps expéditionnaire, de sorte qu'il ne puisse gagner l'Imerina avant l'époque des pluies.

« Mais même lorsque la tactique savante des Français viendrait à bout de l'inexpérience des Malgaches, il n'y aurait point lieu de se désespérer. Si les envahisseurs trouvent tous les villages de l'Imerina et Tananarive lui-même brûlés, au lieu de belles villes situées dans un pays fertile où ils espèrent trouver le repos en même temps qu'une bonne et abondante nourriture, ils se verront contraints de regagner la côte avant les pluies, et cette retraite pourra facilement être changée en une terrible déroute, sans compter que dans la région côtière les fièvres feront d'énormes ravages dans leurs rangs.

« Les Malgaches, s'ils ont l'esprit de sacrifice, peuvent, quoi qu'il arrive, espérer conserver leur indépendance.

« La destruction par le feu de Tananarive et de Fianarantsoa serait certainement un grand malheur, mais ne serait-ce pas encore un plus grand malheur pour les Malgaches que d'être à jamais asservis à une nation étrangère ? Une ville incendiée se reconstruit, l'indépendance d'un peuple qu'a écrasée le talon de conquérants ne saurait être reconquise.

« Toutefois, tout en prévoyant la possibilité de faits aussi désastreux, hâtons-nous de dire qu'il est fort peu probable qu'on ait à recourir à une semblable extrémité. L'armée malgache est nombreuse et pourvue d'armes excellentes, sans compter les innombrables civils qui s'exercent journellement au maniement de la sagaie ; supérieure en nombre à l'armée française, elle peut facilement, par de fréquentes et incessantes attaques, l'empêcher d'arriver au centre du pays avant le mois d'octobre, et ce sera le salut, car les Français devront regagner la côte ou bien ils périront de fièvres et de maladies pendant l'hivernage. »

Le même journal publiait les notes les plus mensongères, relatives à la situation de l'armée française et à celle de l'armée hova. Il assurait que la première, composée de mercenaires comme celle de Napoléon en Russie, en 1802 (*sic*), périrait tout entière, et il exaltait le premier ministre Rainilaiarivony.

« Une fois seulement en un siècle, disait-il, l'humanité peut produire un homme d'état de cette valeur. »

Bien entendu, les nouvelles de la côte, particulièrement celles de Majunga, n'étaient pas divulguées.

Dans les provinces, les gouverneurs terrorisaient les populations pour les décider à s'enrôler et à donner la chasse aux déserteurs.

Les bandes de Fahavolos recueillaient bon nombre de ces derniers ¹.

De cruels châtiments furent infligés à quelques-uns de ces déserteurs. Un correspondant du *Pall Mall Gazette*, longtemps systématiquement favorable aux Hovas cependant, raconte, dans une de ses lettres, qu'il vit trois hommes subir un effroyable supplice. Tous trois avaient été ensevelis vivants jusqu'au cou dans le sable. Les têtes de ces malheureux formaient les sommets d'un triangle étroit, au milieu duquel un feu ardent était allumé. Les faces se tuméfièrent, tandis que les chairs crépitaient, et nullement émus par les plaintes des suppliciés, les bourreaux continuèrent à alimenter le feu jusqu'à ce que les têtes fussent entièrement carbonisées.

Le même correspondant anglais vit planter dans la tête d'un condamné un clou d'environ neuf pouces de longueur qui fut enfoncé à petits coups jusqu'à ce que la pointe sortit sous le menton. Un autre accusé fut ligoté de telle façon que les coudes se rejoignaient. On le laissa trois jours en cet état, puis on le remit en liberté.

Ce pauvre diable, dit le rédacteur du *Pall Mall Gazette*, vint me trouver et me montra ses bras, qui étaient déjà complètement inertes et couverts de pustules; il voulait que je lui donnasse des médicaments. Je dis à ses amis qui me l'avaient apporté chez moi qu'on ne

1. Les habitants de l'Île de Madagascar, dit le *Temps*, ont donné le nom de *fahavalo* (ennemi) aux tribus sakalaves et autres insoumises qui sont en guerre perpétuelle avec eux. Ces guerres, d'ailleurs, consistent exclusivement en pillages et vols à main armée par des bandes de 1.000 à 2.000 hommes dont les incursions étaient périodiques; elles avaient lieu pendant la saison sèche, c'est-à-dire depuis le commencement du mois de juin jusqu'aux premiers jours du mois de novembre. Les *fahavalo* descendaient du Menabé par la vallée de Menavava où ils maintenaient des postes d'observation pendant toute l'année; ils franchissaient le fleuve soit à gué, soit avec des pirogues et des radeaux, se répandaient ensuite sur la rive droite du Betsiboka, dans les vallées du Mahajamba et de la Sofia, et les plus hardis poussaient des raids jusque dans les territoires des Sihanagas du lac Alaotra, sur la côte orientale, ou chez les Antankaras, au nord de Mandritsara. Ils rentraient chez eux avant l'hivernage, profitant des basses eaux pour franchir aisément les fleuves avec des convois de bœufs, de marchandises volées et surtout de prisonniers qu'ils conduisaient, pendant la saison des pluies, sur les marchés d'esclaves de l'Ambongo, du Menabé, du Fiherenana et du pays des Bares où les Hovas eux-mêmes venaient s'approvisionner.

« Depuis quelques années, le brigandage est à l'état endémique; il est organisé méthodiquement et il constitue l'unique moyen d'existence d'un nombre considérable de Malgaches. L'abus du *fanampoana* (corvée), la tyrannie des gouverneurs ont cruellement pesé sur les populations sakalaves de la région du Betsiboka soumises à la reine Ranavalao; elles ont alors abandonné leurs villages et se sont enfuies dans la brousse, où elles ont formé des bandes indépendantes; d'autres ont fait cause commune avec les tribus insoumises ou grands *fahavalos*. Le pays étant devenu désert, les Hovas ont dû amener des corvées de l'Île de Madagascar et même du pays Betsileo, mais ceux-ci ne tardèrent pas à prendre la fuite à leur tour, et, craignant d'être châtiés s'ils retournaient dans leurs villages, ils s'en allèrent rejoindre dans les gorges du Menavava ou du Mahajamba ceux qui les avaient précédés.

« Des soldats hovas enrôlés de force et envoyés pour combattre les *fahavalos*, des esclaves torturés par leurs maîtres imitèrent cet exemple et bientôt tous ces « *outlaws* », soit unis aux Sakalaves indépendants de l'ouest, soit en constituant des groupes particuliers, ont formé des bandes de brigands très nombreuses et relativement très fortes. Elles sont approvisionnées d'armes et de munitions par les commerçants indiens ou *vazaha* de la côte, même par les officiers hovas de la douane qui font une contrebande effrénée, et aussi par les soldats déserteurs qui s'enfuient avec leurs fusils et leurs cartouches. »

pouvait le sauver de la mort qu'en faisant l'amputation des deux bras.

— Dans ce cas, dirent-ils, il vaut mieux qu'il meure. A quoi peut servir un homme sans bras ?

Ils cherchèrent vainement à rétablir la circulation, et l'infortuné mourut après trois jours d'une cruelle agonie.

Les Hovas prétendaient respecter les personnes et les biens des étrangers. On sait quels excès ils avaient déjà commis. On apprit en avril que de nouvelles victimes avaient succombé : un Français de l'île Bourbon, M. Grevé, et un créole nommé Joseph.

Tous deux étaient prisonniers des Hovas depuis le mois de janvier.

M. Grevé, âgé d'une cinquantaine d'années, fils de l'ancien préparateur conservateur du musée Bourbon, de nature essentiellement pacifique, se passionnait pour les études et les recherches d'histoire naturelle.

Deux explorateurs hollandais le décidèrent à les accompagner à Madagascar. Il s'y établit près de Taolampia, épousa peu après une Malgache dont il eut plusieurs enfants et fit du commerce avec succès sur la côte ouest de l'île.

Lorsque les relations furent rompues entre la France et Madagascar, le commandant Bienaimé avisa M. Grevé, de même que les autres colons, de la déclaration de guerre et l'engagea à quitter son domaine et à se réfugier à Nossi-Bé où il serait en sûreté. L'escadre française était trop faible en effet pour assurer protection à tous nos nationaux dispersés sur les côtes de Madagascar.

Un voisin de M. Grevé, M. Samat, d'origine marseillaise, suivit ce conseil et il n'eut pas à s'en repentir.

En décembre, nouvel et pressant avertissement du commandant Bienaimé. Le colon, confiant dans les Malgaches du pays, refusa d'en tenir compte. Personne, écrivait-il à des amis de Paris, à cette époque, ne songeait à l'inquiéter.

Il s'obstinait donc à demeurer en pays ennemi, lorsque le 18 janvier, une troupe de Hovas armés envahit son domaine. M. Grevé réussit à faire prendre la fuite à sa femme et à ses enfants jusqu'au rivage où ils s'embarquèrent; mais il fut arrêté avec deux créoles attachés à son établissement et enfermé au fort de Mahabo.

Le gouverneur de la province Razafrazaka n'avait rien à reprocher à cet homme, savant modeste, ayant rendu de réels services à la région; il le fit fusiller, à la nouvelle de la marche en avant des troupes françaises¹.

1. Le peloton d'exécution, d'après le récit des témoins indigènes comprenait dix Hovas sous le commandement d'un officier, ce dernier vêtu à l'européenne, habit rouge avec pantalon blanc et casque blanc.



Une razzia de bœufs à Diégo-Suarez.

L'odieuse exécution de M. Grevé causa en France une douloureuse émotion parmi les savants en relations suivies depuis longtemps avec lui. Le colon, en effet, tout en se livrant au commerce, était demeuré un collectionneur ardent. Il correspondait fréquemment avec M. Grandier et avec M. Milne-Edwards au muséum d'histoire naturelle, auquel il avait envoyé un herbier précieux et rare, et de nombreux ossements d'une espèce gigantesque d'oiseaux aujourd'hui disparue de l'île.

On nous permettra à ce sujet une digression intéressante. L'oiseau colossal de Madagascar, ou æpiornis, préoccupe depuis longtemps le monde savant. Sous la Restauration, un gouverneur de la Réunion, où il a laissé d'excellents souvenirs, M. de Rochefort-Luçay¹, recueillit le premier des fragments de coquilles d'œufs

1. Père de Henri Rochefort.

énormes et les adressa au muséum. Plusieurs de ces œufs entiers furent ensuite découverts. M. Geoffroy-Saint-Hilaire en fit l'objet d'un rapport à l'Académie des Sciences.

L'œuf de l'æpiornis a une capacité de plus de huit litres; son volume correspond à celui de six œufs d'autruche ou à celui de cent quarante-huit œufs de poule.

« Mais quelle était la nature de cet animal haut de deux mètres? Était-ce un oiseau de proie du genre des vautours? Ou bien était-ce un brévipenne, ou encore un oiseau du genre des pingouins ou des manchots? Les ossements trouvés à Madagascar par M. Grandidier (et par M. Grevé) permettent aujourd'hui d'affirmer que l'æpiornis maximus est un oiseau du genre des brévipennes et non un oiseau de proie¹ ».

Certains voyageurs ont prétendu — ce qui est peu vraisemblable — que l'oiseau colossal existait encore dans les régions non explorées et difficilement accessibles de Madagascar.

Au xvii^e siècle, l'abbé de Choisi écrivait de « San Iago, en l'île de Madagascar », une lettre fort curieuse dans laquelle il prétend avoir vu ces oiseaux extraordinaires².

« Les bois sont remplis d'oiseaux de plusieurs sortes, qui ne se voient point en Europe, excepté les perroquets. Entre ces oiseaux il s'en trouve d'une espèce dont la grandeur étonne les étrangers qui n'en ont jamais vu de semblables. Ils sont beaucoup plus grands que les autruches, leur plumage est bleu et de couleur pourpre, ressemblant à celui de ces grands perroquets, qu'on nomme en France papegauts; ils se perchent et font leurs nids dans des baricotiers, qu'ils composent de pièces de bois aussi bien assemblées que la charpente d'une maison: ces nids ont au moins vingt pieds de diamètre; il est presque impossible de les détacher, parce que les plus petites branches des baricotiers sont plus grosses que les plus grosses poutres, et couvertes de piquants gros comme le petit doigt, et longs de huit pouces. Les insulaires s'en servent pour armer leurs piques quand ils s'en vont en guerre.

« Ces oiseaux sont si forts, qu'ils enlèvent les moutons, quelque grands qu'ils puissent être, et n'épargnent pas même les hommes, quand ils les trouvent seuls et que la faim presse; ce qui oblige les habitants voisins des forêts où ils se retirent, d'aller presque toujours accompagnés d'un tigre apprivoisé pour les défendre au besoin. car ils craignent extrêmement les tigres et les panthères, quoiqu'ils fassent fuir les lions, épouvantés, à ce qu'on dit, de leurs cris semblables à ceux de nos coqs, mais cent fois plus forts; on les entend de dix lieues pendant la nuit.

1. Histoire et géographie de Madagascar par M. Henry d'Escamps.

2. Nous devons ajouter que le témoignage de l'abbé de Choisi n'inspirait pas très grande confiance à ses contemporains.

« Ce qui est étonnant, c'est que quelque grands que soient ces oiseaux, leurs œufs ne sont pas plus gros que ceux d'une oie¹; ce qui fait dire aux Portugais la même chose qu'on dit par admiration du crocodile, *sic crescit ab ovo*.

« Le gouverneur en a un privé que l'on a dressé à porter un homme en l'air qui le conduit avec une petite corde passée dans son bec. On dit que cet oiseau sous cette charge pourrait faire vingt lieues en une heure, si l'on voulait courir la poste sur une monture aussi bizarre. Il porte un homme avec autant de facilité qu'un faucon enlève un pigeon. J'ai été témoin oculaire de ce prodige, et c'est, à mon avis, la chose la plus merveilleuse qui soit ici. »

On contesta, on plaisanta — ce qui est bien pire en France — le témoignage de l'abbé de Choisi; les relations des explorateurs et des savants l'ont cependant, au moins en partie, confirmé, après la découverte des ossements d'æpiornis à Madagascar, au commencement de ce siècle.

Quelques savants de bivouac du corps du général Duchesne, qui s'étaient renseignés sur Madagascar, avant l'embarquement, ne manquèrent pas de raconter de telles merveilles à leurs camarades. On persuada même à quelques bons naïfs que les Hovas, si prompts à disparaître devant nos troupes, s'envolaient à l'approche du corps expéditionnaire sur l'oiseau de guerre, et que celui-ci avait déjà enlevé une sentinelle avec armes et bagages pour en faire hommage à S. M. Ranavaloa.

M. Samat, dont nous avons parlé plus haut, ami et voisin de M. Grevé, est lui aussi un des plus anciens colons de Madagascar; il se réfugia à Dalango chez un prince sakalave de la côte, dévoué à la cause française, le roi de Ménabé.

En dépit des précautions prises par les fonctionnaires malgaches, le bruit de la marche en avant de nos soldats commençait à se répandre. Des fuyards, des déserteurs annonçaient dans les villages que les envahisseurs étaient déjà maîtres de tout le pays, de Marovoay à Majunga; un chef hova, venant de Majakandrianomba, près Tamatave, annonçait que de nombreux combats avaient été livrés autour de la ville, et que les Hovas perdaient beaucoup de soldats frappés par la mitraille ennemie.

« Le bruit des canons des Français, disait-il, est comme le tonnerre, et quand leurs boulets éclatent, une grêle de fer s'abat sur nous. »

On apprit d'autre part que le fort d'Ambohimarina, près de Diégo-Suarez, était occupé par l'envahisseur.

Ce fort avait été construit par les Malgaches, aussitôt après la signature du traité de 1835, attribuant à la France la possession de

1. L'abbé de Choisi, naturaliste et historien fantaisiste, s'il avait vu l'oiseau, ce qui est douteux, n'avait certainement pas vu l'œuf.

Diégo-Suarez. Il s'élevait, comme une menace, à peu de distance des établissements français d'Antsirane, sur une hauteur, à l'est de la montagne d'Ambre, dominant la vallée de Besakotra, la baie d'Ambodivado au sud et à l'est et tout le bassin de Diégo au nord.

Ambohimarina avait reçu une nombreuse garnison, renforcée considérablement depuis le commencement de la guerre. Il était armé de canons en bon état; les troupes qui le défendaient étaient munies de fusils Winchester. Depuis plusieurs mois, elles s'exerçaient régulièrement aux manœuvres de guerre et au tir; elles travaillaient aux retranchements avancés, chaque jour poussés plus loin de l'ouvrage principal, lignes de tranchées, batteries et réduits casematés.

On sait déjà qu'à Diégo-Suarez comme à Tamatave, la garnison était trop faible au début de la guerre pour prendre l'offensive. Elle avait envoyé à Majunga, dès le mois de janvier, des détachements importants; elle se trouvait donc réduite à quelques compagnies, lorsqu'elle reçut le bataillon de volontaires de la Réunion du commandant Martin assez fortement constitué, grâce à d'excellents cadres d'infanterie de marine.

Les Hovas s'enhardissaient chaque jour davantage: leurs chefs avaient réussi à leur persuader que les Français n'osaient pas les attaquer et que l'importante position d'Ambohimarina était imprenable¹.

Le commandant Bienaimé s'était rendu dans les premiers jours d'avril en rade de Diégo. A la suite d'une conférence entre cet officier et le colonel Piel, l'attaque du fort fut résolue.

Un jeune caporal du bataillon de volontaires de la Réunion écrivait à la fin de mars, quelques jours avant le combat, une lettre qui nous a été communiquée, et dont nous reproduisons le passage suivant:

« Notre poste se trouve à 15 kilomètres à l'intérieur de Diégo Suarez. Il est situé sur une colline assez élevée et séparée seulement par une vallée du fort malgache. Nous recevons souvent des projectiles; mais, étant mal dirigés, ils ne produisent aucun effet.

« N'empêche que ces gens-là, si on leur en laisse le temps, finiront peut-être par savoir se servir de leur artillerie. Le pays est très accidenté, par conséquent propice à la guerre. En certains endroits, nous disparaissions presque entièrement dans la brousse. Les bois sont inextricables et le site est merveilleux; il me rappelle certaines des belles descriptions des pays tropicaux. Malheureusement, la pluie tombe chaque soir à torrents, et il en sera ainsi jusqu'au mois de mai. Ces ondées éteignent un peu notre enthousiasme, elles transforment notre camp en cloaque. Et puis, deux heures de soleil ardent suffisent pour

1. Le 1^{er} avril, trois individus, surpris à Diégo-Suarez faisant des signaux avec les Hovas, furent arrêtés et conduits devant le commandant Martin.

Un d'eux, qui fit les aveux les plus complets, fut acquitté. Les deux autres, nommés Victor Boulanger et K utiti, Malgaches nés à Sainte-Marie, ont été condamnés à mort et fusillés, le 3 avril au matin, devant toute la population indigène.

dessécher le marais où nous pataugeons. Rien ne rappelle plus alors l'orage qui nous a détrempés; mais, le matin, à la visite, on compte un nouveau contingent de fiévreux. Demain peut-être, ce sera mon tour. Qu'importe! je ne regrette pas la Réunion, encore moins notre caserne de Toulon. C'est ici, en face de l'ennemi, que le métier des armes devient intéressant.

« Nous couchons sur la planche, dans de mauvaises baraques ouvertes aux quatre vents; la pluie pénètre nos vêtements, le soleil nous brûle; mais personne ne se plaint, personne ne regrette d'être venu à Madagascar.

« Nous pensons, et beaucoup, aux chers parents; la guerre a décidément du bon, car, même chez les plus endurcis, chez les plus brutes, chez les plus sceptiques, elle réveille le sentiment de la famille et celui de l'honneur. »

Les volontaires de la Réunion faisaient donc bonne contenance aux avant-postes. Le 30 mars, leur chef, le commandant Martin, écrivait au gouverneur de cette colonie :

« Antongobato, 30 mars.

« Monsieur le gouverneur,

« Dès notre arrivée à Antsirane, le colonel Piel nous envoyait aux avant-postes. La première compagnie a été dirigée sur Mahatingo. Ces deux premières compagnies ont fait le coup de feu pendant la nuit qui a suivi leur arrivée. Vers une heure du matin, une cinquantaine de Makoas, armés de fusils à tir rapide, ont essayé d'enlever la ligne des petits postes; ils ont été repoussés par les volontaires, qui ont été calmes et ont fait bonne contenance. Les Makoas ont essayé à plusieurs reprises la même manœuvre, mais sans plus de réussite que la première fois. Les volontaires les laissaient approcher à une dizaine de mètres et les repoussaient par des feux de salve.

« L'état sanitaire est satisfaisant. »

Le chef de bataillon Martin réclamait pour ses jeunes soldats l'honneur de combattre au premier rang. Deux compagnies de volontaires formèrent avec trois compagnies d'infanterie de marine et une section d'artillerie une colonne expéditionnaire. Le colonel Piel dirigeait lui-même les opérations qui commencèrent le 8 avril.

Sur tous les points, les postes hovas reculèrent devant nos troupes. Dans la nuit du 11 au 12 avril, vers trois heures, le commandant Martin était averti que des Hovas étaient en grand'garde près du lac voisin d'Ambohimarina. Ordre fut donné aussitôt de lever le bivouac en silence et de marcher à l'ennemi.

A quatre heures, les volontaires prenaient contact avec une bande de Makoas bien armés. La fusillade s'engageait sur toute la ligne.

Les soldats de Ranavalo, ayant vu tomber quelques-uns des leurs, ne tardèrent pas à lâcher pied et à reculer précipitamment jusqu'à la lisière d'un bois voisin, où ils se reformèrent à grand'peine. Les officiers qui les commandaient avaient cependant réussi à les arrêter et à leur faire prendre une position avantageuse. Abrisés, les Makoas ouvrirent de nouveau le feu, un feu mal dirigé, mais rapide, sur les tirailleurs français qui marchaient à découvert. Ceux-ci, après quelques salves par section, brusquèrent l'attaque. L'ennemi fut délogé du bois et battit en retraite.

La colonne du commandant, Martin, fatiguée, dut s'établir au bivouac pour prendre quelque repos. La nuit vint très sombre; une pluie violente tombait. Les sentinelles postées autour du camp ne pouvaient rien distinguer à dix pas.

Bien que le commandant se fût rendu suffisamment compte du désarroi moral des Makoas, sans doute peu disposés à tenter de nuit un retour offensif, il prit les précautions que la prudence ordonnait, afin de ne pas être surpris. La reine Ranavalo n'avait-elle pas enjoint à ses guerriers de ne laisser aucun repos aux Français et de les harceler surtout la nuit? On savait que cette tactique était recommandée aux Hovas par leurs bons amis les officiers anglais.

Les troupes françaises se formèrent donc en carré, les petits postes très rapprochés du camp. Ces précautions semblaient heureusement inutiles. La nuit se passerait sans alerte. Officiers et soldats, leur repas terminé, s'étaient étendus et beaucoup déjà dormaient lourdement, lorsque, à neuf heures du soir, ordre vint de lever le camp.

Les sous-officiers réveillèrent, firent lever et équiper tous leurs hommes, au milieu de l'obscurité, dans la boue du bivouac, sous une pluie battante.

Le commandant Martin, renseigné sur la situation et l'état moral de l'ennemi, s'était résolu à ne pas lui laisser de tranquillité et à l'attaquer avant le jour. La consigne était donnée à toutes les escouades de garder le silence; aucun commandement ne devait se faire à voix haute pendant la marche; interdiction absolue de fumer, et comme de temps à autre, en s'avancant dans l'obscurité, la colonne faisait halte sur un sol détrempé, en pleines flaques d'eau, un loustic ne manqua pas de rééditer le mot fameux du grognard de 93 : « Il est défendu de fumer, mais vous pouvez vous asseoir ! » A dix heures, tout à coup, dans le silence de la nuit, éclatèrent plusieurs décharges.

La section d'avant-garde s'était heurtée à une barrière légère, « semblable, écrivait un soldat, à celle que dans nos pays les bergers emploient pour parquer les troupeaux ». Elle fut bientôt renversée; mais les Hovas et les Makoas étaient embusqués en nombre derrière un retranchement, à quelques pas de là; ils tirèrent presque à bout portant sur les Français.

Cette décharge inattendue ne causa du reste qu'un trouble de peu d'instant. L'avant-garde ne riposta même pas. Elle s'élança à l'assaut de la barricade, baïonnette au canon.

Déjà, les Hovas tournaient le dos, pris de panique, et s'enfuyaient affolés dans la direction d'un second retranchement, derrière lequel le gros de leurs forces était posté, et situé au point 6 de la carte des environs de Diégo-Suarez, distribuée aux officiers français. Le commandant Martin ne voulut pas laisser à l'ennemi le temps de se reformer. Il accorda à ses hommes une halte d'une demi-heure et à minuit et demi, la colonne reprit sa marche en avant, dans la direction du point 6. La pluie continuait à tomber. Les sentiers étaient affreux. A quatre heures du matin, les guides déclaraient qu'il serait plus prudent de s'arrêter. Le commandant hésitait, lorsque, tout à coup, des cris retentissent : « Zouvi ! Zouvi ! ». C'est le qui-vive des Hovas. La fusillade éclate à quelques pas.

Dans nos rangs, on entend : En avant !

Les soldats du commandant Martin se précipitent, d'un élan irrésistible, à la poursuite de l'ennemi, qui avait abandonné ses morts sur le terrain. Plusieurs des nôtres se heurtèrent, dans cette course nocturne, à des cadavres. La colonne française était parvenue au pied du retranchement hova ; elle se précipita et enleva la position. La 4^e compagnie entra la première dans la redoute et y arbora le pavillon français.

Les troupes avaient bien mérité de se reposer. On ne pouvait d'ailleurs raisonnablement pas songer à pousser plus loin l'attaque et à tenter avec des forces insuffisantes de s'emparer du fort d'Ambohimarina que l'on croyait encore occupé par une garnison nombreuse, pourvu de canons et perché comme un nid d'aigle, sur les escarpements abrupts de la montagne. Les indigènes de la région considéraient la position comme inexpugnable.

Étant donné l'acharnement mis par les chefs hovas à préparer la défense de petites positions insignifiantes, on devait estimer qu'ils résisteraient certainement à Ambohimarina, leur quartier général et centre d'approvisionnement.

De grand matin, la colonne française prit les armes, en prévision d'une seconde journée de combat plus chaude que celle de la veille ; un indigène se présenta alors aux avant-postes. Il annonça que le fort d'Ambohimarina était évacué. Les Français n'avaient plus qu'à y pénétrer sans coup férir.

Le capitaine Bouvat l'occupa, sans rencontrer en effet la moindre résistance, à la tête de sa compagnie. A l'intérieur, le désordre de toutes choses indiquait bien quel effet moral énorme avaient produit sur les Hovas les escarmouches de la veille et de la nuit.

Le gouverneur d'Ambohimarina, Ratovelo, 14^e honneur, convaincu que les Français cerneraient la position au petit jour, et que ni lui ni

ses soldats n'échapperaient, s'était hâté de décamper vers le sud en compagnie de son fidèle ami le missionnaire Tacchi, sans même prendre la peine de déménager son mobilier personnel et ses papiers.

Dans une chambre traînaient un magnifique chapeau à plumes et des bottes à éperons. Cet « honneur », peu habitué sans doute à les chausser, les avait oubliées. Certaines correspondances saisies ne manquaient pas d'intérêt, parmi elles plusieurs lettres anglaises attestant quelles relations existaient entre les chefs hovas et les révérends missionnaires de la colonie britannique.

Les magasins du fort regorgeaient de denrées et particulièrement de riz. Au bas, dans la plaine, étaient réunis d'immenses troupeaux. L'ennemi les avait abandonnés. Plus de cinq mille bœufs, des milliers de porcs et de volailles furent capturés.

L'abondance allait régner dans notre colonie de Diégo-Suarez. L'occupation d'Ambohimarina rendait enfin la sécurité au pays.

La guerre avait malheureusement déjà coûté bien cher aux colons, dont les propriétés, situées à quelque distance d'Antsirane et demeurées plusieurs semaines sans protection, étaient saccagées.

Lorsque le commandant Martin et ses troupes rentrèrent dans la ville, après cette courte et brillante expédition d'Ambohimarina, ils furent accueillis avec enthousiasme par la population. La colonie offrit aux officiers de l'armée de terre et de mer un vin d'honneur. Le colonel Piel et le commandant Bienaimé, qui se trouvait en rade à bord du *Primauguet*, burent à la santé des braves gens venant de combattre, et particulièrement des volontaires, qui s'étaient conduits comme de vieux soldats.

De tous côtés, les indigènes des contrées voisines accouraient faire leur soumission. Les Hovas, leur gouvernement, les « honneurs » et l'armée avaient désormais perdu tout prestige au nord de Madagascar, dans le pays des Antankares.

Ces populations ne demandaient plus qu'à tourner leurs armes contre les anciens chefs, beaucoup, nous pourrions dire surtout dans l'espoir de profiter de fructueuses razzias.

Tsialana, roi des Antankares, engagea ses sujets à se joindre aux Français et à donner la chasse aux fuyards Makoas et Hovas. Cet ordre fut entendu et suivi. Les Antankares s'emparèrent d'un bétail considérable, de beaucoup d'esclaves et d'un canon, qui fut triomphalement amené chez le roi à Nossi-Mitsiou.

Ces nouvelles causèrent à Tananarive une cruelle déception.

Les amis les plus obstinés des Hovas, à Londres, se lamentaient. Shervington venait de débarquer au Cap.

Les reporters des journaux britanniques s'empressèrent d'interviewer l'ex-général malgache et de lui demander des explications sur sa retraite. Shervington avoua que l'armée hova n'était rien



Incinération de cadavres hovas, après le combat d'Ambolomonty.

moins qu'organisée et qu'il existait, du reste, à Tananarive un parti opposé au premier ministre et à la guerre.

« — Il y a, dit le colonel, un parti français à Madagascar, et l'on m'a accusé d'être passé du côté des Français et d'avoir vendu le pays. Naturellement je me suis défendu contre toute accusation de cette sorte.

« La veille de mon départ, le conseil de cabinet s'était réuni. Une lettre que j'avais écrite, dix-huit mois auparavant, à l'annonce de la guerre, était lue. Dans cette lettre, je disais mon opinion sur la tactique que les Français adopteraient. Je disais qu'ils dégageraient leur front sur la route qu'ils avaient effectivement l'intention de suivre, de façon à ne pas laisser un Hova derrière eux.

« Certains ministres me répondirent alors que cela prouvait assez que j'étais d'accord avec les Français.

« — Alors, colonel, lui demande un journaliste, vous êtes parti parce qu'on n'a pas voulu suivre vos instructions?

« — Je suis parti parce qu'on n'a pas voulu faire ce que je demandais sans cesse; mais je suis parti en fort bons termes avec le premier ministre, et la preuve en est qu'il m'a envoyé des cadeaux pour moi et pour ma femme.

« Le correspondant du *Times* et celui du *Daily Telegraph*, qui sont là-bas, savent bien que je ne suis pas à blâmer; mais j'étais abandonné.

« Tous les autres officiers sont partis à l'exception du lieutenant Weldon, qui reste comme correspondant du journal le *Globe*.

« Maintenant, après le départ des Européens, les Hovas sont livrés à leurs seules ressources.

« Leurs seules chances de succès seraient leur nombre et leur connaissance du pays, mais à condition qu'ils emploient une méthode de combat scientifique. Il est malheureusement probable qu'on enverra deux ou trois mille hommes de la pire classe contre les Français et qu'après leur défaite on dira : Vous voyez bien : nous ne pouvons pas résister. »

Ces déclarations ne faisaient, du reste, que confirmer les correspondances anglaises. Nos voisins d'outre-Manche, qui savent à propos employer la corruption, — ils l'ont bien prouvé en Egypte et ailleurs, à Madagascar même, — étaient persuadés que l'or français, mieux que les armes, aurait vite raison des fonctionnaires et des innombrables généraux hovas. Ces derniers, écrivait-on couramment à Londres, n'affectent d'organiser la défense nationale que pour se vendre plus cher à l'envahisseur de leur pays.

Les soldats hovas des nouvelles levées, assurait le *Times*, désertent par centaines. Moyennant un pot-de-vin, les officiers, le fils du premier ministre lui-même, favorisent ces désertions.

La reine, en dépit de ses proclamations flamboyantes et de ses ardents appels au patriotisme des Malgaches, était, selon la presse anglaise, disposée à traiter avec la France le plus tôt possible, et à abandonner son vieil et peu cher époux Rainilaiarivony.

Plusieurs fois, dans la nuit, en avril et en mai, des proclamations furent affichées à Tananarive, engageant le peuple à se révolter et à imposer la paix; mais en dépit d'assertions de certaines correspondances plus ou moins bien renseignées, le parti de la guerre était en réalité toujours le maître à Tananarive.

CHAPITRE XIV

De Marovoay à l'Ikopa.

Séjour du général Duchesne à Majunga. — Assainissement de la ville. — Son aspect. — La vie militaire. — Proclamation à la population. — Positions occupées par les troupes, le 16 mai. — Construction de ponts et de routes. — Le colonel Marmier. — Télégraphie optique et électrique. — Transports. — Marche en avant dans les marais. — Combat du 18 mai. — Les tirailleurs sakalaves à la baïonnette. — Le lieutenant Foreston. — Près du camp d'Ambodimonto. — Androto. — Passage du Kamoro. — En route vers l'Ikopa. — Les fièvres paludéennes. — Mort du colonel Gillon. — Au sanatorium.

Le général Duchesne avait appris l'occupation de Marovoay en débarquant à Majunga. La campagne débutait heureusement, puisqu'un des postes fortifiés les plus importants, barrant le chemin de Tananarive, était tombé entre nos mains. Une première étape franchie, les troupes allaient atteindre promptement, assurait-on, les plateaux de l'intérieur, rencontrer un sol favorable à la marche, opérer dans un pays au climat sain, d'une température supportable.

Majunga était encombré par des détachements de toute sorte. En rade, l'escadre du commandant Bienaimé et de nombreux transports. Sur la plage, sur le quai, un va-et-vient continu et pittoresque d'Algériens et d'indigènes occupés au transport des bagages, au débarquement du matériel; dans la ville, des officiers et des soldats de toutes armes.

Le port était sillonné par des embarcations et des remorqueurs; les rues regorgeaient; les voitures attelées de mulets, les coolies chargés de caisses et de marchandises, se frayaient à grand'peine un passage dans la foule.

La grande difficulté était de loger et de nourrir tout ce monde.

L'autorité militaire, usant des droits de la guerre, réquisitionna les locaux nécessaires à l'installation des services. Des officiers occupèrent les quelques maisons de colons européens et celles des Indiens et des Arabes, et y établirent leurs lits de camp et leurs moustiquaires. Les moindres salles furent transformées, le jour en bureaux, le soir en dortoirs.

La plupart de ces logements improvisés, à l'exception de ceux des Européens, étaient d'une malpropreté repoussante. Des scorpions et d'autres animaux y avaient élu domicile. Les ordonnances durent procéder à de vigoureux nettoyages. Encore ne réussit-on pas à rendre confortables les maisons de Majunga.

Dans le jour, en attendant l'embarquement sur les chalands et sur les canonnières, les soldats étaient occupés à diverses corvées et

avaient à répondre à des appels ; leurs chefs, hors du service, se réunissaient dans une grande baraque en bois transformée en restaurant par trois agents des Messageries maritimes industrieux. Cent cinquante à deux cents officiers y prenaient leurs repas. La viande de bœuf ne manquait pas ; elle figurait à tous les menus ; pour varier, du riz et des conserves ; ni légumes frais, ni fruits. Les volailles et les œufs étaient des plus rares. Le vin et les liqueurs abondaient. Grâce à une machine à fabriquer la glace, les convives buvaient frais, avantage appréciable par une chaleur minima de 30°.

Le cercle français, dont les vastes terrasses étaient bien exposées au moindre souffle de la brise de mer, donnait l'hospitalité dans la soirée à de nombreux consommateurs. Tous les corps étaient fraternellement mêlés : artilleurs, fantassins de marine, officiers de l'escadre, chasseurs d'Afrique, tirailleurs, lignards, officiers du génie et du train, etc.

Des camarades du camp de Sathonay se retrouvaient après quelques semaines de séparation. De vieux amis, qui ne s'étaient pas vus depuis Saint-Cyr, tombaient dans les bras l'un de l'autre. Ces réunions se prolongeaient fort avant dans la nuit.

On rappelait les souvenirs d'école et de garnison. Les officiers de l'état-major, approchant le général en chef, étaient avidement questionnés sur les nouvelles du jour ; mais les gazettes faisaient absolument défaut à Majunga. On n'y apprit l'occupation de Marovoay que vingt-quatre heures après la publication de la dépêche du général Metzinger dans les journaux de Paris.

Les conversations n'en continuaient pas moins au cercle où se discutaient les événements, les potins et les plans de campagne. Les moindres détails de la vie quotidienne prenaient une importance, étaient vivement commentés.

On blaguait volontiers les grands chefs sakalaves, assez grotesques et toujours suffisamment dépenaillés qui venaient faire leur soumission, et auxquels l'autorité supérieure française, moins sceptique, faisait rendre les honneurs suprêmes. Un officier paria qu'il lui suffirait d'affubler un turco, son ordonnance, de défroques malgaches, et de le faire présenter avec quelques esclaves au commandant de Majunga, pour qu'une partie de la garnison fût mise sur pied afin de recevoir ce personnage de distinction improvisé. Le nombre des souverains allait croître dans des proportions inquiétantes.

Ces plaisanteries, pas méchantes, égayaient les réunions du cercle. Le Français est frondeur partout, et surtout en campagne.

Les jeunes gens riaient volontiers des travers de quelques anciens. A un pessimiste, excellent soldat du reste, mais voyant l'avenir toujours sombre, on se plaisait à narrer les histoires les plus inquiétantes : les vivres manquaient ; les paquebots attendus n'arrivaient

pas; des complications paraissaient menaçantes en Europe, etc.

Certain soir, un officier annonça sérieusement :

— Messieurs, présage de mauvais augure.

On ne le laissa pas achever, il fut conspué. On le mit enfin en demeure de s'expliquer.

— Le commandant en chef a perdu son grand sabre!

La nouvelle était vraie. En débarquant, l'ordonnance du général avait laissé tomber le précieux sabre à la mer par 30 mètres de fond, d'où impossibilité de le repêcher.

L'arrivée du général Metzinger, après la paix de Marovoay, causa quelque distraction. La population militaire de Majunga connut enfin les détails des combats livrés par la première colonne. Celle-ci n'avait pas rencontré un ennemi tenace; mais elle venait de supporter vaillamment des fatigues inouïes; grâce aux pionniers de la première heure, les nouveaux venus n'auraient pas à camper dans les marais de la côte. Le chemin de l'intérieur était ouvert, mais au prix de quelles souffrances!

Les embarcations ramenaient chaque jour, à Majunga, de pauvres soldats hâves, les joues creuses, les yeux brillants de fièvre, anémiés, épuisés après plusieurs semaines de campagne.

Le général Duchesne ne manquait pas de visiter ces braves gens et de leur adresser quelques paroles d'encouragement, leur assurant qu'ils se rétabliraient vite au sanatorium de Nossi-Cumba en attendant le retour dans la mère patrie.

Le commandant en chef était estimé et aimé de tous; il inspirait confiance absolue à ses troupes.

Il adressa à la population la proclamation suivante :

« Le général commandant en chef porte à la connaissance de la population les dispositions suivantes :

« Aux termes des lois françaises en vigueur, tous les habitants indigènes ou étrangers, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, résidant sur le territoire occupé par les troupes françaises sont justiciables des tribunaux militaires pour tous crimes ou délits de nature à porter atteinte à la sûreté de l'armée française.

« Le général en chef espère que les habitants ne le mettront pas dans la nécessité d'avoir à appliquer ces dispositions. Il leur promet dans ce cas aide et protection à l'ombre du drapeau français, et leur donne l'assurance que, partout, l'homme paisible sera respecté dans sa personne, sa famille, ses propriétés et son industrie.

« Fait au quartier général à Majunga, le 6 mai 1895.

« Signé : DUCHESNE. »

Cette proclamation fut traduite en langue malgache et affichée dans toute la région débarrassée de la domination hova.

De même que le général Metzinger l'avait fait précédemment, le commandant en chef promettait, et on savait qu'il tiendrait parole, sa protection aux indigènes. La France ne venait pas les dépouiller. Son représentant à Madagascar se montrerait juste à l'égard de tous.

Le général avait donné des ordres sévères pour empêcher la maraude et le pillage. Défense était faite, sous peine de passer au conseil de guerre, de maltraiter les habitants.

Le commandant en chef s'était inspiré des instructions formulées deux siècles plus tôt par les premières autorités françaises à Madagascar et qu'il est intéressant de rappeler :

I

« Que le saint nom de Dieu soit honoré et respecté de tous les habitants, soldats ou tous autres, le culte divin exercé avec tout Respect et Humilité et l'Honneur rendu aux prestres, ecclésiastiques et supérieurs à chacun sa vocation et institution.

III

.....
 « Celui qui prendra par force une femme ou une jeune fille sera puni selon la rigueur des ordonnances.

V

« Tout François estant marié à une fille ou à une femme originaire de l'isle, ne pourra quitter ou délaisser sa femme, sous quelque prétexte que ce soit, si non aux cas de séparation qui se pratiquent dans le royaume de France.

VI

« Il est défendu très expressément à toutes personnes d'avoir et de retenir des femmes et filles scandaleuses en leurs mains sous peine de punition exemplaire.

VII

« Il est défendu à tout François de faire aucun tort, de prendre ou d'emporter aucune chose appartenant aux originaires du pays, quelque petite qu'elle soit. »

Les autres articles interdisent le duel, menacent l'assassinat, défendent les attroupements et le trafic des esclaves.

XII

« Il est expressément défendu de vendre aucun habitant originaire du pays comme esclave ou d'en faire trafic sous peine de sa vie. Et il est enjoint à tous les François qui les loueroient ou retiendroient à leur service, de les traiter humainement, sans les molester ni les rudoyer, à peine de punitions corporelles s'il y échet. »

Ces instructions, il est vrai, ne furent pas suivies à la lettre au xvii^e siècle, il s'en fallut de beaucoup; mais le général Duchesne était, lui, bien résolu à faire respecter les siennes.

Il n'avait pas eu à sévir à Majunga; la discipline des troupes était parfaite dans la ville et dans les camps. On en jugera d'après cette anecdote suffisamment caractéristique, prouvant à quel point chacun est pénétré du sentiment de devoir et d'obéissance aux ordres supérieurs.

En avril, on embarquait sur un boutre, chargé de provisions, un soldat envoyé aux avant-postes près d'Ankapoka. Il avait reçu des vivres pour une journée, le voyage était de quelques heures. L'embarcation échoua malheureusement et demeura trois jours embourbée, jusqu'à ce qu'une marée plus forte vint la dégager.

« Le bateau arriva enfin à Ankapoka. L'officier qui commandait cet avant-poste, dit un correspondant, put voir le soldat passer descendre péniblement du boutre, faire quelques pas et tomber inanimé sur la berge. On s'empresse autour du pauvre diable, on le relève, on le frictionne, le voilà ranimé et le lieutenant l'interroge :

« — Qu'as-tu ?

« — J'ai faim. J'avais un jour de vivres, et il y a quarante-huit heures que je n'ai mangé.

« — Mais malheureux, le boutre était chargé de pain et de vivres; pourquoi n'as-tu pas pris ce qu'il te fallait?

« — C'est vrai, mon lieutenant, mais je n'avais pas le droit d'y toucher!...

« N'est-ce pas que cette histoire est touchante et qu'on peut avoir confiance dans de pareils soldats? »

Dans tous les bivouacs des troupes récemment débarquées régnait la bonne humeur. Chacun faisait preuve de la meilleure volonté.

Au 16 mai, voici quelles étaient les positions occupées par les troupes du corps expéditionnaire entre Majunga et Marovoay :

Etat-major de la 1^{re} brigade (général Metzinger) à Marovoay ;

40^e bataillon de chasseurs, 1^{er} bataillon du 200^e à Marohogo ;

1. Voir au sujet de ces épisodes les correspondances adressées au *Temps*, au *Petit Journal*, etc., en mai 1895.

2^e et 3^e bataillons du 200^e à Majunga, en instance de départ pour rejoindre le 1^{er} bataillon ;

1^{er} bataillon du régiment d'Algérie (colonel Oudri), à Marovoay, moins une compagnie à Maevarano ;

2^e bataillon à Marovoay, moins une compagnie à Amparilava ;

3^e bataillon à Ankaboka ;

2^e brigade de marine (général Voyron), état-major à Majunga ;
Infanterie de cette brigade à Majunga.

15^e batterie du 38^e d'artillerie à Marolambo ;

16^e batterie à Majunga ;

Quartier général à Majunga.

L'état-major s'était préalablement assuré que ces bivouacs choisis comme les moins malsains ne manqueraient ni de bois ni d'eau potable, ni de pâturage pour les bœufs.

Chaque homme était muni d'un flacon renfermant cent pilules de quinine, il avait à prendre chaque jour une dose préventive ; les officiers et médecins veillaient à ce que les instructions du chef de service de santé fussent observées strictement.

A Majunga, l'autorité militaire, de concert avec l'administration municipale, ordonna toutes les mesures d'hygiène commandées par la situation et notamment par l'augmentation considérable du nombre des habitants.

A l'instar de Paris, la fameuse caisse Poubelle destinée à recevoir les ordures ménagères, devint obligatoire à Majunga.

Chaque matin avant sept heures, les rues devaient être débarrassées de leurs immondices.

Majunga fut sérieusement assainie, dès le troisième mois de l'occupation. L'autorité militaire assumait désormais toutes les responsabilités. Un capitaine de gendarmerie, M. Herqué, remplaçait le résident civil M. Estèbe, rentré en France, comme maire de la ville. Une commission municipale provisoire était constituée, composée d'officiers, d'un négociant français, d'un Indien et d'un sujet anglais. Par ordre, les rues seraient éclairées pendant la nuit. Interdiction était faite à tous officiers, colons français, étrangers ou indigènes de se servir d'armes à feu dans la place ou aux environs. L'administration municipale fit démolir les quartiers trop infects, élargit et perça des rues. La ville allait peu à peu se transformer et deviendrait habitable.

Aux environs, les compagnies du génie et les auxiliaires engagés en Afrique, 200 coolies arabes ou sénégalais, travaillaient à rendre praticable la route entre Majunga et Marovoay ; tâche pénible, puisqu'il s'agissait d'établir un chemin à travers des marécages et de construire de nombreux ponts.

Un de ces ponts élevés sur les marais est long de 300 mètres et



Combat d'Ambohimonto. — Le lieutenant Foreston blessé.

large de 3. Il repose sur des piles de maçonnerie, maintenues par des pilotis et des blocs de corail ; le fond en effet est très vaseux.

Pour hâter la concentration à Marovoay et vers l'Ikopa, le colonel Marmier, chef des services du génie du corps expéditionnaire, réussit à mettre en bon état en huit jours une voie de 5 mètres de large tracée par les 11^e, 12^e et 14^e compagnies du génie sur le sentier hova et ouverte aux voitures et à l'artillerie.

La télégraphie optique fonctionnait déjà et permettait au général Metzinger de communiquer vite et facilement avec le commandant en chef. Avant peu serait installée une ligne du télégraphe électrique de campagne.

« Le système des supports adopté consiste en bambous de 4^m 50

armés d'une pointe à la base et d'un petit isolateur au faite¹. Le fil employé est un fil de bronze de 2^{mm} de section. La ligne ainsi composée peut être placée avec une grande rapidité. A l'arrivée du général Duchesne, tous les différents services, y compris les bâtiments de l'ancien rova, ont été reliés. » Quant aux postes de télégraphie optique, ils étaient installés au nombre de trois : l'un au rova de Majunga, le second à Maevarano, le troisième à Marovoay. Le 9 mai, ce point était ainsi relié à Majunga, et le général en chef reçut la nouvelle que les populations de Marovoay et des environs, qui s'étaient sauvées au moment de notre arrivée, reprenaient possession de leurs maisons et rentraient en masse.

Pour traîner les voitures et le matériel, outre les chevaux et les mulets débarqués à Madagascar, le service des transports utilisa les bœufs du pays. Dans la contrée habitée par les Betsileos, la plus riche en bestiaux, les indigènes ont depuis longtemps dressé ces animaux; ils les appellent *souavally-aviby*, cheval-bœuf.

« La première opération que subit le bœuf à dresser, écrivait-on à *la Patrie*, constitue ce que l'on peut appeler une opération chirurgicale : on supprime la pointe de ses cornes, et, avec elle, son moyen de défense le plus efficace; puis on perce ses naseaux d'un trou dans lequel un anneau de fer est engagé. C'est à cet anneau que sont fixées les brides qui serviront à les diriger; les naseaux sont, en effet, la partie sensible du bœuf, comme la commissure des lèvres est celle du cheval, et une simple pression exercée sur eux maîtrise l'animal.

« Lorsque le bœuf est bridé, le dressage commence. Une sorte de collier-joug est mis sur son cou, devant la bosse, et à ce collier deux cordes sont attachées qui sont reliées à un objet lourd quelconque, billot de bois en général, traînant à terre. Le conducteur prend la bride et tire sur le nez du bœuf, qui, à son tour, tire sur le billot de bois. Les premiers jours, l'animal fait quelques façons, essaie de se refuser, beugle lamentablement, mais qu'y faire? Le nez est pris, le conducteur tire un peu plus fort et voilà notre bœuf, assagi par force, qui s'achemine tête basse, traînant le morceau de bois; il ne se rend pas à la première sommation, toutefois, et esquisse de temps à autre des velléités de résistance dont a vite raison un simple mouvement de son conducteur. Et le billot de bois avance, va à droite, à gauche, recule, s'arrête, repart, le tout au gré du dompteur.

« Après le billot, vient la voiture de campagne à deux roues, en tôle d'acier, légère et solide tout ensemble, qui fit ses preuves au Soudan. Le bœuf y est attelé et, habitué déjà à traîner, s'effarouche à sentir les brancards qui lui tapotent les flancs, dans les cahots. Grâce à l'anneau nasal, on arrive à lui persuader qu'il a tout intérêt à les

1. Voir à ce sujet un intéressant article de M. Jully dans *l'Illustration* du 8 juin 1895.

laisser tapoter, et l'on finit par obtenir ainsi un parfait limonier capable de traîner trois ou quatre cents kilos à travers la brousse. »

On n'a pas à se préoccuper de la nourriture du bœuf malgache, habitué à manger, à même la campagne, les herbes sauvages qui lui conviennent le mieux.

Il suffit, à l'arrivée à l'étape, de le dételé et de le laisser errer à sa guise.

Certains bœufs sont dressés à porter les fardeaux sur leur dos. Ils peuvent ainsi suivre les moindres sentiers; mais on ne réussit à les domestiquer complètement qu'en leur arrachant les cornes, lorsqu'ils sont tout jeunes encore.

Dépourvu de ces cornes qui sont pour lui des moyens de défense et d'attaque, l'animal devient doux, souple et soumis. Les Petsileos savent particulièrement l'utiliser, le bœuf leur sert même de monture et remplace chez eux le cheval de selle.

Le général Duchesne considérait à bon droit comme capitale cette question des transports et du ravitaillement de l'armée. Avant de rejoindre la 1^{re} brigade, il voulait être assuré que les munitions ni la nourriture ne manqueraient aux 15.000 hommes engagés, loin de leur première base d'opération dans les régions sans ressources qui précèdent l'Imérina, et que les blessés ou les malades pourraient être transportés et soignés dans les conditions les meilleures.

Le service le moins heureusement organisé était celui du port et de la navigation fluviale. De déplorables retards contrariaient les projets et les plans du général Duchesne. Grâce à des ordres énergiques et au dévouement des ouvriers de la marine envoyés à Majunga, qui travaillaient deux à trois heures de nuit à la lumière électrique, une partie du temps perdu fut regagnée.

En mai, le wharf de débarquement, envoyé de France, était enfin monté, non sans peine, et relié aux magasins de subsistances par un chemin de fer Decauville.

Pendant ce temps, la première brigade, qui venait de s'emparer de Marovoay, ne restait pas inactive et ne laissait pas à l'ennemi en déroute le temps de se reposer.

Ramasombazaha, surnommé par les soldats français, depuis sa défaite, Ramasse-ton-bazar, s'enfuyait avec les débris de son armée vers Mevatane. A chaque pas, nos troupes rencontraient des armes et des objets abandonnés par l'ennemi. Une sagaie d'argent, cadeau de la reine, fut trouvée dans les bagages du chef hova.

Celui-ci allait évidemment rallier les « honneurs » commandant à Suberbieville, Kavaninahitrimiany, Katelofeva, proche parent du premier ministre, et Kakatoaiena, neveu de la reine ¹.

¹. Ce prince, grand ennemi de la France, s'était distingué en 1894, en dirigeant plusieurs agressions contre des soldats français de l'escorte du résident général.

Le général Metzinger savait que l'ennemi concentrait dans cette région des forces importantes, parmi lesquelles des troupes régulières et exercées; il fit marcher en avant un détachement dans la direction d'Androtro, sur le chemin le plus direct de Majunga à Tananarive.

En quittant Marovoay par la grande avenue de l'Est, ce détachement d'avant-garde eut à traverser le ruisseau de Tsimahajaho pour pénétrer dans l'immense plaine marécageuse limitée à l'ouest par le Betsiboka, à l'est et au sud par des collines.

La marche au milieu de ces rizières et de ces marais dans lesquels le soldat enfonçait souvent jusqu'au ventre, fut une des plus pénibles étapes de la première brigade. Dix kilomètres sont ainsi franchis en pleine vase, recouverte de hautes herbes trompeuses, jusqu'au bois d'Androtro, aux arbres rares et rabougris. Le bois est exploré par les patrouilles; l'ennemi n'a pas songé à le défendre; mais la marche est lente parmi les broussailles, les lianes et les plantes grimpantes. Les hommes trébuchent à chaque pas. Enfin, le terrain se dégage peu à peu des milliers d'obstacles qui en défendent l'accès. Androtro apparaît. Les Hovas l'ont abandonné. Le village est formé d'une vingtaine de misérables cases; mais il est célèbre dans la province; à Androtro, en effet, s'élèvent les tombeaux de plusieurs rois sakalaves très vénérés.

L'altitude de ce point n'est que de 35 mètres au-dessus du niveau de la mer; en sortant d'Androtro, l'avant-garde traverse une petite rivière peu profonde. Le bain de pieds froid n'a rien de désagréable après une rude marche.

Au delà du cours d'eau, déjà la route se relève; elle ne cessera plus de monter jusqu'au sommet des collines d'Anfarantsika, 190 mètres au-dessus du niveau de la mer, au point culminant.

Le sentier, à peine tracé, s'avance au milieu des broussailles, dans les herbes hautes, où les embuscades sont à craindre. Certes l'ennemi paraît absolument démoralisé; mais un bon chef doit toujours tenir ses hommes en éveil, et suivre les prescriptions du service en campagne.

Plusieurs officiers de la colonne et le général Metzinger, qui avaient opéré au Tonkin contre les pirates, se souvenaient trop des guets-apens de là-bas, pour ne pas agir avec une extrême vigilance. La guerre en Indo-Chine fut pour eux l'école où chacun acquit une expérience précieuse. Certes, les Malgaches n'avaient ni l'esprit guerrier, ni la ruse, ni le courage des Pavillons-Noirs; mais l'avant-garde française devait, en pays couvert, marcher comme si, à chaque pas, une bande de Hovas aux aguets la menaçait d'attaque.

Les éclaireurs s'assuraient que l'ennemi n'occupait plus le pays. Plusieurs s'avancèrent loin dans la brousse, avec une rare au-

dace, et ne rencontrèrent d'autres êtres vivants que les nombreux oiseaux effarouchés et des sangliers s'enfuyant à leur approche. Quelle tentation pour les soldats d'en abattre au moins quelques-uns ! La chasse aurait été facile et fructueuse ; le maigre ordinaire de la popote se fût enrichi de gibiers variés ; mais l'ordre formel était de ne tirer aucun coup de feu et de ne pas alarmer la colonne mal à propos.

De Marovoay, après la prise de la ville, on avait pu constater qu'un grand nombre de Hovas, traversant les marais, où quelques-uns se noyèrent, s'étaient ralliés et retirés vers le sud-est.

Ces bandes, encore armées, menaçaient de troubler la sécurité de nos communications d'Androtro à Marovoay. Il importait de débarrasser le flanc gauche de la colonne expéditionnaire d'un voisinage, sinon inquiétant, du moins gênant.

Le général Metzinger réunissait enfin presque toute sa brigade, et même une partie de celle du général Voyron ; les tirailleurs algériens avaient eu les honneurs de la journée de Marovoay, ainsi que les compagnies de débarquement de l'escadre et l'infanterie de marine ; le premier bataillon du régiment colonial, composé de tirailleurs sakalaves, sous les ordres du commandant Pardes, était impatient, lui aussi, de marcher au feu.

Il reçut pour mission de donner la chasse aux Hovas réfugiés au sud-est de Marovoay et de s'emparer, avec deux compagnies de turcos et une pièce de canon, dans cette direction, du camp retranché d'Ambohimonto, entre Ambohibary et Manonga, où la présence de l'ennemi était signalée. Expédition pénible, puisqu'il s'agissait de s'aventurer dans une contrée mal connue, d'un accès difficile et sans aucune route ni sentier tracé ; mais le commandant Pardes est un rude soldat qui ne connaît pas d'obstacles insurmontables. Il avait sous ses ordres de très bons officiers, et un cadre excellent de sous-officiers, presque tous vieux combattants des campagnes coloniales.

La colonne se mit en marche le 4 mai dans les marais qui s'étendent au sud-est de Marovoay, avançant lentement sur un sol mouvant, affreusement tourmentée par d'innombrables moustiques, souffrant de la chaleur, mais résolue à accomplir sa mission, fût-ce au prix de fatigues presque surhumaines.

Officiers et soldats pressaient le pas afin de faire plus tôt parler la poudre.

Les tirailleurs sakalaves avaient déjà montré de précieuses qualités militaires. Le commandant Pardes était plein de confiance en ses soldats.

Après des marches et reconnaissances, le 15 mai, l'ennemi est signalé.

Les Hovas, au nombre de plus de 2.000, gardent le gué sur la rivière de Karemba, par lequel ils assurent leur retraite vers l'est. La

colonne de tirailleurs malgaches s'avance, abritée par les bouquets de bois dont la région est couverte. L'ennemi est posté à un kilomètre environ du village de Manonga; il a négligé d'occuper un mamelon qui s'élève à cent cinquante mètres du camp.

Aussitôt sont prises les dispositions de combat. Les Hovas, mal gardés, ignorent encore que le bataillon français est à moins d'une portée de fusil de leur bivouac. Les tirailleurs s'avanceront dissimulés dans la brousse, et à bonne distance ils précipiteront l'attaque.

Ces ordres sont exécutés avec beaucoup d'intelligence.

Les hommes gardent le silence, silence absolu. Parfois, l'un d'eux trébuche et tombe, son fusil choque une autre arme ou une gamelle de campement : gros émoi. L'ennemi a-t-il entendu ce vacarme?

On avance toujours. Les tirailleurs occupent le mamelon. Les postes hovas sont proches maintenant; les tirailleurs vont s'élancer. Ils s'arrêtent quelques instants. Les baïonnettes, droites au bout du canon, sont menaçantes, tournées vers l'ennemi. Les officiers, revolver au poing, attendent le signal.

Mais l'éveil est donné aux Hovas; des coups de feu retentissent...

— A l'assaut!

Les clairons de la section d'avant-garde sonnent vigoureusement la charge entraînant, furieuse. Les plus fatigués prennent le pas gymnastique.

— En avant! crient les officiers, qui donnent l'exemple, en s'élançant les premiers, le sabre haut.

— En avant! répètent les sous-officiers, tandis que les tirailleurs poussent des cris de guerre, et, pieds nus, se jettent sur l'ennemi, sans que rien puisse les arrêter.

Les Hovas ont eu le temps de courir aux armes; surpris et menacés d'être tournés par une compagnie française qui s'avance vers l'est, ils tiennent bon. La fusillade crépite sur toute la ligne de leur camp; mais nos tirailleurs ont franchi les quelques mètres qui les séparaient encore de l'ennemi, et ils engagent le combat corps à corps avec un entrain, une ardeur irrésistibles.

Les Hovas sont refoulés à la baïonnette.

Déjà bon nombre d'entre eux, plusieurs de leurs officiers sont tombés, la poitrine ou le ventre traversés par les terribles fourchettes à une dent, ou le crâne brisé par la crosse transformée en massue et manœuvrée par de véritables colosses.

Cependant quelques groupes, désespérant de s'échapper, résistent encore et brûlent leurs dernières cartouches.

La 2^e compagnie de tirailleurs les bouscule; mais un de ses chefs, le lieutenant Foreston, est blessé au flanc; le revolver d'ordonnance du jeune officier, dont la crosse fut pulvérisée, amortit heureusement

le choc de la balle ennemie. Douze des nôtres sont tombés dans cette attaque; quatre, parmi lesquels un sergent, sont grièvement atteints. Les Hovas ont mis en batterie près de leur camp, à 30 mètres à peine du mamelon, un canon Krupp. Mais les tirailleurs ne laissent pas à l'ennemi le temps de charger cette pièce, ils se précipitent et clouent à la baïonnette les artilleurs sur l'affût.

« Un officier hova, chargé de décorations, un treizième honneur, suppose-t-on, dirigea le tir d'une mitrailleuse Gatlin; se voyant, écrivait un correspondant, cerné à un moment donné, il fit feu sur le commandant Pardes, qui se dirigeait de son côté; mais la balle, heureusement, passa au-dessus de la tête de cet officier pour aller s'aplatir un peu plus loin.

« Le commandant s'élançait sur son agresseur lorsqu'un tirailleur sakalave, qui se trouvait à ses côtés, prompt comme l'éclair, embrochait le dignitaire hova, qui tombait pour ne plus se relever. »

Les 1^{re}, 3^e et 4^e compagnies du bataillon sakalave dirigent alors des hauteurs leurs feux de salve sur les fuyards embourbés dans les marais.

L'ennemi est en pleine déroute; il abandonna, le lendemain, le camp d'Ambodimonto.

Les clairons sonnent le ralliement.

Déjà les deux médecins qui accompagnent le bataillon ont installé une ambulance provisoire et procèdent aux premiers pansements. Quelques blessés ennemis sont recueillis. On ne compte pas moins de soixante cadavres hovas sur le terrain de l'action.

L'appel est fait dans chaque compagnie. Pas un tirailleur n'est resté en arrière. Certains hommes légèrement blessés ont déjà repris leur place dans le rang.

Le but de l'expédition, si rondement menée, était atteint, et la région de Marovoay débarrassée des derniers groupes ennemis qui menaçaient la gauche de nos colonnes et de nos convois en marche vers le plateau d'Ankarafantsika.

Cette marche en avant allait continuer, pressée par le général Metzinger, après quelques jours de repos à Androtro.

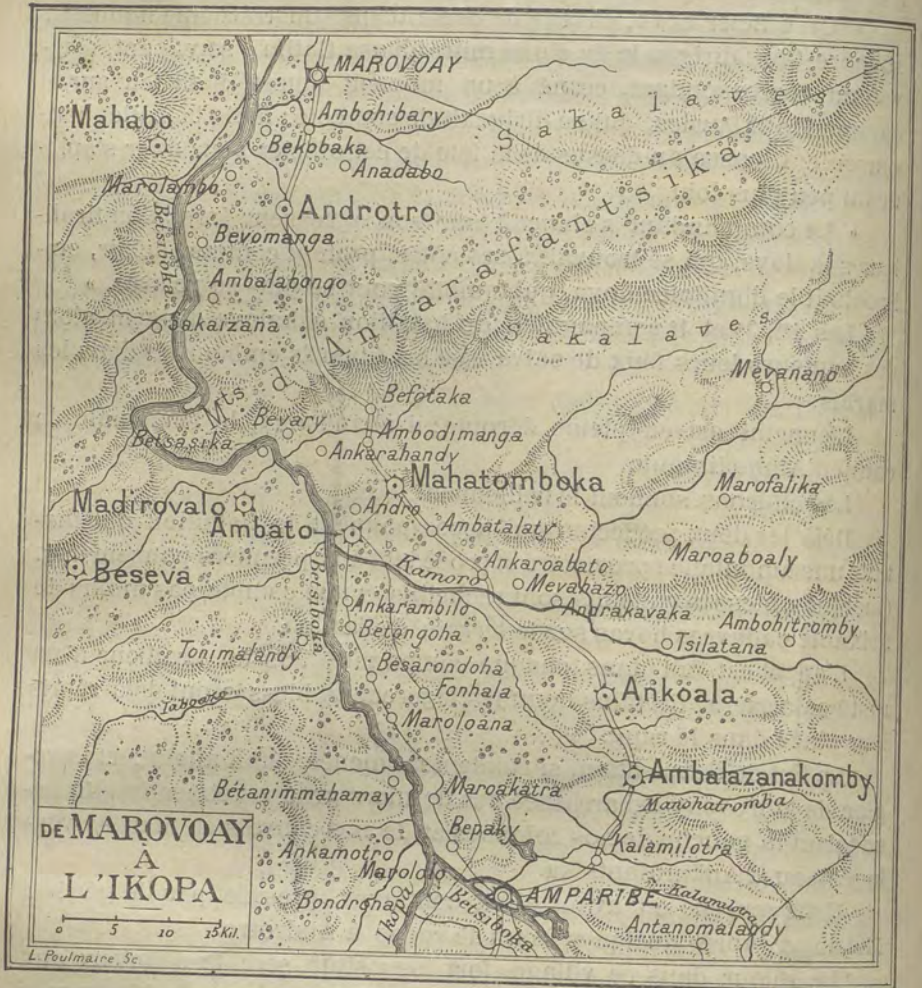
Le séjour dans ce village, fort bien situé, sembla délicieux aux troupes qui venaient de franchir les difficiles étapes de Majunga à Marovoay. Nos officiers algériens comparaient Androtro à une oasis au milieu de vastes et monotones marécages.

Le plateau d'Ankarafantsika est couvert d'une herbe épaisse et haute de plusieurs mètres. Quelques arbres, d'un feuillage vert argenté comme celui des oliviers, s'élèvent au-dessus de cette verdure mouvante, agitée par les moindres souffles de la brise. Des sommets, on découvre l'estuaire du Betsiboka et la mer.

Les Hovas auraient pu essayer de défendre les premiers passages

montagneux ; mais ils se retirèrent devant les troupes françaises, dont le mouvement offensif s'accroissait, maintenant que le général Duchesne disposait de son corps d'armée tout entier.

Pour marcher sur Mevatanana et Suberbieville (consulter le plan détaillé que nous publions), la 1^{re} brigade devait suivre le sentier



jusqu'au poste d'Ambodimanga, qui sert de gîte d'étape aux courriers de la reine, redescendre vers la plaine au milieu de laquelle s'élève le village fortifié de Mahatomboka, misérable bourg de deux cents cases environ, groupées autour d'un rova ou fort ; et gagner enfin Ambato, à l'embouchure du Kamory ou Kamoro. Tous ces noms baroques faisaient la joie du soldat et des amateurs de calembours.

Tandis que le gros des troupes s'avancait dans la direction indiquée, deux petits détachements opéraient sur les flancs de la colonne



Prise d'un canon par les tirailleurs malgaches.

principale, l'un sur la rive gauche du Betsiboka, vers Beseva, l'autre à droite vers Ankoala.

Beseva est situé sur les bords d'un affluent considérable du fleuve, appelé Ampanijary. Les Hovas y avaient installé un poste militaire pour surveiller les Fahavalos ou bandits de la région, très nombreux et très audacieux ; mais ce poste fut évacué par l'ennemi ; nos troupes l'occupèrent sans coup férir¹.

Le détachement envoyé à Ankoala ne rencontra guère plus de résistance. Le corps expéditionnaire était donc maître des hauteurs sur un front de plus de trente kilomètres.

1. Le district de Beseva comprend un grand nombre de villages habités par des Sakalaves et des Makoas. La reine, en temps de paix, y était représentée par un gouverneur, 10^e honneur, nommé Rainjoanary.

La colonne principale, parvenue à peu de distance du Kamoro, n'eut à chasser devant elle que de petites bandes de Hovas. Ces derniers ne tinrent nulle part. Ils occupaient en forces le village de Trabonjy, mais à peine un mouvement tournant par l'est fut-il desiné que l'ennemi s'empessa de battre en retraite.

Nos éclaireurs avancés reconnurent Ambato et la rive du Kamoro. Les Malgaches s'opposeraient-ils au passage de la rivière, large, rapide et profonde? Aucun retranchement n'avait été élevé sur la rive droite; la brigade s'installa à Ambato, et le général, d'accord avec les ingénieurs de la marine, donna les ordres nécessaires pour franchir le Kamoro. Cette opération, menée avec activité, fut longue et difficile.

Le Kamoro est un cours d'eau formé d'une chaîne d'étangs et de marais profonds; en malgache, *kamoro* signifie « étang ». A l'endroit où la brigade Metzinger était parvenue, la rivière est large d'environ 50 mètres; il s'agissait de transporter sur l'autre rive plusieurs milliers d'hommes, des chevaux, des mulets et un matériel considérable. Les ressources du pays sont nulles. Pas une embarcation sur les bords.

Grâce à l'activité de l'ingénieur de la marine, M. Revol, huit chalands montés avaient pu rejoindre l'avant-garde du corps expéditionnaire. Ils furent amenés à grand'peine sur la rivière et le passage commença. Le génie et les marins firent preuve d'un zèle et d'un dévouement admirables. Ils triomphèrent de toutes les difficultés, souvent au péril de leur vie, et se montrèrent infatigables.

L'opération du passage en effet ne dura pas moins de cinq jours. Tout d'abord furent jetés sur la rive droite plusieurs détachements d'infanterie avec mission de fouiller le terrain et de protéger cette opération; mais l'ennemi s'était déjà retiré loin de là. Une section d'artillerie fut embarquée, puis successivement, franchirent la rivière, les compagnies d'infanterie, l'état-major, les bagages, voitures, munitions, etc..., tout l'attirail — et il tient de la place — d'une armée en campagne.

Sur l'autre rive du Kamoro, une contrée, d'apparence riche et de végétation puissante, s'ouvrait devant nos troupes, toute différente de celle parcourue depuis Marovoay. Plus de marais ni d'herbes, mais de superbes bananiers hauts de 4 à 5 mètres, touffus et formant une imposante voûte de verdure, jusqu'au village de Betongaa, des plantations de cannes à sucre, de patates, etc...

Betongaa est un village sakalave d'environ trois cents habitants, élevé de plusieurs mètres au-dessus du Betsiboka. Le terrain est sec et ferme, le sentier très praticable. Nos soldats retrouvaient pour un instant de frais ombrages et un sol résistant. Il n'en fallut pas davantage pour réveiller la belle humeur de tous. Quelques-unes des plus rudes étapes vers Tananarive étaient enfin franchies. Les ardens,

— et on les comptait par centaines dans le corps expéditionnaire, — regrettaient seulement que l'occasion leur fût trop rarement offerte de combattre. L'odeur de la poudre est encore, pour des troupes en marche, le meilleur des stimulants.

A l'avant-garde, les jeunes officiers se désespéraient. Pas le moindre Hova à l'horizon.

— L'armée de M^{me} Gaspard, disaient les soldats, elle n'existe que dans les journaux !

— Et les fameux Anglais ?

— Ils ont brûlé la politesse à leurs amis.

— Nous ne tirerons pas un coup de fusil.

— Pas même sur les moineaux malgaches.

Mais tout à coup la tête de colonne s'arrête.

— C'est l'ennemi, enfin !

L'avant-garde est à peu de distance du hameau de Maroloana, petit groupe de cinq cases sordides habitées par quelques soldats hovas, sur la route suivie par les courriers de la reine.

Un poste malgache y est encore installé ; mais après quelques coups de feu, il se replie précipitamment.

Encore une fausse alerte pour la colonne. Chacun remet le fusil à la bretelle et maudit les Hovas.

Un officier de l'état-major du général Metzinger, envoyé en avant, revient, après s'être assuré que l'ennemi ne tiendra pas. On le questionne.

— Nous rencontrerons sans doute, répond-il, une résistance sérieuse au confluent de l'Ikopa et du Betsiboka. On sait que des forces importantes ont été réunies dans cette région.

— En avant, disent les officiers, nous verrons bien !

La colonne poursuit sa marche. Le soir, au bivouac, les soldats devisent autour des gamelles de campement dans lesquelles mijote un rafa peu succulent. On parle de Suberbieville.

— C'est le pays des mines d'or.

Quelques naïfs ouvrent de grands yeux. Il paraît qu'en ce pays enchanteur, il suffit de se baisser pour ramasser un trésor. Un vieux sous-officier raconte des histoires d'antan ; il a connu un ancien qui était allé en Chine avec Palikao et qui avait rapporté de là-bas des pierreries et des « tas de choses précieuses ». Il avait tout « bazaré » au retour et aujourd'hui il vit « rentier » dans son pays. Avec un peu de veine, conclut le narrateur, nous pouvons faire comme lui.

La nuit, plus d'un soldat rêve qu'il rentre en France, chargé d'or ; mais la diane interrompt ces songes et rappelle chacun à la réalité.

La première brigade avait ordre de ne plus s'arrêter qu'au confluent de l'Ikopa et du Betsiboka, où le général Duchesne devait la rejoindre pour diriger lui-même les opérations.

C'est à Bepako que se réunissent les deux cours d'eau.

Le 4 juin, le général avertissait par dépêche le ministre de la guerre qu'il quittait Majunga et se mettait en route pour prendre le commandement des troupes. Le 8, une nouvelle dépêche très laconique parvenait à Paris :

« La première brigade est arrivée à 4 kilomètres du confluent de l'Ikopa et du Betsiboka, qui ne semble pas défendu.

« L'ennemi paraît être concentré devant Mevatane. »

Par d'autres dépêches non communiquées à la presse, le général en chef du corps expéditionnaire avisait le gouvernement des mesures prises par lui, avant de quitter Majunga et donnait d'importants renseignements sur l'état sanitaire des régiments récemment débarqués.

La fièvre n'avait épargné aucun des soldats d'infanterie de marine, les premiers entrés à Majunga ; elle faisait maintenant des victimes parmi les derniers venus, jeunes soldats insuffisamment entraînés et résistant mal au climat.

Le nombre des indisponibles était déjà fort élevé. Combien plus considérable encore il serait avant que le corps expéditionnaire atteignit la région plus saine de l'Imerne !

Des officiers, quelques-uns trop âgés, devaient eux-mêmes se résigner à abandonner leur poste, à quitter les camarades en route pour Tananarive. Déception cruelle pour ces bons serviteurs du pays, qui avaient voulu quand même suivre leur bataillon ou leur compagnie à Madagascar, et que la maladie terrassait, si loin de la patrie, si loin de la famille, avant même le premier combat !

Un officier d'artillerie, le capitaine Menjaud, commandant la 4^e section de parc du 38^e, avait succombé pendant la traversée entre Périn et les îles Glorieuses. Il souffrait d'un embarras gastrique des pays chauds. Cette maladie devait faire plus tard d'autres victimes.

Un officier¹, camarade de voyage du capitaine Menjaud, exprime ainsi dans ses notes les impressions causées à bord par cette mort, avec un récit des incidents tristes et imposants des obsèques en mer :

« 18 mai. — A cinq heures, six ou sept dormeurs de la passerelle sont réveillés par cette phrase : « Il est mort ! » Qui ? On souhaite encore qu'il ne s'agisse que d'un mulet. Mais non ! c'est le capitaine M., qui, n'ayant pas repris connaissance depuis hier, vient de succomber à la dysenterie. Le docteur arrive sur la passerelle, épuisé de fatigue, de nausées, blanc comme un linge ; il s'étend comme une souche et s'endort. Pauvre capitaine ! Ce ne seront pas les soins qui lui auront manqué : ses deux infirmiers, son ordonnance étaient toujours là,

1. *En route pour Madagascar*, journal d'un officier du corps expéditionnaire, par le lieutenant X., dans le *Bulletin de la Réunion des Officiers*, 13 juillet 1895 et suivants.

insensibles au mal de mer, au dégoût causé par l'infection; mais tout leur dévouement est resté impuissant.

« Triste sort que de partir ainsi et de ne pas même arriver au port! Certainement, malade, il aurait dû rester se refaire en France; mais qui d'entre nous n'eût pas, comme lui, préféré courir cent risques plutôt que de manquer cette campagne ?

« La nouvelle atterre tout le monde; mais on est si malade que nous restons trois pour veiller le corps: D. semble puiser dans cette émotion une vigueur nouvelle, car il va, vient, donne des ordres et veille le corps tout le premier. P. lui succède, puis moi au moment où, l'infection devenant trop avancée, on fait la toilette du mort. On le coud dans son drap, sa couverture, une toile à voile; longue et pénible opération à laquelle nous assistons, casque bas, profondément remués, pendant que la mer, de plus en plus agitée, monte jusque sur le pont, avec un bruit furieux, demandant sa proie qu'on lui fait attendre.

« Puis on entoure le corps d'un pavillon tricolore sous lequel est fixée une petite croix de bois. Quelques barres de fonte alourdissent les pieds, et c'est tout; on le place tout à fait à l'arrière, derrière une tente, et je reste seul à le veiller avec les deux hommes de garde, malades tous deux, autant d'émotion que de la mer.

« Jamais, en effet, nous n'avons été aussi émus qu'à la vue de ce grand pavillon, de ces trois couleurs chéries qui vont envelopper de leur linceul glorieux le premier de nos morts. Moment grandiose, douloureux et poignant, que nous n'oublierons plus, dussions-nous vivre cent ans. Le silence le plus profond règne autour du corps de ce soldat arraché, avant d'avoir pu le réaliser, à son rêve longtemps caressé. Et le pavillon en berne semble une bien éclatante, mais encore modeste expression de notre deuil à tous.

« Au bout d'une heure, nos deux hommes ont été remplacés, n'en pouvant plus, obligés d'aller se coucher. L'immersion n'est que pour cinq heures, en grande tenue et en armes. Comment allons-nous faire pour nous changer? Descendre dans les profondeurs nauséabondes de la cabine, fouiller dans nos cantines — terrible, mais nécessaire — en sortirons-nous? En tout cas, nous sommes sales comme des peignes, pas lavés depuis deux jours, noirs de charbon, les effets cachou tout tachés par nos siestes sur le sol ou sur les fauteuils sales.

« 8 heures. — Comme il faut que ce malaise dû à la mer soit puissant, pour avoir mélangé à la tristesse que nous cause la perte du capitaine l'appréhension de se changer pour lui rendre les derniers devoirs! Cela s'est fait tout de même, grâce à l'amabilité du commandant qui nous a prêté sa cabine, et à cinq heures nous avons assisté aux derniers adieux faits par le capitaine S. à ce qui restait de son camarade. Un *Pater* et un *Ave* récités par un artificier, le temps de stopper et au commandement « Envoyez », le corps a filé dans la

mer. Et nous sommes restés pleins de tristesse, les hommes comme les officiers, car le capitaine était très bon et très juste. »

Le premier officier de l'armée de terre qui succomba sur la terre malgache fut le capitaine Buguin, commandant la 6^e compagnie du 30^e escadron du train des équipages, parti le 25 avril de Montauban et débarqué à Madagascar à la fin de mai. Cet officier, très bien noté, d'apparence vigoureuse, ayant fait campagne au Tonkin pendant de longs mois, succomba, tué par les fièvres paludéennes quelques jours après son arrivée à Majunga. Il avait été nommé chevalier de la Légion d'honneur deux mois plus tôt, à la revue de Sathonay, où le Président de la République lui remit la croix ¹.

L'état-major et les officiers présents à Majunga se firent un devoir d'assister aux obsèques du capitaine Buguin, auquel furent rendus les honneurs militaires.

Une autre mort, celle du colonel Gillon, commandant le 200^e de ligne, causa la plus vive émotion. Le 200^e de ligne, parti de France au milieu des acclamations de Paris, de Lyon et de Marseille, exclusivement composé de soldats tirés des régiments de ligne de toutes les régions, était peut-être le corps auquel s'intéressaient le plus de familles françaises.

Des bruits peu rassurants s'étaient répandus à son sujet. On assurait que des malades du 200^e en grand nombre avaient dû être évacués sur les hôpitaux. Les dépêches officielles restaient muettes sur l'état sanitaire. L'inquiétude, loin de se calmer, augmentait. Et brusquement, on apprenait que le chef lui-même du régiment avait succombé à une attaque de dysenterie. Les parents dont les enfants étaient incorporés au 200^e, aimaient et estimaient le colonel Gillon. Ils savaient, par les lettres des soldats, que ce brave officier dirigeait son régiment avec une sollicitude paternelle. Toujours sévère, exigeant de chacun le respect absolu de la discipline, très pénétré du sentiment du devoir, il ne laissait passer sans punition méritée aucune faute; mais il veillait constamment sur la santé et le bien-être matériel et moral de ses hommes. Tous, à quelques exceptions près parmi les sous-officiers, étaient très jeunes encore, conscrits des classes 1892 et 1893, n'ayant jamais fait campagne. Le colonel avait prescrit pour eux un bon régime d'hygiène; il surveillait lui-même le logement et la nourriture des compagnies. On sait en outre que, pour distraire officiers et soldats, pour chasser la nostalgie, il avait organisé à ses frais une fanfare destinée à charmer les soirées au bivouac, les heures de repas et aussi peut-être à entraîner au feu les combattants.

Depuis le jour du débarquement à Majunga, le colonel était souffrant; il ne craignit pas cependant de se surmener jusqu'au mo-

1. Le 25 juin mourut sur la côte malgache M. Blaus, enseigne de vaisseau.

ment où la maladie eut raison de lui. L'énergique officier dut entrer à l'ambulance à Marovoay. Evacué sur l'hôpital d'Ankaboka où il resta toute une semaine, il voulait, écrivait un correspondant, « obstinément reprendre son rang à l'avant-garde. Mais, le mal faisant des progrès terribles, le médecin en chef du poste médical contraignit le malheureux officier à partir pour Majunga ; c'était le 4 juin. Les larmes aux yeux, le colonel Gillon quitta ses officiers qui ne devaient plus le revoir. Un filanzane le conduisit au port où le bateau affrété le *Kilwa* le transporta à Majunga. » Il mourut un mois à peine après son arrivée à Madagascar, moins de deux mois après les enthousiastes ovations qui l'avaient salué dans les rues de Lyon et de Marseille.

Le colonel Gillon avait fait campagne sur sa demande ; bien que père d'une nombreuse famille, riche et déjà âgé, — 55 ans, — il avait vivement insisté au ministère de la guerre pour être désigné comme chef de corps à Madagascar.

« Il faut bien faire quelque chose, écrivait-il au lendemain de sa nomination à un camarade de promotion, ancien officier, M. H. Barthélemy. J'ai encore bon pied et bon œil. La guerre, avec..., ce sera quand ? En attendant, je vais faire un tour à Madagascar. Je n'y gagnerai rien, je le sais. Mais, tranquille sur le sort de ma chère petite famille, j'ai voulu servir la patrie du mieux qu'il m'est possible. Ce sera plus dur, peut-être, qu'on ne le suppose. En tout cas, il ne faut jamais mépriser son adversaire, et c'est sur ce principe que je réglerai ma conduite. »

Or, l'adversaire là-bas, c'était le climat plus que le Hova.

Avant l'embarquement, le colonel répondit à un médecin militaire qui crut devoir lui faire quelques observations sur sa santé :

— J'ai été choisi sur mes notes par le général Duchesne. Je ne puis refuser un poste d'honneur. Et puis, mon cher ami, c'est mon devoir que j'accomplis. Advienne que pourra !

N'est-ce pas la devise du soldat, toujours prêt à donner sa vie pour la patrie ? Le colonel fut unanimement regretté par ses camarades du corps expéditionnaire et par ses subordonnés.

« Ame droite, esprit élevé, disait un de ses amis, caractère chevaleresque, haute intelligence, vaste érudition, Gillon réunissait toutes les qualités qui font le véritable général.

« Il laisse derrière lui l'estime, l'affection et le respect de ses chefs, de ses camarades et de ses subordonnés, et j'ai la conviction d'être ici leur interprète en exprimant ces sentiments dans mon dernier adieu à celui qui fut un brave et dévoué serviteur de la France¹ ».

1. Le colonel Gillon, on le sait, avait été grièvement blessé devant Metz, en 1870, à la bataille de Rezonville. Il était alors lieutenant au 81^e de ligne, de la brigade Lapasset, celle qui refusa de livrer ses

Dans un ordre du jour adressé aux troupes, le général Duchesne disait : « Si le colonel Gillon n'a pas été frappé d'une balle, il n'en est pas moins mort devant l'ennemi comme un loyal soldat. L'armée et le pays tout entier s'associeront à la douleur de sa veuve et de ses enfants. »

Le colonel Gillon était un ardent patriote. Ayant tenu longtemps garnison à Strasbourg avant 1870, il y comptait des amis, et depuis nos désastres, il avait gardé l'espoir de rentrer un jour en vainqueur dans la vieille ville alsacienne reconquise.

Espoir déçu ! Lui non plus, après tant d'autres officiers de 1870 déjà morts, il ne verrait pas la revanche ; mais n'avait-il pas contribué à la préparer en formant des soldats braves et disciplinés, et en leur donnant l'exemple du devoir et du sacrifice¹ ?

Le colonel Gillon fut remplacé à la tête du 200^e par le lieutenant-colonel Bizot, dont on connaît les états de service ; celui-ci eut pour successeur le commandant Barre, du bataillon de la légion étrangère promu au grade supérieur. Né en 1848, sous-lieutenant en 1868, M. Barre est breveté d'état-major, de même que M. Bizot. Il a fait la campagne contre l'Allemagne à Metz, où il fut blessé, au Tonkin, en Annam et en Algérie. C'est un officier de haute valeur et d'une rare énergie.

L'état-major du 200^e fut donc immédiatement reconstitué ; le régiment, en effet, ne tarderait pas sans doute à être engagé, puisqu'il faisait partie de la brigade d'avant-garde, commandée par le général Metzinger, et dont les premiers détachements allaient franchir l'Ikopa.

En prenant possession de son commandement, le nouveau chef du 200^e, le lieutenant-colonel Bizot adressa à ses soldats l'ordre du jour suivant :

Ordre du régiment n° 22.

« Le lieutenant-colonel a la douleur d'annoncer au régiment la mort de M. le colonel Gillon, commandant du 200^e, décédé de la dysenterie sur le *Shamrock* en rade de Majunga, dans la nuit du 12 au 13 juin².

« Esclave de son devoir et luttant jusqu'au bout avec la plus grande énergie, le colonel Gillon ne s'est résigné à entrer à l'ambulance que terrassé par le mal, et alors que déjà son état inspirait les plus vives inquiétudes.

drapeaux et qui les brûla. A peine guéri de sa blessure, le lieutenant Gillon, promu capitaine, avait mis son épée au service du gouvernement de la Défense nationale.

Le ministre de la guerre, dès qu'il apprit la mort du colonel du 200^e, s'empressa d'exprimer à sa veuve à Bayonne ses regrets et ceux du gouvernement.

1. Le colonel Gillon était à la veille de passer général, lors de son départ pour Madagascar. Il était inscrit le 10^e au tableau d'avancement. Il devait être promu le 14 juillet.

2. Le lieutenant-colonel annonçait la mort aux différents détachements du régiment, dont quelques-uns assez éloignés de l'état-major.



Sanatorium de Nossi-Cumba.

« En disant un dernier adieu à celui qui créa notre régiment et qu'il aimait d'un si grand amour, le lieutenant-colonel, les officiers, les sous-officiers et soldats du 200^e envoient le plus profond et respectueux témoignage de leur douloureuse sympathie à la veuve infortunée et aux pauvres orphelins si cruellement frappés.

« Le Dieu des armées recueillera dans son sein ce soldat qui tombe sur la terre étrangère pour notre chère patrie.

« Marovoay, le 14 juin 1895.

« *Le lieutenant-colonel commandant le régiment,*

« Signé : BIZOT. »

D'autres promotions étaient attendues pour remplacer le chef de bataillon Barre et plusieurs officiers entrés aux ambulances.

Le 200^e de ligne et le 40^e bataillon de chasseurs, ainsi que le bataillon de la légion étrangère, avaient rejoint la première brigade, non sans laisser en arrière un grand nombre d'hommes incapables de suivre.

Le directeur du service de l'arrière-garde, le colonel Bailloud, restait provisoirement à Majunga, afin d'y former les convois de vivres et de munitions, et de recevoir les malades évacués sur les ambulances, celles de la ville ne suffisant plus à abriter les fiévreux.

Quelques-uns furent embarqués à destination de la Réunion, où fonctionnait un comité de la Croix-Rouge. M^{me} Danel, femme du gouverneur de la colonie, et d'autres dames, infirmières auxiliaires, avec un beau dévouement, entouraient de soins [presque maternels] les pauvres jeunes gens que la fièvre secouait de terribles accès.

A Nossi-Cumba, le sanatorium, dont nous avons déjà parlé et que le général Duchesne avait visité dès son arrivée, en compagnie du docteur Emery-Debrousses, reçut un premier contingent de malades.

Nossi-Cumba, voisine de Nossi-Bé, île française, en est séparée par un canal d'environ cinq cents mètres de largeur, canal d'un bon mouillage et praticable pour toute espèce de bâtiments.

« Nossi-Cumba¹ est un pâté presque entièrement rond à sa base et qui a deux sommets. L'un de ces sommets, dans la partie sud-est, est formé par un massif de roches. L'autre, situé à peu près au centre de l'île, est moins saillant, quoique d'une élévation, à peu de chose près, égale au premier. La végétation est magnifique dans les vallons qui bordent la côte. Les plus grands villages se trouvent dans la partie méridionale de l'île. »

Nossi-Bé et Nossi-Cumba sont parfaitement salubres. Le thermomètre y varie entre 29 et 17 degrés. L'eau y est abondante et limpide; la terre fertile y produit le riz, le maïs, les patates, les bananes, le manioc, le coco, la vanille, etc.

L'aspect riant du pays, sa luxuriante végétation ont charmé tous les voyageurs qui le parcoururent.

« Avant de quitter Nossi-Bé, écrit l'un d'eux², nous pûmes jouir, du haut des premières collines qui bordent le rivage, d'un délicieux panorama. Comme premier plan, des cases malgaches entourées de manguiers, de palmiers et de bananiers, la petite baie d'Helville, puis la ville elle-même et la maison du gouvernement au milieu de ses jardins; à gauche, la sombre masse de Doucoubé, la montagne verdoyante de Nossi-Cumba; devant nous, une mer d'un éclat sans pareil, semée d'îles aux teintes rosées, sillonnée de pirogues aux voiles blanches, et,

1. *Histoire et Géographie de Madagascar*, par H. d'Escamps.

2. M. Désiré Charnay, *Madagascar à vol d'oiseau*.

vingt-cinq milles plus loin, la silhouette bleuâtre de Madagascar et les pointes en aiguilles des sommets des Deux-Sœurs. »

Au moment où fut décidée l'expédition de Madagascar, le chef de bataillon du génie Magué et le médecin-major de 1^{re} classe Hockart partirent de France avec mission de choisir un emplacement favorable à l'établissement d'un sanatorium¹. Quatre points devaient être examinés par eux : Anjouan, la Grande-Comore, la montagne d'Ambre (près de Diégo-Suarez) et Nossi-Cumba. Les trois premiers furent écartés, pour des motifs divers, et le choix de la mission se porta sur l'île Nossi-Cumba.

« Les malades peuvent trouver sur ce morne élevé de près de 600 mètres une température qui leur permet de réparer leurs forces perdues sous l'influence de la chaleur et les soustrait d'une façon absolue aux miasmes fébriles.

« L'administrateur principal de Nossi-Bé, M. François, mit avec empressement à la disposition de l'autorité militaire toutes les ressources dont il pouvait disposer.

« Par ses soins, trois cents travailleurs indigènes furent fournis dès le commencement de mars à M. le commandant Magué, qui put faire commencer aussitôt la route destinée à relier le sanatorium au bord de la mer, route qui n'a pas moins de cinq kilomètres de longueur.

« De plus, l'administration locale, toujours grâce à l'initiative de M. François, s'offrit à faire élever elle-même cinq baraquements pouvant contenir chacun vingt lits et destinés à venir s'ajouter efficacement aux vingt-cinq baraques démontables en fer et tôle qui devaient être expédiées de France.

« Là ne s'arrêta pas la sollicitude de l'administration locale. Nossi-Cumba étant depuis longtemps connue à Nossi-Bé pour ses vertus curatives, la plupart des colons d'Hell-Ville (capitale de Nossi-Bé) possèdent une case de repos soit à Ampangourine, petit et charmant village indigène élevé à Nossi-Cumba auprès d'une magnifique plage de sable, soit dans la montagne. L'administrateur principal, M. François, dispose, pour lui et le personnel de la résidence, de deux de ces cases, véritables châteaux en planches, bambous et palmiers-rafia, comme on en construit en ces pays : l'une d'elles, qui est la plus grande, se trouve à Ampangourine, soit au bord de la mer, et l'autre au sommet même de la montagne, au lieu dit Ankatsabé, soit à une soixantaine de mètres plus haut que l'endroit choisi pour l'établissement du sanatorium.

« M. François a fait don de ces deux cases à l'autorité militaire. De son côté, un colon français, M. Rouvier, céda une très belle case qu'il possédait à quelques mètres du sanatorium, permettant ainsi

1. Voir le *Progrès militaire* du 15 juin 1895.

aux officiers du génie qui arrivèrent le 4 avril, de se loger très confortablement.

« Le plateau sur lequel se dressent les baraques du sanatorium se trouve exactement à 485 mètres d'altitude au-dessus du niveau de la mer.

« La montagne de Nossi-Cumba n'a pu être attaquée qu'à coups de mélinite, de pelles et de dames. Les capitaines du génie Goudard et Lacave durent dresser les plates-formes, échelonnées en espaliers, qui devaient supporter les baraques. Autant de plates-formes, autant de baraques, et on jugera de l'ardeur que durent déployer nos sapeurs quand on saura que plates-formes et cases, commencées le 7 avril, étaient déjà terminées vers la fin de mai.

« A quelque cent mètres de l'hôpital jaillissent deux sources abondantes, dont l'eau fraîche et parfaitement pure a été captée et distribuée dans les baraques. Une troisième source est utilisée pour l'arrosage d'un jardin potager où l'on récolte pour nos soldats convalescents des légumes de toutes sortes. Il est vrai que l'accès des plateaux est difficile. On a construit une route, mais elle n'est accessible qu'aux piétons; l'on n'a pu songer, dans la hâte où l'on était, à l'arranger pour les voitures.

« Les malades seront portés en *fitacony*, fauteuil à voile fixé au milieu de deux barres parallèles en bois dur, semblables aux barres des portefaix.

« Les porteurs de Nossi-Cumba font en moins d'une heure les cinq kilomètres d'ascension; trottant constamment à la montée, ils galopent à la descente. »

Un personnel médical nombreux est affecté au sanatorium de Nossi-Cumba. Au milieu de la verdure, sous un ciel merveilleux, les pauvres fiévreux se réconfortaient peu à peu, grâce au repos, à des soins intelligents et à un climat doux et bienfaisant; mais cet asile ne serait bientôt plus assez vaste pour recevoir tous les convalescents du corps expéditionnaire.

Les médecins se préoccupaient déjà de préparer le retour dans la mère patrie de tous les hommes qui seraient jugés assez forts pour supporter le voyage sans trop de fatigue, voyage d'autant plus pénible que les transports ramenant malades et blessés auraient à faire la traversée de la mer Rouge à l'époque la plus chaude de l'année, en juillet, août et septembre.

Il était du reste regrettable que le sanatorium de Nossi-Cumba, tout proche de Madagascar, ne fût pas aménagé de façon à pouvoir donner asile pendant longtemps, jusqu'à leur complet rétablissement, à tous les dysentériques et fiévreux de l'armée française à Madagascar.

CHAPITRE XV

Mevatane.

Au confluent du Betsiboka et de l'Ikopa. — Le général Duchesne quitte Majunga. — Dispositions des Hovas. — Le bataillon de la légion étrangère en tête de colonne. — Passage de vive force du Betsiboka. — Devant Mevatane. — Bombardement. — La légion étrangère et le 40^e bataillon de chasseurs. — Retraite de l'ennemi. — Dépêches officielles. — Le rova de Mevatane. — Une curieuse lettre. — Au seuil de l'Imérina. — Pillards sakalaves. — Deux ambassadeurs au poste. — Ordres du premier ministre. — Résolutions héroïques. — La route de Majunga à Mevatane. — Les embarcations. — Intendance. — Ambulances. — Renforts.

L'avant-garde de la brigade Metzinger était parvenue au confluent du Betsiboka et de l'Ikopa. Ce dernier cours d'eau passe à Tananarive, il prend sa source dans les montagnes d'Angavo. Son cours est de plus de 400 kilomètres, sa largeur à Bepako est de plus de 500 mètres; mais le lit en est peu profond et des bancs de sable formant îlots souvent l'obstruent par places. La colonne expéditionnaire avait à franchir le Betsiboka, pour marcher sur Mevatane et Suberbieville. D'après les rapports des espions, l'ennemi occupait en force la position de Mevatane.

Se défendrait-il et, tout d'abord tenterait-il de s'opposer au passage de la rivière par les troupes françaises?

Mevatane, en réalité, n'a qu'une importance militaire médiocre. Ses fortifications sont peu redoutables.

Le rova ou citadelle s'élève à 125 mètres au-dessus du niveau de la mer, perché sur une coline escarpée d'un accès difficile; pendant longtemps, il a suffi évidemment pour en imposer aux tribus sakalaves, dépourvues de canons, et armées de mauvais fusils à pierre; mais l'artillerie européenne aurait vite jeté bas ces retranchements et mis à découvert leurs défenseurs. Il est en outre facile de tourner la position.

Ramasombazaha, après la leçon reçue à Marovoay, ne s'exposerait vraisemblablement pas à être bloqué et assiégé dans la place et à attendre l'assaut. La préoccupation évidente des Hovas était de ne pas se laisser cerner et de battre en retraite avec le gros de leurs forces, tout en inquiétant les nôtres.

Cependant, on pouvait craindre un combat sur les bords du Betsiboka. Le passage d'un fleuve sous le feu de l'ennemi est toujours une opération difficile; cette opération était plus pénible encore à Bepako pour nos troupes ne disposant que d'un matériel insuffisant.

Rien de plus rassurant d'autre part pour le soldat que de voir, entre l'ennemi qui l'attaque et lui, un cours d'eau, surtout lorsque ce cours d'eau n'a pas moins de 500 mètres de largeur. L'occasion devait donc sembler bonne aux chefs hovas de mettre en ligne une partie de leurs troupes dans des conditions avantageuses et de nous infliger, sinon un échec, du moins des pertes sérieuses.

Mevatane abandonné par les soldats de Ranavalo, n'était-ce pas comme une abdication des Hovas devant l'ennemi en pays sakalave? Et les « Honneurs » ne disputeraient-ils pas aux Français la possession



d'un territoire où le premier ministre et les principaux personnages de la cour possèdent d'immenses troupeaux?

Cependant les motifs ne manquaient pas pour justifier l'opinion des officiers qui estimaient que la place de Mevatane ne serait pas sérieusement défendue.

Les Hovas en effet ne pouvaient tenir longtemps sur ce point mal fortifié, et dont les Français connaissaient admirablement la topographie, puisque le corps expéditionnaire comptait plusieurs officiers et interprètes ayant longtemps habité le pays comme attachés aux établissements de M. Suberbie.

Mevatane est, en outre, une localité particulièrement malsaine, où la fièvre sévit en permanence. Ne convenait-il pas de laisser les Fran-

çais s'y installer et y demeurer plusieurs semaines peut-être? car ils n'avanceraient sans doute au delà dans la direction de Tananarive qu'après avoir concentré sur ce point toutes leurs forces, y compris celles laissées jusqu'alors en arrière, l'immense matériel et les approvisionnements nécessaires au corps expéditionnaire.

D'après le correspondant du *Temps*, l'ensemble des renseignements alors recueillis pouvait se résumer ainsi :

« Les Malgaches auraient fortifié Subervieville et concentré dans les environs de Mevatanana (ou Mevatane) environ 10.000 hommes, dont 1.500 Hovas à Ranomangatsika avec Rakoto, 13^e honneur; 900 Antaimoros, armés de fusils à pierre, à Mevatanana, commandés par Faralahidimy et Ratsehena, et enfin Ravoninahitriniony, gendre du premier ministre, serait à Subervieville à la tête de 8.000 Hovas venus récemment de Tananarive. Le prince Ramahatra parcourt la vallée du Mahatjamba levant des recrues; il a fait un grand kabary à Tsaratanana où il a dit aux Sakalaves du Nord que le pays envahi par les Français était à eux, et qu'ils devaient par conséquent le défendre contre les envahisseurs. Il a offert à tous ceux qui voudraient prendre les armes et l'accompagner une haute paye de six sous par jour; naturellement on s'est séparé après des acclamations et des cris de guerre, mais personne n'a bougé; six sous problématiques ne valent pas les bénéfices certains qu'ils tirent des vols et des déprédations. On dit que des bandes parcourent la contrée, le bras ceint d'une écharpe tricolore, qui réquisitionnent les bœufs au nom des Français; il n'y aurait que demi-mal si ces gredins venaient nous les vendre, mais les indigènes s'effrayent et s'enfuient vers l'est, emmenant leurs troupeaux avec eux. Il faut se hâter de châtier impitoyablement ces voleurs, sans cela nos pauvres troupiers ne trouveront plus sur la route la viande fraîche qui les a soutenus jusqu'à présent.

« On recommence à parler des Anglais. Il y en aurait deux à Subervieville avec le général hova; d'autres seraient dans les environs de Tsaratanana, échangeant des fusils et des munitions contre la poudre d'or. *Business!*

« S'il fallait ajouter foi aux renseignements qui nous sont donnés par des Sakalaves, Ramasombazaha, qui s'était enfui avec 1.200 hommes dans la direction d'Antongondrahotsy, serait revenu à Subervieville et Ravoninahitriniony serait parti pour Andriba avec 4.000 Hovas; il aurait écrit au premier ministre pour lui dire que les Français étaient les maîtres du Boéni et que les Sakalaves refusaient de combattre; il lui a demandé des instructions sur la conduite à tenir, prêt, s'il en reçoit l'ordre, à se faire tuer avec tous les siens sur la frontière de l'Imérina; il a laissé 1.300 hommes à Antongondrahotsy, 700, dont 400 Sakalaves, à Ambongo, et il a envoyé Tsiery dans la direction d'Ankarafantsika pour harceler nos troupes pendant la nuit, voler des

bœufs et brûler les villages. Il dit qu'il a laissé des soldats déguisés en Sakalaves tout le long de la rive gauche du fleuve pour suivre nos mouvements; 30 à Ambalabongo, 70 à Karambily, 50 à Madirovalo, 40 à Betongoa, 73 à Tantely-Andriamamy et 60 en face de Marololo; il correspondrait régulièrement avec eux jusqu'à Kandany au moyen de feux allumés la nuit. »

Cette citation, que nous avons cru devoir reproduire, suffit pour prouver que les renseignements n'étaient guère précis.

En avant, incertitude sur la situation militaire et sur les projets des Hovas. En arrière, troubles, escarmouches sur la ligne de communication de l'armée avec la côte.

Le 6 juin, le bataillon de la légion étrangère, tête de colonne, recevait l'ordre de passer le Betsiboka.

Ce bataillon, alors encore sous les ordres du commandant Barre, formait une troupe superbe, solidement encadrée d'officiers et de sous-officiers d'élite, rompue à la fatigue, ayant l'habitude de la vie de bivouac et de la guerre, composée de soldats de profession, dans toute la force de l'âge et d'une bravoure à toute épreuve.

Le général Duchesne, qui les avait menés au feu en Algérie et au Tonkin, connaissait leur valeur; il pouvait compter sur eux.

Le bataillon de la légion était, aux premiers jours de juin, celui des bataillons du corps expéditionnaire qui comptait le moins d'indisponibles.

Les tirailleurs algériens, particulièrement les premiers débarqués à Madagascar, qui observaient fort mal les prescriptions d'hygiène, avaient au contraire perdu depuis un mois un grand nombre d'hommes.

Le commandant Barre porta son bataillon sur les bords du fleuve. Les soldats manquaient de pain et de vin depuis plusieurs jours; ils vivaient de biscuit et de volailles assez abondantes dans la région.

Le sac lourdement chargé, ils allaient par les fondrières et les marécages, sans se laisser arrêter par aucun obstacle.

Le quartier général de l'armée avait rejoint la brigade Metzinger, en deux fractions: la première sous les ordres du lieutenant-colonel de Nonancourt de l'état-major; la seconde ayant à sa tête le commandant en chef parti de Majunga le 29 mai.

Les quatre compagnies de la légion étrangère, capitaines Perrot, Courtois, Bulot et Sardi, ce dernier servant au titre étranger, n'auraient pas hésité un instant à entrer dans la rivière.

Les Hovas avaient élevé sur la rive gauche des retranchements, et ils occupaient les bois au nombre de plusieurs centaines, ils ouvrirent le feu sur la colonne française qui menaçait de s'avancer contre eux par le gué.

La 15^e batterie du 38^e d'artillerie, capitaine Lavail, lieutenants Guil-



Sur la dunette de la *Brave*.

lemot, Liran et Pierron, prit position sur la rive opposée et couvrit d'obus les lignes ennemies, tandis que la canonnière fluviale la *Brave*, qui avait rapidement débarqué une section de la légion, composé de 50 hommes, appuyait le mouvement de l'infanterie et accablait de projectiles la droite des Hovas.

La *Brave* est une grande chaloupe à fond plat, calant environ 46 centimètres; le pont est surmonté de deux étages d'aménagements au-dessus desquels s'élève la cheminée; l'arrière est occupé par une grande roue à aubes que deux bielles extérieures mettent en mouvement; deux gouvernails placés de chaque côté de la roue permettent le virage sur place. Grâce à sa faible calaison, cette canonnière pouvait se rapprocher de la rive ennemie.

A la *Brave* vint se joindre une autre canonnière, l'*Infernale*, portant également une section de 50 hommes du bataillon de la légion étrangère.

Les canons français criblèrent les bois d'obus à balles qui les rendirent intenables.

Les Hovas, bientôt ébranlés par notre artillerie et certains que notre infanterie ne s'arrêterait pas en chemin, qu'elle franchirait le fleuve comme elle avait déjà franchi la brousse et les marais, ne tardèrent pas à tourner le dos. Ils n'avaient assurément aucun désir de combattre à l'arme blanche avec les gaillards résolus dont les baïonnettes se dressaient au-dessus du cours d'eau. Ils lâchèrent pied assez vite pour échapper à la poursuite.

Encore une fois, l'ennemi nous échappait; mais nous étions maîtres de la rive gauche du Betsiboka; aucun obstacle n'arrêtait plus désormais la marche du corps expéditionnaire français vers Mevatane et Suberbieville.

Les Hovas n'avaient pas tenu compte du plan de campagne tracé par le colonel Shervington et ayant pour objet de défendre à outrance tous les passages d'un accès difficile, y compris le Kamoro et le Betsiboka.

Shervington s'était prononcé pour que vingt-cinq mille hommes et neuf batteries d'artillerie fussent concentrés sur ces positions. On refusa de l'écouter.

Les différents corps de la brigade Metzinger franchirent le Betsiboka à gué les jours suivants. Or la profondeur de ce gué varie en vingt-quatre heures de façon très appréciable; dans le jour, le soleil enlève au fleuve une grande quantité d'eau qui s'évapore, et que restitue la nuit. On dut tenir compte de ce phénomène.

L'infanterie entra dans la rivière, en plaisantant, et barbotait joyeusement, les cartouchières attachées sur la tête, le fusil haut, car, en plusieurs endroits, l'eau montait jusqu'aux aisselles.

Hors du fleuve, chacun se secouait, tout dégouttant de cette eau un peu tiède, et le soleil séchait bien vite nos fantassins, qui du reste ne manquèrent pas de réclamer des serviettes.

Les chevaux arabes des chasseurs d'Afrique, le pied toujours sûr, braves petites bêtes admirablement résistantes et résolues, ne se firent pas prier pour traverser le fleuve. Aucun d'eux ne fut entraîné par le courant assez violent à l'endroit où ils passèrent. Peu de chutes, causées surtout par le paquetage d'une lourdeur excessive écrasant l'animal.

« D'ailleurs, dans les sentiers les plus abrupts, sur les pistes les plus étroites, la vaillante bête ne bronche jamais, docile, prudente, habile. C'était bien, écrivait le correspondant du *Temps*, là le cheval qu'il fallait pour monter à Tananarive, et il est peut-être regrettable

qu'on n'ait pas jusqu'ici utilisé plus complètement la cavalerie à Madagascar au point de vue des reconnaissances. »

En revanche, les mulets ne montrèrent pas la même bonne volonté. Ils portaient les bagages de la colonne, les cantines de campagne des officiers escortées par les ordonnances.

Après quelques hésitations, nos mulets se mirent à l'eau, dont la fraîcheur après une rude étape leur parut si exquise, si reposante, qu'ils voulurent tous non avancer, mais se coucher, prendre un long bain comme de vrais sybarites. Inutile d'ajouter que ces animaux vigoureux et têtus ne se préoccupaient en aucune façon des caisses dont on les avait chargés et encore moins de ce qu'elles contenaient.

Il en résulta de graves dégâts dans les vêtements, dans la lingerie et dans les provisions des officiers.

Soldats du train, coolies, ordonnances frappaient à tour de bras sur leurs mulets pour les décider à se relever et à marcher; mais, au milieu du fleuve, ces corrections ne produisaient pas grand effet. Les animaux continuaient à s'ébrouer; ils bousculaient et renversaient leurs conducteurs. Quelques-uns mêmes, dans leurs ébats violents, réussirent à se débarrasser du fardeau qui leur pesait.

On vit filer à la dérive des caisses et des paquets, au grand désespoir de ceux à qui ils appartenaient, car à Madagascar, les malheureux officiers, perdant ainsi leurs vêtements et bottes de rechange, ne les remplaceraient pas sur la route, du confluent du Betsiboka à Tananarive, à moins toutefois que les honneurs malgaches n'eussent abandonné vêtements et chaussures à Mevatane et à Suberbieville.

Des coolis arabes, des ordonnances tentèrent bien de repêcher les caisses entraînées par le flot; mais les caïmans faisaient bonne garde à peu de distance du gué.

Le bruit du passage les avait tout d'abord éloignés, puis ils s'étaient rapprochés, très alléchés, mis en appétit à la vue de ce défilé de chevaux, de mulets et d'hommes, comptant bien happer quelque animal isolé ou emporté par le courant. Ils montrèrent leur tête peu engageante, avec des mouvements de mâchoire significatifs. On dut renoncer définitivement aux bagages tombés dans le fleuve, afin de ne pas livrer à ces redoutables mâchoires le repas humain dont elles semblaient très friandes. Cependant un coolie somalis, plus hardi, ayant voulu boire à même l'eau du fleuve, fut frappé à la nuque par un caïman et entraîné. Il disparut sous les yeux de ses camarades terrifiés.

Le passage s'effectua lentement, sous la surveillance d'officiers de l'état-major du général Duchesne, ayant pour mission de rendre compte de l'opération au général en chef; aucun autre accident

sérieux ne se produisit; mais le gué n'était pas assez sûr pour être pratiqué longtemps et sans de graves inconvénients.

Le colonel Marmier, du génie, reçut l'ordre de faire commencer, sans délai, les travaux de construction d'un pont sur le Betsiboka.

Nous ne pouvions maintenant que nous féliciter de l'aveuglement des Hovas qui n'avaient pas défendu la rivière et nous hâter d'occuper Mevatane.

Le chemin qui y conduit, sans être marécageux, traverse une région sablonneuse et plate, fréquemment recouverte par les eaux pendant la saison des pluies; jusqu'au village de Marololo, le voyageur marche en pleines rizières, les arbres sont rares, le pays, un peu au delà, devient accidenté, hérissé de roches. « Dans les éboulis d'argile, on observe les filons de quartz entre des couches de schiste cristallin. »

A Ampameno, le sentier se dirige sur Manganoro, point de bifurcation vers Mevatane et Suberbieville.

Le bataillon de la légion étrangère, les tirailleurs algériens, bataillon du commandant Lentonnet, et la 15^e batterie d'artillerie auxquels s'était joint le 40^e bataillon de chasseurs à pied marchaient toujours à l'avant-garde. Le général Metzinger estimait plus que jamais à bon droit que l'ennemi ne tiendrait pas à Mevatane où les généraux hovas craindraient d'être enveloppés. La première brigade manœuvra de façon à leur couper la retraite; un bataillon se porta vers l'est, avec mission de tenter de gagner le sud, tandis que le gros de nos forces prononcerait son attaque au nord-est.

Les 7 et 8 juin, s'opérèrent ces marches dans une contrée coupée de rizières ou de ruisseaux, rocheuse et absolument impraticable aux voitures même légères. Il s'agissait cependant d'y faire pénétrer de l'artillerie, non pas une ou deux pièces, mais deux batteries avec leurs munitions.

Nos soldats et leurs chefs accomplirent dans ces pénibles journées de véritables prodiges.

On en jugera, d'après le récit inédit suivant, que nous a communiqué un officier des tirailleurs algériens, ayant pris part aux opérations :

« Le 7 juin, nous franchissons le Betsiboka sans accident, malgré les caïmans qui guettent les chevaux et les mulets au passage. Il est midi et demi. A 3 heures, nous nous remettons en marche sur Marololo, où se trouvait encore, la veille, une batterie hova. Les canons avaient été enlevés par l'ennemi; mais deux morts étaient restés sur le terrain. Nous pensions rester à Marololo; ordre nous est donné d'aller bivouaquer à Vontrary. Nous y parvenons à la nuit, et nous nous installons en plein marais, dans la vase au

milieu des roseaux. Des milliers de moustiques nous assaillent et ne nous laissent pas un moment de repos. Impossible de fermer les yeux.

« A 4 heures, personne ne se fait prier pour quitter cet affreux camp. Le général ordonne au commandant Lentonnet de déloger l'ennemi occupant les collines.

« A 8 heures 1/2, après une marche sous bois et dans des ravins, nous arrivons à Rassy-Piel; l'ennemi s'est enfui, les habitants ont tout abandonné. Le riz, en gerbes, est entassé autour des cases; des feux fument encore.

« A 2 heures, ordre de se rendre à Betsimanana. Le bataillon se remet en route, par une chaleur accablante; il parvient à destination, vers 4 heures, après avoir traversé des retranchements hovas dont les défenseurs sont déjà loin. Les chasseurs et la légion doivent attaquer directement Mevatane.

« Sur le chemin, nous rencontrons trois cadavres de Hovas; le major docteur Béchard les examine; les pauvres diables, après s'être traînés jusque-là, sont morts des suites de leurs blessures.

« Nous campons: nuit agitée, inquiète, les sentinelles sentent l'ennemi près d'elles et font bonne garde. Vers onze heures, un officier de ronde aux avant-postes, sous-lieutenant indigène, aperçoit une ombre cherchant à se glisser à la faveur de la nuit entre les grand'gardes et à pénétrer dans le camp. Il se précipite vers le rôdeur, s'en empare, lie les bras du prisonnier et le fait conduire au commandant, qui l'envoie le lendemain matin au quartier général. Cet individu était un officier hova armé d'un snyder. L'arme est restée chez le commandant qui la donne à un Kabyle.

« Le lendemain, à 6 heures du matin, en route vers l'ennemi. Les Hovas commencent à tirer sur nous. Aussitôt l'avant-garde s'arrête et exécute deux feux de salve. Les tirailleurs ennemis n'insistent pas et disparaissent; mais l'artillerie malgache tient toujours, la nôtre lui répond assez fort pour lui imposer silence.

« Une compagnie se porte à gauche au pas gymnastique pour cerner les Hovas qui s'enfuient de Mevatane et que nous voyons courir et sauter dans les ravins comme des chamois. En bonne position, cette compagnie exécute plusieurs feux de salve. La déroute des Hovas est vertigineuse. Beaucoup des fuyards, pour éviter les balles, se précipitent à plat ventre ou à quatre pattes et continuent à se sauver ainsi, à la grande joie des turcos auxquels cette étonnante gymnastique paraît extraordinairement comique.

« La journée est finie, les chasseurs et la légion entrent à Mevatane, nous déjeunons et d'un fameux appétit. A trois heures seulement, nous poursuivons l'étape, et quelle étape! à travers rochers, broussailles, ravins, bois inextricables, nous franchissons plusieurs fois le

même cours d'eau l'Androja¹. Le but de cette rude promenade est Suberbieville, le pays des chercheurs d'or.

« Le commandant, vraiment infatigable, admirable soldat, d'un entrain que rien n'abat, donne à tous l'exemple, il fait presque toute la route à pied, aussi solide qu'un jeune homme, malgré ses cinquante-quatre ans. Ah! les anciens de cette trempe sont de fameux entraînés d'hommes. Le chef de bataillon Lentonnet nous mènerait au bout du monde. »

Le dimanche 9 juin, du haut des crêtes qu'elles occupaient, nos troupes aperçurent, à quelques kilomètres devant elles, une sorte d'arête d'argile rouge à falaises droites dominant la contrée, sur lesquelles s'élève la forteresse hova de Mevatane.

A droite du sentier qui de la côte conduit à la place, entre le rova ou citadelle et l'Ikopa, s'étend une plaine vaste, marécageuse, couverte de roseaux, boisée sur quelques points; à gauche, un terrain accidenté, mamelonné, raviné profondément, d'un accès très pénible. De ce dernier côté, les troupes d'attaque seraient toutefois mieux abritées contre le feu de l'ennemi; mais elles auraient à franchir de nombreux obstacles.

Le général Metzinger et son état-major, après avoir bien examiné le terrain, sans prendre garde à la fusillade des Hovas, résolut de lancer de front vers Mevatane le 40^e bataillon de chasseurs, tandis que les tirailleurs du commandant Lentonnet, 2^e bataillon du régiment d'artillerie, couvert sur sa gauche par un peloton de chasseurs d'Afrique, prononceraient leur mouvement à l'est sur les hauteurs, afin de prendre la place entre deux feux, et peut-être de couper la retraite à la garnison hova.

Les deux batteries de 80 suivraient les tirailleurs formant l'aile marchante.

A l'artillerie incomberait un rôle capital, puisqu'elle avait pour mission de déloger les Hovas des bois qu'ils occupaient et de préparer, par un bombardement bien dirigé, l'assaut de Mevatane, tout en protégeant le déploiement de nos lignes de tirailleurs.

Douze pièces de montagne étaient en position au nord et à l'est de la place, à bonne distance pour battre en brèche le rova et les retranchements plus récemment élevés par l'ennemi; mais les Hovas prenaient déjà prudemment leurs dispositions de retraite. On apercevait

1. Androja ou Nandroja.

« En débouchant sur la crête, écrivait-on à l'Illustration, nos troupes aperçurent à quelques kilomètres devant elles une sorte d'arête d'argile rouge, à falaises verticales, dont le relief dominait toute la contrée. C'était Mevatanana. A droite du sentier, entre la citadelle et l'Ikopa, s'étendait une large plaine, entrecoupée de marais, de rideaux d'arbres, de roseaux infranchissables; à gauche du sentier, une série de croupes, de mamelons, de contreforts, la plupart dénudés, offrant un accès plus pénible, mais plus sûr, vers les devants et vers le front est de Mevatanana. Un ravin peu profond, mais à flancs abrupts, la Nandroja, déroulant ses méandres entre notre colonne et la place, en constituait la première avancée. »

des groupes de Malgaches, observant du plateau tous nos mouvements¹.

Les canons français restaient encore muets, ceux de l'ennemi, en batterie derrière des retranchements au nord et au sud de Mevatane, ouvrirent alors le feu et tirèrent non sans une certaine justesse. Plusieurs de leurs obus tombèrent dans nos lignes, près de l'artillerie ; un de leurs éclats enleva le casque d'un lieutenant de la batterie française.

Cet officier pourrait dire qu'il avait vu la mort de près.

La riposte ne se fit pas attendre.

Plusieurs obus mirent en déroute les groupes de Hovas trop curieux qui se hasardaient en dehors des retranchements.

Quelques Malgaches cependant, des officiers sans doute de l'état-major ennemi et un détachement de soldats, étaient restés en place.

Le capitaine de la batterie française pointa vers eux, vers les lambas blancs, excellents points de mire, une pièce chargée d'un projectile à la mélinite.

Le coup partit et le résultat fut immédiat. Lorsque l'obus éclata semant, avec une violence d'ouragan, la mitraille et la mort, les Hovas poussèrent une immense clameur et disparurent en deux secondes.

Nos canons continuèrent donc à lancer sur les positions fortifiées de Mevatane des obus à la mélinite.

Le bombardement produisit l'effet attendu. Les projectiles bien dirigés pleuvaient comme grêle sur le fort malgache, et y causaient de tels ravages que les officiers de Ranavalo jugèrent bientôt trop périlleux de prolonger la résistance. Et, d'ailleurs, tandis que l'artillerie française canonait sans relâche Mevatane, dont les pièces ne lui répondaient plus que faiblement, le bataillon de chasseurs et les tirailleurs du régiment d'Algérie, colonel Oudri, gagnaient du terrain au nord et à l'est. Des feux de salve retentissaient et se rapprochaient.

Le gouverneur de Mevatane donna le signal de la retraite ; il ne voulait pas se laisser enfermer dans le rova ; il gagna donc en toute hâte Suberbieville.

1. Voici, d'après *le Progrès militaire*, quel fut le rôle capital de l'artillerie dans cette journée :

« La 15^e batterie, pour protéger le déploiement, avait pris position sur une crête assez élevée, en deçà de la rivière, d'où elle mitraillait une colline boisée, sise entre Mevatane et la rivière, et où l'on avait cru voir des tirailleurs ennemis.

« Le déploiement des tirailleurs achevé, la 15^e batterie, rechargeant au galop ses pièces sur les mulets, gravit lestement la colline boisée qu'elle mitraillait tout à l'heure, suivie par la 16^e et disposa ses pièces au sommet, soit à 2.000 mètres du point nord du plateau de Mevatane, où l'on voyait une forte batterie hova.

« La 15^e batterie ouvrit immédiatement le feu sur cette batterie qui lui riposta coup pour coup ; mais notre tir fut plus rapidement réglé que celui des Hovas et, le réglage fini, une douzaine d'obus suffirent à éteindre leur feu.

« Pendant la mélinite n'avait pas encore parlé, lorsque la 15^e batterie reçut quelques obus, bien tirés, venant d'une seconde batterie hova qui occupait le point sud du plateau. Les coups [de cette batterie sud étaient] adroitement pointés et quelques projectiles vinrent même tomber près de nos canons ; mais peu d'entre eux éclatèrent, les artilleurs hovas ne connaissant pas le réglage des fusées, seul le casque du lieutenant fut troué par un éclat.

« La 16^e batterie de montagne entra alors en ligne ; elle amena ses pièces sur le même front que celles du 15^e, et, profitant du réglage du tir de la 15^e sur le point nord, régla le sien propre sur le point sud en deux coups de canon. »

On vit descendre, ou plutôt dégringoler des bandes de Hovas par les pentes sud du plateau ; ils semblaient terrifiés, affolés à chaque détonation comme si le ciel allait s'écraser sur eux ¹.

Notre aile gauche n'était malheureusement pas encore assez avancée pour couper la retraite aux fuyards. Une fois encore, les soldats de Ramasombazaha allaient nous échapper.

Ce fut alors dans les rangs français une véritable course au clocher vers Mevatane. Chaque bataillon, chaque compagnie se précipitaient pour entrer les premiers dans la place et y planter les premiers le drapeau de la France.

Les pronostics étaient en faveur des chasseurs à pied qui s'élançaient, officiers en tête, en gaillards habitués aux plus difficiles, aux plus rudes ascensions des Alpes.

— Bravo, les chasseurs ! criaient déjà les artilleurs assistant à ce steeple-chase, à cette course folle vers l'ennemi.

On vit tout à coup surgir d'un pli de terrain une section de la légion étrangère, 1^{re} section de la 3^e compagnie, commandée par le capitaine Bulot, qui avait mis sac à terre et qui prenait une sérieuse avance². Elle sautait les obstacles, gravissait les rochers, elle escalada la colline escarpée sur laquelle est construit le rova, et pénétra dans la place, fañon tricolore en tête. Il était une heure. La légion y entra, suivie de près par les chasseurs, par deux passages aux portes grossières, reliées par des palissades, des fossés et des haies de cactus. Les haches des sapeurs ouvrirent bien vite d'autres voies moins étroites, et débouchant sur la rue principale bordée de mauvaises cases en terre. Quelques-unes, en brique crue, sont plus confortables ; elles sont habitées par les commerçants. La plupart de ces derniers avaient quitté le pays, nos soldats occupèrent leurs demeures³.

1. « Un témoin oculaire me racontait, écrivit le correspondant du *Journal*, que les défenseurs de Mevatane poussèrent des hurlements, en voyant les gerbes de terre et de pierres soulevées par l'éclatement des obus à mélinite. Probablement aussi le bruit terrifiant et tout particulier de ces projectiles produisit-il son effet bien connu.

« Le sauve-qui-peut des Hovas commença ; il s'effectua par de véritables sentiers de chèvres qui seuls donnent accès sur le plateau. Il faut en vérité que ces gens-là aient des ailes. Cependant l'artillerie du Rouve était muette, l'infanterie se lança vers cette forteresse naturelle, une des plus redoutables qui se pourraient imaginer entre les mains d'Européens. »

2. Des soldats de la légion étrangère, écrivait quelques jours plus tard le correspondant cité plus haut, venus à Marololo en ravitaillement, et qui ont pris part à l'occupation de Mevatane, content avec un légitime orgueil que la 3^e compagnie de leur bataillon est entrée la première dans cette place forte.

Il y a eu, entre les chasseurs à pied et la légion, un véritable steeple-chase pour pénétrer dans Mevatane ; mais, plus accoutumée à ce genre d'opérations, la légion, ayant mis les sacs à terre, s'élança au pas de course et entra la première dans le fort hova.

— Il serait bon d'aller planter le drapeau français sur le Rouve, dit le général Metzinger à des officiers de son entourage.

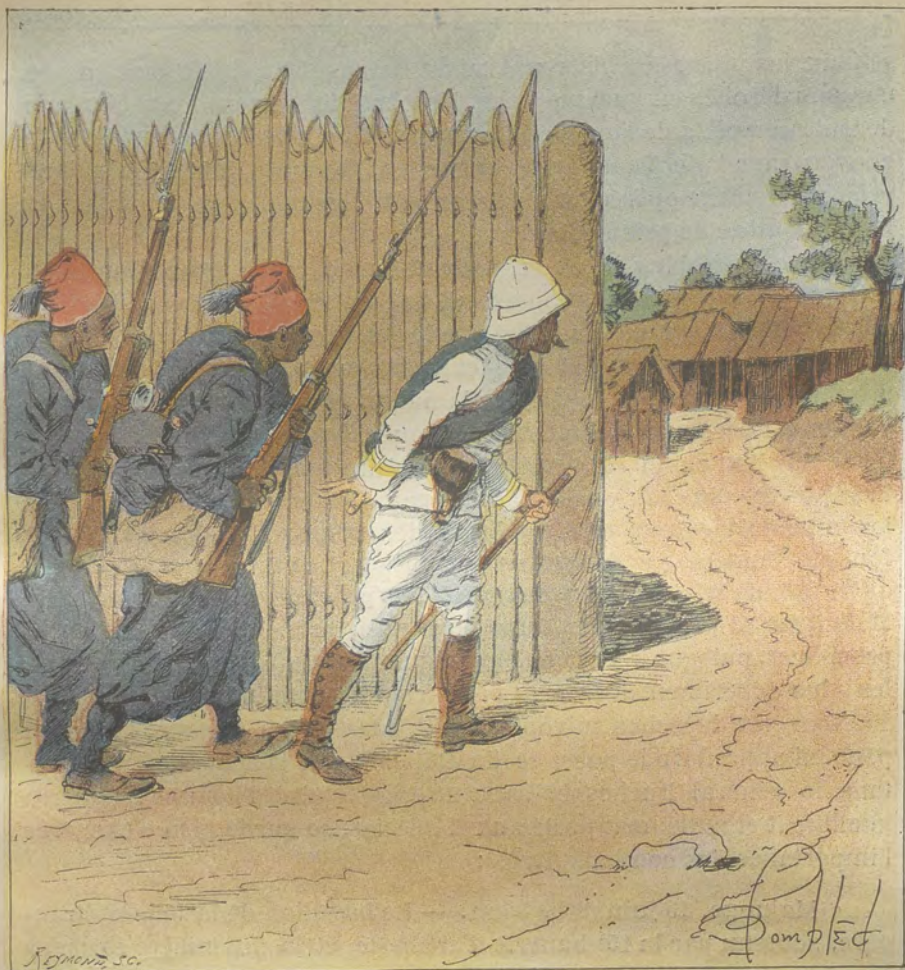
— C'est fait, mon général ! répondit le capitaine de la légion, M. Bulot.

On trouva quelques Hovas dans des recoins ; ils n'avaient pas eu le temps de fuir. L'un d'eux, au fond du fossé de défense, d'où il ne voulait pas sortir, fut tiré et tué par un légionnaire.

3. La légion étrangère n'en était pas à son premier exploit de ce genre :

« Un fait d'armes analogue, fut, dit *l'Echo de l'Armée*, accompli par les légionnaires, le 7 octobre 1837, durant le siège de Constantine.

« Un bataillon de la légion, sous les ordres du commandant Bedeau, faisait partie avec le 26^e de ligne, le 2^e léger et les zouaves, de la brigade Rulhière. Placés au bord du Rummel, derrière une émi-



Entrée à Mevatanana.

Dans sa fuite précipitée, l'ennemi avait abandonné deux canons à tir rapide et de nombreuses armes, la plupart de provenance anglaise, portant l'inscription *Manchester* sur la crosse et sur le canon. Les cartouches avaient été fabriquées en Belgique.

Beaucoup d'officiers, non seulement les jeunes, avides d'émotions et désireux d'assister à une brillante action de guerre, mais les plus

nence couronnée par des pierres sèches, nos troupes attendaient l'ordre du général pour se porter sur la hauteur et y recevoir l'ennemi qui pratiquait une sortie.

« Soudain, les légionnaires s'élançant d'eux-mêmes, atteignent en un clin d'œil la crête de l'éminence sur laquelle ils plantent leur drapeau ; puis sautant par-dessus le mur en pierres sèches, ils tombent d'un vigoureux élan sur les Arabes, qu'ils lardent à coup de balonnettes, assomment à coups de crosse de fusil et qu'ils repoussent après une lutte à corps acharnée.

« La mêlée avait tellement été générale que les autres troupes n'avaient pas osé tirer un seul coup de feu. »

sérieux, les plus réfléchis, regrettaient que les Hovas se fussent encore une fois dérobés en quelque sorte. Une bataille se terminant par une déroute complète de l'ennemi aurait produit un tout autre effet sur le gouvernement de Tananarive et sur les sujets de Ranavaloa qu'une prompte retraite opérée sans laisser entre les mains des Français un grand nombre de prisonniers.

« Il eût été bien heureux, écrivait-on du corps expéditionnaire, soit que les Hovas nous attendissent de pied ferme, auquel cas on les eût écrasés, ce qui eût constitué une leçon salutaire, ou bien qu'on les capturât, ce qui eût produit un effet au moins aussi sûr. En outre, cela nous aurait donné sur l'esprit de la nation et sur la situation du gouvernement des renseignements que nous n'avons pas.

« Sur l'un et sur l'autre on ne peut faire que des conjectures. Les Français les plus anciens à Madagascar, — il en est à Majunga, et je les entendais causer tous les jours des éventualités possibles, — ne font absolument que de vagues hypothèses. Les Hovas qui se sauvent aujourd'hui résisteront-ils plus loin? C'est possible plutôt que probable. Mais il serait parfaitement téméraire qu'en France on se hâtât de se prononcer, puisque, ici même, à quelques pas du théâtre de la guerre, les plus expérimentés n'osent point aventurer un jugement. »

Dans les dépêches suivantes qu'il adressa au ministre la guerre pour lui apprendre le passage du Betsiboka et l'occupation de Mevatane, le général Duchesne, avec un tact éclairé d'homme de guerre intelligent et nullement porté aux hableries, se garda bien d'exagérer l'importance des combats livrés :

« Majunga, 13 juin, 9 h. 30 m. — Le bataillon de la légion étrangère, soutenu par la 15^e batterie d'artillerie, et la canonnière *Brace*, a passé le Betsiboka de vive force. Nos troupes, continuant leur mouvement, ont occupé Mevatanana le 9 juin dans la matinée; deux batteries de montagne tirant des obus allongés, ont produit des résultats suffisants pour engager l'ennemi, tourné en même temps par le nord et par l'est, à battre en retraite.

« Nous n'avons eu que deux tirailleurs légèrement blessés; mais les troupes ont dû supporter de fortes fatigues. Deux canons à tir rapide ont été pris.

« Nos canonnières remontent assez facilement la rivière. Elles arrivent à Marololo et vont essayer d'atteindre Suberbieville. »

« Majunga, 17 juin. — C'est le dimanche 9 juin, dès la première heure, que la première brigade a bombardé le fort de Mevatanana. L'ennemi a tenté d'abord de résister, mais ensuite, fidèle à sa tactique habituelle, il a évacué la position avant d'être totalement investi. A 11 heures du matin, nos troupes occupaient Mevatanana. Elles y ont trouvé deux canons à tir rapide. Nous n'avons eu aucun tué; deux

soldats seulement ont été légèrement blessés. Les pertes des Hovas sont inconnues. »

Le général Zurlinden adressa, en réponse à ces brefs rapports, les éloges du gouvernement au commandant en chef et aux soldats du corps expéditionnaire rudement éprouvés.

« Armée et pays entier, disait le ministre, leur souhaitent bon courage et s'associent à douleur pour perte colonel Gillon. »

Le lieutenant-colonel Pognard des tirailleurs algériens prit par ordre le commandement de la place de Mevatane.

Il s'installa au rova, dans l'ancienne citadelle malgache. Au milieu de cette citadelle s'élève un grand bâtiment en argile habité précédemment par le gouverneur. Ce bâtiment avec tourelles et fenêtres ogivales, n'est orné d'aucune sculpture; près de là, un temple protestant portant une couronne royale et les deux initiales R. M. (Ranaval-Manjaka), austère, froid.

Dans la vaste salle du temple relativement beaucoup plus habitable que tout autre partie du rova, le lieutenant-colonel Pognard fit placer son petit lit de camp et un bureau. Le gouverneur malgache, en homme avisé, longtemps avant l'arrivée des Français avait opéré le déménagement de ses principaux objets mobiliers. Inventaire fut scrupuleusement dressé de tout ce qui restait; dans un coin, on découvrit une lettre d'un aide de camp de Ramasombazaha, Ravelo, 7^e honneur, relative à la prise de Marovoay.

C'est un document des plus curieux, dont la traduction suivante fut envoyée à Paris au ministère de la guerre.

« Mahatombo, 7 mai 1895.

« Je viens vous faire visite par cette lettre. Comment allez-vous? En ce qui me concerne, je suis bien, grâce à Dieu, monsieur et mesdames. Voici ce que je vous fais savoir :

« Nous sommes arrivés à Amparihilava avec Ramasombazaha, 14^e H^r D. P. M., le dimanche 28 avril 1875. Le jeudi 2 mai 1875, les Français ainsi que Rasalimo, prince, et ses gens (un grand nombre d'entre eux conduisaient beaucoup de chevaux et de chiens) ont attaqué le village d'Amparihilava. Grâce à la protection divine, nous avons échappé à un développement de l'ennemi qui se serait certainement emparé de Ramasombazaha, 14^e H^r, et de tous ces gens, car Ramasombazaha, 14^e H^r, ne voulait pas quitter le village; il disait qu'il préférerait mourir là avec toutes ses troupes plutôt que d'avoir à affronter la honte et la colère non seulement du peuple, mais encore de la reine et du premier ministre.

« L'ennemi était au sommet, au nord du village, lorsque les siens l'ont forcé à partir; les obus et la mitraille pleuvaient alors sur les gens qui étaient dans le village, et il est impossible de fixer le nombre

des morts ; les cadavres étaient amoncelés, la mitraille faisait toujours des ravages tandis qu'on évacuait le village. La conduite de Ramasombazaha, dans cette journée, a été des plus fermes. Quant au nombre de personnes, hommes ou femmes, petits et grands, qui ont été englouties dans la rivière profonde, il est impossible de l'évaluer ; d'un côté, l'eau faisait ses victimes, tandis que la mitraille, comme le riz que l'on sème, pleuvait sur ceux qui étaient dans la rivière, leur seule voie de retraite, car ils étaient enveloppés de toutes parts ; seuls, ceux qui avaient un bon destin ont échappé à la mort.

« C'est grâce à la protection de Dieu que je n'y suis pas resté, car j'étais dans l'eau qui était profonde en cet endroit, que trois personnes se sont cramponnées à moi, et, si je n'avais pas plongé immédiatement, je serais certainement aussi du nombre des morts. J'ai perdu mon fusil dans la rivière, je n'ai pu le retrouver, comme d'ailleurs les canons qui étaient tombés à l'eau. Les Français se sont emparés dans le village de trois canons, de deux petits canons en cuivre se chargeant par la bouche et d'un canon à sept coups. Nous avons perdu cinq canons dans la rivière et nous n'avons rien pu reprendre de notre matériel de guerre.

« Les Vazaha (blancs) sont établis à Marovoay.

« Quant à mes objets personnels, Naivo a tout abandonné : tente, matelas, marmites, assiettes, verres. Il n'a emporté qu'une petite boîte ; il a prétexté qu'il avait peur des obus. Je dois vous dire en outre que Naivo m'a abandonné tout à fait et durement ; je ne le tiens plus. D'autre part, je suis très occupé par mes fonctions qui m'empêchent de quitter Ramasombazaha, 14^h, même pour un seul jour. Naivo n'a pas encore reparu, mais il est resté au camp de Marovoay où il a suivi une femme, et la détresse où je me trouve est vraiment très grande. Je n'ai même pas quelqu'un pour faire cuire mes aliments, et cependant nous venons d'échapper, à Amparihilava, à de grands périls. Naivo reste au camp de Marovoay, qui est au nord du lac d'Ankarafantiska, tandis que nous sommes ici à Mahatombo.

« Envoyez-moi quelqu'un, soit Ramimarohaly, soit Ramanambina et remettez-lui 10 piastres (50 francs), une marmite, des assiettes, une tente en étoffe légère ; et pressez-le, car j'ai perdu mon argent qui était dans ma ceinture qui a disparu en même temps que mon lamba (pièce d'étoffe qui sert de vêtement) et mon fusil ; j'ai remplacé mon fusil par celui d'un soldat qui est mort devant moi.

« Les officiers tués dans le combat sont : Rabibivato, 11^h, ainsi qu'un grand nombre des artilleurs récemment recrutés et beaucoup de soldats. Il n'a pas été possible de connaître le nombre des morts, ni des prisonniers, hommes et femmes, faits par l'ennemi. Rainiketaba, 8^h, a été tué dans le village. Le combat, commencé à six heures du matin, n'a cessé qu'à trois heures du soir.

« Ont disparu : Rainitsimba, 10 H^r, Randriamastera, 8^e H^r, et ses soldats, et Rainimanana, 10^e H^r. Aucun d'entre eux n'a encore paru à Mahatombo; ils étaient séparés du gros de nos troupes pendant le combat. Nous allons maintenant retourner à Ambolomaty opérer notre jonction avec Raudriantavy, 13^e H^r, car nous nous étions croisés avec lui en chemin; nous étions passés par l'est, tandis qu'il avait pris la route de l'ouest. J'ignore si Naivo s'est débarrassé ou non de la boîte qu'il portait, car il n'a pas encore reparu, et il ne va que là où il lui plaît d'aller.

« Voilà le récit des malheurs qui m'ont frappé et je vous en fais part, monsieur.

« Adieu, soyez en parfaite santé, que Dieu vous protège.

« P.-S. — Ramena¹, commandant de Miadada, a été fait prisonnier ainsi que sa troupe. Ils gardaient le village de Manjakatempo qui a été enveloppé par l'ennemi. »

Les cinq pièces capturées étaient trois canons à tir rapide portant la marque Hotchkiss, Paris, en très bon état et bien montées, sur roues, et deux mauvais canons en fer à peu près inoffensifs².

Deux des hotchkiss que les Malgaches avaient tenté d'enlever étaient encore ficelés et munis de bâtons pour être portés dans la retraite; mais cette retraite se transformant en déroute, grâce à l'agilité des braves du bataillon de la légion et du 40^e chasseurs, les pièces furent abandonnées.

La veille de l'attaque, les Hovas, convaincus de ne pouvoir tenir dans la place, avaient déménagé une partie de leur artillerie³.

On put constater, après l'occupation du rova, que l'ennemi, qui s'était emparé, aux établissements Suberbie, de cartouches de dynamite en quantité suffisante pour faire tout sauter, les avaient semées sur la route de la citadelle ou placées de telle façon que nos soldats, espérait-il, les piétineraient et provoqueraient eux-mêmes, lorsque les défenseurs de la place seraient déjà loin, une formidable explosion...

1. Nous avons parlé, dans un chapitre précédent, de ce malheureux Ramena, et de ses mésaventures.

2. D'après le rapport du général Duchesne au ministre de la guerre, les hotchkiss de 78 millimètres abandonnés auraient pu riposter avantageusement à nos pièces de 80 de montagne.

En 1892, le gouvernement français avait fait cadeau au gouvernement malgache de trois batteries. Ces batteries se tournaient en 1895 contre nos soldats!

Une partie des munitions trouvées à Mevatane étaient de provenance allemande.

On découvrit dans le rova un grand nombre de cordes assez fortes et courtes. Dans quel but les y avait-on réunies? Ce fut un prisonnier hova qui expliqua pour quelle raison elles avaient été amoncées à Mevatane. Ces cordes étaient destinées à lier les prisonniers français que l'on espérait faire et qui auraient été trainés à Tananarive, pour attester la valeur et les succès de l'armée malgache et la défaite des envahisseurs du royaume.

3. On prête, disaient les correspondances de Mevatane, au fameux Ramasombazaha, le perpétuel fuyard que nos troupiers, vous pensez bien, n'ont pas manqué de surnommer « Ramasse-ton-Bazar », un discours burlesque, dans sa lâcheté naïve, et qui pourrait bien avoir été tenu effectivement: « A la guerre, il y a deux chances, l'une de vivre, l'autre d'être tué. Je puis avoir la seconde; mais, en vue de cette éventualité, je dois me conserver pour mourir aux pieds de la reine. Vous, tenez bon ici; défendez énergiquement la place. Courage! Sachez mourir pour la reine. Moi, je m'en vais. »

Cette manière de préparer une mine sans fatigue ni péril semblait indiquer que les ingénieurs hovas, à défaut de connaissances techniques, n'étaient pas dépourvus d'imagination.

Il ne s'était heureusement trouvé parmi eux aucun sapeur expert en l'art de creuser un fourneau de mine, ni aucun officier résolu à s'ensevelir sous les ruines de la citadelle, en mettant le feu aux poudres, lorsque nos soldats pénétreraient dans la place.

L'héroïsme malgache ne se manifestait encore qu'en paroles. On pouvait enfin s'étonner et se féliciter de ce que pendant la longue période qui s'écoula entre la déclaration de guerre et les premières opérations du corps expéditionnaire du général Duchesne, les Hovas n'eussent pas joué déjà de la dynamite sur la route suivie par nos troupes.

Le lieutenant-colonel Pognard était chargé du maintien de l'ordre dans Mevatane. Lorsque le bataillon de la légion étrangère occupa la ville, sept maisons indiennes, les seules dont les habitants ne s'étaient pas enfuis, avaient arboré le drapeau britannique. Elles furent respectées.

Quant aux cases ou maisons abandonnées par les indigènes, elles ne contenaient que peu de meubles et de marchandises, quelques cochons, quelques volailles et du riz. On découvrit parmi les objets délaissés une caisse de munitions portant l'adresse de l'ex-général anglo-malgache Shervington.

Ces divers objets et animaux furent saisis régulièrement par l'autorité militaire. Le lieutenant-colonel Pognard s'opposa sévèrement à toute tentative de pillage.

L'inventaire des marchandises laissées en magasin par les commerçants de Mevatane fut scrupuleusement dressé. L'autorité militaire française se fit un devoir d'empêcher et de réprimer avec vigueur les actes de maraude qui sont les conséquences presque toujours inévitables d'un assaut. On ne verrait pas se renouveler à Madagascar les grandes scènes de... déménagement, telles que celles qui rendirent célèbre la prise de possession du Palais d'Été en 1860. Les soldats anglais n'étaient plus là pour donner l'exemple.

Un des correspondants suivant notre armée pouvait écrire très justement :

« On ne saurait trop dire avec quelle scrupuleuse et haute probité l'armée française a agi dans ces diverses occupations de villes malgaches. Les étrangers les plus malveillants n'y trouveraient rien à reprendre. »

La maison habitée par Ramasombazaha, pendant son séjour à Mevatane, garnie d'étoffes et de quelques meubles, reçut comme hôtes des officiers français. Les soldats se logèrent dans les cases.

Quelques jours après l'occupation de la ville, un certain nombre

d'Indiens, qui avaient pris la fuite, rentrèrent dans Mevatane et ne tardèrent pas à faire du commerce et à rançonner de leur mieux les nouveaux clients que leur envoyaient les hasards de la guerre.

Nos troupes venaient donc de traverser à peu près sans encombre la région infestée depuis longtemps par les bandes de fahavolos, dont nous avons déjà parlé. Les pillards, véritablement maîtres de cette contrée où ils se refugiaient au retour de leurs expéditions, après avoir détroussé des voyageurs, ou mis à sac des villages, ne s'étaient pas risqués à entraver la marche en avant de nos colonnes : mais on pouvait craindre à bon droit que, dès que celles-ci, envahissant l'intérieur de l'Imerina, se seraient éloignées, les bandits reformés ne vinssent sur le derrière de l'armée, inquiéter les convois français, et tenter de s'en emparer.

Bien des Sakalaves ayant fait leur soumission ne manqueraient pas de se joindre, à eux, afin de prélever leur part du butin. Le Sakalave n'inspirait qu'une confiance modérée au général Duchesne.

Les fahavolos et leurs complices, en effet, commençaient à comprendre que l'établissement de la suprématie française à Madagascar marquerait la fin de leurs exploits. L'ordre serait rétabli dans la région. Que deviendraient-ils, eux, les aventuriers, habitués à la vie nomade, à peu près incapables de se livrer à un travail régulier, ne connaissant ni les devoirs ni les lourdes charges des sociétés organisées, et n'en appréciant pas les avantages? Vainement, les missionnaires de différentes religions les avaient catéchisés, et s'efforçaient de les rendre plus sociables; ils n'avaient jamais réussi à garder longtemps les enfants qui leur étaient confiés. Sitôt adolescents, les jeunes Malgaches désertent l'école et s'enfuient dans la brousse.

On n'avait pu recruter parmi eux ni porteurs, ni convoyeurs; les rois de la baie de Passadanva se refusaient à en fournir.

Les tirailleurs sakalaves eux-mêmes, bons soldats, formés à Diégo-Suarez en régiment, se composaient surtout de Comoriens. « Les Sakalaves ¹ ne dépassent pas une centaine d'hommes; encore convient-il de faire observer que beaucoup ont été recrutés dans notre possession de Nossi-Bé; il ne s'est trouvé aucune recrue sur la Grande-Terre, où le contingent est si faible, qu'il vaut mieux n'en pas parler. Nous irons plus loin : les quelques Sakalaves enrôlés sous nos drapeaux sont plutôt des Macquois que des Sakalaves proprement dits. Les Macquois sont, comme on le sait, les nègres de la côte de Mozambique, transportés à Madagascar comme esclaves, et devenus libres dans la suite; ils sont surtout répandus entre la baie de Bavatoubé et Majunga, Ce sont des Africains, ce ne sont pas des Malgaches. »

1. *Bulletin du Comité de Madagascar*, juin 1895.

La plupart des chefs sakalaves, qui venaient présenter leurs hommages aux généraux français, n'étaient en réalité que de pauvres diables sans grande influence, ni fortune, essayant de se faire prendre au sérieux, princes mendiants, espérant tirer quelque profit de l'expédition.

L'un d'eux, Salima ou Saligny, *souverain* de Pampâmène et de Candani, dont nous avons déjà parlé, qui parut un des premiers, et fut bien accueilli par l'état-major français, n'était avant la guerre, qu'un simple contremaitre des établissements Suberbie. Ce prince ne garda pas longtemps le souvenir des bons traitements qui lui avaient été prodigués. Il tenta en effet, peu après, de piller un de nos convois et d'enlever quatre cents bœufs destinés à nos troupes. Le parc était heureusement bien gardé par un détachement du 200^e qui repoussa les bandits. Salima fut pris, jeté aux fers à fond de cale de la canonnière le *Boëni*, commandé par l'enseigne de vaisseau Férry, et ramené à Majunga¹.

D'autres roitelets et petits princes sakalaves vinrent encore à Majunga faire leur soumission, ou envoyèrent au général Duchesne des ambassadeurs extraordinaires.

La reine Morsakoa qui règne sur 2.000 sujets, mit en route, en mai, trois de ces derniers, choisis parmi les plus présentables et les mieux habillés, les embarqua sur une pirogue et leur donna mission de porter ses hommages au commandant français.

Un avant-poste d'infanterie de marine les arrêta au passage et leur fit signe d'atterrir. Les trois délégués s'empressèrent d'obéir; on les arrêta; ils étaient incapables de se faire comprendre. Le chef de poste, fidèle à la consigne, s'empressa de les fouiller, et découvrit sur l'un d'eux un papier jugé compromettant, auquel les pauvres diables semblaient attacher une grande importance. L'arrestation fut donc maintenue, et comme des prisonniers, les ambassadeurs de S. M. Marsakoa ne parvinrent à Majunga que sous bonne escorte. Le papier fut alors soumis à un interprète qui le traduisit. Cette missive n'était autre qu'une lettre autographe de la reine sakalave au général Duchesne. Le général, avisé de l'incident, reçut les délégués et leur remit quelques piastres en cadeau. Ils se retirèrent satisfaits de leur mission, non sans avoir toutefois éprouvé de fortes émotions au cours de leur voyage.

Vers la même époque, le *Gabès* amena à Majunga un ambassa-

1. Cet incident est ainsi relaté par une lettre d'un soldat du 200^e :

« Nous avons été attaqués une nuit par une troupe de Hovas commandé par le roi Salimas; l'attaque a commencé vers deux heures du matin, et au jour les Hovas ont commencé à se replier sur le fort de Mahabai. Nous nous sommes mis à leur poursuite jusqu'au fort où ils s'étaient retranchés. Nous avons pris le fort et fait prisonnier le roi Salimas. De leur côté, il y a eu 80 tués et une centaine de blessés, et de notre côté, 1 sergent seul a été blessé au poignet. Enfin, cela a été une escarmouche de pas grand'chose, car toutes leurs balles passaient au-dessus de nos têtes, »



Les prisonniers hovas transportent l'artillerie conquise.

deur du roi Tandroka, âgé de douze ans, petit-fils de la reine Siomeka, qui céda jadis à la France Nossi-Bé et ses dépendances.

En pénétrant bientôt dans l'Imérina, le corps expéditionnaire français se trouverait en présence d'une population toute différente de la population sakalave. L'Imérina (pays où la vue s'étend au loin) est, on le sait, la province centrale de l'île. Les indigènes qui l'habitent se nomment *Antaimérina* ou *Merina*, ou *Aurbanilanitra* (hommes des montagnes, qui sont près du ciel).

Les *Merina* se divisent en trois castes : 1° les Andriana ou nobles ; 2° les Hovas, hommes libres ; 3° les Andevo, esclaves.

Les Andriana, qui forment l'aristocratie, descendent des immigrants malais ; ils comptent un certain nombre de sous-castes. Les

principales familles hovas sont celles des Tsimahafotsy et des Tsi-niambolatry, auxquelles appartenait les ministres de Ranavalo I^{er}. On cite également les Zafimbazaha, qui descendent, assure-t-on, de naufragés européens.

« Les Merina, dit M. Grandidier, ont la physionomie presque toujours placide et plutôt agréable, la voix douce, les gestes efféminés. Ils sont gais et polis; ils sont hospitaliers; dans leur vie quotidienne ils paraissent bons et simples, quoique fort dissimulés et très rusés; mais ils deviennent cruels par superstition ou par intérêt. Victimes, comme tous les barbares, de la force brutale et d'une exploitation éhontée, contraints de dissimuler leurs sentiments personnels, souvent sous peine de perdre la vie, ils n'ont pas et ne peuvent pas avoir les notions de justice, d'honnêteté, d'humanité qui forment la base de notre société; aussi n'ont-ils ni probité ni moralité, et, quoique pleins d'amour-propre, sont-ils dépourvus de toute dignité personnelle; car la fourberie et le mensonge ne sont point, à leurs yeux, des vices qu'il y ait lieu de flétrir et dont il faille se cacher, mais plutôt des qualités dignes d'admiration, puisqu'elles sont une sauvegarde de leur vie, comme le montrent, du reste, plusieurs contes célèbres¹. Ils sont avides et demandent sans honte; ce sont, pour la plupart, des mal-tres fourbes qui, une fois en possession du cadeau convoité, exploitent sans scrupule leur bienfaiteur et se font même gloire d'abuser de la confiance qu'on leur témoigne. Ils sont très sensuels. »

Mais les qualités des Merina sont réelles. Tandis que les Sakalaves, bien que depuis longtemps en relations avec les Européens, puisqu'ils habitent la côte, sont rebelles à notre civilisation, les Hovas enfermés en quelque sorte à l'intérieur du pays, forment depuis longtemps une société organisée avec un certain esprit politique. Ils sont industriels et sociables. En 1777, un voyageur français, Mayeur, écrivait à leur sujet :

« Les Européens qui n'ont fréquenté que les côtes, auront de la peine à croire qu'il existe dans l'intérieur de Madagascar, à trente lieues de la mer, dans un pays jusqu'à présent ignoré, qu'environnement de toutes parts des peuplades brutes et sauvages, plus de lumières, plus d'industrie, une police plus active, des arts plus avancés que sur les côtes, dont les habitants sont cependant en relations constantes avec les étrangers. C'est cependant la vérité! — Aucune tribu, ajoutet-il plus loin, ne joint à autant d'intelligence naturelle une plus grande aptitude au travail; les Hovas, en effet, n'épargnent pas leurs peines dans les entreprises agricoles ou commerciales, et ils montrent une persévérance inébranlable et une activité incroyable, déployant un

1. Il existe une littérature malgache faite de proverbes, de sentences, de contes, de fables et de chansons. Nous aurons l'occasion d'en citer quelques-uns.

travail continu dans une besogne ingrate et pénible, telle que la culture de leurs terres stériles. »

Dès qu'ils furent en rapport avec les étrangers européens, ou « vahaza », les Hovas s'efforcèrent de les imiter tout d'abord en prenant leur costume et en s'assimilant leur civilisation.

Au pays des Hovas, dans l'Imerne, nos troupes pénétreraient enfin, on le sait, dans une région relativement saine.

La saison sèche à Madagascar coïncide avec un abaissement de la température. Elle dure de mai à octobre. Les nuits sont alors de treize heures. La température descend quelquefois le matin, au lever du soleil, à 4 degrés. Le père Roblet a même observé de la glace sur les monts d'Ankaratra à 50 kilomètres sud de Tananarive, à l'altitude de 1.400 mètres.

La nuit, l'Européen a donc à se protéger, sur les plateaux de l'Imerne, contre le froid.

Le général Duchesne était, à cet égard, très exactement renseigné, grâce aux études d'un savant français, le père Colin, ex-directeur de l'observatoire de Tananarive¹:

« Le matin² les brouillards font souvent leur apparition.

« Les uns viennent du grand courant aérien, chargé de vapeurs; ils se résolvent en brumes sur les hauts plateaux, en pluie dans les forêts des arêtes falcières et sur le massif élevé de l'Ankaratra. Disons, entre parenthèses, que le sol de cette dernière région, abondamment arrosé par les pluies d'orages et à la saison sèche, fournit deux fois par an des récoltes de pommes de terre, sans grands efforts de culture.

« Une seconde sorte de brouillard se produit dans l'intérieur des terres lorsque la brise du sud-est est faible. Voici comment : les deux zones de forêts sont sillonnées de nombreux cours d'eau; sous ces épaisses frondaisons, l'air conserve un degré de température presque uniforme et se trouve fortement saturé d'humidité. Aussitôt après le coucher du soleil, l'atmosphère des hauts plateaux et les couches situées au-dessus des grands arbres se refroidissent brusquement; il monte alors du sein de la forêt une immense nappe blanche de vapeurs qui couvre et dessine, comme un manteau de neige, toutes les ondulations du terrain. Le spectacle est des plus féériques lorsque les rayons de la lune éclairent une vallée revêtue de cette nappe. Les feuillages élevés émergent seuls çà et là de ce lac mystérieux. Aux premiers rayons du soleil levant, le charme s'évanouit; ces masses de vapeurs, chassées par la brise, se dirigent en troupeau vers les hauts plateaux du centre, et sont vite absorbées dans l'atmosphère

1. Maintenant, écrivait un correspondant, le 15 juin, les nuits deviennent froides; celle-ci, le thermomètre est descendu à 14°. Les soldats qu'on a fait venir en vêtements de toile et sans couverture souffrent de cette température. On assure, toutefois, que les effets chauds vont arriver promptement.

2. Voir *Bulletin du comité de Madagascar*, n° 2.

peu chargée d'humidité, qui s'échauffe rapidement. Deux heures environ après le lever du soleil, la place est nettoyée.

« Parfois (et c'est la troisième espèce de brouillard humide), les vapeurs prennent naissance sur le plateau central, lorsque pendant la nuit le souffle de l'alizé s'est fait à peine sentir. L'eau des rivières, des lacs et des rivières a un degré de température supérieur à celui de l'air ambiant; elle dégage alors des masses de nuages qui s'élèvent à plus de 100 mètres au-dessus de la vallée et se balancent au gré de la moindre brise, tandis que les sommets ensoleillés s'élèvent comme des îlots au-dessus de cet océan, et que leurs grandes ombres et celles du spectateur, entourées d'un halo, se projettent sur cet écran. C'est un phénomène analogue au phénomène si connu en Suisse sous le nom de spectre de Braken.

« Lorsque, dans la matinée, nulle vapeur ne se dégage de la forêt ou des eaux, et que le ciel est sans nuages, une rosée abondante couvre le sol. »

Cette saison, dite sèche, de l'Imerne est pour l'Européen la plus supportable; elle n'est cependant pas sans inconvénients graves. Nombreuses sont alors les bronchites causées par le brusque refroidissement de la température pendant la nuit, nombreux les cas d'influenza et aussi ceux de petite vérole. En revanche, ceux de fièvre paludéenne deviennent rares et de peu d'intensité¹.

Une maladie terrible et redoutée dans la région centrale de Madagascar est la lèpre. Les malheureux qui en sont atteints traînent l'existence la plus misérable; abandonnés de tous, ils meurent souvent de faim, et le tombeau de la famille ne reçoit pas leurs restes. Une léproserie où les infortunés sont recueillis et nourris a été établie par les missionnaires à Ambahivoraka, non loin de Tananarive. Plusieurs sous-officiers du corps expéditionnaire, ayant fait partie de l'escorte du résident, connaissaient bien cet établissement qu'ils avaient visité dans leurs excursions autour de la capitale malgache et où ils étaient alors toujours bien reçus.

Les lépreux avaient appris à aimer l'uniforme français, car officiers ou soldats ne quittaient jamais Ambahivoraka, sans laisser aux malades une aumône, et leur arrivée était saluée autrefois avec joie par les infortunés malades reconnaissants².

1. Opinion d'un membre du Conseil de santé de l'armée au sujet l'état sanitaire dans l'Imerne :
« Aujourd'hui que les troupes ont quitté les régions marécageuses et ont atteint les plateaux, qui sont à deux cents mètres d'altitude, il y a lieu d'espérer une amélioration dans l'état sanitaire. Mais encore faudra-t-il désormais songer aux moyens préventifs capables de combattre les maladies auxquelles les hauts plateaux de sept cents ou huit cents mètres vont exposer nos soldats. Les refroidissements, les dysenteries, les bronchites les menacent après le séjour qu'ils auront fait dans les régions plus chaudes. Déjà débilisés qu'ils seront, beaucoup seront incapables de supporter de moindres fatigues si les couvertures de laine, si les pèlerines pour la nuit, si d'autres vêtements appropriés ne leur sont pas distribués en abondance. »

2. Les lépreux passent leur journée assis sous les varangues, se chauffant au soleil. Leur costume uniforme se compose d'une longue chemise de toile, et d'un lamba de même étoffe, dont ils voilent leur visage, quand il est trop rongé par la lèpre. Quelques-uns, plus valides, plantent du

Dans l'Imerina où le gouvernement de Tananarive exerçait une action plus directe que dans le Boéni, les ressources du pays feraient certainement défaut à nos troupes.

Jusqu'à présent, l'ennemi ne leur avait qu'assez faiblement résisté. Il ne nous opposait sur les côtes que ses soldats les moins disciplinés, que ses bataillons formés de levées nouvelles, de contingents de province très mêlés, Sakalaves, Antankares et Makoas. Le Hova, on le sait déjà, n'échappe pas plus que l'Européen aux influences pernicieuses des marécages de la côte. Habitué au climat tempéré et sain de l'Imerne, il souffre de la chaleur lourde et humide de Tamatave ou de Majunga, et comme il ne connaît encore que très imparfaitement les lois de l'hygiène et les observe mal, il est vite attaqué par les fièvres qui détruisent son organisme et brisent ses forces.

Les meilleures troupes hovas, celles sur lesquelles comptaient le plus le premier ministre et les honneurs formant en quelque sorte le grand état-major de l'armée, avaient été gardées dans l'intérieur du pays. Elles constituaient la garde de la reine, la suprême ressource du gouvernement malgache.

On les disciplinait, on les exerçait chaque jour, tandis que se repliaient peu à peu les détachements de la côte.

L'ennemi approchait; le premier ministre adressait à ses subordonnés, dans les provinces, des ordres nombreux et précis, parvenus rapidement à destination, grâce aux *tsimandoas* ou *tsimandous*. Ces agents ou courriers de la reine sont d'anciens esclaves « dont la fonction principale est de porter les ordres du pouvoir central dans les provinces même les plus éloignées¹. Si l'on se rappelle combien est montagneux le sol de Madagascar, on sera surpris de la rapidité avec laquelle ces *tsimandous* parcourent l'espace. Ils ne font pas moins de soixante à soixante-quinze kilomètres par jour, de telle sorte qu'en moins d'une semaine, la volonté du premier ministre peut être connue dans toutes les parties de l'île. Les *tsimandous* jouissent partout où ils passent de faveurs spéciales; les chefs de village sont tenus de leur assurer des vivres et un abri.

« Comme ils portent au loin les ordres de Tananarive, ils rapportent à la capitale, avec la même célérité, les nouvelles qu'ils ont pu

manioc ou des patates. Plusieurs puisent de l'eau à une sorte d'étang d'accès difficile, entretenu par une source réservée aux lépreux. Une boîte en fer-blanc, fixée à une perche, leur sert à puiser l'eau dont ils remplissent leur cruche.

« On admet à la léproserie catholique, disent à ce sujet les PP. Colin et Suan, missionnaires à Madagascar, tous les lépreux qui se présentent, païens et protestants, aussi bien que catholiques. En automne, au changement de saison, ils meurent en grand nombre; si le Père est absent, les lépreux font les prières autour du moribond, lui rendent les derniers devoirs et le portent au cimetière voisin. Les plus valides ont creusé la fosse et y déposent leur camarade.

« L'église est garnie de fenêtres sans vitres. Des persiennes, à travers lesquelles le vent circule librement, permettent une aération constante. Les lépreux chantent d'une voix criarde en s'accompagnant d'un orgue de Barbarie. »

1. Voir *Bulletin de Madagascar*, n° 3.

apprendre en leur voyage; ainsi le premier ministre sait toujours, d'une façon exacte, quelle est la situation du royaume.

« Veut-on un exemple de la sûreté des informations hovas? En 1893, le gouvernement français avait envoyé un officier supérieur pour reconnaître la route de Majunga à Tananarive; la mission était des plus secrètes. Cet officier ne séjourna que quelques jours à Majunga; le premier ministre fut informé de son départ cinq jours avant le colon le mieux renseigné de Tananarive. La même information lui vint presque simultanément de Diégo-Suarez, qui est dans une direction différente et à une distance encore plus considérable de la capitale. »

La tactique des Hovas était de se retirer constamment devant nos colonnes, après une courte résistance, et de nous laisser pénétrer dans l'Imerne, abandonnée par ses habitants et transformée en désert.

Eloigné de sa base d'opérations, séparé de ses magasins d'approvisionnements par de vastes contrées malsaines, sans routes et exposées sans cesse aux incursions des fahavolos et autres bandits avides de pillages, toujours à l'affût, dans l'espérance d'un bon coup à tenter, le corps expéditionnaire français, composé de 15.000 hommes, souffrirait cruellement. Il ne serait ravitaillé qu'avec beaucoup de peine. Peut-être les soldats se décourageraient-ils. Comment leur général réussirait-il à leur faire garder et bien garder une longue ligne d'étapes et à assurer la sécurité des convois, dans l'Imerne désolée, ruinée par ordre, dépourvue de tout approvisionnement, sitôt la retraite des soldats hovas? Ceux-ci résisteraient mieux, pensait-on à Tananarive, sur certains points choisis, naturellement forts et bien armés.

Les Français parviendraient sans doute quand même à la capitale, mais fatigués, ayant laissé sur le chemin la moitié de leur effectif. L'occupation de la ville mettrait-elle fin à la guerre? Non disaient encore les partisans de la lutte à outrance, les familiers du premier ministre, les tacticiens de la presse et les professeurs d'héroïsme.

Le *Madagascar News*, leur organe, que nous avons plusieurs fois cité, exposait avec détails un plan de résistance désespérée. Il revenait sur la proposition déjà faite de brûler Tananarive, à l'arrivée des Français devant la vieille cité malgache, asile sacré du gouvernement et de la reine, berceau de la monarchie traditionnelle. Voici, du reste, un article caractéristique de la feuille anglo-hova; il est intéressant de le noter comme un document, dont le commandant du corps expéditionnaire lui-même, le général Duchesne, en homme avisé et sage, ne devait pas dédaigner les indications

**Qu'est-ce qui coûtera le plus cher : brûler Tananarive
ou le laisser prendre par les Français ?**

« Ce serait une pure folie que d'engager une bataille en règle avec les Français. Les Malgaches ne peuvent compter que sur le climat pour venir à bout de leurs ennemis, et, pour que le climat fasse son œuvre, il est indispensable que les Malgaches détruisent Tananarive, ses faubourgs et tous les villages environnants. Incendier une grande ville est certes un acte très grave, mais il faut penser qu'une ville occupée par une armée ennemie n'appartient plus à ses maîtres naturels et qu'elle sert de base pour la levée des impôts. Les propriétaires des riches maisons désirent qu'on n'y mette pas le feu, mais ils ont tort. Car les riches maisons seront les plus lourdement taxées et en outre réquisitionnées pour le logement des officiers ; leurs propriétaires, aujourd'hui si fiers, en seront chassés comme des laquais ou, à leur grande honte, relégués dans les combles. Mieux vaut la destruction de ces demeures familiales que de les voir souillées par des orgies et des scènes honteuses. Mais l'affront fait aux sentiments patriotiques des Malgaches n'est pas le seul mal qu'ils aient à redouter, et, laissant de côté les massacres et les viols qui seront le prélude de l'occupation française, voyons ce qui attend les vaincus par la suite. Ils auront à nourrir les conquérants qui les auront dépossédés de leurs demeures et qui auront massacré leurs compatriotes. Cette riche province de l'Imerina sera mise à contribution pour pourvoir de vivres le corps expéditionnaire français, et de nombreux convois de porteurs seront réquisitionnés pour envoyer les provisions aux stations militaires établies entre Tananarive et la mer.

« Si, par exemple, l'armée française arrive dans l'Imerina vers le 1^{er} octobre, elle devra, à cause de la saison des pluies, y séjourner au moins jusqu'au 31 mai suivant, et pendant ces 243 jours, la ville de Tananarive aura, pour les seules rations de viande, de riz et de bois à brûler, à payer une somme totale d'au moins 15 millions de francs qui seront forcément prélevés sur les propriétaires. Quant aux ouvriers et aux laboureurs, ils seront corvéables à merci, sans aucun espoir d'une rémunération quelconque. Les approvisionnements à apporter de la côte à Tananarive, le transport en filanzana des nombreux officiers à travers le pays, etc., occuperont la grande masse de la population ; les Hovas se trouveront donc sans vivres aussi bien que sans argent. On ne peut du reste douter des intentions des Français. M. Chautemps, rapporteur de la Commission de Madagascar à la Chambre des députés, n'a-t-il pas dit, le 23 novembre dernier : « Il est important de ne pas prendre des demi-mesures, il faut aller à Tananarive. Une fois l'effort décisif accompli, Madagascar payera les dé-

« penses du protectorat français. » D'autre part, le gouvernement de la République n'a pas caché sa volonté formelle de faire supporter à Madagascar non seulement les frais de protectorat, mais aussi les dépenses de l'expédition. Il y aurait donc lieu, une fois la conquête faite, de procéder à un emprunt de 125 millions de francs dont les charges et intérêts ne pourraient être inférieurs à 7 1/2 p. 100, soit une annuité à payer de près de 22 millions. Si l'on ajoute à cette première somme les traitements des innombrables fonctionnaires français et l'entretien de l'armée d'occupation, que nous nous sentons du reste incapables d'évaluer, mais qui seront certainement énormes, on voit quelle ruine s'ensuivra pour les Malgaches.

« Il ne faut pas perdre de vue qu'en outre les Français, qui cherchent avant tout à s'enrichir aux dépens des Malgaches, ont le dessein d'établir des routes, des chemins de fer, etc., et, comme tous ces travaux ne pourront pas, au moins pendant un quart de siècle, être rémunérateurs pour les capitaux qui s'y engageront, le poids de toutes ces dépenses tombera encore sur le pauvre peuple malgache, d'autant plus que la plupart seront exécutés par la corvée, comme il a été fait récemment dans la partie du Siam si injustement prise par la France, et plus anciennement dans l'isthme de Suez, dont le canal est considéré comme une œuvre de haute science, mais qui n'en a pas moins coûté la vie à d'innombrables travailleurs.

« Il faut que les Malgaches risquent le tout pour le tout; il faut qu'ils brûlent leurs maisons et leurs églises plutôt que de laisser ces maisons devenir le tombeau de leur nation et de voir les églises transformées en écuries pour mules. Il faut que les Malgaches acceptent toutes les privations et obéissent aveuglément à leur jeune reine si héroïque et à leur premier ministre si courageux. Qu'ils mettent leur confiance dans Dieu, et le Tout-Puissant réduira à néant l'œuvre malaisante des Français et leur rendra la paix et la prospérité. »

Le même journal disait : « Si Tananarive et Fianarantsoa tombent aux mains des Français, les Malgaches, à la condition qu'ils agissent en bons patriotes, peuvent être assurés que l'occupation étrangère ne durera pas longtemps, car l'ennemi, entouré d'une population hostile, ne pourra se maintenir pendant la saison pluvieuse dans ces villes qui sont si éloignées de la mer. Comment en effet lui serait-il possible de se ravitailler ?

« En tout cas, l'objectif des Hovas doit être dès maintenant de se préparer à arrêter les convois de vivres et de munitions. »

Si le général Forêt ne protège pas l'Imerina du côté de l'ouest, ajoutait le *Madagascar News* après les premiers engagements entre Majunga et Marovoay, il reste toujours l'excellent général Fièvre, et cette année le général *Inondation* qui mettra en péril l'expédition française.



Mulets refusant de traverser un gué.

En présence de ces dispositions hautement avouées, le général Duchesne, sans se préoccuper de savoir si les Hovas suivraient jusqu'au bout les conseils qui leur étaient donnés, avait pour premier devoir d'organiser solidement le service de l'arrière, destiné à assurer le ravitaillement régulier du corps expéditionnaire, et de ne compter en aucune façon sur les ressources du pays.

De Majunga à Marovoay et de Marovoay à Mevatane et à Suberbieville, de grands travaux étaient entrepris sous la direction du génie. Malheureusement on ne pouvait encore beaucoup compter sur le transport par voie fluviale, pour lequel cependant des millions avaient déjà été dépensés. Le débarquement du matériel s'opérait à Majunga avec une lenteur désespérante. Plusieurs chalands étaient

hors de service. Le montage des canonniers était long et difficile. Il ne serait terminé qu'à la fin de juin au plus tôt.

En attendant, toutes les embarcations disponibles avaient été réquisitionnées. Grâce à ces boutres, goélettes et vapeurs de faible calaison, les troupes échelonnées entre Majunga et Ambato recevaient à peu près régulièrement leurs vivres.

Au delà d'Ambato, ces embarcations n'étaient pas utilisées. La flottille spécialement affectée au corps expéditionnaire pourrait remonter bientôt jusqu'à Mevatane. Le général Duchesne ne s'aventurerait pas avec 15,000 hommes dans l'intérieur du pays sans avoir préalablement concentré dans cette ville et dans les établissements Subergie des vivres, du matériel, etc.

Ces établissements deviendraient une seconde base d'opérations, un centre d'approvisionnements et de munitions de toute nature.

Il incomberait à l'intendance d'assurer la nourriture à quinze mille hommes de troupes, à huit à dix mille coolies ou porteurs et à six à sept mille animaux. L'intendant directeur, M. Thoumazou, précédé à Madagascar par M. le sous-intendant Coppens de Nordlandt, méritait les éloges que lui adressa le général Duchesne avant de quitter Majunga pour rejoindre la brigade Metzinger. Les magasins pouvaient distribuer 4.000 rations deux heures après la demande, Pain, vin, viande de conserve, café, rhum, étaient de qualité excellente.

En revanche, le service médical, si important en campagne, surtout dans un pays aussi malsain que Madagascar, fonctionnait mal. Pendant plusieurs jours, les purgatifs et la quinine firent absolument défaut dans les ambulances.

« Tous les médicaments nécessaires, écrivait un correspondant militaire, ont été dirigés sur Madagascar; mais combien n'y a-t-il pas eu de caisses les renfermant qu'on n'a pu avoir que dix et douze jours après l'arrivée des navires, parce que ces colis se trouvaient sous des chalands, des canonniers ou des voitures Lefebvre ! »

Ni les pharmaciens, ni les médecins du corps expéditionnaire n'étaient responsables de cette organisation défectueuse. Les coupables, ceux qui présidèrent à l'embarquement du matériel et des provisions, n'avaient pas quitté la France.

Dans ses premiers rapports au ministre de la guerre, le général Duchesne eut à signaler cet état de choses, et à rendre compte, avec un soin minutieux, de tous les détails du service, sans épargner ni les éloges, ni les blâmes.

Les éloges, ils étaient bien dus aux braves soldats de toutes les armes des deux brigades. Les correspondants de journaux rendaient unanimement hommage à ces humbles serviteurs de la France. « Leur vaillance, écrivait-on, est admirable. Quels bons et braves soldats que les nôtres ! quelle ressource, quel ressort sont en eux ! Assister à

une semblable expédition, malgré les fatigues et les sévérités du climat, est une véritable bonne fortune qui réjouit l'âme, et donne un sentiment encore plus vif d'attachement à la patrie dont nous sommes ici matériellement si loin et qui est si près, cependant, de nos esprits et de nos cœurs. »

Dans ses rapports, le général Duchesne réclamait instamment des renforts pour réparer les brèches déjà faites par la maladie dans les bataillons du corps expéditionnaire. L'effectif des tirailleurs algériens était considérablement réduit; le 200^e de ligne comptait également un grand nombre d'indisponibles.

Le général estimait absolument indispensable à l'organisation régulière des transports, que son armée reçût une compagnie supplémentaire du train des équipages à l'effectif de 160 hommes, convoyant 850 mulets. Il demandait des rails de chemins de fer à voie étroite pour desservir les magasins, des baraquements et du matériel de télégraphie; enfin il attendait impatiemment l'arrivée de 150 soldats d'administration nécessaires au service de l'intendance.

En juin, satisfaction fut accordée, au moins en partie, à ces demandes.

Un premier détachement de renfort, destiné au 200^e de ligne, à l'effectif de 4 officiers et 126 sous-officiers et soldats, s'embarqua à Marseille.

Le dépôt, organisé à Montpellier, recevait de nombreux hommes, la plupart de la classe 1893, n'ayant par conséquent guère plus de sept mois de service, et des officiers désignés parmi les volontaires de tous les régiments de France.

Les bataillons du génie fournirent au corps expéditionnaire de nouveaux contingents; le dixième de leur effectif ferait campagne à Madagascar.

En juillet, l'artillerie fut appelée à mobiliser une trentaine d'hommes par brigade, soit plus de 500 soldats destinés à rejoindre les batteries du corps expéditionnaire.

Enfin, l'amiral Besnard organisa le service de relève du 13^e régiment d'infanterie de marine faisant partie de ce même corps. Le 1^{er} bataillon recevrait ses soldats de la 1^{re} brigade de marine, le 2^e bataillon des 2^e et 3^e brigades, le 3^e bataillon de la 4^e brigade.

Au port de Toulon était parvenu l'ordre de préparer un grand transport, le *Vinh-Long*, destiné à remplacer temporairement le *Shamrock* dans les eaux malgaches, où stationnait ce dernier vaisseau depuis le mois de février.

Dans l'armée de terre comme dans la marine, étaient enfin dressées des listes de départ, sur lesquelles on inscrivit les noms des officiers, sous-officiers et soldats qui pourraient être embarqués au premier signal, en cas d'urgence.

Les listes d'officiers comprenaient : les chefs de bataillon, MM. Labaume, du 13^e régiment; Regnard, du 137^e; de Ville-d'Avray, du 12^e; Caillol, du 101^e; Scagliola, du 55^e; Opigez, du 41^e;

16 capitaines : MM. Derrive, du 134^e; Malapert, du 63^e; Massy, du 18^e; Monteil de la Coste, du 88^e; Ragot, du 42^e; Duvot, du 1^e zouaves; Huguet d'Etaules, du 139^e; Daguzan, du 51^e; Beaume, du 154^e; Payan, du 117^e; Petit, du 157^e; Du Par-Marsobés, du 23^e; Hardy, du 77^e; Gaté, du 145^e; Livet, du 40^e et Stiebel, du 28^e;

20 lieutenants et 20 sous-lieutenants, dont quatre lieutenants; MM. Scalabre, Martin, Brisset et Decherf; deux sous-lieutenants: MM. Genty et Ranan de La Vergne, déjà versés au 200^e.

Pour le 40^e chasseurs étaient désignés :

5 capitaines : MM. Dumolt, du 26^e bataillon; Mantellier de Montrachy, du 11^e; Imhaus, du 20^e; Lecourbe, du 12^e, et Sevène, du 18^e;

10 lieutenants, dont deux : MM. Quillet et Rousseau, envoyés immédiatement au dépôt du 40^e, et 4 sous-lieutenants, dont un, M. Rousseau au même dépôt.

Pour la cavalerie :

4 capitaines : MM. Carruel, du 6^e chasseurs d'Afrique; Mas de Saint-Maurice, du 3^e; de Paulin, du 4^e, et Bru, du 1^e régiment;

9 lieutenants ou sous-lieutenants.

Pour l'artillerie :

1 colonel : M. de Laborie de Labatut, du 17^e régiment; 1 lieutenant-colonel, M. de Lamothe, des batteries alpines de la 14^e région;

3 chefs d'escadron : MM. Flandre, du 78^e régiment, et Chatelain, des batteries de la 3^e division de cavalerie; Rivals, du comité technique de l'artillerie;

9 capitaines : MM. Peschart d'Ambly, de la commission d'expérience de Bourges; Convent, de la direction de Constantine; Théron, du 12^e; Nivelle, du 31^e; de Laguiche, du 40^e; Hadamard, du 4^e; Perrousset, de l'école centrale de pyrotechnie; Repelin, du 12^e; Drouault, du 12^e;

13 lieutenants, destinés à être adjoints aux chefs d'escadron ou à servir dans les batteries et sections de munition;

Deux gardes comptables d'artillerie, un garde chef artificier et un ouvrier d'état.

Pour le train des équipages :

Trois capitaines : MM. Bunel, du 16^e escadron; Le Turc d'Omont, du 4^e, et Merlou, du 15^e; 12 lieutenants et sous-lieutenants appartenant presque tous aux corps d'Algérie et de Tunisie.

Pour le génie :

6 capitaines : MM. Perret, Hacherelle, Hellot, de Chappedelaine, Spiess et Maleval;

4 lieutenants et 6 adjoints.

Pour la gendarmerie :

1 chef d'escadron : M. Giraud, commandant la compagnie de la Vendée ;

1 capitaine : M. Sempé, de la garde républicaine, et 1 lieutenant, M. Leroux, de la 19^e légion.

La relève des différents services auxiliaires de l'armée était ainsi fixée :

Service de santé :

2 médecins majors de 1^{re} classe : MM. Gorsse, du 49^e de ligne, et Pouchet, du 9^e ;

5 médecins-majors de 2^e classe, MM. Salètes, de la garde républicaine ; Darré, du 1^{er} bataillon d'artillerie de forteresse ; Uffoltz, du 4^e tirailleurs algériens ; Durand, du 134^e de ligne, et Lemoine, du 22^e bataillon de chasseurs ;

5 aides-majors ;

1 pharmacien-major de 2^e classe : M. Jégon, de l'hôpital militaire de Rennes ; 1 pharmacien aide-major de 2^e classe.

Service vétérinaire :

7 vétérinaires en 2^e : MM. Pradelle, vétérinaire en 2^e au 3^e régiment de chasseurs d'Afrique, Tatin, vétérinaire en 2^e au 18^e régiment de dragons ; Puisségur, vétérinaire en 2^e au 30^e régiment de dragons ; Boulant, vétérinaire en 2^e au 14^e régiment d'artillerie, détaché en Algérie ; Antoine, vétérinaire en 2^e au 5^e régiment d'artillerie, détaché aux batteries de la 5^e division de cavalerie ; Machenaud, vétérinaire en 2^e au 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique ; Buffard, vétérinaire en 2^e au 29^e régiment de dragons.

Services administratifs :

5 sous-intendants militaires de 2^e classe : MM. Villatte, sous-intendant militaire de 2^e classe, en Tunisie ; Bruyère, sous-intendant militaire de 2^e classe, à Paris ; Bordes-Pagès, sous-intendant militaire de 3^e classe, à Toulouse ; Tronquet, sous-intendant militaire de 3^e classe, à Chartres ; Chaussou, adjoint à l'intendant militaire.

4 officiers d'administration des bureaux et 7 officiers d'administration des subsistances, 4 adjoints de 1^{re} classe et 5 de 2^e classe.

Service de la justice militaire :

1 greffier : M. Perrier, du conseil de guerre de Montpellier, et 1 commis greffier ¹

Les volontaires prendraient toujours la tête de ces listes². Il n'était que sage de prévoir que le personnel des bataillons et batte-

1. Voir *Journal officiel* du 7 juillet 1895.

2. On prendra d'abord les volontaires, et le surplus du détachement sera constitué au moyen de désignations faites d'office, par voie de tirage au sort.

Avant d'être admis, tous les hommes seront soumis à la visite médicale prescrite par la dépêche ministérielle du 11 février 1895 (7^e direction, hôpitaux).

Les militaires inscrits sur la liste de départ pour Madagascar qui, pour une cause quelconque

ries en campagne serait plusieurs fois renouvelé; dès lors, il était bien évident que l'armée, contrairement à des promesses ministérielles trop optimistes, aurait à détacher là-bas plus de 30.000 hommes en une année.

Le 31 juillet, 380 hommes du 200^e de ligne et 20 officiers arrivaient à Marseille pour être embarqués dans les premiers jours du mois d'août sur le *Vinh-Long* venant de Toulon.

De Grenoble était mis en route à même destination un détachement de 150 hommes du 40^e bataillon de chasseurs à pied, sous les ordres du capitaine Dumolt, du lieutenant Juillet et du sous-lieutenant Rousse.

Le régiment d'Algérie enfin devait tenir prêts 150 hommes, en comptant les cadres, choisis dans les deux régiments étrangers et commandés par un capitaine et deux lieutenants et sous-lieutenants de ces régiments pris en tête de la liste de relève pour le 1^{er} bataillon du régiment d'Algérie,

Aucun officier supérieur n'était encore appelé à faire partie de la relève.

Les officiers supérieurs indisponibles du corps expéditionnaire étaient remplacés par des officiers promus à Madagascar.

Le *Vinh-Long* embarqua à Marseille, outre un nombre personnel, des approvisionnements de toute nature et particulièrement des médicaments et de la bière pour les ambulances.

CHAPITRE XVI

Suberbieville.

Les Hovas à Suberbieville. — Leur retraite après la prise de Mevatane. — Entrée de l'avant-garde française. — Installation du quartier général. — Camps et cantonnements. — La cavalerie. — Ordres et instructions du général Duchesne. — Les dépêches de Madagascar. — Le colonel Bailloud. — Les services de l'arrière. — Travaux du génie. — La brigade Voyron en route pour rejoindre la colonne. — Le bataillon de tirailleurs haoussas. — A Majunga. — Départ du détachement d'infanterie de marine débarqué le premier dans la place. — Les autres détachements de la côte. — Le poste de Passadanva.

Mevatane étant occupé, la prise de possession de Suberbieville ne pouvait tarder. Cette localité est située à huit kilomètres de la première, et les communications sont faciles entre l'une et l'autre, grâce

cesseront de pouvoir faire partie d'un détachement de relève seront remplacés au moyen de nouvelles désignations, de manière que cette liste ne s'épuise que par le fait d'envoi au corps expéditionnaire (circulaire ministérielle).

aux travaux accomplis dans la région aurifère par M. Suberbie. Nous avons déjà expliqué quel fut le rôle de ce Français intelligent, tenace et entreprenant dans la région. Les établissements qu'il fit construire pour les services de l'exploitation des mines d'or et baptisés un peu pompeusement du nom de Suberbieville, forment un ensemble de bâtiments, vastes hangars et maisons d'habitation destinés aux Européens et confortables. On s'explique donc avec quelle joie le voyageur venant de Majunga ou de Tananarive rencontre sur son chemin ces toits hospitaliers. Suberbieville était un endroit tout indiqué pour loger un certain temps le quartier général, pendant que le corps expéditionnaire stationnerait aux environs.

Le général Duchesne et ses officiers y seraient beaucoup mieux installés qu'à Mevatane. Le climat n'est cependant pas plus sain que dans cette ville; enfin, les hangars, si toutefois les Hovas ne les avaient pas détruits, se transformeraient en magasins, de beaucoup préférables aux misérables cases malgaches.

Suberbieville communique avec la mer par l'Ikopa. Des pirogues, calant un mètre et portant trois tonnes de marchandise, remontent toute l'année la rivière jusqu'aux établissements aurifères¹. Un canal

1. *Madagascar*, par Martineau.

La concession Suberbie est en pleine exploitation. « Tous les types d'alluvions, dit le père Piolet, s'y trouvent, depuis les entraînements superficiels contemporains jusqu'aux puissantes formations alluvionnaires, de 30 à 40 mètres de hauteur, et parfois plus, au-dessus du niveau actuel des cours d'eau; gisements formés de bancs sableux plus ou moins remplis de quartz roulé, mais toujours de désagrégation facile, et dont la teneur en or varie aux environs de 1 franc par mètre cube de sable lavé. Cette teneur moyenne est fort belle, quand elle s'applique en même temps à des masses de millions de mètres cubes, et lorsque, comme presque partout à Madagascar, et à l'ouest en particulier, l'eau abonde en toute saison, et que l'on peut avoir des fleuves et rivières entières à sa disposition. Je ne sache pas qu'il faille jamais, dans cette région, arriver à faire 20 kilomètres de canalisation pour amener de l'eau au point aurifère à exploiter sous une pression de 50 à 60 mètres au moins. Cette distance, qui paraît très considérable, est en réalité très faible; en Amérique, certaines canalisations créées dans le même but, ont dépassé 200 kilomètres de longueur.

« Les fleuves, à la côte ouest, sont généralement navigables assez avant dans l'intérieur, et, plus particulièrement, le Betsiboka se remonte en chaloupe à vapeur jusqu'à 200 kilomètres dans l'intérieur, en pleine région aurifère. Il est ainsi assez facile d'amener jusqu'au point d'emploi, ou très près du moins, le matériel dont on a besoin. Une installation de ce genre a été créée par M. Suberbie pour exploiter les alluvions d'Ampasiry, et fonctionne avec une pression d'eau de 65 mètres avec canalisation en tuyaux de 2 kilomètres, un canal d'adduction à l'air libre et un barrage en tête de ce canal, dans la vallée haute, où court la petite rivière qui fournit les eaux.

« D'autres gisements alluvionnaires sont simplement exploités au moyen de petits sluices ou de berceaux, et pour la plus grande partie simplement à la battée.

« ... L'exploitation des sables aurifères du lit très riche du Betsiboka, dont la largeur moyenne est de 1 kilomètre, au moyen de dragues et de suceuses actionnées électriquement a déjà été étudiée, mais n'a pu être organisée.

« ... Dans la concession, l'exploitation est pour le moment concentrée au filon du Mandrozia. Le filon est connu en effleurements au haut de montagne sur 7 ou 8 kilomètres de longueur; il a une largeur moyenne de 4 mètres environ, et la hauteur d'un étage exploitable jusqu'au niveau de la vallée de la rivière Mandrozia est de 100 mètres.

« Toute cette hauteur pourra être exploitée sans avoir à s'inquiéter des eaux d'épuisement.

« La teneur de ce filon est de plus de 2 grammes à la tonne, teneur très rémunératrice.

« Le filon est relié à l'usine par un chemin de fer à voie de 60 centimètres, d'une longueur de près de 5 kilomètres, et où circule une petite locomotive conduisant les trains de wagons. Le minerai est ainsi amené à l'usine qui, actuellement, ne compte que 10 pilons ou bocards. Le minerai, concassé d'abord, passe ensuite dans des trémies, et à des distributeurs mécaniques qui règlent le débit dans les mortiers. Pulvérisé ensuite dans les mortiers, il laisse son or, soit sur les feuilles amalgamées qui garnissent les parois des mortiers, soit sur les grandes tables amalgamées où il passe entraîné par le courant d'eau, à sa sortie des mortiers. De là les tailings, ou minerai pulvérisé stérile, sont entraînés par le courant d'eau au fleuve.

« La force est fournie par deux turbines Hercule pouvant donner 120 chevaux de force. L'usine

latéral, creusé par les ouvriers de M. Suberbie et sous sa direction est ouvert aux embarcations de plus fort tonnage¹. La flottille fluviale y pourrait conduire même aux plus bas étiages les approvisionnements et le matériel de ravitaillement des troupes. La plupart des services de l'arrière encore immobilisés à Majunga seraient appelés à Suberbieville, où la brigade Voyron rejoindrait ensuite, on l'espérait du moins, la brigade Metzinger.

On évaluait à 4.000 le chiffre des hommes qui trouveraient dans les établissements de M. Suberbie leur logement avec des ressources précieuses, assurait-on, en pays abondamment pourvu d'eau potable et saine. Un petit chemin de fer relie tout le domaine au port. De vastes jardins de manguiers et de bananiers entourent maisons et hangars. A Suberbieville, après avoir traversé les marécages de la côte et avant d'entrer dans un pays presque inhabité, désolé et pauvre, officiers et soldats prendraient un repos bien mérité.

Là enfin, de vastes ambulances, organisées dans de bonnes conditions de salubrité, donneraient abri à un nombre considérable de malades, en attendant leur évacuation sur Majunga et sur le sanatorium de Nossi-Cumba. On éprouva, à cet égard, de sérieuses désillusions. Le climat de Suberbieville n'est en effet que d'une salubrité relative.

Depuis plusieurs mois déjà, les colons français, M. Suberbie, ses ingénieurs, contremaitres et ouvriers, avaient quitté le pays. Les établissements étaient restés abandonnés. Les pillards de la région, — et on sait qu'ils pullulent, — n'auraient-ils pas tout dévalisé, tout détruit ?

Fort heureusement, le premier ministre et d'autres seigneurs importants sont, on le sait, propriétaires de troupeaux non loin de là. Ces riches personnages avaient donc intérêt à ne pas laisser le pays dégarni de bonnes troupes, ne fût-ce que pour protéger leurs biens personnels.

D'autre part, les chefs hovas commandant ces troupes choisies parmi les plus disciplinées ne manquèrent pas de s'installer à Suberbieville et y vécurent à peu près confortablement.

pourra donc être augmentée, ainsi qu'il en est projeté. Les ateliers de réparation prennent également la force qui leur est nécessaire à l'arbre des turbines.

« Tel est l'ensemble des travaux créés depuis 1886 dans la concession de M. Suberbie. » (*Madagascar, sa description et ses habitants*, par L. Piolet.)

Nous croyons devoir fournir ces indications, étant données les polémiques soulevées au sujet de l'influence de M. Suberbie. Nous n'avons pas, nous, à prendre parti. Au lecteur de se faire une opinion sur la question.

1. A cette époque de l'année, assurait le *Temps*, la température à Suberbieville descend à 20° pendant la nuit et elle ne dépasse pas 30° aux heures les plus chaudes de la journée; une brise fraîche de l'est s'y fait sentir durant la saison sèche. L'Ikopa et le Mandroja, dont les eaux sont excellentes, limitent le plateau à l'ouest et à l'est; on y trouve d'abondantes sources, du bois de chauffage et, au nord de Mevatananaa, de grands troupeaux de bœufs appartenant, comme nous l'avons dit, au premier ministre et aux principaux personnages de la cour. Beaucoup d'officiers et soldats ne trouvèrent guère enchantés le pays de Suberbieville.



Un bivouac du 200^e de ligne.

Leur séjour était une garantie de sécurité. Les fahavolos et les soldats hovas ne se risqueraient pas à envahir et à démolir les maisons habitées par des « honneurs » et leur état-major.

Suberbieville ne fut donc pas trop endommagé. On pouvait craindre cependant, après le passage du Betsiboka et la prise de Mevatane par les troupes françaises, que l'ennemi, battant en retraite, ne suivit les conseils donnés par le *Madagascar News* et n'incendiât habitations et hangars.

Il n'en fut rien, soit que les généraux hovas eussent compris qu'ils s'exposeraient à des représailles, soit que, dans leur retraite précipitée, ils eussent complètement oublié les appels ardents du journal de Tananarive.

Ils ne tentèrent même pas d'opposer à nos troupes victorieuses un semblant de résistance à Suberbieville. Les établissements furent évacués en toute hâte, à l'approche de l'avant-garde française. Ils étaient déserts lorsque celle-ci y entra. Un seul des vastes hangars de l'exploitation avait été détruit. Un des incendiaires fut arrêté et fusillé.

Les autres hangars et les maisons restaient debout; les nouveaux hôtes de M. Subergie n'avaient qu'à s'y loger, non toutefois sans avoir préalablement procédé à un immense nettoyage.

Le général Duchesne et le général Metzinger, dans la maison de la direction, installèrent à Suberbieville leur quartier général. Les troupes d'administration et les malades occupaient les autres logements.

En quelques heures, les établissements aurifères furent transformés en un cantonnement des plus animés, comme aux grandes manœuvres. Plusieurs milliers d'hommes y campèrent, protégés par une ligne d'avant-postes dans la direction d'Andriba.

La brigade Metzinger, entièrement concentrée avec ses bagages et ses porteurs, réunissait toutes les armes : légion étrangère, tirailleurs algériens, bataillon de chasseurs à pied, régiment de ligne, génie, artilleurs, soldats du train des équipages, chasseurs d'Afrique.

L'escadron formant toute la cavalerie du corps expéditionnaire sous le commandement du capitaine Aublet avait été disloqué dès son débarquement à Majunga.

« Un peloton, écrit un officier, sert d'escorte au commandant en chef, général Duchesne; un second sert d'escorte au général Metzinger; quant aux deux derniers, ils ont été destinés à l'avant-garde.

« Mais nos chasseurs d'Afrique ont été assez rudement éprouvés par le climat.

« La fièvre a fait des ravages parmi eux.

« Bien que les cas fussent généralement peu graves, il y a eu momentanément beaucoup d'indisponibles, si bien que le gros de l'escadron, parvenu le 21 mai à Marovoay, a dû séjourner en ce point jusqu'au 7 juin, et c'est seulement à cette dernière date qu'il a pu pousser vers Suberbieville, pour, de là, prendre définitivement rang à l'avant-garde.

« L'escadron a, en résumé, subi deux décès. Le reste des hommes, après avoir plus ou moins payé son tribut à la fièvre, s'est peu à peu acclimaté, et maintenant il ne nous reste plus qu'à souhaiter les plus beaux succès à nos brillants cavaliers africains. »

Les chasseurs ne tarderaient donc pas à être appelés à éclairer la marche de la colonne. Un peloton fut envoyé aux avant-postes à quelques kilomètres de Suberbieville, dans la direction de Tsarasaotra.

Un soldat du 200^e écrit à ses parents que les Hovas semblent invisibles et que, depuis les premières rencontres, ils ont éprouvé une telle panique qu'ils se sont repliés bien loin.

« On croyait rencontrer une vive résistance à Suberbieville. Le départ subit des Malgaches donnerait raison aux bruits de désorganisation de leurs troupes et, dans ce cas, la campagne ne serait plus qu'une marche pénible, surtout à cause des fièvres.

« Mais nous sommes tous furieux. Nous nous attendions à donner un peu de lustre à notre drapeau; nous comptions tous sur les coups de fusils pour nous distraire et nous changer un peu de la monotonie de l'expédition, tandis que nous craignons maintenant, de n'avoir pas l'honneur d'étrener nos fusils, même pour Tananarive.

« Notre long séjour à Marovoay a été fatal au détachement. Les fièvres se sont déclarées et 90 0/0 les ont eues, ainsi que la dysenterie.

« Aujourd'hui l'état sanitaire est un peu meilleur; cependant nous partons demain, laissant un dépôt de malades, évalué à une douzaine d'hommes au moins, en moyenne par compagnie. Nous avons eu trois décès à une compagnie et un ou deux dans les autres.

« C'est le lieutenant-colonel Bizot qui a succédé au colonel Gillon. Cet officier a su s'acquérir aussi toutes les sympathies par sa bonté et sa bienveillance pour les hommes, et une entière confiance par sa jeunesse et sa vigoureuse prestance.

« Il n'y a pas de doute que notre long séjour ici n'ait eu pour cause la difficulté de faire porter des vivres en avant.

« Les troupes d'avant-poste ont certes dû souffrir et ont dû être sérieusement rationnées. Quelques petits convois de riz et de conserves ont seuls pu leur parvenir.

« Le génie vient enfin de construire, depuis seize jours qu'il y travaille, un pont sur le Betsiboka, pour relier les détachements qui se portaient sur la rive droite avec ceux qui restent sur la rive gauche.

« Tout manquait pour la construction de ce pont. Le bois faisait défaut et les madriers demandés à Majunga ont mis un temps infini pour arriver.

« Les marchands juifs et indiens sont en nombre. Des négociants arrivent, en outre, depuis quelques jours, se disant Français, mais tous avec un accent étranger prononcé. Ils arborent des drapeaux russes, grecs et français. Ce sont, en réalité, des Levantins, et plus encore, des Anglais roublards.

« Les soldats sont exploités d'une façon inouïe, et l'autorité militaire a la naïveté d'établir des tarifs fixés, pour ainsi dire, par ces mercantis, c'est-à-dire exorbitants : un litre de vin 1 fr. 50, une bouteille d'eau de Saint-Galmier 2 fr., une boîte de haricots verts en conserve ou de petits pois, 2 fr. 50, un œuf 0 fr. 20, [etc. »

Autre lettre d'un homme du même régiment : « 50 hommes de la

compagnie sont à l'hôpital pour dysenterie, fièvres et oreillons. Malheur à celui qui quitte son casque, même sous la tente, car l'insolation le guette et l'abat.

« Au 2^e bataillon, une sentinelle a tué son camarade qui formait double avec lui¹. C'est que les soldats aux avant-postes ouvrent l'œil, je vais vous en donner une idée :

« La nuit une sentinelle aperçoit deux points qui brillent derrière un buisson, il se concerte avec son camarade et, bravement, tous deux, baïonnette au canon, ils montent à la charge contre le buisson et carrément... ils tapent dans une boîte en fer-blanc qu'éclairaient, par intervalles, les rayons de la lune.

« Ici, nous sommes bien, nous touchons grandement ce qu'il nous faut, surtout en viande; comme légumes, du riz, des haricots, des pois, etc.

« L'alimentation en viande est assurée par des buffles qui coûtent 10 fr. pièce; un troupeau suit chaque colonne et l'alimente. En réalité, nous ne sommes pas trop malheureux. Tous, nous désirons enfin voir ces terribles Hovas et leur faire sentir vigoureusement la pointe de nos baïonnettes. Nos chefs nous assurent que cela sera bientôt, et nous vivons sur cette espérance.... »

Le général Duchesne et le général Metzinger passaient en revue les détachements arrivés, visitaient les cantonnements et les camps, s'assuraient de l'état en lequel se trouvaient les troupes après de rudes étapes, de leur tenue, de leur armement, des munitions, des vivres.

Le séjour à Suberbieville, cette grande halte sur la route de Tananarive, permit aux chefs de se livrer à des inspections détaillées, nécessaires, afin de remettre de l'ordre dans tous les services.

Revue d'équipement, revue d'intendance, revue de santé s'imposaient. Le général Duchesne ne voulait se remettre en marche sur Tananarive qu'à la tête d'un corps d'armée allégé, débarrassé des non-valeurs, et fortement constitué.

Le matin, dès l'aube, les tambours battent, les clairons, les trompettes sonnent la diane déjà, les hommes de corvée ont allumé les

1. Cette lettre fait allusion à un incident qui se produisit à peu de distance de Maharogo, pendant la marche du 200^e, de la côte vers Mevatane. Le régiment observait rigoureusement les prescriptions du service en campagne, plaçant des avant-postes, sentinelles, etc., envoyant des patrouilles autour du bivouac. Les jeunes fantassins, mis plusieurs fois en alerte par les fahavolos et autres détrompeurs de grands chemins ou espions qui cherchaient à pénétrer dans le camp, faisaient bonne garde et n'hésitaient pas à tirer sur les individus suspects.

Au bivouac de Maharogo, après le repas du soir, un soldat s'était éloigné au delà des avant-postes. Une sentinelle, le voyant se glisser dans un bois comme une ombre silencieuse, lui cria trois fois : « Halte-là ! »

Il n'entendit pas ce triple avertissement et continua son chemin. Fidèle à la consigne, le factionnaire fit feu.

Le soldat tomba et fut rapporté au camp; mais il était frappé à mort, tué par une balle française.

Et maintenant, une croix grossière faite de deux branches d'arbre indigne, sur la gauche du plateau de Maharogo, l'endroit où repose de l'éternel sommeil le pauvre lignard du 200^e!

feux et préparent le café pour les camarades qui sortent des tentes ou des hangars. Peu d'instants après, l'appel, puis la visite du médecin. Les fiévreux se présentent toujours nombreux. Le major, selon la gravité du cas, ordonne les médicaments nécessaires ou le transfert à l'ambulance.



Les troupes, disent les docteurs et toute la Faculté, éviteront de camper près des marais. Où camper alors? Le pays n'est que marais. En ballon peut-être?

Enfin, ordre parvient aux tirailleurs algériens de coudre une bande de flanelle dans le dos des vestons, afin de protéger contre l'humidité la colonne vertébrale.

— Quelle colonne nous montent là les grands majors! disent les sous-officiers du cadre français, nous n'avons même pas de toile pour réparer nos pantalons; où croient-ils donc que nous prendrons des

kilomètres de flanelle? A Tananarive, peut-être, chez Madame Gasgard?

Quelques hardis mercantis, avons-nous dit, se hasardaient jusqu'à Suberbieville, au risque d'être surpris et détroussés en route par des fahavolos; ils vendaient du tabac, du savon, des bougies.

L'un d'eux, nommé Luzinski, venant on ne d'où, commerçant audacieux et avisé, apporta même du champagne, quelques bouteilles. Elles furent bien vite enlevées, payées fort cher et bues à la santé des amis de France.

Les bouteilles de limonade faisaient prime.

On se disputait les paquets de cigarettes et les cigares.

La cargaison du mercanti parvenu à Suberbieville en pirogue fut promptement écoulée, échangée contre de bonne monnaie.

Au pays de l'or, le précieux métal ne devrait pas manquer; les soldats étaient tout étonnés cependant de ne pas le voir reluire au soleil. Où donc était-il, cet or? chacun aurait voulu en rapporter dans sa poche « au moins un petit morceau »; mais lorsque Dumanet et Pitou surent qu'il fallait ramasser plus d'un mètre cube de cailloux, de sable et de quartz pour y trouver un franc d'or, ils renoncèrent à chercher fortune. Toutes les voitures Lefebvre de l'expédition n'auraient pas suffi à transporter cent mille francs de cette monnaie encombrante.

Si les amateurs d'or furent déçus, les pêcheurs à la ligne et autres éprouvèrent en revanche des émotions et des joies sans égales. Le poisson est abondant et souvent excellent dans les rivières de Madagascar. Les popotes de soldats et d'officiers et les ambulances en furent donc fréquemment pourvues.

A Suberbieville, les journalistes sont campés comme des troupiers. Nous sommes installés sous la tente, écrit l'un d'eux¹, car toutes les maisons ont été réquisitionnées pour les services administratifs ou le logement des divers états-majors.

« Notre campement est dans une petite plaine rougeâtre, hérissée de cailloux et de blocs de quartz. Serait-il qu'on roule, ici, sur l'or?

« Nos yeux profanes ne s'en aperçoivent point, et ces cailloux, outre qu'ils sont d'aspect aussi vulgaire que possible, sont fort désagréables aux pieds du marcheur. Mais au fait, on ne se promène guère dans ce désert, où la robuste volonté et le courage tenace de quelques colons français ont fait surgir une cité, évocatrice de la civilisation dans un pays absolument sauvage. Le troupier, qui aime à plaisanter, « blague » volontiers le quartz aurifère sur lequel il passe.

« N'étaient les turbines et les pilons géants qui se dressent au bord du canal, on ne se douterait pas qu'on est sur un gisement. La maison du créateur de cette petite ville industrielle, M. Suberbie, se dresse au

1. Le correspondant du *Matin*.

sommet de la colline. Elle est fort simple, mais vaste et bien construite en vue du pays, comme du reste toutes les autres maisons de Suberbieville. »

Le général Duchesne, on le sait, et les services de l'état-major y sont installés. Les Hovas n'ont pas trop endommagé l'habitation pendant le long séjour qu'ils y firent après le départ de M. Suberbie et de ses employés. Quelques-uns de ces derniers y rentrent avec l'armée française, dont ils se font les précieux auxiliaires.

L'ingénieur des établissements aurifères, M. Richardeau, s'occupe spécialement du bon fonctionnement de la machine à glace et de la pompe d'élévation d'eau, machine et pompe si utiles à l'armée et particulièrement aux ambulances établies dans Suberbieville.

Le directeur, M. Guilgot, s'empresse de fournir au général Duchesne tous les renseignements sur la campagne environnante, sur les sentiers à suivre, sur les positions à occuper, sur les ressources du pays.

D'autres agents inférieurs se mettent à la disposition du général Duchesne pour diverses missions à Suberbieville ou dans la région.

Le commandant en chef parcourut fréquemment pendant le séjour à Suberbieville les bivouacs, cantonnements et campements. Il s'arrêta plusieurs fois au petit camp de la presse établi proche du quartier général, et affirma sa bienveillance et ses sympathies aux correspondants et hardis reporters qui suivaient cette rude campagne et qui faisaient preuve dans leurs lettres et dépêches d'un patriotisme éclairé.

Le soir, aucune lumière ne brille, sauf dans les bâtiments occupés par l'état-major et dans les ambulances; mais, par intermittences, des faisceaux lumineux indiquent au loin que les postes de télégraphie optique correspondent.

Les soldats se reposaient, les éclopés étaient soignés; en quelques jours ils pouvaient presque tous reprendre leur place dans le rang.

Quant aux fiévreux, aux malades atteints de dysenterie, ils étaient recueillis dans les ambulances, que dirigeait le docteur Emery-Debrousses, secondé par le médecin-major de 1^{re} classe Hocquart.

Le nombre de ces malades incapables de suivre et hospitalisés s'élevait à environ 10 pour cent de l'effectif, soit 1.500 hommes environ.

Les infirmiers de la 30^e section se distinguèrent par leur dévouement dans ces circonstances souvent difficiles.

Quant aux médecins des ambulances volantes de campagne, nous aurions à les citer presque tous, les docteurs Dantin, Futeau, Mareschal, Pitot, Fabre, Malinas, Courtot, Villedarc, Watrin¹, etc.

1. Ce dernier dut bientôt rentrer en France, gravement alité.

Ils organisèrent de leur mieux, avec des ressources presque toujours insuffisantes, les hôpitaux bien vite encombrés.

Au camp, les soldats, outre le service de garde et celui des avant-postes, étaient employés à de nombreuses corvées. Le soir, la fanfare militaire, celle du 40^e chasseurs, jouait des refrains du pays de France, des valse, des polkas, des marches. Jamais artistes ne causèrent plus de joie et aussi plus d'émotions mélancoliques, de celles qui naissent des souvenirs éveillés par la musique, que les fanfaristes du bataillon de chasseurs.

Ces refrains, ces chants évoquaient les images chères de la famille ou de la fiancée, des amis et du pays natal.

Le général Duchesne n'avait encore distribué à ses soldats que des encouragements et de bonnes paroles; mais il espérait prochainement leur faire accorder des récompenses, croix, médailles et promotions.

Il avait demandé au ministre de la guerre un tour de faveur pour l'avancement aux officiers et sous-officiers et assimilés du corps expéditionnaire déjà portés sur les tableaux.

« Pour beaucoup d'entre ceux-là, disait le général au ministre de la guerre, dans une lettre datée du 23 mai, la campagne actuelle, qui a déjà imposé à tous de grands efforts et qui en a atteint plusieurs, assez sérieusement, dans leur santé, ne saurait guère leur apporter d'autre satisfaction que le sentiment du devoir accompli et des services rendus. Je voudrais, au moins, penser qu'ils y aient gagné de devancer de quelques mois leur tour normal de promotion.

« Je vous serais de même reconnaissant de faire comprendre dans la promotion de juillet, pour la Légion d'honneur et la médaille militaire, les officiers ou assimilés et les hommes de troupe déjà inscrits au tableau. »

Le général désirait en outre être autorisé à nommer des sous-officiers ou caporaux à la suite, afin de récompenser au plus tôt parmi les soldats « certaines qualités de vigueur, de zèle et de régularité qui ne sauraient leur valoir promptement des faveurs exceptionnelles, comme la médaille militaire ou la promotion au grade d'officier ».

L'opinion, en France, toujours si nerveuse et impressionnable, commençait à s'impatienter. On avait annoncé que le général Duchesne serait à Mevatane et à Suberbieville le 15 mai, et ces deux villes n'étaient occupées que depuis le 11 juin. Il ne fallait plus songer, si rapide que fût ensuite l'expédition, à fêter à Paris, le 14 juillet, l'entrée de l'armée française à Tananarive.

On savait que le service des transports fonctionnait mal, que les canonnières démontables, toutes les embarcations fluviales n'avaient pas été employées à temps pour transporter à Mevatane les troupes venues de France; que celles-ci avaient dû franchir à pied, sac au dos,



Construction d'une route par le génie.

200 kilomètres et supporter des fatigues inouïes, que plusieurs fois les approvisionnements étaient restés en arrière des colonnes, que les cas de fièvre étaient nombreux, que les soldats stationnaient longtemps au milieu des marécages les plus malsains, et que le général Duchesne ne continuerait sa marche sur Tananarive qu'après avoir solidement constitué à Mevatane sa nouvelle base d'opérations. Certains journaux exprimaient ces impatiences, ces plaintes, ces inquiétudes même.

Pourquoi l'immense matériel de bateaux et de voitures si chèrement accumulé, en vue de l'expédition de Madagascar, n'était-il pas utilisé ?

« On a mis la charrue avant les bœufs, disait un écrivain militaire compétent, le colonel Ortus, en faisant partir d'abord les troupes et en les entassant dans une région malsaine au premier chef.

« Les généraux Metzinger et Duchesne ont tiré le meilleur parti possible de la situation mauvaise qui leur a été faite. S'ils ne peuvent partir à temps de Suberbieville, de manière à être arrivés à Tananarive *au plus tard* vers la *mi-septembre*, l'issue de l'expédition sera fort incertaine. Mais ce sera les ministres qu'il faudra faire remonter la responsabilité véritable.

« Quant aux généraux et aux soldats, ils auront fait ce qu'on pouvait humainement attendre d'eux ! »

Les familles n'étaient pas sans s'alarmer de cette situation, surtout depuis la mort du colonel Gillon. Des nouvelles pessimistes, fausses du reste, relatives à l'état du corps expéditionnaire, se répandirent et augmentèrent encore le trouble et les inquiétudes. Le ministre de la guerre, pour couper court à ces alarmes et pour rassurer l'opinion, dut communiquer à la presse la note suivante :

« Après la mort si regrettable du colonel Gillon, certains journaux n'ont pas craint d'annoncer le décès d'autres officiers du corps expéditionnaire de Madagascar, notamment celui du lieutenant Litschfousse, du 200^e régiment de marche. Or, le lieutenant Litschfousse n'a souffert que d'une indisposition légère, et aucun officier n'est décédé.

« Il est bon de mettre le public en garde contre la propagation de ces fausses nouvelles qui alarment inutilement les familles.

« Ainsi que le prescrit le règlement sur le service de santé, le ministre de la guerre est avisé télégraphiquement de tous les décès d'officiers et de ceux des hommes de troupe tués à l'ennemi ; notification en est faite, sans aucun retard, aux familles intéressées. »

Les nouvelles officielles étaient rares ; les dépêches et renseignements publiés toujours brefs ; quant aux correspondances des journaux, quel que fût le zèle des rédacteurs suivant le corps expéditionnaire, elles ne satisfaisaient que médiocrement la curiosité d'un public de plus en plus exigeant, habitué désormais à ne plus rien ignorer des choses de l'État.

On se rappelait la précédente expédition de Madagascar et celle du Tonkin, les fautes commises alors, les dangers courus, longtemps dissimulés, puis brusquement révélés, lors de la panique de Lang-Son. Allait-on assister au même spectacle lamentable, aux mêmes mensonges ? Pourquoi le gouvernement refusait-il de faire connaître exactement la situation à Madagascar ?

Le général en chef avait décidé qu'aucune dépêche ne serait expédiée de Madagascar aux journaux ou aux particuliers, sans un visa préalable de l'autorité militaire. Cette mesure, hâtons-nous de le déclarer, était excellente. En temps de guerre, il importe avant tout de ne rien laisser divulguer qui puisse contrarier en quoi que ce soit les opérations de la campagne ou renseigner l'ennemi.

On ne saurait trop rappeler qu'en 1870, ce fut un journal français,

saisi à Châlons sur-Marne par une patrouille avancée de cavalerie allemande, qui apprit à de Moltke la marche de l'armée du maréchal de Mac-Mahon vers Metz. Cette indiscretion eut les plus déplorables conséquences, puisqu'elle permit au grand quartier général allemand qui s'avavançait sur Paris, d'ordonner immédiatement à l'armée du Prince royal de faire conversion à droite et de remonter vers le Nord pour barrer le chemin à Mac-Mahon et pour acculer l'armée de Châlons à la frontière belge.

Désormais, sitôt la guerre déclarée, la presse ne pourra et ne devra publier que des communications officielles ou des correspondances rédigées au grand quartier général. Lorsqu'un conflit entre la France et l'Allemagne parut imminent en 1887, après l'incident Schnæbelé, le général Boulanger s'était préoccupé d'organiser militairement en campagne ce service de renseignements à la presse.

A Madagascar, le projet de l'ancien ministre fut en partie réalisé. Les correspondants de journaux, accrédités près du général Duchesne, étaient presque tous officiers de réserve. L'un d'eux, pour expliquer le silence dont se plaignaient des lecteurs toujours avides de renseignements, écrivait :

« J'aurais voulu vous envoyer des renseignements télégraphiques plus fréquents et plus complets, mais le chef d'état-major, le général de Torcy, a décidé qu'aucune dépêche ne serait expédiée si elle n'était revêtue de son visa, et tout le monde est d'accord pour proclamer qu'il a été très heureusement inspiré. D'une part, nous serions exposés à fournir à nos adversaires, qui sont très exactement et très fréquemment renseignés par voie anglaise, des indications dont ils auraient tiré profit ; d'autre part, nous serions exposés à vous donner, sur la situation sanitaire, des renseignements erronés, ou tout au moins exagérés, qui alarmeraient bien inutilement les familles de nos soldats et tous ceux qui s'intéressent à leur sort, c'est-à-dire tous les Français¹. »

A l'étranger, on suivait avec non moins d'attention qu'en France, la campagne de Madagascar, dont on n'ignorait pas les difficultés.

En Angleterre particulièrement, les mêmes dispositions hostiles qu'au début de la guerre se manifestaient à tout propos, soit dans la presse reproduisant avec éloges les articles du *Madagascar News* et s'indignant contre nos soldats, soit au Parlement, où le gouvernement avait à répondre à de fréquentes questions relatives à Madagascar.

Les intérêts anglais étaient-ils respectés par la France ? Ne devait-on pas craindre que les nationaux, et particulièrement les missionnaires britanniques, ne fussent victimes de la guerre ?

1. *Figaro* du 26 juin 1895.

A la séance du 13 juin, à la Chambre des communes, le secrétaire de l'amirauté annonça que le gouvernement de Londres avait donné l'ordre à un vaisseau de guerre de faire route pour Madagascar, avec mission de stationner dans les eaux de l'île et d'y protéger les sujets anglais.

A Paris, le ministre de la guerre, bien qu'il fût sans inquiétude aucune, mais afin de donner satisfaction à l'opinion, prompt à accueillir les nouvelles, même les moins vraisemblables, pria le général Duchesne d'envoyer des renseignements précis sur la situation de son armée¹.

N'avait-on pas été jusqu'à faire courir à Paris, dans les derniers jours de juin, le bruit que nos troupes avaient subi un grave échec à Madagascar, qu'un détachement important s'était laissé surprendre et qu'une compagnie du 200^e de ligne avait perdu plus des deux tiers de son effectif? La première note officielle que nous venons de citer plus haut ne suffisant plus pour calmer l'inquiétude, le général Zurlinden espérait donc publier une dépêche du commandant en chef de l'expédition lui-même, dont la loyauté inspirait toute confiance au pays comme à l'armée.

Par malheur, les communications télégraphiques étaient alors interrompues entre Majunga et le quartier général à Suberbieville. Le colonel Bailloud, chef des services de l'arrière, qui ne devait rejoindre l'armée qu'après avoir surveillé les derniers débarquements de matériel et les envois d'approvisionnements et de munitions destinés aux magasins de Mevatane, répondit à la demande instante de nouvelles que le ministre de la guerre adressait à Majunga, au nom du gouvernement :

« Majunga, 25 juin, 6 h. soir. — Communication télégraphique est momentanément interrompue avec général commandant en chef.

« Neuf canonnières, vingt-trois chalands sont en service dans Betsiboka. Cinq sont en rade.

« Les canonnières remontent difficilement jusqu'à Suberbieville, mais elles atteignent assez facilement Marololo, où les convois ravitaillent Suberbieville par terre.

1. « Il en est aujourd'hui de Madagascar, disait à ce sujet très justement le *Progrès militaire*, comme dernièrement du Dahomey. Si chaque jour n'apportait pas sa dépêche rassurante, tout était, sinon perdu, au moins compromis. C'est à regretter le temps où il fallait à Napoléon I^{er} lui-même quatre jours pour apprendre à Saint-Cloud la prise de Saragosse! Mais l'impatience est la maladie dominante des « enfants du siècle ». Pour cette extraordinaire expédition de Madagascar, on a publié à l'avance, — afin que l'ennemi n'en ignore, — le chiffre exact et détaillé des troupes employées, l'itinéraire qu'elles suivront, leur objectif! Tout le monde est convaincu que cela doit arriver ainsi et certains s'étonnent que cela ne soit pas arrivé déjà! L'événement justifie et, nous l'espérons bien, justifiera jusqu'au bout le « plan » adopté ainsi que l'exactitude de nos renseignements sur le degré de résistance des Hovas.

« Que cette épreuve, — comme celle du Dahomey, — ne nous fasse pas croire cependant que les choses se passeraient aussi régulièrement dans une guerre européenne. Le télégraphe, s'il n'observait pas alors une sage discrétion, pourrait nous affoler souvent! »

« La route par terre d'Ambato à Suberbieville sera ouverte d'ici peu, ce qui permettra de doubler par des convois les transports qui se font par la rivière.

« Dès son arrivée, le général en chef a procédé à la distribution des dons patriotiques entre les hôpitaux, les troupes et la marine, en indiquant chaque fois la provenance de ces dons.

« Les distributions continuent. »

Cette dépêche ne contenait que de très vagues renseignements relatifs au général Duchesne et à son armée. Les communications étaient interrompues, donc la situation paraissait grave à un certain nombre de stratégestes en chambre. Leurs prévisions pessimistes ne seraient que trop justifiées, affirmaient-ils.

Enfin, le télégraphe put fonctionner. Le général Duchesne fit savoir qu'aucune action militaire digne d'être signalée n'avait été engagée depuis les derniers combats, que les travaux de route continuaient, et que l'avant-garde du corps expéditionnaire poursuivait lentement son mouvement vers Tananarive.

Les véritables héros du corps expéditionnaire, à cette première période de la campagne, étaient les soldats du génie. Leur effectif, à Madagascar, dépassait de plus de cinq cents hommes celui régulièrement affecté à une division d'infanterie en Europe. On le jugeait cependant encore, expérience faite, insuffisant.

Dans ce pays où le plus urgent était de créer des routes, de construire des ponts, des magasins, des baraquements, etc., le service du génie exigeait un nombre considérable de bras. Sans doute, on disposait de plusieurs milliers de coolies et d'auxiliaires, sans compter les indigènes réquisitionnés ; mais, pour les diriger, pour les surveiller, pour exécuter les travaux d'art, des hommes exercés et habiles étaient nécessaires. On dut adresser un nouvel appel aux régiments de France, déjà affaiblis cependant, et mobiliser environ quatre cents sapeurs afin de les expédier à Madagascar.

On ne dira jamais assez quel fut le zèle admirable, le dévouement de tous les instants de ces braves gens échelonnés, isolés entre Majunga et Mevatane, maniant la pelle et la pioche presque sans relâche, toujours prêts à prendre le fusil et à faire le coup de feu contre les bandes de fahavolos, demeurant de longues semaines au cœur même de la région la plus malsaine, respirant la fièvre au milieu des terres remuées par eux dans les marais, incertains même parfois d'être secourus et soignés à temps en cas de maladie, vivant de la vie la plus pénible et la plus monotone, pionniers infatigables qui, déjà, compaient, hélas ! de nombreuses victimes.

Les compagnies, employées à la construction d'un pont sur les marais de la route de Majunga à Marovoay, furent décimées. La plupart des hommes qui les composaient luttèrent de toute leur énergie

contre la fièvre; mais on dut les relever de leur poste et les évacuer sur le sanatorium de Nossi-Cumba.

Au quartier général de Suberbieville, le commandant en chef avait ordonné, on le sait, sur le rapport du colonel Marmier, la construction de deux nouveaux ponts absolument indispensables au ravitaillement du corps expéditionnaire; le premier de ces ponts sur le Kamorò, le second sur le Betsiboka.

Officiers et sous-officiers du génie, dans cette période si pénible d'organisation, se montrèrent dignes de leurs pères, les héros du siège de Sébastopol et des campagnes d'Afrique. Ils méritèrent bien de l'armée¹.

Grâce à eux, la cavalerie et l'artillerie, ainsi que les voitures des convois, pouvaient circuler, dès le mois de juin, de Majunga à Marovoay. La ville et les environs de Majunga étaient enfin sillonnés de routes bien entretenues et larges de 3 à 5 mètres.

Un petit chemin de fer ne tarderait pas à s'avancer jusqu'à Marovoay. A Majunga, l'hôpital militaire, les diverses ambulances, le bureau des subsistances, le parc d'artillerie, celui du génie étaient reliés déjà par un Decauville.

Près d'Ampakeli, le colonel Marmier avait entrepris la construction d'un pont de 300 mètres de longueur. Le génie était d'autant plus surmené à Madagascar, que la plupart des moyens de transport, chalands, voitures spéciales achetées très cher, etc., ne purent tout d'abord être utilisées.

La route de terre fut bientôt prolongée jusqu'à Ambato, où les canonniers démontables et les petites embarcations, qui ne peuvent dépasser ce point à cause de leur calaison, transbordèrent le matériel à destination de Suberbieville.

Fin juin, le parc d'artillerie n'avait pas encore quitté la côte. Les officiers des sections de munitions attendaient impatiemment leur tour de départ; les journées leur semblaient longues et monotones à Majunga, surtout depuis que le corps expéditionnaire avançait dans l'intérieur du pays.

Ceux qui s'étaient embarqués pour Madagascar, ne rêvant que combats et aventures, ne dissimulaient guère leur désillusion, puisque jusqu'à présent, la vie en campagne se réduisait pour eux à un trop long séjour dans une ville dépourvue de distraction et à des travaux d'ingénieurs, d'architectes et de convoyeurs. Combien ils auraient préféré les émotions d'un champ de bataille, les missions périlleuses sous le feu de l'ennemi!

N'empêche que chacun d'eux a profondément le sentiment du

¹ Au nombre des victimes du corps du génie, pendant cette première période de la campagne, citons un excellent sous-officier, originaire de Lyon, le sergent-major Lemaire, qui succomba dans un poste isolé, loin de toute ambulance.

devoir et accomplissait les besognes et les corvées les plus ingrates avec une abnégation, un dévouement absolus.

Les officiers et les hommes des sections du parc d'artillerie de l'armée se firent à Majunga les auxiliaires zélés du génie et du train des équipages, auxiliaires précieux dans le désarroi causé par l'organisation déplorable des services du débarquement à Majunga.

Le *Temps*, peu suspect cependant de critiquer à la légère les actes du gouvernement ou de l'administration, résumait ainsi un exposé des fautes et des erreurs commises et réparées grâce à l'initiative vigoureuse du général Duchesne et à l'activité intelligente de ses troupes du génie, d'artillerie et du train :

« Retards dans la commande et la livraison du matériel fluvial qui aurait dû être prêt au moment où nos premiers soldats débarquaient à Majunga; retard encore dans la mise en route du *Brinkburn* et abordage malheureux de cet affrété dans le détroit de Messine; erreur inexplicable dans la rédaction du projet de wharf remis aux entrepreneurs qui a eu pour conséquence, non seulement de priver l'ingénieur Revol d'un appareil qui lui eût été si utile, on pourrait même dire indispensable, pour hâter le montage des canonnières et des chalands, mais aussi de retarder le déchargement des navires qui se pressaient dans la rade de Majunga, chargés de troupes, de vivres et de matériel; absence à peu près complète de main-d'œuvre, etc.. La liste serait encore longue des dispositions qui pourraient être justement critiquées ou blâmées¹; nous nous bornerons à répéter qu'en prenant possession du commandement du corps expéditionnaire, le général Duchesne s'est trouvé aux prises avec les plus grandes difficultés et qu'il a fallu toute son énergie, toute son activité et toute sa prudence pour en venir à bout. »

Un journal anglais, la *Pall Mall Gazette*, bien que systématiquement hostile à la politique française à Madagascar, reconnut quels grands services rendait à son pays le général Duchesne.

« J'ai été surpris, disait le correspondant britannique, du petit nombre de décès parmi les troupes : il est en moyenne de quatre par jour, et celui des malades au commencement du mois de juin était de 1.000; c'est beaucoup, il est vrai, mais j'aurais cru qu'il serait plus considérable. Les soldats et les coolies qui ont le plus souffert de la fièvre sont ceux qui ont été occupés à l'exécution de routes et de ponts.

« L'hôpital de Majunga est situé sur le faite d'une colline dans une bonne position, et le *Shamrock* a été transformé en navire-hôpital ;

1. Un correspondant signalait d'autres erreurs non moins déplorables.

Le service médical, écrivait-il, ne fonctionne pas avec la régularité et la célérité qu'on était en droit d'attendre de lui, dans un pays où nos troupes auront surtout à lutter non pas tant contre l'ennemi, qu'on a tous les moyens voulus de vaincre, mais bien contre l'insalubrité, la fièvre et les insolationes. Les deux premiers chalands mis à l'eau coulèrent presque aussitôt.

les convalescents sont conduits au sanatorium de Nosi-Cumba par des boutres.

« Le plus fréquemment, les malades sont atteints de fièvre. Il y a eu cependant quelques rares cas de dysenterie, mais pas un seul de typhus, ce qui est assez surprenant. La température est maintenant agréable, les journées ne sont pas trop chaudes et les nuits sont fraîches. La chaleur en avril était suffocante; nuit et jour la même température humide. Les moustiques, qui étaient légion, ont presque entièrement disparu; mais il y a encore les fourmis rouges qu'on trouve partout, qui envahissent les lits, les chaises, les tables par milliers, et dont il est tout à fait impossible de se débarrasser. »

Le correspondant de *Pall Mall Gazette* concluait ainsi :

« En somme, je considère que l'expédition fera le plus grand honneur au général Duchesne, et il est très regrettable que les correspondants de journaux ne soient pas autorisés à suivre les troupes françaises.

« C'est la première expédition réellement importante que fait la France dans un pays absolument nouveau, où il y a à surmonter des difficultés de toute sorte, et des détails exacts sur les opérations auraient été du plus grand intérêt.

« La plus grosse difficulté consiste, non pas dans les combats, mais dans les transports, et le colonel Bailloud aura pris une part fort importante aux opérations, ainsi que le général de Torcy.

« Nul doute que les Hovas ne soient battus. Ils n'engageront plus que de petits combats ou même ils n'accepteront plus la bataille; mais il est impossible de dire combien de temps durera la campagne. »

Tout en restant à Suberbieville, le général Duchesne activait le mouvement des troupes laissées jusqu'alors en arrière. Il donnait l'ordre à la brigade du général Voyron de quitter les postes qu'elle occupait de Majunga à Ambato et de rallier le corps expéditionnaire. Cette brigade n'avait pas encore été engagée, à l'exception toutefois de son infanterie malgache qui avait livré, on le sait, un brillant combat près de Marovoay et qui était détachée à la 1^{re} brigade, depuis le début de la campagne.

Les troupes du général Voyron comprenaient le régiment colonial et le 13^e d'infanterie de marine.

Les détachements de ce dernier corps n'étaient parvenus à Majunga que fort tard, à la fin de mai.

Quant au régiment colonial, son bataillon de volontaires de la Réunion avait été laissé à Diégo-Suarez, et son bataillon haoussa ou dahoméen était resté longtemps indisponible.

Il comptait en effet, après son débarquement, un nombre considérable de malades.



Canot à vapeur sur l'Ikopa.

Le contingent haoussa avait été embarqué à Kotonou sur le *Stamboul*. Les malheureux tirailleurs, déplorablement installés, s'entassaient dans l'entrepont, prisonniers en quelque sorte pendant toute la traversée, par ordre du capitaine du navire; et dans ces parages où la mer est presque toujours mauvaise, les hublots, par mesure de prudence, furent fermés. Dans l'atmosphère surchauffée irrespirable, et empoisonnée, une épidémie de méningite cérébro-spinale des plus graves se déclara. Vingt-cinq tirailleurs moururent sur le bateau avant d'arriver à Majunga.

Sitôt débarqué, le commandant du bataillon avisa le général Duchesne et le médecin en chef Emery-Debrousses, de l'état sanitaire des tirailleurs. Les nouveaux venus furent isolés à 15 kilomètres

de la ville, à Ambonano-Péripérin, et soumis à un régime qui eut raison assez promptement de l'épidémie, grâce aux soins éclairés et dévoués des majors, aides-majors et infirmiers du lazaret et improvisé.

Le bataillon haoussa put donc suivre le mouvement de la brigade Voyron, destinée à marcher au delà de Suberbieville en tête du corps expéditionnaire.

« Il ne fait pas si mauvais à Madagascar, écrivait le 6 juin un officier de ce bataillon, qu'on le croit généralement; le climat y est bien meilleur que celui du Soudan et du Dahomey. Ce que l'on en a dit est donc bien exagéré. Dans une quinzaine de jours, lorsque nous aurons dépassé Suberbieville, le climat sera celui du midi de l'Europe, délicieux.

« Pour le reste, c'est différent : les ravitaillements se font avec la plus grande difficulté, malgré toute l'habileté du distingué colonel Bailloud, chargé de ce service. Rien ne manque à Majunga en fait d'approvisionnements; mais les chemins ne sont guère praticables. Voilà la seule difficulté!

« Le bataillon de tirailleurs dahoméens, dont je fais partie, sera d'extrême avant-garde. A partir de Suberbieville, c'est la brigade de marine, commandée par le général Voyron, qui prend l'avant-garde jusqu'à Tananarive. Elle est composée des tirailleurs dahoméens, des tirailleurs sakalaves, des volontaires de la Réunion et du 13^e régiment d'infanterie de marine, auquel on adjoindra la légion étrangère.

« Cette brigade sera lancée en avant, s'emparera des bons gîtes et, une fois établie, attendra la colonne.

« Je suis enchanté d'être avec mes Dahoméens que je connais de vieille date. Si les Hovas les surprennent, ils seront de rudes malins! car « Dahomey bien connaître la brousse et bien savoir tendre et « éventer une embuscade ». A l'avant-garde, on ne meurt jamais de faim ni de soif, les premiers arrivés se servent le mieux, bien entendu! »

Le moral et le physique étaient donc redevenus excellents, au bataillon haoussa, auquel fut confiée la garde du drapeau du régiment colonial.

Les premiers occupants de Majunga, le détachement d'infanterie de marine qui, sous les ordres du commandant Belin, prit possession de la place et qui, pendant les mois les plus pénibles de la mauvaise saison, y représenta la France, avaient perdu, on le sait, un grand nombre d'hommes qui, maintenant, reposaient dans le cimetière de la ville; d'humbles croix, portant des inscriptions déjà presque effacées, rappelaient les noms de ces petits soldats de France, reposant maintenant à jamais si loin de la terre natale; mais près de leurs tombes flottait le drapeau tricolore qu'ils avaient planté en pays sakalave.

Ce détachement d'infanterie de marine faisait partie, au début de la guerre, de la garnison de Diégo-Suarez; il avait fourni plusieurs postes sur la côte, il fut des premiers combats livrés, avant l'arrivée du général Metzinger, sur les bords de la baie de Bombetoke, il concourut à toutes les reconnaissances; plus tard, le chef de la première brigade le fit marcher avec les turcos du commandant Delbrou et il se distingua dans les divers engagements qui précédèrent la prise de Marovoay.

A Majunga, le bataillon de marsouins avait procédé à l'installation du camp français, et dans ces travaux ingrats de construction, de terrassement, de nettoyage et d'assainissement, il ne s'était pas montré moins dévoué que dans les rudes expéditions menées au milieu des marais, alors qu'aucune route n'était encore tracée, et en pleine saison des pluies.

Ce bataillon avait bien mérité de la France, et le général Duchesne lui exprima toute sa satisfaction, en attendant que fussent décernées aux officiers et soldats des récompenses méritées. Tous auraient désiré suivre le corps expéditionnaire; mais celui-ci était maintenant au complet. Il comptait un régiment d'infanterie de marine. D'autre part, le bataillon de Majunga, d'un effectif bien réduit et composé d'hommes presque tous fort éprouvés n'aurait pu, sans de graves inconvénients, supporter les dures fatigues de la marche sur Tananarive.

Il fut donc embarqué en juin à destination de sa garnison première de Diégo-Suarez. Ce détachement appartenait au 4^e régiment d'infanterie de marine¹.

1. « Au commencement de l'année, écrivait un soldat de ce bataillon, il n'y avait dans tout Madagascar que le bataillon de Diégo-Suarez et un détachement du bataillon de la Réunion et de Tamatave. Diégo-Suarez était menacé — presque bloqué — par les Hovas qui avaient élevé de formidables retranchements au sud du village, retranchements soutenus en arrière par la puissante citadelle d'Ambohimarina, occupé par une nombreuse garnison et pourvue de vivres pour plus d'un an.

« Cette espèce d'investissement mettait notre petite garnison sur les dents, car ce n'était qu'alertes, prises d'armes, patrouilles la nuit, travaux de défense le jour.

« Le commandant Bienaimé, soucieux de préparer la base d'opérations du corps expéditionnaire, enleva deux compagnies renforcées, c'est-à-dire plus de la moitié du bataillon, pour aller occuper Majunga, qui était bombardé et pris, le 15 janvier, par l'infanterie de marine.

« Les souffrances de ce petit détachement ont été inouïes : en quatre mois, il a perdu par la mort ou la fièvre les trois quarts de son effectif. Nulle troupe à Madagascar, quelle que soit d'ailleurs l'issue de la campagne, ne sera si éprouvée.

« Pendant les rudes mois de janvier et de février, ces deux compagnies, seules troupes sur la côte ouest de Madagascar, ont tout préparé, tout disposé à Majunga en vue de l'arrivée des troupes du corps expéditionnaire : cantonnements, camps, routes, etc..., etc..., et cela, en se gardant contre les Hovas qui tenaient la campagne, et en livrant toute une série de petits combats. D'autre part, à l'arrivée des premières troupes, au commencement de mars, les compagnies d'infanterie de marine prirent une large part à la colonne de Marovoay et à la poursuite de Ramasombazaha, gouverneur du Boéni.

« Pendant ce temps, à Diégo, on enlevait à la baïonnette le point 6, où nous eûmes sept blessés, et on faisait, enfin, tomber Ambohimarina, boulevard de la puissance hova dans tout le nord de l'île. Le succès fut complet, le butin immense, le désarroi de l'ennemi surprenant.

« Le général en chef, dès son arrivée à Majunga, voulut bien reconnaître les services rendus par le petit détachement dont j'ai parlé plus haut, en le citant à l'ordre du corps expéditionnaire; mais, inconsciemment sans doute, ne prévoyant assurément pas pareille chose, il le renvoya à Diégo, disgrâce non voulue et imméritée, car là — malgré les décrets — on n'a :

« Ni le bénéfice de la campagne de guerre, ni l'entrée en campagne accordée en France, aux officiers venant au bataillon et refusée ici à ceux qui sont venus avant la guerre; ni la solde ni les vivres du corps expéditionnaire. »

Un autre détachement du même régiment occupait toujours le poste d'Amboudimarou dans la baie de Passadanva, établi dans un site réellement enchanteur et destiné à protéger les princes sakalaves nos amis ; le roi Isi-Atlas, la reine Binao, célèbre dans le pays par ses proportions de femme colosse et à ce titre admirée de son peuple, enfin le roi Iabia, régnant sur l'îlot de Mamoukou.

« Montagneux et boisés, les bords de la baie forment une véritable arène dont le fond est un lac limpide. Les yeux sont éblouis par l'éclat des multiples teintes vertes qui vont en s'assombrissant graduellement dans le lointain jusqu'à tourner au bleu vers les sommets de Nossi-Cumba, de Loukoubé et de Nossi-Bé dont la silhouette barre l'horizon. Un ciel pur, une mer calme complètent l'aspect de ce paysage méditerranéen.

« Sur la plage sablonneuse, que limitent de chaque côté deux ruisselets où la troupe trouve une excellente eau de source, quasi dissimulées par un bois de cocotiers, une cinquantaine de paillotes représentent le village aujourd'hui abandonné, qui servait de poste aux Hovas. C'est dans ce désert que débarquèrent, sous la conduite d'un lieutenant, cinquante soldats d'infanterie de marine bientôt renforcés par un sous-lieutenant, et trente-six tirailleurs malgaches. Mais de continuelles incursions nocturnes faites par l'ennemi, qui poussa l'audace jusqu'à venir incendier une case sous les yeux d'une sentinelle malgache, les ont contraints à s'établir d'une façon moins aléatoire.

« En circulant parmi les cases vides aux enclos de bambous, et sous la feuillée, on fait partir à moins de dix pas des pigeons gris ou verts. Quels jolis coups de fusil, si l'on pouvait tirer sans alarmer la garnison !

« Un peu en arrière du rivage se remarque la case du capitaine Pennequin qui s'illustra (en 1885) dans ces parages lors de la première expédition. C'est une vaste maison dont le rez-de-chaussée en terre sèche est surmonté d'un étage, en paille et planche, qu'entoure du haut en bas une double véranda et que surmonte un toit de chaume. Depuis l'abandon du bas, elle sert de magasin.

« Les inscriptions qui décorent les contrevents prouvent que la légendaire gaité du troupier français ne perd jamais ses droits. On y lit, tracé à la craie :

« A louer à un ménage sans enfants, sans piano, sans chat. A louer à la Saint-Sylvestre. Déménagement pour manque d'air. La maison n'est pas au coin du quai. On ne loue pas aux femmes seules.

« En montant la côte par une route qu'ont creusée nos soldats dans la terre brune fortement argileuse, on rencontre d'abord trois cases en pierre, où des Indiens, sujets anglais, ont continué à tenir boutique. Puis on marche entre une double haie de bananiers dont

les grandes feuilles déchiquetées s'agitent comme en manière de salut, pour venir déboucher sur un petit plateau, surélevé d'environ quarante mètres, d'où le coup d'œil est réellement magnifique. D'un côté l'ensemble de la baie sur le miroir de laquelle se silhouette un bâtiment de guerre. De l'autre ce ne sont que ravins, coteaux, crêtes surplombant la position, accidents de terrain s'estompant sur plusieurs plans; et tout cela touffu, boisé, verdoyant de cocotiers et de bambous dont le feuillage gracie et léger ondule au moindre souffle de vent comme les flots d'un nouvel océan. Chose triste à penser, ce paysage ravissant recèle chaque nuit la mort soit par la fièvre, soit par une balle perdue que tire au hasard un rôdeur misérable dissimulé dans la verdure.

« Pour rendre facile la surveillance des approches de la position, le plateau et ses pentes ont été débroussaillés en hâte. Des morceaux de bambous taillés en pointe viennent hérissier le sol à l'adresse des gens qui marchent pieds nus. Un petit fossé avec pont mobile, que défendent de primitifs ouvrages en terre assure la sécurité sur la droite.

« Dix cases apportées du bas et remontées, forment le campement à travers lequel vont et viennent des marsouins en complet cachou, des tirailleurs malgaches dont l'uniforme rappelle les trois couleurs de la patrie absente, et de noirs travailleurs déguenillés, au nombre de vingt-cinq environ, qui épouventent des bambous. Abandonnant les douceurs de Nossi-Bé, quelques femmes indigènes ont suivi les troupiers et partagent leur existence pleine de dangers.

« Assis devant une table, en plein air, le médecin de l'avis passe la visite des malades. Ils sont quatorze, victimes de l'insomnie, des pluies qui chaque nuit tombent en abondance pendant leur garde, et du travail de terrassement auquel ils ont dû se livrer. La figure de ces hommes qui arrivent de France s'est déjà émaciée, leur teint a jauni. Eux qui étaient partis faisant des rêves de gloire, se figurant parcourir dans une marche triomphale la route de Majunga à Tananarive, ils sont venus s'échouer là, les ailes brisées!

« Quant à l'ennemi, il réside dans deux villages. Le plus rapproché, Ansiaboug, situé à deux heures de marche dans l'intérieur, compte une garnison de cent hommes. L'autre, Ankaramy, perché plus loin sur la droite, pourrait mettre en ligne deux cent cinquante soldats, en comprenant les gens armés de sagayes.

« Tous les soirs partent de là quelques Hovas résolus qui viennent en rampant jusqu'aux avant-postes, tirent deux ou trois coups de fusil auxquels on répond par un feu de salve, et se retirent après avoir mis sur pied toute la petite garnison. A cette tactique se joint la manœuvre ordinaire qui consiste à faire pénétrer chez nous, pour y jeter le découragement, des informations aussi terrifiantes que men-

songères. Par bonheur, de sérieux renforts vont parvenir prochainement, qui rendront vains tous les calculs.

« Quant le danger devient trop pressant, une fusée traverse l'ombre opaque de la nuit. A ce signal le branle-bas de combat est sonné, et la grosse voix des canons de la rade se fait entendre, accompagnée, sur le mode aigu, du sifflement des projectiles des canons-revolvers.

« Le soleil descend sur l'horizon, une brume violacée nimbe les collines environnantes. De divers points du ciel, éclairés par un vaste incendie, partent des rayons bleus qui se perdent dans l'infini. Un joyeux appel de clairon retentit; l'arme au pied, vêtue de drap pour la nuit, la garde montante est rassemblée. Les officiers se découvrent et, lentement, le pavillon tricolore est amené au milieu d'un religieux silence.¹ ».

Les officiers et soldats de ces petits postes isolés ne doivent pas être oubliés. Bien que ne faisant pas partie de la colonne principale dirigée contre Tananarive, bien qu'ils n'aient pas eu à livrer de nombreux combats, ils ont droit, eux aussi, à la reconnaissance du pays. Le mérite des soldats désignés pour ces missions obscures est d'autant plus grand que, ne trouvant pas l'occasion de s'exposer sur le champ de bataille, éloignés du quartier général et du commandant en chef, ils ont moins que d'autres à compter sur les récompenses, les décorations et les propositions d'avancement.

CHAPITRE XVII

Tsarasaotra. — Beriza

Le poste avancé de Tsarasaotra. — Description du terrain. — Le commandant Lentonnet. — Les étapes de Suberbieville à Tananarive. — Les Hovas à Andriba. — Ils reçoivent des renforts. — Le corps expéditionnaire longtemps immobilisé. — Tsarasaotra attaqué le 29 juin. — L'ennemi brillamment repoussé. — Le lieutenant Augey-Dafresse. — Marche forcée du 40^e bataillon de chasseurs. — Le général Metzinger prend le commandement. — Le combat de Beriza. — Un drapeau royal. — Lettre d'un officier de turcos. — Les blessés.

Aux derniers jours de juin, le corps expéditionnaire français occupe le plateau de Mevatane-Suberbieville; les Hovas, d'après les renseignements des espions et des déserteurs se sont retirés jusqu'à Andriba, c'est-à-dire à plus de 80 kilomètres, derrière la crête de l'Ambohinenakely.

1. *Un poste à Madagascar*, par G. de Raulin (*Revue internationale*, juin 1895).

Nos avant-postes ne signalent aucun mouvement suspect. Cependant, le général Duchesne a ordonné la plus sévère vigilance, de façon à éviter toute surprise, tout échec partiel. Espions et déserteurs ne lui inspirent en effet qu'une médiocre confiance. Ces derniers se sont, il est vrai, présentés en grand nombre. Ils affirment que l'armée hova est en complète déroute, que ses généraux ont eu beaucoup de peine à la rallier dans la montagne.

Mais la présence de rôdeurs autour des camps a été remarquée. Des fusils ont été enlevés du bivouac; plusieurs tentatives d'incendie sont constatées. L'ennemi n'est donc pas aussi abattu, aussi découragé que le prétendent les déserteurs. On apprend que des forces importantes venues de Tananarive sont arrivées à Andriba pour y soutenir les corps en retraite et combler les vides causés par les précédents combats.

Le terrain autour de Suberbieville et de Mevatane est assez bien connu, grâce à la présence dans le corps expéditionnaire d'officiers ayant été quelque temps attachés aux établissements Suberbie, ayant à ce titre habité le pays.

Le général Duchesne n'est renseigné sur la région au delà que par les rapports, fort bien faits du reste, du colonel Beylié et du lieutenant aujourd'hui capitaine Aubé, qui ont relevé toutes les étapes jusqu'à Tananarive, et par les cartes et récits des voyageurs. Il ne doit pas songer à envoyer au loin en avant des reconnaissances de cavalerie, par des sentiers impraticables. Ces reconnaissances risqueraient de s'égarer ou de tomber dans quelque embuscade. De même, il serait dangereux, imprudent au moins, de laisser s'aventurer des éclaireurs d'infanterie, bien que plusieurs officiers soient prêts à accepter et sollicitent même les missions les plus périlleuses. Dans le corps de troupe, les volontaires disposés à les accompagner sont nombreux.

Le général Duchesne décide l'établissement d'un poste avancé sur le chemin de Tananarive à Tsarasaotra, à vingt kilomètres environ de Suberbieville¹ avec réserve à Behanana.

Cette dernière localité, au pied de Mevatane, se trouve dans un bas-fond. En quittant Suberbieville, le terrain se relève jusqu'à Behanana et de là à Tsarasaotra.

La contrée est rocheuse, la végétation peu active. Le village,

1. « Tsarasaotra, à 24 kilomètres de Mevatane, est, dit le *Temps* du 2 août 1895, un petit village militaire bâti sur la partie la plus élevée d'un éperon de l'Ikopa. La position est pittoresque, mais elle est dominée au sud-est par une forte colline de 320 mètres d'altitude et elle peut être investie, grâce aux gros mamelons élevés qui l'entourent.

« Les Hovas, qui s'étaient réfugiés à Ampasiry après leur défaite de Mevatane, alors qu'on les supposait beaucoup plus loin dans la direction d'Andriba, reçurent de Tananarive, vers le 26 juin, des renforts importants qu'on peut estimer à 3.000 hommes.

« Imparfaitement renseignés par leurs espions, ils crurent que nous n'avions à Tsarasaotra qu'une cinquantaine de tirailleurs sakalaves et une dizaine de cavaliers; à Behanana, une toute petite troupe d'infanterie et fort peu de monde à Mevatane. »

construit sur une hauteur, est misérable et se compose d'une trentaine de cases.

A un kilomètre de là, sur la droite, coule l'Ikopa qui cesse d'être navigable ou flottable et dont le lit est obstrué d'énormes quartiers de roche, sur lesquels l'eau se brise en tourbillons d'écume¹.

Aucune communication n'est possible entre Tsarasaotra et Suberbieville par la rivière.

Au delà de Tsarasaotra, après une courte descente, le sentier qui conduit à Tananarive traverse un terrain plat jusqu'à moitié chemin d'Ampasiria, qui s'élève à environ vingt kilomètres en avant.

La position du village dominant la campagne est donc bonne, puisqu'elle est assez forte pour la défense contre une attaque venant de front ou de gauche et puisque autour d'elle, sans perdre de vue la hauteur, des patrouilles peuvent s'avancer et reconnaître le terrain.

La garnison du poste de Tsarasaotra, afin d'être à même de rendre d'utiles services et de résister sérieusement en cas d'attaque, pendant le séjour du corps expéditionnaire à Suberbieville, se composerait de détachements des trois armes, infanterie, cavalerie et artillerie, sous les ordres d'un officier supérieur.

Le général Duchesne appela à prendre le commandement de ce poste important d'avant-garde, poste d'honneur, destiné à couvrir le corps expéditionnaire et à le renseigner, un des vaillants officiers du régiment d'Algérie, le chef de bataillon de tirailleurs Lentonnet.

Nous avons déjà rapidement indiqué les beaux états de service du brillant soldat qui allait ajouter une nouvelle page au livre d'or si riche des turcos. Le général en chef connaissait bien le commandant Lentonnet, officier ayant, on le sait, l'expérience de la guerre².

Le commandant Lentonnet est un ancien enfant de troupe ; il s'est engagé en 1858, à 17 ans. Moins d'un an après, il faisait campagne en Algérie, de là en Italie, puis au Maroc, caporal en 1859, sergent en 1861, fourrier en 1863, sergent-major en 1864, adjudant en 1868, il était sous-lieutenant au 13^e de ligne depuis le mois de janvier 1870, lorsque la guerre avec l'Allemagne éclata. Il avait donc franchi, en troupier, et sac au dos, les premiers échelons de la hiérarchie militaire.

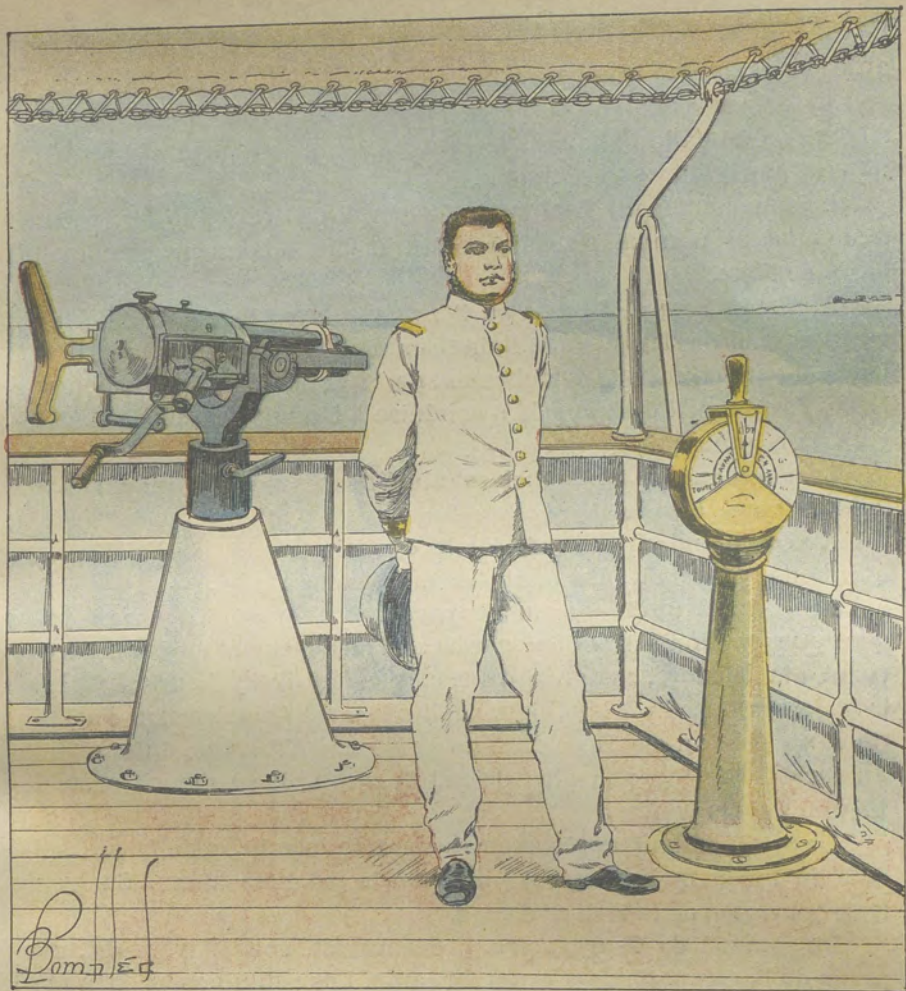
1. Voyage à Madagascar, par le docteur Louis Catat.

2. Un des anciens chefs du commandant Lentonnet aux zouaves, le colonel Vitalis, appréciait ainsi ce brave officier sorti du rang, dont l'avancement jusqu'alors avait été très lent :

« Caractère droit, — trop droit peut-être, — il songeait, sans doute, à la retraite, lorsqu'il fut placé en vedette parmi les commandants du corps expéditionnaire. Qu'il permette à son ancien chef et ami de l'en féliciter chaudement.

« Ces félicitations si méritées ne lui seront pas insensibles, j'en ai la conviction, si elles lui tombent sous les yeux en route pour Tananarive ou dans la capitale malgache.

« Bravo donc, commandant Lentonnet ! La France entière a lu aujourd'hui les détails de votre lutte aux avant-postes, et vos anciens camarades et amis sont heureux de constater que vous avez su prouver, une fois de plus, que la bravoure, l'énergie, la force de résistance ne sont pas l'apanage exclusif des jeunes. Vous venez de montrer que les moustaches grises ne sont pas (quoi qu'en disent les rajeunisseurs à outrance, plaidant *pro domo*) bons à mettre au rancart, et que si l'unité d'origine n'existe pas encore dans l'armée française, l'unité de bravoure devant l'ennemi y existe depuis toujours. Bravo, commandant ! »



L'Amiral Bienaimé.

Le 4 août 1870, il fut nommé, sur la frontière, porte-drapeau de son régiment, et il se montra digne, on en jugera, de l'arborer sous la mitraille.

Le 13^e de ligne faisait partie du 4^e corps, général de Ladmirault, division Grenier; il est engagé à la bataille de Borny. Un récit de la bataille, paru en Allemagne, relate cet épisode :

« Le 13^e de ligne excite l'admiration par son attitude impassible. A ce moment, un éclat d'obus frappe et mutile l'aigle du régiment et renverse le porte-drapeau Lentonnet. Ce brave officier, bien que blessé, se relève et il continue à porter jusqu'à la fin de la bataille l'étendard tricolore. »

Le 16 août, à Rezonville, et le 18 août, à Amanvillers, il combat

avec son régiment. Frappé au bras d'un coup de feu, à 6 heures du soir, il refuse d'abandonner son poste et d'aller à l'ambulance; à 8 heures, une balle l'atteint à la jambe, il conserve son drapeau et ne veut pas quitter son régiment.

Le sous-lieutenant Lentonnet fut porté à l'ordre du jour, promu lieutenant et nommé chevalier de la Légion d'honneur, pendant le siège de Metz.

Après la guerre, il passa au 4^e zouaves, avec lequel il fit colonne en Algérie et en Tunisie. Capitaine, enfin chef de bataillon aux tirailleurs, il commandait le détachement de Laghouat, lorsque le général Hervé l'avisa qu'il était appelé à conduire à Madagascar un des bataillons du régiment d'Algérie.

Le commandant Lentonnet est aimé de ses soldats qui ont en lui une confiance absolue.

Au commandant était adjoint le capitaine Aubé, de l'état-major qui, nous l'avons dit plus haut, connaît bien la région.

Le général Duchesne, en l'envoyant à Tsarasaotra, savait donc que cette position serait bien gardée. Le détachement appelé à l'occuper et à la défendre, comprenait une compagnie de tirailleurs algériens, la 6^e compagnie du 2^e bataillon, capitaine Castel, une section d'artillerie et un peloton de l'escadron de chasseurs d'Afrique, du capitaine Aubier, en tout un peu plus de 200 hommes. Il se mit en route le 19 juin, à trois heures.

Le commandant, après avoir reconnu le terrain, installa ses soldats de façon qu'ils fussent sur pied à la première alerte. Sa droite était couverte par la rivière l'Ikopa.

Du sommet de Tsarasaotra, il découvrait, nous l'avons dit, une partie de la campagne, en avant du camp. Les petits postes, bien placés, en éclairaient les abords.

Le détachement du commandant Lentonnet communiquait avec le quartier général par estafettes. Ordre lui était donné de recueillir le plus possible de renseignements sur l'ennemi et sur les ressources du pays, et de tenir, en cas d'attaque, jusqu'à l'arrivée d'une colonne de secours.

Le commandant se porta vers la droite, jusqu'à l'Ikopa. De ce côté, aucune agression ne semblait à craindre. La rivière coule torrentielle, divisée par les rochers, les îlots et les bancs de gravier; elle descend en rapides dangereux et infranchissables.

Le cours de l'Ikopa, près de Tsarasaotra est des plus sauvages et des plus pittoresques; mais aucune pirogue ne se hasarde sur le torrent. En amont des sept îlots, appelés Nosifito, la rivière redevient à peu près navigable, lorsque les eaux ne sont pas trop basses.

Pendant la belle saison, une partie du lit du fleuve est à sec; sur un long parcours, les voyageurs en route pour Tananarive suivent ce

chemin sablonneux et peu accidenté ; mais, comme la région est déserte, éloignée de tout poste militaire, les fahavolos y menacent les caravanes, et celles-ci, pour leur échapper, regagnent le sentier et ses gîtes d'étape considérés comme à peu près sûrs.

Avec le détachement du commandant Lentonnet à Tsarasaotra, le général Duchesne était certain que le camp de Suberbieville serait bien couvert. Il avait donc tout le temps nécessaire pour préparer, dans les meilleures conditions, la marche en avant, dès que les vivres et munitions parviendraient régulièrement et facilement à Mevatane par la route dont le génie activait la construction. Il importait d'autant plus de presser ces travaux que déjà la nourriture devenait rare. Les soldats hovas, en effet, obéissant aux instructions venues de Tananarive, chassaient maintenant devant eux, en battant en retraite, les immenses troupeaux de bœufs de la région.

Leur tactique apparaissait de plus en plus évidente.

« Ils font le coup de feu dans la brousse, écrivait-on du quartier général, et leurs fusils, quoique d'assez bonne fabrication, — ceux qui sont tombés dans nos mains proviennent presque tous des fabriques de Manchester — partent mal. Leur tir, dirigé sans connaissances, manque de précision et, après quelques feux de salve et de peloton qui passent toujours trop haut, vite, dès que nos troupes approchent, ils essaient d'enlever leurs canons et de détalier à travers bois. »

Sur la côte malsaine, ils n'avaient encore mis en avant que leurs troupes auxiliaires ; les soldats réguliers, les Hovas, étaient restés dans l'intérieur.

A partir de Suberbieville, le sentier serpente dans la montagne jusqu'au sommet d'Ambohimenakely. La route est des plus pénibles, à chaque pas obstruée par les rochers ; elle est donc relativement facile à défendre ; il était vraisemblable que l'ennemi tenterait de nous arrêter ou tout au moins de nous retarder, en se conformant peut-être enfin à l'avis de l'Anglais Shervington, qui conseillait aux Hovas de dresser des embuscades, d'inquiéter nos avant-postes, de surprendre nos convois.

Ramasombazaha avait dirigé en pays sakalave, à la tête de quelques milliers d'hommes, la résistance pendant la première phase de la lutte. La seconde phase commencerait dans la montagne.

De Suberbieville à Andriba, la distance est de plus de 70 kilomètres, distance énorme, étant donné que le corps expéditionnaire, ses 15.000 hommes et ses *impedimenta* auraient à parcourir, par un sentier impraticable à l'artillerie et hérissé de difficultés, même pour l'infanterie marchant péniblement avec armes et bagages, une région bouleversée et ruinée.

A Andriba, derrière les crêtes de l'Ambohimenakely, les généraux hovas se considéraient donc comme à l'abri, au moins pour quelques

semaines, contre les attaques de nos troupes. Il leur serait loisible de mettre ce temps à profit, de continuer l'instruction militaire de leurs guerriers et de tenter aussi quelques expéditions contre nos détachements avancés.

Dans les rangs du corps expéditionnaire français, beaucoup de soldats avaient été longtemps persuadés que le drapeau tricolore flotterait à Tananarive, sur le palais de la reine, avant le 14 Juillet. Cette espérance était déçue. Ces hommes questionnaient leurs officiers sur le nombre d'étapes de Subervieville à la capitale malgache.

Par un voyageur n'ayant pas à traîner un bagage encombrant, la distance de Mevatane à la capitale de Madagascar, distance de 240 kilomètres environ, peut assez facilement être franchie en 13 jours. Voici, d'après le lieutenant de vaisseau Colson et le docteur Catat, quelles sont les étapes à parcourir¹, dont se préoccupait beaucoup le troupier :

« 1^{re} étape : de Mevatane à Andranobé, route sans difficulté ;

« 2^e : d'Andranobé (près Madimbody) à Marokolohy, terrain très accidenté ;

« 3^e : de Marokolohy à Malatsy, le sol est meilleur ; on franchit une ligne de collines à laquelle succède une grande plaine. Suivant le docteur Catat, le terrain est très accidenté. A Malatsy commence la région dénudée ; c'est aussi l'entrée en pays hova. Malatsy a des fortifications très complètes ; on n'y peut pénétrer qu'après avoir franchi quatre portes successives. La côte, qui n'était que de 300 mètres près de l'Andranobé, s'élève à 580 mètres d'altitude à Malatsy ;

« 4^e : de Malatsy à Maroharona, la route est barrée par de nombreux ruisseaux. Cette région, comme celles qui l'environnent, était assez peuplée autrefois, mais les abus sans nombre de corvée commis par les Hovas ont amené la majeure partie des habitants à quitter le pays ;

« 5^e : de Maroharona à Ampotaka, la route suit la vallée de la Mamokomita. Le pays est assez accidenté ; avant la fin de cette forte étape, on a à traverser un marais peu profond dans la saison sèche. L'altitude passe de 589 mètres, du point de départ, à 816 à Ampotaka, après avoir atteint un instant 989 mètres ;

« 6^e : d'Ampotaka à Ambohinaorina (avant Kiangara) : entre ces deux points il y a une différence d'altitude de 100 mètres (816 à 916) ; la route, remontant la vallée de la Fizan, circule dans un couloir dominé par des rochers ;

« 7^e : d'Ambohinaorina à Kinadji, le chemin est large et bon ; depuis Malatsy, on gravit les échelons qui mènent au plateau central de Kinadji, à 1.040 mètres d'altitude ;

1. *Revue française de l'étranger et des colonies*, mai 1895.

« 8° : de Kinadji à Maharidaza, il faut traverser la chaîne rocheuse de l'Angave assez élevée (1.462 mètres), pour redescendre ensuite (1.082 mètres), dans une région qui devient plus peuplée et plus cultivée, malgré une terre rouge très quartzeuse ;

« 9° et 10° : de Maharidaza à Ankazobé, puis à Ambohitsara, villages nombreux, route assez bonne ;

« 11° : d'Ambohitsara à Ambohibohangy, route déserte ;

« 12° : d'Ambohibohangy à Ambohitrarimo, on est au cœur de l'Imerina dont les villages offrent des ressources assez sérieuses ;

« 13° : A Ambohitrarimo (1.240 mètres, après 1.395 à Babay), on suit la rive droite de l'Ikopa jusqu'à la hauteur de Tananarive où l'on entre par l'ouest. »

Cette division en 13 étapes est fort modérée pour un voyageur ordinaire, car elle ne représente qu'un trajet moyen de 18 à 19 kilomètres.

Le docteur Catat ne mit que 16 jours (30 octobre-14 novembre 1889) pour monter de Majunga à Tananarive avec ses porteurs. En 1894, la colonne d'évacuation formée par l'escorte d'infanterie de marine de la résidence dirigée par M. Ranchot et par le capitaine Lamolle, et qui se composait de 96 personnes, accomplit le trajet en 26 jours, soit 17 kilomètres par jour en moyenne pour une colonne ; mais celle-ci n'avait qu'à descendre les pentes, et, du reste, les officiers pressaient la retraite le plus possible, afin d'éviter un conflit avec les Hovas, fort hostiles et menaçants, loin de la côte, sur le passage de la petite troupe française.

Le corps d'armée du général Duchesne, avec ses innombrables porteurs, n'avancerait guère que de 7 à 8 kilomètres par vingt-quatre heures, d'après les calculs de l'état-major, et, plusieurs fois déjà les prévisions trop optimistes de celui-ci et des organisateurs de l'expédition ne s'étaient pas réalisées.

Combien de déboires le général Metzinger et le général Duchesne n'avaient-ils pas éprouvés depuis leur débarquement : nombre insuffisant de porteurs, erreurs et mauvais vouloir de l'administration de la marine dont le matériel de canonnières n'était pas prêt ; organisation du service sanitaire défectueux ! Les troupes avaient dû séjourner trop longtemps dans les régions fiévreuses de la côte. Elles perdaient un grand nombre d'hommes. Dans certaines compagnies du 200^e de ligne, pendant quelques jours, 50 soldats à peine étaient complètement valides, sur un effectif au départ de 250 combattants. A ces hommes épuisés, débilités par la fièvre¹, on avait imposé par surcroît

1. Après une étape sur la route de Méva'ane, un soldat du 200^e écrit : « Il est resté au moins le tiers des hommes qui formaient la colonne par suite du trop grand poids du sac, car nous sommes chargés comme des mules. Pour ma part, j'ai les épaules enflammées, et heureusement que nous avons deux jours de repos. »

les plus dures fatigues. Faute de chalands et de coolies pour porter les approvisionnements, les soldats qui, tout d'abord, suivant les plans dressés à Paris, devaient être conduits par eau jusqu'à Mevatane, avaient rejoint cette ville à pied, sac au dos, avec cinq jours de vivres. La nuit, des myriades d'insectes venimeux les empêchaient de reposer.

On sait déjà que les fameuses voitures Lefebvre, achetées fort cher et en nombre énorme, 6.000, étaient restées longtemps inutilisables. « Ce sont, disait une correspondance adressée aux *Tablettes des Deux-Charentes*, organe officieux de la marine, *ce sont les transports et les moyens de ravitaillement qui retardent tout.* Par la voie fluviale, les moyens sont insuffisants. Dans la baie de Bombetoke, le clapotis empêche les nouvelles canonnières de remorquer les chalands jusqu'à Majunga. Il aurait fallu prévoir des bâtiments de haute mer pour faire un service courant entre ce port et Maévarano. On a dû affréter deux vapeurs, l'un à Zanzibar, l'autre à Natal, qui, avec le *Sigurd*, remorquent des boutres jusqu'à Ankaboka. Là, les canonnières, après transbordement, remorquent les chalands jusqu'à Ambato. Avec ce système, il est difficile d'aller vite!

« Les transports par terre sont encore plus difficiles. Les fameuses voitures Lefebvre ne peuvent pas être utilisées. Il y en a près de 6.000, à 800 francs pièce, qui sont, pour la plupart, remisées en différents endroits. Elles ne supportent que la moitié de la charge prévue; les brancards, qui sont en fer creux, cassent comme du verre au moindre choc latéral; les essieux sont mal assujettis; enfin, elles ne peuvent passer dans les sentiers ravinés. On se sert de mulets bâtés, mais on manque de bâtés et on a dû en demander 4.000 en France. Quand arriveront-ils? A certains passages malaisés, comme entre Marovoay et Ambato, on est obligé de décharger les mulets pour leur faire franchir les gorges. »

Déjà on prévoyait au quartier général qu'un séjour prolongé s'imposerait à Andriba pour y constituer, comme à Mevatane-Subervieville, un centre d'approvisionnement.

Deux chaînes de montagnes élevées — celles d'Ambohimena ont 1 450 mètres de hauteur — restaient à gravir avant d'arriver à Tananarive. Pourrait-on les tourner en passant sur la rive gauche de l'Ikopa?

La rivière forme de nombreux rapides, répondaient les personnages renseignés, et quand son cours est paisible, elle fraye son chemin entre des rives très encaissées presque infranchissables.

« En somme, ajoutaient-ils, nous devons nous armer, maintenant surtout de patience; on gagnera du terrain lentement, et il est impossible qu'il en soit autrement, étant donné la nature du pays et l'absence de vraies routes. Le plus difficile sera fait quand on aura atteint le versant sud des monts Ambohimena; on sera alors à quelques étapes du plateau d'Emyrne et à une cinquantaine de kilomètres de Tanana-

rive; on se trouvera dans la partie de Madagascar la plus peuplée et la mieux cultivée. Nos troupes pourront vivre en partie sur le pays, *et la fin de la campagne ne dépendra que de l'altitude du peuple hova*; mais, quelle qu'elle soit, comme la saison des pluies commence en novembre, *il faut admettre que le plus gros du corps expéditionnaire sera obligé d'hiverner sur ses positions.*»

Les Hovas savaient fort bien à quoi s'en tenir sur cette situation. Leurs espions les renseignaient très exactement sur les mouvements de nos troupes, sur leur état moral et sur leur état sanitaire.

Ayant eu le temps de se reformer et de recevoir des renforts; l'avant-garde française maintenant immobilisée ne l'inquiétant plus, l'ennemi retrouvait peu à peu quelque assurance, et un fort détachement fut envoyé en avant d'Andriba.

Prendrait-il l'offensive ?

Certes, les Hovas ne se faisaient pas illusion au point d'espérer culbuter les troupes françaises établies à Suberbieville; mais ils comptaient surprendre et attaquer dans de bonnes conditions un poste français avancé et numériquement faible. Les généraux de Ranavalo, afin de relever leur prestige et de rendre confiance à leurs soldats et aux habitants de Tananarive, voulaient, à tout prix, rédiger enfin un bulletin de victoire, triompher sur un point quelconque de ces maudits Français.

L'occasion leur parut belle d'attaquer Tsarasaotra. Ils étaient plus d'un millier. Le détachement du commandant Lentonnet ne comptait guère que 200 combattants. Peut-être ne serait-il pas secouru à temps? Les hommes qui le composaient étaient fatigués. On comptait parmi eux des malades. A Suberbieville, les ambulances étaient pleines de fiévreux.

Le coup de main avait donc chance de réussir et quel effet moral il produirait !

On sait parfaitement à Tananarive quelle est l'impressionnabilité de notre peuple. Le premier ministre Rainilaiarivony suit les débats de nos Chambres, nos polémiques de presse; il n'oubliait pas qu'en 1885, avec quelques hommes mal armés, il avait tenu tête à une grande nation comme la France. A tout prix donc, par guet-apens, par surprise, il fallait remporter un succès dont les journaux anglais et autres grossiraient l'importance.

En France, l'expédition et ses chefs deviendraient impopulaires. Le découragement serait prompt, les discussions agitées, les récriminations produiraient leur effet dissolvant, même parmi les troupes en campagne.

Les généraux hovas comptaient sans le brave commandant Lentonnet et ses troupes; ils connaissaient mal le soldat français à qui le bruit du canon et l'odeur de la poudre font bien vite oublier

souffrances et fatigues. Ils allaient apprendre à leurs dépens que nos avant-postes étaient bien gardés.

Le commandant Lentonnet n'était pas homme à se laisser surprendre; bien que rien ne la fit prévoir, toutes ses dispositions de combat étaient prises en vue d'une attaque. Il savait que les troupes de Ravonanihitriany se trouvaient en face de lui, très supérieures en nombre; elles avaient poussé des détachements jusqu'à Amparisy, centre minier important, à une vingtaine de kilomètres de Tsarasaotra.

Les Hovas pouvaient se présenter de deux côtés : soit par le sentier de la rive droite de l'Ikopa, soit par un sentier au nord, faisant un long détour et venant de la rive gauche du Betsiboka dans la direction de Suberbieville.

L'artillerie française, deux pièces de la 16^e batterie du 38^e d'artillerie étaient en batterie sur la hauteur près du village; la cavalerie faisait un service de vedette et maintenait la communication entre Suberbieville et Tsarasaotra. La 6^e compagnie de tirailleurs algériens occupait une bonne position défensive en avant de cette localité, prête à se porter, au premier ordre, vers le point menacé.

Deux autres compagnies du bataillon commandé par M. Lentonnet étaient, nous l'avons dit, campées à Behanara, entre Suberbieville et Tsarasaotra. Elles devaient, au premier signal, se porter en avant, faire des reconnaissances vers la gauche et aussi protéger les détachements du génie et de coolies, employés aux travaux de la route.

Le commandant Lentonnet, dont le quartier général était au poste le plus avancé, venait presque chaque jour visiter les compagnies de Behanana. Celles-ci restaient donc en communication constante avec Tsarasaotra.

Leurs officiers les tenaient toujours sur le qui-vive; l'ennemi cependant ne se montrait pas; mais ils espéraient avoir encore l'occasion de combattre, avant de passer en seconde ligne, ce qui ne tarderait guère, puisque la brigade du général Voyron était en marche pour prendre la tête de la colonne.

Les soldats ne se montraient pas moins bien disposés, très fiers de ce qu'ils avaient déjà fait et prêts à tous les sacrifices.

« Nous sommes toujours à l'avant-garde, écrit un sous-officier du cadre français, et nous ne demandons qu'à y rester. Les turcos ne sont pas des patrouilleurs de l'arrière, bons à garder les convois et les bagages; ils ne demandent qu'à aller au feu, et lorsqu'ils respirent la poudre, on les mènerait au bout du monde. Nous voudrions continuer à marcher en tête de colonne et entrer les premiers à Tananarive avec le général Metzinger qui nous connaît bien et que nous aimons tous. »



Défense de Tsarasaoatra.

Un caporal du 2^e bataillon du régiment étranger¹, faisant partie du détachement de Behanana, écrit à ses parents :

« Nous sommes campés, deux compagnies dans la campagne, à 20 kilomètres de Subervieville, près d'un petit ruisseau qui nous fournit l'eau pour boire et nous laver. Les convois de mulets nous apportent des vivres tous les trois jours : un jour du pain, deux jours du biscuit, du riz, des haricots, de la julienne, un demi-quart de vin par jour, du sucre, du café. On est heureux d'avoir une ration de pain tous les trois jours, c'est-à-dire une livre et demie; car nous avons été un mois sans en avoir. Il faut vous dire que depuis que nous sommes à Madagascar, nous n'en avons pas eu dans la soupe.

1. Lettre communiquée au journal *les Ardennes*.

« Nous sommes à mi-chemin de Tananarive, à 220 kilomètres de Majunga. Le pays est très beau : des arbres comme vous n'en avez jamais vu, enfin, toute la végétation des pays tropicaux. Mais il est rudement mauvais. La fièvre! ah! la fièvre! Vous êtes là en train de travailler ou de vous reposer, voilà le froid qui vous prend, on tremble, on claque des dents, on est fou, on est sourd. On avale 10 à 15 pastilles de quinine, et je vous promets que ça n'est pas bon.

« L'accès dure deux, trois, quatre ou cinq heures, puis on est trois ou quatre jours sans pouvoir manger, on est faible, on ne tient plus sur ses jambes.

« Mais rassurez-vous, on est faible, mais on ne meurt pas pour cela. Ma compagnie n'a pas perdu un seul homme.

« Pour la guerre, ce n'est pas la peine d'en parler : jusqu'ici les Hovas se sauvent devant nous. Il est vrai qu'ils n'étaient pas vraiment chez eux; nous sommes en pays Sakalave et les Sakalaves n'aiment pas les Hovas. Je ne me suis encore battu que trois fois : 1° à Marovoay, au début de la campagne; 2° étant en reconnaissance; notre compagnie, avec une compagnie d'infanterie de marine et une pièce de canon. Nous les avons soignés dès le matin. Le soir, au retour, nous allions passer une rivière à gué, les mulets étaient déchargés, les hommes avaient posé leurs fusils pour passer les bagages, quand voilà les coups de fusil qui nous arrivent des grandes herbes, à trente pas de nous. On leur répond par un, deux feux de salve, puis le lieutenant-colonel nous crie : « En avant, à la baïonnette! »

« Vous ne pouvez vous figurer un de ces combats à la baïonnette. Deux compagnies arrivent, au pas gymnastique, sur ces nègres presque nus. Comme la petite baïonnette 86 entre dans ces dos, ces ventres, et comme le sang vous jaillit à la figure! Tant pis, il le faut. En cinq minutes, c'est fini, ils sont culbutés et se sauvent à toutes jambes, et je vous assure qu'ils courent mieux que moi.

« Le 3° combat est celui de Mévatanana, à 3 kilomètres de Suberbieville. Là, ils avaient des canons. Mais les boulets nous tombaient en avant : ils pointaient trop bas. Nous avons deux batteries de montagne et nous voyions les obus éclater au-dessus de leur tête. Ils résistèrent trois ou quatre heures; mais quand on leur a envoyé quelques boulets à la mélinite, il n'ont pas demandé leur reste. »

Rien mieux qu'une lettre de troupiier ne montre quelles sont les dispositions d'une armée.

Le détachement du commandant Lentonnet à Tsarasaotra depuis plus de huit jours, n'avait pas encore aperçu l'ennemi; cependant des espions étaient venus rôder plusieurs fois autour de notre camp et le chef hova à Amparisy était parfaitement renseigné sur les positions françaises et sur le nombre d'hommes qui formaient ce poste avancé.

Ravonanihitrianiy, décidé à tenter l'attaque, se garda bien de marcher directement sur Tsarasaotra par le sentier le plus connu celui de l'Ikopa, le meilleur et le plus direct. Il dirigea ses troupes vers le nord-est, et leur fit gagner le chemin qui, du Betsiboka conduit à Suberbieville. Sans doute espérait-il tourner la position française.

Après de longues et très pénibles marches, il établit son camp à trois kilomètres de Tsarasaotra, sur le mont Beriza.

Le 28 juin, dans la soirée, vers huit heures, tout était calme, lorsque retentirent des coups de fusil aux postes avancés. L'un de ces postes avait aperçu des patrouilles hovas. Tout le camp fut sur pied ; mais l'alerte dura peu. L'ennemi s'était presque immédiatement retiré. Les hommes regagnèrent leurs tentes.

Le commandant Lentonnet donna des ordres particuliers pour que les sentinelles et les petits postes fussent sur le qui-vive. Il conféra avec le capitaine Aubé sur une attaque possible.

Dans la nuit, aucun mouvement suspect n'était signalé.

Le lendemain, dès le lever du jour, plusieurs reconnaissances devaient être envoyées et fouiller le terrain. Ces ordres furent ponctuellement exécutés.

A peine l'aurore commençait-elle à poindre que les hommes désignés pour cette reconnaissance étaient debout. Quelques-uns allaient et venaient, en attendant le départ. Deux ou trois turcos s'éloignèrent un peu ; ils revinrent en toute hâte.

Ils avaient entrevu, en effet, se glissant dans les broussailles, des lambas blancs se dissimulant derrière les plis de terrain.

Était-ce une fausse alerte ?

Un officier reconnut que les tirailleurs ne se trompaient pas. L'ennemi s'avancait, de différents points sur Tsarasaotra.

La reconnaissance se porta vivement à la rencontre des Hovas.

Mais surgissaient de nouveaux groupes malgaches très menaçants. L'un d'eux débouchait au sommet d'une colline faisant face à Tsarasaotra.

Il apparaissait avec évidence, à cette heure, six heures trente du matin, que l'ennemi, fort de sa supériorité numérique, tentait de nous envelopper ; il formait déjà un demi-cercle de feux bien nourris autour de la position française.

On entendait les officiers hovas, grands discoureurs, haranguer leurs hommes et les pousser en avant.

Presqu'en même temps, un de nos petits postes, brusquement assailli, se repliait et donnait l'alerte.

Déjà le commandant Lentonnet était sur pied et faisait prendre les armes à son détachement.

Les Hovas, ces fuyards de Marovoay et de Mevatane étaient-ils

donc revenus sur leurs pas? allaient-ils prendre l'offensive? On n'en pouvait douter.

Ils apparaissaient en force à l'est et au sud-est de Tsarasoatra, en poussant des cris. La fusillade éclatait et l'artillerie ennemie nous envoyait quelques obus...

Dans le camp français, ni panique, ni précipitation. Les officiers, maîtres de leurs hommes, firent exécuter sur les colonnes assaillantes des feux de salve, tandis que les deux pièces de la 16^e batterie les accablaient de projectiles.

Mais les Hovas étaient plusieurs milliers. Pour la première fois, ils tenaient bon sous le feu; forts de leur écrasante supériorité numérique, leurs officiers les poussaient à l'assaut.

Ils n'étaient plus qu'à trois cents mètres des lignes françaises, tiraillant assez maladroitement à tort et à travers, brûlant beaucoup de cartouches sans nous causer de pertes graves.

Les turcos étaient embusqués, défilés autant que possible, à genoux ou couchés.

Les officiers commandaient le feu de même qu'à la manœuvre, et pour mieux juger des progrès de l'ennemi, ils se levaient de temps à autre et interrogeaient l'horizon.

A peine étaient-ils debout qu'aussitôt une grêle de balles les saluait. Quelques tireurs hovas de la colonne d'attaque visaient avec plus de justesse que le gros de la troupe.

A ce moment, le lieutenant Auger-Dufresse, commandant une section, est près de ses hommes; il est tourné vers l'ennemi, il regarde au sud et à l'est avant de commander un feu de salve.

Une décharge jette à terre le jeune officier. Deux de ses soldats se précipitent aussitôt vers lui et le soulèvent. Il est grièvement atteint d'une balle dans le flanc. On le porte en arrière, perdant beaucoup de sang, pâle, les yeux troublés, défaillant.

La fusillade continue très violente.

Un officier du peloton de chasseurs d'Afrique, M. Corhumel, se lève pour examiner le terrain. A côté de lui se dresse, le fusil haut, le caporal Sapin des tirailleurs. Celui-ci roule à terre un instant après, tué raide par une balle en pleine poitrine.

Le combat dure depuis déjà deux heures, il est huit heures du matin; l'ennemi n'avance plus, mais il ne recule pas.

De part et d'autre, on tire.

Le commandant Lentonnet juge le moment venu de préparer une double contre-attaque.

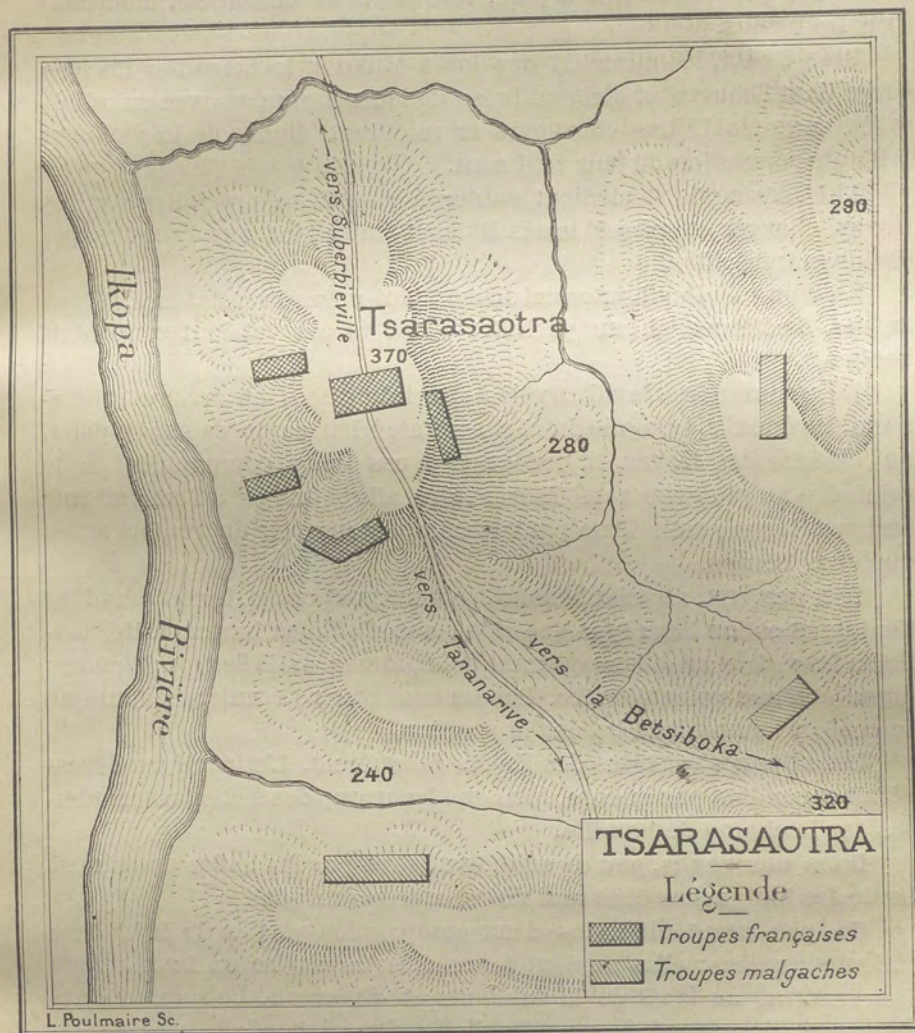
Le capitaine Aubé est tout désigné, lui qui a déjà parcouru le pays, pour diriger l'une. Il sollicite de son chef l'honneur de marcher en avant. Cette faveur lui est accordée.

Le sous-lieutenant indigène Kacy mènera l'autre.

Les troupes mettent la baïonnette au canon.

L'instant est solennel. Au premier signe, d'un bond, les turcos sont debout et se précipitent sur l'ennemi. Le lieutenant Kacy refoule à l'arme blanche les assaillants du sud et les rejette vers l'est.

Le capitaine Aubé, le sabre haut, intrépide sous le feu qui redou-



ble d'intensité, est à la tête d'une section, il la conduit au pas de course sur les hauteurs du sud-est occupées par plusieurs centaines de Hovas.

Cette contre-attaque est superbe.

L'allure des officiers des tirailleurs et de leurs chefs est si résolue, si martiale que l'ennemi ébranlé ne tarde pas à tourner le dos.

On aperçoit alors les officiers hovas appeler, menacer les fuyards et s'efforcer de les ramener aux postes qu'ils occupaient. Impossible de les rallier. Les soldats de Ranavalo n'entendent plus leurs chefs.

Du camp français les feux de salve continuent.

Le lieutenant Corhumel défend une des faces avec ses chasseurs d'Afrique, qui combattent à pied, rivalisant de courage et d'adresse avec les turcos.

Près de lui, le maréchal des logis Millet et le brigadier Clavère surveillent l'ennemi et dirigent le feu de leurs hommes avec un admirable sang-froid. Les chasseurs se montrent dignes de la vieille et brillante réputation de leur régiment.

Ah! comme ils voudraient sauter à cheval, se précipiter sur les Hovas, charger et sabrer! mais ils sont fantassins aussi solides que cavaliers intrépides.

Le commandant Lentonnet dirigeait lui-même la résistance. Adoré de ses tirailleurs, il leur parlait : — 200 turcos valaient 2,000 Malgaches!

Le commandant avait avisé à dix kilomètres en arrière à Behanana, les deux compagnies du régiment algérien, campées sur ce point, de l'attaque des Hovas. Il ordonnait à ces deux compagnies de le rejoindre au plus vite vers Tsarasaotra afin d'infliger à l'ennemi une sérieuse leçon; mais il ne pouvait compter recevoir du renfort avant quelques heures.

Sec, nerveux, au teint basané, vigoureux et crâne, le commandant Lentonnet est un beau type de soldat, non d'officier bureaucrate, tacticien breveté et grand conquérant de diplômes, mais de troupier énergique et d'une volonté de fer. Pas un tirailleur ne reculerait, tant que ce chef ordonnerait de garder la position.

Les attaques réitérées des Hovas échouèrent. L'ennemi ne désespérait cependant pas encore, bien que beaucoup des siens fussent tombés sur le champ de bataille.

Dans nos rangs, peu de soldats atteints par les balles ennemies. Le tir des Malgaches était mal dirigé et trop précipité.

Un peu avant midi, les deux compagnies parties de Behanana étaient signalées; elles avaient marché, sans perdre un instant vers Tsarasaotra, au bruit de la fusillade et du canon. Le commandant Lentonnet, impatient de prendre l'offensive n'attendait que ce détachement pour en finir avec un ennemi qui commençait à se démoraliser.

Il lança donc en avant ses turcos, les clairons sonnant la charge. Les chefs hovas tentèrent vainement de maintenir leurs soldats; nos tirailleurs les poursuivaient d'obstacle en obstacle; les Malgaches s'enfuirent vers le mont Bériza où leur camp était solidement établi.

Le commandant Lentonnet venait, avec 200 hommes, renforcés vers

le milieu de la journée par deux compagnies, de résister victorieusement à plus de 2.000 Hovas, et de les mettre en déroute, après leur avoir infligé de grandes pertes.

De notre côté, on le sait, un jeune officier de la 6^e compagnie, le lieutenant Augey-Dufresse, aimé de tous pour son entrain et sa loyauté, avait été mortellement frappé pendant le combat. Cet officier, fils d'un contre-amiral qui commanda la marine à Alger, neveu du général de cavalerie très estimé, Augey-Dufresse était sorti de Saint-Cyr en 1886. En garnison à Bordeaux, il était entré, sur sa demande, aux tirailleurs afin de faire campagne; il avait déjà guerroyé dans le sud algérien, lorsque sa compagnie fut désignée pour Madagascar. Un brave soldat du cadre français, le caporal Sapin, était tué; quatre tirailleurs étaient blessés.

Les troupes engagées, combattant ou en marche depuis le matin, étaient très fatiguées. Sans doute, le commandant Lentonnet pouvait encore leur demander un nouvel effort; mais la nuit tombait; le détachement français était éloigné de vingt kilomètres du corps expéditionnaire; il avait en face de lui des forces considérables, retranchées sur une montagne escarpée. Les vainqueurs de Tsarasaotra s'arrêtèrent, fiers de leur journée; leur chef félicita tous ces vaillants soldats; il veilla lui-même à l'installation du camp pour la nuit, afin d'éviter toute surprise. Les blessés avaient reçu dans le village les premiers soins du médecin major du bataillon, le D^r Béchard.

Pendant cette journée de combat, le quartier général à Suberville recevait avis des postes avancés que le canon tonnait dans la direction de Tsarasaotra. Sans aucun doute, le commandant Lentonnet était attaqué. La nouvelle en parvint du reste officiellement peu après de Behanana.

Le général Metzinger, par ordre du général en chef, fit aussitôt prendre les armes à trois compagnies du 40^e bataillon de chasseurs à pied et à la 16^e batterie. Le camp tout entier était en alerte. On allait donc enfin marcher à l'ennemi. Soldats de la ligne, légionnaires du régiment étranger, fantassins d'infanterie de marine, espéraient être de la fête; mais le général choisit de préférence, pour opérer dans une région montagneuse et pour franchir en quelques heures plus de 20 kilomètres en suivant un affreux sentier au milieu des rochers, une troupe spécialement entraînée et habituée aux plus rudes marches.

Le 40^e bataillon de chasseurs est composé en grande majorité de compagnies alpines, de montagnards non seulement résolus, mais habitués aux longues courses dans les massifs les plus élevés, rompus aux marches les plus difficiles, exercés à surmonter avec armes et bagages tous les obstacles et aussi à donner un coup de main aux camarades de l'artillerie pour le transport des pièces. Depuis le début de la campagne, ce corps d'élite avait été déjà engagé à Mevatane

Officiers et soldats brûlaient du désir de combattre encore et de jouer de l'arme blanche.

Le lieutenant-colonel Massiet du Biest écrivait le 13 juin au maire de Nîmes¹ une lettre que nous croyons devoir citer et donnant d'excellents renseignements sur le moral de son bataillon :

« Monsieur le maire,

« Je viens de recevoir votre aimable lettre du 7 mai, qui m'annonce votre généreux envoi.

« La grosse difficulté de notre expédition est celle des transports.

« On a eu beaucoup de peine à ravitailler jusqu'ici durant un trajet de 220 kilomètres, accompli en vingt-huit jours, une avant-garde de trois bataillons et une batterie.

« Les chasseurs font honneur à la ville qui leur a servi de berceau. Ils ont fait partie de cette avant-garde avec la légion étrangère et un bataillon de turcos. Ils ont fait très bonne figure à côté de ces vieilles troupes et sont entrés les premiers à Mevatanana.

« Nous attendons que le ravitaillement soit assuré pour repartir de l'avant. Vous devez bien penser que dans ces conditions, nous avons peu d'espoir de recevoir avant quelque temps vos dons gracieux.

« Jusqu'ici nous avons bien subi quelques privations ; mais on a réussi à vivre assez bien au jour le jour.

« Un don des Dames de France adressé à M. le général Metzinger a été réparti aujourd'hui dans la colonne.

« Je ferai toutes les démarches possibles pour entrer en possession de ce dernier et, au nom de nos petits chasseurs comme au mien, je vous prie d'agréer l'expression de notre profonde reconnaissance.

« Nous venons de traverser toute la région la plus malsaine sans trop grand dommage. Partis 800 de Majunga, nous sommes encore 740. Il n'y a eu que 3 morts accidentelles. La plus grande partie des camarades restés en arrière nous rejoindront bientôt. »

Le commandant du 40^e chasseurs revendiquait pour son bataillon l'honneur d'être entré des premiers à Mevatanana. On sait qu'une compagnie de la légion étrangère, survenue à la fin du combat, avait arboré la première dans la place le drapeau français.

Une noble rivalité existait donc entre chasseurs et légionnaires.

— A la prochaine occasion, disaient ceux-là, nous arriverons au but avant vous.

L'occasion du reste ne devait pas se faire attendre, puisque le

1. Le bataillon avait été formé à Nîmes.



Le commandant Lentonnet.

40^e bataillon appartenait toujours à l'avant-garde du corps expéditionnaire.

La 16^e batterie d'artillerie, batterie de montagne, était prête à suivre partout les chasseurs.

Avant de se mettre à la tête des troupes qu'il menait à l'ennemi, le général Metzinger ne dissimula pas aux officiers qu'il s'agissait d'entreprendre un véritable raid, de franchir en moins d'un jour, par une forte chaleur, 21 kilomètres de sentiers barrés d'obstacles.

Le lieutenant-colonel Massiet du Biest répondait de ses hommes. Chasseurs et artillerie se mirent en route. Au loin, le canon du détachement Lentonnet appelait ces braves au combat. Et le bataillon marchait allègrement; les alpins gravissaient les rochers, en gaillards

depuis longtemps entraînés aux ascensions. La batterie de montagne et ses munitions suivaient, tantôt trainées par les mulets, tantôt portées à bras.

Le soir même, les troupes du général Metzinger campaient à Tsarasaotra.

Elles rencontrèrent dans le village, les tirailleurs qui avaient combattu tout le jour, harassés et noirs de poudre. Quelques-uns montraient leur baïonnette ensanglantée.

Le général Metzinger fit aussitôt établir ses hommes au bivouac. Le lendemain, à la première heure, grand branle-bas, on marcherait à l'ennemi.

Le commandant Lentonnet vint rendre compte du combat au général de la 1^{re} brigade qui le félicita ; il exposa à son chef la situation : les Hovas battus, réfugiés sur le mont Beritza, où le gros de leur force s'élevait à plusieurs milliers d'hommes était campé.

Tout près de leurs positions, nos avant-postes.

L'ennemi battu évacuerait-il dans la nuit Beritza ?

Cette retraite était peu probable. Les chefs malgaches en effet ne devaient vraisemblablement pas estimer que leur camp serait attaqué dès le lendemain. Le détachement du commandant Lentonnet était trop faible numériquement pour donner l'assaut à la position, et l'ennemi ne pouvait croire que d'importants renforts envoyés de Suberbieville fussent parvenus en moins d'une journée à Tsarasaotra.

La nuit s'écoula sans alerte ; dans l'un et l'autre camp, soldats et officiers se reposaient.

Avant le lever du jour, le général Metzinger faisait prendre les armes en silence à ses troupes et il formait ainsi la colonne d'attaque :

Le bataillon de chasseurs ;

Deux compagnies de tirailleurs algériens ;

Deux sections de la 16^e batterie.

Cette batterie est commandée par le capitaine Chamblay, par les lieutenants Poncet, Brunet et Rose.

Malgré les rudes fatigues de la veille, personne ne se fait porter malade. Le 40^e bataillon de chasseurs composé de jeunes soldats ayant à peine deux ans de service, beaucoup un an seulement, est superbe de crânerie militaire. Enfin ! l'heure de l'action est venue.

Le général passe rapidement en revue ses hommes, adresse aux officiers ses recommandations. Tout est prêt. Il donne l'ordre de se porter en avant sur le mont Beritza au sud-est de Tsarasaotra. Une partie de la colonne attaque du côté nord ; l'autre partie tourne la position à l'est.

Déjà l'avant-garde et les avant-postes ennemis sont aux prises.

Les Hovas, infanterie et artillerie, tirent, à feu rapide, sur nos têtes

de colonne. Ils ont évidemment grande confiance dans la force de cette position de Beritza, escarpée, défendue par de profonds ravins; ils la considèrent comme inaccessible.

Cependant les chasseurs avancent en bon ordre, ils ne sont plus qu'à 200 mètres de la ligne ennemie.

— Feu rapide!

A ce commandement, les fusils Lebel crachent la mort dans les rangs hovas.

Le 40^e bataillon est prêt à l'assaut.

— En avant, les chasseurs!

— Clairons, sonnez la charge!

Elle retentit furieuse, ardente, comme aux grands jours des campagnes glorieuses d'Algérie, de Crimée, d'Italie, comme à Spickeren et à Frœschwiller.

Les braves chasseurs, dont rien ne contient plus l'élan, agiles comme des chamois, accomplissent de véritables merveilles d'adresse et d'audace. Ils grimpent sans que rien les arrête, s'accrochent aux rochers, font le coup de feu, en s'abritant de leur mieux et continuent l'ascension avec une furia admirable, ayant à leur tête le capitaine Delanney.

Les Hovas ne lâchent cependant pas encore pied; mais bientôt, notre artillerie qui a suivi les chasseurs et qui est en batterie à bonne distance ouvre le feu sur leur camp, menacé d'être tourné.

Le capitaine Chamblay du 38^e la commande.

Près de cinq mille hommes sont entassés sur le Beritza; ils ont affaire à un millier des nôtres à peine, et, malgré la position avantageuse, encore sous le coup des impressions de la veille, ils ne paraissent pas disposés à tenir longtemps avec la fermeté du roc.

Le désordre se met dans leurs rangs. Les soldats tiraillent au hasard, précipitamment, sans viser.

Nos petits chasseurs approchent toujours, appuyés par une des compagnies de tirailleurs qui, la veille, n'avait été que peu sérieusement engagée.

Déjà les premières lignes se replient; les hovas commencent leur mouvement de retraite. De notre côté, l'assaut prend une allure de plus en plus vive. Le camp hova est envahi de deux côtés par les chasseurs et les turcos.

Ces derniers auraient voulu arriver au but avant les chasseurs. Le lieutenant Grass, un des premiers sur la crête, se heurte à un groupe de Hovas que maintient un « honneur ».

Celui-ci ordonne le feu. Le lieutenant, d'un coup de revolver, abat l'officier de Ranavolo.

Trois sous-officiers, les sergents Chéreau et Brochet, le sergent indigène Moktar-Ben-Daïd, les caporaux Redersdorf et Mohamed-

M'Ahmed poursuivent un autre groupe ennemi à la baïonnette, l'entourent et lui font mettre bas les armes.

Le caporal Camisard est frappé d'une balle sur la crête; il tombe, son escouade s'arrête; mais le brave soldat lui ordonne de marcher en avant et la pousse sur les Hovas dix fois plus nombreux.

Nos soldats accélèrent la déroute de l'ennemi, en ne lui laissant pas le temps d'emporter avec lui ses bagages. De nombreux Hovas, parmi eux des officiers, jettent leurs armes et se rendent prisonniers. Sur quelques points, on combat encore à l'arme blanche; mais la position est enlevée; l'ennemi fuit éperdu. Les chasseurs poursuivent ses détachements épars et les rejettent dans les ravins escarpés des sources Naudrojia, où les feux de salve et les obus font encore des victimes dans les rangs hovas.

Le récit des combats de Tsarasaotra et de Beritza d'après les rapports et documents officiels, ne serait pas complet, si nous ne donnions maintenant la parole à l'un des officiers du corps expéditionnaire, ainsi que nous l'avons déjà fait précédemment.

La correspondance qui va suivre, est le témoignage écrit d'un combattant, avec toutes ses impressions notées le 3 juillet, c'est-à-dire trois jours après l'action.

« Quand vous recevrez cette lettre, les journaux vous auront déjà fait connaître nos exploits. Voici, quant à moi, ce que j'ai vu.

« Depuis huit jours, nous étions aux avant-postes, avec une compagnie de tirailleurs, capitaine Castel, une section d'artillerie de 2 pièces de canon et un peloton de 20 chasseurs d'Afrique. Nous passions notre temps à faire des reconnaissances et à ramasser dans la campagne le paddy ou riz en herbe, à installer notre camp un peu confortablement, puisque le séjour se prolongeait, enfin à travailler à la route qui n'avancait guère. Les journées, en dépit de ces occupations du reste peu variées, semblaient longues.

« En arrière de nous, deux compagnies, celles des capitaines Pillat et Pradal, étaient détachées à Behanana, à deux heures de cheval environ par un mauvais chemin. Notre chef, le commandant Lentonnet allait fréquemment les visiter et rentrait à Tsarasaotra.

« Toutes les mesures de sûreté en avant du camp étaient prises et bien prises; en cas d'alerte, chacun connaissait son poste de combat. Nous avions du reste toute confiance, nous et nos hommes en ce brave commandant Lentonnet qui n'en est plus, depuis longtemps, à sa première campagne.

« Le 28 au soir, vers neuf heures, il était rentré au logis, et il revisait les notes des élèves caporaux d'une des compagnies du bataillon, lorsque des coups de feu de plus en plus nombreux éclatèrent aux

avant-postes. Le commandant, les officiers sortirent aussitôt. Les tirailleurs se

réunissaient déjà derrière les faisceaux, en bons soldats, avec beaucoup d'ordre.

« Le petit poste nous fit annoncer que 300 Hovas environ tiraillaient contre lui : le poste était composé de 10 hommes ; il rispostait de son mieux. Le commandant lui envoya un renfort de 10 autres turcos, ce qui portait à 20 combattants l'effectif opposé aux Hovas. Nous étions prêts à marcher ; mais peu à peu, la fusillade cessa. A dix heures, tout redevenait calme, nuit noire. Chacun rentra se coucher, mais personne ne quitta ni bottes ni vareuse, et on ne dormit que d'un œil.

« A cinq heures, debout ; le commandant était allé visiter un petit poste avancé, lorsque tout à coup, apparurent au loin des Hovas ; il revint au galop de son cheval *Sakalave*, une courageuse bête qui résiste bien depuis le début de la campagne, et cria le premier : Aux armes !

« L'ennemi s'avancait, nous apercevions distinctement ses tirailleurs. En quelques instants, infanterie, cavalerie, artillerie étaient à leurs postes. Déjà les balles sifflaient dans le camp. L'ennemi s'arrêtait à environ 400 mètres de nous.

« La compagnie se tenait rassemblée et dirigea sur les Hovas des feux de salve. A six heures un quart, les tirailleurs ennemis apparaissaient, en nombre considérable, sur notre flanc gauche.

« Les deux pièces d'artillerie qui tiraient au sud à 1.000 mètres sur des groupes hovas toujours nouveaux surgissant à l'horizon, durent pourvoir alors au plus pressé, en mitraillant les assaillants de gauche.

« Le petit poste, incapable de tenir plus longtemps contre des forces cent fois supérieures, venait de se retirer. Les Hovas gagnaient de terrain ; ils cherchaient évidemment à nous envelopper. Le commandant Lentonnet suivait toutes les phases de l'action. Déjà, notre camarade Augey-Dufresse était tombé mortellement blessé ; un caporal était tué, cinq tirailleurs et un artilleur avaient été atteints par les balles malgaches.

« Il était urgent d'aviser.

« Le commandant disposait de 180 à 200 hommes tous combattants ; il réunit trente hommes avec un sergent énergique et leur fit mettre baïonnette au canon. Le capitaine Aubé de l'infanterie de marine, attaché à l'état-major du général en chef, et qui nous avait suivis à Tsarasaotra comme officier du service des renseignements, prit sur sa demande le commandement, de ce détachement. Deux clairons sonnèrent la charge ; et nos turcos se ruèrent sur l'ennemi de gauche.

« Un autre détachement de 25 hommes, sous les ordres d'un sous-lieutenant indigène, se porta en avant du front de notre position et chargea vigoureusement.

« En quelques instants, nous fûmes dégagés. Les Hovas s'en-

fuyaient comme des lapins, tandis que nous les poursuivions à coups de fusil et de canon. A huit heures et quart, nous étions les maîtres du terrain, mais toujours menacés d'un retour offensif.

« Nous apercevions en avant de nous une trentaine de cadavres hovas, des fusils, des couteaux, des lances abandonnés; les tirailleurs les ramassèrent et ramenèrent 16 prisonniers.

« A neuf heures trente, une compagnie accourait de Behanana, où un cavalier de chasseurs d'Afrique, envoyé par le commandant Lentonnet, était allé donner l'alerte. A peine arrivée au camp, cette compagnie fut dirigée sur la position avancée occupée à gauche par le capitaine Aubé et ses trente tirailleurs. Les deux pièces de canon étaient en batterie, au centre de la position; le commandant les dirigea en personne sur le même point assez élevé, d'où l'on découvrit un camp malgache de plusieurs centaines de tentes.

« Quelques groupes hovas tentaient encore de s'approcher, des feux de salve et des obus les arrêtaient.

« A midi et demi le combat était terminé, le commandant rentra au camp, rédigea un premier rapport au général Duchesne, lui rendant très exactement compte de la situation, et chacun déjeuna avec un appétit féroce, aiguisé par sept heures de bataille. Les conversations s'engagent; à la table des officiers, s'est assis M. Casteix, ancien habitant de Suberbieville, servant de guide et d'interprète; chacun raconte ce qu'il a vu. Plusieurs officiers venaient de recevoir à Tsarasotra le baptême du feu; ils disaient leurs impressions. Tous avouaient qu'à un moment donné, ils avaient bien cru « y passer ».

« Le commandant lui-même, vieille barbe grise, ancien combattant de Gravelotte et de Saint-Privat, riait un peu de ces propos et de ces émotions, mais il reconnut qu'au début de l'action, la situation était plutôt critique. Il avait craint d'être enveloppé; mais il comptait bien se dégager, quoi qu'il arrivât, et faire brèche avec les baïonnettes de ses tirailleurs.

« Le lieutenant de chasseurs d'Afrique, M. Corhumel, se félicitait de la bonne tenue de ses hommes sous le feu, tandis que les chevaux restés au camp, agacés par le sifflement des balles, dansaient comme des bêtes de cirque.

« Officiers, sous-officiers, soldats des différentes armes, tout le monde avait fait son devoir.

« Le reste de la journée et la soirée furent tranquilles. La compagnie engagée le matin se reposait. Celle venue de Behanana veillait. Une nouvelle attaque de l'ennemi paraissait inévitable, soit dans la nuit, soit au matin, dès la première heure.

« Vers dix heures du soir, alors que nos soldats et plusieurs camarades dormaient déjà, grand bruit. On se lève; mais le calme est vite rétabli. Nous recevons du renfort. Le général Metzinger, en per-

sonne, vient d'arriver au camp avec une cinquantaine d'officiers et d'hommes. Le 40^e bataillon de chasseurs et l'artillerie partis en toute hâte de Suberbieville, le suivent de près.

« Tout le monde est debout; notre commandant offre le thé au général Metzinger, on cause un peu de l'affaire de la journée; il paraît que, le lendemain, nous n'attendrons pas l'ennemi, nous irons au camp même de Ramasse-ton-bazar, comme disent nos troupiers, lui rendre sa visite.

« — Il est tard. Reposons-nous, dit le général, afin d'être frais demain matin. Nous nous mettrons en route à six heures.

« Avant le réveil du camp, nous sommes sur pied, le café est bientôt prêt. Nous rencontrons le général Metzinger sortant d'une case qui avait été promptement aménagée pour lui la veille au soir. Les chasseurs du 40^e bataillon prennent les armes. Ils ont bonne mine et fière allure. Nous les avons déjà vus à l'œuvre à Mevatane. En route! on sait ce que cela signifie à Madagascar où les routes n'existent pas; mais aucun obstacle ne nous arrête. A huit heures et demie éclatent les premiers coups de feu, puis la fusillade nourrie; les canons sont restés embourbés en arrière; ils ne sont en batterie qu'après neuf heures.

« En face de nous, une montagne assez élevée sur laquelle sont retranchés les Hovas. Notre artillerie la couvre d'obus et de mitraille et prépare l'attaque. Enfin, les chasseurs et deux compagnies et demie de tirailleurs donnent l'assaut à la baïonnette, la bonne vieille arme de France. Les Hovas la redoutent plus encore que nos projectiles. Aussi s'empressent-ils de tourner le dos, abandonnant munitions, armes, provisions. C'est une débâcle inouïe.

« Chasseurs et turcos mènent la danse avec un entrain du diable. Parmi nos tirailleurs, un seul homme atteint, un brave soldat, le caporal Camisard de la 5^e compagnie, blessé d'un coup de feu au pied.

« Nos soldats opèrent dans le camp ennemi une fructueuse razzia. Enfin, grâce aux Hovas qui ont eu le bon esprit de nous abandonner leurs provisions, nous avons du savon, des chandelles, du papier, de l'encre et des plumes.

« Les Hovas comptaient évidemment s'en servir pour annoncer leur victoire et notre défaite à Tananarive; or tout ce papier est maintenant en route pour la France, où il porte de nos nouvelles aux parents et aux amis.

« Nous comptons renouveler encore plusieurs fois de la même façon nos provisions avant d'arriver à Tananarive.

« Les soldats du bataillon se portent bien : il n'est pas de meilleur régime pour le soldat que celui du combat, que celui du mouvement, de la marche en avant. La fièvre de la bataille chasse l'autre.

« En résumé, nous aurions tort de nous poser en héros, nous n'avons fait que notre devoir; au point de vue militaire, nos batailles n'ont pas grande importance; mais le résultat de ces petites affaires n'en est pas moins d'un effet excellent. Les combats du 29 et du 30 ont relevé le moral de tous.

« Nous pensons que les bons Français seront contents de nous; ils sauront que, si nous supportons les marches pénibles et les rudes fatigues, nous sommes aussi toujours prêts à nous battre et à verser notre sang pour la patrie¹. »

La victoire est donc complète. L'ennemi a laissé entre les mains des chasseurs son campement, un canon, un drapeau, des approvisionnements.

Nos soldats ramassent dans le camp, environ 500 tentes, beaucoup d'armes, des uniformes d'officier tout chamarrés, des chapeaux à plumes, du tabac, des médicaments, des vêtements de femme, les accessoires variés d'une mascarade. Quelle fête au 40^e, après ce brillant fait d'armes, le second baptême du feu pour le bataillon!

— Si le drapeau des chasseurs n'était pas décoré de la Légion d'honneur, dit un sous-officier, il le serait demain, puisque le 40^e s'est emparé d'un drapeau ennemi².

La joie se manifeste d'autant plus vive que, de notre côté, les pertes ne sont pas graves. On ne compte que huit blessés par le feu de l'ennemi. La colonne a mené l'attaque avec une telle fougue que les Hovas surpris n'ont pas dirigé contre elle un feu meurtrier.

Les blessés sont soignés sur place par les médecins des chasseurs, ils seront le lendemain transportés avec les tirailleurs atteints la veille, à l'ambulance de Suberbieville.

Parmi les blessés, le capitaine adjudant-major Bouvier, légèrement atteint, un lieutenant, M. Audierne, du 40^e bataillon, un adjudant,

1. « On reconnaît, écrit un autre officier, que les Hovas ne sont pas tant à dédaigner; s'ils courent vivement quand on les poursuit, ils tiennent bon quand on les attaque. Chacun ici raconte ses exploits; l'un a fait ceci, l'autre a fait cela; moi, je n'ai rien fait, je me suis contenté d'aller d'un groupe à l'autre, d'exhorter mes hommes au calme, de recommander aux officiers de veiller à la consommation des cartouches et de faire viser les hommes avant le commandement de feu.

« Je me promenais en largeur et non en longueur, car en longueur, j'aurais pu être blessé dans le dos et cela aurait été fort embêtant pour quelqu'un qui, pendant deux heures et demie, est resté en butte aux coups de l'ennemi ».

2. Le drapeau des bataillons de chasseurs à pied, dont le bataillon caserné à Vincennes a la garde, est décoré depuis la bataille de Solferino.

Huit autres drapeaux de l'armée française sont actuellement décorés de la Légion d'honneur. Ce sont les drapeaux des : 51^e régiment d'infanterie, en commémoration de la prise de deux fanions au combat de San-Lorenzo, le 8 mai 1863, d'un drapeau et d'un fanion au combat de Valle-Santiago, le 3 février 1864, et d'un drapeau au combat de Guaymas, le 29 mars 1865. — 57^e régiment d'infanterie, en commémoration d'un drapeau pris à l'ennemi à la bataille de Rezonville, le 16 août 1870. — 76^e régiment d'infanterie, décoré après la bataille de Solferino. — 99^e régiment d'infanterie, en commémoration de la prise d'un étendard au combat d'Aculcingo (Mexique). — 2^e régiment de zouaves, décoré après la bataille de Magenta. — 3^e régiment de zouaves, en commémoration de la prise de deux drapeaux au combat de San-Lorenzo. — 3^e régiment de tirailleurs algériens, en commémoration de la prise d'un drapeau ennemi au combat de San-Lorenzo. — 1^{er} chasseurs d'Afrique, en commémoration de la prise d'un drapeau au combat de San-Pablo.



Le 40^e chasseurs à pied à Beritza.

un sergent, cinq chasseurs et un tirailleur. L'artillerie n'a subi aucune perte.

Le capitaine Bouvier et le lieutenant Audierne, ce dernier en garnison avant la campagne sur la frontière de l'Est, à Rambervillers, étaient des volontaires de la première heure du corps de Madagascar. Ils reçurent les félicitations du lieutenant-colonel Massiet du Bieset et du général Metzinger pour leur brillante conduite.

Un grand nombre de cadavres hovas étaient restés sur le terrain; ils furent incinérés.

Les Hovas, comme toujours, grâce au grand nombre d'esclaves qui suivent leur armée, avaient enlevé une partie de leurs blessés de la veille et de la journée. D'autres s'étaient traînés dans la brousse où

nos soldats les relevèrent, quelques-uns blottis, tremblants entre deux cadavres¹.

Le général Metzinger s'empressa d'aviser le général Duchesne à Suberbieville des résultats brillants de ces deux journées du 29 et du 30 juin.

Le 3 juillet, la dépêche suivante résumant laconiquement les faits, parvint au ministère de la guerre à Paris :

« Majunga, 2 juillet. — Le 29 juin au matin, plusieurs milliers de Hovas ont attaqué d'une manière sérieuse notre poste avancé de Tsarasaotra, qu'occupaient la 6^e compagnie du régiment algérien, une section de la 16^e batterie et un peloton de cavalerie. Cette attaque a été repoussée par le commandant Lentonnet qui, à l'arrivée de deux compagnies de renfort venant de Behanana, a pris l'offensive, et a forcé l'ennemi à reculer de plusieurs kilomètres.

« Le général Metzinger, parti de Suberbieville, avec le 40^e bataillon de chasseurs et la 16^e batterie a atteint Tsarasaotra dans la soirée. Ce matin, 30 juin, cet officier général a attaqué les Hovas en position sur le Beritzoka. L'attaque a été menée énergiquement par les chasseurs et une compagnie de tirailleurs, appuyés par deux sections d'artillerie.

« La position a été enlevée et les Hovas coupés et rejetés dans les ravins.

« L'ennemi a éprouvé de grandes pertes. Succès considérable.

« Deux camps ont été surpris : 470 tentes, le drapeau de la reine, un canon et tous les approvisionnements en vivres, munitions, effets, sont tombés entre nos mains.

« Nos pertes sont peu importantes : deux tués, quinze blessés. »

A la suite des rapports qui lui furent adressés par le chef de bataillon Lentonnet, commandant à l'affaire du 29, et par le général Metzinger, commandant à l'affaire du 30, le général en chef du corps expéditionnaire porta à l'ordre du jour de l'armée un certain nombre d'officiers et de sous-officiers du régiment d'artillerie, du 40^e bataillon de chasseurs, du 10^e escadron de chasseurs d'Afrique et de la 16^e batterie d'artillerie :

« Le général commandant en chef cite à l'ordre du corps expéditionnaire, pour leur belle conduite dans les combats des 29 et 30 juin, autour de Tsarasaotra.

« Service d'état-major. — M. le capitaine Aubé, du service des renseignements, pour avoir sollicité le commandement de la principale contre-attaque, l'avoir dirigée avec la plus grande énergie, et avoir

1. On a dû forcer la tête de ces gens-là, écrivait-on de Suberbieville, des histoires les plus absurdes, auxquelles ils ont cru, et pourtant ceux que nous prenons sont traités avec humanité; s'ils sont valides on les fait travailler et on les nourrit convenablement. Si jamais le gouvernement hova répand le bruit d'actes de cruauté commis par nos troupes, ce sera un mensonge bien impudent.

réussi à conserver jusqu'à l'arrivée des renforts, un point très important pour la défense (combat du 29 juin) ;

« Régiment d'Algérie. — MM. le commandant Lentonnet, pour l'intelligente énergie avec laquelle il a défendu le poste confié à son commandement (combat du 29 juin) ;

« Le lieutenant Grass, pour être arrivé des premiers sur la crête derrière laquelle se trouvait le second camp hova, s'être jeté avec quelques hommes sur un groupe ennemi qu'un chef ramenait au combat et avoir tué ce chef d'un coup de revolver (combat du 30 juin) ;

« Le sous-lieutenant Kacy, pour avoir conduit une des contre-attaques et avoir fait subir à l'ennemi des pertes importantes en tués, blessés et prisonniers (combat du 29 juin) ;

« Les sergents Chéreau, Moktar-ben-Daïd et Brochet ; les caporaux Redersdorf et Mohamed-M'Ahmed, pour avoir, des premiers, escaladé une crête rocheuse défendue par un ennemi très supérieur en nombre, l'avoir chargé à la baïonnette et l'avoir coupé de son camp ;

« Le caporal Camisard pour, étant blessé à l'attaque d'une crête défendue par un ennemi supérieur en nombre, avoir poussé son escouade en avant, sans se préoccuper de rester seul (combat du 30 juin) ;

« 40^e bataillon de chasseurs. — M. le capitaine Delannay, pour avoir poussé la chaîne qu'il commandait jusqu'à deux cents mètres de l'ennemi, sans riposter, et, après quelques feux bien dirigés, l'avoir résolument chargé à la baïonnette (combat du 30 juin) ;

« 10^e escadron de chasseurs d'Afrique. — MM. le lieutenant Corhumel, pour avoir défendu avec ses hommes à pied une des faces du camp et avoir, par son sang-froid, arrêté l'ennemi qui le prenait d'écharpe (combat du 29 juin) ; le maréchal des logis Millet, le brigadier Clavere, pour avoir très vigoureusement secondé leur officier de peloton, qui défendait avec ses hommes à pied une des faces du camp (combat du 29 juin) ;

« 16^e batterie. — M. le capitaine Chamblay, pour avoir, après une longue marche de jour et de nuit, amené sa batterie au combat, en triomphant de tous les obstacles du terrain et avoir réussi à éteindre par son feu celui de l'ennemi (combat du 3 juin) ;

« Le maréchal des logis Lesage, pour avoir montré une grande énergie dans la conduite de sa pièce et le réglage du feu, donnant à tous le meilleur exemple de sang-froid et de bravoure (combat du 30 juin 1895). »

Tous ces braves avaient glorieusement mérité la rare et précieuse distinction dont ils étaient l'objet, en attendant que d'autres récompenses leurs fussent accordées.

Deux, parmi les plus vaillants combattants de Tsarasaotra ne seraient pas à l'honneur après avoir été au péril, le lieutenant Augey-

Dufresse et le caporal Sapin, tous deux du régiment d'Algérie, 2^e bataillon de tirailleurs.

Le lieutenant Augey-Dufresse, frappé d'une balle au début de l'action vers six heures et demie du matin, mourut à une heure de l'après-midi, après de cruelles et trop longues souffrances. Il avait été porté à l'ambulance improvisée et soigné avec beaucoup de sollicitude; mais la balle avait pénétré profondément dans le flanc et lésé des organes essentiels.

Quant au caporal Sapin, on sait qu'il a été tué raide.

Le corps du lieutenant et celui du caporal furent, par ordre, ramenés à Suberbieville, après avoir été mis en bière. Le général Duchesne voulait que ces soldats morts à l'ennemi eussent des obsèques dignes d'eux.

La nuit commençait à tomber, lorsque sur la route, à l'entrée de Suberbieville, le commandant en chef reçut les deux cercueils, recouverts de drapeaux tricolores.

Deux compagnies d'infanterie, l'une de tirailleurs algériens, l'autre de la légion étrangère, étaient rangées en bataille. Les tambours roulaient sourdement. Les soldats sortirent et présentèrent les armes.

Le général et ses officiers se découvrirent.

Un des aumôniers récita les prières des morts et le cortège se mit en marche vers le cimetière de Mevatane situé sur une colline escarpée.

Le général Duchesne conduisait le deuil. Sur tout le parcours, des groupes de soldats saluaient le convoi escorté par les tirailleurs et par la légion.

Ces funérailles en campagne, à quelques kilomètres de l'ennemi, associant dans le même hommage l'officier et le soldat tombés pour la patrie, étaient profondément émouvantes; cérémonie d'une grandeur et d'une simplicité qui frappèrent tous les assistants, officiers et journalistes. Le ciel était sombre, l'atmosphère lourde; de gros nuages noirs sillonnés d'éclairs couraient à l'horizon; le paysage à cette fin de journée paraissait encore plus triste.

Lorsque les cercueils furent descendus en terre, le général Duchesne s'avança devant les deux fosses voisines, et prononça, au nom du corps expéditionnaire, le dernier adieu :

« Messieurs,

« Je ne veux pas laisser fermer ces deux tombes sans adresser un dernier adieu au lieutenant Augey-Dufresse et au caporal Sapin qui viennent de trouver une mort glorieuse au combat de Tsarasaotra. Le lieutenant Augey-Dufresse avait dans sa famille l'exemple des plus mâles vertus militaires : fils d'un amiral et neveu d'un général,

ce jeune officier avait de qui tenir et faisait largement honneur au nom qu'il portait.

« Sorti de Saint-Cyr en 1886, il n'avait cessé de se faire remarquer comme un officier hors ligne rempli d'entrain, donnant toujours le meilleur exemple, et je venais de demander au ministre son inscription d'office au tableau d'avancement.

« Blessé mortellement avant-hier, il a succombé quelques heures après avec sa pleine connaissance, en soldat sans peur et en chrétien résigné.

« Dans une sphère plus modeste, le caporal Sapin avait su s'attirer l'estime et l'affection de ses chefs par un attachement complet à ses devoirs, c'est à un serviteur dont le dévouement n'avait d'égal que la modestie, que nous rendons en ce moment un suprême hommage.

« A côté d'eux, permettez-moi de saluer aussi les héros obscurs déjà ensevelis dans le cimetière de Suberbieville, ces braves gens qui, sans murmures et sans plaintes, ont fait leur devoir jusqu'au bout et ne se sont arrêtés que terrassés par la maladie et le climat; eux aussi sont morts au champ d'honneur.

« Mais par delà la mort, il y a l'immortalité, et j'ai confiance que dans un monde meilleur Dieu leur donnera la récompense que j'aurais été heureux de leur faire accorder ici bas.

« Adieu donc, mes chers camarades, adieu au nom de vos familles encore dans l'ignorance du deuil cruel qui les frappe, adieu au nom des marins et soldats du corps expéditionnaire, adieu au nom du gouvernement, adieu enfin au nom de la France entière dont je suis certain d'être ici l'interprète. »

A quelques pas des tombes du lieutenant et du caporal, reposait déjà un chasseur du 40^e, mort quelques jours avant, la première victime du corps expéditionnaire à Suberbieville¹.

1. Le corps du petit chasseur avait été cousu et enveloppé, faute de bière, dans un drap d'ambulance. Il fut porté en terre par ses camarades. Le capitaine Juge, chef de la compagnie du défunt, conduisait le deuil.

« La fosse était creusée, disait un correspondant, ironie de la destinée, dans cette terre où l'or se rencontre partout et où nos morts dormiront, entourés des richesses qu'elle renferme, leur sommeil éternel.

« Descendus dans la fosse, deux chasseurs prennent le lugubre sac aux formes vagues et le déposent doucement au fond du trou, tandis que la troupe est rangée en cercle. Le capitaine Juge prononce une brève allocution dont une phrase particulièrement bien inspirée jette sur les visages un reflet d'émotion : « Le bon soldat qui est là est mort loin des siens, mais il a eu jusqu'à sa dernière heure une autre famille, ses camarades du bataillon. » Le P. Denjoy, aumônier, a prononcé, lui aussi, quelques paroles dont on conçoit aisément le sens et la portée.

« Chacun, les officiers en tête, asperge d'eau bénite la fosse béante et l'on s'en va. Deux jours après je repassais non loin de là, j'aperçus sur la terre fraîchement remuée une croix et accrochée à cette croix une grande couronne de feuillage, la famille militaire n'avait point oublié son enfant. Si l'on s'étonnait que j'insiste sur un incident aussi simple, je répondrais que j'ai voulu montrer avec quel soin, quelle décence, quelle piété même sont traités nos morts et que l'apparat déployé, la présence des chefs sur cette humble fosse était aussi pour resserrer les liens d'affection et de discipline qui sont, en temps de guerre, plus indispensables que jamais. »

Malgré leur défaite et la déroute de leurs troupes, les chefs hovas tentèrent de se poser en vainqueurs à Tananarive où ils avaient annoncé par avance ce qu'ils appelaient déjà la surprise de Tsarasaotra, persuadés que nos turcos seraient par eux ramenés captifs et liés par de grosses cordes à Tananarive auprès de Sa Gracieuse Majesté Ranavaloa.

Or, le dénouement du drame avait été tout autre que celui qu'ils espéraient.

Les journaux anglais n'en publièrent pas moins cette dépêche datée de Durban :

« Des nouvelles apportées ici par un vapeur venant de Madagascar annoncent que les troupes indigènes alliées de la France ont subi une défaite complète à Tsarasaotra ; les Hovas ont réussi à surprendre la garnison, et, malgré leur désavantage, leurs adversaires résistèrent pendant vingt-quatre heures ; à la fin, se trouvant décimés, ils furent obligés de céder aux Hovas ; le gros des troupes françaises n'a pas poursuivi l'ennemi, qui s'est retiré un peu après sa victoire. »

Le *Karasatra* dont il s'agit, c'était Tsarasaotra. On sait comment nos « troupes indigènes alliées » y avaient reçu les soldats de Ranavaloa.

Les combats de Tsarasaotra et de Beritza étaient non seulement glorieux pour nos troupes, mais importants. Ils nous livraient une excellente position sur le chemin d'Andriba. Le mont Beritza est un promontoire de 670 mètres d'altitude, formant le point extrême de la chaîne de montagnes qui sépare le bassin de l'Ikopa de celui du Betsiboka. Il commande plusieurs vallées, celles du Mandroja, de l'Andranokely, de l'Andranobe, du Mandendamba, et les passages difficiles au nord d'Ampasiria.

Le général Duchesne et ses troupes pouvaient désormais facilement atteindre ce dernier point. L'ennemi en déroute, après une sanglante leçon, ne songerait pas à renouveler l'attaque. L'effet du combat devait être d'autant plus profond qu'à Tsarasaotra et à Beritza avaient été engagés quelques-uns des corps d'élite, des meilleurs soldats de l'armée malgache.

L'honneur de ces deux chaudes journées de victoire revenait au commandant Lentonnet, qui avait défendu le poste avancé de Tsarasaotra, sans se laisser entamer, avec une énergie inébranlable et au général Metzinger, toujours infatigable, accouru de Suberbieville à la tête des chasseurs et qui n'avait pas hésité à attaquer sans retard, avec six compagnies et deux pièces d'artillerie plus de cinq mille Hovas, retranchés sur une bonne position et bien armés.

Quant aux soldats, ils avaient mérité les éloges que leur adressa le général Duchesne, éloges précieux, car le commandant en chef du corps expéditionnaire n'en est pas prodigue.

CHAPITRE XVIII

Marche en avant.

Sollicitude du général Duchesne pour ses troupes. — Impatiences de quelques-uns. — Critiques et plans de campagne. — Travaux de route. — La fête nationale. — Les récompenses, promotions et décorations. — Ordre de marcher en avant. — Ravitaillement pénible. — La brigade du général Voyron. — Elle parvient le 25 juillet au confluent. — Derrière l'armée. — Majunga. — Incendie d'un quartier. — Les ambulances. — Retour en France du *Notre-Dame-du-Salut*. — Arrivée à Marseille. — Touchantes manifestations. — Dons nationaux — Rapport du médecin inspecteur.

Les engagements de Tsarasaotra et de Beritza étaient les deux combats les plus sérieux livrés depuis le début de la campagne. Le général Duchesne n'avait pas assisté à ces deux affaires ; mais, grâce aux sages dispositions prises, il n'avait pas peu contribué à en assurer le succès. Le général est de ceux dont les états de services sur le champ de bataille parlent assez haut pour n'avoir plus à donner, au premier coup de canon, l'exemple de l'intrépidité sous le feu de l'ennemi.

Le commandant en chef, soucieux de sa responsabilité, estimait que son devoir n'était pas alors de s'exposer inutilement, mais de terminer patiemment le colossal travail d'organisation qui s'imposait à lui, afin que l'armée poursuivît sans à-coup sa marche sur Tananarive, et tous, depuis les généraux jusqu'au simple soldat, témoignaient confiance et affection à l'homme qui était le maître de leur destinée, le représentant de la patrie. Un correspondant anglais disait très justement :

« Tout ce que je puis dire, c'est que le général s'est montré d'une volonté de fer. Chacun sent maintenant qu'il y a un chef à la tête de l'expédition.

« Le général ne recherche pas la popularité ; mais il sait ce qu'il veut et voit ce qui est fait. Quelques-uns de ses ordres donnent la preuve de beaucoup de sens commun et de prévoyance. Il a appelé l'attention des officiers sur ce fait qu'il était de leur devoir de veiller à la santé de leurs soldats, ajoutant que ceux qui auraient le moins de malades parmi leurs hommes mériteraient les plus hauts éloges¹ ».

Le commandant en chef n'était pas de cette école autrefois toute-

1. Du même correspondant :

« Après avoir donné les ordres les plus sévères sur les précautions à prendre contre le soleil, le général en chef a puni de quinze jours de prison deux hommes qui s'étaient laignés nus en plein soleil.

« En aucun cas, les troupes n'ont été à court de nourriture, et ce résultat est à peine croyable, en présence du manque presque absolu de moyens de transport. »

puissante dans notre armée, qui refuse de voir les difficultés et qui compte sur l'heureux hasard pour mener à bonne fin les opérations les plus délicates. Le général avait donc prolongé son séjour à Suberbieville jusqu'à ce que la route de Majunga à cette place fût praticable jusqu'à ce que le colonel Bailloud et le colonel Marmier eussent assuré le service du ravitaillement. Il ne voulait pas, et il avait à ce sujet avisé le ministre de la guerre et le gouvernement de ses intentions, s'aventurer dans l'Emyrne, tant que sa base d'opérations ne serait pas inébranlablement assise et pourvue de tous les approvisionnements nécessaires.

Mais, disaient quelques impatients, — il y en a toujours dans les armées, surtout dans les armées françaises, — pourquoi ne pas brusquer l'attaque? Nous occupons Mevatane et Suberbieville depuis les premiers jours de juin. Les Hovas se sont enfuis au bruit de la poudre comme une volée de moineaux. Au lieu de les poursuivre, nous sommes restés sur place.

Profitant de notre inaction, l'ennemi s'est reformé, et il est venu tenter de nous surprendre à Tsarasaotra. Là, nouvel échec des Hovas; on les met en complète déroute deux jours de suite, et cette fois encore après la victoire, nous ne bougeons pas. Il fallait immédiatement lancer une avant-garde sur Andriba. Nous serions déjà maintenant près de Tananarive, tandis qu'au 12 juillet, nous sommes encore au même endroit qu'un mois auparavant. Si nous restions un mois à chaque étape, nous ne parviendrions pas dans la capitale malgache en un an!

Les critiques — toujours faciles — n'avaient, du reste, aucun écho. On avait objecté sans doute au général Duchesne que la saison des pluies surprendrait le corps expéditionnaire; mais il refusait, à juste raison, non pas de tenir compte de l'objection, mais de précipiter son mouvement au risque de tout compromettre.

Quand viendrait cette maudite saison des pluies si redoutée à Madagascar, les troupes seraient cantonnées dans les régions les moins malsaines, et s'il le fallait, on attendrait le retour du beau temps pour terminer la campagne.

Tant pis pour les têtes folles qui ne rêvaient que brillantes chevauchées et combats et auxquelles l'expédition de Madagascar semblait une campagne de labeurs sans gloire et de pénibles corvées.

Le projet de formation d'une colonne légère destinée à marcher rapidement sur Tananarive était cependant hautement appuyé par quelques journaux et écrivains militaires.

« Il est question, écrivait un officier au *Figaro*, pour sortir de l'état de marasme, de former à Suberbieville une colonne de 5.000 hommes qui, seule, irait à Tananarive. C'est certainement le seul moyen de terminer la campagne avant la mauvaise saison; si on ne l'emploie pas, cette mauvaise saison réduira la division à un chiffre insi-



Le lieutenant Grass tue un chef hova d'un coup de revolver.

gnifiant et obligera à la renouveler presque entièrement, pour recommencer l'année prochaine. »

Le prudent *Journal des Débats* lui-même se montrait favorable à l'aventure.

« Tant que la guerre, disait-il, s'est faite sur le littoral, la cour d'Emyrne et tous les Hovas ont été sans inquiétude — cantonnés dans leur province qui, produisant tout ce qui leur est nécessaire, leur permet de se suffire à eux-mêmes et de ne souffrir nullement du blocus entier de toute l'île par nos vaisseaux, peu leur importait que nos troupes et la fièvre fissent disparaître les trois quarts de leurs soldats sur la côte.

« Ils savent parfaitement, malgré tout leur orgueil de nègres,

maladroitement entretenu par nous dans les derniers temps et jadis par les Anglais, que leurs troupes et leur armement ne peuvent pas supporter un seul instant la comparaison avec les nôtres.

« On a souvent répété qu'ils pouvaient mettre en ligne 30.000 hommes bien armés. C'est possible, mais quels hommes! Des troupes qui, lorsqu'il s'agit d'une expédition contre les Sakalaves ou les Baras (leurs inférieurs à tous les points de vue), partent de Tananarive



au nombre de 4.000 à 5.000 pour arriver 500 à 600 à l'endroit où l'on doit se battre!

« Quant à leurs fusils, au tir desquels ils ne sont jamais exercés, la poudre coûtant trop cher, la plupart sont rouillés et munis de cartouches en magasin depuis cinq, six et dix ans — inutile de dire que le fulminate n'a jamais été changé — même remarque pour les détonateurs de leurs canons, dont quelques-uns sont, il est vrai, de nouveau modèle, mais incapables d'être opposés aux nôtres.

« Ces remarques faites, il ne nous paraît pas téméraire d'affirmer que l'entrée de nos troupes à Tananarive s'opérera sans grande difficulté: 4.000 hommes (légion étrangère, infanterie de marine et quelques batteries d'artillerie) suffiront largement à cette conquête.

« En présence de pareil ennemi, insaisissable et n'acceptant un instant la lutte que lorsqu'il ne peut faire autrement, il serait peut-être sage de renvoyer, dès maintenant, en France les 2/3 du corps expéditionnaire. »

Les combats de Tsarasaoatra et du Beritza devaient cependant donner à réfléchir aux tacticiens trop pressés.

Sans doute, les fusils Lebel et surtout les obus à la mélinite avaient terrifié les Hovas, mais les soldats ne leur manquaient pas. Le meilleur de leurs forces se concentrait dans l'Emyrne.

5.000 hommes de nos troupes en auraient certainement raison; mais, en admettant qu'ils franchissent rapidement la distance de Subervieville à Tananarive, ils ne suffiraient pas à maintenir le pays sous notre domination.

On assurait du reste que le gros de l'armée hova n'avait pas encore été engagé et qu'il nous opposerait une résistance désespérée près de la ville sainte d'Ambohimanga.

Le général Duchesne laissait dire et poursuivait méthodiquement et sûrement l'exécution du plan qu'il avait conçu, étudié et définitivement arrêté.

Depuis un mois, les compagnies du génie travaillaient sans relâche à la route et au pont sur le Betsiboka.

Ce pont ne devait pas avoir moins de 400 mètres; il fut construit sur pilotis. Les sapeurs du colonel Marmier formés en détachements qui se relayaient, accomplirent de véritables exploits.

Pour transformer en route le sentier (et quel sentier!) conduisant à Tananarive, il avait été nécessaire d'aplanir des monticules, de faire sauter des roches, d'élever des talus, de tourner des marais et d'autres obstacles, de combler des ravins, d'abattre des arbres et des broussailles.

Les détachements du génie campaient dans la brousse, isolés, ne recevant pas toujours régulièrement des vivres, exposés aux attaques des Fahavolos, redevenus audacieux depuis que le gros de l'armée avançait dans l'intérieur de l'île, et toujours prêts à laisser l'outil pour prendre le fusil et pour faire le coup de feu.

On ne saurait trop rappeler les noms des officiers qui commandaient ces braves compagnies de sapeurs, les capitaines Legrand, Cré, Pons, Cauboue, Lacape-Plasteig, Zobel, Geney, Ferrand, Digne, Krug, Noguette, Vanstienne, Goudard, Adrian et aussi le commandant Magué chef du service des étapes.

Le train des équipages, sous les ordres du commandant Deyme,

secondait le génie avec un dévouement et une activité qui ne se démentirent pas un instant.

— Où en sommes-nous? disait-on fréquemment au quartier général.

— Où est l'avant-garde?

— Il s'agit bien de l'avant-garde! Dans ce coquin de pays, pour savoir si nous progressons, ce n'est pas en avant, c'est en arrière qu'il faut regarder.

— Mais quand partirons-nous?

— Demandez aux sapeurs.

— Ils auraient bien dû faire la route avant notre arrivée!

— Ce sont les camarades venant de France, les troupes de renfort qui en profiteront.

— Allons! les vrais conquérants de Madagascar, ce sont les sapeurs¹.

Ceux qui ont séjourné ou voyagé à Madagascar sont unanimes à déclarer que les routes y sont absolument inconnues. Invoquons encore à cet égard le témoignage du P. Piolet²:

« Les sentiers de Madagascar, dit-il, traversant en droite ligne montagnes et vallées, forêts et ruisseaux, au caprice des accidents du terrain, sans nivellement, sans réparation, sans travail aucun, même pour écarter un arbre tombé ou un rocher roulé en travers, ne méritent évidemment pas ce nom. Peut-on même les appeler un chemin? Ils sont dus au passage des voyageurs, à la pluie qui les a creusés, à mille autres causes naturelles; mais nous n'avons en France, aucun sentier de montagne, aucun « chemin de chèvre » en aussi mauvais état.

« Et cependant, ces chemins ne sont pas nombreux. Il y a, en effet, des contrées entières, par exemple dans la forêt ou d'autres endroits entièrement déserts, où il n'y a absolument pas trace du plus misérable sentier. Sur les plateaux et dans les vallées, relativement assez peuplées, les villages sont ordinairement reliés l'un à l'autre par un de ces chemins. Pas tous cependant. Parfois, en effet, il faut faire d'énormes détours pour aller d'un village à un autre qui se trouve tout près, car il est impossible d'y arriver par un chemin direct. Ce sont les dispositions des lieux, c'est aussi quelquefois le manque de communication, et très souvent la présence de marais profonds, qui explique cette pénurie de chemins.

« Jamais une courbe, jamais un détour pour éviter une montée et une descente inutiles. On va toujours droit devant soi par la ligne de plus grande pente, fallût-il gravir en pure perte un sommet abrupt de 100 ou 200 mètres, et l'on se prend à avoir pitié de ces pauvres porteurs, quand du sommet d'une montagne que l'on va descendre, on aperçoit,

1. Lettre d'un officier du corps expéditionnaire.

2. *Madagascar, sa description, ses habitants*, par J.-P. Piolet, S. J., ancien missionnaire à Madagascar.

par delà un ravin dont on ne peut encore soupçonner toute la profondeur, une autre montagne d'une égale hauteur au milieu de laquelle, comme sur un toit de maison, grimpe le sentier qu'ils auront bientôt à remonter.

« Il va sans dire que ces chemins sont parsemés d'obstacles de toutes sortes, encombrés de rochers, de troncs d'arbres, d'éboulements, de débris de toute nature, coupés de ravins qui ont jusqu'à un mètre de profondeur, détrempés par la pluie et devenus tellement glissants que vous ne pourriez y marcher avec vos chaussures, d'un niveau tellement inégal que votre filanzana penche parfois de 30° à 40°. D'autres fois, ils s'encaissent entre des parois verticales d'une terre argileuse, rougeâtre, partout la même. Vous êtes alors dans une tranchée large de 1 mètre à peu près, profonde de 8, 10, 12 mètres, et relativement assez longue. Si, à ce moment, un autre filanzana vient à votre rencontre, il faudra que l'un de nous revienne en arrière.

« On pensera que j'exagère. Il n'en est rien. Je tâche d'être exact, et je suis sûr de rester au-dessous de la vérité. Un jour, une des premières descentes me parut si raide que je crus prudent de descendre de mon filanzana. Deux de mes porteurs me tenaient par la main : j'allais autant que possible en zigzag, me servant de tous les accidents de terrain, et c'est cependant merveille si je pus arriver jusqu'au bas, sain et sauf. J'ai autrefois descendu à pic le Puy de Dôme, c'était moins difficile ! »

On se rend compte, d'après ce témoignage, des difficultés de toute nature rencontrées et surmontées par le génie du corps expéditionnaire.

Le 14 juillet était proche, la date de la fête nationale, l'époque des promotions. Le général Duchesne, on le sait, avait demandé au ministre de la guerre d'accorder un tour de faveur à tous les officiers, sous-officiers ou soldats proposés pour la médaille militaire ou la Légion d'honneur faisant partie du corps expéditionnaire de Madagascar. Il estimait justement que tous, par leurs bons services en campagne, méritaient cette faveur. En revanche, il n'avait pas encore établi de propositions particulières pour actions d'éclat ou faits d'arme.

Déjà le commandant Bienaimé, chef de l'escadre dans les eaux de Madagascar, avait été promu contre-amiral, après la prise de Marovoay. Depuis cette époque, les embarcations de la flotte, ne pouvant avancer au delà de Marololo, le nouvel amiral était rentré à Majunga à bord du *Primauguet*, où son arrivée fut saluée par le canon de tous les navires en rade.

Le général Metzinger, débarqué à Madagascar en février, qui avait préparé la voie au corps expéditionnaire au milieu de difficultés

1. Lettre d'un officier du corps expéditionnaire.

inouïes et qui, le 20 juin, avait si brillamment mené l'attaque du Bérizta, à la tête du 40^e bataillon de chasseurs, fut nommé général de division. Officiers et soldats applaudirent à cette nomination d'un chef aimé que tous avaient vu à l'œuvre et dont le passé militaire justifiait l'avancement rapide.

Deux chefs de service apprirent, en même temps que le général Metzinger, leur promotion au grade supérieur.

Le docteur Emmerly-Desbrousses, médecin en chef de l'armée, fut nommé médecin-inspecteur. De par son numéro de classement, il devait obtenir ce grade; la promotion ne fut donc avancée que d'une semaine. Le docteur Emmerly-Desbrousses était allé à Madagascar par pur dévouement, pour soigner les soldats malades ou blessés, comme il l'avait fait depuis le début de sa carrière, en participant aux campagnes du Mexique, de France, de Tunisie et du Tonkin.

Le sous-intendant Thoumazou, chef des services administratifs de l'armée, fut promu intendant. Il avait fait preuve, depuis le début de l'expédition, de qualités d'organisateur de premier ordre. A lui, en effet, incombait la lourde responsabilité de créer pour plus de 20.000 hommes et 6.000 animaux de selle et de bât, chevaux ou mulets, un centre d'approvisionnement, et d'assurer le ravitaillement du corps d'armée sur une ligne d'opération de 500 kilomètres à travers un pays sans ressources et sans routes.

Le ministre de la guerre fit part au général Duchesne de ces nominations du reste prévues par la dépêche suivante :

« A l'occasion du 14 juillet, sont nommés :

« Au grade de divisionnaire, le général Metzinger ;

« Au grade d'intendant, le sous-intendant Thoumazou ;

« Au grade de médecin-inspecteur le docteur Emmerly-Desbrousses.

« Transmettez mes félicitations. »

Le commandant Lentonnet était nommé lieutenant-colonel, en récompense de la défense du poste de Tsarasaotra. Nulle nomination ne fut mieux accueillie que celle du brave officier, dont les années de campagne étaient aussi nombreuses que les années de services.

Était également promu lieutenant-colonel le commandant Belin de l'infanterie de marine, un des premiers débarqués à Madagascar.

Chef de bataillon, le capitaine Rabaud des tirailleurs algériens de la 10^e compagnie du régiment d'Algérie, bataillon du commandant Debrou. Ce bataillon était arrivé à Madagascar avec le général Metzinger. Le capitaine Rabaud, dont nous avons plusieurs fois déjà cité le nom, s'était particulièrement distingué dans les opérations de guerre entre Majunga et Marovoay.

Capitaines, le lieutenant de la Bigne, de la 4^e compagnie du 40^e bataillon de chasseurs (combat du Bérizta); les lieutenants Mano et

Lessoré de Sainte-Foy du 200^e de ligne, le lieutenant Vigarosy, portedrapeau du régiment d'Algérie et le lieutenant de Gouvello du même régiment, bataillon Debrou¹.

Les nominations dans la Légion d'honneur étaient les suivantes :

Au grade d'officier, le colonel de Nonancourt de l'état-major, le capitaine de frégate Surcouf, commandant en second le *Primauguet*;

Au grade de chevalier, le capitaine Immelin, du 200^e, et le lieutenant Bulot, du régiment d'Algérie; le lieutenant Ranchier, du train des équipages militaires, et le lieutenant Baruzy, du 200^e régiment.

Les sous-officiers Malite, sergent au 200^e, Papin, Brunschwig, Martinaggi, Ali ben M'Ahmed, du régiment d'Algérie, et Zévaco, du train des équipages militaires, recevaient la médaille militaire.

Ces décorations furent remises solennellement par les chefs de corps, en présence des troupes, cérémonie toujours imposante, mais plus imposante encore en campagne².

Les nouveaux chevaliers ou médaillés sortent des rangs, le colonel leur remet la croix ou la médaille et leur donne l'accolade, les tambours battent un ban avec accompagnement de fanfares.

A Madagascar, les chefs de corps ne manquèrent pas d'adresser à haute voix quelques paroles de félicitation aux officiers et sous-officiers récompensés. Ces braves avaient noblement gagné croix et médailles, non par des courbettes dans les antichambres ministérielles, non par protection, faveur ou népotisme, mais par bons et loyaux services.

Le soir, les compagnies fêtèrent les décorations accordées. On but aux heureux promus du jour et à la France, au succès de l'expédition de Madagascar, au commandant en chef.

Plus tard, à Tananarive, seraient distribuées d'autres croix et d'autres médailles, et chacun, l'occasion aidant, espérait bien être parmi les élus.

Par décision du ministre de la marine étaient inscrits d'office, pour faits de guerre à Madagascar :

Sur le tableau de classement des militaires présentés pour le grade de chevalier de la Légion d'honneur :

M. Martin, chef du bataillon des volontaires de la Réunion, et

1. Par décision du ministre de la guerre, les officiers promus furent maintenus à Madagascar, sous réserve que ce maintien n'entraînerait pas d'augmentation d'effectif.

« Le commandant du corps expéditionnaire, disait la décision ministérielle, est laissé juge des décisions à prendre à ce sujet. Il devra seulement transmettre au ministre de la guerre les noms des officiers qu'il croira devoir être rapatriés, ainsi que le nombre, le grade et l'emploi des officiers de remplacement à envoyer.

« Les nouveaux promus non maintenus à Madagascar devront y attendre leur nouvelle lettre de service. »

2. A la même époque fut promu chevalier de la Légion d'honneur, le capitaine Astruc, du bataillon de l'égo-Suarez.

Enfin, par décision du ministre de la marine, était inscrit d'office pour faits de guerre à Madagascar sur la liste de classement — Légion d'honneur, — le lieutenant Foreston des tirailleurs malgaches.

M. Bouyat, adjudant au bataillon d'infanterie de marine de Diégo-Suarez, pour occupation d'Ambohimarina ; M. Aubé, capitaine d'état-major hors cadre à Madagascar.

Sur la liste de classement des tirailleurs malgaches présentés pour la médaille militaire :

Dzao, sergent au régiment de tirailleurs malgaches : occupation d'Ambohimarina.

Étaient, d'autre part, l'objet de félicitations du même ministre de la marine pour le courage et le dévouement dont avaient fait preuve à Ambohimarina, les militaires de l'infanterie de marine ci-après :

1° Occupation d'Ambohimarina.

MM. Martin, chef de bataillon, commandant les volontaires de la Réunion ;

Bouvat, capitaine au bataillon d'infanterie de marine de Diégo-Suarez ;

Didrel, lieutenant d'infanterie de marine de Diégo-Suarez ;

Gassouin, lieutenant au bataillon de volontaires de la Réunion ;

Lanne, clairon au bataillon de volontaires de la Réunion ;

Costenadal, adjudant au bataillon de volontaires de la Réunion ;

Lauriac, adjudant au bataillon de volontaires de la Réunion ;

Lelièvre, caporal au bataillon de volontaires de la Réunion ;

Bittel, caporal clairon au bataillon de volontaires de la Réunion ;

Truhault, clairon au bataillon de volontaires de la Réunion ;

Sabadie, soldat de 1^{re} classe au bataillon d'infanterie de marine de Diégo-Suarez.

2° Combat d'Amparihilava.

MM. Pardes, lieutenant-colonel, commandant le bataillon de tirailleurs malgaches ;

Dupuy, capitaine au bataillon d'infanterie de marine de Diégo-Suarez ;

Salvat, lieutenant au bataillon de tirailleurs malgaches ;

Maronnier, adjudant au bataillon de tirailleurs haoussas ;

Crélin, sergent-major au bataillon de tirailleurs malgaches ;

Ossany, sergent indigène au bataillon de tirailleurs malgaches.

On ne manqua pas de parler, au bivouac, du retour dans la Patrie. La France accueillerait avec joie ses enfants, et l'an prochain, sans doute au 14 juillet, une partie du corps expéditionnaire de Madagascar défilerait devant le Président de la République, à Longchamps, salué par les immenses acclamations de la foule enthousiaste.



Le général Metzinger.

On comptait encore dans les rangs du corps expéditionnaire des sous-officiers et des soldats ayant assisté à la grande revue du 14 juillet 1886, où la population parisienne fit d'ardentes ovations aux troupes revenant du Tonkin, aux détachements des régiments de ligne et d'infanterie de marine et aux tirailleurs algériens.

Le souvenir de ces manifestations n'était pas effacé.

La rentrée triomphale, les enthousiasmes de la foule ne sont-ils pas, pour le soldat, pour celui qui n'a à espérer ni décorations, ni grades, les plus belles récompenses, celles qui font oublier en une journée, dans la joie du retour, toutes les fatigues, toutes les privations de la campagne? Un souffle d'idéal, de l'idéal sans lequel il n'est rien fait de grand ni de durable, anime toujours ces fêtes vibrantes

de patriotisme, nécessaires à un peuple, dussent en souffrir les nerfs d'un petit groupe de délicats ou plutôt de déliquescents que le mot de patrie fait sourire.

Mais le général Duchesne n'avait, lui, d'autre souci que celui de reprendre la marche en avant, sans perdre un seul jour. Tout était prêt enfin à Suberbieville. Le commandant en chef télégraphia au ministre de la guerre :

« Suberbieville, 13 juillet 1895.

« Envoie vifs remerciements pour décorations et promotions accordées.

« Le pont sur pilotis du Betsiboka est achevé.

« La route est tracée jusqu'à Beritza et sera entièrement carrossable jeudi. Je reprends demain, lentement, mais sûrement, la marche sur Ampasiry. Elle ne sera plus, j'espère, interrompue. »

Cette bonne nouvelle parvint à Paris le 14 juillet. A l'heure où les bataillons et les escadrons étaient passés en revue à Longchamps par le ministre de la guerre, une partie du corps expéditionnaire franchissait sa première étape, sur la route de Suberbieville à Tananarive.

Les musiques militaires jouèrent la *Marseillaise*, le noble chant de guerre de la Patrie, dont les accents entraînants ont tant de fois conduit nos bataillons à la victoire.

Les troupes encore présentes à Suberbieville le 14 juillet célébrèrent la fête nationale avec un admirable entrain, une gaieté des plus vives. De bon matin, elles furent passées en revue par le général en chef.

Un bataillon de tirailleurs algériens, une batterie de montagne, une section d'administration, un détachement du train et un peloton de cavalerie étaient sous les armes. Jamais soldats ne furent plus superbes d'attitude; amaigris, quelques-uns les yeux encore brillants de fièvre, les uniformes décolorés, usés, mais les fusils, les baïonnettes et les sabres en bon état, ils se redressaient fièrement, alignés comme pour la parade. Certes les soldats du bataillon de la Moselle n'étaient pas plus beaux d'ardeur et d'allure militaires que les braves du corps de Madagascar.

Lorsque le général Duchesne parut, en tenue de campagne, suivi par les officiers de son état-major, les clairons sonnèrent aux champs. Aucune autre musique que la kouba des turcos n'était là pour les accompagner.

Des soldats, quelques employés des établissements Suberbie et un certain nombre d'indigènes assistaient à cette cérémonie militaire. Tous saluèrent le général.

Celui-ci passa lentement devant les détachements, adressa la parole aux officiers et à plusieurs soldats, et vint prendre position pour le défilé.

Cinq ou six tambours et autant de clairons jouèrent une de nos vieilles marches guerrières; et les troupes passèrent superbes devant leur général en chef, qui, le jour même, leur fit exprimer toutes ses félicitations par la voie de l'ordre.

Les ordinaires furent améliorés, les soldats reçurent double ration de vin.

Dans l'après-midi, sous la direction des officiers, des jeux s'organisèrent. Nos braves troupiers s'amusèrent comme des enfants : jeux de bague, jeux de baquet, mât de cocagne; des prix étaient distribués.

Les turcos dansèrent, firent des feux de joie, en brûlant de la poudre, tandis que la kouba leur rappelait l'Algérie.

Les Français improvisèrent un concert au répertoire varié : monologues, chansonnettes comiques, refrains de régiment, vieilles chansons des provinces de France, romances, scies du jour, enfin hymnes et couplets patriotiques. Un Lorrain de la légion étrangère ayant chanté :

Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine,
Et malgré vous nous resterons Français,

fut porté en triomphe.

A défaut de musique la *Marseillaise* fut chantée en chœur.

Une course de mulets obtint un énorme succès; des artilleurs, des soldats du train, des chasseurs d'Afrique, voire même des fantassins, montèrent ces coursiers têtus et indociles, fort peu disposés à se transformer en « cracks » malgaches. Les uns refusaient d'avancer, d'autres tournaient le dos au but, ou se roulaient délicieusement après avoir envoyé au diable leur jockey. Et les spectateurs de rire.

Le grand prix de Suberbieville fut le clou de la fête nationale. Le soir grande réception de tous les officiers présents à Mevatane et dans les campements voisins par le général en chef. On y toasta à la France, au Président de la République, au général Duchesne et aux nouveaux promus.

Les troupes de l'avant-garde étaient en route pour Andriba par Ampasiry, Maroholey, Ambokimenakely et Malatsy.

La base de ravitaillement était solidement assurée sur la ligne Marololo-Suberbieville, avec points d'appui et de réserves en hommes et en vivres de toute nature à Marovoay et à Ankaboka.

A Marololo, station terminus de la navigation régulière, se formaient les convois de mulets. L'intendant Thoumazou avait confié la direction du service du ravitaillement de l'avant à un officier supérieur distingué d'administration, M. Godin.

Des convois de pirogues sillonnaient la rivière d'Ambato à Suberbieville, transportant des hommes et du matériel, non sans risquer d'échouer, les eaux étant fort basses pendant la belle saison.

« L'aspect du fleuve entre Ambato et Mevatanana, écrit un correspondant, le 27 juin, est des plus curieux. A chaque instant, l'on croise des bateaux qui montent ou descendent, décorés à l'arrière d'un petit guidon tricolore agrémenté d'un numéro: ce sont les pirogues du service collectif des vivres ou bien celles sommairement armées, chargées d'assurer la police de la rivière, le long de laquelle rôdent à distance des Fahavalos que notre présence a réduits à la famine.

« Suffisamment pratiques pour transporter des bagages, ou, à la rigueur, les indigènes, pour lesquels le confort est lettre close, ces embarcations primitives, dont les qualités nautiques ne sont pas à dédaigner, fatiguent vite le Vahaza, moins endurci que les Malgaches; franchement l'on y est très mal.

« C'est donc avec une certaine sensation de bien-être que je quitte la mienne, où j'ai subi pendant seize heures, sous un soleil impitoyable, au milieu de havresacs entassés et de caisses à angles durs, un supplice de cangue aggravé par la présence d'innombrables moustiques¹. »

Les indigènes se servent d'une pirogue à balancier qu'ils appellent *lakamfiara*².

« Le *lakamfiara*, à longueur variable, de 6 à 10 mètres généralement, a une largeur de 50 à 60 centimètres; le corps de l'embarcation comme l'espars qui forme le balancier sont en bois très léger. La quille est formée d'une seule pièce de bois, entaillée en forme de V, et les bordages qui y sont ajustés, sont fixés au moyen de chevilles et de coutures de *raphia*; les joints sont d'ailleurs remplis avec un mélange de graisse de bœuf, d'argile rouge et de fibres végétales.

« Le balancier, *fanary*, est allongé parallèlement au corps de l'embarcation; à environ 1^m50, il porte, à la partie supérieure, deux grosses chevilles percées d'un trou et nommées *taliky*. Dans ces *taliky* s'enfoncent perpendiculairement au balancier deux longs bois, nommés *varona*, qui viennent s'attacher à deux bancs de l'embarcation, et se prolongent en dehors pour porter un autre petit balancier nommé *fanaribiliky*. Ce *fanaribiliky* n'est pas à proprement parler un balancier, il ne sert qu'à amarrer les écoutes de la voile ou à supporter du côté du vent un piroguier, dont le poids doit faire équilibre à la poussée d'une forte brise. Les *lakana* de la côte est ont une section transversale en U, les *lakamfiara* de la côte ouest, au contraire, ont cette

1. *Echo de Paris* du 21 juillet.

2. *Voyage à Madagascar*, par le Dr Catat.

même section en V : il est donc nécessaire de placer dans l'embarcation une sorte de plate-forme horizontale et centrale, sur laquelle on peut s'asseoir ou placer les marchandises; on les protège d'ailleurs par deux claies mobiles en raphia, que l'on fixe sur les bordages de la pirogue. Il existe aussi aux deux extrémités du *lakamfiara*, deux autres petites plates-formes triangulaires, sorte de dunette ou de gailard d'avant que l'on nomme *baso*.

« Le *lakamfiara* proprement dit, au lieu d'avoir à l'avant et à l'arrière les deux extrémités simplement effilées, a un bordage central qui se recourbe en forme de proue antique, que l'on décore souvent de couleurs vives.

« Ces pirogues à balanciers portent un ou deux mâts, sur lequel ou entre lesquels est fixée une voile assez grande, qui imprime à l'embarcation, même par de légères brises, une grande vitesse. Dans les cas de fortes brises, la bande donnée par ses pirogues serait si forte qu'elle pourrait les faire chavirer, même avec le balancier. Pour ces navigations à la voile, un des piroguiers — ils sont généralement deux — se tient debout du côté du vent, soit sur le balancier, soit sur le *fanaribitiky*. L'autre dirige la marche de la pirogue au moyen d'une pagaie de queues d'une *fiyioy*. Autant les indigènes de la côte est craignent la mer, et ne sont que de fort mauvais navigateurs, à l'exception toutefois des habitants de Sainte-Marie, autant les Malgaches de la côte ouest craignent peu cet élément; ils s'aventurent fort loin dans de légères pirogues, ne craignent pas d'y mettre un bœuf ou deux solidemet attachés sur la plate-forme centrale, et ainsi chargés d'aller quelquefois jusqu'à Mayotte ou aux Comores. »

Le voyage, dans ces conditions, n'est ni rapide, ni confortable. Combien plus pénible encore il était pour les soldats!

Quelles déceptions causait parmi les officiers témoins des souffrances de leurs hommes, l'insuffisance des moyens de transport sur laquelle nous devons encore, hélas! insister.

« Il résulte de tout cela, écrit un officier, une perte de temps énorme! Les premières fractions de la brigade de marine qui a été débarqué en second lieu, n'ont encore fait depuis un mois que 70 kilomètres! même pas 4 kilomètres par jour. »

Les grosses canonnières ne parvenaient pas à Suberbieville. Deux seulement y abordèrent en juin, *la Poursuivante* et *la Rusée*, remorquant des chalands.

L'avant-garde était encore formée par la brigade du général Metzinger, par les chasseurs d'Afrique, par le bataillon de la légion étrangère et par de forts détachements du génie, auxquels s'imposaient presque à chaque pas les plus rudes travaux.

La brigade du général Voyron était en marche vers Mevatane et Suberbieville.

Le 20 juin, le 13^e régiment d'infanterie de marine n'a pas encore atteint Marovoay.

« Nous avançons toujours, écrit un soldat¹, mais sans grand danger, puisque nous avons les troupes du ministère de la guerre pour nous couvrir. Il est probable que nous allons avancer vite, car, d'après le rapport, nous allons nous embarquer sur les chalands démontables transportés par *le Brinkburn* pour avancer le plus tôt possible sur Tananarive et relever les troupes d'avant-garde qui sont, paraît-il, très fatiguées.

« Maevarano est un petit village abandonné; deux forts dominant l'endroit, des canons sont encore sur les remparts improvisés. Ces canons, pris à l'ennemi, sont de vieilles pièces intransportables, d'origine que je ne connais pas; les marques sont ainsi conçues: en lettres gothiques, G. B., surmontées d'une couronne ayant rapport avec celle de la famille impériale de France et, sur les côtés, W et C^e. Ces canons ne sont pas rayés.

« Le lundi de la Pentecôte, toute la brigade de la marine a été passée en revue par le général.

« L'état sanitaire, sans être bon, est loin d'être mauvais: quelques cas de fièvre et peu de dysenterie. A Marovana, une rivière nous avoisinait, le Betsiboka. A cause de sa proximité avec l'océan Indien, elle a sa marée basse et haute. Lorsqu'elle est en baisse, on court sur la rive droite, où se trouvent quatre rochers d'huitres douces, dont tout le monde fait ses délices. Ces rochers sont inépuisables, on se croirait en pays de cocagne.

« Les palmiers des environs sont le refuge de joyeux perroquets, de perruches ou d'oiseaux aux couleurs multicolores, dont les chants égayaient les chaudes journées de ce mois de juin.

« Les plus malins de notre régiment prennent leur moustiquaire pour faire une pêche fructueuse de poissons qui servent à améliorer l'ordinaire de l'escouade. Quant à la chasse, elle est formellement interdite par ordre du colonel.

« Parmi les vastes terrains incultes, on trouve des plantations de cannes à sucre abandonnées. Nous en cueillons les tiges pour en obtenir un sirop et sucrer davantage notre thé et notre café. Les fruits de dessert sont les bananes et les Calebasses qui n'ont rien de savoureux.

« L'eau, sans être d'une pureté sérieuse, est assez abondante. Le sergent Persin, du 2^e bataillon, dont je vous avais annoncé la disparition, a été ramené à son corps par des tirailleurs sakalaves, mourant de faim. Il s'était perdu dans les bois.

« Le général Duchesne a fait lire à toutes les troupes de la

1. Lettre communiquée au *Petit Parisien*.

marine un rapport élogieux pour les « marsouins » qui ont pris part à la prise de Marovoay, et a qualifié ces soldats de « troupes d'élite ».

« Dans le Betsiboka les bains sont rigoureusement interdits, à cause des caïmans qui y pullulent. »

Le moral du troupier n'était pas moins bon, cette lettre l'atteste, dans la brigade de marine que dans celle de l'armée de terre, mais les marsouins rongeaient leur frein, comme on dit, impatients eux aussi de rencontrer des Hovas, de faire le coup de feu, de prendre des drapeaux ennemis. On leur annonçait qu'ils seraient bientôt à l'avant-garde et ils cheminaient encore loin du quartier général, tandis que les camarades de la 1^{re} brigade exterminaient les Malgaches.

Pauvres marsouins ! ils se déclaraient sacrifiés.

On leur avait fait espérer qu'ils seraient embarqués et promptement transportés par rivière à Suberbieville ; mais cette espérance fut déçue, toutes les embarcations étant exclusivement réservées au transport des malades, des vivres et des munitions.

Le 25 juillet seulement, la brigade, d'étape en étape, parvint enfin au confluent du Betsiboka et de l'Ikopa, à peu de distance de Suberbieville. Elle n'était plus éloignée que de 30 kilomètres environ du gros de la 1^{re} brigade qui avait atteint Andiadia, petit hameau de quelques cases, situé au bord d'un lac, à 10 kilomètres environ au nord de Suberbieville.

« Je continue marche sur Andriba, télégraphiait le général Duchesne au ministre de la guerre. Construction route cause de grandes difficultés. »

Tandis que s'avavançait le corps expéditionnaire, Majunga perdait peu à peu son animation des premiers temps de la campagne et se dégarnissait de troupes.

Les vingt navires, paquebots, transports et vaisseaux de guerre, qui occupaient la rade en mai et la transformaient en un petit Marseille quittèrent successivement le port ; les parcs d'artillerie et du génie, eux-mêmes s'éloignèrent.

La garnison était strictement réduite au personnel nécessaire au service de la place.

Quelques jours plus tôt, le camp de Majunga était encore très vivant.

« A ce moment, écrit un lieutenant à la *Revue du Cercle militaire*, le camp était des plus animés : chaque unité ayant ses trompettes, son heure, ses sonneries et ses refrains ; c'était un concert fort amusant au moment du réveil, de la soupe, de la sieste et des appels. Les hommes s'égarèrent parfois dans le camp des voisins, où ils étaient durement happés par les camarades heureux de leur

jouer une farce ; là triomphaient les « bigors¹ », vieux coloniaux dont les gourbis, empruntés aux cases abandonnées du voisinage, semblaient des palais aux artilleurs de terre, réglementairement bouillis aux heures de brûlant soleil sous leurs tentes, abris trop minces.

« Les campements de la marine, où s'étalaient de superbes écriteaux plaisants : *Rue du Pavé-d'Amour*, *Cabanon du Repos*, *Villa des Cocotiers* (Parlez au concierge), où les manguiers portaient entre leurs branches les tables des sous-officiers à l'instar de Robinson, ont vite inspiré à nos troupiers le génie de la construction, et bientôt au-dessus de leurs tentes se sont élevées des baraques, grâce cette fois aux innombrables caisses d'emballage des marchandises débarquées.

« Peu à peu les toiles chinées, tout juste bonnes à isoler l'homme du sol, ont fait place à des lits de planches élevées sur des traverses, des « bat-flancs », disaient les soldats ; puis le bat-flanc, s'élevant sur quatre pieds, a fait disparaître la tente, s'est creusé pour recevoir une toile d'emballage formant lit de camp. Et voilà notre monde superbement installé dans de véritables maisonnettes garnies de feuillage bien vert, portant fièrement à leur faite les drapeaux dont on nous avait ornés à Marseille.

« Et peu à peu, à mesure que le débarquement des pièces et du matériel s'effectuait, on voyait une à une partir les batteries : d'abord la moitié de la 17^e montée, puis la 7^e (marine), la 8^e (marine), la 1^e et la 5^e section de munitions. Et, chaque fois, c'était avec une rapidité digne des Vandales que les unités restantes se livraient à un pillage régulier et méthodique du campement abandonné. Les partants pouvaient entendre, en rompant le parc, le bruit des marteaux démolissant leurs baraques ; une heure après l'on eût en vain cherché sur le terrain le moindre vestige du camp. »

Les auxiliaires kabyles se chargeaient de tout enlever.

Cependant, Majunga reste le grand arsenal du corps expéditionnaire.

« On travaille avec rage² ; la guerre construit des baraquements pour abriter ses approvisionnements, classe et emmagasine tout ce que la marine met à terre. Voici, d'ailleurs, comment on opère : le bâtiment signalé est arraisonné à l'entrée de la baie par un officier de marine qui lui indique son poste de mouillage et, quand les ressources le permettent, on se met à l'ouvrage pour le décharger. Chalands et boutres sont amenés le long du bord ; lorsqu'ils sont chargés, on les conduit à la presqu'île de sable qui se trouve au sud et au nord du wharf en construction. La mise à terre est effectuée par les coolies indigènes, plus ou moins facilement, suivant l'état de la mer, laquelle

1. Nom par lequel on désigne les soldats de l'artillerie de marine.

2. Lettre adressée à la *Revue française*, en juillet 1895.



Canons hovas ramenés au camp français.

monte jusqu'à 4^m50, et la nature du chargement. Comme à basse mer, il y a peu d'eau, on échoue les embarcations ; mais, même à la mer haute, les coolies sont obligés de travailler dans l'eau. On comptait sur le wharf, mais on n'a pu le pousser qu'à 50 mètres de la plage ; au delà on a trouvé un fond de roche sur sable qu'on n'avait pas reconnu et les pieux qu'on possédait ne pouvaient servir. D'ailleurs, ce n'est pas avec un seul wharf qu'on eût fait face à l'immense labeur qu'on prévoit.

« Le débarquement des mulets et des bœufs mérite une mention spéciale. Les mulets sont hissés et amenés dans des chalands par groupes de 25 à 30 au moyen de sangles ; en passant, disons qu'on prend soin de les tenir à jeun avant cette opération ; car l'on sait par expérience que chez les animaux la compression du ventre peut en-

traîner de graves accidents lorsqu'elle suit de près un repas copieux. Arrivés à terre, on les débarque en les jetant tout simplement à l'eau. C'est une de nos distractions... Pour les bœufs, le procédé est plus simple encore ; on opère comme sur toute la côte malgache : ils sont élingués par les cornes, amarrés autour d'un surfboat qui en reçoit ainsi un chapelet de 15 à 20 animaux. Un canot à vapeur remorque le tout à la plage ; on détache les bœufs qui gagnent immédiatement la terre ferme.

« Une fois débarqué, le matériel appartient à l'administration de la guerre, qui le dirige sur ses magasins au moyen de plusieurs voies Decauville. »

Une surveillance de tous les instants, de grandes précautions semblaient cependant encore indispensables. Bien que la région fût pacifiée et débarrassée de Hovas, nos amis les Sakalaves inspiraient à l'armée de moins en moins de confiance.

Parmi eux se recrutaient des bandes de voleurs en quête de pillage, battant la campagne et contre lesquels il importait de sévir avec la dernière rigueur. On eut, du reste, la preuve que plusieurs de leurs chefs, soi-disant alliés de la France et prodigues de déclarations de dévouement à ses représentants, n'avaient jamais cessé d'être en relations avec les Hovas.

Non seulement, ils refusaient de nous fournir des porteurs et des vivres, mais ils tentaient de s'emparer des troupeaux de bœufs réunis sur différents points pour ravitailler l'armée. Nos officiers apprenaient chaque jour à connaître ces singuliers alliés, encore mal convaincus que la France prendrait définitivement possession de Madagascar et redoutant toujours les représailles possibles des Hovas.

Dans les premiers jours de juin, un incendie éclata à Majunga au quartier indigène, qui fut en partie détruit. Les flammes dévoraient tout de case en case, non loin des bâtiments militaires, de ceux de l'approvisionnement et de l'artillerie, des magasins remplis de poudre et d'obus. Le danger était pressant, il menaçait de détruire les munitions de l'armée et la ville, dans une formidable explosion.

La générale fut battue dans la place et sur tous les bâtiments présents en rade ; soldats et marins conduits par leurs officiers attaquèrent vigoureusement l'incendie et firent, comme on dit, la part du feu en abattant, pour l'arrêter, toutes les cases voisines des poudrières. La brise était heureusement faible ; le fléau fut vaincu.

Plus d'un milier de malades étaient alors soignés dans les ambulances de Majunga et à bord du *Shamrock*. Les transports ne tarderaient pas à en rapatrier le plus possible, soit en Algérie soit en France¹.

1. Une commission spéciale, composée du chef d'état-major du 15^e corps, de deux chefs de bataillon du génie, et d'un capitaine de husards, visita le 18 juillet l'île de Porquerolles, près Toulon, afin d'y étudier l'aménagement d'un vaste sanatorium.

Dans les premiers jours de juillet, voici, d'après un Français, ayant visité les divers hôpitaux du corps expéditionnaire à Madagascar, M. Boudouresque¹, très scrupuleusement renseigné, l'état sanitaire des principales colonnes des détachements de l'avant-garde, du centre et de l'arrière-garde.

« L'avant-garde, les troupes cantonnées entre Ambato et Suberbieville, jouit d'un état sanitaire presque parfait.

« A Suberbieville, Mevatanana et Tsarasaotra, nous trouvons : le bataillon de la légion, un bataillon de tirailleurs algériens, deux batteries de montagne, un escadron de chasseurs d'Afrique et le quartier général. Pas ou peu de fièvre, parmi ces troupes toujours tenues en haleine et, sauf quelques cas de dysenterie et quelques coups de soleil — ces derniers chez les chasseurs d'Afrique — dus à l'imprudence d'hommes qui ne mettent pas leurs ceintures de flanelle la nuit ou qui s'obstinent à se promener au grand soleil avec leur chéchia, leur santé ne laisse rien à désirer et leur entrain remarquable en fait foi.

« Mevatanana et Tsarasaotra sont d'ailleurs des endroits très salubres; je n'en dirai pas autant de Suberbieville; le trou le plus malsain qu'on puisse imaginer; des marais indesséchés et indesséchables, puisque entretenus par infiltrations de l'Ikopa, font à ce pseudo-Eldorado une ceinture de brouillards fébrigènes du plus triste effet, et l'on a sagement renoncé à y cantonner les troupes. Aussi quand vous lirez Suberbieville dans une phrase où il est parlé de concentration d'hommes, comprenez les alentours de Suberbieville, qui sont beaucoup plus sains. Seuls le quartier général, l'artillerie de montagne et les subsistances sont logés sur deux petits mamelons où sont bâties les 30 ou 40 maisons de la ville. L'eau, qui manque à Mevatanana, est excellente à Suberbieville et à Tsarasaotra.

« A Marololo, est le second bataillon de tirailleurs algériens, celui qui fut fort éprouvé à son arrivée à Majunga (le bataillon Debrou). Les hôpitaux commencent à lui renvoyer force malades guéris. Endroit très sain, eau excellente, état sanitaire bon.

« A Ambato, deuxième étape. J'ai vu là deux compagnies du 200^e, dont une troisième campe un peu plus haut, aux hauteurs dénudées, entre Ambato et Marololo. Ces trois compagnies, qui venaient de Marovoay, ont beaucoup moins de malades depuis qu'elles ont repris la marche en avant. Elles n'ont pas reçu encore nombre de convalescents renvoyés par les hôpitaux, car trop peu de jours se sont écoulés depuis leur départ de Marovoay, mais elles en envoient beaucoup moins à ces mêmes hôpitaux, et le moral des hommes s'en relève d'autant. Ambato et les hauteurs dénudées sont d'ailleurs des cantonne-

¹ L. M. Boudouresque envoyait d'excellentes correspondances au *Petit Marseillais*.

ments excellents; eau bonne, pas de marais, mais des moustiques, des moustiques, des moustiques! »

A Ankaboka, point très important, où se fait le transbordement des canonnières sur les embarcations le *Kilawa*, l'*Abodimanga*, etc., et où est installé un des principaux hôpitaux d'évacuation, M. Boudouresque est renseigné sur l'état des autres malades du 200^e. « A Trabonjy et à Androbaky, écrit-il, logent les dernières compagnies du 200^e et, parmi elles, celles qui stationnèrent longtemps à Marovoay. Elles se relèvent à peine de la forte secousse qu'elles éprouvèrent là et, dame! leur moral en souffre encore. Mais la bienfaisante action de la mise en mouvement n'a pas laissé de se produire chez elles aussi, et leur état va s'améliorant de jour en jour.

« J'ai trouvé l'hôpital d'Ankaboka un peu insuffisant pour les besoins auxquels il doit faire face. L'endroit où il est installé est sain, par bonheur, et les malades y reçoivent tous les soins qu'il est possible de leur donner. Ils y boivent même pas mal de champagne, à la santé des différentes associations des dames françaises qui le leur expédient.

« A Majunga, les malades sont en nombre considérable. L'hôpital est situé sur une hauteur bien aérée, mais insuffisamment pourvue d'eau potable.

« Enfin, à Nossi-Cumba, le sanatorium répond à toutes les prévisions qui avaient été faites à son sujet: température européenne, grand air, eau fraîche en abondance, bref, les 500 malades qu'il peut recevoir prennent là un véritable congé de convalescence.

« Des soins donnés aux soldats dans les ambulances, déclarait enfin M. Boudouresque, dont le témoignage ne fut d'ailleurs contesté par personne, je ne dirai qu'une chose: docteurs, pharmaciens et infirmiers sont admirables de dévouement... J'ajouterai que ce dévouement a été d'autant plus mis à l'épreuve que l'éternelle question des moyens de transport a surgi dans le service sanitaire aussi malencontreusement que dans tous les autres, et que, là encore, l'incurie des dessus de ronds de cuir a été fort remarquée. »

Les médecins militaires et ceux de la marine se plaignaient unanimement dans leurs correspondances des conditions déplorables dans lesquelles nos soldats, insuffisamment entraînés et mal résistants au climat, avaient dû faire les étapes de la côte à Suberbieville. Si les troupes, au lieu de franchir la région la plus malsaine du Boéni sac au dos et à pied, avaient été transportées par voie fluviale, les cas de fièvre auraient été beaucoup moins nombreux.

« La route de Majunga à Amparagindro, écrit un médecin-major, est tracée par le génie dans une région marécageuse presque complètement inondée à la saison des pluies. Cette région, dite du Boéni, s'étend sur 200 kilomètres environ, jusqu'à la concession minière de

M. Suberbie. Amparagindro est le premier poste que l'on rencontre à 14 kilomètres de Majunga. Tout autour s'étend la brousse, herbe épaisse et haute, assez semblable au fourrage de nos pays. Ça et là quelques marais en partie desséchés à cette époque, communiquant entre eux par des ruisseaux à eau rare et fangeuse que l'on traverse sur des ponts de fascines. Quelques manguiers, palétuviers et lataniers rompent la monotonie du paysage. Le latanier seul donne au pays un aspect tropical.

« Le sol battu par les premières troupes est formé d'une poussière argileuse qui fuit sous le pied et rend la marche très fatigante, cette fatigue est accrue encore par la chaleur accablante sans brise et le poids du sac plus lourd qu'il ne l'est jamais en France¹. »

La nuit, point de repos. Le soldat est sans défense contre les attaques sans trêve des moustiques si petits que la moustiquaire ne les arrête pas. Une nuit ainsi passée ne fait qu'augmenter la fatigue du soldat.

« Tout le monde donc, poursuit le correspondant que nous venons de citer, paye à la fièvre son tribut petit ou grand. Le mien a été petit ; trois jours de fièvre continue sur la paille. Le 200^e d'infanterie en particulier a égrené son monde de belle façon tout le long de la route. A Marovoay déjà, au tiers du chemin de Majunga à Suberbieville, les compagnies d'un bataillon étaient tombées de 200 à 115 hommes. Heureusement qu'avec une morbidité pareille la mortalité est très faible, sauf chez les coolies, Kabyles, Somalis, Comoriens, Sénégalais, etc. Mais beaucoup d'hommes atteints sont perdus pour l'expédition. Leur anémie considérable exige une longue convalescence et une convalescence en France. Le paludisme ici se manifeste souvent par une anémie apparaissant presque d'emblée après quelques accès très légers de fièvre. Cette anémie, souvent profonde, pernicieuse et progressive, se traduit par une pâleur cireuse de la peau et des muqueuses, différente en cela de la cachexie palustre tardive à qui appartient la couleur terreuse. Cette pâleur cireuse rappelle beaucoup celle de la chlorose et ne s'accompagne pas toujours d'amaigrissement de la face. Chez les anémiés, les œdèmes, surtout ceux des membres inférieurs, sont fréquents et souvent énormes. Ces œdèmes sont d'un blanc pâle et bien différents des œdèmes dus à une marche prolongée. Ils amènent très souvent la gangrène de toute la peau qui les recouvre et laissent, après élimination, une plaie sanieuse d'une durée indéfinissable ou des suppurations profondes du membre.

« Les accès pernicieux s'observent assez souvent pour qu'on ne les dise pas rares, et malheureusement les injections hypodermiques sont rendues difficiles par la fréquence des cas de tétanos qui parais-

1. *Progrès médical*, 27 juillet 1895.

sent en résulter. Dans les ambulances, la plupart des infirmiers sont malades et font leur service entre deux accès. La dysenterie a fait son apparition plutôt en cas sporadiques qu'en épidémie franche. Il y a quelques abcès du foie. »

En résumé, toutes les plaintes, toutes les accusations justifiées des officiers, médecins et correspondants de journaux suivant la campagne incriminent particulièrement ceux qui, par ignorance ou par mauvaise volonté, ne surent pas organiser des moyens de transport suffisamment pratiques par voie fluviale ; ils tendent en outre à démontrer que pour faire des conquêtes coloniales, nous ne saurions trop le répéter, une armée coloniale est nécessaire, armée composée non de recrues, de jeunes soldats, mais d'hommes faits, rompus à toutes les fatigues, habitués à la vie, aux mœurs et au climat des colonies, troupiers de profession, encadrés par des sous-officiers de choix.

Notre armée actuelle, celle de France, n'est pas une armée de conquête, mais une armée de défense du sol. Elle remplirait parfaitement son rôle, nous n'en doutons pas, si la France était attaquée, elle serait à la hauteur de toutes les circonstances ; elle ne se mettrait en campagne, en temps de guerre, qu'après mobilisation complète ; or cette mobilisation n'a pas prévu et ne peut pas prévoir les expéditions coloniales. Celles-ci (en admettant que le gouvernement français poursuive la réalisation de plans, à notre avis très souvent chimériques, ne seront jamais bien menées que par des troupes spéciales.

Les mères, dont les enfants languissaient aux ambulances de Madagascar, attendaient, anxieuses, les lettres des pauvres fiévreux ; mais les courriers n'étaient pas fréquents entre Marseille et Majunga, au gré de leurs désirs.

Elles espéraient que le cher convalescent obtiendrait bientôt d'être rapatrié, de rentrer en France, peut-être même au foyer familial.

L'arrivée prochaine à Marseille du steamer *Notre-Dame-de-Salut*, ramenant de Madagascar un premier convoi de malades était, d'ores et déjà, annoncée. Les uns, ceux des corps de France, seraient soignés dans les hôpitaux du 15^e corps ; les autres, ceux des corps d'Algérie, seraient envoyés à Alger.

Le sanatorium de Porquerolles recevrait les convalescents. L'île de Porquerolles, une des îles d'Hyères, avait déjà donné asile, 40 ans auparavant, pendant la campagne de Crimée, aux blessés et malades en convalescence venant de Sébastopol et de Constantinople.

Cette décision prise par l'administration de la guerre de rapatrier les malades de Madagascar ne fut pas sans causer quelque surprise. Ne pouvait-on attendre, pour les ramener en France, qu'ils fussent en état de supporter le voyage ? Les ambulances, hôpitaux et sanatoria de Madagascar, de Nossi-Cumba et de la Réunion ne suffiraient-ils pas à les abriter ?

Quelques fanatiques de la politique coloniale à outrance allaient jusqu'à laisser entendre que certainement, le public, assistant au débarquement des pauvres diables épuisés et ne payant pas de mine, ne manquerait pas de s'apitoyer sur leur sort. Les nouvelles les plus pessimistes se répandraient, ce qui ne contribuerait guère à fortifier en France le goût des expéditions lointaines. La campagne de Madagascar, dont les Marseillais ne verraient plus que les vilains côtés, deviendrait vite impopulaire, de même que le fut celle du Tonkin. Une partie de la presse exagérerait encore la situation par des comptes-rendus poussés au noir. Le témoignage de soldats aigris par la souffrance serait invoqué. Une campagne de récriminations et de protestations commencerait et ne s'arrêterait plus. Elle serait d'un effet déplorable en Europe, et à Madagascar même, où en parviendrait l'écho.

« La décision prise par l'autorité militaire de ramener en France les malades et les convalescents du corps expéditionnaire de Madagascar, déclarait le *Temps*, est très sévèrement jugée. C'est que le souvenir est toujours vivant des cruelles souffrances endurées par nos malheureux soldats du Tonkin qui nous revinrent entassés sur le pont des navires, et on se demande si la traversée de la mer Rouge n'est pas extrêmement dangereuse pour des hommes anémiés par la fièvre, si, au lieu d'un soulagement, il n'y a pas plutôt à redouter pour eux une aggravation de douleurs.

« Bien que la mousson de nord-est qui souffle en ce moment sur les côtes d'Arabie rende la traversée moins pénible qu'à toute autre époque de l'année, il fallait, autant que possible, éviter à des malades les fatigues de ce long voyage ; nous croyons que c'était facile.

« Quand le service sanitaire de l'armée, après une visite minutieuse de la côte occidentale de Madagascar, choisit l'île Nossi-Cumba pour y établir l'hôpital d'évacuation, le génie fut chargé d'y construire des baraquements pouvant contenir tous les malades ou blessés du seul corps de troupes qui devait rester dans la vallée du Betsiboka, pour assurer la communication entre Majunga et Suberbieville.

« Le sanatorium de Nossi-Cumba remplit ces conditions ; il est en état, nous l'avons dit, de recevoir aujourd'hui 200 malades, et 500 y trouveront place quand il sera complètement installé ; le service médical aurait disposé par conséquent d'installations plus que suffisantes, si les troupes destinées à occuper les hauts plateaux avaient pu, ainsi qu'il le fallait, arriver en trois ou quatre jours à Suberbieville sur des chalands remorqués par des canonnières. Mais le matériel fluvial n'a pas été prêt en temps utile, et le général Duchesne, qui redoutait pour le gros du corps expéditionnaire un séjour trop prolongé dans les parties malsaines de l'île, pressé d'ailleurs par le

temps, a dû prendre la voie de terre; nos soldats ont fait ce long trajet à pied, sac au dos; ils ont marché ou séjourné dans les rizières et les marais du Betsiboka pendant plus d'un mois. Le nombre de ceux qui ont été atteints de paludisme a été naturellement plus élevé qu'il n'était à prévoir, et le sanatorium de Nossi-Comba est devenu insuffisant.

« Il est donc de toute nécessité d'évacuer les convalescents qui ne peuvent pas rester sans danger dans les hôpitaux de campagne installés jusqu'à présent dans les zones malsaines, et le service sanitaire de l'armée les dirige sur Marseille. Pourquoi si loin? N'y a-t-il pas plus près, en attendant l'occupation de l'Imérina, un lieu d'évacuation admirable? Au mois de février dernier, une lettre de notre correspondant de la Réunion, que nous avons publiée le 5 mars, disait que l'autorité militaire, en outre des sanatoria de Saint-François et de Salazie, complètement installés, faisait construire sur les hauts plateaux de l'île des baraquements destinés à recevoir les malades et les convalescents du corps expéditionnaire de Madagascar; il serait profondément regrettable que ces excellentes dispositions eussent été changées.

« Quoi qu'il en soit, si la faute a été commise, elle peut être facilement réparée, la population si hospitalière de l'île de la Réunion y aidera. »

Les hôpitaux de la Réunion étaient ainsi transformés en séjours enchanteurs.

« Le rapatriement des malades qui va se faire par le *Shamrock*, soulève une délicate question. Comment ces malades supporteront-ils la traversée de la mer Rouge à cette époque de l'année? disait, de son côté, le *Petit Marseillais*¹; c'est-à-dire comment vont-ils supporter ces températures de 40 à 45 degrés à l'ombre, dont les gens valides s'accoutument déjà si mal?

« Le malheur est, en outre, que cette flotte de transport, si admirablement aménagée pour recevoir des malades, est douée d'une vitesse médiocre, ce qui rendra la traversée doublement pénible, d'abord parce qu'elle sera plus longue, puis parce que la vitesse d'un bâtiment par temps calme et température élevée a une influence considérable sur son aération. Mais, on l'a déjà dit, il est trop tard pour songer à transformer des bâtiments âgés de douze à quinze ans, pour modifier leurs appareils moteurs, renouveler leurs appareils évaporatoires de façon à augmenter leur vitesse, tout en diminuant leur consommation de charbon. Autant vaudrait construire des bâtiments neufs, d'un type plus parfait, répondant à tous les desiderata.

« Ces considérations ont amené quelques personnes à se deman-

1. Mardi 16 juillet 1895.



Le général hova Ramasonbazaha.

der si, au lieu d'exposer les malades et les convalescents de l'expédition de Madagascar aux souffrances et aux dangers de la traversée de la mer Rouge, il ne serait pas préférable de les rapatrier par le cap de Bonne-Espérance. Cette solution présenterait certainement quelques avantages, mais les longueurs de la traversée ne seraient peut-être pas suffisamment compensées par quelques degrés de température en moins qu'auraient à supporter les passagers.

« La navigation dans les parages du cap de Bonne-Espérance est, d'ailleurs, souvent difficile et périlleuse, et quand on se rappelle les risques qu'a courus *l'Annamite*, il y a quelques mois à peine, sur la côte de l'Algérie, au milieu d'un coup de vent qui n'a cependant pas sensiblement incommodé nos paquebots, on est en droit de se deman-

der ce que deviendraient des bâtiments de ce type s'ils étaient assaillis par quelqu'une des tempêtes qui bouleversent violemment les flots sur les côtes de l'Afrique australe.

« Ceci nous rappelle que l'État avait fait construire, il y a quelques années, deux grands bâtiments-transport en fer portant une grande surface de voilure, munis d'une machine à vapeur destinée principalement à leur faire franchir les zones de calme et à faciliter leurs opérations d'appareillage ou de mouillage. Ces bâtiments devaient être affectés à des voyages de circumnavigation au cours desquels ils auraient ravitaillé nos colonies du Pacifique, tout en transportant le contingent ordinaire des forçats et des relégués. Il va sans dire que quand ces deux transports furent prêts à prendre la mer, le gouvernement changea d'avis et décida de s'adresser à la flotte marchande pour les mêmes services.

« Que sont devenus, depuis lors, le *Magellan* et le *Calédonien*? Très probablement, ils doivent se rouiller au fond de quelque port de guerre, comme se rouilleront, à partir de l'année prochaine, le *Shamrock*, le *Vinh-Long* et leurs congénères. Si, cependant, ils sont encore bons à quelque chose, l'expédition de Madagascar fournit une excellente occasion de les utiliser et d'expérimenter, dans l'intérêt des soldats malades ou convalescents, la route du cap de Bonne-Espérance.

« En tout cas, cette question du rapatriement des soldats du corps expéditionnaire est trop grave, elle préoccupe à juste titre trop de familles, elle est trop étroitement liée à des questions d'humanité et de patriotisme pour que le gouvernement ne recherche pas la meilleure solution possible, non seulement dans le présent, mais pour l'avenir. »

Les parents, impatients de revoir leurs enfants, dans la mère-patrie, s'étonnaient de ces protestations que soulevaient le retour des malades en France. L'un d'eux, ancien officier supérieur, exprimait ainsi ¹ leurs bien naturelles doléances :

« D'ordinaire, disait-il, l'état d'anémie, qui ne se lie à aucune lésion organique, mais qui va toujours s'aggravant et met l'Européen dans la nécessité de venir se retremper dans l'air natal, ne s'accuse qu'au bout de dix-huit mois à deux ans de séjour. Il faut donc que Madagascar soit particulièrement malsain pour qu'au bout de trois mois les hommes soient hors de service. Il y a donc *intoxication*

« Or, le Gouvernement craint sans doute beaucoup l'arrivée à Marseille de ces lamentables convois de malades et, sous main, il a fait commencer une campagne par ses officieux pour empêcher qu'on ne ramenât nos soldats en France, et les faire évacuer à la Réunion, « lieu d'évacuation admirable ».

1. *Libre Parole* du 17 juillet 1895.

« Or les sanatoria de Saint-François et de Salazie, à la Réunion, et les camps comme ceux de la Guadeloupe et de la Martinique où les troupes vont passer les grandes chaleurs, n'ont que 400 mètres d'altitude, ce qui est insuffisant.

« Sous les tropiques, il faut s'élever d'au moins mille mètres plus haut que dans les régions tempérées pour rencontrer le même climat.

« A preuve, les altitudes des sanatoria de l'Inde :

« Présidence de Calcutta :

Djarjeling.....	2.668 mètres.
Marrée.....	2.432 —
Landour.....	2.135 —
Sanauser.....	2.000 —
Ninée-Tal.....	2.266 —
Almora.....	1.800 —

« Présidence de Bombay :

Malcompett.....	1.500 mètres.
-----------------	---------------

« Présidence de Madras :

Plateau des Nilgherrys.....	2.200 —
-----------------------------	---------

« C'est sur ce plateau que vont en villégiature nos compatriotes de Pondichéry.

« Aucune station de l'Europe, dit le docteur Rochard, ne peut fournir aux valétudinaires un climat plus doux, un ciel plus élément ni un air plus pur.

« C'est sur le plateau des Nilgherrys qu'il faut envoyer nos soldats ou les ramener en France, qu'au moins leurs os y reposent.

« On se dit que la plupart de ces malheureux soldats sont condamnés, et on ne veut pas qu'ils viennent mourir en France.

« On multiplie les récompenses pour donner le change. »

Quant aux soldats, ils n'avaient, eux, qu'un désir : revoir la France, persuadés qu'ils recouvreraient bien plus tôt la santé et les forces perdues sous le ciel toujours beau du pays natal.

Là-bas seulement, l'air serait assez pur et la brise assez fraîche pour leur rendre la vie. Puisqu'ils n'avaient pu suivre l'expédition, puisque le climat de Madagascar les avait vaincus, ils ne redoutaient rien tant que les longues semaines dans les hôpitaux des pays lointains.

La France! la patrie, ils l'appelaient de leurs vœux. Pour la revoir, ils étaient prêts à supporter de nouvelles souffrances, telles que celles de la traversée sous un ciel de feu.

Les plus faibles eux-mêmes retrouvaient quelque énergie; ils voulaient vivre encore assez longtemps pour être débarqués sur la douce terre de France.

Chaque jour, ceux que le mal n'avait pas complètement épuisés, tournaient les yeux vers l'horizon, du côté du pays ; ils comptaient les semaines, les heures.

Presque chaque jour aussi, la mer, battant les flancs du navire, recevait sa pâture de cadavres. A Port-Saïd, déjà plus de dix des passagers du steamer *Notre-Dame-de-Salut* étaient morts en route. Jusqu'à la dernière seconde, ils avaient espéré voir encore les côtes de France!

L'escale de Port-Saïd rompt à propos la monotonie de la traversée ; le panorama du port et de la ville est des plus pittoresques et des plus curieux¹ ; mais les pauvres malades comptant les heures, ne s'intéressaient guère à ce spectacle.

Enfin le 25 juillet, le *Notre-Dame-du-Salut*, venant d'Alger, où il avait débarqué 45 convoyeurs kabyles, entrait en rade de Toulon ; il laissa dans cette ville 21 malades, envoyés à l'hôpital Saint-Mandrier. Le lendemain, 230 autres malades ou convalescents furent débarqués à Marseille².

On n'a pas oublié quels adieux la grande et patriotique cité avait faits aux soldats du corps expéditionnaire, lors de leur embarquement pour Madagascar ; elle accueillit avec une admirable sollicitude les premiers de ces soldats rentrant en France, dévorés par la fièvre.

Le docteur Flaissières, maire de Marseille, adressa à ses concitoyens l'appel suivant, et fit voter une somme de 1.000 francs destinée

1. « Notre bateau, écrit un officier au *Bulletin de la réunion des officiers*, s'entoure d'une flotte de canots de mercantils apportant des oranges, des noix de coco, des dattes et aussi .. des crochets pour pêcher par les hublots dans les cabines.

« Par bonheur nous sommes prévenus et nous avons tout fermé, sur le conseil du second, qui s'est fait voler 500 francs autrefois par ce procédé. Les charbonniers arrivent, entassés curieusement sur de grosses chaloupes ; ils se mettent de suite à l'œuvre, en poussant des cris inharmonieux qui sont, paraît-il, une chanson pour hisser leur câble.

« Pendant ce temps un Arabe accroupi sur le bord du désert qui s'étend devant nous, fait sa prière et ses ablutions, à la grande joie de nos hommes qui le regardent avec un sourire gouailler.

« Descendus à terre, nous nous retrouvons dans un vaste bazar international, mais plutôt français, les négociants accostent au milieu de la rue des raccrocheurs : « M'sieu capitaine, photographies, m'sieu, « parasols ; m'sieu, éventails, danse du ventre, chics femmes... » Les viâges ont toutes les teintes, depuis le blond anglais jusqu'au noir absolu, en passant par de curieuses nuances chocolat et olive.

« Dans la ville arabe, on aperçoit d'ignobles maisons tombant en ruines ; on se gratte instinctivement en se voyant poursuivi par des marmots pouilleux de trois ou quatre ans, à la recherche d'un sou ou d'un coup de canne. Accroupis à la devanture des cafés, de vieux Bicots fument leur pipe sans mot dire, pendant qu'un larbin agité devant eux une serviette pour chasser les mouches.

« Le soir, au concert des Viennoises, on joue la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Père la Victoire*, l'*Hymne Russe*, etc. »

2. « Dans la cour attenant au bassin des docks, écrit un reporter, témoin du débarquement à Marseille, vingt voitures d'ambulance et une section d'infirmiers munis de brancards attendaient, avec un escadron de hussards. Sur l'ordre du directeur du service de santé militaire, on a empêché l'accès du navire aux journalistes.

« On aperçoit sur le pont des figures pâles de malades.

« On descend bientôt les alités. Le premier est un sapeur du 2^e génie. Exaspéré par la fièvre, il ne veut pas rester coucher sur le brancard

« — Ne le contrariez pas, dit le médecin principal, il n'arrivera pas vivant à l'hôpital militaire.

« Les assistants étaient profondément émus.

« Le débarquement continue, lentement, avec mille précautions ; cinquante malades sont descendus sur des civières ; c'étaient eux que la population saluait si chaleureusement au départ, avec leurs camarades. Les fourgons partent. Sur le parcours, la foule, émue, salue tous les malades ou convalescents, qui gagnent l'hôpital dans les voitures d'ambulance. Ils appartiennent au génie, aux tirailleurs algériens, à l'infanterie de marine, aux chasseurs à pied, à la ligne.

« M. Watrin, médecin-major, part pour Châlons-sur-Marne afin d'y rétablir sa santé.

« On acclame le sergent arabe Tabar-Larbi, des turcos, blessé le 4 avril de deux balles malgaches. »

à « apporter¹ quelque soulagement aux souffrances des soldats rapatriés » :

« On a annoncé le retour prochain en France d'un premier navire rapatriant les convalescents et malades du corps expéditionnaire de Madagascar ; un devoir s'imposait aux représentants de la population généreuse de Marseille.

« On fêtera plus tard certainement le succès de nos armes, et nous nous associerons à cette joie patriotique ; mais, dès maintenant, le conseil municipal doit décider qu'il y a lieu de désigner une commission composée de sept de ses membres chargés d'aller au-devant de nos chers compatriotes et de leur apporter les encouragements de la population de Marseille en même temps que l'expression de sa profonde sympathie. »

Ce généreux appel était du reste inutile. Marseille entier, sans distinction d'opinions, témoigna aux pauvres malades son ardente sympathie.

Les uns, au nombre de 20 fiévreux, gravement alités, furent portés à l'hôpital militaire².

Les autres, à l'exception des convalescents demandant un congé et capables de supporter le voyage en chemin de fer, furent envoyés au sanatorium de Porquerolles.

Les malades débarqués ne se plaignent que du climat.

« On voulait bien se battre et de grand cœur, puisque nous sommes tous volontaires, dit un soldat du 200^e, mais voyez l'état où nous ont mis les fièvres. »

Des soldats du génie disent que la 11^e compagnie du 2^e régiment a été très cruellement éprouvée. La plupart des hommes qui la composaient sont indisponibles. On les a remplacés par des convoyeurs algériens, choisis de préférence dans les anciens tirailleurs.

Il en est parmi eux qui ont fait campagne en Tunisie, dans le Sud-Oranais, au Tonkin, en France même, en 1870-71, sur les bords du Rhin, à Paris, à l'armée de la Loire ou à l'armée de l'Est. Ces derniers ne sont pas les moins énergiques.

De tous les points de la France, les dons étaient adressés au corps expéditionnaire. Des souscriptions, des fêtes s'organisaient à Lyon, à Paris (fête de l'Association des étudiants, fêtes de la presse) au profit des ambulances.

Dans un rapport au ministre de la guerre, M. le médecin-inspecteur Emery-Debrousse, chef du service de santé à Madagascar, rendait compte en ces termes de la répartition et de la distribution des dons nationaux :

1. Décision du conseil municipal de Marseille.

2. A l'hôpital militaire de Marseille, des services spéciaux ont été organisés pour recevoir les fiévreux.

Le personnel des hôpitaux de Marseille et de Toulon est renforcé.

« Les dons parviennent en grande quantité : quelque soit la provenance des colis, ils sont recueillis au débarquement et portés au magasin de réserve, où ils sont pris en charge et répartis par la commission spéciale dont la composition est réglée par décision ministérielle.

« Il est tenu un compte d'entrées et de sorties.

« Les dons destinés aux malades sont adressés aux médecins-chefs des hôpitaux et ambulances qui les répartissent au mieux du bien-être des militaires hospitalisés.

« J'ai recommandé d'une façon formelle aux médecins-chefs de ces formations de toujours faire connaître aux malades que les objets ou denrées qui leur étaient distribués provenaient des dons des sociétés d'assistance.

« Ceux destinés aux troupes sont adressés aux généraux commandant les brigades, qui demeurent chargés d'en assurer les répartitions entre les corps ou fractions de corps placés sous leur commandement.

« Plus de 300 caisses contenant des objets de toute nature viennent encore d'arriver et vont être très prochainement réparties de la même façon. »

Ainsi qu'en 1870-71, un grand et noble mouvement de charité patriotique se produisait dans notre pays, et si le ministre de la guerre avait consenti à leur départ, bien des infirmières volontaires des sociétés de la Croix-rouge et des dames de France seraient allées soigner à Madagascar malades et blessés.

Dans les camps, dans les ambulances, les dons de France étaient reçus avec joie et reconnaissance.

La patrie n'oubliait pas ses enfants.

CHAPITRE XIX

Sur la côte orientale.

La garnison de Tamatave. — Le blocus. — Escarmouches. — La vie du soldat et du marin. — Les jours monotones. — Vatomandry. — Mahanoro. — Fort-Dauphin et les Antanosy. — Aventures d'un français en prisonnier par les Hovas. — Son évaison. — La révolte des Bara. — Chez les Betsileos. — La résistance de Farafate. — Vantardises malgaches. — Le fort de Tamatave. — Affaire du 26 juin. — L'explosion de Farafate. — Reconnaissance du lieutenant Robin. — Départ de colons.

Tandis que le gros du corps expéditionnaire français s'éloignait de la côte occidentale et pénétrait plus avant dans l'intérieur du pays

vers Tananarive, le détachement de Tamatave sous les ordres du colonel Giovellina ne gagnait pas de terrain et restait bloqué par les Malgaches occupant toujours plus nombreux les lignes dites de Farafate.

Nous avons expliqué déjà, dans un précédent chapitre quelle était la situation de la garnison française, décimée par les fièvres, surmenée par le service et attendant toujours des renforts pour donner l'assaut aux positions de l'ennemi.

Dans la place, dans le fort, dans les batteries, postes et tranchées voisines, soldats d'infanterie de marine et artilleurs étaient toujours sur le qui-vive.

En rade, le *Papin* et le *Dupetit-Thouars*, dont les équipages avaient, eux aussi, beaucoup souffert et bravement combattu en toutes circonstances. Ils aidaient la garnison réduite à sa plus simple expression à faire le service de la place.

Les autres navires de l'escadre avaient suivi, on le sait, depuis longtemps déjà, le commandant Bienaimé à Majunga, ou naviguaient sur les côtes.

Le port de Tamatave, l'un des plus animés de Madagascar avant la guerre, avait perdu toute animation, puisque la place bloquée était sans relations avec l'intérieur de l'île. Une partie de la population, ayant subi de longues privations et souffert de plusieurs épidémies, ne pouvant plus entreprendre ni continuer aucun commerce, et ne comptant plus sur la délivrance prochaine, avait quitté la ville.

Ceux qui demeuraient se tenaient en éveil au premier coup de fusil, au premier coup de canon des batteries ou de la flotte, non qu'ils eussent la moindre crainte d'un assaut hova, mais parce que le spectacle des choses de la guerre était devenu leur unique distraction.

Les vieux Parisiens n'ont pas oublié avec quelle curiosité en 1870-71, pendant le siège et pendant la Commune, d'intrépides badauds se rendaient dans les quartiers bombardés pour assister à la chute des projectiles. Les habitants de Tamatave faisaient de même, sans toutefois s'exposer à de sérieux périls. Les projectiles hovas en effet, tombaient toujours loin de la ville. On pouvait donc assister à ce spectacle, sans violente émotion.

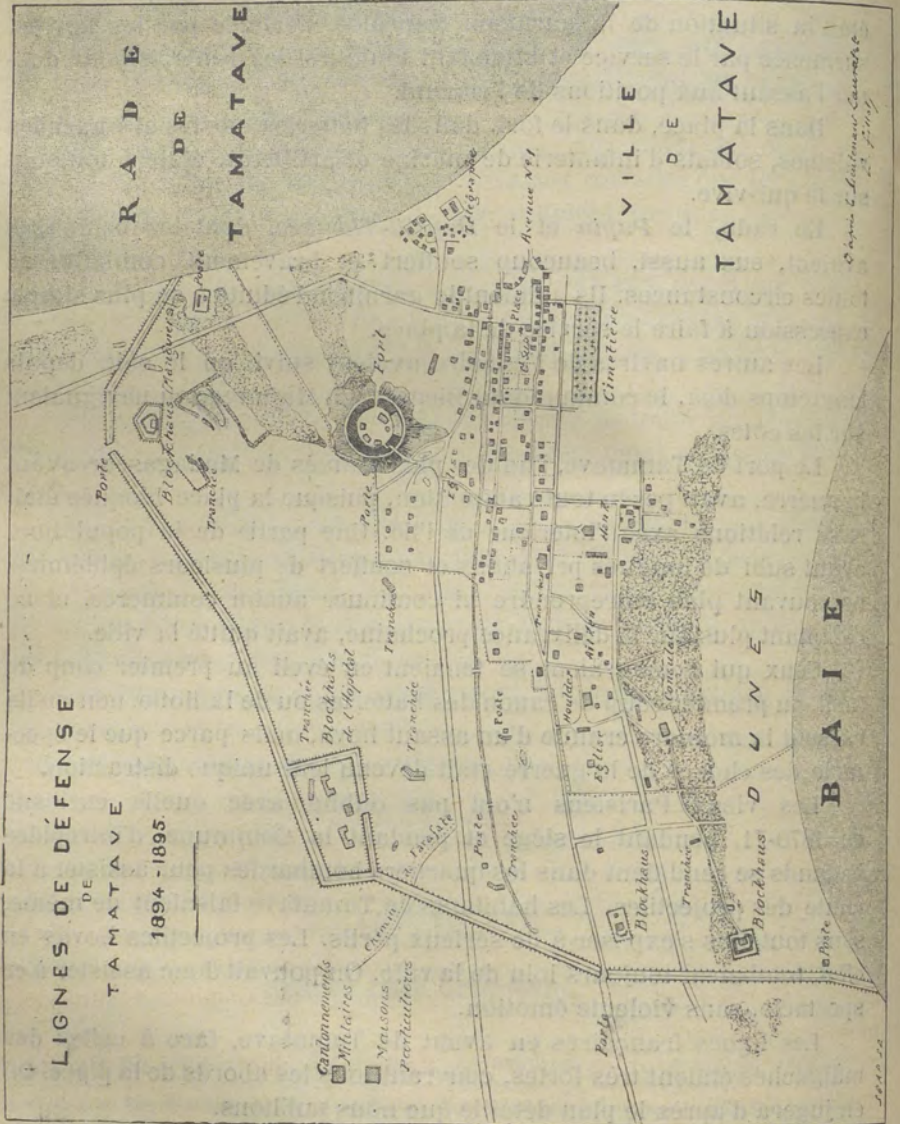
Les lignes françaises en avant de Tamatave, face à celles des malgaches étaient très fortes, couvrant tous les abords de la place. On en jugera d'après le plan détaillé que nous publions.

Entre les positions de l'ennemi et les nôtres, de vastes marais rendaient fort difficile l'accès de Farafate. Ce dernier village s'élève au centre des lignes ennemies, dont le front est de 8 à 9 kilomètres environ.

Près de Farafate, une batterie armée de trois canons, parmi lesquels, une pièce Canet de 10 centimètres, mais installée sur un affût

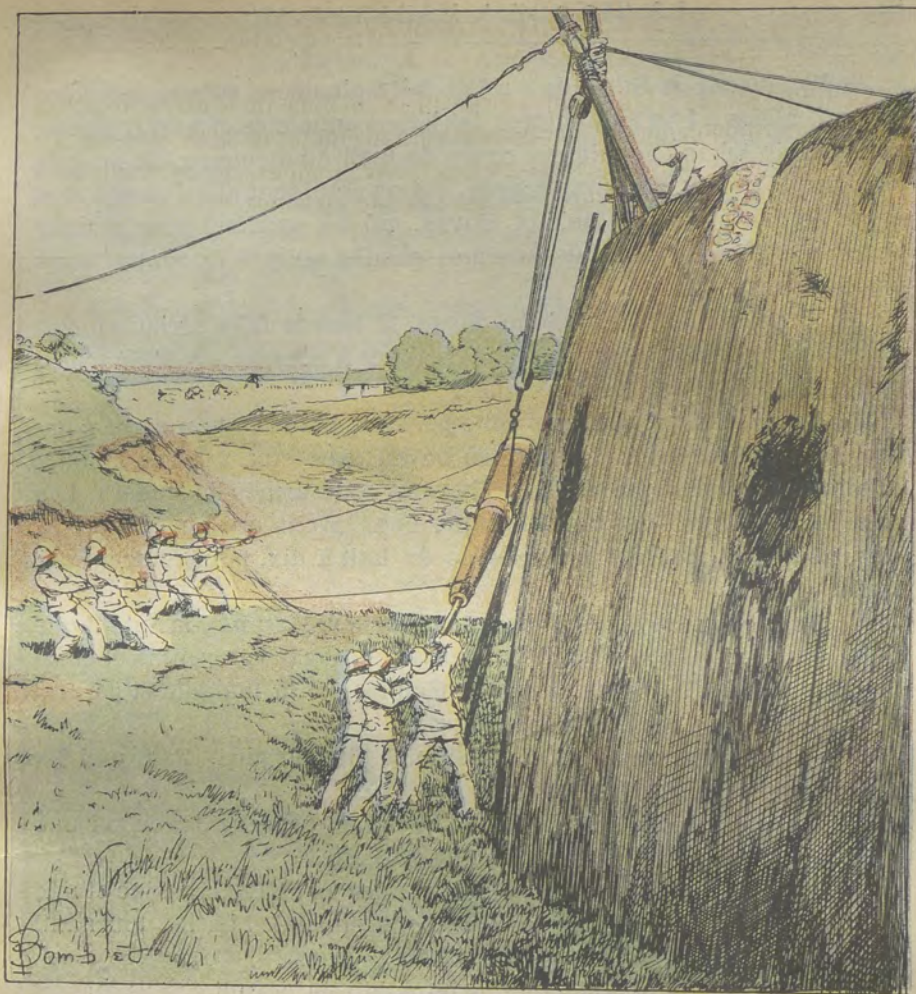
défectueux ne lui permettant pas de tirer au delà de 5,400 mètres. On sait que la portée de ces pièces est ordinairement de 8,000 mètres.

Les autres batteries malgaches sont armées de mitrailleuses Gartner, Gailing et de vieux canons peu redoutables.



« La position de Farafate, pour être attaquée doit être tournée, disait un officier dans une lettre adressée au distingué écrivain militaire, le colonel Ortus.

« Les batteries qui ont toutes une attaque de front comme objectif deviendront, par suite, sans efficacité pour les troupes qui feront le



Armement du Fort de Tamatave.

mouvement tournant. De plus, les quelques batteries qui se trouvent aux ailes, seraient vite bouleversées par quelques obus allongés, chargés à la mélinite, et tirés par nos pièces de 80 m/m de montagne, car elles peuvent se mettre en position à 3,000 mètres sans le moindre danger.

« De temps à autre, les Hovas tirent avec leur pièce de 10 c/m dont le projectile vient éclater à 5 ou 600 mètres en avant de nos lignes. Les deux pièces de 14 c/m (marine) qui arment l'ancien fort hova de Tamatave, situé exactement à 6,400 mètres de la batterie de Farafate, répondent par une douzaine d'obus qui font certainement plus de bruit que de besogne.

« Tout rentre dans le calme jusqu'à ce que la comédie recommence, c'est-à-dire pendant une quinzaine de jours.

« Le colonel de Giovellina a fait faire plusieurs reconnaissances qui sont allées à 1 ou 2 kilomètres des lignes ennemies et sont rentrées, après avoir échangé quelques coups de fusil ou de canon. Je ne vois pas l'utilité de ces reconnaissances, qui ne signifient absolument rien et qui ne peuvent servir qu'aux Hovas, qui en profitent pour chanter victoire, attendu que nous sommes ensuite obligés de rentrer dans nos lignes.

« Si l'on veut faire quelque chose, il faut le faire sérieusement, avec des forces suffisantes, pour chercher à écraser les Malgaches, en les débordant par les deux ailes.

« Les Hovas qui occupent cette position de Farafate sont au nombre de 1,500 environ. Ils ont, en outre, avec eux, 2,000 auxiliaires antaimoros et betsimisarakas. Ils sont tous armés de sniders. Les auxiliaires, d'après les nouvelles que nous avons quelquefois prises des déserteurs, quittent par bandes de huit à dix, pour rentrer chez eux.

« Quant aux Hovas, qui craignent la fièvre au moins autant que nous, et qui n'ont pas à leur disposition les moyens préventifs et curatifs dont nous disposons, ils sont décimés par la maladie et perdent tous les jours quatre ou cinq des leurs. »

La garnison française s'impatiente de plus en plus. Pourquoi les renforts ne parviennent-ils pas ?

Pourquoi laisser aux Hovas le prestige que leur donne sur une partie de Madagascar l'occupation de Farafate ?

Avec deux bataillons envoyés de France ou de Cochinchine et une batterie, nous enlèverions les positions ennemies en les tournant, disent les officiers.

Ne restons pas plus longtemps immobilisés devant ces remueurs de terre, tout fiers de nous tenir en échec depuis plusieurs mois

De temps à autre, retentit la canonnade. Quelques menus faits de guerre, quelques épisodes réveillent les avant-postes.

Le 20 mai, trois officiers, le capitaine Robin, le lieutenant de vaisseau Vincent et le sous-lieutenant Gauthier, accompagnés d'un soldat, sortent de nos lignes et s'avancent jusqu'à 1.500 mètres au delà. Ils parviennent à 200 mètres des postes ennemis, où ils sont accueillis par des coups de feu. Le soldat épaule son fusil et brûle deux cartouches. Il n'en faut pas davantage pour mettre en désarroi tout le camp ennemi.

On entend des cris, des sonneries de bugles, de cors, d'instruments divers. C'est le branle-bas !

Les soldats malgaches vont et viennent et se précipitent à leurs postes, dès qu'ils ont pris les armes.

Nos officiers assistent à cette panique provoquée par eux, avec enchantement, sans éprouver du reste la moindre crainte.

Ils se sont approchés pour se rendre compte de l'état des retranchements ennemis.

Les Malgaches sont abrités derrière les monticules de Manja-Kandrianomba ; une de leurs batteries, la mieux armée, défend un passage guéable, le seul.

Tandis que les six français observent et prennent des notes et des croquis, tandis que plusieurs de leurs camarades, baguette en main, les suivent de loin curieusement, avec le regret de ne pas être de la partie, les Malgaches sont à leurs pièces.

On entend des commandements.

Des groupes de fantassins accourent dans les tranchées et aux batteries, comme si les lignes Hovas étaient menacées d'un formidable assaut.

L'alerte est donnée dans tout le camp.

Les nôtres, cependant, ne bougent pas : dans nos lignes, le calme est absolu.

Mais les sentinelles ennemies crient :

— Zovi ? (qui est là ?)

— Taadremo Tsara ! (veillez bien.)

C'est à qui hurlera le plus fort, à qui poussera des cris stridents, des appels désespérés, de véritables rugissements pour prouver que la position est sérieusement gardée.

Enfin, un feu de salve éclate et n'atteint du reste aucun des officiers en promenade. Trois pièces lâchent leurs bordées.

Belle occasion pour les batteries françaises de secouer un peu la torpeur des longues journées de garde monotones. Ordre est donné de ne pas brûler de poudre inutilement, mais de répondre au feu de l'ennemi.

Les officiers de l'artillerie de terre et ceux de l'escadre sont déjà debout.

— Première pièce, feu !

Un obus s'abat sur les retranchements malgaches. Il est suivi de quelques autres projectiles. L'artillerie ennemie n'insiste pas et tout rentre dans le silence.

Les habitants de Tamatave ont à peine eu le temps de mettre le nez dehors que le combat est déjà terminé.

Le soir, soldats et officiers parlent de ces maigres incidents et discutent sur l'expédition.

Les rares journaux parvenus à Tamatave donnent quelques renseignements sur la marche du corps expéditionnaire. On commente les dépêches et les ordres du général Duchesne.

De vieux coloniaux, endurcis par de nombreuses campagnes, reprochent au commandant en chef — un simple officier de l'armée

de terre que les marins traitent assez dédaigneusement — de ne pas connaître le pays et d'être trop doux.

Il s'agit d'une circulaire enjoignant de ne pas brutaliser les noirs enrôlés ou réquisitionnés comme porteurs.

— Jamais on ne les fera obéir disent les grincheux, encore aigris par le séjour de Tamatave. Les nègres ne connaissent que le bâton.

Au cantonnement de l'infanterie de marine, les soldats qui ne sont point de service devisent avant de se coucher. Peu ont le courage de se livrer aux jeux violents ou à de bonnes farces, comme dans les chambrées de France. Les loustics eux-mêmes sont éteints. L'ennui et la fièvre tuent la bonne humeur. Malgré les ordres sévères, des mercantis vendent aux troupiers, très cher, de l'alcool, de l'absinthe et autres poisons.

De jeunes soldats demandent l'oubli et l'illusion de la force à ces affreuses mixtures. Ils boivent coup sur coup, deux, trois verres et, le lendemain, l'hôpital reçoit quelques hôtes de plus.

L'infanterie de marine ne suffit pas, nous l'avons dit, au service de terre; les fusiliers marins la secondent, ils fournissent la garde des avant-postes de la ligne nord, du côté de la plaine de Manjakandriana. Grande émulation entre les deux corps.

Les marins qui résistent mieux à la maladie traitent un peu dédaigneusement les fantassins.

« Depuis hier soir, écrit le 13 juin un sous-officier du *Dupetit-Thouars*, j'ai quitté le bord, et me voici ce matin, à deux heures, dans une sombre cabane qui me sert de corps de garde; j'ai charge d'âmes puisque je suis responsable d'un secteur de la défense et je préfère veiller et noter mes impressions que dormir. Je viens de lire un journal qui annonce une victoire de la brigade Metzinger. Heureuse brigade! elle marche, tandis que nous moisissons à Tamatave. Et pourtant, nous avons tiré les premiers coups de feu de l'expédition. Alors, il n'était question que de nous; mais depuis le départ du *Primauguet* et du commandant Bienaimé; nous sommes oubliés.

« Sur 700 hommes environ débarqués à Tamatave en décembre dernier, il en reste à peine 150 valides et encore sont-ils des fiévreux de la veille mal guéris et qui retourneront à l'hôpital. Comment résisteraient-ils maintenant à une action sérieuse de quelque durée?

« Chez nous matelots, les malades sont moins nombreux. Nous nous tournons périodiquement nous mettre au vert à bord, aussi la flotte est-elle considérée par les colons comme fournissant actuellement les plus solides défenseurs de Tamatave.

« Il y a sur nos vaisseaux de rudes gaillards sur lesquels on peut compter. Quand nos chefs nous donnent un ordre, ils savent que cet ordre sera exécuté — c'est paré! commandant! — Bien! Ils n'insistent pas, aucun contrôle, ils savent que c'est paré véritablement.

« Paré, mot énergique et que connaissent tous les marins. Une roche est devant le vaisseau, il faut l'éviter; vite un coup de barre — A-t-il suffi? — Est-ce que la vague et le courant ne nous rejettent pas sur l'obstacle? — Paré!

« Le danger est loin, l'obstacle est tourné.

« A terre, même façon de servir.

« — Est-on bientôt prêt, demande un officier?

« — Paré, commandant!

« L'ennemi n'a plus qu'à ouvrir l'œil. Actuellement, les Hovas et autres Malgaches de Farafate et de Manjakandrianomba attendent que nous leur servions un plat de notre façon.

« Le temps nous semble long. En ce moment, tandis que j'écris, mes hommes se reposent mais dorment mal sur un peu de paille, derrière les armes en faisceaux: deux sentinelles sont devant les armes; deux à trente mètres, sur la ligne, vers la plage, et deux autres du côté opposé. Toutes les heures, rondes d'officier et patrouilles.

« Il faut toujours être en éveil. Le moindre bruit inquiète dans le grand silence de la nuit. Une branche d'arbre, une plante prennent des proportions fantastiques.

« Nos marins sont excellents, mais ils se montrent fréquemment trop confiants ou trop écervelés. En cas d'alerte, ordre est donné de ne pas engager l'action, à moins de nécessité absolue. Quant à moi, je dois prévenir immédiatement l'officier qui commande la grand'-garde.

« En tout cas, et quoiqu'il arrive, nous sommes prêts à tenir jusqu'à la dernière extrémité. »

L'arrivée du courrier était pour soldats et marins une fête. Lorsqu'apparaissait au mât de misaine d'un paquebot le pavillon postal, chacun attendait la distribution des lettres; le vaguemestre était entouré, questionné, pressé, dès son retour au cantonnement. Des nouvelles de la France! des nouvelles du pays, des parents, des amis! comme elles étaient lues et relues! Mais aussi quelle tristesse pour les oubliés, pour ceux qui n'avaient rien reçu!

Les courriers étaient rares, depuis que les principaux services du corps expéditionnaire fonctionnaient à Majunga, où tous les paquebots stationnaient.

Parfois, des vaisseaux étrangers s'arrêtaient à Tamatave, ils venaient de Vatomandry où flottaient, depuis le mois de décembre les pavillons anglais, allemand et américain.

Vatomandry n'avait pas cessé d'être en communication avec Tananarive par des voyageurs, des porteurs et des courriers du premier ministre. C'était donc un centre de nouvelles généralement suspects.

Le commandant militaire de Tamatave en tirait cependant quel-

ques renseignements intéressants; la ville en effet est relativement peu éloignée de la capitale Malgaché.

Vatomandry, ville de commerce moins importante que Tamatave, communiquait avec ce poste, avant la guerre, par la voie de terre et par des boutres caboteurs et des pirogues.

Depuis que Tamatave était occupé par nos troupes et en quelque sorte assiégé par les Hovas, le commerce extérieur se faisait par Vatomandry, dont la population s'était provisoirement accrue d'étrangers venus de l'intérieur et réfugiés sur la côte pour s'y embarquer, si leur sécurité à Madagascar était sérieusement menacée.

Les seuls établissements de quelque importance de la ville sont deux maisons américaines et quelques comptoirs anglais.

Avant la guerre, les exportations par Vatomandry s'élevaient à environ 400.000 francs, les importations à 280.000 francs.

Plus au sud, est la ville de Mahanoro ou plus exactement d'Aadorango, car le premier nom est en réalité celui de la cité militaire et administrative, comprenant une cinquantaine de cases. La population est de 3.000 à 4.000 habitants. Avant la rupture entre le gouvernement français et celui de Tananarive, la plupart des commerçants de la ville étaient Mauriciens. On n'y rencontrait que deux Français originaires de la Réunion.

Une note de l'explorateur Foucard, communiquée au D^r Catat, expose, ainsi qu'il suit, quel est le commerce de cette région, en temps normal :

« Les marchandises importées sont principalement les cotonnades, le sel et le rhum. On exporte, directement ou indirectement par d'autres points, du raffia, des rabanes façonnées en sacs pour le sucre, du riz, de la gomme copal, du caoutchouc et de la cire, ces deux dernières matières en petite quantité.

« A Mahanoro, comme dans la plupart des petites villes de la côte, les commerçants sont aussi planteurs. Dans la région du Mangoro, ils récoltent surtout la vanille, et quand les plantations, assez récentes, seront en pleine production, les gousses préparées formeront un important article d'exportation. Evidemment, Mahanoro deviendra, d'ici à quelques années, le principal centre de la vanille, mais en raison de sa grande valeur et de son faible poids qui lui permettent de supporter des frais de transport par terre, elle s'écoulera probablement par les ports voisins.

« En dehors de son établissement principal qui est à Androranga, chaque commerçant possède ordinairement un petit dépôt de marchandises européennes dans sa plantation; il les échange avec les indigènes contre des produits du pays. De temps à autre, il envoie un agent, d'ordinaire un métis européen-betsimisarakaka, avec quelques marchandises dans les villages situés sur les bords du Mangoro. Ces

marchandises destinées à être troquées contre du riz ou du caoutchouc, sont transportées en pirogue, mais, à cause des rapides et des chutes, cette navigation s'arrête forcément à une petite distance de la côte. J'ai pu constater les conséquences d'un tel arrêt, car, en remontant le fleuve, je me suis bientôt trouvé dans des villages que ne visitent jamais les commerçants et où les produits européens sont presque inconnus. »

Même dans cette région placée sous la protection de navires de différentes nations, la sécurité faisait défaut. L'attitude des indigènes devenait de plus en plus hostile. Les colons se tenaient prêts à embarquer au premier signal.

Parmi eux, un sujet anglais, Abraham Kingdon, expulsé de Tananarive par ordre du premier ministre, accusé de complot contre celui-ci; des commerçants, des missionnaires protestants anglais et suédois.

Ils se montraient beaucoup moins confiants dans la sagesse des Hovas. On savait par eux que l'intérieur du pays était troublé, que de plus graves désordres ne tarderaient pas à éclater.

Sur d'autres points de la côte, les indigènes, non contents d'avoir expulsé les Français, avaient attaqué et pillé plusieurs établissements européens.

Dans le sud, au pays des Antanosses ou Antanosy, le désordre était partout. Nous avons dit, dans un précédent chapitre comment les Français de Fort-Dauphin avaient réussi à échapper aux mauvais traitements et à s'embarquer. Leurs maisons et leurs biens furent saccagés.

Les Antanosy sont cependant depuis plus de deux siècles en relations avec la France et paraissent éprouver des sympathies pour nos compatriotes; mais les gouverneurs hovas les surexcitaient contre eux. Il était regrettable que, dès le début de la guerre, un navire français ne se fût pas montré en face de Fort-Dauphin pour en imposer aux indigènes.

Ceux-ci divisés en un grand nombre de tribus, ont cependant un chef ou roi très respecté. Il se nomme Raoul Rabesanatsika et est âgé de quarante à quarante-cinq ans. Ses sujets vis-à-vis de lui se montrent d'une basse servilité.

Les hommes libres considèrent comme un honneur l'extrême faveur d'être autorisés à lui baiser les pieds et à lui lécher les talons. M. Grandidier raconte que, dînant avec Sa Majesté Raoul, il vit le roi jeter à ses courtisans accroupis non loin de la table les os qu'il avait déjà consciencieusement sucés. Les favoris recevaient avec un respect, une joie comique, ces présents royaux.

Les Antanosy sont, comme la plupart des autres peuplades, vicieux et débauchés.

Ils ne faisaient aucune distinction entre Français, Anglais ou Américains dans leurs pillages. Une corvette américaine vint s'embosser devant Fort-Dauphin pour protéger la mission protestante.

Les Hovas eux-mêmes, en résidence à Fort-Dauphin ne tardèrent pas à être menacés.

« Un navire de commerce venant du Sud, disaient les journaux de Tamatave (juillet 1895), rapporte que les Hovas de Fort-Dauphin seraient dans une situation désespérée. Il paraît que le chef d'une importante tribu Antanosy, nommé Rabesanatsika, mettant à profit l'occasion propice de rançonner les Hovas à leur tour, a mis ses guerriers en mouvement, et qu'il les a forcés à se réfugier dans leur forteresse.

« Ce chef aurait dit que, si un navire de guerre venait dans ces parages, il donnerait l'assaut et passerait les *Amboalambo* à la pointe de ses sagaies. Comme la position des Hovas n'est pas tenable, on leur aurait conseillé d'arborer le drapeau blanc et de demander des secours au premier navire venu. »

De même que les Sakalaves, les Antanosy firent en effet déclarer qu'ils étaient disposés à laisser en paix les étrangers et à combattre les seuls Hovas; mais leurs promesses sont de celles dont on n'escompte pas à l'avance la réalisation.

Ces barbares n'avaient assurément qu'un but : rester au moins provisoirement les seuls maîtres de Fort-Dauphin et y ramasser un butin considérable.

Né nous leurrons pas, disaient les colons français qui avaient vécu chez les Antanosy. Ils ne sont pas nos amis; ce qu'ils veulent, c'est piller. Nous connaissons trop ces gens-là pour conserver une illusion quelconque sur leur sens moral et sur les beaux engagements qu'ils prennent.

Quelques Français avaient été surpris au nord et sur d'autres points de Madagascar par la déclaration de guerre. On sait déjà que l'escadre du commandant Bienaimé n'avait pu ni les prévenir ni les rapatrier tous. La plupart réussirent quand même, plus heureux que M. Grevé, à se mettre en lieu sûr. On jugera de leurs aventures d'après le récit suivant (communiqué au *Figaro*) :

« Le 22 novembre, un mois après l'évacuation de Tananarive par nos nationaux, un Français, M. Jean Serneau, se trouvait encore au nord de l'île, à Mandritsara, ville située à égale distance de la baie d'Antongil et de Majunga. M. Serneau était tout entier à son négoce du caoutchouc, lorsqu'il apprit par la rumeur publique la déclaration de guerre.

« Il n'avait évidemment qu'à gagner Tamatave au plus tôt; mais 500 kilomètres l'en séparaient, et il fallait les franchir seul et à la dérobée.



Alerte à Manjakandrianomba.

« Le pays des Antsianaka fut traversé sans notable incident. Le voyageur s'engagea ensuite dans la longue plaine du Mangoro : arrivé à la hauteur du massif d'Ambohitrakoholahy, il tourna brusquement et descendit à travers la grande forêt. Après quelques jours, il était sur le littoral, à Antsaha, propriété de M^{me} Orioux ; quelques lieues le séparaient de Tamatave.

« M. Serneau descendait la rivière Fanarana en pirogue ; pour finir, il a la malchance de débarquer à Melville, en plein poste hova. Aussitôt arrêté, il est traîné, le 18 décembre, au bagne de Mahasoa.

« Chemin faisant, ses gardiens lui montrent la tête de son compatriote, M. de S., récemment plantée au bout d'une perche, le front percé d'une balle.

« Les autorités de Mahasao internèrent le prisonnier au fort de Manjakandrianomba, puis à Soanirana. Il subit un long interrogatoire, à la suite duquel il fut séquestré, en attendant un ordre de Tananarive. Cet ordre ne devait arriver que le 10 mars.

« Ce fut vers cette époque que l'ex-gouverneur de Tamatave, Rainiandriampandry, reçut la nouvelle de sa promotion au grade de 16^e honneur, maréchal ! sans doute pour avoir défendu sa bonne ville contre nos marins jusqu'au huitième coup de canon.

« Les principaux officiers qui composent l'état-major sont : Radoara, interprète bien connu des amiraux Galiber et Miot pendant la guerre de 1883-1885 ; Emmanuel Ramonta, Rafiringa, Ratsitokama, le grand juge Alphonse Philibert et le docteur Joseph Rasanimanama, de la Faculté de Montpellier.

« Les forces malgaches s'élèvent à 2.000 ou 2.500 hommes, dont un millier environ de Hovas ; les autres, recrutés dans les tribus des Betsimisaraka et des Antaimoro, n'ont qu'une lance, une hache ou un couteau. Chaque compagnie est commandée par un des cadets hovas formés, il y a cinq ans, par le capitaine Lavoisot. Leur instructeur commande aujourd'hui en second les troupes françaises de Tamatave.

« Au dire de M. Serneau, les soldats malgaches sont décimés par la misère et les fièvres. Le gouvernement leur fournit, chaque huit jours, un petit sac de riz non décortiqué. On tue six bœufs par semaine ; on les distribue aux six villages de Soanirana, Manjakandrianomba, Ampangalana, Sahamafy, Tetezamalana et Tanandava. Les chefs ajoutent de leur côté quelques distributions supplémentaires de vivres ; par exemple, le grand juge fournit chaque mois un bœuf et vingt-cinq sacs de riz. Mais ces approvisionnements sont très insuffisants. Les soldats qui possèdent quelque argent sont obligés d'acheter des vivres aux officiers qui sont en même temps cantiniers. Les moins fortunés leur empruntent quelques piastres à un taux exorbitant et finissent par se ruiner entièrement.

« Lors du bombardement du 27 décembre par les feux de notre artillerie combinés avec ceux du fort et des navires en rade, M. Serneau se trouvait à Soanirana. Les obus, disait-il, faisaient rage. Naturellement, toute la population s'était enfuie. Dans le village de Tetezamalama, bien des maisons furent endommagées ; dix Malgaches furent tués par les éclats d'obus.

« Le 23 janvier, nouveau bombardement. Cette fois, un projectile entra par la fenêtre dans la maison de Rainiandriampandry et éclata. Un de ses fils fut tué net. Peu de temps auparavant, il avait perdu sa femme.

« Enfin, le 10 mars, parvint l'ordre d'amener le prisonnier français à Tananarive. Une escorte de soldats le conduisit par un chemin tout

différent de la route ordinaire, et qui pourrait bien être le fameux chemin dit de Radama I^{er}, qui irait directement de Mahasoà à Beforona en passant par Fetaomby.

« Après dix jours de marche, le convoi arrivait à la capitale. M. Serneau fut écroué et sévèrement gardé à Ambanidia, faubourg situé au pied de Tananarive. Le 20 mars, il comparaisait devant les juges malgaches au tribunal d'Avaradrova, près du palais de la Reine. Leurs longs interrogatoires n'ayant pu convaincre M. Serneau d'espionnage, les juges lui proposèrent de se faire naturaliser Hova. Le prisonnier accepta et obtint par suite un peu plus de liberté.

« Il s'en servit pour constater que les Malgaches ont enfoncé les portes de la Résidence de France et s'y sont installés. La maison de l'évêque catholique, est occupée pour le moment par un proche parent de la Reine, Razafimanontsoa. Les marchandises des commerçants français ont été vendues à l'encan, au profit du gouvernement malgache.

« Dix jours après son arrivée à Tananarive, dans la nuit du 30 mars, M. Serneau, profitant de la négligence des gardiens, prit la clef des champs et se dirigea vers le pays betsiléo. Il marchait la nuit, évitant les villages et les chemins frayés. Le matin, vers cinq heures, il faisait halte, se cachait dans quelque fourré ou au milieu des *longoza* (espèce de balisier), s'y reposait après avoir mangé du manioc cru arraché d'un champ voisin.

« Le 7 avril, dans la nuit, le fugitif était en vue de Fianarantsoa; il prenait quelques heures de repos, puis, à trois heures du matin, il repartait vers l'Est afin de gagner la forêt et le pays des Tanala. Après huit jours de marche au milieu de cette peuplade indépendante M. Serneau arrivait à Alakata, s'y reposait deux jours et remontait vers le Nord-Est jusqu'à Vatomandry. Là, tapis dans la brousse, au sommet d'une colline, il attendit avec anxiété l'arrivée d'un navire. Peu de jours après, le *Crocodile*, appartenant à M. Détienne, commerçant de Maurice, entra en rade. M. Serneau sort en hâte de sa cachette et court à Vatomandry exposer son cas à l'agent de M. Détienne. Mais celui-ci lui refuse le passage, et, pour comble de malheur, des soldats malgaches, survenant, s'emparent du fugitif et l'enferment.

« Plus humains que l'agent de M. Détienne, M. Geldar, commerçant américain, et l'agent de la maison Proctor, de Tamatave, envoyaient au prisonnier des provisions et de l'argent. Ils tentèrent même de délivrer M. Serneau en le faisant passer pour Mauricien et sujet britannique. En tout cas, le gardien chef gagné, on permettait à M. Serneau de circuler dans son emplacement.

« Peu de temps après, arrive le *Myrthlem*, navire américain appartenant à M. Geldar. Celui-ci en avise M. Serneau, lui fixe le jour du

départ du bateau et l'avertit qu'en temps opportun il trouvera sur la plage un canot. Au moment convenu — il était une heure du matin — le prisonnier, s'échappant de sa prison, gagne la plage et prestement arrive au *Myrthlem*, d'où il a la consolation d'entendre ses gardiens se lamenter sur son départ¹. »

D'autres, comme M. Grevé, avaient été moins heureux. A peu de distance de Tananarive et particulièrement au pays des Betsileos, les autorités hovas n'avaient plus assez d'autorité pour faire respecter l'ordre et pour protéger les habitants contre les bandes de brigands qui infestaient les campagnes, terrorisant tout sur leur passage. Contre eux, les fonctionnaires malgaches, n'ayant plus que très peu de soldats à leur disposition, se déclaraient impuissants. L'anarchie se développait donc et seule l'occupation française pourrait y mettre fin.

Les Bara étaient en pleine révolte, ou plus exactement, profitaient des troubles du moment et de la guerre entre Français et Hovas pour entrer en campagne et tenter de vastes pillages et de lointaines razzias.

Les Bara sont des peuplades semi-indépendantes, très belliqueuses, composées de bandits audacieux, qui restèrent toujours rebelles à la domination du gouvernement central de Madagascar. Ils vivent dans une région très mal connue au sud-ouest de Fianarantsoa. Leur ville principale est Ihosy. Là seulement, les Hovas ont réussi, à grand-peine et après de nombreuses expéditions, à installer un poste; mais, depuis la rupture avec la France, Rainalalarivony dirigeait toutes les troupes disponibles vers Tananarive et Farafate et sur la route de Majunga à la capitale. Les Bara ne pouvaient laisser échapper une si belle occasion de prendre les armes, à la grande terreur de leurs voisins les Betsileos, premières victimes de leurs incursions, pauvres diables considérés par tous à Madagascar comme taillables et corvéables à merci.

Le pays Bara est en pleines montagnes granitiques, très riches, assure-t-on, en or et en cuivre; mais jusqu'à présent, l'humeur peu facile des habitants n'a pas permis aux explorateurs d'étudier sérieusement la région et le terrain.

« Les Bara, dit le Père Piolet, que nous avons déjà cité, et dont le témoignage, en ce qui concerne les hommes et les choses de Madagascar, fait autorité, ressemblent aux Betsileos, mais avec un aspect et un extérieur plus grossier.

« Ils sont aussi plus grands et leurs membres plus grêles. Ce qui les distingue surtout, c'est leur chevelure disposée en grosses boucles sur la tête. Ces boucles, dont un énorme chignon occupe le centre, sont enduites de graisse, de cire et souvent de terre blanche. Un os

1. *Figaro* du 7 août 1895.

blanc de la grandeur d'une pièce de cinq francs, légèrement convexe, est attaché par un fil au milieu de leur front. C'est un talisman auquel ils attachent la plus grande importance. Ils en ont souvent un autre, attaché par un cordon autour du cou, et leur pendant sur la poitrine, au milieu des tatouages les plus divers et les plus bizarres.

« Ils ne vont jamais sans leurs armes, comme leurs voisins du sud ou de l'ouest; ils dorment avec elles et, ce qui frappe au premier coup d'œil quand on les aperçoit, ce sont leurs fusils aux culasses ornées de nombreux clous de cuivre toujours brillants, leurs sagaies polies et étincelantes. »

Les Betsileos, sans cesse menacés par les Bara, sont beaucoup plus nombreux que ces derniers. Leur tribu ne compte pas moins de 600.000 âmes. Les Pères Albinal et la Vaissière¹ ont tracé du Betsileo le portrait suivant :

« Le Betsileo, disent-ils, a généralement le visage plus noir que le Hova, ses lèvres sont plus épaisses, son nez plus aplati, son front plus bas; tout l'ensemble de ses traits accuse, en un mot, plus de grossièreté que chez son vainqueur de l'Imerina. Mais il a, en revanche, une stature plus haute et des membres plus forts, mieux proportionnés. Hommes et femmes portaient autrefois la chevelure artistement tressée. Cet usage tend à disparaître aujourd'hui chez les hommes. Les femmes cependant l'ont encore retenu, et possèdent, jusqu'à la perfection, le talent de donner à leurs cheveux toute espèce de formes.

« Le caractère du Betsileo se ressent de son tempérament peu nerveux et souvent lymphatique. Quoique grand et robuste, il est moins énergique au travail que le Hova, moins capable d'efforts vigoureux. Mais aussi, il est plus doux, plus calme, et n'est point porté aux mêmes spéculations véreuses. Le vrai bonheur pour lui consiste à vivre au milieu de ses propriétés, entouré d'une nombreuse famille qui le vénère, occupé à planter ses rizières, ses champs de maïs ou de manioc, et à se livrer tout entier au soin de ses nombreux troupeaux de bœufs. Bien que, sous le rapport de la moralité, les Betsileos ne soient pas de beaucoup supérieurs aux Malgaches des autres tribus, ils sont un peu moins voleurs et paraissent en général plus probes que le Hova. Aussi ne tolèrent-ils pas une injustice, et se montrent-ils d'un entêtement incroyable dans leurs procès...

« Comme intelligence, le Betsileo semble suivre de fort près le Hova. On le remarque facilement dans les écoles où ses enfants arrivent souvent à l'emporter sur leurs émules de l'Imerina. Ce qui ne les empêchera pas plus tard en raison de leur simplicité, de devenir les victimes de la rouerie des commerçants hovas. »

1. Voir *Madagascar*, par le P. Piolot.

La tribu des Betsileos est considérée comme la seule à Madagascar ayant quelques sentiments, quelques goûts artistiques. Les voyageurs ont remarqué chez eux, particulièrement sur les tombeaux, des motifs de décoration originaux, faits de losanges, de lignes brisées, d'un effet souvent très heureux et non dépourvu d'harmonie.

Mais ce peuple doux, intelligent et disposé à la recherche du beau, n'a pas su rester fort, il a été conquis et odieusement exploité; il l'est encore et ne songe pas à résister. Les Hovas du reste occupent dans le pays un certain nombre de postes assurant leur domination. Ils sont fortement installés dans la capitale, Fianarantsoa, reliée par deux chemins de porteurs à la côte Ouest et à la côte Est. Le climat est très sain, la contrée remarquablement belle et pittoresque¹, les habitants se montrent dociles, travailleurs et honnêtes.

Les Bara se précipitèrent, comme une bande de loups affamés, sur ces pauvres gens qui leur offraient une proie facile; ils attaquèrent les villages, tuèrent les hommes, enlevèrent le bétail, emmenèrent les femmes et les enfants en captivité.

Les populations désarmées n'avaient d'autre ressource que de prendre la fuite en toute hâte et de se cacher en d'antiques cavernes.

Les pillards Bara que nulle troupe organisée n'arrêtait plus, se livraient à tous les excès.

Aussi, beaucoup de Hovas effrayés et redoutant surtout les conséquences d'une guerre prolongée souhaitaient la paix; mais l'orgueilleux Rainalairivony ne voulait rien entendre. Il continuait à réunir des troupes à Tananarive et à envoyer des renforts aux corps qui opéraient sur la route de Majunga.

A ceux qui désespéraient et qui prévoyaient l'issue fatale de la campagne, il opposait la résistance de Farafate. « Depuis plusieurs mois, disait-il, les Français sont installés à Tamatave, ils y ont réuni de l'infanterie, des marins, beaucoup d'artillerie et cependant, ils n'avancent pas. La garnison malgache de Farafate leur barre le chemin, de même qu'en 1885; ils ne tentent même pas de donner l'assaut à nos formidables retranchements. » Un incident ne devait pas tarder cependant à inspirer plus de modestie aux chefs Hovas devant Tamatave. Ils tenaient bon sans doute, mais parce que le petit corps français ne comptait plus qu'un chiffre dérisoire de combattants et ne recevait pas de renforts.

Malgré leur supériorité numérique et les hableries de leurs « honneurs », les Malgaches n'osaient pas sortir de leurs lignes, de leurs terriers, et tenter de déloger les Français de leurs positions. Ils savaient bien que la poignée d'hommes du colonel Giovellina, s'ils risquaient l'aventure, les ramènerait, baïonnette dans les reins, aux

1. Avant la guerre un sous-résident français, le Dr Besson, représentait la France à Fianarantsoa.

retranchements de Manjakandrianomba et de Farafate. Ils n'étaient forts et vantards que derrière leurs marais infranchissables.

Les artilleurs qu'ils avaient formés et instruits n'étaient encore que de médiocres soldats, de déplorables pointeurs. Aucun obus malgache n'avait causé de sérieux dommages au camp français.

Nos fantassins de marine, au contraire, bien que réduits à un effectif insignifiant, et leurs camarades de l'artillerie, non seulement gardaient bien les lignes de fortification construites autour de Tamatave, mais prenaient plaisir à expédier dans la campagne et à menacer de près les postes Hovas.

Nos artilleurs enfin, ceux de l'escadre et ceux des batteries de terre, avec une adresse remarquable, bouleversaient fréquemment les travaux malgaches et infligeaient à l'ennemi des pertes graves.

Le colonel Giovellina, secondé par le capitaine d'artillerie Barrera, avait fait mettre en batterie sur le vieux fort de Tamatave, dont les brèches étaient réparées, plusieurs pièces de marine qui y furent hissées, non sans peine.

Elles étaient prêtes à ouvrir le feu vers le 15 juin. On n'attendait qu'une occasion pour les expérimenter.

Le commandant militaire de Tamatave était assez exactement renseigné par des agents secrets sur les mouvements et sur les dispositions de l'ennemi. Il savait que le chef hova Rabehevitra avait demandé et obtenu de nouveaux renforts.

Le 26 juin, nos vedettes signalaient une agitation inaccoutumée dans les retranchements malgaches. Le colonel Giovellina est averti; il se rend aussitôt, avec plusieurs officiers, au fort de Tamatave. Le capitaine Barrera n'attend que le signal pour bombarder.

Un premier coup de canon met en émoi toute la ville. Les rares correspondants de journaux encore présents à Tamatave se précipitent à leur poste, les magasins se ferment en quelques instants, la population entière est dehors: commerçants, indigènes courent à l'observatoire, non loin du fort, en bonne place pour tout voir.

La foule était donc considérable, lorsque l'artillerie malgache essaya de riposter. Pauvre artillerie, fut-elle assez raillée! Ses obus tombaient à un kilomètre des positions françaises, et leurs éclats n'atteignaient que de maigres bambous isolés dans la campagne.

Le capitaine Barrera dirigeait le feu de la batterie française d'abord vers Samafy, puis vers Farafate même.

Nos artilleurs manœvraient comme aux grands exercices de tir du camp de Châlons ou des Salins d'Hyères. On comptait parmi eux d'excellents pointeurs.

Le coup part. Toutes les lorgnettes sont braquées dans la direction du point visé. Seconde détonation lointaine et sourde, c'est l'obus qui vient d'éclater, accablant d'une pluie de fer un large espace, la

terre est labourée; la mitraille soulève un nuage de poussière, des pierres, des branches d'arbre, des débris de toute sorte sont dispersés et volent en l'air.

— Bravo! s'écrient les bons spectateurs venus de Tamatave. Ils battent des mains comme au théâtre. Les indigènes au milieu d'eux dansent de joie et poussent des cris.

Les retranchements ennemis sont entamés.

Le feu continue; c'est vers le centre même de Farafate qu'une grosse pièce est pointée.

Détonation imposante, puis quelques secondes de silence, enfin l'obus tombe, il éclate en touchant terre; on entend comme un déchirement lointain, puis une explosion formidable fait tout trembler; une immense gerbe de feu s'élève dans les airs, et d'autres explosions se produisent.

La secousse a été si violente que plusieurs des spectateurs tombent à terre et que le vieux fort de Tamatave lui-même, occupé par nous, est ébranlé sur ses bases.

Un nuage de fumée, sillonné d'éclairs, enveloppe Farafate. Aucun doute, c'est une poudrière ennemie qui vient de sauter. La foule en délire pousse des acclamations frénétiques.

— Hourra! vive la France!

— Vivent les artilleurs!

Ce sont des bravos et des applaudissements sans fin. Les indigènes se trémoussent comme des fous.

Dans le fort, la joie, quoique moins désordonnée, est aussi vive. L'heureux pointeur, un quartier-maître du *Papin*, tout surpris lui-même de son triomphe, est à son poste. Il agite sa coiffure.

Le colonel Giovellina s'approche de lui et lui serre la main; il n'y a du reste pas d'autre moyen de complimenter l'heureux artilleur, au milieu du vacarme. Les officiers et soldats d'infanterie de marine font une ovation ardente au capitaine Barrera, entouré, pressé, fêté par tous.

Mais le feu vient de se déclarer dans les bâtiments hovas, voisins de la poudrière, les flammes s'élançant au-dessus des manguiers qui font une ceinture à la batterie ennemie, tandis que le gros nuage de l'explosion s'élève et, poussé par un vent d'ouest, vient planer quelques instants au-dessus du fort de Tamatave qu'il auréole.

Combien, en cet instant, le colonel Giovellina regretta de n'avoir pas sous ses ordres une colonne d'un millier d'hommes prêts à l'assaut, pour la précipiter sur l'ennemi en désarroi! Avec quelle furie les braves marsouins auraient mené l'attaque! mais on ne comptait pas 150 hommes disponibles. Il fallut donc se contenter d'assister à l'incendie des magasins hovas. Bientôt le jour tomba, l'artillerie se tut.



Revue du 14 juillet à Suberbiavillo.

L'ennemi allait profiter de la nuit pour relever ses blessés, pour réparer en toute hâte les retranchements abattus et pour fermer les brèches.

Le lendemain, de grand matin, sous la protection de l'artillerie du fort, une reconnaissance, composée de huit hommes d'infanterie de marine, sous les ordres du lieutenant Robin, fut envoyée dans la direction de Farafate. Les instructions données à cet excellent officier, qui avait déjà rempli plusieurs missions périlleuses autour de Tamatave, lui enjoignaient de s'approcher le plus près possible de l'endroit où l'explosion s'était produite et d'en constater les ravages. Le lieutenant et ses hommes avancent courageusement, profitant de tous les obstacles; mais l'ennemi les a vus et sans doute, afin de bien prouver

qu'il est déjà remis de la chaude alerte de la veille, il les accable de projectiles. Les salves de mousqueterie, la canonnade éclatent sur toute la ligne hova.

Les Malgaches ont donc encore des munitions! L'explosion de la veille n'est plus, hélas! qu'un épisode de guerre sans effet décisif.

Nos marsouins, cependant, et leur vaillant officier, le lieutenant Robin, avançaient toujours, dédaignant balles et obus; mais le feu redoubla d'intensité. D'autre part, un fort détachement Hova était sorti des lignes de Farafate et, passant un marais, se dirigeait de façon à couper la retraite à la faible reconnaissance française.

Le lieutenant Robin n'avait plus qu'à se retirer. Le fort de Tamatave allait du reste arrêter la sortie des Malgaches. Quelques obus bien envoyés modérèrent l'ardeur des guerriers de Ranavolo. Ils ne poussèrent pas plus avant, tournèrent le dos et regagnèrent en toute hâte leurs casemates.

La reconnaissance du lieutenant Robin eut du moins pour résultat de démontrer aux optimistes ultra que la batterie Hova fonctionnait encore et qu'elle n'avait pas irrémédiablement souffert de la terrible explosion de la veille. Bien mieux, les marsouins arrivaient au fort, quand, à la grande surprise des badauds de Tamatave, un obus de l'ennemi éclata à moins de cinquante mètres de l'observatoire où se groupaient les curieux.

Ah! ces derniers n'attendirent pas le second projectile. Ce fut une déroute, un sauve-qui-peut général. Deux, trois obus tombèrent encore au même point, sans faire, heureusement, aucune victime. Les habitants réintégrèrent leur domicile et comprirent mieux désormais les dangers du jeu de la guerre¹.

Quant aux Hovas, ils semblaient, incapables qu'ils étaient de venger l'explosion de la veille, vouloir continuer à faire surtout beaucoup de bruit. Ils continuèrent à tirer.

Le même jour, 27 juin, un navire de guerre anglais, le *Marathon*, entrant au port, ils lâchèrent plusieurs bordées. Personne ne fut atteint.

Le lendemain, le commandant du *Marathon* célébra le 58^e anni-

1. Chaque obus, écrivait-on au *Monde illustré* du 10 août, était anxieusement suivi jusqu'à complet effet; mais, au sixième coup de canon, ah! mes amis, quel spectacle! un éclatement se produit à Farafate, aussitôt accompagné d'une immense explosion; un nuage épais s'élève au-dessus du fort ennemi; des milliers d'explosions partielles se produisent dans ce nuage. les cartouches sans doute, la fumée s'étend, grossit à vue d'œil, Farafate disparaît à nos yeux, une formidable explosion nous arrive: Aie! Ah! quelle secousse! tout est ébranlé, les vitres tombent de toutes parts, le vieux fort [de Tamatave] est ébranlé sur ses bases, et nous en ressentons les secousses; ce n'est qu'un cri. Farafate vient de sauter! L'on ne peut le croire, l'on regarde encore ce gros nuage terrible s'élevant au-dessus d'une masse de terre fumante; c'est pourtant vrai, oh alors! quel tapage! que de cris! Hourra! Vive la France! des milliers d'applaudissements. La foule devant le fort est dans le délire, les Malgaches ne savent comment exprimer leur joie; l'on a devant soi une foule grouillante, se contortionnant de mille façons et tapant des mains.

Au fort, le pointeur est encore à sa pièce; le brave garçon ne peut s'expliquer encore tout ce tumulte; il se découvre; le colonel Colonna ne peut que lui serrer la main, essayant en vain un compliment, ovations de toutes parts: le capitaine d'artillerie de marine Barrera est enlevé, les marsouins envahissent le fort, chacun veut son canonnier, et l'on fraternise; au dehors, la foule assiste toujours au

versaire du couronnement de la reine Victoria et reçut à cette occasion à déjeuner le lieutenant-colonel de Giovellina, le commandant Campion, M. Chalain, résident de France et le consul anglais M. Sauzier.

Le soir même, le *Marathon*, qui devait revenir à Tamatave quelques jours plus tard, se dirigea vers le sud, pour recueillir un certain nombre de ses nationaux désireux de quitter l'île, parmi lesquels plusieurs missionnaires de la « London missionary Society ». Ces derniers avouèrent que, sans attendre un ordre d'expulsion probable, beaucoup d'Anglais se préparaient à abandonner Madagascar, où leur sécurité, au milieu de populations surexcitées était sérieusement menacée.

Le fort de Tamatave imposa promptement silence à la batterie ennemie qui avait envoyé plusieurs obus vers le *Marathon*.

Quelques-uns des colons restés dans la ville n'attendaient que le premier paquebot pour la quitter, et les renforts n'arrivaient pas. Le colonel Giovellina, afin de mieux assurer la sécurité de la place et d'alléger un peu le service de la garnison, fit appel aux Français peu nombreux du reste, appartenant à la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale qui se trouvaient à Tamatave. Il les organisa, les arma et leur confia la garde de certains points, en cas d'alerte.

On sut, peu après, que l'explosion du 26 juin avait tué ou blessé un grand nombre de Malgaches au cantonnement de Farafate.

Le premier ministre, malgré la résistance de Farafate, avait songé à faire évacuer la place et à appeler à Tananarive les troupes qui s'y tenaient depuis plusieurs mois en face de Tamatave.

« Il nous faut, avait-il écrit au gouverneur, abandonner momentanément les côtes aux Vasahas, jusqu'à ce que nous puissions régler cette affaire plus tard. Il est, en conséquence, inutile d'essayer de résister et il vaut mieux que vous ralliez l'Imérina avec toutes vos forces, car c'est ici que nous devons nous concentrer pour la défense commune. »

tableau qui l'enivre; le feu a suivi l'explosion et les flammes s'élèvent d'entre les arbres qui masquent la batterie; le gros nuage subsiste toujours; un vent d'ouest le pousse vers nous, semblant vouloir l'amener au-dessus de la pièce, comme pour la couronner !

Le lendemain, 27 juin, le tir recommence dans la même direction; il s'agit de couvrir une reconnaissance qui est allée constater les dégâts du tir de la veille; naturellement les Hovas sont heureux de nous prouver immédiatement que l'explosion de la grande poudrière ne les a pas dépourvus de munitions et pour ce, ils commencent à canonner sérieusement nos pauvres marsouins qu'ils aperçoivent à leur droite. Hélas ! mal leur en prit, nos canonniers sont à leur poste depuis le matin, et dame, la réponse n'a pas été longue ! boum, boum ! feu partout ! pauvres Hovas, pensais-je ! Mais quoi donc ? c'est-ce, des cris, des clameurs, une détonation tout près de nous, je vois tout le monde courir, ah ! lecteurs, je n'ai jamais tant ri ! Les Hovas, dans un effort désespéré, ont réussi à faire tomber un obus à 50 mètres en avant du fort et tout près de cette foule curieuse et affamée de poudre ! ah ! quel sauve-qui-peut ! les Malgaches surtout n'ont point assez de leurs jambes pour courir ; en cinq minutes, tout est déblayé ; pan, un deuxième obus, heureusement trop à droite ; puis un troisième. Inutile de vous dire que nous ne sommes pas inactifs et nos pièces tirent sans discontinuer ; nous réussissons à mettre un peu de plomb dans leur cervelle ! (sic) ... car ils comprennent leur impuissance, ils se taisent la reconnaissance rentre fort heureusement et nous cessons le tir.

Le gouverneur répondit à la reine :

« Reine, ayez confiance; tant que nous serons ici, aucun Vasaha ne mettra le pied à Farafatra. Qu'on tienne partout comme nous tenons ici, et les Français ne sont pas encore maîtres de Madagascar. Nous prenons la résolution d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité. »

La situation à Tamatave n'était donc pas sensiblement modifiée, et rien n'indiquait encore qu'elle dût avant peu prendre fin, puisque le corps expéditionnaire français portait tout son effort sur la route de Majunga à Tananarive.

A Tamatave comme à Suberbieville, comme dans tous les cantonnements et camps français, fut célébrée, le 14 juillet, la fête nationale, mais elle n'eut pas le même caractère d'entrain, de gaieté que parmi les troupes du corps expéditionnaire. La garnison avait été trop cruellement éprouvée, elle comptait encore un trop grand nombre de malades pour se réjouir sans arrière-pensée. Quant aux colons, ils souffraient eux aussi d'un blocus qui leur semblait interminable.

Cependant, le colonel Giovellina et ses officiers firent de leur mieux pour animer la fête. Le 13 juillet au soir, la ville fut parcourue par une retraite aux flambeaux. Le lendemain, revue, distributions extraordinaires et jeux sur la plage.

Guidés par une pieuse pensée, colons, officiers et soldats se portèrent au monument commémoratif élevé en l'honneur des combattants de 1885, associant ainsi dans un même hommage la patrie et ceux qui étaient morts pour elle.

Enfin, la colonie française se présenta à la résidence, ayant en tête le doyen de nos nationaux à Tamatave M. Bonnemaison. Elle fut reçue par le commandant Champion. Aux souhaits et aux vœux des colons pour la France et son armée, le commandant répondit :

« Messieurs,

« Après les paroles si pleines de patriotisme que vient de prononcer notre distingué compatriote, le hardi colon de la première heure, je crains que mon éloquence ne soit pas à la hauteur de ma bonne volonté.

« Marins et militaires, nous sommes faits pour l'action, et les luttes oratoires nous font peur.

« Le très grand honneur qui m'est fait de représenter à Tamatave la haute autorité militaire française est quelquefois un peu lourd; mais aujourd'hui, cet honneur m'est bien doux, car il me permet de me mettre en communion d'idées avec vous tous.

« Depuis huit mois que nous sommes étroitement enfermés sur cette pointe de sable, vous n'avez cessé de faciliter notre tâche, com-

prenant qu'après les jours mauvais viendraient les heures tranquilles.

« Je vous en remercie, messieurs, très sincèrement.

« Faites-nous encore crédit de quelques semaines.

« Bientôt nos vaillantes troupes, gravissant les hauts plateaux de l'Emyrne, iront planter sur le château d'Argent le drapeau de la justice et de la liberté.

« La France, pour atteindre ce but de civilisation glorieuse, n'a ménagé ni son or, ni le sang de ses enfants.

« Dans ce jour solennel, messieurs, adressons à notre chère patrie l'expression de notre vive reconnaissance, nos vœux les plus ardents, et que nos voix s'unissent pour lui envoyer de tout cœur notre vibrant salut filial :

« Vive la France! »

« Vive la République! »

Tous les vaisseaux de l'escadre étaient pavoisés. *Le Dupetit-Thouars*, le matin, à midi et le soir, tira les salves réglementaires.

Le commandant du vaisseau anglais, le *Marathon* s'associa lui-même à notre fête nationale, en faisant arborer, dès l'aube, son grand pavois et en ordonnant un salut de 21 coups de canon au drapeau français.

L'abstention d'un autre vaisseau étranger, le *Castine* de la marine des Etats-Unis fut au contraire très remarquée.

On sait qu'un Américain le sieur Waller avait été arrêté et condamné comme espion, avec une rare mansuétude, puisqu'au lieu d'envoyer cet individu au peloton d'exécution le conseil de guerre se contenta de lui infliger plusieurs années de prison.

Le gouvernement des Etats-Unis s'était ému cependant de cette condamnation très justifiée. Quelques dissentiments sur lesquels nous reviendrons surgirent à cette occasion entre Washington et Paris.

CHAPITRE XX

Français et Malgaches

De Majunga à Suberbieville. — Les postes français et leurs garnisons. — Tirailleurs sakalaves fusillés. — Relations avec les Sakalaves. — Prisonniers hovas. — Fahavolos et pillards. — Une exécution. — Expéditions de bandits. — Esclaves prisonniers. — Distractions des soldats. — Parties de chasse. — La pêche. — Le courrier. — Types malgaches. — Concerts au bivouac. — Combats de coqs. — La légende du singe. — Mœurs et pratiques. — L'armée du Salut à Madagascar. — Galanterie française. — Troupiers épousant des princesses. — Bruits de bivouac. — Anniversaires de 1870.

Vers le 15 juillet, le corps expéditionnaire occupait une ligne d'environ 230 kilomètres sur la route de Majunga à Tananarive et devait garder un certain nombre de postes pour assurer la sécurité de nos communications, non que les Hovas eussent laissé en arrière des détachements assez importants pour nous inquiéter, mais parce que nos bons alliés les Sakalaves n'inspiraient plus la moindre confiance. Ils n'avaient tenu aucune de leurs promesses et les pillards de la race, loin de diminuer, devenaient plus nombreux. L'armée des Fahavolos se reconstituait, prête à détrousser nos convois et même à attaquer nos petits postes, si elle était renseignée sur quelque bon coup à tenter dans le voisinage.

On ne pouvait encore organiser contre ces détrousseurs des colonnes mobiles pour en purger la contrée; mais il semblait prudent de se garder contre leurs incursions.

Le général Duchesne était d'autant mieux autorisé à se montrer impitoyable à leur égard qu'il maintenait parmi ses troupes une sévère discipline.

Il n'avait pas hésité à faire des exemples pour couper court à toutes les tentatives de pillage.

En juillet, quatre tirailleurs sakalaves du régiment colonial avaient été arrêtés et remis à la prévôté, comme coupables de viol et de meurtre d'une femme indigène et d'incendie d'un village.

L'affaire fut rapidement instruite, les accusés, en présence de témoignages accablants ne pouvaient nier.

L'un d'eux, surnommé Bouton-Cinq, reconnu avoir assassiné la malheureuse femme sakalave; ses trois complices Bouton-Quatre, Laimanga et Ziquini ne parvinrent pas à se disculper.

Tous quatre comparurent devant le 1^{er} conseil de guerre à Suberbieville, présidé par le colonel Andri. Un interprète et même un avocat d'office, M. Fernand Pagès, correspondant du *Gaulois* suivant le

corps expéditionnaire les assistaient ; mais leur crime était certain et la défense à peu près impossible.

« Dans le fond une table grossière, écrivait un témoin oculaire, M. Boudouresque¹, derrière laquelle siégeait le tribunal ; à gauche et à droite deux petites tables, la première pour le commissaire du gouvernement et le greffier, la seconde pour les défenseurs. Sur chacune des tables, un méchant couvre-pieds de troupiers et c'est tout. Dans un décor aussi banal, je ne sais trop ce que serait devenue la majesté toute d'emprunt de nos juges civils ; mais je sais bien que nous fûmes tous vivement impressionnés lorsque retentirent les commandements du sergent chef de la garde d'honneur : « Portez armes ! « Présentez armes ! » et que lentement, un à un, les membres du conseil, président en tête, entrèrent dans la salle, en simple tenue de campagne, sabre au côté, revolver à la ceinture, jugulaire au menton et qu'ils se furent assis au milieu d'un silence plus solennel.

« Les accusés furent interrogés séparément ; mais ce qui fut étrange par-dessus tout ce fut le contraste entre l'attitude des accusés pendant qu'ils se défendaient pied à pied contre l'accusation et celle qu'ils observèrent lorsque, devant la garde assemblée, on leur donna lecture du jugement terrible qui les condamnait tous les quatre à la peine de mort. Autant ils avaient mis de passion, d'énergie et de fougue à s'innocenter, accompagnant leurs paroles de gestes si expressifs que nous les comprenions presque avant que l'interprète juré ne les eût traduites, autant ils avaient vibré contre l'accusation, autant ils restèrent impassibles devant la condamnation sans appel. Pas un mot, pas un geste, pas un tressaillement sur leur physionomie tout à l'heure si mobile et l'on peut avancer à coup sûr que chacun des assistants était plus ému que les quatre condamnés ensemble.

« Cette impassibilité extraordinaire devient plus extraordinaire encore si l'on songe que cette condamnation leur parut hors de toutes proportions avec le crime commis. En effet le respectable Père Bardon, qui passa en leur compagnie plusieurs des heures qui s'écoulèrent entre la condamnation et le jugement — car Laimanga était catholique et demanda à mourir dans sa foi — le Père Bardon me racontait, très ému, que Zikini lui avait dit :

« Nous avons nié à l'audience, mais, en somme, nous avons réellement fait ce que l'on nous reproche. Le conseil de guerre nous a « condamnés à être fusillés : tant pis pour nous, mais nous ne nous « y attendions pas. »

« A la veille d'être exécutés, ils ont demandé l'autorisation de voir « la lune et les étoiles » une dernière fois. On les a laissés près d'un quart d'heure hors de leur tente, sur cette prière, et ce quart

1. Correspondance publiée par le *Petit Marseillais* et par le *Monde illustré*.

d'heure, ils l'ont passé à regarder le ciel, étendus nonchalamment sur le dos; de temps en temps ils répétaient : « Dernière nuit ! Dernière nuit ! Mangé dernier riz ce soir ! » Toutes phrases qu'ils prononçaient sur un ton simple de mélancolie très douce, sans qu'on y pût relever une nuance d'amertume ou même de vif regret. »

Ordre fut donné par le général Duchesne d'exécuter la sentence avec éclat, de façon à faire un exemple retentissant, à prouver aux indigènes que les attentats commis contre eux ne resteraient pas impunis et qu'ils pouvaient compter sur la protection de la France, et à bien apprendre aux soldats que tout désordre serait impitoyablement réprimé.

Le 29 juillet au matin, les troupes présentes à Suberbieville, parmi lesquelles le bataillon de tirailleurs malgaches, prenaient les armes et se portaient vers le terrain où avait eu lieu la revue du 14, près du grand parc à bœufs.

Quatre poteaux, indiquant l'endroit où seraient placés les condamnés étaient plantés en terre, au pied d'une colline. Les troupes prirent position : un détachement en face, deux autres détachements perpendiculairement à la colline, formant un carré dont la quatrième face était jalonnée par les sinistres poteaux.

Au centre du carré, quatre pelotons : deux de tirailleurs malgaches, deux d'infanterie de ligne.

A sept heures, les condamnés en uniforme, la chechia rouge sur la tête, arrivaient sur le terrain, marchant d'un pas résolu au milieu d'une escorte, baïonnette au canon. Ils s'avancèrent sans résistance chacun vers le poteau qui lui était destiné et se laissèrent attacher. Ziquini refusa de se laisser bander les yeux et déclara avec une étonnante fermeté qu'il n'avait pas peur et qu'il mourrait bravement.

Quelques journalistes, des officiers, des indigènes, des convoyeurs assistaient à ce lugubre spectacle.

Les apprêts terminés, les soldats composant les quatre pelotons d'exécution chargèrent leurs armes et épaulèrent. L'adjudant, commandant le feu, baissa son sabre. Au signal convenu, une détonation retentit. Les quatre tirailleurs roulèrent à terre.

On vit alors un de leurs camarades du peloton d'exécution sakalave sortir du rang et aller embrasser un des cadavres. L'homme avait fusillé un ami ou, peut-être, un parent ; il reprit sa place dans le peloton.

Ziquini était tombé sur le dos ; il remuait encore, on dut lui tirer deux balles dans la tête ; le second était tombé dans la position du musulman en prière ; le troisième sur le flanc ; le quatrième, tué sur le coup, avait reçu la décharge en pleine poitrine.

Un médecin militaire constata les décès, et les troupes, clairons en tête, défilèrent devant les cadavres étendus sur le sol ensanglanté.



Cour martiale.

Une heure après, des corvées de porteurs auxiliaires vinrent creuser quatre fosses et y enfouirent les malheureux.

L'effet produit par cette exécution fut considérable, surtout parmi les tirailleurs sakalaves trop disposés à détruire, à piller les villages et à violenter les habitants.

Le général veillait à ce que ses instructions, concernant les rapports des troupes avec les indigènes, fussent partout exécutées.

Il avait promptement rétabli l'ordre à Marovoay après l'assaut; de même à Mevatane et à Suberbieville.

Les correspondants étrangers eux-mêmes, bien que la plupart hostiles à la cause française, durent reconnaître, on le sait déjà, que nos officiers se conduisaient avec humanité.

Tout acte de violence commis sans motif contre un indigène était réprimé.

A Majunga et dans les différents cantonnements entre cette place et Suberbieville, la prévôté exerçait une surveillance active.

De bons rapports s'établissaient du reste presque partout entre soldats et indigènes (à l'exception des nomades). Les prisonniers hovas étaient par ordre bien traités, à leur grande surprise, car ces malheureux, s'imaginaient presque tous que d'horribles traitements les menaçaient dans nos rangs.

Après quelques bousculades, inévitables de suite après l'action, les interprètes les avaient rassurés. Ils eurent quelque peine à leur persuader qu'on ne réduirait pas les captifs en esclavage.

Certains prisonniers craignaient particulièrement d'être condamnés aux fers.

« La peine des fers punit dans l'Imerina les crimes et les délits; sous l'influence des Révérends, on l'a même appliquée pour réprimer l'ivresse publique. Voici en quoi elle consiste : le condamné, homme ou femme, porte au cou et aux chevilles des anneaux de fer rivés, un maillon ou une barre allongée part de chacun d'eux et va se fixer sur une maille unique à mi-hauteur du corps. C'est la grande chaîne. Le patient ne peut se mouvoir qu'avec peine, il marche à petits pas et doit toujours soutenir ces fers d'un poids considérable; malgré les chiffons ou les bracelets de cuir dont il entoure ses chevilles, il est blessé constamment par les anneaux inférieurs. Quelquefois, pour une faute moins grave ou moyennant rançon, les barres sont supprimées; les anneaux du cou et des chevilles restent seuls, c'est la petite chaîne. Enfin, chez les condamnés de caste noble, les attaches rigides sont remplacées par des ficelles de chanvre; pour eux le fer est fady. Comme tout fonctionnaire du gouvernement antimerina — et l'on pardonnera ce rapprochement, il n'est peut-être pas inexact dans certains cas, — le condamné aux fers doit subvenir lui-même à tous ses besoins. Aussi ces malheureux emploient le temps dont ils peuvent disposer à faire quelques petits travaux pour gagner leur nourriture ou à implorer la charité publique¹. »

On expliqua donc aux prisonniers que la France ne les mettrait pas aux fers et qu'elle ne reconnaissait pas d'esclaves. Elle ne faisait pas la guerre pour s'enrichir d'un bétail humain et pour le mettre aux enchères, encore moins pour torturer des captifs et leur infliger des supplices à la façon des Hovas.

Une partie des prisonniers fut employée à différents travaux de route, de terrassements, de construction. Les officiers et sous-officiers

1. *Voyag. à Madagascar* par le Dr Catat.

chargés de les surveiller et de les diriger devaient les traiter sans rigueur inutile.

Les « honneurs » capturés à Marovoay, à Mevatane, à Tsarasotra, à Beritza, furent conduits à Majunga, en attendant la désignation définitive d'un poste d'internement.

Le nombre des blessés hovas abandonnés sur le champ de bataille par leurs frères d'armes, et celui des prisonniers était déjà considérable. De bonnes âmes se préoccupèrent en France, du sort de ces infortunés.

Deux membres de l'Institut, MM. d'Abbadie et Viollet et un sénateur des colonies, M. Isaac firent une démarche près du général Zur Linden, ministre de la guerre, au nom de la « Société de protection des indigènes » et demandèrent que les dispositions de la convention de Genève fussent appliquées à Madagascar.

Le ministre s'empressa d'aviser le général Duchesne de cette démarche. Il reçut du commandant en chef la réponse suivante :

• Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre n° 2326, du 11 mai, relative aux mesures de bienveillance en faveur des indigènes de Madagascar, dont un groupe de membres du Parlement est venu demander de me prescrire l'adoption.

« Je n'ai pas besoin de vous donner l'assurance que mes sentiments sont entièrement conformes à ceux qui vous ont été exprimés. J'ajoute qu'ils ont déjà trouvé, partout, la plus large application et que, non seulement les Sakalaves, mais les Hovas blessés qui ont été trouvés à proximité de nos formations sanitaires ou ont pu y venir demander des soins, ont été recueillis et secourus comme nos propres auxiliaires. Ce fait s'est notamment produit à l'infirmierie-ambulance d'Ambato, où plusieurs blessés ennemis, abandonnés à Trabongy, ont été admis sans hésitation et sont actuellement en traitement.

« CH. DUCHESNE. »

La France observait donc, même envers des adversaires qui n'en connaissent pas le texte et qui n'en pratiquent guère l'esprit, les prescriptions des conventions internationales, tendant à atténuer la barbarie de la guerre et à diminuer les souffrances qu'elle cause.

Mais si le général Duchesne savait exiger que les principes de justice et d'humanité en honneur chez les peuples civilisés ne fussent pas oubliés, il n'avait pas un moindre souci, d'assurer par tous les moyens la sécurité de ses soldats et de l'autorité française.

Les garnisons d'étapes laissées en arrière des corps expédition-

naires et fournies par lui, puisqu'aucune troupe de réserve ne fut envoyée à Madagascar, étaient ainsi reparties :

Majunga, 2 compagnies de la 2^e brigade (1 de Haoussas et 1 d'infanterie de marine); Marovoay, 2 compagnies de la 2^e brigade (1 de Haoussas et 1 d'infanterie de marine); Ankaboka, 2 compagnies de la 1^{re} brigade (200^e régiment); Ambato, 1 compagnie de la 1^{re} brigade (200^e régiment); Marololo, 1 compagnie de la 1^{re} brigade (200^e régiment). Une partie de la première brigade occupait encore Suberbieville et Mavatane, placée sous le commandement supérieur du lieutenant-colonel Pognard du régiment d'Algérie.

Ordre était donné à tous les officiers du service des étapes et des garnisons de l'armée d'appliquer sans la moindre faiblesse les lois de la guerre aux espions et aux Fahavolos.

Les premiers du reste se confondaient presque toujours avec les seconds.

Au commencement de juin, des pillards attaquèrent, près d'Ankaboka, le village de Madirovalo et le mirent à sac. Poursuivis et dispersés, un certain nombre de ces bandits tombèrent entre les mains du 200^e de ligne. Ils furent amenés à Ankaboka. Le 2 juillet, après avoir pris connaissance du rapport relatif à l'affaire, le commandant en chef ordonna l'exécution de six des Fahavolos prisonniers.

Le capitaine Deniau, de la 8^e compagnie du 200^e de ligne, commandait à Ankaboka, il porta cet ordre à la connaissance des troupes :

« Le général, commandant en chef le corps expéditionnaire, a décidé que les six prisonniers les plus compromis dans l'attaque et le pillage du village de Madirovalo et dont les noms suivent, seront passés par les armes :

« 1^o Djoma; 2^o Adrianany; 3^o Ouledy; 4^o Tanaydroza; 5^o Mavalalo; 6^o Toba.

« En conséquence, il sera commandé six escouades pour cette exécution et six sergents. L'adjudant Lafont, de la 8^e compagnie du 200^e de ligne, commandera le feu, qui sera exécuté par les escouades à son commandement.

« Conformément au règlement sur le service des places, chaque sergent, le feu exécuté, se portera à côté du cadavre et lui tirera, à bout portant, une balle dans l'oreille.

« Le lieu de l'exécution sera au pied des tamariniers, près du village indigène. Les corps seront enfouis sur la place même de l'exécution par les hommes commandés à cet effet. Deux sentinelles resteront jusqu'à enfouissement complet des corps et interdiront l'accès du terrain.

« Les prisonniers seront conduits sur le lieu d'exécution les jambes entravées, à six heures et demie du matin. L'exécution aura lieu à sept heures précises. »

L'exécution eut lieu le 3 juillet, en présence du colonel Bailloud et du commandant de la Guillonnière.

Les Fahavolos condamnés écoutèrent lecture de la sentence, impassibles et moururent bravement.

Le 13 juillet, deux chefs sakalaves furent arrêtés par les avant-postes autour de Marovoay et conduits au chef du service des étapes de la place, le capitaine de Mac-Mahon.

Interrogés aussitôt, ils ne purent donner aucune explication plausible de leur présence aux abords de Marovoay. Des rapports les concernant signalaient ces deux chefs comme tout dévoués aux Hovas et restés en relations avec eux. Ils prodiguèrent du reste les protestations d'amitié pour la France et pour les Français, assurant qu'ils nous étaient tout dévoués, prêts à envoyer des porteurs auxiliaires à nos colonnes et à fournir des bœufs; mais le capitaine de Mac-Mahon, que l'expérience avait rendu sceptique, ne tint aucun compte de ces bonnes paroles. Il en connaissait la valeur, il savait quelle confiance pouvaient inspirer les serments de fidélité sakalaves, depuis la fameuse aventure du roi Selima; il ordonna que les deux chefs seraient maintenus en état d'arrestation et conduits, sous bonne escorte, à Majunga, où le conseil de guerre examinerait leur cas et déciderait de leur sort.

Le capitaine les considérait comme des espions envoyés par les Hovas; il insista pour qu'un prompt exemple fût fait, dans l'intérêt de la sécurité du corps expéditionnaire, afin d'en imposer aux indigènes, et en prévision de tentatives renouvelées menaçant notre ligne d'étapes et les communications de l'armée avec la côte.

Sur la rive gauche du Mazahamba, des Fahavolos parcouraient la campagne, et y exerçaient leurs dégradations. Le colonel Bailloud résolut d'y mettre fin. Il forma, dans ce but, deux colonnes, l'une embarquée et dirigée sur la baie de Mazahamba, l'autre mise en route par la voie de terre vers Tsaratavano, de façon à prendre les bandits entre deux feux et à les exterminer sans pitié.

Près d'Ankaboka, des Sakalaves tentèrent de voler les bœufs d'un parc de l'intendance, et réussirent à en faire fuir quelques-uns. Ordre fut donné de pourchasser et de saisir les coupables. Un jeune officier de réserve prit le commandement de l'expédition et arrêta six indigènes, dont la culpabilité ne sembla pas douteuse. Ils comparurent en cour martiale, furent jugés et condamnés à être passés par les armes. Un journaliste, alors à Ankaboka¹, a fait le récit suivant, fort curieux, de l'exécution à laquelle plusieurs des Sakalaves arrêtés échappèrent, grâce à une adresse et à une audace peu communes :

« Le matin de l'exécution, six pelotons de huit hommes s'alignè-

1. Le correspondant du *Temps*.

rent en face des six condamnés que l'on avait adossés à la forêt. Le colonel Bailloud, venu pour s'assurer que tout se passait selon les règles, invita l'officier, qui opérait lui-même, sabre au clair, à expliquer aux condamnés qu'on allait les fusiller comme coupables de vol, etc., etc. Cet officier de réserve connaissait à peine quelques mots de malgache, le discours ne fut pas long : des phrases dans lesquelles revenait souvent le mot *fahavalo*. Un des condamnés comprit cependant, grâce au peloton aligné devant lui, et il s'écria : « Moi fusillé ! ce que cela m'est indifférent ! J'ai été fusillé deux fois par les Hovas et je ne m'en porte pas plus mal. Je me moque de vos balles, car j'ai des *hodys* (amulettes) qui m'en préservent. » L'officier fit charger les armes en ricanant et, au premier mouvement, les six Sakalaves s'accroupirent sous leurs lambas ; on croit qu'ils font leurs dernières prières ou que la peur produit un effet qui les oblige à prendre cette position ; on attend donc quelques minutes. Au commandement de : « En joue ! » nos six lascars se lèvent comme un seul homme et détaillent dans la forêt, au grand ébahissement des assistants et surtout de l'officier de réserve qui ne riait plus du tout ; ils avaient profité de cet accroupissement momentané pour détacher les cordes qui liaient leurs pieds. Il y eut un instant d'hésitation parmi les hommes du peloton : « Tirez ! Ne tirez pas ! » Bref, tout le monde fit feu au hasard. La fusillade cassa la jambe à l'un des condamnés, un autre fut blessé dans le dos, mais on ne s'occupait point d'eux tout d'abord ; l'officier donna l'ordre de fouiller la forêt dans tous les sens ; naturellement, il n'y avait plus personne ; l'homme aux *hodys*, entre autres, lui avait faussé compagnie. »

Cet incident montre bien à quels gaillards nous avons affaire, incapables de combattre, de tenir contre nous en rase campagne, mais ayant toutes les qualités nécessaires pour guerroyer en partisans, nous infliger des pertes, nous inquiéter, et ne pas laisser un instant de repos aux nombreux postes laissés en arrière, composés de soldats anémiés ou fiévreux, et déjà surmenés par un service des plus rigoureux.

Aussi était-il nécessaire d'agir avec promptitude et vigueur, de façon à disperser les bandes déjà en campagne, et à empêcher les indigènes de la région de les rejoindre ou d'en former d'autres.

Cette tâche incombait au colonel Bailloud et aux officiers placés sous ses ordres, en qualité de commandants d'étapes sur la route de Tananarive.

Quelques exemples salutaires produisirent leur effet ; mais pour en finir avec les *Fahavalos*, malheureusement ces commandants d'étape ne disposaient pas d'un nombre suffisant de troupes.

Les bandes continuèrent donc longtemps encore à se recruter, grossies de tous les indigènes dont les cases avaient été détruites, et

de déserteurs hovas. Elles envahirent des villages, les pillèrent, s'emparèrent même de convois de vivres mal gardés.

Un voyageur isolé ou accompagné d'une escorte insuffisante était exposé à tomber entre les mains des brigands.

Le développement pris par les Fahavalos fut signalé au général Duchesne. Les officiers qui suivaient leurs mouvements firent observer que vraisemblablement, faute d'être pourchassés, ces pillards assassins deviendraient plus menaçants, à mesure que l'armée française s'avancerait en Imerne et que la route tracée par le génie ne serait plus sillonnée que par les voitures du service de ravitaillement.

Peut-être alors, les Fahavalos seraient-ils dangereux et rendraient-ils plus difficile encore les communications du quartier-général avec la côte?

Fort à propos, d'importants renforts ne tarderaient pas à arriver, et leur passage en imposerait à un pays encore mal persuadé que la France était cette fois bien résolue à aller jusqu'au bout.

Alors sans doute ne serait pas encore venu le moment d'exterminer les Fahavalos, mais beaucoup peut-être hésiteraient à continuer l'aventureuse existence qui fatalement les conduirait un jour à la potence ou devant le peleton d'exécution.

Rien ne fera mieux comprendre comment opéraient les Fahavalos que le récit d'une attaque de ces bandits, emprunté au bel ouvrage de M. le docteur Catat¹.

« Nous sommes toujours dans la brousse ; la caravane, rangée dans l'ordre accoutumé, décrit de longues sinuosités dans les grandes herbes, les guides et les soldats sont devant, les porteurs les suivent et je ferme la marche, veillant à ce qu'aucun paquet ne reste en arrière. Vers trois heures, j'entends des coups de feu en avant, et je vois bientôt venir se ranger autour de moi mes porteurs de bagages qui poussent de grands cris et paraissent très effrayés. Mes prévisions ne s'étaient réalisées malheureusement que trop tôt, et nous étions attaqués par un fort parti de *fahavalos*. J'étais à ce moment sur une hauteur, et en m'avançant quelque peu il me fut possible de reconnaître nos assaillants. Les *Fahavalos* qui nous cernaient étaient au nombre d'environ cent ou cent-cinquante, la plus grosse troupe était en avant, dissimulée dans le lit desséché d'un ruisseau qui barrait la route ; d'après les mouvements des herbes, il y en avait sur nos côtés et en arrière, mais je ne pouvais préjuger de leur nombre. Je fis rassembler promptement les bagages, je groupai mes hommes autour des charges, et je m'avançai seul vers la troupe du ruisseau, pour parlementer : c'était le seul parti qu'il me restait à prendre et il fallait entrer absolument en composition avec les brigands. Tout cela avait été

1. L'attaque eut lieu à Ankoly, sur la route de Majunga, le 18 octobre 1889.

exécuté très rapidement, et dans cette circonstance, je n'eus qu'à me louer des deux Arabes qui étaient avec moi, et qui empêchèrent absolument mes porteurs malgaches de prendre la fuite comme une volée de moineaux. En approchant des *Fahavalos*, je fus très agréablement surpris de voir ces hommes qui n'avaient pas l'air si terribles qu'on me les avait représentés. Le chef vint à ma rencontre, et il ne se distinguait des autres que par le gros *selana* qu'il portait sur le front, coquillage d'un grand diamètre, entouré de cercles d'argent finement découpés. Nous entrons de suite en arrangement. Le *kabary* commence. Je leur dit qui je suis et pour quel motif très simple je veux traverser leur pays ; c'est cependant assez difficile à leur expliquer, à eux qui croient, fort sagement du reste, que pour qu'un blanc vienne dans leur pays, il faut ou bien qu'il y fasse du commerce, ou bien qu'il serve quelque autre intérêt puissant. Mais un homme qui vient dans leurs brousses pour son plaisir, qui se contente d'y mettre des fourmis dans des bocaux, ou qui casse les cailloux de la route doit être un simple d'esprit ou un menteur. Il me faut choisir, et je me résous à passer aux yeux de ces sauvages pour un simple fou civilisé, ce qui est encore relativement une consolation. La conversation avec ces brigands sakalava est assez pénible, je les comprends à peine, n'étant pas familier avec ce dialecte de l'ouest très différent du dialecte antimérina ; heureusement que Jean Boto, mon homme universel, est venu à mon secours. Avec ce nouveau renfort le *kabary* se prolonge, mais j'ai beaucoup de patience pour le supporter. J'accepte d'ailleurs à peu près les conditions qui me sont imposées : on ne me prendra rien de force, mais le chef des *Fahavalos* visitera mes bagages et prendra ce qui lui conviendra. C'est une sorte de visite douanière, pas plus ennuyeuse, je crois, que certaines que j'ai déjà eu à supporter dans des pays civilisés, et j'espère que ces *Fahavalos* de Madagascar ne se montreront pas trop protectionnistes. Je m'exécute donc de bonne grâce et la visite commence. Je suis si pauvre que mes effets personnels ne les tentent pas, ils se contentent de prendre, dans ma lingerie d'explorateur, deux cravates blanches oubliées au fond de ma malle à la suite d'une soirée officielle quelconque ; mes armes passent ; j'ai bien eu quelques difficultés, mais mes systèmes compliqués de fusils, et mes cartouches métalliques perfectionnées ne les ont pas tentés ; mes collections passent en franchise et ne font qu'exciter à un très haut point leur hilarité et par suite leur bonne humeur ; j'espère que mes instruments auront les mêmes prérogatives. Mais les espérances et les hypothèses même les plus plausibles sont souvent déjouées dans la vie humaine, j'en eus ce jour-là la triste preuve. En examinant mon théodolithe, le chef des brigands voulait absolument prendre l'oculaire et sa petite monture de cuivre pour s'en faire un embout pour sa canne : j'eus toutes les peines du monde à le dissuader de mettre à



Attaque d'un convoi par les Fahavolos.

exécution ce projet, et encore je n'y pus parvenir qu'en lui cédant une des grosses lentilles de mes jumelles de voyages qui me servaient habituellement d'allume-feu pour mes cigarettes, ainsi qu'un objectif de ces mêmes jumelles qu'il mit immédiatement à l'extrémité supérieure de sa canne. Enfin, j'abandonnai la moitié de mes provisions, une partie de mon sel, et toutes mes liqueurs alcooliques. A six heures, je quittais ces *Fahavalos* devenus maintenant mes amis, et Sélim lui-même, leur chef, m'accompagnait jusqu'au village de Antamotamo, me promettant formellement que je n'aurais plus rien à craindre d'eux jusqu'à ma rentrée à Tananarive. Sélim a scrupuleusement tenu cet engagement, et je n'ai plus vu de *Fahavalos* dans cette campagne du nord de Madagascar. Avant d'arriver à Antamotamo, je serrai éner-

giquement la main de Sélim, en lui rappelant ses engagements, et je lui donnai encore sur sa demande (ces hommes sont insatiables) tout le tabac que j'avais sur moi. En approchant du village, les *Fahavalos* et Sélim partirent dans le nord, je les vis s'éloigner dans la brousse, ils disparurent bientôt à mes yeux, et ma jumelle borgne ne pouvait guère me servir pour les suivre plus longtemps du regard. »

Près de là, un autre explorateur français moins heureux, M. Muller avait été assassiné en 1892.

Il importait donc de toujours bien se garder contre cette population ne vivant depuis longtemps que de pillage, menacée par l'occupation française dans son existence même, et capable de tous les méfaits.

Lorsque les routes seraient construites, lorsque les Européens seraient installés à Madagascar dans les principales localités situées sur ces routes, lorsque la guerre serait terminée, la dispersion, l'extermination des *Fahavalos* ne tarderait guère. A tout prix, les Français voudraient pacifier la région et il serait impossible de traiter avec eux comme avec les fonctionnaires *hovas*.

Le *fahavolo* devait donc nécessairement être notre ennemi et il serait traité comme tel, pourchassé et traqué sans aucune pitié. La sécurité des voies de communication de l'armée avec la côte était à ce prix.

Les populations paisibles ne pouvaient du reste que se réjouir du nouvel état de choses; elles ne seraient plus désormais à la merci des brigands.

Peu à peu, les indigènes qui avaient pris la fuite au commencement de la guerre rentraient dans leurs cases. Ceux de Majunga étaient presque tous revenus; ils assistaient avec étonnement à l'arrivée et au débarquement des navires, au va et vient du port et de la plage.

Aux premiers jours de juillet, la *Romanche*¹, le *Soudan*, le *Sham rock*, le *Primauguet* sont en rade.

D'autres navires, chargés de bœufs entrent dans le port.

Le *Primauguet*, commandant Surcouf, ayant à bord le contre-amiral Bienaimé se rendit peu après à Nossi-Bé, montra les couleurs françaises sur la côte nord-ouest et fit escale à Diego-Suarez.

Le quartier-général de l'amiral commandant l'escadre dans les eaux de Madagascar était toujours Majunga. Le *Primauguet* n'en restait jamais longtemps éloigné.

En prévision d'attaques de troupes plus ou moins régulières ou de bandes de pillards, le contre-amiral Bienaimé adresse aux navires de son escadre à Majunga l'ordre du jour suivant :

1. L'enseigne de vaisseau Londevig, âgé de 28 ans, embarqué sur la *Romanche*, mourut à Majunga. La marine comptait, elle aussi, un certain nombre de fiévreux.

« En cas d'attaque des lignes de Majunga, signalée par le *rappel*, suivi de la *générale* sonnés par tous les corps de troupes de la garnison, les compagnies de débarquement des bâtiments présents sur la rade seront envoyées à terre, concentrées sur la place du marché et attendront les ordres du commandant d'armes. »

Des groupes de malandrins avaient été signalés en effet à peu de distance de Majunga, venant du Mahajamba ou du Menabe; ils n'appartenaient pas à l'armée régulière malgache.

Les dispositions prises par le contre-amiral Bienaimé, en vue d'un débarquement immédiat en cas d'alerte des compagnies de fusiliers marins, sont du reste d'ordre général dans un port en état de siège.

Un certain nombre de prisonniers malgaches avaient été amenés dans la ville.

Parmi ces prisonniers se trouvaient des esclaves, troupeau humain qui devait peu se préoccuper de l'issue de la guerre. Que leur importait la victoire ou la défaite de l'armée de Ranavalo? Ces malheureux, du reste, n'étaient même pas armés. Ils servaient de bêtes de somme, portant les canons, les bagages et aussi les officiers.

Ceux-ci n'avaient d'autres montures que des esclaves.

A Tsarasaotra, à Beriza, nos soldats avaient aperçu les chefs portés en flanzane sur les épaules de quatre vigoureux noirs. Lorsque les Hovas furent mis en déroute, ces chefs, pressés de fuir afin d'échapper aux Français, activaient, à grands coups de bâton la marche de leurs porteurs. On apercevait les pauvres diables se précipiter sur les rochers et dans les ravins au galop, haletant, suant, effrayés sans lâcher leur fardeau.

Quelques-uns cependant tombant sous les balles, roulèrent à terre, entraînant dans leur chute, l'« honneur » qu'ils portaient. On vit alors les esclaves se sauver à toutes jambes, sous la grêle des balles, fuyant le combat et n'écoutant plus les officiers malgaches qui les rappelaient à grand cris.

On n'avait du reste jamais pu donner longtemps la chasse à ces fuyards; la nature du terrain arrêtait la poursuite.

L'ennemi disparaissait vite dans les ravins et dans les bois. Un témoin oculaire écrivait de Tsarasaotra au lendemain de l'action :

« Le terrain extrêmement accidenté, se creusant en fondrières, en pentes ravinées, se bossuant de rocs énormes, de broussailles, d'obstacles de toute nature, eût rendu la poursuite très dangereuse pour nos hommes. J'ai vu tout à mon aise le terrain de l'action et je me demande encore comment ces pauvres Hovas ne se sont pas cassé le cou. »

Les esclaves capturés furent enrôlés parmi les coolies du corps expéditionnaire français et, mieux traités, mieux nourris que par

leurs maîtres, ils ne regrettèrent pas les chefs militaires malgaches. Les hommes, habitués à porter le filanzane, furent particulièrement attachés au service d'évacuation des blessés et des malades.

En arrière du gros du corps expéditionnaire, dans les cantonnements isolés, où les distractions étaient des plus rares, la chasse, tout d'abord défendue par le général en chef fut autorisée. Les officiers organisèrent alors de grandes parties dans les régions voisines des postes qu'ils occupaient. Le gibier était abondant. Un nombre considérable de bœufs échappés et devenus sauvages errant dans la campagne, furent pourchassés et tués. Quelques bons tireurs en détruisirent beaucoup et grâce à eux, les ordinaires devenus très maigres s'enrichirent sinon de mets variés du moins réconfortants.

Les parties de chasse étaient de véritables parties de plaisir pour tous officiers et soldats.

— Quelle drôle de campagne nous faisons ! disaient ceux que leur mauvaise chance avait jusqu'alors condamnés à s'immobiliser en des postes ou cantonnements de l'arrière, nous ne guerroyons que contre les bœufs et les caïmans. Il faudra mettre à l'étude de nouveaux chapitres annexés au règlement du service en campagne, tels que colonne contre les sangliers ; en tirailleurs contre les bœufs sauvages, charge à la baïonnette sur les troupeaux de moutons, avant-postes en présence d'une armée de singes, etc., etc. ¹.

De tous ces ennemis, les plus dangereux étaient les caïmans, ils avaient plusieurs fois mis en déroute d'intrépides pêcheurs à la ligne. Ils firent des victimes surtout parmi les auxiliaires indigènes du corps expéditionnaire français. Plusieurs payèrent de leur vie une imprudence et furent happés en se baignant.

Pour les venger, de bons tireurs s'embusquèrent à peu de distance des rives fréquentées par les caïmans, ils attendirent patiemment que les têtes hideuses, émergeant des herbes aquatiques, parussent au soleil et réussirent à en détruire un certain nombre ; mais ces animaux pullulent ; on ne pouvait guère espérer en débarrasser Madagascar.

Aux heures de farniente, les soldats se racontaient ces incidents de chasse, facilement grossis toujours par quelque tartarin, prétendant avoir rencontré des animaux extraordinaires, des monstres merveilleux.

Déjà se créaient des légendes fantastiques.

Nos braves troupiers ne manquaient pas de les narrer dans leurs

1. « Lorsque les traces des bœufs ont été reconnues, écrit un officier, un petit peloton de bons tireurs est désigné et part avec des fusils ou des mousquetons Lebel. Un boucher dépèce les animaux sur le terrain, et la viande est apportée au camp, par quartier, sur des mulets. Parfois, on se procure un veau, et de festoyer ! »

« On trouve rarement des poulets que les Sakalaves vendent fort cher : vingt sous pièce ; malgré son haut prix, la volaille est bien accueillie. On ne pense guère à pêcher dans l'ikopa, bien que cette rivière contienne, comme la Betsiboka, un peu de poisson : l'affluence des caïmans, très gros et très audacieux, rend dangereux l'accès de la rivière. »

lettres au pays qu'ils savaient devoir être lues par tous les amis et parents¹.

Le départ et l'arrivée du courrier sont toujours des événements en campagne si loin de la mère-patrie.

Mais en réalité, ce qui surprenait le plus nos soldats c'était de ne pas être plus surpris par les choses et les hommes du pays. Beaucoup de chercheurs d'aventure, volontaires du corps expéditionnaire, avaient quitté la France pour Madagascar, avec l'espoir, le désir de découvrir des animaux et des êtres extraordinaires.

Ne leur avait-on pas raconté qu'ils rencontreraient des éléphants rares et monstrueux, des phénomènes dignes de la fête de Neuilly,

1. On sait que la franchise postale est accordée aux soldats en campagne à Madagascar. Le ministre des colonies arrêta les dispositions suivantes relatives aux télégrammes de ou pour Madagascar.

A. — TÉLÉGRAMMES ORDINAIRES DE MADAGASCAR

I. — *Télégrammes émanant des militaires et marins du corps expéditionnaire.*

En France et en Algérie, les familles des militaires ou marins du corps expéditionnaire pourront faire choix d'un nom de convention, qui sera inscrit gratuitement sur le répertoire officiel du bureau télégraphique de leur résidence.

Les familles qui désireraient bénéficier de cette faculté auront à s'entendre directement avec le receveur du bureau télégraphique de leur résidence.

Tous les télégrammes devront être rédigés en français et en langage clair. Exceptionnellement, les télégrammes des officiers généraux et assimilés pourront être rédigés en langage convenu ou en langage chiffré, sous la réserve que ces officiers auront déposé au préalable entre les mains du commandement le code ou le chiffre employé. Lesdits télégrammes ne seront mis en transmission qu'après avoir été revêtus du sceau du commandement.

De même, tous les militaires pourront employer le langage convenu ou chiffré suivant un code simple, établi par les soins de l'autorité militaire, dans les télégrammes ayant pour but de renseigner leur famille sur leur état de santé et sur les localités où ils se trouvent, sous les réserves indiquées à l'alinéa précédent.

Les télégrammes devront, en principe, être déposés au bureau du câble à Majunga. Toutefois, si, les nécessités du service militaire le permettent, ils pourront être transmis par les lignes militaires.

II. — *Télégrammes de Presse et Télégrammes privés ordinaires.*

Les télégrammes de presse devront, pour jouir de la réduction de taxe, être rédigés en français et en langage clair, être adressés à un journal ou à une agence de publicité et être publiés.

Les télégrammes privés ordinaires devront être rédigés en langage clair et en français, anglais ou portugais.

Les télégrammes de presse et les télégrammes privés ordinaires devront être déposés au bureau de Majunga. Toutefois, par mesure exceptionnelle et sur une autorisation écrite et formelle du commandant, certains d'entre eux pourront circuler sur les lignes militaires.

B. — TÉLÉGRAMMES A DESTINATION DE MADAGASCAR

I. — Le seul bureau de l'île est celui de Majunga. Tous les télégrammes venant de l'extérieur devront donc porter comme lieu de destination : Majunga.

II. — *Télégrammes pour les militaires et marins du corps expéditionnaire.*

Le bureau de Majunga inscrira gratuitement sur ses répertoires les noms de conventions choisis pour les militaires et marins du corps expéditionnaire.

Tous les télégrammes, avec, le cas échéant, leur adresse complétée d'après le répertoire, seront remis au commandant d'armes de Majunga, qui les fera suivre aux intéressés, soit par poste, soit par les lignes militaires.

Le langage convenu ou le langage chiffré est admis; mais les télégrammes ainsi rédigés ne seront remis aux destinataires qu'après production par ceux-ci du code ou du chiffre adopté, et lorsque, après traduction, le commandement ne verra aucun inconvénient à la remise.

Si les télégrammes sont rédigés en langage clair, la langue française seule sera employée.

III. — *Télégrammes privés ordinaires.*

Les télégrammes privés ordinaires devront être rédigés en langage clair, en français, anglais ou portugais.

Exceptionnellement et sur l'autorisation du commandement, ils pourront être transmis au destinataire par les fils militaires.

voire même des nains comme ceux du pays de Liliput, nains que certains voyageurs d'antan prétendent avoir vus à Madagascar ?

L'abbé de Choisi, dans une relation encore plus fantaisiste que fameuse leur donne le nom de Taribots. Citons un passage de ce conte de fées :

« Les Taribots, écrivait l'abbé, sont de petits hommes sauvages, habitants des sommets des montagnes. Ils ont leur corps couvert très souvent de poil épais et long comme celui d'une chèvre : ils n'en ont ni au visage ni aux mains : leurs pieds sont comme les nôtres, à la réserve du dessous, qui est armé d'une écaille aussi épaisse que la corne d'un cheval.

« Le plus grand de ces petits nains n'a pas dix-huit pouces de hauteur. Ils vivent en société comme les autres hommes. Leur occupation la plus ordinaire est la chasse. La graine de pomme de pin leur sert de nourriture ; leur breuvage est de l'eau, dans laquelle ils écrasent des fraises et des groseilles rouges, qu'ils ont abondamment dans les bois et les montagnes. Ils ont guerre continuelle avec les grands magots à cul bleu.

« Les Européens, qui trafiquent en cette côte, leur apportent des pistolets de poche, avec lesquels ils épouvantent ces magots, et en tuent même quelques-uns. Ces petits drôles sont aussi fiers que des lions. Ils nourrissent de petits animaux semblables à nos renards, et de la même taille, qui leur servent de montures pour courir à la chasse le long des rochers les plus escarpés. Ils ont des meutes de petits animaux de la taille et de la forme des belettes de France, qui chassent les rats des montagnes, et en prennent plus que nos chasseurs ne font de lièvres avec leurs chiens courants et leurs lévriers. Ces rats sont aussi bons que les lapins, et ont encore le goût plus relevé.

« Ces nains parlent et conversent ensemble comme les autres hommes ; ils ont leurs lois ; une espèce de religion ; et leur divertissement, celui qui leur est le plus ordinaire, c'est une manière de farce : ils creusent dans les troncs de baricotiers des théâtres, où ils jouent leurs comédies, qui consistent dans des paroles plaisantes et dans des postures grotesques.

« Ce qu'il y a de remarquable, c'est que tous ceux qui vont à ce spectacle sont armés d'un sifflet, qu'ils font avec un roseau, pour siffler les acteurs quand ils n'exécutent pas bien leurs rôles, et qu'ils s'émancipent de dire des paroles lascives et de faire des postures indécentes ; mais il n'est pas permis à aucun de siffler mal à propos. Quand cela arrive, tous les autres le font monter sur le théâtre ; et s'il exécute mieux que l'acteur, il sera reçu acteur, car c'est un grand honneur parmi eux ; mais s'il exécute plus mal, on le fait sortir honteusement de l'assemblée, et il lui est défendu d'y rentrer jamais. Ils ont des manières de sacrificateurs destinés uniquement au culte de la

religion ; car les autres qui n'ont pas pris ce parti-là ne prient jamais leurs dieux ; ils disent qu'il en faut laisser le soin à ceux qui, s'y étant entièrement dévoués, le font plus dignement qu'eux.

« Quand aussi il leur arrive quelque malheur, ils s'en prennent à leurs Tonibrots ; c'est ainsi qu'ils appellent leurs sacrificateurs, qui n'auront pas, disent-ils, bien fait leur devoir ; ils retranchent de leurs vivres, car ils les nourrissent, et veulent qu'ils ne se mêlent d'aucune chose, afin qu'ils exercent mieux leur charge : c'est pourquoi, de peur qu'une femme ne leur fût un obstacle en cela, ils ne permettent pas qu'ils en approchent ; et s'ils avaient trouvé un Tonibrot avec une femme, ils le puniraient, mais d'une plaisante manière : ils font avec des feuilles d'arbres à peu près la figure d'une de leurs femmes ; ils y attachent le Tonibrot, et le tout ensemble à un arbre, où ils le laissent mourir de faim. »

L'abbé signalait déjà la présence des pépites dans le pays, de ces pépites qui attiraient et qui attirent plus encore les Européens.

« Il passe une rivière, à deux lieues d'ici, qui enrichit les habitants du pays, par la quantité de poudre d'or qui s'y trouve parmi ses sables ; mais on court risque de sa vie en se tirant de la rivière, à cause des crocodiles qui dévorent ces pêcheurs d'or.

« Au pied de la montagne des petits hommes, il y a un lac large de deux lieues, et long de six ; l'eau en est claire et belle après midi ; mais, depuis le matin jusqu'à ce temps-là, elle est couverte d'une certaine liqueur onctueuse, tout à fait semblable à de l'huile d'olive, en couleur aussi bien qu'en goût ; on la ramasse tous les matins, et on la met dans des barriques pour la conserver toute l'année ; car cette manne ne dure que tout le mois de mai. On en met dans les salades, et on s'en sert au lieu de beurre, pour faire sa sauce du poisson de mer et de rivière. On ne sait point d'où se produit ce miracle de nature.

« Il ne se prend dans ce lac que d'une sorte de poisson, semblable à la truite et long d'un pied et demi.

« Comme il se nourrit de cette liqueur grasse qui nage sur l'eau, il porte avec lui sa sauce ; car, soit qu'on le mange bouilli, frit ou rôti, sitôt qu'on vient à l'ouvrir, il remplit un grand plat d'un suc délicieux, qui lui sert d'assaisonnement. On appelle ce poisson Loutary.

« J'oubliais à vous dire que les éléphants blancs sont ici très communs ; on m'a même assuré que le grand empereur de cette île en a un couleur de rose, dont la peau est plus éclatante et plus polie qu'un satin de Gènes. »

Mais on ne rencontrait pas plus de Taribots que de gros éléphants blancs ou roses.

Quant aux indigènes, ils n'exhibaient, à titre de curiosité particulière, qu'une saleté repoussante, et des spécimens de gale et autres

maladies de peau qui ne sont rien moins que ragoûtantes, sans compter des collections d'estropiés, de cancéreux et d'êtres difformes dignes de figurer à la Cour des miracles.

Au cantonnement au bivouac, les loustics sont précieux, ils chassent les idées noires; or, le loustic n'est pas rare dans notre armée. Il invente des plaisanteries et des tours de sa façon; il compose des chansons, il organise des représentations, des concerts, des fêtes; il triomphe en campagne sans avoir trop à craindre que le sergent de semaine ou qu'un adjudant grincheux ne mette fin à ses facéties; L'officier l'encourage; il est un personnage; on n'accuse plus le loustic — élément de gaieté dans la compagnie ou dans l'escadron — d'être un mauvais soldat.

A Sébastopol, en 1854-1855, les zouaves avaient organisé un théâtre qui fit fureur, et où les premières places étaient souvent occupées par les généraux. On affichait parfois : « Relâche pour cause de bataille. » Les acteurs sortaient des coulisses pour prendre les armes et marcher à l'ennemi. A Madagascar, l'ennemi se montrait rarement; mais l'ennui, la nostalgie se dissipaient, grâce aux gais compagnons, parmi lesquels beaucoup de Parisiens.

« Les hommes fraternisent, écrit un officier, rassemblés autour des loustics de la bande qui, avec des voix de parigots bien caractérisées, chantent les plus suaves productions des cafés-concerts. Rien n'y manque, ni les manières du monsieur qui aime à se faire prier, ni les bans d'applaudissements les plus variés et les plus fantastiques, ni même la note patriotique et sentimentale.

« Pas besoin de s'ingénier à créer des distractions à ces lapins-là! c'est bien plutôt eux qui nous en donneront. »

Parfois, la distraction est un combat de coqs. Les Antimerina, les Betsileo quelque peu, et beaucoup plus rarement les Betsimisaraka sont amateurs de ce genre de sport.

« Les indigènes choisissent dans leurs volatiles domestiques des poulets qui leur semblent, par leurs formes et leurs allures, indiquer une force et une aptitude favorables au combat. Ils les nourrissent, les entretiennent avec beaucoup de soins. Puis, lorsque ces coqs sont parvenus à l'âge adulte, leur propriétaire fait savoir dans le village qu'il tient un coq de combat prêt à soutenir des luttes sérieuses. Un autre indigène, propriétaire lui aussi d'un jeune coq élevé dans les mêmes conditions, se présente avec son volatile. Au jour convenu, les animaux sont mis en présence. Excités par leurs propriétaires, par un genre de vie tout spécial, ils engagent la lutte. On fait cercle autour d'eux. Ce sont d'abord des parents et des amis des deux propriétaires; des oisifs, des curieux, habitants du village, et qui ne veulent pas laisser passer, sans y assister, cette rare occasion de se distraire dans le village. Les spectateurs engagent des paris minimes à la vérité,



La chasse aux bœufs sauvages.

mais qui sont l'occasion de longues et d'interminables discussions lorsque le combat a pris fin et que les propriétaires des deux animaux combattants les ont séparés avec peine et les ont ramenés ensanglantés dans leur demeure respective.

« Les Antimerina sont très amateurs de ces combats de coqs. Alors qu'un poulet ordinaire se vend couramment quatre sous de notre monnaie, le prix d'un coq de combat est d'environ une piastre. Cette somme est encore plus considérable s'il s'agit d'un animal réputé par ses victoires antérieures, et qui jouit par conséquent d'une grande renommée de bravoure et de force.

« Les combats de coqs sont les seules luttes d'animaux provoquées par les Malgaches. On a parlé de luttes de taureaux, luttes sou-

tenues par l'homme contre cet animal irrité, analogues à ce que seraient les courses de taureaux des pays espagnols. C'est inexact. A Madagascar, il n'y a rien de pareil, et la bravoure des indigènes leur fait absolument défaut, pour cela aussi bien que pour autre chose¹.

« Avant d'immoler un bœuf, des horizana, des enfants, s'amuse à agacer l'animal. Ils sautent sur son dos, se cramponnent à sa bosse grasseuse, mais il n'y a là rien qui ressemble à une course de taureaux. »

Le soldat français est toujours disposé à blaguer le « patelin »² qui n'est pas le sien, les coutumes, les mœurs auxquelles il n'est pas habitué.

Il exerça donc sa verve à Madagascar comme ailleurs aux dépens des indigènes, de leurs pratiques et de leurs superstitions.

Parmi les plus grossières auxquelles mettrait fin notre expédition et dont s'étonnaient ou s'indignaient nos soldats, était celle dont nous avons déjà parlé, en foi de laquelle les enfants qui naissent à une époque réputée fatale sont étouffés, jetés sous les pieds d'un troupeau de bœufs ou mutilés.

Rainalairivony, le premier ministre de Ranavolo, avait été jadis l'une des victimes de cette odieuse superstition. Ses parents, pour conjurer le sort, à sa naissance lui coupèrent le bout de l'extrême phalange du doigt du milieu et de l'index de la main gauche.

Les sorciers, si redoutés à Madagascar, étaient plaisantés dans nos camps. Et cependant les superstitieux ne manquaient pas dans les rangs de notre armée ni parmi les Bretons, ni parmi les Arabes; mais on rit toujours des superstitions des autres.

Pour le Malgache, le sorcier ou mpamasary est celui qui jette les sorts. Il personnifie, il représente l'esprit du mal; il est né pour faire le mal en toute circonstance. Il est responsable des maladies, des accidents, de la mort, des infortunes diverses. Aussi est-il un objet de terreur. On le méprise, mais surtout on le hait.

Ce qu'il y a de plus triste, écrit le P. Piolet, c'est que souvent, sous l'effet de cette réprobation universelle, le sorcier se persuade que tel est son sort et son rôle, et, en conséquence, il commet toutes sortes de crimes.

« Il faut se garder de confondre le sorcier avec le devin. Autant le premier est méchant, méprisé, craint, hait, autant le second est bien-faisant, estimé, recherché et surtout payé. Le devin, c'est l'adversaire du sorcier, celui qui vous indique les pratiques à accomplir pour conjurer les mauvais sorts que l'autre vous a jetés. Le devin vous apprend à corriger votre destin, à ramener l'âme d'un parent, à vous

1. *Voyage à Madagascar*, par le docteur Catat.

2. Terme d'argot parisien, *patelin* : pays.

guérir d'une maladie, à sortir d'une difficulté et surtout à connaître l'avenir. Car le devin sait lire dans l'avenir; il le fait à l'aide d'un jeu bizarre, le jeu de *sikidy*, — d'où son nom de *mpsikidy*, — qui consiste essentiellement à jeter et à faire mouvoir avec une baguette un nombre déterminé de petits cailloux ou de petites graines, qui prendront ainsi diverses situations et formeront des figures déterminées, dont la vue et l'étude lui révéleront ce que vous avez à espérer ou à craindre. Supercherie bien rétribuée pour l'ordinaire, quelquefois diablerie, c'est son secret. Quoi qu'il en soit, il est très puissant, et c'est lui qui autrefois tenait la place des féticheurs ou prêtres des idoles des peuplades africaines, par exemple. »

Quelques-uns de nos soldats ayant tué des singes, les indigènes affectèrent une grande indignation qui se serait vite transformée en colère — suivie de vengeance — si les Français, coupables du forfait, n'avaient pas été en force. Les Malgaches sont persuadés que le singe est, sinon l'ancêtre, tout au moins le frère de l'homme. Il existe à ce sujet une curieuse légende¹, celle du singe Babakoto :

« Un condamné à mort qu'on conduisait au supplice, eut la chance de s'échapper; il s'enfuit à travers champs, poursuivi par l'exécuteur, un coutelas à la main.

« D'aventure, il parvint à gagner la forêt et à se jeter au milieu des broussailles, où il disparaît soudain au pied d'un arbre. Le bourreau arrive; mais, à sa grande surprise, il ne voit plus devant lui qu'un gros singe, grimaçant sur une haute branche.

« Voilà qui est étrange! se dit-il; je poursuivais un homme condamné à mort, et je le vois devenir singe en un clin d'œil. Evidemment, c'était un innocent. » Là-dessus il se retire. Quant au singe, il s'enfonça dans la forêt, s'y allia avec ceux de son espèce, et devint la tige d'une famille nombreuse. La légende raconte qu'au bout de quelque temps, ses petits-fils naquirent hommes, et leurs descendants forment une tribu nombreuse établie à la lisière de la forêt, sur le versant oriental de l'île.

« Les voyageurs qui traversent ces parages doivent s'abstenir de tirer sur le *babakoto* sous peine de se créer, comme l'ont fait plusieurs, des affaires désagréables. Témoin le P. Pagès qui, tout en chassant quelques oiseaux dans la forêt, eut le malheur d'abattre un de ces animaux. Fier de son coup, il n'en fit point mystère, et voulut avoir du sire au moins la fourrure. Mais il avait compté sans ses porteurs qui réclamèrent à cor et à cri le cadavre de leur parent. Et il fallut le leur livrer sous peine d'être abandonné seul au milieu de la forêt. Le *babakoto* fut emporté au prochain village, où tous les honneurs de la sépulture lui furent solennellement rendus.

1. Nous l'empruntons encore à *Madagascar* par le père Piolet, qui la tenait du P. Albinal.

« On lui fournit le suaire d'usage, et son corps en fut respectueusement enveloppé. On y ajouta un double linceul fait des feuilles de rafia. Il fut pieusement déposé dans une fosse creusée pour lui, et, les cheveux dénoués en signe de deuil, on lui offrit le tribut accoutumé de pleurs et de lamentations, de chants et de sanglots. Quelques rasades de rhum terminèrent la cérémonie. »

Un autre singe, le singe Rajako, est non moins célèbre. Il passe pour être l'ennemi des femmes. Homme autrefois, raconte la légende, le premier Rajako avait une épouse insupportable qui ne se contentait pas de piailler et qui le battait. Or, il était écrit que si Rajako recevait jamais un coup de cuiller, il serait immédiatement victime de quelque affreux malheur.

Sa femme n'eut pas pitié de lui, et un jour qu'elle préparait le repas, cédant à un mouvement d'humeur, la cuiller en main, elle frappa de cet instrument l'époux infortuné.

L'effet du maléfice ne se fit pas attendre. On vit Rajako, transformé en singe, gambader, grimacer, bondir sur le toit de la case, sauter dans les branches des arbres et gagner la forêt voisine, où il associa son existence à quelque guenon moins acariâtre que sa première femme.

Voilà, certes, un cas de divorce que le code n'a pas prévu. Depuis ce temps, Rajako, et sa postérité nombreuse, sont ennemis jurés des femmes.

Le caïman a inspiré, lui aussi, de nombreuses légendes. Certaines tribus de l'île le comptent parmi leurs ancêtres. Il en est d'autres qui prétendent descendre du mouton¹.

Plusieurs fois, en traversant les villages, des soldats du corps expéditionnaire assistèrent à l'opération sacrée de la circoncision, qui se pratique généralement pendant la saison sèche, au mois de juillet et d'août et qui sert de prétexte à de grandes fêtes. Le pontife de la circoncision se sert d'un mauvais rasoir. L'oncle de l'enfant circoncis devait autrefois, sitôt après l'opération, manger la partie amputée. Aujourd'hui cette pratique ne s'impose que lorsque l'enfant circoncis est un fils aîné de roi. Dans les cas les plus fréquents « la partie amputée est placée dans un fusil chargé à poudre, ou bien est piquée à la pointe d'une lance et l'on tire le coup de fusil ou l'on jette la sagaie par-dessus le toit de la maison du père. La sagaie s'en-

1. Le père Albinal, déjà cité, constata par lui-même la répugnance de beaucoup d'indigènes pour la chair du mouton.

« Un jour, raconte-t-il, que dans une visite à un village éloigné, mes élèves m'avaient suivi, je leur fis servir, vers midi, un plat de mouton au riz. Les espions, désireux de rire aux dépens de l'un de leurs compagnons, qui se disait issu du mouton, appelèrent ce plat un ragoût de chevreau, et lui en offrirent, sans qu'il y prit garde. Le repas terminé, on lui découvrit la fraude. Aussitôt une sueur froide le saisit, il s'affaissa sur lui-même, fut pris de nausées violentes, et ses compagnons durent le rapporter au village, où il resta trois jours malade. »

fonce-t-elle droit en terre ? c'est un présage assuré que l'enfant sera courageux ¹. »

Usages, traditions, coutumes, pratiques religieuses malgaches servirent de prétexte à de grosses plaisanteries de bivouac.

Le soldat, sans être grand observateur, suivait du reste avec curiosité les différentes scènes de la vie indigène. Quelques lettrés, on en comptait dans les régiments placés sous les ordres du général Duchesne, prenaient des notes, auxquelles les artistes ajoutaient des croquis. Les photographes opéraient d'étape en étape et collectionnaient les clichés à la grande stupéfaction des indigènes, qui d'ailleurs posaient avec complaisance devant l'objectif, avides de menus cadeaux que leur faisaient les officiers.

La reine de Trabonjy était restée, seule avec des jeunes enfants et des esclaves dans sa case, lors de l'arrivée de nos troupes. Son fils l'avait abandonnée et sa fille avait dû suivre de gré ou de force Ramasombazaha, qui sans doute voulait la soustraire aux outrages des Français.

Cette reine-mère ne s'émut pas trop de rester ainsi isolée au milieu de soldats étrangers. Elle leur fit bon accueil et personne ne songea à la maltraiter ni à la violenter. Des officiers se présentèrent à elle. L'un d'eux parlait la langue malgache; il reçut les confidences de la souveraine. Celle-ci lui narra l'enlèvement de sa fille par Ramasombazaha, le célèbre fuyard. La reine se consolait assez facilement de l'aventure; elle fut bientôt entièrement rassurée par les bonnes paroles de son interlocuteur. On lui affirma qu'elle pouvait rester sans crainte dans le pays, où nul ne l'inquiéterait.

La reine remercia avec bonne grâce de tant d'égards. Un officier d'état-major lui demanda alors la permission de faire sa photographie. Elle y consentit, examina curieusement l'appareil et appela sa famille, en compagnie de laquelle, Sa Majesté posa devant l'objectif. Elle poussa la complaisance jusqu'à se laver le visage pour enlever une poudre jaune dont il était enduit.

Cette poudre, de composition inconnue, est considérée à Madagascar comme un remède d'un effet souverain contre la migraine.

La reine daigna en remettre quelques onces à un pharmacien militaire de la colonne, qui se proposa de l'étudier et peut-être de l'importer en Europe; mais chez nous, si efficace que soit la poudre merveilleuse, nos élégantes consentiront-elles jamais à se barbouiller de jaune?

Les funérailles malgaches, les tombeaux intéressaient les savants et les archéologues du corps d'armée.

Chez les Sakalaves, le tombeau n'est qu'un amas de pierres, chez

1. *Madagascar*, par M. Grandillicr.

les Hovas, on le construit suivant quelques règles architectoniques rudimentaires.

Les tombeaux sont entretenus avec soin ; les lamba qui enveloppent les morts sont renouvelés et, dit le père Piolet, « leurs cercueils remplacés par des cercueils neufs ¹ quand ils tombent de vétusté... Les Sakalaves vont encore plus loin ; car, pour eux, non seulement le tombeau est sacré, mais la maison même du mort participe de ce caractère ; elle est abandonnée et on la laisse tomber en ruine. »

Quand il s'agit d'un roi, les usages et pratiques sont des plus compliqués. On enlève au mort les reliques, c'est à-dire une des vertèbres, un ongle, une mèche de cheveux.

Ces reliques sont déposées dans la cavité d'une grosse dent de crocodile que le successeur du défunt a pour devoir de garder religieusement. « C'est, ajoute le P. Piolet, son talisman le plus précieux et comme la marque certaine de sa souveraineté. Aussi, les Hovas en gens très habiles, eurent-ils garde de détruire ces reliques, quand ils s'emparèrent du Menabe. Ils les gardèrent au contraire avec soin et leur prodiguèrent les plus grands honneurs.

« Le cadavre est ensuite porté en cérémonie et avec de grandes fêtes au cimetière royal, que l'on appelle dans le Sud-Ouest *Mahabo* (qui élève) et dans le Nord-Ouest *Zombavola* (palais d'argent), et alors, non seulement sa case ne doit plus être habitée, mais son nom même ne doit plus être prononcé. A la place, on lui en substitue un très long commençant toujours par le mot *Andriana* (seigneur), et finissant par celui d'*arivo* (mille) ; *Andrianahatantiarivo* (le seigneur qui a su résister à mille adversités) au lieu de *Raboky*, un des derniers rois de Baly : *Adriantomponarivo* (le Seigneur maître de mille) au lieu de *Tsimanombo*, le dernier roi Bara du district d'*Isantsa*.

« Il y a plus.

« Comme ces noms de roi ont ordinairement une signification usuelle, ou tout au moins se rapprochent de quelqu'un des mots de la langue courante, ce mot ne doit plus être prononcé par aucun des habitants du pays. Ainsi un des rois de Menabe, s'appelant *Vinany*, nom qui rappelle celui de *Vilany* (marmite), les Antimena n'ont plus appelé cet ustensile que du nom, créé à cette occasion, de *fiketrehana* (où l'on a l'habitude de faire bouillir). Il y a mille exemples de ce genre qui sûrement ont dû modifier considérablement la langue comme nous le verrons plus tard, car quiconque ne respecterait pas cette loi ou l'oublierait, serait considéré comme sorcier et, comme tel, puni de la peine capitale.

« Enfin, on rend de grands honneurs, un véritable culte, au mort lui-même.

1. *Madagascar*, par le P. Piolet, *culte des morts*.

« On le prie, on l'invoque souvent, soit dans sa case, ou sur les ruines de cette case pour les occasions ordinaires, et, pour les circonstances plus solennelles, au tombeau lui-même, comme chez les Hovas; soit sur de petits autels formés de trois à quatre grosses pierres et que l'on dresse auprès des villages, comme chez les Vorimo et les Antanala. On leur fait de multiples offrandes de miel, de riz, de viande de bœuf, de bouts d'argent, comme s'ils pouvaient s'en servir.

« On leur fait des vœux, et ces vœux jurés par les lolo au défunt, sont absolument inviolables : jamais un Malgache n'y manquerait. Leur invocation enfin entre dans la triple invocation malgache, à Dieu, à la terre et aux ancêtres; non pas que les ancêtres soient mis au même rang que la divinité, dont ils ne sont que des serviteurs, mais pratiquement on les prie, on les honore, on les invoque bien plus souvent que Dieu lui-même. »

Les obsèques solennelles de ceux des nôtres qui succombèrent, obsèques aux quelles assistaient officiers et soldats, démontrèrent aux Malgaches que chez les Français, le culte des morts, bien que les pratiques et les usages ne fussent pas les mêmes qu'au pays de Ranavolo, était aussi en grand honneur.

Peu à peu, dans certains postes, la garnison réussissait, grâce à beaucoup d'industrie, à s'installer un peu plus confortablement qu'au début.

Les cases étaient assainies; des ébénistes, des menuisiers fabriquaient des meubles, autour de ces cases étaient dessinés et plantés des jardins.

Dans les conversations de bivouac, la question de l'avenir de Madagascar est fréquemment mise sur le tapis. Les opinions diffèrent. Les colonisateurs à outrance sont optimistes quand même.

« Il paraît hors de doute, écrit l'un d'eux, dont nous citons la lettre comme un document curieux, bien à sa place dans notre histoire de *la Guerre à Madagascar*, que, dans la région de l'Ikopa et du Betsiboka, les plus riches cultures tropicales réussiraient à merveille; des débroussailllements permettraient la plantation du caféier; la proximité du fleuve assurerait l'expédition des produits.

« Reste la question de la main-d'œuvre, mais il ne serait pas impossible d'en rencontrer une partie chez les Sakalaves du voisinage.

« Quant à l'élevage des bœufs, il peut être regardé comme illimité, tant sont vastes les prairies naturelles des plateaux et de certaines vallées; nous avons parfois aperçu des troupeaux considérables d'animaux redevenus à peu près sauvages, et il faut cependant noter que les Hovas ont, par mesure de guerre, fait refluer vers le centre de l'île la plupart des troupeaux.

« La viande de ces bœufs est bonne et saine; soit qu'on l'importe

en France par des procédés frigorifiques, soit qu'on en fasse de la conserve, de l'« endaubage » pour l'armée et la marine, il y a là des ressources presque inépuisables.

« Quant au climat, il est, dans la saison où nous sommes, parfaitement supportable; la chaleur n'excède guère 30° le jour, à l'ombre, et la fraîcheur des nuits, où la température s'abaisse à 18 et même à 16°, rétablit dans l'organisme l'équilibre détruit par la chaleur diurne; d'ailleurs, la campagne est très belle et très habitable.

« Si l'on s'imagine une maison confortable, bâtie à l'européenne, entourée de beaux arbres indigènes et dominant le cours de l'Ikopa, formant l'habitation d'une plantation, on se dit que la vie coloniale n'aurait rien de désagréable.

« J'ai donc une absolue confiance qu'ici et ailleurs se formeraient des centres de colonisation française.

« Mais alors, dans ces conversations que je vous rapporte, apparaît tout de suite la grosse question des moyens d'action; il importe qu'on ne se leurre pas, en France, sur la nature de l'avenir agricole de Madagascar; là colonisation individuelle n'a point de chances de succès. Le Français, qui arrivera sans autres ressources que ses bras, n'aura guère qu'à mourir de faim et de misère physique; il faut, pour réussir, des associations de capitaux servies par un labeur actif et soutenu. Je n'entends point par là que de « grandes Compagnies » peuvent seules parvenir au succès, je parle de groupement et non d'absorption; la distribution des concessions devra s'inspirer de ces principes.

« Nul ici ne se dissimule qu'après l'expédition, des bandes d'agrefins, sans autre but que la spéculation, chercheront à s'implanter dans l'île; c'est l'écueil à éviter. Le jour où la terre si riche de Madagascar aura été attribuée à des spéculateurs, et où des déceptions et des ruines auront succédé à l'enthousiasme, trop facile à prévoir, qui tournera nos compatriotes vers les entreprises malgaches, la colonisation aura vécu et cette conquête menée au prix de tant d'argent et de souffrances, il ne restera que des regrets. »

Quant aux richesses minières, celles qui séduisaient le plus les imaginations d'une valeur plus apparente, les uns en contestaient l'importance, les autres les estimaient considérables; mais tous étaient d'avis que les concessions devraient être faites avec une sage prudence, de façon à écarter les spéculateurs et quémandeurs véreux.

« Qu'il s'agisse de mines ou d'agriculture, ou simplement d'exploitation forestière, la première à faire, celle qui domine et prime tout, c'est la création des moyens de communications et de débarquement.

« Majunga, quoi qu'il advienne, semble devoir être désormais le principal point d'atterrissage à Madagascar; le « pli » est pris et ce n'est pas à tort, puisque le cours du Betsiboka fournira jusqu'à



Soldats du régiment d'Afrique nettoyant leur linge.

Marololo un moyen assurément imparfait, mais, somme toute, très précieux de pénétration.

« La France, pour résumer les impressions qui se font jour parmi nous, a un grand effort à faire à Madagascar, et cet effort sera productif, s'il est convenablement dirigé¹. »

Après la guerre, disaient beaucoup d'officiers, la France seule doit être maîtresse à Madagascar, toute autre solution serait une honte et une absurdité. C'est pour que Madagascar profite aux Français, à tous les Français, à l'ensemble de la nation, que nos soldats combattent. Ce n'est pas pour enrichir des syndicats financiers.

1. Correspondance communiquée au *Bulletin du Comité de Madagascar*, en août 1895.

— Mais, objectait-on, dans un pays neuf, sans routes et usines, ni maisons, où tout est à créer, l'imprudence serait grande d'y envoyer tout de suite des indigents. Ceux-ci n'ont des chances de réussir qu'à l'ombre — et non pas sous les fourches caudines — des grandes compagnies à qui il faut laisser le soin, parce que seules elles en ont le pouvoir, d'enlever les broussailles de la route.

La théorie du « colonisateur pauvre » peut flatter l'instinct des masses; elle n'est qu'un leurre.

Ces discussions étaient fréquentes dans l'armée comme en France.

« En attendant que messieurs les spéculateurs nous exproprient, nous devenons des propriétaires, écrit un officier. De Majunga à Suberbieville, le service des convois se fait à peu près régulièrement. Les vivres ne manquent plus dans cette région. »

« Comme ordinaire, écrit un soldat, nous touchons du rhum, du café, du très bon vin, et de la viande de buffle excellente, car elle est abattue du jour même... J'espère, d'après ce que dit le général en chef, que la campagne sera finie dans six mois au plus tard, car les gens que nous avons à combattre sont des poltrons qui fuient lorsque nous sommes encore à dix kilomètres d'eux. Quant aux gens non armés, ce sont des types remarquables comme structure physique ».

Grâce donc aux dispositions prises, à la construction des routes et à l'organisation des transports, grâce aussi au zèle intelligent et éclairé de l'intendance, à laquelle du reste aucun reproche n'est adressé pendant cette campagne, les postes et camps français sont à peu près régulièrement approvisionnés.

Seules les troupes en marche ne reçoivent pas toujours les vivres des convois et doivent se contenter des provisions portées sur le sac, mais à Marovoay, à Ankaboka, à Mevatane, etc., l'alimentation est toujours suffisante.

« Le vin et le rhum sont purs et de bonne qualité, écrit-on de Suberbieville, le pain est appétissant et bien cuit. Le soldat est en somme assuré d'avoir, sauf les jours de grande marche ou de combat, à ses deux repas, du bœuf, des légumes variés, du pain frais et un quart de vin. Les conserves de julienne sont très bonnes¹ ».

A Marovoay, la garnison a beaucoup souffert de la fièvre; les chefs l'ont installée aussi confortablement que possible. Ils veillent de près et chaque jour sur les distributions et les ordinaires.

Les habitants reviennent peu à peu dans la ville. Dans la nuit du 6 au 7 juillet, un incendie y détruit une dizaine de maisons appartenant à des commerçants européens, Français pour la plupart.

Les dommages sont considérables; ils s'élèvent à environ

1. *Berliner Tageblatt.*

70,000 francs. Plusieurs magasins contenant des marchandises venues de France ont été consumés.

Les mercantis, tout d'abord très rares (beaucoup d'entre eux en effet avaient éprouvé des mésaventures à Majunga) venaient s'établir autour de nos postes; quelques-uns mêmes suivaient nos colonnes.

On sait avec quelle juste sévérité, le général Duchesne avait ordonné que toutes les marchandises frelatées, l'alcool, les odieux apéritifs fussent détruits. Ces consommations toujours pernicieuses sont meurtrières pour le soldat en campagne aux colonies. Combien de bouteilles d'absinthe et autres liqueurs furent brisées, au grand désespoir des ivrognes!

Les officiers du service des étapes et la prévôté veillaient rigoureusement à ce que les ordres du commandant en chef à l'égard des mercantis fussent strictement exécutés.

D'autre part, au début de l'expédition, toutes les pirogues ayant été réquisitionnées pour le service des transports, les trafiquants ne purent quitter Majunga et suivre l'armée avec leurs provisions.

Cependant, les hardis compagnons ne se découragèrent pas. Ils espéraient toujours et quand même que viendrait l'heure des dédommagements et des belles recettes.

Parmi eux, des aventuriers de tous les pays, des Grecs, des Levantins, etc., quelques Français, la plupart Gascons ou Provençaux.

Patiemment, les mercantis attendirent, achetèrent ou construisirent eux-mêmes de nouvelles pirogues, embarquèrent leurs marchandises, et avec l'autorisation de la prévôté se dirigèrent vers Marovoay, Ankaboka, Marololo, Mevatane, Suberbieville, Tsarasaotra.

Le mercanti emporte des caisses de boîtes de conserve, des bouteilles d'eau minérale, de vin de Bordeaux et de vin de Champagne, du tabac, du savon, de la flanelle. Il entasse toutes ces choses et se loge au milieu d'elles, de façon à tenir personnellement le moins de place possible.

Le soleil le brûle, la fièvre le consume; il va, il va toujours, au risque d'être pillé par les fahavalos ou dévoré par les caïmans. Le désir du gain l'anime et lui fait oublier, souffrances, fatigues et péril.

Enfin, il aborde: aussitôt survient le gendarme soupçonneux qui demande les papiers, le permis de circuler.

Alors le mercanti, souriant, humble, salue jusqu'à terre, fouille ses poches, en tire des paperasses crasseuses et les présente au représentant de l'autorité, avec toutes les marques extérieures d'un profond respect.

Le gendarme porte-t-il un galon, le mercanti ne manque pas de l'appeler mon lieutenant ou même mon capitaine.

Enfin, les formalités sont accomplies. Il est autorisé à exercer son commerce, à débarquer ses marchandises, à les déballer et à s'installer. Déjà, la foule des curieux se pressent autour de lui, des soldats, des sous-officiers, des officiers. On l'interroge, on lui demande ce qu'il vend, d'où il vient.

Le gaillard prend alors sa revanche des épreuves et des humiliations subies ; à son tour, de relever la tête et de se laisser supplier par les acheteurs. En peu d'instants, il sait qu'il aura épuisé sa marchandise ; mais alors, ses prétentions deviennent excessives. Les moindres objets sont taxés fort chers.

En observateur attentif, il a vite fait de remarquer que les amateurs capables de bien payer ne manquent pas, que sa marchandise sera facilement écoulée parmi des officiers en campagne depuis longtemps déjà, et privés de tout confortable. Aussi, n'hésite-t-il pas à faire des prix exorbitants.

« Voulez-vous avoir une idée, écrit-on, de ces prix auxquels ce « pionnier de la civilisation » daigne nous débiter ses drogues ? Un kilo de pruneaux vaut de trente à quarante sous. Une boîte de beurre dont l'étiquette déshonore Isigny se paye quatre francs pour 500 grammes ; la bouteille de bière, deux francs ; le savon de ménage, deux francs le kilo, et on se bat pour en avoir. La bouteille d'eau minérale, qui trop souvent ne contient que de l'eau ornée de bicarbonate de soude, vaut, selon l'étiquette (toujours cette fallacieuse étiquette !), de soixante-quinze centimes à un franc soixante-quinze. Amateur de saucisson, apprêtez-vous à payer le kilo jusqu'à huit et dix francs. Le fromage de Hollande, — une petite boule desséchée, — huit francs. »

Les plaintes sont nombreuses dans l'armée ? Pourquoi le trafic des mercantis n'est-il pas réglementé ? Pourquoi leur permettre l'exploitation cynique du troupiers ?

Lorsque la provision est épuisée, le marchand retourne à Majunga, la bourse bien garnie ; il achètera une pirogue de plus et reviendra le plus tôt possible, avec un nouveau stock dans les campements français.

Quelques aventuriers plus hardis ou plus âpres que les autres demandent l'autorisation de suivre la colonne jusqu'à Andriba, et ensuite jusqu'à Tananarive. Ils organisent des convois de marchandises dans le pays désert, avec une audace, un esprit d'entreprise que rien ne décourage.

Beaucoup de femmes sakalaves sont restées dans le pays avec leurs époux. L'invasion française ne semble nullement les épouvanter.

« Très bien vêtues, écrit un galant troupiers que nous avons déjà cité, et qui, nous devons l'ajouter, ne nous paraît pas difficile, les fem-

mes sakalaves sont très coquettes, rappelant, sauf leur peau noire, nos petites Parisiennes. »

Les femmes ne faisaient donc pas mauvais accueil à nos soldats. Elles sont, on le sait, généralement peu rebelles et professent une morale fort relâchée. La fidélité conjugale est à Madagascar l'exception. L'adultère est puni d'une amende que les coupables doivent payer au mari. La femme restituée à celui-ci les cadeaux qu'elle en a reçus et le divorce est prononcé, si le mari le demande.

Les troupiers français n'avaient pas à redouter les sévérités du code hova. Ils furent souvent les héros de fêtes avec concerts et danses. On n'y hurlait plus l'hymne national malgache¹ mais on y chantait les poésies aimées des femmes.

Nous n'en citerons qu'une célèbre à Madagascar, l'harmonieuse Nahandova :

Nahandova, ô belle Nahandova, l'oiseau nocturne a commencé ses cris, la pleine lune brille sur ma tête et la rosée naissante humecte mes cheveux. Voici l'heure qui peut t'arrêter, Nahandova, ô belle Nahandova ? etc.² »

Plus d'une « Nahandova » écouta les propos galants des jeunes Français venus de si loin et beaucoup moins rébarbatifs et farouches que ne les avait décrits les proclamations de Ranavolo...

Quelques officiers, comprenant la langue malgache, s'intéressaient aux chants, aux jeux du pays et la littérature malgache ne leur semblait pas dépourvue de saveur ni de philosophie. On en jugera d'après cette fable :

LE SANGLIER ET LE CAÏMAN

Un sanglier de maraude suivait les bords escarpés d'une rivière où s'ébat-
tait un énorme caïman en quête d'une proie. Averti par les grognements du
sanglier, le caïman se dirige vivement de son côté : « Salut, lui dit-il. — Fina-
ritra !... finaritra, répond le sanglier. — Est-ce toi dont on parle tant sur la
terre ? demande le caïman. — C'est moi-même... Et toi, serais-tu celui qui
désole ces rives paisibles ? répond à son tour le sanglier. — C'est moi-même,
dit le caïman. — Je voudrais bien essayer ta force... — A ton aise, de suite, si
tu veux. — Tu ne brilleras guère au bout de mes défenses. — Prends garde à
mes longues dents. Mais, dit le caïman, dis-moi donc un peu comment l'on
t'appelle. — Je m'appelle *le père coupe-lianes sans hache, fouille-souches sans bêche,
prince de la destruction* ; et toi, peux-tu me dire ton nom ? — Je m'appelle *celui
qui ne gonfle pas dans l'eau ; donnez, il mange ; ne donnez pas, il mange quand même.*
— C'est bien, mais quel est l'ainé de nous deux ? — C'est moi, dit le caïman :
car je suis le plus gros et le plus fort. — Attends, nous allons voir. » En disant
ces mots, le sanglier donne un coup de boutoir et fait écrouler une énorme
motte de terre sur la tête du caïman, qui reste étourdi sur le coup. « Tu es

1. Publié plus haut, voir p. 220.

2. Cette poésie un peu leste, a été traduite par Parny, qui était créole de l'île Bourbon.

fort, dit-il après s'être remis; mais à ton tour attrape cela. » Et lançant au sanglier surpris tout une trombe d'eau, il l'envoya rouler loin de la rive. « Je te reconnais pour mon aîné, s'écrie le sanglier en se relevant, et je brûle d'impatience de mesurer ma force avec toi. — Descends donc, dit le caïman. — Monte un peu, je descendrai. — Soit. » D'un commun accord il se dirigeant sur une pointe de sable où le caïman n'avait de l'eau qu'à mi-corps. Le sanglier bondit alors, tourne autour de lui, évite sa gueule formidable, et saisissant l'instant favorable, il lui ouvre, d'un coup de ses défenses, le ventre, de la tête à la queue. Le caïman rassemble ses dernières forces, et profitant du moment où le sanglier passe devant sa gueule béante, il le saisit par le cou, le rive avec ses dents et l'étrangle. Ils moururent tous deux, laissant indécise la question de savoir quel était le plus fort. On tient ces détails d'une chauve-souris présente au combat ¹.

Le Malgache, doué d'imagination ajoute toujours un peu du sien aux contes et fables qu'il récite.

Les bonnes relations entre Français et Malgaches du sexe faible ne datent pas d'hier. Au xvii^e siècle, déjà, les récits des contemporains nous apprennent que nos galants ancêtres obtinrent ou surent conquérir les bonnes grâces des dames et des demoiselles indigènes de Madagascar. Un major français, La Caze, avait acquis là-bas une grande influence, après de remarquables exploits et à la suite de son mariage avec la fille du chef Dian Rasinatte. Cette jeune personne répondait au doux nom de Dian Nong. « Elle était plutôt grande que petite; elle avait la peau belle, les dents admirables, le fond des yeux d'un blanc éblouissant et la prunelle brune. Elle était vêtue d'un petit corset sans manches « qu'on appelle un acange »; un « tapis de soie, de coton et d'herbes » la couvrait jusqu'aux genoux. Elle portait des tours de grains de corail, d'or et de petites coquilles fort rares, de même que les femmes du Cap-Vert, excepté qu'elle n'avait point comme elles de petits paquets remplis d'amulettes, de gris-gris, pour lesquels les habitants de Madagascar avaient alors beaucoup de vénération. Elle s'était convertie au catholicisme et avait renoncé à cette superstition. Elle se coiffait en faisant de petites tresses de ses cheveux, qui tombaient jusqu'à la moitié de son corsage par les côtés et qui, sur le derrière, étaient tournées en rond ². »

Dian-Nong adorait son mari et lui sauva plusieurs fois la vie; elle eut trois enfants, trois filles, dont l'aînée épousa, en 1671, un lieutenant français nommé La Bretèche. Lorsque La Caze mourut, son épouse, en bonne Malgache, aux impressions mobiles, se consola assez vite; elle épousa en secondes noces un autre Français, Thomassin.

Le lieutenant La Bretèche, gendre de Dian-Nong, devint le chef

1. Traduction par M. Henry d'Escamps.

2. *Le général La Caze et sa femme la reine Dian-Nong*, par Emile Cère, *Revue hebdomadaire*, du 13 juillet 1895.

des troupes de Louis XIV à Madagascar. Il exerçait paisiblement ses fonctions, lorsque des jalousies féminines troublèrent malheureusement le pays.

Les jeunes Malgaches devenaient fort amoureuses de nos compatriotes ; aussi n'était-il pas question d'adresser à ceux-ci, comme cela se faisait dans nos autres colonies, des compagnes françaises transportées par ordre du roi au delà des mers, et généralement recrutées à Paris par le lieutenant de police. En 1673, « seize filles envoyées par la directrice de l'hospital de Paris » étaient destinées à l'île Bourbon. Elles furent embarquées sur la *Dunkerquoise*. Une tempête jeta le navire sur la côte malgache. Les Parisiennes furent sauvées et recueillies par les officiers et soldats de La Bretèche ; elles étaient jolies et n'eurent pas de peine à faire tourner toutes les têtes ; les femmes indigènes furent délaissées. En quelques semaines, douze des « filles de l'hospital » avaient trouvé mari à Madagascar. Les premières épouses abandonnées jurèrent de se venger et fomentèrent la révolte. Elle éclata. Soixante-quinze Français furent massacrés. La Bretèche et ses compagnons survivants durent quitter Fort-Dauphin ; mais les Malgaches du sexe faible ne tardèrent pas à regretter les volages Français.

Quand, pour la première fois depuis la fuite de La Bretèche, un vaisseau français vint mouiller en rade Dauphine, les marins furent charmés de l'accueil qui leur fut fait, et l'un d'eux en a rendu compte : « Le 20 novembre 1713, dit-il, nous mouillâmes à Fort-Dauphin. On fut agréablement surpris de voir avec quelle affabilité les insulaires qui estoient en grand nombre, nous reçurent. On ne l'eût jamais cru, ayant esté autrefois d'une grande cruauté à nostre égard lorsqu'il a fallu abandonner cette colonie¹. »

De nombreux petits Français naquirent des unions contractées à Madagascar au xvii^e et au xviii^e siècle.

Peut-être parmi ceux qui combattent aujourd'hui nos soldats à Madagascar se trouve-t-il des descendants des premiers conquérants de l'île ?

Longtemps après La Caze et La Bretèche, en 1745, un simple corporal français, La Bigorne, épousa la reine Bétré, souveraine du littoral de Tamatave à la baie d'Antongil.

« J'ai donné à un soldat, écrit en 1768 un officier français à Madagascar, le comte de Mandave, permission d'aller passer quelques jours chez Ramansoulouc, son beau-père, car nos soldats épousent sans difficultés les filles des rois du pays. »

Pourquoi les soldats de 1895 rencontreraient-ils plus de rebelles que les soldats de Louis XIV et de Louis XV ? Le mari malgache est

1. *Le général La Caze*, par Emile Cere.

d'autant moins ombrageux que la femme n'a pas pour lui autant d'attrait ni de valeur que la bouteille de rhum, et que son immoralité est souvent égale à son ivrognerie.

« Un homme, dit le P. Piolet, prenait autant de femmes qu'il pouvait en nourrir et les renvoyait quand cela lui faisait plaisir. De même ses femmes le quittaient quand elles le désiraient ¹. »

« Des lois nouvelles, édictées sous l'influence anglaise, ont bien proscrit la polygamie et réglementé le divorce. En pratique, il n'y a presque rien de changé et on trouve toujours moyen de s'arranger avec la loi. Les jeunes filles ne sont jamais conservées, et les futurs époux vivent toujours ensemble longtemps avant leur union; les enfants eux-mêmes sont corrompus dès l'âge le plus tendre. Bref, il n'y a pas de mœurs, pas de retenue, et une jeune fille peut avoir trois ou quatre enfants, que cela ne l'empêchera nullement de se marier; tout au contraire, car on sera sûr alors de sa fécondité ².

« Aussi, quels tristes fruits ce dévergondage effrayant a-t-il produits! La vie n'est pas tarie dans sa source chez les Hovas, car ils ont beaucoup d'enfants, mais elle est profondément viciée, et la syphilis atteint jusqu'à 80 0/0 de la population. »

Les sociétés de tempérance auraient du reste beaucoup à faire à Madagascar. Parfois nos soldats avaient entendu des Malgaches chanter le refrain populaire du pays :

Rano an'ala madida manga manga.

Rano an'ala.

Les interprètes traduisaient ainsi les paroles de la vieille chanson :

L'eau qui coule dans la forêt est limpide et azurée
L'eau qui coule dans la forêt.

Or, les chanteurs célébrant « l'eau limpide et azurée » étaient presque tous d'affreux buveurs de rhum, des ivrognes invétérés.

Hommes, femmes, enfants se grisait abominablement. Des bébés buvaient le rhum comme du lait. Les scènes d'ivrognerie se terminent, à l'occasion des fêtes, naissances ou funérailles, par des orgies sans nom ³.

1. *Madagascar, sa description, ses habitants*, par le P. Piolet.

2. « La femme à Madagascar, dit plus loin le P. Piolet, n'a cependant pas ce rang inférieur, cette place d'esclave que lui assignent tous les peuples orientaux. Elle est au contraire l'égale de l'homme, a ses intérêts particuliers, et peut occuper toutes les situations. En particulier, il y a peut-être chez beaucoup de tribus plus de reines que de rois.

« Le mariage est généralement décidé entre parents. Pour le faire, il est obligatoire chez les Sakalaves de sacrifier un boeuf; on plante un arbre commémoratif, *hazomanitra*, et l'époux mange le cœur de l'animal. »

3. « Chez les Betsimarakas, dit le père Piolet, tout le monde s'enivre alors et se livre aux plus honteux excès. Que peuvent être les pauvres êtres conçus au milieu de ces scènes d'ivrognerie et de



Artillerie de montagne sur la route d'Andriba.

- M. Bérenger aurait fort à faire ici, disaient les Parisiens.
- Si nous fondions une section de l'Armée du salut !
- Une ligue contre la licence des sentiers malgaches !

Le mois de juillet s'écoula sans incidents de guerre notables. On

débauches ? Ils naissent tous rachitiques, sans force, sans santé, et la race s'en va dépérissant et diminuant avec un effroyable rapidité. La petite vérole exerce également chez eux de grands ravages et fait chaque année de nombreuses victimes. Ajoutez à tout cela la fièvre, plus fréquente et plus dangereuse dans le pays des Betsimisarakas qu'ailleurs, et une foule d'autres maladies occasionnées par leur malpropreté et leur manque de soin ; et vous aurez une idée de leur misérable état.

« C'est un des exemples les plus frappants de la rapidité avec laquelle l'ivrognerie et l'inconduite peuvent ruiner un peuple. Sans doute le joug hova se fait durement sentir, et les multiples corvées auxquelles ces malheureux sont soumis ont pu contribuer à les éloigner de leurs anciennes villes devenues aujourd'hui des « batteries » hovas. Mais le pays n'est guère plus habité vers les montagnes, loin des Hovas, que sur le bord de la mer, et la population décroît chaque jour. Pourra-t-on même jamais y porter remède ? »

fit cependant courir le bruit à Majunga, à Marovoay et à Mevatane que des forces ennemies importantes se réunissaient au nord, à peu de distance de nos établissements pour tenter de couper la ligne de communication des Français.

Dans les cantonnements, au bivouac, le soir, au mois d'août, bien des anciens évoquèrent les souvenirs de 1870. Les Allemands célébraient alors avec éclat et arrogance les anniversaires des jours sanglants, des grandes batailles livrées autour de Metz et de Sedan.

Parmi les officiers du corps expéditionnaire de Madagascar, quelques capitaines; presque tous les officiers supérieurs avaient pris part à ces héroïques journées.

Le 16 août, le 18 août, le 1^{er} septembre, réunis au camp sur la route de Tananarive, les officiers de chaque corps se groupaient autour des survivants de la terrible guerre. Vingt-cinq ans plus tôt, ces braves combattaient à Gravelotte, à Saint-Privat, à Sedan. Ils étaient jeunes alors et la défaite imméritée, puis les longs mois de captivité les avaient cruellement éprouvés.

Avec quelle émotion, ils rappelèrent les incidents, les épisodes de bataille! Leur chef, le général Duchesne était lui-même un ancien capitaine de 1870.

Tous, après la paix humiliante, après l'odieux traité de Francfort arrachant à la France l'Alsace et la Lorraine, ils s'étaient promis de relever la patrie vaincue, de la rendre forte et de reconquérir les provinces perdues.

— Nous rêvions alors, disait un officier, de rentrer à Metz et à Strasbourg avant 1880.

Les mois passaient et l'ennemi occupait toujours la terre annexée. Les couleurs allemandes flottaient en Alsace-Lorraine, et vingt-cinq ans après la lutte, l'Allemand fêtait en pays conquis l'écrasement de la France!

Quand viendrait enfin l'heure de la délivrance? Les anciens de 70 conduiraient-ils encore nos bataillons au combat contre les Allemands? N'était-ce pas toujours leur plus chère espérance?

Les jeunes officiers écoutaient, graves, émus, récits et souvenirs.

Eux aussi, ils avaient rêvé une autre expédition que celle de Madagascar, ils comptaient bien se trouver un jour face à face avec d'autres adversaires que les Hovas; l'armée nouvelle, quoi que disent et quoi que fassent certains politiciens, a toujours les yeux tournés vers la frontière des Vosges.

Les conversations tenues entre officiers à Madagascar, à l'occasion des douloureux anniversaires, prouvaient que les espérances, la confiance en l'avenir demeuraient inébranlables. Les chefs savaient, ils voyaient que les jeunes soldats étaient dignes des anciens, comme eux vaillants au feu; ils seraient prêts, l'heure venue, à marcher à

d'autres combats, à porter glorieusement en Europe le drapeau de la patrie.

Un officier exprima la pensée de tous, en disant, le 18 août au soir, le verre levé :

— Messieurs, au succès de l'expédition de Madagascar, mais aussi à d'autres revanches !

CHAPITRE XXI

La deuxième Brigade à l'avant-garde.

La brigade Voyron rejoint le corps expéditionnaire. — Etat de ses troupes. — En tête de colonne. — L'artillerie de campagne. — Les chasseurs d'Afrique. — Le pas colonial. — La route d'Andriba. — Soavinandriana. — Le service des renseignements. — La flottille. — Les magasins de l'arrière et les transports. — La ligne détapes. — Les voitures Lefebvre. — Dépôts et renforts.

La brigade du général Metzinger était en avant-garde depuis le début de la campagne. Une partie de ses troupes avait combattu à Maeverano, à Maravoay, à Mevatane, à Tsarasaotra et à Beritza. Elle allait maintenant céder le pas à la seconde brigade, placée sous les ordres du général Voyron, composée de contingents coloniaux et d'infanterie de marine. Le général Duchesne ne voulait pas être accusé d'avoir exclusivement réservé l'honneur de marcher au feu aux seules troupes de l'armée de terre ; mais celles-ci regrettaient fort de passer pour quelque temps au second rang, et de fournir désormais la plupart des garnisons d'étape. Leur rôle de troupes combattantes n'était cependant pas terminé. Ne disait-on pas en effet que les Hovas se préparaient à attaquer nos postes de l'arrière et à couper nos communications ?

Le 31 juillet, le ministre de la guerre recevait de Majunga la dépêche suivante :

« La brigade Voyron est partie pour prendre la tête du mouvement.

« Les généraux Duchesne et de Torcy quittent Suberbieville avec l'intendant Gaudin.

« La marche va se poursuivre sans rompre. »

En extrême avant-garde, marchait le 13^e régiment d'infanterie de marine, colonel Bouguié, troupe excellente comprenant environ un tiers de soldats rengagés, ayant déjà presque tous fait campagne aux colonies, rompus à toutes les fatigues, vieux routiers débrouillards, aussi expérimentés que braves.

L'esprit de corps les animait ; enfin leur tour était venu ! ils prou-

veraient aux turcos et aux chasseurs à pied que les marsouins étaient, eux aussi, de rudes soldats au feu. Ils espéraient arriver les premiers à Tananarive et y planter le drapeau français sur le palais de la reine.

Le régiment colonial, colonel de Lorme, complétait la brigade Voyron; il était composé de trois bataillons sans beaucoup d'homogénéité : tirailleurs sakalaves ou dénommés tels, tirailleurs haoussas et volontaires de la Réunion. On sait déjà que les Haoussas avaient été très éprouvés, mais que leur état sanitaire s'améliorerait promptement; ils formaient une troupe solide, bien entraînée, résistante. Les officiers appartenant tous à l'infanterie de marine, répondaient de leurs hommes.

Le bataillon des volontaires de la Réunion avait déjà vu le feu à Diégo-Suarez où il s'aguerrit. Il était très fortement encadré.

Les tirailleurs sakalaves, ou du moins ainsi dénommés, avaient perdu beaucoup d'hommes depuis le combat de Mananga. Un certain nombre des leurs n'avaient pas suivi le bataillon; ces indigènes nomades et irréductibles ne se plient pas longtemps en effet à la discipline.

Quant aux Comoriens, nombreux au bataillon, ils sont mous et cèdent facilement au mal du pays.

« Autres, écrit un médecin, sont les Sénégalais, robustes, pleins de bonne volonté et d'entrain, chantant toujours sur un rythme lent et monotone et couvert d'amulettes (de gris-gris) dans la protection desquelles ils ont une confiance absolue. Je demandais un jour à un jeune Sénégalais, porteur d'un scapulaire très européen, ce qu'il avait là; il me répondit que c'était un gri-gri français donné par un camarade. La présence de ce scapulaire, au milieu de toutes ces croyances naïves, est au moins originale¹. »

A ces troupes se joignait l'artillerie de marine. Une partie du génie continuerait à marcher à l'avant-garde. Pour ce corps, jamais de repos; ses pionniers ouvraient le chemin à l'armée du général Duchesne jusqu'à Tananarive.

Les hommes trop fatigués furent remplacés par les soldats envoyés de France, tirés de tous les régiments du génie. Ces derniers, bien qu'ayant déjà fournis d'importants contingents, n'étaient pas encore au bout de leurs sacrifices.

Non moins vaillamment que le génie, l'artillerie, particulièrement l'artillerie de campagne, avait accompli des prodiges. Cette artillerie laissée en arrière, puisque ses attelages étaient arrêtés à chaque pas par des obstacles réputés infranchissables, n'avait encore assisté à aucun combat. Elle se voyait condamnée, depuis le début de la cam.

1. *Progrès médical*, 27 juillet 1895.

pagne, au labeur le plus pénible et le plus ingrat, sans beaucoup d'espoir d'arriver à temps en ligne :

« ... L'envoi à Madagascar de deux batteries de campagne et, surtout d'une batterie de 120 léger, — pièces trop *lourdes*, — écrivait un sous-lieutenant de réserve au 38^e fut une erreur...

« Est-ce une raison pour que ces officiers... et les hommes, qui commandent et servent les pièces de ces batteries soient plus ignorés de la patrie française pour laquelle ils peinent au moins autant que leurs frères des batteries de montagne, que ces derniers, plus heureux parce qu'affectés au service de pièces plus légères ? Je ne le crois pas ?

« Et c'est pour cela que je vous rapporte ce que je leur ai vu faire, c'est pour cela que je vous dis avoir vu les artilleurs de campagne décharger eux-mêmes — car des *coolies* nègres n'ont pas qualité pour porter une pièce lorsque ces servants sont présents — décharger eux-mêmes leurs pièces démontées sur le sable de Majunga, remonter les affûts et mettre sur eux les pièces, toutes manœuvres de forces exécutées au grand soleil ; puis, quittant Majunga, se mettre en route pour Mevatanana, avec une belle confiance d'artilleurs habitués à passer superbement par-dessus les pires obstacles, en France, et, enfin, constatant leur impuissance devant la rivière de Marovoay, profonde, vaseuse et sur laquelle le génie ne jetait un pont qu'au prix de mille difficultés et fort lentement, ronger leur frein devant ce fossé qui les arrêtaient, venir fiévreusement chaque matin, les hommes comme les officiers, pour examiner où en étaient les travaux du pont ; passer le pont aussitôt qu'il fut terminé, se lancer à même la brousse, patauger dans les marais, s'en sortir eux et leurs pièces, y retomber... Bref, c'est parce que j'ai vu tout ce travail, tous ces efforts surhumains développés en pure perte, — car ils apprirent à Androtsty, à près de 100 kilomètres de ce fort de Mevatanana, à la prise duquel ils voulaient contribuer, que Mevatanana avait été pris sans eux, — c'est parce que j'ai vu tout cela que je tiens à vous le dire, tout simplement, bien persuadé que vous en tirerez mieux que moi la conclusion nécessaire.

« Pour le 120 léger, que vous dirai-je de plus que pour les 80 de campagne ? Que les servants durent prendre les deux pièces de ce calibre — sur quatre débarquées à Majunga — qu'un chaland avait amenées à grand-peine jusqu'à cinq kilomètres de Suberbieville ; qu'ils durent leur faire franchir ces cinq kilomètres en usant des uniques ressources du pays, leurs bras d'abord, les mulets ensuite ; qu'ils ont accompli ce tour en force en dix jours et qu'ils savaient, en commençant l'exécution, que ce tour de force ne servirait de rien, n'amènerait aucun résultat immédiat, puisque Mevatanana était déjà entre nos

1. M. Boudouresque, correspondant du *Petit Marseillais*.

mains et qu'il s'agissait uniquement de mettre leurs deux canons sur une hauteur en batterie, non pas contre les Hovas, mais — ô ironie! — contre les pluies torrentielles de l'hivernage futur. »

Ces braves artilleurs avaient déjà fait des efforts surhumains; ils leur restait à surmonter beaucoup d'autres obstacles. Le plus grand désir de tous était de combattre; mais ils se résignaient à la tâche obscure, qui jusqu'alors leur incombait.

« Pendant les étapes qui ont duré trois semaines de Majunga à Suberbieville, écrit un officier du 38^e d'artillerie, à travers un pays presque toujours affreux, nos effectifs ont fondu comme beurre. Tous nos hommes sans exception ont été atteints par la fièvre, qui, lorsqu'elle ne vous tue pas, vous démolit pour quelques temps. Enfin, à Marololo, dislocation. Il fallut reconnaître que l'artillerie de campagne ne pourrait avant longtemps rendre aucun service à Madagascar; une partie de son personnel, officiers et soldats, fut affectée au service des ravitaillements et transports. Nous sommes donc rasés comme artilleurs et nous passons tringlots.

« Les batteries de campagne sont dissoutes; les sections de munitions, en revanche, suivront le plus loin possible les batteries de montagne. Elles comptent chacune environ une trentaine de mulets de bât et une trentaine de voiture Lefebvre; elles iront, ainsi formées, jusqu'au point terminus de la route, et de là, seront employées, s'il y a lieu, à ravitailler l'avant-garde avec les seuls mulets de bât.

« Le pays que nous traversons est hideux, les villages sont des trous, infestés de moustiques, de fourmis, de mouches de toutes sortes, horriblement malsain.

« Les hommes tombent successivement malades, puis se relèvent presque tous, retombent et réussissent quand même à franchir les étapes. Leur bagage est heureusement léger. Et quand je pense aux fantassins qui portent le sac!

« Les officiers, bien que mieux nourris et entourés de plus de bien-être, n'échappent pas à la fièvre. Malheur à celui qui perd complètement l'appétit, et dont le moral s'affaisse. Il est perdu.

« Pour nous défendre contre le mal, nous absorbons, tous les huit ou dix jours, une bonne dose de quinine.

« Le climat est épouvantable.

« Au delà de Suberbieville, on travaille à la route avec rage, car il faut se hâter, si nous voulons arriver à Tananarive avant la saison des pluies, c'est-à-dire avant le 10 ou le 15 octobre au plus tard.

« Naturellement, la route si péniblement construite n'est qu'un mauvais sentier, avec des pentes raides, et des cailloux énormes. En de tels chemins, la moindre étape fatigue dix fois plus qu'une étape dite longue dans notre beau pays de France.

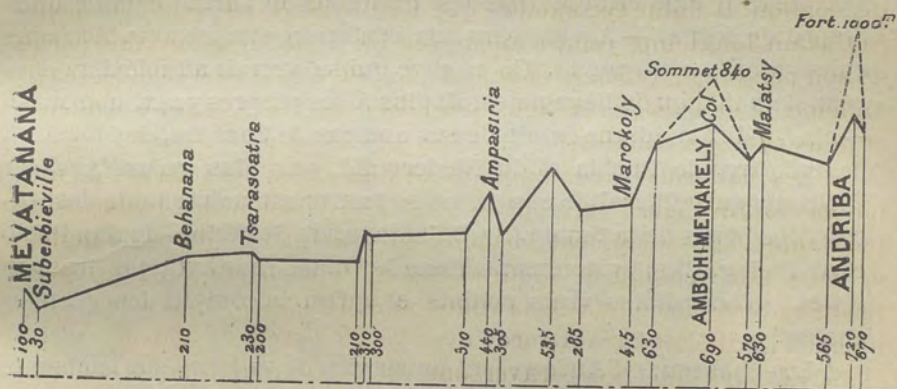
« Les malades sont péniblement secoués dans les voitures, et

subissant mal du reste, l'épreuve de chocs réitérés, ces voitures cassent comme verre.

« Dans ma section, en une seule étape, nous en avons cassé onze sur trente. Il a donc fallu les réparer tant bien que mal, pour ne pas abandonner en route, les provisions qu'elles contenaient. »

Les soldats, le témoignage des officiers était unanime à leur égard, supportaient avec patience ces fatigues, tantôt porteurs, tantôt charrons improvisés, tantôt convoyeurs, poussant à la roue, tantôt terrassiers élargissant ou réparant le chemin, ou le débarassant de grosses pierres éboulées qui le rendaient infranchissable.

On voyait des fiévreux, des anémiés s'efforcer eux-mêmes de rendre service et de donner un coup de main aux camarades, accom-



plissant les uns et les autres sans hésitation, l'obscur devoir sans espoir d'autres récompense que le : *Merci, mes enfants!* de l'officier ému de tant de dévouement.

Le général Duchesne savait mieux que personne que les officiers et les hommes des batteries de campagne, bien que n'ayant pas encore vu le feu, avaient eux aussi mérité les éloges et la reconnaissance de la patrie.

Peu à peu donc, la masse du corps expéditionnaire pénétrait à l'intérieur de Madagascar ne laissant plus en arrière que les marins dont les fusiliers ne dépassèrent pas Maravoay et des compagnies isolées.

Les chasseurs d'Afrique restaient à l'avant-garde, détachant toujours un peloton aux postes extrêmes dans la direction de l'ennemi. Leur mission était d'éclairer le terrain autant que possible et de relier les bataillons, les compagnies éloignés au gros de la colonne par des estafettes.

L'escadron était parfaitement composé en officiers, en sous-officiers et en soldats. Il regrettait malheureusement de n'avoir pas encore eu l'occasion de charger. Il avait du reste prouvé à Tsarasaotra que

la vieille réputation de vaillance des chasseurs était toujours justifiée.

Jusqu'alors, la plupart des cavaliers laissés en arrière par cet escadron étaient, on le sait déjà, des hommes frappés d'insolation. Les chasseurs en effet s'obtenaient à ne pas se coiffer du couvre-chef colonial et à garder leur fez, chechia légendaire campé crânement. Ils appelaient dédaigneusement les casques qui leur avaient été distribués : des éteignoirs.

Déjà, au Mexique, trente ans auparavant, on avait eu grand'peine à leur faire accepter, ainsi qu'aux zouaves le *sombrero*.

Ils le portaient en marche, et sitôt arrivés au bivouac, ils reprenaient le fez.

« Peut on leur en vouloir beaucoup, disait à ce sujet l'*Echo de l'Armée*, de cette exagération dans les traditions de l'arme comme dans l'esprit de corps? — Assurément non, et nous la comprenons bien nous qui sommes passé par là. Un zouave qui se verrait affublé d'un chapeau de paille ou de liège ne serait plus à ses propres yeux, un zouave — c'est-à-dire un digne émule de ses anciens de Zaatcha, de Malakoff, de Palestro, de Puebla et du Niederwald, pas plus qu'un chasseur d'Afrique qui coifferait le casque ne se trouverait un véritable descendant des héros de la Smala, de Balaklava, de Solférino, de San-Pablo et de Floing. C'est évidemment absurde, mais c'est avec ces absurdités-là qu'on fait les vrais soldats et qu'on accomplit les grandes choses. »

Les chasseurs d'Afrique font un service de vedettes sur le chemin d'Andriba. Ils sont placés sur les hauteurs de huit cents mètres environ en huit cents mètres et communiquent entre eux par des signaux convenus.

Ils protègent les travailleurs de la route.

Là où sont à peine tracés des sentiers de bœufs, on construit un chemin praticable à l'artillerie. Des hommes de tous les corps sont réquisitionnés pour manier la pelle et la pioche¹.

La route s'avance jusqu'à Tsarasaotra, en juillet. Des reconnaissances sont envoyées du côté d'Ampasiry, dans la direction d'Andriba. Elles rencontrent à chaque pas des difficultés inouïes.

Ampasiry, à mi-chemin d'Andriba et de Tsarasaotra est un village d'une cinquantaine de cases que dominant de toutes parts des coteaux élevés. Le sentier raviné mène sur un plateau accidenté et d'un accès difficile, et descend ensuite vers Marakolohy, dont le nom signifie *beaucoup* de moustiques. Ce dernier village est entouré d'une haie de cactus.

Au delà de Marakolohy, l'affreux sentier gravit le mont Ambohimenakely, haut de 840 mètres au-dessus du niveau de la mer.

1. L'ancien conducteur des travaux de M. Suberbie, M. Émile Haborer, était adjoint au capitaine Pons, directeur des travaux du génie, et sa compétence pour ces régions est incontestable.



Télégraphie optique.

Les éclaireurs s'avancent péniblement à travers les rocs et les broussailles épaisses et touffues. Il est absolument impossible de gagner du terrain autrement qu'à la file indienne.

Rien de plus fatigant que ces marches en colonne, à la file indienne. Non seulement la chaleur est étouffante, non seulement la charge du sac, des armes et munitions est accablante, non seulement le sentier à suivre est affreux; mais les à-coups sont inévitables, les arrêts fréquents, les étapes, bien que courtes, interminables.

Le *pas colonial*, comme l'appelaient les médecins du corps expéditionnaire, est d'allure lente comme celui des orientaux, lenteur absolument nécessaire afin d'éviter autant que possible le surmenage dans un pays où ses conséquences sont fatales. L'européen s'habitue, au bout d'un certain temps, à ce *pas colonial*.

A Madagascar, l'énervernement qui a pour résultat l'inconscience de la fatigue est des plus dangereux ; la chaleur, malheureusement, suffit souvent à le produire.

A la date du 7 août, le général Duchesne avisait, par dépêche, le ministre de la guerre, que la brigade Voyron avait franchi, sans résistance sérieuse, l'Ambohimenakely. La contrée, lugubre, n'offre aucune ressource.

« De chaque côté, c'est le désert : les villages sont abandonnés ; chose plus grave, les troupeaux ont été refoulés au loin ou chassés par les Hovas dans leur retraite, et comme les Sakalaves redoutent le plus souvent notre contact, il y a une sorte de zone désolée autour de nous. »

Les Hovas ne se montrent pas, ils ont renoncé à nous disputer ce dangereux passage, ces défilés d'une défense facile.

« La route que nous venons de parcourir, et celle qui s'étend devant nous, écrit un correspondant, présente un aspect triste et désolé. On ne voit partout que collines ou montagnes rougeâtres, absolument dénudées, ou couvertes d'herbes sèches atteignant parfois deux mètres de hauteur. Le matin, par un temps brumeux surtout, ces herbes répandent des exhalaisons malsaines. »

Les soldats n'ont qu'un désir : avancer. L'idée d'une résistance sérieuse des Hovas, écrit un officier, ne fait qu'exciter l'entrain de nos hommes impatientes d'apercevoir Tananarive, la terre promise.

A défaut des Hovas, d'autres ennemis attaquent sans trêve nos malheureux troupiers et leur infligent de cruelles souffrances. Ce sont les moustiques et les fourmis qui ne laissent pas de repos aux soldats pendant la nuit. Les officiers sont mieux protégés, grâce à des moustiquaires perfectionnés.

Le 9 août, le général Duchesne télégraphie :

« La brigade Voyron a poussé en vue de Soavinandriana, les troupes hovas se retirant successivement devant nous. »

« Aucun incident sérieux. »

Soavinandriana est à 15 kilomètres d'Andriba, dans la vallée de Kamalandy. Les troupes ont franchi 80 kilomètres, en pays de montagne, depuis Suberbieville. Les Hovas cédaient sans combat sur tous les points. Ils se retirent, assure-t-on à la même date, à Kinajy sur le versant nord des monts Ambohimena, entre Andriba et Tananarive.

« Tous les villages qu'on trouve dans cette région, écrit un correspondant, n'offrent absolument aucune ressource à nos troupes qui n'ont à compter que sur le ravitaillement qui leur est fait de Suberbieville, à dos de mulets : on aperçoit quelques maigres champs de manioc et de riz qui donnent des récoltes à peine suffisantes à leurs rares habitants. »

Enfin, le 21 août, le ministre de la guerre reçoit de Majunga cette dépêche du colonel Bailloud, chef du service des étapes :

« Je viens de recevoir une dépêche du général Duchesne, transmise incomplètement, mais faisant ressortir que, le 12 août, le général en chef se trouvait sur les hauteurs non loin d'Andriba, entre les deux brigades, et que les travaux étaient vigoureusement poussés pour enlever sans tarder ce poste important. »

Une nouvelle étape sur la route de Tananarive allait donc être franchie par le corps expéditionnaire, laissant derrière lui une route que pourraient suivre les convois de ravitaillement.

Le général Duchesne est alors en quête de renseignements. Les habitants de la région se sont enfuis. De rares détachements hovas ont été entrevus ; mais ils ne tiennent nulle part.

Livrera-t-on combat à Andriba ou au delà ? Des fortifications sont élevées au premier point, mais seront-elles défendues ?

Sur les flancs de la colonne, au Nord, on signale des bandes de partisans ou de fahavolos. Un indigène surpris assure qu'ils sont très nombreux et veulent tenter de séparer le corps expéditionnaire de sa base d'opération et attaquer un des postes de la route qui vient d'être tracée.

Le service des renseignements, si important est alors ainsi formé :

1° Le colonel breveté d'infanterie de marine de Beylié, chef de service. Cet officier supérieur a été envoyé en mission secrète à Madagascar en automne 1893 pour étudier sur place le plan des opérations à suivre. C'est ce plan, légèrement modifié, dit-on, au point de vue des effectifs par M. le général Borgnis Desbordes, qui a été adopté par le gouvernement.

2° Le capitaine Aubé, de l'infanterie de marine. Cet officier a été envoyé à Madagascar en 1894, par l'amiral Gervais et sur la demande de M. de Beylié pour compléter les travaux précédents.

3° Le capitaine de cavalerie Martinie, fils d'un ancien contrôleur de l'armée. Cet officier a été à deux reprises à Tananarive comme aide de camp de M. Le Myre de Vilers et de M. Larrouy. Il a fait partie de la colonne d'évacuation dirigée par M. Ranchot.

4° M. Bénévent, lieutenant démissionnaire, devenu lieutenant de réserve, employé précédemment aux mines d'or de M. Suberbie, connaît la langue et les mœurs.

5° M. Jully, lieutenant de réserve, architecte du gouvernement français à Madagascar, a habité longtemps l'Emyrne, parle parfaitement le hova.

6° M. Castex, employé de M. Suberbie.

A ce service sont attachés un interprète et un secrétaire... et des espions indigènes occasionnels.

Les officiers sont employés tantôt à l'avant-garde pour organiser

le service des guides, tantôt à l'arrière pour conseiller le commandement local, tantôt à l'état-major général.

Le chef du service dispose de fonds spéciaux.

Malheureusement, les agents actifs, intelligents, audacieux sont de plus en plus rares.

Le général Duchesne ne doit pas seulement regarder en avant, il a plus que jamais à se préoccuper de l'arrière et des différents services de transport.

La flottille est sous les ordres du lieutenant Simon qui surveille constamment son personnel, en exigeant beaucoup des hommes sous ses ordres, mais aussi en se préoccupant avec sollicitude de leur bien-être matériel. Il allait et venait d'Ambato à Marololo, visitait chaque canonnière, passant en revue l'équipage, interrogeant les matelots, leur remontant le moral et parfois administrant lui-même, sans attendre l'ordonnance du médecin souvent très éloigné, ipéca ou quinine.

Cinq petits bateaux vedettes avaient pu remonter d'Ankaboka et de Marovoay à Marololo pour remorquer les pirogues indigènes saisies ou réquisitionnées et des embarcations en aluminium de 12 mètres de long, calant 15 centimètres, envoyées de France.

« Il faut avoir fait cette traversée sur le Betsiboka, au moment des basses eaux, écrivait-on¹, pour se rendre compte des difficultés excessives de cette navigation. Le débit de la rivière diminuant graduellement et très vite, le chenal se déplace tous les jours et tel passage praticable la veille est absolument impossible le lendemain. Toujours la sonde à la main, de longues perches prêtes à dégager les chalands ensablés, les officiers et les hommes n'ont pas une seule minute de répit. C'est une navigation énervante au suprême degré et l'on s'explique facilement que les trois quarts des équipages soient bien vite sur les dents. »

Fort heureusement, leur chef, ainsi que nous venons de le dire, était d'une activité infatigable et très habile manieur d'hommes, obtenant beaucoup d'eux sans rigueurs toujours regrettables et grâce à la confiance qu'il inspirait.

On ne peut, écrit un marin, « se faire une idée de l'activité que déploient ici les canonnières; depuis trente-cinq jours la *Zéléé*, par exemple, pour ne pas parler de mon bateau, ce qui me gênerait pour en dire du bien, n'a pas éteint ses feux².

« Quand le jour paraît, on part, pour ne s'arrêter que quand on n'y voit plus. Et les difficultés ne manquent pas! Courant souvent rapide. — Il m'est arrivé de lutter pendant un quart d'heure sans savoir si j'arriverais à gagner quelques mètres; une fois même, j'ai été obligé

1. Lettre adressée au *Journal des Débats* le 21 juillet de Subierbeville.

2. Lettre communiquée au *Figaro* du 24 août 1895.

de me déhaler avec une touline. Et nous chauffions souvent à 12 kilogrammes (nos chaudières sont timbrées à 10). — Il faut marcher.

« Et puis le fond! quand il n'y a plus que 90 ou 80 centimètres d'eau, le bateau ne gouverne plus, et tourne autour de son chaland (car nous remorquons toujours un chaland de 25 tonneaux de vivres, de matériel et de troupes). — Il m'est arrivé une fois de tourner ainsi pendant vingt-quatre heures!!! Et je t'assure que j'avais appelé toutes les ressources de mon esprit à mon aide! Ancres, gouvernail de fortune, perches pour passer sur le fond, changement d'assiette — rien ne pouvait alléger un chaland trop chargé.

« Il y a aussi des berges dures, des roches à fleur d'eau, et rien n'est amusant comme de voir la descente d'une canonnière, carambolant les berges et faisant alors avec son chaland trois tours de valse. — Mais, le plus réjouissant, ce sont les troncs d'arbres plantés dans la vase et dressant souvent une pointe dangereuse, surtout quand elle n'émerge pas.

« Je m'y suis crevé, d'autres m'ont imité; mais, dans le bas de la rivière, il y a des marées et d'excellents bancs pour s'échouer.

« Il y a sept petites canonnières entre Ambato et Marololo. — De ce point à Suberbieville, il y a 25 kilomètres, mais la *Poursuivante* (Convers) a eu tant de peine à remonter des chalands, qu'on a pris Marololo comme point terminus. Maintenant, nous remontons chaque jour de 75 à 80 tonnes à Marololo, et ce sont les troupes qui ont de la peine à décharger les chalands.

« Pendant combien de temps pourrons-nous marcher?

« Il y a le bateau qui fatiguera très vite — les eaux qui baissent à vue d'œil — les équipages vannés.

« La *Zèle* a perdu le deuxième maître mécanicien d'un accès pernicieux, et tous les hommes ont eu de la fièvre plus ou moins forte. Pour eux, ni sieste, ni repos de jour, et les accidents de navigation sont souvent pour eux de rudes corvées. On les soutient avec la quinquina, et leur moral est bon, c'est le principal. J'espère qu'ils tiendront.

« Tu as dû voir que Plauss est mort d'une thypho-malaria. Perret, qui l'a remplacé, a une fièvre éruptive et est au *Shamrock*; Fontaine à l'hôpital d'Ambato avec la dysenterie. Tous un peu impaludés. Je me considère comme heureux de n'avoir eu que des demi-insolations, attrapées par les yeux à chercher les bancs dans le reflet du soleil.

« Maintenant, je vais très bien, et je compte bien ne pas être arrêté par la santé.

« En somme, navigation des plus intéressantes. Je suis arrivé à faire la route jusqu'à Marololo dans le minimum de temps, et cette question est importante.

« Quand sera le retour des troupes? Pas cette année, je pense? On

est peu confiant ici dans une solution rapide de l'expédition. Les difficultés semblent croître à mesure qu'on marche, et la saison des pluies s'approche menaçante.

« Ce qui rend notre situation des plus agréables, c'est notre presque entière indépendance. Le commandant Marquis, qui commande la flottille, est à Majunga — et nous n'y allons pas. Les officiers de troupes n'ont aucun ordre à nous donner. En somme, cela va fort bien, et je crois qu'en dehors du retard très préjudiciable de deux mois au moins dans le montage, on se félicite de la flottille. D'ailleurs, je ne rencontre partout que chefs et officiers bienveillants et aimables.

« Nous nous voyons à peine entre camarades — ne relâchant jamais. On se croise, un signe de main très rapide pour ne pas se caramboler, et c'est tout. »

Le 31 juillet, le ministre de la guerre reçoit du service des étapes une dépêche lui rendant compte de l'organisation actuelle des transports :

« La flottille fluviale assure les transports en rivière jusqu'à Marololo; elle a actuellement en service 12 canonnières, 6 canots à vapeur, 33 chalands, plus le *Sigurd*, le *Boeni* et des pirogues.

« Dans la baie de Bombétoke, les trois affrétés le *Baravoa*, *Kilva*, *Gerti*, plus l'*Ambohimaga*, transportent les approvisionnements jusqu'à Akaboka, d'où la flottille fluviale les conduit jusqu'à Marololo (75 tonnes par jour).

« Le service de la rade est assuré par 7 chalands de la guerre et 4 canots à vapeur de la marine.

« Pour le service des convois par terre de l'arrière, nous utilisons 3,600 voitures Lefebvre, 40 voitures-citernes, 800 mulets de bât, 7,000 coolies, dont 4,000 conducteurs de voitures.

« Malgré les difficultés quotidiennes, les vivres nécessaires pour la marche en avant sont ainsi bien assurés. »

Sur le Betsiboka et l'Ikopa, c'est un va et vient continuel de bateaux, pirogues et canonnières, de canots et de chalands. A la station d'Ankaboka, sur la rive gauche, s'accumulent les approvisionnements apportés par des boutres; d'Ankaboka à Ambato, les chalands sont remorqués par de grandes canonnières; au delà, ce service du remorquage est fait par les petites canonnières jusqu'à Marololo. Les eaux du fleuve ont considérablement baissé. Impossible de conduire plus loin les chalands.

Marololo devient donc un centre important de magasins de vivres, de munitions de toute nature. Ces vivres et munitions sont expédiés du dit point, soit par voie de terre à dos de mulet ou sur les voitures Lefebvre qui commencent à rouler, soit par la rivière sur des pirogues jusqu'à Mevatane, dont le petit port est maintenant extraordinairement animé.

« La coupe des canonnières, écrivait M. Boudouresque, en juin 1895, dont nous avons déjà cité les correspondances particulièrement consciencieuses, rappelle assez celles de nos *ferry-boats* du port de Marseille; elles affectent la forme d'un rectangle dont les deux longs côtés seraient un peu bombés en leur milieu; l'avant est un biseau arrondi et l'arrière carré. La partie par laquelle elles ressemblent le plus à des *ferry-boats* est la superstructure: donnez 20 mètres sur 10 de large à un *ferry-boat*, laissez-lui son toit qui formera une façon de premier étage. recouvrez ce toit d'un second et vous aurez à peu près une idée de ce que sont les canonnières. Pas d'hélice, bien entendu, car l'hélice exige des eaux relativement profondes; une immense roue à aubes, dont l'axe est perpendiculaire à celui du petit navire, est placée à l'arrière et lui permet de franchir les passages profonds de plus de 70 centimètres.

« A l'avant, sur ce que j'appellerai le plancher du premier, sont placés deux canons Hotchkiss, à tir rapide, pouvant balayer les deux rives dans un secteur très étendu. Mais ces canons serviront peu, et la *Brave*, qui reçut le 5 de ce mois le baptême de feu au nom de la petite flottille entière, sera probablement la première et la dernière canonnière qui aura utilisé ses canons.

« Ne croyez pas, cependant, que le rôle qu'elles jouent soit en quoi que ce soit moins important qu'un rôle guerrier. Elles remorquent les chalands chargés de vivres, et dans une expédition comme celle à laquelle nous assistons, expédition dont l'unique difficulté — la preuve en est faite aujourd'hui — consiste à assurer le ravitaillement constant des troupes en marche, les responsabilités sont grandes et les efforts ne sauraient être trop connus de ceux qui, à un degré quelconque, contribuent à assurer ce ravitaillement.

« Chacune des quatre grosses canonnières prend deux chalands, chacune des six petites un seul à Ankaboka. Les chalands pour le remorquage ne sont pas amarrés à l'arrière de la canonnière: le courant du Betsiboka, presque torrentueux, ne leur permettrait pas de suivre dans cette position les évolutions du navire; ils sont amarrés contre la canonnière, et sur ses flancs, bord contre bord et de façon à former avec elle un tout, comme un grand radeau carré, — lorsqu'on transporte deux chalands — dont le centre est occupé par la canonnière.

« Grande serait votre erreur si vous vous imaginiez qu'en un fleuve comme le Betsiboka on navigue comme dans nos fleuves d'Europe, canalisés soigneusement et où il suffit de tenir le milieu du courant pour éviter les échouages.

« Le lit du Betsiboka est parsemé d'énormes bancs de sable, d'arbres qu'entraîne le courant et qui forment des écueils dangereux, des bas-fonds cachés; le chenal navigable, très capricieusement,

serpente parmi ces mille obstacles, se déplaçant quotidiennement dans certaines parties plus vaseuses, et le pilote le plus expérimenté ne laisse pas de se perdre souvent. Aussi nos marins sont-ils continuellement sur le qui-vive! »

Les magasins de Suberbieville se remplissent chaque jour de provisions, dont la masse imposante rassure les troupes de passage. « Le gouvernement ne nous laissera pas mourir de faim, disent les soldats, ni de soif, ajoutent-ils, en montrant les barriques alignées. »

Près de là, sont rassemblés d'énormes troupeaux de bœufs.

L'interprète Julien, détaché du quartier-général, était allé, en compagnie d'officiers d'administration, dans les villages de la région, où il s'aboucha avec des chefs sakalaves et les décida à nous fournir du bétail. A la suite de cette excursion, pendant laquelle les délégués français furent bien accueillis, les Sakalaves amènent presque chaque jour des bœufs au camp et les vendent aux officiers des magasins et du parc; mais ce troupeau n'est pas gardé sans peine. L'unique rêve du bon Malgache, en effet, après avoir touché le prix de ses bœufs est de tenter de nous les reprendre¹. Il n'est pas de ruses auxquelles ces voleurs n'aient recours pour arriver à leur but. Ils rôdent la nuit autour des parcs, essaient de s'introduire dans la place et de faire prendre la fuite aux bœufs prisonniers qu'ils ont eux-mêmes livrés.

Fort heureusement, nos sentinelles dûment averties ouvrent l'œil et ne laissent approcher personne, toujours prêtes à faire feu sur qui voudrait enfreindre la consigne.

Le 3^e bataillon du 200^e de ligne, la 15^e batterie de montagne et la section de 120 formaient provisoirement la garnison de Suberbieville. Ce bataillon, arrivé le dernier du régiment était entré dans la place, musique en tête. Le général en chef et le général de Torcy se portèrent à sa rencontre et firent défiler la troupe qui venait d'être si cruellement éprouvée par la maladie. La musique, bien que très réduite, enleva allègrement une marche guerrière².

A partir de Marololo, le service des étapes et l'intendance organisèrent un certain nombre de postes-relais sur la route parcou-

1. Les gros bœufs se payent de 6 à 7 piastres (30 à 35 fr.); les moyens de 4 à 6 et les veaux 2 piastres.

N'oublions pas du reste que le zébu de Madagascar est de petite espèce. Une partie des convois de vivres et des animaux ainsi achetés file de suite sur Tsarasaotra.

2. Le 3^e bataillon du 200^e de ligne, écrivait-on le 17 juillet de Suberbieville à l'Agence Havas est arrivé avant-hier, venu de Majunga et de Marovoay, en étapes, après de longs stationnements. Les compagnies étaient loin d'être au complet et il y manquait, pour chacune, environ 80 hommes.

La fièvre simple et l'anémie ont touché le 200^e, surtout pendant son long séjour à Marovoay.

Le lieutenant-colonel Bizot a succédé définitivement au colonel Gillon.

« A propos du colonel Gillon, on m'a raconté que cet officier si regretté avait peut-être bien, pendant la période de sa maladie à Ankaboka, beaucoup contribué lui-même, et inconsciemment, à sa fin. Contrairement aux ordres formels des docteurs, le colonel se faisait préparer constamment des boissons qu'il croyait bonnes pour son état et qu'il buvait en abondance. Au besoin, il usait de l'autorité de son grade pour forcer la main aux personnes qui l'entouraient et pour se les faire donner. Ces boissons, très inoffensives pour un homme bien portant, étaient mauvaises dans sa situation par leur quantité même. Quoi qu'il en soit, le corps de Madagascar s'est trouvé privé d'un remarquable officier supérieur. »



Convoi de voitures Lefebvre.

rue par les voitures Lefebvre, de façon à pouvoir conduire facilement chaque jour à l'avant-garde 30 tonnes de vivres et munitions.

Chaque mulet fait une étape d'environ 12 kilomètres par jour. Ces animaux s'acclimataient vite à Madagascar et résistaient vigoureusement aux fatigues. En débarquant, un grand nombre d'entre eux, très éprouvés par la traversée, étaient malingres; on les soigna, on les envoya en villégiature à Marohago, à vingt-cinq kilomètres environ de Majunga, en pays ombragé et pourvu d'eau saine. Le lieutenant Bunoust du 38^e d'artillerie et une cinquantaine d'hommes furent chargés de leur garde et s'acquittèrent de leur mission avec succès, puisque peu à peu, les mulets reprirent leur mine gaillarde, et furent remis en excellent état au service des transports.

Les voitures Lefebvre avaient causé, on le sait déjà, de grosses déceptions. On s'était imaginé qu'elles rendraient les mêmes services à Madagascar qu'au Dahomey. Deux rapports, dont nous citerons des extraits, caractérisaient ainsi le rôle de ces voitures :

1° *Rapport de M. le colonel Rocard sur les moyens de transport à utiliser à Madagascar (20 janvier 1889).* — « On pourrait utiliser les voitures métalliques Lefebvre, qui n'ont pas besoin de routes et peuvent circuler sur une bonne partie des sentiers existant dans l'Imerne; la pioche qui accompagne la voiture suffit presque toujours pour aménager les passages les plus difficiles à franchir; on n'a pas à se préoccuper des ponts pour le passage des rivières.

« La voiture peut être trainée par des hommes, des bœufs, des chevaux ou des mulets; en employant les hommes, ils seraient mieux utilisés qu'ils ne le sont aujourd'hui comme porteurs: il serait cependant préférable d'employer les bœufs, que l'on aura toujours en quantité et à bon marché, et qu'il suffirait de dresser pour l'attelage; il ne serait point indispensable d'introduire de suite des chevaux ou des mulets qui, bien supérieurs aux bœufs comme facilité de conduite et comme rapidité, présenteront pendant longtemps encore le grave inconvénient de coûter trente ou quarante fois plus cher que ces derniers (le prix d'un bœuf varie de 15 à 20 francs).

« Dans tous les cas, la voiture Lefebvre sera une annexe utile pour opérer le drainage des marchandises à transporter. »

2° *Extrait du rapport de M. le commandant Vaillière.* — « Ces véhicules ont circulé partout et supporté victorieusement l'épreuve. Désormais, les longs convois des colonnes expéditionnaires pourront être diminués. Une voiture exige un mulet et un conducteur, et remplace trois mulets bâtés et trois conducteurs; c'est donc la réalisation d'une économie des $\frac{2}{3}$ des mulets et des conducteurs employés dans les convois. Cette importante économie couvrirait vite le prix d'achat des voitures. D'autre part, les mulets attelés seront toujours plus vigoureux et vivront plus longtemps que les mulets bâtés, autre économie plus difficile à déterminer, mais qui n'en est pas moins réelle. »

Ces prévisions optimistes ne s'étaient pas réalisées. Les véhicules ne furent employés à peu près utilement qu'après achèvement des routes et construction des ponts.

Les voitures Lefebvre en circulation sont de formes différentes, les unes, coffres à vivres et munitions; les autres, réservoirs ambulants. Elles sont munies de roues à très large bandage (80 ^m/_m et 100 ^m/_m). Ces roues, bien que pesantes, traversent facilement des terrains mous ou détrempés par les pluies.

« Le moyeu métallique contient une sorte de boîte complètement fermée et remplie d'avance d'une graisse spéciale. Cette disposition assure le graissage pour toute la durée d'une colonne et évite ainsi

les approvisionnements de la graisse qui servait trop souvent aux indigènes de pommade ou de condiment.

« La profondeur de la caisse a été portée à 45 c/m et les ridelles ont été légèrement surélevées et cintrées, de manière à augmenter un peu le cube total.

« Au besoin, chaque voiture à ridelles peut être munie d'une banquette métallique mobile, qui, placée en temps ordinaire sur le côté du véhicule, est, quand la voiture est vide, suspendue entre les ridelles au moyen de puissants ressorts à boudin et constitue ainsi un siège pour quatre hommes, précieux pour le transport des blessés, éclopés, etc. Dans ce cas, la bâche imperméable est maintenue à la hauteur nécessaire par quatre bambous fixés au coins de la voiture, et forme un abri impénétrable au soleil comme à la pluie.

« Les limonnières sont munies, non plus de bras en fer plein, mais bien en tubes d'acier étirés sans soudure, coniques et cintrés à la forme convenable. Ces bras, plus légers que ceux en fer plein, sont incomparablement plus rigides et plus solides, en même temps que d'aspect moins grêle ; ils permettent, en cas de nécessité, d'atteler en flèche un second mulet.

« La limonnière est fixée aux tenons de la volée non plus par deux boulons de chaque côté, mais par un boulon et une chevillette à ergot, mobile, et retenue par une chaînette. Cette disposition permet de relever très facilement les brancards, ce qui économise 50 0/0 du terrain nécessaire pour former le parc ¹. »

Le poids et la capacité des voitures sont ainsi fixés :

Caisse.....	{	Longueur.....	1 ^m 30
		Largeur.....	0 80
		Hauteur.....	0 45
Diamètre des roues.....			1 20
Voie.....			1 08
Hauteur au-dessus du sol.	{	du fond de la caisse.....	0 40
		des bords supérieurs.....	0 85
Capacité.....	{	Volume compris entre le fond, les côtés et le plan supérieur des ridelles environ.....	1 ^m 300
		de la caisse.....	95 kil.
Poids.....	{	du train { roues.....	160 »
		essieu.....	25 »
		de limonnière.....	18 »
		du couvercle.....	25 »
		des ridelles.....	25 »
		des outils.....	7 »
de la bâche.....	4 »		
Poids total.....			359 kil.

1. Voir *Revue du Cercle militaire*, 6 mars 1835.

Le poids du réservoir est de 610 kilogrammes, sa capacité est de 700 litres.

Dans le corps expéditionnaire, les maudites voitures Lefebvre étaient, comme on dit, chargées de tous les péchés d'Israël. Le correspondant du *Temps* interroge à leur sujet les officiers du train qui ont organisé et dirigé tous les convois depuis Majunga¹.

Voici quel est le résultat de son enquête :

« Ce sont les voitures Lefebvre qui ont causé les retards du corps expéditionnaire; elles qui ont nécessité une route et qui ont semé la maladie parmi les troupes en obligeant à employer les Européens à ce dur travail.

« Je ne dois pas cacher que des officiers du train dont j'ai demandé l'opinion déclarent préférer les convois de mulets aux voitures Lefebvre qui, disent-ils, cassent avec une trop grande facilité. J'ai pu effectivement constater *de visu*, comme tout le monde, que lorsque les « échelons » des convois de voitures en fer sont parvenus, ces jours derniers, à Suberbieville, plus de la moitié avaient les brancards originaux remplacés par des brancards de fortune, coupés dans les forêts du chemin.

« En outre de cette constatation, un spécialiste m'a montré que le défaut était dans la jonction des brancards de fer avec la voiture, et bien que la construction ait eu l'excuse de la hâte imposée, il demeure clair qu'on a reçu le travail avec une indulgence que les circonstances seules font expliquer.

« Très certainement, les gens qui ont la plaisanterie facile, et il s'en trouve encore dans l'expédition, n'ont pas tort de dire qu'après la guerre les colons pourront se procurer là des baignoires à bon marché. Le malheur, c'est que la conception des voitures Lefebvre, bonne peut-être en principe, emprunte aux conditions où nous sommes une défaveur toute spéciale.

« Les adversaires des voitures racontent qu'un général anglais bien connu écrivait à l'un de nos officiers généraux, au début de la

1. « Au milieu de ces expériences variées et tardives, écrit le correspondant de *l'Illustration*, les véritables bêtes de somme furent les soldats. A sept ou huit, trainant, poussant aux roues, ils acheminèrent les voitures, depuis la plage jusqu'à la route de 12 mètres, entreprise par le général Metzinger, et à laquelle travaillaient d'autres soldats, des tirailleurs algériens surtout, ceux-là transformés en terrassiers.

« A proximité de la route, à 1 kilomètre 1/2 de Majunga, [fut installé le premier parc des voitures Lefebvre. Ce ne fut certes pas un spectacle banal que celui de ces quatre mille roues, se profilant sur de longues lignes. Jamais elles ne servirent, sinon plus tard, quand la discipline se relâcha, au *tub* des légionnaires. Quand elles quittèrent en partie Majunga pour Marovoay ou Suberbieville, ce ne fut pas sur leurs roues, mais à bord de chalands. A Marovoay et à Suberbieville on n'eut pas davantage recours à leurs services. Pourtant la confiance en elles de l'excellent officier qui en avait prôné l'usage ne se démentit pas un instant. « Qui vivra verra », ne cessait-il de répéter. Et, pour lui donner satisfaction, le général Duchesne ne cessa pas d'enjoindre de les graisser et de les astiquer avec le soin bien dû à d'aussi précieux serviteurs.

« Encore un mot sur les incidents qui ont marqué l'envoi des voitures Lefebvre à Madagascar : si on fut étonné d'en trouver encombré le *Brinkburn*, on ne le fut pas moins de constater que les caisses qui en constituent tout le coffre étaient vides. Que de place gaspillée, alors que l'espace est si mesuré à bord des navires de transport, et que c'est l'espace qui se paye ! »

guerre actuelle : « J'ai beaucoup étudié la question d'une campagne à Madagascar : elle se fera avec 15,000 mulets de bât et 20,000 porteurs. »

On reproche donc aux voitures de ne pas même être solides, d'avoir été fabriquées trop hâtivement. Elles se brisent au moindre choc à la jonction des brancards et de la caisse. Dix pour cent environ, après avoir roulé quelques jours, sont hors de service. On les abandonne. Les autres sont presque toutes en lamentable état et n'ont plus que des brancards improvisés au moyen de branches d'arbre, ou même quelquefois de poteaux télégraphiques, car certains conducteurs indigènes ou kabyles ne se gênent pas, lorsqu'ils ne sont pas surveillés par l'escorte militaire, pour les arracher sur la route. Pas une voiture, disent les officiers, ne franchira les rampes de l'Ambohimenakely, puisqu'elles n'ont traversé que si difficilement les plaines du Betsiboka et de l'Ikopa ¹.

Cependant, elles continuent à circuler ces fameuses voitures ; mais au prix de quelle peine ! Nous avons déjà dit combien furent admirables les officiers et les soldats du génie à Madagascar qui construi-

I. Il a été tellement parlé des voitures Lefebvre que nous croyons devoir donner à leur sujet quelques renseignements complémentaires : ces voitures datent de 1836. On se préoccupait alors d'améliorer les moyens de transport aux colonies.

« M. Lefebvre, qui fournissait déjà, dit Guy Tomel du *Figaro*, à la guerre des barnachements de bêtes de somme et surtout des bâts de mulets, présenta un modèle de voiture entièrement nouveau et qui, de prime abord, sembla très pratique. C'était une sorte de charrette tout en acier, dont les diverses parties étaient démontables et « interchangeables ».

« Elle se composait essentiellement d'une caisse en tôle d'acier, large de 85 centimètres sur 1=10 de long et 1 mètre de haut, pouvant contenir environ 1 mètre cube de marchandises. Les roues, de 1=20 de haut, présentaient un grand développement, pour rendre le roulement plus facile, et les brancards étaient disposés de telle sorte, qu'on pouvait y atteler indifféremment un cheval, un mulet, un âne, un bœuf ou... un homme. L'appareil, en effet, ne pesait en poids mort que 240 kilos, et ne demandait, pour circuler, que des sentiers d'un mètre de large.

« Les inspecteurs furent séduits d'abord par la possibilité de faire, sans charron, une voiture neuve avec les débris de deux voitures brisées, mais ce qui acheva de les conquérir, ce fut la faculté de pouvoir construire des ponts improvisés sur les cours d'eau, en utilisant comme flotteurs les caisses démontées des véhicules.

« Voici comment on procédait :

« On relie les rives par deux cordes solides et bien tendues, entre lesquelles on amarre de distance en distance les caisses étanches des voitures, suffisamment espacées pour ne point faire obstacle au courant. Il n'y a plus qu'à jeter sur ces bouées un tablier de planches quelconques.

« L'expérience fut faite sur la Marne, en 1834, en présence d'une délégation du ministre de la guerre et réussit pleinement. On constata que sur la passerelle ainsi établie pouvait défilier l'infanterie par deux, la cavalerie par un, et l'artillerie de montagne chargée ou attelée.

« Il avait suffi de dix-huit voitures accouplées deux à deux pour franchir la rivière, large en ce endroit de 19 mètres. L'ouvrage fut livré à la circulation pendant un mois sans qu'il nécessitât de réparation et il put résister à une crue subite 1=50 qui signala cette période.

« A la suite de cet essai, la guerre fit les premières commandes de voitures Lefebvre qu'elle expédia au Soudan d'abord, au Dahomey ensuite. Là, elles se comportèrent assez bien, s'il faut en croire les rapports de l'époque parus à l'*Officiel*. Elles passaient par des sentiers plus que rudimentaires, improvisés souvent avec la pelle, la pioche et la hache que chaque voiture porte arrimées à son flanc. Un jour même, en terrain découvert, elles rendirent un service qu'on n'attendait pas. Surprises par une attaque brusque de l'ennemi, nos troupes utilisèrent les charrettes pour former un retranchement derrière lequel elles organisèrent leur défense. Les projectiles des Toucouleurs venaient s'amortir contre cette barricade et ne réussissaient point à percer les deux lames de tôle séparées par 1 mètre cube de marchandise.

« Les tirailleurs et les spahis, écrivit le colonel Archinard, dans son rapport sur cette affaire, sont répartis sur les faces, l'infanterie de marine en réserve est à l'intérieur, l'artillerie occupe les angles et dans le carré se placent : l'état-major, le service médical et le service administratif.

« Nos 300 voitures Lefebvre sont alignées en avant des faces ; elles forment un excellent retranchement, un *tata* en fer, comme disent les noirs. Très basses sur leurs roues, elles permettent le tir comme si on était derrière un épaulement... »

sirent la route et les ponts, et grâce auxquels le service du ravitaillement et des communications par voie de terre fut assuré.

On jugera des efforts accomplis et des souffrances endurées d'après ce fait : une compagnie du génie, forte de 225 hommes, à son départ de Majunga, parvint à Suberbieville, après de longues semaines de travaux sur la route et sur les rives du Betsiboka, réduite à 26 hommes valides.

Le service des transports fonctionnant régulièrement, 400.000 rations furent réunies à Suberbieville, fin juillet, 100.000 à Marololo, 100.000 entre ce village et Mevatane, 100.000 à Tsarasaotra.

A cette date, un journal anglais, le *Standard*, recevant de nombreuses correspondances de Madagascar, expose ainsi quelle est, à son avis, la situation de l'armée française, en présence de difficultés de toute nature et d'obstacles toujours nouveaux :

« Les Français ont dû prévoir et escompter toutes ces difficultés. Le général Duchesne, avant de former son plan, avait l'avantage d'être renseigné sur tous les obstacles qu'il pouvait rencontrer.

« La distance de la côte à Tananarive est de 120 lieues formant trois étapes, l'une de Majunga à Suberbieville, point déjà atteint, l'autre de Suberbieville à Ampotaka et la troisième de ce dernier point à la capitale. La première étape était de beaucoup la plus dangeureuse, 36 lieues de districts où la malaria fait rage; mais elle avait l'avantage que le fleuve fournissait des moyens de transport commodes jusqu'à près de deux lieues de Suberbieville. De cette localité, on ne pourra avancer que pas à pas. »

Le journal anglais fait observer que le général Duchesne a réussi en un mois à traverser la région marécageuse, s'emparant par une série de très brillantes opérations du fort de Marovoay et par une marche rapide établissant son campement dans un site relativement salubre, au milieu des manguiers et des bananiers.

« Le général Duchesne tient dans sa main, dans une position salubre, le corps principal de son armée, là où les vivres ne lui feront pas défaut et d'où il peut lancer quelques détachements lui préparant la route jusqu'au moment où il lui conviendra de prononcer son mouvement. Sans doute la fièvre continuera ses ravages et son œuvre de destruction dans le contingent relativement restreint des troupes campées sur le fleuve, au milieu des terrains marécageux du Betsiboka. Mais, ajoute le *Standard*, si les Français espéraient mener à bien une expédition de ce genre sans des pertes de cette nature, ils comptaient sans les difficultés inhérentes à cette sorte d'entreprise; ils rêvaient l'impossible.

« Naturellement ignorants, comme nous le sommes, du plan de campagne, nous ne pouvons affirmer que le général Duchesne accomplira sa mission avant la saison des pluies; toujours est-il que la pre-

mière partie du programme a été accomplie dans le laps de temps auquel il était raisonnable de s'attendre. Ne perdons pas de vue non plus que l'infanterie de marine et les marins français se sont emparés par une marche et une attaque de nuit de la principale forteresse des Hovas, c'est-à-dire d'Ambohimarina. Maintenant, conclut le *Standard*, l'expédition vaut-elle la peine des millions qu'on y a gaspillés, ou la vie de milliers de soldats? nous ne le croyons pas, mais c'est l'affaire des Français et non la nôtre, Ils en ont fait une question d'honneur, de drapeau, et la France doit savoir, par l'expérience du Tonkin, que la gloire coûte quelque chose. »

A Paris, le ministre de la guerre, la campagne menaçant de se prolonger, organisa régulièrement, comme il avait organisé déjà la relève et les dépôts d'infanterie, ceux de l'artillerie du génie et du train.

Le dépôt du génie se forma à Montpellier, près du dépôt du 200^e de ligne, avec 5 sergents, 8 caporaux et 87 maîtres-ouvriers et sapeurs, choisis presque tous parmi les hommes libérables en 1896.

Les appels réitérés adressés aux régiments du génie avaient déjà singulièrement réduit leurs effectifs¹.

Le dépôt d'artillerie à Nîmes; le dépôt du train à Lunel : Ils comprenaient :

1^o Artillerie : 1 adjudant, 1 maréchal des logis chef, 1 sous-chef artificier, 6 maréchaux des logis, 2 fourriers, 7 brigadiers, 5 artificiers, 4 ouvriers, 3 aides-maréchaux ferrants, 3 bourelliers, 2 trompettes, 30 servants à pied, 35 conducteurs.

1. « Les ballons, faisait remarquer le *Progrès militaire*, ont pris au génie un bataillon. La télégraphie optique, la télégraphie de première ligne lui demandent partout des cadres, des instructeurs, des chefs de poste, des manipulateurs exercés. Les tracés de chemins de fer de pénétration en Afrique se font avec des officiers, des adjoints et des sous-officiers du génie. Au Tonkin, l'artillerie de marine ne peut entièrement les remplacer; elle commence à reconnaître qu'on a eu tort de leur enlever le service des bâtiments qui surcharge ses attributions.

« Sait-on que, pour un effectif permanent de 10.000 hommes le corps du génie en a 1.300 hors de France. Quelle est la troupe qui supporte de pareils détachements?

« La campagne de Madagascar donne la mesure de ce que les armées en campagne peuvent attendre d'un service de génie bien outillé, dont le dévouement des hommes seconde les cadres supérieurement préparés à leur tâche.

« Si on commence maintenant à rendre justice au corps du génie, il sera sage de ne pas s'en tenir à des constatations flatteuses pour l'amour-propre de ses officiers. Ils ont des desiderata à satisfaire.

« Leur petit régiment des chemins de fer doit être augmenté et on ne peut le comparer sans amertume avec la grosse brigade allemande.

« Les ressources accordées en personnel et en matériel aux écoles régimentaires sont trop restreintes.

« L'instruction des pontonniers a besoin d'un outillage perfectionné.

« Le nombre des cadres détachés surmène ceux qui sont employés dans les compagnies.

« Il n'y a pas assez de sous-officiers rengagés. Comme dans les pionniers allemands, une forte ossature des compagnies est à recommander en compensation du temps de service bien réduit pour des hommes ayant beaucoup à apprendre sous les drapeaux. On ne se rend pas assez compte que l'armée allemande n'a pas de rengagés et que le cadre d'une compagnie présente une quinzaine de sous-officiers professionnels, alors que la nôtre en a rarement six, dont la moitié renouvelable chaque année.

« L'organisation du service dans les vieilles colonies ne prévoit pas de contingent à effectuer au génie. C'est une faute. Peut-être eût-il été possible de se souvenir pour l'expédition de Madagascar des enseignements de la campagne du Mexique et de se rappeler les services rendus par les compagnies d'ouvriers auxiliaires recrutées à Madagascar. »

2° Train des équipages : 1 adjudant, 1 maréchal des logis chef, 6 maréchaux des logis, 2 fourriers, 12 brigadiers, 4 ouvriers, 4 aides-maréchaux ferrants, 3 bourreliers, 3 trompettes, 64 cavaliers.

Le cadre officiers de chaque unité de dépôt comprenait, au 33° régiment : un capitaine en second (directeur du parc ou adjudant-major) et deux lieutenants; au 16° escadron : un capitaine en second et un lieutenant.

Les hommes appelés à faire partie de ces dépôts devaient être, de préférence, des volontaires. Ils ne furent mis en route qu'après une double visite sanitaire; seuls, les hommes robustes des classes 1892 et 1893 étaient admis et incorporés.

L'infanterie de ligne¹, l'infanterie de marine² étaient appelées à fournir de nouveaux contingents, qui furent embarqués à Marseille en août et septembre.

Le dépôt de la 30° section d'infirmiers fut constitué à Perpignan, le 20 septembre. Il aurait à mobiliser prochainement 400 hommes à destination du corps expéditionnaire.

1. Au sujet des renforts envoyés aux troupes de ligne, plusieurs journaux publièrent la note suivante :

« Est-il vrai que, maintenant, le ministre de la guerre prend les hommes pour la fameuse « relève » de Madagascar dans nos garnisons de l'Est? »

« Est-il vrai que, dans la garnison de Belfort, un convoi doit être formé et partir le 1^{er} septembre? »

« Est-il vrai que des hommes du 35^e régiment d'infanterie ont été désignés sans préjudice des désignations faites dans d'autres régiments? »

Le ministre de la guerre fit ainsi démentir :

« Contrairement à ce que dit un journal de Paris, aucun convoi ne doit être spécialement formé à Belfort à partir pour Madagascar. »

« Le 35^e de ligne, de même que les autres régiments, a quelques hommes désignés pour la relève. Ces hommes, dont certains sont déjà affectés à la 7^e section des ouvriers d'administration, partiront à l'époque fixée. »

2. Décision du ministre de la marine :

« Les officiers d'infanterie de marine dont les noms suivent, désignés pour servir à Madagascar, ont été affectés, savoir : les capitaines Soyer, du 5^e, au 13^e régiment; Haye, du 2^e, au bataillon de tirailleurs haoussas; Rouland, du 6^e, aux tirailleurs malgaches; les sous-lieutenants Sabalon et Grillo, du 4^e au 13^e; et Apetit-Durand, du 2^e, aux tirailleurs malgaches. »

« Ces officiers rejoindront leur poste par le paquebot de Marseille du 3 septembre. »

« En outre, partiront par le paquebot du 12 les capitaines Durand, du 8^e, désigné pour le bataillon stationné à Tamatave, et Thiratel, du 5^e, désigné pour le régiment de tirailleurs malgaches, et les sous-lieutenants Bezaré, du 8^e, et Collot, du 3^e, qui serviront au bataillon de Tamatave. »



Chasseurs d'Afrique en vedette.

CHAPITRE XXII

Les efforts du gouvernement Hova.

Impression produite à Tananarive par les défaites des Hovas. — Les partis. — Fausses nouvelles — Irritation contre les Anglais. — Les missionnaires. — Une lettre de Rasanjy. — Condamnations et arrestations. — Armements, appels aux armes. — Désarroi. — Levée en masse. — Plans de campagne. — Intrigues à la cour. — Bruits de guerre entre l'Angleterre et la France, à Tananarive. — Joie des Hovas. — Prompte déception. — Les relations avec les gouvernements étrangers. — Les États-Unis et la France. — L'affaire de l'espion Waller. — La situation en Europe.

Les troupes françaises avançaient lentement, mais jusqu'alors aucun des généraux Malgaches n'avait réussi à les arrêter. Elles

approchaient de Tananarive. Telle était la situation vraie que le gouvernement Hova ne pouvait dissimuler plus longtemps. Certains chefs comme Ramazombazaha annonçaient bien des victoires ; mais ces étranges victoires se terminaient toujours par une retraite ou par une déroute. La population indigène, la colonie étrangère savaient que les Malgaches reculaient sans cesse devant nos troupes et que l'occupation de Tananarive par celles-ci était fatale, dans un délai plus ou moins rapproché.

Deux partis divisaient l'opinion à Tananarive : un certain nombre d'honneurs et de hauts personnages reconnaissent qu'il serait préférable de traiter avec la France. La guerre, disaient ils, achèvera de nous ruiner et de ruiner notre pays. Sans doute, nous pourrions infliger des pertes sérieuses aux Français ; mais ils sont trop engagés aujourd'hui pour reculer ; ils s'obstineront, et comme leur victoire finale est certaine, résignons-nous le plus tôt possible à la paix, subissons les conditions de l'ennemi¹.

Ce parti n'était pas celui du premier ministre. Rainalairivony se considérait comme le plus menacé par l'intervention française. Il perdrait tout à notre victoire : gouvernement, honneur, fortune. Jamais la France n'aurait confiance en lui ; elle l'écarterait donc impitoyablement des affaires. Peut-être même serait-il arrêté, exilé, déporté, il se prononçait donc avec plus d'énergie que jamais pour la résistance à outrance, et il favorisait les manifestations de jeunes gens très hostiles aux étrangers et menaçant d'exterminer tous les Hovas qui oseraient parler de paix. A la tête de ces jeunes gens se trouvaient plusieurs neveux du premier ministre.

Pour encourager ou pour terrifier la population, le *Madagascar News* continuait la campagne que l'on sait : guerre sans merci, incendie, lutte désespérée dans le Sud après l'évacuation et la destruction de Tananarive.

— Nous ferons sauter le palais de la reine, disaient les exaltés, mais les Français ne l'occuperont pas,

Cependant, bien que l'attitude de ces furieux n'ait rien de rassurant, l'enthousiasme baisse. La masse du peuple est évidemment dépourvue d'esprit belliqueux.

Le gouvernement fait annoncer :

1. « Il paraît que tout n'est pas couleur de rose à la capitale, écrivait l'*Avenir de Diégo-Suarez*, et que le premier ministre commence à s'apercevoir que son autorité légendaire diminue journellement. La division s'établit dans les rangs. Il semble se former un groupe contraire aux idées belliqueuses du fameux Rainalairivony et qui serait tout à fait disposé à lui faire de l'opposition.

« Nous ne serions pas étonnés que cela aboutisse à une fin tragique pour le vieux despote. Ayant perdu l'espoir de voir l'Angleterre venir à son aide, et se voyant lâché de toutes parts, il commence à devenir très perplexe sur le sort qui lui est réservé. Lui, qui se montrait si jaloux de sa reine, il permet qu'elle confère directement avec ceux qui veulent l'approcher.

« Il semble, par ce stratagème, désirer prouver au peuple qu'il agit de concert avec la reine et chercher ainsi à se rendre populaire. Mais il est trop tard et, le courant grandissant toujours, nous sommes persuadés qu'à son arrivée à Tananarive le général Duchesne apprendra que le premier ministre a démenagé par mesure de prudence ou que ses compatriotes s'en sont débarrassés. »

« L'abandon de Mevatane par les troupes de Ramasombasaha ne fut qu'un stratagème de guerre.

« Une attaque de nuit contre les positions françaises aurait complètement réussi, les soldats du général Duchesne durent reculer après avoir perdu beaucoup des leurs et l'obscurité aidant, ils se retirèrent en déroute. On dit (par précaution), que les Hovas ne pourront peut-être pas garder les positions qu'ils ont conquises, mais ils auront, dans tous les cas, prouvé aux Français que leurs colonnes ne sauraient s'engager impunément dans l'intérieur. Du côté de Tamatave, le bombardement de la ville par les canons de Manjandriambana continue. Les obus sont tombés dans la batterie et dans les lignes françaises causant des dégâts considérables. »

Le journal du premier ministre reproduit une correspondance du *Times* ainsi résumée :

« Les Français vont traverser une contrée absolument déserte; les Hovas ne laisseront derrière eux ni bestiaux, ni récoltes, l'herbe elle-même sera brûlée pour qu'ils ne puissent pas nourrir leurs mulets; les convois de ravitaillement seront coupés et les soldats français, affaiblis et démoralisés par la fièvre, seront une proie facile pour les guerriers hovas qui harcelleront constamment leurs colonnes et ne leur laisseront pas un instant de repos. »

Le même journal anglais fait de la population de Tananarive un pompeux éloge; il ne voit dans la capitale que des Spartiates, des héros. En revanche, il accuse la France d'être responsable de la recrudescence de brigandage qui désole une partie du territoire malgache.

« Les Sakalaves, dit-il, excités par les agents français, capturent des Hovas et des Betsileos en grand nombre pour les livrer à des marchands d'esclaves arabes, dont les boutres naviguent sous pavillon français sur la côte occidentale, et qu'ils reçoivent en échange des canons et des munitions de guerre; les Baras ne feraient que suivre ce pernicieux exemple. Des boutres chargés de captifs se dirigent incessamment vers le golfe Persique et même ailleurs, où les Arabes se débarrassent facilement de leur abominable marchandise; il en est même qui vont dans les ports de la Réunion, et les propriétaires de plantations s'y pourvoient d'esclaves, qu'ils font travailler sous la qualification d'apprentis. Le commerce de la chair humaine, dit le correspondant, se fait au grand jour, impunément, depuis que le gouvernement anglais a jugé bon de retirer des eaux de Madagascar les bateaux de guerre qui faisaient autrefois la police de la côte. »

Cependant, les bonnes paroles et les encouragements anglais, n'inspiraient plus la même confiance.

Lorsque le premier ministre apprit que ses bons amis les anglais, commerçants avant tout, entreprenaient eux-mêmes le transport du

matériel français à Madagascar, il exprima tout son étonnement et son indignation, en présence de sujets de la reine Victoria réunis au Palais. L'Angleterre n'était donc plus l'alliée, la protectrice du gouvernement Hova, malgré les promesses faites. La déception fut cruelle à Tananarive.

Déjà était parti le colonel Shervington, suivi bientôt d'un autre officier anglais le capitaine Hall. On les accusait de trahison et de désertion.

Tous deux répondirent :

« Les difficultés proviennent des Hovas eux-mêmes, Ils ne comprennent pas la situation. Le premier ministre paraît avoir perdu l'influence qu'il exerçait sur le peuple. En négligeant l'avis des officiers anglais, les Hovas ont appelé eux-mêmes le désastre sur leurs têtes. A l'heure qu'il est, ils ne sont, à aucun point de vue, à même de s'opposer aux Français avec des chances de succès. Le parti français est rapidement en train d'obtenir le dessus dans la capitale et il est très probable qu'une révolution s'y produira avant l'entrée du corps expéditionnaire. »

Mais n'exagérât-on pas singulièrement l'importance de ce parti français?

« Le parti français, disait le capitaine Hall, est assez considérable. Il compte plusieurs personnages en vue — des parents de la reine et du premier ministre — et est formé d'individus subornés par les Français; avant que ceux-ci aient quitté la capitale, ces individus espèrent être nommés aux emplois de l'Etat lorsque les Français seront arrivés. Ils n'ont visé qu'à contrecarrer le colonel Shervington et le premier ministre en toutes choses, Si ces gens-là parviennent à avoir la haute main, les forces que commande le général Duchesne seront reçues à Antananarive à bras ouverts, sans roi ni premier ministre pour les gêner. Je suis fermement convaincu qu'il en sera ainsi et que les Français, à leur arrivée, trouveront le terrain préparé à leur avantage, de façon à n'avoir qu'à occuper la ville. Voilà pour ce qui concerne le parti français. »

Ce parti toutefois se tenait coi, en attendant les événements.

Le premier ministre, persuadé qu'il était entouré d'espions, prenait des mesures contre les étrangers. Il les avait tous écartés de l'armée. Défense était faite aux colons européens d'envoyer aucune lettre au dehors sans l'avoir préalablement soumise au visa des autorités.

De nombreux étrangers jugèrent que le moment était venu de partir. Le consul britannique ne dissimula pas à ses nationaux qu'il les engageait vivement à gagner la côte le plus tôt possible et à s'embarquer.

Les missionnaires anglais refusaient cependant de tenir compte de ces sages avis. Ils accusaient presque leur consul de trahison.

Ils continuaient en effet à diriger leurs écoles toujours fréquentées par un très grand nombre d'élèves.

Partir, c'était renoncer pour longtemps, pour toujours peut-être à cette influence lentement et péniblement conquise ; c'était céder la place aux Français.

Un des membres de la *London Missionary Society* alla jusqu'à déclarer que le consul anglais faisait injure à sa gracieuse majesté la reine Ranavolo, en doutant de l'efficacité de sa protection.

Le consul n'en insista pas moins et pressa tout particulièrement le départ des femmes et des enfants. Une trentaine environ de sujets anglais sur 180 se mirent en route pour la côte.

Le *Times* crut alors devoir intervenir.

« On s'explique, dit-il, que les missionnaires ne veulent pas abandonner leur poste à l'heure du danger, mais ils ont certainement tort de vouloir garder auprès d'eux leurs épouses et leurs filles. On a beau leur dire que certains d'entre eux sont perdus dans l'intérieur de l'île au milieu de populations sauvages, ils ne veulent pas comprendre le changement que l'état de guerre opère dans les mœurs des peuples les plus civilisés, qu'une population excitée est capable des plus grands crimes, que la *fièvre d'espionnage* dont il s'est déjà manifesté des symptômes est extrêmement dangereuse. C'est en vain qu'on leur fait observer que des brutes, affolées par la défaite, incapables de distinguer un Européen d'un autre, peuvent se porter à tous les excès, rien n'y fait ; ils s'entêtent à croire que le ministre et les principaux Hovas les protégeront comme ils l'ont toujours fait. Ils ne devraient pas cependant oublier, ajoute le *Times*, les innombrables attentats commis par les soldats indisciplinés qui composaient l'escorte du résident général de France à Tananarive. Cela devrait leur ouvrir les yeux sur ce qui se produira le jour où la soldatesque française pénétrera victorieuse dans Tananarive et qu'elle pourra mettre la main sur eux. »

L'argument était décisif. Les Anglais et les pudiques anglaises n'avaient-ils pas tout à redouter de la « soldatesque française? »

On ne considérait cependant pas les missionnaires anglais comme sérieusement menacés, à moins d'une révolution à Tananarive. Les familles des classes dirigeantes malgaches sont en effet, à de rares exceptions près, protestantes, sans beaucoup de conviction, il est vrai, mais en excellentes relations avec les révérends.

Ceux-ci, nous l'avons déjà dit, sont en réalité les maîtres des écoles de l'île, en pays hova et même sakalave. Afin d'empêcher les parents de confier leurs enfants à d'autres instituteurs et éducateurs, une loi, la loi 296, a prohibé tout changement d'école :

« Celui, déclare cette loi, qui aura retiré des enfants d'une école pour les attirer dans la sienne sera puni d'une amende et l'enfant sera rendu à ses anciens instituteurs. »

Les missionnaires anglais protestants à Madagascar se subdivisent en indépendants, anglicans et quakers :

« Les indépendants ou méthodistes de la L. M. S. (*London Missionary Society*) sont les plus anciens, car leur arrivée à Madagascar date de 1820. Ils forment une corporation puissante, riche et fortement organisée. Comme la plupart des missionnaires anglais, ils sont des trafiquants intéressés, et le prosélytisme religieux n'est pour eux qu'une affaire fort secondaire. Leur influence s'établit par des cadeaux habilement faits aux dépositaires de l'autorité publique, par des subventions, des avances d'argent à un taux usuraire. La création d'écoles les servit admirablement, ainsi que l'établissement du protestantisme comme religion d'Etat; mais ce dernier acte, tout en fortifiant l'église protestante, leur enleva leur indépendance religieuse. En effet, la reine est le chef de la religion malgache et le premier ministre, son grand-prêtre, nomme tous les fonctionnaires qui sont en même temps pasteurs. Les méthodistes ont donc laissé échapper de leurs mains la direction religieuse; mais s'ils n'ont pu empêcher cette diminution de leur puissance, ils ont conservé par l'argent, par les livres et les journaux, et surtout par les écoles, où ils forment à leurs idées les futurs fonctionnaires, un élément d'influence considérable. Souples vis-à-vis des Hovas, ils savent fléchir quand il le faut; mais, par contre, ils n'ont jamais su se faire aimer par le peuple. Instigateurs de toutes les mesures anti françaises prises à Tananarive, ils ont trouvé moyen, grâce à ce terrain d'action, de rester toujours bien en cour. La chute du gouvernement hova sera le signal de leur disgrâce bien méritée.

« Ainsi qu'il appert des rapports de leur mission, les indépendants ont un budget d'environ 700.000 francs, allant en augmentation chaque année. Grâce aux rétributions scolaires, aux quêtes faites dans les temples, les indépendants ont pu tirer des indigènes 111,606 francs en 1890, et 118.155 francs en 1891. A l'aide de ces ressources, ils ont pu créer récemment une léproserie. Aujourd'hui, les indépendants, représentés par 48 missionnaires, possèdent 5 temples en pierre, 2 grands collèges, 2 écoles supérieures, 2 écoles centrales de filles, 3 imprimeries, 2 hôpitaux et un grand nombre d'écoles primaires.

« Après les indépendants viennent les anglicans, ou Société S. P. G. (*Society for the propagation of the gospel*), qui arrivèrent dans l'île en 1864, mais ne s'établirent dans le centre qu'en 1872. Eux aussi ont grandement contribué à répandre l'influence anglaise, mais la création du protestantisme malgache nuisit à leur développement. »¹

Les missionnaires anglicans étaient, à l'époque de la déclaration de la guerre, au nombre de 14, exerçant leur ministère et se livrant à la propagande politico-religieuse chez les Hovas et les Betsileos.

1. V. *Les Missions à Madagascar* dans la *Revue Française* de juillet 1895.

Les Quakers, au nombre de 19, les derniers venus à Madagascar, établis en Imerne, n'ont que fort peu d'influence. Le budget des missions protestantes est d'un million et demi par an.

Les missionnaires catholiques, 116 prêtres ou frères, avaient dû quitter au début de la campagne, leurs postes de Tananarive, siège principal du vicariat apostolique, Fianarantsoa, capitale des Betsileos où deux écoles étaient dirigées l'une par des frères de la doctrine chrétienne, l'autre par des sœurs, et Fort-Dauphin. Seule, la mission de Tamatave ne fut pas évacuée.

Le budget de ces établissements s'élevait à 200.000 francs dont 40.000 fournis par le gouvernement français.

Depuis la guerre, les Malgaches catholiques n'étaient nullement inquiétés. Les fanatiques sont rares à Madagascar. Sceptique, incrédule, ou plutôt indifférent, le Malgache, on le sait déjà, ne se convertit que pour la forme et presque toujours par intérêt.

Les missionnaires protestants ne se font pas à cet égard beaucoup d'illusions. Leurs confrères catholiques confessent eux-mêmes que la vie de leurs catéchumènes est généralement peu édifiante. « Parmi eux, dit le P. Piolet, il y a bien des misères, et tous n'ont pas renoncé à toutes leurs pratiques superstitieuses. Il y a des tièdes parmi eux, des négligents, des indifférents, de grands pécheurs aussi et des apostats. Cela tient à bien des causes, souvent locales, au manque de caractère, au milieu, aux mauvaises influences, etc. »

Les missionnaires anglais, pour aviver encore les sympathies de la population indigène en leur faveur, organisèrent une société de bienfaisance dite « pour les défenseurs de la patrie ».

Ces sociétés se réunissent dans les temples afin d'y prier et d'y entendre d'ardentes prédications contre les Français. Des quêtes étaient faites au profit des soldats hovas et le montant des collectes réunies était remis à de fervents protestants malgaches chargés de porter et de repartir la somme dans les camps sur la route de Majunga, autour de Tananarive et à Farafate.

Les grands Kabary deviennent rares à Madagascar.

« Le calme est revenu : plus de cris, plus de revues ; on sent bien l'anxiété de la population, mais personne n'ose manifester publiquement ses alarmes. La reine, écrit-on au *Temps*, se prodigue, elle sort à peu près chaque jour et le premier ministre visite fréquemment le corps des *lavasatroka* (chapeaux hauts de forme), qui s'exercent au maniement de la sagaie et du bouclier dans ses jardins d'Amboditsiry. C'est là sa troupe de prédilection et on croirait, au soin qu'il prend de leur instruction, qu'il a plus de confiance dans ces armes primitives que dans les snyders et les hotchkiss de ses soldats. »

Les difficultés financières sont des plus graves.

Le gouvernement en est réduit à rétablir des impôts très impor-

tants et très lourds; mais les contribuables refusent de payer ou payent mal, quelques-uns murmurent.

Un anglais, M. Kingdon, expulsé de Madagascar par ordre du premier ministre, déclare à son retour :

« La population n'est pas en général hostile aux Français, beaucoup de Malgaches les attendent au contraire comme des libérateurs. Le premier ministre conserve encore son autorité sur les habitants de Tananarive, mais elle est à peu près nulle en dehors de la capitale; on croit que lorsque les Français pénétreront dans l'Imérina, Rainilaiarivony se retirera dans la ville d'Ambohimanga et qu'il s'empoisonnera.

« La famille de la reine voudrait connaître le sort réservé à Ranaivolo après la conquête; si le gouvernement français était disposé à la maintenir sur son trône, elle souscrirait à toutes les conditions qui lui seraient imposées. »

Le général Duchesne fut avisé de tous ces renseignements; il en recueillait, de son côté, d'intéressants, particulièrement dans les lettres saisies et traduites par les interprètes.

De même qu'à Mevatane, on découvrit parmi les bagages de l'ennemi si brusquement abandonnés au camp de Béritza de nombreuses correspondances. Les tentes des chefs Hovas étaient garnies de véritables provisions de papier à lettre, destiné à porter à Tananarive des nouvelles des combattants.

Quelques lettres inachevées et sans importance étaient restées, tombées à terre, dans le désarroi du départ précipité. Toutes ces correspondances furent réunies par ordre du général Metzinger et transmises aux interprètes du quartier-général qui les traduisirent. L'une d'elles était intéressante, en ce qu'elle nous renseignait sur les dispositions de l'armée hova et sur les projets de ses officiers. Elle était adressée au général en chef par un des secrétaires du premier ministre Rainilaiarivony, nommé Rasanjy.

Celui-ci y signalait les erreurs et les fautes commises et proposait les moyens d'y remédier.

Voici du reste la traduction de la lettre, telle qu'elle fut remise au ministre de la guerre à Paris par le général Duchesne :

Tananarive, 26 juin 1895.

« Rasanjy à Rainianjalahy, 14^e Honneur, et à Raveny, 10^e Honneur (écrit de la main même de Rasanjy).

Après les compliments habituels, la lettre poursuit ainsi :

« Voici quelques idées que je désire vous suggérer. Vous savez que nos troupes à Tananarive qui sont parties avant vous et celles qui sont parties en même temps que vous ne proviennent pas d'un même



Hovas retranchés sur la route de Tananarive.

corps d'armée, mais qu'elles ont été prises dans différents corps; aussi convient-il de donner à ces troupes la cohésion qui leur manque, pour qu'il ne se produise pas de cohue, si l'on désigne pour marcher une fraction quelconque de votre troupe. Je crois qu'il faut, pour arriver à ce résultat, faire faire de fréquents exercices chaque fois qu'il sera possible.

« D'après les histoires des Vazahas que j'ai lues, relatives à la guerre, il ressort qu'il ne faut pas, dans une guerre avec eux, les attaquer de loin, mais faire tout pour les approcher le plus possible, car les attaques de loin ne peuvent que fournir un aliment aux canons et aux fusils; tandis que dans les attaques de très près, il convient d'employer les couteaux, les sagaies et les haches; c'est le moyen de réussir, surtout si on utilise en même temps les fusils.

« Il serait bon aussi, à mon avis, de répartir les aides de camp, quel que soit leur nombre, parmi les troupes ; car non seulement ils doivent posséder tous de bonnes armes, mais encore ils augmentent le nombre des soldats.

« La lettre du premier ministre, que vous recevrez en même temps que celle-ci, vous indique ce que vous devez faire au sujet des fortifications ; exécutez scrupuleusement ces ordres, dans la mesure de ce que vous croirez devoir faire.

« Je vous renouvelle ce que je vous ai écrit déjà au sujet des éclaireurs et des espions ; de plus, organisez une police secrète qui vous permette de ne pas laisser connaître à l'ennemi ce qui se passe dans nos camps ou dans nos places fortes, car un des plus grands moyens des Vazahas, moyen qu'ils pratiquent d'une façon parfaite, c'est d'avoir des amis dans le camp de leurs ennemis.

« S'il vous est possible de vous créer des intelligences dans le camp des Français, de façon à connaître leurs intentions et tous leurs mouvements, je crois que cela vous sera d'une grande utilité. Faites connaître sagement et secrètement l'état des officiers et des troupes que vous avez en main. N'oubliez pas notre conversation à Ambavahadimitafo, relative aux kabary d'encouragement à faire aux soldats.

« Il conviendrait aussi de leur faire connaître, soit par des kabary, soit par de fréquentes conversations, le but des Français dans cette guerre, c'est-à-dire l'anéantissement et la suppression des Hovas comme nation ; aussi toutes les assurances de confiance qu'ils pourront répandre sont des leurre, car si, à Dieu ne plaise, les Français s'emparent de Madagascar, il est impossible de donner une idée des supplices qu'ils feront subir aux habitants.

« Ainsi, dans un pays qu'on appelle Dahomey, dont ils viennent de s'emparer dans l'Afrique ouest, ils ont déjà pris 800 soldats noirs du pays pour les envoyer ici en expédition ; et cependant ces hommes sont sous leur dépendance depuis un an seulement.

« Pour terminer, n'oubliez pas que, d'un côté, Ralombotsirafo, 13^e Honneur, et ses troupes forment votre aile droite ; ils doivent aller à Antaniandrahaja et à Ambalajanakomby que les Français dégageront ; enfin, d'autre part, votre aile gauche, par la rive ouest (droite) de l'Ikopa, permettra de jeter dans la marmite les Français, quand ils abandonneront Mevatanana pour aller en avant, si les forces dont vous disposez vous le permettent,

« Confiez votre corps à Dieu, demandez-lui de vous aider, et employez tous les procédés. Répandez cela dans vos camps.

« Vivez, etc.

Il résultait tout d'abord de cette lettre, inspirée, dictée par le premier ministre, que les Hovas, du moins leurs dirigeants, ne son-

geaient pas à déposer les armes. Le premier ministre semblait comprendre cependant que ces soldats ne seraient jamais de force à lutter régulièrement contre nous; les fantassins étaient mauvais tireurs, les artilleurs pointaient mal ou même ne pointaient pas. Donc, il fallait changer de tactique et attaquer les Français à l'arme blanche, à la lance, au couteau, à la sagaie; mais le conseil donné par Rainalaiarivony était dangereux. L'ennemi en effet ne se laissait pas approcher facilement et les Malgaches avaient surtout chance d'être décimés en se précipitant pour nous attaquer corps à corps.

Et d'ailleurs se précipiteraient-ils?

L'expérience de Tsarasaotra venait de démontrer qu'il n'était pas facile de les entraîner, et qu'à moins de surprise, la tactique conseillée par le premier ministre ne serait pas fréquemment suivie par les Hovas. Cependant, la lettre saisie prouvait que nous devions, mieux que jamais, nous garder en approchant de l'Imerina et de ses rudes sentiers. Les Malgaches tenteraient peut-être encore de nous surprendre, puisque telle était l'unique préoccupation de leur gouvernement et de leurs chefs.

Le général Duchesne devait, en outre, donner les instructions les plus sévères pour chasser des camps et de leurs abords les indigènes et les mercantis suspects. Tout espion, renseignant l'ennemi sur nos mouvements, serait impitoyablement passé par les armes.

La lettre enfin de Rasanjy indiquait nettement que le gouvernement de Tananarive jugeait nécessaire de surexciter davantage l'esprit des habitants, en leur persuadant que les Français vainqueurs les extermineraient et les ruineraient.

Le général Duchesne, par des paroles et des proclamations rassurantes, avait déjà répondu à ces déclarations. Il saurait encore faire comprendre aux indigènes que la France ne menaçait ni leurs personnes ni leurs intérêts, à l'exception de ceux de quelques privilégiés.

Le malheureux Ramasombasaha, toujours battu, fut destitué et remplacé par un des suivants du premier ministre Rainianjanoro, dont nous reparlerons.

Des soldats furent envoyés de Tananarive pour s'emparer de Ramasombasaha, 14^e honneur, en fuite, accusé d'avoir trahi son pays, en livrant aux Français la place de Marovoay presque sans combat, de n'avoir pas détruit les approvisionnements et les munitions confiés à sa garde, et de s'être lâchement enfui. Il fut déclaré coupable, mais bientôt gracié.

— Vous auriez dû, lui fit déclarer le premier ministre, tenir jusqu'à la mort, faire sauter les maisons et les batteries et vous ensevelir sous les décombres.

Ramasombasaha aurait pu répondre que ses hommes avaient tourné le dos à l'ennemi, et qu'il aurait eu grand-peine à les maintenir.

Sur le rapport des officiers, le gouvernement malgache décida que les soldats seraient tous vêtus d'uniformes de couleur sombre, afin de ne plus servir aussi facilement de points de mire aux Français, qui visaient bien et tuaient ou blessaient de très loin.

D'après les derniers décrets royaux, le soldat hova était tenu de se munir à ses frais d'un complet en étoffe de raffia, d'un gros ceinturon en cuir tanné et d'une petite tente en raffia, avec les piquets réglementaires. Le gouvernement, en revanche, remettait au guerrier un fusil, une baïonnette, des cartouches et une giberne. A défaut de fusil, certains soldats n'avaient d'autre arme que la sagaie. En guise de gamelle et pour porter les vivres, le soldat reçoit un mauvais pot en tôle, qu'il porte suspendu par l'anse à la giberne.

Le jour où fut faite cette extraordinaire distribution de marmites, le premier ministre, s'exprimant au nom de la reine, adressa aux soldats la grotesque proclamation suivante :

« O vous, mes cent mille hommes, Voromahery, Marakely et Lavasatroka, Volontaires II, III et IV, vous voici munis de l'objet le plus nécessaire aux troupes civilisées, et qui faisait totalement défaut à vos ancêtres, ayant suivi jadis dans les sentiers de la gloire, le « Sadika » royal de l'Andrianampoinimerina, et celui non moins fameux de Radama I^{er}. Vous recueillez aujourd'hui le fruit de la civilisation importée chez nous par Nos Père et Mère de la Société des missionnaires de Londres. Toutefois, pour vous alléger, pour vous rendre plus aptes à courir sus à nos ennemis, j'ai décidé qu'il était inutile de vous charger de victuailles que vous trouverez partout.

Là où notre gouvernement possède des réserves de riz, il vous en sera distribué; les populations que vous allez défendre contre le joug de l'étranger vous donneront des bœufs; là où vous ne trouverez rien de tout cela, je compte sur votre intelligence pour suppléer à tout ce qui vous fera défaut. O vous mes cent mille hommes Voromahery, Marakely, Lavasatroka, Volontaires II, III et IV, munis de cette marmite, la victoire est à vous. Courez, volez à la frontière; votre reine enten dra parler de vous! »

Le premier ministre donc se montre toujours résolu à combattre, à résister jusqu'à la dernière extrémité. Soupçonnant deux de ses principaux secrétaires, Rasanjy, dont nous venons de citer une lettre, et Marc Rabisoha, de sympathies pour la France, il les fait arrêter.

Rasanjy, interprète pour la langue anglaise, avait longtemps été considéré comme un des personnages les plus influents du gouvernement malgache; il avait conquis toute la confiance de Rainalairivony et passait pour un ennemi déterminé des Français; mais, instruit, fort intelligent, riche, il comprit sans doute que la résistance était folle, qu'elle exaspérait les conquérants, avec lesquels il eût été beaucoup

plus sage de s'entendre, ne fût-ce qu'afin d'assurer aux plus hauts fonctionnaires malgaches la conservation de leur fortune¹.

Marc Rabisoha, dont nous avons déjà également parlé, ancien élève des missions catholiques, ayant fait une partie de ses études en France, en relations suivies avec nos différents résidents généraux, ne s'était cependant jamais montré favorable à notre cause. Il n'en devint pas moins lui aussi suspect, parce qu'il n'approuvait pas avec assez d'enthousiasme la politique du premier ministre. Celui-ci se montrait impitoyable, même pour les membres de sa famille trop peu belliqueux et d'un patriotisme tiède; il exila de Tananarive son propre neveu Rainivonahitriniony.

Tout ce qui contrariait l'entêtement sénile du premier ministre était brisé.

« Rainilaiarivony, jadis remarquable par son énergie, par sa sagesse, écrit-on de Tananarive au *Times*, n'est plus que l'ombre de lui-même. Les rênes du gouvernement échappent à ses mains débiles, sa mémoire n'est plus que du radotage, mais sa faiblesse ne le rend pas encore insensible aux désastres qui écrasent son pays; son cœur ne tardera pas à se briser, car depuis la prise de Marovoay, il a compris l'impuissance des Hovas; il convoque alors ses officiers, leur raconte ce qui vient d'arriver, éclate en sanglots et s'évanouit dans les bras de ceux qui l'entourent.

« On dit que le malheureux vieillard parcourt à grands pas la chambre qu'il habite dans son palais, se tordant les mains de désespoir, gémissant et priant tour à tour; on dit aussi qu'il s'est écrié maintes fois: « Ah! si mes Vazahas (Européens) étaient restés ici, un pareil malheur ne nous serait pas arrivé! Ils sont partis; personne à qui je puisse me confier, personne qui puisse me conseiller! »

« Lors de la prise de Mevatanana, les Hovas ont été littéralement ahuris par la mort invisible que les troupes algériennes semaient dans leurs rangs. Pas de bruit, pas de fumée, dit le porteur de la nouvelle, et pourtant nos hommes tombaient par centaines. Andriantavy, le principal général hova, a été tué dans cette action. A la nouvelle de ce désastre, le premier ministre a songé à se rendre lui-même au milieu des troupes pour les encourager par sa présence. »

Le *Madagascar News* n'en continue pas moins à annoncer d'éclatantes victoires.

1. « Rasanjy, écrivait-on au *Figaro*, était, après le premier ministre, le personnage le plus important de Tananarive. Il n'avait d'autre titre que celui de premier secrétaire de Rainilaiarivony et d'interprète pour la langue anglaise. Mais, depuis une dizaine d'années surtout, c'est lui qui, en fait, dirigeait la politique de Madagascar. Très intelligent, relativement instruit, il disposait d'une influence considérable et ne s'était pas fait faute d'en tirer profit. Pas un étranger ne pouvait obtenir quoi que ce soit sans passer sous ses fourches caudines et sans lui verser la dime. Presque tous les gouverneurs hovas étaient ses créatures et lui payaient de fortes redevances annuelles pour qu'il étouffât les plaintes de leurs administrés, pillés et rançonnés par eux. Il avait, à ce métier, gagné une fortune considérable, dont la plus grosse part avait été placée à Londres. On affirmait qu'il avait plus d'un million de francs en Consolidés anglais. »

Chaque jour, des détachements de soldats, des recrues parviennent à Tananarive.

Malgré le blocus, du reste plutôt nominal que réel des côtes, des armes, des canons envoyés d'Amérique, d'Angleterre et d'Allemagne sont introduits à Madagascar et péniblement trainés jusqu'à Tananarive.

Toute la population valide est appelée à s'exercer au maniement du fusil et de la sagaie.

Le drapeau rouge, proclamant que la patrie est en danger, flotte toujours sur la capitale et les montagnes voisines.

A des journalistes anglais, encore tolérés à Tananarive, Rainilaiarivony fait déclarer qu'il ne désespère nullement du succès final.

« Jusqu'à ce jour, les Français, dit-il, n'ont encore rencontré sur leur chemin que des soldats provenant des levées rurales dont le nombre s'élève à 30,000 environ, mais le prince Ramahatra, élevé au rang de deuxième commandant en chef, partira quand le moment sera venu avec les soldats de l'armée régulière, et que les grands chefs militaires qui n'ont pas encore concouru à la défense réunissent leurs contingents pour une grande bataille qui sera livrée dans les environs de Tananarive. La reine Ranavalo et le premier ministre assisteront en personne à cette lutte suprême.

« La population de la capitale paraît enfin sortir de son apathie; le gouvernement malgache a décrété une levée en masse de tous les hommes valides afin de renforcer les troupes de l'Imérina. Tout le monde fait l'exercice, et il n'est pas jusqu'aux écoliers qui ne consacrent six heures par semaine au maniement de la sagaie et du bouclier, les armes de prédilection du peuple malgache.

« Le major Graves, le seul officier anglais qui soit resté au service du gouvernement hova, exerce les artilleurs ».

Plusieurs camps, où sont réunis environ 15,000 hommes protègent la capitale.

Par des journaux européens et des correspondances, le premier ministre sait que les troupes françaises souffrent beaucoup du climat et qu'elles sont très éprouvées; il n'ignore pas que des impatiences et même un certain découragement se manifestent à Paris, où l'on s'était imaginé qu'après quelques brillantes actions de guerre, Tananarive serait promptement occupé. Il n'en faut pas davantage pour que le *Madagascar News* annonce encore une fois l'anéantissement prochain des envahisseurs.

D'habiles citations de journaux français ultra-pessimistes servent la politique du premier ministre. Celui-ci, du reste, se garde bien de faire ajouter que les dits journaux, sans distinction d'opinion, partisans ou non de la politique coloniale, sont d'avis que l'expédition de

Madagascar étant engagée, la France ne reculera pas et ira jusqu'au bout.

Cependant, en dépit des mensonges officiels, en dépit des mesures très sévères, prises pour empêcher les correspondances du dehors de pénétrer librement et sans contrôle à Tananarive, quelques renseignements parviennent à la population. Ils sont transmis par des courriers, par des fuyards de Mevatane ou de Bérizta.

On redoute surtout l'effet de l'artillerie française.

Il est, dit-on, terrifiant.

D'après un témoin oculaire, les éclats d'obus criblaient sur les champs de bataille les rangs hovas « comme l'eau qu'un jardinier répand dans son jardin au moyen d'un arrosoir. »

On sait, par des soldats qui ont échappé aux désastres, que des centaines de fuyards, dispersés à Berizta, errent dans la campagne, sans abri, presque sans vêtements, exposés à toutes les intempéries, offrant une proie facile à la fièvre et à la pneumonie.

Le premier ministre est averti que ces bruits se répandent, il donne aussitôt des ordres pour essayer de réagir.

« Les représentants de la presse anglaise sont minutieusement surveillés. Non seulement la censure, écrit l'un d'eux, cherche à enlever toute valeur à nos correspondances, mais on punirait sévèrement tout indigène qui nous fournirait des renseignements. Tout Hova qui chercherait à porter nos lettres à la côte serait certainement mis à mort. On nous surveille étroitement dans la capitale. Si l'un d'entre nous va faire une promenade à la campagne, il est filé par des agents du gouvernement qui notent tous ses faits et gestes et l'arrêtent s'il fait mine de s'approcher du front de l'armée. Si un Européen se permettait de prendre une autre direction que celle indiquée sur son passeport, les porteurs l'abandonneraient et il ne trouverait personne dans le pays pour le fournir de provisions. »

Et cependant, la population devient plus impressionnable, quoique moins bruyante qu'au début de la guerre.

Au palais, la reine est tenue dans l'ignorance des événements.

« Les basses intrigues des cours orientales, écrit-on au *Times*, fleurissent ici. De vieilles femmes qui approchent la reine et que quelques dollars peuvent corrompre exercent une immense influence sur les affaires de l'Etat : la nourrice de la reine, par exemple. C'est à ces influences qu'il faut attribuer le fait que des officiers, ridiculement incompetents, ont été placés à la tête des troupes qui occupent les premières lignes de la défense, alors que des hommes qui ont reçu une éducation militaire anglaise sont totalement négligés, simplement parce que tout ce qui est anglais présente un caractère offensant aux yeux du parti de la cour. Il est à peine douteux que même les régiments qui gardent le palais sont à la disposition de cette faction et

qu'elle les tient prêts pour l'écrasement de toute tentative de révolution. »

Pour les Européens ennemis de l'influence française, tous ces courtisans, tous ces intrigants sont les grands coupables. On accuse la reine d'être opiniâtre, aux idées étroites, de ne s'entourer que de sycophantes, de traîtres et de vieilles courtisanes.

Ces dernières n'attendent que les Français pour continuer leur métier et changer d'amants.

Dans un tel milieu, les conspirateurs et les agents de l'étranger auraient beau jeu.

L'hostilité des partisans de la résistance contre les Européens se traduit par des manifestations de toute nature.

Un matin, un négociant anglais trouve sur sa porte un placard en langue malgache disant :

« Hâtez-vous de fuir, Européens qui résidez ici; car, si vous restiez, nous ne serions plus responsables de votre sang. Ne croyez point que ce soient des paroles dites à la légère, ou vous aurez à le regretter. »

Ainsi, qu'aux heures critiques, le peuple est agité, trompé par des récits, des légendes, des fausses nouvelles.

« Tant que l'ennemi s'est trouvé éloigné, écrit-on au *Times*, les habitants de l'Imérina ne pouvaient se faire à l'idée que l'heure avait sonné où la domination des Hovas devait disparaître. Depuis que chaque jour apporte quelque récit de nouveaux désastres et de la marche en avant de l'envahisseur, les populations perdent de plus en plus leur joyeuse confiance en elles-mêmes. Un air triste assombrit tous les visages et des regards inquiets et malveillants suivent tout Européen qui passe dans les rues. Dans les rares moments d'expansion, c'est un concert d'amères récriminations contre un gouvernement pétri de fatuité, qui feint encore de n'avoir aucun doute sur une issue triomphante de la lutte. Il ment effrontément, vantant la merveilleuse organisation des préparatifs militaires, exaltant l'admirable stratégie des généraux hovas, parlant de victoires chimériques impossibles, et les Français avancent toujours !

« Aucun plan de campagne; quelques troupes par petits paquets de 1.000 hommes lancés en avant, sous le commandement non d'un soldat expérimenté, mais de quelque personne incapable, n'ayant même pas manié les armes, bien vu à la cour ou par la reine. Les achats de commandements sont nombreux car, si on ne s'y procure pas la gloire, ni un renom patriotique, on s'y enrichit vite et grassement. Le général met à l'amende le colonel, le colonel le capitaine, le capitaine les simples soldats. La petite anecdote que voici en dira plus long que tout raisonnement: après le combat de Marovoy, un certain nombre de soldats s'enfuient dans les marécages;



Retraite des Hovas sur Andriba.

d'autres fugitifs viennent à leur secours, mais ne les aident à sortir de leur dangereuse position qu'après leur avoir extorqué, sous forme de promesse, une rançon. »

En juin, une proclamation de Ranavolo appelle sous les drapeaux l'arrière-ban des Hovas. Bien plus, des prédicateurs déclarent dans les temples que les Anglais eux-mêmes devraient être mis en demeure de marcher.

« Quiconque n'est pas avec moi, s'écrie un de ces prédicateurs en citant l'Écriture-Sainte, est contre moi. »

Aussitôt un des assistants se lève et interrompt :

« Quiconque marque de la sympathie envers les Français doit être tué, même sous ces voûtes sacrées. »

Les soldats, réunis en grand nombre à Tananarive, effraient de leurs menaces les étrangers.

« Quand ils passent, écrit un correspondant anglais que nous avons déjà cité, devant les magasins et les dépôts appartenant aux Européens, les cris de : « Dehors les Vasahas ! » retentissent aussitôt. « Ce sont les Vasahas (Français, Anglais, Américains), qui ont appelé ces calamités sur notre pays. A mort ! à mort ! » M. Porter, notre vice-consul, a demandé l'autorisation d'envoyer deux Anglais à travers les lignes hovas avec un message au général français pour savoir quel traitement serait accordé par les Français aux Anglais qui résident à Tananarive en vertu des droits de neutralité.

« Or, le premier ministre, qui paraissait il y a quelques jours au comble du désespoir, et qui est un acteur de premier ordre, répondit au consul avec un calme imperturbable : « Ne vous effrayez pas. Vous, Européens ne devriez pas avoir peur ! Je vous protégerai ; n'avez-vous pas ma parole ? Jamais ils n'arriveront jusqu'à la capitale. Voyez quelle masse de Hovas ici et dans les villages, tous prêts à se battre ? Que pourront les Français contre ces braves ? » Le premier ministre ajouta que « si les Anglais voulaient partir, à raison de l'ancienne amitié, il ne s'y opposerait pas, mais qu'il redoutait d'être rendu responsable de la mort des deux messagers anglais, s'il arrivait qu'ils fussent tués. » Il est certain que les autorités hovas font les plus grands efforts pour que les journalistes européens ne soient pas inquiétés.

« En attendant, les disputes les plus violentes éclatent à la cour ; ceux qui sont responsables se rejettent mutuellement la responsabilité de la défaite. Dans un récent conseil de cabinet, la reine, très émue, parla en ces termes : « Que signifie tout cela ? J'ai envoyé des milliers d'hommes à l'armée ; qu'ont-ils fait, que faites-vous, vous autres ? Voulez-vous défendre mon royaume ? Dois-je perdre ma couronne ? Parlez, parlez franchement, ne craignez rien. »

« Un silence de mort suivit ces paroles ; personne ne se leva pour se vanter de combattre jusqu'au dernier souffle. Un seul, parmi les conseillers, osa dire à la reine qu'on la trompait indignement, et que le coupable qui semait les mensonges était le gouvernement même qui mentait, mentait toujours.

« Le premier ministre répliqua d'un ton indigné :

« N'est-ce pas une honte d'entendre de pareilles choses. Oser dire que la souveraine ment ; c'est d'un traître qui mérite la mort. » La reine congédia le Conseil.

« Résolu à prolonger cette défense sans espoir, la reine, ses courtisans et ses ministres passent leur temps au jeu, le vice capital des Hovas ; les Européens, même les plus favorables, ne peuvent s'empêcher de secouer la tête et de hausser les épaules devant un pareil aveuglement. *Quos vult perdere, Jupiter dementat !* »

Cependant, au milieu de l'affolement général, le 13 juin, alors que l'on vient d'apprendre la prise de Mévatane, le bruit se répand que l'Angleterre, cette alliée sur laquelle on a tant compté, vient enfin de déclarer la guerre à la France.

Les missionnaires ne semblent pas étonnés de la nouvelle; elle leur paraît si vraisemblable qu'ils annoncent déjà le succès certain de leurs compatriotes et la dispersion des escadres françaises.

« Quant aux Hovas, leur joie, dit le correspondant du *Times*, n'avait pas de bornes et ils remerciaient la Providence qui intervenait en leur faveur. Le gouvernement appuyait cette information en faisant courir le bruit que les troupes françaises, craignant de voir arriver une escadre britannique, se rembarquaient précipitamment, et, quand on sut que tout ce bruit n'avait rien de fondé, un abattement soudain succéda à la fièvre des esprits, et pour la première fois peut-être ce malheureux peuple eut une claire perception de l'état réel des choses. »

Résolu quand même à prolonger autant que possible les apparences trompeuses d'une défense sans espoir, le gouvernement fait circuler les histoires les plus invraisemblables, qui ne trouvent qu'un petit nombre de crédules.

« Ainsi, le 18 juin, on rapporte que le traître Ramasombasaha, (qui, après avoir été condamné à mort pour sa conduite à Maravoay, a été pardonné et réinstallé dans son commandement), a, par le moyen d'un mouvement stratégique des plus habiles, conduit les Français dans un piège, et, qu'après avoir massacré 2.000 hommes des troupes d'Algérie, il a forcé l'ennemi à évacuer Mévatane.

« Une autre fois, on annonce que le génie hova, en coupant une digue, a noyé 1.000 Français. En marchant de ce train, il ne resterait bientôt plus rien de l'expédition. »

Enfin, quelques difficultés surgissent entre les Etats-Unis et la France au sujet de l'espion Waller, arrêté et condamné à Tamatave, au début de la campagne les difficultés éveillent d'autres espérances à Tananarive.

Elles avaient été considérablement grossies. N'empêche que le gouvernement de Washington fit preuve en cette occasion de susceptibilités fâcheuses et de nature à contrarier notre action à Madagascar; singulière façon de répondre aux avances de la France et à la manifestation dont M. Barodet avait pris en juillet 1895 la généreuse mais intempestive initiative à la Chambre des députés, en proposant que les deux grandes républiques, pour témoigner de leurs sympathies et de leurs sentiments pacifiques, prissent l'engagement de soumettre désormais tous les différends qui pourraient s'élever entre elles à un tribunal arbitral!

Cette proposition fut accueillie d'ailleurs froidement en Amérique; personne ne la considéra comme pratique. D'autre part, nous ne devons

pas oublier que l'émigration allemande aux Etats-Unis est considérable et qu'elle y a créé des foyers d'hostilité intense contre la France.

A Madagascar, les sujets américains ne dissimulaient pas les vœux qu'ils faisaient pour la cause hova et agissaient presque tous en ennemis de notre pays. L'ex-consul Waller, après sa condamnation par le conseil de guerre de Tamatave était considéré comme une victime. Des efforts furent tentés pour le sauver, mais sans succès; l'autorité militaire faisait bonne garde. Alors intervint la diplomatie.

Le représentant des Etats-Unis à Paris, M. Eustis, formula les réclamations de son gouvernement, multiplia les démarches pour obtenir, sinon la mise en liberté immédiate, du moins la revision du procès de Waller.

Pourquoi pas une indemnité en faveur de l'espion lésé de ses droits de libre citoyen américain? Allait-on assister à une nouvelle affaire Shaw. Le gouvernement français, sans rien promettre, consentit à entrer en pourparlers et autorisa M. Eustis à communiquer directement avec Waller prisonnier dans la maison centrale de Clairvaux¹.

John Waller prétend, dans un mémoire remis par lui à M. Eustis, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, qu'il n'a cessé d'être en butte depuis longtemps à l'hostilité des agents de la France à Madagascar, parce qu'il refusa de reconnaître notre protectorat sur l'île. Le résident général à Tananarive déclara nulles et sans valeur des concessions régulièrement faites audit Waller par le gouvernement hova.

« Cependant les persécutions dont M. Waller était l'objet à Tamatave s'aggravaient; chacune de ses démarches étaient épiées; ses lettres étaient saisies et ouvertes, sa personne même se trouvait en danger. En octobre 1894, il fut assailli dans sa propre maison par trois matelots de l'équipage d'un navire de guerre français, et la plainte qu'il adressa à ce sujet aux autorités compétentes resta sans effet. Le 16 décembre, après l'occupation de la ville par les forces françaises, M. Bray fut arrêté comme Hova et ne dut son salut qu'à l'intervention du consul américain. Enfin, le 5 mars 1895, M. Waller fut saisi, mis en prison, jugé par une Cour martiale, sous l'inculpa-

1. Nous empruntons au *Salut Public de Lyon* les renseignements suivants sur le séjour en France de Waller.

« L'ancien consul des Etats-Unis est arrivé de Madagascar à Marseille, à bord d'un paquebot des Messageries, le 23 avril dernier, et a été remis par les agents de l'autorité militaire aux agents de l'autorité administrative : ceux-ci conduisirent Waller à la prison de Saint-Pierre. Le directeur de l'établissement pénitentiaire, ne sachant que faire de ce détenu, demanda des instructions au ministère de l'intérieur et, le 30 avril, sept jours après, l'ordre arrivait de transférer le prisonnier à Clairvaux.

« Entre temps, Waller écrivait une lettre à la direction des Messageries maritimes pour réclamer divers objets qu'il avait laissés à bord du paquebot qui l'avait transporté à Marseille, mais il ne s'est pas plaint du régime de la prison, ainsi qu'on l'avait prétendu. Waller paraissait, au reste, assez bien portant jusqu'au moment où il a été mis à la disposition de l'agent de la voiture cellulaire qui l'a transporté à Clairvaux. »

tion d'espionnage et de correspondance avec l'ennemi, et condamné à vingt ans d'emprisonnement.

« Cette condamnation, assure-t-il, n'est fondée sur aucun argument sérieux. On lui reproche d'avoir adressé à diverses personnes, résidant à Tamatave, des lettres qu'il avait négligé de soumettre à l'examen des autorités françaises de Tamatave, contrairement aux termes de l'arrêté du colonel-commandant en date du 10 janvier 1895. Mais, prétend M. Waller, au moment où il expédiait son courrier, le 20 janvier, il n'avait aucune connaissance de l'arrêté en question, lequel, d'ailleurs, n'a été communiqué au consul américain, M. Wetter, que le 26 janvier. Et, poursuit-il, la correspondance saisie ne contenait rien de compromettant : elle comprenait une lettre adressée à un marchand de Tananarive, M. Georges E. Tessier, des lettres adressées à sa femme et à divers amis résidant à Tananarive, où rien n'était dit d'important au point de vue de la campagne. M. Waller croit toutefois se rappeler que, dans une de ces lettres, il parlait de deux personnes en voyage de Tamatave à Tananarive, qu'il dénonçait comme des espions français et dont il engageait ses correspondants à se méfier. »

Un tel aveu ne suffit-il pas pour justifier la condamnation prononcée contre M. Waller ?

Celui-ci a été surpris essayant de faire parvenir à Vatomandry, c'est-à-dire hors du rayon d'action des autorités françaises, une correspondance adressée à des amis de Tananarive, — correspondance qu'il avait intérêt à soustraire à notre examen. La lecture des lettres saisies a révélé clairement l'existence de relations suspectes entre M. Waller et les autorités hovas ; le crime d'espionnage, relevé à l'encontre de l'ex-consul, a paru suffisamment prouvé aux juges pour qu'ils se soient tous prononcés contre l'accusé. Les protestations de M. Waller, ce demi-aveu (car que signifie cette histoire bizarre des espions français dénoncés à Tananarive et dont *on* doit se méfier ?) ne nous semblent point infirmer le jugement de la Cour martiale de Tamatave. « M. Waller a été pris, disait à ce sujet le *Journal des Débats*, la main dans le sac ; c'est un accident malheureux pour un homme déjà si éprouvé ? mais qu'y pouvons-nous faire ? »

Le *Courrier des Etats-Unis* indiqua, d'autre part, fort clairement, les mobiles de la violente campagne entreprise par des politiciens de Washington et certains organes de la presse américaine en faveur de l'espion Waller. « Un syndicat composé d'avocats et de politiciens, tente d'embrouiller, déclarait-il, cette affaire, fort simple cependant, afin de pêcher en eau trouble, et il se partage déjà, sur le papier, l'indemnité réclamée par les Etats-Unis en faveur de cette prétendue victime de la tyrannie française.

« Waller a été poursuivi pour faits d'espionnage, jugé par un tribunal qui l'a trouvé coupable et condamné à vingt ans de réclusion ; il

n'y a rien qui puisse donner lieu à des récriminations ni à la réparation d'aucun dommage. »

Cette campagne antifrançaise aux États-Unis, menée à l'américaine, à coup de dépêches et d'articles sensationnels était dirigée par un avocat nègre du barreau de Washington, M. John Dangston au nom de la société déjà formée en vue de toucher la formidable indemnité que le gouvernement de la République française paierait certainement à Waller, tant pour le dédommager des souffrances de la captivité que du préjudice à lui causé par le passage du corps expéditionnaire à travers les riches forêts dont il est le concessionnaire.

« Les amis de l'ex-consul, disait le *Courrier des États-Unis*, s'étendent avec complaisance sur la valeur de cette concession; ils nous parlent de cinq millions de dollars qu'elle devait rapporter; mais jusqu'ici aucun d'eux ne s'est risqué à expliquer au public américain pourquoi le gouvernement hova avait fait cette magnifique concession à Waller plutôt qu'à tel ou tel autre citoyen américain.

« Quand un gouvernement accorde une concession à un étranger, c'est qu'il a pour cela de bonnes raisons, soit qu'il doive en retirer un bénéfice pécuniaire, soit qu'il en attende une compensation politique. Or, l'acte de concession du gouvernement hova récemment publié par un journal de New-York atteste que les avantages que le gouvernement hova pouvait attendre de cette concession étaient purement nominaux. Le gouvernement hova a-t-il donné quelque chose pour rien? Ce n'est guère la coutume à Madagascar pas plus qu'ailleurs. Il faut donc en conclure que Waller a donné à ce gouvernement un équivalent politique en échange des gros gains que devait lui rapporter sa concession.

« Et, en effet, il est de notoriété publique à Madagascar que, si Waller a obtenu cette concession, c'est parce qu'il avait servi les vues du premier ministre et pris parti contre la France dans l'affaire des exéquaturs. Il s'agissait d'entraver l'action du protectorat en mêlant au différend franco-hova une puissance étrangère, les États-Unis dans l'instance. Waller se fit l'instrument docile du premier ministre et, au mépris des instructions du gouvernement, il se mit en rapport directement avec le gouvernement hova, au lieu de demander son exéquaturs par l'intermédiaire du résident général de France. Le premier ministre se montra reconnaissant, et c'est là l'unique origine de la concession faite à Waller. »

Les terres attribuées à Waller sont situées dans le sud de l'île, aux environs de Fort-Dauphin, très éloignées par conséquent de la route que suivait le corps expéditionnaire.

Il eût été facile et logique de répondre aux réclamations des États-Unis que, de par les lois de la guerre, l'ex-consul était justement

condamné. L'intérêt supérieur de la sécurité d'une armée en campagne a toujours fait attribuer à ses chefs un droit de haute justice qui n'est pas contestable

Des officiers français, réunis en conseil de guerre, ayant reconnu et proclamé la culpabilité de Waller espion du gouvernement Hova à Tamatave, le premier devoir du ministre des affaires étrangères français était de ne pas laisser remettre en question ce jugement.

Quelle autorité auraient dès lors les conseils de guerre et cours martiales en campagne si leurs arrêts étaient considérés comme de pure forme et facilement revisables et cassables? L'espionnage profiterait largement de cette faiblesse, n'ayant plus à craindre, dans certains cas, une condamnation sans merci.

Les États-Unis firent preuve de peu de sympathie pour la cause française, non seulement à propos de l'affaire Waller, mais en d'autres circonstances.

Le 3 juin, arrivait à Tamatave un vaisseau de la marine américaine le *Castine*. A la surprise générale et contrairement aux usages, ce navire ne crut pas devoir saluer la terre et les couleurs françaises.

Nos officiers se montrèrent à bon droit fort irrités d'un procédé si discourtois et dont la signification ne leur échappait pas.

Le commandant du *Castine*, sans doute afin de mieux souligner cette impolitesse, déclara du reste à Tamatave qu'il avait pour mission de faire une enquête sur place, sur l'affaire de l'espion Waller, son compatriote. Le consul américain, M. Wetter, gallophobe avéré, ne manqua pas de triompher de cet incident, avec une morgue de mauvais goût.

— Le *Castine*, disait-il, n'a pas salué Tamatave comme terre française, parce que les États-Unis n'ont jamais reconnu le protectorat de la France sur Madagascar; jamais un consul américain dans l'île n'a demandé son exéquatur au résident français.

Ces propos eurent pour effet d'aigrir davantage encore les relations entre Français et Américains à Tamatave. Aussi le 4 juillet, jour anniversaire de la proclamation de l'indépendance et fête nationale des États-Unis, la colonie française n'assista-t-elle pas à la réception du consulat américain.

Le *Standard*, organe officieux du premier ministre britannique, marquis de Salisbury, essaya d'envenimer l'affaire :

« Le commandant du *Castine*, disait le journal anglais, prétend, dans son rapport officiel, qu'il n'a pas salué le drapeau français parce que les États-Unis ont reconnu par traité aux Hovas la suprématie à Madagascar.

« Quand la première chaloupe du *Castine* accosta au rivage, les fonctionnaires militaires français essayèrent d'empêcher les officiers américains de s'approcher pour parler au consul américain, déclara-

rant que la libre pratique n'avait pas été accordée à leur bâtiment bien que le commandant du *Castine* eût été informé du contraire quelques heures auparavant. Un de ces fonctionnaires appela les gendarmes pour faire rembarquer les américains. »

Ces renseignements étaient inexacts. Le gouvernement français fit répondre :

« Le prétexte invoqué par le commandant Perry pour ne pas saluer le drapeau français est sans valeur ; le traité en vertu duquel le gouvernement des États-Unis reconnaît aux Hovas la suprématie à Madagascar n'empêcha pas, en 1887, le cabinet de Washington de faire demander l'exéquatur de son consul, l'honorable M. Campbell, par l'intermédiaire du résident général de France. Ce fut même à ce propos que les relations diplomatiques furent rompues entre M. Le Myre de Vilers et le gouvernement malgache. Le représentant de la France dut amener son pavillon pour obliger Rainalaiarivony à reconnaître les droits de la France, et M. Campbell attendait, à Tananarive, l'issue de ce grave conflit pour réclamer, toujours par l'intermédiaire du résident général, le paiement d'une indemnité en faveur des propriétaires d'un navire américain pillé par les indigènes sur la côte occidentale.

« Quant à un second incident, nos renseignements diffèrent de ceux que le commandant Perry a fournis à son gouvernement. Les officiers du *Castine* étaient déjà descendus à terre quand le médecin et le lieutenant du port se rendirent à bord pour examiner les papiers du navire, bien qu'un ordre du commandant de la station navale interdise le débarquement des passagers sans une autorisation délivrée par le commandant de la place. Quelques officiers du *Castine* passèrent outre et les fonctionnaires qui voulurent s'opposer à leur débarquement ne faisaient qu'obéir à la consigne qu'ils avaient reçue. »

Un autre journal anglais, le *Morning Post*, crut devoir intervenir dans ces polémiques, avec l'espoir de les prolonger :

« Il ne semble pas, dit-il, que les Français observent à Madagascar, à l'égard des étrangers et de leurs intérêts, cette considération que devraient avoir les représentants d'une nation civilisée et amie.

« Jusqu'ici les sujets britanniques n'ont pas été molestés, mais il n'en est pas de même des sujets américains. »

Le *Morning Post* terminait, en disant sur un ton de menace :

« L'Angleterre peut encore rester spectatrice impassible des événements ; mais, quand le général Duchesne et ses troupes auront accompli la besogne qui leur reste encore à faire, il deviendra nécessaire de discuter les futures destinées de Madagascar. »

Il n'y avait, du reste, pas lieu de prendre trop au sérieux ces paroles destinées à satisfaire l'orgueil et les rancunes britanniques.



Cantonement du régiment d'Algérie.

John Bull n'était pas prêt à mobiliser son armée et à partir en guerre.

On sait, du reste, qu'à Madagascar même, un représentant de la reine Victoria, le commandant du *Marathon*, s'était montré d'une correction parfaite à l'égard des autorités françaises. En Angleterre donc, les passions, les colères, les récriminations s'étaient, en réalité, un peu calmées.

L'opinion publique semblait se résigner à l'occupation de Madagascar par la France.

Un vaisseau de guerre fut envoyé dans les eaux malgaches par l'amirauté pour protéger les nationaux britanniques, et pour leur faciliter, en cas de besoin, les moyens de sortir de l'île.

Très pratiques, les Anglais se préoccupaient surtout, maintenant qu'ils ne devaient plus guère songer à entraver notre expédition à Madagascar et à nous arrêter sur la route de Tananarive, de conserver leurs concessions, et de tirer eux-mêmes profit de la conquête. Le colonel Shervington exprimait bien les arrière-pensées de ses concitoyens, en s'exprimant ainsi :

« Le désordre gouvernemental et la tyrannie des classes dirigeantes sont tels que même l'autorité française serait une amélioration. Si Madagascar était sous une administration européenne convenable, le pays aurait devant lui le plus grand avenir.

« Je crois que les Français se contenteront d'établir un protectorat effectif au lieu de s'annexer Madagascar. Les difficultés que rencontrerait l'occupation de cette île comme possession française sont énormes. Il est plus probable qu'elle sera administrée par un Hova sous le contrôle d'un fonctionnaire français.

« Mais il est évident pour tous que l'établissement solide des Français à Madagascar est une menace des plus sérieuses pour la route commerciale britannique par le cap de Bonne-Espérance.

« Toute mesure annulant les concessions accordées aux Anglais et portant, de n'importe quelle façon, atteinte au commerce britannique serait une violation du traité signé, en 1890, par lord Salisbury. »

Mais le gouvernement français n'avait pas à recevoir de conseils de Shervington.

En Allemagne, notre expédition à Madagascar avait été plutôt encouragée, on le sait, par le gouvernement de Berlin, dont l'intérêt évident est de nous engager toujours plus avant hors de l'Europe, afin de nous faire oublier les provinces arrachées à la France par le traité de Francfort et de nous affaiblir.

La France dispersant ses finances et ses soldats à Madagascar, au Tonkin, au Soudan, etc., est moins forte que la France résolue et fière montant la garde sur les Vosges.

Les difficultés de la campagne, les pertes éprouvées par nos troupes sur la route de Tananarive, les polémiques même des journaux français servirent de prétexte à la presse allemande pour plaisanter, plus ou moins grossièrement, nos officiers, nos soldats présentés comme de pauvres fantoches s'évanouissant au premier obstacle.

Des articles furent spécialement consacrés à la légion étrangère et aux misères qu'elle devait endurer à Madagascar.

On sait que cette légion reçoit tous les déserteurs allemands — et ils sont nombreux — ainsi que la plupart des réfractaires d'Alsace-Lorraine qui viennent servir sous les drapeaux de la France.

Aussi a-t-on publié en Allemagne plusieurs brochures officielles, rédigées, nous devons le reconnaître, hélas! d'après des documents souvent empruntés à la presse française, et distribuées à profusion

dans les casernes et dans les écoles d'Alsace et de Lorraine, afin d'inspirer la terreur de la légion, présentée comme une troupe infernale, exposée sans cesse à tous les périls, maltraitée, soumise aux plus pénibles travaux et pliée sous le joug d'une discipline non seulement impitoyable, mais cruelle.

Les articles et les brochures n'ont cependant pas produit l'effet espéré. Le nombre des déserteurs, pas plus que celui des réfractaires d'Alsace-Lorraine, ne diminuent. La légion est toujours une troupe d'élite, rendant à la France les plus grands services, formant le noyau de la future armée coloniale.

Aussi, la presse reptilienne redoubla-t-elle de perfidie, inventa-t-elle de nouveaux mensonges au sujet de cette légion, qui enlevait des soldats à l'Allemagne.

— Il n'est pas de souffrances, il n'est pas d'atrocités dont la légion étrangère, disaient-ils, ne soit victime, à Madagascar comme au Tonkin; déserteurs et vous, Alsaciens-Lorrains, vous êtes cruellement punis d'avoir abandonné votre pays et le drapeau de l'Allemagne pour aller servir en France! On vous traite là-bas comme des forçats, et vous êtes destinés à mourir de misère et de fièvres dans les pays lointains, sous le plus terrible des climats¹.

Nous le répétons, certains Français favorisaient, inconsciemment et de très bonne foi, cette campagne, en accueillant souvent sans contrôle des doléances, des dénonciations, la plupart du temps fausses ou exagérées, dont la presse allemande faisait son profit.

Enfin les fêtes du vingt-cinquième anniversaire de 1870 célébrées autour de Metz, sur les champs de bataille et à Berlin, le 2 septembre,

1. « En présence de l'insuccès de leur propagande, disait à ce sujet très justement l'*Echo d'Oran*, les Allemands ne se sont pas tenus pour battus. Leur brochure terrifiante n'ayant pas produit d'effet, ils ont cherché autre chose.

« Et cette autre chose, ne le voyez-vous pas, ne le sentez-vous pas maintenant, c'est la reprise de leur propre campagne par des journaux français.

« Comment cela a dû et pu se faire? Oh! très simplement. Un de ces nombreux indicateurs que l'ambassade d'Allemagne possède à Paris, et qui, grâce à leurs dehors de bon garçonnisme et à leur détachement apparent de toute question politique, ont leurs grandes et petites entrées dans la Presse parisienne, aura un jour proposé à quelque reporter ami un sujet d'article.

« Un sujet d'article! La belle aubaine en cette saison où l'information est condamnée au chômage. « On aura pris rendez-vous dans un café pour s'aboucher avec un ancien légionnaire « qui en a de raides à contor » sur ce qui se passe en Afrique. Ah! c'est bien autre chose encore qu'aux Bat' d'Al'.

« Vous pensez si le reporter dont la crinière se dresse d'épouvante prend des notes. Pour peu que le journaliste appartienne à un organe antigouvernemental, au plaisir de pouvoir « faire passer » 150 ou 200 lignes viendra s'ajouter l'intime satisfaction d'apprendre son métier au ministre de la guerre....

« Le lendemain la nouvelle est lancée qu'il se commet des atrocités à la légion, que les chefs y sont d'un intolérable autoritarisme.

« Les petits journaux découpent tout simplement l'information et la reproduisent; d'autres plus scrupuleux la démarquent, c'est-à-dire en modifient la forme; d'autres encore, s'inspirant sans doute des brochures dont je parlais plus haut, et qu'un hasard providentiel mit sous leurs yeux, lui donnent les proportions d'un article *fortement documenté*; viennent là-dessus les chroniqueurs qui se plaçant au point de vue moral, politique, physiologique ou psychologique, refont à un autre point de vue le livre de Vigny, *Grandeur et servitude militaire*, et s'apitoient sur le sort de tant de braves qui, ne demandant qu'à couvrir de gloire le drapeau français et que des chefs indignes soumettent aux pires tortures.

« Pendant ce temps, les Allemands se frottent les mains. Le but qu'ils n'avaient pu atteindre à grands frais, ils y touchent sans bourse délier. Car ce sont les journaux français qui se chargent de la propagande. Les journaux d'outre-Rhin, eux, n'ont plus qu'à reproduire sans avoir même besoin de recourir aux commentaires... »

le *Sedantag*, réveillèrent plus vives les vieilles haines entre Français et Allemands. Ces derniers, par leurs provocations violentes, donnèrent à réfléchir à nos compatriotes les moins chauvins. Chacun comprit que, non seulement l'Allemagne ne rétrocéderait que, vaincue et contrainte par les armes, l'Alsace et la Lorraine, mais que, pour elle, la France était toujours l'ennemie héréditaire.

Ah ! il ne s'agissait plus d'alléger les souffrances des peuples succombant sous le poids des armements. Guillaume II proclamait plus que jamais le règne de la force.

L'Angleterre elle-même se préparait à réorganiser et à renforcer son armée, en vue non d'expéditions lointaines, mais de guerre possible en Europe.

D'autres événements qui se produisirent alors n'étaient pas sans causer des inquiétudes en France : l'assassinat de l'ex-dictateur bulgare Stamboulof, l'insurrection en Macédoine menaçant de remettre à l'ordre du jour la Question d'Orient, le désaccord de la Russie et de l'Italie en Abyssinie, enfin le triomphe en Angleterre du parti le plus hostile à la France.

A ce sujet, un correspondant informé écrivait de Saint-Petersbourg au *Soleil* une lettre remarquée sur les dispositions des peuples inféodés à la Triple Alliance :

« Deux nations leur font obstacle : la Russie et la France. La politique anglaise va donc devenir de plus en plus antirusse et antifrançaise.

« Elle l'est déjà. Le nouveau ministère a, dès les premiers jours, signé une alliance secrète avec l'Italie, alliance ayant pour but d'annihiler la Russie sur la mer Noire et la France sur la Méditerranée. Crispi, le Stamboulof italien, qui se sent déshonoré, n'a plus qu'une seule chance de salut : la guerre. Il fera tout pour l'obtenir.

« Certain maintenant d'avoir l'appui de la flotte anglaise, il va multiplier les bravades envers la France à Tunis et sur les Alpes. Pour défier la Russie, il va recommencer la lutte contre les Abyssins. Si, comme tout le fait supposer, la diplomatie française soulève, dans quelques mois, la question d'Egypte, nous ne serons que deux pays, la Russie et la France, à demander l'évacuation. La bataille est donc perdue à l'avance. »

« Etait-ce bien le moment de s'engager à fond dans la politique coloniale ?

« Ce gouffre des conquêtes coloniales, poursuivait le même correspondant, a déjà dévoré le meilleur de votre épargne et la fleur de votre armée.

« Vous y avez trouvé, ce qui n'est pas moins grave, l'hostilité de l'Angleterre, qui va se jeter désormais à corps perdu dans les bras de

la Triple Alliance, si toutefois l'empereur Guillaume veut bien l'y accepter.

« Presque tous les hommes d'État russes, vos amis, vos seuls amis, ont toujours combattu cette politique néfaste, qui serait à peine excusable de la part d'un pays tout-puissant et trop riche.

« Mais peut-elle se comprendre de la part d'un gouvernement pliant sous le poids d'une dette qui approche de 40 milliards, d'un peuple dont les frontières sont ébréchées, envahies par un grand État militaire, alors que certaines clauses secrètes des traités de 1871 vous défendent de fortifier Nancy ? »

Ceux mêmes qui considéraient la correspondance envoyée de Saint-Petersbourg comme empreinte d'un pessimisme exagéré, désiraient vivement que l'expédition de Madagascar prit fin le plus tôt possible.

CHAPITRE XXIII

Marche sur Andriba.

Le quartier général français à l'avant-garde. — Un nouveau commandant en chef hova. — On presse d'agir le général Duchesne. — Son plan de campagne. — Pas de coup de main. — Les travaux de route. — Les tirailleurs algériens. — Le 3^e bataillon du 200^e. — La brigade Voyron. — Lettre du général Duchesne. — Combat de Soavinandriana. — En vue d'Andriba. — Promotions.

Le quartier général français avait suivi, on le sait, le mouvement de la 2^e brigade, celle du général Voyron, devenue brigade d'avant-garde, tête de colonne du corps expéditionnaire. Il était parvenu le 7 août non loin de Soavinandriana, à 98 kilomètres environ de Suberbieville.

Toutes les troupes s'éloignaient de ce poste avec joie pour marcher sur Andriba, où, disait-on, les Hovas étaient concentrés en nombre considérable.

« Nous voici donc, écrit-on, hors de cet enfer de Suberbieville où nous avons tant peiné, attendant avec impatience les approvisionnements que le général en chef, avant de reprendre les opérations, voulait y réunir en quantité suffisante pour ne pas exposer l'avant-garde à manquer de vivres. Je ne parle pas, et pour cause, des munitions dont nous avons un trop rare emploi ; pas d'escarmouches, pas de reconnaissances qui permettraient de dérouiller nos canons et nos leblés. »

Un nouveau chef commandait l'armée hova, depuis la défaite de

Tsarasaotra ; il avait été mis à la tête de toutes les troupes réunies à Andriba, qui venaient de recevoir 5.000 hommes de renfort.

Ce nouveau général, nommé Rainianjanoro, est un ancien esclave de la couronne que connaissent tous les Français ayant habité Tananarive. Noir comme l'ébène, très vigoureux, musclé comme un athlète, les cheveux crépus, véritable type du nubien, le regard astucieux et résolu, ce Rainianjanoro a été élevé à la cour. Intelligent et fort, il fut distingué par le premier ministre Rainalalariavony, qui l'attacha à sa personne et lui fit donner une certaine instruction par les Révérends de la mission protestante ; il en fit son homme de confiance prêt à toutes les missions et à toutes les besognes, une sorte de Mameluck ne connaissant que l'ordre du maître et ne reculant devant rien pour le débarrasser d'un ennemi.

Très énergique, doué d'une volonté de fer, Rainianjanoro parvint à de hauts grades, 12^e honneur, général, grâce à la faveur dont il était l'objet. Il conduisit heureusement plusieurs expéditions. On le savait tenace et courageux, capable enfin d'exercer une action sur les hommes auxquels il commandait.

Le nouveau général connaissait parfaitement le pays de Mevatane à Andriba. Il était depuis longtemps en relations avec certains chefs sakalaves, qui, en dépit de leurs protestations d'amitié pour la France, ne manqueraient pas de le renseigner, car ils étaient liés à lui par le *fatidra* ou serment du sang.

Rainianjanoro avait tenté, en concurrence avec M. Subervie, l'exploitation des mines d'or de la région, il était venu plusieurs fois à Subervieville ; quelques-uns des Français, présents au quartier général, s'étaient alors rencontrés avec lui, ils savaient que les indigènes le redoutaient et le considéraient comme un chef habile.

Rainianjanoro, dirent nos compatriotes aux officiers du service des renseignements, est homme avec lequel il faudra compter ; très supérieur à Ramazombazaha, il opérera de façon à nous surprendre, à nous tenir en haleine, à inquiéter nos communications. Gardons-nous plus attentivement que jamais et protégeons bien notre ligne d'étapes. Le nouveau général, certainement courageux, se mettra, s'il le faut, à la tête de ses troupes et les entraînera, ou du moins s'efforcera de les entraîner. Ce n'est pas un tacticien ; mais c'est un chef de partisans qui pourrait devenir redoutable, s'il avait des compagnons dignes de lui ¹.

1. Rainianjanoro, écrivait le correspondant du *Temps*, sur le témoignage d'employés des établissements Subervieville, saura « nous surprendre si nous nous gardons imparfaitement, tomber sur nos convois si nous ne les protégeons qu'à demi, apparaître partout où on l'attendra le moins. Dans le combat, il se mettra, s'il le faut, à la tête de ses troupes et saura faire habilement le coup de feu, prendre des dispositions que ne désavouerait pas un vrai général et élever des défenses capables de retarder notre marche. En un mot, ce Malgache est un adversaire sérieux avec lequel il faudra compter ; heureusement qu'un bon chef ne suffit pas et que, quelle que soit son activité, il ne parviendra pas à donner de la cohésion à une armée de fabrication hâtive et composée de soldats plus faits pour manier l'*angady* (bêche) qu'un fusil à tir rapide. »

Il ne négligera pas de s'occuper du ravitaillement et du bien-être matériel de son armée. Il a su acquérir ainsi un véritable prestige, un ascendant, une autorité incontestables sur tous ceux qui l'entourent.

On parla beaucoup dans les camps ou plutôt dans l'état-major, de ce général, auquel on faisait une réputation anticipée de guerrier redoutable. Les journaux en France lancèrent le nom de Rainianjanoro qui devint ainsi une personnalité à la mode. Les soldats le citèrent dans leurs correspondances.

Quelle serait l'influence de ce nouveau venu sur l'issue de la guerre? La lutte, assurait-on, deviendrait plus acharnée. « Elle serait menée, disait le *Temps*, plus habilement et plus énergiquement que dans la première partie de la campagne. Les circonstances, à la vérité, sont tout autres. A mesure que nous nous éloignons de notre base d'opération et que nos communications deviennent longues et difficiles, les Hovas se rapprochent de l'Imerina, où ils trouvent sous la main hommes, vivres et munitions. Leur défensive est alimentée par tous les éléments dont l'absence ou l'éloignement retarde et paralyse notre offensive. C'est pourquoi il nous faut frapper un grand coup, et un coup décisif. C'est pourquoi il ne faut pas non plus rester sur un succès et nous immobiliser de nouveau, mais le poursuivre et nous acharner. A cette fin, l'emploi d'une colonne mobile, avec tous les animaux de bât disponibles, s'impose. Talonner l'ennemi en fuite, l'empêcher de se reformer, de se reconnaître, changer sa retraite en déroute, l'affoler par la rapidité de notre marche, tel doit être notre plan à partir d'Andriba ou, au plus, d'Ampotaka. On serrera sa ceinture d'un cran, mais les hommes sauront se priver même du nécessaire, car on ne fait jamais appel en vain à leur abnégation quand le succès est là, tangible, à portée de la main, et qu'il suffit de quelques coups de jarret pour atteindre le but, pour conquérir un peu de gloire. Mieux vaut, quand le résultat est si proche, si certain, une fatigue excessive mais courte pour obtenir ce résultat, qu'une inaction longue et déprimante à l'excès, qui en éloigne. »

Nous avons cru devoir citer ce passage indiquant bien quelle était alors l'opinion persistante de plusieurs journaux importants, menant campagne pour que Tananarive fût occupé le plus tôt possible, dût-on sacrifier beaucoup d'hommes.

D'autre part, les intéressés, tous ceux qui projetaient d'entreprendre de grandes affaires à Madagascar, estimaient que les lenteurs de l'expédition produisaient dans le public le plus mauvais effet, tandis qu'un grand coup rapidement frappé réveillerait la confiance et rassurerait les capitaux prêts à se porter sur ces affaires.

Le général Duchesne était accusé, ne tenant aucun compte de telles combinaisons, de ne pas mener assez rondement la campagne,

de la faire traîner et d'inquiéter ainsi, ou tout au moins de décourager outre mesure l'opinion publique française.

Des récriminations de même nature s'étaient élevées autrefois, en 1885, contre le général de Courcy au Tonkin, où il se faisait un devoir d'éconduire les spéculateurs et de ne pas entendre leurs sollicitations; mais ces derniers, devenus puissances, prenaient leur revanche à Paris, où ils disposaient d'influences multiples.

A ceux qui le pressaient d'agir, le général Duchesne objectait : je suis responsable de la santé du corps que je commande, responsable de l'expédition vis-à-vis de la France. J'agis selon ma conscience.

Or il m'est impossible de lancer en avant une colonne dans un pays inconnu ou à peu près, sans savoir comment je pourrai la ravitailler et la soutenir, sans avoir assuré la sécurité de mes communications.

Il ne suffit pas de parvenir à Tananarive, il importe de prendre d'abord et peu à peu possession du pays, de faire une route, puisqu'elle n'existe pas, et de la garder par de bons et nombreux postes, de façon à n'avoir à redouter aucune surprise.

Cependant les partisans de l'action immédiate et foudroyante ne désarmaient pas; ils continuaient à demander qu'une colonne légère fût au plus tôt lancée en avant vers Tananarive¹. Mais, faisait répondre le commandant en chef, il faut être sur place pour comprendre les difficultés de la situation, qui sont d'ailleurs bien loin d'être insolubles. « Les gens qui jugent superficiellement et qui se contentent de mesurer sur une carte la distance entre Majunga et Suberbieville et entre ce dernier point et Tananarive doivent condamner l'apparente torpeur de l'expédition. Si les mécontents voyaient d'un peu plus près à quel pays nous avons affaire, à quel terrain, — s'ils voyaient comment la pression des Hovas et la paresse des Sakalaves ont fait le vide autour de nous, ceux-là, dis-je, qui se plaignent le plus amèrement, trouveraient des circonstances largement atténuantes à la quasi-immobilité des troupes.

« Et puis il faut dire aussi que le commandant ne veut rien laisser au hasard, il ne veut pas le moindre à-coup. Quand on songe à l'extrême mobilité du caractère français, quand on se remémore, par exemple, le trouble où nous jeta l'affaire de Lang-Son, on comprendra

1. Le bruit court, écrivait-on de Suberbieville (22 juillet) à l'Agence Haves, que la création d'une colonne légère allant prendre Tananarive se confirme et, quant à moi, j'ai tout lieu de le croire fondé. Il est entendu qu'elle sera numériquement suffisante pour parer à toute éventualité et que l'on concentrera sur elle tous les moyens de transports dont on pourra disposer, en mulets de bât, conducteurs et coolies.

« Pendant que cette colonne montera vers la capitale de l'Île, ce qui, d'Andriba, demandera à peu près vingt jours, les autres troupes s'avanceront graduellement en poursuivant la confection de la route, qui, en donnant accès aux voitures Lefebvre, permettra un ravitaillement relativement facile et préparera l'évacuation, à laquelle il faut dès à présent songer.

« Vous comprenez que lorsque je parle d'évacuation, j'entends le retour en France de la fraction de l'armée rendue entièrement disponible au moment de la conclusion de la paix. »



Chasseurs d'Afrique combattant à pied.

que le général Duchesne, qui a justement fait la campagne du Tonkin, veuille éviter toute difficulté, et qu'il tienne à ce que les concentrations de vivres, de matériel et d'hommes se fassent d'une manière méthodique et sûre. »

Bien que les Hovas n'eussent jusqu'alors sérieusement résisté nulle part, le général Duchesne ne pouvait pas oublier qu'ils disposaient encore de masses armées plus de dix fois supérieures en nombre à nos troupes. L'affaire si brillante et si heureusement menée de Tsarasaotra avait du reste prouvé que de trop faibles détachements seraient toujours exposés à des surprises particulièrement redoutables en pays si mal connu et au milieu de populations hostiles, prêtes à se ruer sur nos soldats au premier échec.

« On compte trop souvent sans l'imprévu, écrivait très justement à ce sujet un officier. L'affaire de Tsarasaotra devrait cependant nous tenir en éveil, car, somme toute, nous l'avons échappé belle le 29 juin ! Si les Hovas n'avaient pas eu l'imprudence de tirer quelques coups de fusil le 28, au soir, sur les sentinelles de la compagnie Catel, ils surprenaient, le lendemain, les tirailleurs en plein travail de nuit, et les massacraient inévitablement. Songez donc que les défenseurs de Tsarasaotra ne comprenaient que 180 tirailleurs algériens et 15 chasseurs d'Afrique. C'est avec cette poignée d'hommes que le commandant Lentonnet et ses officiers ont résisté, pendant trois heures, à l'assaut de 5.000 Hovas, dont 1.200 étaient armés de fusil. La lutte a été si vive que 37 cadavres ennemis ont été relevés sur la ligne des cuisines de la compagnie, à quinze pas des tentes. Sans le sang-froid et le coup d'audace du capitaine Aubé, qui s'est jeté à la tête de 15 tirailleurs ayant mis baïonnette au canon, sur 300 Hovas qui exécutaient un mouvement tournant et qui se sont enfuis en voyant l'arme blanche, la compagnie eût été probablement prise dans un cercle de feu. Il est vrai qu'à dix heures arrivaient une section d'artillerie et la 5^e compagnie de tirailleurs (capitaine Pillot). Bref, tout n'a pas été drôle, et cet exemple devrait servir ¹. »

Et, du reste, le corps expéditionnaire, considérablement réduit par la maladie et par le service des garnisons d'étape ne serait sans doute plus, en approchant de Tananarive, que cette colonne légère, dont la formation était si impatiemment réclamée.

Le 13^e régiment d'infanterie de marine marchait à l'avant-garde, toujours superbe de crânerie et de vigueur, grâce à la présence dans le rang de nombreux rengagés, dont beaucoup portant la médaille du Tonkin ou la médaille coloniale.

Ils rivalisaient d'énergie et de tenue avec la légion étrangère, affectée elle aussi à l'avant-garde.

— Donnez-nous des triques et laissez-nous nous débrouiller, disaient ces rudes gaillards, et nous serons dans quelques jours à Tananarive.

— A Tananarive !

Tel était le cri général.

Un coup de main aurait certainement des chances de réussite ; mais, continuait à objecter le commandant en chef, qui continuait à s'efforcer de calmer les folles impatiences, « si devant le petit nombre de Français envahissant l'Imerne, les Hovas se groupaient résolument et si quelque catastrophe arrivait, quelle serait la conclusion ? Vous voudrez bien remarquer qu'à l'heure présente, nul ne peut faire, même ici, un pronostic sérieux sur ce qui se passera.

1. *Tablettes des Deux-Charentes.*

« Certes, personne n'a l'ombre d'un doute sur l'écrasement complet et très prochain de la puissance militaire des Hovas, et personne ne pense que nous ne serons pas dans quelques semaines à Tananarive, mais on reconnaîtra que le devoir du chef de l'expédition est d'être prudent.

« Si encore les hommes qu'on lançait en avant avaient des chances de pouvoir vivre sur le pays, on concevrait qu'on donnât, si l'on peut dire, l'assaut au plateau central de l'île. Il n'en est pas ainsi; les Hovas ne suivront probablement pas le conseil que leur donne si généreusement le *Madagascar News* de brûler leur capitale de fond en comble, mais ils n'hésiteront peut-être pas à détruire les récoltes existantes et à chasser plus loin les bœufs : or, une armée ne vit pas de l'air du temps et il faut qu'elle emporte avec elle sa subsistance. Tout le secret des retards actuels est dans cette nécessité.

« Comme les pires choses ont parfois un bon côté, nos atermoiements ont eu un résultat logique, c'est d'épuiser la vigueur de l'ennemi. Des soldats qui ne touchent point de solde et qui sont à peine nourris, qui savent, d'ailleurs, quelle est notre supériorité, sont amenés tout naturellement au découragement et à la désertion, et l'armée hova s'est déjà en partie effritée. »

D'autre part, tous les corps prétendaient être représentés à Tananarive. Après avoir été à la peine, ils voulaient être à l'honneur, et ce n'était que justice.

Dans la brigade Voyron, les tirailleurs haoussas faisaient eux aussi bonne contenance. La moyenne des compagnies était encore de 150 hommes.

Le général évitait de faire travailler à la construction des routes les soldats européens; il employa exclusivement à ces travaux les tirailleurs sakalaves, accoutumés au climat.

Le bataillon des volontaires de la Réunion, comme le 200^e de ligne, avait été très éprouvé. Il reçut des renforts importants de France, tirés des dépôts de l'infanterie de marine.

Les troupes n'avançaient qu'en laissant derrière elles la route tracée, praticable aux voitures.

On ne saurait trop le répéter, l'œuvre du génie à Madagascar est une œuvre de géants. Sur 800 hommes de ce corps envoyés à l'armée expéditionnaire, à peine en restait-il 150 valides, échelonnés sur la route¹.

L'artillerie de campagne, nous l'avons dit déjà, était restée en

1. « Un corps qui mérite une page spéciale dans l'histoire de l'expédition, écrivait-on à l'agence Havas, c'est le génie. On avait le cœur serré en voyant entrer à Suberbieville les vingt et un hommes qui restaient debout sur une compagnie de cent quatre-vingt-quinze hommes, la 13^e, renforcée cependant naguère de cinquante autres soldats. Sans doute il y avait eu peu de décès dans cette grosse disparition, mais les manquants étaient « sur le flanc », anémiés et bons à rapatrier. L'œuvre du génie a été une œuvre de géant, et sans la suivre pas à pas depuis Majunga, il faut relater les trois points saillants de

chemin. Il ne fallait pas compter, et du reste on aurait jamais dû compter sur elle pour entrer à Tananarive. Les batteries qui la composaient furent réparties entre les postes d'étape.

Aux premiers jours d'août, la brigade Metzinger occupait le pays entre Andjiéjié et le massif de Beritza.

Le régiment d'Algérie, après avoir compté beaucoup de fiévreux dans la marche de Majunga à Suberbieville, redevenait un des corps les plus solides de la petite armée, il pouvait mettre en ligne les deux tiers environ de son effectif de guerre en bon état.

Il ne demandait qu'à marcher et à batailler, acclimaté désormais et supérieurement entraîné.

« Depuis notre combat de Tsarasaotra, écrit un officier, aucun incident de guerre à signaler. Nous nous sommes mis en route le 15 pour nous rendre derrière le Beritzoka.

« Après quatre heures de marche, nous parvenons sur un plateau très élevé, du haut duquel le panorama est splendide. Il s'élève au milieu d'une nature tourmentée, entouré de montagnes aux flancs profondément ravinés, d'un accès très difficile.

« Nous nous installons rapidement, grâce à l'habitude de la vie de campagne que nos hommes ont acquise. Ils sont tous maintenant de fameux débrouillards et construisent leurs gourbis comme de vrais architectes; mais on ne nous laisse guère le temps à Madagascar de soigner notre intérieur et d'y introduire un peu de luxe.

« Ordre parvient de fournir dès le lendemain matin des corvées pour les travaux de route.

« Déjà, des officiers et sous-officiers du génie commencent à en jalonner le tracé; il va falloir reprendre la pelle et la pioche et remuer la terre. La tâche est rude. Dans ces montagnes, au milieu des ravins, il faut tantôt déblayer, tantôt remblayer. Quand cette besogne pénible, rappelant beaucoup celle des premiers jours de la conquête de l'Algérie, sera-t-elle terminée?

« On calcule le nombre de kilomètres de route à construire d'ici Tananarive, et dans quel pays! ce calcul n'a rien de gai.

« Nos tirailleurs, lorsqu'ils sont à la corvée de terrassement, se disent entre eux: « machimele », pas bon! et cependant, ils travaillent

sa tâche: la construction des trois ponts de Marovoay, d'Ambato, et surtout du pont du confluent du Betsiboka et de l'Ikopa.

« Le chef-d'œuvre du génie à Madagascar, c'est le pont situé un peu au-dessus du confluent des deux grandes rivières. Le pont du Betsiboka a trois cent soixante-sept mètres de long. On essaya d'abord du système des chevalets, mais le fond du fleuve est d'un sable extrêmement fluide. Il fallut alors recourir aux pieux enfoncés à force, passer sa vie dans l'eau jusqu'aux aisselles, bravant les rhumatismes et aussi les nombreux calmans. Et trois cent soixante-sept mètres, c'est long!

« Les annales militaires n'avaient pas, je crois, depuis 1803, enregistré pareil travail! Le nombre des charpentiers diminuait tous les jours. On vit, à la fin, cette poignée de braves gens se raidir contre la fièvre et la souffrance et continuer l'œuvre entreprise; on vit aussi des officiers manier la scie et le marteau et suppléer aux soldats terrassés par la maladie. Voilà ce qu'a fait, entre autres choses, le génie à Madagascar. »

de bon cœur, avec une parfaite soumission, très consciencieusement, ce sont tous vraiment de braves gens, d'admirables soldats. »

« Ce qu'on ne dira jamais trop, écrit un autre officier, après Tsarasaotra, c'est la vigueur de nos soldats, leur sang-froid sous les projectiles, leur mépris des hurlements des Hovas essayant de se lancer sur eux ; les chefs malgaches avaient persuadé à leurs hommes qu'ils ne trouveraient là que cinquante tirailleurs sakalaves. Il a fallu déchanter quand ils ont dû se frotter à environ deux cents tirailleurs algériens, deux canons et quinze chasseurs d'Afrique. Malheureusement leur tir nous a coûté, on le sait, un officier et un caporal tués et cinq blessés.

« Ce sera peut-être la plus belle affaire de la campagne : jugez si j'ai été heureux que l'honneur en revienne presque entièrement à nos braves tirailleurs : leur attitude ici est la plus belle récompense de ceux qui ont réussi à les militariser, à les moderniser, à les rendre obéissants à leurs officiers quand leur vie est en jeu, comme lorsqu'ils défilent sur la place d'armes de Blidah.

« Dans la lettre écrite après le combat, à son supérieur, par le commandant Lentonnet, on relève cette phrase : « Vous auriez été fier de « vos tirailleurs ».

« Cet aveu d'un vieux zouave endurci est le plus bel hommage qu'on puisse leur rendre, et si vous pouviez voir les effectifs de nos turcos : le bataillon tiré des 1^{er} et 2^e régiment de tirailleurs a encore 180 hommes par compagnie ; l'autre qui les a précédés à Madagascar en a 160 (3^e tirailleurs), alors que débarqués les premiers, ils ont eu à vaincre des difficultés que leurs successeurs trouvaient aplanies.

« Le général en chef n'a pas jugé à propos de comprendre les tirailleurs dans sa demande de renfort, faite pour tous les autres corps et services.

« Je pense que la voilà évanouie cette légende créée au Tonkin et colportée par des envieux, que les tirailleurs sont à peine bons chez eux.

« Toujours à l'avant-garde, toujours au coup de feu, toujours la pioche à la main, souvent sans ravitaillement, cette vaillante troupe reste unie, vigoureuse, propre à toutes les besognes. »

Le lieutenant-colonel Lentonnet et ses officiers obtenaient tous les efforts de ces hommes dévoués à leurs chefs, lesquels surtout, depuis Tsarasaotra et Beritza, inspiraient à la troupe une confiance absolue.

Le colonel Oudri rejoignit le bataillon de tirailleurs après le 15 juillet, ce bataillon en effet était le bataillon du drapeau, avec lequel devait marcher l'état-major du régiment d'Algérie.

Le colonel avait été retenu à Suberbieville par un accès de fièvre. Bien rares du reste les officiers dont la santé résistait aux fatigues,

aux privations et au climat. Tous ou à peu près payèrent leur tribut. Un de ceux qui tinrent bon le plus longtemps fut le lieutenant-colonel Lentonnet, d'un tempérament de fer.

Le 40^e bataillon de chasseurs avait dû laisser plus de la moitié des hommes qui le composaient dans les hôpitaux.

Quant au 200^e de ligne, son 1^{er} bataillon était réduit à 218 hommes, son 2^e bataillon à 300, le 3^e bataillon à 450. Ce dernier bataillon, commandant Pasquier de Franclieu, était composé de gascons et de pyrénéens vigoureux, issus d'une région qui a toujours donné de bons et vaillants soldats à la France. Il n'avait pas eu encore à supporter d'aussi pénibles fatigues que celles imposées aux deux premiers bataillons longtemps employés aux terrassements.

Le lieutenant-colonel Bizot voyait avec douleur fondre le régiment placé sous ses ordres; il s'efforça de relever le moral des soldats, secondé dans cette tâche par tous les officiers, qui faisaient preuve à l'égard de leurs hommes d'une sollicitude fraternelle.

Les soldats, dans leurs correspondances, exprimaient une vive reconnaissance pour ce dévouement touchant de leurs chefs ne songeant à se reposer eux-mêmes qu'après avoir assuré autant que possible le bien-être des subordonnés.

« Constatons avec empressement, écrit-on du 200^e, que les distributions d'objets envoyés de France, sont faites avec une parfaite régularité. Le chef actuel du régiment, le lieutenant-colonel Bizot, est un officier supérieur des plus énergiques, un vrai type de « troupier », faisant l'impossible pour entretenir parmi ses hommes de l'entrain et de la gaieté. Si quelqu'un peut tirer parti des débris de ce régiment, c'est assurément lui, et tout le monde a la même impression. »

A son grand regret, le lieutenant-colonel dut licencier la musique du régiment, formée, on le sait, par l'infortuné colonel Gillon. La plupart des musiciens en effet étaient restés dans les ambulances de la route.

Le 1^{er} et le 2^e bataillon furent désignés comme troupes d'étape, en attendant l'arrivée des renforts qui leur étaient destinés.

Le lieutenant-colonel Bizot, avec l'état-major, le drapeau du régiment et le 3^e bataillon, rejoignit en avant la brigade Metzinger, pour continuer à prendre part aux opérations actives et à l'expédition contre Tananarive.

La route n'est réellement praticable que jusqu'à Tsarasaotra; au delà, elle ne peut servir qu'aux mulets de bât; on a dû réduire le travail pour ne pas surmener les Européens.

Signalons un moyen intéressant employé pour le passage des pièces de canon sur le pont de 300 mètres qui se trouve à 4 kilomètres de Marololo.

« Pour ne pas dépasser la charge limite du pont, les bouches à

feu ont été brélées sur deux essieux de voitures Lefebvre, munis de leurs roues, et maintenus parallèles au moyen de deux perches en bois; le tout a été aisément poussé à l'aide de quatre servants.

« Pour faciliter la manœuvre de force, un chevalet Birago placé à l'entrée du pont remplaçait une chèvre de place.

« Les affûts étaient menés à bras, les avant-trains aussi.

« Deux voitures seulement pouvant être engagées à la fois sur le pont, il a fallu 4 heures et demie pour le passage de 12 pièces, y compris deux affûts de rechange et 80 voitures Lefebvre.

« Les manœuvres les plus pénibles, pour le matériel d'artillerie, ont été exécutées sur la route aux lacets d'Ambodinabatekel, pendant une partie de la descente, à tournants très brusques. Il a fallu séparer les trains, descendre l'avant-train avec un attelage, l'arrière-train la flèche en arrière à bras d'hommes (6 à 8 par pièce), avec la prolonge.

« Le reste de la descente, la prolonge brélée derrière la pièce attelée à 4 mulets servait à riper l'arrière-train en cas de tournants mal pris par le conducteur. »

Comme incident de route, une lettre d'un officier relate l'accident arrivé à la pente dure, sans lacets, de Mengabé, sur un chemin entaillé à flanc de coteau et raviné à un endroit par un ruisseau.

« Une batterie a voulu descendre sans séparer les trains; un des mulets ayant pris peur a reculé et précipité dans le ravin la pièce et les mulets restants, dont un a été tué net par cette chute de 20 mètres.

« La pièce a été relevée après trois heures de travail, et le timon cassé a été remplacé par le timon de circonstance qui a parfaitement fonctionné tout le reste de la route.

« On voit, par ces détails, combien la marche des colonnes est pénible; il ne faut pas s'étonner du temps qui leur est nécessaire pour franchir chaque étape¹. »

Des Hovas, peu ou point de nouvelles précises².

« Les Malgaches, disent les rapports, ont complètement disparu depuis le combat du 30 juin. Les reconnaissances poussées au Sud ont trouvé le long de la route des munitions abandonnées qui prouvent la démoralisation de l'ennemi pendant sa retraite. Cependant, on a tout lieu de penser qu'un corps important est en formation à Andriba. »

Le 5 août, on télégraphiait de Majunga à une agence allemande :

1. Revue du cercle militaire, 7 septembre 1895.

2. « L'aspect de la brigade qui vient de passer à l'avant-garde nous a quelque peu réconfortés, écrit le correspondant du *Temps*, elle n'a laissé jusqu'à présent dans sa route que le quart de son effectif et la moyenne des compagnies est d'environ 150 hommes présents: il est juste de dire que le général Voyron n'a pas fait travailler les marsouins à construire des routes, il n'y a employé que les troupes auxiliaires et notamment les tirailleurs sakalaves accoutumés aux ardeurs de ce climat. Mais le tour de l'infanterie de marine est arrivé, c'est elle, comme je vous l'ai dit, qui va poursuivre les travaux de la route jusqu'à Andriba, c'est-à-dire dans les rampes de l'Ambohimenakely, où elle subira sans doute des pluies considérables. »

« Les Hovas se sont retranchés à Kinajy, sur le versant nord des monts Ambohimena, entre Andriba et Tananarive, et le général Duchesne se dirige maintenant vers cette position.

« Une force nouvelle de 4,000 Hovas est arrivée à Bemarivo, à deux jours de marche au nord de Marovoay, avec l'évidente intention de couper la ligne de ravitaillement. »

Cette dépêche ne fut pas sans causer quelque inquiétude. Les Hovas, bien que vaincus à chaque rencontre, avaient-ils manœuvré de façon à nous laisser avancer dans le pays et à couper ensuite nos communications avec la côte ?

Les pessimistes eurent beau jeu.

Le général Duchesne est, du reste, on le sait, un chef prudent; aussi avait-il pris toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la défense de sa ligne d'étape; mais il ne redoutait guère que les attaques ou plutôt les incursions de bandes de pillards et de partisans sakaves; il ne croyait pas que l'ennemi envoyât vers Majunga et Marovoay des troupes régulières de l'armée hova.

Ces deux places étaient, du reste, gardées par de l'infanterie et de l'artillerie; mais peut-être leurs garnisons ne suffiraient-elles pas à maintenir l'ordre et à défendre la route de la côte à Mevatane.

Les renforts, dont l'arrivée était annoncée de France, formeraient avant peu, heureusement, sur cette même route, des colonnes mobiles qui, à n'en pas douter, en imposeraient aux populations et aux chefs hovas, si fantaisie leur prenait de tenter un coup de main sur notre ligne de communication.

Dans une lettre adressée au ministre, le général Duchesne exposait ainsi la situation de ses troupes dans la première quinzaine du mois d'août, à la veille d'attaquer Andriba :

« Les itinéraires établis à la suite des reconnaissances effectuées avant les opérations ne pouvaient, avec quelque soin qu'elles eussent été faites, faire prévoir toutes les difficultés de la marche. Le pays est extrêmement accidenté et fréquemment coupé par de nombreux ravins, séparés par des crêtes rocheuses difficiles à franchir.

« En s'avançant au milieu de ces obstacles, de près de 300 kilomètres, dans la direction de Tananarive, nos troupes ont dû faire preuve d'une endurance et d'un dévouement auxquels on ne saurait trop faire hommage. La fièvre de ce pays anémie très rapidement et très profondément, et, de l'avis des médecins, dès qu'un homme est un peu atteint, il est préférable de le rapatrier; c'est ce qui explique le nombre des indisponibles qu'il ne faut pas confondre avec le nombre des hommes véritablement malades. L'état sanitaire s'améliore à mesure que la colonne s'avance sur les plateaux. La température encore très chaude dans la journée s'abaisse sensiblement durant la nuit et les fièvres sont moins à redouter. »



Avant-garde d'infanterie de marine.

D'autre part, le ministre de la guerre, fréquemment mis en cause, faisait déclarer :

« — Vous pouvez démentir formellement qu'il y ait jamais eu conflit, depuis le début de l'expédition, entre la guerre et la marine. Tout ce que celle-là a demandé à celle-ci, elle l'a obtenu sans délai. La marine a donc parfaitement le droit — elle en a même le devoir — de se défendre quand on l'attaque... Le ministre de la guerre ne peut que l'approuver. Il a seul ici la responsabilité de l'expédition, et j'ajoute qu'il entend bien ne pas s'y soustraire. Voilà donc qui est entendu une fois pour toutes.

« Examinons maintenant les reproches qu'on adresse à la guerre : on critique surtout l'organisation de l'expédition et on se plaint des

lenteurs. S'imaginait-on que l'expédition de Madagascar devait ressembler à une promenade boulevard des Italiens? Sans doute les esprits forts pensaient ainsi. Or, on s'aperçoit que le pays est dangereux, que le climat n'est pas précisément très sain, bref, que c'est une vraie expédition et non pas une promenade que dirige le général Duchesne.

« Mais tout cela on l'avait prévu : on savait parfaitement, à peu de chose près, qu'il y aurait des lenteurs, et que pour atteindre le but il faudrait agir avec infiniment de sagesse et de prudence. Peut-on en vouloir au commandant en chef d'être ménager de ses hommes et de ses vivres? Faut-il le critiquer de ce qu'il ne marche qu'à coup sûr, construisant des ponts qui resteront, traçant des routes qui ont entre autres le mérite de n'être pas des routes provisoires, mais des routes dont seront fort aises de se servir ceux qui iront l'an prochain à Madagascar se promener en touristes ou pour leurs affaires.

« Nous ne sommes point infailibles. La guerre commet des erreurs comme tout le monde, seulement elle a à cœur de mettre beaucoup de hâte à les relever, pour n'y plus retomber ensuite, et, en l'espèce, ces erreurs n'ont pas pu compromettre le succès — désormais assuré — de l'expédition.

« Trois mois avant de partir pour Madagascar, le général Duchesne commençait l'étude et l'organisation de l'expédition, aidé de son intendant; c'est-à-dire que rien n'a été laissé au hasard et que, doué d'un large esprit d'initiative, le général saura parer à toutes les éventualités.

« — Y aura-t-il un temps d'arrêt?...

« — En aucune façon. On continuera à ne point se hâter inutilement et pour le seul plaisir de donner satisfaction aux ignorants et aux badauds, mais le « long hivernage » annoncé par de bonnes âmes ne se produira pas : l'expédition sera menée à bonne fin et, dès le mois de septembre, le général Duchesne aura atteint le but.

« Peut-être alors rendra-t-on pleine justice à la guerre et au chef de l'expédition de Madagascar. »

Le général Duchesne faisait à Madagascar la guerre méthodiquement, à l'européenne, n'avançant que pas à pas, échelon par échelon, assurant ses derrières, traçant une route qu'on retrouvera quand on en aura besoin.

« Assurément, observait-on à ce sujet¹, l'infanterie de marine n'eût pas procédé ainsi. Elle eût marché plus vivement, piquant droit devant soi, à l'aventure, soucieuse avant tout d'arriver plus vite, sans craindre de s'exposer aux pires dangers. Le système adopté par le général Duchesne est plus long, mais aussi moins meurtrier et plus

1. M. Ernest Daudet.

sûr. Toutefois, sa supériorité sur l'autre ne sera démontrée que si de nouveaux retards ne nous en font pas perdre le fruit et si nous arrivons à Tananarive avant la saison des pluies. Là, certes, tout ne sera pas dit. Mais, du moins, nous y serons. »

Le général s'était du reste résolu pour hâter la marche de la colonne allégée et réduite qu'il dirigeait vers la capitale malgache, à ne plus imposer aux troupes d'avant-garde des travaux de terrassement surhumains, tels que ceux accomplis par la première brigade. Il ne voulut pas exposer aux insulations et aux accès pernicioeux, des hommes déjà fatigués par un long séjour dans les marais du Betsiboka et destinés à porter, après un rude et dernier effort, le coup décisif.

Nos avant-postes étaient donc le 15 août à quelques kilomètres de Soavinandriana. Depuis plusieurs jours, les reconnaissances signalaient la présence des Hovas dans le voisinage. Le 14, des coups de fusil furent même tirés sur les travailleurs de la route, des hauteurs qui dominent Soavinandriana. Le général Voyron donna l'ordre à ses troupes de ne pas riposter; il espérait que les Hovas s'avanceraient imprudemment et il comptait alors leur infliger un sérieux échec.

Le lendemain, une compagnie du 1^{er} bataillon du 13^{me} régiment d'infanterie de marine et une compagnie du régiment colonial, furent envoyées en reconnaissance dans la direction des positions hovas. Elles ne tardèrent pas à découvrir un poste ennemi d'une soixantaine d'hommes, établis sur une hauteur derrière des retranchements en terre. A peine les Hovas étaient-ils signalés que la fusillade éclatait violente et assez bien dirigée sur notre avant-garde.

Celle-ci s'arrêta, nos tirailleurs répondirent par quelques coups de feu; l'ennemi était du reste très éloigné. Aux premières détonations, le commandant Ganneval des tirailleurs malgaches accourut avec le capitaine Staub du même corps.

L'ennemi continuait à tirer; mais il épuisait vainement ses munitions à trop longue distance. De notre côté, les dispositions de combat furent vite prises. La compagnie d'infanterie de marine s'avança de front vers les Hovas, tandis que la compagnie de tirailleurs malgaches se portait rapidement sur leur flanc, à travers les broussailles et les rochers. Plusieurs feux de salve à bonne portée, avaient préalablement ébranlé sans doute la confiance des soldats ennemis, bien qu'un renfort leur fût parvenu, car la fusillade dirigée contre les nôtres était déjà moins intense.

Lorsque les tirailleurs du commandant Ganneval s'élançèrent baïonnette au canon, en brandissant leurs fusils, et en poussant des cris de guerre, les Hovas commençaient à tourner le dos. Plusieurs feux de salve et une vigoureuse charge les mirent en complète déroute.

Ils s'enfuirent, laissant quelques-uns des leurs, une dizaine de morts sur le terrain ¹.

De notre côté, nous avons un tirailleur légèrement blessé. L'ennemi s'était replié sur un autre poste dans la montagne près d'Andriba.

Le pays est merveilleusement accidenté et disposé pour la défensive.

Occupé par d'autres ennemis que les Hovas, la conquête en eût été redoutable. Ils avaient cependant remué beaucoup de terre, construit des retranchements, des fortins, des batteries armées de canons, des tranchées, etc. De Soavinandriana, les officiers de l'avant-garde et ceux de l'état-major, la jumelle braquée vers Andriba, les apercevaient allant et venant, tandis que les esclaves piochaient dans la montagne et travaillaient aux fortifications destinées à nous arrêter.

Le bruit de la fusillade du combat de Soavinandriana avait mis en émoi tout le camp français, qui se tenait prêt à marcher. Était-ce enfin une action sérieuse? Ceux qui n'avaient pas encore vu le feu attendaient anxieux que leur tour vint d'entrer en ligne. Les officiers se groupaient, gravissaient les hauteurs et interrogeaient l'horizon. Les soldats sortaient des tentes, les convalescents eux-mêmes auraient eu assez de force pour marcher à l'ennemi.

Mais cet espoir de combattre fut encore une fois déçu. Le bruit de la bataille peu à peu s'apaisa. Les Hovas étaient loin!

Les deux compagnies engagées rentrèrent au camp, rapportant quelques fusils ou sabres ennemis et — conquête autrement précieuse! — vingt tonnes de paddy (riz en paille). Les mulets, fréquemment soumis au jeûne et à l'abstinence, bénéficièrent de la trouvaille.

L'action avait pour effet immédiat et sûr de relever le moral des troupes, de rendre à notre bon petit soldat français sa belle humeur et sa confiance.

Le meilleur remède contre la fièvre, disaient de vieux officiers d'Afrique, c'est la poudre. Si nous avions livré bataille plus souvent,

1. « Les Hovas, écrit le correspondant du *Journal des Débats*, tiraient souvent depuis quelques jours, cependant, des coups de fusil sur les soldats employés à la route entre Antsifabositra et Inanokolohy. Le général Voyron intima alors l'ordre formel aux troupes de sa brigade de ne riposter qu'en cas de nécessité absolue, pensant qu'enhardis par notre attitude passive ils viendraient en nombre nous attaquer. »

« Ses prévisions ne tardèrent pas à se réaliser; dans la matinée du 16 en effet, à la pointe du jour l'ennemi débûsqu brusquement des hauteurs qui dominent Soavinandriana à l'Ouest, ouvrant un feu nourri sur plusieurs sections de tirailleurs sakalaves, placées en avant-garde, pour protéger les soldats employés à la piste carrossable. »

« Nos tirailleurs sont un moment surpris par cette fusillade intense; mais, brillamment enlevés par le commandant Ganneval et le capitaine Staub, ils reprennent vite l'offensive: leurs feux de salve, bien dirigés, arrêtent la marche en avant de l'ennemi qui ne tarde pas à s'enfuir dans la direction de Malatsy. »

« Nous avons eu un tirailleur blessé, l'ennemi a laissé dix morts sur le champ de bataille; mais ses pertes doivent probablement être supérieures au chiffre constaté sur l'heure, car il a l'habitude, toujours observée, à moins d'affolement, de s'enfuir en emportant ses morts et ses blessés. »

nous aurions encore en état de marcher, prêts à nous suivre jusqu'à Tananarive, jusqu'au Sud de l'île même, les deux tiers du corps expéditionnaire. Il faudrait une bonne fois manœuvrer de façon à couper la retraite aux Hovas et à combattre.

En réalité, les défaites honteuses des Malgaches, leurs fuites effrénées, aux premiers coups de fusils servirent les intérêts du gouvernement de Tananarive. Un journaliste anglais avouait que si le général Duchesne pouvait « occuper ses troupes dans des combats constants, elles supporteraient mieux les fatigues de la marche et les dangers du climat ».

Aussi, les soldats appelés à faire partie de la colonne lancée sur Tananarive par les sentiers de la montagne, colonne mal assurée d'être toujours pourvue de munitions et de vivres, étaient-ils considérés comme des privilégiés par leurs camarades laissés en arrière.

Ces « privilégiés » auraient cependant bien des épreuves, bien des fatigues, bien des privations à subir ; mais le danger les attirait, et aussi les poussaient en avant cet esprit d'aventure, cette ardeur belliqueuse, qualités précieuses de votre vieille race française.

Le 20 août, la brigade Voyron et avec elle les batteries d'artillerie de montagnes sont en vue d'Andriba, prêtes à attaquer la position. Les troupes d'infanterie de marine attendent impatiemment l'heure de l'assaut ; mais le général Duchesne n'a pas encore rejoint son avant-garde et l'attaque n'aura lieu qu'en sa présence.

Il est alors parvenu sur les hauteurs de Soavinandriana et il adresse au ministre de la guerre la dépêche suivante :

« Me mets en marche demain 21 avec la brigade Voyron pour attaquer position fortifiée d'Andriba. »

Les villages de la région sont presque tous ruinés ; non pas seulement parce que les habitants se sont enfuis pour obéir aux Hovas ou dans la crainte de l'armée française ; mais parce que, depuis longtemps, accablés de corvées, en butte aux incursions des Fahavalos, les indigènes n'étant pas protégés, ont peu à peu disparu laissant leurs terres et leurs cases.

La contrée autrefois prospère, où s'étaient formés des centres de population importants est devenue inculte et désolée. A peine y rencontre-t-on, de loin en loin, de misérables villages à peine peuplés et trop pauvres pour tenter encore les bandes de Fahavalos.

Tel a été, bien avant l'expédition française, le résultat lamentable du désordre, de l'incurie et de la malhonnêteté de l'administration des fonctionnaires hovas.

La première partie de la campagne serait bientôt terminée.

Nos troupes avaient franchi toute la zone marécageuse qui s'étend entre la côte de l'île et les montagnes. Elles parvenaient enfin

aux plateaux qui s'élèvent de 600 mètres à Andriba jusqu'à 1.200 mètres à Tananarive. Elles n'étaient plus éloignées que de 170 kilomètres de la capitale malgache. Elles allaient s'engager maintenant dans la partie la plus montagneuse.

Baucoup de ceux qui avaient pris part avec tant de dévouement, de zèle et de courage à cette première partie de la campagne devaient renoncer à suivre le mouvement en avant jusqu'à Tananarive, soit qu'ils fussent contraints au repos par la maladie; soit que leur mission nouvelle les attachât au service des garnisons, de l'arrière et de la ligne déjà d'étape très longue.

Le ministre de la guerre et le ministre de la marine, sur la proposition du commandant en chef du corps expéditionnaire, accordèrent une nouvelle série de récompenses bien méritées à ceux qui s'étaient distingués dans la marche de Majunga à Andriba.

Le lieutenant-colonel, commandant le 40^e bataillon de chasseurs, M. Massiet du Biest, qui avait conduit sa troupe à l'attaque de Mevatane et de Beritza, reçut le brevet d'officier de la légion d'honneur.

Étaient nommés chevaliers (par le ministère de la guerre) :

Le lieutenant Audierne, du même 40^e bataillon, blessé d'un coup de feu au combat du Beritza;

Le capitaine Pillot, de la 7^e compagnie du 2^e bataillon du régiment d'Algérie, ayant pris part à toutes les affaires de Marovoay à Tsarasaotra;

Un officier d'administration de 1^{re} classe du service des subsistances militaires, M. Coyen, qui avait contribué à la bonne organisation du service de ravitaillement;

Le payeur particulier de 3^{me} classe, chef de comptabilité au corps expéditionnaire, M. Sacomant, qui comptait de nombreuses campagnes;

Quatre officiers des troupes de la marine étaient promus chevaliers :

Le capitaine Aubé, attaché au service des renseignements à l'état-major, porté à l'ordre du jour quelques semaines plus tôt pour sa brillante conduite à l'affaire de Tsarasaotra;

Le chef de bataillon Martin, qui avait organisé le corps des volontaires de la Réunion et qui, à leur tête, s'était emparé d'Ambohimarina;

Le lieutenant Foreston, du régiment colonial, bataillon des tirailleurs sakalaves, qui s'était distingué au combat de Manonga;

Le sous-commissaire de la marine Carrière, services exceptionnels, disait le décret concernant celui-ci : a été chargé à Madagascar, jusqu'à l'arrivée des services de l'intendance, de l'administration de l'expédition. S'est acquitté avec le plus grand zèle et un entier dévouement de cette lourde tâche, que les circonstances et le climat rendaient particulièrement pénible.

La médaille militaire était accordée à un certain nombre de sous-officiers et de soldats blessés au cours de la campagne ou s'étant fait remarquer par leur zèle :

Bernard, adjudant au 40^e bataillon de chasseurs à pied, 15 ans de services, 1 campagne; Mich (Wilhelm), adjudant au 40^e bataillon de chasseurs à pied, 12 ans de services, 1 campagne, 1 blessure de guerre; Mégevand (Jean), soldat au 40^e bataillon de chasseurs à pied, 2 ans de services, 1 campagne, 1 blessure de guerre; Larbi Mohamed Chabane Ben-Larbi, sergent indigène au régiment d'Algérie, 16 ans de services, 16 campagnes, 1 blessure de guerre; Deprin, sergent-major au régiment d'Algérie, 11 ans de services, 11 campagnes; Libert, sergent au régiment d'Algérie, 12 ans de services, 12 campagnes; Ahmed-ben-Arbi, soldat au régiment d'Algérie, 10 ans de services, 10 campagnes, 1 blessure de guerre; Ahmed-ben-Mohamed ou Mansou, soldat au régiment d'Algérie, 24 ans de services, 24 campagnes; Kedi-Mohamed-ben-Moussa, soldat au régiment d'Algérie, 12 ans de services, 12 campagnes, 1 blessure de guerre; Lesage, maréchal-des-logis au 38^e d'artillerie, 15 ans de services, 8 campagnes; Arbès, maréchal-des-logis au 38^e régiment d'artillerie, 15 ans de services, 13 campagnes.

Un certain nombre d'officiers parmi lesquels le lieutenant-colonel Pognard, du régiment d'Algérie, furent inscrits d'office au tableau d'avancement, en récompense de leurs services à Madagascar. Ils ne tarderaient pas à être nommés. Étaient promus : au grade de chef de bataillon, le capitaine Ditte, de l'infanterie de marine, à l'état-major du corps expéditionnaire, et M. Latour-d'Affaure, capitaine au régiment colonial.

Ces récompenses produisirent le meilleur effet. On s'étonna cependant que parmi les nouveaux chevaliers de la Légion d'honneur ou médaillés militaires ne figurât aucun des officiers, sous-officiers ou soldats des compagnies du génie, qui avaient fait preuve, en ouvrant la route au corps expéditionnaire, la pioche et la pelle à la main, dans la brousse et dans les marécages pestilentiels, des plus hautes et des plus rares vertus militaires.

Ils étaient de ceux qui méritaient d'être portés au premier rang parmi les vaillants, les meilleurs soldats de l'armée.

L'officier qui était à leur tête, le lieutenant-colonel Marmier, savait mieux que personne quels prodiges ils venaient d'accomplir.

L'excellent chef adressait à ses soldats de bonnes et reconfortantes paroles, en attendant que la patrie récompensât leur dévouement.

Lorsque le détachement désigné pour marcher avec l'avant-garde vers Andriba se mit en route, le colonel le passa en revue et lui adressa ces simples mots :

« — Allez, mes enfants, et bon courage!

« — Merci, ça y est, mon colonel! »

Et sac au dos, fusil sur l'épaule, chargés d'outils, les braves gens marchèrent en avant. Le colonel pouvait compter sur eux.

CHAPITRE XXIV

L'état sanitaire.

Nouvelles pessimistes. — L'avis de l'académie de médecine. — Le choix des hommes. — Exemples tirés de l'histoire de diverses expéditions coloniales. — Les Anglais au pays des Achantis. — La campagne du Dahomey. — Rapport du Dr Quesnel. — Prescriptions médicales non suivies. — Les terrassements meurtriers. — Ambulance de Suberbieville. — Mort du lieutenant-colonel Barre. — Rapatriements. — Traversée de la mer Rouge. — A Porquerolles. — Inquiétudes. — Les hôpitaux d'Algérie, à l'époque de la conquête. — Le corps médical renforcé à Madagascar.

Les correspondances des journaux, les lettres particulières, les notes officielles elles-mêmes n'étaient rien moins que rassurantes au sujet de la santé de nos soldats à Madagascar. Certaines sans doute paraissaient empreintes d'un pessimisme exagéré. On leur avait opposé des démentis. N'empêche que le pays voulait être renseigné; il lisait chaque jour dans la presse de véritables actes d'accusation contre certains personnages ou contre certaines administrations, il voulait savoir à quoi s'en tenir sur les responsabilités encourues.

Les précautions nécessaires avaient-elles été négligées? Le service médical était-il bien organisé, son chef disposait-il d'un personnel et d'un matériel suffisants?

Le ministre de la guerre aurait à s'expliquer sur ces différents points.

Lorsque l'expédition de Madagascar avait été décidée, le gouvernement s'était adressé à l'académie de médecine, lui demandant, en quelque sorte, une consultation sur le degré de salubrité ou d'insalubrité des diverses régions de l'île, particulièrement de celles que nos soldats auraient à traverser.

En même temps, il saisissait l'Académie d'un travail de M. le docteur Villette, médecin de la marine, attaché à la Résidence générale de Tananarive. Ce fut le savant docteur Le Roy de Méricourt, ayant servi lui aussi dans la marine, qui fut chargé du rapport.

Celui-ci s'exprimait ainsi :

« Dans le cas d'une expédition, le commandement doit être convaincu d'une chose, c'est que si le plateau central, la province



Débarquement à Alger des malades du Shamrock.

d'Imerina ou des Betsiléos, surtout du côté par lequel on l'abordera, est sain et jouit d'un climat tempéré dans la belle saison, la zone côtière est absolument malsaine et dangereuse. Cette notion doit primer toute considération et doit servir de base à la direction des opérations. *Le nombre d'hommes valides qu'on amènera devant Tananarive sera inversement proportionnel au temps qu'on aura employé à traverser cette zone malsaine.* Si la préparation de la mise en campagne est imparfaite, si les moyens de transport pour les approvisionnements sont insuffisants, si la colonne est obligée de s'arrêter, par exemple, entre Majunga et Mahavetanna (Mevatane), il y aurait une proportion énorme d'hommes invalides. Si, au contraire, on ne fait que traverser des passages dangereux, sans s'y arrêter, le corps

expéditionnaires sera dans d'assez bonnes conditions, en tenant compte de la fatigue et de l'encombrement. Les effets du paludisme se manifesteront après l'incubation ordinaire; mais les malades, une fois sur le plateau, auront le temps de se rétablir. »

Le même docteur critiqua donc plus tard les lenteurs de l'expédition.

« Dans les conditions où s'est faite la marche en avant, le général Duchesne était exposé à voir des compagnies entières immobilisées par la fièvre paludique. Vienne une surprise des Hovas, et nos hommes étaient incapables d'aucune résistance, d'aucun effort. Peut-être eussions-nous déploré, en pareille occurrence, une épouvantable catastrophe. Cette douleur nous a été évitée, fort heureusement...

« La rapidité avec laquelle s'aggrave l'état des fiévreux atteints par la malaria sur les côtes de Madagascar est extraordinaire; au bout de peu de jours, des engorgements se produisent dans les viscères abdominaux et la cachexie palustre devient telle qu'il faut se hâter de les conduire dans un autre pays. »

Cependant l'heureux combat de Tsarasaotra avait prouvé que le pessimisme du docteur Leroy de Méricourt était exagéré. Nos soldats, bien que décimés par la fièvre, avaient encore assez d'énergie pour vaincre les Hovas.

La Faculté ordonnait entre autres précautions spéciales contre le froid du soir « tenue ample de flanelle, ceinture de flanelle dès que la température baisse ». Le casque colonial est la seule coiffure qui protège contre l'insolation. « Les hommes seront munis d'une couverture imperméable, en forme de puncho mexicain, les protégeant contre la pluie pendant les marches et le soir contre l'humidité du sol. Le chargement des soldats sera réduit le plus possible et l'on devra employer largement les porteurs indigènes.

« Les exercices, les marches, les travaux extérieurs devront en général être suspendus de 10 heures à 4 heures. — Des ablutions froides plusieurs fois par semaine, sinon journalières, à l'heure du coucher ou au réveil, seront fort utiles, etc. »

Avant d'être mis en campagne, les hommes avaient passé plusieurs visites médicales sérieuses.

Cependant, on avait eu le tort de ne pas soumettre au même examen tous les officiers. Quelques-uns, peu vigoureux et par cela même inaptes à faire campagne, surtout aux colonies, avaient été embarqués, bien que leurs chefs de corps n'ignorassent pas l'état précaire de leur santé.

Personne n'avait eu le courage de faire connaître aux malheureux toute la vérité, personne n'osait leur dire : il faut rester au dépôt, je vous l'ordonne, pendant que vos camarades courent la brousse et que le drapeau du régiment flottera sur les champs de bataille. Déjà,

lors des précédentes expéditions coloniales, des officiers notoirement malades, avaient suivi leurs corps en campagne.

Lorsque le 2^e bataillon d'Afrique fut envoyé au Tonkin, un de ses capitaines, phtisique à la troisième période, partit néanmoins, fut débarqué et mourut à Columbo.

« Maintes fois, du reste, dit le *Progrès militaire*, on a vu, dans les troupes de la marine, s'embarquer pour quelque poste colonial dangereux au point de vue sanitaire, des officiers dont l'état de santé est des plus précaires, qui parfois même sont littéralement condamnés par les médecins au moment de leur départ. Cependant ils partent tout de même ! Ils n'hésitent pas à aller au devant d'une mort aussi prompte que certaine.

« On admire leur courage et l'on a raison. Mais on a tort de leur laisser consommer un sacrifice qui n'aboutit en somme qu'à priver le pays, sans profit aucun, de serviteurs utiles et dévoués.

« Lors de l'organisation du corps expéditionnaire de Madagascar, les officiers qui devaient être appelés aux postes dont l'organisation de ce corps comportait la création, furent désignés par le sort parmi ceux qui demandaient à faire la campagne. Dans certains corps de troupe, on avait accepté indistinctement tous ceux qui se présentaient ainsi. D'ailleurs ceux qui formaient les cadres des unités envoyées à Madagascar toutes constituées se trouvèrent amenés à partager le sort de ces unités mêmes, dans lesquelles ils ne voulurent point et ne pouvaient guère abandonner leur place.

« Ce fut seulement à un petit nombre d'officiers que fut appliqué, comme aux hommes de troupe, le système de la visite médicale préalable, destinée à l'élimination de ceux qui n'étaient pas en état de faire campagne. »

Les chefs de corps trop rares, qui prescrivirent ces visites firent preuve de sagesse et de prévoyance. Pourquoi tous n'avaient-ils pas agi de même ?

Ne devraient-ils pas constamment même tenir compte dans les notes qu'ils donnent à leurs officiers en vue de l'avancement de l'état de santé de ces officiers ?

Il est déplorable d'envoyer en campagne de braves gens certainement dévoués, courageux, animés de bonne volonté, mais trop faibles

1. « Il convient d'appeler l'attention sur le côté, trop négligé, disait le *Progrès militaire*, de l'appréciation des officiers, au point de vue de l'aptitude à faire campagne et de l'état de santé général. Il faut absolument que cet état de santé fasse, en tout temps, — comme les règlements l'ont voulu avec raison — l'objet d'un examen sérieux et de notes véridiques. Il faut même que ces notes dûment contrôlées, s'il y a lieu, aient une sanction parfaitement définie.

« Nous pouvons être appelés, d'une minute à l'autre, à entreprendre une campagne autrement importante que celle de Madagascar : une campagne pour laquelle tous nos régiments doivent être tenus constamment prêts à marcher. Il faut en éliminer au moins périodiquement chaque année les éléments inutilisables pour raison de santé, sans attendre que l'âge ou la mort se chargent de ce soin.

« L'armée serait ainsi maintenue dans un état de vigueur perpétuelle — bien mieux que par l'application des procédés de rajouissement plus ou moins baroques qu'on voit constamment formuler. »

pour supporter les fatigues, destinés à ne rendre aucun service et à encombrer les hôpitaux.

Dans la plupart des expéditions coloniales, le principal écueil est moins la résistance des indigènes que la maladie. L'œuvre des médecins, des hygiénistes est donc considérable dans ces campagnes. Les guerres des Anglais en Abyssinie et contre les Achantis, notre guerre du Dahomey furent remarquablement conçues comme précautions hygiéniques et peuvent servir de modèles. Il n'est pas sans intérêt de les rappeler.

Le corps expéditionnaire britannique d'Abyssinie comprenait douze mille hommes formés en grande majorité de troupes hindoues envoyées de Bombay, pris comme centre d'organisation.

« Il était pourvu, a raconté M. le docteur Proust dans un cours professé à l'école de médecine de Paris sur l'hygiène des expéditions coloniales, d'une grande provision de sulfate de quinine. La ration de viande était considérable et avait été calculée à 625 gr. par jour. Quand la viande fraîche manquait, la viande de conserve était donnée de préférence aux viandes salées, causes de dysenterie et de scorbut. Les soldats, pour éviter le scorbut, firent un très large et, semble-t-il, très efficace usage du citron. — Outre la provision d'eau, l'expédition emmenait des machines à forer les puits et des machines distillatoires pour l'eau de mauvaise qualité.

« Rien ne manquait comme vêtements, couvertures, ceintures de flanelle, guêtres de cuir, etc. Pour diminuer la fatigue des hommes, on n'avait pas emmené moins de douze mille bêtes de somme, mulets, chevaux, éléphants. Ce chiffre, plutôt excessif, fut la cause d'embarras assez sérieux et d'une forte épizootie. La campagne fut très longue; le débarquement avait eu lieu le 3 octobre 1867. Il fallut deux mois et demi pour atteindre Sénaphé à 80 kilomètres du littoral. La situation était assez favorable. C'était un plateau à l'altitude de 2,200 mètres, où la température variait de 16° à 24°. On installa là des ambulances pour les malades. Les maladies étaient causées par impaludisme, par dysenterie, par hépatites. Le chiffre des ressources hospitalières avait été évalué à 7 0/0 de l'effectif. L'armée continua sa marche et le 7 avril, elle entra à Bekilo. »

Le 19 avril, assaut et prise de Magdala où furent blessés une dizaine de soldats anglais. Dans cette laborieuse expédition, la question militaire avait été secondaire. L'important fut de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre aux troupes de supporter une marche de plus de six mois dans un pays malsain.

Les navires-hôpitaux, remarquablement installés, assurant à chaque malade un large cube d'air, machinés pour faire sans secousse

1. Leçon recueillie par M. le docteur Pliquet et publiée dans le *Progrès médical* du 18 mai 1895.

l'embarquement et le débarquement, rendirent de grands services.

L'expédition contre les Achantis exigea des préparatifs et des précautions encore plus minutieux. Dans l'impossibilité de transporter les animaux de somme qui ne peuvent vivre à la Côte-d'Or, on enrôla une armée de porteurs. Il y avait six porteurs pour un soldat. « On s'occupa avant tout de remédier au mauvais état hygiénique de Cape Coast, le point initial, en pratiquant un drainage superficiel, en nettoyant toutes les ordures, en établissant des latrines. Le bateau-hôpital existant, le *Simoun*, était infect; c'était une source d'infection. Il fut remplacé par le *Victor-Emmanuel*, merveilleusement aménagé. Il fut décidé qu'on s'occuperait tout d'abord de dresser la carte du pays, d'établir une route avec points de campement. Fait qui donnera une idée de la mortalité des Achantis dans la retraite qui suivit leur dernière incursion, on précisa qu'aucun des points occupés par eux ne serait choisi comme lieu de campement, quels que fussent ses avantages stratégiques. Tous ces points étaient infectés par de nombreux cadavres et les précautions hygiéniques devaient passer avant les préoccupations militaires. Bref, l'expédition des Anglais contre les Achantis en 1874 fut avant tout, suivant l'expression de lord Derby, « *an engineers and doctors war* », une guerre d'ingénieurs et de médecins. Les premiers travaux d'assainissement faits, Sir Wolsley commença par débarquer le 27 septembre 1873, presque seul avec quelques officiers, des ingénieurs, des médecins, de petits détachements de troupes de l'Inde. Le 13 octobre, les travaux de route et de campement préparatoires commençaient avec l'aide de travailleurs indigènes. Le 29 décembre, on avait ouvert 118 kilomètres de route, avec 237 ponts et ponceaux, préparé des gîtes d'étapes, des campements, des baraques sur toute cette ligne; 2,500 hommes de troupe, venant d'Angleterre et composant le gros du corps expéditionnaire, débarquèrent à Cape Coast du 1^{er} au 4 janvier 1874. Le 10 janvier, tout le corps expéditionnaire était en marche en avant; le 5 février, on brûlait la capitale des Achantis, Coumassie, à 300 kilomètres de la côte; la paix était signée; le départ avait lieu le lendemain; le 28 février, les troupes se rembarquaient, et le 30 mars la reine d'Angleterre passait à Windsor la revue des régiments revenus de la côte de Guinée. Jamais, dans les fastes de la médecine militaire ou navale, on n'avait vu une expédition dans les régions tropicales fournir si peu de malades et de morts par maladies.

« Les difficultés avaient été cependant grandes. Elles étaient surtout venues des travailleurs indigènes qui, au début, ne faisaient guère que toucher bonne paye sans travailler réellement, qui tendaient à regarder les ponts construits à grand'peine comme une réserve de bois à brûler où l'on pouvait puiser largement. Ils donnaient aux baraques

de campement les destinations les plus inattendues, les transformant en abattoirs, en cabinets d'aisances et même en harems. Pourtant, à force d'énergie, tout rentra dans l'ordre. Au moment de l'entrée en campagne, les places de campement ne laissaient rien à désirer comme puits, filtres, drainages, abris contre le soleil et la pluie. Chaque matin, avant le départ du campement, on donnait aux hommes du chocolat, du biscuit, de la quinine. Le départ commençait à la pointe du jour et la marche était coupée par des haltes fréquentes. Les instructions suivantes, curieuses dans leur minutie, donneront une idée des précautions prises. Ces maximes doivent être gravées dans l'esprit des hommes :

« 1° Eviter avec un soin extrême les refroidissements ; 2° ne jamais s'exposer au soleil la tête découverte. Quand on fait halte, essayer de se mettre immédiatement à l'ombre ; 3° ne jamais coucher directement sur le sol ; laisser toujours un certain espace ; 4° si l'on éprouve une irrégularité d'intestins, aller consulter immédiatement le médecin pour avoir une potion ; 5° ne jamais boire de l'eau non filtrée. Chaque soldat doit se rappeler qu'avec son chargeur de culasse il est au moins égal à 20 Achantis. »

Les instructions données au général en chef n'étaient pas moins explicites, afin de ménager la vie des soldats :

« Les instructions du général en chef au comte de Kimberley étaient : « Eviter toute opération qui ne pourrait conduire à aucun résultat tactique décisif en cas de succès. Accepter les premières propositions de paix acceptables faites par le roi des Achantis. Cependant avancer le plus rapidement possible vers l'intérieur du pays où le climat est plus sain et plus agréable que sur le bord de la mer. » Tout fut enfin calculé pour l'évacuation rapide des malades et des blessés, mesure excellente, car le changement d'air est souvent le remède le plus efficace contre la cachexie palustre. Pour rendre cette évacuation moins fatigante, des stations intermédiaires d'arrêt furent créées à Sainte-Hélène, à Madère, à Gibraltar. Elles fonctionnèrent à merveille, sauf quelques difficultés à Madère : le Portugal, par crainte de la fièvre jaune, toujours à redouter dans la région des Achantis, n'osa pas recevoir les malades évacués et les convalescents. Le service était assuré par deux paquebots partant chaque mois de Cape Coast pour Liverpool et faisant arrêt à chacune des stations précédentes. De plus, un vaisseau à deux ponts, le *Victor-Emmanuel*, avait été aménagé pour servir d'hôpital et croisait sur la côte.

« Tous les navires battant pavillon anglais avaient ordre de se mettre à la disposition des directeurs des stations sanitaires. Grâce à ce merveilleux ensemble de précautions, l'expédition, quand elle se rembarqua après un succès complet, n'avait perdu que 39 hommes. Tout

avait été terminé en deux mois, du début de janvier à la fin de février, pendant la saison la moins dangereuse. »

Au Dahomey, l'organisation du corps expéditionnaire français, des moyens de transport et du service d'hygiène fut parfaite.

A Madagascar, nous savons déjà que cette organisation laissait au contraire beaucoup trop à désirer.

Les médecins consultés répondaient qu'il fallait redoubler de précautions.

« En dehors du choix des campements, du séjour sur le littoral réduit au minimum, le seul moyen prophylactique est l'administration des doses préventives de quinine. Les doses minimales (10 centigrammes) et quotidiennes troublent au bout de quelques semaines les fonctions de l'estomac et deviennent inefficaces. Nous croyons qu'il est préférable d'augmenter les doses préventives en les espaçant, de donner par exemple tous les trois ou quatre jours une dose de 50 centigrammes de sel de quinine.

« L'administration, en une seule fois, d'une dose de un gramme chaque semaine, comme on le fait au Soudan, a l'inconvénient de laisser l'organisme sans défense pendant plusieurs jours, car, au bout de trois ou quatre jours, tout le sel est éliminé et le réactif de Bouchardat ne permet plus de trouver trace de l'alcaloïde dans l'urine. Il va de soi d'ailleurs qu'il y a lieu de suspendre les doses préventives quand on séjourne dans une localité indemne de fièvres, d'augmenter au contraire ou de rapprocher les doses lorsque pendant plusieurs jours on traverse un foyer particulièrement dangereux. Le chlorhydrate de quinine est préférable au sulfate.

« Quant au mode même d'administration, le quinine donné en nature dans du café est mal pris par les soldats en raison de son amertume. On emploiera donc les pilules dont la fabrication a fait aujourd'hui de grands progrès ou les comprimés de quinine. Les insulations seront évitées en suspendant de 10 heures à 4 heures tout service extérieur et en maintenant les hommes dans leurs cantonnements. L'échauffement des tentes sera diminué en couvrant la toile de feuilles ou de branchages. Pour prévenir le coup de chaleur, on évitera les marches forcées, surtout en rang compacte. La dysenterie épargne d'ordinaire les Européens à Madagascar. Elle sévit cruellement sur les indigènes qui boivent n'importe quelle eau. Le corps expéditionnaire ne devra se servir que d'eau filtrée ou bouillie. Les diarrhées très fréquentes sont souvent occasionnées par le refroidissement nocturne. On devra après le coucher du soleil faire usage de vêtements, de ceintures et de couvertures de laine. Les hommes ne devront jamais coucher directement sur le sol. Il faudra, surtout dans les régions montagneuses, improviser de plus un abri au-dessus d'eux, les protégeant contre la radiation nocturne. »

De nouveau, les médecins affirmaient que la plupart des maladies étaient causées par l'eau de mauvaise qualité. Pendant la période des marches, toute filtration sérieuse était d'ailleurs impossible.

« Quand l'eau sera trouble, elle devra d'abord être clarifiée à l'aide de filtres à l'amiante ou au charbon, mais cette limpidité est trompeuse et perfide; l'eau est débarrassée des matières grossières qu'elle tient en suspension, nullement des germes qui engendrent les maladies. Cette eau clarifiée devra toujours être bouillie sous forme d'infusion de thé ou surtout de café, qu'on peut boire refroidie. Aucun filtre rapide ne peut, en pareil cas, donner la moindre sécurité. Dans les stations temporaires ou définitives, la clarification peut être obtenue à l'aide de petites doses d'alun; au bout de 12 heures de repos, la décantation donne une eau limpide mais non stérilisée; l'ébullition est nécessaire. La stérilisation ne peut être obtenue qu'à l'aide de bougies de porcelaine sous forme de nettoyeurs André de petit modèle. La campagne récente du Dahomey a montré les services que ces appareils peuvent rendre, même dans les régions inexplorees et difficiles. Malgré la nécessité de la régénération des filtres plusieurs fois par mois, ce procédé reste le meilleur. A défaut, la stérilisation de l'eau par l'addition de 10 centigrammes de permanganate de potasse par litre suivie de la filtration à travers un filtre garni d'amiante et de charbon animal, peut être essayée.

« Dans la construction des citernes, il faudra, comme toujours, veiller à l'étanchéité absolue, à l'éloignement de toute infiltration. La citerne ne doit jamais recevoir la première eau de pluie ayant lavé le toit. Un dauphin mobile permet de diriger au dehors cette première eau souillée. »

De l'avis des médecins, tous les travaux de défrichement, de terrassement dans un sol trop riche en matières organiques sont mortels pour les Européens.

Hélas! les soldats du génie n'en devaient pas moins se livrer à ces travaux meurtriers.

Les médecins enfin, après l'expérience de quelques mois de campagne et l'étude des maladies qui sévissaient sur le corps expéditionnaire ¹, ont déclaré qu'une fois de plus il était démontré par les faits que les soldats trop jeunes sont incapables de supporter les fatigues d'une campagne dans les contrées tropicales et marécageuses.

1. Autres renseignements empruntés au Dr Proust (cours publié par *le Progrès Médical*). Les parasites, scorpions, arachnides donnent des piqûres plus douloureuses que graves. « Il n'y a pas, dans l'île, de serpents venimeux. Quelques poissons sont, paraît-il, toxiques, mais le goût désagréable de leur chair empêche en général les accidents. Les parasites intestinaux, ascarides lombaires, tenias, sont extrêmement fréquents, ce qui tient sans doute à l'usage d'eaux malpropres et souillées. Un parasite du sang, la *filaria sanguinis hominis*, semble la cause de l'éléphantiasis, affection également fréquente dans cette région. La propagation de la *filaria sanguinis* a pour agent principal les moustiques, un des fléaux des régions tropicales. C'est dans le corps des moustiques que la *filaria sanguinis hominis* fait sa seconde évolution (Manson). Mais là encore la surveillance de l'eau peut avoir une action prophylactique. En effet, les embryons de la *filaria* n'arrivent dans l'estomac des moustiques que jusqu'à l'état



Enfouissement des cadavres hovas.

N'envoyez plus à Madagascar, déclaraient les médecins, que des hommes de vingt-trois à trente-deux ans, ayant déjà fait un congé, et exceptionnellement des jeunes gens de vingt ans, à la condition qu'ils soient d'une constitution extraordinairement résistante et vigoureuse; parmi les troupes d'Afrique, on devra éliminer rigoureu-

larvaire. C'est l'eau où les moustiques viennent mourir qui devient dangereuse pour une nouvelle transmission.

« L'hématurie des pays chauds, endémique à Madagascar comme à l'île Bourbon, est due à un autre parasite, la bilharzia hæmatobia. Pour ce parasite, c'est encore l'eau qui est le principal agent de propagation. Les innombrables œufs de la bilharzia passent dans l'eau à l'état d'embryons (cercaires). L'ingestion de mollusques renfermant ces embryons peut être une cause indirecte de la maladie. Chez l'homme, les œufs de la bilharzia tombent parfois dans la vessie et peuvent y devenir l'origine de concrétions calculeuses (lithiase vermineuse.)

« Le bérubéri observé plus souvent aux Comores qu'à Madagascar, l'ulcère de Mozambique, les affections décrites sous le nom de mal-cœur, de pied de Madura semblent avoir également une origine para-

sement tous ceux qui sont déjà touchés par l'anémie palustre ou par le climat. Les Français du Midi résisteront en général mieux que ceux des départements du Nord.

Il était malheureusement impossible de suivre à la lettre ces prescriptions. Notre armée, en effet, à l'exception des corps spéciaux d'infanterie de marine et d'Algérie ne compte plus d'anciens soldats renagés. On envoyait donc à Madagascar des jeunes gens ayant moins de vingt-trois ans et sous les drapeaux depuis moins d'une année.

On ne pouvait, d'autre part, mobiliser sans danger, exclusivement les régiments qui gardent l'Algérie et maintiennent sous la domination française une population impressionnable, toujours fanatique en dépit de certaines apparences, et prompte à la révolte.

Les régiments de France réclamaient enfin la faveur de faire campagne. Les tenir à l'écart systématiquement, n'était-ce pas en quelque sorte les décourager, écarter d'eux tous les officiers actifs et entrepreneurs? n'était-ce pas les transformer en une sorte d'armée territoriale, de garde nationale condamnée à perdre peu à peu tout esprit militaire?

Le corps expéditionnaire fut donc formé ainsi que l'on sait, et nous devons reconnaître que sa composition ne souleva tout d'abord aucune protestation sérieuse.

Un des premiers rapports officiels, relatifs à l'état sanitaire, fut adressé par le docteur Quesnel, médecin de 1^{re} classe des colonies.

D'après ce rapport, le 16 janvier 1895, le corps d'occupation était composé de 400 hommes d'infanterie de marine, lorsqu'il débarqua à Majunga. Le 1^{er} février, il fut renforcé par une compagnie de tirailleurs sakalaves de 150 hommes, soit un total de 550 hommes, et peu après par un bataillon de tirailleurs algériens.

Du 16 janvier au 1^{er} mars, en *six semaines*, le docteur Quennec a eu à traiter 280 malades, exactement *la moitié* de l'effectif.

On a compté :

Fièvre intermittente franche, 254; dysenterie, 4; fièvre typhoïde, 4; fièvre typho-malarienne, 1; intoxication alcoolique, 1; hépatite suppurée, 1; ictère grave, 1; plaies et blessures, 14.

Le nombre des décès s'est élevé à six, ainsi répartis :

Intoxication alcoolique (absinthe), 1 tirailleur sakalave; hépatite

sitaire, mais le parasite en est mal connu. La lèpre est assez fréquente parmi les indigènes. Il y aura lieu de surveiller, à ce point de vue, pour éviter la contagion, les porteurs sakalaves qui auront des rapports journaliers avec nos troupes. La syphilis est très fréquente et très grave, bien des affections endémiques mal déterminées sont probablement de nature spécifique. La blennorrhagie est aussi très souvent observée. Cette fréquence des affections vénériennes nécessitera des instructions et des mesures spéciales.

« La variole, la scarlatine, la rougeole sont rares à Madagascar. Mais si elles y étaient importées par nos troupes, l'épidémie prendrait sans doute sur ce terrain vierge un développement extraordinaire. Pour la rougeole et la scarlatine, tout se réduit à des précautions rigoureuses de désinfection et d'isolement, au cas où un de nos soldats arrivant de France serait atteint. Pour la variole, il sera bon de revacciner le plus possible les indigènes. En raison de la syphilis, la vaccination animale sera seule admissible. »

supurée (opérée), 1 (artillerie de marine); fièvre typhoïde (vérifiée à l'autopsie), 2 (infanterie de marine); fièvre typho-malarienne, 1 (infanterie de marine); ictère grave, 1 (tirailleur algérien).

Le docteur Quennec s'exprimait ainsi au sujet de l'effet du sulfate de quinine :

« Tous les deux jours, chaque homme prenait, immédiatement avant le café, une dose de 20 centigrammes de sulfate de quinine en solution. Les jours où les hommes avaient eu à supporter un surcroît de fatigue, une deuxième distribution était faite à cinq heures du soir avant le dîner. Si le matin, aucune distribution n'avait été faite, la dose était portée le soir, à 40 centigrammes.

« La prescription fut rigoureusement suivie, notamment par les 2^e et 3^e compagnies d'infanterie de marine. Quant au résultat, nous avons pu constater que la quinine est insuffisante à préserver l'homme des atteintes du paludisme, mais qu'elle peut en atténuer les effets. »

Les maladies les plus fréquentes accompagnées de fièvre étaient l'hypertrophie de la rate et l'anémie, cette dernière beaucoup plus dangereuse, beaucoup plus difficile à enrayer.

« L'hypertrophie de la rate, ou *splénite*, dit le Père Piolet, n'est pas particulière aux Européens qui font un séjour prolongé dans l'Océan Indien; les Malgaches eux-mêmes en sont atteints, et ils l'appellent dans leur langue, d'un mot composé qui veut dire « œuf de la fièvre »¹. Des soins appropriés et rapides doivent être pris avec la plus grande fidélité. »

L'anémie est particulièrement redoutable et sévit partout. « C'est, dit le D^r Jaillet, le premier effet de l'impaludisme; elle est la conséquence forcée de l'infection miasmatique. Les Européens, après plusieurs accès de fièvre, ne tardent pas à en être atteints. Ils se voient plongés dans une indifférence complète, une dépression graduelle de l'intelligence et du système musculaire. Si la médication arsénicale et ferrugineuse ne stimule pas ces organes débilités, l'évacuation sur l'île de la Réunion, ou sur l'Europe, devient indispensable². »

Le docteur Lacaze affirme que tous les Européens sans exception séjournant dans le Boeni, en ressentent les effets.

« Elle frappe rapidement, dit-il, les Européens qui arrivent dans la région. La majorité sont anémiés et impaludés d'une façon plus ou moins marquée, dans les trois mois de leur arrivée³. »

Dans certains cas, l'anémie a pour effet une sorte de folie douce.

« On rencontre, écrit le correspondant du *Matin*, de ces somnambules hâves et amaigris, errant par les chemins après avoir échappé à la surveillance des infirmiers.

1. D^r Jaillet.

2. D^r Jaillet.

3. D^r Lacaze.

« Ecoutez-les. D'une voix basse et fatiguée, ils vous racontent qu'ils ne sont plus en danger. On les a rapatriés. Ils vont prendre le train. L'un dit qu'il s'en va à Barbezieux et de là à Quimper. — « Mais « oui, monsieur, Barbezieux dans la Charente?... Vous ne connaissez « pas ça? » Alors, sous prétexte de conduire le vagabond à la gare de Barbezieux, vous le ramenez tout doucement à l'hôpital. Un autre, d'un grand sang-froid, demande à son lieutenant les 60,000 francs qu'il doit lui confier pour emporter en France, car il va partir de Majunga... D'autres errent mélancoliquement, cherchant quelque chose de vague ou d'impossible. La nuit dernière, j'entends de gros souliers ferrés arpenter la varangue de bois de la maison que j'habite.

« Je crois d'abord à quelque tentative de chapardage et j'interpelle assez brusquement l'espèce de fantôme blanchâtre que la clarté de la lune me fait apercevoir. Le fantôme s'approche. C'est un légionnaire qui a dû être singulièrement robuste, à en juger par sa charpente osseuse.

« — Que demandez-vous à cette heure-ci ?

« — Mais, fait l'homme avec une douceur d'enfant, je cherche.

« — Vous cherchez quoi ?

« — L'escalier du second étage de l'hôpital pour rentrer dans ma salle, que je ne peux pas retrouver.

« On ramène à l'hôpital le malade évadé, qui, en fait de second étage, se recouche paisiblement et inconscient sur la terre qui lui sert de lit¹. »

D'après les récits et correspondances que nous avons déjà publiés, on sait que peu d'hommes appartenant au corps expéditionnaire avaient été indemnes. Le nombre des morts n'était, il est vrai, au début de la campagne, relativement au nombre des malades, pas considérable.

Le médecin en chef Emery-Desbrousses et le personnel médical envoyé à Madagascar organisèrent promptement des ambulances, tentes et baraques à Majunga, à Ankaboka, à Marololo, à Marovoay, à Marohogo, à Mevatane, à Suberbieville. D'après les calculs faits au ministère de la guerre, ils devaient disposer d'un matériel suffisant; mais le désordre qui se produisit dans le chargement des navires eut de déplorables conséquences. Des caisses de médicaments furent égarées. On ne les retrouva que plusieurs semaines après l'arrivée de l'armée expéditionnaire à Majunga.

On n'observa guère, dans les corps de troupe, faute des moyens de le faire, les prescriptions savantes formulées à Paris avant le départ par les princes de la science.

Ceux-ci avaient décrété :

« Chaque homme reçoit un « tapis » de toile chinée, une couver-

1. Correspondance de Suberbieville, 20 août.

ture réglementaire et un moustiquaire en mousseline. Ce n'est ni brillant ni très confortable, assurément; mais le couchage, ainsi déterminé, donne satisfaction aux plus impérieuses prescriptions de l'hygiène dans les pays chauds.

« Lorsqu'on doit coucher par terre, l'exposition directe du corps au refroidissement du sol est une des principales causes de maladie; elle disparaîtra avec l'emploi du « tapis », qui est un isolateur suffisant. Ce « tapis » est tout simplement un morceau de cette toile à tissu compacte dont l'artillerie se sert pour encapuchonner les pièces. Comme imperméabilité durable dans les pays chauds, ce tissu est très résistant.

« Le froid nocturne est également un véhicule de la fièvre, et les soldats, afin de se prémunir, devront porter, réglementairement, une ceinture de flanelle. »

Or, la plupart de ces objets déclarés de première nécessité firent défaut.

L'état sanitaire demeurerait donc inquiétant. Il allait bientôt devenir désastreux. Le nombre des fiévreux indisponibles augmentait. Le long stationnement que les troupes avaient dû faire à Suberbieville, pendant la période des travaux de route et de ravitaillement, ne pouvait leur être que funeste.

Les blessures par les projectiles ennemis étaient rares. En revanche, un certain nombre de blessés hovas restèrent entre nos mains, et sur eux les chirurgiens du corps expéditionnaire étudièrent les effets des armes modernes.

Beaucoup de blessés guérissent rapidement; les balles Lebel ne produisent pas dans l'organisme les épouvantables ravages qui ont été quelquefois décrits avec complaisance par des publicistes soucieux avant tout de produire un effet, de lancer un article sensationnel¹.

A citer comme spécimen de correspondance ultra-pessimiste de ce genre envoyée à la suite du combat de Tsarasaotra :

« Il s'est passé une chose abominable. Les blessés sont descendus à Ankaboka le 16 juillet, sur un chaland remorqué par le *Brave*. Ils

1. Un chirurgien anglais, sir William M'Cornac, fit à la même époque à l'Association médicale de Londres une intéressante communication sur les blessures produites par les balles à poudre sans fumée des fusils de guerre modernes. La dernière campagne du Tchitral lui a fourni les éléments de toutes ses constatations que publie le Bulletin de l'Association.

« Contrairement aux conclusions adoptées par le corps médical militaire allemand, il a remarqué que les blessures produites par les fusils de petit calibre étaient les mêmes, à quelque distance que la balle fût tirée, et ce qui présente un intérêt plus pratique, qu'elles étaient beaucoup moins graves qu'autrefois. Ainsi, dans la campagne du Tchitral, les médecins ont été étonnés de voir que les blessures occasionnées par les fusils modernes étaient nettes, que les balles en pénétrant dans les os produisaient rarement « des éclats rayonnants » et jamais de brisure complète. Au contraire, les blessures provenant des fusils de gros calibres dont se servait l'ennemi étaient plus dangereuses et se guérissaient moins vite ».

Les conclusions de sir M' Cornac sont donc, en somme, presque rassurantes : dans les guerres de l'avenir, il y aura beaucoup plus de blessés qu'aujourd'hui; mais le nombre de ceux qui guérissent complètement est incomparablement plus grand. L'emploi des traitements antiseptiques contribuera d'ailleurs pour une grande part à ce résultat.

étaient restés huit jours sans pansement. Un soldat du 40^e bataillon de chasseurs avait des vers dans sa plaie. Tous les blessés répandaient une odeur intolérable qui provenait de leurs blessures sans secours. L'un d'eux, un caporal qu'on aurait sauvé avec quelques pansements phéniqués, la gangrène s'étant mise dans son bras, dut être amputé. J'ai demandé au major comment ces hommes restaient ainsi : « Je n'ai pas de médicaments », me dit-il.

« On avait bien songé à envoyer des médicaments. Il y en avait des caisses complètes à Majunga — mais non transportées derrière l'armée. Qu'il y ait eu une affaire un peu chaude : on n'avait pas de quoi faire le moindre pansement à nos soldats. »

Ces renseignements n'étaient pas bien exacts. Trop facilement, on accueillait les racontars des premiers venus, parmi lesquels certains soldats n'ayant assisté à aucune des affaires dont ils parlaient et qu'ils narraient avec force détails, d'après des récits à eux faits et qui, passant de bouche en bouche, étaient complètement dénaturés. Plus d'un rapatrié n'ayant jamais dépassé Marovoay, racontait les incidents survenus soi-disant à Mevatane ou à Suberbieville; aussi devait-on tenir pour suspects bien des témoignages.

Le génie surmené et le 200^e de ligne fournissaient toujours le plus fort contingent de malades, brisés par la fièvre et par l'anémie. Bientôt, les établissements, les constructions ne furent pas assez vastes pour donner asile à tous ces malheureux, on dressa de grandes tentes où ils s'entassèrent.

Enfin, l'hôpital de campagne n° 3 parvint à Suberbieville sous la direction de son chef M. le médecin major Moine qui veilla avec un dévouement de tous les instants, avec une admirable abnégation, à une meilleure installation des malades.

Baucoup de ceux-ci, considérés comme désespérés furent sauvés grâce aux bons soins et aux précautions d'hygiène bien comprises du corps médical.

L'hôpital n° 3 prit position au village indigène, plus sain que Suberbieville¹.

A la fin de juillet, le 200^e de ligne comptait déjà plus de 80 malades par compagnie.

1. « Il y avait pourtant ici de vastes bâtiments, écrivait-on de Suberbieville au *Temps*, quelques-uns très confortables, notamment la splendide maison d'habitation de M. Suberbie, qui aurait pu, à elle seule, contenir au moins cent lits, les bengalows, plus modestes, mais également bien conçus, de ses ingénieurs et du personnel européen, mais tout a été accaparé par le quartier général et par le service administratif du corps expéditionnaire, pendant que nos pauvres malades gisent sous la tente avec des températures de 38 à 40 degrés, qui suffiraient à tuer des hommes bien portants.

* Le médecin en chef de l'hôpital n° 3, arrivé depuis quatre jours, a été navré de cet état de choses et il a voulu y apporter le prompt remède. Après d'infructueuses recherches, à Suberbieville, il a pénétré dans le village indigène de Ranomangatsieka dont les nombreuses cases étaient occupées. Il voulut y faire transporter les malades, mais l'autorisation ne lui a été accordée qu'après une lutte qu'on dit avoir été de la plus extrême violence, et après avoir menacé de demander sa mise à la disposition du ministre. Ces cases étaient précieusement conservées pour recevoir les fidèles Sakalaves, dont le service des renseignements promet l'arrivée prochaine depuis bientôt deux mois! Le docteur Moine y installe des ambulances et nos malades seront moins mal. »

« Il y a eu une lourde faute commise, répétaient unanimement les médecins, lorsqu'on a constitué le corps expéditionnaire, c'est de ne pas avoir recherché des hommes faits, on se serait épargné bien facilement les terribles vides qu'ont déjà causé dans les rangs de notre petite armée, les maladies locales, la chaleur et les intempéries de toutes sortes. »

Le chiffre des décès était encore heureusement peu élevé. Quarante hommes environ avaient succombé en juillet et reposaient dans le cimetière de Subervieville. On comptait plus de 2.500 fiévreux. Le nombre des décès fut plus tard de cinq par jour en moyenne, puis de dix et de quinze.

La légende lamentable du 200^e de ligne à Madagascar restera dans l'armée : celle du régiment dont pas un homme ne demeure plus debout. Si triste qu'elle fût, elle était du reste exagérée comme toute légende. Le drapeau du 200^e conservait une escorte de quatre à cinq cents hommes¹.

Les soldats de la section d'administration furent très éprouvés. Deux des leurs moururent au camp de Mevatane. L'intendant Godin accompagna le convoi funèbre et prononça sur la tombe de ces victimes du devoir une allocution toute vibrante de patriotisme et d'énergie, afin de relever le moral des hommes.

Quant au génie, il était presque anéanti. Officiers et soldats rivalisaient de zèle, les premiers toujours sur la brèche, donnant l'exemple faisant plus que leur devoir.

« Jamais de mémoire d'homme, écrit un correspondant², soldats n'avaient remué autant de terre sous les tropiques. Je ne sais qui a dit : « Remuer le sol des régions intertropicales, c'est y creuser sa

1. Le correspondant de l'*Illustration* a raconté ainsi les premières étapes du 200^e. « Des transports amenèrent le jeune 200^e régiment. Son sort fut d'abord celui des troupes qui l'avaient précédé. Il subit à bord la même quarantaine. Il ne débarqua, compagnie par compagnie, que pour coopérer au déchargement. Et, comme il ne devait pas camper à Majunga, il y eut des détachements qui, après avoir peiné de toutes façons, tiré, poussé, porté tout le jour, regagnèrent pour la nuit le bâtiment quitté le matin.

« Puis, dès qu'un bataillon avait fourni sur la plage sa part de besogne, on le mettait en marche, sans répit, sur la route de Marovoay.

« Était-ce pour éviter une agglomération trop nombreuse à Majunga? N'était-ce pas plutôt parce qu'on s'attendait à livrer, au delà de Marovoay, dont on venait de s'emparer, des combats décisifs contre le gros des forces hovas? Cela ressemblait à la folie d'une mobilisation au jour d'une déclaration de guerre. Par la route de l'Est, on lançait le plus de monde possible contre l'ennemi. Comme en 1870, les régiments de mobiles, les bataillons du 200^e entre autres se mettaient en route en uniformes hybrides, coiffés du casque colonial, vêtus de la petite tenue d'Europe. Ainsi accoutrés de drap chaud et incommode, chargés de leurs fusils, de cartouches, et du sac aggravé d'un complet cachou, d'un morceau de toile de tente de quatre mètres carrés et de piquets, ils se succédaient sur le chemin frayé dans les marais, obliquant au sud quelques kilomètres après Majunga. A la seconde ou à la troisième étape seulement, ils échangeaient le pantalon bleu et la vareuse contre l'uniforme cachou et la ceinture de flanelle bleue. Les effets quittés étaient abandonnés provisoirement dans les villages. Un escadron de chasseurs d'Afrique suivait les fantassins : leur petite veste de toile répondait aux besoins locaux, mais non leur lourd pantalon à basanes, ni le fournement échaffaudé sur leurs épaules et dans lequel ils disparaissaient. Tous allaient à marches forcées, convaincus qu'ils allaient au feu.

« En quatre jours et cinq nuits, le 200^e parcourut les 90 kilomètres qui séparent Majunga de Marovoay. Il s'arrêta épuisé. Dès lors, il ne fit plus que piétiner et fondre sur place. La débâcle avait commencé, pour plusieurs compagnies, dès Miadana. Quant aux chasseurs, ils étaient huit, un mois plus tard, à Mevatanana. »

2. Voir le *Temps* du 20 août 1895.

tombe. » Cette parole, heureusement, ne s'est pas vérifiée; nos terrassiers improvisés en ont été quittes, pour la plupart, en attrapant la fièvre; mais c'est encore trop quand, après avoir remué le sol, il faut porter le sac et se battre. Et ce ne sont pas seulement les hommes qui ont mis la main à la pâte, mais aussi les officiers. J'ai vu, sur le pont du Betsiboka, un capitaine et un lieutenant aidant leurs soldats dans le transport et la pose des matériaux de construction et faire ainsi, en même temps, œuvre d'ingénieurs et d'ouvriers. Ce simple fait a son éloquence et montre combien grande est la solidarité, combien puissant est l'effort chez tous ces vaillants du corps expéditionnaire. »

Correspondants de journaux, officiers, soldats étaient unanimes à déclarer que ce témoignage (nous nous sommes fait un devoir de le citer) n'était pas exagéré.

N'empêche que trop d'existences précieuses furent sacrifiées.

Nous avons en Afrique, faisait-on justement observer, cinq ateliers de travaux publics et autant de pénitenciers. Ce sont, disait *l'Écho de l'armée*, des condamnés militaires, exclusivement militaires, qui subissent des peines prononcées par les conseils de guerre. Les uns et les autres travaillent aux routes ou à la réfection de certains travaux; ils sont occupés pour le compte des entrepreneurs qui versent « tant » par homme et par jour à la caisse de l'établissement pénitencier.

« Ce sont ces hommes, en partie, qui ont fait les routes d'Algérie. Nous nous demandons pourquoi n'enverrait-on pas à Madagascar trois à quatre cents de ces « pénitenciers », comme on les appelle là-bas; cela ménagerait pas mal de vies humaines, car nos petits pioupious de vingt ans qui sont obligés de marcher en avant, de s'ouvrir la route en tenant la pioche d'une main et le fusil de l'autre, succomberont bien vite sous les étreintes de la fièvre tellurique, tandis que les condamnés militaires, parmi lesquels il y a de « vieux durs à cuire », ne demanderont pas mieux que de travailler à la grande île africaine et supporteront mieux les fatigues en raison de leur âge. Ils feront mieux là-bas qu'à enrichir les entrepreneurs d'Algérie.

« Il y a, du reste, longtemps que les officiers du génie voudraient voir envoyer à Madagascar quelques-uns de ces corps d'épreuves habitués aux travaux de route dans le sud de l'Algérie et de la Tunisie. Car, partout, dans les dernières expéditions du Tonkin, du Dahomey, du Soudan, on a remarqué que la légion, que les bataillons d'Afrique qui ont dans leurs rangs un grand nombre d'hommes dans toute la plénitude de leurs forces, ont autrement bien tenu que les bataillons de ligne, et que l'artillerie uniquement composés de jeunes gens de vingt et un à vingt-trois ans. »

La route et les travaux qu'elle impose est l'objet de malédictions unanimes.



Télégraphe de campagne.

« Nous faisons, écrit-on, une belle route carrossable de 3 mètres de largeur pour permettre aux voitures Lefebvre de ravitailler les colonnes. La chaleur est tropicale, à peine tempérée par les vents alizés qui viennent du sud-est, mais qui soulèvent une poussière rouge qui nous fait la peau hova ; on ne sait plus de quelle couleur on est ? »

Et, cependant, disent les mécontents et les impatients, avec des bêtes de sommes, des mulets de bât, à quoi bon une route ?

« Combien de temps durera-t-elle, d'ailleurs, cette route ? Trois ou quatre mois au plus. Viennent les pluies et les violentes crues de l'Ikopa ou du Betsiboka, et les terrassements si péniblement exécutés, les ponts du Betsiboka et du Kamoro qui furent cons-

fruits au prix de tant de sacrifices, seront emportés comme fétus de paille. »

Les médecins, surmenés, ne sont pas épargnés. Beaucoup d'entre eux ne tardent pas à être incapables de continuer leur service. Ceux qui restent debout ne prennent presque pas de repos.

Bientôt, en effet, la plupart de leurs infirmiers sont couchés dans les ambulances. Le major n'a plus d'aides en nombre suffisant. Il doit faire lui-même la besogne de l'infirmier.

« J'ai vu des médecins, écrit un correspondant, porter sur des brancards d'une tente à l'autre leurs malades, aller chercher leurs médicaments à la pharmacie, faire les corvées les plus répugnantes, dévolues à leurs aides. A l'hôpital de Suberbieville, *il y avait hier 7 infirmiers pour 470 malades.* »

A Suberbieville, devenu le centre d'ambulances le plus important, depuis que le corps expéditionnaire y séjourne, l'organisation hospitalière est défectueuse, les plaintes sont de plus en plus vives et nombreuses.

Nous en citerons quelques-unes, à titre de document et pour bien indiquer les dispositions, l'état d'esprit de beaucoup d'officiers et de soldats :

« Comment, dit le correspondant de *l'Agence Havas*, n'a-t-on pas profité de l'eau, qui circule en abondance grâce aux machines élévatoires de l'usine Suberbie, pour créer des potagers qui eussent alimenté l'hôpital? Les légumes frais, c'est si bon et si sain dans l'alimentation de ces pays torrides! Les légumes d'Europe réussissent tous à merveille. On mange des radis douze jours après leur ensemencement; les choux, les haricots, les aubergines prospèrent à merveille; les tomates et les pommes de terre aussi. Il y a des jardiniers parmi les soldats. Que n'a-t-on donc fait ici ce que l'infanterie et l'artillerie de marine font au Sénégal et au Soudan : des cultures autour des postes; ce que l'on fit même, en 1885, autour de Tamatave, où des cultures furent créées par la troupe et réussirent à merveille? Non, on a cédé à une sorte de sentiment d'abandon. A qui la faute et le saura-t-on jamais? Qui eût empêché encore pour clore ce pénible chapitre de constituer une laiterie en prenant des vaches laitières dans les troupeaux de l'Intendance? Les malades ne s'en fussent pas plaints! »

Le même correspondant reproche aux médecins de ne pas être d'accord sur le traitement à suivre :

« Les uns préconise la quinine préventive par intermittences, et à doses variant extrêmement d'un médecin à l'autre. Beaucoup s'étonnent de l'absorption quotidienne. Je demeure, quant à moi, chez de vieux colons qui, au bout de dix ans de Madagascar et après avoir eu mille fatigues, ne manquent à la prise journalière de la quinine que quand ils l'oublient : volontairement, ils ne s'y soustraient jamais. Et les

vieux colons dont je parle se portent comme le Pont-Neuf. Dans le fond, l'ennemi, c'est le soleil, contre lequel toutes les précautions sont nécessaires. Enfin, il faut tenir compte du danger qu'offrent partout les agglomérations et l'insalubrité que des campements contaminés présentent forcément aux soldats qui, par nécessité stratégique, sont contraints de venir les occuper. »

Un officier écrit d'autre part :

« Les prescriptions les plus sévères ne peuvent être suivies. Le ministre a fait ou plutôt donné des ordres très sérieux au sujet de la quinine prise préventivement et en pilules. Lorsque ma compagnie a débarqué, la ration des pilules n'était plus que d'une au lieu de deux; lorsque, une deuxième fois, on a voulu renouveler la provision pour deux jours, le service de santé a prévenu qu'à l'avenir les troupiers devraient prendre de la solution, la réserve des pilules étant épuisée. Les hommes, habitués à prendre des pilules, se refusent à prendre la solution qui leur donne des rancœurs, et la jettent au lieu de l'avaler.

« Ce n'était point la peine de faire étudier les prescriptions ministérielles de l'hygiène, puisqu'elles devaient être ainsi suivies. »

La quinine manquait à l'hôpital. « Depuis plusieurs jours on administrait, écrit le correspondant de l'*Illustration*, aux fiévreux de la quinine pour mulets et chevaux, prêtée par les vétérinaires. Le *Cachar* paraît devant Majunga. On sait qu'il y a à bord une tonne de quinine, un million de cachets d'un gramme! C'est le salut. Eh! bien, le déchargement du *Cachar* ne commença que le douzième jour après son arrivée. Pendant douze jours encore sévit la quinine des vétérinaires. Bien plus : des quarante infirmiers nécessaires au service de l'hôpital, il n'y en avait plus que sept sur pied. Parmi les passagers du *Cachar* on comptait une relève de quarante infirmiers, deux pharmaciens et huit ou dix médecins. Aucun d'eux ne put descendre à terre avant douze jours, la règle étant que les hommes ne débarquent qu'avec le matériel. »

Dans cette triste situation, le général Duchesne visite fréquemment les hôpitaux et les ambulances; il a soin de questionner les malades, de se rendre compte de tout par lui-même. Son devoir n'est-il pas de relever autant que possible, par de bonnes paroles, les courages qui s'affaissent ?

« Les médecins, écrit l'un d'eux, savent tous avec quelle sévérité leurs installations sont examinées par le général en chef. Il est difficile de le satisfaire quand il s'agit du bien-être des malades. »

Le 18 août, succombe un des plus brillants officiers du corps expéditionnaire, le lieutenant-colonel Barre, dont nous avons déjà indiqué les beaux états de service en France en 1870, au Tonkin et à Madagascar même, où il était venu à la tête du bataillon de la légion étrangère.

Le lieutenant-colonel Barre fut regretté par ses officiers et ses soldats qui estimaient en lui non seulement l'homme brave, mais l'officier toujours soucieux du bien-être de ses hommes.

Le 2^e bataillon du régiment d'Algérie, tirailleurs algériens, fit, lui aussi, à la même époque, une perte cruelle.

Le capitaine Giraud, de la 8^e compagnie, déjà souffrant avant le départ, voulut quand même faire campagne. Ses chefs eurent la faiblesse de l'autoriser à suivre.

Il fut un des premiers atteints de la terrible fièvre. En quelques semaines, elle l'anémia, le mina, l'épuisa, le réduisit à l'état de squelette. Cependant, cet officier, doué d'une volonté et d'une énergie peu communes, voulut marcher avec sa compagnie, suivre son bataillon. « Est-il rien de plus cruel, disait-il, que de voir partir ses camarades vers l'ennemi et de rester en arrière? »

Il se traîna jusqu'à Suberbieville, où il reçut quelques soins; mais déjà la maladie le dominait et ne le quitterait plus. Lorsque le bataillon dont il faisait partie reçut l'ordre de se porter en avant, vers Tsarasaoatra, le brave officier dut se résigner à rester à l'ambulance.

Ce fut là qu'il apprit les combats livrés les 29 et 30 juin par ses compagnons d'armes. Le malheureux était désespéré de n'avoir pas mené ses soldats au feu; il obtint, dans l'espoir d'une nouvelle rencontre, de se faire transporter à Tsarasaoatra; mais il n'y resta que cinq jours. Les fatigues du voyage enlevèrent au capitaine Giraud le peu de force qui lui restait.

A Tsarasaoatra, le service hospitalier n'était pas organisé. Le bataillon allait poursuivre sa marche en avant.

Le capitaine fut ramené presque moribond à Suberbieville, après avoir serré une dernière fois la main à son chef, à ses camarades et à ses soldats.

De Suberbieville il fut transporté à l'hôpital d'Ankaboka, sur la route de Majunga. Il y mourut le 13 août.

L'infanterie de marine perd également au mois d'août le lieutenant Migeon, âgé de vingt-neuf ans; l'artillerie, les lieutenants Gateau et Hourcq.

En septembre un officier du 40^e bataillon de chasseurs à pied, le capitaine de la Bigne, promu à ce grade, après le combat de Beriza, où il s'était distingué, meurt de la fièvre à l'hôpital de Suberbieville.

Avant la campagne, le capitaine de La Bigne, âgé de trente-deux ans, était lieutenant au 22^e bataillon de chasseurs, l'un de nos corps alpins les mieux entraînés. Il avait demandé et obtenu de passer au 40^e pour faire partie du corps expéditionnaire. Déjà souffrant le jour où son bataillon se rendit en quelques heures de Suberbieville à Tsarasaoatra, il voulut le suivre et conduisit vaillamment ses soldats le lendemain à l'assaut de Beriza.

Le sous-lieutenant Becker, du 13^e régiment d'infanterie de marine, sorti de Saint-Cyr depuis moins d'un an, succombe à l'ambulance d'Andriba, quelques jours plus tard.

A l'hôpital de Suberbieville meurt, victime des fièvres, M. Bernard, médecin-major de 2^e classe, qui, malgré la maladie, a voulu quand même continuer son service presque jusqu'à la veille de la mort.

A la Réunion succombe un jeune médecin de 2^e classe de la marine, M. de Moutard. Il avait assuré le service sanitaire de l'escorte du résident de Tananarive à Majunga, à l'époque de l'évacuation. A peine remis des fatigues de ce rude voyage, après un court séjour au sanatorium de la Réunion il était revenu à Madagascar; mais la maladie eut raison de son énergie; M. de Moutard dut abandonner les troupes en campagne; on le transporta de nouveau à la Réunion, trop tard, hélas! ses jours étaient comptés.

Un autre médecin de la marine, jeune aussi et plein d'avenir, le D^r Pierre de Saint-Germain, succombait à une attaque de dysenterie à Majunga.

Fils de l'éminent chirurgien de l'hôpital des Enfants malades à Paris il était entré au service [de la marine en 1891. Médecin de deuxième classe, envoyé d'abord en Nouvelle Calédonie, il venait de rentrer en France, lorsque M. Le Myre de Vilers fut envoyé en mission à Tananarive. Le jeune docteur obtint de l'accompagner; il quitta la capitale Malgache avec le plénipotentiaire français et suivit la colonne formée par l'escorte de la résidence dans sa retraite vers la côte. Il avait été peu après, sur sa demande, attaché au corps expéditionnaire.

A la fin de septembre, le vétérinaire en second, Jacquin, du 30^e escadron du train des équipages, est emporté par un accès pernicieux. Il avait quitté le 5^e dragons quelques mois plus tôt pour faire campagne à Madagascar¹.

Un interprète volontaire, M. Lechartier, âgé de dix-sept ans, fils d'un colon français de Tananarive, attaché à l'état-major du général Duchesne, meurt, au mois d'août à Suberbieville, emporté par un accès pernicieux.

Les ouvriers de la marine, envoyés à Majunga par le fameux *Brinkburn* pour y procéder au montage des canonniers, ne furent pas épargnés. L'un d'eux, M. Arène, de l'arsenal de Cherbourg, mourut sur la terre malgache. Les autres furent rapatriés par la *Provence* avec leur chef, M. Revol, ingénieur des constructions maritimes. Ces ouvriers civils avaient été les collaborateurs dévoués et utiles de l'armée pendant la première période de l'expédition.

En septembre, d'après des documents recueillis par le correspon-

1. Le défunt était le frère du docteur Jacquin, maire de Janville (Meurthe-et-Moselle), auquel les autorités allemandes ont interdit, il y a quelques mois, l'exercice de la médecine sur le territoire lorrain.

dant de l'Agence Havas et qui ne furent pas contestés, la liste des décès était hélas! déjà longue :

« J'estime, écrivait ce correspondant, qu'on peut porter à deux cents les hommes morts dans les ambulances, au-dessus de Suberbieville, depuis le 29 juillet, jour où les troupes ont quitté cette localité; sur ces deux cents, on peut compter la moitié pour les Européens ou tirailleurs algériens et l'autre moitié pour les coolies.

« Le cimetière de Suberbieville renferme à l'heure actuelle environ 300 tombes, Européens et tirailleurs, en y comprenant les 29 tombes du cimetière fermé, où sont les corps du lieutenant Auger-Dufraisse et du caporal Sapin.

« Je néglige pour l'instant les coolies enterrés dans les tranchées.

« A Marovoay, le cimetière peut renfermer approximativement deux cents morts.

« A Ambato, même chiffre.

« A Ankaboka, trois cents Européens. La mortalité, d'après mes renseignements, y a beaucoup augmenté ces jours derniers.

« Voici les chiffres exacts pour Majunga, au 9 septembre : Tombes d'Européens 179, tombes de coolies 128.

« Pour la morbidité, je pense être dans la vérité en disant qu'il a passé 7.000 malades depuis le début de la campagne dans les divers hôpitaux et ambulances¹ ».

Un soldat de l'infanterie de marine écrit à son frère le récit poignant des funérailles d'un de ses amis mort à Majunga :

« L'enterrement est annoncé pour cinq heures. La section à laquelle appartient le défunt lui prépare une couronne, couronne bien simple, faite par la main des camarades qui mettent tout leur cœur à cette pieuse besogne, heureux (malgré leur chagrin) d'orner de quelques fleurs la tombe de leur ami mort pour la patrie. Quelques branches de manguier forment la couronne, qui est piquée de fleurs de grenadier, lesquelles donnent la note sanglante au milieu de ces brins de verdure. Un nœud formé des couleurs nationales entoure la couronne.

« Il est quatre heures, le travail n'a pas été interrompu et ceux d'entre nous qui peuvent assister au convoi s'acheminent vers l'hôpital.

1. Ainsi que nous l'avons dit déjà, ceux qui résistèrent le mieux aux fièvres, bien que tous en aient souffert, furent les tirailleurs algériens, d'abord très éprouvés, puis prenant le dessus. Beaucoup de ces soldats entrés dans les hôpitaux en mai ou en juin se guérirent et purent rejoindre leur corps, avant la prise d'Andriba.

« Les tirailleurs, écrivait-on en septembre, ont à présent leurs compagnies à 180 hommes. C'est la troupe qui aura certainement montré le plus d'élasticité devant la maladie. Quant à la nature des affections, elle est à peu près invariablement la cachexie palustre, résultat des fièvres, et la dysenterie, dont l'œuvre funeste grandit journellement, mais qui a le caractère individuel et non épidémique. Par bonheur, tout cela touche à sa fin! »

« Nous sommes peu nombreux : notre lieutenant, notre sous-lieutenant, trois sous-officiers, quelques caporaux et soldats, environ une quinzaine. A l'hôpital, nous avons une impression pénible : des tas d'effets appartenant aux morts sont là jetés à terre, attendant d'être désinfectés. A côté de la baraque à désinfection, une autre baraque en bois ; sur l'une des portes on lit : *Amphithéâtre* ; sur l'autre, du côté opposé : *Salle des morts*. Nous nous dirigeons de ce côté et nous apercevons au lieu d'un seul cercueil, six cercueils placés à terre : c'est le bilan de la journée. Au près, un corps enveloppé d'un drap : c'est celui d'un coolie arabe, car on ne fait pas à ceux-ci l'honneur de quelques planches ; ils sont jetés tels que dans la fosse qu'on leur a creusée.

« Dans la salle des morts, un corps nu, amaigri, verdâtre, est étendu sur la dalle. Dans l'amphithéâtre, trois autres corps recouverts d'un drap dessinant leurs formes attendent leur tour d'être ensevelis.

« Il est l'heure de se diriger vers le cimetière. Les cercueils, et quels cercueils ! quelques planches à peine clouées et disjointes, sont mises sur les épaules des coolies, après les prières d'usage prononcées par l'aumônier de l'hôpital. Après une descente à travers des terrains incultes et rocailleux, nous pénétrons dans le nouveau cimetière.

« Depuis hier, en effet, l'ancien cimetière étant presque bondé, on en a préparé un autre. Aussi, voyez-vous ce qu'il va arriver aux premières pluies ! Les coolies, étant enterrés sans cercueils, seront cause d'une infection qui fera probablement des ravages à Majunga !

« De plus, l'administration a très bien choisi l'emplacement du nouveau cimetière : les malades n'ont qu'à sortir de leur case pour voir défiler sous leurs yeux les convois de leurs camarades morts ; ce qui doit leur faire voir leur maladie en rose. *Requiescat in pace* ! psalmodie l'aumônier ; une bénédiction générale, les coolies mettent les cercueils en terre, une volée de poussière nous enveloppe, la bière résonne sourdement sous les premières pelletées et, quelques minutes après, tout est terminé. Une croix de bois blanc, sur laquelle est clouée une plaque de plomb, marqué d'un nom, voilà le seul indice qui reste de tous ceux qui sont partis si joyeusement de France et qui ne reverront plus le sol natal.

« Quoique ouvert depuis deux jours seulement, le nouveau cimetière contient seize cadavres, dont neuf d'Européens ; une vingtaine de fosses sont là béantes, attendant d'être remplies. »

Les porteurs de toute nationalité qui accompagnaient le corps expéditionnaire français, souffraient plus encore que les soldats.

« Pour les soldats, écrit-on, on n'a certainement pas assez prévu la maladie ; mais, pour les coolies, on dirait qu'on n'a rien prévu du tout. C'est le « va comme je te pousse » et pas autre chose. Sans doute on en admet dans les hôpitaux, et les médecins qui font si noble-

ment et si largement leur devoir les soignent avec autant de zèle. Mais combien, parmi les infortunés auxiliaires de l'expédition, sont déjà couchés dans la terre malgache et que des mesures mieux prises auraient préservés ! En vérité, je vous demande pardon d'exposer tant de choses tristes, et j'ai peur de passer pour pessimiste auprès de ceux qui n'ont pas lu mes correspondances rassurantes des débuts. Mais j'estime que la sincérité est un devoir, car il ne faut point que ce qui se passe ici se renouvelle ; il ne faut pas que dans une autre expédition de ce genre, les porteurs, les conducteurs, etc., soient traités avec un sans-gêne qui frise l'inhumanité. Le bon renom de la nation française le commande.

« On a engagé avec des promesses séduisantes des hommes qu'on est allé prendre chez eux, et ces hommes ont porté la peine de l'insuffisance du personnel et des moyens de transport. Surmenés de travail et souvent, je le dis à regret, insuffisamment nourris, quelquefois brutalisés par des subalternes énervés, les infortunés ont laissé leurs os un peu partout.

« On en peut voir sans sépulture dans la brousse qui borde la route. Ah ! cela rend le cœur dur, la guerre, surtout quand elle se fait au milieu des souffrances qui marquent celle-ci. Nous aurons peut-être de la peine à faire oublier plus tard le mauvais effet que produiront dans les pays d'origine de nos coolies la mort d'un grand nombre et les récits des vivants. »

Kabyles, Sakalaves, Somalis succombaient par centaines. Un correspondant ¹ raconte ainsi, en termes émouvants, la navrante fin de l'un de ces malheureux :

« Un jour, à l'heure du repas, une sorte de spectre s'assit à ma porte. C'était un Somali, jeune, au profil très fin ; deux grands yeux hagards donnaient à son visage une expression vraiment étrange. Il parlait un peu arabe et je l'interrogeai dans cette langue :

« — Tu es malade ? — Oui, mais, surtout fatigué. Jamais de repos... Et travaille ! travaille !

« Il dit ces derniers mots en français en les accompagnant d'un geste significatif.

« — Que veux-tu ? aller à l'hôpital ?

« Le Somali — il se nommait Halim — fit un signe d'horreur.

« — Non, me coucher près de ta maison, car je ne puis plus continuer.

« Devant la maison est une vaste cour, et au milieu un pigeonnier construit sur quatre piliers. J'y menai le malheureux. Il était du moins abrité du soleil et un peu de là fraîcheur des nuits. Je lui fis donner à manger.

1. Correspondance de l'Agence Havas.



Les voitures Lefebvre utilisées comme baignoires.

« Les premiers jours, il ne put garder aucun aliment, puis il finit par se nourrir un peu. Je m'étais attaché à ce pauvre être qui me regardait avec des yeux d'infinie reconnaissance.

« Un instant, le malheureux allait mieux, et je crus qu'il allait être sauvé; je voulus le faire transporter à l'hôpital de Suberbieville. Il eut un mouvement d'effroi et tendit vers moi ses mains

« — Me conduira-t-on à Majunga? dit-il.

« — Plus tard.

« — Alors laisse-moi mourir tranquille ici!

« Avant-hier Halim ne me reconnut plus, et, pour qu'il expirât plus déceimment qu'à cette place, je le fis transporter sur un brancard à l'hôpital.

« Le moribond n'a pas vu l'hôpital, qu'il n'a fait que de traverser. Sa ceinture, remise à l'officier comptable, contenait, m'a-t-on dit, quelques roupies et deux pièces de cinq francs. Est-ce pour ces deux pièces-là que l'infortuné avait quitté la côte orientale d'Afrique? »

Au moins, un Français de cœur pitoyable et bon avait-il adouci les derniers jours du Somali; mais combien d'autres porteurs des convois tombaient sur le chemin sans recevoir l'aumône d'un peu de sympathie¹!

Les hôpitaux de campagne regorgeaient. Chacun d'eux était construit pour recevoir environ 250 hommes, 300 au plus, et ils devaient en abriter 600. A Ankaboka, le nombre des malades s'élevait à un millier; aussi ne pouvait-on leur prodiguer à tous des soins attentifs.

Dans ce dernier hôpital, s'étaient réfugiés plusieurs centaines de coolies; « c'est le plus lamentable des spectacles, écrivait-on, que celui de ces pauvres diables qui y sont entassés, littéralement empilés et qui y vivent dans une saleté dont rien ne peut donner l'idée. »

Le matériel du premier échelon des formations sanitaires — service de bataillon — devait comprendre 2 voitures Lefebvre, 11 mulets de bât, 10 paniers d'approvisionnements, dont deux médicaux, 2 opératoires, 2 de pansements et de quinine; 10 sacs d'ambulance; 12 brancards à capote et une tente conique. En outre, chaque troupe serait suivie dans ses opérations par une ambulance comprenant 6 médecins, 2 officiers d'administration, 28 hommes de troupes, 22 infirmiers, 12 voitures Lefebvre, 8 mulets de bât, 10 mulets de cacolet, 2 mulets de litière et un nombre approprié de coolies porteurs.

Le corps expéditionnaire disposait, on le sait, de trois hôpi-

1. Les coolies et convoyeurs indigènes n'exprimaient cependant pas que des plaintes. Voici la lettre de l'un d'eux, adressée à ses parents en Algérie, lettre qui nous a été communiquée :

« Louange à Dieu seul.

« Suberbierville, le 22 août.

« A la présence du général, du vertueux, de l'honorable M. Larbi ben Soumali, que le salut soit sur vous, et sur toute la famille, ainsi que la miséricorde et la bénédiction de Dieu. Comment vous portez-vous? Si vous voulez savoir de mes nouvelles, je vous dirai que je suis en bonne santé, que je loue Dieu et lui rends des actions de grâce. Il ne me manque que le bonheur d'être au milieu de vous dans un moment heureux.

« Dans ma dernière lettre, je vous ai parlé un peu de notre séjour à Batou. Après avoir quitté cette dernière ville, nous nous dirigeâmes toujours en avant, c'est-à-dire vers la capitale. De Batou, nous fîmes une marche de cinq jours successifs. C'est dans ce trajet que nous traversâmes un fleuve dont le sable brille comme des paillettes d'or sous l'influence de la lumière solaire.

« Il faut vous dire que la lumière devient de plus en plus forte; depuis le matin, c'est-à-dire depuis le lever du soleil jusqu'au soir, l'atmosphère est brûlante. De ce côté nous souffrons, mais le bon traitement du gouvernement français nous aide à supporter cette souffrance.

« D'abord notre nourriture est bonne; elle se compose de pain, de viande, de gibier que nous tuons tous les jours et de vin.

« De même des habits; nous n'avons pas à nous en plaindre. Enfin, pour vous tout dire, nous sommes considérés comme nos confrères, les propres enfants de la France.

« Il faut vous dire aussi que dans peu de temps la capitale sera prise, l'expédition terminée et un jour ou l'autre vous nous verrez faire notre entrée triomphale à Constantine. Et ce jour-là, toutes les fatigues que nous avons endurées seront récompensées.

« Et pour terminer, laissez-moi, cher père, vous rappeler la parole du prophète : Attendre et espérer.

« Votre fils qui vous embrasse,

« MOHAMED. »

taux de campagne avec barraques démontables. Chacun de ces hôpitaux comprend 72 voitures, un nombre considérable de porteurs, de mulets, et des approvisionnements de toute nature en grande quantité

Voici quelle est la façon théorique de procéder :

« Le blessé, écrivait-on à la *Patrie*, est pansé sommairement avec le paquet de pansement individuel qui se trouve dans une des poches de sa veste. Puis, les infirmiers qui le relèvent posent sur ses blessures un premier appareil. Le blessé est ensuite placé sur un brancard et porté par deux coolies, à quelques centaines de mètres de là, au poste de secours installé en deuxième ligne, derrière les réserves du régiment. » Dans ce poste, les brancards sont rangés par ordre de réception, et un médecin examine successivement les arrivants, et par un pansement moins sommaire, les met en état d'attendre des soins et de supporter le transfert jusqu'à l'ambulance établie assez loin de là.

Régulièrement, cette ambulance devrait réunir un état-major chirurgical et posséder tous les pansements et médicaments nécessaires.

A Madagascar, hélas! les médecins n'étaient plus, après moins de quatre mois de campagne, en nombre suffisant.

Le combat terminé, la colonne poursuit sa marche en avant et l'ambulance doit l'accompagner. Les malades et les blessés sont donc évacués sur l'hôpital de campagne le plus voisin.

Ceux qui peuvent marcher vont à pied.

D'autres, auxquels leurs forces permettent de rester assis, sont placés deux par deux, en cacolet, sur des mulets de bât; d'autres, qui doivent rester couchés, sont mis également deux par deux sur des litières doubles portées aussi par des mulets. Certains blessés enfin restent sur leur brancard et sont véhiculés par quatre porteurs indigènes. Un médecin et des infirmiers accompagnent le convoi.

Enfin, on arrive à l'hôpital de campagne — à Mavetanana, par exemple — et les blessés s'y reposent jusqu'au jour où ils peuvent être transportés en arrière sans danger pour leur vie.

Malheureusement, si actif, si dévoué que fût le corps médical, toutes les prévisions, qui semblaient suffisantes et sages au départ de France avaient été déjouées, puisque, la plupart du temps, les convois circulaient mal, que les médicaments faisaient défaut, que les médecins et les infirmiers n'avaient pas été épargnés; enfin que les hôpitaux n'étaient plus, dans aucun des postes de la ligne d'étape, assez vastes pour abriter à peu près confortablement les fiévreux, les dysentériques et les anémiés.

Le transport des malades cause à ces malheureux de nouvelles souffrances et de telles fatigues que beaucoup succombent. Ils sont secoués horriblement pendant le trajet des hôpitaux de l'intérieur à la côte. Les médecins et les infirmiers sont trop peu nombreux pour les

soigner. A bord des canonnières ou des chalands, ces pauvres malades, sont déplorablement installés. Vainement l'équipage s'efforce de soulager leurs misères; la navigation est si difficile, que les souffrances se prolongent.

Parfois l'embarcation échoue. Les malades restent exposés en plein air à toutes les variations de température.

Un jeune médecin de la marine fait le triste tableau que voici, des convois de Suberbieville à Majunga :

« Nous sommes dans l'infection, écrit-il¹. Les hommes que j'escortais n'étaient plus que des fantômes, le visage pâle et bouffi, l'intelligence éteinte, les jambes à demi paralysées; ils étaient de plus couverts de poussière et de vermine. Amenés par un bateau sans installation sérieuse, exposés au froid humide de la nuit, et aux rayons du soleil pendant le jour, la traversée ayant duré vingt-quatre heures à cause de l'échouage à plusieurs reprises du navire qui les portait, ils ne semblaient plus avoir un souffle de vie. Les requins du Betsiboka ont eu autant de pâture que ceux de la mer Rouge! »

Le même docteur ajoute :

« Les médecins militaires commencent à dire que la fièvre paludéenne est contagieuse, pour ne pas avouer qu'ils ont tous l'infection. Comment en serait-il autrement, quand on n'a pas d'eau pour laver les malades et qu'on attend le lit d'un mort pour le donner à un mourant? Ce qui est vrai, c'est que la fièvre paludéenne n'est plus seule en cause; elle est associée à des infections de divers ordres; les malades ne sont pas seulement des paludéens, ils représentent la synthèse de toutes les misères. La quinine devient impuissante et le changement d'air est à peine suffisant.

« Quand nous lisons les bulletins sanitaires envoyés en France, nous restons stupéfaits, et cependant la progression de la mortalité a été telle qu'il n'y avait aucune illusion à se faire. En mars, il est mort un homme par jour; en avril, deux; en mai, quatre; en juin, huit; en juillet, douze. Au commencement d'août, la proportion s'élevait à 24 décès par jour dans tout le corps expéditionnaire; au milieu du mois, elle était à 30, et à la fin du mois, à 40. »

Le médecin en chef de l'armée, D^r Emmerly-Debrousse, ordonna de rapatrier sans retard le plus grand nombre possible d'hommes qui sembleraient capables de supporter le voyage.

Nous avons déjà signalé les polémiques soulevées par cette question du rapatriement des malades.

Il est cruel, disaient les uns, d'imposer à des malheureux déjà épuisés un long et pénible voyage et particulièrement la traversée de la mer Rouge, à l'époque où la chaleur y est meurtrière.

1. Tablettes des Deux-Charentes.

La plupart des médecins du corps expéditionnaire se prononçaient d'ailleurs pour le rapatriement.

« Le sulfate de quinine, écrit l'un d'eux au *Gaulois*, peut bien atténuer les accès, les éloigner; sauf exception, il ne les guérit pas. Il est indispensable d'éloigner les malades: leur vie en dépend. Où peut-on les conduire? En mer, sur des navires-hôpitaux mouillés en rade de Majunga? Mais quand on a installé deux cents malades sur des cadres, à bord d'un navire, c'est tout ce qu'on peut faire.

« Il y a bien, à proximité de la côte, l'îlot de Nossi-Cumba qui peut faire un bon sanatorium, à raison de l'altitude de son sommet qui s'élève à trois ou quatre cents mètres au-dessus du niveau de la mer. Mais cet îlot n'est qu'un pain de sucre de dimensions très restreintes et d'une ascension difficile. Pour atteindre le sommet, il faut transporter les malades sur des chaises portées à bras, et tout ce qu'on peut faire, c'est d'en installer trois ou quatre cents sur le plateau.

« L'île de la Réunion possède, à Salazie, un sanatorium plus élevé et plus facile à développer. Mais il n'est pas aisé de hisser les malades à neuf cents mètres d'altitude, par de mauvais chemins à dix lieues de la mer.

« Et puis, il ne faut pas oublier que le corps expéditionnaire, en y comprenant les auxiliaires et les porteurs africains, ne doit guère compter moins de vingt mille hommes. Si le tiers de cet effectif a besoin de soins, il est impossible de le traiter sur les lieux ou à proximité. De là, la nécessité de renvoyer en France une grande partie des malades. Sans doute la longueur de la traversée, la température torride de la mer Rouge sont de graves inconvénients. Mais mieux vaut encore les affronter que de laisser les hommes périr à Madagascar.

« On peut juger, par la mortalité qui les décime dans les hôpitaux de France, du sort qu'ils éprouveraient si on les laissait dans le milieu pernicieux où ils ont contracté leur mal.

« On continue donc à diriger les malades sur la France, et on a raison, car lorsque la vie de nos soldats est en jeu, on ne doit pas regarder à la dépense. »

Une nouvelle et virulente campagne fut cependant menée par une partie de la presse contre le ministère de la guerre à propos de ces rapatriements par le *Shamrock* et la *Concordia*.

« Nous n'avons pas cessé, disait le *Temps*, de protester contre les rapatriements en France des malades et des convalescents du corps expéditionnaire: nous avons supplié l'autorité militaire de renoncer à cette mesure inhumaine et de les diriger vers les sanatoria de l'île de la Réunion, où ils auraient rapidement retrouvé la force et la santé; elle n'a pas tenu compte de nos ardentes sollicitations; elle a donné comme prétexte que le commissariat des colonies demandait le prix exorbitant de neuf francs par jour et par homme pour hospitaliser les

malades, et que le crédit de 2,500,000 francs, voté par le Parlement pour le service de santé de l'expédition de Madagascar, ne permettait pas une pareille dépense. Pourquoi le ministre de la guerre ne s'est-il pas mis d'accord avec le ministre des colonies pour tempérer les exigences ridicules de ses commissaires? Et si cet accord n'a pu se faire, comment le président du Conseil n'est-il pas intervenu?

« Un de nos confrères croit que la vraie raison n'est pas celle qu'on nous avait dite. Ce que le ministre de la guerre voudrait surtout éviter, c'est de surcharger l'obituaire de l'expédition; les prétendus convalescents qui meurent après leur arrivée en France, dans les hôpitaux ou dans leurs familles, passent ainsi inaperçus et les bulletins de son ministère peuvent dire que la mortalité a été minime. Ce subterfuge serait indigne du gouvernement de la République. »

Les bureaux du ministère de la guerre s'empressèrent de faire répondre :

« Dès le début de l'expédition, le général Duchesne et le ministère de la guerre, inquiets des sanatoria où pourraient être reçus les malades du corps expéditionnaire, s'étaient adressés au ministère des colonies pour savoir quel nombre de malades pourraient être hospitalisés dans les stations sanitaires de l'île de la Réunion.

« On savait, au ministère de la guerre, que l'île de la Réunion, qui compte plus de 160,000 habitants, dont plus de 120,000 Européens, avec une capitale de 32,835 âmes, présente des ressources considérables. Au point de vue de l'hospitalisation, on n'ignorait pas qu'il existe dans l'île plusieurs sanatoria installés depuis longtemps, dans les conditions de confortables les plus perfectionnées, à l'instar des villes d'eaux de France. A Salazie (5,373 habitants), situé à l'intérieur de l'île, à une altitude de près de 1,000 mètres (sources bicarbonatées alcalines) et jouissant toute l'année d'un climat aussi réparateur que celui de notre printemps, existe, depuis plus de trente ans, un hôpital militaire pouvant recevoir plus de cent malades, sans compter les hôtels, les villas et maisons particulières, qu'il eût été facile de réquisitionner.

« Il existe, en outre, à la Réunion deux autres stations thermales spéciales : Cilaos (sources bicarbonatées alcalines) et Mafatte (sources sulfureuses); enfin, derrière Saint-Denis même, à 700 mètres d'altitude, se trouvent les plateaux du Brulé et de Saint-François, où le climat est des plus sains et qui servent de lieux de villégiature.

« C'est en se basant sur ces données, connues de tous, que le ministère de la guerre s'est adressé au ministère des colonies.

« Cependant — pour des raisons mystérieuses qu'il a encore été impossible de découvrir — le ministère des colonies a répondu au ministère de la guerre qu'il serait impossible d'hospitaliser, *dans toute l'île de la Réunion, plus de 300 malades du corps expéditionnaire de Madagascar.*

« D'autre part, bien que, dans le meilleur hôtel de Saint-Denis, la pension pour un particulier ne dépasse pas, tout compris, plus de 10 francs par jour, le ministère des colonies a déclaré au ministère de la guerre que chacun de ces 300 hospitalisés lui *reviendrait à 9 francs par jour*.

« A plusieurs reprises, le ministère de la guerre a adressé la même question au ministère des colonies, et, toujours, il a obtenu la même réponse.

« C'est en présence de ce refus formel que le ministère de la guerre s'est vu, malgré ses intentions et ses craintes, obligé de donner l'ordre de rapatrier les malades et les convalescents, qui ne pouvaient trouver place soit à Nossi-Cumba, soit à bord du *Shamrock* en premier lieu, et maintenant du *Vinh-Long*, en rade de Majunga.

« A la Réunion, qui aurait pu facilement recevoir plus de 2,000 malades, — et les habitants de l'île ont tout fait dans le sens de la demande du ministère de la guerre — il n'a été envoyé depuis le commencement des opérations, que quelques malades des troupes de la marine en garnison à Diégo-Suarez ou occupant Tamatave¹. »

A propos de cette question si grave des rapatriements, nous avons voulu faire une enquête personnelle, et voici quel en a été le résultat :

De l'ensemble des témoignages recueillis et des lettres reçues par nous ou communiquées par les familles de soldats soignés dans les ambulances de Madagascar, il résulte que, non pas quelques-uns, non pas la majorité, mais l'unanimité des malades, s'ils étaient consultés, voudraient être rapatriés. Les parents eux-mêmes, en dépit des articles pessimistes des journaux, préfèrent que leurs enfants soient ramenés en France.

Non seulement, en effet, les ambulances de campagne et les hôpitaux d'évacuation ne sont pas aussi confortablement installés, il s'en faut, que les hôpitaux de France, mais la nostalgie, l'ennui qui s'emparent des officiers et soldats soignés à Madagascar, de l'aveu de tous, contribuent au développement, à l'aggravation de la maladie.

Lorsque le départ d'un transport est annoncé, les pauvres fiévreux et anémiés, incapables de se traîner, prient instamment les médecins de les désigner pour le départ.

— Là-bas, disent-ils, dans notre pays, en France, là-bas seulement nous guérirons.

Des officiers, débarquant à Toulon, déclarent, eux aussi, à un rédacteur du *Figaro*, qui les presse de questions au sujet du rapatriement des malades, que ce rapatriement s'impose :

Ils approuvent le général Duchesne de renvoyer en France les malades, « non parce qu'il désire s'en débarrasser, mais parce que les

1. Voir la *Liberté* du 19 septembre 1895.

hôpitaux de la Réunion sont insuffisants, et que, si ces hôpitaux étaient plus vastes et mieux outillés, les hommes, en tout cas, y seraient plus malades que dans le passage même de la mer Rouge, si pénible qu'il soit. »

« Ici, ajoute le rédacteur du *Figaro*, c'est un major qui va parler. Descendu au Grand-Hôtel de Toulon, il s'est rendu à Marseille par le même train que moi :

« Vous n'avez pas l'idée de l'effet que produit sur nos malades ce mot de rapatriement. Aucun remède ne vaudrait pour eux l'idée de quitter ce sol maudit. Il y a deux sortes de malades, ceux qu'on peut guérir et ceux qui sont condamnés. Soignez-les là-bas, dans des hôpitaux qui, faits pour deux cent cinquante malades, en contiennent plus de six cents, les guérissables n'auraient pas tardé à être condamnés. La terre seule de France peut maintenant les sauver ¹. »

Ceux dont les jours sont comptés insistent, si décourageante que soit leur faiblesse, dans l'espoir de revoir le pays.

Les sanatoria de Nossi-Cumba et de la Réunion sont insuffisants pour donner abri au nombre considérable de malades qui languissent à Madagascar et que le terrible climat de l'île tuerait sûrement à bref délai; bien plus, des médecins particulièrement autorisés sont d'avis que, dans ces deux sanatoria, ni la fièvre ni l'anémie ne seraient vaincues, et ils citent, hélas ! beaucoup de cas à l'appui de leur opinion.

— Pour nos malades de Madagascar, nous écrit un docteur, rien ne vaut l'air de France, l'air du pays natal.

Contrairement à l'avis d'un grand nombre de journaux, les médecins, à peu d'exceptions près, sont d'avis d'embarquer les malheureux soldats, que plusieurs mois de séjour dans la contrée maudite ont mis en lamentable état, et rendus incapables de suivre la campagne.

Quelques-uns résistent, grâce à une organisation particulièrement vigoureuse et à une rare force morale; ils sont rapidement guéris et reprennent bientôt leur place dans le rang. Ils sont de ceux qui espèrent entrer prochainement à Tananarive; mais les pauvres diables que le climat a vaincus, livrés sans résistance à la fièvre qui les mine, *ne se rétabliront complètement qu'en France*.

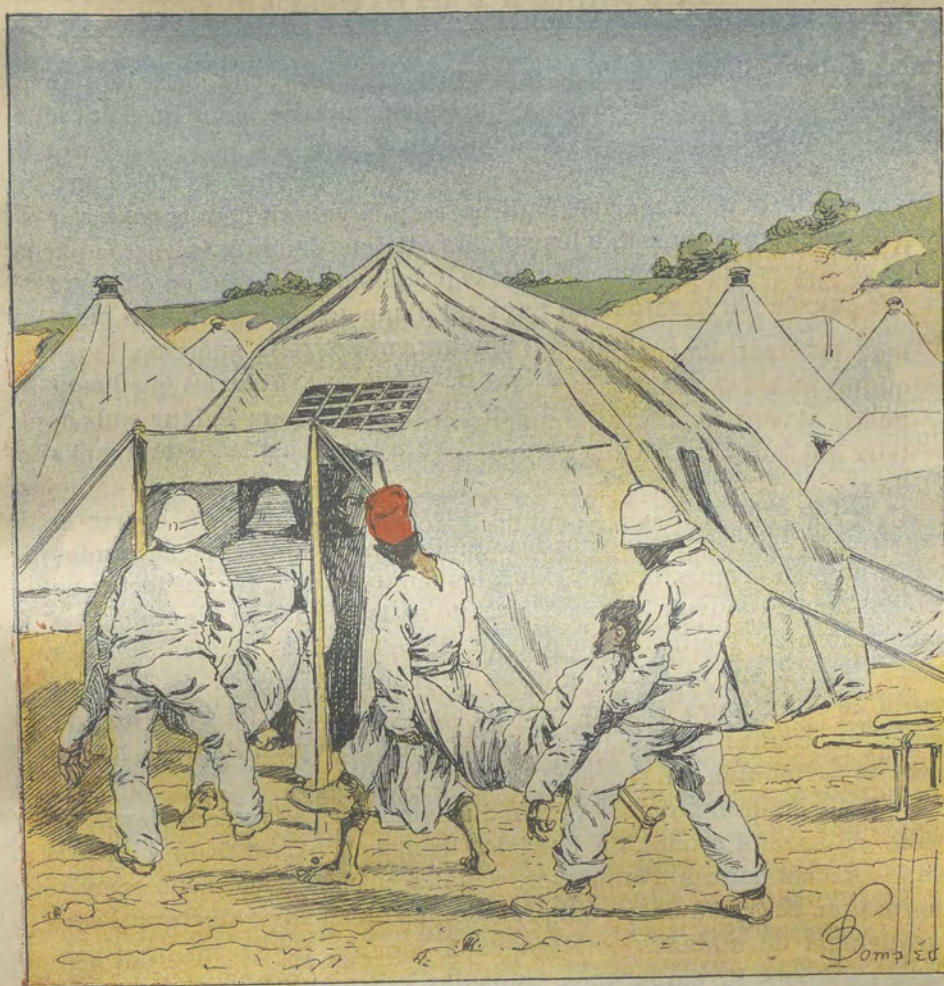
Telle est l'opinion de la plupart des militaires de tous grades qui reviennent de Madagascar. Il n'y avait, selon eux, pas lieu de s'oppo-

1. En revanche, presque tous les officiers se plaignent. Nous devons, en toute impartialité, citer le témoignage de l'un d'eux :

— « J'étais au Dahomey. Tous les officiers n'aimaient pas le général Dodds, mais les soldats l'adoraient. Il n'aurait pas mangé avant de s'être assuré de la nourriture des hommes. Il s'informait incessamment de nos moyens de communication avec les bateaux qui portaient les vivres et les munitions. La colonne le sentait au milieu d'elle, le voyait sans cesse et partout. Il lui donnait du courage et de l'espérance.

« Un officier s'écrie :

• — Et il y a là-bas quatre généraux ! C'est de la folie. Un seul suffisait, mais actif et visible. »



Hôpital de campagne.

ser, ainsi que le faisaient beaucoup de nos journaux, à de nouveaux rapatriements.

— Eloigner de Madagascar le plus vite possible le fiévreux ou l'anémié, nous ne devons pas avoir d'autre but, nous écrit un médecin de l'armée; le malade sérieusement atteint ne recouvrera ses forces, ne reviendra à la vie que sur un autre sol. Beaucoup des alités ne seront sauvés ni à la Réunion, ni à Nossi-Cumba; c'est pour nous un devoir de les renvoyer en France. Malheureusement, les navires hôpitaux bien installés sont rares! Combien de nos malades se trouvent condamnés à rester à Majunga, faute de place sur les transports.

Il apparaissait, du reste, avec évidence dans ces polémiques très vives, que de regrettables querelles divisaient les ministères de la

marine, des colonies et de la guerre et que les deux premiers se liguèrent contre le troisième devenu bouc émissaire, pour lui enlever la direction des affaires de Madagascar.

L'académie de médecine, sur l'avis de M. Le Roy de Méricourt, ancien médecin de la marine, émit l'avis qu'il y avait lieu de rapatrier le plus rapidement possible les soldats atteints de malaria.

Les observations médicales sur le paludisme prouvent en effet que la joie causée par le retour au pays est d'une action morale très puissante sur l'esprit du malade et fréquemment activé la guérison.

Dans son rapport, le Dr Le Roy de Méricourt déclarait que beaucoup de fiévreux se rétablissent peu à peu, dès le jour de leur embarquement et à mesure qu'ils s'éloignent de la terre pestilentielle et qu'ils se rapprochent de la patrie.

« Enfin, écrivait-on, il y a une question d'humanité à opérer le rapatriement direct. Beaucoup de malades, en voyant leurs camarades partir pour la France, demandent à les suivre. Aussi, les médecins ne croient-ils pas pouvoir leur refuser cette satisfaction. On les embarque pour la France. D'ailleurs, la plupart de ces soldats seraient désolés d'être dirigés sur la Réunion et de se trouver éloignés de la mère patrie de deux jours de traversée de plus. Malades, ils n'ont qu'une ambition : rentrer dans leurs foyers. En les envoyant dans les sanatoria de la Réunion, ils tournent le dos à la France.

« Dans l'opinion, on s'est ému du nombre relativement élevé des décès qui se sont produits à bord des transports. C'est là un « déchet fictif », s'il est permis d'employer, dans la circonstance, cette cruelle expression. En vertu de ce qui précède, les médecins autorisent l'embarquement de malades condamnés à mourir. Ils ne meurent pas parce qu'ils ont été embarqués, mais des suites immédiates de la malaria. Tout aussi bien seraient-ils décédés à Majunga même, ou dans les sanatoria de la Réunion. »

Enfin, le ministre de la guerre, directement mis en cause, ne crut pas devoir garder le silence jusqu'au jour où il serait interpellé au Palais-Bourbon et au Luxembourg, il communiqua donc aux journaux les explications suivantes :

« Dans sa lettre du 18 août¹, le général Duchesne insiste sur la nécessité de rapatrier le plus tôt possible les malades de Madagascar.

« Comme cette grave question préoccupe, à juste titre, l'opinion publique, il importe de donner à la presse des indications sur les principes qui ont présidé à l'organisation du service de santé du corps expéditionnaire, ainsi que sur la marche suivie pour les évacuations.

« Au moment où l'on a arrêté les bases de la campagne de Madagascar, le département de la guerre ne s'était pas borné à doter l'expé-

1. Lettre que nous publions dans le chapitre sur Andriba.

dition de 3.000 lits et de 6.000 brancards à répartir entre quatre hôpitaux de campagne, treize infirmeries-ambulances, deux ambulances actives et un hôpital d'évacuation; il avait compris, dans son plan d'organisation, un sanatorium de 500 lits ainsi que l'évacuation sur la France, des anémiés et celle des malades dont l'état exigerait le rapatriement rapide.

« Après examen approfondi des divers emplacements proposés, ce sanatorium a été établi à Nossi-Cumba. En effet, si la Réunion est, par sa situation géographique, le lieu d'évacuation naturelle des malades de Tamatave et de Diego-Suarez, qui n'en sont séparés que par trois ou quatre jours de traversée, il n'en est pas de même de ceux de Majunga : il leur faudrait doubler le cap d'Ambre et subir tous les inconvénients d'une navigation beaucoup plus longue et rendue souvent périlleuse par la mousson contraire.

« Au lieu d'être le premier gîte d'étapes du retour en France, l'envoi à la Réunion aurait éloigné nos malades de la mère-patrie.

« Les ressources existantes de la Réunion étaient du reste insuffisantes; elles ne comprennent encore aujourd'hui que 300 places. Il aurait fallu tout créer là, comme sur la montagne d'Ambre; et, malgré les offres empressées et l'obligeance très grande du département des colonies, les organisateurs de notre service de santé ont cru devoir choisir Nossi-Cumba comme le sanatorium immédiat et principal.

« D'autres sanatoria devaient être installés, ultérieurement sur les hauts plateaux de Madagascar, puis à Tananarive, au fur et à mesure de la marche en avant et de l'occupation du pays.

« Dans la nécessité d'éloigner de Madagascar les hommes trop sérieusement atteints pour continuer à y servir, le département de la guerre n'avait pas omis de signaler les avantages du rapatriement non plus que ses inconvénients, que l'expédition du Tonkin lui avait fait récemment apprécier.

« S'il est moralement bienfaisant pour tous les malades, le rapatriement sur les navires constitue quelquefois du danger pour ceux qui sont trop gravement atteints, les pertes éprouvées pendant la traversée du *Shamrock* et du *Concordia* en ont renouvelé la douloureuse certitude.

« Des recommandations ont été faites dans ce sens; mais il est possible que, là encore, les médecins du corps expéditionnaire aient cédé aux malades qui les suppliaient de ne pas les laisser mourir loin de leurs familles et de la France, alors que leur évacuation était ou leur unique consolation, ou leur seule chance de survie. Ce sentiment de pitié si excusable a augmenté certainement le nombre des décès survenus pendant les dernières traversées.

« La phase dangereuse du rapatriement est la traversée de la mer Rouge; aussi le général Duchesne a-t-il reçu, dès le commencement

d'août, l'ordre de ne plus faire partir de navires de malades, depuis le 20 août jusqu'au commencement d'octobre. Le dernier bateau parti, le *Concordia*, a quitté Majunga le 20 août.

« Pendant cette période, le supplément d'hospitalisation de trois cents lits existant à la Réunion a été mis à la disposition du général Duchesne, de manière à constituer une réserve, une ressource permettant éventuellement d'éviter l'encombrement de Nossi-Cumba.

« Sur les instances répétées du général Duchesne, le ministre compte faire reprendre très activement les rapatriements des convalescents et malades transportables, dans le commencement d'octobre. Il soumettra cette grave question au prochain conseil des ministres¹.

Les hôpitaux flottants étaient considérés comme les plus sains. On rappela quels services ils avaient rendus aux Anglais dans leurs expéditions coloniales de ces vingt dernières années².

En août, le *Yang-Tse*, la *Provence*, le *Comorin* débarquèrent à Marseille un grand nombre de malades venant de Madagascar.

Sur le *Yang-Tse*, 97 convalescents et 13 alités. En route, quatre décès. Plusieurs malades trop faibles sont débarqués, en passant, à Zanzibar, Suez et Port-Saïd.

A bord de la *Provence*, 600 malades. 12 succombent pendant la traversée. Une partie des passagers de la guerre, ceux de l'armée de l'Afrique débarquent à Alger, les autres à Toulon. Parmi ces rapatriés, des officiers et plusieurs médecins, beaucoup de soldats du 200^e.

La foule les interroge.

— Notre régiment, disent les lignards, a été si fortement éprouvé qu'à Suberbieville, lorsque les débris des deux premiers bataillons sont arrivés, les soldats des autres corps s'écriaient : *Tiens, il en reste donc !*

1. Interrogé, M. Le Myre de Vilers répond à la question : *Etait-il préférable d'envoyer les malades en France ?*

« D'abord la Réunion est encore loin de Madagascar et, du reste, je doute qu'on eût trouvé la place nécessaire pour les intéressés, hélas ! très nombreux du corps expéditionnaire.

« Puis, il faut que vous sachiez que, lorsqu'un homme est pincé par la fièvre, au début surtout, on est sûr de le sauver si on le renvoie immédiatement en France, par un bateau allant vite et à bord duquel se trouve tout le confort désirable.

« Si, au contraire, vous le laissez trainer dans les hôpitaux et les sanatoria, il s'anémie tous les jours davantage, il s'ennuie, et il y a des chances pour qu'il ne revienne pas des côtes de France. Aussi, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, les malades expriment-ils le désir de rentrer, fussent-ils laisser leur peau en chemin.

« On a dit que la mer Rouge était insupportable à l'époque des fortes chaleurs. Cela est vrai, surtout quand on la descend et qu'on va, par exemple, à Madagascar. Mais quand on la remonte, le vent du Nord rend la traversée plus agréable.

« Et puis... il faut toujours en revenir là : qu'on consulte les malades. On verra que leur réponse sera toujours la même. Tous veulent revoir la France. Tous veulent quitter ces pays maudits où ils ont souffert. »

2. « Le grand effort, disait le *Progrès Médical*, dans une étude que nous avons déjà citée, devra se concentrer sur Tananarive, le point de départ des malades, sur Marseille ou Toulon, leur point d'arrivée, sur les vaisseaux qui serviront à leur transport. Sur la côte de Madagascar, en raison de l'insalubrité de la terre marécageuse, les hôpitaux flottants rendront les plus grands services. Le *Victor-Emmanuel*, pendant l'expédition des Anglais en 1874, a donné les meilleurs résultats. Ces hôpitaux flottants doivent toujours être assez éloignés du rivage pour échapper aux émanations palustres.

D'autres expliquent aux badauds comment la fièvre se déclare :

— Vous êtes bien, plein d'entrain, et tout d'un coup vous voyez un camarade, près de vous, qui devient triste, qui se plaint, les jambes ne peuvent plus le soutenir et la fièvre l'empoigne. Et vous le regardez en vous disant que demain ce sera peut-être votre tour, et, le lendemain, vous vous sentez abattu, sans force; vous voulez réagir, mais c'est impossible, et vous vous trouvez malade, vous aussi.

En septembre, le *Shamrock*, vaisseau transport de l'État, particulièrement aménagé pour le service hospitalier et qui est resté longtemps sur la côte ouest malgache, en campagne depuis le mois de janvier, rentre à Toulon.

1350 hommes ont été soignés à bord de ce transport depuis cinq mois, le nombre de ceux qu'il rapatrie est de 467; parmi eux, le médecin-major Villedary, qui s'est prodigué et qui, après avoir résisté de son mieux à d'excessives fatigues, a dû s'aliter et quitter la colonne expéditionnaire; les capitaines Devaux, du régiment d'Algérie, et Jacquemin, du régiment colonial; les lieutenants Beaussier, du 200^e, Reitz, du 13^e d'infanterie de marine; l'officier d'administration Bret; le lieutenant de vaisseau Delzons, et l'enseigne de vaisseau Perret.

La traversée de la mer Rouge fut cruelle pour les passagers du *Shamrock*; le *khamsin* brûlant soufflait avec une extrême violence. La température sur le pont du transport s'éleva à 40 degrés.

Près d'un millier d'hommes avaient été embarqués par le *Shamrock* et le *Concordia*.

Sur le premier de ces transports, 40 hommes¹ avaient succombé pendant la traversée, 80 étaient gravement malades; ils furent transportés par le vapeur *Kérandren* à l'hôpital Saint-Mandrier; 59 convalescents descendirent à terre; tous encore dans un extrême état de faiblesse, mais retrouvant des forces, dès leurs premiers pas sur le sol de la patrie. Ils étaient si joyeux de rentrer en France! tous se plaisaient à déclarer qu'ils avaient reçu sur le *Shamrock* des soins attentifs et qu'ils préféraient de beaucoup leur séjour à bord, au séjour

1. La mer Rouge est toujours mauvaise pour les malades; elle est certainement plus dangereuse à certaines époques de l'année, mais ces époques ne sont pas limitées par des dates fixes, c'est-à-dire depuis le 31 août jusqu'au 1^{er} octobre, comme on le croit en général; la traversée de la mer Rouge est particulièrement dangereuse, quand les passagers ont le vent arrière ou que souffle le vent du désert, le *khamsin*, c'est-à-dire pendant une grande partie de l'année.

2. Voici les noms des décédés à son bord:

Couchouran, second-maître, et Dufuron, quartier-maître.

Génie: Moreau, Leduff, Chassaigne, caporal, Farre.

Somalis: Ursuf, Abeid-Abiah-Abdallah, Mikili.

Infanterie de marine: Dietseche, Reverchon, Caqueret, Antelmy, Maingrand, Leclat, soldats.

Tirailleurs algériens: Hassel, Jaccoberger, Stevenart.

Infirmier: Benatre.

Commis ouvrier: Seigle.

Ouvrier d'artillerie: Ponce.

200^e: Faure, Tisseyre, Fouasse, Lailié, Beauvin, Nesse, Sabot, Conducteur Peillon, Lapassot, Sergent.

38^e d'artillerie: Brosseur, Léger.

40^e chasseurs: Michellaud, Germain, Guercin, Bouffard, Pierre-François Le Rou.

dans les ambulances à Madagascar ou même dans les sanatoria voisins de l'île.

— « Là-bas, disaient ces revenants, les plus malades n'ont qu'un désir : être embarqués pour la France. Si on les consultait tous, pas un ne consentirait à rester dans les ambulances, ils préféreraient courir le risque de succomber aux fatigues d'une traversée. »

Les médecins eux-mêmes, rentrant fiévreux et débilités, ne dissimulaient pas que le meilleur des traitements, pour la plupart des malades de Madagascar, c'était le changement d'air, l'éloignement du climat maudit.

« Au sanatorium de Nossi-Cumba, cependant bien installé, déclare un de ces médecins, beaucoup de soldats languissent, leur moral s'affecte; ils appellent de tous leurs vœux le jour où ils seront embarqués. Vainement, on leur objecte les épreuves, les souffrances du voyage. Qu'importe! répondent-ils, et tous nous supplient de les désigner pour le rapatriement. A bord des grands transports de l'État, ils se croient déjà presque en France. Ces navires sont, du reste, outillés de façon à pouvoir soigner un grand nombre de malades dans de bonnes conditions et sans trop de fatigue, tandis qu'à terre, on ne réussit même pas à donner aux malades ce qui est essentiel. On l'a bien vu, le service de santé militaire qui arrive aux colonies avec une réglementation conçue pour une guerre continentale, est obligé de faire beaucoup d'écoles avant d'aboutir à une solution pratique. L'enseignement à tirer de l'expédition de Madagascar, c'est qu'il faut une armée coloniale préparée à supporter les fatigues des climats chauds, et des services auxiliaires s'inspirant des circonstances pour organiser le nécessaire. »

Encore un témoignage précieux, absolument favorable au retour en France de tous les malades transportables¹.

Des lettres de satisfaction furent adressées à Toulon par le ministre de la marine au commandant du bâtiment, M. le capitaine de frégate Liautard, au médecin principal, M. Burot, et aux officiers du transport, pour leurs services signalés, pour le dévouement et le zèle dont ils avaient fait preuve pendant plusieurs mois de campagne.

Quelques jours après l'arrivée du *Shamrock* (20 septembre), abordaient, le premier à Marseille, le second à Toulon, deux paquebots : l'*Irouaddy*, courrier de l'île Maurice, de la Réunion et de Madagascar,

1. Le correspondant du *Petit Journal* à Toulon, qui assistait au débarquement des malades, écrivait : « Ces militaires et marins dans un état de grande faiblesse, sont joyeux d'être revenus en France, tout en regrettant de n'avoir pu résister au climat si meurtrier de Madagascar. Ils se plaisent tous à dire qu'ils étaient mieux traités à bord du *Shamrock* que dans les ambulances à terre. »

« Au cours de mon entretien avec eux, ils m'ont fait d'importantes déclarations qui confirment pleinement tout ce que nous avons dit sur l'imprévoyance et l'incurie qui ont présidé à l'organisation de la campagne. Tous sont unanimes pour affirmer que les principales difficultés proviennent du ravitaillement. Le désarroi le plus grand a marqué le débarquement du corps expéditionnaire. Absolument rien n'était prêt pour le recevoir. »

et la *Concordia*, capitaine Thibaut. A bord de l'*Irouaddy*, se trouvaient 144 soldats d'infanterie de marine, 25 marins et plusieurs officiers convalescents¹.

A bord de la *Concordia*, plusieurs centaines de malades avaient été embarqués à Majunga. 43 moururent pendant la traversée².

Les convalescents furent envoyés aux sanatoria établis à Sidi-Fer-ruch et à Birkaden en Algérie, particulièrement réservés aux tirailleurs et aux soldats de la légion étrangère, et à Porquerolles.

Le sanatorium de Porquerolles, en dépit de certaines critiques, est bien installé et d'un séjour agréable et reposant. L'île est admirablement située, vis-à-vis d'une côte enchanteuse, abritée par de nombreux pins, très pittoresque avec ses roches, ses baies claires, où les eaux limpides et azurées battent la rive, rafraîchie par les brises du large.

A Porquerolles, les anémiés respiraient la vie en même temps que l'air de France, loin des marécages empestés, et peu à peu l'obsédante et débilitante fièvre ne secouait plus les malheureux convalescents qu'à de rares intervalles.

Le sanatorium est formé de pavillons à simple rez-de-chaussée surélevés d'un mètre au-dessus du sol et construits en briques. Une véranda spacieuse entoure chaque pavillon, les chambres sont toutes resplendissantes de lumière, blanches et gaies, largement aérées; les fenêtres, donnant sur la mer bleue, du plus riant aspect.

Le matériel de couchage est irréprochable de propreté, les lits sont suffisamment espacés les uns des autres.

« Nous arrivons au réfectoire, écrit un visiteur³. Les convalescents sont à table. Bien que très pâles encore pour la plupart, ils mangent avec un appétit et un entrain joyeux du meilleur augure.

« La nourriture est, avec une légère variante, celle de l'ordinaire des troupes en garnison; chaque convalescent touche matin et soir une ration de vin.

« A ceux des convalescents dont l'état de santé exige un régime spécial — ils sont une douzaine — la cuisine de l'infirmerie fournit des aliments choisis ordonnés par le docteur.

« L'inépuisable charité des Dames de France permet d'agrémenter

1. Il avait à bord 219 passagers, dont MM. Hugon, Brezzi et Denoxdeniers, capitaines d'infanterie de marine; Canal, lieutenant de vaisseau; Bonin, médecin de la marine; Guilloteau, pharmacien, Alquier, vétérinaire.

2. Voici les noms de ces malheureuses victimes du devoir :

200^e régiment: Gerbelot, Ponsard, Ungemach, Issaly, Come, Allard, Cuvillard, Chavigne, Craun, Pradal, de Parguette, Dellais, Drahomet, Saint-Hillol, Arsène, Chauvet, Rocher, Chevid, Cloarec, Co-rentin, Fraissines.

Génie: Carbonneau, Guillet, Crétin, Mnsel, Lombard, Elio, Chempin, Bossière, Vergnes

40^e chasseurs: Darlier, Durand, Laurent Michel.

58^e d'artillerie: Lhopital et Charlot.

Un ouvrier d'administration, Vermolet, et cinq kabyles convoyeurs.

3. Lettre publiée par l'*Echo de Paris*.

d'une foule de petites douceurs appréciables le menu de nos braves Malgaches.

« Un détachement du 111^e de ligne assure la discipline.

« L'emploi du temps est ainsi fixé :

« Tous les jours, de six à neuf heures du matin, les convalescents armés d'une canne font à travers les pinèdes de l'île une promenade hygiénique, accompagnés d'un sous-officier et de quelques soldats de la petite garnison, qui ont pour consigne de les empêcher d'aller boire des alcools dans les débits du village. Pendant toute la journée, ils sont absolument libres de leur temps : une bibliothèque, des jeux et la sieste leur permettent de ne pas trop s'ennuyer. Le soir, avant le dîner, de 4 à 5 heures, promenade apéritive le long de la plage sablonneuse, pêche et baignade dans les eaux tièdes et bienfaisantes de la Méditerranée.

« Le service médical est très bien organisé. A Porquerolles, aucune limite de temps n'est assignée aux militaires que leurs corps envoient pour s'y rétablir ; ils ne sortent de l'île qu'en parfaite santé. »

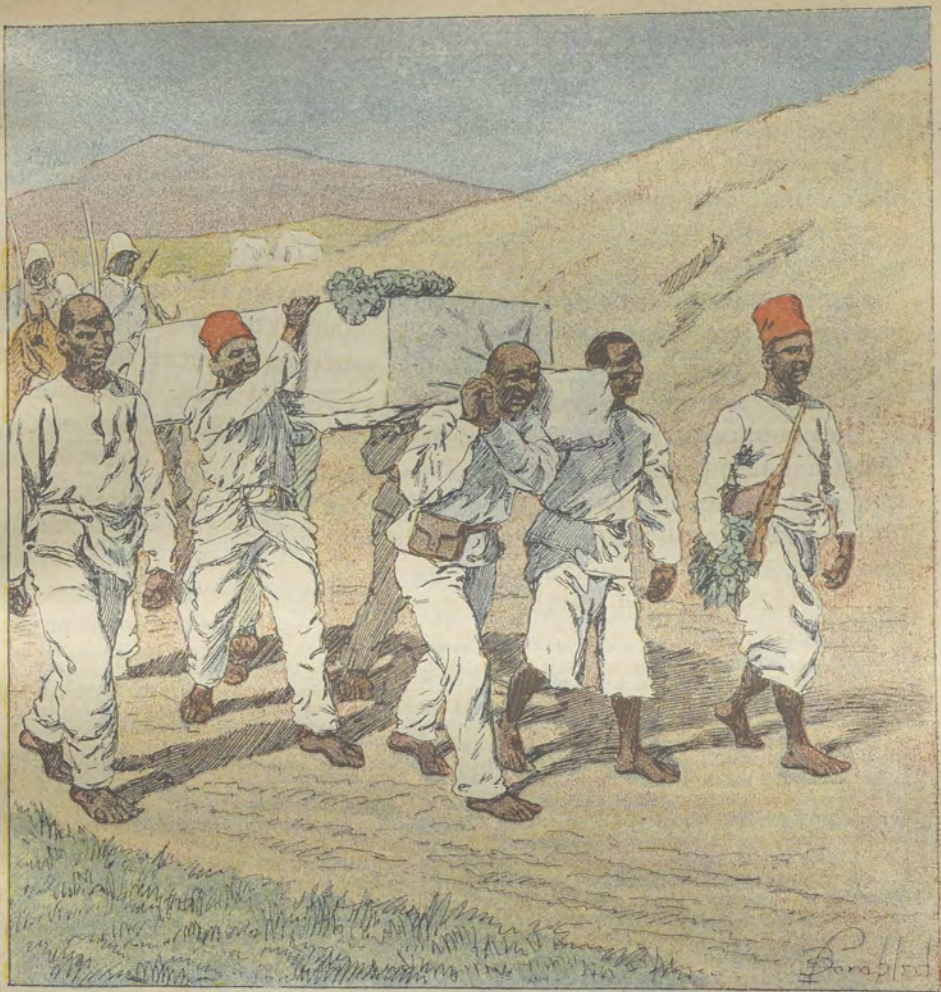
Dans les derniers jours de septembre, quelques semaines avant la rentrée des chambres, le ministre de la guerre résolut de visiter les différents hôpitaux du 15^e corps et sanatoria, où étaient recueillis et soignés les malades rapatriés de Madagascar.

Le général Zurlinden quitta Paris le 27, avec son sous-chef de cabinet, le lieutenant-colonel de Reviers, du commandant Bourotte et du capitaine Bessières, officiers de son état-major ; le médecin-inspecteur, général Dujardin-Beaumetz, l'accompagnait. Il s'embarqua tout d'abord pour l'île Sainte-Marguerite où les ordres furent donnés pour l'aménagement de la prompt installation de bâtiments confortables, destinés à recevoir plusieurs centaines de rapatriés.

Le ministre se rendit de là à Toulon, et le lendemain à Porquerolles. La consigne était d'éloigner la presse, d'écarter les correspondants de journaux, venus nombreux pour suivre ce triste voyage ministériel. Le gouvernement s'imaginait ainsi empêcher certains journaux d'affoler l'opinion ; mais, en réalité, une telle consigne irritait, elle soulevait des protestations et inquiétait le public, toujours persuadé, non sans motif, que le gouvernement lui cache la vérité.

A Marseille, le ministre fut reçu dans la cour de l'hôpital par M. Dubusseau, médecin inspecteur du 15^e corps et par ses aides. Il parcourut les salles, questionna des malades, s'enquit de leurs services, de leurs souffrances et de leurs désirs.

Il leur annonça qu'ils seraient dirigés, afin d'y achever leur convalescence, sur le sanatorium de Porquerolles. Cependant beaucoup de malades ne dissimulaient pas leur répugnance pour un nouvel embarquement. Ils exprimaient le vœu d'être prochainement renvoyés dans leurs familles. On dut expliquer à tous qu'ils ne seraient pas



Un enterrement à Tsarasaotra.

aussi bien soignés, qu'ils se rétabliraient moins vite au pays natal qu'à Porquerolles, dont le climat est vraiment sain, excellent surtout pour les fiévreux.

Afin de mieux convaincre les malades de la bonne installation du sanatorium et de dissiper leurs appréhensions, le ministre décida qu'un certain nombre de ceux qui étaient hospitalisés à Marseille et en bonne voie de guérison, feraient le voyage de Porquerolles, avec liberté de revenir ensuite si le séjour ne leur convenait pas.

Un des soldats auxquels s'adressait le général Zurlinden, enhardi par la bienveillance du ministre, lui dit avec la même liberté que celle des grognards de la grande armée vis-à-vis de l'Empereur :

— Mon général, j'ai treize ans de services, j'ai fait les campagnes

du Soudan, du Dahomey, de Madagascar, me conduisant partout en bon soldat. Est ce que cela ne mérite pas la médaille militaire?

Le ministre sourit, fit prendre le nom du soldat et promit d'examiner sérieusement la demande.

Cette visite du général Zurlinden aux rapatriés de Madagascar était nécessaire¹.

Le ministre fut rappelé à Paris, avant d'avoir pu visiter les dépôts de convalescents de Sidi-Ferruch et de Birkandem situés près d'Alger et créés spécialement pour recevoir les soldats du régiment d'Algérie rapatriés, tirailleurs, légionnaires et les convoyeurs kabyles.

Les voyages à Toulon, à Marseille et aux îles d'Hyères ne produisirent pas tout l'heureux effet moral espéré. Les bruits les plus pessimistes circulèrent plus que jamais au sujet des négligences et des fautes de l'administration. L'impression produite par les débarquements périodiques de malades était navrante².

1. Cependant, bien des plaintes et des protestations légitimes étaient encore formulées. On en jugera d'après la lettre suivante, adressée à M^{me} Adam, directrice de la *Nouvelle Revue* et communiquée par elle à M. Henri Rochefort, lettre datée de Suez, 19 septembre :

« Tout ce que j'ai vu et appris ici n'est pas bon à dire partout. Il y a évidemment un danger à rendre compte des souffrances qu'endurent les rapatriés de Madagascar ; ces récits peuvent décourager les parents. Mais, d'autre part, il est des faits si graves qu'il faut avoir le courage de les dire.

« Je vous décrirai ce qui s'est passé sur le dernier paquebot qui a fait escale ici, le *Concordia*, dans la nuit de lundi à mardi dernier.

« Installé en bateau-hôpital, dans des conditions absolument insuffisantes, le *Concordia* ramenait environ 500 à 600 malades dont la plupart, sans couchette, sans matelas, sans draps, étaient roulés dans des couvertures sur les planches de l'entrepont.

« Trente étaient mourants, presque tous atteints de dysenterie et de scorbut.

« Six de ces pauvres soldats, qu'il n'y avait aucun moyen de sauver dans de telles conditions, ont été débarqués et portés à l'hôpital de Suez par ordre du consul de France, M. Dejoux, et par les soins du Comité de secours aux blessés de terre et de mer, dont une branche, composée de dames françaises, fonctionne ici.

« Mais voici où commence l'horrible :

« En les débarquant, on n'a donné aucune feuille, aucune note constatant l'identité des malades. On a débarqué des colis humains, rien de plus.

« Râlant, hors d'état de parler, on ignore encore leurs noms.

« On enterre l'un d'eux aujourd'hui. Je vous envoie un décalque du bulletin circulaire envoyé par le consul. C'est un document lugubre et terrible. Les cinq restants vont probablement mourir aussi. Ils sont au plus mal.

« Il y aura donc, au cimetière de Suez, six croix sans noms.

« Il y aura, en France, six familles qui longtemps encore attendront leurs enfants, dont les os blanchiront sous le sol d'Afrique.

« A qui incombe la responsabilité d'énormités pareilles, d'une si criminelle insouciance ?

« Je sais qu'au moment du débarquement, il fallut agir en hâte. Mais pourquoi chaque soldat ne porte-t-il pas cousus dans sa vareuse, quand il est valide, ou autour du cou, dans un étui, une feuille contenant les désignations d'identité nécessaires ?

« Dans le cas où l'on mettrait en doute la véracité des faits, ils peuvent être attestés par les dames de l'œuvre que je cite plus haut. Au reste, le décalque que je vous envoie est éloquent :

J. H. B.

SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE DE SUEZ

Monsieur le consul de France a la douleur de faire part à ses nationaux du décès d'un des soldats revenant de Madagascar et débarqués du vapeur *Concordia*.

Les obsèques de ce serviteur du pays auront lieu à quatre heures de l'après-midi.

On se réunira à l'hôpital français de Suez.

Suez, le 13 septembre 1895.

Le président,
J. DE LA NOE.

2. Un nombre restreint de personnes assistent à Marseille ou à Alger, écrivait-on à la *Patrie*, au débarquement de ces épaves de nos colonnes.

« Le hasard nous a mis face à face avec la triste réalité. Avant-hier soir un convoi de rapatriés est arrivé à la gare de Lyon, et si parmi ces pauvres diables il en est du 200^e régiment, détachement de Paris, ils ont dû se rappeler avec un étrange serrement de cœur ce jour où la foule enthousiaste les

En France, la presse, par des correspondances sensationnelles, contribuait donc à entretenir l'inquiétude, une inquiétude souvent même exagérée; mais grâce à elle, bien des abus, bien des fautes et des erreurs étaient dénoncés, et on ne pouvait le regretter.

Quant à l'opinion, elle était évidemment parfois trop prompte à s'émouvoir. Quelques-uns mêmes, — des stoïques, sans doute — l'accusaient de sensiblerie.

Pourquoi, disaient-ils, tant d'impressionnabilité? Peu s'en faut que nous n'assistions, sur la foi de renseignements souvent douteux, à une véritable panique. Et cependant, rappelons-nous d'autres campagnes.

Les souffrances du soldat alors ne furent pas moins vives. Ne considérons pas que tout est perdu, parce que les hôpitaux de Madagascar reçoivent beaucoup de fiévreux et que certains corps ont laissé en route les deux tiers de leur effectif.

Des armées françaises ont subi de non moins rudes et même de plus terribles épreuves.

La guerre aux colonies a toujours imposé de lourds sacrifices. A Saint-Domingue, au commencement du siècle, l'armée envoyée là-bas par le premier consul, sous les ordres du général Leclerc, fut décimée bien plus cruellement que celle de Madagascar.

« Nos hôpitaux sont toujours encombrés, écrivait Leclerc à Davout le 14 thermidor an X, mes généraux de division sont tous au lit, et la majeure partie de mes généraux de brigade; mon ordonnateur est très malade et mon administrateur assez mal.

« Les employés et officiers de santé sont morts en grande partie. La marine est écrasée. La maladie fait des ravages affreux à bord des bâtiments. Je serai bientôt sans argent, et ce n'est que les douanes qui me rendent six cent mille francs par mois. »

« La position n'est pas bonne, écrit le même général le 5 vendémiaire de l'an XI, mon armée entière est morte ou mourante... »

escortait triomphalement, au milieu des pluies de fleurs et des vivats, jusqu'au train qui allait les conduire au camp de Sathonay.

« Ils font positivement peine à voir, les malheureux. Ce ne sont pas seulement les fièvres paludéennes qui ont imprimé leur stigmate sur ces fronts jeunes, vieillis par la souffrance et les fatigues: c'est la misère. Les yeux sont caves, la peau parcheminée, les joues creusées, les épaules courbées comme par un invisible fardeau.

« L'impression produite est celle-ci: ces gens ont souffert de la faim.

« Au point de vue purement humanitaire, ce retour en masse d'êtres qu'on rapatrie ainsi que des condamnés après leur peine achevée, sans vêtements, sans souliers, livrant le spectacle de leur délabrement aux familles qui les attendent, offre quelque chose de particulièrement attristant.

« Dans ces trains, qui ramènent nos pauvres petits coloniaux, prennent place des étrangers, Anglais, Allemands ou autres. Et la vue de ces spectres que nous rend l'île des fièvres doit leur donner une singulière opinion de notre organisation coloniale.

« Il existe, du reste, des prescriptions absolument formelles, relatives aux effets qui doivent être remis à un homme se rendant en congé de convalescence ou en congé définitif. Les vêtements, bien qu'appartenant à ceux dits de troisième catégorie, sont encore présentables.

« Il est admissible que le général Duchesne ne possède pas, dans ses approvisionnements de guerre, des collections d'effets nécessaires pour habiller ceux qui partent. Mais à Marseille, à Toulon, à Alger, des magasins en sont amplement pourvus, et laisser rentrer ou chez eux ou dans les hôpitaux des hommes en un tel état de misère est une manière de procéder qui sera durement jugée. »

Lorsque Toussaint-Louverture à Saint-Domingue, eut capitulé, rendant son épée de dictateur au général Leclerc, il dit aux noirs qui l'entouraient, ses grosses lèvres lippues ébauchant un sourire :

— Les Français sont maîtres du pays, mais je compte sur la *Providence* !

« La *Providence*, c'est le nom du grand hôpital de Port-au-Prince. Le *premier des noirs* ne se trompait guère. La *Providence* lui vint en aide, effroyablement ¹. »

En Algérie, pendant la période de conquête, l'armée française eut à supporter des souffrances inouïes. Rappelons, à ce sujet, quelques passages de la correspondance du duc d'Orléans :

« Mon premier soin, écrit-il en 1839, pendant l'expédition des Portes de fer, en arrivant à Bougie, est de visiter les hôpitaux. C'est hideux, et j'admire la résignation et la patience des malheureux soldats qui sont entassés dans des baraques étroites, sans lit, sans eau, sans vin, sans médicament, sans baignoire et presque sans médecins. »

Et plus tard, il visite Constantine, longtemps après la prise de la ville. Celle-ci est occupée par une garnison.

« Rien n'a été fait, écrit le prince, depuis deux ans pour améliorer la situation des hommes. Les malades sont dans une situation horrible. Les deux tiers n'ont pas de lit, les trois quarts n'ont pas de matelas, quelques-uns sont en plein air dans les galeries mauresques, beaucoup sous la tente.

« Une partie des bâtiments affectés aux hôpitaux tombent en ruine et s'écrouleront sur la tête des malheureux qu'ils abritent. Une seule cuisine centrale, pour tous les hôpitaux disséminés en ville, distribue partout des aliments froids. La concentration des troupes ayant fait évacuer les malades des camps qui, dans cette année désastreuse, sont près de quatre fois aussi nombreux que dans les années précédentes, les hommes sont trop serrés partout et manquent d'air...

« Ce qui contribue plus encore que le climat et l'année mauvaise à donner une si grande quantité de malades, c'est l'état du casernement. Les soldats sont logés çà et là en ville dans des maisons occupées le lendemain de l'assaut, qui manquent toutes d'air, d'écoulements pour les eaux, de latrines, plusieurs d'entre elles sont déjà tombées par terre...

« La garnison entière couche depuis deux ans sur la terre avec la couverture de campement. Dans tous les pays et par tous les temps, la prolongation de cet état donnerait des malades, à plus forte raison ici. »

¹. Jules Claretie.

Enfin, le duc d'Orléans fait ce tableau lamentable dans une lettre ultérieure :

« Les deux bataillons qui forment la garnison sont réduits de 500 hommes chacun à 80 en état de faire le service, et sur 1.000, 50 à peine ont été exempts de fièvres pernicieuses qui ont coûté la vie à 3 officiers et à 80 soldats.

« ... Il y a en ce moment, ici 120 malades entassés sous des tentes, sans matelas avec un seul sous-aide pour tout le personnel de santé et 5 bidons pour tous ustensiles. »

Bouffarick, aujourd'hui si prospère, a été le tombeau de plusieurs générations de soldats. La première garnison de Milianah a disparu presque entière, et, lorsqu'on l'a relevée, un seul homme, le capitaine du génie Tripiet, a pu montrer l'état des lieux au général Changarnier.

A Madagascar même, soixante-six ans plutôt, en 1829, nous avons déjà subi des pertes cruelles.

Dans la *Revue des Deux-Mondes* de 1833, un colonial de l'époque, Théodore Lacordaire (le frère du célèbre dominicain) a publié la chronique et la critique de cette expédition de 1829 organisée par le gouvernement de Charles X. Là encore, écrit M. Claretie, en rappelant ce curieux article, les fautes d'aujourd'hui, les éternelles fautes furent commises, comme s'il était dit que l'expérience en politique et en guerre, comme en amour, est une science qui coûte terriblement cher et qui ne sert à rien.

« Faut-il citer Lacordaire ? Il semble que son article soit écrit pour un journal de ce matin :

« Le reste de l'année se passa sans apporter aucun changement à Madagascar ; mais la famine fut toujours croissant... Aucun approvisionnement n'arrivant de la grande terre, on fut obligé de tirer des vivres de Bourbon, qui, à son tour, les achetait à grands frais à Maurice. » Les blancs étaient rationnés. Mais les Malgaches renfermés dans la presqu'île de Tintingue, où nous étions cantonnés, se hasardaient, pour se nourrir, à sortir de l'enceinte fortifiée à chasser après, avoir pêché, et les Hovas les massacraient alors. On dévora, pour lutter contre la faim, des écorces d'arbre. Les pères vendaient leurs enfants pour une poignée de riz, pour rien, pour qu'on les nourrit. Cela en 1830.

« Et les Hovas n'étaient pas l'ennemi ridicule dont on veut bien dire que ce sont de simples mannequins opposés à nos soldats. Ils sont braves, ces marchands, car ce sont surtout des marchands, improvisant des boutiques dans leurs camps et se vendant leurs produits les uns aux autres. Ils donnèrent jadis des exemples de courage. « On les a vus plusieurs fois, dit Th. Lacordaire, se faire tuer en défendant quelques méchantes pièces d'artillerie de marine qu'ils avaient

encastées dans les troncs d'arbre, et qui ne pouvaient tirer qu'un seul coup. » Pourquoi seraient-ils moins intrépides aujourd'hui qu'ils ont des canons à l'euro péenne ?

« Mais ce ne sont pas eux que nos troupiers redoutent. En 1830 aussi, les Hovas, gagnant du temps, promettant la paix, laissèrent au climat de leur île le soin de combattre pour eux. »

La *Revue Bleue* faisait de son côté, au sujet des pertes éprouvées par le corps expéditionnaire à Madagascar, de judicieuses réflexions et constatations, à l'appui de celles que nous venons d'indiquer :

« ... Qui donc a pu jamais croire qu'une campagne guerrière aurait lieu sans décès, et par conséquent sans deuils privés ? Les mots guerre, mort, deuil, sont en pleine corrélation. Toutefois, dans les guerres coloniales, les maladies sont plus redoutables que le feu de l'ennemi, à tel point que les Anglais, depuis l'expédition de 1874 contre les Achantis, donnent à de telles guerres non pas le nom d'expédition militaire, mais celui beaucoup plus exact et tout à fait expressif de « campagne médicale ».

« Et d'ailleurs, même en Europe, les maladies ont été toujours le grand ennemi des armées en campagne. En Crimée, en 1854, avant qu'aucune opération de guerre fût commencée, avant même l'apparition du choléra, sur les 55,000 premiers débarqués, 5,500 étaient entrés aux hôpitaux. Les malades appartenaient tous aux plus jeunes classes. A l'heure actuelle, avec le nouveau mode de recrutement, il n'y a plus que de « jeunes classes » ; il est donc tout naturel que le 200^e de ligne, le 40^e bataillon de chasseurs, les détachements du génie, tous composés de très jeunes soldats, fournissent un nombre considérable de malades. Pour en finir avec les renseignements relatifs à la Crimée, sur 309.268 hommes engagés, il y eut 100,000 morts par maladies et seulement 20,000 morts sur les champs de bataille.

« En 1859, pendant la guerre d'Italie, on opérait en pays salubre ; cependant, depuis le passage des Alpes jusqu'au commencement des hostilités, du 26 avril au 26 mai, il y eut 9,582 malades sur moins de 100,000 hommes. Pendant l'occupation de Rome, de 1850 à 1866, la proportion, dans les corps français, des malades atteints de fièvres intermittentes était de 500 sur 1,000. Cette proportion est encore dépassée, et de beaucoup, dans l'armée anglaise aux Indes, malgré les précautions hygiéniques de premier ordre prises par les autorités supérieures.

« En Cochinchine (1861-1862), sur 2,500 hommes, en un an, il y eut 1,819 entrées aux hôpitaux. Tous les soldats y entrèrent, et un grand nombre plusieurs fois.

« Durant la campagne de Tunisie, sur 1,000 soldats, on en comptait aux hôpitaux pour fièvre typhoïde, 170 ; pour fièvre palustre, 163.

« C'est une opinion classique dans la médecine d'armée qu'en

toute guerre, dans les pays tropicaux, les deux tiers des contingents européens non acclimatés sont fondus avant le commencement des opérations. Ce n'est pas là une doctrine secrète : elle est enseignée dans tous les cours, imprimée dans tous les livres ; et il est à présumer que tout le monde était d'accord sur ce point avant d'entamer l'expédition. »

Les fautes, les incuries du passé n'excusent certes pas celles du présent ; mais elles témoignent qu'à d'autres époques, même avec une armée particulièrement aguerrie, composée de soldats accomplissant de longues années de service, les souffrances, les pertes et les déboires étaient déjà cruels.

Peut-être le pays prêtait-il alors moins d'attention à ces épreuves de nos armées parce qu'il était beaucoup moins renseigné qu'aujourd'hui et aussi parce que l'armée était plus isolée dans la nation, parce que le service obligatoire pour tous (avec ses avantages et ses inconvénients) n'existait pas.

Reconnaissons, du reste, que, si l'impatience et l'inquiétude étaient vives en France en 1895 au sujet des événements de Madagascar, aucun symptôme de découragement ne se manifesta dans l'armée.

Les officiers continuaient à solliciter, beaucoup trop nombreux, étant donné le chiffre des postes vacants, la faveur d'aller remplacer à Madagascar les camarades vaincus par le climat.

En septembre 1895, furent désignés pour les hôpitaux et ambulances du corps expéditionnaire :

Médecins-majors de 1^{re} classe : MM. Demandre, au 157^e régiment d'infanterie ; Sacreste, au 1^{er} régiment d'infanterie ; Schmit, au 10^e régiment d'infanterie.

Médecins-majors de 2^e classe : MM. Baret, au 6^e régiment de chasseurs d'Afrique ; Gehen, aux hôpitaux militaires de la division d'Alger ; Bosc, au 29^e bataillon de chasseurs à pied ; Armynot du Châtelet, au 2^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique ; Beylier, au 5^e régiment de chasseurs d'Afrique.

Médecins aides-majors de 1^{re} classe : MM. Jacquet, au 13^e bataillon de chasseurs à pied ; Rossi, aux hôpitaux militaires de la division d'Alger ; Lions, au 32^e régiment d'infanterie ; Dellac, au 33^e régiment d'infanterie ; Cambours-Mouflet, aux hôpitaux militaires de la division d'Oran ; Culin, au 4^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique ; Lehmann, au 29^e régiment d'artillerie.

Quatre religieux de la congrégation du Saint-Esprit s'embarquèrent à Marseille comme aumôniers militaires et infirmiers auxiliaires à bord des transports rapatriant les malades de Madagascar : les Pères Cudenec, Jauny, Hattler et Reignat.

Le Père Cudenec est un ancien vicaire général en retraite de la Martinique. Les Pères Jauny et Hattler ont fait tous deux à Maurice un

séjour d'une vingtaine d'années. Quant au P. Reignat, c'est un ancien soldat, ayant fait la campagne de 1870-71 dans un corps de francs-tireurs.

Fait prisonnier par les Allemands, il parvint à s'évader et c'est seulement après la guerre qu'il entra au séminaire. Le Père Reignat est longtemps resté à Cayenne.

Les médecins de la marine sollicitaient, eux aussi, fort nombreux, l'honneur d'aller remplacer à Madagascar les camarades rapatriés ou alités dans les hôpitaux.

L'émulation patriotique, l'esprit de dévouement et de sacrifice, la bravoure sont toujours les premières qualités de notre armée et de notre race ; ils sont aussi ardents, aussi vifs dans le corps de santé que parmi les officiers combattants.

CHAPITRE XXV

Andriba.

Le commandant en chef. — Son caractère froid. — Campagnes d'antan. — Généraux entraîneurs d'hommes. — Ordre à la brigade Metzinger. — Composition de la colonne opérant contre Andriba. — Marche difficile dans les montagnes. — Travaux de route. — Arrivée d'un prince comorien au quartier général. — Devant Andriba. — Canonnade du 21 août. — Occupation du camp hova. — Dépêches et notes officielles. — La situation.

L'attaque d'Andriba était imminente; mais le général Duchesne fidèle à sa tactique depuis le début de la campagne, ne voulait rien brusquer. Il n'agirait qu'à coup sûr et lorsque son artillerie serait en mesure de canonner les positions hovas et de forcer l'ennemi à la retraite. Le commandant en chef, — qui n'est certes pas un metteur en scène à la façon de tant d'autres généraux très braves, mais aussi fort habiles en l'art de présenter comme des opérations géniales les moindres évolutions, les moindres actions de guerre, — n'adressait à Paris que de trop sobres dépêches, indiquant ses mouvements et les positions qu'il occupait, desquelles il était impossible, même avec beaucoup d'imagination, de tirer des récits à effet.

On reprochait donc au général Duchesne trop de froideur. Le Français a du goût pour la mise en scène qu'il ne faut pas dédaigner outre mesure.

La plupart des illustres généraux de notre pays qui ont accompli de grandes choses, et qui auraient mené, comme on dit, leurs soldats au bout du monde et même dans l'autre monde, étaient aussi des manieurs d'hommes incomparables, sachant à propos frapper les



L'artillerie de montagne bombarde les positions hovas d'Andriba.

esprits, mettre en relief, en lumière, les moindres actions, parler aux troupes un langage entraînant, poétiser et rehausser la vie militaire.

Bonaparte n'eut pas le seul mérite de diriger en grand capitaine l'admirable campagne d'Italie, il la fit connaître au pays, au monde entier, en des ordres du jour retentissants qui exaltèrent le prestige de la France; il persuada au plus humble soldat de son armée que tout combattant sous les ordres d'un tel chef était un héros, faisant trembler les rois de l'Europe.

En Algérie, Bugeaud eut, lui aussi, l'art d'entraîner le troupier, de lui demander beaucoup et d'obtenir davantage encore par d'habiles paroles. Chaque soldat était fier de suivre le père *la Casquette* à l'armée d'Afrique.

En Crimée, Canrobert, grâce à une sollicitude paternelle, Bosquet, grâce à une ardeur, à un entrain communicatif, se distinguèrent, eux aussi, comme des chefs sachant en toute occasion redresser, comme on l'a dit depuis, le pompon du troupiers.

Rappelons enfin une de nos expéditions coloniales les plus célèbres : la campagne de Chine. Elle fut brillante entre toutes, popularisée par des récits fantastiques. Nos soldats faisaient là-bas du merveilleux, renouvelaient les plus fameux exploits des héros de l'antiquité. La guerre n'apparaissait plus que comme une épopée, et ses misères inévitables disparaissaient. Elles étaient en quelque sorte négligeables, tant les hauts faits, les aventures, les victoires remportées un contre dix étonnaient les imaginations. La mise en scène de la campagne de Chine fut parfaite, et cette campagne est restée légendaire.

A Madagascar, le général Duchesne, ennemi de la fantaisie, ne recherchant pas la popularité, homme de devoir, mais peu enclin à l'enthousiasme, ayant horreur du bruit, n'avait rien fait, disait-on, pour entretenir dans l'armée le feu sacré du départ, les sentiments ardents surexcités par les manifestations de Paris, de Lyon et de Marseille. Il avait pris possession de son commandement en quelque sorte incognito, et il l'exerçait sans le moindre tapage¹.

Beaucoup d'officiers regrettaient que le commandant en chef ne fût pas plus expansif. Un général en campagne peut toujours se montrer familier avec ses soldats sans déchoir, sans perdre de son prestige.

— Nos hommes, disait-on, sont venus à Madagascar, entraînés par l'esprit d'aventure et dans l'espoir de combattre. Or, depuis le débarquement, les déceptions ne leur sont pas ménagées. On les a transformés tout d'abord en débardeurs, en portefaix, puis en canton-

1. Le *Gaulois* rappelait qu'en 1861, le commandant en chef de l'expédition de Chine avait failli prendre le commandement d'une expédition à Madagascar :

« La campagne de Chine, tout à l'honneur de nos armes, venait de prendre fin. Le général de Montauban avait été fait comte de Pali'ao, — il craignait un instant, soit dit en passant, que l'empereur ne le fit duc de Peking, ce qui eût provoqué les sourires des militaires, — et il se disposait à rentrer en France, lorsqu'il reçut une lettre du ministre de la guerre.

« Le général Randon informait le général de Montauban que, désireux de lui donner un nouveau témoignage de sa confiance, l'empereur comptait le charger — en manière d'escale — de diriger une expédition projetée à Madagascar.

« Il y eut tout naturellement entre les deux généraux une correspondance très suivie, et dont il ne serait pas malaisé de retrouver la trace dans les archives du ministère de la guerre. Le général de Montauban acceptait avec reconnaissance, mais, *comme toujours*, à la condition expresse qu'il serait muni de pleins pouvoirs : seul il entendait être responsable de tout.

« Il se mit en rapport avec les différents services compétents : marine et colonies.

« Il s'informa de ce que coûterait tel transport, du lieu où l'on pourrait élever des baraquements pour les convalescents, du nombre de bâtiments qu'on mettrait à sa disposition pour les transformer en hôpitaux flottants, des munitions qu'on lui fournirait et qu'il trouverait à tel endroit, à tel jour et à telle heure... Lorsqu'il était parti pour la Chine, il savait que les chevaux nécessaires à l'expédition lui seraient envoyés du Japon, les voitures de Manille et les pommes de terre de Californie. De même, pour Madagascar, il entendait ne marcher qu'à coup sûr et après avoir tout combiné et tout prévu.

« Le général de Montauban fit montre, à cette occasion, nous dit un témoin oculaire, d'une activité prodigieuse. Pas un chef de service, pas une personne à même de lui fournir d'utiles indications qui n'ait été alors mis à contribution. Si l'expédition de Madagascar en 1861 avait été possible, on peut être assuré que rien n'eût été laissé au hasard. »

niers et en bêtes de somme. Ils ont accompli sans murmurer ces diverses besognes. Mais pourquoi le général n'a-t-il pas expliqué, en proclamations s'adressant au cœur et à l'esprit de la troupe, que ces tâches modestes et sans éclat, que ce métier de maître Jacques était noble et grand, puisque le soldat français se faisait le pionnier de la civilisation ?

Les légions romaines maniaient la pelle et la pioche aussi habilement que la lance et l'épée. Les fantassins de Bugeaud en Algérie remuaient la terre, faisaient des routes avant et après le combat et ne croyaient pas déroger.

Le général Duchesne n'avait pas cru devoir rappeler ces grands exemples ; il évitait soigneusement de prononcer une parole excessive. Il semblait avoir pour but de faire parler de lui le moins possible.

— On n'accusera pas notre chef, disaient entre eux les officiers, de vouloir jouer les Bonaparte et de se préparer à Madagascar une rentrée triomphale en France. Il ne portera ombre à personne.

En appelant à l'avant-garde la 2^e brigade, le général Duchesne avait cependant adressé à ses troupes l'ordre du jour suivant :

ORDRE GÉNÉRAL N° 59.

« Au moment où, suivant la disposition du programme général de marche du corps expéditionnaire, la 2^e brigade, retenue trop longtemps contre son gré dans la zone de l'arrière, prend à son tour la tête du mouvement en avant, le général commandant en chef tient à exprimer à la 1^{re} brigade sa satisfaction pour la façon dont elle a accompli, depuis près de trois mois, sa mission d'avant-garde. Il associe tout particulièrement à ses félicitations les compagnies du génie, qui ont accompli sur le chemin déjà parcouru des travaux techniques considérables et ont subi, par ce fait, de cruelles réductions d'effectifs.

« L'une et l'autre des deux brigades du corps expéditionnaire vont maintenant alterner périodiquement dans ce rôle, que rend singulièrement plus laborieux l'obligation de poursuivre sans relâche la construction de la route. Elles rivaliseront de zèle dans ce travail pénible, mais indispensable au succès final, et continueront de faire preuve de l'esprit de dévouement et de l'ardeur au travail qu'elles n'ont cessé de montrer dans le secteur affecté à chacune d'elles, depuis qu'il est devenu nécessaire de le leur imposer.

« Le général commandant en chef ne laisse pas ignorer, d'ailleurs, à MM. les ministres de la Guerre et de la Marine l'étendue des efforts et des sacrifices que cette obligation impose aux troupes du corps expéditionnaire.

« Camp des Sources, le 2 août 1895.

« *Le général commandant en chef,*
« Signé · CH. DUCHESNE. »

Le commandant en chef rendait justice à cette 1^{re} brigade, vraiment admirable d'abnégation, de dévouement et de courage depuis le début de la campagne.

« Qu'on le sache bien en France, pouvait écrire sans aucune exagération un correspondant témoin des travaux de nos soldats, les troupiers ont fait des prodiges, et s'ils n'ont pas eu encore assez d'occasions de se battre, ils ont accompli des miracles d'un courage non moins méritoire que l'autre en creusant la terre, en faisant des remblais, en traversant des forêts sous un climat comme celui de Madagascar.

« Il y en a qui sont morts à la peine, à cette peine obscure, mais il faut saluer leur souvenir avec respect. On s'est trouvé là en face d'une nécessité inéluctable : remuer la terre. Puisque les bras indigènes manquaient, il fallait ou faire faire les travaux par nos troupes, ou renoncer momentanément à l'expédition.

« En définitive, c'est la brigade de la guerre qui aura eu la partie la plus ingrate de l'expédition, l'ouverture de la marche dans ces terribles zones basses de l'île. Elle a fait noblement et largement tout son devoir. »

Elle devait, du reste, continuer à prendre part aux opérations actives et bientôt combattre de nouveau au premier rang.

La colonne conduite vers Andriba par le général Duchesne était, en effet, ainsi composée de troupes de la 1^{re} et de la 2^e brigade :

1 ^{er} et 3 ^e bataillons du 13 ^e d'infanterie de marine, soit	1.200	hommes
1 bataillon de tirailleurs maïgaches.	660	—
2 compagnies de tirailleurs haoussas.	340	—
2 batteries de montagne d'artillerie de marine.	130	—
1 bataillon de légion étrangère.	500	—
2 bataillons de tirailleurs algériens.	1.200	—
3 ^e bataillon du 200 ^e régiment.	430	—
16 ^e batterie de montagne du 38 ^e	40	—
Total.	4.500	environ.

Ces troupes étaient sous les ordres de trois généraux et de plusieurs colonels.

Tous les services activaient la concentration à l'avant des vivres et du matériel vers Soavinandriana, en attendant que cette concentration pût s'opérer à Andriba même.

Les Sakalaves et les Haoussas travaillaient seuls à la route. Ces soldats noirs, habitués au soleil et au climat du pays, résistaient mieux que les Européens et même que les tirailleurs du régiment d'Algérie.

La piste carrossable pour voitures Lefebvre serait, d'ailleurs, prochainement abandonnée. On renoncerait enfin aux travaux

de terrassement pour arriver plus tôt en Imerne et à Tananarive.

Le 18 août, le général Duchesne écrit au ministre de la guerre (lettre datée du camp, cote 750, près d'Andriba):

« D'Andriba, je pense partir avec une colonne légère pour me porter sur Tananarive, où je compte arriver en 15 ou 16 jours de marche. Dans ce but, il me faut accumuler au moins 20 jours de vivres à Andriba, et je crains que la réunion de ces approvisionnements ne me demande un certain temps, d'autant plus que le terrain est tellement difficile, les pentes tellement raides, que les convois ont beaucoup de peine à circuler et que mulets et conducteurs commencent déjà à être très fatigués.

« Je ne compte toutefois pas attendre le complet achèvement de la route pour chasser les Hovas d'Andriba où ils paraissent nombreux et où ils sont fortement établis sous le commandement du prince Rabatra, ministre de la guerre.

« Je partirai donc le 21 avec trois bataillons et demi de la 2^e brigade (général Voyron), et 1 bataillon de la 1^{re} en réserve, pour attaquer l'ennemi et chercher à enlever ses positions. Mon appréhension est qu'il se retire sans opposer de résistance sérieuse, tellement l'échec qu'ils ont subi au Betsiboka paraît avoir produit sur les officiers et soldats hovas, un effet moral qui subsiste toujours.

« J'espère donc être à Tananarive fin septembre, ainsi que je l'ai toujours pensé. J'y arriverai avec quelques jours de vivres seulement, et il me faudra alors me nourrir sur le pays. En raison de l'éloignement, les ravitaillements ne pouvant plus m'arriver que très difficilement, nous nous contenterons de viande fraîche et de riz. — Les Malgaches vivent avec cela — nous ferons comme eux.

« L'état sanitaire, toujours médiocre à l'arrière, se soutient assez bien dans les troupes de l'avant, mais nous avons néanmoins plus de trois mille malades dans les hôpitaux. Comme, sous ce climat, les hommes atteints traînent et languissent sans pouvoir se remettre, le seul parti à prendre est de les rapatrier le plus promptement possible. C'est l'avis du directeur du service de santé et c'est également le mien. »

Le poste d'Andriba, devant lequel était parvenue la colonne expéditionnaire, est situé sur un plateau; il est entouré de murs en pierres sèches et d'énormes rochers dominant le sentier. Il est formé par quelques cases construites sur un sommet étroit. L'ascension du pic est extrêmement difficile, les parois verticales s'élèvent à plus de 200 mètres au-dessus des terres voisines. Les dernières pentes sont de 50 degrés.

Près du contrefort méridional du mont Andriba sont groupés trois villages qui furent riches jadis, mais depuis longtemps déjà à moitié ruinés et presque dépeuplés. Ce sont : Antsahamena, qui compte huit cases; Alakamisy douze cases; Maroharona, vingt cases.

« Le village d'Alakamisy, dit le D^r Catat, était autrefois le siège d'un marché très important, c'était le rendez-vous des caravanes de porteurs, venant les uns de Tananarive, les autres de Majunga. Depuis quelques années, Alakamisy a subi le sort de tous les autres villages du Boeni. Il s'est dépeuplé peu à peu. La crainte de lourdes corvées en est la seule raison; quelques personnes font entrer aussi en ligne de compte les brigands qui rendent très peu sûres les routes, par lesquelles on pouvait y amener des marchandises, mais il ne faut pas oublier que l'existence même de ces *fahavalos* n'est qu'une conséquence immédiate des lourdes corvées qui pèsent sur le peuple, surtout dans ces régions. »

La marche à travers le pays est des plus fatigantes, quelquefois même périlleuse. La position est donc d'une défense facile, puisque les hauteurs à gravir sont presque inaccessibles.

Les Hovas, au nombre de plus de 5.000 hommes, étaient répartis entre divers camps assez bien abrités, et six postes armés de canons, presque tous heureusement en mauvais état.

Le général Duchesne ne recevait que des renseignements assez vagues sur les positions de l'ennemi. Deux indigènes, attachés au service des renseignements, furent envoyés en avant; ils devaient tenter de pousser jusqu'à Tananarive, mais ils furent réquisitionnés en chemin par les Hovas pour porter des munitions à Andriba. Ils revinrent au quartier général français. D'après leur témoignage, quelque peu suspect d'exagération, l'ennemi réunissait dans la région au moins 10.000 combattants. Le général Duchesne ne pouvait guère leur opposer que 3.000 hommes, mais de bons soldats, sur lesquels il avait le droit de compter ¹.

1. Nous empruntons au *Courrier de Bayonne* la lettre suivante, datée du Suberbi-ville, 15 août, adressée par un Bayonnais à ses parents :

« Au moment où vous recevrez cette lettre, je crois que nous ne serons pas bien loin de Tananarive et l'expédition tirera à sa fin.

« Le mauvais temps commençant à montrer le nez, le général Duchesne a vu qu'il fallait activer les opérations, et en ce moment-ci il est question d'arriver à Tananarive pour le 1^{er} septembre, si c'est possible.

« On parle beaucoup aussi d'un ordre du ministre qui aurait paru et dans lequel il serait ordonné que toutes les troupes de la guerre soient embarquées pour le 1^{er} novembre. Vous pouvez penser que cette nouvelle ne nous a pas fait beaucoup de peine. Nous sommes à peu près tous contents d'être venus à Madagascar, mais je crois aussi que le jour où nous le quitterons, nous ne serons pas des plus fâchés.

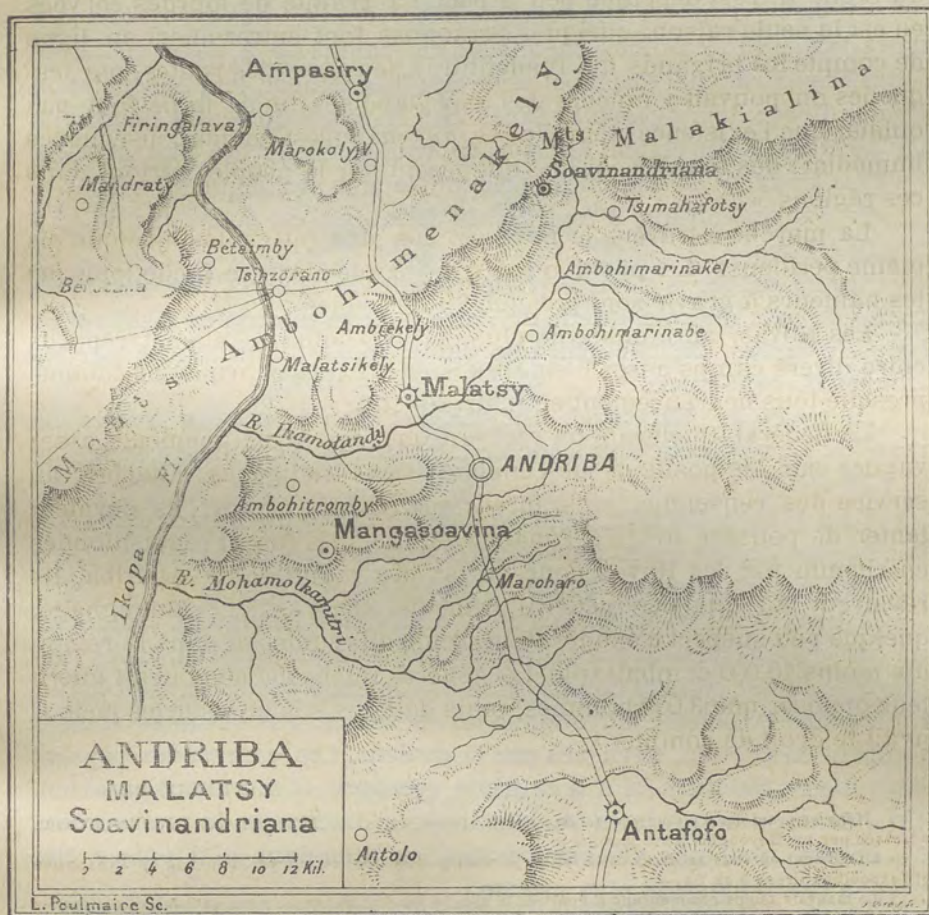
« Encore deux mois ou trois, je vous reviendrai comme une rose si ça continue comme jusqu'à présent. La rose sera peut-être une rose-thé à cause du soleil, mais ça passera, espérons-le. Après ces quelques mois de tribulation, je serai à vos côtés pour trois ou six grands mois. Vous pensez si je fais des sauts quand je songe à cela.

« Le travail, ici, ne nous manque certes pas, et ce repos sera bien mérité. Nous avons, en ce moment-ci, plus de 600 malades en traitement à notre hôpital et, si ce que l'on raconte est vrai, le chiffre des malades répartis dans tous les hôpitaux et ambulances monte à bien près de 5.000. Vous voyez que les infirmiers (nous sommes environ 200) auront bien gagné la médaille militaire dont on les gratifiera.

« A propos de malades, vous me demandez si j'avais soigné le colonel Gillon. Depuis qu'il est parti de Bayonne, je ne l'ai pas revu; il a été soigné dans les hôpitaux qui fonctionnaient à l'époque où il est tombé malade et où notre hôpital n'était pas encore monté. Evacué d'hôpitaux en hôpitaux, il est arrivé à Majunga quand j'y étais, mais il a été dirigé immédiatement sur un bateau-hôpital, le *Shamrock*, et c'est là qu'il est mort sans que jamais j'aie pu avoir de ses nouvelles. »

La position ennemie ne serait, du reste, attaquée de front qu'après avoir été battue en brèche par l'artillerie.

En arrière, les travaux de la route continuent, et chaque jour, ce sont de nouveaux déboires. D'après les calculs précédemment faits, d'après les rapports des voyageurs et des reconnaissances, on estimait qu'il suffirait de bouleverser environ 12.000 mètres cubes de terre de



Majunga à Tananarive pour tracer un chemin carrossable, or, sur un seul point, à la cote 750, près d'Andriba, il fut nécessaire, pour franchir un ravin, de déplacer 6.000 mètres.

Les calculs n'indiquaient qu'un déplacement de 1.500 mètres.

La route à flanc de coteau, était du reste, d'un accès si pénible qu'un convoi de voitures Lefebvre, parti le 15 septembre à quatre heures du matin du camp d'Andjiédjié, ne parvint à 8 kilomètres de là, près du quartier général, qu'à neuf heures du soir. Encore, le long de la montée, avait-on dû doubler les attelages de mulets pour parvenir au but. Plusieurs voitures roulèrent et se brisèrent dans les ravins. Elles étaient

chargées chacune d'environ 200 kilogrammes de vivres ou de munitions.

— Qu'importe, disait-on au quartier général, il est nécessaire, il est prudent de pousser la route jusqu'à Andriba pour y concentrer le plus d'approvisionnements qu'il sera possible d'y traîner ¹.

Et les malédictions de redoubler contre les voitures Lefebvre!

« Défectueuses, écrit un correspondant, ces voitures avec leur poids mort de 260 kilogrammes capables d'en transporter à peine 200, avec leurs brancards mal établis et articulés fragilement, leur construction déséquilibrée, leurs essieux placés trop en avant du centre de gravité de la caisse. Elles étaient faites pour rouler en terrain plat et voilà qu'elles trouvent devant elles le chemin le plus accidenté qui soit. »

De Soavinandriana à Andriba, la distance n'est guère que de 22 à 23 kilomètres.

Sur le sentier s'élève le poste fortifié de Malatsy, où réside en temps de paix un gouverneur militaire, village entouré de fossés et de haies de cactus, difficilement abordable, mais qui fut tourné par les troupes d'avant-garde.

Le trajet de Malatsy à Andriba est d'environ deux heures de marche. Le voyageur doit franchir la rivière de Kamolandy, large de 30 à 40 mètres.

Tout près de là enfin, Andriba dans la vallée du Mamokomita, où l'on ne parvient qu'après avoir gravi une montagne, du haut de laquelle l'artillerie peut utilement bombarder la place.

A travers les rochers, la colonne s'avance lentement, soulevant un nuage de poussière rouge aveuglante, brûlant les yeux et les muqueuses du nez et de la bouche. Une soif intense dévore nos soldats; implacable, le soleil congestionne les cerveaux. Des hommes épuisés tombent en chemin, terrassés par la chaleur. Les camarades passent devant eux, habitués déjà à ce triste spectacle et marchent en avant. Un officier ou un médecin se détache pour interroger le malheureux, lui donner quelques premiers soins, en attendant qu'il puisse être porté à l'ambulance la plus proche.

Les chevaux, les mulets mal nourris sont affamés; ils succombent, eux aussi à la peine. Les officiers assurent à leurs hommes que la colonne trouvera à Andriba, des provisions, du riz en abondance et du paddy pour les malheureuses bêtes de somme qui butent à chaque pas, presque défaillantes.

La route suivie est désolée; au loin, toujours des rochers, des ravins sans verdure; la terre est couverte d'herbe desséchée; plus

1. « Après l'expérience de la cote 750, écrivait-on au *Temps*, on pouvait espérer que la voiture allait être délaissée à jamais; il en a été question un instant; mais, après des calculs minutieux, le nombre des bûts actuellement disponibles a été jugé insuffisant et on continuera à s'en servir, vaille que vaille, jusqu'à Andriba. C'est décidé. Tant pis pour tout le monde! »



Le général Voyron.

de rivières, ni de champs cultivés; mais près d'Andriba, assure-t-on, la contrée est riche. On sait que de grands marchés se tiennent dans la ville, aux confins du Bœni et de l'Imerina. Encore quelques efforts et l'armée pénétrera dans la terre promise! elle se ravitaillera de vi-vres frais sans attendre les convois ni les voitures Lefebvre.

On a été cependant si souvent déçu que les espérances les plus solides sont ébranlées. Le soldat devient fataliste. Mais qu'un coup de feu retentisse à l'avant-garde ou sur le flanc de la colonne, l'allure de tous redevient crâne et fière : on va se battre !

Les Hovas défendront Andriba. Tant mieux! disent les troupiers; nous leur ferons payer cher les souffrances endurées dans ce maudit pays.

Un groupe d'officiers s'avance et gagne la tête de la colonne. C'est le général Duchesne. Près de lui, son chef d'état-major, le général de Torcy. De nombreux officiers suivent. Cette escorte semble nombreuse; elle s'est grossie en effet d'officiers sans emploi à l'arrière et qui voudraient aller à Tananarive.

Depuis Suberbieville, l'état-major fait environ douze kilomètres par jour.

« Plusieurs centaines de mulets bâtés, auxquels sont confiées les cantines des officiers et les caisses de ravitaillement qui leur sont affectées, écrit un correspondant, vont en caravane derrière le groupe galonné. Chaque soir, se dresse le camp. Les tentes de toile rayée rouge et blanche s'alignent, et l'on se prend à évoquer, au bord du marais sans fin, la plage de Trouville et les élégants abris de ses baigneurs. A 6 heures du matin, lever. Sur l'emplacement du camp, qui surgira de nouveau le soir, 12 kilomètres plus loin, le troupière fait parfois quelque trouvaille : fourchette ou pince à sucre en argent. Ce souci du confort dans le moins confortable des pays est en somme d'allure bien française; on ne saurait le blâmer chez des officiers qui ont hérité des plus grands noms militaires. Puis, ce n'est pas tout à fait leur faute s'ils ne jouent guère qu'un rôle de parade. On ne leur en a point assigné d'autre. Tout a été réglé en dehors d'eux. Tout s'improvise cependant, mais en dehors d'eux encore. Leur seul tort personnel est peut-être de se cantonner, déplorant le manque de panache de l'expédition, dans une indifférence au moins apparente à l'égard de ses tristesses. Ils redoutent toute responsabilité et s'abstiennent de toute initiative ¹. »

Le troupière envie et plaisante toujours un peu ses chefs. Le général Duchesne lui paraît bien froid, et cependant le commandant du corps expéditionnaire est un brave soldat, chacun le sait, il n'inspire pas l'enthousiasme, mais toujours la confiance.

Pendant cette marche, les distractions sont rares. Le moindre incident prend l'importance d'un événement.

Quelques jours après le départ de Suberbieville, lorsque le quartier général était près de Soavinandriana, on vit arriver un beau matin, un jeune homme exotique, qui se présenta aux avant-postes et demanda à être conduit au général en chef.

« Grand émoi avant-hier, écrit à ce sujet un des correspondants accrédités près du général Duchesne, M. Fernand Pagès.

« L'amiral Bienaimé, pour faire sans doute une bonne farce au général en chef, lui dépêchait un prince comoréen, qui demandait à servir sous le drapeau de la France.

« Pas banal du tout, le prince Saïd-Ina-Hassan, descendant du pro-

1. Correspondance de l'Illustration.

phète et allié du bey de Tunis; il parle admirablement le français et fait parade de vifs sentiments d'affection pour la France.

« Ce qui est une recommandation pour lui, c'est que son père, le sultan des Comores, a obtenu la croix de la Légion d'honneur pour quatre blessures reçues aux côtés de l'aspirant Bienaimé, il y a quelque temps de cela, en combattant pour la France.

« Son fils veut marcher sur ses traces et a demandé à servir dans les rangs de l'armée française, ce qui lui a été immédiatement accordé par le général Duchesne, bien qu'au point de vue strictement militaire, il puisse être rangé dans la catégorie des bouches inutiles.

« Personne ne s'attendait à son arrivée; aussi, quand l'officier chargé de l'amener se présenta au commandant d'armes en lui demandant ce qu'il fallait faire du prince, celui-ci, croyant à un accès subit de fièvre chaude, s'apprêtait à faire appeler des infirmiers pour conduire l'officier à l'hôpital. Le soleil est si pernicieux à Madagascar!

« Heureusement le commandant d'armes aperçut le turban de Son Altesse et les constellations qui ornaient sa poitrine, et tout malentendu fut aussitôt dissipé. »

Le prince comoréen accompagna donc le quartier général, dans l'état-major du commandant en chef, et suivit quelque temps l'expédition. Il est âgé de vingt-six ans, vigoureux et de belle allure¹; mais les privations et les fatigues le découragèrent vite et il demanda à retourner à Majunga.

Le 21 août, la brigade du général Voyron, — 13^e d'infanterie de marine, les tirailleurs malgaches et haoussas — est parvenue à portée de fusil d'Andriba. Le général a reconnu la position. Il serait dangereux de l'aborder de front. Les Hovas occupent le plateau; ils sont couverts par des retranchements en terre. Des pièces ont été mises en batterie.

En avant, des postes, des tranchées dans lesquelles sont abrités de nombreux tirailleurs. De même qu'à Mevatane, l'ordre est d'accabler d'obus ces retranchements ennemis. Vraisemblablement, les Hovas s'empresseront de les évacuer, sans attendre l'assaut.

Les pièces de l'artillerie de marine amenées à grand-peine sont mises en batterie.

La défiance des gouvernants et des généraux hovas est extrême

1. « Nous ne pouvons nous empêcher de penser, dit le *Journal des Débats*, que sa détermination a été prise un peu tard; elle a coïncidé avec le passage à la Grande-Comore du gouverneur de la Réunion, désigné pour procéder à une enquête sur les motifs qui ont provoqué l'exil de ce sultan.

« Enfin, Oriental. Saïd-Ina s'est dit que peut-être son frère serait reconnu coupable et n'aurait plus de chances de remonter sur le trône, où nous avons placé son père. — Pourquoi ne l'occuperait-il pas, lui, en récompense de son dévouement à la France ?

« L'envoi à Madagascar d'un millier de Comoréens pour la construction de la route nous eût été plus utile que sa présence.

« Il est arrivé sans cheval, sans lit, ni tente, avec deux jeunes boys pour le servir.

« Il parle assez couramment le français et a la douce manie de fabriquer des acrostiches, anagrammes et autres jeux d'esprit que l'on trouve à la quatrième page de certains journaux; il y réussit d'ailleurs fort mal. »

à l'égard des Européens, de ceux même qu'ils ont longtemps traités en amis. Shervington et ses compagnons anglais l'apprent, on le sait, à leurs dépens. Mais le péril était si menaçant, maintenant que le bruit des canons français était entendu à quelques kilomètres de Tananarive, que les chefs, oubliant leurs jalousies, consentirent à recevoir à l'armée de première ligne les officiers anglais restés à Tananarive après le départ de Shervington.

Le grand-maître de l'artillerie, le colonel Graves, un de ses lieutenants nommés Hennings, se rendirent donc à Andriba pour y organiser la résistance¹. Andriba leur semblait un merveilleux champ de bataille, une admirable position défensive. Les Hovas ne combattent pas volontiers en rase campagne. A Andriba, ils seraient naturellement abrités contre nos projectiles. La place est depuis longtemps considérée comme la porte des défilés qui conduisent à Tananarive. Cette porte, Graves devait en faire une barrière infranchissable. Le plus médiocre officier du génie, le tacticien le moins doué, aurait pu s'y retrancher formidablement.

Graves traça des batteries et des tranchées. Soldats hovas et esclaves se mirent à l'œuvre, pioche et pelle en mains. Ils élevèrent un nombre incroyable de fortins et d'ouvrages en terre sur les flancs des montagnes commandant le défilé. Une batterie, armée de canons hissés à grand peine, avait été construite presque au sommet du pic d'Andriba.

Six mille soldats occupaient la montagne; ils avaient été exercés à leur défense; les camps étaient bien approvisionnés en vivres et en munitions. On pouvait donc craindre une résistance des plus sérieuses derrière ces positions d'Andriba, d'un aspect vraiment imposant.

Le 21 août, le quartier général du commandant en chef était encore à l'endroit baptisé « bivouac des Cascades », un peu au delà d'Antsiabositra. Le général Duchesne quitta cette position dès la première heure, pour rejoindre la brigade du général Voyron, à l'avant-garde. Cette brigade était appuyée par les 8^e et 9^e batteries de montagne de la marine, par la 13^e compagnie du génie, capitaine Ferrand, par un peloton de chasseurs d'Afrique et une brigade à cheval de gendarmerie, sous les ordres d'un officier. Les gendarmes, tous anciens soldats, ayant déjà pris part à plusieurs campagnes coloniales, ne demandaient qu'à remplacer au feu les camarades de l'armée combattante laissés en arrière, dans les hôpitaux de la route. Une section d'ambulance suivait les troupes du général Voyron.

1. Le major Graves est, on le sait, un ancien sous-officier de l'artillerie anglaise qui s'est spontanément attribué le grade de major à son arrivée à Tananarive, où il est resté plusieurs années sans parvenir à faire agréer ses services par le gouvernement malgache, et où il occupait ses loisirs en enseignant aux jeunes Malgaches le noble jeu de cricket.

Quant à M. Hennings, Anglais originaire de Maurice et quelque peu mécanicien, il était depuis plusieurs années au service du gouvernement malgache.

Ces troupes devaient être engagées les premières. En réserve, le général Duchesne plaça, prêts à se porter sur un point menacé, le bataillon de la légion étrangère et une section de 80 de campagne, qui avait réussi à rejoindre le corps expéditionnaire. Le reste de la brigade Metzinger se tenait en arrière, à quelque distance de là.

Le général Duchesne se porta sur une hauteur, d'où il put suivre les mouvements de ses soldats et ceux de l'ennemi. Sur les flancs de la montagne occupée par les Hovas, c'était un grouillement d'hommes allant et venant, sans ordre, dans les tranchées et les batteries.

La brigade Voyron, formée en bataille, s'avancait à travers la plaine mamelonnée et accidentée, plaine coupée par une rivière, le Kamolandy, et par de profonds ravins. L'artillerie, même facilement transportable comme l'artillerie de montagne, n'évoluait qu'à grand'peine. L'infanterie franchissait avec entrain tous les obstacles, les regards tournés vers l'ennemi.

D'un côté, sur la gauche, un bataillon de marine, le 3^e du 13^e régiment, et les Haoussas du bataillon colonial; cette colonne sous les ordres du colonel Delorme; de l'autre, le 1^{er} bataillon du 13^e d'infanterie de marine et le bataillon de tirailleurs sakalaves, placés sous le commandement du colonel Bouguié.

Lancés en éclaireurs, les chasseurs d'Afrique et les gendarmes poussèrent leurs reconnaissances le plus près possible des positions ennemies.

La deuxième colonne traversa le Kamolandy et suivit la rive gauche du cours d'eau; la première s'avancait parallèlement sur la rive droite.

Les reconnaissances signalaient que l'ennemi ne paraissait nullement disposé à se retirer sans combat. Il occupait une ligne, dont la droite s'appuyait à trois camps fortifiés, étagés sur le mont Kiandre-rizina, et la gauche au pic d'Andriba. Une batterie de deux pièces, à mi-hauteur de ce pic et deux hotchkiss à 900 mètres d'altitude environ, pouvaient couvrir la plaine de leurs feux.

Après une longue marche de plus de quatre heures, les deux colonnes de la brigade Metzinger arrivèrent à bonne portée de fusil d'une première ligne de tranchées occupée par l'infanterie hova. Il était environ onze heures un quart.

La fusillade éclata; quelques balles sifflèrent dans nos rangs, mais le feu de l'ennemi, précipité et mal dirigé, ne nous causa aucune perte. Du village d'Ambodiamontana, les tirailleurs ennemis, assez bien embusqués, tiraient sur nos fantassins. Le bataillon sakalave s'empara de la position et en chassa les Hovas, qui s'enfuirent, abandonnant le village en flammes.

Ambontana fut occupé. Le général Duchesne donna l'ordre aux deux colonnes, fatiguées par une marche des plus pénibles, de se re-

poser pendant quelques heures ; peut-être avait-il l'intention de n'attaquer que le lendemain ?

A deux heures, une compagnie du bataillon sakalave reçut l'ordre de se porter en grand'garde en avant d'Ambontana. Elle prit immédiatement les armes et se dirigea vers le point indiqué, précédée par quelques éclaireurs de cavalerie. Les Hovas épiaient tous les mouvements de nos troupes ; dès que le détachement fut à bonne portée, les tranchées, les batteries le fusillèrent et le canonnèrent. On n'avait pas encore entendu, depuis le début de la campagne, d'aussi formidables décharges, que répercutaient les échos de la montagne.

Plusieurs obus tombèrent à peu de distance de la colonne. Deux tirailleurs sakalaves, atteints par leurs éclats, tombèrent, l'un tué l'autre grièvement blessé.

« En prévision de ce qui devait se passer, dit un témoin oculaire¹, le tir ennemi avait été certainement repéré, car les artilleurs hovas ne nous ont pas habitués à une pareille justesse ; mises en goût par ce résultat, d'autres batteries ouvrirent le feu à leur tour ; les obus arrivaient de trois côtés à la fois ; il en venait du pic d'Andriba, il en venait du col, il en venait d'un ouvrage situé sur notre flanc gauche, mais leur tir n'eut plus d'effet ; les obus, lancés de trop loin, allaient éclater dans les ravins, en deçà, bien en deçà de nos lignes. »

Dès les premières détonations, les deux colonnes Bouguié et Delorme avaient pris position de combat ; mais les hommes étaient si fatigués que le général Duchesne et le général Voyron ne voulurent pas ordonner l'attaque immédiate. Seules, deux compagnies de renfort appuyèrent le mouvement de la compagnie déjà engagée.

La 9^e batterie, sous les ordres du capitaine Bergeret, répondit au feu des retranchements hovas.

Le combat n'est plus qu'un combat d'artillerie dont l'issue ne paraît douteuse à personne.

Cependant, le feu des Hovas redouble. Les pièces ennemies sont alors toutes dirigées sur la batterie du capitaine Bergeret. Celui-ci ne se laisse, du reste, nullement impressionner par l'infurnal vacarme ; il établit tranquillement, sans aucune précipitation, ses pièces. Tandis que le mouvement s'exécute avec un calme, un sang-froid parfaits, un de nos artilleurs est blessé ; deux autres sont contusionnés. Enfin, les canons français sont en batterie à 1.800 mètres environ des positions ennemies ; ils les accablent de leurs projectiles. Les feux des premières lignes hovas sont assez promptement éteints ; mais les retranchements de la montagne, ceux du pic d'Andriba, continuent à tirer pendant près de deux heures. Ils ne furent réduits au silence que par les obus à la mélinite, aux terrifiants effets

¹ Le correspondant du *Temps*.

De notre côté, les pertes étaient presque nulles. Un prisonnier hova, amené au camp dans la soirée par une patrouille, raconta que l'armée d'Andriba avait, au contraire, beaucoup souffert du feu de nos canons. Plusieurs obus français, en effet, étaient tombés en pleine batterie ennemie.

Cette longue canonnade fut, pour nos artilleurs, une fête; ils étaient les héros de la journée.

— Nous aurons notre tour demain, disaient les officiers d'infanterie de marine.

On espérait, en effet, une action générale pour le lendemain. Personne ne prévoyait la fuite précipitée des Hovas.

Cependant, quelques officiers de l'état-major du général Duchesne, pour lesquels la tactique de nos adversaires n'avait plus guère de secrets, estimaient qu'il eût été préférable de ne pas leur laisser le temps de la réflexion et de les attaquer immédiatement; mais le commandant en chef, on le sait, n'était pas d'avis de lancer à l'assaut de hauteurs d'un accès difficile, des troupes fatiguées.

Les camps furent installés, les grand'gardes placées et la colonne expéditionnaire prit enfin un repos bien mérité; mais, la nuit, des détonations troublèrent ce repos. Les tranchées hovas avaient été réoccupées par l'ennemi, qui continuait à tirer au hasard, craignant sans doute d'être attaqué avant le jour.

La plupart des hommes de la brigade Voyron, harassés, étaient tombés lourdement à terre et dormaient quand même, sans rien entendre. Les grand'gardes veillaient; elles assistèrent à un spectacle d'un saisissant effet. Peu à peu, dans la nuit noire, tout l'horizon autour d'Andriba s'embrasait. Des flammes montaient vers le ciel. L'ennemi venait d'incendier les villages assez riches et peuplés des environs de la place¹.

Trinabolatry, Ambohimarina, Ambodiavavy, Ambodiamontana, Amby, Malatsy, Antanandava et Andriba sont en feu. L'horizon flamboie, et de leur camp du Gambi, à plus de quinze kilomètres de là, les tirailleurs algériens de la brigade Metzinger voient cet immense incendie. Dans la journée et dans la soirée, ils ont entendu le canon, prêts

1. Ce combat d'Andriba, écrivait le correspondant militaire du *Matin*, est un succès tactique. Il prête cependant le flanc à certaines critiques que nous nous permettrons d'exposer :

« Il était complètement inutile d'exposer l'infanterie aux coups de l'artillerie adverse, puisque cette infanterie est restée dans l'inaction.

« En attaquant l'aile ennemie, on a commis une erreur, car cette aile ne pouvait être tournée.

« La menace de couper une ligne de retraite réussit toujours avec des troupes sans consistance comme celles des Hovas. On a négligé de faire cette menace.

« L'absence de poursuite a été une faute.

« Il y a eu trop peu d'artillerie engagée.

« Le centre ennemi était d'une grande faiblesse. Un général hardi n'aurait pas manqué de le faire percer.

« Le général Giovaninelli, au Tonkin, le 12 février 1885, la veille de l'entrée des Français à Lang-Son, se trouvant dans une situation identique à celle du général Voyron devant Andriba, a fait tomber de nombreux forts par l'audace qu'il eut de percer le centre, seul point vulnérable. »

à marcher en avant... Le général ne doit pas se porter sans ordre au secours du général Voyron; mais ses officiers regrettent de ne pas être de la fête.

Quel a été le résultat de la canonnade? On attend la nouvelle de la prise d'Andriba. Enfin, un courrier du général Duchesne arrive dans la nuit; on apprend ce qui s'est passé devant le pic. L'incendie éclaire toujours la voûte du ciel et les officiers contemplant fort tard ce spectacle féerique.

Aux premières lueurs du jour, le général Voyron tenait sa brigade prête à l'attaque. L'infanterie est massée près d'Ambodiamontana. Le bataillon haoussa se dirigea vers l'Est, appuyé par deux sections d'artillerie sur le principal camp ennemi. A droite de ce bataillon, se tiennent les autres corps d'infanterie de la brigade, avec une section d'artillerie.

Les Haoussas se mettent en marche. L'attitude de ces guerriers est superbe et fait l'admiration de l'armée, depuis que la brigade Voyron a rejoint celle du général Metzinger.

Ils font preuve dans le péril d'un calme étonnant.

« Ce calme digne de vieilles troupes très aguerries, écrit un correspondant, ne peut être attribué chez ces hommes qu'à la croyance dans la toute-puissance des amulettes qu'ils portent et qui doivent sûrement, dans leur idée, les préserver des balles. Leur foi naïve et un mépris absolu de la mort font leur grande bravoure.

« Pendant le combat, des conversations s'échangent entre les officiers et ces braves Dahoméens qu'ils interrogent :

« — As-tu peur, toi?

« — Non, répond invariablement l'homme en levant fièrement ses grands yeux brillants, moi pas peur, moi gri-gri.

« Et il montre l'amulette pendue à son cou. »

Au début de la campagne, lorsque les Haoussas étaient arrivés à Majunga, le colonel Delorme, commandant le régiment colonial, avait dit au chef du bataillon :

— C'est une bande que vous m'amenez.

Le colonel ne tarda pas à être fier de cette bande, aussi ardente au combat que disciplinée et résistant bien au climat et aux plus dures fatigues.

Le bataillon présentait encore un effectif de près de sept cents hommes le 22 août, bien qu'il eût été très éprouvé, à son départ d'Afrique, par une épidémie de méningite.

« Au travail, les Haoussas donnent le coup de pioche en cadence, d'après un air national chanté avec accompagnement de coups frappés sur la pelle. Lorsque le cri de *citè* ou de *ioko* est donné par le chef de chantier, les pelleteurs remplacent les piocheurs, qui se reposent à leur tour en continuant l'air commencé. »



Un convoi militaire sur la route de Suberbieville.

Un certain nombre d'hommes furent promus caporaux ou sous-officiers, pendant la marche de Majunga à Andriba, pour remplacer ceux du cadre français entrés dans les hôpitaux. On choisit, pour leur conférer ces grades, des fils de chefs, auxquels les camarades du bataillon reconnaissaient déjà une certaine autorité.

Les Haoussas formaient donc une des meilleures troupes de la colonne expéditionnaire. Le colonel de Lorme comptait enlever promptement à leur tête les retranchements d'Andriba. Le bataillon s'avance; ces retranchements, si bruyants la veille, restent muets. Les avant-gardes occupent au pas gymnastique, en se défilant de leur mieux à l'abri des plis de terrain, des positions avantageuses.

Quelques officiers les précèdent et, lorgnette en main, interrogent

les hauteurs, si menaçantes le 21. Les camps et les tranchées semblent abandonnés. Quelques canons cependant sont restés en position.

L'ennemi a pris la fuite dans la nuit, il nous échappe encore une fois. Le bruit du canon et l'odeur de la poudre n'exciteront pas nos soldats à gravir les pentes de la montagne, et la longue ascension leur paraît fastidieuse. Les camps sont successivement occupés, ainsi que les retranchements étagés. Les logements autour desquels, un jour plus tôt, grouillaient les Hovas ne sont plus habités, si ce n'est par la vermine. Pour les désinfecter, on brûle — moyen expéditif — tous ceux qui restent debout.

« On pousse une reconnaissance jusque sur le pic d'Andriba. Ici et là, on trouve un canon revolver de 37 millimètres, un affût de grosse pièce, des obus, des paquets de cartouches, des munitions d'artillerie, des sniders, des winchesters, des sagaies, etc.

« Le général en chef atteint le village d'Andriba et les rives du Mamakomita. La plaine est vide; les Hovas sont loin. La plupart des hameaux ont été incendiés et le joli village de Malatsy n'a pas échappé au désastre.

« L'ennemi semble vouloir ne rien laisser derrière lui. Il détruit tout, autant pour forcer les habitants à le suivre que pour nous priver des quelques approvisionnements en riz que nous serions très aises d'utiliser pour la nourriture de nos mulets et de nos chevaux. Malgré tout, on a découvert et mis la main sur plus de 50 tonnes de paddy et de riz blanc. C'est autant de moins à amener par nos convois¹. »

Les troupes occupaient à deux heures, après une longue marche, toutes les positions évacuées par les Hovas.

Tandis que de faibles reconnaissances étaient envoyées dans la direction de la ligne de retraite de l'ennemi, le gros du corps expéditionnaire installa son bivouac au milieu des débris de toutes sortes, abandonnés par les Malgaches.

La légion étrangère, laissée en réserve sur la rive gauche du Kamolandy, rejoignit, avant la nuit, la brigade Voyron.

Bientôt, des feux s'allument aux flancs de la montagne; le moment est venu de faire bouillir le pot-au-feu, hélas! trop maigre.

« Les Européens et les tirailleurs reçoivent, dit le correspondant du *Matin*, 400 grammes de pain de guerre, 500 grammes de viande fraîche éventuellement 83 grammes de conserves, 50 grammes de café, du sel, du sucre, une poignée de riz, de la julienne, du saindoux, 30 grammes de haricots, 4 grammes de thé et 6 centilitres de tafia.

« Le riz est la base de la nourriture des tirailleurs malgaches, des auxiliaires indigènes, des Somalis, des Kabyles, des Haoussas et des Sénégalais. Ils en reçoivent 700 grammes par jour, avec 3 à 400 gram-

1. Correspondance adressée au *Temps*.

mes de viande fraîche, éventuellement 42 grammes de conserves, 24 grammes de sel, 2 centilitres de tafia pour les deux premiers corps et un peu de sucre et de café pour les trois derniers.

« Cette ration, suffisante pour les troupes cantonnées *en avant* de Suberbieville ne faisant pas partie de la colonne volante, pourra, on l'espère, être améliorée à partir d'Ankosobé, première localité de l'Emyrne peuplé. Là, si les Hovas ne font pas le vide, la colonne trouvera de la volaille, du bétail, des céréales et quelques légumes. Mais il est fortement à craindre que les Hovas ne persistent dans la tactique qui leur a si bien réussi jusqu'ici. »

La colonne expéditionnaire ne quitterait Andriba qu'après avoir terminé le tronçon de route d'Ambodiamontana à cette place, qui resterait occupée par une garnison et deviendrait une des positions principales de la ligne d'étape.

Dès le 23, une reconnaissance signalait la présence de l'ennemi élevant des retranchements dans la direction de Tananarive, à trente kilomètres environ d'Andriba.

Le drapeau tricolore flottait au sommet des positions hovas.

Le général Duchesne adressa à Majunga une courte dépêche, rendant compte des opérations. Le colonel Bailloud en avisa aussitôt le ministre de la guerre :

« Majunga, 26 août, 7 h. 15 m. »

« Le général en chef me télégraphie d'Andriba, en date du 22 août :

« L'attaque d'Andriba, commencée hier 21 par la brigade Voyron, « s'est terminée ce matin sans combat. L'ennemi, démoralisé par les « effets de l'artillerie, a évacué six postes armés et de nombreux « camps. Nous avons enlevé sept canons. Nous avons perdu un tirail- « leur malgache tué; un artilleur a été blessé, deux artilleurs ont été « contusionnés. Je suis à Andriba, maître de toute la plaine. Je fais « activer l'achèvement de la route pour accélérer la réunion des vivres « nécessaires et préparer une colonne légère. La brigade de la marine « montre beaucoup d'entrain à supporter la grande fatigue. »

Cette dépêche arrivait à propos en France pour calmer un peu les inquiétudes.

Une note plus ou moins officieuse la communiqua à la presse et la commenta :

« Depuis plusieurs semaines, le gouvernement, en ce qui touche l'expédition de Madagascar, a été en proie aux plus vives inquiétudes. Il s'est, d'ailleurs, appliqué à n'en rien laisser transpirer, et le secret en a été si bien gardé qu'un très petit nombre de personnes seulement les ont connues. Si nous en parlons aujourd'hui, c'est qu'elles sont heureusement dissipées.

« Voici quelle en était la cause :

« Au moment de la mise en marche de l'expédition, tout avait été combiné en vue de l'arrivée certaine de nos troupes à Tananarive avant la saison des pluies. Mais on n'avait pas prévu les difficultés qu'elles auraient à surmonter si les Hovas, impuissants à défendre leur capitale, l'incendiaient, comme ils y semblaient résolus, et se retireraient dans le sud, chez leurs vassaux, où ils ont concentré des ressources abondantes et de toutes sortes.

« Le corps expéditionnaire se serait alors trouvé sans moyens de subsistance, dans un pays dévasté, au milieu de villages détruits et de champs dépouillés. Il aurait alors fallu faire venir les vivres de la côte et, comme on ne peut arriver à Tananarive qu'en octobre, le temps matériel et les moyens de transport eussent manqué pour concentrer un approvisionnement de cinq mois avant l'hivernage, 15 novembre,

« Le général Duchesne se serait vu dans la nécessité de revenir sur ses pas et de se retirer sur la côte en pleine saison des pluies, opération qui eût présenté les plus grands périls, d'autant plus grands qu'il est à craindre que la route qu'il a ouverte pour monter à Tananarive ne résiste pas aux rigueurs de l'hiver et, étant très encaissée sur la plus grande partie de son parcours, ne soit emportée par les eaux.

« Nous sommes heureux de faire connaître que, depuis trois ou quatre jours, la nouvelle est arrivée à Paris que le péril signalé n'est plus à redouter. Le général Duchesne a fait savoir que, conformément aux ordres qui lui ont été envoyés, il n'avance plus maintenant qu'immédiatement suivi d'approvisionnements de toutes sortes, pouvant suffire à 3.000 hommes durant cinq mois.

« C'est pour réunir ces ressources qu'il a retardé si longtemps sa marche. Désormais, il est en état de tenir tête aux difficultés que peut faire prévoir la résistance des Hovas et, fût-il coupé de Tamatave et de Majunga pendant la saison des pluies, il pourrait prendre à Tananarive ses quartiers d'hiver, en attendant que les opérations militaires puissent être recommencées. »

Quelques trainards, ramassés par nos patrouilles près d'Andriba et interrogés par les interprètes du quartier général, donnèrent des indications sur la retraite de l'ennemi. Ils assuraient tous que le gouvernement hova se préparait à évacuer Tananarive, et que le premier ministre et la reine se retireraient dans le sud, à l'approche de la colonne expéditionnaire.

Pendant plusieurs jours, les communications demeurèrent interrompues entre le quartier général et la côte. Enfin, le 7 septembre, le ministre de la guerre, qui avait adressé au général Duchesne et à ses troupes les félicitations du gouvernement, reçut du commandant en chef une dépêche impatientement attendue :

« Vous suis très reconnaissant félicitations adressées aux troupes pour occupation Andriba, par votre télégramme du 20 août, reçu aujourd'hui.

« Compte quitter Andriba 14 septembre au plus tard pour poursuivre marche en avant avec confiance réussir. »

Le ministre avait proposé au général Duchesne de lui envoyer un bataillon de renfort; le général refusa, déclarant qu'il comptait occuper Tananarive, sans attendre l'arrivée de nouvelles troupes.

Les Hovas s'étaient retirés vers le sud, ils allaient occuper en arrière une nouvelle ligne de défense, sans doute vers Ampotaka, à 35 kilomètres d'Andriba.

Des approvisionnements considérables étaient tombés entre nos mains. Les plaines que domine Andriba sont riches en rizières, et, depuis longtemps, des magasins avaient été remplis à Andriba. On espérait que les Sakalaves de la région faciliteraient, d'autre part, le ravitaillement de la colonne, et fourniraient des vivres et des porteurs. Cet espoir fut déçu.

Nos soldats campaient aux premiers jours de septembre, à 600 mètres d'altitude, à 180 kilomètres de Tananarive.

Dans sa dépêche citée plus haut, adressée au ministre de la guerre, le général Duchesne annonçait qu'il quitterait Andriba le 11 septembre et continuerait sa marche en avant.

Si importantes que fussent les provisions abandonnées par les Hovas, elles seraient vite épuisées. Le général Duchesne donna les ordres nécessaires pour assurer le ravitaillement d'Andriba; mais il était résolu à ne pas attendre que ce ravitaillement fût complètement opéré.

De pressantes dépêches lui parvenaient de Paris, exprimant le mauvais effet produit par les lenteurs de l'expédition, effet dont le gouvernement se préoccupait d'autant plus que les Chambres ne tarderaient pas à se réunir, qu'elles exigeraient des explications et qu'il serait difficile de les rassurer. A tout prix donc, il fallait marcher vers Tananarive et y entrer le plus tôt possible, avec les troupes disponibles les mieux entraînées.

Mais la colonne serait isolée, elle traverserait une contrée sans doute ruinée par l'ennemi; elle manquerait peut-être de vivres et de munitions. Il fallait avancer quand même, bousculer les soldats de Ranavolo en chemin, franchir une longue distance et peut-être risquer de se trouver avec 2.000 hommes, en présence de toutes les forces malgaches concentrées au nord de Tananarive. En avant !

1. « Tout est sur les dents, écrit le correspondant du *Temps*, hommes et bêtes, et je commence à douter que les uns comme les autres soient capables de l'effort qui va leur être demandé pour se porter rapidement jusqu'à Tananarive. En réunissant tout ce qui est valide, on arrive au chiffre de 4.000 hommes, 4.500 au grand maximum; on en laissera bien un millier sur la route, qui auront résisté dans les terres chaudes, mais chez lesquels l'abaissement de la température amènera l'explosion du paludisme dont

« Dans ce pays, écrit un officier, tout fait défaut. Il devient presque impossible de traîner derrière soi des troupeaux de bœufs pour ravitailler la colonne expéditionnaire de viande fraîche. Il faudra se contenter de conserves la plupart du temps ou razzier les villages traversés; mais tous sont abandonnés. A peine découvre-t-on quelques animaux et du riz.

« Les arbres deviennent de plus en plus rares sur les hauts plateaux dénudés. Le bois manque pour faire cuire les aliments et pour égayer la nuit les bivouacs, à l'heure où la température est très fraîche. Le matin, au lever du jour, les soldats, qui plus tard seront accablés par la lourde chaleur déprimante de midi, grelottent de froid, et, comme beaucoup sont affaiblis ou convalescents, de nouveaux accès de fièvre se déclarent. Pour réchauffer les malheureux, pas de feu.

« On en est réduit à arracher les herbes desséchées qui couvrent le sol et à les faire flamber. Des débris de cases malgaches sont jetés sur ces brasiers vite consumés. »

Et cependant, n'avait-on pas affirmé, avant l'expédition, que, sur la route de Majunga à Tananarive, dès qu'ils auraient dépassé Andriba, nos soldats pourraient marcher sans encombre, sans difficultés sérieuses à la conquête de la capitale?

Hélas! des difficultés nouvelles surgissent à chaque pas. Jusqu'alors, le trajet de la côte à la capitale malgache n'a été accompli que par des voyageurs, par des caravanes peu nombreuses que dirigeaient des indigènes. Non seulement ces derniers connaissent les chemins les moins mauvais, mais ils sont habitués au voyage; ils franchissent, comme en se jouant, gués, montagnes, rochers.

Ils portent sur leurs robustes épaules toutes les provisions nécessaires à la route, et ces provisions se réduisent à peu de chose, puisque le nombre d'hommes à nourrir n'est pas considérable.

Les villages qui bordent le sentier offrent chaque soir des abris certainement dépourvus de confortable, mais habitables, dans lesquels le voyageur peut prendre un repos salutaire. Les indigènes s'empressent autour de lui, car ils savent que ce voyageur les rétribuera; ils lui fournissent donc des vivres.

Dans ces conditions, le trajet de Majunga à Tananarive, bien que difficile, n'est pas extraordinairement pénible, mais, lorsqu'au lieu d'une douzaine d'hommes bien portants et régulièrement nourris, n'ayant à subir aucune fatigue exceptionnelle, il s'agit de conduire à

nous sommes plus ou moins atteints. C'est donc au plus 3.000 hommes qui verront Tananarive. J'espère être de ceux-là, mais, au train dont vont les choses, personne n'est sûr du lendemain. Notre docteur qui est certainement l'homme le plus optimiste de la popote, est persuadé que nous y passerons tous et que la température des hauts plateaux et la dépression atmosphérique provoqueront infailliblement des accès de fièvre parmi ceux qui auront résisté jusque-là, mais il ajoute que le repos et quelques jours de traitement amèneront une guérison rapide. Il croit aux vertus du sulfate de quinine, dont il nous fait absorber une dose chaque matin, quand il en a, et, ma foi! nous nous en trouvons bien. Si, comme d'autres médecins le disent, ce spécifique est vénéneux, ce doit être à la façon du café. »

destination plusieurs milliers de soldats ayant déjà beaucoup souffert, portant eux-mêmes leurs bagages, vivres et munitions, ne connaissant pas le pays, n'étant pas habitués à son climat, devant lesquels les indigènes s'enfuient et font le vide, n'ayant d'autre lit que la terre humide et d'autre abri que la tente, l'entreprise est des plus rudes; elle ne peut être menée à bien qu'au prix de souffrances inouïes et de sacrifices cruels.

La situation faite au général Duchesne et au corps expéditionnaire était admirablement résumée :

« Depuis le 16 août, des convois supplémentaires transportent, en voitures fermées et cadénassées, les vivres destinés à la colonne légère qui décidément partira d'Andriba. Enfin, chacune des voitures de ces convois supplémentaires renferme un bât pour le mulet qui la traîne, bât que l'on mettra sur le dos de l'animal après Andriba.

« Il est intéressant d'indiquer sommairement comment sera composé le convoi de vivres de cette colonne; la combinaison, dont l'honneur revient entier à M. l'intendant Thoumazou, en est fort ingénieuse et permet d'assurer vingt et un jours de vivres, sans trop encombrer la colonne de mulets déchargés.

« La colonne partira, d'Andriba accompagnée d'un convoi de mulets portant quinze jours de vivres, dit convoi de réserve, parce qu'on n'y touchera qu'en dernier lieu. A ce convoi, sera adjoint un second convoi portant cinq jours de vivres, et enfin chaque homme aura sur lui un jour de vivres. Il est aisé de comprendre dans quel ordre on épuisera ces vivres.

« Le premier jour, on mangera les vivres emportés dans le sac; le second jour, on déchargera un cinquième des mulets du second convoi (convoi de cinq jours), et les mulets déchargés seront immédiatement renvoyés à Andriba; les quatre jours qui suivront, on procédera d'une façon analogue, déchargeant ce même convoi chaque jour par cinquième, ce qui aura pour résultat de porter le point de départ véritable de la colonne, l'endroit d'où elle se lancera sur Tananarive avec les seules ressources qu'elle entraînera avec elle, à six jours de marche en avant d'Andriba.

« A partir de ce jour, on puisera dans le convoi de réserve (convoi de quinze jours), dont les mulets déchargés ne seront plus renvoyés sur l'arrière, comme il aura été fait pour ceux du convoi de cinq jours; ils continueront la marche en avant, et leur présence forcée — car il y aurait évidemment danger à aventurer dans la brousse, à une si grande distance d'Andriba, des convois non escortés — offrira toujours cet avantage qu'elle permettra de faire transporter les sacs des hommes au fur et à mesure qu'ils avanceront; autrement dit, plus la fatigue de la marche augmentera pour ces derniers, plus on pourra les délester de leurs sacs.

« C'est dans ces conditions que l'on va partir d'Andriba. Quel jour en partira-t-on ? Il n'est pas possible de fixer encore une date bien précise, mais il est certain que l'on partira au plus tôt. Quoi qu'il en soit, au moment où vous lirez ces lignes, le télégraphe vous aura certainement annoncé que la colonne légère a quitté Andriba à telle date. Prenez cette date, comptez dix-huit jours au delà, et dites-vous à ce moment que le général Duchesne bombarde et occupe la ville sainte des Hovas, nouvelle que le télégraphe pourra peut-être tarder quelques jours à vous apporter, car les communications rapides ne seront pas encore assurées entre Andriba et Tananarive.

« Et voilà : *il faut* que cela se passe ainsi, il faut que le coup de collier final soit donné avant la fin du mois de septembre, car la saison des pluies approche, menaçante, en avance cette année — l'expédition aura eu toutes les malechances — et si nos troupes étaient surprises par les pluies en route... mais éloignons ce funeste présage. C'est égal : avouez qu'il est triste de penser au formidable dilemme dans lequel se trouve prisonnier aujourd'hui le général Duchesne : prendre Tananarive en vingt jours ou échouer lamentablement ¹. »

Si le général Duchesne était vivement attaqué par un certain nombre de correspondants, d'autres le défendaient non moins énergiquement et demandaient au gouvernement français et à l'opinion publique en France de lui rendre justice. Nous citerons particulièrement deux lettres d'officiers ² qui exposent l'œuvre accomplie par le général de Majunga à Andriba.

Les deux lettres sont datées de cette dernière place :

« Les difficultés que le général en chef a eu à vaincre sont énormes. il a fallu faire une piste carrossale de trois mètres de largeur depuis Majunga pour permettre aux trop célèbres voitures Lefebvre de passer. Depuis quatre mois que l'expédition est commencée, on peut dire que tout le corps expéditionnaire a été employé à faire des routes à travers une région malsaine et plate dans le bas, et à travers des montagnes et des ravins escarpés dans le haut. Je vous assure que c'est dur de remuer ainsi de la terre vierge d'où s'exhalent toutes sortes de miasmes. C'est pour cela qu'il y a eu une si grande quantité de malades et d'hospitalisés, et je peux dire, sans crainte d'exagérer, que, dans les troupes blanches, il y a bien cinquante pour cent d'indisponibles, d'hospitalisés, d'évacués sur France ou décédés.

« Le bataillon haoussa résiste à merveille, c'est, sans contredit, le plus beau bataillon indigène du corps expéditionnaire. Le général Duchesne en paraît enchanté.

« Je ne puis vous cacher l'admiration que j'éprouve pour le général

1. Correspondance de Soavinandriana à *l'Avenir militaire*.

2. Communiqués au *Figaro*.



Les tirailleurs sakalaves à Andriba.

en chef qui, au milieu de toutes ces difficultés de ravitaillement et de toutes les ambitions avides de faire quelque chose, continue à avancer sûrement et méthodiquement.

« Il paraît ne vouloir marcher que lentement et lorsque tous ses approvisionnements sont derrière lui. Jamais nous ne sommes restés *un seul jour* sans distribution, et il est très rare quand nous manquons de pain et de vin.

« C'est admirable d'être arrivé à un pareil résultat ; aussi je suis certain que tous ceux qui sont sérieux et qui ont déjà fait campagne trouvent ce résultat merveilleux.

« La ration est amplement suffisante pour la viande, le sucre, le café, le sel, etc. Tous les jours nous touchons aussi du riz, de la julienne et des haricots.

« Vous voyez que nous avons toujours à manger et que jamais nous n'avons été obligés de nous serrer la courroie.

« Quant aux opérations militaires, nous passons notre temps à courir après les Hovas qui, malins, nous laissent arriver sur eux et puis f... le camp.

« Ils auraient tort, à mon point de vue, de nous attaquer dans un pays qui n'est pas le leur. Du reste, nous perdons assez de monde par la maladie et la fatigue résultant de la construction des routes, ce résultat doit leur suffire. »

La seconde lettre est plus précise et plus détaillée :

« Les journaux viennent de vous apprendre la prise d'Andriba. C'est un gros point acquis, mais que d'efforts il a fallu faire pour arriver jusque-là ! Efforts surhumains, tout à l'honneur de notre général en chef que, pour ma part, je ne saurais trop louer, trop admirer dans son devoir, sa constance, son énergie.

« On ne saura jamais assez rendre justice au général Duchesne, pour les hautes qualités militaires qu'il aura montrées. Et il a dû passer de durs moments quand il a vu que les circonstances réduisaient à presque néant la préparation faite, quand il a vu que ses effectifs fondaient, minés, terrassés par la fièvre, la dysenterie et les maladies. Oh oui ! il a dû passer de durs moments et la responsabilité qu'il avait a dû être lourde à ses épaules, malgré son caractère, son sang-froid, son énergie !...

« Et il arrive néanmoins à remettre tout au point !

« Dès le commencement de l'expédition, nous avons été arrêtés parce que l'exploitation de la rivière n'a pas rendu ce qu'on attendait d'elle : d'une part, il y a eu un gros retard dans la construction des canonnières et des chalands ; d'autre part, ces derniers étaient incapables de supporter le dangereux régime de la baie de Bombetoke et ne pouvaient donc assurer directement, de Majunga à Suberbieville, le transport des approvisionnements. Mais le temps pressait, nous ne pouvions piétiner sur place à Majunga y accumuler pendant des semaines une douzaine de mille hommes ; la prise de Suberbieville s'imposait à brève échéance, pour des raisons militaires et politiques. Il a donc fallu pousser toutes les troupes, toutes les voitures par terre en construisant la route de toutes pièces, et organiser la navigation fluviale sur les bases suivantes : louer à Zanzibar et au Cap des bateaux à fort tonnage et à faible tirant d'eau, remontant le plus haut possible et déposant les approvisionnements au port de transit d'Ankaloka. Là les chalands se chargeaient, les canonnières les prenaient et les remontaient jusqu'à Marololo, point terminus de la navigation fluviale, car impossibilité pour les canonnières de remonter jusqu'à Suberbieville. Le 9 juin, cette localité tombait entre nos mains après le passage de vive force de la Betsiboka et la canonnade de Metavane. »

La lettre rappelle ensuite les grands efforts faits pour ravitailler Suberbieville et y concentrer les approvisionnements nécessaires à la colonne qui doit marcher sur la capitale des Hovas.

« Les avant-postes de la 1^{re} brigade sont poussés jusqu'à Tsarasaotra ; les 29 et 30 juin ont lieu les brillantes affaires de Tsarasaotra et de Beritzoka où les Hovas reçoivent une raclée sérieuse... Malheureusement ce succès ne peut être poursuivi, car la route entre Marololo et Suberbieville n'est pas encore ouverte et la colonne ne peut aller de l'avant, tant qu'elle n'aura pas, rassemblés sur ses derrières, les approvisionnements qui lui sont nécessaires.

« Cependant on arrive à faire rendre à la navigation fluviale son maximum d'intensité, on pousse activement la construction des routes par les troupes échelonnées sur la ligne d'étapes et, à la fin du mois de juillet, quatre gros bateaux, deux bateaux moyens, deux goélettes, douze canonnières, six canots à vapeur, trente-trois chalands, une petite flottille de pirogues font affluer sur Marololo les vivres et le matériel sur un pied quotidien de 80 tonnes; la route est complètement ouverte de Majunga à Tsarasaotra, les 20 échelons de ravitaillement, qui, dès le principe, avaient été poussés le plus avant possible, roulent sur l'avant et font arriver enfin à destination les vivres et les approvisionnements nécessaires à la reprise de la marche dans un pays qui ne présente aucune ressource et où les Sakalaves continuent à ne pas vouloir nous aider. Enfin, le 28 juillet, le général en chef peut quitter Suberbieville avec la brigade de marine qui prend la tête. Mais malheureusement, pendant ce long arrêt forcé, la fièvre, la dysenterie, les maladies font leur œuvre, le corps expéditionnaire en souffre cruellement, les effectifs fondent à vue d'œil, le nombre d'évacuations s'augmente de jour en jour, et les hôpitaux s'encombrent de malades! Et le climat est anémiant à ce point qu'un homme frappé ne peut, en principe, se remettre ici suffisamment pour *reprendre son service tôt ou tard*. Le rapatriement s'impose : nos hommes sont trop jeunes pour résister à un pareil climat!

« La marche en avant est donc reprise, la colonne étant allégée le plus possible, surtout en impedimenta et en artillerie, tous les officiers disponibles (artilleurs, cavaliers) étant mis à la tête des convois, qui continuent à être le gros souci et dont la direction n'est pas chose commode, vu la nonchalance, l'inexpérience des convoyeurs kabyles. Mais combien lentement elle se fait!

« Le pays continue à être extraordinairement difficile et les deux brigades doivent piocher, toujours piocher pour enlever des milliers et des milliers de mètres cubes, afin de permettre le roulement de ces maudites voitures Lefebvre, dont les brancards se sont tous cassés et qui portent 150, 200 kilos au grand maximum, au lieu des 300 promis et affirmés.

« Le 21 août enfin la brigade Voyron est arrivée à Andriba.

« Je ne vous parle pas des opérations militaires, qui, depuis le commencement de l'expédition, ne sont qu'un accessoire, un tout petit accessoire, et cependant un bon combat, eût-il dû nous coûter de nombreux morts et blessés, aurait été un excellent coup de fouet, un stimulant de premier ordre, une véritable période de repos pour nos hommes qui ont pioché, pioché toujours, pioché jusqu'ici ! Mais les Hovas n'en veulent pas ! Les prisonniers de Beritzoka n'ont-ils pas raconté que les Français faisaient la guerre *trop durement, trop méchamment*, et qu'il était impossible de résister quand, dès le début d'une affaire, on recevait à longue portée, venant on ne sait d'où, les coups de canons qui vous envoyaient des paquets de mitrailles *serrés comme le riz que l'on sème !*

« Le combat de Tsarasaotra et de Beritzoka ont été une vilaine surprise pour les Hovas, qui cependant avaient attaqué. Ils se figuraient, d'après les dires de ces mêmes prisonniers, que la compagnie d'avant-postes était une compagnie de tirailleurs malgaches, et ils espéraient, vu la supériorité de leur nombre et le dédain qu'ils ont pour ces Malgaches qu'ils oppriment si durement et si facilement depuis de longues années, avoir facilement raison d'eux, même encadrés par des blancs. Ils sont tombés sur les tirailleurs algériens, sur le bataillon de chasseurs, venu à la rescousse, et ils ont été bousculés de la plus jolie façon, surtout à Beritzoka. Il est vrai que s'ils étaient tombés sur les troupes noires, c'eût été la même chose, car ces troupes, Malgaches, Haoussas, Sénégalais (ces derniers formant une compagnie de conducteurs absolument remarquable et dévouée), sont des troupes excellentes. Aussi ont-ils lâché pied lorsque le général Voyron a refoulé leurs avant-postes depuis Soavandriana jusqu'à Andriba et à Andriba même, qu'ils avaient cependant fortifié, paraît-il, d'une façon absolument remarquable. Les obus à mitraille, « riz que l'on sème », leur ont donné encore une fois à réfléchir et ils ont rompu le combat, abandonnant retranchements, camp, tentes et canons. Nous voici donc à Andriba. »

Et maintenant, se demandent les officiers, que va-t-il se passer ? Sans doute, la consigne est de marcher coûte que coûte et sans perdre une journée sur Tananarive, afin d'y arriver avant la saison des pluies ; mais quelle énergie, quel sentiment du devoir devront animer le général acceptant la mission d'aller en avant en pays presque inconnu, en s'exposant à être attaqué par des forces dix fois supérieures, loin de sa base d'opération et de tout centre de ravitaillement !

« Je ne suis pas dans le secret des dieux, continue l'officier que nous avons déjà cité, mais je pense que le plan du général en chef est le suivant, étant donné qu'il faut arriver à Tananarive sans perdre de

temps à cause de l'hivernage qui s'approche, et qu'il ne faut pas songer à construire une route carrossable jusque-là : atteindre un point géographique, situé de telle sorte qu'il soit possible d'une part d'accumuler les approvisionnements apportés par les convois de voitures venant de Marololo, et d'autre part d'en faire une base d'où on lancera une colonne qui ira droit devant elle, sans que rien ne l'arrête, sans que rien ne la retarde, sûre qu'elle sera d'avoir son ravitaillement assuré. Ce point paraît devoir être ou Andriba même ou même Kiangara.

« Et de la sorte nous serons à Tananarive vers la fin de septembre, après avoir fait une dure et rude campagne.

« Voilà, en résumé, l'historique de la plus grande partie d'une expédition unique dans les fastes des guerres coloniales et qui mettra hors pair trois hommes : le général en chef, le général de Torcy et le colonel Bailloud, dont nous n'avons plus à faire l'éloge. Quand on a vaincu avec tant de brio, de sagesse, d'énergie de pareilles difficultés, on a droit à la reconnaissance du pays, et si, un jour, on veut relever des erreurs, des fautes, pour Dieu ! qu'on ne les mette pas à l'actif de ceux qui n'en sont pas responsables et qu'on les relève simplement afin d'en tirer des renseignements pour l'avenir.

« Qu'on se contente maintenant de nous rendre justice à tous, du premier jusqu'au dernier, de commencer à inscrire une belle page d'histoire dans les annales de la France et que nos législateurs nous donnent enfin une armée coloniale. »

Cette conclusion est du reste celle de tous les généraux et officiers qui ont écrit sur les expéditions lointaines, entreprises par la France depuis quinze ans.

CHAPITRE XXVI

L'arrière.

Les postes de la ligne d'étape. — Leurs garnisons. — Deux bataillons du 200^e. — Ordres du général Duchesne. — Les directeurs des étapes. — Communications difficiles. — Alertes. — Malades prêts à prendre les armes à Marovoay. — Le capitaine de Mac-Mahon. — Lettres de soldats. — Les porteurs. — Leurs misères. — Ankaboka. — Relations avec les Sakalaves. — Les journalistes quittent le corps expéditionnaire. — Le correspondant du *Berliner Tagblatt*. — Protestations.

Tandis que le général Duchesne, à la tête de 4,000 hommes, occupait Andriba, le service des étapes, chaque jour plus important à mesure que la route de Majunga vers Tananarive s'allongeait, était régulière-

ment organisé et placé sous la haute direction d'officiers supérieurs énergiques, à la fois bons soldats et bons administrateurs.

Les principaux postes de l'arrière étaient ceux de Tsarasaotra, de Mévatane et de Suberbieville, de Marololo, d'Ambato, d'Ankaboka, de Marovoay, de Maeverano et de Majunga. Les troupes de garnison étaient formées par le 2^e bataillon du 13^e régiment d'infanterie de marine, commandant Lalubin, par deux compagnies du bataillon haoussa, qui rejoignirent leur corps, par deux bataillons du 200^e de ligne, et par les volontaires de la Réunion. Seul, le régiment d'Algérie, colonel Oudri, comptait ses trois bataillons à l'avant-garde.

Le bataillon d'infanterie de marine conservait encore un effectif assez fort. De même les deux compagnies de tirailleurs haoussas pouvaient mettre en ligne environ 300 hommes; mais le corps des volontaires de la Réunion et le 200^e de ligne n'existaient plus, en quelque sorte, que sur le papier. Les hommes encore valides de ce dernier régiment avait suivi le colonel Bizot vers Andriba.

Les autres, presque tous souffrant de la fièvre et de la dysenterie formaient les 1^{er} et 2^e bataillons, attachés au service des étapes jusqu'à nouvel ordre.

Le 1^{er} bataillon, réduit à une soixantaine d'hommes valides, était sous les ordres du colonel Rapine du Nozet de Sainte-Marie; le second, dont l'effectif disponible était d'une centaine d'hommes, avait pour chef le commandant Coutaud.

Ces deux braves officiers avaient assisté avec désespoir aux ravages causés dans les rangs de leurs troupes par le climat. Les beaux bataillons si bien exercés, de martiale allure, composés d'hommes vigoureux qu'ils avaient formés à Sathonay, n'entreraient pas à Tananarive! Ils avaient laissé leurs soldats dans les hôpitaux de la route.

Le 40^e bataillon de chasseurs, bien que moins cruellement éprouvé, était, lui aussi, considérablement réduit, il ne comptait plus guère que 200 hommes. Au moins avait-il été à l'honneur à Mevatane et à Beritza.

Au bivouac, les officiers de ces corps pouvaient avec raison comparer les souffrances de leurs soldats à celles des troupes les plus éprouvées. Depuis la retraite de Russie en 1812, aucun régiment n'avait subi autant de pertes, causées par le climat que le 200^e de ligne. L'histoire de ce régiment pendant la première partie de la campagne n'est qu'un long martyrologe.

« Par la même route, écrit M. de Haenen, qui a tracé des étapes du 200^e un émouvant tableau, où s'agitent aux haltes, à la table des officiers à cinq galons ou à étoiles, entre eux et un Allemand mystérieux, les destinés de la Lorraine et celles de Madagascar, les soldats désillusionnés continuent à s'acheminer vers les hauts plateaux. Où

ils font halte, dans les taillis de citronniers, on supposerait que du bétail a été saigné, à voir les rouges flaques qu'ont laissées les malheureux atteints de dysenterie qui ne trouveront que plus loin des soins et du repos. La route monotone est jalonnée d'hôpitaux et d'infirmes, où ils s'égrènent. Pour tromper l'ennui, capitaines et lieutenants tirent les caïmans dans les marais ; et les petits soldats des compagnies du 200^e qui marchent encore, des recrues de Bretagne d'une touchante piété, taillent, dans les caisses de subsistances, des croix pour les camarades qui tombent ; dans les boîtes de conserves en fer-blanc, ils découpent des plaques ; avec un clou, trou par trou, ils écrivent les noms : les tombes de leurs morts au moins ne seront pas anonymes, et ils dormiront sous une croix de bois grossier semblable à celles qui hérissent le cimetière du village natal. Ceux qui meurent ainsi pendant la halte de midi, où celle du soir, ont déjà passé par l'hôpital. L'heure du rapatriement des convalescents n'a pas sonné, et pourtant il a fallu faire de la place. Anémiés, ils ont rejoint leur corps, à pas lourds au bord du chemin, semblables aux chemineaux de nos grandes routes que l'asile d'un chef-lieu a recueillis pendant quelques jours, mais n'a pu garder, un bâton à la main, leur sac pesant aux épaules en guise de besace. Une rechute inévitable les emporte, et on les ensevelit près du campement, dans des sacs. Un peloton rend les honneurs funèbres ; l'aumônier prononce les dernières prières ; les officiers se font un devoir d'assister à ces douloureuses cérémonies, qui sont au moins une consolation pour les troupes. »

Le 200^e, à l'exception du 3^e bataillon, ne comptait donc plus, après moins de quatre mois de campagne, que dans les hôpitaux. Il reçut de France des renforts importants, au moyen desquels on s'efforça de reconstituer ses deux premiers bataillons.

D'autres troupes furent attachées au service de l'arrière et des garnisons de la ligne d'étape, troupes d'artillerie devenues disponibles, à la suite de la dislocation des batteries de campagne reconnues inutilisables.

Les compagnies du génie ou plutôt les débris des compagnies du génie sont échelonnés le long de la route. Il nous faut encore revenir sur les travaux inouïs que ces braves soldats ont accomplis et sur les grands, les inappréciables services rendus par leur chef, le lieutenant-colonel Marmier.

Nous avons déjà dit quel était le dévouement de cet officier, et sa science profonde. En le désignant pour Madagascar, le ministre fit un choix excellent. Le colonel justifia et au delà toute la confiance que lui témoignaient le gouvernement et l'état-major du corps expéditionnaire.

Lorsqu'il débarqua à Nossi-Bé et à Majunga, les Français présents furent surpris par les allures discrètes, l'aspect un peu fatigué

du colonel Marmier, les cheveux grisonnants, la démarche peu leste et ne paraissant pas l'homme indiqué pour mener à bonne fin une tâche aussi pénible, aussi périlleuse que celle qu'il avait acceptée. Mais, quelques semaines plus tard on apprit à connaître l'énergie morale, la haute valeur du colonel.

« J'estime qu'à de tels hommes a écrit un des témoins de l'œuvre du colonel Marmier¹, on ne saurait donner trop de cette notoriété où s'ébrouent si intempestivement, de nos jours, de néfastes incapacités. politiques.

« Aussitôt débarqué à Majunga, le lieutenant-colonel Marmier organise définitivement, sur place, le service qui lui est confié et qu'il avait déjà préparé de main de maître à Paris. Puis, à cheval et en route, rapidement il gagne Marovoay, où il trouve une compagnie de ses sapeurs en lutte avec la rivière à fond vaseux et à niveau très changeant (influence de la marée) sur laquelle ils ne peuvent arriver à jeter un pont. Un examen minutieux d'un jour suffit à son expérience de vieil africain pour trouver le seul moyen pratique qui est de faire reposer les pieds des chevalets sur des plateaux de bois très larges, et le pont est établi en quelques jours. Il quitte Marovoay, arrive à Ambato, après avoir vérifié poteau par poteau le tracé de la route que l'on va faire, dépasse Ambato, les hauteurs-dénudées et arrive enfin au confluent du Betsiboka et de l'Ikopa, au-dessous de Marololo.

« Les troupes d'avant-garde, à cet endroit, ont franchi le Betsiboka — (400 mètres), — à gué; mais on ne peut songer à faire traverser de la même façon l'artillerie et le matériel roulant..., et pourtant deux tentatives successives faites avant son arrivée pour jeter un pont sur ce courant torrentueux qui fait varier journellement la profondeur de la rivière dans la proportion de 1 à 100 ont échoué. Le général Duchesne, inquiet, a déjà envisagé la perspective d'établir un bac, système de passage peu rapide.

« Le lieutenant-colonel Marmier inspecte soigneusement l'endroit où, par deux fois déjà, les sapeurs ont été vaincus par le fleuve; puis, son plan formé, il repart en avant, brûle Marololo, arrive à Suberbieville et dit au général en chef: « Le pont est faisable. » Vingt jours après, le pont était fait; cinq milles voitures Lefebvre ont roulé sur lui depuis sa construction, et il résiste encore; le pont de la Betsiboka, construit sous la surveillance immédiate du lieutenant-colonel Marmier, doit être considéré, de l'avis de tous les officiers compétents qui l'ont vu, comme le tour de force le plus extraordinaire que le génie ait accompli en notre siècle.

« Le pont fini, le lieutenant-colonel Marmier a repris sa place à l'avant, où, parcourant un pays impossible, il étudie, combine et trace

1. M. Boudouresque.



Tirailleurs hovas attaquant les travailleurs de la route.

la meilleure direction à donner à la route que les soldats de tous les corps, adjoints à ses sapeurs, construisent, et, de temps à autre, revenant sur ses pas, il vient s'assurer que les convois dirigés par son émule en dévouement et en activité, le colonel Palle, n'ont pas trop endommagé son œuvre, et c'est ainsi que, le colonel Marmier ouvrant la route, et le colonel Palle l'usant à y faire rouler les vivres, la colonne avance peu à peu sans vains tâtonnements à l'avant, sans à-coups regrettables à l'arrière. »

Puisse la fièvre, souhaitent tous ceux qui avaient vu à l'œuvre Palle et Marmier, épargner ces deux braves, ces deux hommes de cœur qui passent leur temps à la défier!

L'intendance, elle aussi, avait mérité des éloges; il serait profon-

dément injuste de ne pas rendre hommage aux vaillants travailleurs officiers et soldats, qui ne furent pas plus épargnés que leurs camarades des troupes combattantes. Ils ont organisé dans les différents postes les magasins, les hôpitaux; ils forment les convois d'approvisionnement, ils assurent la vie du corps expéditionnaire, et quel tour de force ne devront-ils pas bientôt accomplir, lorsqu'il s'agira de ravitailler la colonne lancée en avant vers Tananarive!

« ... Si l'on avait fait partir avec nous, écrit l'un d'eux, comme nous le demandions, un grand transport rempli de planches, nous aurions pu faire élever rapidement par les ouvriers militaires de nos sections, des abris pour nos denrées, mais on n'a pas accédé à notre requête. C'est pourquoi tant et tant de vivres de toutes sortes ont été ou gravement endommagés ou complètement perdus!

« Enfin, nous ne nous décourageons pas. Nous « turbinons » ferme et de grand cœur; mais j'avoue que j'éprouve quelque amertume en songeant que nos efforts, notre dévouement ne sont jamais appréciés du grand public. Quand nous reviendrons en France (si nous y revenons!), la foule ne nous fera pas l'accueil chaleureux qu'elle réservera aux « combattants ». Et pourtant, ce n'est pas le feu, hélas! qui décime les troupes de Madagascar. C'est la fièvre, c'est la dysenterie.

« Or, sommes-nous plus à l'abri de ces maladies que nos camarades?... »

Il est certain que, depuis 1870-71, l'on a été souvent injuste pour le corps de l'intendance réorganisé et qui, soit aux grandes manœuvres d'armée, soit au Tonkin et en Algérie, a presque toujours été à la hauteur de sa mission. Peut-être mesure-t-on, en effet, trop parcimonieusement, les récompenses aux officiers et aux hommes de ce service d'une importance capitale et qui exige des qualités précieuses d'intelligence, d'activité et de probité¹?

1. Les hautes distinctions ne sont presque jamais accordées aux fonctionnaires modestes des services administratifs de l'armée, pour lesquels le grade le plus élevé est celui d'officier principal. Il est extrêmement rare qu'un de ces officiers, même comptant de nombreuses campagnes, soit nommé commandeur de la Légion d'honneur.

Ainsi, en 1871, après la guerre, un seul d'entre eux le fut, et non sans peine, M. Antoine Gley, chargé du service du ravitaillement de Paris, sous les ordres de l'intendant militaire Périer.

Nous empruntons à ce sujet à *la Patrie* l'anecdote suivante : La conduite de M. Gley avait été appréciée en haut lieu, et, quelques jours avant la fin du siège, le général Trochu dit à l'intendant Périer, qui était à la tête des services administratifs :

— Que pouvons-nous faire pour M. Gley?

— Le ministre de la guerre peut lui adresser une lettre officielle de félicitations, répondit M. Périer.

— Ah! ce n'est pas assez!...

— C'est la seule chose que l'on puisse faire, mon général. M. Gley a obtenu le plus haut grade de l'administration, il est officier principal; de plus, il a déjà la rosette d'officier de la Légion d'honneur. C'est tout ce qu'il peut ambitionner...

— Si on lui donnait la croix de commandeur?

— Mais, mon général, jamais un officier d'administration n'a eu la cravate! Cela ne s'est jamais vu...

— Je le sais; mais aussi jamais un officier d'administration n'a rendu de tels services. Je vais y réfléchir et j'en parlerai au général Le Flô. A des mérites exceptionnels, il faut une récompense exceptionnelle.

Le général Le Flô, qui était alors ministre de la guerre, fut consulté et se prononça dans le même sens que l'intendant Périer, mais le général Trochu tint bon, et M. Gley fut nommé, deux jours après la capitulation de Paris, commandeur de la Légion d'honneur. La chose fit grand bruit dans le monde militaire.

Le train des équipages est lui aussi toujours à la peine.

« Nous sommes au 5 septembre, dit un sous-officier à un ami, les premières pluies commencent à tomber, et nous sommes encore bien loin de Tananarive.

« Possédez-vous une carte? Andriba point extrême, et il y a encore autant de chemin que celui parcouru, sans route, sans trop grande connaissance des lieux et plus grandes difficultés pour les ravitaillements.

« Je suis en ce moment, avec les derniers hommes du train campés à côté de nous, à Marololo, point où les canonnières sont obligées de s'arrêter, le Betsiboka n'étant plus navigable pour aller.

« Ici commencent les convois : 50 à 80 voitures Lefebvre partent vers l'avant tous les jours, chargées de vivres et conduites par des Kabyles qui, les misérables, ne tiennent pas debout. Ce convoi redescend le soir après avoir parcouru cinquante kilomètres de mauvaise route et rapporte en moyenne journalièrement 150 malades, aptes tous à être rapatriés.

« Marololo possède l'hôpital n° 4, et là on compte, tant Européens qu'indigènes, 6 à 8 décès par jour. Des fosses pour ces malheureux, on en creuse tant que l'on peut, mais il n'est pas rare d'en voir enfouir deux et même trois ensemble, surtout pour les Kabyles, enveloppés dans une vieille toile de tente et encore chauds. Il faut être bien fort pour ne pas être éccœuré après une cérémonie de ce genre.

« Le 17^e tient la corde : tous les soldats à l'hôpital ou évacués sur le sanatorium. Le maréchal des logis chef Lapart reste encore un des plus solides et s'en réjouit.

« Il ne se ménage pas tous les soins qu'il peut s'accorder, je vous l'assure. Quoique le Pernod (très rare) coûte 10 francs et le vin 40 sous le litre, il ne s'en prive pas. Il faut que je vous dise que la ration de vin a été réduite de 40 à 20 centilitres. Vous voyez là comme l'estomac se maintient après une journée de travail avec 40 degrés à l'ombre.

« Rien d'étonnant que nos hommes robustes tombent. On a beaucoup promis. On tient peu.

« Ce n'est pas un pessimiste qui vous écrit. Vous pourrez, d'ailleurs, en juger par les rapatriés que vous rencontrerez.

« Si l'hiver, c'est-à-dire l'été d'ici, trouve encore des troupes dans les régions basses de l'île, ces troupes sont sacrifiées. Il en sera de même des animaux, à qui on se contente de distribuer 2 kil. d'orge par jour et 2 kil. de paddy. Comme fourrage, ils mangent des feuilles de roseaux et souvent la tige elle-même, qui mesure jusqu'à 6 mètres de longueur. Quelles belles lignes qui se perdent !

« En somme, malgré tout le désir que j'aurais de vous dépeindre la situation sous un plus beau ciel, je ne le peux. La vérité se fait jour partout...

« Ah! ceux qui en France ne connaissent pas le service du train feraient bien de venir à Madagascar voir comment il opère et jusqu'à quel point il pousse le dévouement et l'abnégation. Jusqu'à ce moment, j'ai toujours défendu cette arme, mais, plus que jamais, alors que je l'ai vue à l'œuvre, je ne permettrai qu'on la discrédite en ma présence. C'est la clef de la campagne et c'est de si obscurs serviteurs qu'en dépend l'issue. Presque tous tombés sur la brèche, les dernières bribes sont secondées en ce moment par l'artillerie qui recule avec ses pièces, ne pouvant plus avancer, par la cavalerie qui ne possède pas de chevaux et par le cadre d'infanterie qui ne possède plus d'hommes.

« Le train aura fait son devoir et plus. »

Avant de s'éloigner de la base d'opération et de pénétrer plus profondément dans l'intérieur du pays, le général Duchesne, qui ne serait peut-être pas constamment en communication régulière avec les troupes et les postes de l'arrière, avait, en prévision de certaines éventualités, arrêté les différents commandements de la ligne d'étape. Il rédigea dans ce but l'ordre général suivant :

ORDRE GÉNÉRAL N° 56

« Le général commandant en chef porte à la connaissance des états-majors, troupes et services du corps expéditionnaire et de la flottille fluviale, les dispositions ci-après, qu'il a arrêtées par modification aux prescriptions des ordres généraux n° 2 c et 43, relatifs à l'organisation du commandement dans la zone de l'arrière.

« En raison de l'allongement constant de cette zone, de la difficulté croissante des communications et de la nécessité qui s'impose au colonel directeur des étapes de stationner sur le bas fleuve, pour y maintenir le bon ordre et pour continuer à remplir les fonctions de délégué du général commandant en chef à la base maritime, la zone de l'arrière est divisée en deux secteurs qui seront dénommés, respectivement, secteurs nord et sud.

« Le secteur nord est maintenu sous le commandement du colonel Bailloud. Ses limites sont celles fixées par l'ordre général n° 43. Le secteur sud, dont le commandement est attribué au colonel Palle, comprend le territoire qui s'étend entre Marololo et la colonne principale.

« A cet effet, M. le colonel Laval, commandant les batteries, suppléera, dans le commandement de l'artillerie, M. le colonel Palle, dans les conditions que fixera cet officier supérieur.

« Les attributions respectivement dévolues aux directeurs des étapes, dans les secteurs nord et sud, sont celles définies dans l'ordre général n° 43.

« Un ou plusieurs officiers supérieurs sont adjoints à chacun des

deux directeurs d'étapes ; le plus ancien de ces officiers supérieurs dans chaque secteur exercera, sous la direction du colonel directeur le commandement du détachement constitué par les troupes et les personnels du service des étapes ou stationnés dans cette zone.

« Il aura, à ce titre, les pouvoirs judiciaires définis dans les 9^e et 10^e paragraphes de l'ordre général n^o 43.

« Les lieutenants-colonels Geil, du régiment colonial, et Barre, du 200^e, sont désignés pour remplir, jusqu'à nouvel ordre, ces fonctions dans les secteurs sud et nord.

« Le lieutenant-colonel Andry, du service des renseignements restera, d'autre part, à la disposition du directeur des étapes dans le secteur sud, pour remplir à Mevatanana, Suberbieville, les fonctions de major de la garnison et éventuellement de commandant d'armes.

« Les directeurs des étapes, dans les deux secteurs, stationneront en principe : celui du secteur nord à Majunga ou à Marovoay ; celui du secteur sud, à Suberbieville. L'un et l'autre auront la faculté de se déplacer, à charge d'en rendre compte au général commandant en chef, selon les nécessités de leur service. Ils disposeront de même du personnel, officiers et troupes, du service des étapes relevant de leur commandement.

« Jusqu'à l'entier écoulement, vers l'avant des échelons de ravitaillement, le colonel Palle continuera de diriger les mouvements des convois de voitures à partir d'Ambato. Il appartiendra à cet officier supérieur de demeurer, à cet effet, en relations constantes avec le colonel Bailloud, afin de maintenir, autant que possible, l'unité de commandement et de direction dans cet important service.

« Les gîtes d'étapes, sur la ligne des communications, dans le secteur sud, seront fixés par le colonel Palle, selon les indications générales du commandement ; cet officier supérieur réglera de même le changement et tous les mouvements des convois.

« Les chefs des détachements stationnés sur cette ligne et qui exercent les fonctions de commandant d'armes ne devront pas perdre de vue que, s'ils ont à prêter tout le concours nécessaire pour aider à la marche des convois, ils n'ont, en aucun cas, qualité pour en modifier les mouvements. Il est essentiel, en effet (sauf en cas de force majeure), que les mouvements se fassent régulièrement et aux dates fixées, sous peine d'arrêter tout l'ensemble et de rendre précaire le ravitaillement de l'avant.

« Cette question du ravitaillement en vivres devant primer toutes les autres, M. le colonel Palle n'autorisera au maximum que l'emploi de deux voitures, par échelon, pour les transports privés (colis postaux et caisses), et par celui du courrier journalier.

« Les rapports des commandants d'étapes seront, à dater de la notification du présent ordre, adressés aux directeurs des étapes, à

qui il appartiendra de tenir le commandement au courant des événements intéressants.

« Au quartier général de Suberbieville, le 26 juillet 1895.

« Le général commandant en chef,

« CH. DUCHESNE. »

Le général en chef aurait pu confier le commandement de l'arrière au général Metzinger, mais celui-ci, bien que promu général de division, avait demandé à être maintenu à la tête de sa brigade. Il comptait bien entrer avec elle à Tananarive.

La plupart des officiers désignés pour commander les secteurs et subdivisions de secteurs étaient devenus disponibles, bien que précédemment destinés à d'autres services.

Le chef du 2^e secteur, de Marololo à la colonne principale, le colonel Palle, avait été envoyé à Madagascar en qualité de commandant de l'artillerie ; mais les batteries de campagne ne pouvaient avancer dans l'intérieur des terres ; seules, les batteries de montagne, facilement transportables à dos de mulet, suivaient la colonne et franchissaient tous les obstacles. Le commandement, tout d'abord attribué au colonel Palle, avait donc perdu beaucoup de son importance, bien que le rôle de l'artillerie, même réduite à quelques pièces, dans cette campagne, sur le champ de bataille, fût décisif. Les chefs de batterie suffiraient à la direction de quelques pièces en route, vers Tananarive.

Les autres canons serviraient à armer Majunga, Marovoay et les différents postes, et à inspirer une salutaire terreur aux indigènes.

Le colonel Palle fut l'auxiliaire de tous les instants du colonel Bailloud et du colonel Marmier. Cet officier distingué était venu à Madagascar comme chef de l'artillerie. On sait que ladite artillerie de campagne, expédiée là-bas sur la foi de renseignements erronés, dût être laissée à Majunga et à Marovoay, en attendant que d'autres routes et d'autres ponts fussent construits, assez praticables, larges et stables pour lui donner accès.

Les artilleurs, ceux du moins qui n'entrèrent pas dans les hôpitaux, furent répartis entre les batteries de montagne et les détachements du train des équipages.

Le colonel Palle devint en réalité le directeur de ce service du train. Il accepta, en vrai soldat, ne connaissant que le devoir et la consigne, des fonctions toujours pénibles et de peu d'éclat, et lui, l'un des meilleurs parmi les chefs de notre artillerie, il fit preuve d'une belle abnégation et prit le commandement, devint l'organisateur des convois, sans se considérer comme diminué. Un des officiers de réserve du 38^e d'artillerie¹ qui l'ont vu à l'œuvre a tracé de lui le portrait suivant :

¹ M. Boudouresque.

« Grand et un peu voûté, sec, figure d'ascète à laquelle ne messied pas son cadre de barbe grise et que rajeunissent deux yeux très vivants, ce colonel lutte d'endurance avec les plus jeunes des capitaines placés sous ses ordres. Auteur du plan de ravitaillement par échelons que je vous exposai dernièrement, il en surveille lui-même l'exécution avec une activité qui fait l'admiration de tous : de Marololo à Suberbieville, de Suberbieville à Beritsoka, de Beritsoka à Andjéjé, d'Andjéjé à l'avant-garde, il va et vient sans cesse, droit sur son cheval blanc, infatigable, respirant à pleines narines la poussière des convois — une poudre à l'odeur moins enivrante et aux effets plus meurtriers ici que la poudre de guerre — se couchant à 10 heures, le soir ; levé à 4 heures, le matin ; et le soleil, le terrible soleil du milieu de la journée qu'il brave constamment, semble n'avoir pas d'influence sur lui.

« Et soutenus par son exemple, leur amour-propre surexcité par la crainte de voir leur jeunesse résister moins que cette verte vieillesse, les officiers occasionnels du train qu'il dirige — officiers d'artillerie, de cavalerie, du train proprement dit, voire d'infanterie — acceptent avec plus d'entrain, sinon avec plus d'obéissance, le rude et obscur labeur qui leur est dévolu.

Le colonel Palle, séparé de ses pièces et directeur du train, symbolise en sa personne l'effort lent, continu, surhumain, et ingrat par surcroît, qu'ont été appelés à déployer dans cette campagne tant d'officiers et tant de soldats qui, partis de France avec l'espoir de tirer des coups de canon ou de fusil ont dû se borner — cruelle désillusion dignement acceptée — à devenir qui convoyeurs, qui terrassiers.

« C'est le plus bel éloge que l'on puisse faire de ce savant officier auquel les circonstances n'ont pas permis d'utiliser sa science et qui ne croit pas déroger — et avec combien de raison ! en se contentant de se révéler magnifique soldat »

Les lieutenants-colonels Geil du régiment colonial et Barre du 200^e étaient placés sous les ordres des deux chefs de secteur. Le premier avait l'expérience de la guerre, de l'administration et de la justice coloniale.

Quant au second, nous avons dit déjà quelle part brillante il avait prise aux combats livrés au confluent de l'Ikopa et à Mevatane comme chef de bataillon de la légion étrangère. Il était compté parmi les meilleurs officiers du corps expéditionnaire. Promu lieutenant-colonel, il fut, à son grand regret, enlevé à ses légionnaires ; il remplaça le lieutenant colonel Bizot au 200^e, après la mort du colonel Gillon.

En cette qualité, une partie de ce régiment étant désignée pour former des garnisons d'étape, le nouveau lieutenant-colonel ne devait plus guère compter, sur un service actif. Il était du reste, hélas ! de ceux que les fatigues et les fièvres avaient fort éprouvés et déjà sa santé, qui ne devait pas se rétablir, inspirait les plus graves inquiétudes.

La place de Mevatane sur la route de Majunga à Tananarive prenait une importance de tout premier ordre. Elle formerait un centre d'occupation sur la ligne d'étapes, duquel pourraient au premier signal, en cas de diversion tentée par l'ennemi sur l'arrière, rayonner des colonnes mobiles.

A Mevatane et à Suberbieville étaient emmagasinés d'immenses approvisionnements qu'il s'agissait de conserver et de protéger contre les Hovas et les Fahavolos ; le lieutenant-colonel Andry, chef du service des renseignements, déjà en relations avec des rois ou princes sakalaves, fut nommé major de la place. Le lieutenant-colonel Pognard du régiment d'Algérie, qui avait commandé à Mevatane au lendemain de la prise de la ville, rejoignit son corps sur sa demande à Tsarasotra.

Tout était donc prévu afin d'assurer le maintien de l'ordre sur la ligne d'étape, déjà longue et qui s'allongerait encore, à mesure que le corps expéditionnaire approcherait de Tananarive. Le général Duchesne avait toute confiance dans les officiers désignés par lui pour occuper ces divers postes, où ils devraient faire preuve de qualités diverses de chefs de troupe et d'administrateurs.

Ils auraient à négocier avec les indigènes, à veiller à l'entretien des routes, au transport des vivres, des munitions et du matériel, au service de la poste, à celui des ambulances, à passer en revue les détachements de renfort envoyés de France et rejoignant la colonne expéditionnaire, à gouverner le pays et à y faire respecter notre autorité. En cas de différends, ils prononceraient et exerceraient le droit de haute justice ; fonctions délicates entre toutes qui exigent un sentiment profond du devoir, une loyauté absolue, un esprit net et une rare fermeté.

Nous avons déjà dit quels ordres sévères furent donnés par le général Duchesne pour maintenir la discipline à l'arrière du corps expéditionnaire et pour réprimer sans pitié toute tentative de pillage, toute violence commise contre les indigènes. Cette rigueur était nécessaire. Quelques soldats en effet de nos troupes auxiliaires, tirailleurs du régiment dit sakalave ou haoussa ne comprenaient la guerre qu'à la façon de leur pays, en sauvages.

Plusieurs déjà avaient été fusillés. D'autres encore comparurent en cour martiale.

Un officier du corps sakalave, trop sévère peut-être, disait, à son retour en France¹, à propos des soldats qu'il avait menés au feu.

« Deux compagnies sont formées de Comoriens enrôlés à l'instigation du sultan Saïd-Ali, alors qu'il était encore souverain, protégé de la grande Comore.

¹ Renseignements fournis à un rédacteur du *Petit Méridional* par le capitaine Jacquemin.



Mulets tombant dans un précipice.

« Quoique d'origine arabe, ces hommes n'ont pas le tempérament guerrier et c'est à peine si aujourd'hui, après plusieurs mois d'entraînement, ils commencent à avoir quelque peu l'esprit militaire et sont suffisamment entraînés pour être conduits au feu avec utilité.

« Les autres compagnies sont formées d'éléments indigènes divers parmi lesquels il y a très peu de vrais sakalaves.

« Tous les sacripants chassés des tribus en raison de leurs méfaits sont venus s'enrôler chez nous, attirés par la prime de 100 francs qui leur était offerte : cette prime constitue en effet une véritable fortune pour un indigène.

« Quelques-uns ont déserté après avoir touché la prime, mais sans emporter leurs armes.

« Cette catégorie de tirailleurs se comporte plus bravement au feu mais elle est, par contre, beaucoup plus rebelle à la discipline que les Comoriens. Ils ont commis de véritables horreurs sur les flancs de la colonne expéditionnaire.

« La nuit venue, malgré les sentinelles, ils quittaient le camp pour aller, à plusieurs kilomètres de là, dans les villages, se livrer sans aucun frein à leurs instincts de bandits. Ils rentraient ensuite au camp rompus de fatigue, incapables de fournir l'étape. Il a fallu, pour leur inculquer l'instinct de la discipline, se départir de la bienveillance avec laquelle on les avait primitivement traités et en fusiller plusieurs. »

La plupart des soldats laissés en arrière et formant les troupes de garnison étaient fiévreux, quelques-uns même un peu démoralisés. Les pauvres diables, en effet, avaient beaucoup souffert; il incomberait aux officiers chefs de secteurs de veiller avec un soin tout particulier sur eux, de se préoccuper du rétablissement de leur santé et de relever leur moral.

Enfin, le général Duchesne comptait sur ces officiers distingués pour recueillir des renseignements, pour envoyer des agents dans les provinces, parmi les peuplades voisines; ils auraient en outre à se tenir toujours sur leurs gardes, en prévision d'attaque possible sur le territoire en état de siège et à fortifier les postes dont le commandement leur était confié.

Cette mission, moins brillante peut-être que celle des combattants, était hautement honorable et grosse de responsabilités.

Plus le corps expéditionnaire s'avance à l'intérieur de l'île, plus les communications devenaient difficiles. Sans doute, le télégraphe reliait le quartier général à Majunga, mais la ligne était assez fréquemment interrompue. On ne pouvait en effet la surveiller efficacement sur un parcours aussi long. Des Fahavolos, des indigènes abattaient les poteaux ou coupaient les fils. Des accidents se produisaient.

Nos auxiliaires eux-mêmes, les porteurs et conducteurs de mulets des convois ne se faisaient pas scrupule de détruire ces poteaux et ces fils, malgré de sévères consignes.

En septembre, après l'entrée du général Duchesne à Andriba, le colonel Bailloud à Majunga fut, on le sait, plusieurs jours sans nouvelles du général Duchesne; le télégraphe ne fonctionnait pas.

« Il y avait évidemment avantage à organiser le service de télégraphie du corps expéditionnaire avec le personnel du génie, disait le *Progrès militaire*. Il était seul susceptible de poser à la fois le fil, d'édifier les postes, de servir les appareils et de défendre au besoin les blockaus construits pour la sécurité de la ligne.

« Mais encore fallait-il que le matériel fut transporté et que les

sapeurs télégraphistes ne fussent pas détournés de leur mission ou fussent valides.

« Les défauts du service de la télégraphie pendant l'expédition de Madagascar sont indéniables. La télégraphie optique a été loin de pouvoir suppléer aux lacunes de la télégraphie par fil. S'il n'y a pas eu d'interruption des communications, il s'est produit des lenteurs, résultant sans doute sur plusieurs points, de la transmission par porteur des dépêches de l'avant à l'arrière.

« Pouvait-on faire mieux? Tout a dépendu du personnel disponible et du matériel mis à sa disposition. Dans un pays aussi difficile que la région parcourue depuis Andriba, le quartier général devait-il avancer en perdant le contact? Toujours est-il que les dépêches du général Duchesne mettent plusieurs jours avant d'être télégraphiées de Majunga en France. »

Une des principales causes du fonctionnement défectueux des télégraphes à Madagascar, était le travail excessif imposé aux compagnies du génie. Les sapeurs télégraphistes n'avaient reçu comme auxiliaires qu'un nombre de coolies insuffisant. Ils étaient donc forcés de transporter eux-mêmes leurs appareils, de faire les terrassements nécessaires souvent très pénibles, de poser les poteaux et les fils.

Presque chaque jour, un de ces poteaux était renversé par une voiture Lefebvre, ou arraché, ainsi que nous venons de le dire, par un indigène ou par un coolie; il fallait réparer la ligne. Les hommes, réduits par la fièvre à un petit nombre de travailleurs, succombèrent à la peine; mais on ne se contenta pas de les surmener dans leur service, il fallut, faute de bras, faire appel à leur dévouement et les adjoindre souvent aux compagnies du génie décimées, employées à la construction des routes et des ponts.

Dans ces conditions, les communications télégraphiques furent nécessairement très imparfaites. Le quartier général ne pouvait donc pas transmettre rapidement des renseignements sur les opérations militaires au colonel Bailloud à Majunga.

Au delà de Suberbieville, pendant la marche vers Andriba et la frontière de l'Imerne, on dut renoncer même à la télégraphie optique. Le général Duchesne resta en relation avec Mevatane, par des courriers porteurs de dépêches, lesquelles étaient ensuite transmises par télégraphe au colonel Bailloud.

Tout fait de guerre ou renseignement, digne d'être signalé, n'étaient connus à Majunga par le chef du service des étapes, que six jours environ après l'événement.

Quant aux courriers, porteurs des rapports officiels destinés au ministre de la guerre et des correspondances privées, leur service n'était pas encore régulièrement organisé.

Le *Shamrock*, très attendu, n'apporta aucun document vraiment

intéressant, bien que l'impatience fût extrême en France, d'autant plus vive que certains journaux étrangers anglais ou allemands prétendaient avoir reçu des nouvelles. Pourquoi le gouvernement à Paris se taisait-il? La situation était-elle donc plus critique? Les pessimistes de bonne ou de mauvaise foi triomphaient et aussi ceux qui s'acharnaient de parti pris contre le général Duchesne, comme si celui-ci eût été responsable de la rupture de la ligne télégraphique.

Dans les garnisons de l'arrière, le service est pénible; les hommes disponibles, en effet, sont rares et le nombre des postes à occuper et à garder ne diminue pas, au contraire, à mesure que les effectifs fondent.

L'ordre est adressé de se tenir toujours en éveil; des bandes sont signalées sur différents points. Plusieurs fois, des sentinelles sont attaquées, la nuit. Des coups de feu retentissent dans la campagne et l'alerte est donnée. La garnison prend les armes; mais les rôdeurs sont déjà loin, et presque toujours ils échappent aux patrouilles envoyées pour les pourchasser¹.

Des détachements du 200^e furent plusieurs fois engagés dans des escarmouches de ce genre, entre autres à Besatrimo, à 15 kilomètres environ de Mevatane, et firent bonne contenance. Malheureusement, les occasions de combattre étaient trop rares.

A la date du 5 septembre, le correspondant du *Figaro*, qui cependant ne se montre pas pessimiste de parti pris, écrit :

« Les seules troupes valides du corps expéditionnaire sont les 4,000 hommes environ de la colonne volante. Tout ce qui reste sur la ligne d'étapes, à part peut-être les volontaires de la Réunion, encombre les hôpitaux; on ne peut pas marcher, à tel point qu'en ce moment la mortalité atteint au total 50 soldats et coolies par jour; à la fin du mois, cela fera 1,500; on ne fournit plus de piquets d'enterrement, ceux même qui meurent le long de la route ne sont pas toujours enterrés, les chiens sauvages les dévorent. Quand un convoi de malades arrive à l'étape, les cahots des voitures Lefebvre en ont achevé plusieurs. »

On peut juger, d'après cette correspondance, des difficultés avec

1. « Je pense que tu ne te fais plus de mauvais sang, écrit à son père un soldat de l'une de ces garnisons de la ligne d'étape; car moi je ne m'en fais pas; c'était bon au commencement, j'avais un peu la frousse, mais maintenant je n'y pense plus.

« Dernièrement, après une longue marche, nous arrivons sur un plateau; le commandant nous fait camper sur de la terre boueuse, mais cela n'était rien. Dans la nuit nous avons eu une alerte, on venait de nous enlever quatre sentinelles. Comme le commandant attendait le bataillon qui nous suivait pour livrer bataille, nous avons été obligés de rester là encore toute une journée. Ma compagnie était d'avant poste et moi en petit poste avec deux heures de faction, Pendant ce laps de temps, je te promets que je ne pensais pas à dormir. La veille, à cette même place, on nous avait enlevé une sentinelle.

« Enfin cela n'empêche que l'on rit bien des fois quand on court sur les Hovas la baïonnette dans les reins. Je te promets qu'ils marchent bien les gaillards; enfin je crois que je n'aurai pas volé ma médaille.

« P.-S. — J'ai oublié de te dire que j'ai fait un bon 14 Juillet. Après une marche de 30 kilomètres nous avons eu à diner du riz, du buffle et du biscuit.

• Il faut espérer que l'année prochaine je le passerai mieux. »

lesquelles se trouvaient aux prises les commandants d'étape pour organiser solidement la défense des postes qu'ils occupaient et celle du secteur de route dont la garde leur était confiée.

« Je ne dispose plus, nous écrivait l'un d'eux, que d'invalides ; les meilleurs de nos soldats seraient actuellement incapables d'aller à deux kilomètres d'ici. Ce sont des spectres qui montent la garde autour de nous. Qu'advierait-il si les indigènes des environs étaient des guerriers braves comme les Pavillons noirs du Tonkin, comme les Arabes ou comme les Dahoméens ? Ils pourraient, en se jetant sur nous d'un seul bond, nous massacrer jusqu'au dernier, à moins que — car la poudre fait des miracles — nos pauvres fiévreux ne reprennent tout à coup des forces, au bruit des premiers coups de feu.

« Nous attendons impatiemment les quelques renforts promis ; ils seront hélas ! composés de jeunes soldats, et la saison des pluies étant proche, la fièvre les décimera, comme elle a décimé les premiers débarqués. »

Dans les environs de Marololo, la tranquillité n'est pas sérieusement troublée. Le poste et ses magasins sont, du reste, bien gardés.

« Les Sakalaves, écrit-on¹, se tiennent bien décidément loin de nous.

« Que font-ils ? Réfugiés dans la brousse, ils regardent de loin, passer nos convois et, sauf un très petit nombre de gens qui viennent parmi nous, ils se dissimulent soigneusement. Les Fahavalos ont beau jeu pour piller les villages désertés, et ils n'y manquent pas. Je dois dire, à cette occasion, qu'on a beaucoup abusé dans les récits de ce mot de Fahavalos ; un peu plus on en aurait fait une race à part, de ces pillards sakalaves. Mais chez les indigènes de l'ouest, tout le monde est plus ou moins *fahavalo*, car tout le monde pille plus ou moins son voisin.

« Ce sont presque les mœurs des tribus du Sahara, avec cette différence que si on pille par bandes à « main armée », comme dirait le code français, on pille aussi isolément.

« Ce sont sans doute des Fahavolos isolés, ou par petits groupes, qui allument tous ces immenses incendies qui éclairent l'horizon, presque tous les soirs, d'un cercle de feu. Je ne serais pas étonné, du reste, que quelques-uns de ces rôdeurs de brousse ne soient les alliés et les instruments des Hovas, et qu'ils n'exécutent consciencieusement la consigne venue de Tananarive de tout détruire dans le voisinage de de nos lignes, car de Majunga aux avant-postes, c'est un fil ténu qui se déroule, sans flanquements à droite ni à gauche. Jamais, peut-être, une expédition de 15.000 hommes — nominale ment du moins — n'a

1. Correspondance adressée au *Matin*.

été reliée à sa base par un aussi mince ruban; il a fallu véritablement que nous fussions bien sûrs de l'inaptitude des Hovas à couper nos communications pour opérer ainsi. »

De temps à autre, on fusille quelques bandits qui se sont laissés surprendre; mais la plupart du temps, ils échappent aux patrouilles et aux colonnes volantes lancées à leur poursuite. Ils ne se risquent pas, du reste, à attaquer nos postes, ou un convoi escorté.

Grâce à une surveillance aussi active que possible, nos officiers du service de l'arrière étaient à peu près renseignés sur les véritables dispositions de la population indigène. Nos patrouilles arrêtaient des agents hovas, firent des perquisitions chez des princes sakalaves qui se proclamaient nos amis. On découvrit que la plupart de ces alliés n'avaient pas cessé d'être en relations avec les anciens gouverneurs hovas. L'un de ces derniers écrivait:

« Faites bien attention de ne jamais prêter votre assistance aux Français avec lesquels nous sommes en guerre. Quoi qu'il adviennne, que nous soyons vainqueurs ou vaincus, vous payeriez cher les services que, alléchés par l'appât de l'argent, vous seriez tentés de leur rendre. Vainqueurs, nous vous traiterions plus durement que nous ne l'avons fait et nous détruirions les cendres de vos rois. Vaincus, vous savez bien que les Français se serviront de nous pour dompter les tribus que nous n'avons pu réduire; avec leur aide nous y parviendrons, et alors notre vengeance contre vous sera terrible. Vous avez donc tout intérêt à venir avec nous et alors nous récompenserons votre zèle. »

Les chefs sakalaves redoutaient beaucoup plus la colère des Hovas que celle de nos officiers. Ils demeuraient convaincus que nous abandonnerions l'île comme en 1885 et que leur intérêt bien entendu, dans la crainte de représailles des Hovas, n'était pas de nous servir. Ils se compromettaient le moins possible; mais, toujours prêts à fuir, et à se mettre à l'abri, ils continuaient à envoyer à l'ennemi des rapports sur la situation de nos troupes.

Le fameux roi Salim, auquel, plusieurs mois auparavant on avait rendu les honneurs à Majunga est interné dans son village. « Ce pillard, à qui l'on avait eu la faiblesse de faire un accueil superbe, en mai 1895, est enfin tenu à l'œil et quelque peu menacé d'une exécution sommaire. Salim, que nous avons vu à Majunga, proteste avec feu de la pureté de ses intentions vis-à-vis des Français. Il ferait mieux de décider ses sujets à venir travailler pour nous, car ici, ce qui nous manque, ce sont les bras, la main-d'œuvre pour toutes nos constructions. Ce roi noir, sans grande importance, est fort intelligent, mais ce n'est qu'un Sakalave, c'est-à-dire un pillard sans foi ni loi. »

Les responsabilités des officiers commandant les différents postes d'étape étaient donc des plus graves. Ils vivaient entourés d'ennemis.

A grand'peine, ils obtenaient par des agents, en lesquels même ils n'avaient qu'une médiocre confiance, des renseignements pas toujours très sûrs. Ils n'avaient du reste aucun moyen de les contrôler. Pas un d'eux n'était le maître en dehors du poste occupé ; l'autorité du commandant ne s'étendait guère au delà des quelques villages les plus proches de la région. Il ne disposait que d'un petit nombre d'hommes, presque tous incapables de supporter une fatigue. Dans ces conditions, il ne fallait pas songer à former des colonnes mobiles, à rayonner dans le pays. L'ennemi pouvait comploter et même réunir des troupes tout près de là sans être inquiété. Ses agents allaient et venaient dans la contrée presque aussi librement qu'avant l'occupation française, ils connaissaient les bons refuges, les sentiers détournés ; ils trouvaient partout un abri.

D'un poste à l'autre, la sécurité de la route tracée par le génie n'était rien moins qu'assurée, elle ne l'aurait été en aucune façon si des détachements de troupes de renforts n'étaient arrivés de France en août et en septembre.

Sur certains points d'une défense difficile et où de nombreux malades se trouvaient hospitalisés, les commandants d'étape redoutaient toujours une attaque. Ils devaient répondre avec une poignée d'hommes assez peu valides, de tous ces malheureux, incapables de porter une arme et de faire un pas.

Dans les garnisons, les soldats valides sont presque toujours sur pied. Le colonel Bailloud répartit de son mieux les derniers renforts venus de France, de façon à protéger la ligne d'étape et à éloigner autant que possible nos soldats des endroits les plus malsains ¹. Deux compagnies reformées du 200^e de ligne, les 5^e et 6^e du 2^e bataillon sont ainsi envoyées à Beritzoka, en attendant d'autres mouvements qui devront être opérés avant la saison des pluies. Le colonel et ses officiers visitent fréquemment les hôpitaux. Le chef du service des étapes

1. Certains médecins et pharmaciens de l'armée continuaient leurs études sur a ore et a fema de Madagascar. Ils découvrirent des tortues gigantesques et des tortues lilliputiennes. La plus grande espèce était jusqu'à ces derniers temps considérée comme éteinte, et on ne la connaissait que par quelques récits envoyés par notre compatriote, M. Grevé, assassiné au début de la guerre par les Hovas.

Cependant un spécimen vivant fut rapporté en 1895 par M. Th. Sauzier des îles Egmont à l'île Maurice, et permettra de faire ample connaissance avec cette espèce gigantesque, dont elle est sans doute le dernier représentant.

« Les îles Egmont, dit l'*Illustration*, constituent un groupe de six îles au nord de Madagascar, dans l'océan Indien. Elles sont d'origine corallienne et contiennent peu d'eau. Or, une de ces îles renferme une mare dans laquelle vivaient naguère les deux derniers représentants de l'espèce de tortue monstre dont il s'agit. L'un des deux animaux était un mâle et l'autre une femelle. Mais cette dernière est morte dernièrement, et c'est son compagnon qui a été transporté à Maurice. Celui-ci ne pèse pas moins de 240 kilos, et sa carapace a 4 mètres de tour, avec un diamètre de 1^m 66 de la tête à la queue. C'est la plus grande tortue que l'on connaisse.

« La célèbre tortue abandonnée à Maurice en 1810 par les soldats français, dans la cour de leur caserne, et qui vit encore, ne pèse que 160 kilos. La pauvre bête est maintenant aveugle, et on évalue son âge à deux cents ans.

« La tortue de M. Sauzier est donc plus grande que cette dernière. Elle est aussi plus grande que celle dont M. Grandilher a recueilli les débris en explorant un marais à Madagascar et que celle décrite par M. Galtry.

« Cette tortue préhistorique n'avait en effet qu'une carapace mesurant 3^m55 le pourtour. »

a voulu que partout, le 14 Juillet fût célébré par les moindres petits postes et détachements.

« A Ma'unga, écrit-on, pendant que la rade préparait ses illuminations, que des réjouissances étaient organisées pour les noirs dans les rues et sur la plage, un déjeuner spécial était servi à l'hôpital; dans les salles, sous les tentes, le bouchon de champagne sautaient, et des lits s'élevait, malgré tout, ce cri, faiblement, mais nettement articulé par les plus malades : « Vive la France ! »

Les alertes sont fréquentes et les convalescents eux-mêmes savent que, dans certains cas, ils devraient marcher au feu.

« Nous sommes ici à l'hôpital de Marovoay, écrit un soldat, (20 août 95) six cents malades et tous les hôpitaux de Majunga jusqu'à l'endroit où se trouvent les premières troupes en avant sont littéralement pleins; tous les jours on organise de nouveaux hôpitaux et tous les jours il y a des malades pour les occuper.

« Je crois qu'il serait temps d'arriver à Tananarive et de rapatrier les troupes, car sur les 15.000 hommes envoyés à Madagascar, il n'y en a guère plus d'un tiers de valides, sans compter les malheureux qui engraisent les bananiers, ce qui ne manque pas non plus.

« Mais ne vous tracassez pas pour moi, car chez moi, n'ayant pas le tempérament très fort, la fièvre n'atteint pas des proportions aussi graves; il est à remarquer que les grands gars solides sont les plus malades.

« Je commence à aller mieux, je mange un peu. et l'on est assez bien soigné avec les dons des Dames de France (que l'on ne touche qu'à l'hôpital) : le matin, chocolat au lait; à midi, poulet ou autre volaille, légumes fins, tels que haricots verts sautés, petits pois, tous ces légumes sont des légumes de conserves, mais n'en sont pas plus mauvais pour cela.

« Le papier sur lequel j'écris est envoyé par les Dames de France.

« L'on touche pas mal de petites choses provenant de leurs dons. Enfin cela se tire, je crois, cette expédition et si je laisse ici le peu de graisse que j'avais en partant de France, je reviendrai toujours avec ma peau.

« Le capitaine Mac-Mahon, un des fils du maréchal de France, duc de Magenta, commandant la place de Marovoay, vient de recevoir une dépêche lui annonçant de se tenir sur ses gardes, qu'il sera sans doute attaqué, à l'est de Marovoay, par un détachement de troupes hovas. Si cela arrivait, la situation serait drôle, il n'y a plus à Marovoay, en fait de troupe, que les 600 malades en traitement à l'hôpital, ce qui fait que, depuis deux jours, les plus valides forment tous les soirs de petits postes placés dans la direction désignée.



Bœufs attelés à des voitures Lefebvre.

« Enfin Marovoay défendu par des malades ce serait un bel épisode à marquer.

« Mais je crois que les Hovas n'auront pas le toupet de nous donner cette occasion d'illustrer un peu la campagne, car jusqu'à présent il n'y a pas eu grand'chose.

« Je vous envoie ci-joint un autographe *authentique* (le cache, apposé dessus en prouve l'authenticité) du fameux Ramasombazaha, autrement dit ramasse ton bazar), 14^e honneur ; je ne sais si vous ignorez qu'à Madagascar les grades sont des honneurs, il y en 17) dont le 14^e n'est déjà pas de la petite bière.

« J'ai trouvé cela en me promenant dans la maison du gouverneur de Marovoay qui a tout abandonné quand les Français y sont entrés. »

Dans les premiers jours du mois d'août, le bruit court en effet qu'une armée de 4.000 Hovas, réunie vers le nord-ouest de Madagascar, se prépare à attaquer notre ligne d'étapes; mais les renseignements des espions ne confirment pas cette nouvelle. L'armée de 4 000 hommes se réduit à d'assez fortes bandes de maraudeurs qui rançonnent le pays du côté de Bémarivo sur la rive gauche de l'Ikopa, à la hauteur de Marololo.

Dans les postes rapprochés de Majunga, les vivres ne manquent pas.

Le plat national malgache est peu compliqué, c'est la viande bouillie avec riz cuit à l'eau ou manioc.

Comme boisson, de l'eau et du rhum de l'île Maurice, à 20 centimes le litre.

Un certain bœuf à bosse, engraisé au maïs, donne une chair excellente, et il est peu de prolétaires assez misérables pour ne pouvoir s'en offrir au moins une fois par jour. La vie est si bon marché, en ce pays, en temps ordinaire, qu'un porteur gagnant 7 fr. 50 par mois a de quoi largement suffire à tous ses besoins.

« Dans la classe riche, la table est servie à l'européenne. Le rosbif et le bœuf à la mode sévissent à outrance, car on ne tue pas de veaux; le mouton est mauvais et le porc a perdu le droit de vivre dans la province d'Emyrne où il saccageait le talus des rizières.

« Mais le pays offre d'autres ressources : la volaille est fort abondante, le gibier d'eau foisonne, les lacs renferment plusieurs bonnes espèces de poissons, notamment des anguilles exquis, grosses comme le bras; dans les plus petits ruisseaux on pêche des écrevisses quadragénaires, mesurant 20 centimètres de long.

« L'île est moins bien partagée sous le rapport des fruits et des légumes. A part la bibasse ou nêfle du Japon, l'ananas, la mangue, les pamplemousses et les autres fruits des tropiques mûrissent mal sous ce climat tempéré.

« Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, l'aspect des sauces ne laisse point trop à désirer. Quelques cuisiniers européens, égarés dans le pays, ont fait de nombreux élèves parmi les serviteurs indigènes, et un avocat, envoyé naguère à Madagascar pour préparer le plan de campagne (ô ironie !), n'a pas été peu surpris d'y rencontrer des abonnés du *Pot-au-Feu*¹. »

Quant au pain, il a toujours été rare à Madagascar, l'île ne produit pas de blé. Le froment, la farine sont apportés de la côte à dos d'homme.

Le service de ravitaillement continue du reste sans fin ni trêve; de Majunga à Suberbieville, la route est sillonnée de convois.

1. La Cuisine malgache, par Honoré.

« Le service d'échelons des voitures Lefebvre, écrit-on au *Journal des Débats*, a été organisé par le colonel Palle, avec une précision à laquelle on ne saurait trop rendre hommage. Il a d'autant plus de mérite à avoir réussi à faire fonctionner régulièrement cette quantité considérable de véhicules, que les conducteurs kabyles sont d'une maladresse et d'une insouciance rares.

« Les eaux du Betsiboka et de l'Ikopa continuant de baisser rapidement, les canonnières mettent trois ou quatre jours pour effectuer le trajet entre Ambato et Marololo; fort heureusement la chose avait été prévue, et cet inconvénient ne nuit en rien au service de ravitaillement¹. »

Les magasins de Suberbieville sont bondés de sacs, de caisses et de barriques.

C'est près de là et jusqu'à Tsrasaotra, un va-et-vient ininterrompu, une interminable procession de mulets, de bœufs, de voitures et de porteurs.

Ces malheureux porteurs avaient éprouvé déception sur déception depuis leur entrée en campagne. On sait qu'il se composaient, en grande partie, d'anciens tirailleurs, d'anciens spahis, parmi lesquels beaucoup de médaillés du Tonkin et même quelques hommes décorés de la médaille militaire.

On leur avait promis un fusil, la ration des tirailleurs, l'habillement, etc.; de plus, les engagés devaient toucher cent francs de prime en s'engageant et une solde de vingt sous par jour, qui s'élevait à vingt-cinq pour les chefs d'escouade.

Tous répondirent avec empressement, à l'appel qui leur était adressé. Sur 5.780 engagés en Algérie, 16 seulement furent manquants, au moment du départ.

On transporta les convoyeurs volontaires sur les paquebots des Messageries, où ils furent entassés et à peine nourris; ils étaient 4.500 sur un navire qui n'en contient ordinairement que 900, équipage compris².

Ils débarquèrent à Majunga.

« Tout ce qu'ils avaient pu endurer jusque-là, écrit un témoin oculaire, M. Fernand Girbel, n'était rien à côté de ce qui les attendait après leur débarquement.

« La plupart d'entre eux croyaient servir comme hommes du train, c'est-à-dire comme convoyeurs armés; ils furent vite désillusionnés: on leur fit décharger des navires et exécuter toutes les corvées que l'on se gardait bien de demander aux nègres.

1. Le service des correspondances par voies de poste est aussi défectueux que possible, — par insuffisance du personnel; — envois et réception de courriers se font dans des conditions si déplorables que l'on hésite souvent à écrire; l'on attend à l'arrivée de la malle de France trois et quatre jours la distribution des lettres et des journaux qui arrivent très mal.

2. Le gouvernement français avait espéré réaliser ainsi de déplorables économies.

« Le moindre blanc s'arrogeait le droit de frapper à bras raccourcis un Kabyle, personne ne lui disait rien ; mais, s'il avait le malheur de toucher un Sakalave, les jours de prison pleuvaient comme grêle. »

Toujours pour raison d'économie, ces précieux auxiliaires ne touchaient qu'une ration insuffisante.

Leur travail étant fort pénible, le résultat ne se fit pas attendre : ils s'anémièrent vite et peuplèrent les hôpitaux.

« Le commandant s'empressa d'augmenter leur ration ; mais le mal était fait, et la plupart de ces malheureux ne se relèveront pas de ces premières privations. D'ailleurs, la ration n'est pas encore suffisante, car ils consacrent leur prêt à acheter aux soldats le pain de guerre que ceux-ci ne consomment pas.

« L'on ne sera pas étonné quand nous dirons que, sur les 5.700 qui sont arrivés à Madagascar, 1.800 Kabyles sont indisponibles ou morts, et que 250 d'entre eux ont disparu. Nous n'irons pas jusqu'à dire que ces derniers ont déserté, mais nous ne sommes pas loin de croire que, fatigués de souffrir, ils sont allés mourir dans quelque ravin. »

La nuit, les convoyeurs s'installaient en plein air, à peine vêtus. A la fin du mois d'août, on se décida enfin à leur distribuer de vieilles vareuses réformées par le ministère de la guerre¹.

Mais ces « Français d'Algérie », ainsi qu'ils se nommaient eux-mêmes, ne dissimulaient pas leur mécontentement. Et cependant ils continuaient à servir avec zèle et dévouement.

On les vit plusieurs fois ramasser des fusils et des cartouches et faire le coup de feu à Mevatane, à Tsarasoatra, ou défendre leurs convois contre les agressions des bandits.

Les convoyeurs les plus solides sont les nègres du Soudan, les Dahoméens, les Haoussas.

« Après les Haoussas, écrit un correspondant, viennent les conducteurs sénégalais dont le zèle, le dévouement et la vigueur sont au-dessus de tout éloge. Ils remplacent souvent les troupes du train décimées par la fièvre et font le métier de modestes tringlots sous le commandement d'officiers d'artillerie de terre et de mer.

« Les services que nous ont rendus ces braves *négros* sont incalculables.

« L'échelon commandé par le capitaine Gendron, de l'artillerie de terre, a fait de véritables prodiges, grâce au dévouement, à l'énergie et à l'intelligence de son chef. Cet homme est admirable ; ses Sénégalais l'aiment comme un père. Tous les jours il est à cheval à leur tête

1. Ces vareuses avaient été fabriquées en hâte en 1887, à l'époque de l'incident Schnœbelé, pour vêtir la réserve de l'armée territoriale, lorsqu'une guerre avec l'Allemagne semblait imminente.

de cinq heures du matin à cinq heures du soir; pas un homme ne manque à l'appel; on ne pense qu'au service. On sent que si cet échelon venait à faiblir, le succès de l'expédition pourrait être compromis, car il ne comprend pas moins de 350 hommes et de 600 mulets; il n'y a qu'un officier de la trempe du capitaine Gendron qui puisse tirer un pareil parti des noirs qu'il a entre les mains. Malgré tout, ils commencent à donner quelques signes de fatigue, et le capitaine est obligé, de loin en loin, de solliciter pour eux quelques jours de repos. »

En septembre, les fortes marées causent de grands ravages à Majunga et dans la baie de Bombetoke. La navigation devient très difficile.

« La plage de sable, écrit-on, où a été déposé tout l'approvisionnement du corps expéditionnaire, a été inondée, la farine et le pain biscuité se sont trouvés sous l'eau. L'inondation a aussi gagné l'hôpital d'Ankaboka où se trouvent 1.300 alités. »

L'attention du colonel Bailloud, dont l'activité et le dévouement sont merveilleux, est appelée sur différents points menacés.

Cet officier, écrit un correspondant, « voit tout, fait tout; du matin au soir, on le rencontre par monts et par vaux, veillant à tout, répondant à tous. Il s'est rendu à bord du *Sigurd* avec le capitaine de vaisseau Marquaire, au poste d'Ankaboka, pour en vérifier la situation, et que les différents chefs de service l'occupant ont signalé comme devant être abandonné sous peu. En cet endroit, les rives du Betsiboka sont très basses, et une vaste plaine s'étend jusqu'aux dernières baraques. A la saison des pluies, les indigènes la cultivent en rizières. Or, les marées d'août, septembre et octobre étant très fortes, dépassent la hauteur des berges et inondent la plaine tout entière. »

Ankaboka, encombré, est du reste particulièrement malsain, surtout depuis la saison pluvieuse. Dès les premiers jours de septembre, cette saison s'annonçait dans le Boéni par des ondées torrentielles.

« Les alentours du camp sont couverts de débris de toutes sortes, dont les émanations malsaines éprouvent cruellement les hommes aussi bien que les officiers; et cela, malgré les soins assidus et toute la sévérité du commandant d'armes et des officiers qui lui sont adjoints. Cela tient au passage continu de malades, d'isolés, de troupes changeant de poste et arrivant à toute heure du jour et même de la nuit, jusqu'à 10 et 11 heures du soir. La quantité de malades ne permet pas une surveillance sérieuse. »

Rien de plus lugubre, de plus navrant que l'aspect de cet hôpital d'Ankaboka, salle d'attente macabre du cimetière voisin. On en jugera d'après le tableau suivant d'un témoin oculaire :

« J'assistais ce matin au creusement des fosses qui doivent renfermer la triste moisson de la journée d'hier. Dans une enclave de la

forêt, au pied des hauteurs d'Ankaboka, c'est, hélas ! une mer de croix qui, uniformément neuves, font songer à quelque cataclysme ayant détruit soudainement quelques centaines de personnes. Une cinquantaine de Somalis ou de Sakalaves, sous la conduite de deux soldats, attaquaient le sol à grands coups de pioche, causant, chantant, empressés, presque joyeux, comme si cette lugubre besogne les vengeait de tous les morts que leurs compatriotes ont laissés sur la route de l'expédition. A quatre heures, le soir, ont lieu les inhumations, toutes à la fois. Pas de cercueils, bien entendu ! Comment et avec quoi les ferait-on ? Les corps sont cousus proprement dans un linceul, et savez-vous combien d'hommes accomplissent ce pénible travail ? Deux infirmiers, deux courageux soldats, qui ont, depuis plusieurs mois, arrangé la suprême toilette de ces malheureuses victimes d'un climat meurtrier.

« Le commandant de Sainte-Marie, du 200^e de ligne, qui vient d'être transféré ici comme commandant d'armes, me raconte qu'au moment de son départ d'Ankaboka, un malheureux caporal du génie, qui allait débarquer avec une escouade de télégraphistes de relève, s'est noyé au moment de descendre à terre. Le pauvre diable, chargé de son fusil qu'il portait en bandoulière, a glissé entre deux chalands et a disparu dans la Betsiboka, dont le courant, pendant cette grande marée, a quatre ou cinq nœuds de vitesse. C'est-à-dire que, malgré tous les efforts, le corps du noyé n'a pu être retrouvé, et la voracité des calmans empêchera sans doute qu'on ne revoie jamais son cadavre. Mais que sont ces menus épisodes au milieu des pertes du corps expéditionnaire ! »

Le spectacle n'est guère moins lamentable à Marololo, où le cimetière s'élargit envahissant les terres. Le 8 août, est mort à l'hôpital de ce poste un jeune officier d'avenir, le lieutenant Migeon, de la 5^e compagnie du 13^e d'infanterie de marine, ayant déjà fait campagne au Sénégal et au Dahomey.

La garnison de Marobolo, ayant à sa tête le lieutenant-colonel Geil, suivi d'officiers de Haoussas, de volontaires de la Réunion, d'artillerie de marine et de terre, du 200^e de ligne, accompagna le corps et rendit les derniers honneurs.

L'adjudant Gaffori, de la compagnie du lieutenant Migeon, prononça quelques paroles d'adieu ;

« Mon lieutenant,

« C'est au nom du capitaine Rauch, des lieutenants Quinet et Barès, des sous-officiers de la 5^e compagnie du 13^e régiment d'infanterie de marine et de toute la compagnie elle-même que je vous dis un éternel adieu. Les uns regretteront en vous un camarade aimable, sym-

pathique, dévoué; les autres un chef très difficile à remplacer, un vrai père de famille, car, mon lieutenant, vous aviez toutes les confiances et aviez su captiver tous les cœurs.

« A la triste nouvelle que je vais avoir la douleur de leur apprendre, deux cents hommes prendront le deuil. Pour quelque temps, la gaieté disparaîtra. La mémoire de votre nom restera chérie parmi nous. Des regrets unanimes vous accompagnent à votre dernière demeure. Votre 4^e section vous pleurera particulièrement, car elle avait en vous l'homme intelligent, courageux, intrépide qui devait la conduire au feu.

« Adieu donc, mon lieutenant, et reposez en paix ! »

La grande famille militaire à Madagascar, si éprouvée, serrait les rangs, laissant derrière elle bien des cadavres, et saluait en s'éloignant les frères, les amis succombant avant la victoire ¹.

Les relations avec les chefs sakalaves, en apparence les plus dévoués à la France, n'avaient rien de sûr, rien de solide. L'autorité militaire française se plaignait-elle à un de ces chefs d'un roitelet plus ou moins influent, de l'attitude des indigènes, ou de quelque déprédation par eux commise, elle n'obtenait jamais satisfaction, sans avoir recours à la force.

Un colon de Nossi-Bé, M. Valentin, habitant depuis plus de vingt ans la côte occidentale de Madagascar, se trouvant par conséquent dans les meilleures conditions pour juger la situation, interrogé sur les mesures à prendre, sur la politique à suivre, répondait :

« Chez ces peuples, c'est le règne du bon plaisir. Malheur à qui s'installe chez eux, s'il arrive par exemple à un commerçant de mécontenter un de leurs roitelets ! Il ne lui sera fait tout d'abord aucune vexation apparente, — la crainte des représailles rend ces roitelets prudents; — mais il verra presque aussitôt le vide se faire autour de sa maison. Personne ne viendra lui vendre ni lui acheter quoi que ce soit. S'il se plaint, on lui dira que ce serait porter atteinte à la liberté du commerce que d'engager les gens à venir acheter chez lui plutôt que chez tout autre.

« Lorsque le commerçant finit par savoir que cet état de choses est le fait d'un mot d'ordre émanant de tel ou tel roitelet, s'il se plaint, on lui répond : « Nous ne pouvons sévir sans preuve; faites cette « preuve et nous vous promettons notre concours. » Cette preuve, il est impossible de la faire; car jamais un indigène ne dépose conformément à la vérité. Pendant ce temps, le commerçant est ruiné et se voit dans l'obligation de fermer boutique.

1. Notons le décès, quelques semaines plus tard, d'un autre bon soldat, le garde d'artillerie de marine Deformal, âgé de trente et un ans,

« Êtes-vous agriculteur, les mêmes déconvenues vous attendent. Vos champs sont abandonnés par les travailleurs que vous avez l'habitude d'employer. Vous ne les revoyez même plus, car ils reçoivent l'ordre de diriger leurs pas dans une autre région. Vous devez, en fin de compte, abandonner vos plantations.

« Si enfin vous persistez à demeurer parmi ces peuplades, un jour, pour avoir mangé trop de riz ou avoir bu trop d'eau, vous avez cessé de vivre. Tel est le régime qui attend ceux de nos compatriotes qu'une confiance exagérée pousserait à s'établir au milieu d'elles. Pour vivre en leur compagnie, sans craindre la ruine ou la mort, il faudrait accepter leurs caprices, comme font les commerçants indiens ou arabes qui vivent pour ainsi dire aux genoux de ces roitelets, leur servent même de conseils contre l'étranger européen, en qui ils voient ou devinent un concurrent sérieux.

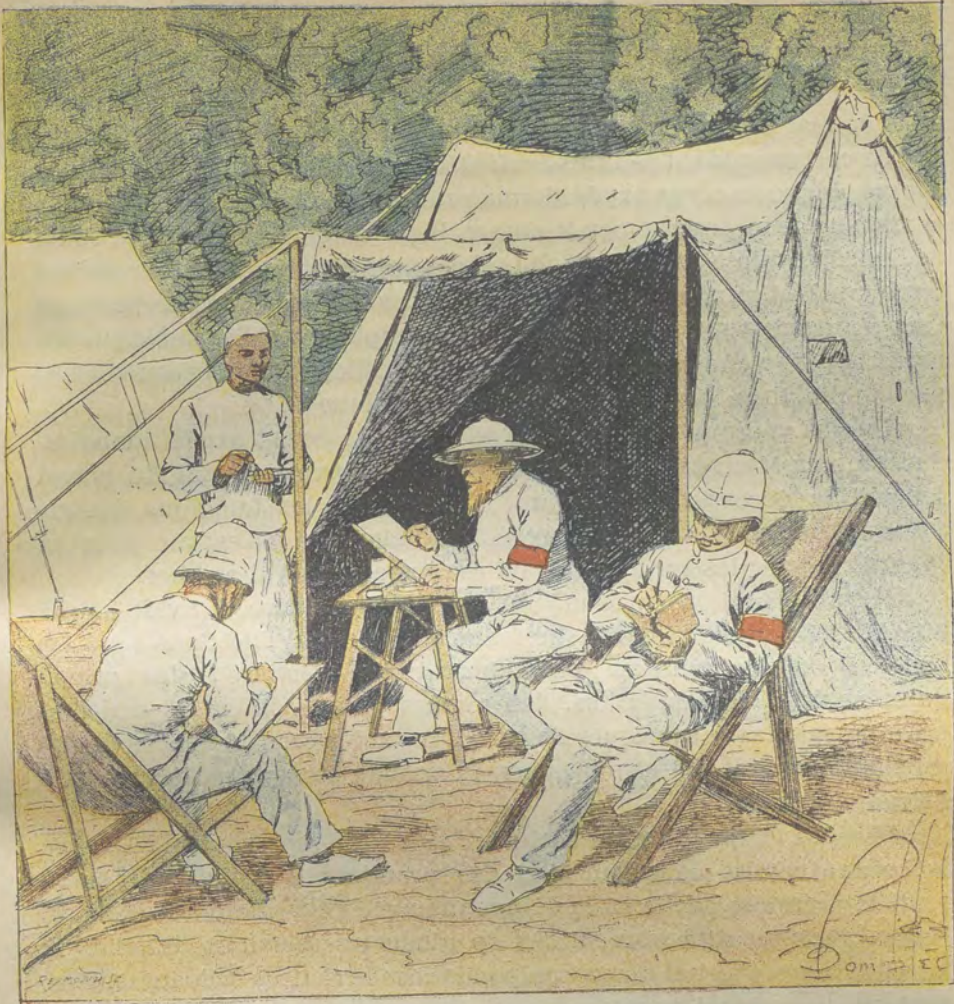
« Telle est la vérité. Et cet état de choses s'aggraverait encore après la prise effective de Madagascar, à moins qu'on n'établisse près de chacun d'eux une police française, — ce qui coûterait extrêmement cher, — ou qu'on ne se serve des Hovas pour faire cette police — ce qui vaudrait mille fois mieux.

« Pour le moment, il n'existe aucun rapport politique plus étroit qu'avant la guerre entre ces tribus sakalaves et les autorités françaises établies sur la côte. Ces tribus continuent à nous narguer, dans leur immobilité orientale. Elles avaient une occasion de témoigner de leurs bonnes dispositions à notre égard : c'était de nous fournir des convoyeurs et des porteurs pour le corps expéditionnaire. On leur en a demandé; elles ont refusé. Et n'est-il pas pénible et ridicule tout à la fois de songer qu'on a dû s'adresser aux Kabyles d'Algérie, aux Haoussas de Guinée et aux Somalis d'Obock pour obtenir des concours qu'on aurait pu se procurer en grand nombre à Madagascar même ?

« Il est vrai qu'au lieu de parlementer avec les indigènes, il fallait agir d'autorité. Avec les Sakalaves, comme avec les Hovas du reste, on perd tous ses avantages en cherchant à négocier. »

Ces peuples ne négocient jamais en effet que dans l'espoir de tromper et ne se considèrent pas comme sérieusement engagés. On ne les maintient que par la force.

« Il aurait fallu envoyer un navire de guerre à Nosi-Mitsio, chez le roi des Antankars, avec mission, pour le commandant français, de lui signifier : « Il me faut tant d'hommes que la France payera ; il me faut ces hommes dans un délai de... Je viendrai les prendre ici, et, si je ne les ai pas, c'est vous, Tsialane, que je mettrai à bord de mon navire. » Le même langage eût été tenu à Tsirase et à la reine Binao. Le jour dit, on peut être certain que les hommes réquisitionnés se seraient trouvés prêts à partir.



Un campement de correspondants de journaux.

« Au lieu de tenir ce langage ferme et énergique, le seul qui convienne à toutes les peuplades primitives, le seul qu'elles comprennent au surplus, on s'est mis en coquetterie avec leurs chefs, on leur a même promis une indépendance relative, et nous apprenons avec peine qu'en France, on songe à leur laisser, au lendemain de la guerre, un pouvoir dont ils ne peuvent faire qu'un mauvais usage. »

Le colon expérimenté reprochait aux représentants de la France de prodiguer les promesses qu'ils ne pourraient pas tenir, promesses compromettantes affaiblissant notre prestige et notre influence à Madagascar, nous diminuant aux yeux de tribus à demi sauvages, hostiles quand même, et du reste réfractaires à la civilisation.

Vers la fin de septembre, arrivèrent à Majunga, venant de Suber-

bieville ou de Tsarasaoatra, la plupart des correspondants arrivés au mois de mai précédent pour suivre l'expédition.

Le correspondant de l'*Illustration*, M. de Haenen, attaché au service géographique du corps expéditionnaire, fut un collaborateur précieux; mais, surmené, fatigué par le climat, la fièvre le terrassa sur la route de Suberbieville à Andriba. Il dut rebrousser chemin et rentrer un des premiers à Majunga, où il fut soigné. Les médecins déclarèrent que l'air d'Europe était nécessaire à son complet rétablissement; il fut rapatrié par le *Shamrock*, déçu comme un officier qu'on évacue blessé sur l'ambulance, tandis que la bataille continue¹.

Un des vaillants journalistes, attachés au corps expéditionnaire, succomba à Madagascar: M. Paul Lapeyre, correspondant du grand journal *la Gironde*, remplissant, d'autre part, les fonctions d'interprète à l'état-major du corps expéditionnaire et très estimé pour sa loyauté et pour les services par lui rendus au général en chef.

Il était né à Bordeaux en 1870. Tout jeune encore, il avait habité Madagascar où il séjourna huit ans, parcourant l'île dans tous les sens. Il en connaissait parfaitement les sentiers, les principaux centres de population, les mœurs ou les différents dialectes hova ou sakalave. Plusieurs de ses communications et études de linguistique avaient été remarquées du monde savant en France et à l'étranger.

Lorsque l'expédition fut décidée, il obtint de représenter la *Gironde* à Madagascar et débarqua l'un des premiers à Majunga. Il suivit toute la première partie de la campagne avec l'état-major du général Duchesne, s'acquitta avec succès de plusieurs missions difficiles et adressa à son journal des correspondances sérieuses et documentées, toujours consciencieuses.

Bien que souffrant déjà des fièvres paludéennes à Suberbieville, M. Paul Lapeyre refusa de demeurer à l'hôpital, lorsque la colonne expéditionnaire reçut l'ordre de marcher en avant; il ne voulait pas abandonner son poste et alla jusqu'à Andriba, et il dut s'aliter, et mourut d'une congestion du foie².

Les principaux journaux de France étaient représentés à Madagascar, et publiaient des lettres particulières, toutes lues avidement

1. Nous citons plusieurs fois M. de Haenen au cours de cet ouvrage. Il est, en effet, ainsi que le faisait remarquer l'*Illustration*, le premier témoin qui soit revenu des bords du Betsiboka. Son témoignage offrait d'autant plus d'intérêt qu'il était unique en septembre 1895: comme nous l'avons dit, les officiers ont la bouche close par la consigne, et les représentants de la presse ont tout juste la liberté de transmettre les nouvelles agréables. Il a d'autant plus de valeur que c'est celui d'un artiste, dont le regard a l'impartialité de l'objectif photographique.

Français de toute sa vie, s'il est Hollandais de naissance, c'est avec des yeux de Français qu'il a vu les efforts et les fautes, qu'il a constaté les résultats et les déboires, et c'est en compatriote qu'il a conté la campagne à laquelle il a pris part.

2. M. Lapeyre n'est pas le premier journaliste victime, en campagne, du devoir professionnel. En 1881, pendant l'expédition de Tunisie, le correspondant du *Télégraphe* périt assassiné par un indigène fanatique, à peu de distance de Tunis. Le coupable fut arrêté, jugé par un Conseil de guerre et exécuté.

par ceux dont les fils, les parents et les amis faisaient campagne; les reporters suivaient le corps expéditionnaire, comme de vrais soldats. Les correspondants appartenaient du reste presque tous à la réserve de l'armée. Aussi reprochaient-ils au général en chef de les tenir trop à l'écart. Ils étaient parvenus à grand'peine à Suberbieville, formant une caravane avec un bœuf porteur, deux mulets et une dizaine d'indigènes. Ils furent péniblement surpris lorsque la lettre suivante parvint à chacun d'eux :

CORPS EXPÉDITIONNAIRE

de

MADAGASCAR

Le chef d'état-major

« Camp de la Cote 750 18/8/95.

« Cher monsieur,

« Le général en chef, à qui j'ai soumis votre lettre du 14, me charge de vous informer qu'il ne verrait pas d'inconvénients à ce que vos confrères et vous suiviez *jusqu'à Andriba* (qu'il compte avoir atteint avant la fin du mois) les troupes de la colonne.

« Mais il est encore trop incertain des conditions dans lesquelles s'exécutera la marche ultérieure en avant, et des moyens qu'il devra employer en vue d'assurer le ravitaillement des unités de l'avant, pour pouvoir s'engager à entretenir dans la colonne réduite qu'il compte emmener ce que vous me permettrez d'appeler des bouches *militairement* inutiles. Donc, cher monsieur, toute liberté de manœuvres pour chacun de vous jusqu'à Andriba.

« Mais, nulle assurance que vous puissiez ensuite pousser en avant jusqu'à ce que nous soyons arrivés à Tananarive; après quoi nous espérons bien que les routes seront ouvertes largement aux voyageurs.

« Veuillez transmettre à vos camarades l'expression de ma très cordiale sympathie.

« Torcy. »

Jusqu'à Tsarasaotra les correspondants avaient pu suivre tant bien que mal le grand quartier général; ils se plaisaient du reste à rendre hommage à la courtoisie et à la cordialité de beaucoup d'officiers de tous grades et particulièrement du général de Torcy.

Or, avant de se mettre en route vers Andriba, le commandant en chef décidait que les journalistes ne pourraient suivre la colonne expéditionnaire, allégée, réduite à 4 ou 5000 hommes et s'avançant non plus sur la route, mais par le mauvais sentier qui mène à Tananarive!

Cette colonne, exposée à tous les périls, ne devait compter que des combattants.

Les journalistes ne manquèrent pas de protester.

« C'est priver la presse, disait l'un d'eux, d'un élément professionnel du plus haut intérêt pour elle, car les dernières opérations de la campagne en seront probablement les plus intéressantes à étudier. Nous ne pensons pas qu'en nous accréditant auprès de l'expédition, le gouvernement ait entendu réduire notre rôle à celui de simples touristes. Je ne sais encore si la décision de M. le général Duchesne sera atténuée ou rapportée. Ce serait d'autant plus souhaitable que M. Weiss, journaliste allemand, passe pour être infiniment plus favorisé que nous. »

Décidément, faisaient remarquer à Paris d'aimables sceptiques, le général Duchesne ne tient pas assez de compte du quatrième état, comme on a justement appelé la presse. Il ne soigne pas sa popularité.

Après réception de la lettre du général de Torcy, la plupart des correspondants résolurent de regagner la côte et de rentrer en France, puisque l'état-major ne leur donnait pas les moyens de continuer utilement la campagne, à la suite de la colonne expéditionnaire dirigée sur Tananarive.

Voici, du reste, de curieuses et très complètes notes de M. Fernand Pagès¹ sur la situation pénible faite aux correspondants de journaux français à Madagascar :

« Dès le mois de février, quand le gouvernement s'occupa d'organiser un service de presse pour Madagascar, le général Duchesne, dit M. Pagès, se montra nettement hostile à la présence de journalistes parmi le corps expéditionnaire. Sur les instances du gouvernement, qui fit prévaloir la nécessité de tenir le public au courant des événements, il consentit à en accepter quatre, alléguant qu'il ne pourrait assurer ni le transport ni la nourriture à un plus grand nombre.

« M. Dehorbe, directeur du Comptoir d'escompte à Tananarive, pour le *Temps*; mes confrères Faber, pour l'*Agence Havas*, et Boudouresque, pour le *Petit Marseillais*, et moi, pour le *Gaulois* et l'*Auto-rilé*, nous fûmes accrédités dans la séance du conseil de ministres en date du 23 avril. Mais le ministère de la guerre ne nous envoya ni communications, ni avis d'aucune sorte, et nous fûmes obligés nous-mêmes de nous enquérir des conditions de notre départ et des dates auxquelles nous devions être rendus à Majunga. C'est au cours de nos démarches que nous apprîmes que chacun de nous avait droit à la moitié d'une voiture Lefebvre pour le transport de nos bagages et à un conducteur kabyle par voiture.

« A la fin du mois de juin, mes trois camarades étaient à Majunga; je devais les rejoindre quelques jours plus tard. A Majunga arrivèrent aussi nos confrères De Haenen, de l'*Illustration*, et Tynaire, du *Monde*

1. Correspondant de l'*Autorité* et du *Gaulois*.

illustré, qui, n'ayant pu parvenir à se faire accréditer, obtinrent cependant du général Duchesne d'être attachés, en leur qualité de dessinateurs, au service géographique et de pouvoir ainsi suivre la colonne.

« A Majunga, on ne communiqua rien aux journalistes. Le général Duchesne affectait même de ne pas leur rendre leurs saluts, et la première fois qu'il daigna s'occuper d'eux, ce fut pour publier la note de service suivante :

Majunga, 13 juin 1895.

Le gouvernement a accordé l'autorisation de suivre les opérations du corps expéditionnaire à quatre journalistes de la presse française.

En portant cette décision à la connaissance des commandants d'armes le général commandant en chef les prie de vouloir bien notifier aux troupes sous ses ordres que les quatre correspondants précités seront distingués par le port d'un brassard tricolore timbré du cachet du corps expéditionnaire.

Des moyens de transport par voitures Lefebvre seront mis à leur disposition ; ils seront admis à prendre place dans les colonnes ou convois sur une demande personnelle adressée par eux au commandant de la colonne et autorisés à s'établir dans les camps, bivouacs ou cantonnements, à la place qui leur sera assignée par le commandant.

En dehors des quatre correspondants précités, le général commandant en chef a autorisé certains des services du corps expéditionnaire à s'attacher comme auxiliaires quelques spécialistes civils. Ces derniers porteront le brassard rouge timbré sans autre insigne ; ils marcheront avec les services auxquels ils sont attachés.

« De Majunga, mes confrères gagnèrent Marovoay sur une goélette affrétée à leur compte. Arrivés à Marovoay, ils furent informés par le capitaine Duchatelet, officier d'ordonnance du général Duchesne, qu'ils devaient marcher à la gauche des convois de l'état-major général. Or, l'état-major n'avait que des mulets de bât. Seuls, les journalistes, conformément à la consigne, avaient des voitures Lefebvre, inutilisables à 10 kilomètres au delà de Marovoay, par suite de l'absence de routes.

« Notre camarade Faber en ayant fait l'observation, on lui répondit que s'ils ne pouvaient pas suivre, ils se placeraient derrière l'artillerie qui, entre parenthèses, n'est arrivée à Suberbieville que le 20 juillet. En somme, dans la pensée du général en chef, c'était le meilleur moyen de laisser les représentants de la presse en panne.

« On laissa donc les voitures, on détela les mulets, on les chargea comme on put avec les bagages, et un officier du 200^e fut assez aimable pour nous donner un bœuf porteur et cinq porteurs sakalaves avec lesquels on put gagner Ambato. Là, les Sakalaves brûlèrent la politesse, et, tandis que mes camarades étudiaient le moyen de continuer leur route, la canonnière *l'Infernale*, commandée par le lieutenant de vaisseau Prat, ayant à bord le général de Torcy et les chefs du corps expéditionnaire, arriva à Ambato. Faber écrivit alors au géné-

ral de Torcy pour demander l'autorisation de prendre passage, non sur la canonnière, mais sur les chalands qu'elle remorquait. Le général de Torcy lui délégua le commandant Delarue pour l'excuser et lui dire qu'à son grand regret il ne pouvait accéder à son désir,

« M. Prat, heureusement, invoqua la parenté qui l'unissait à Boudouresque, et, comme il était le seul maître à son bord, il embarqua mes camarades. Le général de Torcy s'en montra, d'ailleurs, très heureux, voulant seulement éviter d'engager sa responsabilité vis-à-vis du commandant en chef.

« Les journalistes remontèrent ainsi jusqu'à Marololo. Là, ils furent obligés de se cacher dans une chambre de la canonnière jusqu'à ce qu'on se fût assuré que le général Duchesne avait quitté la ville. Alors seulement ils purent sortir de leur retraite, justement vexés de cet affront, mais jugeant que l'amabilité du général de Torcy et des officiers de l'état-major rendait toute protestation déplacée.

« Deux étapes à pied et voilà les journalistes à Suberbieville. C'est le lendemain de leur arrivée que je débarquais à Marololo, où je trouvais tous les officiers sous le coup d'une réelle indignation causée par l'attitude du général Duchesne à notre égard.

« A Suberbieville, nous demandons un emplacement pour planter nos tentes. Le commandant Gaudette, avec force excuse, nous assigne un endroit absolument dénudé, sans autre ombre que celle d'un arbre dépouillé de feuilles et dont les branches nous servirent à allumer notre feu. Comment se fâcher, quant à 50 mètres de nous, l'ambulance n° 1 n'avait pas un meilleur sort!

« Les communications de l'état-major étaient toujours nulles. L'ordre formel de ne rien nous dire et certains officiers étaient à ce point timorés qu'en voyant arriver le général en chef, ils nous quittaient furtivement, comme s'ils avaient commis un crime en parlant à des journalistes.

« Un jour, cependant, nous parvînmes à nous procurer une lettre, sans importance, d'ailleurs, relative à la prise de Marovoay. Dès qu'il le sut, le général Duchesne fit venir le lieutenant-colonel qui nous l'avait communiquée et le menaça de le renvoyer en France, l'accusant d'avoir trahi sa confiance.

« Nous restâmes ainsi quarante-huit jours à Suberbieville, n'ayant d'autre rôle que celui de chercher à nous faire oublier.

« Avertis indirectement que le général Duchesne, n'ayant pas réussi à nous laisser en route, était bien décidé à ne pas nous emmener avec la colonne légère, sous prétexte que nous étions des bouches inutiles, nous mîmes notre doyen Faber en demeure d'adresser une lettre officielle au général de Torcy pour lui demander ce qu'on comptait faire de nous.

« Le 18 août, Faber reçut la réponse que vous savez (lettre citée plus haut), laissant toute liberté de manœuvre pour chacun de nous jusqu'à Andriba.

« A la réception de cette lettre, notre parti était pris : il n'y avait plus qu'à s'en aller. Car les troupes ne pouvaient être à Tananarive qu'à la fin de septembre ou au commencement d'octobre, et nous n'aurions pu recevoir l'autorisation de poursuivre notre route que quelques jours après. C'était donc deux mois qu'il fallait attendre.

« Nous redescendimes donc tous à Majunga, décidés à télégraphier au ministre de l'intérieur pour lui faire part de la décision du général en chef.

« J'arrivai le premier à Majunga et, comme je demandai au colonel Bailloud, directeur des étapes, le visa pour ma dépêche, il m'invita fort aimablement à dîner et me répondit par un refus : « Je ne vous viserai pas même une dépêche pour le Président de la République, dans les circonstances actuelles, me dit-il. »

Le correspondant du *Monde Illustré*, M. Tinayre, exprime, lui aussi, quelle a été la déception causée par la décision irrévocable de l'état-major général :

« Il est vraiment dur pour un correspondant, de se voir arrêter juste au moment où l'intérêt décisif de la campagne va s'engager et de perdre ainsi le fruit de tant de fatigues subies depuis des mois, dans l'espoir de recueillir *de visu* le plus de documents possibles; mais que faire en présence de la volonté du général Duchesne? Dans ces conditions, je me trouve bien indécis sur le parti à prendre.

« Attendrai-je à Andriba, où l'on manque de tout, où la dysenterie fait de cruels ravages, ou retournerai-je à Majunga, d'où je pourrais aller à la Réunion, refaire ma santé bien ébranlée et y attendre les événements? Car il ne faut pas songer à rester longtemps ici, où on est arrivé à ne plus trouver de bras pour creuser des tombes. J'ai pu résister au climat meurtrier de Suberbieville, pendant bientôt trois mois; mais prolonger ce séjour serait dangereux pour ma vie. »

La décision du général Duchesne pourrait cependant se justifier, si une faveur spéciale n'était accordée à l'Allemand Wolf du *Berliner Tagblatt*.

M. de Haenen, de l'*Illustration*, dit au sujet de ce correspondant suspect :

« M. Wolf, qui a beaucoup voyagé dans l'intérieur de l'île, joue de façon aussi instructive que plaisante auprès de nos généraux, au bar-nun de Madagascar.

« Il paraît plus encore le représentant d'une grande nation que le rédacteur d'un grand journal. On le traite un peu comme un attaché militaire étranger, invité à nos grandes manœuvres. Sans doute, il ne s'agit pas de manœuvres, mais d'une guerre, et d'une guerre conduite

avec des à-coups susceptibles d'intéresser à un degré exagéré un étranger, surtout un Prussien.

« Mais qu'importe ? puisque M. Wolf n'a pas cessé de trouver admirable la guerre que nous faisons à Madagascar, d'en prédire les succès et de les annoncer télégraphiquement, avant même qu'ils fussent acquis, *urbi et orbi*, d'en ignorer les fautes et les erreurs.

« Somptueusement équipé, il est plein d'attentions pour nos officiers supérieurs : sa pirogue, ses porteurs, son âne blanc teint en rouge au henné, sont à leur disposition.

« Le correspondant du journal berlinois traite colonels et généraux français et est traité par eux.

« A table, la conversation échappe aux banalités courantes. M. Wolf préconise une alliance coloniale franco-allemande, et hasarde que la Lorraine pourrait nous être rendue contre une moitié de Madagascar : l'Allemagne a besoin de territoires pour ses émigrants, et ses colons seraient pour nous des voisins et des concurrents moins dangereux que les Anglais.

« Au fond, tout cela est-il si déraisonnable ? Si M. Eugène Wolf allait nous fournir un moyen de recouvrer une de nos provinces perdues, ne faudrait-il pas admirer la perspicacité du général Duchesne, qui n'aime pas la presse et le lui a bien fait voir, mais qui a admis une exception en faveur de notre confrère allemand ? »

Comment expliquer cette étrange intimité entre le correspondant du *Berliner Tagblatt* et les généraux français, et les complaisances extraordinaires de l'état-major à l'égard d'un Allemand ?

« Ce M. Wolf, dit un autre correspondant, est Allemand et originaire de la Prusse rhénane, à ce qu'il affirme ; il se donne pour un explorateur très riche voyageant à ses frais. Ce qui est très sûr, c'est qu'il voyage avec un train princier ; il a plus de vingt coolies à sa solde ; il est représentant d'un journal allemand ¹.

« Ce n'est pas, pourtant, chose commode que de se procurer des coolies ; on a beau les payer à prix d'or, les nourrir admirablement, les dorloter, ils craignent la fièvre plus que nous et dès que nous approchons d'un endroit mal famé à ce point de vue, ils désertent en

1. Citons une dépêche de Berlin résumant ainsi une des correspondances de M. Wolf :

Le *Tagblatt* publie une lettre de son correspondant daté d'Antsianfabosira, près de Malatsy, avant la prise d'Andriba.

M. Wolf dit qu'il a envoyé quelques-uns de ses porteurs, avec l'autorisation du quartier général, jusqu'à Tananarive. Ils confirment que la reine et la cour se préparent au départ. La reine se retirera à Tsinjoarivo, résidence royale située au bord de l'Onibe, dans un site très agreste caché au milieu de la forêt.

« Le premier ministre a fait jeter un pont sur l'Icopa, près d'Antanjombato, pour gagner le territoire de Betsileo ou Beta'o, dans la chaîne de montagnes de l'Ankaratra.

« On ne prendra la fuite qu'après la prise d'Andriba et d'Amokata.

« Il ne reste pas grand-chose de l'héroïque armée des Hovas. Tous les jours, il y a des désertions.

« La route construite de Majunga à Andriba (300 kilomètres) a 5 mètres de largeur. Elle a coûté du monde ; peu de morts, mais des indisponibles, par suite de maladies. Si la campagne était à recommencer, on ne prendrait pas la même route par Majunga et on se contenterait d'un sentier d'un mètre de largeur pour les mulets. Le nombre des mulets, qui n'est que de 5,000, est insuffisant ; il aurait fallu le triple.



Hovas incendiant des villages.

masse. Toutes les corvées incombent alors à nos Européens éreintés, anémiés, mais animés du meilleur esprit et décidés, vaille que vaille, à tenir bon jusqu'à la dernière limite des forces humaines. »

Les journaux allemands étaient, du reste, très fiers de ce Wolf et prétendaient que nos officiers se trouvaient trop heureux de lui demander des avis et des conseils.

« Doué d'une prodigieuse activité, disait la *Nouvelle Presse libre* de Vienne, le remarquable correspondant du *Berliner Tageblatt*, qui parle couramment cinq langues, a voyagé du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, emportant des lieux parcourus de sensationnelles images, traduites dans une langue écrite dont la forme et le fond sont jugés également irréprochables et pleins de valeur.

« Le rôle joué naguère par lui lors des affaires de Zanzibar, fut marquant, et, parmi les notes livrées à la publicité, nous voyons l'empreinte d'une connaissance approfondie des choses du commerce.

« En ce qui touche particulièrement Madagascar, rien n'est ignoré de celui qui a sondé les entrailles de l'île de part en part et l'a vingt fois parcourue de bout en bout.

« On voit d'ici la supériorité, l'ascendant que peuvent exercer tant de connaissances sur d'ignorants nouveaux venus. (Nos officiers!)

« On ne sait que trop quel appréciable auxiliaire cet homme est pour son pays, tant et surtout au point de vue *militaire* qu'au point de vue politique et commercial. »

Wolf représentait des intérêts allemands. Il avait incontestablement reçu une mission de son gouvernement, et nous lui facilitions les moyens de la remplir.

On apprit donc en France avec stupéfaction qu'à Madagascar, un seul journaliste, muni de lettres de recommandation puissantes, recevait les confidences du quartier général et pouvait aller librement dans nos lignes, dépasser les avant-postes, se rendre du camp hova au camp français et réciproquement, traité en ami des deux côtés, et ce journaliste était un journaliste allemand, correspondant du *Berliner Tagblatt*, l'un des organes les plus gallophobes d'Europe!

Une dépêche de ce même correspondant, adressée à son journal et transmise à Paris par l'agence Reuter, nous apprend qu'il a été autorisé à envoyer quelques-uns de ses porteurs d'Andriba à Tananarive « où ils le devanceraient. » On sait cependant qu'en temps de guerre, le règlement militaire est, à cet égard, des plus rigoureux; il ne permet à personne de franchir les avant-postes, et le règlement est sage puisqu'il rend impossible ainsi toute communication avec l'ennemi, puisqu'il a pour but d'empêcher celui-ci de recevoir des renseignements sur la situation de l'armée.

A Madagascar, l'application des lois de la guerre s'imposait d'autant plus sévère que le premier soin de nos généraux doit être de tenir les Hovas dans l'ignorance des pertes subies par le corps expéditionnaire et de la faiblesse de nos effectifs, à la veille peut-être de livrer près de Tananarive un combat décisif.

Pour quels motifs le général Duchesne a-t-il accordé à un Allemand cette extraordinaire, cette injustifiable faveur? Quelle responsabilité, disait-on, le commandant en chef n'encourrait-il pas, si, par suite d'indiscrétions du correspondant du *Berliner Tagblatt*, les Hovas étaient renseignés sur notre situation?

Quelles garanties les porteurs du docteur Wolf offrent-ils donc? Questionnés sur l'état sanitaire des troupes françaises, sur leur nombre, ne diront-ils pas ce qu'ils savent, ce qu'ils ont vu dans nos rangs? Or, l'intérêt évident des Hovas est de concentrer toutes leurs

forces et de tenter de détruire, grâce à une énorme supériorité numérique, la colonne française, qui approche de Tananarive. Ne comprend-on pas quelle confiance leur donnerait la certitude de n'avoir en face d'eux qu'un millier d'hommes épuisés par la fatigue et par la fièvre ?

On assurait, il est vrai, que le docteur Wolf était muni de lettres de recommandation toutes particulières, devant lesquelles le général Duchesne n'aurait eu qu'à s'incliner. Le correspondant du *Tagblatt* négocierait-il avec les Hovas, au nom du gouvernement français ? Nos intérêts, ceux de notre armée, le sort de nos soldats peut-être seraient là-bas entre les mains d'un Prussien, qui du reste a joué un rôle louche dans les incidents préliminaires de la guerre à Madagascar et même dans l'organisation de la campagne.

Les Allemands n'étaient déjà que trop intervenus dans nos affaires, et l'ardeur avec laquelle ils se mêlaient de notre politique coloniale paraissait plus que suspecte.

Plus d'une fois¹, les soldats murmurèrent sur le passage du correspondant berlinois, qui affectait d'être le Mentor de nos officiers.

Le ministre de la guerre intervint personnellement pour que les journalistes fussent autorisés à rejoindre plus tard le général Duchesne et pour que l'autorité militaire, loin de les écarter, facilitât leur tâche. Ils accompagneraient le premier convoi de ravitaillement mis en marche d'Andriba vers Tananarive².

Le départ de plusieurs des journalistes coïncida avec le débarquement de détachements de renfort. D'autres troupes étaient annoncées. On se décidait à envoyer à Madagascar, des bataillons coloniaux. 500 Sénégalais et Haoussas seraient prochainement dirigés sur Majunga, en vue, disait-on, de renforcer les troupes indigènes qui tiendront — à l'exclusion des troupes européennes — les échelons entre la côte et Andriba, c'est-à-dire dans les régions basses et insalubres, pendant l'hivernage.

Un certain nombre d'officiers du corps de l'intendance vinrent relever ceux de leurs camarades qui n'avaient pu supporter le climat³.

1. « Il est arrivé au journaliste allemand M. Wolf, écrit le correspondant de l'*Agence Havas*, une petite mésaventure. M. Wolf, essayant de prendre l'avance, avait réussi, par un chemin détourné, à gagner les premières lignes ; mais un ordre est venu de le faire stationner et d'attendre le quartier général. On conçoit très bien l'impatience de M. Wolf à remplir sa mission ; le très bon accueil qu'il a reçu du général en chef ne saurait évidemment créer en sa faveur un privilège que nous autres journalistes français, n'avons encore obtenu, celui de marcher à l'avant-garde. » Wolf l'obtint peu après.

2. « Ainsi que je vous l'annonçais dans le dernier courrier, télégraphie le correspondant de l'*Agence Havas*, j'ai jugé nécessaire de descendre à Majunga, devant le refus d'admettre les journalistes à monter à Tananarive avec la colonne volante ; mais depuis j'ai reçu ici une dépêche directe du général Duchesne m'autorisant à assister aux dernières opérations, à la condition de voyager exclusivement avec mes propres moyens. Aussitôt mes porteurs réunis, je vais donc remonter par canonniers jusqu'à Suberbierville, et je marcherai rapidement vers la pointe d'avant que je rejoindrai à peu près à Kinajy, pour entrer avec elle à Tananarive. »

3. Étaient désignés pour le corps expéditionnaire de Madagascar : MM. Bordes-Pagès, sous-intendant militaire de 3^e classe à Toulouse ; Péron, officier d'administration adjoint de 1^{re} classe dans la division d'Alger (pour le service des bureaux de l'intendance), et les officiers d'administration adjoints de 1^{re} classe Millot, au gouvernement militaire de Paris, Cornier, au 3^e corps d'armée, pour le service des subsistances militaires et Destram, officier d'administration à l'hôpital militaire du camp de Châlons.

Sur la demande du général Duchesne, vingt-cinq pigeons voyageurs furent envoyés à Majunga, d'où le colonel Bailloud devait les expédier au quartier général du corps expéditionnaire. A défaut de poste, de télégraphe et de service de courriers, le commandant en chef communiquerait avec l'arrière par ces messagers fidèles et rapides. Ils arrivèrent malheureusement trop tard pour être sérieusement utilisés avant la prise de Tananarive.

Lorsque le général Duchesne serait à Tananarive et y resterait sans doute bloqué de longs mois pendant la saison des pluies avec les troupes de la colonne expéditionnaire, il comptait — une lettre de lui publiée plus haut nous l'apprend, — vivre des ressources du pays. Mais les Hovas, battant en retraite, n'auraient-ils pas tout détruit, vivres et troupeaux ? Ils se garderont bien de le faire, assuraient les Français ayant habité Tananarive ; le *Madagascar News* en sera pour ses frais de provocation ; jamais les sujets de Ranavaloa n'imiteront les Russes de 1812 ; ils ne brûleront pas leur capitale, et ils garderont soigneusement leurs provisions pour les vendre le plus cher possible aux Français.

Mais qu'advierait-il, si ces prévisions optimistes ne se réalisaient pas ? Il n'était que sage et prudent de se munir, comme si nos troupes devaient camper dans un désert absolument dépourvu de tout ; malheureusement, la colonne expéditionnaire ne pouvait emporter ou traîner derrière elle que des provisions qui seraient vite épuisées.

Comment réussirait-on à la ravitailler ?

D'un côté sans doute par Majunga ; mais la route serait-elle toujours sûre ? Les postes ayant pour mission de la garder étaient très éloignés les uns des autres. Des bandes de pillards ennemis ou de partisans hovas, pourraient parfois intercepter nos communications et surprendre les convois.

D'autre part, pendant la saison des pluies torrentielles, la route serait sur un grand nombre de points sans doute inondée, bouleversée, impraticable, les ponts seraient emportés. Le général Duchesne allait-il ainsi se trouver isolé pendant plusieurs semaines ?

On résolut alors de tenter d'ouvrir une autre voie au service du ravitaillement par Tamatave. La route de cette ville à Tananarive est beaucoup plus courte, on le sait, que la route de Majunga. Sous bonne escorte, des convois de mulets de bât pourraient, assurait-on, s'acheminer de la côte orientale vers la capitale ?

A Majunga, l'activité règne toujours sur la plage et dans la ville, bien que le corps expéditionnaire en soit très éloigné.

L'ordre et la tranquillité sont parfaits. Au dehors, la sécurité est moindre ; la campagne est infestée de petites bandes de Fahavalos. Fréquemment, le colonel Bailloud les fait pourchasser par des détachements de la garnison de Majunga ; mais presque toujours les ban-

dits réussissent à s'échapper. Ceux qui tombent entre les mains de nos patrouilles sont passés par les armes.

« Malgré la sévérité de la répression, écrit-on de Majunga, l'audace des Fahavalos est prodigieuse; ils viennent enlever les bœufs des subsistances jusque sous la baïonnette des factionnaires. »

Des tirailleurs sakalaves escortent les convois d'évacuation de malades vers la côte, pour les protéger contre les attaques des pillards indigènes.

« Une longue file de mulets encadrée par une escorte de tirailleurs sakalaves cheminant à pas de procession. Chaque mulet porte, solidement fixé, un double cacolet d'ambulance dans lequel le pauvre malade s'en va tout doucement, bercé par le pas régulier de la bête.

« Figures hâves, décharnées, terreuses, barbes et cheveux embroussaillés, tel est le signalement de la plupart de ces malheureux dont la maigreur fait peine à voir, les yeux étrangement brillants de l'éclat de la fièvre révèlent seuls la vie. Quelquefois le triste convoi s'arrête, un pauvre diable vient de mourir et si l'on est trop loin d'un poste, une croix nouvelle s'élève bientôt au bord de la route¹. »

Dans les rues, sur les quais de Majunga foisonnent les mercantis.

« Des bandes d'aventuriers se sont rués sur la cité nouvelle, écrit de Majunga un correspondant, toutes prêtes à exploiter soit la crédulité des gogos d'Europe. soit celle des habitants trop confiants. »

Le même correspondant ajoute ensuite :

« Majunga regorge de soi-disant chercheurs d'or et de pierres précieuses, brasseurs d'affaires quelconques, population bariolée, bonne à tout faire... »

« La réputation aurifère de Madagascar nous vaut en grande partie ce débarquement d'aigrefins cosmopolites. »

C'était prévu! En Europe, la fièvre des mines d'or est intense. Chaque jour, sont lancées sur le marché de nouvelles actions à Londres, à Paris, dans toutes les capitales. Inévitablement, les flibustiers de la finance cosmopolite n'attendent que la fin des opérations militaires à Madagascar pour y découvrir (ou pour y inventer au besoin) quelque filon et pour appeler des capitalistes avides et naïfs à la fois, à grands coups de réclame.

Est-ce donc pour ces gens que nos soldats entreprennent la conquête de Madagascar? Afin d'atténuer le scandale et de calmer un peu les appétits déchainés et d'arrêter en chemin les innombrables re-

1. A Majunga, grâce aux mesures prises une fois pour toutes, l'encombrement des formations sanitaires — cause de tant de décès à Suberbieville et à Ankaboka — n'est plus à redouter ici; 4 grandes tentes « tontoises » toujours parées et comprenant 250 lits reçoivent les malades passagers ou les convalescents à diriger sur le sanatorium de Nossi-Comba. En face de l'embarcadère, 2 grands hangars couverts permettent à ceux qui s'embarquent d'attendre sans fatigue et à l'abri du soleil leur tour d'embarquement. En un mot, c'est parfait.

quêtes souvent apostillées par d'influents personnages, la note officielle suivante fut publiée :

« On annonce qu'en ce qui concerne les concessions françaises et étrangères à Madagascar, le gouvernement serait décidé à ne s'en occuper qu'après la pacification complète de l'île, et la réglementation du protectorat. »

La mesure fut généralement approuvée¹; elle ne découragea cependant pas les solliciteurs qui se savaient puissamment appuyés à Paris.

C'est de Majunga² que parviennent en France les lettres les plus poussées au noir. Les mercantis se plaignent tous amèrement : le climat est affreux ; il y a une telle affluence de marchands que les prix sont gâchés.

Cependant, Majunga, qui comptait autrefois à peine une demi-douzaine d'habitations dignes de ce nom, est devenue une ville. On trace des rues. Les terrains sont achetés, des maisons s'élèvent, la plupart, il est vrai, en planches.

« Le colonel Bailloud, et son second, le capitaine de gendarmerie Herqué, écrit le correspondant déjà cité, ont véritablement transformé le vieux Majunga des Indiens, des Arabes et des Hovas, en faisant jaillir du sol une ville nouvelle : c'est une véritable cité à l'américaine, où afflue la population européenne, créole et noire : une église a été

1. Le rapporteur du budget des colonies, M. Turrel, fit à la Chambre le procès du système longtemps suivi au ministère des dites colonies et des errements qui y étaient en honneur.

« Comme il est de tradition, dans les ministères, disait à ce sujet le *Figaro*, qu'un rapporteur parlementaire soit traité en intrus, empêcheur de danser en rond, sinon en ennemi, la sacro-sainte administration n'a pas tout dit, encore moins tout montré au député de l'Aude ; mais il en a assez vu et surtout assez deviné pour porter un jugement décisif et documenté sur les points essentiels, c'est-à-dire sur le budget des colonies, sur leur personnel, sur les concessions.

« Ce sont là, en effet, les trois sources intarissables d'abus, de scandales et d'intrigues d'où résultent tous les mécomptes, toutes les coûteuses surprises qui nous viennent de nos possessions d'outre-mer. Le budget des colonies s'enfle outre mesure et sans compensation pratique, par conséquent sans motif. Le personnel est mal recruté, ne connaît aucune règle fixe d'avancement, n'attend son salut et sa fortune que de l'arbitraire. Les concessions sont données par faveur, briguées le plus souvent par le favoritisme, mal réparties et mal surveillées, elles sont une matière à spéculation et non point une prime donnée à l'esprit d'entreprise. »

2. La lettre suivante, datée de Majunga, 2 septembre, est communiquée au *Petit Marseillais* :

« ... Malgré la stricte exécution des observations sanitaires, on n'en est pas moins malade, et cette terrible fièvre, avec sa sœur l'anémie, vous terrassent et on ne peut plus s'en relever dans ce pays maudit. Pour ma part, voilà 17 jours que j'en souffre. On sent les forces fuir petit à petit et on peut à peine se traîner. L'appétit est un rêve, l'estomac est las de manger du biscuit et du « singe ». Le vin qu'on nous donne tous les deux jours est tellement alcoolisé, qu'un malade ne le boira jamais, même additionné de beaucoup d'eau.

« Comme eau, on ne peut boire que de l'eau distillée qui provient de la mer, il n'y en a pas d'autres. On est rationné à deux litres par jour ; vous devez voir par là s'il est facile de se tenir propre.

« Le coucher ne vaut pas mieux : on dort sous la tente et sur la pierre. Voilà plus d'un mois que je ne me suis plus déshabillé. Ce serait demi-mal si l'en pouvait dormir ; les puces abondent dans le sable qui compose le sol et nous dévorent toute la nuit. Le corps ressemble à celui d'un homme atteint de la rougeole, tellement on a de morsures. Les rats, qui pullulent, ne veulent pas rester en arrière, se mêlent aussi de la partie et poussent l'effronterie jusqu'à vous passer sur le corps. Il sont presque aussi gros que des chats.

« Les soins aux malades font défaut ; la « médecine » se compose de quinine, d'ipéca, d'alcool, d'opium et de sulfate de soude ; après, on peut tirer l'échelle, il n'y a plus rien.

« Les dons nationaux ou les dons des Dames de France arrivent ; le soldat qui fait son devoir ignore totalement où ils passent.

« On souffre en silence. Pauvre monton, tu sera toujours tondue.

« Pourtant, parfois, quelques bouteilles d'eau, soit de Vichy, soit de Vals ou d'une autre source analogue, sont données aux convalescents et malades ; mais jamais de champagne, bordeaux, médecine, etc. Ces crus-là ne sont pas faits pour le gosier du pioupiou. »

bâtie presque entièrement avec des caisses d'emballage. Les terrains de la ville disponibles ont été lotis et concédés à toute personne, offrant des garanties de moralité, moyennant une faible redevance ; d'ailleurs les concessions seront revisées après la guerre. M. Ferrand a été envoyé ici comme vice-résident, par le ministre des affaires étrangères.

« Le commandant d'armes, le colonel Bailloud, dont l'autorité s'étend jusqu'à Ambato, est décidé à sévir énergiquement contre les colporteurs de nouvelles armistes relativement à la marche de la colonne.

« Est-ce dans cette catégorie que doivent rentrer les nouvelles relatives à la concentration des vivres de la colonne volante ? On dit que, soit par suite de maladies, de décès ou de désertion des conducteurs, cette concentration a été moins rapide qu'on ne l'avait prévu. 50 à 60 0/0 des vivres seraient restés en route ; les conducteurs sénégalais, jusqu'ici irréprochables, se seraient livrés à des actes d'indiscipline ; on parlait de faire de sévères exemples. »

« Majunga, que je viens de revoir après deux mois d'absence, a de nouveau changé d'aspect, écrit M. Boudouresque de son côté, et toujours à son avantage. Les paillottes indigènes ont totalement disparu et partout d'élégantes maisons en bois les ont remplacées.

« De grands baraquements ont été construits à proximité de la ville, au quartier dit Marfoute, dont un violent incendie détruisit les cases indigènes en juin dernier, et ces baraquements constituent un abri confortable pour les malades évacués de l'avant-garde qui attendent ici leur embarquement pour la France.

« Signalons la prospérité d'un grand jardin potager, planté sous la surveillance de M. le capitaine de gendarmerie Herqué, le maire militaire de la ville, qui fournit en abondance des salades — excellentes, ma foi — aux hôpitaux et à la ville.

« L'eau manque toujours beaucoup dans les puits, et l'on s'occupe fort de capter les sources avoisinant la ville : ce sera tout bénéfice pour elle.

« Bref, on s'est beaucoup remué à Majunga et le résultat obtenu n'est pas pour être dédaigné ; j'ajouterai que de ce résultat l'honneur est reporté en grande partie et d'un accord unanime sur M. le colonel Bailloud, commandant d'armes de la place, dont l'activité incessante fait l'étonnement de tous.

« Toutefois, je regrette de constater, dans le commerce en général, quelques symptômes alarmants : les commerçants ont afflué en trop grande quantité, et presque tous ont eu le tort, à mon avis, de venir avec des marchandises semblables, dont les denrées alimentaires forment la base. D'où concurrence inouïe, d'où menaces de faillites auxquelles échappent seules les fortes maisons qui peuvent espérer des jours meilleurs. »

Le colonel Bailloud attend anxieusement les courriers du général Duchesne. Quand pourra-t-il enfin annoncer à Paris l'entrée à Tananarive? Mais les nouvelles deviennent de plus en plus rares, de plus en plus brèves.

Pour comble de malheur, le câble sous-marin qui relie Majunga à Zanzibar, immergé au début de la campagne, ne fonctionne plus pendant quelques semaines. Le câble anglais, en effet, dont nous sommes tributaires après Zanzibar, est rompu entre ce poste et Aden. Les dépêches pour la France suivent donc, jusqu'à nouvel ordre, la voie la plus longue, celle du Cap.

A Andriba sont réunies, en dehors des approvisionnements normaux, 400.000 rations; mais sur la nouvelle route aux pentes des plus rapides, à travers les défilés, les rochers et les ravins, la plupart des voitures sont mises hors de service.

« Ce matériel roulant, écrit un correspondant¹, est littéralement détestable et très inférieur aux *arabas* employées en Tunisie. Le poids mort de la voiture est considérable; les brancards sont rattachés à la caisse d'une façon si ridicule qu'ils se cassent tous au point d'attache. Presque toutes les voitures ont aujourd'hui des brancards de circonstance, faits avec des troncs d'arbres coupés et fixés sur la route au moment du besoin; ces brancards de fortune, n'ayant rien pour maintenir l'avaloire, la voiture tombe, aux descentes, sur l'arrière-train des mulets qui ont, en quelques jours, le sommet de la queue et la pointe des fesses à vif. D'autre part, aux montées, le mulet recule et, comme la plupart du temps on ne peut caler les roues assez tôt, la voiture tombe dans le précipice en entraînant le mulet.

« La ligne d'étapes est ainsi jonchée de voitures brisées et d'un nombre colossal de brancards. Espérons qu'on arrivera tout de même, mais que de mécomptes! Voilà, dans tous les cas, cinq millions de matériel bien mal employés. Je ne puis comprendre qu'on se soit en-goué de ce triste engin et je ne m'explique pas surtout qu'on n'ait pas eu l'idée, avant d'exploiter ce matériel à Madagascar, de le soumettre en France à des expériences sérieuses en terrain accidenté. Les vices de construction auraient sauté aux yeux tout de suite. »

3.000 mulets de bât accompagnent la colonne, soit à peu près un mulet par combattant. On put à grand'peine réunir cette caravane, grâce aux derniers envois de la commission de remonte; mais les bâts manquèrent. Il fallut en improviser et avoir recours aux expédients pour les remplacer.

Les mulets portent vingt jours de vivres destinés à la colonne; on espère que ce délai suffira largement pour permettre à nos troupes d'atteindre l'Imerina.

1. Dépêche de Toulouse.



Retraite des Hovas dans la montagne.

CHAPITRE XXVII

En France.

L'opinion et l'expédition. — La France et l'armée. — Hommages de frères d'armes. — Les journaux. — Les correspondances de Madagascar. — Les rapatriés. — Guillaume II suit l'expédition avec attention. — Les camelots. — Comités. — Fêtes. — Représentations théâtrales. — Guignol. — Les chansons sur Madagascar. — Couplets chauvins. — La complainte du 200^e. — Opinions diverses sur l'avenir de Madagascar. — Lettres de soldats. — Épisode navrant à Marseille. — L'esprit militaire en France. — Un mot de Forain.

Les ovations qui avaient salué nos troupes au départ prouvaient à quel point la France d'aujourd'hui, celle du peuple soldat, aime

l'armée. Ces ovations eurent de l'écho dans toutes les villes de France, dans tous les villages, puisque nos vieilles provinces sans exception, étaient représentées au corps expéditionnaire.

Les bataillons sont à peine débarqués à Majunga que le public, ignorant absolument quelle est la topographie de l'île, quelles difficultés le général Duchesne et ses troupes vont rencontrer, attend déjà des bulletins de victoire. Plus d'un chauvin, même opposé à la politique coloniale, tient son drapeau prêt pour célébrer l'entrée à Tananarive. Chacun est persuadé que nous allons marcher, tambour battant, à la conquête de Madagascar.

La déception produite par les retards de l'expédition, par les correspondances navrantes de certains journaux fut donc grosse. Il n'y eut cependant nulle part signe de découragement, ni de panique.

La campagne était suivie avec le même intérêt à la ville et aux champs.

« Je n'ai pas encore vu, depuis longtemps, écrivait un chroniqueur du *Journal des Débats*, les gens de la campagne s'intéresser plus passionnément à quelque chose qu'à l'expédition de Madagascar¹. »

« Grâce à l'école obligatoire et à la diffusion des gazettes, dit un chroniqueur du même journal, après un voyage en Bretagne, le paysan lui-même est de plus en plus entraîné par le grand courant de la vie nationale. Plus rien de celle-ci désormais ne lui demeure étranger. Il est définitivement sorti de son apathie séculaire; son horizon s'est élargi au-delà de son domaine; il a acquis le don de s'intéresser à des événements d'ordre général, de s'en émouvoir même, et non, parfois, sans quelque nervosité. L'expédition de Madagascar l'a passionné dès le début : une carte, plus ou moins fantaisiste, du théâtre des opérations, achetée à l'étalage d'un colporteur, a été épinglée au mur du logis, à l'endroit le plus apparent, entre un chromo symbolique de l'alliance franco-russe et un grossier peinturlurage représentant les quatre fils Aymon. Les yeux s'y arrêtaient chaque jour, avec confiance d'abord, puis, à mesure que les semaines, les mois s'écoulaient, avec une inquiétude sans cesse croissante.

« On ne saurait croire combien les rumeurs alarmantes de ces derniers temps, exagérées comme à dessein par certaines feuilles, avaient douloureusement angoissé les populations rurales. Un jour de

1. « Notre pays, ajoutait fort justement le même journal, n'est pas à la veille d'appartenir à un sans-patrie.

« ... Deux sentiments persistent, toujours vivaces, chez les paysans que je connais, mes compatriotes et mes amis : le sentiment national et le sentiment militaire. « La patrie, disait Danton, d'Arcis-sur-Aube, croyez-vous qu'on emporte sa patrie à la semelle de son soulier ! » L'amour de la patrie est tenace chez l'homme des champs, laboureur ou vigneron, qui le respire en cultivant le sol natal. Il s'exhale pour lui de la terre même, qu'il possède et qu'il féconde; il sort des entrailles du sillon, passe dans la gerbe et dans la grappe, dans le pain qu'on mange, dans le vin qu'on boit. Tous les bons ouvriers de la terre maternelle sont de bons patriotes, attachés à la mère commune qui les nourrit. Ne leur demandez point de vous définir l'idée de Patrie : ils ne le pourraient pas. Ce ne sont pas des philosophes; mais ils sont Français, ils tiennent à l'être, et l'internationalisme entrera difficilement dans leur conscience obscure et naïve que remue et qu'échauffe toujours le mot de Patrie. »

cet été, voyageant en voiture publique, un brave homme de mes compagnons, un cultivateur qui se rendait au marché, m'interpella :

« — Eh bien ! Monsieur, comment cela va-t-il à Madagascar ? »

« Il y avait, à ce qu'il m'apprit, un de ses garçons, et il poursuivit, sans attendre ma réponse :

« — On dit, chez nous, que c'est une guerre sans issue, un piétinement sur place, quelque chose de stérile et de sinistre comme cet enfer de boue de Conlie (camp de l'armée de Bretagne en 1870) par lequel j'ai passé, moi qui vous parle, et dont le souvenir me pèse encore comme un cauchemar... »

« Le rapprochement pourra paraître singulier entre Madagascar et Conlie ; mais il était fatal qu'il s'imposât à l'esprit de cet homme, et rien peut-être ne marque mieux à quel état d'anxiété et presque de désespérance en était arrivée l'opinion des campagnes, dans l'Ouest, pour peu que l'on sache de quel émoi la seule évocation de « l'enfer de boue » y remplit encore les âmes, après vingt-cinq ans. »

A cet égard, pas une note discordante, ni dans les réunions ni dans la presse. Un publiciste de grand talent, M. Delafosse pouvait écrire en bon observateur :

« L'exaltation du sentiment militaire est la forme la plus populaire et la plus touchante du culte que nous rendons à la patrie. »

« Et de fait, jamais la France, même aux jours de ses plus éclatants triomphes, n'a montré pour l'armée l'intérêt passionné qu'elle lui témoigne aujourd'hui. Elle a toujours aimé et célébré le soldat, parce qu'il était l'incarnation de sa primauté dans le monde, le pourvoyeur de sa gloire, le moissonneur de ces lauriers immortels qui ont fait d'elle, pendant une série de siècles, la plus fière et la plus enviée des nations. Elle se souvient encore assez de ce passé pour en regretter l'ivresse ; mais la gloire a cessé d'être le premier de ses besoins. Elle est maintenant armée pour sa défense ; elle se sent appelée à combattre pour sa sauvegarde, pour sa vie, pour son honneur, pour les revanches espérées, et l'attachement qu'elle garde au soldat s'accroît de toute la grandeur et de toute la sainteté des causes qui reposent exclusivement sur lui. »

Beaucoup de lettres d'officiers sont publiées ; mais aucune correspondance du général Duchesne ou d'un de ses proches. Les reporters réussissent cependant à interviewer un de ses beaux-frères, M. Jubé :

« Deux fois par mois environ, répond celui-ci, il nous écrit régulièrement par chaque courrier. A vrai dire, il nous donne peu de détails sur l'expédition. Il déplore surtout le nombre de malades ; lui qui connaît le pays et le climat, devait s'y attendre, il savait la chose inévitable, mais il est très bon et il compatit aux souffrances de ses hommes. »

« S'il avait été le maître, on n'aurait jamais envoyé là-bas le 200^e régiment, le plus éprouvé de tous. Il n'aurait voulu emmener que des

troupes acclimatées, des troupes plus en état de supporter le climat de Madagascar.

« Il tenta bien, il est vrai, une timide observation; le général Mercier ne voulut rien entendre.

« Mon beau-frère, qui est soldat dans toute l'acception du mot, s'inclina devant les ordres de son chef. Les événements ont prouvé qu'il avait raison et qu'on eût peut-être bien fait de se ranger à son avis. »

On pourra faire remarquer que le général Mercier n'était plus ministre de la guerre, lorsque fut définitivement formé le 200^e.

Les lettres venant de Madagascar passent de main en main, dans les casernes. Parmi les camarades restés en France, on commente les nouvelles.

— Où est maintenant la compagnie détachée du régiment? où le bataillon?

Les officiers répondent aux questions de leurs hommes. Il y a dans les chambrées des cartes de Madagascar, sur lesquelles de petits drapeaux tricolores piqués indiquent le chemin parcouru et les positions principales.

A la cantine, on boit souvent aux absents. Les volontaires, demandant à faire partie de la relève, ne manquent pas.

Aux grandes manœuvres de septembre, sur la frontière de l'Est, dans les Vosges, le ministre de la guerre, le général Zurlinden et le commandant en chef, le général Saussier se firent un devoir de rendre hommage aux braves de Madagascar.

Ces manœuvres, réunissant quatre corps d'armée, en face des Allemands, peut-être sur les champs de bataille de l'avenir, furent superbes. Le ministre, au banquet offert aux généraux, aux attachés militaires étrangers et au général Dragomiroff, commandant le corps de Kiew en Russie, et représentant spécial du tzar, porta, le 15 septembre, un toast au Président de la République, qui avait suivi les manœuvres avec beaucoup d'intérêt, et il ajouta :

« Sa haute intervention donne plus de relief encore à vos manœuvres si magistralement organisées et dirigées, si remarquablement exécutées, si bien faites pour attester le relèvement définitif de notre armée ainsi que la vitalité et la grandeur de notre patrie. Pendant que vous poursuivez cette imposante manifestation au milieu de nos patriotiques populations de l'Est, là-bas, au delà des mers, le corps expéditionnaire de Madagascar mène à bonne fin une expédition qui était devenue nécessaire, mais présentait des difficultés assez considérables pour avoir fait hésiter la France pendant plus de deux cents ans.

« Actuellement, les plus grosses de ces difficultés sont vaincues, grâce à la persévérance et à l'énergie du général Duchesne, ainsi

qu'au dévouement et à la vaillance de ses troupes. Les opérations sont entrées dans leur période décisive, et aujourd'hui même la colonne du général Duchesne entame sa dernière étape vers Tananarive.

« Que nos camarades de la guerre et de la marine soient accompagnés par nos vœux les plus ardents et par ceux de toute la France qui les suit avec les battements de cœur et l'anxiété d'une mère pleine de sollicitude pour ses enfants. »

Dans une brève réponse, le général Saussier, remercia le ministre au nom de l'armée :

« Et maintenant, messieurs, nous nous associerons du plus profond de nos cœurs à la pensée émue que M. le ministre de la guerre envoie à nos camarades de Madagascar. Tous nous formons des vœux pour le succès de leur glorieuse mission, et pour leur rapide retour parmi nous. »

Les toasts du ministre de la guerre et du général Saussier furent écoutés debout silencieusement par tous les officiers présents. Les règlements militaires sont formels ; ils interdisent, de la part des subordonnés, toute marque d'approbation ou d'improbation ; mais les deux chefs et représentants de l'armée avaient exprimé la pensée de leurs officiers et soldats, adressant leurs vœux ardents et aussi leurs témoignages d'admiration et de reconnaissance au corps expéditionnaire de Madagascar. ¹

Ces hommages des frères d'armes affirmaient les liens qui unissent tous les membres de la grande famille militaire, on peut dire aujourd'hui tous les citoyens de la patrie.

1. Le même jour, 15 septembre, le général Dragomiroff, répondant aux questions d'un rédacteur du *Figaro*, disait au sujet de l'armée française qui venait de donner à Madagascar de telles preuves de dévouement et de courage :

« Tous les efforts sont merveilleusement combinés, et le troupier supporte des fatigues parfois écrasantes avec une bonne humeur qui prouve qu'il a du cœur.

« Tenez, hier, par exemple, après une nuit passée au bivouac, à la belle étoile, ces braves petits soldats sont restés quatorze heures sac au dos. Quatorze heures sac au dos ! C'est une véritable souffrance !

« Or, le troupier qui sait souffrir gaiement... sait mourir. Mais ce n'est pas seulement le soldat qui est bon en France, il n'a qu'à suivre l'exemple de ses chefs, qui savent que le sentiment du devoir se développe toujours de haut en bas.

« A différentes reprises, en 1858, plus tard encore enfin en 1883, à Djon, j'ai suivi de près l'armée française. Eh bien ! Je constate que les efforts sont couronnés de succès et qu'aujourd'hui vous n'avez à redouter dans l'ensemble aucune comparaison.

« — Cependant, mon général, hier, j'ai eu le plaisir de passer la soirée avec des officiers de l'armée anglaise qui suivent nos manœuvres en amateurs, et l'un d'eux, un cavalier, me disait :

« Je suis convaincu que l'armée française est aujourd'hui la première armée du monde, mais j'avoue que votre cavalerie est loin d'être à la hauteur de la cavalerie allemande ou de la cavalerie anglaise.

« — Ta ta ta ! reprit le général Dragomiroff, on voit toujours les défauts des autres, on ne semble pas s'apercevoir des siens !

« Où donc pourrait-on voir quelque chose de mieux, cependant, que la cavalerie du général de Lignières ? et puis, voyez-vous, le cœur de l'homme, c'est tout.

« Quand on a du cœur, on peut enfourcher un chien... on atteindra quand même le but.

« Puis, s'animant tout à coup, le général Dragomiroff ajouta, en choquant ses deux poings dans un geste des plus expressifs :

« Je voudrais b'en voir nos petits chevaux cosaques, pas plus haut que ça, se cogner avec les grands chevaux allemands ou anglais !... »

Ils étaient nombreux, parmi les régiments en manœuvre, ceux qui avaient sollicité l'honneur de faire campagne à Madagascar. Combien attendaient impatiemment depuis longtemps l'heure de la grande revanche, anciens combattants de 1870 ou Alsaciens-Lorrains chassés du pays natal!

Du haut des montagnes des Vosges, certains avaient aperçu le clocher lointain du village, les paysages aimés, familiers, au milieu desquels s'était écoulée leur enfance, quelques-uns même le toit de la maison paternelle, et une barrière s'élevait entre eux et ce cher pays d'Alsace occupé par l'ennemi!

Quand serait-il délivré?

Pourquoi tant de bons et de vaillants soldats de France étaient-ils sacrifiés à Madagascar, alors que les provinces annexées étaient encore allemandes?

Mais, hommes de devoir avant tout, nos officiers chassaient ces pensées de protestation. Le drapeau et l'honneur de la France étaient engagés à tort ou à raison à Madagascar, il ne s'agissait plus que de vaincre à tout prix. Et d'ailleurs, la vie en campagne même là-bas inculquait à tous ce sentiment du devoir, cet esprit de dévouement et de sacrifice, sans lesquels il n'est pas d'armée solide. Combattre à Madagascar, c'était encore préparer la revanche! Telle devait être la pensée du soldat.

Cependant, une crise de pessimisme sévit alors sur la presse. Les nouvelles, parfois même les moins vraisemblables, sont bien accueillies, pourvu qu'elles soient désolantes. Chacun dénonce des fautes, des crimes même et présente son petit plan de campagne; chacun raconte l'histoire et expose la géographie de Madagascar à sa façon. Un journal sérieux publie cet extraordinaire récit qui lui est communiqué par un ex-sergent d'infanterie de marine, faisant la leçon à nos généraux. Il s'agit de l'expédition de 1885 :

« Après le siège de Tamatave qui dura une vingtaine de jours, dit le sergent avec une belle assurance, pendant lesquels nous n'eûmes à souffrir ni des fièvres ni du manque d'approvisionnements, nous prîmes la route de Tananarive, une route superbe, large, bordée d'exploitations agricoles en pleine prospérité, de villages et de maisons isolées où nous trouvions d'abondantes et de saines provisions.

« Ce fut, à vrai dire, une promenade militaire. Partis au début de septembre, nous arrivions sous Tananarive vers la fin du même mois. Nous avions perdu 150 hommes; sur ce nombre, les maladies, inévitable conséquence d'une campagne en n'importe quel pays, nous en avaient enlevé une soixantaine ».

Or, chacun sait que Tamatave fut bombardé et pris en quelques heures, en 1885, et lorsque nos troupes, *affreusement décimées par les fièvres*, réduites à quelques centaines d'hommes, tentèrent de s'em-

parer de Farafate, elles ne réussirent pas à y entrer et durent battre en retraite.

Jamais, aucune colonne de 2000 hommes ne « se promena » jusqu'à Tananarive à cette époque. Lorsque la paix fut signée, l'escorte — 50 hommes environ — destinée à garder la résidence y fut seule envoyée; elle y parvint sans encombre, puisque la guerre était terminée. Quant au séjour de Tamatave, nous pouvons affirmer qu'il n'a rien d'enchanté; en 1885 — un monument funéraire l'atteste là-bas — la garnison perdit plus de la moitié de son effectif, et en 1895, celle qui occupa la ville fut réduite par les maladies à une centaine d'hommes, à peine capables de faire le service de la place.

Cette façon d'écrire l'histoire, outre qu'elle tendait à jeter la panique dans l'opinion, à décourager l'armée et à faire la joie de tous nos adversaires en Europe était dangereuse et pouvait avoir de terribles conséquences.

N'indiquait-on pas aux hovas la triste situation du corps expéditionnaire? N'écrivait-on pas chaque jour que le général Duchesne ne parviendrait sous les murs de Tananarive qu'avec une poignée d'hommes, anémiés, affamés, débilités, à peine capables de se traîner et n'ayant aucun secours, aucun renfort à espérer? N'indiquait-on pas, en quelque sorte à l'ennemi qu'il pourrait alors en finir sans le moindre effort avec les débris de nos troupes et les écraser sous une masse d'hommes armés?

Le blocus n'est pas effectif à Madagascar. Tananarive n'a jamais cessé pendant la guerre d'être en communication avec l'Europe et particulièrement avec Londres. De cette ville, nos rivaux britanniques avaient tout intérêt à renseigner nos adversaires sur les nouvelles parvenues en France et sur l'esprit public à Paris.

Il n'en fallait pas davantage certes pour rendre espoir au gouvernement malgache, pour l'engager à continuer la lutte, à nous décourager en la prolongeant, et surtout à tenter d'anéantir la petite colonne du général Duchesne, dont on décrivait en détail la situation difficile. Plus d'un gouvernement en Europe, afin de mettre la France en échec, aurait volontiers prêté la main à l'exécution de ce plan.

Plusieurs journaux se plaignent amèrement du rétablissement ou plutôt de l'établissement du cabinet noir à Madagascar. Non seulement les télégrammes ne parviennent que tronqués ou dénaturés, mais les correspondances elles-mêmes sont soumises à un examen sévère. Déplaisaient-elles, ces correspondances sont purement et simplement supprimées.

Un journal non politique, c'est-à-dire peu suspect d'hostilité systématique, de parti pris ou d'exagération, journal d'un patriotisme et d'une sûreté d'informations, d'une probité éprouvés disait à ce sujet :

« Plusieurs journaux quotidiens ont déjà signalé les altérations

et les suppressions de télégrammes dont ils étaient victimes. Le secret des correspondances n'est pas plus respecté que l'intégrité des dépêches. *Les lettres adressées à la presse sont décachetées.* Si nous l'affirmons ici, c'est que nous en avons la preuve, à l'*Illustration*, par les enveloppes d'envois arrivés par *un même courrier*, provenant de correspondants *différents*, et maladroitement recollées avec des *cachets identiques*.

« Les correspondants ne l'ignorent pas. Et ils savent que la sanction de cette surveillance ne serait autre, s'ils s'abandonnaient à d'imprudentes et sincères confidences, que l'expulsion de l'île, où l'état de siège confère tous les droits à l'autorité militaire. Aussi leur discrétion est-elle parfaite, si parfaite qu'elle dépasse le but. « On n'en raconte pas assez, se dit le lecteur le plus naïf; c'est donc qu'il y en aurait trop à raconter ».

Cette citation est extraite de l'*Illustration*. Elle témoignait du peu de confiance de l'opinion dans les notes officielles, et même d'une certaine irritation causée par le silence obstiné, dont le gouvernement, profitant des vacances parlementaires, refusait de se départir, relativement aux affaires de Madagascar.

On attendait, on voulait des nouvelles et des explications.

Le 200^e est toujours le régiment dont on parle le plus. Il se compose de fantassins, de lignards, et les lignards — le nombre — sont la démocratie de l'armée. Tantôt le bruit court qu'il ne reste pas 50 hommes debout de ce corps, dont une forte compagnie de 250 combattants vigoureux et résolu a traversé Paris musique en tête. Chacun s'émeut : ne reverra-t-on pas le retour triomphal du 200^e en France ?

Les tacticiens amateurs ont toujours été nombreux dans notre pays; ils le sont peut-être plus encore depuis que chaque Français est un « ancien soldat », a servi au moins dans l'intendance et a fait les grandes manœuvres.

I. On écrivait à l'*Illustration* au sujet de ce malheureux 200^e :

Son sort fut d'abord celui des troupes qui l'avaient précédé. Il subit à bord la même quarantaine. Il ne débarqua, compagnie par compagnie, que pour coopérer au déchargement. Et, comme il ne devait pas camper à Majunga, il y eut des détachements qui, après avoir peiné de toutes façons, tiré, poussé, porté tout le jour, regagnèrent pour la nuit le bâtiment quitté le matin.

Cela ressemblait à la folie d'une mobilisation au jour d'une déclaration de guerre. Par la route de l'Est, on lançait le plus de monde possible contre l'ennemi. Comme en 1870, les régiments de mobiles, les bataillons du 200^e entre autres se mettaient en route en uniformes hybrides, coiffés du casque colonial, vêtus de la petite tenue d'Europe. Ainsi accoutrés de drap chaud et incommode, chargés de leurs fusils, de cartouches, et du sac aggravé d'un complet cachou, d'un morceau de toile de tente de quatre mètres carrés et de piquets, ils se succédaient sur le chemin frayé dans les marais, obliquant au Sud quelques kilomètres après Majunga.

A la seconde ou à la troisième étape seulement, ils échangeaient le pantalon bleu et la vareuse contre l'uniforme cachou et la ceinture de flanelle bleue. Les effets quittés étaient abandonnés provisoirement dans les villages. Un escadron de chasseurs d'Afrique suivait les fantassins : leur petite veste de toile répondait aux besoins locaux, mais non leur lourd pantalon à basanes, ni le fournement échafaudé sur leur selle et dans lequel ils disparaissaient. Tous allaient à marches forcées, convaincus qu'ils allaient au feu.

En quatre jours et cinq nuits, le 200^e parcourut les 90 kilomètres qui séparent Majunga de Marovoay. Il s'arrêta épuisé. Dès lors, il ne fit plus que piétiner et fondre sur place. La débâcle avait commencé, pour plusieurs compagnies, dès Miadana. Quant aux chasseurs, ils étaient huit, un mois plus tard, à Mevatanana.



Une poursuite.

On discute partout les opérations militaires, on élabore les plans de campagne ; les moindres potins, les racontars, les conceptions les plus étranges et les plus folles trouvent quelque crédit.

Les interviewers enfin surviennent, questionnant trop souvent de préférence les incompetents sur les événements qui préoccupent l'opinion. Au sujet de Madagascar, beaucoup n'hésitent pas à juger, à trancher avec une assurance imperturbable.

Un compétent, le général Dodds, le conquérant du Dahomey rentrant en France, après une tournée d'inspection en Nouvelle-Calédonie, ne put échapper à l'inévitable interview. Il répondit en fort bons termes et de façon à donner une leçon à tous les incorrigibles bavards :

« Je me garderai bien de porter le moindre jugement sur l'expédition de Madagascar. D'abord, je ne suis pas du tout au courant de ce qui se passe là-bas, n'étant en France que depuis quelques jours. Ensuite, je sais, par expérience, combien il est difficile de juger à distance. Un général peut avoir un projet qui lui permettra d'assurer le succès de la campagne. Or, dès que ce projet reçoit un commencement d'exécution, les critiques jaillissent de toutes les plumes : « On aurait dû faire comme ceci, on aurait dû faire comme cela », et patati, et patata. Que diable ! attendez donc la fin !

« On devrait bien se méfier également des racontars de soldats. Beaucoup d'hommes qui, en arrivant à Madagascar, ont été atteints par la maladie et rapatriés sans avoir tiré un coup de fusil, racontent, en arrivant en France, des histoires fantaisistes qui, au long de la traversée, ont germé dans leur cerveaux de loustics.

« Je le répète : on ne doit jamais se hâter de juger. »

Les rapatriés, dont la santé était complètement rétablie après un court séjour à l'hôpital ou au sanatorium, étaient déjà nombreux.

On en avait renvoyé quelques-uns au dépôt du 200^e. Leur arrivée ne pouvait que causer une impression défavorable parmi les soldats à la veille d'être mis en route. Le ministre de la guerre prit certaines mesures les concernant et réglant leur situation nouvelle :

« Ces hommes, disait la circulaire ministérielle, n'étant plus destinés à faire partie des unités du corps expéditionnaire, il y a intérêt à ne pas les diriger sur les dépôts organisés en vue de la relève ; le ministre de la guerre a, en conséquence, arrêté les dispositions suivantes :

« Les hommes de troupes rapatriés qui appartiennent à la classe 1891 ou qui sont libérables du service actif d'ici au 1^{er} novembre partiront en congé dans leurs foyers en attendant l'époque de leur passage dans la réserve. Les hommes dont l'état de santé nécessite le maintien à l'hôpital ou dans un dépôt de convalescents ne seront envoyés en congé qu'au moment de leur sortie de cet établissement ; ceux qui, dès leur débarquement, auraient été reconnus en état de se rendre dans leurs foyers, y seront envoyés en congé définitif si leur famille a déclaré être en mesure de subvenir aux frais de leur subsistance et des soins à leur donner.

« Les hommes rapatriés qui se trouveraient déjà en congé de convalescence seront maintenus définitivement dans leurs foyers.

« Par mesure bienveillante, il ne sera pas fait application de l'article 47 de la loi du 15 juillet 1889 aux hommes qui pendant leur temps de présence sous les drapeaux auraient subi des punitions de prison ou de cellule.

« Tous les hommes rapatriés, non libérables avant le 1^{er} novembre prochain, devront être réaffectés aux corps auxquels ils apparte-

naient avant leur versement dans les corps formés pour l'expédition de Madagascar. »

A la suite de cette circulaire, beaucoup d'hommes, à la veille d'être libérés, rentrèrent ou furent maintenus dans leurs foyers.

On se préoccupait des moyens de permettre aux parents des rapatriés un voyage à Porquerolles.

Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu de procurer aux soldats, dès qu'ils seront installés, cette joie suprême, ce remède si doux et d'une efficacité si spéciale ?

« Il est bien clair, disait le *Tetit Méridional*, qu'on ne refusera à aucun parent la faculté de voir son cher convalescent. C'est une permission dont useront certainement les familles riches ou simplement aisées. Mais les pauvres ? Surtout celles qui demeurent loin du littoral et auxquelles il faudrait au moins une bonne centaine de francs pour faire le voyage, faudra-t-il que leurs enfants pleurent en voyant que personne ne vient les embrasser tandis que la mère de leur voisin de lit se jette à son cou ?

« Est-ce qu'il n'y aurait pas possibilité d'arranger tout cela ? Est-ce que de bonnes âmes riches, charitables, patriotiques, comme madame Furtado-Heine, comme l'*Union des Dames de France*, etc., etc., ne pourraient pas s'occuper de trouver une somme qui permit aux parents pauvres des rapatriés d'aller porter à leurs enfants les sourires et les épanchements que les riches pourront prodiguer aux leurs ?

« Il ne faudrait peut-être pas une somme si énorme que cela, sans compter que les compagnies de chemins de fer ne refuseraient certes pas d'appliquer des tarifs réduits à ces touchants pèlerins de la famille et du patriotisme.

« Avec une centaine de mille francs on en verrait peut-être le bout. »

Ces cent mille francs, on les trouverait !

L'élan de patriotisme et de générosité était donc unanime.

Les soldats, guéris de la fièvre et assez forts pour voyager, obtenaient des congés de convalescence. Hâves, amaigris, souvent méconnaissables, eux partis si gaillardement, ils arrivaient au pays brisés de fatigue.

On leur faisait partout chaleureux accueil, on les interrogeait avidement sur la campagne, sur Madagascar, sur les combats livrés, sur les fatigues et les souffrances endurées, sur le général Duchesne, sur l'état du corps expéditionnaire :

— Quand parviendrait-on à Tananarive ?

Le succès de l'expédition ne faisait doute pour personne. Le drapeau français flotterait sur la capitale malgache comme il a flotté sur bien d'autres capitales.

Parmi les rapatriés se trouvaient des Alsaciens-Lorrains, ayant abandonné la terre natale pour fuir les conquérants de leur pays et pour servir en France.

A l'égard de ces patriotes, nous ne saurions trop le déclarer, le gouvernement français, en les accueillant dans la légion, contracte une dette d'honneur, une dette sacrée.

L'Alsacien ou le Lorrain qui vient servir en France, non seulement expose sa famille à de dures représailles, mais il doit renoncer à revoir la ville ou le village où il est né, où habitent encore ses parents.

Rentre-t-il dans les provinces annexées, il est immédiatement appréhendé, traduit devant le conseil de guerre et sévèrement condamné.

Sitôt sorti de prison, il est incorporé dans l'armée allemande, où les officiers le traitent ou plutôt le maltraitent avec une rigueur particulière.

On fait payer cher au malheureux l'amour qu'il a conservé pour la France, pour le pays qui est sa patrie quand même !

Celle-ci, en revanche, devrait assurer à l'homme qui a fait pour elle de tels sacrifices, au moins du travail, lorsqu'il rentre dans la vie civile. Beaucoup d'Alsaciens et de Lorrains rengagent et font d'excellents sous-officiers; mais ceux qui abandonnent le service n'ont souvent à compter que sur les bons offices des sociétés de secours et de protection spécialement organisées en leur faveur depuis 1871; or les ressources de ces sociétés, si généreux que soient les donataires, s'épuisent; aussi est-il du devoir du Gouvernement français d'intervenir, afin que tout enfant des provinces annexées, ayant servi la France, trouve chez nous la vie assurée.

Mais, combien, hélas! ne revenaient pas. Certaines familles étonnées de ne plus recevoir de lettres de leurs fils soldats à Madagascar, s'inquiétaient, puis s'informaient; nul ne pouvait les renseigner. Elles voulaient espérer encore jusqu'au jour où parvenait du ministère le pli fatal annonçant le décès¹.

1. Afin d'éviter que les familles des malheureux qui succombent aux colonies ne soient brutalement informées de leur mort par la lecture des journaux ou prévenues trop tardivement par les autorités militaires, le ministre de la guerre a prescrit les dispositions nécessaires pour que la réglementation adoptée en 1885 pour les avis à donner aux familles des officiers décédés au Tonkin soit strictement suivie au cours de la campagne de Madagascar.

« J'ai arrêté, disait le ministre, les dispositions suivantes, qui n'ont d'ailleurs pas cessé d'être en usage depuis 1885 :

« 1^o Pour les officiers des corps de troupes, un avis télégraphique sera adressé par les directions aux conseils d'administration des corps de troupes, qui devront prévenir sans retard la famille de l'officier avec tous les ménagements possibles.

« 2^o Pour les officiers sans troupe, fonctionnaires et employés militaires, un avis télégraphique sera adressé par les directions au commandant de corps d'armée de qui relevait, avant son départ pour les colonies, l'officier, le fonctionnaire ou l'employé militaire intéressé. Le commandant du corps d'armée notifiera le décès directement à la famille, si son domicile actuel est connu ou, dans le cas contraire, par l'intermédiaire du maire du dernier domicile.

« Toutes ces notifications seront, d'une manière générale, faites par le télégraphe ».

La presse étrangère raillait le grand mouvement de pitié qui s'emparait du pays: Les français, dit-on à Londres, sont bien toujours les mêmes.

« De la guerre et de la gloire, ils ne veulent voir que le beau côté: les succès, les triomphes! Mais les difficultés, les lenteurs les déroutent et les ennuient.

« Il faut qu'un général s'arrange avant tout, pour envoyer chaque jour des nouvelles intéressantes à la presse: celle d'une victoire, si possible; ou tout au moins d'un pas en avant qui permette aux bons bourgeois de planter un petit drapeau de plus sur leur carte et d'allonger de quelques centimètres, la ligne qui représente la ligne parcourue par les troupes.

« C'est si vite fait, n'est-ce pas? de placer sur « Andriba » l'épingle piquée sur Tsarasoatra ou ailleurs! Il est si facile d'aller d'un point à l'autre... sur le papier! On ne s'explique vraiment pas les lenteurs de ce général Duchesne, qui met des jours et des semaines pour parcourir ces quelques... centimètres de terrain!...

« Notez qu'il y a quelques années encore, c'était chose admise et couramment professée dans le bon public, que pénétrer militairement de la côte au centre de Madagascar, et jusqu'à la capitale malgache, constituait une entreprise d'une difficulté inouïe, dont l'accomplissement demanderait un temps et des forces énormes.

« Aujourd'hui, on s'étonne — d'aucuns même s'indignent — que l'on n'ait pas achevé en quelques semaines cette petite « promenade militaire! »

La critique est du reste fort juste. Ainsi qu'il arrive inévitablement en pareil cas, les amateurs de tapage, les barnums intervinrent en 1895 pour exploiter l'inquiétude et la pitié publiques.

Mais cette inquiétude et cette pitié si hautement, si humainement exprimées n'étaient pas que sensiblerie. Il importe en effet de ne pas confondre le vrai peuple avec les cabotins de toute nature, pour lesquels les souffrances de nos soldats à Madagascar n'étaient que prétexte à manifestations à exhibitions et à réclames².

N'empêche que de tels cabotins, parlant plus haut que les autres, passent souvent à l'étranger pour représenter l'opinion publique. On les écoutait seuls chez nos rivaux, chez nos ennemis.

1. *Revue du cercle militaire* du 7 septembre 1895.

2. S'il fallait compter, disait le *Progrès militaire*, les hommes que nous a coûtés l'Algérie de 1830 à 1848, puis la Crimée, la Chine, la Syrie elle-même, cette promenade!... que d'autres chiffres on relèverait! Mais il y avait une armée soi-disant professionnelle, dont l'opinion publique se désintéressait, et puis le gouvernement ne se prêtait pas aussi facilement qu'aujourd'hui à la tactique des escaladeurs du pouvoir!...

Il est grandement temps qu'une réaction énergique nous fasse comprendre combien les pleurnicheries et les cabotinages auxquels Madagascar sert de prétexte nous rendent ridicules vis-à-vis de l'étranger. C'est à qui mendiera, par dilettantisme, pour nos soldats, comme si ceux-ci étaient abandonnés et dépourvus de tout! Demain, ces pseudo-mendiants se feront un piédestal de leur soi-disant dévouement et, à défaut de talent, mettront leurs tournées « patriotiques » en vedette sur des affiches « suggestives ».

Une partie de l'Angleterre politicienne ne dissimulait pas la satisfaction grande que lui faisaient éprouver nos embarras à Madagascar : bonne leçon pour les Français !

Les Allemands eux aussi se réjouissaient. Grâce à des nouvelles souvent perfides et à des notes passionnées, l'effet produit par les grandes manœuvres de l'Est admirablement réussies ne tarderait pas à s'atténuer et même à s'effacer.

Des Français ne répétaient-ils pas aux Français que leur armée était déplorablement organisée, que les généraux étaient tous des incapables et qu'ils ne réussissaient même pas à s'emparer d'un territoire aussi mal défendu que celui de Madagascar ?

L'Allemagne, nous ne le répéterons jamais trop, soit qu'elle redoute un réveil de la France, soit qu'elle se prépare à l'attaquer, au moment psychologique, comme le disait Bismarck en 1870, a plus que jamais pour but de nous décourager, de nous faire perdre toute confiance en notre armée et en notre force et de tuer chez nous l'esprit militaire¹.

Elle est intervenue en ce sens, chaque fois que l'union patriotique entre tous les partis a été sur le point de se réaliser contre l'ennemi commun et particulièrement en 1886 et 1887. Par des campagnes de presse habiles que ses nombreux agents à Londres, à Bruxelles, à Rome, etc... inspirèrent, elle s'efforça toujours de nous diviser. Elle attend patiemment que cette œuvre de désorganisation produise son effet; elle espère que nous détruirons nous-mêmes notre force militaire et que le jour viendra où elle pourra nous écraser, sans courir aucun risque.

Les polémiques violentes suscitées par les événements de Madagascar ne pouvaient donc que servir ses intérêts et ses projets, d'autant mieux à propos que la présence du général russe Dragomiroff et du ministre des affaires étrangères prince Lobanoff aux grandes manœuvres de l'Est avait inquiété non sans raison la triple alliance et causé en France une profonde et excellente impression².

1. L'Allemagne impériale n'avait pas suivi sans inquiétude nos grandes manœuvres de l'Est, desquelles un témoin oculaire, le prince de Grèce, disait :

« C'était un spectacle admirable pour nous de voir les soldats français donner des preuves de prodigieuse endurance et de résistance aux fatigues. Oh ! je les admirais tous les jours, toutes les heures, toutes les minutes, je les acclamais mentalement, je les applaudissais dans le silence de mon âme ravie. Toute la journée ils développaient une activité étonnante, et, le soir, on les voyait frais et dispos comme s'ils s'éveillaient d'un sommeil réparateur des fatigues endurées. Je m'intéressais d'autant plus à ces soldats français que, par leur taille, par leur agilité, par leur uniforme même, ils me rappelaient les soldats grecs. Mais ces petits soldats que j'avais devant moi valent bien, et je le dis en pleine conscience et conviction, les meilleurs soldats du monde ».

Après l'opinion déjà connue du général Dragomiroff, cette impression du prince hellène était bonne à enregistrer.

2. « Ce qui ajoute beaucoup à la confiance, disait le *Progrès militaire*, c'est la certitude de ne plus voir la France isolée au milieu des Etats voisins. En désignant le général Dragomiroff, un de ses meilleurs chefs d'armée, pour accompagner notre généralissime aux manœuvres, en autorisant son ministre des affaires étrangères, le prince Lobanoff à conférer avec notre ministre des affaires étrangères et à assister à la revue finale aux côtés du Président de la République, l'empereur Nicolas, continuateur de la politique de son père, a plus que jamais affirmé la solidarité des intérêts et des forces qui existent entre les deux peuples placés aux deux extrémités du vieux continent : le peuple français, qui a toujours su se rallier en se retrempan sans cesse dans des éléments nouveaux et en ne reculant devant aucun progrès, et le peuple slave, jeune héritier de la civilisation occidentale dont il semble vouloir devenir à son tour, un des plus actifs champions. »

L'empereur d'Allemagne Guillaume II suivait donc personnellement avec le plus vif intérêt les opérations de nos troupes à Madagascar. On sait à quel point il se passionne pour les choses de la guerre, bien qu'il ne l'ait pas encore faite. Il commande personnellement chaque année les grandes manœuvres de son armée; il est tenu au courant de la moindre réforme dans l'armement, la manœuvre, la tactique des armées étrangères. Pendant la dernière campagne du Japon contre la Chine, il voulait connaître tous les mouvements des corps engagés et se faisait adresser par des officiers des rapports personnels sur les marches et combats, sur les effets des nouveaux fusils et de l'artillerie. Il fit plusieurs conférences à son état-major sur cette campagne de Chine, sur la marine et sur les armées japonaises.

Il était renseigné non moins fréquemment et non moins directement à propos des affaires de Madagascar par des agents allemands dans l'île; le D^r Wolf du *Berliner-Tagblatt* était vraisemblablement l'un de ces agents officieusement accrédités et au sujet duquel, nous le répétons, le général Duchesne avait reçu des instructions particulières.

En septembre, les agences reçoivent de Berlin la dépêche suivante :

« Une communication très curieuse de notre attaché militaire à Berlin résume les conclusions d'un premier rapport établi, sur l'ordre de l'empereur d'Allemagne, par son grand état-major général, en ce qui concerne la plus grande partie des opérations du corps expéditionnaire de Madagascar, c'est-à-dire jusqu'à l'occupation d'Andriba.

« Après avoir constaté *l'imprévoyance et la légèreté* qui ont présidé à l'organisation matérielle de la campagne et au choix de la route suivie par nos troupes, ce document fait remarquer que les voitures Lefebvre auraient pu rendre des services, si elles avaient été en aluminium, d'un poids inférieur à 150 kilos et du modèle de celle dont Guillaume II a fait récemment commander des spécimens.

« L'état-major général allemand insiste sur les excellents résultats de l'*armement* du corps expéditionnaire français, et se montre particulièrement frappé des effets considérables de nos obus à la mélinite, des « belles » (*sic*) mises en batterie, et de la justesse de leur tir.

« Il termine par un éloge des qualités montrées par le général Duchesne et ses officiers d'état-major, dont la tactique lui semble irréprochable, « *sauf l'ordre mal conçu du passage d'un défilé après l'affaire brillante de Mévatanana* », et par une critique de la tolérance laissée à certains *mercantis* de vendre aux troupes, à la dérobee, des boissons pernicieuses, qui ont contribué à une *exceptionnelle* mortalité. »

Les rapports sur Madagascar, relatifs à l'état de nos troupes, à leur moral, à leur armement et à ses effets étaient adressés au général chef du cabinet militaire de l'Empereur.

Celui-ci conféra plusieurs fois avec ses officiers de la campagne

que dirigeait le général Duchesne. Des renseignements lui parvenaient d'autre part de Tananarive et de l'armée hova.

Le Temps publie une curieuse et suggestive correspondance de Berlin, exprimant l'opinion de M. de Bismarck sur Madagascar :

« Au lendemain de la prise de Tananarive, il n'est pas sans intérêt de rappeler que le prince de Bismarck avait sérieusement songé à la conquête de Madagascar. Avec la franchise qui lui est propre, l'ex-chancelier de fer s'est expliqué lui-même sur ses projets que sa disgrâce ne lui a pas permis de réaliser.

« C'était au mois d'octobre 1891, le prince de Bismarck avait invité, à Friedrichsruhe, deux célèbres explorateurs africains dont l'un, le major Wissmann, est aujourd'hui gouverneur général de l'Afrique orientale allemande.

« Après le dîner, le prince ayant allumé sa longue pipe et offert des cigares à ses hôtes, mit sur le tapis l'avenir des colonies allemandes en Afrique et critiqua sévèrement la conclusion de l'arrangement anglo-allemand conclu par le comte de Caprivi, qui sacrifiait Zanzibar pour l'îlot sans valeur d'Héligoland.

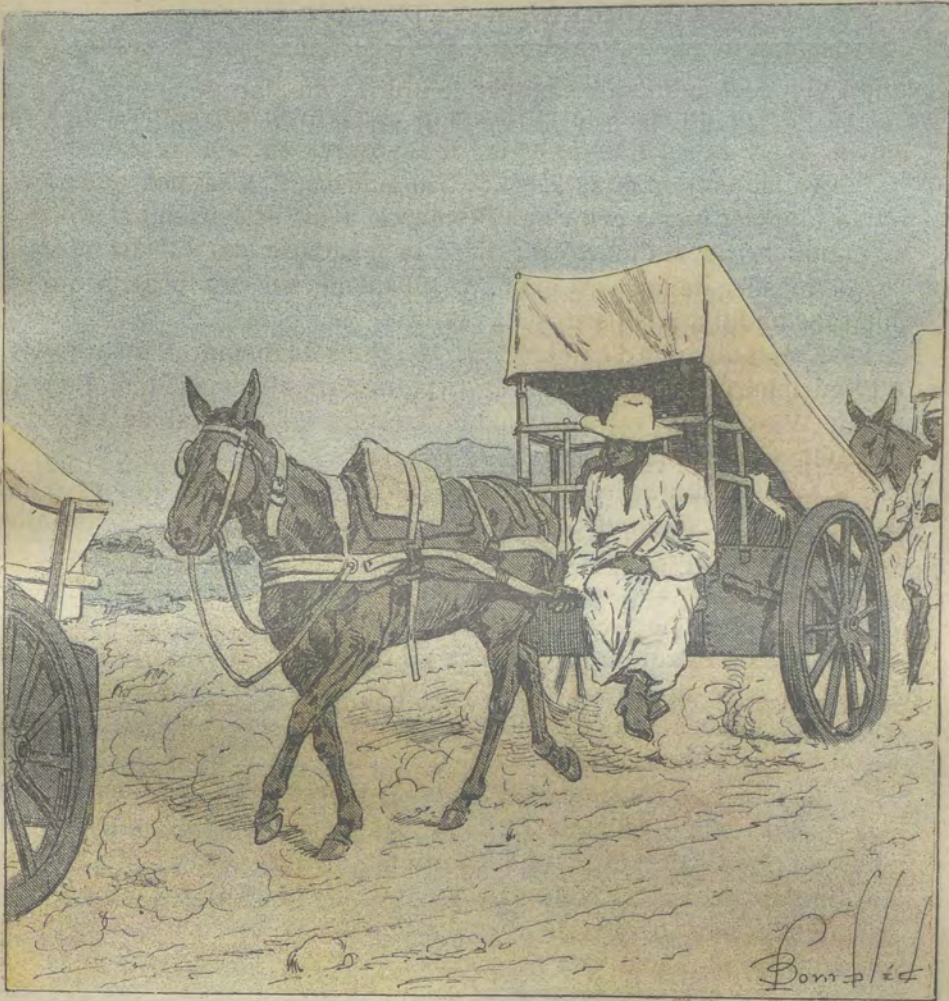
« Puis on examina les moyens de réparer dans l'avenir la lourde faute commise en renonçant à Zanzibar. C'est alors que le prince de Bismarck exposa dans ses détails un programme colonial qui intéressa vivement ses hôtes.

« Je n'ai jamais considéré, dit-il, l'Afrique orientale comme une possession définitive pour l'Allemagne, mais comme un objet qui pourrait nous faire faire une excellente affaire. Il ne faut pas se dissimuler que nous autres Allemands nous sommes venus bons derniers au partage de l'Afrique et que nous avons recueilli, par conséquent, les plus mauvais morceaux, c'est-à-dire des territoires mal délimités dans la possession et l'exploitation desquels nos voisins peuvent toujours nous créer des difficultés. A mon avis, l'empire, l'empire idéal colonial pour l'Allemagne serait un pays où nous Allemands serions tout à fait entre nous à Madagascar.

« Je sais bien que la France fait valoir des droits incontestables sur cette île, mais un gouvernement habile pourrait aisément amener la France à renoncer à Madagascar au profit de l'Allemagne par une habile action diplomatique qui exercerait en même temps une influence bienfaisante sur les relations des deux puissances en Europe.

« Et comme ses auditeurs demandaient curieusement au prince comment il s'y prendrait pour réaliser ces grands projets, le prince de Bismarck développa le plan suivant :

« Nous abandonnons aux Anglais toute l'Afrique orientale et, en échange de cette cession, l'Angleterre fait d'importantes concessions en Egypte. Ne m'objectez pas la résistance du gouvernement britan-



Convoi de malades évacué sur Marololo.

nique, car, tôt ou tard, il sera obligé de faire des concessions en Egypte avec ou sans compensations.

« Outre ces sérieux avantages que la France obtiendrait par notre intermédiaire, nous pourrions, pour faire taire les braillards des bords de la Seine et donner à bon marché satisfaction à l'amour-propre national de nos voisins, consentir à une toute petite rectification de frontière en Lorraine. Pour cela, la France nous céderait tous ses droits sur Madagascar et l'Angleterre souscrirait à ce traité.

« Je dois dire qu'il y a quatre ans déjà, le prince de Bismarck ne croyait pas à l'accomplissement de ce projet original, encore plus utopique aujourd'hui que tant de sang français a arrosé le sol de Madagascar. En effet, l'ex-chancelier conclut en riant que jamais il

n'aurait exposé, même dans un cercle intime, un plan semblable, s'il n'avait pas été convaincu d'avance que sa retraite en rendait la réalisation impossible. »

En France, les polémiques de presse deviennent de plus en plus vives et acrimonieuses.

— Où en sommes-nous, demandent les journaux ?

Les notes officieuses assez rares et peu explicites ne répondent que très insuffisamment à cette question chaque jour renouvelée.

Il en résulte de lamentables scandales.

« Spéculant sur l'impatience du public à avoir des nouvelles de Madagascar, une bande de camelots se répand, à la nuit tombée, dans Paris, et, mettant en vente des feuilles quelconques, cherchent à attirer des acheteurs par ce cri, poussé à tue-tête : — *Demandez... dernière édition : l'entrée des Français à Tananarive !* C'est, généralement, vers la tombée de la nuit, à l'heure où toute lecture immédiate de la prétendue nouvelle est à peu près impossible. Tandis que, à la lueur de quelque bec de gaz, l'acheteur s'efforce de découvrir dans le journal qu'il parcourt à la hâte, une dépêche annonçant la victoire si ardemment désirée, le camelot s'éloigne en courant et va faire plus loin, d'autres dupes ¹. »

Les vendeurs de fausses nouvelles ont beau jeu ; ils publient des feuilles éphémères, de misérables placards.

Cependant, la rentrée des chambres est proche. Terrible échéance pour le cabinet ! On prédit déjà aux ministres une chute certaine, à moins qu'avant la réouverture du Palais-Bourbon quelque importante et rassurante dépêche ne parvienne à Paris.

Le ministre de la guerre tient des conférences avec ses collègues.

Des ordres sont envoyés à Majunga pour une action immédiate. Un conseil des ministres extraordinaire est tenu à l'Élysée sous la présidence de M. Félix Faure, revenu tout exprès de Fontainebleau, où il est en villégiature.

Le contre-coup de ces allées et venues se manifeste à Madagascar.

« La marche en avant s'accroît, écrit un correspondant ; on sent que tout le monde est pressé d'en finir au plus vite. Tout se bâcle à la vapeur ; c'est à se demander si le général en chef n'a pas reçu des instructions impérieuses lui prescrivant d'arriver à Tananarive avant une date fixe, qu'il est facile de deviner sans être sorcier. On veut évidemment avoir pris pied dans la capitale avant la rentrée des Chambres. »

En effet, des questions, des interpellations sont annoncées. Un grand débat ne tardera pas à s'ouvrir sur Madagascar au Palais-Bourbon. Les députés, ceux mêmes qui ont voté la guerre, reviennent mécontents de leurs circonscriptions. Les populations sont inquiètes,

1. Voir le *Temps*, octobre 1895.

irritées des maladresses commises. Le ministère est donc menacé.

Dès lors, le meilleur moyen, le seul moyen peut-être de sauver les portefeuilles en péril, c'est de prendre Tananarive. Mais il y a sans doute danger à s'aventurer si loin de la base d'opération.

Les gouvernants à Paris ne voient plus d'autre péril que le péril parlementaire. Les opérations de guerre, tout est subordonné aux affaires du Palais-Bourbon. C'est là qu'il s'agit de remporter la victoire, et les opérations précipitées contre Tananarive ne sont que des manœuvres parlementaires voulues à Paris, ordonnées par des tacticiens à portefeuille.

On avait déjà remarqué les inconvénients graves de ces façons de procéder contraires aux vrais intérêts de la patrie, lors des expéditions précédentes et particulièrement de l'expédition du Tonkin; mais un général n'a pas à discuter, même avec des chefs qui prétendent lui dicter sa conduite à des milliers de kilomètres de distance. Il n'a qu'à obéir.

Tandis que les politiciens s'agitent, que les cabotins, les misérables spéculateurs cabalent et intriguent, la Presse parisienne prend de généreuses initiatives. Elle intervient pour soulager les misères de ceux qui, après avoir fait campagne à Madagascar, reviendront en France, malades, incapables de travail; grâce à la presse, ceux qui, de par les règlements étroits, n'auraient droit ni à des pensions ni à des secours, seront dignement reçus.

Pour le bon renom de la France, il importe que les scènes lamentables qui se produisirent à l'époque de certains rapatriements de soldats du Tonkin ne puissent plus se renouveler. En peu de temps, des sommes importantes seront recueillies.

Paris tout entier est prêt à seconder les journaux et à répondre à leur appel.

Un comité est donc formé en vue d'organiser de grandes fêtes au profit de nos soldats à Madagascar, afin de venir en aide aux blessés, aux rapatriés, et d'améliorer l'ordinaire de ceux qui continuaient à faire campagne. Il comprenait :

Présidence d'honneur : M^{me} Félix Faure.

Membres du Comité : M. Challemel Lacour, président du Sénat;
M. Henri Brisson, président de la Chambre des députés;
M. Ribot, président du conseil des ministres, ministre des finances;
M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères;
M. Georges Leygues, ministre de l'intérieur;
M. l'amiral Besnard, ministre de la marine;
M. Chautemps, ministre des colonies;
M. Poincaré, ministre de l'instruction publique;

M. André Lebon, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

M. Dupuy-Dutemps, ministre des travaux publics;

M. Gadaud, ministre de l'agriculture;

M. Roujon, directeur des beaux-arts;

M. Louis Lucipia, président du Conseil général de la Seine;

M. Rousselle, président du Conseil municipal de Paris;

M. Poubelle, préfet de la Seine;

M. Lépine, préfet de police;

M. Delaunay-Belleville, président de la chambre de commerce de Paris;

M. Alfred Picard, président de section au Conseil d'Etat, commissaire général de l'Exposition universelle de 1900;

M^{me} la comtesse Foucher de Careil, présidente de « l'Association des Dames françaises »;

M^{me} Kœchlin-Schwartz, présidente de l'« Union des Femmes de France »;

M. le général de Colomb, M. le général Brière de l'Isle, M. Le Myre de Vilers, député, présidents d'honneur de la Société de secours aux militaires coloniaux;

M. le général Rousseau, secrétaire général de la Légion d'honneur;

M^{me} Charles Furtado-Heine;

M. Jules Simon, sénateur, membre de l'Académie française;

M. Alexandre Dumas, de l'Académie française;

M. François Coppée, de l'Académie française;

M. Edouard Detaille, de l'Institut, président de l'Association des artistes français;

M. Zadoc-Khan, grand-rabbin de France;

M. Adrien Hébrard, sénateur, président du syndicat de la Presse parisienne;

M. Mézières, de l'Académie française, député, président de l'Association des journalistes parisiens;

M. Léon Brière, président de l'Association de la Presse républicaine départementale;

M. Ernest Merson, président de l'Association de la Presse conservatrice départementale;

M. Albert Christophle, député, gouverneur du Crédit foncier de France;

M. Denormandie, sénateur, président du conseil d'administration du Comptoir d'Escompte;

M. Théodore Berger, vice-président du Comptoir national d'Escompte, directeur de la Banque ottomane;

M. le docteur Brouardel, doyen de la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine;

M. Martinie, contrôleur général de l'administration de l'armée;

M. Georges Berger, député, président de l'Union des arts décoratifs;

M. Noblemaire, président du conseil d'administration des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée;

M. Edouard Lebey, directeur de l'*Agence Havas* ¹.

Nous avons cité tous ces noms, afin de bien montrer que les diverses classes de la société parisienne, hommes de lettres, artistes, commerçants, etc., portaient un égal intérêt à nos soldats et à l'expédition. Les journaux recevaient des lettres touchantes proposant de modestes offrandes :

— Ce sont nos enfants, les enfants de la France; ils souffrent là-bas pour la patrie, disaient-elles ou à peu près, ne les abandonnons pas. Que chaque jour un souvenir leur prouve qu'ils ne sont pas oubliés, que nous partageons de loin leurs misères et que nous voudrions pouvoir les soulager. Nous ne savons pas, nous, si on a eu tort ou raison d'entreprendre l'expédition de Madagascar. Nous estimons plutôt que cette campagne aurait pu être évitée. Ce n'est pas sur les bords de l'Ikopa, mais sur les bords du Rhin que devraient rouler nos canons; mais qu'importe! le soldat suit le drapeau, il fait son devoir et nous nous réjouissons de ses victoires, qui ajoutent au prestige de la France, de même que nous souffrons de ses fatigues et de ses peines. En attendant que nous puissions recevoir dignement ces braves, encourageons-les, crions-leur que nous les accompagnons de nos vœux et envoyons-leur tout ce dont l'Etat est trop parcimonieux, les menus objets qui donneront au moins à quelques-uns un peu de bien-être.

Des fêtes allaient donc s'organiser au profit des malades du corps expéditionnaire. On préparait une journée de courses à Auteuil, dont le programme rédigé par le prince de Sagan portait un prix de l'Ikopa, un prix de Mevatane, un prix du Palais d'argent, steeple-chase mili-

1. Ce comité avait été formé sur l'initiative de M. Fernand Xau, directeur du *Journal*. Proposition d'en faire partie avait été adressée au cardinal archevêque de Paris; son secrétaire répondit :

« Monsieur le président,

« Paris, le 1^{er} septembre 1835.

« Au moment où Son Eminence recevait la lettre que vous avez bien voulu lui adresser, elle écrivait elle-même une circulaire à MM. les curés du diocèse de Paris pour les autoriser à faire une quête dans leur église au profit des blessés et des malades du corps expéditionnaire de Madagascar. Cette quête sera faite un des dimanches du mois de septembre et le produit en sera remis à la Société française de secours aux blessés militaires.

« Le cardinal ne peut qu'applaudir à la pensée patriotique qui se manifeste de toutes parts de venir en aide aux souffrances de nos soldats. Mais vous comprendrez, monsieur, qu'ayant pris l'initiative d'une quête dans les églises de son diocèse, il ne peut accepter la présidence d'honneur d'un comité qui se propose de recueillir des offrandes dans le même but. Il serait peut-être, d'ai leurs, difficile au cardinal de prendre le patronage des fêtes que l'on se propose d'organiser, si elles devaient s'écarter des habitudes de la charité catholique.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée,

« G. LEFEBVRE,

« Secrétaire particulier. »

taire, un prix d'Imerina, un prix de Tamatave. La recette serait versée au comité de la Presse parisienne.

Kermesse populaire, défilé de sociétés patriotiques de tir et de gymnastique, de sauveteurs, d'anciens militaires, festival monstre par des masses chorales et instrumentales, carrousel, avec le concours de l'école de Saumur et des régiments de cavalerie du gouvernement de Paris, attireraient la population parisienne; le plaisir servirait la cause de la bienfaisance.

Le succès de ces fêtes était assuré.

En province, le mouvement en faveur des soldats de Madagascar se manifestait non moins vif; les sociétés de secours aux blessés continuaient à recevoir de nombreuses souscriptions et dons en nature, vins de Bordeaux et de Champagne, Malaga, quinquina, eaux minérales, boîtes de conserves, chocolat, thé, biscuits, tabacs, vêtements de flanelle, etc. En même temps, étaient expédiées des caisses de livres, de journaux illustrés, de papier à lettre, de plumes, de crayons, de jeux divers destinés aux ambulances, hôpitaux et sanatoria.

Dans les grandes villes, des représentations théâtrales produisirent de grosses recettes ¹.

Les petits eux-mêmes s'intéressaient à Madagascar. A Paris, le théâtre Guignol représenta, aux applaudissements d'un auditoire enthousiaste, un drame militaire intitulé *Madagascar ou la prise de Mevatane* en sept tableaux : 1^{er} tableau, *Chez le général*, on voit le général Duchesne vaquant aux préparatifs du départ et donnant les ordres à son état-major; le 2^e montre *le départ du 200^e*. Les soldats défilent sous la forme de petits bonshommes en bois plantés sur des planches mobiles; le 3^e tableau est *le Départ de Marseille*; le 4^e mène le spectateur chez la reine Ranavalô, entourée de ses ministres et de tous les dignitaires de la cour; au 5^e, combat naval avec de vrais bateaux, ballottés sur une vraie mer peinte par un de nos meilleurs artistes; le 6^e représente le camp français au repos et la vie de bivouac; le 7^e la prise de Mevatanana; l'apothéose : Guignol en personne chante le *Clairon* de Déroulède, air patriotique :

L'air est pur, la route est large,
Le clairon sonne la charge, etc...

Le héros de la pièce, c'est Guignol lui-même, Guignol la forte tête, n'ayant peur de rien, pas plus des Hovas que des gendarmes. Guignol a bon cœur, il est patriote, il devient soldat, s'embarque pour Madagascar, joue à l'ennemi des tours de sa façon, se bat comme un enragé et devient un héros.

Le *Figaro* expose, dans la salle des dépêches du journal, des docu-

¹ Citons, entre autres, la représentation donnée par M^{me} Sarah Bernhardt à Marseille.

ments rapportés par le correspondant de l'*Illustration*, M. de Haenen.

Il y a là les différents types de fusils employés par les troupes régulières et auxiliaires hovas, des remingtons, et aussi d'antiques fusils à pierre; puis des lances ou sagaies fort originales, utilisables à la fois pour la bataille et pour le labour, et que les Hovas portent toujours sur eux, à la guerre et aux champs; des haches qui ont aussi ce double caractère, armes terribles au combat, merveilleux outils dans la brousse; des sabres, des épées, de rudimentaires tambours, de bizarres instruments de musique guerrière, etc. La plupart de ces objets ont été ramassés à Mevatanana.

Mais la plus précieuse de toutes les trouvailles de M. de Haenen est sans contredit un très beau canon ancien. C'est une pièce historique de premier ordre: elle a appartenu à un Polonais fameux, à ce légendaire Benyowski qui était parti, il y a plus d'un siècle, à la conquête de la « Grande Ile » pour le compte de la France, et qui fut « le premier roi français » de Madagascar.

Dans toutes les foires et fêtes de ville ou de village, étaient exhibés des Malgaches d'une authenticité douteuse, de grotesques soldats hovas.

Des panoramas improvisés montraient les « grandes batailles » de Marovoay et de Mevatane, le 40^me bataillon de chasseurs et les turcos enlevant les positions de Beritza.

Les musées de figures de cire exposaient de superbes Ranavalo en grand costume de cour, un premier ministre grimaçant, des généraux hovas, représentés d'après photographie; partout, le portrait du général Duchesne.

Enfin, à Paris encore, fut reconstitué par un de ces établissements (Musée Grévin) un coin du pays malgache, avec quelques types indigènes, hommes, femmes, enfants, esclaves vaquant à leurs occupations coutumières; scène de mœurs ayant pour cadre un panorama de Tananarive exécuté d'après les indications de deux Français ayant longtemps habité Madagascar, M. Bouts et M. Henri Mager, délégué de Diégo-Suarez.

« Nous voici donc, écrit un journal, transportés, comme par enchantement, au centre de l'Emyrne, dans une case malgache de la Betsimitatra, d'où nous apercevons, devant nous, dans le lointain ensoleillé, le large panorama de la capitale des Hovas.

« Dans la case où entre le visiteur, deux jeunes femmes hovas travaillent; l'une, assise devant son métier, tient dans sa main une navette de rafia et tisse la rabanne unie; l'autre tresse un chapeau de jonc. Cette scène a été mise en ordre par M. Henri Mager, délégué de Diégo-Suarez, qui est monté à Tananarive, l'année dernière, en juillet, peu de semaines avant la rupture des relations; le métier, la rabanne, le chapeau, les accessoires ont été rapportés de Madagascar.

« Au seuil de la case, une femme andève, portant sur le dos un enfant dans les plis de son lamba, et qu'accompagne un jeune enfant, cause avec un borizane. Ces types, reconstitués d'après les croquis de M. Bouts, de Tananarive, sont une merveille d'observation et d'exactitude, comme ces quatre porteurs qui passent devant la case, portant en flanzane un dignitaire hova. Une femme malgache est accroupie dans la rue, au devant de sa porte, dans une attitude familière; ses cheveux ébouriffés marquent qu'elle est en deuil.

« Au loin, au delà de Mahamasina, vue au jour d'une revue royale, se dresse la colline que couvre Tananarive : on distingue au centre la roche d'où les condamnés étaient précipités; plus haut, le grand palais de Ranavalo I^{er}, le palais d'Argent, qui n'a plus ses clochettes; le palais de Justice, le palais grandiose du premier ministre, la cathédrale catholique enchâssée dans quelques milliers de maisons pittoresques. »

La mode était donc partout aux êtres et aux choses de Madagascar. Ranavalo aurait certainement un rôle dans les revues de fin d'année. La campagne n'avait cependant pas encore inspiré des pantomimes, de grandes scènes militaires comme jadis l'expédition de Chine¹.

En 1860, en effet, on avait beaucoup moins montré au public le revers de la médaille, et la campagne du général Cousin-Montauban enthousiasmait les imaginations comme une légende merveilleuse, elle apparaissait telle qu'un acte de féerie.

Comme aux époques des guerres de Crimée, d'Italie, de France et du Tonkin, plus ardemment même peut-être, se manifestaient cependant l'amour et la sollicitude du pays pour les soldats en campagne, portant si loin de France le drapeau de la mère-patrie.

Le pays entier les suivait anxieusement.

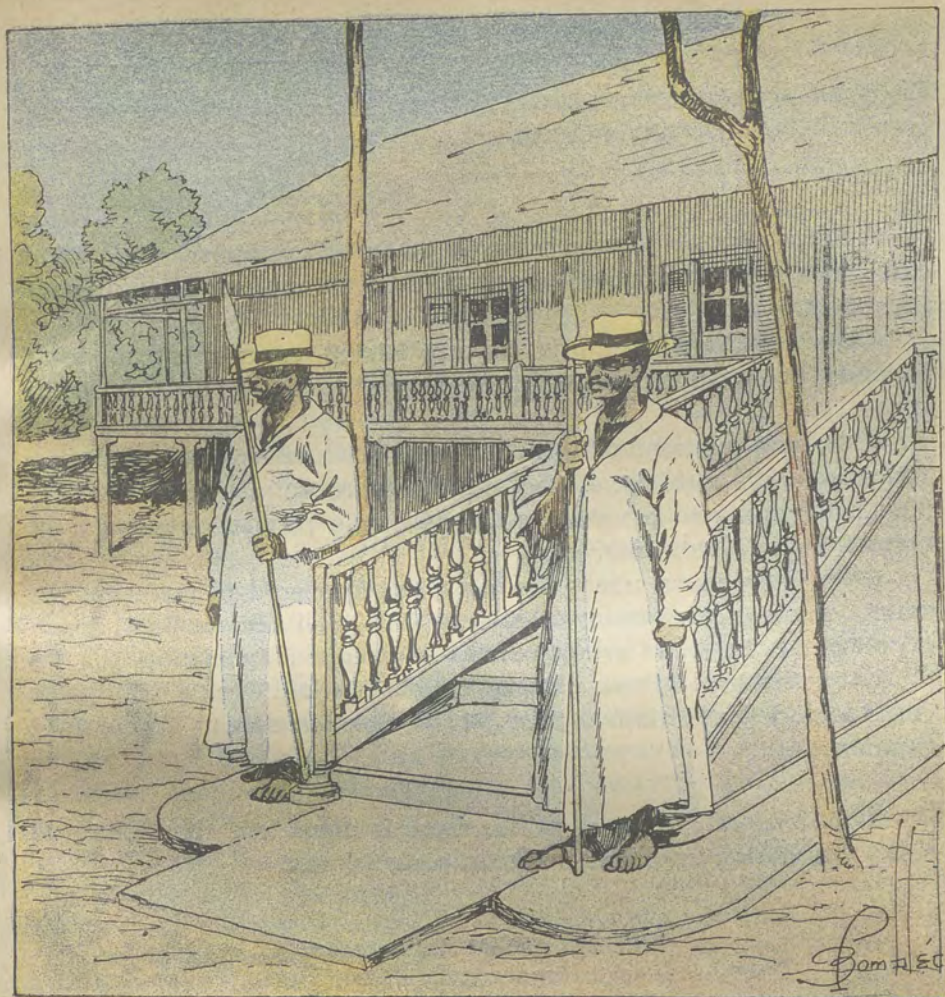
La presse, il est vrai, par des correspondances sensationnelles, contribuait à entretenir l'inquiétude, une inquiétude souvent même exagérée; mais grâce à elle, bien des abus, bien des fautes et des erreurs étaient dénoncés, et on ne pouvait que s'en féliciter.

Toutefois, il convenait de ne pas dépasser la mesure.

Le soldat ne doit jamais oublier que son devoir est d'obéir, de souffrir, de supporter, s'il le faut, les plus dures fatigues, de résister au découragement, de ne pas céder aux faiblesses. Une armée de soldats trop portés à se plaindre de tout et de tous serait, n'en doutons pas, une armée vaincue d'avance.

Comme le dit le général russe Dragomirof — en examinant, dans une curieuse étude sur l'armée moderne, ce que pourra être la guerre

1. La prise de Pékin fut mise au théâtre. Grand drame militaire des plus pittoresques et intéressants, en cinq actes et onze tableaux par M. Adolphe d'Ennery.



Le pavillon de la reine à Tananarive.

de demain, — un des facteurs au moins n'a pas changé, c'est la force morale. « Pour l'emporter, il ne s'agit pas d'être le mieux armé, ou d'avoir les transports les plus rapides, mais de ne pas craindre pour sa peau, de déployer une énergie morale, une opiniâtreté supérieure à celle de l'adversaire. Il faut ne pas craindre de succomber ; il faut savoir souffrir, savoir mourir. Celui qui aura persévéré jusqu'à la fin sera sauvé. En un mot, tout se résume dans la valeur de l'homme. Occupons-nous donc de l'homme. »

Les manifestations de sympathie contribuèrent du reste à relever à Madagascar le moral des soldats. De leur côté, ils ne restaient étrangers à rien de ce qui intéressait la patrie.

Le capitaine Aubier, commandant l'escadron des chasseurs

d'Afrique à Madagascar adressa de Tsarasaotra la lettre suivante au comité de la souscription Canrobert :

« Tsarasaotra, 25 juillet 1895.

« J'ai l'honneur de vous adresser le produit d'une souscription faite dans mon escadron pour l'érection d'un monument au maréchal Canrobert.

« Mes cavaliers m'ont prié, en vous faisant parvenir leur modeste offrande, de vous exprimer leur culte respectueux pour le souvenir du héros.

« Je suis personnellement heureux de dater cette lettre de Tsarasaotra; le glorieux épisode qui s'y est récemment déroulé est le plus bel hommage que des soldats français puissent rendre à la mémoire de l'illustre maréchal. »

Cette lettre causa une vraie joie aux vieux soldats membres du comité, anciens combattants de Crimée, d'Italie, d'Afrique, du Mexique et de France. La jeune armée rendait hommage à l'ancienne.

La littérature, de son côté, ne restait pas indifférente. Un poète éminent de l'Académie française, M. de Bornier, saluait « soldats et capitaines ».

Il s'adressait à ceux « que nos regards émus ont vus quitter le port » glorifiait « les combattants au cœur joyeux. »

.....

Celui qui combat et qui tombe
 Pour la France et la liberté,
 Un jour, réveillé dans sa tombe
 Entendra l'hymne de fierté,
 L'hymne de guerrière allégresse
 Qu'à l'heure auguste et vengeresse,
 Battant du pied leur fier chemin,
 Chanteront à l'écho sonore
 Ceux qui sont aujourd'hui l'aurore
 Et seront le soleil demain!

Et nous, glorifions ceux qui donnent l'exemple,
 Ceux que le moissonneur divin trouve à son gré;
 Honorons, vénérons leur tombeau comme un temple
 Et soyons prêts comme eux pour le devoir sacré;
 Quel que soit le moment, si dur que soit l'ouvrage,
 Aimons comme eux la France et comme eux servons la,
 Afin que tous ses fils, dans le calme ou l'orage,
 En se frappant le cœur disent : « La France est là! »

Et combien d'autres poésies un peu ampoulées et pompeuses ou naïves nous pourrions citer, écloses sur tous les points de la terre de

France, publiées par les journaux de province ou récitées sur les théâtres, en l'honneur des soldats de Madagascar,

Enfin, comme la blague parisienne ne respecte rien, on fait des mots sur de la campagne :

« Conséquences philologiques de l'expédition.

« Étant donné, hélas ! que, là-bas, grâce à la fièvre pernicieuse et à l'incurie administrative — encore plus pernicieuse — nos pauvres petits soldats meurent plutôt à l'hôpital que sur le champ de bataille, on ne dit plus, en parlant des opérations militaires : le théâtre, mais l'amphitéâtre de la guerre.

« D'autre part, le général Duchesne étant, jusqu'à présent, à peu près le seul à supporter gaillardement cet abominable climat, l'expression consacrée : Solide comme un chêne, sera désormais remplacée par celle-ci :

« Solide comme Duchesne. »

Nous n'énumérerons pas les chansons, monologues, petites pièces de circonstance, inspirés par la campagne de Madagascar. On célèbre sur tous les tons, dans tous les concerts, particulièrement dans les concerts populaires à bon marché, les soldats du corps expéditionnaire. Remarquons à ce sujet que ces chansons ne manifestent généralement aucun enthousiasme pour les conquêtes coloniales. Elles sont irrespectueuses pour S. M. Ranavolo et pour son Excellence Rainalaiarivony, mais elles témoignent de la sympathie pour les Malgaches défendant leur pays; elles célèbrent la gloire de la France, le courage du troupier et expriment les espoirs de revanche.

Citons un couplet de *Chargez petits soldats de France*.

Dans vos élans altiers, que vos bras magnanimes
Épargnent, généreux, le sang des pauvres noirs
Défendant leur pays et, comme vous, victimes
D'une trame conçue en de sombres espoirs.
Mais, de la nation qui ne veut pas de maîtres
Portez ferme, le front haut, les fiers oripeaux;
Apprenez aux Germains, terrorisant les traîtres,
Que nous saurons venger l'honneur de nos drapeaux

Un autre poète populaire, très acclamé dans les concerts, exprime la même pensée :

Rappelons-nous que c'est la République
Dont nous tenons le drapeau glorieux;
Que sa devise est toujours pacifique,
Même en brisant un pouvoir odieux.
Suivant la route où marchaient nos ancêtres,
A ce pays, à ce déshérité,
Nous n'allons pas pour imposer des maîtres,
Mais nous allons donner la liberté.

C'est donc pour affranchir Madagascar, les peuples esclaves des Hovas que nous partons en campagne. Et les applaudissements d'éclater frénétiquement.

Les allusions au traître Dreyfus ¹ sont fréquentes dans ces œuvres dont le public reprend en chœur le refrain.

Le couplet sur les Anglais est inévitable. On chante sur l'air rendu fameux par Aristide Bruant. *Belleville-Ménilmontant* :

Quoiqu'les Anglais se soient mis
A sout'nir nos ennemis
Pour faciliter la tâche
Des Malgaches,
A John Bull l'armée française
Répondra sans aucun r'tard,
En chantant la Marseillaise
A Madagascar !

(bis).

Vient ensuite, et pour finir, le couplet gaulois :

A la suit' de ces succès,
Il pouss'ra des p'tits Français
Dans l'Ile ou maint'nant se cache
Le Malgache;
C'est ainsi qu'il colonise
Le troupiér qu'est né roublard
En songeant à sa promesse...
A Madagascar !

(bis).

Mais voici la chanson grave et solennelle sur l'air : *Quand du canon la voix retentissante* :

Tout tremblera sur ton lointain rivage,
Madagascar, lorsqu'au bruit des canons
Nos cuirassés jetteront sur ta plage
De nos soldats les braves bataillons.
Tu supposais, dans ta folle ignorance,
Que tes méfaits resteraient impunis.
Mais d'ici peu tu verras que la France
Sait terrasser toujours ses ennemis.

REFRAIN

Quand du clairon la voix retentissante
Pour le combat, sonore chantera,
Quand partira chaque balle sifflante
Tout tremblera !

(bis).

Les couplets gais sur un air bon enfant sont, du reste, les plus nombreux au début de l'expédition.

1. Capitaine d'artillerie condamné pour trahison à la déportation dans une enceinte fortifiée par le conseil de guerre de Paris.

Beaucoup de plaisanteries sur le beau sexe malgache et sur la reine Ranavolo. Nos soldats ne partent pas seulement à la conquête de l'île, mais à la conquête des belles Hovas. Comment résisteraient-elles au troupiier français ?

La *Ronde des marsouins à Madagascar* sur l'air : *Les Matelots*, célèbre à l'avance ces victoires faciles :

Ranavalo s'embête
Près de son vieil époux
El' fait un' drôl' de tête,
— Je l'comprends entre nous —
L'adjudant d'la troisième.
Qu'est un sous-off très beau,
Dit : « Faudra bien qu'elle m'aime,
Nous jouerons au loto
Oh ! hé ! oh ! oh !

Le chansonnier n'oublie pas, du reste, de faire la part du brave général Duchesne.

A tous les Sakalaves
On bouclera le sac,
Les marsouins sont des braves
Qui n'ont jamais le trac,
Et l'général Duchesne,
Dans son palais d'été
F'ra payer à la Reine
Une vrai' tass' de thé.
Oh ! hé ! oh ! hé !

Nous laissons, bien entendu, dans la boîte aux ordures des cafés-concerts les couplets bêtement grivois ou même obscènes, car il y en eut un certain nombre, que l'expédition de Madagascar inspira à quelques chansonniers n'ayant, du reste, pas le moindre talent.

L'alliance russe, toujours si populaire, n'est pas oubliée par les poètes de la foule. La muse même exagère un peu :

Trent' milles de nos frères
De Russie, pour venir,
Se sont faits volontaires;

Et tous, pioupioups français et russes

Pleins d'espérance
Et de vaillance,
Feront flotter notre étendard
Chez les négros d' Madagascar.

On escompte déjà le retour des vainqueurs dans Paris en fête, acclamés et couverts de fleurs :

Dans le ciel bleu voici naître l'aurore,
C'est le retour des régiments français,
Comme autrefois le drapeau tricolore
Flotte vainqueur et proclame la paix.

Alors, le moment sera venu de leur tresser des couronnes et d'élever des arcs de triomphe :

Sitôt que la paix sera faite
Nos pioupious, le cœur tout joyeux,
Reviendront dans Paris en fête
Avec des airs victorieux.
Tous d'aplomb, amoureux de gloire,
Sac au dos, l'arme au bras, gaillards,
Pour les lauriers de la victoire.

Cette dernière chanson, intitulée les *Pioupious de Madagascar*, est dédiée à M^{me} la générale Duchesne.

Les Parisiens et les Lyonnais ont toujours une prédiction particulière pour le 200^e :

Par tes exploits tu brilles,
Noble et beau régiment,
Sous tes chefs habiles,
Tu marches fièrement;
Puis après la victoire,
Quand tu nous reviendras,
Nous chanterons ta gloire,
En te tendant les bras.

Mais bientôt, les nouvelles de là-bas n'ont plus rien de gai. Les journaux sont remplis de lettres, de dépêches, de notes donnant de lamentables renseignements sur le nombre des malades. Les correspondances de Madagascar sont funèbres. Rares, bien rares, les récits de combats, le public n'a plus sous les yeux que de longues descriptions d'hôpitaux ou de cimetières. Déjà, beaucoup de familles sont en deuil.

Un chansonnier : écrit *La France pleure*, placard encadré de noir. Quels sont les coupables ?

Qui donc est responsable ?
Ce n'est pas votre chef vaillant
Le général Duchesne !
Nous nous rappelons de Sedan,
Mort à tous les Bazaine !

Et le poète fulmine contre les auteurs de l'expédition, contre les partisans des aventures coloniales :

Pauvres martyrs, nobles héros
 Innocentes victimes,
 Nous connaissons tous vos bourreaux :
 Nous châtirons leurs crimes.
 N'est-ce pas assez qu'un Ferry
 En Chine ait tué nos frères ;
 Mort aux traîtres ! s'ils sont pourris
 A bas les ministères.

Enfin apparaît, vendue sur le boulevard par l'armée des camelots, cette autre chanson essentiellement française, la complainte sur l'air de *Fualdès* ; la complainte du 200^e, le régiment auquel on s'intéresse le plus, celui que les Parisiens, les Lyonnais et les Marseillais ont acclamé, celui dont tous les soldats sont tombés sur la route de Tananarive. Pauvres petits troupiers, comme le peuple les aime :

P'tit soldat du deux-centième,
 J'écris de Madagascar :
 Y n'faut pas fair' le lascar
 Car je vois la fin suprême,
 Chacun de bas en haut, va
 Laisser ses os aux Hovas !

C'est la chanson d'opposition, qui exprime les inquiétudes et les griefs de tous. Et d'abord, les coloniaux font les affaires des Allemands et des Anglais :

Pendant qu'nos frèr's de Lorraine
 Et ceux de l'Alsace aussi
 Regardent de c' coté-ci,
 La Franc', dans un' mer lointaine,
 Va conquérir des pays
 Et n'pens' pas aux envahis.
 Alors, la Prusse rigole
 Et l'Angleterre se tord
 De voir dépenser tant d'or
 Pour une aventure folle ;
 C'est pour ça qu'on pay' l'impôt
 Et qu'on s'fait trouver la peau.

Les dissentiments entre le ministère de la guerre et celui de la marine, les voitures Lefebvre, la route, les lenteurs de l'expédition, la fièvre, la mort, les envois des femmes de France, les chefs de bureau accusés de toutes les fautes, sont mis en couplets. Le peuple se fâchera un jour contre les coquins. La chanson pousse un cri de révolte,

mais bien vite apaisé ; elle est chauvine avant tout, et elle se réjouit quand même de la brillante conduite de nos soldats sur le champ de bataille. Pas l'ombre d'un doute sur le succès final :

Heureusement, pour notre gloire,
Que les pioupious n'raisonn'nt pas ;
On leur dit d'aller là-bas
Et d'emporter la victoire.
Malgré chefs, bureaux et tout,
Ils en viendront bien à bout.

Et d'ailleurs, le petit soldat suit son chef, il vit et meurt pour la patrie, dit l'auteur du *Blessé de Madagascar* :

A la première escarmouche
C'est bien au hasard qu'il fait feu.
A la deuxième, il guette, il touche,
De la mort il se soucie peu
Mais hélas, le petit soldat,
Par une cartouche ennemie,
Vient d'être frappé au combat,
A l'heure, où il jouait sa vie.

REFRAIN

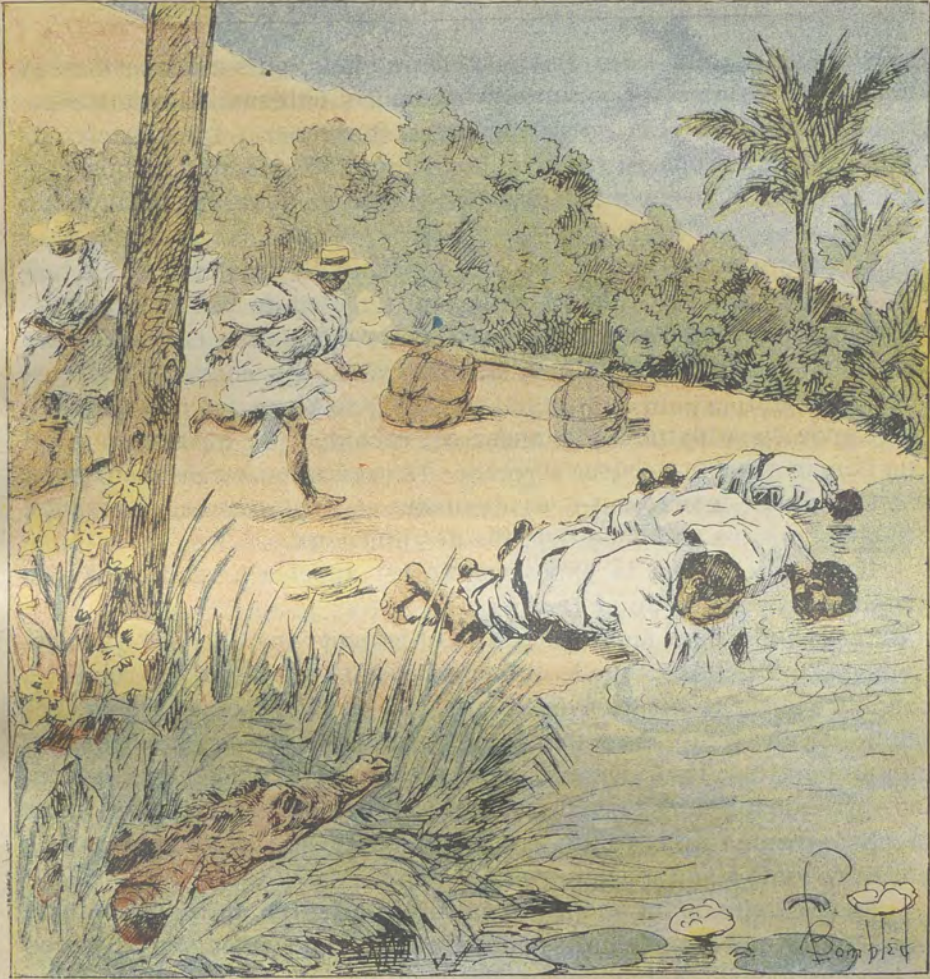
Pauvre petit soldat espère
Ne te soucie pas du présent
Pour toi la France veille en mère } *bis.*
Tu reviendras fier et content.

Les chansons sont colportées et chantées dans les rues par des troupes populaires « au profit des blessés de Madagascar ». Ces rondes avaient été mises à la mode par une artiste de talent, Mme Eugénie Buffet, qui parcourut tout Paris, fêtée, acclamée, et recueillit des sommes importantes, remises quelques jours après aux rapatriés à Toulon.

Les gravures, les caricatures et photographies, — ces dernières très nombreuses exposées dans les salles de dépêche des journaux, — relatifs à l'expédition attirent tous les regards.

Des images grossières aux couleurs vives, montrent d'alertes fantassins ou de pimpants cavaliers courtisant d'énormes Malgaches aux yeux tendres. Des couples s'enlacent, dansent, boivent, rient, tandis que de vilains nègres jetant leurs fusils ou que d'affreux Anglais jetant leurs bibles fuient à toutes jambes. La guerre ainsi comprise, c'est la guerre de l'ancien opéra-comique :

Vive le vin, l'amour et le tabac
Voilà, voilà le refrain du bivouac !



Une halte au bord d'une rivière.

Les gravures héroïques ne sont pas moins nombreuses, avec portraits des généraux commandant l'expédition. Au-dessus, l'épée en main, plane la *Marseillaise*. Le dessinateur fait défiler des régiments, musique en tête; des bataillons de soldats français s'élancent à l'assaut de positions formidables, baïonnette au canon, drapeau déployé. D'affreux nègres, affublés d'uniformes étrangers, s'enfuient devant turcos, marsouins, chasseurs ou lignards.

La prise de Marovoay, celle de Mévatane, le combat de Tsarasatra sont ainsi représentés; quelques images donnent même le portrait authentique de l'illustre général Ramasombasaha, un des rares Malgaches dont le public connaisse le nom.

Les caricatures se multiplient, d'abord plaisantes au début de

l'expédition, blaguant les Hovas et leurs chefs, puis macabres après l'arrivée en France des premiers transports ramenant les malades. Madagascar n'est plus qu'un cimetière. Le général Duchesne commande une armée de squelettes. Beaucoup de ces compositions rappellent celles dédiées à M. Jules Ferry, à l'époque de l'expédition du Tonkin.

La photographie enfin fournit de précieux documents. Par les instantanés, le public a sous les yeux tout un récit de la campagne : le débarquement, le bivouac, des épisodes de combat, le corps d'armée en route, Majunga, Mevatane, Suberbieville, les convois, les corvées, etc.

La vie du soldat à Madagascar est racontée par un témoin fidèle que l'on ne saurait accuser d'erreur, d'exagération ou de mensonge. Aussi le public interroge-t-il avidement ces instantanés émouvants, affichés dans les salles de dépêche des journaux.

Il est certain que la photographie est appelée à rendre les plus grands services en campagne.

Ses clichés et ses épreuves seront utilement consultés par les historiens de l'avenir. Avec quelle difficulté réussit-on, ou croit-on réussir à connaître la vérité sur les événements, sur les faits même récents. Les relations, des témoins oculaires diffèrent au sujet des incidents les plus importants; les journaux, selon l'opinion qu'ils défendent, racontent presque toujours partialement ces événements et ces faits; mais la photographie aujourd'hui nous montre ce que chacun autrefois aurait raconté à sa façon.

En 1870, elle ne fut que rarement utilisée, sinon après le combat; nous lui devons le tableau des ruines causées en France par l'invasion et la guerre civile. Actuellement, grâce au perfectionnement des appareils instantanés, la photographie est devenue le meilleur des reporters, puisqu'elle est employée sur le champ de bataille même, sous le feu de l'ennemi. Elle surprend les acteurs d'un événement dans des attitudes absolument vraies; son témoignage s'impose.

Dans l'état-major du corps expéditionnaire, les photographes amateurs étaient nombreux, aussi chacune des étapes de l'armée à Madagascar est-elle racontée par des clichés variés. Certains officiers adressaient à leurs parents ou amis non seulement des lettres, mais des photographies et des croquis.

Il sera donc facile plus tard de raconter l'histoire de l'expédition de Madagascar par l'image¹.

Les Parisiennes toujours curieuses lisent avec un intérêt tout particulier les correspondances de Madagascar, dans lesquelles il est

1. Les dessins que nous publions ont été faits d'après les photographies et croquis communiqués par des officiers.

surtout question des femmes malgaches, des grandes dames de la cour de Ranavolo. Nous en avons déjà fait connaître les principales aux mœurs ultra légères. Que devenaient ces princesses, ces nobles personnes à la veille de l'occupation de Tananarive? La reine continuait à les recevoir au palais et même à donner des fêtes ou des représentations théâtrales, car les Malgaches ont du goût pour la scène.

Représentation théâtrale à Tananarive! Nous devons à une spirituelle parisienne le récit coloré et très vivant d'une de ces fêtes, d'une première au théâtre royal du Palais d'argent¹:

« Lorsqu'une représentation théâtrale est annoncée au palais, la cour et les premiers castes de la noblesse y assistent seuls; et encore, à deux conditions: c'est que chacun apportera sa chaise et payera une piastre en entrant, Or, la piastre vaut cinq francs là-bas, un peu moins qu'un fauteuil d'orchestre à Paris. Voyez comme ils se civilisent, ces braves Malgaches!

« Vers les huit heures du soir, nous partîmes tous quatre en flânzane, après nous être concertés au sujet de nos toilettes respectives. Pour les messieurs c'était tout simple, mais pour les dames cela offrait plus de difficultés, car, pour la seconde fois depuis notre arrivée à Tananarive, nous désirions donner à ces dames une leçon de toilette, et d'un autre côté nous n'avions nulle envie d'attraper un accès de fièvre en leur honneur.

« Une robe claire et un petit chapeau de théâtre sont adoptés à l'unanimité. Et bien nous en prit, car la salle du théâtre est une immense grange ayant deux destinations. En général, elle sert de salle d'école et réunit dans son enceinte les héritiers ou héritières des princes, princesses et grands de la Cour, auxquels un pasteur anglais s'évertue, pendant des années, sans grand succès hélas! à donner les premières notions du bien et du mal.

« Donc, ce soir, la salle d'école est devenue théâtre, et avec ses portes disjointes, ses fenêtres auxquelles il manque nombre de vitres, elle nous fait l'effet d'une petite Sibérie. D'autant plus qu'à Tananarive juillet est un mois d'hiver, et le palais de la Reine, étant construit sur la montagne et dominant la ville, se trouve exposé à tous les vents.

« Enfin, après avoir traversé plusieurs cours et franchi un ou deux cordons de sentinelles, nous pénétrons dans ce théâtre d'un genre inédit pour nous. A la porte nous attend le ministre des affaires étrangères, s'il vous plaît! qu'entre parenthèses, je prends pour le concierge de l'établissement.

« Il a sur la tête une calotte de velours noir brodée de fleurs multicolores, avec un monstrueux gland de soie jaune qui tombe tout

1. *Journal d'une Parisienne à Tananarive*, par Mme Relly.

béatement sur la partie gauche de sa figure. Joignez à cela un petit veston très ajusté en coutil jaune serin et des souliers bains de mer en toile blanche et caoutchouc, et vous comprendrez que l'erreur est possible.

« Heureusement, un coup d'œil éloquent de l'un de nous m'avertit que je fais fausse route : il n'est que temps, car je m'apprêtais à refuser la poignée de main de cet illustre personnage. Il nous conduisit solennellement aux sièges qui nous sont destinés et qui se trouvent à droite du trône, juste à la suite de la chaise du premier ministre.

« Pour cette fois, ils ont bien fait les choses : nos chaises sont rembourrées et recouvertes de velours d'Utrecht rouge, et derrière nous ils ont placé deux interprètes, avec ordre de nous mettre au courant de la pièce et de nous en faire apprécier les beautés.

« A gauche de la salle, et au premier rang, se trouve le trône de la reine, sorte de grand fauteuil doré placé sur quelques marches, qui n'ont d'autre but, je pense, que de donner asile aux deux petits neveux de la Reine et à leur sœur ; vous vous souvenez bien : celle qui a constamment ses jambes en l'air et fait des cabrioles sur les marches du trône.

« J'oubliais de noter, toujours sur ces mêmes marches, l'indispensable crachoir ou flacon de couleur verte qui ne quitte jamais Sa Majesté. A côté de la Reine et alignées contre le mur, se trouvent les cinq premières princesses du sang.

« Derrière elles, les femmes de chambre de Ranavalo, dans leurs uniformes genre Armée du Salut ; puis toute la Cour, les hommes occupant un côté de la salle, les femmes un autre. »

La majesté de Ranavolo n'en impose pas du reste à notre aimable parisienne un peu gouailleuse. La scène lui paraît d'un comique achevé. Sur quelques tréteaux sont placés, au petit bonheur, une table peu décorative, des chaises de paille, enfin un canapé Empire en velours bleu.

« Dans des trous du plancher, lorsque la scène représente un village, une route ou une forêt, un Malgache vient piquer tout simplement des manguiers ou des bananiers arrachés pour la circonstance dans le jardin du palais et qui, souvent, s'écroulent avec fracas, risquant d'emporter à la fois acteurs, théâtre et mobilier.

« De çà et de là, on aperçoit, accrochées aux murs, quelques lithographies qui font un effet superbe, mais qu'on oublie d'enlever lorsque le décor change et que le salon devient forêt.

« Enfin, le rideau se lève et quatre Malgaches accroupis au fond de la scène le maintiennent en arrière, au moyen de quatre cordes, tout le temps que dure la représentation. C'est assez primitif, comme vous voyez.

« Les acteurs sont les fils des plus grandes familles du royaume,

et les actrices sont... les danseuses et chanteuses de la Reine. Tandis que les premiers n'ont pas voulu quitter leur habit noir, leurs chaussures vernies, et se drapent simplement dans un lamba à fleurs voyantes, les secondes ont gardé, elles aussi, leur costume habituel, beaucoup plus primitif, par exemple, composé seulement d'une chemise rose, jaune ou bleue, descendant à mi-jambe et laissant à découvert le cou, les bras et les pieds.

« Et cela fait un contraste singulier.

« Le sujet de chaque pièce est enfantin. On dirait un immense guignol, les Malgaches jouant le rôle de marionnettes.

« La première scène nous fit assister à un repas : toute la famille est accroupie sur une natte et mange le manioc et le riz traditionnels. Tout à coup, le chef paraît inquiet, il cherche sur la natte quelque chose qui ne s'y trouve pas, apparemment, puisqu'il frappe dans ses mains pour appeler son esclave. Celui-ci entre d'un air assuré et demande à son maître ce qu'il désire. Il paraît que c'est un beau poulet qu'on devait, suivant l'usage, servir avec le riz, et qui a disparu.

« Le domestique affirme qu'il ne sait pas ce que cela veut dire, qu'il n'a pas vu le poulet en question. Là-dessus, grande colère du maître, qui se jette sur l'homme pour le battre. Celui-ci s'enfuit et, dans sa précipitation, laisse tomber de son lamba le pauvre volatile. On corrige le domestique infidèle qui s'enfuit en hurlant et... c'est tout!

« C'est naïf, n'est-ce pas? Et chaque pièce est une nouvelle édition, non pas revue et corrigée, mais légèrement agrémentée de la première.

« Par exemple, le Malgache y est parfaitement bien dépeint : souvent ivrogne, toujours menteur et plus encore voleur. Les décors et l'objet du larcin changent, voilà tout. Ils ont commencé par nous faire assister au vol d'un poulet, après viendra celui des bœufs, puis celui de la femme du voisin. Une seule chose est intéressante pour nous dans tout ceci : la couleur locale. Ils rendent d'une manière frappante les gestes, les façons de parler, les coutumes des personnages qu'ils veulent représenter. Tantôt il nous semble être transportés à la côte, dans une case betsimisaraka, tantôt nous sommes dans la forêt au milieu des Bezanozanos, tantôt enfin chez les Hovas, à Tananarive. »

Pour les Françaises assistant à une représentation théâtrale, le vrai spectacle est plutôt dans la salle que sur la scène (et cela quelque fois non seulement à Tananarive, mais à l'Opéra à Paris). Chacun a les yeux fixés sur la Reine. Que pense la gracieuse Majesté? Elle prend grand plaisir, paraît-il, à cette première. Elle daigne sourire, et même rire. La cour entière l'imité.

« La statue, l'idole, comme nous l'appelons quelquefois, tant sa

figure reste impassible, sans qu'un seul muscle bouge ou qu'une émotion quelconque se reflète sur son visage, s'anime subitement. Ses yeux brillent, sa bouche s'entr'ouvre, elle ne quitte plus les acteurs du regard, puis, chose inouïe, un sourire se dessine sur ses lèvres et enfin elle rit, elle éclate même, et la farce, la plaisanterie la plus grossière est celle qu'elle apprécie le plus. Nous nous regardons stupéfaits, car ce n'est plus du tout la grande Ranavolo-Manjaka que nous avons sous les yeux. Combien elle diffère à cette heure de cette idole magnifiquement habillée que nous avons aperçue l'autre jour comme dans un rêve! Elle descendait la grande rue d'Andohalo portée sur les épaules de ses esclaves dans un ex-traineau de l'impératrice Eugénie, superbe conque dorée conduite par un cygne non moins doré. Un immense parasol rouge, emblème de sa royauté, préservait son teint des ardeurs du soleil.

« Elle semblait ainsi précédée de toute sa Cour et entourée de ses musiciens (en costumes couleur orange, garnis de bandes rouges), se rendre à son temple pour y recevoir l'encens et les adorations de son peuple.

« Le soir, au contraire, tout son prestige s'est envolé pour nous et elle redevient la reine demi-sauvage que nous savons, qui, dès qu'elle se retrouve seule avec ses femmes, s'empresse de quitter son royal harnachement, et, habillée à la mode du pays, s'accroupit sur une natte et joue aux dominos tout le reste du jour.

« Mais revenons au théâtre! Même succès de la pièce ou des acteurs auprès du premier ministre. Impossible de ne pas s'égayer en le regardant. L'expression de sa physionomie est radieuse, il jubile littéralement et nous le prouve bientôt, à M^{me} X... et à moi, en nous menaçant du doigt, ce qui est sa plus grande amabilité à l'égard des dames et prouve son extrême contentement. Rainilaiarivony, lui, n'est jamais grotesque : sans rien connaître des usages du monde civilisé, il a un tact particulier qui le guide et peut être drôle, amusant ou intéressant à regarder, mais grotesque, ridicule, non! »

Rainalaiarivony n'était évidemment pas le premier venu.

Après la première pièce, un intermède. Danses du pays exécutées par de jeunes nobles et des danseuses ordinaires à Sa Majesté Ranavolo :

« Ils commencent par des danses malgaches rappelant beaucoup celles des Javanais. — Une femme, drapée gracieusement dans son lamba, s'avance au-devant de son danseur et commence à tourner lentement sur elle-même. Petit à petit, elle prend la place de son vis-à-vis qui, tout en exécutant lui aussi un pas plus ou moins varié, fait un chassé-croisé avec elle. Tous deux dégagent leurs mains de leurs vêtements et les agitent en les contournant tout à fait à la façon javanaise; puis ils font glisser tout doucement leur lamba et se ceignent

les reins avec. C'est alors qu'étant plus libres de leurs mouvements, ils s'excitent et tournoient plus fort, les hommes en frappant du pied et poussant une exclamation gutturale; les femmes en prenant des poses plus ou moins provocantes. En dehors du cercle formé par les danseurs, quelques musiciens accroupis par terre font entendre une sorte d'accompagnement sur un rythme très monotone. Et vraiment elles ne sont pas trop désagréables à voir, ces pauvres danseuses malgaches, car leurs attaches sont très fines et leurs membres ont une souplesse extraordinaire. Par exemple, le contraste des habits noirs avec les chemises devient ici plus piquant. Qu'ils gardent au moins leurs lambas, ce serait plus artistique! Mais non! il n'y a qu'à en prendre son parti.

« Après ces danses malgaches, ne vont-ils pas s'imaginer, par courtoisie, je pense, de nous danser des valse, des polkas, des mazurkas! Pour le coup, cela devient grotesque, et nous en venons à soupirer ardemment après la répétition d'un second vol de poulet, s'il le faut. Heureusement, nous sommes servis à souhait, et le tour des bœufs arrive. C'est en pleine forêt que nous nous trouvons, légèrement inquiets des craquements sinistres qui se produisent dans les arbres plantés dans le parquet et nous attendant à chaque instant à une catastrophe; lorsque tout à coup, sans que rien puisse nous faire prévoir que c'est la fin, la comédie s'arrête. Les acteurs restent la bouche ouverte, saluent profondément la Reine et se retirent. Nous n'y comprenons rien, sinon que quelque chose a déplu sans doute à Sa Majesté. Depuis quelques instants, elle nous paraissait agitée; l'un de nous l'a vue se pencher vers le premier ministre et lui bourdonner quelques mots à l'oreille. »

S'agit-il d'un grave secret d'état? La Cour est émue. Quant aux spectateurs européens, très intrigués, ils attendent. Le premier ministre se penche vers un de ses neveux qui se lève brusquement, s'élançe vers la scène en coup de vent, dit un mot aux acteurs et retourne non moins vite à sa place. Aussitôt les quatre Malgaches soutiens du rideau lâchent les quatre cordes avec soulagement, je pense, et... le rideau tombe. Alors le premier ministre s'adresse aux interprètes, leur dit quelques mots à la hâte, puis, prenant galamment la main de sa royale épouse, sans un mot, sans un geste d'adieu à notre adresse, l'emmène hors de la salle.

« Et les cinq princesses du sang de suivre allégrement; puis les femmes de chambre, puis toute la Cour, hommes et femmes sans exception. J'avoue que je suis suffoquée et, trouvant sans raison la conduite du premier ministre très lesté, je ne me gêne pas pour en exprimer à voix haute mon étonnement. Mais cet étonnement se change en stupéfaction, en ahurissement, lorsque, d'une manière aussi gazée que possible, on m'apprend la raison de ce départ précipité.

« Et c'est qu'il faut bien que je vous le dise à mon tour, car je veux être véridique avant tout.

« Or donc, cette brusque sortie était due à un... comment dirai-je ? à un... malaise de la souveraine, qui ne jugeait pas nécessaire d'attendre jusqu'à la fin de l'acte. Pendant cet intermède, on nous joue l'Air de la Reine : pour nous faire prendre patience, pensai-je. Point du tout ! cela fait partie de... l'incident.

« Il est d'usage, paraît-il, que cet air soit joué en pareille circonstance ; et même, au dire de ceux qui connaissent à fond les us et coutumes du palais, toute la cour, le premier ministre en tête, accompagne la reine.

« Et tout cela s'accomplit la couronne sur la tête et le manteau royal sur les épaules. Puis, quand tout est fini, chacun rentre gravement et... la comédie recommence ! Il en fut ainsi l'autre soir ; mais je dois dire que M^{me} X... et moi restâmes interdites. Et nous eûmes bien tort, car nous étions les seules qui paraissaient gênées de cet incident. Tout le monde y était habitué très certainement et semblait n'y attacher aucune importance. »

L'incident n'avait rien de diplomatique ; mais il est finement conté et nous avons cru devoir le relater.

Le jour n'était plus éloigné où d'autres scènes mettraient en émoi le Palais d'Argent.

Chacun se préoccupe donc de savoir ce qui se passera à Tananarive, lorsque nos troupes seront entrées dans la ville, car personne ne doute du triomphe final.

Les Hovas écouteront-ils les conseils que leur donne le *Madagascar-News* ? Brûleront-ils leur capitale ?

Les journaux publient à ce sujet des interviews.

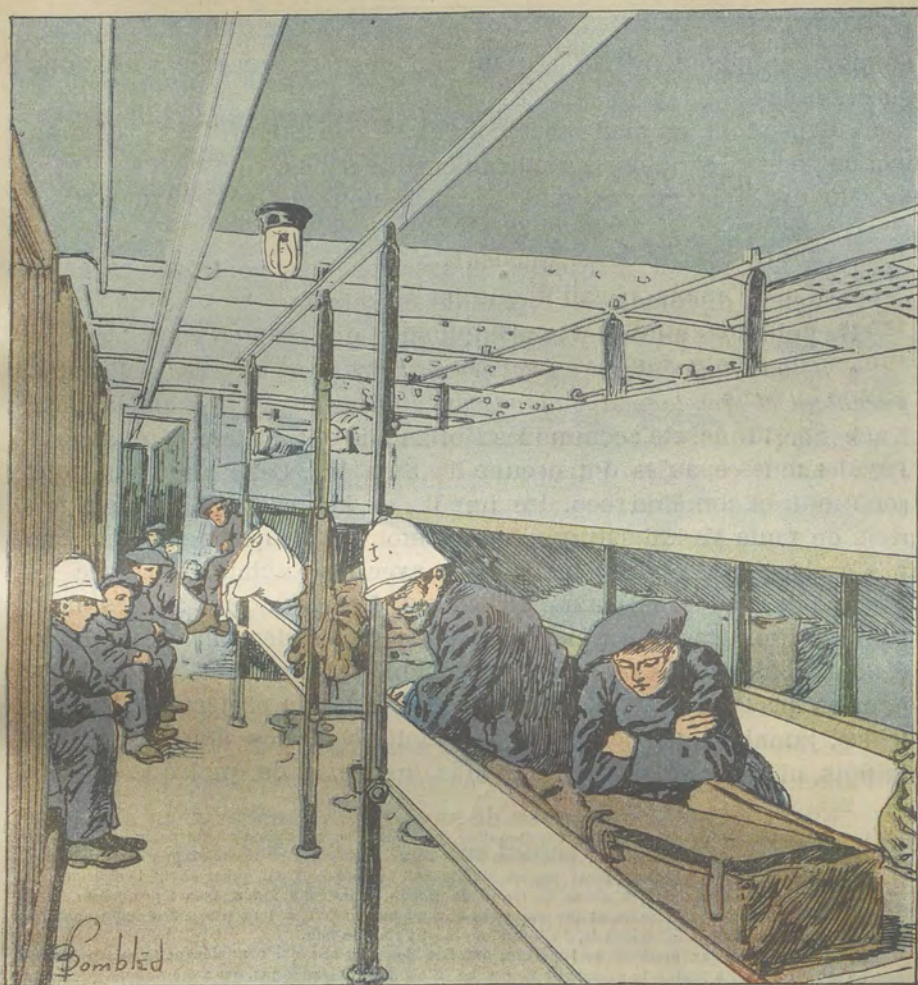
Tout diplomate ou agent colonial, tout voyageur ayant résidé à Madagascar est interrogé et doit répondre séance tenante, faire connaître son opinion.

« — Croyez-vous, demande-t-on à M. Le Myre de Vilers qu'en arrivant à Tananarive nos soldats se trouveront en présence d'une ville incendiée ? »

« Cette question doit être envisagée sous deux faces, et vous allez comprendre pourquoi.

« Les Malgaches sont, en somme, un petit peuple, puisque leur nombre ne dépasse pas huit ou neuf cent mille. Ils ont des esclaves au nombre de un million environ, et même ce qui explique le caractère belliqueux des Malgaches, c'est précisément l'usage qu'ils ont et qu'ils font de l'esclave depuis 1820.

1. Interview publiés par le *Gaulois*.



Intérieur de navire rapatriant des malades.

« Leurs guerres, leurs expéditions, leurs brigandages, tout est fait en vue de se procurer des esclaves. Ils comprennent fort bien que le jour où les Français seront maîtres de Madagascar, c'en sera fini de l'esclavage. Partant, ce sera une transformation complète — et désastreuse pour les Malgaches — des conditions de travail et même des conditions de la vie.

« Voilà un premier point. Si vous voulez, c'est là le côté psychologique. La conclusion en est facile à tirer : en s'en tenant à ce point spécial, le Malgache doit brûler Tananarive. Il doit battre en retraite dans le Sud et nous faire une guerre de brigandage à outrance qui peut nous mener très loin et nous coûter très cher.

« Il faut s'y attendre, étant donné le caractère des Malgaches,

dominateur quand même, et pour qui c'est, en quelque sorte, une question de vie ou de mort.

« Cependant, on peut espérer qu'ils se contenteront de brûler un peu de poudre, et qu'ils se rendront ensuite sans conditions. »

Et après la guerre, quel serait le nouveau régime imposé à Madagascar?

Déjà s'engagent d'ardentes et intéressantes controverses entre explorateurs, diplomates et économistes éminents.

Un publiciste autorisé¹ exprimait ainsi une opinion considérable :

« *Il nous faut d'abord au regard de l'étranger, annexer nettement, purement et simplement Madagascar, comme les Anglais ont annexé Kachemir, l'Inde, etc.; comme les Hollandais ont, de leur côté, annexé Java et tout ce qu'ils ont occupé de Sumatra. Cette annexion nous rend maîtres des douanes, des impôts, de la justice, du régime terrien, de toute l'administration en un mot, et fait que nous n'aurons pas à discuter, à chaque instant soit avec les Anglais, soit avec les Allemands, les Américains ou autres. Le vieux mot : « les bons comptes font les bons amis » est d'une vérité éternelle et profonde. Quand nous aurons prononcé l'annexion, il y aura peut-être quelques courtes protestations, et tout sera fini. Avec le protectorat, au contraire, jamais nous ne serons les maîtres ni des douanes, ni des impôts, ni du régime terrien, ni de la justice, ni de quoi que ce soit.*

1. La solution proposée par M. Leroy-Beaulieu dans l'*Économiste français* peut tenir en quelques mots : il faut, selon lui, annexer Madagascar au point de vue extérieur et diplomatique, ce qui signifie, en d'autres termes, que le protectorat pur et simple est un leurre, ainsi qu'on en fit l'expérience à Tunis, tandis qu'il resta quelque chose du traité du Bardo. Annexons Madagascar, *pro forma*, mais gardons-nous de chasser la reine et les autorités hovas pour mettre à leur place des fonctionnaires qui grèveront inutilement le budget et, d'ailleurs, ne feront rien de bon.

M. Alfred Grandidier, membre de l'Institut, est l'un des hommes qui connaissent le mieux Madagascar et tout ce qui a trait à la grande île malgache. C'est M. A. Grandidier, qui a été nommé président du comité à Madagascar, il adressa à M. P. Leroy-Beaulieu une lettre publiée par le *Gaulois* qui traite naturellement de l'occupation de Madagascar.

Au fond, tous les deux sont d'accord; seulement, ce que le directeur de l'*Économiste français* appelle « une annexion au point de vue extérieur et diplomatique », M. Grandidier le désigne ainsi : protectorat effectif.

« Nous tenons, dit en substance ce dernier, à ce que la France soit pleinement maîtresse de Madagascar, et elle le sera. Nous ne pouvons supposer qu'elle dépense tant d'hommes et tant d'argent pour qu'il en soit autrement, et on ne saurait admettre qu'une puissance étrangère quelconque puisse s'ingérer dans les affaires tant intérieures qu'extérieures de l'île.

« Ce que nous voulons, c'est qu'on utilise le concours des autorités indigènes pour l'administration de l'île. Leur substituer notre personnel, nos habitudes et nos lois, ce serait vouloir la perte de l'île, où tout doit se faire lentement et prudemment.

« Or, le mot *annexion* entraîne l'idée que le pays doit désormais être partie intégrante de la mère patrie, et non point seulement lui être juxtaposé. Le *protectorat effectif*, au contraire, signifie que le pays, placé sous une influence supérieure qui doit aide et protection, demeure administré — sinon gouverné — par les autorités indigènes.

« D'une semblable organisation, seule, peuvent émaner des mesures tout à la fois civilisatrices et profitables à la mère patrie, et, d'autre part, appropriées au caractère du peuple et à la nature du pays.

« Si, jusqu'à présent, nous n'avons pas défini avec plus de détails la forme de protectorat qui nous semble devoir être adoptée, c'est que notre rôle ne consiste pas tant à donner au Gouvernement des conseils sur les meilleurs voies et moyens d'organiser l'île de Madagascar au lendemain de la conquête, que de montrer à ceux qui ne connaissent pas cette île et qui n'ont pas l'expérience des colonies que l'annexion pure et simple, c'est-à-dire l'incorporation, l'absorption de cette île dans notre organisation administrative, qui entraînerait la destruction des autorités indigènes, serait ruineuse, et qu'en transportant aux antipodes, dans une terre à population clairsemée, nos méthodes et nos lois, nous ferons une besogne effroyablement coûteuse et stérile. »

Il nous faudrait batailler tous les ans avec les différentes puissances civilisées, et rien ne serait plus dangereux; ce serait un guépier, un nid à querelles et à disputes, peut-être à guerres.

« La reine de Madagascar et toutes les autorités malgaches devront cesser d'exister pour l'étranger. Maintenant, il conviendra de les maintenir, comme l'Angleterre maintient certains maharajahs de l'Inde, pour l'administration intérieure; seulement elles dépendront uniquement de nous: nous pourrons les révoquer, y compris la reine, quand nous voudrons, la révocation pour la reine ne pouvant se faire qu'avec certaines formalités. Nous serons généreux à leur égard, nous allouerons à la reine une grosse liste civile, 500,000 à 600,000 fr., sinon plus. Une question importante est celle de savoir s'il faudra conserver à la reine son autorité nominale sur toute l'île, ou s'il ne vaudrait pas mieux la restreindre à une partie et prendre directement sous nos ordres certains princes, rois ou reines sakalaves ou des autres races. Nous savons que ces autres races sont peu développées et que l'on ne peut guère s'y fier; mais il serait peut-être imprudent de maintenir à la reine une autorité, même subordonnée, même nominale, sur toute l'île.

« En usant ainsi du concours des grands chefs indigènes, tout en les tenant soumis à notre direction effective et les laissant toujours révocables, nous pourrons épargner le nombre de nos fonctionnaires, comme les Anglais aux Indes, les Hollandais à Java, les Russes dans l'Asie centrale et comme nous-mêmes en Tunisie. Nous n'aurons pas à introduire dans le pays notre droit administratif et notre droit civil. Nous devons aussi avoir recours à des compagnies de colonisation. Mais il demeurera bien entendu que c'est à titre d'organisation purement intérieure et bienveillante, ne regardant que nous, que nous maintiendrons une autorité à la reine et aux chefs malgaches. Au contraire, au regard de l'étranger, Madagascar sera annexée purement et simplement à l'Empire colonial français. Une campagne, employant au moins 20,000 hommes pendant six mois, une dépense qui, certainement, dépassera 100 millions comme entrée de jeu constituant, d'après le droit des gens, le titre le plus évident, le moins contestable, à l'annexion d'une contrée barbare. Même ainsi annexée au regard de l'étranger, Madagascar pourra continuer à dépendre de notre ministère des affaires étrangères; nous pourrons y constituer, ce que nous examinerons ultérieurement, avec le concours des indigènes, une administration économe et efficace; mais, au moins, nous pourrons y exercer notre action sans être constamment gênés et entravés par les prétentions de tierces puissances. En dehors de la solution que nous venons d'indiquer: annexion au regard de l'étranger, recours aux autorités indigènes pour l'administration intérieure, on peut être certain que toutes les autres combinaisons rendraient absolument

stériles nos sacrifices et nous achemineraient, en peu de temps, à des complications constantes »

M. Grandidier, fort de l'expérience acquise par un long séjour à Madagascar, se prononçait, au contraire, contre tout projet d'annexion :

« Le mot « annexion », entraîne, à tort ou à raison, l'idée que le pays annexé doit faire partie intégrante de la mère patrie et non point seulement *lui être juxtaposé*, comme il convient à des pays de mœurs et de nature toutes différentes, et, par conséquent, qu'il doit être administré, à l'instar de la France, avec une armée innombrable de fonctionnaires qui, s'ils n'ont pas d'autres défauts, ont tout au moins celui d'être inexpérimentés et de ne pouvoir inspirer confiance aux indigènes, et qui, trop souvent, croyant que la nouvelle colonie a été conquise pour leur plus grand bénéfice, n'ont souci des peuplades soumises, qu'ils méprisent, et traitent en ennemis les colons assez peu avisés pour venir les troubler dans leur quiétude. Tel est cependant l'idéal des annexionnistes.

« Le *protectorat effectif*, au contraire, appelle l'idée d'un pays administré, comme le sont certains royaumes de l'Inde et des colonies néerlandaises par ses chefs naturels sous la haute et suprême direction d'un résident et de quelques vice-résidents qui dictent leurs volontés aux gouvernants indigènes, au moins en ce qui touche les grandes lignes de l'administration, et qui sont, en réalité, les maîtres absolus du pays. D'une semblable organisation seule, peuvent émaner des mesures tout à la fois civilisatrices et profitables à la mère patrie, et, d'autre part, appropriées au caractère du peuple et à la nature du pays.

« Si, jusqu'à présent, nous n'avons pas défini avec plus de détails la forme de protectorat qui nous semble devoir être adoptée, c'est que notre rôle ne consiste pas tant à donner au gouvernement des conseils sur les meilleurs voies et moyens d'organiser l'île de Madagascar au lendemain de la conquête, que de montrer à ceux qui ne connaissent pas cette île et qui n'ont pas l'expérience des colonies que l'annexion pure et simple, c'est-à-dire l'incorporation, l'absorption de cette île dans notre organisation administrative, qui entraînerait la destruction des autorités indigènes serait ruineuse et qu'en transportant aux antipodes, dans une terre à population clairsemée, nos méthodes et nos lois, nous ferions une besogne effroyablement coûteuse et stérile. »

M. de Mahy, l'ardent député de la Réunion, mis en cause par plusieurs journaux, donne, lui aussi, son avis; il est, du reste, très net :

« Je suis *contre le protectorat*, qui implique un *traité*, lequel implique, au regard de l'étranger, la permanence du gouvernement hova, et par suite, pour l'étranger, situation égale à la nôtre, *en droit, grâce à la clause de la nation la plus favorisée*, inscrite dans les anciens trai-

tés que la guerre a déchirés et que le nouveau traité restaurerait, *ipso facto*; — égalité de tous avec nous, *en droit*, mais *en fait*, *supériorité des étrangers sur nous*, car ils n'ont pas nos charges et l'état de guerre n'a fait qu'augmenter l'avance que les fautes de notre diplomatie leur avait autrefois donnée sur nous.

« Eux nous ont regardé faire, ne souhaitant pas notre triomphe! Si nous avons eu des déceptions, si nous avons rencontré des difficultés plus grandes qu'il ne fallait, ils n'y sont pour rien! L'état de choses qui nous a obligés à l'expédition est, en majeure partie, leur œuvre. Ce sont eux qui ont suscité contre nous, par toutes les manœuvres d'une politique habile, perfide, audacieuse, imperturbablement pratiquée depuis quatre-vingts ans, la peuplade hova et lui ont inculqué la haine atavique contre nous. Ils l'ont secondée de leur assistance... je ne peux pas dire morale, bien sûr... mais intellectuelle et matérielle. Et ils ont réussi à persuader à la France et au monde que le fantôme hova était une réalité formidable. Et aujourd'hui, l'effort disproportionné que nous venons de faire, les pertes inutiles, l'allégresse déçue, tout l'excessif et inoubliable sacrifice... pourquoi? Pour tirer du néant un État hova et l'ériger entre l'étranger et nous, afin que nous ayons là-bas, après comme devant, l'égalité platonique avec tout le monde, l'infériorité réelle, — et ici la spéculation cosmopolite battant monnaie sur notre marché financier avec les concessions fictives et les titres véreux de l'État hova, garanti par nous. »

M. de Mahy ne veut pas que Madagascar ait été conquis au profit d'une bande de spéculateurs cosmopolites :

« Je n'admets pas que Madagascar serve de prétexte aux jeux de Bourse pour soutirer l'épargne française et renouveler Panama.

« Je n'admets pas à égalité, à supériorité, sur le marché créé par nous, la concurrence écrasante des industriels de Manchester et de Birmingham et des marchands de la Cité de Londres, quand notre commerce et notre industrie ont tant besoin de débouchés et d'un marché réservé.

« Je n'admets pas, quand nous prodiguons chaque année, en pure perte pour nous, mais au profit des autres, plus de trente mille âmes dispersées dans le monde entier; — je n'admets pas, quand nous avons ici tant de nationaux inoccupés, misérables, dangereux, par leur faute ou par la nôtre, ou par la fatalité des circonstances... tant d'énergies fatalement tournées au mal dans notre vieille société déséquilibrée et qui, là-bas, nous feraient une Australie française... — je n'admets pas, quand nous n'aurions que nos récidivistes, que nous ne savons où mettre, et que nous gardons au milieu de nous en violation de la loi et au péril de la société, je n'admets pas que ce puisse être à caser des *éléments* SIMILAIRES *étrangers* que notre expédition aura servi.

« Je ne veux pas à Madagascar des pionniers tout prêts de sir

Cecil Rhodes et de M. Pasfield Oliver, qui n'attendent que le traité pour venir coloniser les territoires pacifiés par nous; ni des immigrants de de M. Cortese, de M. Maigret et de M. Crispi; ni de ceux de M. Wolf, l'heureux agent allemand, mieux traité que nos journalistes par le général en chef. Ce n'est pas pour substituer à nous dans notre grande Ile tout ce monde cosmopolite, que nos jeunes soldats sont morts, la pioche à la main, quand nous avons, je le répète, des *éléments similaires* dont la présence ici est une charge énorme et un péril, tandis que là-bas, avec le grand air, l'espace, la possibilité d'un sort meilleur, bon nombre d'entre eux se relèveraient et seraient, pour l'expansion de notre race, le point de départ d'un renouveau de vitalité, comme le furent et le seraient encore leurs pareils pour l'Angleterre, et comme le recherchent pour leurs nationaux l'Allemagne et l'Italie.»

M. de Mahy enfin ne manque pas d'accuser les diverses sociétés bibliques et missionnaires d'outre-Manche contre lesquelles il a déjà tant guerroyé :

« Personne n'ignore que les Sociétés bibliques et missionnaires d'outre-Manche, riches, puissantes, ardemment patriotes et disposant d'un énorme budget, sont les plus actifs agents de la politique, de la religion et du négoce anglais. Elles ont couvert le monde du réseau de leur propagande. Sur un seul point du globe, elles n'ont pu réussir à mettre le grappin, la petite Ile française de la Réunion, voisine de Madagascar.

« Mais elles se sont établies à Madagascar, prétendant en faire un domaine anglais — et en France, dans notre France métropolitaine, elles se sont infiltrées sous le couvert de nos Sociétés bibliques britanniques et étrangères et missionnaires évangéliques, associées, affiliées aux Sociétés mères des bords de la Tamise.

« Tenues par ces attaches et adonnées surtout à la propagation de la Bible, à la guerre contre le Papisme, ces succursales françaises sont devenues, dans la main de leurs coreligionnaires d'outre-Manche, des instruments précieux. C'est ainsi qu'on a pu voir notre Société des missions évangéliques refuser des missionnaires au gouvernement français pour Madagascar, et s'en aller, avec les missions écossaises, catéchiser les régions sud-africaines arrachées depuis au Portugal par l'Angleterre. C'est ainsi que précédemment la même maison française avait, au moyen d'argent quêté en France et au prix de vertus héroïques dignes d'une meilleure cause, préparé et accompli *l'anglicisation, l'annexion* à l'Angleterre du vaste pays des Bassoutos, théâtre, aujourd'hui, des exploits de sir Cecil Rhodes. — C'est de même qu'on les a vues, en France, se concerter avec les agents anglais venus de Londres, *exprès*, et tenir à l'hôtel du Louvre le conciliabule anglo-franco-méthodiste du 22 octobre 1884, précurseur du traité de 1885. Je ne sais rien de plus édifiant que les ouvrages relatifs

à cette réunion, l'un d'allure assez décente, par M. Pasfield Olivier, capitaine d'artillerie et missionnaire anglais à Madagascar — un autre, par M. Ruben Saillens, méthodiste français. Celui-ci nous explique, entre autres belles choses, que si la France a eu des droits sur Madagascar, elle les a laissés périmer, et que, quand même elle aurait un intérêt national à les revendiquer, la France ne doit pas oublier que l'intérêt humanitaire est supérieur à l'intérêt français.

« D'autres écrivaient en 1873 que, pour le vrai bien de Madagascar, il était heureux que l'influence anglaise s'y fût substituée à celle de la France, et le christianisme évangélique à celui de Rome. Un autre, que le monde semble destiné à devenir anglo-saxon et que ce sera un bien.

« L'ingérence étrangère, organisée, propagée chez nous par des gens parfaitement honorables, mais abominablement dupes, et qui, de leur propre aveu, placent au-dessus de l'intérêt national un autre intérêt que très sincèrement ils appellent intérêt humanitaire et qui n'est en réalité, sous le masque confessionnel, que l'intérêt étranger, voilà le mal qui nous travaille à l'heure présente au profit de l'Angleterre, comme il nous endormait, en d'autres temps, sur les menées de la Prusse et nous rendait sourds aux avertissements du maréchal Niel, du colonel Stoffel, de M. Thiers, de M. Edgar Quinet.

« Après le démembrement continental de 1871, imposé du moins par la force et où l'honneur est resté sauf, nous amènera-t-on à nous laisser démembrer par persuasion dans la mer des Indes, au moyen d'un nouveau traité entre la République française et la Majesté malgache ?

« Qui l'emportera des influences adverses entre lesquelles le ministère est ballotté ? Saura-t-il discerner les embûches du Protée cosmopolite dissimulé sous le masque français ? Notre diplomatie ne l'a pas su, jusqu'à présent, quand elle a imposé à la France le traité de 1885 et la politique qui s'en est suivie, et quand, obstinée dans ses errements, exagérant à plaisir la force des Hovas et toujours résolue à toujours sacrifier les autres peuplades, elle a, pour écarter leur concours et avoir un grief contre elles, cherché les auxiliaires qu'elle pouvait trouver sur place et fait accréditer par des voix autorisées la croyance que le plus clair résultat de l'expédition serait d'établir la suprématie des Hovas dans toute l'île, même sur les peuplades qui ne l'avaient jamais subie. »

Ces discussions académiques étaient peut-être prématurées. Elles s'adressaient surtout aux hommes de Gouvernement, aux esprits sérieux, aux capitalistes, à tous ceux qui tenteraient de mettre en exploitation Madagascar. Le public, à tort du reste, les tenait tous en défiance ; il les confondait avec les spéculateurs, avec ceux qui déjà évaluaient quels profits ils pourraient tirer d'affaires véreuses.

Les savants ne s'intéressaient pas moins que les hommes d'affaires, les financiers et les économistes à Madagascar. Une exposition d'objets, d'animaux, de types de la grande île africaine attira longtemps le public, on le sait, au Muséum. M. Milne-Edwards proposa au gouvernement d'envoyer, aussitôt après l'expédition, une importante mission scientifique, comme celle qui suivit Bonaparte en Egypte. Les savants avaient fait, sur la terre des Pharaons, des découvertes qui marquèrent dans l'histoire de l'humanité. A Madagascar, l'œuvre de la mission ne serait sans doute pas moins féconde. L'île ne recèle aucune curiosité historique, mais elle est d'une exceptionnelle richesse comme faune et comme flore disparues.

Jusqu'alors, les explorateurs n'avaient pénétré et n'avaient pu poursuivre sérieusement leurs études et leurs observations que dans certaines parties de l'île. Les plus intéressantes peut-être demeuraient tout à fait inconnues, fermées aux investigations de la science par des peuplades pillardes et cruelles. Un seul homme, le malheureux Grevé, fusillé au début de la guerre, avait réussi à parcourir certaines régions particulièrement dangereuses.

« En lui, disait M. Milne-Edwards, la science a perdu un auxiliaire intelligent et dévoué. Il avait un sens très subtil des bons endroits : on lui doit la découverte dans le sable limoneux, vers la côte ouest, d'ossements fort curieux, comme les fragments fossiles d'un crabe terrestre gigantesque, d'animaux dont l'espèce ne se rencontre plus. Certains de ces ossements portaient les traces nettes d'une arme tranchante, ce qui démontre que l'homme fut le contemporain de ces animaux d'une si lointaine origine.

« M. Filhol vient de reconstituer pour le Muséum le squelette d'un hippopotame que nous devons en partie à M. Grevé. Il recherchait les ossements des individus de cette espèce, qu'il expédiait à Paris. Quand il y eut la valeur de quarante hippopotames incomplets, M. Filhol en fit un tout entier, prenant un os à celui-ci, un os à celui-là. Il est parvenu à établir par le système de ces emprunts un hippopotame madécasse qui fait très bonne figure, depuis quelques jours, avec sa carcasse d'arlequin.

« Que de choses nous saurions sur cet intéressant pays, si les explorateurs n'avaient été si souvent troublés dans leurs investigations! »

Dans son rapport, M. Milne-Edwards établissait que les recherches aboutiraient presque certainement à des découvertes de premier ordre dans le domaine du monde préhistorique. Les savants suivraient les colonnes pénétrant dans l'intérieur du pays, et, grâce à la protection de nos soldats, ils pourraient travailler en toute sécurité. La caravane ne serait pas, du reste, exclusivement composée de savants professionnels : on recruterait au besoin des coloniaux, de simples amateurs, des volontaires sans diplômes ni titres particuliers.



Le général de Torcy, chef d'état-major du corps expéditionnaire.

Enfin, M. Milne-Edwards ne négligeait pas d'intéresser les femmes à l'entreprise. Il croyait pouvoir acclimater à Madagascar quelques-uns de ces oiseaux dont le plumage sert à la parure des chapeaux et des vêtements.

Le directeur du Muséum évaluait les crédits nécessaires à 600,000 francs. Malheureusement, les préoccupations causées par les lenteurs de l'expédition, les nouvelles pessimistes répandues dans le public ne devaient pas favoriser les projets de M. Milne-Edwards. L'expédition coûtait déjà très cher. Les premiers 63 millions votés par les Chambres étaient depuis longtemps dissipés : le moment aurait été mal choisi pour demander de nouvelles dépenses. Mais M. Milne-Edwards n'était pas homme à renoncer à ce projet si vraiment intéressant.

Le grand public, tout en conservant le respect inné des hommes de science, n'avait en réalité qu'une seule préoccupation : l'armée, le drapeau. Il négligeait les savants calculs, les études de ceux qui exposaient l'avenir, les richesses de Madagascar et qui s'efforçaient de fixer quel mode de gouvernement conviendrait le mieux au pays conquis.

— Tous ces gens-là, disait-on dans le peuple, nous font l'effet de vendre la peau de l'ours.

Aussi ne demande-t-on aux journaux que notes et correspondances relatives à la marche de l'armée, à ses opérations de guerre, aux combats, aux épisodes des rencontres, à la vie du troupier en campagne.

Les journaux de province publient des lettres de forme naïve, adressées à leurs parents par des soldats du corps expéditionnaire. Voici un premier spécimen de ces relations épistolaires qui pourraient être signées : Dumanet. Nous le reproduisons sans y ajouter ni sans en retrancher un mot :

« Chers parents, je fais réponse à votre lettre, que j'ai reçue le 4 juillet. Je vous ai écrit de Majunga ainsi qu'à G... Je vous dirai qu'on meurt de faim ; nous sommes dégoûtés de la nourriture, qui est toujours la même ; nous sommes mal gouvernés. Le 27 juin, nous avons eu un convoi de vivres attaqué par les Hovas ; mais ils n'ont pu rien faire, quoiqu'ils étaient plus de 200 sur 27 Français. Nos convois ne sont pas escortés. Il y a juste 150 Kabiles, qui ne sont pas arrivés, et une trentaine de Français, des trainglots qui les escortent.

« A trente kilomètres de Suberbieville, l'artillerie de montagne a été surprise endormie à la pointe du jour avec un bataillon de tirailleurs, par 4,000 Hovas qui ont ouvert le feu à 200 mètres. L'artillerie a riposté avec ses boîtes à mitraille. En une heure de temps, 400 Hovas étaient comptés morts sur le terrain. Un lieutenant et un caporal de tirailleurs et 4 blessés de l'artillerie. Le lendemain matin, quelques centaines de chasseurs alpins partaient pour donner des renforts aux troupes qui venaient de se battre, et rejoignaient l'ennemi qui était groupé en masse. Ils ouvrent des feux de section et font une véritable boucherie. Les Français tombent par les fièvres, mais presque pas par les balles, un à deux par chaque feu, les Hovas étant mal armés et découragés. Les chasseurs à cheval au nombre de 5 ont emmené 23 prisonniers attachés avec des doubles fourches par le cou ; ils ont été fusillés le soir même.

« Nous ne pouvons rien acheter ; un peu de lait condensé de temps en temps que nous vendent des marchands qui viennent de Majunga, et du mauvais vin à 40 sous le litre et difficile d'en avoir.

« Je n'ai pas encore eu les fièvres, terrible maladie qui tue et ne blesse pas. Nous sommes plutôt soignés en médecine qu'en vivres ;

mais cela n'empêche rien; quand cela vous attrape, cela vous éreinte

« Vous dites que la campagne ne durera pas longtemps. Si, car il n'y a pas de chemins, il faut les faire au fur et à mesure que l'on avance. Nous sommes à moitié chemin et le plus facile est fait. Plus on avance sur Tananarive, plus la résistance est forte. Cela ne fait rien, l'on travaille dur et ferme, pour s'en aller le plus tôt possible et retourner en France. Il n'y a que cela de beau, son pays et ses parents, et c'est tout.

« Plusieurs se sont déjà tués eux-mêmes, je ne sais pourquoi. L'aumônier ne veut pas dire de messe pour ceux qui se tuent pendant la campagne; il ne les accompagne même pas au cimetière. Les hommes de l'armée les conduisent comme des chiens; on les met dans les trous, les Kabyles bouchent la fosse et tout est dit.

« Pauvre diable! qui va se tuer de peur de mourir par les balles ou les fièvres! Ce n'est pas moi qui veux me condamner, pour sûr que non, pas si bête!

« Pour le moment, je me porte très bien; je maigris, ça c'est sûr. De la manière que l'on marche à 60 kilomètres en deux matinées; ils vous esquintent avec la chaleur qu'il fait. Sale pays! rien de bon!

« Enfin j'espère que cette lettre vous trouvera mieux que moi. A bientôt, comme vous le dites. Votre fils qui vous aime et vous embrasse à 10.800 kilomètres! »

La lettre est datée de Suberbieville, 4 juillet.

C'est ainsi que Dumanet écrit l'histoire.

Il se plaint, mais que ses officiers lui demandent de faire un effort, il le fera, et que la fusillade éclate, il se battra comme un lion.

Les jeunes et les vieux grognards, ont du reste toujours été nombreux dans notre armée. Les soldats de la République et de l'Empire, qui parcoururent l'Europe tambour battant, bouleversant les royaumes et renversant les trônes, jamais en repos, grognaient toujours; ils n'en étaient pas moins des héros sur le champ de bataille, dès que sifflaient les balles et que tonnait le canon

Une recrue de Basse-Bretagne, incorporée au 200^e régiment de marche, énumérait, dans une lettre à ses « anciens », le nom des camarades frappés à ses côtés par la fièvre ou par les balles ennemies. Et longue, trop longue était la liste de ces morts obscurs que les champs natals ne reverront plus. Il ajoutait, à peu près en ces termes, ce détail typique et touchant: « On les enterre, quand on peut, aussitôt qu'ils sont trépassés, parce que, ici, les cadavres se décomposent vite, mais non sans avoir, au préalable, vidé leurs poches, afin de pouvoir rapporter quelque chose, en souvenir, à leurs parents. Plus d'une fois, il nous est arrivé de trouver sur eux des bouts de lettres commencées... Quand ça ne presse pas trop, nous leur élevons un

semblant de tombe, et nous y plantons une croix, faite de deux bouts de planches arrachées aux caisses de vivres. Les boîtes de conserves hors d'usage nous servent à fabriquer des plaques de fer blanc sur lesquelles, avec la pointe de nos couteaux, nous gravons les noms tant bien que mal. Ainsi nos *pays* dormiront là, comme s'ils étaient couchés dans l'enclos bénit de leur paroisse. » Oui, et morts obscurs, ils ne seront pas du moins des morts anonymes. Quels que soient les futurs destins de l'île pacifiée, on saura, je pense, mettre à l'abri de toute profanation ces petits cimetières français de Madagascar¹.

Notons enfin cette correspondance, racontant les derniers jours d'un des meilleurs et des plus regrettés officiers du corps expéditionnaire, le lieutenant-colonel Barre :

« Le 31 juillet, le colonel Barre quittait la colonne avec le capitaine Devaux notre adjudant-major et son vieil ordonnance Schneider. Le 13 août, il arrivait à Majunga, pour y remplir les hautes fonctions de sous-directeur des étapes; un bel appartement avait mis à sa disposition et l'installation rapidement terminée.

« Le 14, rien d'anormal; le 15, le lieutenant-colonel très gai, montait à bord du *Shamrok*, en partance, afin de serrer la main du capitaine Devaux rentrant en France, puis il conduisait le deuil à l'enterrement du capitaine d'artillerie Hourcq, et assista, nu-tête, au défilé. Au retour, cette imprudence lui valut un léger malaise qui parut ne pas persister; mais le 17 au soir, au dîner, il se leva de table sans achever son repas, passa au salon, se coucha dans sa chaise longue et fut pris de vomissements; il ne voulut cependant pas voir de docteurs et passa une nuit fort calme.

« Le lendemain, 18 août, il était sur pied comme à l'ordinaire, mais sans appétit; il reçut plusieurs fois la visite de son vieil ami, le colonel Bailloud, et vers trois heures, se mit au lit, pour ne plus se relever, hélas!

« A quatre heures et demie, un autre ami, le commandant de Limoges, vint lui rendre visite; le lieutenant-colonel avait encore toute sa lucidité d'esprit.

« La nuit était venue, l'ordonnance Schneider entra dans la chambre et demanda au malade s'il désirait dîner; ne recevant aucune réponse, le soldat insista, mais il s'aperçut que son chef, les yeux hagards, ne lui adressait que des paroles incohérentes. Affolé, il court prévenir le médecin de la place, pendant qu'un officier de l'état-major avisait le docteur de la marine. Les deux praticiens arrivèrent, mais le colonel, malgré des soins aussi rapides qu'intelligents, mourait dans leurs bras à sept heures et demie, enlevé par un accès pernicieux.

¹ *Journal des Débats.*

« La crise qui l'emporta fût si rapide et si courte, que le colonel Bailloud, avisé de la gravité de l'état de son ami, accourut juste pour recevoir, sur le seuil même de la chambre, la nouvelle de la mort par l'aumônier qui venait de lui administrer les derniers sacrements.

« M. Barre n'avait éprouvé aucune souffrance; sa figure si douce et si énergique à la fois, conservait jusqu'à la mort, l'empreinte de cette mâle sérénité qui le distinguait entre tous.

« Aussitôt la triste nouvelle connue, tous les officiers de la garnison vinrent saluer respectueusement la dépouille mortelle de leur chef, dans le coquet appartement rapidement transformé en chapelle ardente par une pieuse camaraderie. Deux d'entre eux et le fidèle Schneider passèrent la nuit près du corps.

« Le lendemain, à 7 heures 1/2, avait lieu les funérailles. Tout Majunga y assistait. Les troupes étaient rangées sur le passage du convoi, comprenant la colonie française au grand complet et l'élément militaire, soit, au moins, deux mille personnes.

« La 6^e compagnie du 13^e de marine et la 1^{re} compagnie des volontaires, commandées par le chef de bataillon Martin, rendaient les honneurs au défunt.

« Après les dernières prières dites dans l'église, nouvellement construite, le lugubre cortège se rendit au cimetière, situé sur le bord de la mer, dans un carré de terrain, entouré d'un treillis en fil de fer.

« Quatre malgaches déposent le cercueil. Après une nouvelle et courte prière, les cérémonies religieuses terminées, sous un ciel torride, le colonel Bailloud s'avance au bord de la tombe et nous retrace, en quelques mots, la vie du lieutenant-colonel Barre, son ami, mourant le « jour anniversaire » de son baptême du feu, reçu pendant la campagne de 1870.

« Condisciple du colonel Barre, à l'école militaire, en 1863, le colonel Bailloud, qui avait insisté pour l'avoir, à Majunga, comme aide, rend ensuite hommage à son regretté camarade qu'il disait plein de savoir, d'expérience et de bonne humeur. « Cet officier supérieur, qui venait de recevoir la récompense due à son mérite, — ajoute le colonel, — qui pendant 25 ans avait été épargné par les balles kabyles et les balles chinoises, est mort, non sur le champ de bataille comme s'il eut désiré, mais dans son lit, alors que rien dans sa santé très robuste, qui avait triomphé si heureusement des pénibles fatigues de l'avant-garde, ne faisait prévoir cette fin si rapide! »

« Quelle nouvelle terrible pour les siens qui n'avaient pu se préparer à ce coup, comme il arrive pour un malade qui s'affaisse peu à peu et s'éteint doucement, ayant autour de son chevet les êtres qui lui sont chers!... »

« Dans un coin du cimetière, un vieux soldat à deux chevrons, un

légionnaire, pleure en silence : C'est l'ordonnance du colonel Barre, qui l'a suivi au Tonkin et qui, depuis le commencement de l'année 1890 ne l'a pas quitté. Le colonel est mort dans ses bras, et le pauvre troupiers dit en pleurant : « C'était mon père, le colonel; qu'est-ce que je vais faire, à présent? je vais rentrer en France, car j'en ai « soupé » (*sic*) de cette campagne. »

Un incident poignant à l'arrivée du *Djemnah*, transport repatriant des malades, cause une vive émotion à Marseille.

« Une scène sensationnelle, dit un journal de la ville, particulièrement triste s'est produite sur le quai, tandis que le navire procédait aux opérations d'amarrage. Le dénouement a eu lieu à bord.

« Franchissant la barrière qui sert de limite, une brave femme s'est avancée près du gardien pour lui demander la permission de se tenir plus en avant, afin de mieux voir.

— « J'attends mon fils, monsieur; je vous en prie, laissez-moi là!

« — Impossible!

Et, contraint par la consigne, l'employé refuse.

« La pauvre mère, alors, se confond de nouveau dans la foule et je la suis au milieu du groupe où elle est, disant ses craintes et ses espoirs.

« Elle montre une lettre de lui, et pleine d'émotion elle dit : « Mon Dieu! quand il m'a écrit, il était convalescent, mais non pas malade! Voyez cette écriture... » Et l'autre de répondre : « Oh! pour sûr, un malade a la main tremblante. »

« Quelques instants après, on monte à bord; la mère interroge les militaires, cherche son fils, va de l'un à l'autre, et finalement, elle apprend que son fils décédé en mer, a été jeté dans la mer Rouge! »

Sur le *Djemnah* avaient pris place les correspondants de journaux rentrant en France. Tous déclaraient que ce paquebot était parfaitement aménagé.

« Fasse le Gouvernement, écrit M. Boudauresque, que le plus grand nombre possible de nos troupiers soient rapatriés dans des conditions de confort aussi bonnes que celles où se sont trouvés les malades du *Djemnah*!

« Ce paquebot avait reçu 315 malades; chacun avait sa couchette et tous se plaisaient à proclamer, lorsqu'on les interrogeait, combien ils étaient reconnaissants de la solitude dont les entourait le personnel du bord.

« De ces remerciements aussi unanimes que justifiés une large part s'adressait à M. le commandant Trocmé, à qui je tiens à honneur de rendre ce public hommage. Depuis notre départ de Majunga le souci constant de l'excellent commandant a été la santé de son précieux dépôt; il n'est mesure en son pouvoir qu'il n'ait prise pour diminuer les fatigues de cette longue traversée.

« Non content de veiller en personne à leur installation, à leur nourriture, à leur entretien, il a fait si bien, rognant sur la durée des escales et brûlant un peu plus de charbon — voilà un charbon dont la Compagnie des Messageries Maritimes ne vous reprochera certainement pas l'emploi, commandant — il a si bien fait, dis-je, que nous avons gagné plus de vingt-quatre heures sur la traversée et que nous en aurions gagné quarante-huit si un formidable et intempestif coup de vent ne nous avait fait prendre la cape en vue des bouches de Bonifacio.

« Le commandant Trocmé était, d'ailleurs, merveilleusement secondé par MM. les docteurs Marty, médecin du bord, et Darricacaire, aide-major de 1^{re} classe ; ce dernier, bien qu'évacué comme malade, n'a pas hésité à nous redonner, durant les vingt jours de la traversée, ce spectacle déjà admiré tant de fois par nous en cours d'expédition : un médecin malade soignant des malades dont beaucoup le sont moins que lui.

« Et je n'aurai garde d'oublier non plus l'infirmier du *Djemnah*, M. Jean Vecchioli ».

Nous avons voulu, quant à nous, noter les noms de tous ces braves gens ¹.

En septembre, furent installés de nouveaux sanatoria aux Sablettes, près de Toulon et à Amélie-les-Bains ; les hôpitaux de la côte méditerranéenne devenaient insuffisants.

De la géographie de Madagascar, le public ne connaît que les localités où nos soldats sont entrés, bâtonnettes en avant : Majunga, Marovoay, Mevatane, Tsarasaotra, Andriba. Ces noms sont bien vite devenus populaires, beaucoup plus que ceux vraiment trop baroques des généraux malgaches.

C'était bien en France un mouvement d'opinion, un réveil de ce vieil esprit chauvin tant décrié, qui est cependant un des caractères de notre race. Le jour où cet esprit s'éteindrait complètement chez nous, la France serait bien malade. Seule, l'infiltration lente et continue des étrangers s'installant dans notre pays, pourrait le faire disparaître peu à peu, dénaturant ainsi le caractère national, et préparant le démembrement de la patrie ; mais nous n'en sommes pas là.

Comme en 1884 et 1885, à la nouvelle des victoires de l'amiral Courbet, la France alors heureuse des premiers rayons de gloire qui éclairait nos drapeaux depuis l'année maudite, suivait pas à pas les soldats du général Duchesne à Madagascar, fière de leur courage.

1. Malheureusement, et en dépit des efforts tentés par M. Marty, médecin du bord, et M. Darricacaire, aide-major convoyeur, aidés par un admirable infirmier, M. Jean Vecchioli, sur le compte duquel les soldats se confondent en éloges, huit décès se sont produits pendant la traversée, ceux des nommés : Jean-Marie Sempé, du 200^e ; Etienne Greuzat, du 40^e chasseurs ; Jules Cornet, caporal de la légion ; Jean Montel, du 13^e d'infanterie de marine ; Prodhomme, du 200^e, dont les corps ont été immergés, et, enfin, celui du nommé Alfred Crenier, du 40^e bataillon de chasseurs, qui est décédé en vue de Marseille, en entrant au port.

Sans doute, Maravoay, Mevatane, Tsarasaotra n'étaient pas de grandes batailles; mais la poudre avait parlé, et elle grise toujours les cervelles françaises.

On ne pouvait du reste, que se féliciter de cet état d'esprit et l'encourager. Il est bon qu'un peuple comme le nôtre, toujours menacé d'agression, et qui devra tout entier courir aux armes, au premier appel de clairon sur les Vosges, soit toujours tenu en haleine, et qu'après les rudes épreuves de 1870, il reprenne confiance dans ses forces.

Les Allemands comprennent si bien que de telles dispositions sont des éléments de succès qu'ils ne négligent rien pour nous les faire perdre. Ils trouvent malheureusement dans notre France divisée trop de complices inconscients, et, au premier rang parmi ces derniers, ceux qui redoutent toujours les ardeurs trop vives de l'esprit militaire.

En 1886, après le retour triomphal des troupes du Tonkin, rien ne fut négligé pour en atténuer l'effet. Cependant, le sentiment national surexcité, fut tel que le ministre de la guerre d'alors, le général Boulanger, ayant prononcé en diverses circonstances des paroles de confiance et d'espoir dans un avenir prochain, conquit rapidement une énorme popularité.

A l'époque de l'incident Schnæbelé, simple épisode d'une série de provocations allemandes, cette ardeur patriotique atteignit son maximum d'intensité. La France entière était alors mise en présence du péril et prête à marcher à la frontière avec une mâle résolution; mais bientôt la campagne menée pour faire tomber cet enthousiasme commença à produire son effet, d'autant plus sûrement que le général Boulanger devenu suspect d'aspirer à la dictature, vit se tourner contre lui presque tous ses anciens amis, et en fut réduit à s'engager définitivement dans la politique. On sait où elle le conduisit.

En 1891, l'expédition du Dahomey ranima de patriotiques espérances; le général Dodds, à son retour, fut l'objet d'ovations chaleureuses; mais on s'empressa d'y mettre fin, en le tenant systématiquement à l'écart: le général victorieux devenait, par cela même, suspect.

Nous avons dit enfin quelles manifestations saluèrent le départ de nos troupes pour Madagascar.

Aussitôt les déiances de se manifester de nouveau.

Et quoi, cet esprit chauvin dont s'effraient tant de politiciens, tous ceux dont il trouble la quiétude, il renaissait donc toujours?

Chacun savait bien qu'en faisant escorte à nos soldats, et qu'en leur adressant ses bravos et ses vivats, qu'en les couvrant de fleurs, la foule ne pensait pas acclamer la politique et les aventures coloniales, mais elle obéissait au vieil instinct belliqueux de la race; elle



Colonne de tirailleurs haoussas en marche.

saluait le drapeau et les bataillons qui seraient peut-être un jour ceux de la revanche.

L'Allemagne ne manqua donc pas de signaler cet ensemble de patriotiques manifestations comme un symptôme. En France, les partisans de l'alliance allemande, les oracles du parlement et de la presse les condamnèrent.

Dès lors, on se préoccupa dans ces milieux dits sages d'étouffer l'esprit chauvin. Le public ne devait plus connaître de la guerre que les misères, et elles ne manquèrent pas, hélas! à Madagascar.

Enfin, la consigne fut d'empêcher le général Duchesne d'acquiescer à son tour la popularité.

Après l'amiral Courbet, après Dodds, il pourrait devenir un triom-

phateur gênant. Aussi, sans même attendre que la campagne fût engagée, le général devint-il l'objet d'insinuations et d'attaques tendant à lui enlever tout prestige.

Ces petites manœuvres étaient, du reste, bien inutiles, puisque la guerre à Madagascar se prolongerait pénible et lente, sans actions éclatantes ni victoires sensationnelles.

Et cependant combien est contraire au véritable intérêt de notre pays l'égoïsme de ceux qui veulent condamner la France à la résignation de la défaite!

« La France ne redeviendra la France que le jour où elle aura repris l'Alsace et la Lorraine. Elle pourra être jusque-là une façon de France, une France tronquée, une demi-France, jamais une France vraie et complète.

« Il y va donc pour nous de notre existence comme France, de notre essence comme nation; notre intérêt nous somme de recouvrer, par la guerre ou la diplomatie, ce que la diplomatie et la guerre nous ont arraché. Et nous le sentons si bien, nous le voyons si distinctement, même dans le brouillard de nos scandales et de nos corruptions, que rien, au fond, malgré notre légèreté légendaire, ne nous en a encore détournés. Si nous supportons même tant de choses, et laissons patiemment triompher tant de gens, c'est que nous avons cessé de nous prendre au sérieux depuis nos défaites, et que rien, ni personne, en dehors de la revanche, ne nous semble avoir d'importance. Avons-nous repris l'Alsace et la Lorraine? Non? Alors, nous ne sommes toujours qu'une France de transition, une France pour rire, et nous pouvons tout accepter! Un pareil sentiment, si inconscient qu'il soit, vivra autant chez nous que l'esprit national, et ne pourra mourir qu'avec lui. Il ne se manifestera peut-être que de manières vagues et indirectes, sous des formes inoffensives, se confindra dans les modes, les goûts, certaines admirations rétrospectives, mais ne disparaîtra pas, couvrera toujours, et incendiera tout, à la première occasion. »

L'écrivain distingué, auquel nous empruntons ces lignes n'hésite pas à prononcer le mot qui fait trembler tant de satisfaits de l'heure présente : la Revanche!

« La revanche! Tout est donc là pour la France, au point de vue de la raison la plus froide et du sentiment le plus ardent. On nous a « pris », nous devons « reprendre », ou nous ne sommes plus une puissance! Et rien n'existe que cela, et là seulement est le bon sens. Tout le reste est comédie, parade, bagatelle et tergiversation. Nous viendra-t-il, un jour, un premier ministre qui le comprendra, et qui saura agir selon ce qu'il aura compris?... Nous aurons ce jour-là, trouvé « un homme », mais voilà bien justement ce qui nous effraye le plus, c'est « un homme ». Si nous pouvions lire dans le grimoire des ambitions, des peurs, des vilenies et des pourritures parlemen-

taires, nous y verrions certainement l'appréhension de la défaite, mais nous y déchiffrerions peut-être aussi la terreur de la victoire¹. »

Ceux que de telles craintes feraient trembler, au premier signe d'orage, ne seraient jamais des hommes d'état, dignes d'un grand pays comme la France.

Un artiste puissant, dont les œuvres resteront comme celles de Daumier et dont l'œuvre synthétique, aux légendes d'un esprit cruel contribuera à l'histoire politique et sociale de notre époque, résumait en quelques mots au bas d'un dessin, à peu près la même opinion que celle de M. Talmeyr :

Deux valets, aussitôt après la séance du conseil des ministres remettent tout en ordre dans la salle où viennent de siéger les gouvernants. L'un d'eux prend des allures de diplomate.

— Qu'est-ce qu'ils ont dit, demande l'autre ?

— ... Que le général Duchesne sera demain à Tananarive.

Alors celui-ci s'est écrié : Prenons garde de faire un Boulanger !

A noter, une autre légende — qui ne sera que trop vraie sans doute — de Forain : « A Tananarive, en 1896 » :

Deux bons pioupious du 200^e entrent dans un beau magasin de lingerie.

Un élégant commis, au flegme tout britannique, froid et quelque peu méprisant, est embusqué derrière un monceau de marchandises.

Dumanet demande timidement :

— Combien ces chaussettes ?

— Deux schellings six pences.

Et nos petits soldats ahuris contemplent le commis, l'Anglais dédaigneux, devenu le véritable maître de Madagascar !

1. Maurice Talmeyr. *Revue hebdomadaire* du 31 août 1895.

CHAPITRE XXVIII.

A la frontière d'Imerne.

Ordres en vue d'une marche rapide. — La route. — Troupes de relèves. — Convois vers Andriba. — Dépêche du colonel Bailloud. — Dans les rizières. — Le gibier. — Le défilé de Tsinainandry. — Combat du 16 sept.-mbre. — Le colonel Oudri. — Lettre d'un officier. — La colonne légère. — Passage des monts Ambohimena. — La frontière de l'Imerne. — Aspect du pays. — Les indigènes reviennent à Andriba. — Leurs relations avec la garnison. — Chanson malgache. — Dispositions des hovas. — Leurs préparatifs de résistance. — Encore Shervington. — Nos soldats et la langue malgache.

Les troupes de la brigade Metzinger, réduites à l'effectif que nous avons indiqué plus haut, rejoignirent la brigade Voyron à Andriba, nouvelle et sans doute dernière halte de quelque durée sur la route de Tananarive.

Les travaux de la route continuent, mais, jusqu'à nouvel ordre, ils ne seront pas poussés au delà de cette place d'Andriba.

« Les travaux de route, écrit-on, ont fait des vides considérables dans les rangs. Malgré les renforts venus de France et attendus d'un jour à l'autre, nous croyons qu'on n'arrivera pas à Tananarive au nombre de plus de 3,000, au lieu de 4,500, chiffre sur lequel on paraît compter.

« Tout ce qui n'est pas absolument nécessaire, officiers supérieurs (lieutenants-colonels), officiers d'état-major, secrétaires, etc., restera à Andriba jusqu'à la prise de Tananarive.

« Au moment du départ, tous les sacs des soldats seront minutieusement examinés et débarrassés de tout superflu. Les mulets bâtés ne recevront que 2 kilog. 1/2 d'orge, au lieu de 4 kilog. 1/2. Après dix jours de marche, la moitié de ces bêtes devant être forcément allégées de la nourriture des hommes et de la leur, puisqu'elle aura été consommée dans ce laps de temps, serviront au transport des malades, des sacs, couvertures et tentes des soldats qui effectueront ainsi, sans trop grande fatigue, la distance qui les séparera alors de la capitale. »

Tous les chefs de corps, tous les officiers ont instamment demandé à faire partie de la colonne légère, de celle qui sera à la bataille et à l'honneur.

« L'impatience écrivait, à ce sujet le correspondant du *Temps*, dont nous invoquons encore le témoignage dévore les officiers; tous voudraient aller de l'avant, mais pour courir au but, il a fallu réduire le corps expéditionnaire à ses éléments les plus valides, en composer une colonne volante, leur donner les cadres strictement nécessaires.

les soumettre à la portion congrue, diminuer impitoyablement les impedimenta, demander à ceux qui partent un effort ininterrompu de vingt jours, à ceux qui restent le sacrifice d'une ambition légitime, celle de monter à Tananarive.

« Pour les officiers l'immobilisation à l'arrière est considérée comme une disgrâce; ils se refusent à comprendre avec un entêtement héroïque qu'ils puissent être privés, en raison des exigences de la situation, de l'honneur de prendre part au danger de combattre l'ennemi qu'ils ont bousculé dans toutes les rencontres, d'entrer en triomphateurs sur le plateau de l'Emyrne.

« Le général en chef a en vain essayé de les consoler de leur déconvenue dans une proclamation généreuse où transparaisaient les causes de leur élimination forcée; ils n'en veulent pas démordre et aucun n'accepte sans récrimination l'exclusion qui le frappe. Si leur mauvaise humeur n'est pas raisonnable, elle est du moins naturelle et l'on s'étonnerait qu'elle n'éclatât pas dans le cœur d'un soldat. »

Le 8 septembre, le quartier-général est à Mangasoavina à 10 kilomètres au Sud d'Andriba. Le général Duchesne adresse à ses troupes l'ordre du jour suivant :

ORDRE GÉNÉRAL N° 68.

Officiers, sous-officiers, caporaux, soldats et marins.

« Les éléments mobiles du corps expéditionnaires viennent, grâce à d'énergiques et persévérants efforts, en refoulant l'ennemi partout où celui-ci a tenté de les arrêter, d'atteindre l'extrémité Sud de la plaine d'Andriba. J'ai décidé de ne pas pousser plus loin le travail de construction de la route carrossable qui s'imposait jusqu'ici comme une conséquence inévitable du mode de constitution de nos convois et de poursuivre les opérations contre Tananarive avec une colonne légère dotée d'effectifs et de moyens de transports réduits.

« Cinquante lieues de France à peine nous séparent de Tananarive, vingt-cinq environ traversent encore une zone montagneuse et à peu près déserte; le reste est en Emyrne, province très cultivée, très peuplée, où sont concentrées presque toutes les ressources de l'île. Si donc la première partie de la marche nous prépare encore des difficultés matérielles et des privations, nous pouvons espérer trouver dans la seconde des facilités relatives et quelques compléments de bien-être.

« Quoi qu'il en soit, la France compte sur nous pour mener à bien la tâche commencée et au succès de laquelle ses intérêts et son honneur sont engagés comme les nôtres; elle continue à nous suivre avec

une sympathie passionnée dont les télégrammes du Gouvernement m'apportent presque journellement la preuve.

« Vous élevez vos cœurs à la hauteur des nécessités d'une situation qui n'exige plus que quelques semaines d'énergie physique et morale, aux termes desquelles vous aurez, outre la satisfaction d'un grand devoir simplement et laborieusement rempli, celle d'avoir accompli une tâche que la nature du pays rendait plus difficile qu'on n'eût pu l'attendre, celle d'avoir ajouté une belle page à nos annales militaires et de vous être préparé de glorieux et impérissables souvenirs personnels.

« La nécessité de proportionner ce dernier effort à nos moyens matériels, celle aussi de maintenir la chaîne des transports si péniblement créée et entretenue entre Majunga et Andriba, m'oblige à laisser ici et en arrière beaucoup d'entre vous qui aspiraient aussi à l'honneur de monter de haute lutte à Tananarive. Je partage le regret qu'ils en éprouvent. J'apprécie très haut les services qu'ils nous ont déjà rendus et que continuent à nous rendre tous ceux qu'un austère devoir retient, à des titres divers, sur cette longue ligne d'étapes. Je connais leurs énergiques et persévérants efforts qui, seuls, nous permettent d'entreprendre la marche accélérée qui va nous mener en Emyrne, et je compte que tous sauront les poursuivre.

« Je n'oublierai ni les uns ni les autres, en faisant connaître au Gouvernement au prix de quels dévouements, de quels efforts, de quels sacrifices nous aurons mené à bien notre mission, et la France les confondra dans un même sentiment d'estime et de gratitude.

« Fait au quartier général de Mangasoavina, le 8 septembre 1895.

« CH. DUCHESNE. »

La colonne légère est formée de trois échelons.

L'échelon d'avant-garde est sous les ordres du général Metzinger, le quartier-général marche avec ce groupe, composé du régiment d'Algérie et deux sections d'artillerie de montagne, il s'est mis en route le 14 septembre.

Le second échelon a pour chef le général Voyron; il comprend le 13^e d'infanterie de marine, le bataillon Haoussa et deux sections d'artillerie de marine.

Le troisième échelon, formant réserve, commandé par le lieutenant-colonel Bizot, est formé du 3^e bataillon du 200^e de ligne, du bataillon de tirailleurs sakalaves et de deux sections d'artillerie.

Chacun de ces échelons porte 22 jours de vivres, 4 jours dans le sac des soldats, 18 jours sur les mulets. Un troupeau de bœufs suit la colonne.

A titre de document, voici la composition de la ration réduite pour cette colonne :

Pain de guerre	0 k. 400
Sucre.....	0 » 060
Café.....	0 » 050
Riz.....	0 » 030
Légumes secs.....	0 » 030
Julienne.....	0 » 030
Tafia.....	0 l. 06
Sel.....	0 k. 020
Viande.....	0 » 500

Telle était la quantité de vivres journaliers à laquelle chacun avait droit jusqu'au grade de capitaine inclusivement; les officiers supérieurs avaient droit à deux rations, les généraux de brigade à trois et le général en chef à quatre¹.

Tout est prévu, on le sait, autant que possible, pour assurer le ravitaillement.

Voici d'après le *Courrier de Madagascar* comment il s'opère alors au moins jusqu'à Suberbieville :

« Les vapeurs *Gertie* (260 tonneaux), *Barawa* (210 tonneaux), *Kilwa* (210 tonneaux), *Ambohimanga* (110 tonneaux); les goélettes *Marie-Louise* (120 tonneaux), *Abeille* (130 tonneaux), *H.-F.-B.* (60 tonneaux), prennent à Majunga les approvisionnements et le matériel qui y ont été déposés par les grands vapeurs affrétés et vont les déposer à Ankaboka, à plusieurs milles au-dessus de l'embouchure du Betsiboka, vis-à-vis de Marovoay. Ce port est excellent; il est situé en eau profonde, à tel point que ces navires peuvent accoster bord à terre.

« Le trajet de Majunga à Ankaboka se fait en sept heures. Tous ces navires font en moyenne deux voyages et demi par semaine et transportent mensuellement dix mille tonnes d'approvisionnements. Il faut ajouter à ce chiffre 1.400 tonneaux arrivant par des boutres de divers tonnages, soit ensemble 11.400 tonnes.

« Il faut aux canonnières deux jours et demi pour remonter le courant rapide du Betsiboka jusqu'à Ambato, tandis qu'elles ne mettent, pour la redescendre, que juste dix heures. Ce fait incontestable donne une idée vraie de la force du courant de cette grande rivière et de la puissance de machine qu'il faudrait à un petit remorqueur pour la remonter avec une certaine vitesse.

« A partir d'Ambato, les courants deviennent si rapides et le canal si étroit, que les canonnières y laissent leur second chaland, et ne se dirigent sur Marololo qu'avec un seul : il leur faut encore le même temps pour faire ce trajet.

« Marololo est au confluent des deux rivières Betsiboka et Ikopa. A partir de ce point, les approvisionnements sont en partie chargés dans des pirogues qui remontent l'Ikopa jusqu'à Suberbieville et une

1. Correspondance de M. Boudouresque.

autre partie, chargée à dos de porteurs ou de mulets, suit la route de terre qu'on a ouverte de ce point à Suberbieville et qui compte 30 kilomètres.

« En outre, pour activer le ravitaillement, le génie a construit des ponts sur tous les ruisseaux, rivières et autres cours d'eau, et poursuit l'achèvement d'une voie carrossable de Majunga à Suberbieville.

« Il y a actuellement en rivière 12 canonnières dont 6 petites, le remorqueur *Boeni*, 35 chalands et plusieurs vedettes. Au lieu des canonnières qui ne pouvaient être utilisées comme bâtiments de guerre, puisque nous étions maîtres des deux rives du Betsiboka avant leur montage, il aurait fallu 12 remorqueurs aussi puissants que le *Boeni*. Le ravitaillement en eût été plus expéditif.

« D'autre part, les chalands en fer sont trop longs : avec un tiers en moins, les moindres courbes de la rivière eussent été franchies avec moins de difficultés.

« La machinerie des canonnières a été mal combinée, car les palettes de leur roue unique à l'arrière ne plongent pas suffisamment dans l'eau, et de plus leur puissance en chevaux-vapeur est si faible qu'à peine peuvent-elles remonter à vide le courant du Betsiboka. Les plus grandes n'arrivent pas jusqu'à Marololo¹. »

Le service de l'intendance fonctionne avec beaucoup de zèle ; les vivres et troupeaux parviennent assez régulièrement :

« Nous sommes toujours abondamment pourvus de viande fraîche, écrit le correspondant que nous venons de citer ; il y a actuellement plus de 2,000 bœufs parqués dans les environs d'Andriba et nous savons qu'à l'arrière, grâce aux sages dispositions prises par l'intendance, on en trouve autant que l'on veut, à des prix variant entre 15 et 20 francs l'un.

« On ne saurait trop insister sur la régularité avec laquelle ce service fonctionne depuis le commencement des opérations, et ce n'a pas été chose facile dans un pays dénué de toutes ressources. C'est, sans contredit, à lui seul que nous devons de n'avoir pas assisté à un véritable désastre dans cette campagne qui a été préparée avec une imprévoyance rare.

« M. l'intendant Thoumazou a bien mérité de tout le corps expédi-

1. Le poste militaire écrit-on, n'a pas encore atteint la perfection désirable, car les lettres provenant de Mevatanana mettent sept jours pour arriver à Majunga, alors qu'autrefois les courriers des Vazaha et des autorités hovas faisaient ce trajet en trois jours.

La vie est chère à Suberbieville. Qu'on en juge : un paquet de tabac de 50 centimes est couramment payé 7 à 8 francs ; l'alcool de menthe de 1 fr. 50 se vend 5 francs ; le vin ordinaire, 4 et 6 francs la bouteille.

Parmi les prisonniers faits à Mevatanana, il s'en est trouvé un plus crâne que les autres. Ce malheureux avait été mis en liberté provisoire pour aller chercher des bœufs pour la troupe ; il profita si bien de sa liberté qu'il tenta adroitement d'incendier le magasin des subsistances des Français. Pris en flagrant délit, il fut fusillé sans jugement, sur-le-champ. Ça n'a été l'histoire que de quelques minutes : l'exemple a été terrifiant.



Construction de la route. Départ de la corvée.

tionnaire ; il a été admirablement secondé dans sa tâche difficile par un personnel d'élite, digne des plus grands éloges. »

D'autre part, l'intendant en chef, avec cette compétence, cette perspicacité dont il donna tant de preuves avant et pendant l'expédition, avait déjà pris toutes les mesures nécessaires en vue du ravitaillement à Tananarive.

« Escomptant très judicieusement ce fait, écrit-on de Majunga, que l'on devait trouver à Tananarive quantité de *bourjanés* ou porteurs de profession, il a, dès cette époque, prescrit de disposer les vivres par ballots et caisses de 25 et 50 kilos, 25 kilos étant la charge d'un porteur. Par ses soins quatre mois de vivres pour quinze mille hommes étaient déjà accumulés à Marololo à la date du 1^{er} septembre et c'est là

que les porteurs envoyés aussitôt que possible de Tananarive, viendront les chercher. On a compté qu'en un mois dix mille *bourjanés* — cette corporation compte trente mille individus à Tananarive — auraient transporté ces quatre mois de vivres dans la capitale. »

Les troupes de relève commencent à rejoindre; elles ont été dirigées sur Andriba par les voies les plus rapides, par chalands jusqu'à Marololo. « Ces troupes, d'après le témoignage d'un officier, sont pleines d'entrain, celles de la légion surtout, dont les anciens, ayant fait campagne au Tonkin ou au Dahomey, disent : Nous venons en villégiature chez *Madame Gaspard*. Certainement la gaité de ces nouveaux débarqués aura une salubre influence sur le moral de ceux auxquels ils vont être mêlés. C'est donc un groupe de 5.000 combattants que le général Duchesne va, quittant Andriba, diriger dans la brousse sur Tananarive. »

Quelques jours après le départ d'Andriba, un officier de la légion étrangère écrit :

« On doit se demander ce que nous faisons; la réponse est bien simple. Admettez un monsieur, chargé d'étudier les moyens de transport pour aller de Nice à Besançon, dans l'hypothèse qu'il existe, seulement dans les Alpes, quelques mauvais chemins muletiers, vienne vous dire : « Il faut employer des voitures, et parmi ces voitures, la plus lourde, la moins roulante, celle qui peut contenir le moins de denrées, le chemin étant d'ailleurs carrossable partout. » J'ai nommé la fameuse voiture Lefebvre. Au bout de peu de temps, vous serez bien forcé de reconnaître que ce renseignement est faux et qu'avec ladite voiture, si on vous refuse de la remplacer par des bâts et des mulets, il faut pour arriver, coûte que coûte, construire une route de toutes pièces.

« Eh bien! c'est ce qui s'est passé pour nous, et je vous assure que l'effort demandé à nos hommes, qui depuis le commencement de juin ont réussi à achever 300 et quelques kilomètres de piste carrossable, sur 3 mètres de largeur au moins, est vraiment considérable.

« Voilà la cause de ces lenteurs inexplicables et de la mortalité considérable du corps expéditionnaire.

« Si le général Duchesne avait eu, dès le lendemain de la prise de Mevatanana, 3.000 bâts, avec quelle joie il aurait laissé ses voitures et avec quel entrain nous serions partis pour Tananarive! Mais au lieu de cela, il nous a fallu piocher, piocher toujours et, non seulement les outils se sont usés, mais aussi les hommes.

« Ma compagnie vient de la visite passée en vue de la colonne volante qu'on organise en ce moment, et elle n'arrive à mettre en ligne que 98 hommes sur les 208 qu'elle a amenés de France. Et cependant jamais nous n'aurons plus belle compagnie que ne l'était celle-là. Elle était absolument superbe et avait de quoi nous rendre fiers. Heureusement, 30 hommes de renfort par compagnie vont nous arriver vers le

10 septembre ; ce sera un sang nouveau infusé dans nos pauvres unités, qui seront alors portées à 120 hommes et nous permettront d'accomplir le dernier effort qu'on va nous demander.

« Le général en chef réunira 30 à 40.000 rations à Andriba, et nous partirons vraisemblablement en colonne volante le 15 septembre au plus tard, chaque brigade marchant à une journée d'intervalle et faisant l'avant-garde pendant quatre jours.

« On compte que nous mettrons 15 jours en procédant ainsi ; nous serons donc à Tananarive à la fin de septembre. *Ce sera un résultat merveilleux*, étant données les conditions où nous nous sommes trouvés, mais combien il a fallu d'énergie et de volonté ! La vigueur déployée par le commandement pour stimuler tous les rouages fatigués par 4 mois d'efforts incessants, aussi bien que le courage et l'abnégation des soldats pour mener cette vie, est impossible à décrire.

« Je vais maintenant vous donner quelques chiffres qui, mieux que tout, pourront vous mettre au courant de l'état sanitaire.

.....
 « Régiment d'Algérie. — Légion. — 110 hommes présents par compagnie, sur lesquels il y aura des hommes à laisser. — Tirailleurs. — 2^e bataillon (Debrou), 120 à 130 hommes par compagnie ; 3^e bataillon Lentonnet, 170 hommes par compagnie.

« Quant à la brigade de marine, elle était en fort bon état, quand elle a pris, il y a un mois, la tête de la colonne. Mais, depuis, ses trois bataillons blancs ont été assez éprouvés, bien que le général Voyron ait pu les ménager en utilisant surtout les bataillons noirs, qui rendent de très grands services et travaillent avec une vitesse exceptionnelle, sans être incommodés.

« L'ennemi le plus sérieux auquel nous ayons affaire est le climat. Tout le monde a eu ou aura la fièvre. Les accès sont longs et très pénibles et les 50 grammes de quinine que vous m'aviez conseillé d'emporter sont épuisés depuis longtemps. Nous prenons jusqu'à 2 grammes par jour pendant 5 ou 6 jours de suite. Les soldats, qui ont moins de confortable, sont très vite atteints. Après quelques accès d'anémie palustre, ils enflent et ne sont plus propres à rendre aucun service. Nous les trainons malgré cela, pour ne pas laisser les compagnies se fondre et disparaître. De nombreux cas de diarrhée et de dysenterie commencent à se produire depuis que nous sommes dans la région montagneuse.

« Quant aux Hovas ce sont de tristes adversaires. Le 21, nous arrivons en face de leurs positions d'Andriba qu'ils avaient eu le temps d'organiser d'une façon formidable depuis l'affaire de Tsarasaotra. C'était une série de huit ouvrages s'appuyant à gauche au pic même d'Andriba et, à droite, à une ligne de hauteurs assez élevées et barrant toute la vallée par laquelle nous devons forcément passer.

« La brigade de marine était en contact, le bataillon de la Légion avec le général en chef, en réserve générale. Quelques obus à la mélinite, tirés le soir même par le général Voyron, pour éteindre le feu d'une batterie hova, qui venait de nous tuer un homme et d'en blesser deux, produisirent un tel effet moral sur nos adversaires, que le lendemain matin, après avoir accompli les mouvements nécessaires pour tourner la position, nous avons trouvé tous les ouvrages inoccupés.

« C'est toujours ainsi : après avoir fait les préparatifs de défense les plus sérieux, ces gens-là s'en vont au premier coup de canon.

« Le pays que nous avons traversé jusqu'à ce jour se divise en deux zones bien distinctes. Celle du Boëni est une immense plaine mamelonnée, tout en pâturages parsemés de bouquets de bois et qui rappelle beaucoup certains paysages de France.

« A partir de Subervieville, on entre dans la région accidentée. La hauteur des montagnes croît progressivement et toute la surface est uniformément couverte de brousse. Tous les ravins ont un filet d'eau généralement bonne et sont munis de bois.

« Quant aux différents genres de supplices que l'on peut endurer, on n'a que l'embarras du choix, depuis une chaleur écrasante jusqu'au vent le plus violent. Nous venons de subir ce dernier pendant quinze jours, c'était à devenir fou.

« Dans le Boëni, les moustiques et les fourmis, ici, les mouches, ne vous laissent pas un moment de repos.

« En somme, cette campagne de Madagascar sera loin d'être glorieuse, puisqu'il n'y a pas un seul coup de fusil à tirer, mais elle aura été certainement une de celles où l'on aura demandé aux troupes le plus d'efforts individuels.

« Nos légionnaires sont admirables sur ce point. Ils donnent tout ce qu'ils peuvent et travaillent jusqu'à ce qu'ils meurent d'épuisement. Dix-huit sont déjà tombés comme cela dans notre compagnie, et pas un seul par le feu à l'ennemi. »

La route cependant paraît atroce, aux environs d'Andriba. Ceux qui ont fait campagne au Soudan assurent que là-bas les chemins les moins frayés sont, en quelques heures, rendus accessibles aux voitures Lefebvre et que les mulets passent partout où passe un troupière. Ils sont bientôt forcés d'avouer que les sentes de Madagascar ne ressemblent même pas à celles du Sénégal.

Rien ne peut donner une idée des affreux méandres qu'il faut suivre. Les officiers d'infanterie de marine, les marsouins les plus chevronnés, ayant fait campagne un peu partout, déclarent que nulle part, ils n'ont rencontré de tels obstacles.

« Nous voilà dans l'Imerne, écrit un correspondant ¹ sur ces hauts

1. Lettre de Mevatane par Ramond au *Figaro*, 14 août 1895.

plateaux que les Hovas considèrent comme leur citadelle : le *semblant* de sentier où nous sommes engagés ne file plus à travers plaines ; nous montons, et nous monterons encore pendant longtemps avant d'avoir atteint l'altitude de Tananarive. Je voudrais vous donner une notion exacte de cette lente ascension, progressive et continue : au sortir de Mevatane, on suit la rive droite de l'Ikopa ; le terrain est marécageux ; les herbes sont hautes et drues ; mais on a jeté quelques planches aux endroits les plus bourbeux ; ailleurs, on a fait sauter des quartiers de roche et, de leurs débris, on a élevé une sorte de digue où les petites voitures métalliques circulent aisément. Jusque-là, tout va bien. Brusquement, à cinq ou six kilomètres de la petite ville que M. Suberbie a créée, on pénètre sous bois. Il faut avoir traversé une forêt de Madagascar pour connaître les difficultés réelles de la vie sauvage. Vus d'ici, les trappeurs de l'Arkansas et autres héros, dont Gustave Aymard a charmé notre enfance, nous apparaissent comme de simples farceurs. Ici, c'est à chaque pas qu'il faut inventer un moyen de passage ; c'est à chaque tournant du sentier — et nous savons à présent s'ils sont nombreux, ces tournants ! — qu'il faut prévoir un obstacle.

« J'ai vu des fondrières de deux mètres de largeur où la pluie et le soleil ont produit une végétation bizarre et fait éclore des centaines d'insectes et de petits reptiles ; ailleurs, c'est une barricade formée par cinq ou six arbres déracinés par la tempête, et dont les branches desséchées se sont si bien enchevêtrées les unes dans les autres que l'on est obligé de faire un crochet de cinquante mètres, de descendre sur la pente assez raide et de remonter plus loin jusqu'à l'altitude du sentier qui se profile à mi-côte. Et, d'un bout à l'autre du chemin, ce seront les mêmes difficultés, dont je ne vous parlerais même pas, si elles ne constituaient le plus sérieux empêchement à une marche rapide.

« Ces mille obstacles, qui ne méritent pas seulement une cartouche de dynamite, nos chasseurs et nos marsouins les franchissent d'un bond ou les tournent allégrement. Mais comment voulez-vous que fassent les conducteurs de nos voitures et de nos canons ? Et que deviendrait le corps expéditionnaire s'il était séparé, ne serait-ce que pendant deux ou trois jours, de son convoi de ravitaillement ?

« Car nous ne trouvons presque plus rien dans le pays ; ici même, où s'était développé un simulacre de civilisation, il n'y avait plus de vivres quand nous y sommes arrivés. Nous comptions y trouver des poulets, des bœufs, des canards, étant résignés d'avance à ne plus manger de légumes verts. Les Hovas avaient tout emporté ! Fort heureusement, les communications avec Majunga sont à peu près régulièrement établies, et les vivres, pour être quelquefois arrivés en retard, n'ont encore jamais fait défaut. On n'a même dû modifier que très rarement la ration journalière, qui est plutôt abondante. Nos soldats

reçoivent une demi-livre de viande, chacun, trois quarts de livre de pain, du sel, du sucre, du café, cent grammes de riz ou de légumes conservés, et tantôt du vin, tantôt du thé, tantôt du tafia. La ration est la même pour les officiers, qui font leur popote entre eux, et le général en chef donne naturellement l'exemple de la résignation — quand la viande est coriace — et de la sobriété.

« C'est égal ; nous avons beau brûler les étapes, au moins en imagination, nous enrageons de penser que l'on va en six jours de Tamatave à Tananarive ! »

Les voitures Lefebvre suivent tant bien que mal jusqu'à peu de distance d'Andriba, cahotées, renversées, relevées arrivant quand même non toutefois sans avoir laissé en chemin quelques victimes au fond des ravins.

« Bien équilibrées, écrit un officier, à force de cales en bois de caisse, bien attelées d'un vigoureux mulet, nos voitures Lefebvre iraient au bout du monde, si les conducteurs kabyles étaient moins insouciantes et plus adroits. Mais ces gens-là sont en général peu zélés, et la plupart sont loin de valoir le vaillant mulet qu'ils tirent nonchalamment derrière eux, sans lui éviter ni un cahot ni un à-coup.

« Certains convois du train comptent jusqu'à 150 de ces voitures, sous la direction d'un lieutenant secondé par 3 ou 4 gradés et une vingtaine d'hommes.

« Cette file de voitures est souvent longue de 1.500 à 1.800 mètres à cause des distances imposées par les inégalités du terrain, par le nuage intense de poussière qu'elle soulève, et l'on peut juger du mal que se donnent les cadres trop peu nombreux, lorsque, au passage d'un étranglement de la route, où deux voitures bien conduites peuvent juste se croiser, leur convoi en rencontre un autre allant en sens inverse. Que de cris de « A droite ! » appuyés parfois d'un coup de canne, pour réveiller de sa torpeur l'Arabe somnolent qui ne manque jamais d'aller buter du nez à tous les à-coups, sur la voiture qui le précède.

« Et, si un accroç se produit, si un brancard casse, si un mulet apeuré recule ou se traverse, le brave musulman lâche tout et s'assoit : — « C'était écrit ».

« Ah ! que les mulets font bien d'être braves et énergiques bêtes, toujours prêtes à donner un coup de collier, tirant leur voiture souvent lourde d'une allure toujours égale. C'est à eux en grande partie que sera dû le succès du service des ravitaillements, devenu de première importance en ce pays où il faut porter tout avec soi.

« Nous autres, artilleurs, encadrant plus solidement nos Arabes, les ayant dressés déjà et les connaissant mieux, nous avons un peu moins d'ennuis avec eux. Mais malgré toute notre surveillance nous

1. *R. vie du cercle militaire*. 3 août 1895

ne pouvons empêcher les mercantis grecs ou anglais de leur glisser parfois un poison, dénommé absinthe (je ne veux pas faire d'allusion), qu'ils boivent pure et qui les conduit à grands pas à l'hôpital.

« Et le plus souvent les moyens les plus énergiques ne sont pas de trop pour faire lâcher aux malheureux leur boisson funeste et les maintenir dans la discipline rigoureuse que l'ivresse les amènerait bientôt à violer.

« Parmi ces auxiliaires il en est pourtant de bons, dont nous avons fait des chefs d'escouade. Tel, par exemple, un vieux soldat de Wissembourg, une barbe blanche un peu geignarde, mais menant son monde comme un vieux sergent; tels d'autres encore, anciens turcos, médaillés du Tonkin, que nous honorons en les appelant de leur nom interminable, au lieu de les désigner, comme le *vulgum pecus*, par un numéro brutal et humiliant.

« Quand tout ce monde-là a couvert, avant la grande chaleur, ses 12 ou 15 kilomètres; quand, une fois la sieste faite, le pansage, l'abreuvoir et les soins de propreté ont rempli la journée, qu'il est bon de se reposer, après dîner, à l'ombre des grandes herbes plus hautes qu'un homme à cheval, au pied de sa tente dressée dans une clairière créée par le feu! Les hommes, que la gaieté et l'entrain n'abandonnent pas, — car ils ont bon souper, bonne santé et un peu d'argent, — les hommes organisent des chœurs plus ou moins harmonieux, auxquels répond le concert tunisien des Arabes.

« Et puis la trompette, sonnait lentement l'extinction des feux, dont les notes artistement distillées s'en vont au loin se perdre dans la campagne, invite tout le monde au silence et au sommeil: encore quelques plaisanteries d'un loustic qui se fait vivement rappeler à l'ordre et tout le monde, enveloppé dans son collet à capuchon, sa couverture, sa moustiquaire, dort d'un bon sommeil réparateur que la fraîcheur de la nuit rend plus lourd encore.

« Voilà notre façon, peu glorieuse jusqu'ici, mais intéressante cependant, de faire la campagne. Ceux qui sont à l'avant-garde n'ont pas, comme nous, une route toute faite, avec ponts, tranchées, etc., et triment un peu plus; mais, au fond, marcher en avant et manger, voilà les deux problèmes à résoudre par toutes les colonnes.

« Je vous donne, en terminant, les températures observées: cinq heures du matin, 14°; — dix heures, 22°; — deux heures, 35°; — six heures du soir, 25°; — sept heures, 20°. »

Une partie de la population des environs d'Andriba, population de Sakalaves sédentaires revint quelques jours après le combat. La contrée est du reste fertile, les habitants ne sont pas belliqueux; ils se montrent plutôt hospitaliers.

Cependant les difficultés sont chaque jour plus redoutables.

« La nécessité, écrit-on, d'accumuler vingt jours de vivres à An-

driba, les pentes abruptes que les convois doivent franchir, les ravages causés par la fièvre — même dans l'avant-garde — la presque impossibilité de communiquer avec les colonels Palle et Bailloud, et l'obligation prochaine de trouver à vivre sur le pays, voilà les ennemis plus redoutables que les Hovas, et que le général Duchesne affronte sans défaillance. »

Le général de Torcy, chef d'état-major, seconde le commandant en chef avec un dévouement apprécié de tous. Nous avons en lui, disent les officiers, un homme hors ligne. Il prévoit tout; il pare à tout; des moyens qu'on lui a imposés il tire le meilleur parti possible. Sans lui, nous ne savons ce que nous deviendrions. Il travaille quinze heures par jour, voit chaque chose et s'assimile le plus petit détail avec une facilité vraiment surprenante. En outre affable avec les plus humbles soldats et les encourageant d'un mot, tandis que d'autres n'ouvrent la bouche que pour crier souvent injustement.

Contrairement à ce que certains voyageurs avaient prétendu, les chevaux peuvent vivre à Madagascar, malgré le climat, les moustiques si terribles et les herbes vénéneuses. Un certain nombre d'officiers malgaches sont montés.

Les chevaux furent longtemps rares dans l'île, parce que, faute de routes, ils n'y pouvaient rendre aucun service. Peu de sentiers leur sont praticables, encore moins aux voitures.

De bonnes routes existant à Madagascar, le cheval serait utilement élevé dans le pays où il rendrait, comme partout ailleurs, de grands services, à la condition d'être bien nourri et bien soigné.

Ces soins sont particulièrement indispensables dans les régions les plus chaudes, afin que le poil soit tenu toujours proprement et débarrassé des innombrables parasites qui ne tardent pas à prendre le dessus et à avoir raison des plus robustes natures.

Les mulets et les ânes vivent et s'acclimatent comme les chevaux à Madagascar.

Cependant, bien que les chasseurs d'Afrique et les gendarmes à cheval continuent leur service, les communications sont extrêmement difficiles entre Andriba et la côte. Les lettres, dépêches deviennent donc rares. Le colonel Bailloud, à Majunga, sait, vers le 45 septembre, que la colonne du général Duchesne est en marche vers la frontière d'Imerne, mais il ne sait rien de plus.

Le moral des troupes, fières d'être désignées pour marcher sur Tananarive, est excellent, « la confiance est revenue, écrit un correspondant, et c'est avec la conviction que nous serons à Tananarive dans les premiers jours d'octobre que nous nous sommes mis en marche le 14 septembre au matin. Chacun sent que l'heure du suprême effort a sonné. L'espoir d'en finir a stimulé toutes les bonnes volontés, relevé tous les courages, et c'était un spectacle véritablement réconfortant



Prisonniers hovas.

que de voir le 13 au soir, à la veille du départ, le camp de Mangasoavina, point terminus de la route située à 7 kilomètres au sud d'Andriba.

« Cinq mille hommes y étaient réunis dans la fièvre du départ astiquant leurs armes, nettoyant leur fourniment. Tous les corps plus ou moins décimés y étaient représentés. L'escadron des cavaliers qui comptait à l'origine 8 ou 9 officiers, n'avait plus que 25 cavaliers.

« Le 200^e faisait piètre figure avec un seul bataillon pouvant mettre en lignes 200 fusils; un renfort de 500 hommes lui est arrivé le jour même; il était temps. On a dû renoncer à faire marcher les chasseurs à pied qui se sont fondus comme neige au soleil. On les a relégués à l'arrière pour garder la ligne d'étapes.

« Le génie a reçu 400 hommes de relève, il a fait peau neuve pour ainsi dire, et c'est fort heureux, car la tâche des sapeurs sera probablement très rude en cours de marche.

« Du centre du camp où j'étais placé, la vue de tous ces campements animant avec leurs tentes blanches, les mamelons d'alentour donnaient au paysage une couleur originale et gaie qui faisait un singulier contraste avec l'aspect lugubre et triste du camp de Suberville. Mais qui pensait à cette heure aux misères passées? personne à coup sûr, et je n'en veux pour preuve que les joyeuses sonneries et les bruyantes fanfares qui, matin et soir, éclataient aux quatre coins du camp à l'heure du réveil et de la retraite.

« Le soir, les feux innombrables qui nous entouraient donnaient, à s'y méprendre, l'illusion des environs de Lyon. Le troupière, toujours avide de tout ce qui peut lui rappeler la mère-patrie, n'a pas laissé échapper cette ressemblance. Il a immédiatement baptisé « Lyon-Vaise » le camp des tirailleurs algériens; la Croix-Rousse, celui de l'infanterie de marine; Fourvières, celui des haoussas, etc., etc.¹. »

Les 7 et 10 septembre, deux reconnaissances avaient été poussées vers Ampokata, l'une composée de deux compagnies de tirailleurs sakalaves, la 3^e, lieutenant Lefebvre, et la 4^e, capitaine Staub, sous les ordres du chef de bataillon Ganneval; l'autre, de deux compagnies de Haoussas, commandées par le chef de bataillon Vandembrock.

Le capitaine Aubé, du service des renseignements, ayant déjà parcouru le pays et parlant la langue malgache, guida l'une et l'autre de ces reconnaissances, avec mission de suivre la vallée du Mamokomita, de contourner au Sud le plateau de Tafoko et de revenir par la vallée du Firingalava. Un correspondant, M. Delhorbe, aujourd'hui représentant du Comptoir d'escompte à Tananarive, suivit la première de ces reconnaissances avec le commandant Ganneval; il a écrit le récit de la petite et audacieuse expédition :

« Le Mamokomita et le Firingalava ont leur confluent à Manga-soavina même. Jusqu'à Ampotaka, les deux rivières coulent dans des vallées profondes séparées par un plateau de 1.400 mètres d'altitude, celui de Tafoko.

« La vallée de Mamokomita étant ordinairement suivie par les porteurs, il y avait de fortes présomptions pour que son parcours fût plus facile que celui du Firingalava.

« Dans la vallée du Mamokomita, on se heurte tout d'abord à une foule de petits obstacles accumulés comme à plaisir : ruisseaux encaissés, tranchées, pentes dures, passages étroits, tout se combine pour rendre la première partie du trajet pénible. Le génie, il est vrai, a depuis amoindri les obstacles et rendu le sentier accessible aux mu-

1. Dépêche de Toulouse.

lets, mais la marche n'en sera pas moins très fatigante encore.

« En longeant la rivière, on rencontre bientôt une magnifique cascade tombant de 100 mètres de haut et disposée en cinq gigantesques gradins d'où l'eau s'écoule immense et retentissante. Puis on passe à gué le Mamokomita pour gravir les longues pentes de Tafofo. Le chemin alors s'améliore, le paysage s'agrandit, l'horizon se développe.

« Au fur et à mesure qu'on s'élève sur le plateau, la route ne présente plus que des montées et des descentes faciles; on traverse deux cascades magnifiques qui se réunissent en un jet énorme; puis, mourant toujours, on atteint l'extrémité du plateau (1.040 mètres d'altitude). Une pente rapide descend ensuite vers Ampokata.

« La reconnaissance qui avait ordre de regarder sans chercher à engager le moindre combat, n'alla pas jusqu'au village.

« Elle aperçut à trois ou quatre kilomètres, sur les croupes et les sommets nombre de Hovas et constata que le défilé du Firingalava dont Ampotaka tient la tête, était barré en arrière de ce village et à hauteur d'un défilé auquel les indigènes ont donné le nom caractéristique de Tsinainondry (boyaux de mouton) par des tranchées et des épaulements établis tant sur les versants des chaînes bordières que sur une longue colline qui occupe le milieu du défilé et domine deux ravins latéraux.

« La position est assurément très forte et semble une réduction de celle d'Andriba, avec un front de trois ou quatre kilomètres au plus. Les Hovas n'ont pas su défendre la première. Seront-ils plus heureux cette fois? Nous le saurons après-demain.

« Nous avons compté cinq camps abrités derrière divers retranchements; ce sont ceux d'Andriba avec les mêmes canons, servis sans nul doute par Graves et ses cadets.

« La reconnaissance campa sans être inquiétée en vue d'Ampotaka et leva son bivouac le lendemain matin; après avoir contourné le plateau de Tafofo, elle vint s'engager dans la vallée du Firingalava. Les difficultés qu'elle dut y surmonter furent autrement considérables que celles qu'elle avait rencontrées le long du Mamokomita. C'est qu'en effet, le versant occidental du plateau de Tafofo est plus abrupt, plus rugueux que le versant oriental; aussi les torrents qui descendent vers le Firingalava s'y sont-ils creusés un lit profond, présentant des berges escarpées, et constituent-ils des obstacles justifiant le rejet d'une marche par cette voie.

« En cours de route et au moment de la grand'halte, nous aperçûmes trois ou quatre indigènes qui s'étaient avancés à 5 ou 600 mètres de nous. Un sergent et un tirailleur malgaches furent dépêchés à leur rencontre, leur firent signe de venir à eux et leur crièrent de ne rien craindre; les autres se laissèrent un peu approcher et engagèrent des

pourparlers. Ils racontèrent aux deux tirailleurs qu'à une petite distance de là se trouvait un groupe de Sakalaves qui consentiraient certainement à se joindre à nous si l'on venait faire kabary avec eux. A Malgache. Malgache et demi ; nos tirailleurs flairèrent un piège et bien leur en prit, car au moment où ils s'en retournait sans avoir répondu à l'invitation fallacieuse des quatre indigènes, ils essuyèrent deux coups de feu qui ne les atteignirent pas ; le tirailleur riposta en blessant un des Malgaches qui laissa un fusil et une sagaie.

« Ces Malgaches étaient-ils soldats hovas ou fahavalos ? Il importe peu. Toujours est-il que, tout le long du Firingalava, la reconnaissance fut suivie ou accompagnée à distance par deux petites troupes de lambas blancs, qui composaient autant de postes semés sur notre route. Les Hovas, il faut l'avouer, sont de merveilleux éclaireurs : nous ne pouvions faire un pas sans en rencontrer au moins un ; ils sont partout, ils voient tout. Aussitôt que nous nous mettons en marche, des feux sont allumés de proche en proche pour annoncer notre arrivée. Il est vrai qu'excellents pour observer, les Hovas sont plus que médiocres pour résister et qu'ils se débandent comme à plaisir ; mais, dès que nous nous arrêtons, le même rideau d'observateurs se réforme. »

Le 20 septembre, le chef du service des étapes adresse au ministère de la guerre la dépêche suivante :

« La dernière lettre reçue du général Duchesne fait ressortir l'impossibilité de correspondre avec lui pendant la marche sur Tananarive ; cependant il espère pouvoir communiquer une dernière fois optiquement au passage des monts Ambohimena.

« Pour l'hivernage, un second bateau-hôpital sera utile.

« L'envoi des coolies chinois que vous nous offrez pour assurer le ravitaillement pendant l'hiver, présenterait le danger d'introduire le choléra encore inconnu dans l'île.

« D'après l'avis du médecin inspecteur, il est prudent de différer cet envoi, d'autant plus qu'il me sera sans doute possible de recruter prochainement quelques porteurs indigènes.

« Dégagerons prochainement hôpitaux Majunga et Ankaboka.

« J'ai inspecté avec médecin l'installation du sanatorium et nous avons constaté qu'il était possible de maintenir au commencement de l'hivernage une grande partie des malades à Nossi-Bé et Nossi-Cumba. »

La brigade du général Voyron était en marche depuis le 11 septembre pour occuper le plateau moyen de l'île et pour gravir les pentes accidentées de la chaîne de l'Ambohimena, qui sépare le pays sakalave du royaume d'Andrianampoinimerina.

Nos troupes avaient pénétré dans la plaine très vaste de Manga-soavina, d'un accès facile, quoique mamelonnée, ravinée et sillonnée

de cours d'eau, heureusement peu profonds, surtout à l'époque de la saison sèche.

« La plaine de Mangasoavina¹ occupe une superficie d'environ 30 kilomètres carrés; elle est entourée d'une ceinture de montagnes élevées; au nord, la masse rocheuse d'Andriba; à l'ouest, la chaîne d'Andriankely; à l'est, le massif d'Ambohijavona, et au sud la rivière Mamokomita, qui passe au pied d'une région très accidentée que domine le pic de Fanjavarivo. La population de cette plaine est importante; elle habite de nombreux villages disséminés sur sa vaste étendue, et, chaque jeudi, Hovas et Sakalaves se réunissent dans un marché assez considérable où les gens de l'intérieur échangent leurs marchandises contre des objets d'importation européenne venant de Mevatanana et de la côte occidentale. Ces transactions provoquent une grande affluence de monde.

« Maroharona est le premier village que l'on rencontre après avoir dépassé Andriba; il est situé au confluent du Mamokomita et du Firingalava et entouré d'un fossé et de haies de cactus. »

Au sud de Maroharona, le sentier pénètre dans le massif granitique de l'Ambatorosy par une faille haute de 100 à 150 mètres, large de 200 à 300 mètres. La rivière coule au fond de cette gorge que coupe un immense banc de rochers formant quatre gradins d'où ses eaux retombent en cascades cyclopéennes. La piste côtoie la rive droite au milieu d'un chaos de roches éboulées, tantôt par des tranchées et de profondes ravines creusées par les eaux, tantôt en encorbellement au-dessus de la gorge.

Le voyageur n'avance que péniblement et bien lentement par ce sentier jusqu'à Ampotaka, village antimerina fortifié.

« Toutes les cases sont en terre, dit le D^r Cattat, il n'y en a plus une seule en raffia qui, d'ailleurs, est inconnu dans la contrée. Quelques huttes, cependant, sont encore faites en roseaux, en *bararata*; sur ces claies de roseaux, on a plaqué un mélange d'argile rouge et de de bouse de vache. »

Ampotaka est situé sur un plateau, dont les flancs sont à pic et que protègent des haies de cactus. Les Hovas pouvaient s'y retrancher; mais la leçon à eux infligée à Andriba était trop récente, ils ne tenteraient vraisemblablement que plus loin une nouvelle résistance.

Près d'Andriba, la colonne avait traversé de vastes plantations de riz. On sait que la récolte du riz est la principale ressource de l'agriculteur hova.

« Le riz est d'abord semé² dans de véritables pépinières préparées avec grand soin et fortement fumées: puis, aussitôt qu'il commence à

1. Le Temps du 19 août.

2. Madagascar, sa description et ses habitants par le P. Piolot.

lever, on hâte sa croissance en le soumettant alternativement à l'action de l'humidité et du soleil, c'est-à-dire en amenant l'eau ou en l'en chassant.

« Pendant ce temps, on prépare la terre (le *tanibari*, champ de riz) pour le recevoir, en la retournant fortement avec l'angady ou bêche à main, afin qu'elle soit ainsi bien aérée; en la fumant ensuite, et écrasant les mottes, ce qui se faisait auparavant partout, ce qui se fait encore aujourd'hui en beaucoup de régions, au moyen d'un troupeau de bœufs piétinant la terre, inondée et déjà en partie ramollie. On repique alors le riz grain à grain, en ayant soin de choisir un temps humide, et on le maintient sous l'eau jusque vers la moisson.

« Quand le riz est mûr, on le coupe avec un long couteau en guise de faucille, on le lie en gerbes assez petites pour être embrassées avec les deux mains, et on le bat sur une aire ouverte et commune, tout près du village, en le frappant contre une pierre debout, le *valobary*.

« Dans l'intérieur de l'île, on a véritablement créé de très belles rizières, soit en drainant et en irriguant, par des canaux artificiels, de larges plaines marécageuses, comme celle de Betsimitatatra, à l'Ouest de la capitale, aujourd'hui le centre de la production du riz dans l'Imerina; soit en amenant l'eau, souvent de plusieurs kilomètres de distance en distance jusqu'au sommet des montagnes, pour arroser de là successivement les rizières qui s'étagent en gradins sur les flancs de ces montagnes jusqu'au fond de la vallée. »

Les plantations de manioc apparaissaient moins nombreuses, mais formant de véritables fourrés. Le manioc ne produit que dans une terre bien remuée. Il n'est en plein rapport qu'après trois ans de culture. La base de la nourriture des Malgaches est le riz cuit à l'eau, avec, pour varier, le manioc et les patates. Les haricots sont très rares.

En marche, en France, les soldats d'une colonne, pendant la saison des fruits, réussissent, malgré la surveillance rigoureuse des officiers, à cueillir par ci par là quelques pommes ou quelques poires, à grapiller quelques raisins, excellent dessert ajouté à la pitance quotidienne du troupier.

En Imerne, peu d'arbres fruitiers sur le chemin. Les bananiers, très nombreux sur la côte, ne le sont pas à l'intérieur de l'île. Des ananas, des grenadiers, quelques pêchers sauvages, des figuiers, des orangers, des citronniers, des mûriers ¹.

Quant aux deux grandes productions de l'agriculture européenne,

1. « L'oranger et le citronnier, dit le Père Piolet, se rencontrent partout, sauvages sur les côtes, cultivés à l'intérieur. Jusqu'ici personne, sauf les indigènes, ne s'en est occupé, et les résultats sont médiocres. Il faut excepter les environs de Maromby, non loin d'Andevoranto, où j'ai mangé de grosses oranges à pelure verte et très mince, aussi bonnes que toutes celles que j'ai vues ailleurs. On en avait une pleine corbeille pour 60 centimes. Des essais commencés pour extraire l'acide citrique du citron n'ont pas été continués. On les reprendra sûrement un jour.

il n'en est pas trace sur le chemin : ni blé, ni vigne. Des essais ont été tentés par les missions, mais sans beaucoup de succès. On rencontre cependant en quelques endroits à Madagascar une vigne indigène, qui donne de bons fruits et qui fut vraisemblablement autrefois importée par les Portugais¹.

Dans les régions traversées par le corps expéditionnaire, le gibier ne manquait pas. Il abonde dans l'île : sangliers roux ; Makis ou Lémuriens dont la chair a le goût du lièvre : Teurec, sorte de hérisson gros comme un lapin, cailles, canards, sarcelles, pintades, ibis et beaucoup d'oiseaux aquatiques comestibles.

Les lémuriens sont des singes à museau de renard, tels qu'on en rencontre, en petit nombre en Malaisie, à Ceylan et dans l'Afrique des tropiques. Les indigènes respectent beaucoup ces animaux, considérés comme jetant un sort à qui leur fait du mal.

De vieilles légendes racontent qu'une espèce de lémuriens nommés Aye-Aye apportent à qui s'endort dans la région hantée par eux une sorte d'oreiller. Le voyageur, objet de cette attention devient, selon les cas, un favorisé du sort, ou un pauvre être condamné à mille souffrances morales et perdant la volonté.

Nos soldats étaient surpris de ne rencontrer ni animaux à forte taille, ni animaux féroces, à l'exception de certains carnassiers tels que le chat sauvage, plantigrade comme les ours et non digitigrade comme les autres félins².

Dans le centre de l'île où pénétrait la colonne expéditionnaire, les oiseaux — qui pullulent sur les côtes — devenaient rares et de haut vol, oiseaux de proie, martinets, hirondelles, échassiers, martins-pêcheurs.

Quant au fameux aepiornis, le volatile colossal dont on avait tant parlé, il n'existe décidément plus qu'à l'état de squelette, au musée d'histoire naturelle à Paris.

En revanche, beaucoup de reptiles, parmi lesquels des caméléons remarquables et variés.

Les collectionneurs naturalistes du corps expéditionnaire, les médecins et pharmaciens, pouvaient recueillir des plantes, des animaux curieux ; les amateurs de papillons en capturèrent d'une

1. Pour varier sa nourriture, le colon établi loin des centres devra avoir près de son habitation un potager. Même dans les régions les plus chaudes il pourra, en choisissant un terrain abrité, faire pousser beaucoup de légumes d'Europe. Pour certaines espèces, qui dégèneront rapidement dans un milieu qui n'est pas le leur, il faudra tous les ans avoir de nouvelles semences. (*Bulletin du comité de Madagascar* juillet 1895.)

2. D'après M. Wallace, la faune de Madagascar est assez riche en genres et en espèces de mammifères, quoiqu'ils appartiennent à un nombre très limité d'ordres et de familles. Elle est spécialement caractérisée par son abondance de lémuriens et d'insectivores ; elle possède aussi quelques carnivores de petite taille ; mais la plupart des autres groupes dont l'Afrique est spécialement riche : singes, lions, léopards, hyènes, zèbres, girafes, antilopes, éléphants et rhinocéros, et même porcs-épics et écureuils, manquent totalement. Il n'y a pas moins de quarante familles distinctes de mammifères terrestres en Afrique, onze seulement de ces familles se retrouvent à Madagascar, qui possède à son tour trois familles propres.

richesse de couleurs incomparable, pauvres victimes de la campagne impitoyablement piquées sur carton et destinées à être exposées en France et classées sous vitrines. Deux de ces papillons le *Papilio An-tenor* et l'*Urania Riphœus* ont des ailes de 10 centimètres d'envergure. Mais il s'agissait bien de collectionner des insectes ! La colonne poursuivait son chemin et parvenait le 15 septembre près du défilé de Tsinainondry, dans la vallée du Firingalava, à 40 kilomètres environ au Sud d'Andriba, à l'extrémité du massif rocheux entre Antobaka et le village d'Ambohinoro. La brigade Metzinger était en avant-garde, suivie par le général Duchesne et son état-major. Elle formait deux échelons : le premier composé du régiment d'Algérie, appuyé par le bataillon sakalave, lequel était détaché de la brigade Voyron ; de la 16^e batterie du 38^e d'artillerie et de la 8^e batterie d'artillerie de marine. Une compagnie du génie accompagnait ce détachement éclairé par un peloton de cavalerie.

Les Hovas occupaient en force la position, retranchés comme à Andriba, derrière des ouvrages en terre, élevés sur les plans d'officiers européens.

La marche de nos troupes avait été si rapide dans cette contrée accidentée que l'ennemi nous croyait encore loin, lorsque nos premiers éclaireurs parurent en vue du défilé. Le général Duchesne résolut de ne pas laisser le temps aux Hovas d'organiser leur défense. Il était sûr de l'ardeur et de la valeur des troupes qu'il commandait ; il n'avait qu'à les lancer en avant ; elles délogeraient promptement les soldats de Ranavolo de leurs positions. La brigade d'avant-garde forma trois colonnes d'assaut, dont la principale, celle du centre, composée du bataillon de la légion étrangère et d'un bataillon de tirailleurs algériens, placée sous les ordres du colonel Oudri.

Le 16, avant le lever du soleil, ces troupes prenaient silencieusement les armes et marchaient en avant. Elles ne tardèrent pas à se heurter aux avant-postes de l'ennemi. Après plus de sept heures de combat, elles s'emparèrent des hauteurs fortifiées que défendaient plusieurs milliers de Hovas.

Le lendemain, le général Duchesne adressait à Majunga, pour être transmise au ministère de la guerre à Paris, la dépêche suivante :

« Forçant la marche du premier échelon du général Metzinger comprenant trois bataillons du régiment d'Algérie renforcés par un bataillon de Sakalaves, la 16^e batterie de guerre, la 8^e batterie de marine, une section de la 1^{re} compagnie du génie et un peloton de cavalerie, j'ai surpris, ce matin, 15 septembre, les forces hovas évaluées à 5 ou 6,000 hommes fortement établis avec neuf canons et de nombreux ouvrages dans le défilé de Tsinainondry.

« L'attaque a été faite en trois colonnes ; celle des tirailleurs algériens et sakalaves a escaladé sous le feu les hauteurs et les crêtes et a



Combat de Tsinainondry. La légion étrangère à l'assaut des batteries.

appuyé très efficacement l'attaque centrale faite par la légion et les tirailleurs que commandait le colonel Oudri.

« Les opérations, commencées avant le jour, se sont terminées vers deux heures par la retraite complète de l'ennemi qui laisse 80 morts et un canon.

« Le premier échelon couche sur les positions enlevées et poursuivra demain.

« Nous avons eu un Sakalave et deux légionnaires grièvement blessés.

« Le rapport détaillé et les propositions nouvelles ne partiront que par courrier le 12 octobre. »

Cette rencontre prouvait que le corps expéditionnaire n'avait rien

perdu de sa vigueur et de son entrain au combat et que le général en chef pouvait compter sur lui, enfin que les Hovas étaient incapables de résister même à des troupes peu nombreuses et éprouvées par les fatigues et par de longues souffrances.

La légion et les tirailleurs algériens se montraient fiers d'avoir mené l'attaque en cette journée. Le colonel Oudri, bien que souffrant encore de la fièvre, dont il était atteint depuis quelques semaines, avait brillamment dirigé cette attaque ; il reçut les félicitations du général en chef et celles du général Metzinger.

Le régiment d'Algérie, engagé partout depuis le commencement de la campagne, sauf à Andriba, venait de justifier, une fois de plus, la confiance qu'il inspirait à ses chefs.

Au lendemain de chaque affaire un peu chaude, après le combat de Tsinaïndry comme après celui de Tsarasaotra et celui de Beritza, les moins ardents reprenaient courage, les plus éprouvés retrouvaient des forces pour marcher en avant.

Le 40^e bataillon de chasseurs, ayant laissé en arrière près des trois quarts de son effectif et le 200^e de ligne maudissaient leur mauvaise chance, qui les tenait presque toujours éloignés du champ de bataille. Encore les chasseurs s'étaient-ils deux fois au moins mesurés avec les Hovas ; mais le drapeau du 200^e, promené d'étape en étape, de bivouac en bivouac, n'avait pas encore été déployé sous le feu. L'occasion se présenterait-elle pour les lignards d'aborder l'ennemi ? Le lieutenant-colonel, commandant le régiment, et ses officiers commençaient à désespérer.

Le 17 et le 18 septembre, les troupes du général Duchesne s'avancent dans la montagne, par des sentiers à pic, vers Kinajy.

Ce dernier poste, à 1040 mètres d'altitude au-dessus du niveau de la mer, se compose d'une quarantaine de cases. Il est entouré d'un fossé large et profond et de haies de cactus-épineux.

La brigade Metzinger est en tête de colonne, la brigade Voyron la suit de près. Elle opère de façon à éviter le mauvais passage de Kinajy et se rejette vers l'est, vers Surbohino, pour aborder les rampes de l'Ambohimena.

« Cette chaîne de montagnes, qui forme la limite du plateau central de l'île, est composée d'une série de petites plaines s'élevant successivement jusqu'au sommet. Les falaises, escarpées à l'ouest, le sont de moins en moins du côté oriental où elles se continuent par des collines légèrement inclinées au milieu desquelles les eaux du Manankazo ont creusé une vallée profonde mais largement ouverte. Ces collines conservent le même aspect vers le nord-est où elles forment la limite du bassin du Firingalava. »

1. *Le Temps*, septembre 1895.

Le corps expéditionnaire était parvenu enfin, après plus de quatre mois d'efforts, aux portes de l'Imerne. Les fuyards ennemis, mal ralliés après la retraite d'Andriba, commençaient à répandre l'alarme dans les environs de Tananarive.

Quant au général Duchesne, se conformant aux instructions venues de Paris, il était décidé à presser le mouvement offensif et à ne plus laisser de répit à l'ennemi.

Rien n'arrête l'élan de nos troupes : défilés, rochers, pics abrupts sont franchis. Le soir, les deux brigades campent dans la montagne.

La lettre suivante d'un officier du régiment d'Algérie nous renseigne sur la manière de vivre de l'armée en franchissant ces rudes étapes :

« Les quinze ou vingt jours qui nous séparent de Tananarive vont être spécialement pénibles pour nos hommes, ce sera, espérons-le, notre dernier effort à Madagascar. Voir Tananarive et rentrer le plus tôt possible en France, tel est notre vœu le plus ardent ! Nos jeunes gens eux-mêmes, ceux qui croyaient faire une campagne rapide et joyeuse, en ont assez de travailler à la route, de supporter des fatigues inouïes et de parcourir un pays sauvage, dénudé, inculte, dont le pitoyable aspect est singulièrement attristant.

« Au bivouac, la nourriture actuellement ne varie plus : le matin, plat de riz ; le soir, julienne et haricots, quelquefois des pois cassés et des lentilles.

Voici notre dernier menu, à Andriba, table des officiers :

Soupe au pain de guerre.
Viande de bœuf.
Haricots à la graisse.
Purée de patates (très claire).
Epinards (ces épinards sont des feuilles de patates)
Thé et Tafia.

« Les mercantis n'ont pas dépassé Suberbieville. Le savon et la bougie font défaut ; les généraux seuls en ont emporté quelques provisions. »

Certains — des gourmands — se préoccupent des bons repas qu'ils feront à Tananarive. Un sous-officier de l'ancienne garnison de la résidence en 1892, fait connaître les menus d'alors, jour par jour, menus qui semblent exquis et font, comme on dit, venir l'eau à la bouche.

LUNDI

Matin : Œufs à la coque, biftecks roulés, ragout de mouton aux pommes, haricots sautés, fruits.

Soir : Soupe grasse aux fines herbes, bœuf sauté, bœuf lardé au riz, pommes au lait, fruits.

LA GUERRE A MADAGASCAR

MARDI

Matin : Omelette aux herbes, biftecks aux citrons, côtelettes de porc, pommes sautées, fruits, salade.

Soir : Soupe grasse, bœuf sauté, foie en sauce, haricots en purée, fruits.

MERCREDI

Matin : Œufs sauce blanche, filets lardés, gigots piqués, haricots sautés, fruits.

Soir : Soupe grasse, bœuf sauce vinaigrette, poulets en sauce, pommes sautées, fruits.

JEUDI

Matin : Œufs farcis, rognons au vin, rosbif, carottes sautées, haricots maître d'hôtel, salade, beignets de banane, fruits, café.

Soir : Soupe grasse, bœuf boulettes, côtelettes de porc piquées, pommes purée, fruits.

VENDREDI

Matin : Omelette au lard, cervelles sautées, filets piqués, haricots verts sautés, fruits.

Soir : Soupe grasse, langues braisées, bœuf haché aux légumes, pommes sautées, fruits.

SAMEDI

Matin : Œufs durs, foie sauté, côtelettes de porc sautées, pommes ragout, fruits.

Soir : Soupe grasse, bœuf miroton, gigots piqués, haricots en purée, fruits.

DIMANCHE

Matin : Poireaux, asperges, filets bordés petits pois, épaules roulées, pommes frites, salade, bananes frites, fruits, café.

Soir : Soupe de riz au lait, poulets rôtis, langues sauce tomate, choux au lard, fruits.

Quelles bombances à Tananarive !

Les officiers comme les soldats ne touchent plus que du tabac de cantine : deux paquets par mois, c'est maigre pour un fumeur !

Les troupes employées à la construction de la route de Tsarasaoatra à Andriba avancent en moyenne de deux kilomètres par jour. Aussi, chacun attendait-il impatiemment que le général Duchesne eût formé définitivement la colonne destinée à marcher jusqu'à Tananarive. Tous, officiers et soldats, on le sait déjà, voudraient être parmi les élus.

Cette colonne comprend :

Brigade Metzinger :

1^o Régiment d'Algérie, colonel Oudri. — Deux bataillons de tirailleurs, bataillon de la légion étrangère ;

2^o 3^o bataillon du 200^e de ligne, lieutenant-colonel Bizot, commandant Pasquier de Franclieu, capitaines Peria, Tardieu, Teleschi et Bohler.

Brigade Voyron :

1° 13° régiment d'infanterie de marine, colonel Bouguié. 2 bataillons.

2° Régiment colonial, colonel Delorme. Bataillon sakalave et bataillon haoussa.

Les chasseurs d'Afrique et les gendarmes font le service d'escorte et de reconnaissance.

L'artillerie comprend les batteries de montagne du 38° régiment et celles de l'artillerie de marine.

« Le général Duchesne est venu visiter le camp du régiment d'Algérie; il s'est longuement entretenu avec nous; comme nous, il voudrait bien que la route (notre obsession depuis plusieurs mois) fût au diable; mais comment ravitailler 10 ou 12 mille hommes sans route? Cependant au delà d'Andriba, nous irons comme nous pourrons et nous vivrons de ce que nous trouverons, lorsque les provisions seront épuisées.

« Mais les munitions?

« Le général craint fort que nous ne soyons obligés de passer toute la mauvaise saison à Tananarive. Il ne nous a pas dissimulé son impression à cet égard. Enfin, là-bas peut-être se reposera-t-on? Il est grand temps que le corps expéditionnaire si éprouvé, arrive au but.

« Actuellement, dans les montagnes où nous sommes parvenus, la température est encore très élevée pendant le jour, mais basse et froide pendant la nuit. Le vent souffle en tempête et enlève les tentes, qui du reste sont maintenant en triste état. Nous allons les abandonner. Les officiers n'emporteront qu'une cantine pour deux et des couvertures. Nous coucherons sur la paille ou sur l'herbe, très desséchée, très abondante.

« La ration pour les troupes de l'avant est fixée à 400 grammes de biscuit au lieu de 500; la boîte de viande de conserve sera répartie entre douze hommes au lieu de quatre. Nous comptons heureusement rencontrer un gibier qui n'est pas rare ici : des bœufs sauvages.

« Dans quelques jours nous serons en route pour en finir avec les Hovas, qui nous barrent encore la route de Tananarive. »

Le 19 septembre, la colonne franchit presque sans coup férir les monts Ambohiména, où les Hovas s'étaient arrêtés et retranchés en nombre considérable, abrités derrière des retranchements armés de 30 pièces de canon.

L'attaque de flanc du général Voyron, que nous avons indiquée plus haut, les décida à la retraite.

Le général Duchesne rend compte de ce nouveau pas en avant au ministre de la guerre.

« Premier et deuxième groupe de la colonne légère ont enlevé aujourd'hui 19 septembre le passage des monts Ambohiména. Le général Metzinger a trouvé la route occupée par toutes les forces hovas, avec 30 canons. Mais l'apparition des troupes du général Voyron qui, parti avant le jour, avait réussi à dérober sa marche, a suffi pour déterminer la déroute complète de l'ennemi.

« Nos pertes sont nulles. — Nos avant-postes sont sur Antoby.

« Entrain troupes remarquable; peu d'éclopés malgré grandes fatigues. »

Antoby, indiqué par cette dépêche est à 120 kilomètres environ d'Andriba, à 65 kilomètres de Tananarive.

La colonne expéditionnaire entrant en Imerne était alors entièrement réunie et groupée sous le commandement du général en chef.

Les reconnaissances et les espions signalaient sur tous les points la retraite de l'ennemi complètement démoralisé. Le général en chef estimait cependant qu'il n'avait pas encore eu affaire aux corps les meilleurs de l'armée hova; il aurait à les culbuter, pour en finir sur la route de Tananarive.

Nos soldats allaient descendre des hauteurs de l'Ambohiména dans la vallée de l'Antoby, franchir la haute falaise qui forme comme une muraille autour de l'Imerina. Cette falaise porte le nom d'Ankova ce qui veut dire: « Ici sont les Hovas ». Derrière elle avaient été refoulés par les tribus de l'île les étrangers venus sans doute de Malaisie, aïeux des habitants actuels de l'Imerne et surnommés « Amboalambo » (chiens-cochons).

Un collaborateur du *Temps*, ayant longtemps habité Madagascar, décrit ainsi cette région frontière :

« Du côté de Majunga, la chaîne de l'Ambohiména n'est pas la véritable limite du royaume de Ranavalô; elle se trouve sur la rive gauche de l'Antoby, au sud du village d'Ambaioarana. Cette rivière est formée par un grand nombre de ruisseaux qui prennent leur source sur le versant occidental de la chaîne de Tsiafabalala; les deux branches principales de ce bassin tirent leur nom de leur position géographique: celle du nord s'appelle Antoby Avaratra et celle du sud Antoby Atsinana.

« Le petit bassin secondaire de l'Antoby Avaratra est d'un accès difficile, on y descend en suivant les arêtes de ravins profondément creusés par les pluies d'hivernage qui désagrègent les masses argileuses de la montagne et provoquent de fréquents éboulements.

« L'Antoby Avaratra est séparé de l'Antoby Atsinana par une suite de contreforts plus ou moins élevés que dominant à l'ouest les montagnes de Marolohy et à l'est celles de Tompoketsa. Au sud, l'An-gravo, bloc énorme de granit d'une hauteur de 200 mètres, dont les parois du nord et de l'est sont verticales, se profile sur l'horizon. Le

passage dans la vallée de l'Antoby Atsinana se fait cependant avec assez de facilité ; ce sentier côtoie la rivière sur une distance de 300 mètres environ, laissant à l'ouest le village fortifié de Tandrokomy d'une vingtaine de cases et au nord-est, celui de Lazaina, moins important, situé à l'extrémité des rochers de l'Angavo dont il suit la base.

« La montée vers la ligne de faite qui sépare le bassin des Antoby et celui de l'Andranobe est difficile, mais elle devient meilleure en approchant d'un petit hameau appelé Mandrosoa. Les cours d'eau et les centres de population que relie entre eux des sentiers assez larges deviennent fréquents.

« Sur la rive droite de l'Andranobe s'élève le village fortifié d'Ankazobe qu'entourent un fossé profond et des haies de cactus. La position de ce village au confluent des deux ruisseaux et à l'entrée de la vallée de Fierenana en fait un point stratégique important.

« Le fond de la vallée de l'Andranobe est marécageux sur une petite surface, mais ce terrain se relève rapidement pour former des coteaux de 20 à 25 mètres de hauteur au-dessus de la plaine. Le sentier n'est pas mauvais ; il est établi à flanc de coteau et traverse des villages assez importants, dont Angazongoaka et Ankatsaka, entourés de vastes rizières.

« On arrive ainsi auprès d'une chute remarquable de l'Andranobe ; sur la rive droite s'élève le village d'Antoby, sur la rive gauche, celui d'Andresina et le chemin qui les relie passe sur les têtes de roches qui forment le sommet de la cascade. Dans cette région, le sol est raviné par les eaux, mais le trajet difficile ne s'étend pas très loin.

« La vallée de l'Andranobe que l'on vient de traverser est aussi encaissée. La partie moyenne est dominée à l'est par un massif granitique élevé, qui forme le point de partage du bassin de l'Ikopa et du Betsiboka. Vers le sud, ce massif se rattache au Lohavitra, et à l'est on voit de hautes collines qui séparent l'Andranobe de la vallée de Fierenana. La partie supérieure de son cours est encore plus resserrée, mais la partie basse que l'on aperçoit au loin paraît plus ouverte.

« A partir d'Antoby, les vallonnements sont plus amples, et des sentiers nombreux se croisent dans tous les sens. Celui que suivent les caravanes passe à Fihaonana, gros village de soixante cases, dans une vallée secondaire qu'arrose le Kelilalina et vient franchir l'Anjomoka devant la position de Babay. En arrière de ce village, se dresse un mamelon élevé qui domine toute la vallée. »

Le 24 septembre, le colonel Bailloud télégraphie de Majunga au ministre de la guerre :

« D'après les renseignements arrivés de l'intérieur, la marche en

avant est énergiquement poursuivie et l'état moral des troupes d'opérations excellent. »

Désormais, la colonne expéditionnaire est complètement isolée et ne communique plus que rarement par courriers indigènes avec la place d'Andriba la plus avancée de notre ligne d'étapes sur la route de Tananarive.

Il est à peu près impossible d'établir des postes de télégraphie optique dans cette région mal connue. Depuis Andriba, l'aspect des villages que traverse la colonne expéditionnaire n'est plus le même que celui des hameaux ou bourgs de Majunga à la montagne.

Les cases ou maisons de l'Imerne et des confins de l'Imerne sont plus grandes, plus hospitalières que celles du pays sakalave.

Elles sont généralement de forme rectangulaire, le grand côté est orienté nord et sud, la case comprend un rez-de-chaussée divisé en deux pièces et un grenier. « Une porte et une fenêtre sont ménagées sur la face occidentale ; sur le pignon du nord s'ouvrent deux autres fenêtres superposées : l'une éclaire la grande pièce du rez-de-chaussée, l'autre donne du jour au grenier. L'escalier de terre par lequel on accède à l'étage a des marches très élevées. C'est un véritable casse-cou par suite de la faible résistance et de l'usure des matériaux dont il est composé ; il s'appuie sur le pignon du sud, soit en dedans, soit en dehors. Les dimensions de ces maisons sont parfois très petites ; la longueur moyenne est de six mètres, la largeur de quatre ; on peut à peine se tenir debout au milieu du grenier, la hauteur totale de la maison ne dépasse pas quatre mètres ; toutes les ouvertures sont minuscules et il faut se tourner de côté pour passer la porte. »

Dans les gros villages, certaines habitations sont presque confortables.

« Pour bâtir une maison on dispose sur l'emplacement choisi une couche d'argile réduite en boue épaisse et suffisamment pétrie, haute de trente centimètres, large de cinquante. L'argile qui, ramollie par l'eau, possède une grande force de cohésion, devient très dure en séchant. Après quelques jours on ajoute sur cette première couche une seconde et, quand elle est assez durcie pour supporter les suivantes, on continue peu à peu jusqu'à la hauteur voulue. Les murs, la cloison et l'escalier massifs sont ainsi terminés. »

Un enduit de terre argileuse mélangée de bouse de vache recouvre les murailles. L'indigène achète des planches pour clore portes et fenêtres et des perches assez fortes pour supporter le plancher du grenier et la couverture de la maison.

L'intérieur n'a rien de séduisant.

« La petite pièce où l'on entre d'abord est destinée aux porcs et aux moutons ; les poules, les canards et les oies s'y réfugient également, en compagnie de jeunes veaux. Ce n'est pas toujours aisé de



Hovas travaillant aux fortifications des environs de la capitale.

traverser sans aventures cette sorte de vestibule pour pénétrer par une petite porte percée au milieu de la cloison dans la chambre principale, où se tiennent les propriétaires. Pour que les animaux ne fassent pas des promenades trop fréquentes dans ce local, la porte de communication a son seuil très élevé ; aussi faut-il se hausser pour le franchir ; mais en même temps, comme l'entrée a moins de hauteur que la moyenne de la taille humaine, on se cogne au linteau et l'on arrive contusionné dans la chambre du nord, réservée aux humains. A la longue, l'expérience instruit. »

Nous avons déjà décrit le mobilier très sommaire de la plupart de ces maisons. Dans le grenier est remise la récolte de l'année.

« Les maisons d'argile forment avec les cases de bambou, de ra-

venala ou de roseaux des régions basses, et les maisons de bois, que nous verrons surtout dans le Betsileo et le Tanala, les trois types d'habitations construites à Madagascar suivant des règles générales qui souffrent peu d'exceptions.

« Tandis que les cases de bois et de roseaux sont souvent bien tenues, confortables et propres, la maison d'argile est sale et misérable. Construite dans des contrées plus froides, elle doit abriter non seulement l'indigène, mais encore la plupart de ses animaux domestiques. Aussi résulte-t-il d'une telle cohabitation de nombreux inconvénients; de plus, pour se préserver des vents frais de la saison sèche, l'indigène pratique des ouvertures peu nombreuses et très étroites qui ne laissent passer qu'une quantité insuffisante d'air et de lumière. La faune entomologique se développe dans les maisons d'argile avec une intensité remarquable dans les anfractuosités des murs et leurs crevasses profondes; sous les nattes pourries amoncelées les unes sur les autres, la vermine grouille et pullule.

« L'Antimerina ne va pas chercher loin l'argile qui lui est nécessaire. A proximité de sa maison, on trouve toujours une fosse large et peu profonde qu'il utilise d'ailleurs pour renfermer ses bœufs dès qu'ils rentrent au village, à la tombée de la nuit. Ces sortes d'écuries, creusées dans le sol, n'ont aucun écoulement; aussi, la terre constamment piétinée, l'eau de pluie et d'autres éléments que je n'énumérerai pas y forment bientôt un mélange vaseux et infect dans lequel les pauvres animaux sont plongés jusqu'au ventre. Dans cette position pénible, ils attendent avec impatience le lever du jour pour sortir de ce bain de boue et aller paître et se reposer sur les coteaux voisins¹. »

Peu de jours après la prise d'Andriba, les indigènes, rassurés, revenaient presque tous au village; on comptait même parmi eux des déserteurs de l'armée hova bien décidés à ne pas rejoindre leur corps et à ne pas défendre plus longtemps le pouvoir de S. M. Ranavalo au péril de leur vie. Notre artillerie tout particulièrement leur inspirait une terreur salutaire.

Nos soldats, conformément aux ordres reçus, traitent sans rigueur ces indigènes, avec lesquels, du reste, l'administration française a tout intérêt à s'entendre pour assurer le ravitaillement de la colonne et celui des troupes laissées en arrière et stationnées dans la région.

Quelques anciens, rentrés de suite au pays, saluent nos officiers :
— Manao ahoana hianarco, tourpoko e? (Comment vous portez-vous, messieurs ?)

1. Nous empruntons ces renseignements sur les habitations de l'Imerne à l'ouvrage si documenté et si intéressant de M. le docteur Catat, *Voyages à Madagascar*, 1889-1890.

— Trarantitra, tourpoko e! (Parvenez à la vieillesse, messieurs!)

— Aza Marofy! (Evitez la maladie!)

Le Malgache est bavard, discoureur. Il s'excuse de sa pauvreté, il regrette de ne pouvoir faire meilleur accueil à d'aussi grands personnages; il voudrait les recevoir comme des chefs illustres.

Mais les bonnes paroles ne suffisent guère au soldat fatigué et affaîsé: il attend mieux que des salutations et des bénédictions qui ne sont pas réconfortantes.

Alors l'indigène offre un poulet, un cochon, quelquefois même des écrevisses pêchées dans les cours d'eau voisins, où elles abondent.

Les officiers payent, du reste, régulièrement tout ce qui leur est livré de bonne volonté par les habitants¹.

Chacun s'installe, se repose, en attendant que le déjeuner souvent inespéré soit préparé par le cuisinier de la popote.

Quelques officiers comprennent assez bien le malgache; ils sont même capables de tenir avec les indigènes une conversation sommaire.

L'un d'eux connaît toujours assez la langue du pays pour répondre à l'hôte:

— Misaotra anareo tompokolahy. (Nous vous adressons nos remerciements).

Le soir, les rares porteurs malgaches groupés devant le camp dansent et chantent en battant des mains. Un des chanteurs dit les couplets, le refrain est repris en chœur. Les airs sont tristes, les paroles peu intéressantes, le rythme monotone comme celui des litanies aux vêpres. Souvent, le chanteur principal improvise, il se contente d'énumérer les étapes parcourues dans la journée.

Quelques chants cependant ont une signification assez originale.

Le D^r Catat cite et traduit une des chansons préférées du pays. Elle n'a pas moins de dix couplets². Nous la citons comme une des poésies les plus populaires de Madagascar:

I

Depuis Imamo
 Jusqu'à Mandrarahody
 De Mandrarahody
 Jusqu'aux bords du lac Itasy
 Mes pensées n'étaient que pour toi,
 Car c'est en toi que mon esprit repose!
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir!

1. En temps de paix, le Malgache de l'Imerne est hospitalier; il fait le meilleur accueil au voyageur et lui offre des cadeaux avec accompagnement de l'inévitable allocution.

2. Dans son *Voyage à Madagascar*, le D^r Catat publie la musique très originale de cette chanson.

II

A qui appartient cette maison, là, à l'ouest?
 C'est la maison du Sakalava,
 Elle est inhabitée,
 C'est une maison au faite dégarni!
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir!

III

A qui appartient cette maison à l'ouest du palais?
 C'est la maison de Rainitsimba
 Aux salles tapissées de papier.
 Représentant des chevaux!
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir!

IV

La pierre levée de Ratsiva
 Qui est au nord de Soanierana
 Et devant des passants circulent sans cesse.
 Si quelquefois il n'y en a pas, c'est pour peu de temps!
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir!

V

Notre maison à moi et à ma maîtresse
 Est une maison isolée dans les herbes,
 Le chemin y conduisant est tortueux;
 D'ailleurs on n'aperçoit la maison que lorsqu'on est devant
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir! [la porte.

VI

Toi, femme indéterminée, tu es comme le poids de *loso*
 Parent proche de la piastre
 Qui n'agit que suivant la justice
 Qui ne fait rien qui ne soit juste.
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir!

VII

Toi, indéterminée, tu es comme une grande balance
 Qui ne trompe pas.
 Qui montre l'excédent à enlever,
 Le déficit qui doit être ajouté!
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir!

VIII

Les arbres d'Ambohimanga
 Sont très touffus,
 Ils n'ont été ni plantés ni semés,
 Ils regardent le souverain régner.
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir!

IX

Je vous dis au revoir, ô Andohatapenaka.
 Car moi et ma maîtresse
 Nous allons à Ambodin'Isotry
 Regarder l'eau limpide.
 Vivez! soyez béni jusqu'au revoir!

X

Je vous dis au revoir, ô Ambodin'Isotry,
 Car moi et ma maîtresse
 Nous allons à Soraka,
 L'air du matin est bon à Soraka.
 Vivez! soyez béni jusquesqu'au revoir!

Cependant les populations ne sont pas encore complètement rassurées, tant l'autorité de la reine est partout respectée.

Les agents hovas, ceux du premier ministre, continuent à engager les habitants même réinstallés à prendre la fuite, à faire le vide autour des « *vasaha* » (étrangers).

Le gouvernement de Tananarive peut d'autant mieux ordonner aux Malgaches d'abandonner leurs maisons et leurs terres devant les Français qu'il est en réalité le seul propriétaire.

Actuellement le sol de Madagascar est réparti entre quatre catégories de personnes :

« 1° Le souverain : théoriquement tout le pays lui appartient, puisqu'il est maître de la vie et des biens de ses sujets, mais dans la pratique (en temps de paix), il n'exerce son droit que sur les terres lui appartenant en propre. Quant aux forêts, aux territoires inoccupés, tout en en revendiquant la possession, le souverain autorise ses sujets à les exploiter. C'est ainsi que certains groupes d'habitants vivent de la forêt, et que d'autres, à moitié nomades, se déplacent à travers les régions peu habitées, au gré de leur fantaisie ou de leurs besoins¹.

« 2° Les chefs possesseurs de fiefs, appelés *menakely* dans l'Imérina et le Betsileo, ayant avec la jouissance du sol certains droits sur les habitants. Dans les pays soumis au gouvernement de Tananarive, cette féodalité perd de son importance chaque jour; au contraire, chez les tribus insoumises où le pouvoir royal est moins fort, elle conserve ses prérogatives et ses privilèges.

« 3° Les communautés, villages, familles ou castes.

« 4° Enfin les simples particuliers.

« Ces deux dernières classes, les plus nombreuses, possèdent des terres relevant soit des chefs possesseurs de fiefs, soit de la couronne directement.

1. *La Propriété à Madagascar*, par Albert Meriel.

« Quant à déterminer les rapports qui unissent ces différentes catégories de propriétaires, à définir exactement leurs droits, cela ne semble pas possible dans l'état actuel de nos connaissances sur Madagascar. Les indigènes, lorsqu'ils sont interrogés sur ces sujets par des étrangers, montrent une grande répugnance à répondre ou ne fournissent que des explications incohérentes et contradictoires. Il semble acquis cependant que ces propriétaires ont le droit de tester, de vendre, de louer leurs terres et leurs maisons¹.

« Chez les Hovas, où l'organisation administrative est plus développée, ces actes doivent, sous peine de nullité, être soumis à l'approbation du gouvernement et enregistrés par les autorités locales qui perçoivent une taxe proportionnelle. »

Tant que nos troupes ne seront pas entrées à Tananarive et que la reine commandera de leur résister, la sécurité ne sera jamais complètement assurée. Et du reste, le bruit court dans tout le pays qu'une terrible armée nous menace encore.

L'ensemble des renseignements recueillis indique alors que les Hovas concentrent leurs forces à peu de distance de Tananarive.

« Rainalaiarivony, écrit-on au *Temps*, ne croyait pas que le corps expéditionnaire dépasserait Suberbieville, et il a fallu la prise d'Andriba pour lui ouvrir les yeux. Il sait maintenant que nos troupes marchent sur Tananarive; mais si nous avons pénétré dans le *Vavatany* (la bouche de la terre), nous ne sommes pas encore dans le royaume d'Andrianampoinimerina; 70 kilomètres nous séparent (à Andriba) du territoire des Vonizongo, tribu hova qui occupe la frontière de l'Imérina; c'est à Kinajy et probablement à Maharidaza, qu'il réunira les premières troupes disponibles pour nous disputer le passage; pendant ce temps, il groupera dans les environs de Babay tout ce qu'il pourra réunir d'hommes valides, et il ira, peut-être accompagné de la reine, se mettre à leur tête. »

Tels sont du moins les propos tenus à la cour et dans l'entourage du premier ministre, assez bruyamment du reste pour que chacun puisse les entendre. Les correspondants des journaux anglais en sont donc informés et Rainalaiarivony compte sur eux avec raison pour que la France n'ignore rien des héroïques dispositions et des suprêmes préparatifs du gouvernement hova. Peu s'en faut que l'on ne proclame à l'avance que l'armée hova, comme jadis celle de Napoléon I^{er}, sera

1. La question de la propriété à Madagascar est encore peu connue. Bien des lacunes sont à combler, beaucoup de points restent obscurs.

« Notre ignorance d'une part, dit le savant M. Meriel, la défiance des indigènes d'autre part, ont provoqué en maintes circonstances des difficultés sans issue. Il importe d'en éviter le retour en tenant compte des droits légitimes des habitants et des besoins des colons.

« C'est une des parties les plus délicates de la tâche qui incombe au gouvernement français : car, tout en fournissant aux colons les moyens d'utiliser leurs capitaux, leur intelligence, leur activité, il faut éviter « les mesures maladroites et injustes qui froisseraient les sentiments intimes de la population et nous priveraient de ses sympathies, sympathies nécessaires si l'on veut éviter des révoltes. »

victorieuse à tel endroit, tel jour et à telle heure. Cette armée entière est sur pied, réunie derrière les retranchements récemment élevés. Elle comprend les meilleures troupes et aussi les dernières levées, c'est-à-dire la masse des habitants capables de porter les armes et appelés sous les drapeaux de la reine pour défendre la patrie en danger.

Certains correspondants de journaux; à la veille du dernier effort, se montrent de plus en plus alarmistes.

« Actuellement, écrit l'un d'eux, ce qui reste de troupes est massé entre Andriba et Ampotaka, ayant quelques forces hovas devant elles (à une trentaine de kilomètres). On a organisé — bien lentement! — une colonne expéditionnaire, pour marcher rapidement sur Tananarive. Ce sera un *coup de désespoir*, nous disait un officier. On voulait composer cette colonne de 3,000 hommes de troupes, avec une réserve de 1,200 hommes qui suivraient. Mais on n'a pu trouver ce nombre d'hommes valides. D'ailleurs, que faire avec des soldats qu'on a laissés s'impaluder de longs mois dans les basses terres? Seront-ils capables d'un coup de force, même sur le plateau? Ne les sèmera-t-on pas par douzaines, à chaque étape, avec la perspective de n'arriver dans l'Imérina qu'avec des effectifs affaiblis, composés d'hommes malades, pour se voir entourer par une armée nombreuse, suffisamment outillée, et combattant sur son terrain? Ah! si depuis un mois des renforts étaient arrivés en nombre (quatre ou cinq mille hommes), on aurait pu remplacer par des troupes fraîches les troupes contaminées et aller de l'avant tout de suite! Mais ce qui est arrivé de troupes est insignifiant, et encore les a-t-on laissées séjourner. Deux compagnies de chasseurs, que j'ai trouvées ici, ont séjourné à Majunga plus de huit jours, pour être envoyées ensuite tenir garnison à Marovoay!!! Deux compagnies du bataillon créole, qui résistaient très bien au climat, ont été renvoyées ici, avec leur commandant Martin. Elles campent au delà du fort, et ne font rien. Deux solides compagnies d'infanterie de marine ont été renvoyées à Diego-Suarez!... C'est à n'y rien comprendre. Ne faut-il pas croire qu'ils ont tous des accès de fièvre typhoïde?

« Et, maintenant, que sortira-t-il de tout cela? Ne va-t-on pas essayer de faire un traité boiteux quelconque avec le gouvernement hova? Ce serait la plus triste des solutions; mieux vaudrait encore une défaite, qui serait certainement suivie d'une revanche. N'est-il pas à craindre aussi que l'opinion ne s'égare en France, et n'attribue à des difficultés *insurmontables* ce qui n'est réellement attribuable qu'à l'imbécillité et à l'entêtement stupide de quelques hommes? Le gouvernement aura intérêt à égarer l'opinion dans cette direction, quand il devrait aboutir à l'abandon de Madagascar. »

L'impression produite dans les garnisons de l'arrière par la marche en avant très rapide du général Duchesne et par le combat de

Tsinainondry est cependant des meilleures. Elle contribue à relever le moral des soldats.

« Voici enfin une éclaircie dans notre sombre horizon, écrit un autre correspondant¹.

« Je viens de recevoir à Ankaboka, où je suis pour deux ou trois jours encore, de bonnes, de rassurantes nouvelles de la colonne. Elle vient, paraît-il, de se heurter à Tsinaïndry contre un parti considérable de Hovas qui a été culbuté et mis en complète déroute. L'affaire a été plus chaude que d'habitude; s'il faut en croire les récits qui nous arrivent, mais qui n'ont encore rien d'officiel, les Hovas se seraient vigoureusement défendus et n'auraient abandonné le défilé de Tsinaïndry que sous la menace d'un mouvement enveloppant par les crêtes qui dominent le défilé. Nous attendons de plus amples détails sur cette affaire.

« Pour le moment, ce qu'il importe, c'est de savoir que la colonne des quatre généraux, comme on l'appelle ici, a franchi la zone déserte qui s'étend entre les monts Ambohimenakely et les monts Ambohimena, et que huit jours lui ont suffi pour prendre pied dans l'Imérina.

« Une telle activité dans la marche en avant est d'un excellent augure; elle a ramené un peu de confiance dans les cœurs et rassuré en partie ceux qui redoutaient, non sans raison, que des obstacles imprévus ne forçassent le général Duchesne à se rabattre sur Andriba.

« Un autre fait plus rassurant encore à vous signaler: jusqu'à Andriba les Hovas ont mis à profit le répit que leur laissaient la lenteur de notre marche et nos temporisations pour tout brûler et faire le vide devant nous.

« A partir de ce point, ils ont été si vivement pressés qu'ils n'ont pas eu le temps de mettre à exécution leurs projets destructeurs. Ce qu'ils n'ont pu faire dans un pays très peu peuplé, ils auront bien plus de difficulté à le pratiquer dans l'Imérina, s'ils sont talonnés avec vigueur comme tout le fait présumer.

« Le général Duchesne trouvera donc dans cette contrée du riz et de la viande fraîche à discrétion; il pourra vivre sur le pays sans s'inquiéter des arrivages de l'arrière et toute la question est là au dire des hommes compétents.

« Du reste les ravitaillements par l'arrière pourraient en toute rigueur être assurés jusqu'au commencement de décembre. Au camp d'Ambodiamontana, point terminus de la route sèche, à neuf kilomètres au nord du marché d'Andriba, il y a actuellement trois mois de vivres pour la colonne; aux environs d'Andriba les services administratifs ont pu ramasser trente-sept tonnes de paddy, soit cinq jours de

1. Correspondance de la *Dépêche* de Toulouse.



La reine visite les retranchements de Tananarivo.

vivres pour les animaux de la colonne. Chacun s'accorde à dire que c'est un vrai tour de force qui a été réalisé là par le service de l'intendance eu égard aux faibles moyens dont elle disposait. C'est au surplus un fait digne de remarque que depuis l'ouverture de la campagne les services administratifs ont admirablement fonctionné.

« En évacuant Andriba, dont ils ont brûlé les marchés, les Hovas nous ont salués par une violente canonnade. Pour la première fois une de leurs pièces a envoyé dans nos lignes un projectile qui a tué un noir et en a blessé un autre; on en a déduit aussitôt que le canon avait été pointé par un Anglais.

« L'état sanitaire sans être parfait s'est notablement amélioré depuis qu'on a abandonné les travaux de la route. Les contingents

européens sont les plus éprouvés ; plus nous allons, plus la supériorité des troupes noires comme entrain et résistance à la fatigue se manifeste avec évidence. »

En France, en Angleterre, ces renseignements sont commentés. Nos bons amis de Londres, bien que persuadés que nous ne tarderons pas à occuper Tananarive et à venir à bout des Hovas, énumèrent avec quelque complaisance les obstacles que le corps expéditionnaire n'a pas encore surmontés.

« La lâcheté des Hovas, dit *Pall Mall Gazette*, a été puissamment favorable au succès de leurs ennemis. La question de la fin de la guerre ne dépend maintenant que de deux choses : la marche de la colonne légère et la saison. Si la colonne légère peut arriver dans la capitale et l'occuper avant la saison des pluies, la guerre sera, par le fait, terminée.

« Il est vrai que la reine et le gouvernement hovas, si nous pouvons l'appeler ainsi, se retireront probablement dans le Sud, plutôt que de risquer de tomber entre les mains des Français.

« C'est dire que, dans le cas le plus favorable pour la France, la campagne devra être terminée l'année prochaine seulement, dans la saison sèche.

« Et quels seront alors les nouveaux sacrifices nécessaires ? »

Au sujet des difficultés que le corps expéditionnaire aurait encore à surmonter, le colonel Shervington, débarqué en Angleterre et interviewé par un nombre considérable de reporters s'exprimait ainsi :

« Il est juste d'admettre que de grandes difficultés ont été vaincues dans les 150 milles déjà parcourus par les troupes du général Duchesne. Mais, maintenant, elles ont à franchir des chaînes de montagnes et à traverser le district extrêmement fiévreux de Vonizongo.

« Jusqu'à présent les troupes françaises ont construit une route à une altitude ne dépassant pas 1.500 pieds. Elles sont maintenant à l'escalade des hauteurs d'Ambohipihoana, à 135 milles de la capitale, à une altitude d'au moins 6.000 pieds au-dessus du niveau de la mer (!!) Elles ont pu dépasser Malatsy que j'avais choisie comme une des positions les plus faciles à défendre, mais qu'elles ne s'imaginent pas qu'elles n'ont plus à faire qu'une promenade. Mon opinion est que les Malgaches résisteront à Babay, un sommet de montagne que les Français ne pourront guère éviter.

« Après avoir quitté Andriba, le corps expéditionnaire a traversé une grande vallée bien peuplée ayant six milles d'étendue et débouchant à Mangasoavina. De ce dernier point, jusqu'à la capitale, il doit suivre la crête des montagnes, flanquées de vallées et de ravins profonds. Il faudra construire là une route, ce qui sera d'une grande difficulté dans un pays facile à défendre. »

Et le colonel, à la grande joie des journaux anglais, prédisait à nos généraux pièges et obstacles de toute nature :

« Il est faux de croire, ajoutait-il, que, parce que les Français se sont emparés d'une ou deux positions, ils ont déjà conquis Madagascar. Durant la dernière guerre, l'intention des Hovas, dans l'éventualité d'une marche en avant des Français, était de masser toute la population à une distance de 15 à 20 milles de la capitale. »

Assisterait-on à cette sortie torrentielle ?

Le colonel lui-même n'en était pas absolument convaincu.

« Il y a dans la capitale, affirmait-il, un important parti en faveur des Français. Il se compose de membres du cabinet et d'autres grands fonctionnaires. Le peuple des Hovas est très hostile aux Français. Il ne se soumettra à aucune condition, tant qu'il ne sera pas convaincu que ses affaires sont désespérées. Il est même probable que les Hovas arriveront à supprimer le parti français et qu'ils insisteront pour que la défense soit bien organisée.

« L'honnêteté des officiers hovas dans le traitement des soldats laisse énormément à désirer. En ce qui concerne l'armement et les munitions, ces soldats ont tout ce qu'il faut. Leur artillerie, leurs mitrailleuses sont tout à fait du dernier modèle. Le nombre de leurs canons est supérieur de beaucoup à celui des Français. Leurs fusils sont d'excellents Sniders et Remingtons. Ils suffiront amplement si les Hovas savent bien s'en servir.

« Les Hovas sont des soldats splendides quand ils sont protégés par des fortifications de campagne; mais ils ne sont pas capables de tenir tête à des troupes européennes en terrain découvert. Mon plan de campagne consistait donc à élever de fortes redoutes, reliées entre elles par des tranchées fortement protégées par des fascines et des remblais.

« En ce qui concerne l'armée malgache, je puis dire, sans entrer dans des détails impolitiques, qu'elle se compose au moins de 50.000 hommes armés de fusils se chargeant par la culasse, appuyés par de l'artillerie et soutenus par 150.000 soldats exercés, mais mal armés. Un grand nombre de ses officiers ont déjà acquis, en combattant les Français, une grande expérience. Leurs hommes et eux sont depuis de longues années très au courant de la tactique militaire. A un signal donné à l'aide d'un drapeau rouge hissé sur le palais, toute la population peut être mobilisée en quelques heures et envoyée à ses différents postes de combat. »

Ces renseignements, qui furent du reste transmis au général Duchesne, étaient empreints de beaucoup d'exagération.

Les altitudes indiquées par Shervington ne sont pas exactes.

Quant au poste de Babay, signalé par le colonel comme devant être défendu avec acharnement par les Hovas, il n'est éloigné que de

35 kilomètres de Tananarive. On pouvait donc vraisemblablement estimer que, lorsque nos soldats seraient parvenus à ce point, les Malgaches n'auraient plus qu'une confiance médiocre et commenceraient à penser sérieusement à la paix.

Le colonel Shervington prétendit, en de nouvelles interviews, avoir reçu des renseignements directs de Tananarive de date relativement récente. Il croyait que les Hovas étaient capables de reprendre courage et qu'ils résisteraient très sérieusement à l'attaque du général Duchesne :

« Une grande exagération a été apportée dans les nouvelles reçues à Paris au sujet de l'expédition. Suivant les renseignements fournis par les Français, ces derniers se trouvent à environ cinquante mille de la capitale et ils prétendent avoir rencontré à Antoby la principale armée hova. C'est une erreur complète. Les Hovas n'ont pas envoyé à Antoby leurs principales forces. Il s'agissait tout simplement d'un détachement soutenu par quelques canons.

« C'est à Tananarive que les Hovas ont concentré leur armée; les Français auront à soutenir le choc de 50.000 guerriers parfaitement équipés. Je suis certain qu'avec une colonne volante de 5.000 hommes, les Français ne pourront jamais s'emparer de la capitale dont les fortifications sont pourvues de nombreuses pièces d'artillerie.

« Je viens de recevoir une information de laquelle il résulte que les Hovas sont décidés à résister jusqu'à la mort; la lutte sera chaude, car les défenseurs de Ranavolo sont gens à se défendre.

« Un seul officier anglais est resté à Tananarive, c'est le major Graves, instructeur de l'armée, qui a été rengagé par la reine; c'est lui qui aura le commandement des troupes et qui dirigera la résistance. »

Le colonel laissait entendre assez peu modestement qu'il regrettait de ne pas avoir été maintenu à la tête de l'armée malgache: si le général Duchesne avait eu affaire à lui, il ne serait peut-être pas parvenu à Andriba, et certainement la faible colonne française aurait été détruite avant de parvenir aux portes de Tananarive!

La plupart des journaux anglais partageaient d'ailleurs cette manière de voir du grand capitaine congédié par l'ingrate Ranavolo.

On nous raconte à mots couverts, et par le canal d'un tas de correspondants plus ou moins étrangers — ou étrangères — de la presse anglaise, dit avec raison à propos de ces interviews la *Revue du cercle militaire*, que les Hova nous ménagent toutes sortes de surprises et que le général Rainilaiarivony est bien résolu à nous opposer une résistance énergique « à quelque distance de la capitale ».

A ce compte, tout ce que nous avons rencontré jusqu'ici ne serait qu'un semblant de résistance, organisée en quelque sorte pour la frime et pour nous attirer plus sûrement sous les coups de la grande

armée que le prince Ramahatra prépare pour nous accabler. Il paraît que nous n'aurions eu affaire qu'à « des soldats provenant des levées rurales, dont le nombre s'élève à 30,000 environ » et qui, sans doute n'avaient pour mission que de se faire battre.

Un ingénieur américain, M. C. Woodford, retour de Tananarive, assure que la capitale regorge de soldats.

« Toutes les routes qui mènent à la ville ou se dirigent vers la province sont remplies de troupes. Les soldats font continuellement l'exercice et des bataillons d'archers considérables, ainsi que d'autres corps, arrivent sans cesse de la province.

« Une manufacture de cartouches vient d'être inaugurée avant mon départ, au milieu de cérémonies officielles.

« Les troupes semblaient solides et bien exercées. Les hommes ne sont pas gros ; mais ils ont bonne apparence et ont le pied très léger.

« L'intention des Hovas est de ne pas avancer tant que les Français ne seront pas dans le voisinage de la capitale, bien que l'on ait envoyé des troupes, en petit nombre, pour les harasser dans leur marche en avant

« Aussi longtemps que l'avant-garde du général Duchesne n'aura pas atteint les hauteurs avoisinantes de la capitale, les Hovas ne feront aucune résistance sérieuse. Mais leur plan est d'envelopper par des forces écrasantes les Français dès qu'ils seront à cette altitude, où ils savent bien que la fièvre sévira avec une nouvelle virulence parmi leurs ennemis abattus.

« Leur plan va plus loin. Si les Français réussissent à approcher de la capitale, les Hovas ont résolu de rompre les digues de l'Ipoka et d'entourer la ville d'environ onze pieds. Quant à eux, ils se retireront sur les collines ; car il ne faut pas oublier que les Hovas ne disposent pas seulement de Tananarive. On a suggéré l'idée de transformer la capitale en un lieu d'épidémie, en égorgeant plusieurs milliers de têtes de bétail qu'on laisserait se décomposer dans les rues. »

Chaque jour sont ainsi prêtés aux Hovas des projets de plus en plus terrifiants, car il est entendu que nous aurons désormais en face de nous non plus des Sakalaves ou autres misérables malgaches, mais des Hovas.

Nous avons employé jusqu'ici à peu près indifféremment le nom de Malgaches ou de Hovas, bien que le premier soit beaucoup plus général, puisqu'il peut s'appliquer à toutes les populations de l'île.

Disons à ce sujet que le nom de Madagascar n'est nullement un nom indigène appris des habitants, mais un nom d'importation étrangère.

« Les Malgaches en effet, dit le P. Piolet dans son étude sur *Madagascar*, n'eurent jamais aucun nom pour désigner leur pays par la bonne raison qu'ils ne se considérèrent jamais comme ayant une patrie

commune, et s'inquiétèrent très peu de savoir si, oui ou non, ils habitaient une île ; si, oui ou non, leur pays était environné par l'Océan. Du reste, le nom de Madagascar, qui par sa terminaison de Kary chat, emporte avec lui le souvenir de cet être exécré qui est le sorcier, n'aurait jamais été choisi pour cet effet.

« D'où vient donc ce nom ? Simplement d'une erreur de Marco Polo, répétée constamment depuis par tous les auteurs qui l'ont suivi. Marco Polo parle en effet de Magadocho ou Magdichou, une partie de la côte africaine, au pays des Somalis, et lui donne le nom de Madeigascar. Or, on voulut à tout prix en faire une île, absolument comme de Zanguebar, et on lui donna une forme triangulaire. Le hasard voulut que Zanguebar existât, à peu près où on la plaçait. Mais comme il ne se trouvait, au nord de l'équateur, aucune île répondant à la description de Magdichou, on appliqua simplement ce nom à l'île de Saint-Laurent, découverte plus tard par les Portugais et qui se trouve ainsi appelée Magdichou, Madeigascar et plus tard Madagascar. »

Beaucoup d'officiers et quelques soldats commençaient à s'habituer un peu aux noms malgaches les plus baroques. Les curieux apprenaient que la plupart de ces noms ont une signification :

- Ampombitokana* (nom devenu par corruption le *Bombétok* des cartes), litt. : Où il y a un palmier rofia.
- Marovoay*, litt. : Beaucoup de crocodiles.
- Mahabo*, litt. : Qui élève.
- Mojanga* (écrit à tort *Majunga*, d'autant plus qu'il n'y a pas d'u dans l'alphabet malgache), litt. : Mji-Angaia, ce qui signifie en Antalaotra la ville des Angaia (arbustes à fleurs odoriférantes).
- Anorontsanga*, litt. : Le cap qui est à pic.
- Ambavatoby*, litt. : A la bouche du camp.
- Ampasindava* (écrit à tort sur beaucoup de cartes *Pasandava*), litt. : Où la plage de sable est longue.
- Nosy Bé*, litt. : L'île grande.
- Nosy Komba*, litt. : L'île aux Maques.
- Nosy Faly*, litt. : L'île sacrée.
- Ilotso* (la baie du Courrier), litt. : Où il y a des herbes marines.
- Amponkarana*, litt. : Qui est au cœur des coraux.
- Mahabo*, litt. : Qui élève.
- Trabonjy*, litt. : Qu'on a secouru à temps, ou *Mahatombo*, litt. : Qui se développera.
- Amparihibé*, litt. : Auprès d'un grand étang.
- Mevalanana*, litt. : La belle ville.
- Antogodrahoja*, litt. : Où est enterré le pied de Rahoja.
- Tsarasaotra*, litt. : (Qui mérite) de bons remerciements.
- Ambodiamontana*, litt. : Auprès d'un figuier amontana.
- Tsiazompaniry*, litt. : Qui ne cessera pas de croître.
- Mandembody*, litt. : Qui mouille le derrière.
- Mangasoavina*, litt. : Ville excellente, qui est bénie.
- Vombohitra*, litt. : La montagne en forme de bosse.
- Kamolandy*, litt. : La rivière paresseuse et propre.

- Melatsy*, litt. : Qui est cloisonné (?).
Ampotaka, litt. : Où il y a de la boue.
Ambohinaorina, litt. : La ville qui est établie fortement.
Tsarahaafatra, litt. : Qui est utile pour le transport des dépêches.
Kinajy, litt. : Qui est bien fait (?),
Andranomiantra, litt. : Où l'eau rend service.
Ivohilena, litt. : (La montagne) qui ploie sous l'humidité.
Ambato, litt. : Où est un rocher.
Maharizada, litt. : Qui soutient sa renommée.
Soavinarivo, litt. : Que mille hommes favorisent.
Soavinandriana, litt. : Que le souverain favorise.
Mevatanana, litt. : La belle ville.
Betsiboka signifie la grande rivière qui n'est pas saumâtre¹.

« La plupart de ces noms, dit le savant M. Grandidier, tirent leur origine soit d'événements historiques, de légendes ou de croyances superstitieuses, soit le plus généralement d'une particularité géographique, d'un caractère physique ou naturel, d'objets distinctifs appartenant à l'un des trois règnes et qui, du reste, ont souvent disparu depuis longtemps; beaucoup de localités, quelquefois même assez voisines, ont le même nom, ce qui amène dans la nomenclature des lieux à Madagascar une certaine confusion. Du reste, beaucoup de villages n'ont d'autre nom que celui du canton où ils sont situés, de la rivière sur le bord de laquelle ils sont bâtis ou de la montagne au haut de laquelle ils sont perchés, et ces noms, d'ordinaire fort longs, ont souvent plus de syllabes qu'il n'y a de maisons. »

Plus de la moitié des noms de localités malgaches commencent par les syllabes *Am* ou *An*, accompagnées de plusieurs mots combinés.

Am ou *An* signifient ; où il y a, où se trouve, auprès de, sur.

Le R. P. Piolet, qui a vécu longtemps à Madagascar et que nous avons déjà plusieurs fois cité, affirme que la langue malgache est très douce à la prononciation et très agréable à entendre. Aucun mot n'est terminé par une consonne, mais toujours par une voyelle très faiblement prononcée; toutes les syllabes sont claires et sonores, et la syllabe accentuée nettement frappée; aucune articulation, difficile ou douteuse; aucun assemblage de consonnes, rude ou moins harmonieux.

Du mot cheval les malgaches font *soaval*; du mot passeport, ils font *passipoara*; de la chose, ils font *leisoa*. Garçon se dit *zazalahy*; fille, *zazavavy*, Pour dire je travaille, on prononce *miasa aho*; j'ai travaillé, *niasa aho*; je travaillerai, *niasa aho*; porter à califourchon *miant-sampy*; porter à la main, *mivimbina*; ma maison *trano-ko*; aimé de toi, *tia-nao*, etc.

La littérature malgache est encore bien primitive; il paraît toute-

1. Des principaux noms de lieux de Madagascar et de leur signification, *Bulletin de Madagascar*.

fois que les Hovas excellent non seulement dans les chansons mais dans l'apologue. Le Père Basilide Rahidy, Malgache pur sang, publiait dans une petite revue de la mission catholique, le *Resaka*, une série de fables très vives, où les vices de ses compatriotes haut placés étaient pris à partie. Comme quelqu'un s'en plaignait, le Révérend Père répondit :

— Mes apologues sont comme la pluie, qui tombe indistinctement sur tous ceux qui sont dehors.

CHAPITRE XXIX

La mission de l'amiral Bienaimé

Le ravitaillement. — L'amiral Bienaimé à Tamatave. — Réception à la résidence. — Le colonel Colona quitte la ville. — Son successeur le colonel Belin. — Renforts nécessaires. — Les moyens de communication. — La route de Tamatave à Tananarive. — Le voyage du Dr Cataf. — Itinéraire détaillé. — Nombreux obstacles. — Vatoaman-ry.

Les sinistres prédictions des journaux anglais et américains, annonçant la destruction probable de Tananarive par les Hovas, semblaient peu sérieuses aux diplomates ou voyageurs connaissant bien les Malgaches.

Personne, surtout dans l'état-major du général en chef, ne les croyait capables de résolutions héroïques¹.

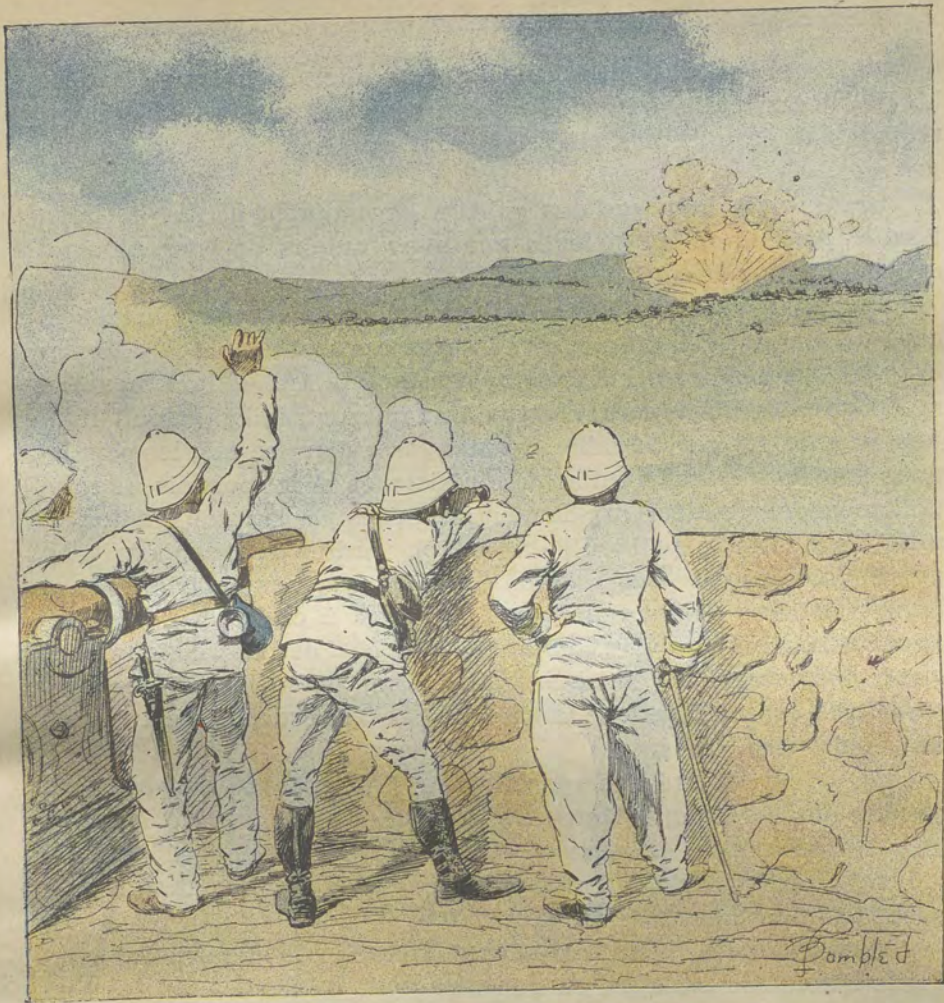
Il n'était cependant que prudent de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le général Duchesne et ses troupes ne fussent pas laissés sans ressources, dans un pays incendié et ruiné. Il importait aussi d'établir, après la victoire, des communications rapides avec la côte. Ces communications seraient lentes pendant quelque temps encore, par Majunga. Elles pourraient, au contraire, être promptes par Tamatave et Vatomandry.

Le gouvernement de Tananarive n'avait pas cessé d'être en rapport avec le gouverneur de cette dernière ville et le général commandant à Farafate. Vatomandry est, du reste, relié à la capitale par le télégraphe.

On comptait à Paris, sur la foi des renseignements fournis par les explorateurs et d'anciens colons, que le général Duchesne et ses trou-

1. Quelque temps avant la guerre, un officier hova rééditait, sur le compte de ses soldats la phrase célèbre que Ferdinand II de Naples, surnommé le *roi Bomba*, émettait sur les lazzarones de ses Etats :

« Instruisez-les comme vous voudrez. Enseignez-leur toutes les vertus et toutes les théories militaires. Habillez-les de noir, de jaune ou de bleu, ils n'en resteront pas moins des s... et des poltrons, qui ne demanderont pas mieux qu'à f... le camp, dès qu'ils seront en face d'ennemis sérieux, seraient-ils vingt contre un.



Explosion du fort hova de Farafato

pes pourraient vivre, au moins quelque temps, des provisions abandonnées par l'ennemi.

« La contrée où opère le général Duchesne depuis le 19 septembre, disait une note officieuse, communiquée au *Temps*, renferme une population très dense et elle est sillonnée de nombreux cours d'eau dont les rives sont aménagées pour la culture du riz. Les mulets de bât qui transportent les vivres y trouveront, par conséquent, une nourriture saine et abondante, et comme les Hovas, surpris par la marche rapide du général Duchesne, n'ont pas eu le temps de vider les silos ni d'évacuer le bétail vers le sud de l'Imérina, nos soldats auront trouvé de la viande fraîche et du riz dans les villages qu'ils ont traversés.

« Il en sera de même à Tananarive; les quantités de riz que ren-

ferment les silos de la reine et ceux des particuliers, sont considérables; les Hovas auront dissimulé les ouvertures de ces greniers souterrains, mais la vue de quelques pièces de cent sous les fera ouvrir toutes grandes. »

On assurait donc que nos soldats ne mourraient pas de faim. D'autre part, la note officieuse que nous venons de citer, ajoutait, avec non moins de confiance :

« En apprenant la défaite de l'armée hova et l'occupation de la capitale, Rainandriamanpandry renoncera probablement à défendre les positions de Farafate et le camp retranché d'Ambodilaza, pour se replier avec les Hovas vers la forêt d'Analamazoatra; il gagnerait Tsinjoarivo et le sud par la vallée du Mangoro; dans ce cas, les populations autochtones ne feront aucune résistance et les convois de ravitaillement pourront être rapidement organisés par la route habituelle; mais il est possible qu'il veuille attendre les ordres de Rainalairivony avant d'abandonner des positions que nous avons contribué à lui faire considérer comme imprenables; il est à croire que le contre-amiral Bienaimé a reçu du commandant en chef des instructions telles que le gouverneur des Betsimisarakas comprendra bientôt que toute résistance est inutile et que la tribu hova est irrévocablement déchuë de sa puissance. »

Mais, tout d'abord, il importait d'en finir avec la garnison hova de Farafate, de dégager Tamatave, assiégé en quelque sorte depuis le jour de l'occupation de la place, et de refouler l'ennemi qui occupait toujours, sur la route de Tananarive, les fortes positions devant lesquelles avait échoué l'amiral Miot en 1885.

Nous avons dit quelle était la triste situation de la garnison, composée d'hommes malades ou convalescents, incapables de faire un service autre que celui de la ville. Le colonel Colona de Giovellina avait dû ordonner que désormais toute marche, toute reconnaissance, tout combat seraient évités. A moins d'attaque — peu probable du reste de l'ennemi — la consigne était de rester dans l'inaction et de laisser reposer les troupes épuisées.

Dans la ville, les colons commencent à désespérer de voir jamais dégager Tamatave. Quand le blocus prendra-t-il fin ? Quand les agriculteurs et les commerçants pourront-ils circuler comme autrefois sur la côte ?

Tous les habitants se plaignent donc. Ils ont déjà beaucoup souffert et subi des pertes importantes. Quelques-uns s'étaient approvisionnés, croyant que l'expédition contre Tananarive partirait de Tamatave, ils n'ont pas réalisé les bénéfices espérés.

L'un d'eux exprime ainsi ses doléances¹ :

1. Lettre adressée à un député de la Réunion.

« On commence à comprendre que si l'expédition était passée par l'est, elle n'aurait pas rencontré plus d'obstacles et serait arrivée à Tananarive depuis longtemps. A présent comme avant, j'estime que 8.000 hommes de troupe auraient suffi pour soumettre les Hovas et que, voulût-on faire une route carrossable de Vatomandry à Tananarive, la besogne aurait été terminée depuis le 15 juillet. Au lieu de cela, on s'est encombré d'un matériel énorme, inutilisable.

« On a voulu écouter la résidence générale, M. Suberbie et autres, tous gens, n'ayant fait que passer, qui n'ont pas, comme les vieux colons, entretenu de longues relations avec les habitants et ne possèdent l'habitude ni l'emploi du temps, ni des ressources de l'île. Les inspireurs de cette néfaste conception devaient savoir cependant que l'expédition par la côte ouest serait plus pénible, plus longue et surtout plus coûteuse en hommes et en argent; mais il fallait, comme l'autre fois, que le Parlement et le Gouvernement écœurés voulussent en finir au plus vite et, au lieu de l'annexion, accepter le protectorat.

« Et nous irons encore monter la garde à Tananarive pour enrichir les maisons de commerce étrangères, ainsi que les favoris de la résidence.

.....

« A Tamatave, où je viens de passer, on nous pille : c'est le seul mot qui puisse rendre ma pensée. Il fallait de l'argent pour entretenir les paresseux. On a retiré 150 individus nécessaires à nos travaux pour en faire des gardes de police, des balayeurs de rues, et pour servir du matin au soir le nombreux personnel civil qu'on a installé : architecte, conducteur des ponts et chaussées, chefs des douanes, médecin municipal, capitaine du port, inspecteur municipal et le reste. Tous ces braves gens vivent à nos dépens. Pour avoir les 10 ou 12.000 francs qu'il faut par mois, en supplément, on a augmenté de 20/0 les droits de douanes et établi un octroi de 40 à 60 0/0 sur les liquides. Les Anglais s'étant refusés à payer ces impôts, tout retombe sur le commerce français.

Trop souvent, il est vrai, nos conquêtes coloniales, payées du sang de nos soldats et qui grèvent si lourdement notre budget, ne profitent qu'aux fonctionnaires et aux étrangers.

Plusieurs fois on avait annoncé l'arrivée de renforts à Tamatave : un bataillon de zouaves, des tirailleurs annamites, des Sénégalais, un bataillon de zéphirs, mais population et garnison, lasses d'attendre, n'espéraient plus de secours avant la fin de la guerre. Elles devaient se résigner à leur sort.

Le gouvernement français cependant se préoccupait d'agir, d'accord en cela avec le général Duchesne. On sait que celui-ci était le commandant en chef de toutes les forces de terre et de mer à Madagascar. En attendant l'envoi de renforts d'infanterie et d'artillerie à

Tamatave, il donna l'ordre au contre-amiral Bienaimé, qui stationnait toujours à Majunga, où sa présence ne semblait pas fort utile, de se rendre avec son escadre sur la côte orientale. Il devait concourir à la prise de Farafate et prendre la direction des opérations qui ne tarderaient pas à être engagées pour assurer le ravitaillement des troupes du général Duchesne, lorsqu'elles seraient enfin parvenues à Tananarive.

Les soldats hovas cependant se décourageaient, ils croyaient la débâcle prochaine et inévitable; les déserteurs étaient chaque jour plus nombreux. Le commandant de Farafate, Rabehevitra, jugea que pour relever le moral de ses troupes, une expédition un peu audacieuse serait d'un excellent effet. Il se considérait comme un grand général, il savait par les rapports de ses espions quelle était la situation des Français à Tamatave, il résolut de frapper un grand coup, d'attaquer la ville et de tenter de jeter la garnison à la mer. Le chef supérieur des forces hovas sur la côte orientale, Rainandriamanpandry averti de ce projet, se rendit immédiatement à Farafate, réunit les officiers et se prononça énergiquement contre une tentative aussi risquée; il n'avait, lui, aucune confiance dans la bravoure de ses troupes, sitôt qu'elles seraient sorties de leurs retranchements; il savait en revanche comment les recevraient nos fantassins et les marins de la flotte. Il adressa donc à l'assemblée l'allocution suivante :

« Etes-vous fous ? Ici, nous sommes dans une position inexpugnable. Si les Français nous attaquent, ils le feront à découvert, tandis que nous pourrons leur riposter avec avantage, bien abrités derrière nos fortifications. C'est ainsi que nous avons pu résister à l'amiral Miot, à Sahamafy. Tandis que, si nous allions, à notre tour, attaquer Tamatave, ce seraient, au contraire, les Français qui auraient l'avantage des fortifications. Nos pertes seront certaines, tandis que la prise de cette ville n'est pas assurée. Sachons attendre, soyez patients, le temps fera plus pour nous que tout ce que vous voulez faire.

« Tandis que les Français s'impatientent de ne rien faire, la maladie, la nostalgie de leur pays, le dégoût de la vie feront plus de trous dans leurs rangs que toutes nos balles.

« S'ils viennent ici, ce sera le moment de faire voir que vous êtes résolus à défendre la terre de nos ancêtres; mais, s'ils restent là-bas, sur cette petite pointe de sable, laissons-les se morfondre; lorsqu'ils seront fatigués d'être là, ils s'en iront et chercheront à faire un nouveau traité avec notre reine.

« Si notre reine m'a mis à votre tête, c'est qu'elle a jugé que j'étais un homme de bon conseil et que ma langue ne fourche pas.

Il était temps de mettre à la raison ces chefs malgaches persuadés qu'ils nous tiendraient toujours en échec.

La garnison française apprit avec joie qu'elle serait enfin prochainement appelée à jouer un rôle actif.

« La trêve de Dieu, écrit-on de Tamatave le 22 août, continue depuis quelque temps, entre les Hovas et nous ; depuis quarante jours aucun coup de canon n'est venu réveiller les échos d'alentour. Si les Hovas attendent les événements futurs pour se décider à avancer ou à reculer, nous en avons encore pour longtemps à les contempler de loin, à Farafate.

« La pluie n'a cessé de tomber pendant cinq jours de suite, mais d'une façon si torrentielle que certainement, si ce temps est le même à l'intérieur des terres, il y aura une inondation désastreuse. Si ce fait se produit, nous le verrons bien à la couleur de l'eau dans la baie d'Ivondrona et dans celle de Tamatave, et par les nombreux débris que la mer va rejeter sur nos rivages, provenant des deux grandes rivières de notre voisinage. Les Hovas ne doivent pas mettre le nez dehors par un temps semblable, car ils sont très frileux. A la moindre pluie, tout le monde, chez eux, se claquemure. »

Cette trêve va donc cesser. L'amiral Bienaimé, après s'être arrêté à Diégo Suarez, revient prendre position à Tamatave, comme à la fin de 1894.

L'escadre, composée du *Primauguet*, de la *Romanche* et de la *Rance*, arriva le 7 septembre.

L'amiral Bienaimé fut reçu très chaleureusement à Tamatave, où, depuis si longtemps, on attendait quelques renforts. Le commandant de l'escadre qui, le premier, avait pris possession de la ville, venait-il enfin la débloquent, la ranimer après de longs mois d'épreuves ? A la résidence de France, M. d'Epinay, directeur du Comptoir d'escompte, souhaila la bienvenue à l'amiral au nom de la population entière de Tamatave.

« Cette population, a-t-il dit, fait les vœux les plus sincères pour que le succès couronne promptement les vaillants efforts de l'armée française, et elle vous prie de transmettre au général en chef l'expression de son très profond dévouement. »

L'amiral, très ému, répondit :

« Ayons confiance, espérons que l'heure des grandes joies va sonner, et, conservant dans le succès les sentiments d'union qui nous rapprochent aujourd'hui, nous récolterons la récompense de nos peines.

« Vous m'avez chargé, messieurs, de porter au général en chef l'expression de vos sentiments dévoués, aucune mission ne pourrait m'être plus agréable ; je la remplirai d'ici peu.

« En attendant, nous lèverons nos verres en l'honneur de ce vaillant qui, resté calme au milieu de la tempête des difficultés et des opinions inconscientes, marche froidement à la conquête d'un nouveau lambeau de gloire qui illustrera les fastes de l'armée de terre française, dont l'armée de mer est la sœur fidèle et bien-aimée !

« Aux succès du corps expéditionnaire!

« A son commandant en chef, le général Duchesne! »

On remarqua beaucoup le soin pris par l'amiral d'affirmer le bon accord entre l'armée de terre et les corps et officiers de la marine. Les uns et les autres n'avaient qu'un but : unir leurs efforts au service de la patrie. L'amiral proclamait cette union et il dédaignait de répondre à certaines accusations. Il pouvait y avoir rivalité entre les deux armées, chacune désireuse de surpasser les exploits de l'autre ; mais de bas et mesquins sentiments d'envie et de jalousie n'entrent pas dans l'âme d'un soldat. Ces déclarations ne pouvaient que produire bon effet.

L'amiral retrouvait à Tamatave des compagnons d'armes, parmi lesquels le lieutenant-colonel Colona de Giovellina, qui était à la tête des troupes d'infanterie de marine au débarquement du 12 décembre 1894. Cet officier distingué n'avait plus quitté la place depuis cette époque, la commandait, concentrant, en réalité, entre ses mains tous les pouvoirs, depuis la proclamation de l'état de siège. Il s'était acquitté de ses fonctions, à l'unanime satisfaction des colons français et étrangers et des indigènes, en homme juste et bienveillant.

Le colonel n'eut pas, pendant une longue période de blocus, l'occasion de se distinguer sur le champ de bataille, comme certains de ses camarades du corps expéditionnaire. Il fut assez sage pour résister à la tentation d'attaquer Farafate, avec des troupes épuisées par la fièvre et trop inférieures en nombre à l'ennemi.

Son grand mérite a été de tout préparer en vue du dernier assaut, de garder, avec vigilance, les positions occupées le 12 décembre et de veiller avec une touchante sollicitude sur la santé des troupes qui lui étaient confiées, troupes immobilisées, éprouvées cruellement par le climat et s'anémiant dans l'ennui et dans l'inaction, sans espérance de gloire ni même de récompenses exceptionnelles.

Après avoir longtemps résisté à la fièvre, le colonel, estimé et aimé de tous, dut, lui aussi, s'aliter et renoncer à exercer le commandement dont il était investi, à la veille peut-être du combat décisif. Le brave officier n'aurait ni l'honneur ni la joie de s'emparer de ces lignes de Farafate devant lesquelles il tenait depuis plus d'un an. Le lieutenant-colonel Bélin le remplaça à la tête du petit corps de Tamatave, renforcé par les détachements venus de Majunga, de Diégo-Suarez et de la Réunion.

M. de Giovellina s'embarqua le 26 septembre.

« C'est pour la colonie française, écrivait-on de Tamatave, une véritable douleur de se séparer de cet officier qui a montré, dans les délicates fonctions dont il était chargé, une urbanité parfaite. »

Son successeur, M. Belin, s'était distingué, on le sait déjà, à

Majunga, pendant la première période de la guerre. Il avait dirigé les petites opérations autour de la ville jusqu'à l'arrivée du général Metzinger ; il fut un auxiliaire précieux pour celui-ci pendant les mois de mars et d'avril, dans les reconnaissances poussées vers Marovoay. Il avait, en outre, fait preuve de qualités d'organisateur et d'administrateur, comme représentant de l'autorité française à Majunga, en janvier et en février.

L'amiral Bienaimé honorait d'une confiance toute particulière le colonel Belin, qu'il avait vu à l'œuvre.

Le 10 septembre, le commandant en chef de l'escadre passa en revue la garnison et visita les lignes, tranchées et batteries de défense jusqu'aux extrêmes avant-postes. Cette visite ne fut contrariée par aucune fusillade ou canonnade ennemie. Les Hovas ménageaient leurs munitions, après les avoir sans doute beaucoup trop prodiguées.

L'amiral rentra le 11 à bord du *Primauguet*, mais la population était désormais rassurée. Elle savait que ses souffrances auraient prochainement une fin et qu'avant peu la ville reprendrait son importance commerciale d'autrefois, activée considérablement par le service du ravitaillement et des communications avec Tananarive. Elle redeviendrait le port le plus fréquenté des côtes de Madagascar. Les commerçants ne pouvaient que se féliciter du prochain dénouement de la longue crise si péniblement traversée et s'approvisionner avec la certitude de réparer leurs pertes.

A Tamatave comme à Majunga, en dépit des préoccupations de la guerre, l'administration se préoccupe d'eupéaniser la ville. Elle songe à baptiser les rues, à leur donner des noms de Français qui se sont illustrés au service de la France dans les colonies. Voici quels sont les premiers noms choisis : de Mondevergue ; Mahé de La Bourdonnais, le gouverneur fameux ; Sylvain Roux, gouverneur des établissements français à Madagascar sous l'Empire et la Restauration ; Blévec, gouverneur de Sainte-Marie de Madagascar, qui le premier protesta contre le titre de « roi de Madagascar » que les Anglais avaient octroyé à Radama le 15 août 1823 ; de Mandave, gouverneur de Fort-Dauphin sous Louis XV.

On aurait aussi les places Colbert, Duchesne et Bienaimé.

Il est un autre nom, celui de l'amiral Pierre, qui ne devrait pas être oublié.

Le nouveau commandant de la garnison, le commandant Belin, ne restait pas inactif. Il avait personnellement reconnu le terrain et prenait ses dispositions en vue de la prochaine attaque.

« Il ne faut pas perdre de vue, écrivait-on à *la Patrie*, que l'enlèvement de Farafate, retranché derrière la rivière Ivondro, est loin d'être un coup de main facile. D'ailleurs, à ce sujet, il n'y a qu'à se reporter à l'expédition de 1883-86 pour se rappeler que, le 10 septembre 1886,



Batteries de pièces de 14 dans le fort de Tamatave.

L'amiral Miot, faisant une reconnaissance dans la direction de Fara'ate, fut contraint, avec 4.500 hommes de troupes, de battre en retraite sous le feu des Hovas, et cela après un combat d'artillerie qui ne dura pas moins de quatre heures.

« Actuellement, il n'y a même pas à Tamatave les 4.500 hommes dont on disposait en 1886, et, d'ailleurs, y fussent-ils depuis le commencement de la campagne, ils ne doivent certainement pas être en état de marcher en avant.

« En résumé, si, comme M. le ministre de la guerre nous le fait supposer, il a l'intention de se servir de la voie de Tamatave pour ravitailler Tananarive, c'est une nouvelle contre-expédition qu'il va falloir acheminer de ce côté ; mais, comme ce petit corps ne saurait être réuni

à Tamatave avant la saison des pluies et que ni l'énergie, ni l'obstination du général en chef ne peuvent rien contre les pluies, les inondations et surtout les émanations paludéennes, c'est un projet qui, forcément, ne pourra être exécuté qu'à la prochaine bonne saison, c'est-à-dire pas avant le mois de mars.

« Le ministre de la guerre est dans son rôle en cherchant à nous rassurer et en nous disant qu'il s'occupe de toutes les possibilités de ravitaillement pour celles de nos troupes qui, atteignant Tananarive, ne trouveront peut-être ni Hovas, ni troupeaux, ni riz à se mettre sous la dent; mais qu'il nous annonce qu'il a l'intention de faire ravitailler Tananarive par la voie de Tamatave, on ne voit pas logiquement par quel moyen autre qu'une marche en avant partant de Tamatave, il pourra y parvenir; d'autant plus que cette marche est appelée au plus piteux échec, si elle est entreprise pendant la saison des pluies.

« Tananarive, dans les conditions actuelles, ne saurait être ravitaillé par la voie de Tamatave, à moins qu'une expédition n'ouvre d'abord le chemin; mais organiser une colonne pendant la saison des pluies serait assumer une lourde responsabilité. »

On sait que les Européens qui se rendent de Tamatave à Tananarive suivent généralement la route ou plus exactement, les affreux sentiers qui, partant de Tamatave, longent la côte jusqu'à Andevourante et de là gagnent les hauts plateaux. La première partie du voyage se fait par eau. La région aux lagunes nombreuses est une des plus malsaines, sinon la plus malsaine de l'île. Entre la mer et les collines, s'étendent, formant une sorte de chapelet de marécages, de petits lacs alimentés par les pluies torrentielles de septembre à avril, lacs sur lesquels les indigènes naviguent en pirogues. De grands arbres bordent ces lagunes, dont le niveau est un peu inférieur à celui de la mer et où croupit une eau saumâtre et tiède, couverte de roseaux et de nénuphars. « De loin en loin, dit M. Martineau, des tracées communiquent avec la mer et déterminent entre les deux masses liquides un courant peu sensible, mais réel. Des isthmes très étroits relient ces lagunes; avec quelques travaux, on pourrait obtenir entre eux des communications régulières et créer une navigation intérieure qui suppléerait aux obstacles que la « barre » offre à la navigation côtière. Déjà ces lagunes sont parcourues par de nombreuses pirogues, que les indigènes conduisent en s'entraînant les uns les autres sur un rythme cadencé. »

On entre ensuite dans une région mamelonnée que l'on traverse en dix ou douze heures. Parfois des sommets sans cesse grandissants, on distingue derrière soi la mer, qui paraît un fil blanc sous les reflets du soleil, puis on entre dans la forêt. Cette première région intérieure éveille un profond sentiment de tristesse, lorsque, sous la chaleur lourde de l'après-midi, l'œil ne trouve pour se reposer que des coteaux

arrondis et dénudés où pousse un peu d'herbe rapidement séchée par le soleil. Le soir, à la tombée de la nuit, ces herbes prennent des tons dorés d'une beauté extrême, en même temps que le ciel se colore des nuances les plus délicates de l'orange et du safran.

« De ces mamelons, l'œil ne distingue au loin que de très rares villages. Ceux que l'on traverse sur la route sont distants les uns des autres de 8 à 10 kilomètres. Comme sur la côte, les habitants semblent avoir peu de goût pour le travail ; au contraire, leur vocation pour la musique est très réelle. Le soir, lorsque le soleil descend à l'horizon, les enfants des deux sexes se réunissent ensemble dans une grande case, et, pendant que dans un coin, se prépare le repas du soir, ces enfants apprennent à chanter sous la direction d'un maître ; ils font de rapides progrès. Le chant des femmes est d'une douceur infinie.

« Dans le fond des vallées, courent un grand nombre de petites rivières à l'eau transparente, ombragées de rafias, de ravenales, de siccas et de bananiers. La terre argileuse et rouge, paraît peu productive ; cependant on aperçoit des rizières et le long des collines, quelques troupeaux de bœufs.

« La forêt qui fait suite à cette première série de hauteurs et de mamelons, couvre une étendue considérable de terrain du nord au sud de l'île. Au nord, elle descend jusqu'au bord de la mer pendant plus de 200 kilomètres, puis, après la baie d'Antongil, elle remonte à l'intérieur du pays et suit pendant plusieurs centaines de lieues, une ligne de hauteur variant entre 500 à 1.000 mètres et large de 50 à 70 kilomètres. Le *varouze*, le palissandre, le bois rouge, le bois jaune, le bois noir, le *mango*, le bambou, etc., sont les essences les plus communes de cette immense et impénétrable forêt, où l'on ne trouve aucun de nos arbres européens.

« Cette forêt est vraiment merveilleuse avec ses arbres gigantesques, ses ruisseaux coulant à de grandes profondeurs, ses cascades et son silence mystérieux, que trouble seul le chant du *toto-cove*. L'horizon est des plus bornés ; il s'arrête à l'étroit sentier que suit le voyageur ; parfois cependant des clairières apparaissent où les habitants ont fixé leurs cases et créé des villages. »

Ces villages sont construits en bambous et en feuillage. Après la forêt, le voyageur pénètre dans la plaine bornée à l'horizon par une chaîne de montagnes abruptes qui s'élèvent, barrant le chemin comme un obstacle infranchissable. Quelques cases apparaissent dans la verdure. L'altitude du plateau est d'environ 1.000 mètres. Le mur formé par la montagne se dresse haut de 400 mètres.

Ce massif imposant « n'est autre que celui qui, commençant au cap d'Ambre et finissant au cap Sainte-Marie, traverse d'abord le pays des Antancars et celui des Antsianacs et soutient le plateau central de l'île où habitent les Hovas et les Betsileos. On le franchit par une

montée très raide et très pénible ; en revanche, le paysage qui se déroule dans la plaine est très harmonieux avec ses villages groupés, ses cases éparses, ses bosquets de verdure et ses eaux courantes.

« Arrivé au sommet, on traverse encore, pendant deux ou trois heures une forêt parallèle à la première, mais d'une végétation différente et d'un aspect plus pittoresque. La chaleur est plus douce, et l'on peut jouir avec un calme profond, des merveilles que développe la nature. Lorsque le matin, le brouillard traîne à travers les vallons et les arbres ses rubans de vapeur, l'Européen se rappelle involontairement les matinées d'automne sous le ciel brumeux du Nord.

« Cette seconde forêt franchie, on arrive dans l'Imerne ou le pays betsileo. »

La route de Tamatave à Tananarive par Andevourante est, on le sait, de 282 kilomètres ; elle est considérée par tous les voyageurs comme la plus difficile.

Aucun sentier direct ne relie la principale ville de la côte orientale à la capitale.

On raconte cependant que le roi Radama I a fait ce trajet à la tête d'une armée. Depuis sa mort, personne n'avait renouvelé pareil exploit. Quelques voyageurs tentèrent l'aventure, mais sans parvenir au but ; ils durent revenir sur leurs pas, après avoir reconnu que le pays était impénétrable.

Le Dr Catat réussit, lui, à faire en 22 jours le parcours dit de Radama. Il a publié de son voyage un récit des plus intéressants. Une autre route conduit de la côte Est à Tananarive, c'est la route de Mahanoro, petit port à une centaine de milles au-dessous de Vatomandry. Cet itinéraire a été suivi et relevé par M. Grandidier.

« A Mahanoro, dit M. Georges Charlet ¹, un récif de 5 kilomètres de long forme une rade naturelle où les navires peuvent se mettre à l'abri. En quittant ce port, le voyageur suit un sentier assez facile en longeant la vallée du Mangoro, l'un des plus grands fleuves de Madagascar.

« Quoique cette route monte presque constamment, elle offre cet avantage d'éviter au voyageur l'ascension pénible de toute une chaîne de montagnes qu'il laisse à sa droite. Ce voyage à travers la plaine fertile arrosée par le Mangoro est d'ailleurs assez agréable, et la traversée des forêts préserve un peu de l'ardeur du soleil.

« On ne peut malheureusement éviter le mur gigantesque de 400 mètres, qui forme une arête sans solution de continuité depuis le cap d'Ambre jusqu'au cap Sainte-Marie et se dresse brusquement sur la plaine. On le franchit par une montée très raide et très pénible, à Ambatomanga, car à ce moment la route de là vallée du Mangoro a

1. *La Côte orientale de Madagascar*, étude publiée dans *le Petit Journal*.

rejoint celle de d'Andévourante, et on ne se trouve plus qu'à une cinquantaine de kilomètres de Tananarive. »

Comme tous les cours d'eaux qui descendent ce versant abrupt, le Mangoro n'est navigable que sur certains points de son parcours, des rapides et des chutes coupent constamment le cours de ses eaux, d'ailleurs très basses, et qui se traînent d'ordinaire sur un sol argileux et rougeâtre. Il ne faudrait donc pas compter utiliser les rivières comme routes sur la côte orientale, et seuls les porteurs pourront faciliter la tâche de nos troupes coloniales, sur la route d'Andévourante ou sur celle de Mahanoro.

Voici, d'après le D^r Catat, quelles sont les localités situées sur la route de Tamatave à Tananarive :

<i>Tamatave</i>	Départ, route sablonneuse, herbe rare, quelques arbrisseaux.
<i>Manaresa</i>	Petit village de 10 cases, à 200 mètres à droite.
<i>Manaresa</i>	Petit cours d'eau du même nom à traverser.
<i>Hofa</i>	Hameau de 5 cases.
<i>Apetenomby</i>	Hameau de 10 cases.
<i>Manaresa</i>	Nouvelle traversée du fleuve. On suit sa rive droite.
<i>Seraka</i>	Traversée d'un petit ruisseau, le sentier pénètre dans des bois marécageux.
<i>Ampasimandrea</i>	Village de 10 cases à 500 mètres à droite de la route.
<i>Atapakala</i>	Village de 10 cases.
<i>Ivondrona</i>	Gros village, 240 cases. La route longe ensuite la rivière du même nom.
<i>Ivondrona</i>	Traversée de l'Ivondrona en pirogues.
<i>Ambodinisiny</i>	Village de 200 cases. Avant d'y arriver, on traverse, pendant un kilomètre environ, un bois assez touffu.
<i>Andramany</i>	Village de 10 cases, groupées en trois groupes à gauche de la route; à droite, un marais.
<i>Andramanatsimo</i>	Village de 10 cases.
<i>Ankorondrano</i>	Village de 10 cases à gauche de la route. Champ de manioc.
<i>Ankarefa</i>	30 cases, grand marais à droite.
<i>Tanambao</i>	Village de 10 cases à droite de la route.
<i>Tranomaro</i>	Village de 5 cases à gauche de la route.
<i>Antapoly</i>	Village de 50 cases à 1.500 mètres à l'ouest du rivage de la mer; nous traversons le Tapoly, 20 m. X 0 m. 60 (19 mars).
<i>Itampy</i>	Village de 200 cases, la route en forme la rue principale.
<i>Ampanirana</i>	Village de 20 cases, une longue lagune se trouve à 500 mètres de la route en cet endroit.
<i>Andranokoditra</i>	Village de 50 cases. La route forme la rue principale.
<i>Mangoka</i>	Arrivée au bord de la lagune de Magoka, depuis Andranokoditra, nous avons fait les deux tiers de la route sur le rivage de la mer, un tiers le long de la lagune. Il y a 7 minutes de traversée en pirogue, puis on entre dans un bois touffu.

- Ampanotoamaizina* Village de 300 cases, établi de chaque côté de la route dans une plaine ondulée.
- Vavony* Gros village. — Le trajet de Vavony à Andavakamenarana peut se faire en pirogue.
- Andavakamenarana* Village de 200 cases. Il faut traverser une lagune pour arriver au village, la traversée qui ne dure pas une minute se fait en pirogue.
- Andevourante* Gros village commerçant de plus de 300 cases. On a l'habitude de prendre à Andévourante des pirogues qui, remontant l'Iaroka, vont rejoindre le village de Maromby. Cette route fluviale raccourcit beaucoup le trajet. La route terrestre est très pénible.
- Iaroka* Nous arrivons au gué de l'embouchure de l'Iaroka 800 m. \times ? (20 mars), traversée en pirogues.
- Ambatsy* Cours d'eau affluent de gauche de l'Iaroka. Traversée en pirogues, 10 m. \times 1 m. 80.
- Tanimandry* Village de 200 cases. Andovoranto est le village commerçant de la contrée; Tanimandry, plus pauvre et moins important, est un poste militaire antimérina, c'est le siège du gouvernement de la province.
- Depuis Tanimandry, on marche très lentement sur des troncs d'arbres et des fascines jetés sur un marais profond, puis on arrive dans une plaine ondulée.
- Iaroka* Petit village de 5 cases. Fourrés de ravenala.
- Arrivée à la rive droite de l'Iaroka.
- Bac de l'Iaroka, traversée en pirogue, 500 \times 1 m. 80 (21 mars); à côté de la rivière, est un petit village de 10 cases : Ambanatrano.
- Nomoka* Village de 12 cases, la route suit de petites vallées, escalade des mamelons, pays mouvementé.
- Manambonitra* Village de 30 cases.
- Traversée de la rivière du Manambonitra en pirogues, 100 \times 1 m. 50 (22 mars).
- Ranomafana* Traversée à gué du Ranomafana 50 m. \times 1 m. 10.
- Ranomafana* Village de 100 cases, eaux thermales. Avant d'arriver au village, on traverse une rivière.
- Bedara* Village de 35 cases. 2 minutes après la sortie du village, on traverse une rivière coulant de droite à gauche. La route est pénible, les mamelons plus élevés que précédemment sont très rapprochés les uns des autres.
- Ambatoarana* Village de 20 cases, au centre d'une petite plaine cultivée.
- Traversée d'un petit ruisseau coulant de droite à gauche.
- On traverse une deuxième fois ce ruisseau qui coule de gauche à droite. En cet endroit il y a des rizières, une case est à droite de la route.
- Antanzombato* Village de 30 cases, plantations de cannes à sucre.
- Tanambao* Village de 10 cases situé à droite de la route.

- On traverse un bouquet de bois, puis 6 minutes après un ruisseau coulant de gauche à droite.
- Mahela*..... Traversée à gué du Mahela, 50 m. \times 1 m. 30, fort courant, eau jaunâtre; de l'autre côté de cette rivière, on arrive au village de Mahela, 40 cases.
- Ampasimbe* 150 cases. La route devient un peu moins mauvaise; commencent à apparaître des petits bouquets de bois qui annoncent prochainement la grande forêt.
- La route laisse à droite une profonde vallée; quelques cultures, 3 cases.
- On entre dans la forêt.
- Antampomadilo*..... Hameau de 3 cases à droite de la route.
- Passage difficile, la route monte très rapidement, le sentier suit le fond d'un couloir sinueux, creusé profondément dans l'argile rouge par les passages des voyageurs et les eaux sauvages; cette tranchée est profonde de plus de trois mètres, des arbres sont accrochés à ses parois supérieures, retenus faiblement par leurs racines, ils menacent de tomber d'un instant à l'autre. Une boue rouge épaisse et visqueuse remplit le fond de la tranchée; les difficultés de la marche sont vraiment pénibles.
- Marazevo*.. Village de 60 cases, assez propre et bien situé sur le versant d'une vallée.
- On traverse un ruisseau torrentueux en sautant sur de gros blocs de rochers, à 20 mètres en amont du gué une belle cascade.
- Beforona* Village important, plus de 100 cases.
- 3 cases à gauche de la route, qui en cet endroit suit la rive droite d'un ruisseau.
- Rihitra*..... Petit hameau.
- Ambavanirana*..... Petit hameau dans la forêt.
- Après l'avoir dépassé on traverse un petit ruisseau coulant de droite à gauche, petite cascade en amont du gué.
- Nevoka*..... Village de 50 cases dans la forêt, on traverse un petit ruisseau coulant de droite à gauche.
- Point culminant de la route, 1.020 mètres d'altitude.
- Traversée d'une rivière qui coule de gauche à droite, petite plaine avec herbe courte.
- Analamazaotra* Village de 70 cases, route très mauvaise, pays très montagneux.
- Traversée d'un ruisseau coulant de droite à gauche, plaine déboisée et marécage.
- Ampasimpotsy*..... Village d'une centaine de cases au milieu d'une vallée bien cultivée. La route forme la rue principale, dans cette vallée de larges espaces sablonneux.
- Behena*..... Pauvre village de 15 cases. Marne blanchâtre, route très difficile.
- Ambodiviavy* Petit village de 10 cases. Après, la route rentre dans la forêt.

- Moramanga*..... 150 cases disposées de chaque côté de la route, après Moramanga la route traverse la grande vallée du Mangoro.
- Audranokobaka*..... Hameau de 6 cases.
..... Contrée plus accidentée, broussaille et bruyère.
- Andakana et Mangoro*.. Village situé sur la rive gauche du Mangoro, le fleuve (150 mètres de largeur) a un courant assez rapide, il se traverse en pirogues.
..... A gauche de la route sur un mamelon, 6 cases, montée rapide dans l'argile rouge.
..... La route rentre dans la forêt.
- Ambodinifody*..... Village de 60 cases au pied du mont Ifody.
..... Traversée d'une rivière sur un pont de troncs d'arbres.
- Sabotsy*..... Petit village de 30 cases au sommet d'un plateau, entouré de cultures et de rizières.
- Ambodinangavo*..... Pauvre village de 20 cases.
- Ambodimanara*..... Hameau de 10 cases. La route commence à monter et atteint 1204 mètres, elle passe au pied du pic de l'Angavo. Nous sommes en forêt. Elle traverse un torrent. Passage sur un tronc d'arbre.
- Ankeramadinika*..... Premier village antimerina, 450 cases. Au sortir du village, petit ruisseau. La route serpente dans une contrée déboisée, herbe rare. Gros blocs de rochers. Elle passe sur les contreforts du mont Ambatamba, hauteur 1460 mètres, puis arrive au milieu de cultures de manioc et de patates. Rizières au fond des vallées.
- Manzakandriana*..... Village de 150 cases.
- Amboboasy*..... Village de 60 cases.
- Anpanatakely*..... Hameau.
- Tanifobry*..... Hameau. 1.500 mètres d'altitude.
- Marihidaza*..... Village de 60 cases.
- Ambohimalaza*..... Gros village de 200 cases.

Enfin, arrivée à Tananarive. Le docteur Catat accomplit ce trajet de 392 kilomètres par voie de terre, du 18 au 30 mars; 63 heures, 40 minutes de marche.

Ainsi que nous l'avons dit, le voyageur qui fait une partie du trajet en pirogue à partir d'Andevourante, ne parcourt que 282 kilomètres.

La route est affreuse. Les montées sont très brusques, s'élevant à 3 ou 400 mètres, avec des inclinaisons de 60 à 70 centimètres par mètre.

« Les pieds, dit M. Martineau, glissent sur la terre argileuse, et, pour peu qu'il ait tombé de la pluie, les voyages deviennent presque impossibles. Ajoutez qu'il faut traverser fréquemment soit des marais soit des rivières; quand il y a peu d'eau, on les passe à gué; lorsqu'il y en a trop, on les franchit sur des troncs d'arbres jetés d'une rive à l'autre : les ponts sont inconnus à Madagascar.

« Inutile de songer à faire passer dans ces sentiers des chevaux.



Construction d'un pont sur l'Ikopa.

ni même des mulets ou des ânes; les hommes seuls peuvent s'y engager. Les Malgaches sont à ce sujet d'une adresse et d'une intrépidité vraiment prodigieuses; aucun obstacle ne les arrête, et c'est en courant qu'ils font l'ascension des collines les plus escarpées. L'Européen doit avoir recours à leur service s'il veut faire un voyage quelconque; à défaut des autres difficultés, les fondrières, les marais et les cours d'eau lui en font une nécessité.

« Il engage à cet effet un certain nombre de porteurs dits *bourjanes* pour le voiturier sur leurs épaules dans une sorte de brancard auquel est adapté un siège en toile ou en cuir et que l'on nomme *filanzane*; le nombre des porteurs est proportionné à la corpulence du voyageur; il varie de huit à douze. Les bagages nécessitent également

des *bourfanes*; chaque homme peut porter de 20 à 25 kilogrammes. Les charger davantage serait prolonger le voyage; ils ne pourraient fournir les 40 à 45 kilomètres de course qu'on est en droit d'exiger d'eux dans une journée.

« Toutes conventions débattues avant le départ, on peut s'en rapporter à leur loyauté pour la durée du voyage; ils emploieront à vous servir tout le dévouement dont ils sont capables. Il importe seulement d'être bon et ferme à leur égard et de ne point les brutaliser. S'ils peuvent gagner du temps, ils le feront volontiers; ils mettent une sorte d'amour propre à prouver au blanc qu'ils ont le pied ferme et le jarret solide. Pour le voyage de Tamatave à Tananarive, qui dure six jours, on les paye généralement 17 fr. 50 par homme; toutefois ce prix n'a rien d'absolu.

« Les villages où l'on passe n'offrent, en général, aucune ressource; il est prudent d'emporter avec soi un lit, du pain, du vin, quelques légumes et toute une batterie de cuisine. On ne trouve guère en route que de la viande de bœuf, du poulet et des œufs. En revanche, on reçoit l'hospitalité la plus libérale; le blanc s'installe dans la case qui lui convient le mieux, les habitants lui cèdent la place, trop heureux de cette aubaine imprévue, car il est rare que le voyageur parte sans laisser quelque menue monnaie. »

Mais, en temps de guerre, il ne fallait pas compter sur « cette hospitalité libérale ». Quant aux chemins, un partisan convaincu de l'expédition vient lui-même de nous en décrire l'état épouvantable. Ni chevaux, ni mulets ne réussiraient à le suivre. Seuls des coolies du pays pourraient porter les approvisionnements, et encore des coolies, habitués depuis longtemps à les fréquenter ou extraordinairement agiles.

Les officiers ne manquaient pas dans l'armée française, connaissant bien la route de Tamatave à Tananarive, par Andevourante; l'escorte de la résidence, en avril 1886, s'était rendue, par cette voie, de la côte à la capitale. Le détachement d'infanterie de marine, qui composait cette petite troupe, emporta alors trois mois de vivres de réserve.

M. le chef de bataillon Blanchard, commandant de ladite escorte, avait fait confectionner à Tamatave, pour le transport de ces vivres, des caisses en bois pesant, une fois remplies, 20 ou 30 kilog. suivant la nature du chargement. La farine seule fut renfermée dans des caisses en fer-blanc soudé.

Deux caisses de 20 kilog. formaient la charge d'un porteur; deux caisses de 30 kilog. nécessitaient deux porteurs.

L'état du sentier ne permet pas d'employer un autre moyen de transport, plus commode et plus rapide. Cependant, quelques polémistes ou écrivains militaires prétendaient encore que l'expédition par

Tamatave, ou plutôt par Andevourante, eût été promptement menée et moins chèrement que par Majunga.

« Quelques temps avant que la France (écrivait le marquis de Mauro) fut bien décidée à châtier les Hovas, si elle avait envoyé à Madagascar, deux excellents officiers du génie sachant l'anglais ou le malgache, accompagnés chacun d'un ingénieur des ponts et chaussées ou d'un simple piqueur, ils auraient parcouru, les uns la route de Tananarive par Majunga, les autres par Andevourante.

« Assurément, ils auraient choisi cette dernière, après mûr examen, discussions et contrôles des uns par les autres.

« Incontestablement, cette dernière route eût été très montueuse, mais desservant de nombreux villages espacés de 10 en 10 kilomètres au plus les uns des autres, jusqu'à Tananarive, elle aurait mieux que l'autre facilité nos ravitaillements en fourrages et en vivres frais. Enfin, tracée souvent sous bois, elle eût permis à nos chers soldats d'aller de temps en temps se reposer à l'ombre.

« De plus, à peu près partout sur le parcours de pistes qui relie actuellement Tananarive à Andevourante, cette route leur eût fait rencontrer de bonnes eaux.

« Finalement elle n'eût été que de 150 kilomètres au plus.

« Tandis qu'il y en a près de trois fois plus de Tananarive à Majunga.

« Puis les escarpements de plusieurs montagnes à franchir, à présent, soit par un très étroit couloir, soit en les montant parfois jusqu'à pic et en les redescendant de même, pour arriver à l'altitude de 1,320 mètres, sur le plateau où est située la capitale auraient permis, en faisant énergiquement parler la poudre, de laisser rouler les rochers dans les bas-fonds de la route, sans nécessiter de trop grands transports.

« On les eût placés sous forme de pierres cassées ou tout autrement. Et ces pierres, ou les gros rochers, tant bien que mal diminués à la mélinite, au besoin, eussent, pour toujours, consolidé cette amorce de voie.

« De cette façon, la route se serait établie, sans de trop grands frais sur la largeur nécessaire au croisement de deux voitures, même sur les espaces ou les pistes actuelles sont, dit-on, si resserrées que les porteurs doivent passer sur certains points en portant leur fardeau en long au lieu de le laisser en travers.

« La passe la plus difficile de toutes, celle dite *des bœufs qui pleurent*, tellement elle est dure pour ces pauvres animaux, eût été réparable, immédiatement, en y jetant soit des arbres, soit des rochers comme les Américains le faisaient si vite autrefois dans quelques-uns de leurs longs et dangereux parcours.

« En dernier lieu, à tout bien considérer, le génie aurait peut-être

pu essayer un travail encore plus difficile, en tentant de faire une trouée plus ou moins large dans le banc de coraux, qui barre la sortie du cours d'eau d'Andevourante, et l'empêche de se jeter librement à la mer.

« Dans la fort heureuse éventualité d'une réussite les navires auraient, peut-être, pu aborder dans le fleuve et se décharger presque à quai et en eau profonde.

« La création, assurément très difficile mais possible de ce nouveau port eut évité le passage par Tamatave, dont le mouillage est souvent si dangereux, qu'à la moindre menace de cyclone ou de tempêtes les navires sont forcés de prendre de suite la haute mer pour ne pas se perdre corps et biens.

« Outre que Tamatave est par elle-même une ville fiévreuse, le parcours de sa route jusqu'à Andevourante traverse un pays plat, sans doute, mais encore plus malsain que le voisinage de la ville et il l'est en toutes saisons.

« Tananarive eut été par Andevourante beaucoup plus vite atteint, en un mois et demi au plus, tout en ébauchant la route.

« Nos soldats gagnaient également d'y aller avec moins de peines, d'être plus près de la Réunion, de se mieux porter et d'avoir tracé la route la plus directe de Tananarive au port le plus commode, pour aller ensuite dans notre empire d'Extrême-Orient.

« Eh bien! pour obtenir tous ces renseignements, il eut fallu six hommes d'élite et dépenser cent mille francs à peine¹. »

Cette opinion n'était pas partagée par la plupart des explorateurs de l'île.

Supposez, dit l'un d'eux, les Alpes ou les Pyrénées sans voies de communication; imaginez un corps d'armée moderne dans la nécessité d'effectuer à l'improviste, sans préparatifs d'aucune sorte, une pareille traversée, et vous aurez une idée plutôt affaiblie des difficultés

1. L'étude du marquis de Maurou a paru dans l'*Echo de l'armée*.

« Le débarquement des troupes à Andevourante, écrivait, d'autre part, un colon de la Réunion ayant habité Madagascar, aurait nécessité la construction d'un pont qui pouvait être établi en 24 heures avec le secours de quelques cordages ou chaînes en fer qu'un navire donnerait; des bois de toutes grosseurs se trouvent à 4 pas du rivage. Il ne faudrait donc que des cordes pour soutenir la tête des ponts et des planches pour la plate-forme.

« Cette descente opérée, il ne reste que deux ou trois cours d'eau, non guéables mais de peu de profondeur et peu larges. Dans le trajet on rencontre les villages de « Maromandia, Ambanorano, Mahila, Aupasimbé, Mazevo, Ambavaviasina, Andomazotra », ce dernier dans la forêt de ce nom, « Aupatsipotzu, Maramanga, Ambahitsaona, Andefanafody ». De ces deux derniers points situés dans une plaine dépourvue d'arbres on voit devant soi les hauteurs de « Tananarive », bâti sur les deux versants d'une montagne qui forme le dos d'âne.

« Les deux principales difficultés qu'on rencontre sur cette route, sont à « Ambavamiassina » et après la première chaîne de montagnes située dans la forêt des Amazones; mais comme les noirs Hovas franchissent ces montées avec 120 et 130 livres sur le dos, rien ne pourrait arrêter la marche des troupes en avant.

« Ces difficultés, au reste, pourraient être tournées facilement. L'installation d'un petit chemin de fer Decauville serait aisée et d'un grand secours pour le transport des provisions.

« Cette route, je le répète, est des plus belles et toutes les montagnes et mamelons à traverser étant couverts d'arbres, les difficultés ne peuvent pas être insurmontables; les forêts n'y ont pas de ronces comme en Europe, on voit le monde de loin; les surprises deviendraient difficiles avec des éclaireurs que l'on enverrait en avant... »

que nos soldats auraient eu à surmonter, si l'on avait par aventure choisi la route de l'Est.

Le ravitaillement par Tamatave, si on réussissait à l'opérer, serait donc très pénible, et, avant de marcher en avant, il serait nécessaire de réunir une armée de porteurs.

Afin de le préparer, l'intendant Thoumazou avait envoyé de Majunga à Tamatave un officier d'administration M. Levavasseur avec mission d'y recevoir les vivres dirigés sur ce port par navires affrétés et de les expédier sur Tananarive par bourjanés ou porteurs, dès que la capitale serait occupée par le général Duchesne.

M. Levavasseur, à peine débarqué, s'empressa donc de recruter plusieurs centaines de ces bourjanés indigènes, connaissant bien le pays et habitués à faire de longues routes dans la montagneuse région.

Il ne fallait pas songer à improviser une route comme celle tracée de Majunga à Andriba.

D'autre part, les Malgaches étaient toujours fortement retranchés à Farafate et sur les bords de l'Ivondrona.

« Apprenant que les Français, écrit-on de Tamatave, ont l'habitude de contourner les ouvrages hovas et d'attaquer sur les derrières, le commandant hova fait fortifier tous les chemins qui conduisent à Soanierana et à Farafatra venant de Mahasoà ou de Sahamafy. Les fortifications en terre et en tranchées énormes s'élèvent de tous côtés. Cela devient formidable.

« De plus, on enlève tous les hommes valides, dans tous les villages, et on les embrigade. Tous les Hovas venus de l'Imerina ont été répartis par petits groupes dans chaque *manda* ou lieu fortifié pour entretenir le feu sacré chez les indigènes. »

Le 29 septembre, le contre-amiral Bienaimé redescendait à terre à Tamatave et annonçait aussitôt au ministre de la marine qu'il prenait ses dispositions en vue d'une attaque très prochaine des retranchements hovas de Farafate.

Il disposait des compagnies de débarquement de l'escadre, ayant déjà fait leurs preuves sur la côte, autour de Majunga à Maeverano, à Maravoay et à Tamatave même, toutes impatientes de se distinguer, commandées par de jeunes officiers qui se plaignaient d'une trop longue inaction.

Les batteries des navires de guerre seconderaient puissamment celles des lignes de Tamatave servies par l'artillerie de marine.

Quant à l'infanterie de la garnison, elle était si faible qu'elle ne pourrait fournir qu'un petit nombre d'hommes à la colonne d'attaque; mais celle-ci était renforcée par des troupes envoyées de la Réunion et de Diego-Suarez.

Les instructions envoyées à l'amiral Bienaimé lui enjoignaient de

ne commencer les opérations que lorsqu'il aurait réuni sous son commandement à Tamatave, prêtes à marcher, toutes les troupes mises à sa disposition.

Il était inutile de fatiguer les hommes et de brûler de la poudre dans des escarmouches sans résultat. Le petit corps français de Tamatave ne devait plus marcher en avant que pour chasser les Hovas de leurs positions.

Mais on pouvait supposer raisonnablement qu'après, l'occupation de Tananarive par le corps expéditionnaire du général Duchesne, les Hovas retranchés à Farafate sous le commandement d'un « honneur » tout dévoué au premier ministre, ne prolongeraient pas inutilement la résistance et que la route de Tamatave à Tananarive serait ouverte.

On calculait même qu'Andevourante pourrait être occupé, en évitant jusqu'à nouvel ordre Farafate.

Enfin, l'amiral Bienaimé aurait à occuper Vatomandry et Mahanoro, qui étaient toujours en communication avec Tananarive et laissés en dehors de la zone des opérations de guerre dans un but de conciliation. Ces deux villes en effet servaient de refuge à un certain nombre d'étrangers anglais et américains. La Grande-Bretagne et les États-Unis y étaient représentés par deux bâtiments de guerre.

CHAPITRE XXX

Guerre et marine.

Récriminations et responsabilités. — Dissentiments entre les ministères de la guerre et de la marine. — Querelles d'antan. — La question du commandement. — Le général Borgnis-Desbordes. — Le warf de Majunga. — Réponse d'un officier de marine. — Les chalands. — Reconnaissances mal faites. — Renseignements insuffisants. — Le cabinet noir. — Attaques contre le général Duchesne. — Le ministre de la guerre se défend. — L'administration des colonies. — Le Président de la République et le général Borgnis-Desbordes. — L'armée coloniale. — L'opinion du général Dodds. — Responsabilités parlementaires. — Le jugement du *Brinkburn*.

Après la prise d'Andriba, et bien que l'occupation de Tananarive ne semble plus qu'une question de semaines, les récriminations que nous avons déjà signalées redoublent d'intensité. Nous n'avons pas la prétention d'élucider ici, dans une histoire anecdotique et documentaire de la guerre à Madagascar, la grosse et difficile question des responsabilités; mais il nous est impossible de passer sous silence et de ne pas enregistrer les accusations et les réponses qui leur furent opposées. Deux ministères sont mis en cause: le ministère de la guerre et le ministère de la marine. Il apparaît avec évidence que trop souvent,

dans les préparatifs de l'expédition et plus tard au cours de la campagne même, devant l'ennemi, l'accord parfait n'a pas régné entre les deux administrations.

Au début de la guerre, les premières opérations avaient été dirigées par un officier de marine à Tamatave, à Diégo-Suarez, à Majunga, jusqu'à l'arrivée du général Metzinger, précédant de quelques semaines le général Duchesne.

Le ministre de la guerre, on le sait, avait revendiqué et obtenu le commandement supérieur de l'expédition, à laquelle il fournissait plus de la moitié du corps mobilisé.

Le général Duchesne était venu à Paris présider lui-même la commission d'organisation de cette expédition. Il devait recueillir tous les renseignements sur le pays et sur les forces à combattre, déterminer les moyens les meilleurs à employer et arrêter un plan de campagne.

La marine, de son côté concourrait au transport des troupes et du matériel, au débarquement à Majunga et elle protégerait les opérations de guerre dans la baie de Bombetoke et aussi loin que pourraient pénétrer les canonnières à l'intérieur du pays par voie fluviale; mais elle ne cesserait, dans aucun cas, d'être subordonnée au général en chef.

Cette décision fut, assurait-on, mal accueillie par les officiers de l'escadre et par l'administration de la marine, qui espérait conserver, comme en 1885, la direction de la campagne; mais il n'y avait pour elle qu'à s'incliner et à travailler de concert avec l'armée de terre au succès des nos armes, au triomphe de la cause française à Madagascar.

Cependant la marine, n'ayant plus qu'un rôle secondaire à jouer, sembla, non se désintéresser de la guerre, mais affecter de ne plus agir sans ordre formel. La marine « subordonnée » ignorait tout de Madagascar, elle ne signalerait ni une faute ni une erreur; elle ne prendrait aucune initiative.

— Débrouillez-vous, messieurs de la guerre, vous avez voulu commander; nous sommes vos très humbles serviteurs.

« A la vérité, écrivait un officier ¹, le mal remonte assez haut et il y a, dit-ton, de vieux officiers de marine qui ont des griefs contre l'armée depuis la guerre de Crimée. Ténacité admirable! L'armée ne remonte guère dans ses reproches, au-delà de l'expédition de Chine de 1860. Un journal qui lui paraît dévoué citait avec complaisance quelques extraits de la correspondance officielle du général Cousin-Montauban. Ce n'était d'ailleurs pas bien décisif.

Dans la très courte guerre d'Italie, il y eut, s'il m'en souvient, quelques conflits à Gênes, toujours à propos des transports de troupes. Au Mexique, ce fut plus grave: c'était un marin, l'amiral Jurien

1. L'Expédition de Madagascar par le lieutenant-colonel K. dans la *Revue de Paris* du 15 août 1895.

de la Gravière, qui dirigeait d'abord. Il s'en tira fort bien ; c'est-à-dire qu'il conclut une convention avantageuse. En France, malheureusement, l'empereur et l'armée goûtèrent peu cet arrangement. On fit une grande expédition qui tourna de piteuse manière, bien qu'elle n'ait pas été sans gloire. Le rôle de la Marine fut encore là de transporter les troupes, ce qui lui est assez désagréable, et de garder les côtes, ce qui était fort dangereux. Il y eut des mots maladroits, par exemple le fameux : « Que les familles se rassurent ; il n'y a plus que des marins dans les terres chaudes ». Au nombre de ces marins, il y avait beaucoup de soldats d'infanterie de marine, mais on n'y regardait pas de si près.

« Vinrent ensuite les grandes épreuves de 1870. Les petites rivalités, les jalousies mesquines furent emportées dans ce flot de catastrophes, et les deux départements se prêtèrent un appui sans réserve. La Marine surtout, qui était restée intacte, mit à la disposition de la Guerre, si éprouvée, les ressources les plus précieuses en personnel et en matériel. On me permettra de rappeler la division de Vassoigne, et Bazeilles, les marins de Lamothe-Tenet et le Bourget, ceux de Gougéard et le plateau d'Auvours. J'ajouterai que les arsenaux des cinq ports en étaient arrivés à fabriquer canons de campagne, caissons, harnachements même : il y avait à Brest, à la fin de la guerre, cent bouches à feu prêtes à marcher.

« Mais justement ce rôle très brillant des marins à terre, la popularité dont ils jouissaient à Paris, les comparaisons aussi fâcheuses qu'injustes pour l'armée que la malignité publique ne manquait pas de faire, eurent pour résultat d'aigrir beaucoup d'esprits. Les blessures d'amour-propre s'enveniment si facilement chez nous ! c'est peut être là l'origine immédiate des petites difficultés actuelles.

« Le Tonkin n'a rien changé à cet état de choses, on peut le croire Courbet y faisait merveille. L'armée revendiqua le commandement quand elle vit qu'il y avait de la gloire à gagner. Cela est naturel, cela est humain et surtout français.

« Du reste, l'amiral n'avait laissé que peu de chose à glaner. Aussi cette fois, a-t-on voulu arriver dès le début de l'affaire, moyen assuré d'arriver à temps ¹.

« Au fond, tout cela importe peu à la masse du pays, que ce soit un

1. Les lettres si curieuses de l'amiral Courbet, écrites en 1884-1885, et publiées récemment par M. Th. Cahu, prouvent bien quelles rivalités existaient alors entre la guerre et la marine.

Le vainqueur de Fœu-Tcheou ne dissimule pas dans cette correspondance qu'il aurait voulu jalousement réserver à la marine toute la gloire de l'expédition. Les réponses de ses camarades ne sont pas moins passionnées.

On ne doit donc pas être étonné que le général Millot appelé à prendre le commandement du Tonkin en 1884, y fut reçu comme intrus.

De son côté, le ministre de la Guerre à Paris, écrivait l'amiral Cloué, qui fut ministre de la marine, n'avait jamais voulu consentir à mettre une division de l'armée de terre sous les ordres d'un officier de marine.

Cet antagonisme se manifestera jusqu'aux derniers jours de la campagne du Tonkin.



Convoyeurs kabyles à la visite du médecin.

général de l'armée de terre qui commande à Madagascar ou un général d'infanterie de marine, voire d'artillerie, ou même un amiral, pour le contribuable, c'est tout un. Il faudra toujours payer, et assez cher sans doute. Quant à nos querelles de bouton, les braves gens n'y comprennent pas grand'chose. Lorsqu'il meurt là-bas un pauvre petit soldat, que leur fait la couleur de son habit? c'est toujours une mère française qui pleurera »

N'empêche qu'on se querrelait ferme à propos de la question du commandement, les uns affirmant que la marine avait préparé un plan infaillible de conquête et d'occupation de Madagascar, les autres qu'elle manifestait dans cette campagne une extrême mauvaise volonté et qu'elle faisait preuve surtout d'insuffisance.

On reprochait, d'autre part, aux officiers de l'armée de terre d'ignorer tout des affaires coloniales et des moyens de procéder, de marcher et de combattre en pays exotique. La guerre aux colonies, disait-on, n'a rien de commun avec la guerre en Europe. Pour mener à bien la première, il faut être habitué au climat, aux mœurs des indigènes. Dans ces pays lointains, la mise en mouvement des troupes, les transports ne sont utilement dirigés que par des hommes ayant des connaissances spéciales. Un officier de l'armée de terre, colonial improvisé, perdra beaucoup plus d'hommes à Madagascar qu'un officier ayant fait sa carrière aux colonies.

On rappelait, il est vrai, que le général Duchesne s'était distingué en Algérie et au Tonkin, où il commanda, pendant de longs mois, la légion étrangère.

Mais, le climat, le sol, et les habitants de Madagascar, diffèrent du climat, du sol et des habitants de l'Indo-Chine.

« Nous pouvons, je crois, dit l'officier d'infanterie de marine déjà cité, revendiquer une petite supériorité sur nos camarades de l'armée quand il s'agit d'expédition coloniale, leur laissant d'ailleurs les hautes conceptions stratégiques et les vastes pensées. A chacun sa spécialité. Nous ne prétendons pas au maniement des armées, ni, bien moins encore, des groupes d'armées. Conduire sans encombre, sans trop de pertes, dix mille hommes à Tananarive comme M. le général Dodds conduisit les siens à Abomey, suffirait à notre gloire. »

Telle était évidemment la noble ambition du général Borgnis-Desbordes, lorsqu'il sollicita du gouvernement le commandement de l'expédition de Madagascar.

« J'appartiens, disait-il à un interviewer, à l'armée coloniale comme divisionnaire de l'artillerie de marine. C'est à ce titre, et après les commandements que j'ai exercés au Tonkin, au Soudan et au Sénégal, que j'avais été choisi par M. Félix Faure pour organiser l'expédition de Madagascar. Il ne m'appartient pas de juger les actes du général qui m'a été préféré : quoique j'en puisse penser en bien ou en mal, la plus entière réserve m'est imposée à ce sujet.

« Sachez seulement que, d'accord avec nos officiers généraux, pendant plusieurs mois j'ai préparé un plan de campagne mûrement étudié, longuement réfléchi et dont nul n'a le droit de critiquer les résultats probables, puisqu'il ne m'a pas été donné de le mettre à exécution. »

Ces déclarations, du reste suffisamment catégoriques furent confirmées par des révélateurs de secrets d'État. Le général Borgnis-Desbordes avait élaboré un plan de conquête rapide et ce plan, après discussion au conseil des ministres, fut écarté.

Certains publicistes continuaient donc à reprocher au ministère de la guerre d'avoir enlevé à la Marine la direction de l'expédition.

« La Marine, en effet, assurait M. Ernest Daudet avait envisagé depuis longtemps l'hypothèse d'une expédition. Il y a deux ans, un chef de bataillon d'infanterie de marine, breveté, avait été envoyé en mission secrète à Madagascar. Il était monté jusqu'à Tananarive. A son retour, sur ses indications, on dressa un plan de campagne qui ne fut communiqué qu'à la Guerre et aux Colonies.

« J'ai lieu de croire que ce plan secret eut pour principal auteur le général Borgnis-Desbordes, de l'infanterie de marine lui aussi. Mais je n'ai pu tirer au clair la question de savoir si cet officier général songeait déjà à ce qu'il proposa plus tard : deux plans, l'un qui serait communiqué aux commissions parlementaires, quand seraient demandés aux Chambres les crédits, et qui était celui qui a prévalu ; l'autre, qui ne serait révélé que sur place, au moment de l'exécuter, car il eût été bien imprudent de le faire connaître à l'avance.

« Il consistait, tandis qu'on tromperait l'ennemi en l'attaquant par la côte ouest, Majunga, Diégo-Suarez et Tamatave, à se porter le gros des troupes sur la côte sud-est, Tianarantsoa par Manangary. Après huit jours de marche, on devait se trouver dans un pays peuplé, riche et salubre. Impossible aux Hovas de se dérober. Ils eussent été obligés de nous faire face, les provinces du Nord étant marécageuses, dénuées de ressources. Tananarive occupé, on eût été maître du royaume.

« Quoi qu'il en soit, il faut conclure de ces révélations que cette affaire avait été, de la part de la Marine, l'objet d'une incessante sollicitude et que son désir d'être chargée de l'expédition était légitime. Le ministre, M. Félix Faure, qui a laissé au département de si honorables souvenirs, n'eût pas mérité d'y siéger s'il eut été d'un avis différent. Je ne crois pas m'aventurer en disant que, dès qu'il avait entrevu l'hypothèse d'une expédition, il en avait étudié les besoins avec la conviction qu'il serait appelé à la diriger. Rue Royale, on n'ignorait pas qu'il en conférait souvent avec le général Borgnis-Desbordes, qu'on croyait déjà destiné à la commander. »

Mais le ministre des colonies et tout naturellement, le ministre de la guerre, le général Mercier, s'étaient prononcés pour que le commandant en chef fut un général de l'armée de terre. Ils furent appuyés, ajoutait la légende, par le président de la République, alors M. Casimir-Périer, et le général Duchesne se vit ainsi désigné.

« Dès ce moment, assure M. Daudet, la Marine se mit entièrement à la disposition de la Guerre. M. Félix Faure, que d'autres événements allaient, à peu de jours de là, porter à la présidence de la République, donna l'exemple du plus grand zèle pour seconder son collègue. Un inspecteur général des constructions navales, M. Revol, employé déjà au Dahomey, fut détaché rue Saint-Dominique et chargé de la correspondance technique. Des rapports quotidiens s'établirent entre les

deux départements. La Marine livra à la Guerre un état de ses ressources de toute nature et lui permit d'y puiser librement. Les affrètements dans les ports furent faits administrativement par la Guerre. Mais, sur la demande de celle-ci, la Marine passa l'inspection des navires affrétés. Toujours, en tout, à Paris comme sur le théâtre des opérations, elle s'est prodiguée, ne marchandant ni ses peines ni ses soins. Le général Duchesne en a d'ailleurs rendu témoignage, d'abord en sollicitant du gouvernement l'élévation du commandant Bienaimé au grade de contre-amiral, ensuite en énumérant à tout instant, dans ses lettres officielles, les innombrables services que lui rend la Marine.

« Il n'en est pas moins vrai qu'à la Guerre incombe la responsabilité de tout ce qui a été fait. Celle de la Marine n'a été engagée que sur quatre points : l'installation du câble; l'augmentation de nos forces navales dans l'océan Indien; la formation d'un bataillon de Sakalaves et d'un bataillon d'Haoussas, et enfin l'occupation de Tamatave et de Majunga. Cette quadruple tâche a été menée à bonne fin. Pour tout le reste la Guerre est seule responsable. »

Mais la Marine n'avait pu fournir un nombre suffisant de transports; elle s'était trompée dans les calculs et prévisions relatifs à l'établissement du warf de Majunga; en outre les chargements de navire avaient été faits dans de si mauvaises conditions, si mal compris que le débarquement d'objets de première nécessité fut considérablement retardé.

Puisqu'on décidait de n'opérer que par la côte ouest, dit encore M. Daudet, fallait-il, tout au moins, profiter de la navigabilité du Betsikopa, à la fin de la saison des pluies. « En quarante-huit heures, nos troupes auraient été transportées du paquebot à Suberbieville sans la moindre fatigue, et, de là, expédiées rapidement sur les hauts plateaux, dans un pays salubre. Malheureusement, les chaloupes canonnières n'ont pu être montées que lorsqu'il n'y avait plus d'eau dans le fleuve. Au départ, on avait manqué de transports dont les panneaux fussent assez larges pour embarquer les tranches des dites canonnières. On a du, non sans peine, se procurer ces transports à l'étranger, ainsi qu'on l'avait fait, il y a trente-cinq ans, lors de l'expédition de Cochinchine; et quand on les a eus, on a eu le tort de mettre les canonnières tout au fond avec des voitures Lefebvre — par dessus, ce qui nous a valu à l'arrivée un débarquement long et laborieux, pendant lequel le Betsikopa a achevé de se dessécher. La conséquence a été qu'il a fallu acheminer nos troupes par des terrains affreux où, durant deux mois, elles ont été exposées aux plus grandes fatigues.

« On n'a pas été plus heureux dans la construction de l'appontement. En 1884, la division navale, réduite à ses propres moyens, avait facilement construit un débarcadère sur chevalets. Cette fois, on n'y

est arrivé qu'à force de temps et d'efforts. Les sondages avaient été incomplètement faits. On s'est trouvé sur des fonds de corail où les pieux à vis ne pouvaient s'enfoncer. Même imprévoyance pour le recrutement des coolies. On s'était flatté d'en avoir un grand nombre : ils ont manqué et les dures besognes dont ils devaient être chargés sont tombées sur nos soldats.

« N'exagérons pas cependant ces erreurs et ces négligences qu'on a toujours vues se produire dans les entreprises de ce genre, et même lors de l'expédition d'Alger. »

Le *Figaro* assurait que le général Borgnis-Desbordes avait présenté un plan infaillible.

Ce plan consistait à débarquer à Majunga « pour détourner l'attention des Hovas, et à les prendre pendant ce temps-là à revers en partant de Tamatave, ce qui eût permis aux troupes de parcourir une route plus difficile peut-être, mais aussi plus courte et surtout plus saine. Quant au corps expéditionnaire, il devait être composé de renagés.

« Sur ces entrefaites, avait lieu un conseil supérieur de la guerre, au sortir duquel le général Négrier dit au général Borgnis-Desbordes que l'armée de terre revendiquait pour ses généraux le commandement de l'expédition. M. Félix Faure, alors ministre de la marine, et M. Dupuy, président du conseil, n'étaient pas au courant, mais le président de la République et le général Mercier avaient déjà fait des offres au général Duchesne.

« Ce dernier vint à Paris où il resta deux mois, pendant lesquels il ne vit pas une seule fois le général Borgnis-Desbordes. Le général Mercier revendiqua d'ailleurs et obtint pour son département la direction totale et exclusive de l'expédition. » (C'est alors ajoutait-on que le général Mercier réserva 3 places dans l'état-major aux officiers de son entourage, au profit desquels il fit, au bout de deux mois, des propositions d'avancement et de décorations.)

Avant même la rentrée des Chambres, le Gouvernement fit publier à ce sujet les explications suivantes :

« Non seulement le général Borgnis-Desbordes n'a jamais été appelé au conseil des ministres pour y exposer des plans de campagne, mais le ministère de la guerre, sous le précédent cabinet, n'a jamais eu connaissance d'un plan quelconque du général Borgnis-Desbordes.

« Peut-être cet officier général l'avait-il fait connaître à la commission chargée, tout à fait au début, par la marine, d'étudier l'expédition et composée en partie de délégués du ministère de la guerre, du ministère de la marine et du ministère des colonies. Mais, dans le rapport adressé par cette commission au ministre de la marine, il n'était point question d'un plan Borgnis-Desbordes.

« En outre, à aucun moment, le ministère de la guerre n'a interdit au général Duchesne de communiquer avec le général Bournis-Desbordes.

« La route de Majunga à Tananarive avait été choisie par la commission dont nous venons de parler pour des raisons diverses développées dans son rapport dont les conclusions furent adoptées par la guerre, ce qui n'empêcha pas celle-ci de former une commission nouvelle chargée, sous la présidence du général Duchesne, de régler les détails de l'expédition ; à ce sujet, il est utile de remarquer, au point de vue de la fièvre, que les forêts qui hérissent la route de Tamatave à Tananarive sont particulièrement pernicieuses et, quant à la mousson, elle balaye les germes de maladie. Si elle balaye les germes de maladie, elle balaye aussi les hangars de baraquement et rend difficile à de certaines périodes le débarquement et le stationnement des navires. La commission avait jugé que les troupes de Tamatave devaient se borner à occuper cette place sans avoir à se porter en avant.

« Il avait été entendu que l'on recruterait comme porteurs, sur la côte orientale d'Afrique, des Somalis et autres indigènes en quantité suffisante. Une commission spéciale composée de trois personnes, dont deux officiers, fut dès le début envoyée à cet effet. On n'a pu enrôler qu'un petit nombre d'hommes. Il est probable que certaines puissances étrangères ont usé de leur influence sur ces régions pour détourner les indigènes d'accepter les offres qui leur étaient faites.

« Les charrettes Lefebvre ont été commandées à la suite des explications fournies par le lieutenant-colonel d'infanterie de marine de Beylié, lequel avait exploré les deux routes de Majunga et de Tamatave à Tananarive. On ne pouvait se contenter de porteurs et de mulets à bât, car on avait prévu que la tactique des Hovas serait de faire le vide devant la colonne et de détruire les approvisionnements. Or, du moment où un porteur ou un mulet ont à faire une marche de plus de trente jours, c'est tout au plus si l'homme ou l'animal peuvent porter la quantité de vivres qui leur est strictement nécessaire. Il était donc absolument indispensable d'employer des voitures pour transporter les approvisionnements des troupes et le matériel de guerre.

« En effet, alors qu'un mulet ne peut porter à bât qu'une centaine de kilos, la voiture Lefebvre transporte avec un seul mulet 250 kilos. De cette façon on pouvait créer des centres d'approvisionnements, ce qu'on appelle en argot militaire des « biscuits-villes ». Aujourd'hui, grâce à la création de ces « biscuits-villes » obtenues au moyen des voitures Lefebvre, on peut aller de l'avant avec des porteurs et des mulets à bât, parce que la marche d'Andriba à Tananarive doit, selon les provisions, durer moins de 30 jours. Hommes et mulets peuvent

donc transporter autre chose que ce qui doit servir à leur subsistance individuelle.

« Il paraît y avoir eu un retard dans la mise en état du matériel fluvial ; mais il n'est pas vrai que les chalands et les canonnières ne puissent pas remonter le fleuve. A l'heure actuelle, ils le remontent jusqu'à limite de navigabilité qui se trouve à environ 28 kil. en aval de Suberbieville. Ce sont des ingénieurs et des mécaniciens de la marine qui ont eu à monter chalands et canonnières.

« La compagnie chargée de construire le warf est la même qui avait construit avec un plein succès celui de Kotonou lors de l'expédition du Dahomey.

« Tous les marchés d'affrètement, en ce qui concerne le transport des troupes et du matériel, ont été traités par les services de la marine. La Guerre n'a traité directement que pour le transport des chalands et des canonnières. Ajoutons que c'était naturellement la Guerre qui fixait les dates d'embarquement et de départ pour les différents corps de troupe.

« Le service médical a été constitué d'après les propositions du ministère de la marine pour les troupes qui relevaient de son département, et d'après les propositions du ministère de la guerre pour les troupes de ce département.

« Il est absolument inexact que l'on ait éliminé de parti pris des médecins coloniaux et notamment les médecins ayant une connaissance spéciale du climat de Madagascar.

« Au moment où l'expédition fut conçue, on n'avait pas l'intention de renvoyer en France les malades trop atteints pour supporter difficilement la traversée. La question des sanatoria sur place, à la montagne d'Ambre, à Nossi-Bé et à la Réunion, fut envisagée dès le début et la première mission envoyée à Madagascar, composée d'un chef de bataillon du génie et d'un médecin-major, avait précisément pour objet d'étudier l'installation des sanatoria locaux.

« Quant au manque de quinine, signalé dans certaines lettres, on a lieu de s'en étonner. En effet, des quantités énormes de sulfate et de chlorhydrate de quinine ont été rassemblées et expédiées ; et, si, sur un petit nombre de points, la quinine a fait défaut, cela ne peut résulter que de circonstances exceptionnelles, impossibles à prévoir dans un plan d'organisation générale.

« Enfin, on ne s'est jamais fait, à l'origine, d'illusions sur la durée probable de l'expédition. Jamais on n'avait cru que la colonne pourrait arriver à Tananarive vers le 14 juillet ou les premiers jours d'août. Sans doute, on espérait qu'on pourrait traverser plus rapidement la partie des terres chaudes, mais, en somme, jusqu'à présent, les prévisions primitives ne sont pas de beaucoup dépassées ¹. »

1. L'expédition de Madagascar, disait le général Zurlinden au début de l'expédition, sera beaucoup plus longue et beaucoup plus pénible qu'on ne croit. « Ce n'est pas du tout un partie de plaisir, et nos

Un des principaux griefs contre la Marine était relatif au warf de Majunga.

Débarquer! Cela paraît tout simple. Ce fut tout un problème à Majunga.

« Pas de jetée ni de chenal, écrivait-on ; des bancs de sable ou de corail et une forte houle obligent les vaisseaux à jeter l'ancre au large. Paquebots ou transports, ils restent là, isolés, sans que leur arrivée paraisse même avoir été aperçue. Nulle chaloupe, nul canot ne se dirige vers eux. Le passager qu'une embarcation ne vient pas chercher n'a qu'à demeurer à bord et à attendre. Ce fut le sort commun des soldats qui parvinrent successivement à Madagascar. Il en est qui attendirent, avant d'être débarqués, huit et dix jours, à quelques encablures de la côte, encore vêtus de leur uniforme européen, immobilisés entre la mer et le ciel embrasés, regardant avec envie les manguiers qui ombragent Ma'unga et ses environs ¹. »

On dut réquisitionner des boutres, moyennant une indemnité de 600 francs par mois, pour activer le débarquement.

« Ces boutres, appartenant aux négociants indiens de Ma'unga et des villages du Betsiboka, font habituellement une fois par an le voyage de l'Inde à Madagascar, aller et retour, à six mois d'intervalle, avec la mousson qui souffle alternativement de l'est et de l'ouest. Dans la baie de Majunga, ils sont peu maniables. Plusieurs ont sombré. Les renflouer était impossible. On s'est borné à scier le mât à fleur d'eau, à marée basse, pour éviter l'impression pénible d'un navire coulé.

« Quand les chevaux des chasseurs d'Afrique et des officiers montés et les premiers convois de mulets arrivèrent, deux chalands furent consacrés à leur débarquement. Pour hâter la besogne, abrégier la durée et augmenter le nombre des voyages, ils n'atterrissent pas. A 50 mètres de la rive, les malheureuses bêtes sont jetées à l'eau, et elles doivent achever le trajet à la nage avec le flux. Parfois un mulet ou un cheval disparaît, non par fatigue, mais brusquement attiré vers le fond. Un instant la vague roule comme une loque, un nuage sanglant, bientôt dissous. Et le lendemain on rencontre sur la grève des cadavres de bêtes de somme cruellement amputées. Les requins se soucient peu du prix des mulets. »

Les quais de Majunga furent longtemps encombrés de colis de toute nature, laissés là, abandonnés, faute de moyens de les enlever et de les transporter, caisses de vivres et de munitions ou même de médicaments, alors que les pharmacies militaires étaient dépourvues de tout, voitures Lefebvre, ballots de linge et de vivres.

troupes vont bravement au-devant de souffrances très cruelles. A les voir partir si gaiement, on s' imagine qu'elles reviendront dans un mois, sans compter, bien entendu, l'aller et le retour. Nous serons bien heureux si nous rentrons à Tananarive avant le commencement de la saison des pluies. »

1. Correspondance adressée à l'Illustration, le 21 septembre 1895.



Après l'exécution.

On traîna tous ces objets sur le sable. Pendant une nuit de forte marée, le flot les enveloppa, les submergea et en emporta une grande partie.

Des tas de sacs de farine ne formaient plus qu'une bouillie, des bottes de foin flottaient en rade de Majunga; des milliers de boisseaux de riz furent avariés; enfin, des caisses de pain allèrent se heurter, poussés par les vagues, aux bâtiments stationnés dans le port. On en repêcha quelques-unes. Ce fut même une distraction pour les matelots. Un petit vapeur de l'escadre donna la chasse aux caisses filant à la dérive.

On s'étonnait à terre que cette escadre ne prêtât pas un concours actif au débarquement; on reprochait à l'amiral Bienaimé de se désintéresser beaucoup de ce qui se passait à Majunga.

« Sur rade, écrit-on¹, près des affrétés de la guerre, parmi le désarroi, les croiseurs et les transports de la Marine, la *Rance*, le *Primauguet*, le *Shamrock*, à l'ancre eux aussi, sont sur pied de revue navale, leurs baleinières, canots et chaloupes inutiles pendent aux portemanteaux ou sont amarrés aux tangons... On parle de dissensions, de conflits qui s'élevèrent en haut lieu, entre ministres, au cours de l'organisation de l'expédition. Faut-il conclure de l'inaction affichée par les officiers de marine, alors qu'ils pourraient donner un si utile coup de main à leurs camarades de l'armée, simplement en leur prêtant leurs embarcations, que cette querelle des chefs suprêmes s'est répercutée jusqu'ici, et dure encore à l'heure où il faut agir? »

Un état de choses aussi déplorable se prolongea durant plusieurs semaines. Ainsi, lorsque l'*Traouaddy*, portant 550 hommes de renfort et du matériel, jeta l'ancre devant Majunga, le 4 août 1895, à sept heures du matin, les soldats à bord se tenaient prêts à descendre à terre avant que la chaleur ne devint accablante; ils ne débarquèrent cependant qu'à une heure de l'après-midi, sous un soleil tropical, exposés à de foudroyantes insulations.

Les officiers, dans leurs plaintes, déplorent unanimement que les canonnières et chalands n'aient pas été prêts pour transporter les troupes hors de la zone la plus malsaine, et pour leur épargner les fatigues des étapes et des corvées terribles de la route.

« Je n'ai guère le droit de dire du mal de ce qui se passe ici, écrit l'un de ces officiers²; or, il est difficile d'en dire du bien.

« Quand je pense que des gens se flattaient de l'espoir que nous serions à Tananarive le 14 juillet! Ceci était fou, et il fallait qu'on ignorât, pour le dire, les moindres éléments des choses militaires.

« Mais quel retard nous a causé le *Brinckburn*! Ce bateau avait à fond de cale véritablement l'âme de l'expédition.

« Parce que les canonnières n'ont pu être montées à temps, il a fallu parcourir la route à pied, *et la faire*.

« Parce que les chalands n'étaient pas prêts, il a fallu attendre longtemps les approvisionnements, et s'arrêter dans cet épouvantable Boéni, où le tiers du corps expéditionnaire tomba de fièvre. »

Un autre n'est pas moins catégorique :

« On a maintes fois, dit-il, déjà signalé les graves inconvénients qu'a entraînés le manque de moyens de débarquement à Majunga et de ceux de locomotion fluviale.

« Là, effectivement, apparaît le vice capital de l'expédition. Voyez-vous où nous serions, si les troupes et le matériel, au lieu de s'épuiser et de s'anémier à créer une route de Majunga à Andriba, avaient pu

1. Voir l'*Illustration*.

2. Lettre datée du 23 juillet, communiquée au *Figaro*.

être débarqués, d'un seul bond, à Marololo ou même à Suberbieville. Car si l'on avait été prêt à opérer cette montée à la fin d'avril ou au commencement de mai, les eaux permettaient encore d'accoster au *tafia* de Sakoabé, c'est-à-dire à deux pas de la grande base d'opérations, entre Mevatanana et Suberbieville. Au lieu d'hommes anémiés, on aurait eu, pour commencer la campagne, un personnel encore plein de vigueur, et qui n'aurait guère eu le temps de s'étioler avant d'arriver aux terres fraîches et salubres des plateaux supérieurs. »

En réponse à l'accusation relative à la construction du warf de Majunga, l'administration de la marine objectait :

« Si, dans la zone restreinte où l'on a fait des sondages en vue de la construction, on n'a rencontré que du sable ou de la vase, c'est qu'il y avait là une couche superficielle, assez mince sans doute, et au-dessous de laquelle pieux ou pilotis devaient attaquer le substratum de corail. Mais quels moyens les marins avaient-ils de s'en assurer ? Ils ne disposent que du vulgaire plomb de sonde, qui s'arrête à la surface. Et en quoi, du reste, ce travail d'ingénieur pouvait-il les regarder ? »

Un officier de marine expose, dans une lettre datée de Majunga, écrite après enquête¹, comment fut projeté, étudié et exécuté ce fameux warf, objet de tant de discussions et de récriminations :

« Il y a quinze mois environ, au milieu de 1894, le commandant de la division navale de la mer des Indes envoya à Paris ses propositions relatives à l'aménagement de la rade de Majunga en vue du débarquement du matériel nécessaire à l'expédition projetée.

« Comme cette rade possède devant la ville même une admirable plage de sable qui damerait le pion aux mieux dotées de nos plages normandes ; comme les canots et les baleinières peuvent à toute heure accoster cette plage avec la plus grande facilité, on reconnut que les chalands qui viendraient des transports et des paquebots avec un plein chargement devaient pouvoir accoster, eux aussi, cette magnifique plage. Une fois rendus au rivage, ils pourraient être déchargés le plus commodément du monde à l'épaule ou à la main, pourvu que les colis portés par eux ne fussent ni trop lourds ni trop encombrants.

« Mais tous les colis n'ont pas des dimensions restreintes. Il fallut donc prévoir le déchargement des caisses lourdes, et pour cela on admit la nécessité d'un wharf s'avancant dans la mer et le long duquel viendraient s'amarrer les canots ou les chalands ayant de lourds colis. Des grues, établies de distance en distance sur le plancher de cette jetée, prendraient ce matériel lourd et le déposeraient dans les wagons d'un petit chemin de fer Decauville pour de là gagner la terre ferme.

« Ceci posé, quelle devait être la longueur de ce warf ? Après examen, le commandant de la division navale la fixa à 80 mètres. Cette

1. Lettre communiquée au *Petit Journal*.

longueur lui permettait d'avoir à la fois une vingtaine de canots ou de chalands en déchargement, et il la jugea suffisante.

« Il fit, en conséquence, faire des sondages sur cette longueur de 80 mètres, au point de la côte choisi par lui, et il reconnut que le fond, étant de sable, se prêterait très facilement à l'établissement du warf.

« Contrairement à ce qu'on a dit et à ce qu'on répète tous les jours, jamais le commandant de la division navale n'a entendu avoir un warf allant en eau profonde et le long duquel les paquebots ou les transports se seraient amarrés pour opérer directement leur déchargement.

« Un tel warf eût demandé un kilomètre de longueur pour atteindre les fonds de 6 ou 7 mètres qu'exigent les grands navires. Il n'était pas possible de songer à une jetée de cette importance. Aussi les plans et sondages du commandant de la division navale ne se rapportèrent-ils qu'à une jetée de 80 mètres, destinée uniquement au déchargement des canots ou chalands...

« Mais, à Paris, au ministère de la Guerre, dans un bureau quelconque, il se trouva un fonctionnaire habile à voir les choses en grand qui, dans sa jugeotte, imagina qu'un warf de 80 mètres serait bien court et qu'un warf double serait bien plus avantageux. Ce personnage commanda donc un warf de 160 mètres, qui fut bientôt livré et embarqué sur le *Shamrock* pour être dirigé sur Majunga.

« Là-bas, on se mit sans retard à l'œuvre pour édifier ce warf. Les 80 premiers mètres — ceux qui avaient été sondés — furent établis rapidement : les pieux à vis s'enfonçaient aisément dans le sable, et tout marchait à ravir. Dès qu'on eut dépassé les 80 mètres prévus, le sable fit place au corail : les pieux ordinaires refusèrent d'entrer, et on dut arrêter les travaux sans pouvoir utiliser la moitié des matériaux venus par le *Shamrock*.

« Aussitôt clameurs dans le corps expéditionnaire : c'est à qui dénoncera la légèreté des marins, l'incapacité de la marine, et la légende se crée pour prétendre que les sondages ont été mal faits et que l'insuffisance du warf a tout compromis.

« Telle est l'histoire exacte de ce warf de Majunga.

« En quoi la marine, en quoi les officiers de la division navale ont-ils failli ? Je me le demande. Ils ont fait des sondages jusqu'à 80 mètres de la côte, puisque le warf qu'ils réclamaient devait avoir cette longueur, et jusqu'à 80 mètres on a trouvé, comme ils l'avaient dit, des fonds de sable qui ont permis d'avoir un warf bien établi..... Est-ce leur faute si un bureaucrate trop zélé a cru devoir leur expédier le double de ce qu'ils avaient demandé ?

« En résumé, le warf a *exactement* la longueur que nous avons proposée et que nous n'avions pas donnée plus grande parce que l'é-

galité du fond dans la rade nous aurait obligés à nous étendre sur une longueur démesurée, si nous avions eu la prétention d'arriver aux fonds de six ou sept mètres. *Je ne sais qui, à Paris, avait fait un projet différent du nôtre, mais on a vu sur place qu'il était inapplicable.*

« Avec des instruments appropriés, nous aurions vaincu la difficulté de la nature du fond, mais il n'y avait aucune utilité à faire plus que nous n'avions prévu. Nous avons ici à notre disposition une plage de sable qui valait mieux qu'un quai et qui a permis de débarquer environ 1,000 tonnes par jour, ce que n'aurait jamais laissé faire un warf de 160 mètres.

« La marine ne mérite donc pas les reproches qu'on lui adresse au sujet de ce warf. C'est ce qu'il convenait d'établir. »

En ce qui concerne les affrètements, la marine se justifiait ainsi¹ :

» Ce ne sont pas les ingénieurs de la marine qui sont chargés de passer les marchés avec les armateurs ou compagnies de navigation, ce soin revient au commissariat... Au surplus, il existe au ministère de la Marine un service spécial des affrètements. La Guerre aurait pu recourir à ses bons offices, même pour la catégorie de transports que la loi du 6 décembre 1894 mettait complètement à sa charge. Elle a cru mieux faire, ou plus vite ou plus économiquement. Il eût été bon de laisser faire les choses par les gens compétents. »

Quant aux canonnières et chalands, ils ont été commandés et achetés par un officier du génie maritime, il est vrai, mais cet officier avait été détaché *ad hoc* au ministère de la Guerre.

La baie de Bombetoké est un golfe profond, avec un goulet de 8 à 9 kilomètres de large. Le vent, les vagues, la houle entrent là comme ils veulent, et l'on n'est plus dans les mêmes conditions que dans la lagune abritée de Porto-Novo ou de Kotonou. Or, il faut remarquer que Majunga, devenu notre base d'opérations, Majunga, le seul point où l'on pût remonter les canonnières démontables est à 18 ou 20 milles de l'embouchure du Betsiboka. On voit quel trajet ces frères bateaux à fond plat avaient à parcourir dans le golfe avant de se trouver en eau calme. Quant à leur faire remorquer des chalands, il n'y fallait pas songer. On commanda donc de robustes chaloupes à vapeur, des remorqueurs profonds et hauts de bordée. L'un de ceux-ci, le meilleur, en tout cas le plus tôt prêt, est venu du Natal anglais, je crois. Mais tout cela prit beaucoup de temps.

« Ce n'est pas tout : ces chalands même, dont on vient de parler, ont donné des mécomptes, toujours pour le même motif. Ils devaient porter vingt tonnes de matériel chacun et l'on avait basé sur cette donnée théorique de superbes calculs. Vingt tonnes, oui, mais en eau tran-

1. *L'Expédition de Madagascar*, par le lieutenant-colonel K.

quille. Quand il s'est agi de leur faire traverser le golfe et affronter ses lames, on a vite reconnu qu'il fallait diminuer leur chargement de plus de moitié. Jugez du retard ! »

Mais les marins qui connaissaient le pays, n'auraient-ils pas dû prévoir tous ces obstacles, et donner de bons avis pour les éviter et les surmonter ?

Ils objectaient que cet avis ne leur fut jamais demandé, qu'ils avaient toujours ignoré ce que l'on voulait faire exactement, quelles seraient les dimensions et la puissance des canonnières, quelles seraient la forme et la hauteur des chalands.

Certains officiers de marine se plaignaient aussi que la France n'eût plus à sa disposition une belle flotte de transports, lui permettant d'agir vite et bien, sans avoir recours aux services de la marine marchande étrangère.

« C'est cette flotte qui avait servi pour la guerre d'Italie, pour les expéditions de Chine et du Mexique, pour le coup de main de Mentana. Ce sont ces bâtiments qui devaient nous débarquer, nous autres, dans le Schelswig, en août 1870. J'imagine, par parenthèse, que nous aurions été aussi braves qu'à Bazeilles et plus utiles qu'à Sedan. Cette flotte survécut assez longtemps à l'Empire. Mais, n'étant pas employée elle dépérit, ou, du moins, elle finit par paraître d'un entretien trop onéreux. A cette époque, l'armée ne voulait plus entendre parler d'expéditions d'outre-mer. Elle a changé depuis ; sans reproche, du reste. Cette grande guerre du continent, pour laquelle on a tendu tant de ressorts, tarde bien à venir, et il est naturel que les énergies surexcitées cherchent à s'employer ailleurs.

« Pour revenir à nos transports, ils eurent aussi contre eux, il y a quelque dix ans, une école de marins qui ne voulaient plus entendre parler que de bâtiments de combat et de navires rapides. Cette école avait-elle tort, avait-elle raison ? il ne m'appartient pas d'en juger. Le fait est qu'elle arriva à ses fins et que peu à peu les anciens transports disparurent de la liste de nos navires sans être remplacés par des unités nouvelles. Il faut avouer que ce qui se passe aujourd'hui pourrait nous les faire regretter. La flotte de charge d'il y a vingt ans nous eût épargné bien des embarras, et à la Marine bien des reproches, car le public, qui n'y entend pas malice, ne peut comprendre comment une flotte si puissante, et qui coûte si cher, n'assure pas par elle-même le transport d'une quinzaine de mille hommes.

« Les affrètements de vapeurs anglais, surtout, ont choqué beaucoup de gens, et pas tout à fait sans motif. Mais il faut bien prendre les paquebots où ils sont, et il paraît qu'il n'y en a pas assez chez nous, ou que la location en est trop chère. Je passerais condamnation assez volontiers s'il ne s'agissait que du transport du matériel, et je me résignerais encore pour le transport du personnel (précautions prises,

pour qu'un bien-être convenable fût garanti aux troupes), mais dès qu'il est question de faire porter à un bâtiment des chevaux ou des mulets, je tiens que ce bâtiment doit avoir des installations toutes spéciales, des installations faites à loisir, et qu'une marine militaire peut seule entreprendre. En un mot, nous devrions avoir à nous, bien à nous, *des transports-écuries*. Il y en avait deux, me dit-on, jusqu'à ces dernières années, la *Nive* et la *Gironde*. On les a désaffectés. Supposez qu'ils fussent encore en service avec leurs hautes batteries, leurs boxes, leurs appareils de ventilation, leurs aménagements pour la désinfection et l'évacuation des matières, les chevaux de selle ou de trait, les mulets des pièces de montagne seraient arrivés là-bas en bon état, soignés par leurs conducteurs ordinaires ou par leurs cavaliers. Supposez enfin que l'on eût quatre de ces bâtiments au lieu de deux, six cents mulets de bât auraient été jetés, dès le début de l'opération, sur la plage de Majunga, tout prêts à marcher avec l'avant-garde.

« Je donne mon idée pour ce qu'elle vaut, disait à ce sujet l'auteur de l'*Expédition à Madagascar*¹, mais j'ai la ferme conviction qu'on se trouverait bien d'avoir à Toulon des transports-écuries pour mille ou douze cents animaux. Rien n'empêcherait, je crois, de les prêter, en temps de paix, au commerce, à charge d'entretien, et pour de courts voyages. Les boxes seraient démontables, bien entendu¹.

« Ce qu'il y a de certain, c'est qu'avec le système adopté, ou imposé par les circonstances, on a perdu beaucoup de chevaux et de mulets, et que ceux qui ont atteint Majunga sont arrivés dans les plus fâcheuses conditions². »

Une faute certaine et grave, c'était d'avoir engagé la campagne, sur la foi de témoignages nombreux, il est vrai, sans avoir suffisamment reconnu le pays à parcourir.

« Mais jusqu'où pousser cette reconnaissance? Voilà la question, et une question bien délicate. Car enfin on se heurte à toutes sortes de

1. Lieutenant-colonel K. *Revue de Paris*.

2. Dans ses souvenirs si curieux, le général du Barail raconte que, pendant la traversée d'Algérie au Mexique, les mulets transportés furent de véritables martyrs.

A cette époque, en 1862, ne régnait pas une parfaite intelligence entre certains officiers de l'armée de terre et certains officiers de marine, par suite de la raideur de ces derniers.

« Sur le *Wagram*, raconte le général du Barail, cette mésintelligence avait pris un caractère aigu. Il était interdit aux officiers passagers, de se tenir, en dehors des heures de repas, dans le carré réservé à l'état-major des bâtiments. Un capitaine de zouaves, méconnaissant ou oubliant cette prescription, fut surpris dans ce carré, à une heure antiréglementaire, par le second du bâtiment, lieutenant de vaisseau, portant comme lui la double épauvette. Le lieutenant de vaisseau infligea les arrêts à son camarade. « C'est bien, lui répondit celui-ci, vous êtes chez vous, je me soumetts à votre autorité; mais une fois à terre, je redeviendrai votre égal, et je vous prévient, dès maintenant, que je vous tueraï. »

« Ce n'était pas une rodomonta », car le capitaine de la Hayerie, mort depuis général de division et grand-officier de la Légion d'honneur, n'était pas seulement un des officiers les mieux posés de son régiment; il était aussi un tireur émérite à l'épée et au pistolet; avec cela, musclé comme un harcule: on l'avait vu, dans une insurrection, obligé de se défendre contre une attaque personnelle, assommer son homme d'un coup de poing.

« L'affaire fit beaucoup de bruit.

« L'amiral Jurien de la Gravière voulut absolument l'arranger, avant de permettre le débarquement, et il mit le capitaine de la Hayerie dans cette alternative: ou renoncer à la réparation par les armes, qu'il voulait obtenir, ou être renvoyé en France, sans descendre à terre.

« Le capitaine se soumit en rechignant. »

difficultés. Sans parler des maladies et des obstacles naturels, les explorateurs, forcément isolés ou en très petit nombre, ont à compter avec la barbarie naturelle ou la défiance du pays. Et cependant, pour n'avoir pas de mécomptes, quelle minutie ne faudrait-il pas apporter dans ces opérations de reconnaissance! Quelle quantité de documents à recueillir, et quel choix difficile à exercer entre des renseignements souvent contradictoires!

« Le Betsiboka avait-il été sondé sur tout son parcours et le régime de ses eaux avait-il été étudié? Savait-on quelle était la vitesse du courant que rencontreraient les canonnières à telles ou telles époques?... Je crains que non. D'aucuns partent en guerre là-dessus : « Comment cela se fait-il? Quelle imprévoyance!... » Tout doux, s'il vous plaît. On a pu faire cette étude, longue et difficile, sur le fleuve Rouge au Tonkin, parce que, coups de mains de pirates à part, nous sommes les maîtres du pays. Encore n'y a-t-on réussi que tout dernièrement, en 1893 et 1894, pour le haut fleuve de Yen-Baï à Laokay. A Madagascar, dans la situation précaire, ambiguë, que nous faisait un protectorat contesté, je doute qu'une canonnière française eût pu se livrer à ce genre d'opérations sans être arrêtée par les Hovas.

« Faut-il que je rappelle, pour rabattre la superbe de quelques-uns, que chez nous-mêmes, en France, on a vu des opérations capitales manquer uniquement parce que l'on avait négligé de reconnaître la force du courant d'un fleuve? Ce fleuve, c'est la Seine, qui est assez connue pourtant. L'opération est celle du 29 novembre 1870. Au reste, je ne veux accabler personne, pas même le service des ponts et chaussées, de ce fâcheux souvenir. Napoléon I^{er}, à qui l'on s'accorde à reconnaître quelque prévoyance, se laissa surprendre, le 22 mai 1809, par une crue du Danube qui emporta ses ponts, tandis que la moitié de son armée combattait à Essling et à Aspern. Il avait cependant des postes qui tenaient tout le fleuve au-dessus de Vienne, et par conséquent un service de courriers bien organisé pouvait l'avertir en temps utile de la montée des eaux en amont »¹

Les reconnaissances avaient été faites nécessairement dans de mauvaises conditions. Les officiers français, envoyés à Madagascar avant la guerre, ne purent, quels que fussent leur zèle et leur habileté, se livrer, en pays étranger, au milieu de populations souvent hostiles et toujours soupçonneuses à des sondages de fleuves, à des recherches, à des études très minutieuses. Ils notèrent les principales ressources ou difficultés du pays et accomplirent de leur mieux la mission qui leur avait été confiée; les rapports qu'ils rédigèrent étaient précieux, mais fatalement incomplets. Quant à ceux des colons, des missionnaires ou des voyageurs, souvent trop fantaisistes, optimistes

L'expédition de Madagascar, par le lieutenant-colonel K... Revue de Paris du 15 août 1895.



Reconnaissance de gendarmes et de chasseurs d'Afrique.

de parti pris, intéressés par conséquent, ayant surtout pour objet la guerre et l'occupation quand même à bref délai de Madagascar, ils n'offraient pas toutes les garanties nécessaires de sincérité.

La Marine était-elle mieux renseignée ? Beaucoup de ses officiers avaient séjourné à Madagascar, de 1883 à 1885; ils en connaissaient bien les côtes, mais fort peu d'entre eux avaient pénétré assez loin dans l'intérieur du pays pour le connaître. Rappelons même que, pendant cette campagne les marins redoutèrent de s'engager toujours trop avant.

En revanche, ils devaient ne rien ignorer de la rade de Majunga et être exactement renseignés sur les moyens de débarquement.

Les trois amiraux, pendant la laborieuse campagne de 1882 à

1885, et, en dernier lieu, le commandant Bienaimé, avaient eu tout le temps et tous les moyens voulus pour procéder à cette reconnaissance. Ils la firent, du reste ; il serait, à cet égard, puéril d'élever le moindre doute.

Les cartes et plans dressés à la suite des sondages furent communiqués aux bureaux de la Guerre. En admettant que ceux-ci aient omis — négligence invraisemblable — de les remettre à l'ingénieur chargé de construire le warf de Majunga, il est certain que cet ingénieur se mit, dès son arrivée à Madagascar, en rapport avec le commandant de la division navale dont il a pris les avis et les conseils. Comment se fait-il que cet officier supérieur ne l'ait pas éclairé de suite sur l'état de la plage en lui faisant connaître le résultat des sondages et ne l'ait pas informé des difficultés qu'allait occasionner l'existence du banc de corail ? Prévenu à temps, l'ingénieur aurait pu faire pratiquer de nouveaux sondages, chercher un autre emplacement, en référer tout au moins à ses mandants et aux représentants du général en chef qui étaient sur les lieux, et finalement le mal aurait peut-être pu être réparé.

Le banc de corail n'avait-il pas été suffisamment reconnu sous la sonde des marins ?

La question du warf peut donc être considérée comme jugée, mais elle n'est pas la plus sérieuse et la plus importante, à beaucoup près.

La faute capitale, celle qui, par ses funestes conséquences, a jeté la perturbation la plus profonde dans tous les plans du commandant en chef, l'a forcé à abandonner et à modifier ses projets, à marquer le pas dans les marais empestés de la plaine pour faire des routes, à avoir recours à toutes sortes d'expédients pour organiser les convois, est sans contredit la question du matériel fluvial, qui a toujours été insuffisant et est arrivé deux longs mois après l'époque où il aurait dû être à flot et prêt à être employé.

« Dans les combinaisons du général Duchesne et de son état-major, le plan de campagne devait comprendre deux étapes bien distinctes : de Majunga à Suberbieville et de cette dernière ville à Tananarive.

« La première, qu'il importait, d'après tous les renseignements recueillis sur l'insalubrité du pays, de franchir au pas de course, devait être accomplie dans les conditions suivantes :

« Le corps expéditionnaire divisé en deux colonnes et allégé de convois et d'impédimenta, remonterait rapidement les deux rives du Betsiboka en balayant les Hovas devant lui jusqu'à Suberbieville. Les vivres seraient transportés par le matériel maritime et fluvial remontant le Betsiboka entre les deux colonnes ; à l'abri de toute insulte et formant ainsi un convoi fluvial à chaque instant disponible et admirablement protégé.

« Dans ces conditions, plus besoin de routes, de voitures, de mulets, de coolies. Tout cela était réservé pour la deuxième étape entre Mevatanana et Tananarive. Les vivres et le matériel étaient là sous la main dans les canonnières, les chalands et les boutres remorqués, cheminant de conserve avec nos troupes sur la route liquide plane et sans ornières. Des convois s'organiseraient entre les têtes de colonne et la base d'opération pour ravitailler bêtes et gens avec des chalands remorqués par des mouches et des vedettes. Les fameuses voitures Lefebvre qu'on comptait utiliser à partir de Suberbieville étaient petit à petit transportées par voie d'eau en ce dernier point. On ne mettait pas ainsi plus de quinze ou vingt jours pour concentrer toutes les troupes à Suberbieville.

« Cette dangereuse étape franchie, on pouvait faire reprendre haleine à nos soldats à l'abri des atteintes de la malaria et de la dysenterie, s'organiser, faire reconnaître le pays, nouer des relations avec les indigènes et attendre patiemment que les approvisionnements de toutes sortes fussent réunis à Suberbieville, pour reprendre ensuite la marche sur Tananarive.

« Voilà, d'après ce qui m'a été affirmé par des personnes en situation d'être bien informées, quel était le plan du général Duchesne, plan logiquement conçu, approprié au pays et aux circonstances et qui fait honneur à la clairvoyance du chef et de ses auxiliaires.

« Seulement, pour pouvoir les mettre en exécution, il fallait que nos troupes, en arrivant dans la baie de Bombetoke; trouvassent dix bateaux du type *Nièvre*, sous vapeur, prêts à prendre chargement: vingt canots ou chaloupes à vapeur sous pression, dix canonnières, trente chalands, sans compter tous les boutres et toutes les pirogues qu'on aurait pu racoler sur la côte à coups de piastres ou de canon. Il fallait avoir fait l'hydrographie de la baie, reconnu le point terminus de la navigation maritime, sondé le lit et les passes du Betsiboka; il fallait en un mot avoir à pied d'œuvre et prêt à fonctionner tout le matériel maritime et fluvial nécessaire à l'organisation des convois par voie d'eau entre Majunga et Subervieville.

« Au lieu de cela, qu'avons-nous vu? Le corps expéditionnaire obligé d'emprunter un navire au sultan de Zanzibar! Forcé d'émouvoir l'opinion pour avoir quelques canots à vapeur, de battre l'estrade sur la côte pour se procurer quelques embarcations, et, en fin de compte, obligé d'entasser nos troupes dans le voisinage de marais pestilentiels, en attendant l'arrivée problématique des canonnières et des chalands confiés à la bonne foi de nos bons amis les Anglais!¹ »

La ville de Majunga du reste avait été occupée, dès le commencement de la guerre, en pleine saison des pluies, longtemps avant la

1. Article très documenté, publié par la *Dépêche de Toulouse*.

mise en route des troupes du corps expéditionnaire rassemblées en France.

Durant cette période, l'unique préoccupation n'avait-elle pas été de préparer le débarquement? Non, disait-on, le commandant de l'escadre voulait surtout combattre; il rechercha trop les occasions de marcher au feu.

Quelques-uns même lui reprochaient le bombardement de Majunga comme une faute.

« Pourquoi ce vide formidable pratiqué, écrivait-on, partout autour de nous et qui nous a privés de la main-d'œuvre indigène, en nous forçant de transformer en terrassiers les soldats de l'expédition? Pourquoi cette rupture complète, absolue, de toute relation avec l'ennemi, avec cette conséquence que nous allons vers lui les yeux bandés, ignorant son état d'âme et ne pouvant pas connaître ce qui se passe dans l'armée de la reine, alors que cette notion serait d'une si haute indispensabilité? Le motif de cette situation est peu connu et je vais l'exposer. La plus grande partie des difficultés, dont je parle à présent, proviennent du bombardement effectué mal à propos, à Majunga, le 14 janvier 1895. Depuis le départ pour la France de la colonne Ranchot, c'est-à-dire depuis la rupture définitive avec les Hovas, à la suite du rejet de l'ultimatum Le Myre de Villers, un certain nombre de Français avaient été forcés de demeurer à Majunga, pour la sauvegarde de leurs intérêts.

« Or, ceux de nos compatriotes qui étaient restés à leur poste, vivant à côté des Hovas, sont sans doute mieux placés que quiconque pour apprécier le bombardement de cette place, et ils le condamnent formellement.

.....

Si la faute était irréparable en ce qui concerne le contact avec les Hovas, l'était-elle au point de vue de la main-d'œuvre, relativement au contact avec les Sakalaves? D'abord il y eut une consigne fâcheuse: ce fut la suppression complète de toute communication avec Marovoay, qui était alors, bien entendu, aux mains de l'ennemi. Il y a toujours eu autour de cette localité de nombreux Sakalaves. Il fallait garder des relations avec eux au lieu de les éloigner de parti pris. Plus tard, les Sakalaves de Marovoay suivirent les Hovas dans leur fuite, comme l'avaient fait ceux de Majunga.

« Les fautes s'enchaînent. Voyons maintenant si l'on a fait tout ce qu'on a pu au sujet de cette recherche de la main-d'œuvre. En pareil cas, cela se comprend, il faut toujours s'en rapporter à ce que pensent les gens compétents plutôt qu'à sa propre impression. Eh bien! on n'a pas agi, paraît-il, comme il fallait et comme on le pouvait. Rien n'était plus facile, croit-on, que d'envoyer en mission sur la côte des Antémours (côte orientale de Madagascar) des gens sûrs, capables de

recruter dans ces peuplades si laborieuses, si économes, si avides au gain, un assez grand nombre de porteurs qu'on n'aurait pas eu la moindre difficulté à amener à Majunga par quelque affrété vide ou même par un des navires de guerre de la station.

« Les mois perdus jusqu'ici en route ne prouvent que trop que l'embauchage des Antémours ou d'autres indigènes de la côte orientale de l'île était largement faisable. Et quand les Malgaches recrutés n'auraient servi qu'à faire la route, puisqu'on voulait absolument en faire une, n'était-ce pas déjà un joli résultat? »

La Marine aurait donc eu le tort de se livrer trop exclusivement aux opérations de guerre à l'intérieur, au lieu de se contenter de la tâche ingrate de préparer les moyens de débarquer promptement et de parvenir promptement à Suberbieville aux camarades de l'armée de terre.

L'amiral Bienaimé, faisait-on remarquer, n'a-t-il pas pris part à tous les combats de la première partie de la campagne? Il était à Tamatave, à Majunga, aux escarmouches aux environs de Diego-Suarez, aux différents engagements sur les bords de la baie de Bombetoke, enfin à l'assaut de Marovoay où il entra l'un des premiers.

Un autre rôle moins bruyant, moins glorieux peut-être mais plus utile, convenait mieux, prétendait-on au chef de notre escadre : faciliter le débarquement des troupes du corps expéditionnaire et surveiller sans répit le blocus des côtes.

Les cartes géographiques de Madagascar enfin, distribuées par l'état-major aux officiers, étaient fort incomplètes. Chacun d'eux pouvait s'en rendre compte.

Une armée qui a rarement l'occasion de combattre et qui n'avance que lentement, faisant de longs séjours en pays malsain, occupée à de rudes travaux tout différents de ceux qu'elle avait rêvés est toujours portée à la critique et fronde volontiers ses chefs, surtout une armée française.

On nous a envoyés à l'aventure, dit-on au bivouac, dans ce maudit pays, sur la foi de cartes et de livres inexacts, sur le témoignage d'hommes d'affaire intéressés ou de missionnaires n'ayant d'autre but que de faire des prosélytes et d'arracher Madagascar aux protestants; ce pays, on le connaît si mal que nous sommes surpris de rencontrer des villes, des cours d'eau, des positions importantes dont personne n'a jamais parlé. Nous faisons un véritable voyage de découverte. Notre campagne n'est qu'une formidable et absurde exploration, et non une entreprise de conquête réglée selon l'expérience chèrement acquise ailleurs. Nous renouvelons le tour de force de Stanley — traversée de l'Afrique — mais en traînant derrière nous des milliers de soldats. Nos grands hommes d'État, sans doute afin de prolonger les émotions du voyage, ont du reste eu soin de choisir pour nous

envoyer à Tananarive la route la plus longue, sous prétexte que cette route était la plus facile.

Ces plaintes devenaient fréquentes, non que l'armée cédât au découragement ou que l'indiscipline se mit dans les rangs ; mais on avait souffert de trop de déceptions, on n'avait plus la même confiance ni la même foi. Confiance et foi elles se réveillaient cependant toujours aussi vives, au premier coup de fusil.

D'autre part, pour des raisons sur lesquelles nous n'insisterons pas, le général Duchesne n'avait pas toujours été renseigné exactement sur la salubrité du pays à traverser. Certains n'affirmaient-ils pas avec une rare assurance, au début de la campagne que Mevatane et particulièrement Suberbieville étaient des pays sains ?

Beaucoup de ces renseignements étaient dûs au publiciste allemand, M. Wolf, le même qui suivit en privilégié le quartier général de notre corps expéditionnaire. M. Wolf envoyait à la presse allemande des correspondances très reproduites, toutes favorables à l'intervention française. Il laissait entendre, du reste, que l'industrie allemande saurait plus tard tirer profit de notre conquête. On n'a pas assez remarqué quel fut le rôle de cet agent dans les préliminaires de la campagne. Ses renseignements étaient cités par nos journaux officieux avec éloges. Sur la foi des enquêtes et du témoignage du docteur Wolf, ayant parcouru l'île dans tous ses sens, nous n'avions plus qu'à nous engager à Madagascar. Le correspondant allemand était là-bas dans les meilleurs termes avec nos représentants diplomatiques ; il parlait presque lui-même au nom de la France.

« Wolf, écrivait-on à un journal parisien, est un ancien « reptile » qui fut envoyé une première fois à Madagascar par M. de Bismarck avec une mission politique. Il y revint ensuite pour le service du général de Caprivi et, maintenant, très obéissant aux ordres du prince de Hohenlohe, il achève d'accomplir sa mission pour le plus grand intérêt de l'Allemagne.

« En effet, depuis trois ans, il n'a pas cessé d'envoyer à Berlin des correspondances ayant pour but d'irriter et d'exciter la France contre les Malgaches. Depuis trois ans, dès qu'un agent français avait maille à partir avec les Hovas ou avec le gouvernement de la reine, si petit qu'était l'incident, Wolf ne manquait point de le signaler dans son journal en en exagérant l'importance, et, souvent, en la dénaturant.

« Sa mission politique était celle-ci : « *Pousser la France à entreprendre une action militaire contre Madagascar et à s'emparer de la grande île africaine.* Cependant, il savait bien, et ses rapports secrets en font foi, qu'avec de la patience, nous aurions eu raison, sans coup férir, de la mauvaise volonté du gouvernement malgache et des taquineries anglaises, qui se dissimulaient si mal derrière la conduite des

Hovas. Mais la grande chancellerie allemande voulait cette campagne à tout prix, et Wolf fut le très habile serviteur de sa volonté.

« Cavalier élégant, parlant remarquablement notre langue, il eut bientôt conquis les sympathies de l'élément français. On regardait d'un œil aimable cet homme blond, mince, actif, toujours empressé à se mettre à la disposition de nos compatriotes. C'était une relation agréable dans un pays absolument dénué de vie civilisée. « Très intelligent et très distingué, m'écrivit un de mes correspondants, disposant « d'autant d'or qu'il semblait en désirer, Wolf avait le talent de charmer « et de captiver tous ceux qu'il approchait. » Il nous est donc permis de supposer — et cela sans vouloir offenser personne — que le charme que Wolf exerçait sur la société française à Madagascar, et comme *il connaissait la carte, les habitants et les mœurs de ce pays mieux qu'aucun de nos agents*, il se sera mis tout simplement à la disposition du général Duchesne, qui découvrit immédiatement en lui le guide rêvé et se l'attacha comme tel.

« Du reste, nous ne saurions trop nous expliquer autrement la présence de cet Allemand parmi l'état-major de la colonne française.

« Maintenant, direz-vous, pourquoi le général Duchesne, accueillant un publiciste prussien, a-t-il éloigné de l'expédition les quelques journalistes français qui manifestaient l'intention de la suivre? . . .

« D'autre part, peut-être vous demanderez-vous aussi dans quelle pensée l'Allemagne nous incitait à la guerre? La réponse est d'une grande simplicité :

« Parce que l'occupation de Madagascar, sans nous obliger, bien entendu, à dégarnir nos frontières, diminuera toujours un peu les forces de la Métropole, et parce que, les divers établissements à créer là-bas, l'entretien de nos fonctionnaires et de nos soldats, les casernes et les résidences à construire, etc., etc., ne peuvent nous coûter moins de *cinq à six cents millions*... »

D'autres rapports, il est vrai, avaient été transmis, au ministère de la marine et au ministère des affaires étrangères par des envoyés en mission et par quelques personnages qui, après un court séjour à Madagascar, tranchaient, avec une rare désinvolture, toutes les questions.

Les faits ont, hélas! cruellement démenti ces rapports trop optimistes, qui ne font pas honneur à la clairvoyance de leurs auteurs. En revanche, on laissait soigneusement dans les cartons les notes et documents nombreux envoyés par des officiers en 1885 et 1886, indiquant, sans en rien celer, toutes les difficultés d'une campagne à Madagascar.

Nous pourrions rappeler enfin d'innombrables notes et correspon-

dances communiquées aux journaux, faisant de Suberbieville un séjour enchanteur.

Beaucoup d'officiers s'y installèrent, persuadés que le corps expéditionnaire, déjà très éprouvé, se reposerait utilement dans ce pays et que les malades peu à peu recouvreraient la force et santé. La déception avait donc été cruelle; aussi se manifesta une certaine animosité bien naturelle contre le pays et contre ceux qui l'exploitaient.

La terre des mines d'or, disait-on, est aujourd'hui riche surtout en cadavres, et plus tard, lorsqu'elle sera mise en exploitation avec de gros capitaux, les ingénieurs ne devront pas trop s'étonner de rencontrer souvent des squelettes sous la pioche.

On plaisantait ferme alors les affirmations de certains journaux — dont quelques-uns depuis dénigraient le chef de l'expédition — relatives à Suberbieville, à sa situation favorisée, aux sites merveilleux de la région, aride et ravinée et au climat excellent.

Mais les impatiences de l'opinion au sujet de l'expédition de Madagascar, se manifestaient alors de plus en plus vives, encore surexcitées par les déclarations de soldats récemment débarqués, rentrés en France, après deux ou trois mois seulement de campagne et qui racontaient les souffrances endurées. De nombreuses lettres d'officiers étaient communiquées aux journaux. Elles attestaient les fautes que nous avons déjà signalées et surtout l'insuffisance des moyens de transport. Les accusations se précisaient, basées sur des témoignages irrécusables.

Le gouvernement, voulant enrayer les polémiques que ces déclarations, ces récits provoquaient, fit publier la note suivante :

« Les correspondances pessimistes de Madagascar insérées par un grand nombre de journaux prouvent que le contrôle exercé par les autorités du corps expéditionnaire n'est pas aussi sévère qu'on s'était plu à l'annoncer.

« Elles ont — nous en avons la certitude personnelle — éveillé l'attention du gouvernement, qui s'est portée aussi, dans un autre ordre d'idées, sur certaines correspondances qui auraient été adressées à des journaux, en violation des règlements militaires, par plusieurs officiers de l'armée de terre et de la flottille. »

Mais l'opinion n'en fut que plus défiante, elle voulait être renseignée, elle voulait savoir la vérité. Elle protesta contre cette note qui produisit le plus déplorable effet.

Des polémiques s'engagèrent sur la question des responsabilités attestant de regrettables dissentiments.

D'une part, les mameluks de la politique coloniale reprochaient au général Duchesne de ne pas aller assez vite. Ils savaient pourtant quelles difficultés de toute nature rencontrait le commandant du corps expéditionnaire; mais, au risque de laisser en chemin un grand



Tirailleurs à la maraude.

nombre d'hommes, ils auraient voulu que le général, par une prompt occupation de Tananarive, justifiât leurs prévisions trop optimistes du début de la campagne. Ils craignaient en France un brusque revirement d'opinion. Les mêmes hommes insistaient encore, on le sait, pour que les malades de Madagascar ne fussent plus ramenés en France, où la vue de leur misère éveillait non seulement la pitié sur ces pauvres diables, mais l'inquiétude sur l'avenir de l'expédition.

« Vers le 15 octobre, disait le *Temps*, commence d'ordinaire la saison des pluies. Le général Duchesne sera-t-il entré dans Tananarive à ce moment? Aura-t-il installé convenablement ses soldats dans l'Emyrne pour y passer le mauvais temps dans des conditions supportables, ou bien sera-t-il encore en chemin et forcé d'hiverner dans la

partie déserte et malsaine de l'île? Allons-nous voir son camp se transformer en hôpital sous les pluies diluviennes de la saison meurtrière et nos soldats succomber sans combattre aux privations et aux fièvres? Voilà le point sur lequel tout le monde raisonne, et l'on ne cessera d'être inquiet que le jour prochain, nous l'espérons, où des dépêches viendront démontrer à tous que nos troupes avancent régulièrement et que leurs chefs ont su organiser le ravitaillement de l'expédition aussi sûrement qu'ils ont su dissiper dès les premiers chocs, la faible résistance des Hovas. Il ne faut pas que l'on se le dissimule en haut lieu et qu'on prenne facilement son parti d'un hivernage entre Majunga et Andriba. »

Ces polémiques trahissaient en outre de plus en plus de graves dissentiments entre le ministère de la guerre et le ministère de la marine, rejetant l'un sur l'autre la responsabilité des erreurs et des fautes commises.

La guerre reprochait de nouveau et plus amèrement à la marine d'avoir transporté le matériel beaucoup trop lentement, et d'avoir organisé dans les plus mauvaises conditions le débarquement à Majunga et le service des communications par voie fluviale; elle accusait le personnel de ce ministère de faire preuve d'une extrême mauvaise volonté.

La marine ripostait : Vous avez voulu avoir la haute main sur l'expédition, nos officiers et nos agents n'étaient que vos subordonnés, ils ont strictement obéi à vos ordres. Vous dirigez, donc vous seul êtes responsable.

Un député des colonies, M. Gerville-Réache, un spécialiste autorisé de ces questions disait :

« Pendant trois mois, durant la période d'organisation et de préparation, la plus importante au jugement de tous, puisqu'il devait s'agir de mettre les troupes en état de marcher et de vivre. c'est la marine qui eut à Madagascar l'autorité absolue et qui, seule, en usa. Bien plus, quand le général Metzinger débarqua à Majunga, dont les ordres venus de Paris avaient retardé l'occupation jusqu'au dernier moment, tout le reste de l'île fut abandonné par lui à la haute direction du commandant des forces navales qui gardait ainsi toute la responsabilité du ravitaillement et du recrutement des auxiliaires. Ces pouvoirs que le représentant de la marine a détenus jusqu'à l'arrivée du général Duchesne, qu'en a-t-il fait ?

« S'il est demeuré dans l'inaction tandis que les Hovas faisaient le vide autour de nos postes et que les troupes et le matériel s'embarquaient en France pour être jetés sur une plage de sable et de boue, où ni un casernement, ni un magasin n'avaient été préparés, faut-il en accuser — hypothèse invraisemblable! — sa négligence, son apathie? Ou plutôt faut-il penser que cet officier, qu'on sait énergique et actif,

n'a pu être contraint à cette immobilité désastreuse, que par des ordres venus de ce pouvoir impersonnel des bureaux de la marine qui s'imposent même aux ministres ?

« Trop souvent des instructions plus ou moins secrètes de l'état major ont contrecarré même des ordres ministériels. Or, comme les ministres passent et que les bureaux restent, les subordonnés ont l'habitude de tenir plus de compte des instructions de leurs chefs directs que des ordres d'un ministre qui peut changer d'un jour à l'autre. C'est une forme d'anarchie tout aussi mauvaise que celle des théoriciens et des professionnels de l'anarchie. »

Les patriotes ne pouvaient que regretter ces divisions enlevant à la France un peu de sa confiance dans l'organisation de la défense nationale et dont se réjouissait l'étranger.

Les journaux allemands et anglais en effet ne manquaient pas de reproduire nos polémiques, d'en exagérer la portée et de les commenter ironiquement.

L'union patriotique s'imposait plus que jamais en France, à l'heure surtout où les Allemands célébraient à grand bruit dans les provinces conquises le 25^e anniversaire de nos défaites de 1870 et le démembrement de notre patrie ¹.

Il est incontestable qu'une campagne d'insinuations malveillantes réitérées fut alors dirigée avec beaucoup de perfidie contre le général Duchesne.

Tantôt, on l'accusait de mollesse; il était trop fatigué, trop déprimé, trop obèse pour mener à bien la campagne.

Tantôt, on lui faisait un crime de n'avoir pas lancé en avant son armée et de s'attarder à la construction de routes que les premières pluies de la mauvaise saison emporteraient.

On alla jusqu'à prétendre qu'à Suberbieville, le commandant en chef s'était confortablement installé dans les meilleurs bâtiments de l'établissement Suberbie et qu'il y jouissait de toutes ses aises, tandis que les pauvres fiévreux, anémiés et autres malades, étaient relégués sous de mauvais hangars ou dans des cases malsaines.

1. A cette époque se produisaient à Strasbourg de significatives manifestations anti-françaises organisées pour insulter aux regrets des Alsaciens-Lorrains par les Allemands immigrés.

« Les concerts donnés dans le parc de l'exposition de Strasbourg par la fanfare des gardes du corps prussiens, ont fourni à la population allemande, écrivait-on au *Temps*, l'occasion d'une manifestation qui n'est pas de nature à calmer parmi les indigènes les sentiments que de nombreux manques de tact y ont depuis longtemps développés à l'égard des immigrés chauvins.

« Les militaires ont joué la *Wacht am Rhein* ainsi que toute une série d'airs patriotiques allemands et anti-français qui ont servi de point de départ à d'interminables démonstrations organisées par les Allemands pour répondre ainsi aux applaudissements décernés récemment dans la même exposition par l'élite de la population alsacienne à l'orchestre Colonne.

« Le succès de l'orchestre parisien, tout en étant des plus vifs, avait conservé le caractère d'une manifestation sympathique et artistique. La façon d'agir des chauvins allemands, surexcités encore par la fête commémorative qui rappellent en ce moment aux Alsaciens de si cruels souvenirs, a d'autant plus profondément froissé la population strasbourgeoise. Elle reproche ouvertement au comité des concerts de l'exposition d'avoir négligé d'interdire, cette fois, des manifestations politiques qui avaient été si soigneusement évitées lors des concerts Colonne. »

Le général, écrivit on, a pris possession pour lui, ses officiers et son personnel de maisons que revendiquaient les médecins pour les ambulances. Il s'y est longuement reposé, tandis que les malades dépérissaient et mouraient, tandis que les soldats encore valides travaillaient à la construction de la route. Il ne faisait rien pour les distraire, et se reposant, lui, il considérait que personne ne se fatiguait.

Ces insinuations n'ayant pas produit grand effet, on imagina d'annoncer une grave maladie du général Duchesne et son remplacement par le général de Torcy, auquel on adressait les plus vifs éloges, mérites du reste, dans l'évidente intention de les poser l'un et l'autre en rivaux et peut-être d'éveiller entre eux des défiances.

Le ministre de la guerre dut faire démentir cette nouvelle relative à la santé du général Duchesne.

Cependant, les accusations passionnées, souvent même mal fondées, injustes, devenaient de plus en plus amères et la joie de nos ennemis redoublait.

Ah! comme en Allemagne, en Italie, en Angleterre on se félicitait de nos mécomptes, de notre légèreté incurable, de nos divisions, même à propos de politique extérieure. Toutes les injures adressées à nos généraux, les attaques violentes contre l'armée étaient fidèlement reproduites.

Les Français, disait-on, qui reçoivent de si dures leçons sur la route de Tananarive, ne s'aventureront pas de sitôt sur celle de Berlin.

« Qu'on ne s'y fie pas trop pourtant, répondait un officier dont nous avons invoqué plusieurs fois le témoignage autorisé. Une guerre européenne pourrait bien montrer quelque jour que, nous aussi, nous savons prévoir. Au reste, il ne serait pas juste de nous juger sur une seule expérience. Les plus habiles s'y trompent, dans ces expéditions coloniales : les Anglais ont eu leurs échecs du côté du Cap, ils doivent s'en souvenir, et aussi les Allemands dans l'Afrique orientale¹.

1. « On rappela, à cette occasion les guerres coloniales précédentes. Les Anglais à notre place disait M. Cornely dans le *Matin*, eussent probablement agi différemment. Nous dépenserons vraisemblablement deux cents millions à Madagascar. Les Anglais en eussent employé dix pour acheter S. M. la reine de l'Inde et S. E. le premier ministre. Mais les Anglais sont des marchands uniquement préoccupés du doit et avoir. Tandis que, nous, nous sommes des artistes pour qui la première chose à faire est de donner et de recevoir des coups.

« Pourtant les Anglais ont fait contre les Achantis quelque chose d'analogue à ce que nous faisons actuellement contre les Malgaches. Mais leur général en chef, sir Garnet Wolseley, au lieu de s'en aller avec ses soldats, comme le brave général Duchesne, les avait précédés et avait tellement bien organisé son expédition, pris ses points de repère et préparé ses étapes, que ses troupes trouvaient, le soir, en arrivant au campement, la tente dressée, la théière bouillante, et qu'arrivés comme la foudre sur la capitale des Achantis qu'ils brûlaient, les combattants repartirent comme le vent et rentrèrent à peu près tous chez eux.

« Nous avons, il est vrai, à opposer à cette expédition contre les Achantis l'histoire de notre expédition de Chine, qui fut, elle aussi, préparée et menée avec une maestria incomparable par le général de Montauban. Ce général, à qui les Chambres marchandèrent une récompense, était, lui aussi, parti d'avance, et par l'isthme de Suez, non encore percée, et la mer Rouge. Il avait précédé de plusieurs mois ses troupes qu'amenaient, en contournant le Cap, de grands clipper à voile. On regagna, cette fois comme toujours et très largement, le temps de la préparation. Mais cela ne suffit point pour nous donner l'esprit méthodique, scientifique qui semble jusqu'ici avoir été presque incompatible avec notre tempérament national, et notre maudite habitude de nous débrouiller sur place, qui nous joue un tour nouveau à Madagascar. ent s' revançe au Mexique. »

« Mais, d'autre part, faut-il compter que nous arriverons à la perfection du genre, que nous saurons jamais obtenir le maximum de résultats avec le minimum de dépenses, en existences humaines et en argent ? Je voudrais le croire. Je ne le crois pas. Et ici il faut remonter d'un degré dans la recherche de la cause première.

« Nous sommes des Gaulois. Nous sommes les fils de ces hommes généreux, héroïques, aventureux, qui ont semé leurs ossements sur toute la terre. Malgré les progrès de la civilisation matérielle et ceux de l'égoïsme qui en découlent, la France est encore la nation qui craint le moins de verser son sang, de dépenser son or pour atteindre le but qu'elle se propose... Et ce but est souvent un idéal abstrait ! — Il faut tenir compte de cela, un large compte, car ainsi s'expliquent notre apparente légèreté, notre apparente imprévoyance. A quoi bon tant de précautions, de soins et de délais pour qui ne marchande jamais ni ses biens, ni sa vie ?

« Nous sentons cela tout au fond de nous-mêmes, et peut-être sans trop nous l'avouer. Nous laissons à d'autres le lustre de l'habileté, gardant intact celui du sacrifice !... Et qui sait, en fin de compte, si ce n'est point là l'habileté suprême ? si la trace que nous laisserons sur le monde ne sera pas la plus profonde, la plus durable, si dans notre sillon ne lèvera pas la plus belle moisson d'humanité ? »

Un journal spécial et exprimant fréquemment l'opinion du ministère de la guerre ¹, s'efforçait de disculper les accusations des uns, de répondre aux insinuations des autres et de calmer les impatiences :

« Que doivent, en vérité, disait-il, penser de nous les puissances étrangères, en lisant dans nos propres journaux, ce débordement de doléances, de plaintes et de récriminations contre notre double organisme militaire et maritime, et combien doivent joyeusement se frotter les mains, ces bons voisins d'outre-Rhin et ces excellents amis d'au-delà des Alpes, en parcourant les amères et souvent injustes critiques qui s'étaient si complaisamment dans nos feuilles quotidiennes ? »

Les journaux étrangers, en effet, et particulièrement ceux de la Triple-Alliance, ne manquaient pas de plaisanter notre pays, fort lourdement, du reste.

« Il y a certainement là, un manque de sang-froid chez les uns et un système de dénigrement voulu chez les autres, qu'il serait bon d'enrayer au plus vite, d'autant plus que, les uns comme les autres savent parfaitement, qu'une fois nos colonnes dégagées des premières difficultés et suffisamment acclimatées et entraînées, l'issue ne peut être et ne saurait être douteuse. Toutes nos campagnes lointaines, toutes nos expéditions d'outre-mer ont soulevé, à toutes les époques où elles se sont

1. *L'Écho de l'Armée*, 3 août 1905.

faites, les mêmes récriminations, les mêmes accusations, les mêmes doléances; toutes, cependant, ont réussi, au point de vue militaire, du moins. Ce qu'il y a de certain aussi, c'est que les éléments trop jeunes, insuffisamment solides au point de vue physique, de notre armée actuelle, s'accommodent mal des fatigues inhérentes à de semblables entreprises et du séjour dans un climat réputé, à juste titre, comme un des plus malsains du monde. Il fallait certainement y réfléchir avant de commencer les hostilités, et puisqu'on se décidait pour une action immédiate et énergique, s'attendre également à certaines déconvenues et à des cas relativement nombreux de maladies parmi des troupes neuves et absolument inaptes dès l'ouverture des hostilités à une campagne de ce genre. »

A la question si grave et préoccupant, tout particulièrement et à bon droit, l'opinion publique : l'armée expéditionnaire prendra-t-elle ses quartiers d'hiver avant d'arriver à Tananarive? le journal, organe du ministère de la guerre, répondait nettement : Oui.

« Nous sommes encore trop loin de la capitale de Madagascar, pour espérer y voir entrer nos soldats avant le 15 octobre, époque à laquelle commence la saison des pluies. Les difficultés de la route et surtout des ravitaillements n'étant un secret pour personne, il est donc permis de supposer que c'est entre Ambihinoro et Tananarive que sera le point terminus du corps expéditionnaire, d'ici au 15 octobre, et comme le fait observer très justement l'*Avenir Militaire* à un de nos confrères gémissant sur l'avenir de la campagne et disant qu'il n'y a plus « un jour à perdre, ni une faute à commettre », c'est que sa réflexion, pour ne manquer de réminiscence, n'en est pas moins privée de justesse, attendu que le général Duchesne et le général Metzinger n'ont ni « PERDU UN JOUR, NI COMMIS UNE FAUTE » depuis qu'ils ont débarqué à Majunga.

« Il n'est pas en leur pouvoir de suppléer aux moyens de transport qui font défaut au corps expéditionnaire et aux forces de nos soldats de DEUX ANS, qui ne peuvent porter sur leur dos, de Suberbieville à Tananarive, vingt jours de vivres, à l'instar des vieux légionnaires de Jules César, ou, sans remonter si loin, des zouaves de Lamoricière, ce qui, étant donné, nous le répétons, la pénurie des routes et des moyens de transport, serait la condition impérieuse pour faire coïncider l'entrée de nos troupes à Tananarive avec la fin de la saison estivale. Tout ceci est pour démontrer, une fois de plus, ce que nous avons déjà maintes fois répété dans ces mêmes colonnes, c'est que, pour mener vite et bien des campagnes de ce genre, il faut, non seulement une préparation impeccable dans leur organisation, mais aussi des éléments combattants aguerris et acclimatés depuis de longues années aux climats exotiques. Quant à gémir, à se désoler et à récriminer comme on le fait depuis quelque temps, c'est une preuve de faiblesse et

de découragement indigne d'une nation qui, comme la nôtre, a la prétention d'être restée très militaire et très patriotique. »

Observations fort sensées, mais la faute capitale n'était-elle pas d'entreprendre dans de telles conditions des campagnes coloniales aussi importantes ?

On aurait pu rappeler à ce sujet, qu'en 1884, lorsque l'expédition du Tonkin prit un développement à son avis excessif et dangeureux, le ministre de la guerre d'alors, M. le général Campenon, n'hésita pas à combattre les projets et les plans de M. Jules Ferry et à se retirer, dès que le conseil les eut approuvés ?

Le ministre de la guerre crut enfin devoir intervenir personnellement.

« Le public et la presse, fit-il déclarer (*Figaro* du 6 août 1895), exagèrent beaucoup les difficultés que nous rencontrons à Madagascar. Nous ne sommes en retard que de trois semaines ou d'un mois au maximum, et la campagne n'est en rien compromise, puisque nous sommes certains d'arriver quand même à Tananarive avant la mauvaise saison.

« Et cependant, on ne crierait pas plus fort autour de nous si tout était perdu dans une immense défaite !

« En réalité, nous subissons, devant l'opinion très sincère de la foule, les effets des manœuvres savamment combinées de la presse anglaise.

« Les journaux de Londres ont habilement répété, chaque soir et chaque matin, que l'expédition de Madagascar était la chose du monde la plus simple et la plus facile, que des troupes quelconques venues de France ou d'ailleurs, n'avaient qu'à se montrer, que les Malgaches tout aussitôt se soumettraient, sans même attendre la prise de Tananarive, et qu'en tout cas Tananarive serait occupée par nos troupes avant la Fête du 14 juillet.

« Le public s'était peu à peu habitué à cette idée : et tandis qu'à la Chambre, M. Hanotaux déclarait au contraire, que cette expédition serait lente et pénible, qu'on allait entreprendre là-bas « une campagne « de fièvre et de quinine » (ce sont, je le crois, les paroles mêmes que *l'Officiel* a enregistrées); tandis que de son côté le ministre de la guerre ajoutait qu'il faudrait, tout au moins, 15.000 hommes, avec un premier crédit de 65 millions d'argent, la légende anglaise s'est infiltrée, établie, imposée en France, d'une sorte de guerre pour rire, sans importance, sans difficultés et sans dangers.

« Alors dès que les premières difficultés ont apparu, cette foule si impressionnable et si nerveuse est tombée dans l'excès opposé, et elle se figure désormais que tout est perdu !

« Le général Duchesne, auquel on ne saurait trop rendre hommage et qui est mieux placé que nous tous, il faut l'avouer, pour juger sai-

nement de ces événements et de leurs conséquences, n'a aucune de ces craintes, qui envahissent sans raisons le public français. Dans tous ses rapports il analyse fort clairement la situation et il n'a jamais douté un seul instant du succès des opérations qu'il conduit avec autant de courage et de science que de sagesse et de tact.

« Tout sera fini dès cette campagne, il en est absolument certain. »

La responsabilité des chefs de la marine et de l'armée n'était d'ailleurs pas seule engagée.

Le gouvernement, une commission parlementaire, la Chambre enfin, n'avaient-ils pas décidé l'expédition? Ne devaient-ils pas savoir alors que Madagascar était un des pays les plus malsains du monde? Ignoraient-ils que nous n'avons pas d'armée coloniale? Leur premier devoir était de ne pas voter « d'un cœur léger ».

Or, ils n'hésitèrent pas à se prononcer; on devait considérer comme les premiers coupables, les auteurs de l'expédition, si coupables il y avait.

Quant aux querelles cherchées au ministère de la guerre et à son représentant à Madagascar, elles semblaient trop souvent inspirées par la mauvaise foi.

Un général distingué, écrivain militaire, de talent, M. Cosseron de Villenoisy, pouvait dire avec raison à ce sujet :

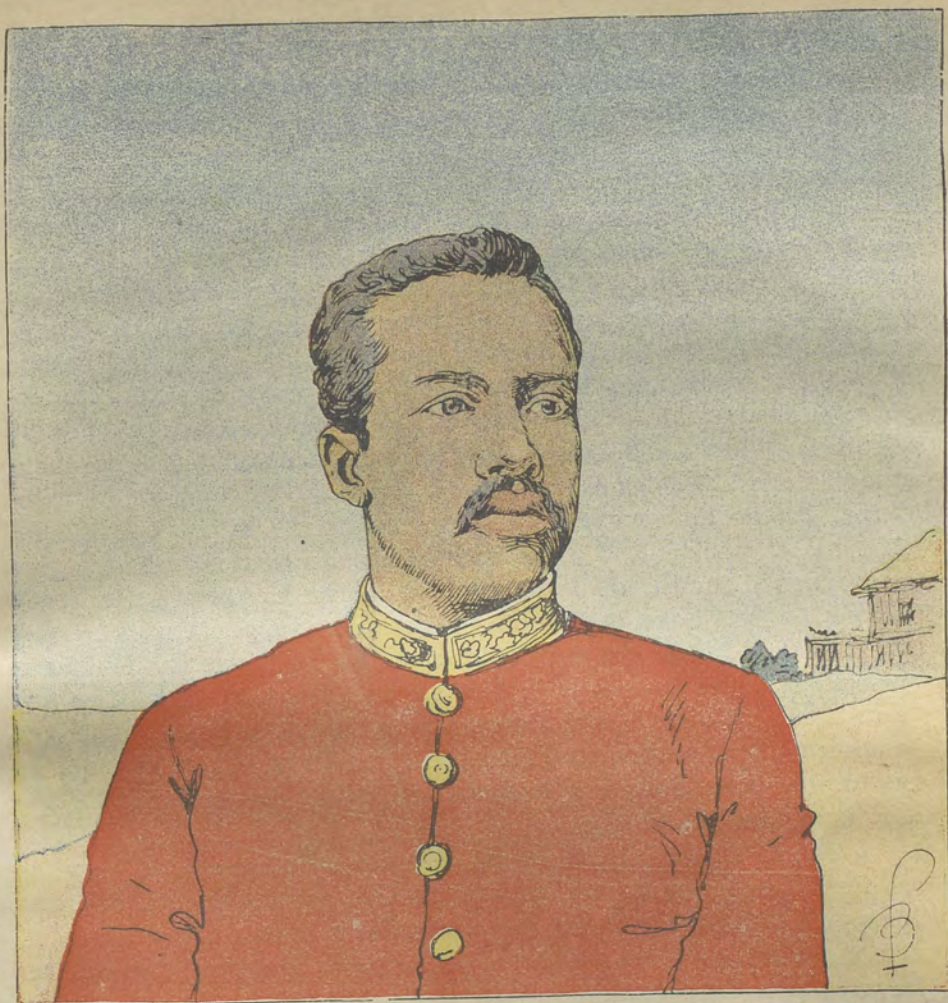
« Après la prise de Mevatanana, on conseillait au ministre de la guerre de rapatrier la moitié du corps expéditionnaire, considéré comme inutile.

« Puis l'un blâmait la construction d'une route quelconque, un simple sentier devait suffire avec des bœufs porteurs, qui auraient même servi de nourriture en route. Les manger était, à ce qu'il paraît, un excellent moyen de faire les transports nécessaires.

« D'autres déclaraient qu'on aurait dû commencer par construire un chemin de fer, pour aller à Tananarive. — Seulement, cela aurait exigé six mois au moins, puis être maître du pays; c'était résoudre la question par la question même.

« On s'en est pris d'abord aux moindres incidents, comme si dans une affaire de cette importance il ne devait jamais y avoir d'accroc d'aucun genre. Enfin, viennent les maladies, l'évacuation des malades et l'on saisit avec empressement cette *heureuse* occasion. Un journaliste n'a-t-il pas osé dire que le ministre de la guerre avait voulu faire périr les hommes évacués, pour qu'ils ne pussent pas dire ce qui se passait là-bas.

« Et, là-dessus, on lui reproche de n'avoir pas fait des choses impossibles à faire : Des hôpitaux sur les plateaux presque inaccessibles de l'île de la Réunion, où rien n'existe, où, une année entière, les constructions d'une route et de baraques auraient été nécessaires pour



Portrait de Rahamatra.

l'hospitalisation de 2.000 malades. Eviter le retour par la mer Rouge et faire le tour de l'Afrique. Mais le trajet aurait été deux fois plus long et le golfe de Guinée n'est pas moins torride que la mer Rouge.

« En réalité, deux causes ont seules amené les pertes que l'on déplore : la trop grande jeunesse des soldats et l'expédition elle-même dans des pays malsains. »

Le même général examinait ainsi de près, et une par une, les critiques principales et sérieuses dirigées contre l'expédition.

« On n'a pas reconnu d'avance le Betsiboka ; on n'a pas su utiliser la rivière, et la brigade Metzinger a dû marcher à travers les rizières, chargée de sacs et de fusils qu'on aurait dû porter pour elle. Les troupes sont arrivées trop tard ; on aurait dû établir à l'avance un

chemin de fer, dont l'utilité eût été considérable. On a eu le tort de faire des routes et des ponts, puisque, à partir d'Andriba, la colonne légère a pu se contenter d'un sentier. Au lieu des voitures Lefebvre il aurait fallu se borner à l'emploi des bêtes de somme, et même de porteurs. Enfin, il y a eu un nombre énorme de malades, qu'on a dû coucher sous des tentes, les médecins et les infirmiers leur ont manqué, et on les a rapatriés dans une mauvaise saison : pourquoi n'a-t-on pas envoyé moins de troupes, des hommes faits au lieu de jeunes soldats, des nègres au lieu de Français ?

« Voilà, en résumé, les principales critiques que nous connaissons; maintenant, la réponse. « Les rivières dont le cours n'a pas été régularisé, dans les pays tropicaux surtout, sont sujettes à des changements considérables et journaliers. Voyez ce qui se passe en Indochine. Depuis le voyage de Lagrée, on discute la navigabilité du Mékong, et, pourtant, il a été exploré par des marins habiles; après trente ans d'études, de balisages, de travaux, l'incertitude règne encore. Le Betsiboka était moins connu; on en a pourtant tiré grand parti; mais il fallait être maître des rives, où les Hovas auraient pu se glisser pour tirer des coups de fusil sur les chalands. Quant à ce que porte le soldat, on le trouve toujours trop chargé, si l'on considère sa fatigue; on trouve toujours qu'il ne l'est pas assez, si l'on songe à ce qui lui manque. Le séparer de son arme, de ses cartouches et de son sac, il n'y faut pas songer.

« Etablir un chemin de fer de cent cinquante lieues, en pays de montagne, exige un travail considérable, des terrassements, des remblais qu'il faut laisser tasser, des ponts, des rochers à miner; au total, il faut plusieurs années d'efforts et être maître du pays, pour assurer la protection des ouvriers.

« Ce reproche ne s'accorde guère avec celui d'avoir fait une route. On n'a jamais traversé un pays que sur des routes, les rivières que sur des ponts. On a donc pris le parti le plus sage, faire une *route de campagne*, suffisante pour permettre, dans la belle saison, le passage de voitures légères. Un homme ne peut être chargé de 30 à 40 kilogr. Cela représente sa propre nourriture pour 20 jours, si on lui refuse tout abri; s'il a une tente légère, il portera moins. Avec autant de porteurs que de soldats, -- et comment se procurer des porteurs? -- on pourra marcher dix à douze jours. Des mulets portent 100 kilogr., mais l'avoine, le fourrage dont ils ont besoin, réduisent la charge utile à 50 ou 60 kilogr. C'est déjà beaucoup plus. Des voitures légères traîneront 200 kilogr. et n'exigeront que la nourriture d'un seul mulet. On pourra donc faire une marche plus longue; mais si l'on considère que l'on n'a pas seulement à porter des vivres, qu'il y a, en outre, du fourrage, un matériel de tout genre, des munitions, des malades à renvoyer en arrière; si l'on ajoute que les pentes obligent à réduire

les charges dans la région montagneuse, on devra reconnaître que la possibilité d'avancer est bien réduite. Des voitures légères sont nécessairement fragiles, surtout dirigées par des conducteurs improvisés. Reconnaissons donc que, sans route et sans voitures, la marche en avant n'eût pas été possible. Le général Duchesne a sagement agi en créant des dépôts successifs, et en n'avançant qu'après les avoir garnis de vingt jours de vivres, pour assurer son ravitaillement et la subsistance des postes laissés en arrière.

« Le nombre des malades?... Mais on savait qu'il faudrait traverser une région marécageuse, malsaine, traverser ensuite une zone dévastée, gravir des montagnes qui ont la hauteur du Jura, avant d'arriver à la plaine fertile qui entoure Tananarive. Ceux qui connaissent la guerre, ceux qui n'ignorent pas dans quelles conditions on avait à la faire, estimaient les pertes au quart de l'effectif embarqué. Elles n'ont heureusement pas atteint ce chiffre, mais il y a eu beaucoup d'indisponibles, fiévreux ou dysentériques. Et, quand les infirmiers sont atteints, ils ne peuvent soigner les autres malades. On a envoyé beaucoup d'hommes, afin d'en conserver assez, et d'arriver devant l'ennemi avec une force suffisante pour triompher de sa résistance. Si l'on n'a pas choisi des hommes plus âgés, plus à même de résister aux fatigues, c'est que, depuis vingt ans, on les a systématiquement exclus de l'armée, malgré les réclamations de tous les militaires. Les lois sur le recrutement de l'armée ont été faites avec cette ferme volonté. La légion étrangère ne donne qu'un nombre d'hommes limité. On les disperse en Cochinchine, au Tonkin, au Soudan. On a pris pour Madagascar ce qui était disponible. Les nègres ne marchent bien qu'encadrés par des troupes européennes. Qu'aurait-on dit, et avec raison, si une expédition française s'était faite sans comprendre de troupes françaises !

« On a donc eu des hommes fatigués, malades et en grand nombre. Qu'en faire? On les a soignés sur place; on a fait des sanatoriums où l'on a pu, dans cette région chaude. L'île de la Réunion n'offrait, quoi qu'on ait dit, que très peu ou point de ressources. La côte est brûlante, le plateau montagneux et volcanique est aride et inhabité. Il a fallu faire des évacuations en Europe, ce que la plupart des malades sollicitaient d'ailleurs. La traversée de la mer Rouge a été funeste. Mais pouvait-on éviter la mer Rouge? Pouvait-on faire que la bonne saison à Madagascar, au sud de l'équateur, ne concordât pas avec la mauvaise saison au nord de l'équateur? La campagne de Madagascar a coûté, presque sans combat, beaucoup de vies d'hommes; mais le succès a été acheté moins cher qu'on n'avait lieu de le craindre.

« Le public, échauffé par des publications pessimistes, par les récits découragés des malades, n'a point fait cette réflexion. Mais les députés, les sénateurs, qui ont voté l'expédition, avaient le devoir de

la faire. La guerre est une chose sérieuse. Il ne faut pas s'y engager à la légère ; mais, quand on s'y est décidé, il faut envisager avec calme les maux qui en résultent nécessairement, ne pas l'entreprendre avec des moyens insuffisants, comme au premier siège de Constantinople, à Rome, au Mexique. Le ministère a eu grandement raison d'envoyer dès l'abord un corps assez nombreux pour être assuré de le faire débarquer sans résistance, pour protéger la construction d'une route indispensable. C'est parce que l'on a ainsi franchi péniblement les deux tiers de la distance à parcourir, et réuni à Andriba des approvisionnements importants, que l'on a pu se lancer rapidement sur le dernier tiers de la route. Les précautions ont été bien prises et les pertes, pour regrettables qu'elles soient, ont été inférieures à ce qu'on aurait pu craindre ¹. »

Le général concluait ainsi :

« Les préparatifs et la conduite de l'expédition de Madagascar ont été aussi bien menés que ceux de l'expédition anglaise contre les Achantis et mieux que la campagne dirigée contre Khartoum, qui a échoué après de grandes pertes. Il faut qu'on le sache, la difficulté des transports sera désormais le plus grand obstacle que l'on rencontrera à la guerre et déjà, en 1870, les Allemands ne sont arrivés au Mans qu'avec la moitié des effectifs qui avaient passé le Rhin. On ne doit donc pas s'étonner des pertes si douloureuses que nous avons faites ; elles ont été, je le répète, au-dessous des prévisions. Et dans les conditions où l'on se trouvait, il était impossible de les restreindre davantage. »

Un écrivain militaire russe, très connu en France, M. Nicolas Novotich, ayant au plus haut point l'expérience des choses de la guerre, rappelait, de son côté, certains épisodes des guerres entreprises par la Russie :

« Les soldats français ne sont pas allés à Madagascar pour vaincre. Ils y sont allés pour punir les Hovas et protéger la nouvelle organisation qu'on donnera à la grande île africaine. Les Hovas ne sont pas des ennemis, ce sont des insoumis qu'une simple opération de police suffirait à mettre à la raison. Mais, à côté des Hovas, combattant pour eux et bien plus terrible qu'eux, se dresse la nature, éternelle ennemie de l'homme, la nature qui a englouti, autrefois, la Grande Armée dans les neiges de la Russie, la nature qui a dévoré sans en laisser échapper un seul les 10,000 hommes de Hicks Pacha dans les défilés du Soudan, la nature qui, en 1842, anéantissait les troupes anglaises dans les passes de l'Afghanistan, qui, en 1854, décimait les Français dans les marais de la Dobroudja... parce qu'on était mal préparé, mal organisé, car à toutes ces expéditions que je viens de

¹ Lettre publiée par le *Journal des Débats*.

citer, il manquait aux troupes le meilleur armement, l'arme indispensable : *précaution, prévoyance*, c'est-à-dire la bonne organisation, les moyens de transport, les stations de ravitaillement et, surtout et avant tout, la préparation médicale et sanitaire.

« C'est de tout cela que dépendent la facilité et la rapidité des mouvements, conditions essentielles du succès, économie de temps, source de prestige pour les Européens arrivant au moment où on les croit encore bien loin. Il faut, dans ces sortes d'expéditions, que le général en chef n'ait à s'occuper que des opérations militaires, qu'à faire avancer son navire, sans avoir besoin de se préoccuper du gouvernail.

« Tout doit être prêt, organisé, assuré avant que le soldat ait mis sac au dos.

« Dans les guerres dont le théâtre est en Europe, la situation n'est pas la même. Le pays dans lequel on opère est connu dans ses plus infimes détails, la population est dense et les villes et les villages sont rapprochés. D'ailleurs le chemin de fer est là, tout prêt à concentrer les approvisionnements sur les points désignés : on peut prévoir à l'heure, à la minute près, le moment où ils arriveront ; les ressources de chaque endroit sont inscrites sur les carnets de l'état-major.

« A Madagascar, qu'y a-t-il au contraire ? Une île aussi grande que la France, non cultivée, dont la population clairsemée n'est d'ailleurs nullement stable, où les villages se déplacent comme un camp, où le brigandage incessant a produit une misère complète et une défiance sans bornes, dont on ignore absolument les ressources, où il n'y a ni routes, ni animaux de transport, ni indigènes pour y suppléer, où le climat enfin est, sur une très grande partie du pays, au moins, des plus débilitants pour les Européens.

« Dans ce pays, un peuple de mendiants exploité par une fille et quelques douzaines de coquins chamarrés de broderies achetées à des agents anglais, à la fois missionnaires, espions et trafiquants. Ce ramassis s'éloigne à mesure qu'avancent les Français ; il emporte avec lui le peu de vivres et de ressources qu'on pourrait utiliser, et, dans les sales chaumières abandonnées, le soldat exténué de fatigue, de faim, de soif, de fièvre, ne trouve plus que la vermine familière... et le découragement.

« Et c'est ainsi que s'émiette et se dissout peu à peu une expédition. De là, des arrêts trop prolongés dans des endroits souvent malsains pour y attendre des vivres ou se reposer un peu. Les vivres ne viennent pas et, au lieu du repos, c'est la fièvre et l'anémie. De là, des à-coups et des lenteurs dans la marche en avant, le temps laissé à l'ennemi de reprendre courage, de harceler les troupes, la multiplicité des détachements qui affaiblit la colonne et retarde les opérations.

« Or, dans une guerre de ce genre, la *vitesse* est la première condition de succès; le corps expéditionnaire doit être comme un de ces navires légers et rapides, qui se portent en un rien de temps là où il faut frapper un coup. Les considérations de stratégie et de tactique sont très secondaires dans ces expéditions. La vraie stratégie est d'aller le plus vite possible, la vraie tactique est de *surprendre*. C'est ainsi qu'ont agi Bonaparte en Egypte, Tchernaiéff dans le Turkestan, Skobeleff dans les Balkans, et, en 1877, le général Gourko qui, en trois jours, traversa la Bulgarie, franchit les Balkans et ne s'arrêta qu'à Eski-Zagra à trois jours de marche de Constantinople. Si la grande armée russe avait imité Gourko, la guerre, commencée en juin, aurait été finie en juillet; mais l'état-major, avec ses réflexions et ses atermoiements, ses sièges de forteresse et ses épingles piquées sur les cartes, arrêta Gourko et avec lui toute l'armée et donna aux Turcs le temps de préparer la résistance héroïque de Plewna.

« Qu'on se souvienne de Souwaroff et de sa belle campagne dans les Alpes, et des cosaques de Platoff, dont les incursions rapides achevaient la démoralisation de la grande armée, et des opérations remarquables du général Saussier en Afrique, où la célérité de ses coups de main déconcertait les indigènes et amenait leur soumission.

« Dans tous les exemples que je viens de citer, les troupes allaient de l'avant, sans attendre l'intendance et sans se préoccuper des conceptions subtiles d'état-major.

« C'est ce qu'on devait faire à Madagascar, assurer les approvisionnements et organiser un service médical plus développé même que celui des troupes. Car l'important n'est pas d'envoyer 15.000 hommes, mais de les faire arriver et marcher en bon état. On aurait pris Tananarive plus vite et mieux avec 2.000 hommes et 200 médecins pourvus de médicaments et d'ambulances volantes bien organisées et rapides. La santé du soldat est le premier, le plus essentiel facteur du succès. Il aurait mieux valu retarder l'expédition et la faire alors dans ces conditions.

« L'arme la plus difficile à faire marcher dans des pays comme Madagascar, où se combinent le manque de route et la chaleur, c'est l'artillerie. Car il faut que l'artillerie soigne non seulement sa personne, mais son cheval et sa pièce. Aussi, dans des expéditions comme celle de Madagascar, ne faut-il employer que des pièces de montagne transportables à dos de mulet.

« L'emploi de pièces plus lourdes nécessite en effet la construction de routes et de ponts.

« Il est vrai qu'il ne faut pas, d'autre part, exagérer la rapidité de la marche, sinon on épuise les soldats. Ce qu'il faut, c'est la *continuité* du mouvement en avant. Il faut ne pas s'arrêter un jour, avancer sans cesse, même si l'on avance très peu. Il ne faut pas que l'ennemi s'ima-

gine qu'un obstacle quelconque est capable de vous arrêter : montagnes, déserts, défilés, torrents, etc. ; il faut tout franchir, ne pas lui laisser le temps de la réflexion. Il faut que chaque jour il sache que vous avez fait un pas de plus. Il n'y a rien qui démoralise comme d'entendre dire : Il est ici, il est là, il est arrivé à N..., il sera ici demain.

« De plus, la marche continue permet seule de maintenir le contact constant avec l'ennemi, qui est si facilement perdu dans des pays peu habités. Enfin elle empêche les habitants de s'enfuir et leur inspire, en même temps qu'une crainte salutaire — car le sauvage ne respecte que la force, — une certaine curiosité naturelle, le désir d'entrer en relations et bientôt la confiance, que donnent toujours la vue de la puissance et de la richesse. En même temps, les indigènes voient qu'ils ont plus de profit à vendre leurs bestiaux et leurs denrées aux étrangers qui les payent bien, qu'à faire périr les uns et à perdre les autres dans une fuite sans résultat. »

Cette marche continue en même temps qu'elle déconcerte la résistance, évite des massacres et des effusions de sang inutiles et prolongés, amène les soumissions rapides et vaut mieux que des batailles, en ce qu'elle ménage, à la fois, et le sang des soldats, et les ressources du pays à conquérir. Au contraire, les arrêts perpétuels encouragent l'ennemi, rendent la lutte plus acharnée, et donne lieu à des surprises puis à des représailles sanglantes d'où sortent de longues inimitiés.

« Un coup, frappé sans hésiter, évite bien des luttes futures. Lorsque Skobeleff prit d'assaut la forteresse de Géok-Tépé, il livra la ville à ses soldats pendant vingt-sept heures. Mais aussi, le lendemain de cette exécution terrible, le général russe put dire : « Je peux maintenant aller de l'avant, personne n'osera se révolter derrière moi. » Et il partit pour Askabad, à trente kilomètres de Géok-Tépé, escorté par les seuls Turcomans qui, hier, se battaient comme des lions contre ses soldats.

« Cinq ou six ans après, j'ai voyagé à travers le Khorassan et l'Afghanistan pendant l'insurrection même des Ghilzaï. Dès qu'on apprenait que j'étais russe, on m'accueillait respectueusement, et, dans les conversations, on prononçait avec terreur le nom de Géok-Tépé : « Ah ! les Russes, disait-on, frappent dur pendant le combat, mais aussi après ils ne touchent plus personne. »

« A Madagascar, au Tonkin et ailleurs, il faut agir de même pour éviter d'éternelles complications. Avec le barbare, il faut être dur et terrible au début, et généreux après seulement, pour faire comprendre que notre générosité ne naît pas de la peur mais de la bonté, et cette générosité, il ne faut la lui témoigner qu'au moment où il voit qu'il n'a plus rien à espérer, qu'il se sent complètement à notre merci. Sans cela, il reste l'ennemi perfide et incorrigible.

« La conséquence de l'exécution militaire de Géok-Tépé fut la sou-

mission, sans coup férir, de l'oasis de Merv, le Touat et l'Asie centrale, et la transformation, en paisibles agriculteurs, des tribus qui ne vivaient auparavant que de vol et de brigandage. La Boukharie, qui dévastait les Etats voisins, rentra dans l'obscurité et la paix, et les Afghans eux-mêmes se tinrent désormais tranquilles.

« Depuis Géok-Tépé, l'Asie centrale, autrefois pleine de mystères et redoutable aux explorateurs, est devenue une grande et paisible province où le progrès seul exerce son action bienfaisante.

« Les peuples sauvages sont les mêmes partout. Pour les soumettre, pour les châtier, pour les dompter, il faut user des mêmes moyens. Le retentissement dans la grande île d'un *châtiment* sérieux soumettrait les peuplades, terrifierait les Hovas déjà découragés et préparerait des sujets soumis et fidèles.

« Bien entendu, je parle d'un châtiment passager qui éviterait de verser le sang après et non d'une exploitation tracassière, odieuse, continue, d'une mise en coupe réglée du peuple conquis, traité en esclave, mené à coups de cravache, écrasé d'impôts et qui déteste son conquérant d'une haine inextinguible. C'est le procédé des Anglais dans l'Inde et la leçon de 1857 ne leur a pas profité.

« Pour arriver au résultat dont je parle, il faut, au contraire, frapper *vite, juste et fort*, afin que les coups résonnent aux oreilles des Hovas jusqu'à la troisième génération. Pour se faire obéir et respecter il faut être sévère mais toujours juste.

« Quand le chef de l'expédition a bien arrêté son plan, la seule chose à laquelle il doit se consacrer après, c'est la subsistance de ses troupes. Les campagnes de Napoléon n'ont été possibles que parce qu'il ne s'embarrassait pas de convois inutiles et qu'il ne perdait pas son temps à attendre l'intendance. Il pourvoyait son armée avant de la lancer en avant et c'est ce qui lui permettait d'agir avec rapidité, de surprendre l'ennemi et de frapper des coups décisifs. Il avait dressé son intendance à être prête aussitôt qu'arrivaient ses ordres.

« En organisant les services administratifs d'une expédition coloniale, il ne faut pas se guider d'après les règlements établis et les instructions des bureaux ; mais il faut s'inspirer de la topographie et du climat du pays où l'on va opérer, des ressources qu'il offre, de la saison où l'on se trouvera.

« Telle chose excellente en Europe est complètement inutile en Afrique. On n'y va pas pour parader devant des Hovas sans culottes, mais pour les punir promptement, et, comme on est presque certain de ne pas pouvoir se ravitailler là-bas, il faut s'occuper des convois de vivres plus que des convois de munitions.

« Comme, d'autre part, on opère dans un pays où les routes sont inconnues, où c'est le voyageur lui-même qui trace son chemin, il n'y a qu'un moyen de transport possible, la bête de somme : cheval, mulet,



Troupe de porteurs malgaches.

ane, bœuf ou chameau, en se servant toujours de préférence des animaux indigènes, d'abord parce qu'ils sont habitués au climat, à la nourriture du pays, ensuite parce qu'il est beaucoup plus facile de s'en procurer et de les remplacer.

« Toutefois, parmi tous ces animaux, il y en a un dont les services et le rendement utiles sont bien supérieurs à ceux des autres, lorsqu'il s'agit de l'Asie ou de l'Afrique. C'est le chameau.

« Le cheval, que l'on préfère quelquefois, parce qu'il est meilleur marché, devient en réalité beaucoup plus cher. Il lui faut beaucoup plus de soins, une nourriture plus recherchée, de l'eau propre, ce qui n'est pas toujours facile à trouver. Malgré la vitesse de sa marche, il ne peut pas courir de longues distances avec sa charge qui, d'ailleurs,

ne peut pas dépasser 90 kilog. Il s'écorche facilement, les selles n'étant jamais bien ajustées, car on ne fabrique que deux ou trois modèles pour des chevaux dont chacun a une autre taille et une autre conformation. En outre, quand par suite de maladie ou de fatigue une centaine de chevaux se trouvent un jour hors de service, il est très difficile de les remplacer. Enfin, le cheval se fatigue vite, les montagnes et les déserts l'affaiblissent rapidement, il ne supporte pas le manque d'eau et il réclame plus de fourrage que toute autre bête de somme. On voit par là que l'emploi du cheval est complètement exclu dans une expédition comme celle de Madagascar.

« Les mulets et les ânes sont déjà plus utiles. Ils ne réclament pas beaucoup de soins, demandent peu d'eau et de fourrage, sont résistants à la fatigue, et ont le pied très sûr dans les montagnes. Mais la charge qu'ils peuvent supporter est assez restreinte. Celle du mulet peut aller jusqu'à 110 kil. dans les deux ballots, celle de l'âne à 35 seulement. De plus, leur marche n'est pas très rapide. Toutefois, si on est sûr de pouvoir les remplacer facilement et de compléter ses convois, on peut les utiliser, et les mulets ont sur le cheval l'avantage de pouvoir faire le service de l'artillerie. »

L'impression, à notre avis, excessive de beaucoup de bons esprits et de patriotes sincères était que le ministère de la marine ne paraissait pas encore au ministère de la guerre d'avoir pris la direction de l'expédition et ne lui prêtait qu'un concours assez mou.

Le ministère des colonies attendait impatiemment de son côté l'instant d'entrer en scène et de prendre la direction des affaires à Madagascar. Il importait pour cela que le ministère de la guerre la conservât le moins longtemps possible.

On n'a pas oublié à quelles attaques furent en butte, quelques années plus tôt, nos généraux au Tonkin. Ils refusaient de se prêter à la réussite de combinaisons ayant pour objet des concessions de mines, des exploitations et, disons le mot, souvent aussi des tripotages. On s'empressa donc d'écarter de tels gêneurs. Rappelons tout particulièrement les différends du général de Courcy avec le fameux Bavier-Chauffour.

Or, le ministère des colonies est, par sa destination même, — et il n'y a pas lieu de s'en étonner, au contraire ! — un ministère d'affaires, il est ouvert à tous ceux qui négocient ou projettent de grandes entreprises, il se garde bien de les éconduire. Aussi, fréquemment, les agents des colonies sont-ils en conflit avec la Guerre ou la Marine.

A Madagascar, tout le personnel colonial, dans l'attente impatiente des événements, se tenait déjà prêt à remplacer nos officiers ; il n'était donc que trop disposé à les accabler de responsabilités, à leur faire supporter tout le poids des fautes de l'expédition, à leur enlever le plus

vite possible l'autorité absolue et à entrer en scène, lorsque les mar-
rons seraient tirés du feu.

Tous les faiseurs, tous les chercheurs de fortune, les solliciteurs
de concessions étaient nécessairement les auxiliaires intéressés du
service des colonies et contribuaient à exciter la presse contre ce mal-
heureux ministère de la guerre, coupable de toutes les fautes.

Celui-ci, du reste, se défendait mal. On sait qu'il n'est pas permis à
un officier de publier une brochure ou des articles, même s'il est injuste-
ment accusé, pour répondre aux attaques. Les récriminations conti-
nuent donc impunément.

Le seul tort de l'administration de la guerre, son tort très grave
était, elle le comprenait, mais un peu tard d'avoir réclamé la direction
de l'expédition, sur la foi de renseignements et de rapports incomplets,
parfois même mensongers.

Les premiers coupables furent les hommes politiques qui enga-
gèrent l'expédition sur les instances de personnages dont les assu-
rances et les affirmations auraient dû être sérieusement contrôlées.
Quant à l'armée de terre, elle n'était qu'un agent d'exécution, mau-
vais du reste pour expédier aux colonies, et on ne pouvait
sans injustice la rendre responsable ni de l'affreux climat de Mada-
gascar, ni de la nature du sol ingrat de ce pays, ni des difficultés du
chemin.

Un des partisans les plus ardents de la politique coloniale, M. de
Lanessan, ancien gouverneur du Tonkin, critiquait vivement l'organi-
sation de l'expédition et la façon dont elle était menée :

« Aujourd'hui vous vous résolvez à faire quelque chose pour asseoir
dans le pays l'autorité de la France; vous nous demandez pour cela
soixante millions qui grossiront en route. Nous sommes prêts à vous
les donner, mais nous changerons, s'il vous plaît, leur destination. Au
lieu de les employer à prouver aux Malgaches notre puissance mili-
taire, ce qui n'enrichira ni eux ni nous, la Chambre décidera qu'ils ser-
viront à construire un bon chemin de fer reliant la côte aux plateaux
de l'Emerina. Les métallurgistes français y trouveront un emploi pour
leurs fers; les Hovas y gagneront de bons salaires, le gouvernement
malgache lui-même saura bien s'arranger pour en tirer quelque profit
et nos soldats éviteront des fièvres mortelles. S'il en fallait deux ou
trois mille pour protéger, au début, les travaux, on les logerait confor-
tablement, on les nourrirait bien et, comme ils auraient peu de chose
à faire, car vous ne croyez pas à la force de résistance des Hovas, ils
se porteraient à peu près aussi bien qu'en France. Quand la voie fer-
rée atteindra Tananarive, il est plus que probable qu'aucune contes-
tation entre la France et les Hovas n'existera plus. Nous aurons tenu
les promesses faites en 1885, et le gouvernement de Madagascar aura
confiance en nous. S'il en était autrement, il ne faudrait que quelques

heures à des troupes débarquées sur la côte pour envahir la capitale et mettre tout le monde à la raison. »

Mais M. de Lanessan oubliait que les Hovas, même à l'époque où ils entretenaient avec la France des relations pacifiques, n'ont jamais consenti à laisser construire des routes dans leur pays, à plus forte raison des chemins de fer.

Déjà, on adresse, par anticipation, d'autres reproches au ministère de la guerre.

« Le gouvernement, dit un journal spécial, la *Politique coloniale*, s'est-il demandé ce qu'il adviendra du corps expéditionnaire de Madagascar, pendant la saison de l'hivernage, qui s'avance à grands pas? En mettant les choses au mieux, la colonne légère, qui marche d'Andriba sur Tananarive, aura occupé la capitale des Hovas, dans le courant d'octobre. Et puis après? Que vont devenir les différents corps des troupes échelonnés de Majunga à Tananarive et qui auront pour mission d'assurer les communications entre la côte et Tananarive?

« Comment seront-ils installés pendant cette période de six mois? Resteront-ils campés sous la pluie et dans la boue? Si oui, ce sera un désastre. Les fera-t-on remonter jusqu'à la capitale? C'est une hypothèse absurde et pareille idée n'a pu naître dans l'esprit de personne. Alors, ils seront cantonnés: où? comment?

« Il n'y a aucune ressource locale à utiliser pour le logement des troupes. Construira-t-on des baraquements? Il est déjà trop tard pour y songer, et s'il est vrai que l'état-major général du ministère de la guerre ait donné tout récemment à un officier supérieur du génie l'ordre d'étudier un plan de cantonnement à créer sur la route de Majunga, nous ne pouvons que constater, de nouveau, le manque de prévoyance dont les conseillers habituels du ministre de la guerre ont fait preuve en cette occasion.

« La loi sur l'administration de l'armée a donné au commandant tous les pouvoirs et tous les droits qu'il revendiquait. L'expédition de Madagascar devait fournir à l'état-major l'occasion de justifier toutes ses prétentions: il vient de montrer qu'il n'a su ni prévoir, ni ordonner. La préparation de la campagne a démontré son inexpérience. La mise en mouvement des troupes a mis au jour son imprévoyance. Il y a là un avertissement. »

La leçon est dure pour le ministre de la guerre. On lui fait payer cher son intrusion dans les affaires coloniales. Pourquoi s'était-il engagé à Madagascar, sur la foi de renseignements beaucoup trop optimistes, fournis par ces mêmes coloniaux, l'accablant aujourd'hui de leurs réquisitoires? Ah! aucun ministre de la guerre ne s'aventurerait plus de gaieté de cœur, dans cette galère coloniale, à moins d'une mission, d'un ordre précis.

Il ne s'exposerait plus à soulever contre lui des rancunes aussi

perfidés, et à assumer toutes les responsabilités, souvent lourdes, d'expéditions insuffisamment préparées, sans avoir les moyens de les faire réussir.

Le bruit courait, du reste, propagé par les administrations rivales, qu'une grave décision serait prise à bref délai, et que le gouvernement était disposé à remplacer le général Duchesne.

De nouveau, plusieurs noms étaient mis en avant.

En septembre 1895, avant de partir pour les grandes manœuvres de l'Est, le président de la République, M. Félix Faure, ancien ministre de la marine, et qui s'intéresse beaucoup aux choses de l'armée, reçut à l'Elysée, le général Borgnis-Desbordes, qui, on le sait, avait été l'un des candidats au commandement en chef à Madagascar, et qui s'était vu préférer alors le général Duchesne.

Cette entrevue ne manqua pas d'être vivement commentée.

« On pense bien, disaient les journaux, qu'aucun des interlocuteurs n'a raconté ce qui a été dit dans cette entrevue; néanmoins nous croyons ne pas commettre une erreur, en assurant que les affaires de Madagascar ont été l'unique objet de la conversation.

« Dans plusieurs cercles politiques et dans certains milieux militaires, quand on a connu cette visite du général Borgnis-Desbordes — qui avait été tenue un peu secrète — les commentaires ont été copieux.

« Les militaires pensaient qu'il pourrait être question d'un envoi de troupes de marine, sous le commandement du général, afin de terminer, en débarquant au sud de l'île, une expédition déjà trop retardée.

« Les politiques supposent que le Président a voulu consulter le général Borgnis-Desbordes au sujet de certaines correspondances un peu alarmistes venues de Madagascar, et aussi à propos d'articles récemment publiés sur les responsabilités encourues dans la préparation de l'expédition.

« Les uns et les autres, en tout cas, considéraient comme très importante cette convocation, à l'Elysée, du général qui a élaboré un plan de campagne pour Madagascar. »

L'entrevue, en réalité, n'avait nullement cette importance. Le Président de la République, moins que personne, ne songeait à rappeler le général Duchesne et à lui substituer le général Borgnis-Desbordes, mais il se préoccupait de l'organisation, jugée plus que jamais, et, du reste, un peu tard, indispensable, d'une armée coloniale.

Un journal, peu enclin cependant à critiquer le gouvernement et le régime parlementaire, le *Temps*, disait, au sujet de cette question de l'armée coloniale:

« Que nous arrive-t-il à Madagascar? D'où viennent les plaintes qui s'élèvent, les difficultés que l'on rencontre et jusqu'aux craintes

qui se font jour, sinon de ce fait que, pas plus que l'Espagne, nous n'avons su nous donner à temps l'outil, qui, seul, est d'un emploi facile et relativement léger dans de telles expéditions? Nous pensions que l'expérience faite au Tonkin aurait servi à quelque chose. On l'a recommencée à Madagascar, dans des conditions plus fâcheuses encore. Nous avons envoyé là-bas, au lieu de vieux soldats aguerris et recrutés spécialement pour ce service, des hommes trop jeunes pour résister aux fièvres paludéennes et non faits pour la besogne qu'on leur imposait. Si la proportion des malades est si considérable dans le corps expéditionnaire, la première cause n'est-elle pas dans la façon irrationnelle dont il a été constitué? »

Et le *Temps* concluait :

« Pourquoi l'armée coloniale n'est-elle pas constituée? Pourquoi l'expédition de Madagascar a-t-elle été confiée à nos jeunes troupes de ligne? Pourquoi? Tout le monde vous répondra: Parce qu'il fallait donner de l'air au corps des officiers, parce qu'il fallait faciliter l'avancement, parce que les bureaux du faubourg Saint-Germain sont jaloux de ceux de la rue Royale, et autres raisons de même valeur. Est-il inadmissible, ou, du moins, il devrait l'être, que des motifs de cette nature fassent commettre la faute radicale dont l'expérience, chaque jour, nous apporte les douloureux effets? »

Ces récriminations ne sont pas rigoureusement justes. Il est exact sans doute, que la guerre et la marine, se disputant le haut commandement de l'armée coloniale, ces dissentiments ont contribué à en faire ajourner l'organisation; mais le principal coupable est le régime parlementaire tel que nous le pratiquons, et qui est à peu près incapable de faire aboutir une réforme pratique.

Les questions de personne ou de clocher l'emportent toujours sur celles d'intérêt général. Les ministères tombent avant même d'avoir pu sérieusement étudier aucun projet. Les commissions ne travaillent pas et sont trop souvent composées de personnages incompetents. Dans ces conditions, quelles que soient les dures leçons de l'expérience, les choses restent en état.

Au début de chaque législature, il fut question de créer enfin l'armée coloniale; mais le mandat de la Chambre expirait avant qu'elle se fût prononcée sur les projets à l'étude.

L'expédition de Madagascar montrait une fois de plus les conséquences déplorables de ces avortements.

La guerre coloniale, ainsi que le faisait remarquer le *Temps*, déjà cité, n'est nullement comparable à la guerre européenne. Sans doute, il est des règles essentielles dont aucun chef de colonne ne doit se départir et dont l'oubli peut amener des catastrophes comme à Don-*goï*. Seulement, dans l'application, que de différences suivant les pays où l'on opère, suivant l'ennemi qui est devant soi! La guerre au Ton-

kin, où l'Annamite et le Chinois, grands remueurs de terre, opposent à nos troupes des retranchements que le canon seul peut réduire, est-elle assimilable à la guerre au Soudan, où — abstraction faite de quelques tatas à enlever — la rapidité de la marche joue un si grand rôle, comme le montrent les dernières campagnes d'Archinard et de Combes? Est-ce que l'on peut encore identifier l'expédition du Dahomey avec celle de Madagascar, bien que dans toutes les deux la question des transports et ravitaillements comme celle de l'hygiène fussent un grave sujet de préoccupation pour le commandement? Non, certes! il faut pour chaque œuvre à entreprendre avoir l'outillage approprié. Le ministère de la guerre lui-même ne le reconnaît-il pas quand il organise pour l'occupation de nos postes d'extrême Sud algérien un corps tout spécial de troupes sahariennes?

Personne ne disconvient que l'armée métropolitaine ne soit capable d'arriver au but assigné à son dévouement et à son patriotisme: mais avec quelles peines, avec quels sacrifices en hommes et en argent? Que nous ont valu certaines « écoles » au Tonkin? Que vont nous coûter d'autres erreurs à Madagascar?

L'expérience, en somme, est aujourd'hui complète. L'armée coloniale ne saurait être confondue avec l'armée métropolitaine: il lui faut son autonomie complète, absolue. Ce peut être, il ne faut pas se le dissimuler, un surcroît de charges pour le budget. Mais aussi on pourra être dispensé, à l'avenir, d'apprentissages autrement lourds pour nos finances et pour notre prestige.

Un vétéran des campagnes coloniales, le général Borgnis-Desbordes, répondant à diverses questions qui lui étaient posées, disait de son côté:

Savez-vous, ce qu'il y a de plus important dans une guerre coloniale? C'est l'hygiène. Il faut que le chef sache d'abord assurer ses hommes contre des ennemis autrement redoutables que leurs adversaires: la fièvre, la dysenterie et toutes les maladies qui, dans nos colonies, déciment le plus clair de nos effectifs. Et cela encore ne suffit pas: il faut qu'il ait, en plus, à sa disposition, des hommes faits, acclimatés, en état de se défendre par une robuste santé autant que par une certaine pratique contre les germes morbides qui les guettent de toute part. C'est pour cela que les jeunes gens de vingt ans sont, quelle que soit leur bonne volonté, incapables de résister à une campagne de ce genre; c'est pour cela que du beau 200^e régiment il ne reste presque rien et que, pour terminer ses opérations, le général en chef n'a plus avec lui que les soldats de l'infanterie de marine et de la légion étrangère, (c'était inexact) gens aguerris, habitués à tous les climats et dans toute la force de l'âge. Ceux-là, avec une hygiène bien comprise, appliquée sévèrement, on les conserve, et ceux-là, aussi, sont invincibles. »

Le général Dodds, le conquérant du Dahomey, disait non moins énergiquement de son côté :

« Dans toute guerre coloniale, le commandant en chef des troupes expéditionnaires doit se garder contre nos deux plus redoutables ennemis : le sol et le soleil. Que l'on fasse campagne au Tonkin, à Madagascar ou en Afrique, le danger est le même. Le soleil occasionne des insulations souvent mortelles, le sol donne la fièvre.

« Je ne veux pas savoir ce qui se passe à Madagascar en ce moment ; il ne m'appartient pas de critiquer des opérations que je ne peux suivre que d'après les télégrammes que nous recevons.

« Cependant cette excessive morbidité est inquiétante.

« Au Dahomey, je ne pouvais, certes, éviter la fièvre, puisque les officiers comme les hommes couchaient à la dure, mais je prenais les précautions suivantes pour ne pas fatiguer mes soldats outre mesure et leur laisser toute la force physique indispensable pour résister au climat :

« Lorsque j'étais obligé de me frayer une route à travers la brousse, on ne faisait pas plus de 4 kilomètres par jour. En temps ordinaire et quand je sentais que je pouvais exiger un petit effort, l'étape était de 12 kilomètres environ.

« Jamais mes hommes n'ont marché sac au dos. J'avais eu soin de recruter un certain nombre de porteurs des pays environnants, que je chargeais de porter les bagages. De plus, comme chaque soldat n'emportait avec lui que le strict nécessaire, j'avais établi de point en point des dépôts de façon, que le cas échéant, on pût se procurer dans un délai relativement court les objets indispensables à l'entretien des hommes. Certes, cette manière d'opérer était dispendieuse, car nous perdions beaucoup de matériel, mais la santé des troupes avant tout !

« De plus, comme j'avais remarqué, au cours de mes campagnes coloniales, que l'insolation frappait les blancs pendant la période de la digestion, je prescrivais un repos absolu après le repas. En observant scrupuleusement cette règle, je n'ai pas eu un seul cas d'insolation à signaler pendant mon expédition¹. »

Le général enfin concluait ainsi :

« Il serait temps que l'on se décidât à former une armée coloniale, que l'on en finit, une fois pour toutes, avec cette question, souvent agitée, jamais résolue.

« Une armée coloniale s'impose : le pays l'attend et l'armée la désire. Nous l'appellons de tous nos vœux et nous ne comprenons pas qu'on nous en fasse attendre, si longtemps, la création. »

1. Créole du Sénégal, M. le général Dodds sait qu'en Afrique un soldat européen doit être ménagé pour la lutte. Il ne porte ni vivres, ni armes. Comme pendant la campagne des Anglais contre les Achantis, nous eussions dû recruter, disait-il, pour Madagascar une armée de porteurs indigènes afin d'assister nos troupiers. L'émiettement de nos effectifs dépend de leur usure à un métier pour lequel les Européens ne sont pas faits.



Campement de tirailleurs algériens.

— Ces lenteurs, objectait l'interlocuteur du général, sont peut-être dues au conflit, bien connu, de la guerre et de la marine ?

— Je n'ai pas à envisager cette hypothèse. Que ce soit la guerre ou que ce soit la marine qui ait la direction de l'armée coloniale, peu importe, pourvu que cette armée existe.

Outillée d'une façon parfaite pour les expéditions spéciales, aguerrie, habituée aux climats meurtriers ; enfin, placée sous l'unité de commandement, l'armée coloniale serait, dans nos mains, une arme formidable. Avec elle, les expéditions seraient rondement menées et bien moins coûteuses qu'elle ne le sont de nos jours.

Pour l'opinion, le problème était résolu. Bien qu'elle ne fût pas favorable au développement de notre empire colonial si coûteux : bien

qu'elle se préoccupât avant tout de la défense du territoire français contre un ennemi toujours menaçant, bien qu'elle fût portée à souvent confondre la politique des conquêtes lointaines avec celle des lanceurs d'affaires louches et autres tripoteurs, elle comprenait que notre armée, telle que l'a organisée la loi de 1872, n'était pas faite pour expédier aux colonies. Le soldat de trois ans de service n'offre pas une résistance suffisante aux fatigues de ces campagnes lointaines.

Est-ce à dire que les officiers de l'armée de terre doivent être exclus des troupes spéciales des colonies et que celles-ci doivent être constituées en corps fermé?

Non, après une longue paix, il est bon, dans l'intérêt de l'armée tout entière et en vue du rajeunissement des cadres, que l'occasion ne soit pas enlevée aux jeunes officiers de courir au péril et aux aventures et de se distinguer. Les cadres de la future armée coloniale devraient donc se renouveler sans cesse, être largement ouverts à tous les officiers et sous-officiers de l'armée de terre dégoûtés de la vie de garnisons et désireux de faire campagne.

Sans doute, la guerre aux colonies ne leur enseignera que très imparfaitement le rôle à jouer en cas de guerre en Europe; ils auront à compléter leur éducation aux grandes manœuvres et dans les écoles spéciales; mais aussi, ils auront vis-à-vis de leurs soldats le prestige de l'officier qui a vu le feu et qui a entendu siffler les balles, ils inspireront plus de confiance; enfin, grâce à eux, l'armée conservera toujours ardent l'esprit militaire, l'esprit d'aventure, sans lequel il n'est pas de bonnes troupes; l'armée ne deviendra pas une sorte de garde nationale commandée par de bons bourgeois, très sédentaires, véritables chefs de bureau en uniforme.

On ne doit pas oublier que notre peuple se divise en deux catégories d'individus aimant également la patrie, mais concourant chacune de façon différente à sa puissance et à sa gloire. D'un côté, des citoyens paisibles, attachés à la terre, économes, craignant les risques, parfois même un peu routiniers; de l'autre, des chercheurs d'aventures attirés par le péril, tenant peu de compte de l'intérêt immédiat et toujours prêts à sacrifier leur vie.

L'action commune de ces deux catégories de Français a fait depuis des siècles la force et la richesse de notre pays. Il serait désastreux pour notre influence en Europe, pour la défense nationale que l'armée coloniale absorbât au détriment de l'autre armée tous les hardis compagnons; aussi, estimons-nous que, dans l'intérêt bien entendu de notre puissance militaire, l'échange des officiers et des sous-officiers devra être fréquent entre les deux armées, lorsque les régiments et corps spéciaux des colonies seront enfin organisés.

« Tant que nous ne posséderons pas, disait avec raison le correspondant du *Figaro* à Madagascar, une direction de la défense colo-

niale, responsable en temps ordinaire de toutes les troupes d'outre-mer et de tous leurs services, préparant en outre de longue main, pendant plusieurs années, une expédition, faisant pour son succès toutes les demandes possibles et en devenant ainsi entièrement responsable, il y aura toujours des erreurs, du désordre, des tiraillements entre les ministères de la guerre et de la marine, de petites infamies que l'un commettra pour discréditer l'autre, un antagonisme permanent entre leurs troupes, pour le plus grand mal du résultat à obtenir, et chacun cherchera toujours à se débarrasser des fautes et à les imputer à son voisin.

« Comment veut-on que l'état-major du ministre de la guerre prévoie parfaitement tout ce qui est nécessaire à une guerre coloniale, alors qu'il n'a étudié que la guerre en Europe, complètement différente? Il lui était à peu près impossible de faire mieux que ce qu'il a fait : il n'a pas marchandé le matériel, il a organisé très largement les différents services, il a parfaitement choisi ceux qu'il a placés à leur tête, intendants et médecins ; il a fait, en somme du corps expéditionnaire une puissante machine de guerre, qui eût rapidement obtenu un beau résultat si elle avait opéré en Europe ou en Algérie. Mais, encore une fois, c'était une campagne à Madagascar qu'il fallait prévoir.

« L'état-major du ministre de la marine n'aurait pas fait mieux, c'est incontestable, car ce qu'il connaît, lui, c'est la guerre navale.

« Qu'on se hâte donc d'instituer, à l'aide d'hommes ayant vu plusieurs colonies, cette direction de la défense coloniale dont la mission doit être double : organiser dès maintenant l'armée coloniale, et préparer dans la suite une expédition ; puis, qu'on la place sous l'autorité du ministre de la guerre, qui seul peut l'aider de sa connaissance des combats sur terre et des ressources en officiers et en soldats. »

Et maintenant que nous avons noté, d'après des documents irrécusables, accusations et polémiques, que nous avons opposé aux premières les réponses des personnages du ministère de la guerre ou du ministère de la marine mis en cause, devons-nous conclure ?

Quels sont les plus coupables, si coupables il y a ?

A notre avis, sans hésitation, les hommes politiques, dont les fautes et les faiblesses encouragèrent les provocations des Hovas ; les ministres de passage qui, sans bien connaître le pays à conquérir, les difficultés de la pénétration dans l'intérieur de Madagascar, engagèrent l'expédition. Les ministres transitoires, d'autre part, ne jouissent que d'une autorité insuffisante, comment feraient-ils respecter par les officiers de l'armée de terre et par ceux de l'armée de mer l'unité de commandement ?

Avant de rompre définitivement et de commencer la guerre, ne devaient-ils pas tout d'abord tenir compte de la situation générale de l'Europe ? ne devaient-ils pas n'accepter que sous contrôle les alléga-

tions des hommes, colons, entrepreneurs de grandes affaires et missionnaires qui voulaient rendre un conflit inévitable ?

Certains envoyés du gouvernement étaient eux-mêmes suspects de partialité. On les avait trop facilement crus sur parole, dans le désir grand de continuer la politique coloniale de feu M. Jules Ferry.

Alors, des troupes sont rassemblées, on les exerce quelques semaines, on les embarque, sous les ordres d'un chef réputé, ayant fait ses preuves glorieusement en France, en Algérie et au Tonkin, on les expédie à Madagascar. La consigne est d'arriver, coûte que coûte, à Tananarive.

Pas de routes ! Qu'importe ! Avancez dans les marais, dans la brousse, franchissez les rochers, allez, allez toujours !

— Mais les moyens de transport des vivres et des munitions ne sont pas suffisamment assurés dans ce pays exceptionnellement fermé.

— Allez ! Arrangez-vous.

Les politiciens de profession sont toujours prompts à décliner les responsabilités, et manœuvrent de façon à les faire retomber sur les marins ou sur les soldats, c'est-à-dire sur ceux auxquels la discipline interdit toute réponse.

Tandis que l'opinion publique s'égare et qu'une partie de la presse fait le procès de l'armée et de la marine, les vrais coupables se tirent facilement d'un mauvais cas, grâce à l'habile diversion.

Mais toutes leurs habiletés n'empêchaient pas le pays de réfléchir sur le danger de certaines aventures.

« Ah ! nos colonies, écrivait avec beaucoup de raison et d'accord avec l'opinion publique le contre amiral en retraite Réveillère ¹, seront une bien lourde charge sans compensation le jour de la déclaration de guerre ! Si on avait dépensé en Tunisie, à Bizerte, en Algérie, la moitié de l'argent semé au Tonkin, au Soudan, au Dahomey, au Congo, à Madagascar, j'ose dire que nous serions en meilleure posture, plus riches et plus forts.

« Mais ce qui est fait est fait ; les regrets mènent aux découragements stériles.

« Laissons de côté l'Angleterre ; la conférence de l'empereur Guillaume à Postdam, sur le rôle de la marine dans les guerres modernes, nous montre clairement combien notre Nord est menacé.

« Depuis la guerre franco-allemande, dit M. Laird, la situation a changé : l'Allemagne est devenue une puissance maritime de premier ordre. Elle vient après l'Angleterre comme nombre et importance du tonnage des navires à vapeur. La marine de guerre de l'Allemagne se compose de 9 grands cuirassés, 6 cuirassés moyens, 20 croiseurs cuirassés de dimensions diverses, 9 croiseurs protégés, 40 torpilleurs de

1. Lettre publiée par le *Happel*

division, 95 torpilleurs de mer, sans compter les navires de moindre importance. La flotte du Nord et de l'Ouest de la France n'a pas la moitié de cette puissance.

« Je voudrais considérer le siège de Paris, tenté par l'Ouest, comme appartenant au domaine du rêve, mais ce serait de l'imprévoyance et de l'inéptie de le considérer comme irréalisable.

« Voici ce qui se dit outre-Rhin :

« A la suite de leur flotte, les Allemands peuvent envoyer deux armées, plus au besoin; comme le voyage est court — deux jours au plus — les navires peuvent être encombrés de troupes.

« Ayant repoussé la flotte française (ils ont la supériorité du nombre), les envahisseurs pourront débarquer leurs armées à l'entrée de la Seine, certains de ne trouver aucune forteresse entre la mer et Paris.

« Ce serait un coup hardi, à coup sûr, disent-ils (hardi, oui; téméraire, non); mais la flotte française de l'Ouest et du Nord, même soutenue par les torpilleurs, ne suffirait pas à s'opposer à l'attaque de la flotte allemande.

« Et il y a des gens qui trouvent que nous n'avons pas assez d'affaires sur les bras! — Ce sont des inconscients, c'est leur seule excuse. »

Nous n'ajouterons aucune autre conclusion à ce chapitre que nous jugions nécessaire dans une histoire impartiale et complète de la guerre à Madagascar¹.

Notons enfin le dénouement de l'affaire du transport le *Brinkburn*.

Le capitaine du navire anglais, nommé Jacob, comparut devant la cour de l'amirauté. Voici en quels termes s'exprimait le rapport relatif à cette affaire :

« Le vapeur anglais *Brinkburn* est parti de Toulon, le 27 mars, chargé, pour le compte du gouvernement français, de matériel à destination de Madagascar, sous le commandement du capitaine George Jacob. Le 29 mars, vers huit heures du soir, il contournait la pointe du Faro à une distance d'un demi-mille; le capitaine se trouvait sur la

1. A titre de document, citons cette réponse du *Progrès militaire* aux récriminations trop acerbes :

« Nous voudrions voir à l'œuvre les gens qui, de leur fauteuil, critiquent à tort et à travers les lenteurs de l'expédition, même celles du télégraphe, pas assez bavard à leur gré, qui trouvent ridicule le système consistant à rendre la route plus praticable en arrière de la colonne, avant de s'engager plus loin. Ah! si l'on apprenait que les distributions ont manqué un seul jour, quelles criaileries! On cherche à les assurer, les récriminations sont encore plus violentes! Le général Duchesne n'a pas télégraphié depuis quatre jours; c'est qu'il est bien malade, mort peut-être, insinuent des politiciens venimeux. Mais l'intérêt de parti avant tout! Pour combattre le gouvernement, quel qu'il soit, on ne craint pas de montrer la France incapable du moindre effort, ou tout au moins son armée livrée à l'inéptie, voire à la trahison! Faut-il donc renoncer à toute expansion extérieure et trembler devant la perspective d'une guerre sur nos frontières?... »

« Si l'écho de nos disputes arrivait seul à Madagascar, il découragerait ceux que le moral soutient contre un implacable climat; heureusement que les récompenses décernées en temps utile, ce qui augmente leur prix, précèdent là-bas les diatribes et les apitoiements intéressés. Nous enregistrons aujourd'hui une double liste prouvant aux officiers et soldats qu'on ne les oublie pas. »

passerelle, la nuit était claire et la mer très belle, le navire marchait à toute vitesse. Au moment d'arrondir la pointe, on aperçut par tribord les feux blanc et vert d'un vapeur.

« Le *Brinkburn* continua sa route; mais, quelques minutes après, il se trouva pris dans des remous de courant. La barre fut alors mise toute à tribord, mais le navire tourna, malgré sa barre, jusqu'à venir se placer sur la même ligne que l'autre vapeur et, à ce moment, le *Brinkburn* tomba brusquement sur bâbord. Comprenant le danger, le capitaine Jacob fit donner deux coups de sifflet pour indiquer qu'il venait sur bâbord et fit machine en arrière à toute vitesse. Comme l'autre navire ne répondait pas, il fit donner deux autres coups de sifflet auxquels il fut immédiatement répondu par un seul. La machine marchait toujours en arrière à toute vitesse, mais cela ne put éviter l'abordage.

« L'autre navire abordé par bâbord, dans le milieu, coula peu après sur la côte de la Calabre. C'était le vapeur *Alvah*, d'Aberdeen, qui allait de la mer Noire à Anvers avec un chargement de blé. Son équipage se sauva dans les embarcations, et celles du *Brinkburn* prirent sept hommes qui furent débarqués le lendemain à Messine.

« Le *Brinkburn*, ayant une partie de son étrave emportée, ainsi que plusieurs tôles au-dessous de la marque de 20 pieds et jusqu'au brion de l'étrave, se rendit à Malte pour s'y faire réparer.

« L'enquête ne put être faite que d'après les témoignages des gens du *Brinkburn*, aucun des hommes de l'*Alvah* ne se trouvant à Malte, il y a lieu de croire, dit le rapport, que l'*Alvah* aurait dû longer la côte de Calabre, en passant par le détroit, d'autant plus que rien, dans l'état du temps, ne justifiait son passage aussi près de la côte de Sicile. Le tribunal, tout en reconnaissant que le capitaine Jacob a fait tout ce qu'il était possible de faire pour éviter l'abordage, estime qu'il aurait dû contourner la pointe du Parc à une plus grande distance, car il aurait alors évité les tourbillons qui existent généralement près de cette pointe et ont empêché son navire d'obéir à sa barre. »

Le haut tribunal ne crut pas devoir retirer son brevet au capitaine du *Brinkburn*; il se contenta de lui adresser une platonique admonestation, en l'engageant à se montrer plus prudent à l'avenir.

CHAPITRE XXXI

Fin de la première partie de la campagne.

Résumé de l'histoire des opérations de guerre de novembre 1894 à septembre 1895. — Nouveaux éléments de résistance. — La situation à la veille de l'entrée en Imerne. — Lettres d'officiers. — Les étapes parcourues. — Justice rendue au général Duchesne. — Son rôle. — Homme de devoir, ennemi du bruit. — Les ordres du gouvernement. — La saison des pluies. — Notes du P. Piolet. — L'élite de l'armée malgache. — Tableau de Tananarive. — Gazettes et chansons de guerre. — Encore une proclamation. — Troubles. — L'observatoire de Tananarive. — Les sorciers. — Les prestidigitateurs français. — Le gouvernement hova. — L'intérieur de l'île. — Quand finirait la guerre?

La campagne de Madagascar peut être divisée en deux parties : la première prend fin à la frontière d'Imerne. Les plus sérieuses difficultés, les plus gros obstacles sont surmontés, le corps expéditionnaire a donné son principal effort, le plus pénible. Il s'est avancé de la côte aux plateaux élevés, après avoir franchi les contrées malsaines et laissant derrière lui une route, construite au prix de quels sacrifices, on le sait !

Dès lors, une colonne légère terminera la guerre. Cette seconde partie de la campagne, celle de la marche rapide sur Tananarive, accomplie par toutes les forces disponibles, par les soldats ayant le mieux résisté et bien aguerris, sera son œuvre. Avant de commencer le récit des combats les plus sanglants de la guerre et des opérations qui ont abouti à l'occupation de la capitale malgache, à la paix et à l'organisation de la conquête scrupuleusement et impartialement étudiée dans ses moindres détails, jetons un coup d'œil en arrière sur le chemin parcouru.

En décembre, Tamatave est occupé, en janvier Majunga. Pendant ces deux mois, l'amiral Bienaimé commande en chef; il assure la défense de Diégo-Suarez, menacé par des bandes malgaches.

Le 28 février, le général Metzinger débarque à Majunga, avec une partie de l'état-major, des officiers de toutes armes et un bataillon de tirailleurs algériens, celui du commandant Debrou. Sa mission est de préparer la voie au corps expéditionnaire qui doit quitter la France deux mois plus tard, de dégager les abords de Majunga, les rives de la baie de Bombetoke et d'occuper Marovoay. Le général et ses troupes s'installent sur la côte ouest, en plein marécage, vers la fin de la saison des pluies; mais cette saison tant redoutée se prolonge exceptionnellement jusqu'en avril.

Le chef de la première brigade a sous ses ordres, les turcos, un bataillon d'infanterie de marine, deux compagnies de tirailleurs sakalaves venues de Diégo-Suarez, les compagnies de débarquement et

quelque artillerie. Il reconnaît les environs de Majunga et ne tarde pas à constater qu'une marche en avant est impossible dans la région inondée. La marine ne dispose pas de canots et de canonnières en nombre suffisant pour transporter les troupes à Marovoay. Le 27 mars seulement, un détachement rencontre pour la première fois les Hovas.

Une compagnie, appuyée par une section d'artillerie et par la canonnière de mer le *Gabès*, enlève sur la rive gauche du Betsiboka le poste de Mahobo, où l'ennemi a concentré 200 hommes soutenus par quelques pièces d'artillerie. Les Hovas eurent quelques tués et abandonnèrent deux canons : le cours inférieur de la rivière se trouvait ainsi dégagé.

« Rentré à Majunga, le général prépara une opération plus importante; les Hovas avaient établi un camp à Miadana, à environ 45 kilomètres de Majunga et sur la rive droite du Betsiboka. Une colonne, forte de quatre compagnies et de deux sections d'artillerie attaque le camp le 3 avril et met rapidement en déroute ses 3,000 défenseurs après leur avoir tué une centaine d'hommes. L'ennemi fuit dans la direction de Marovoay; de notre côté, 3 blessés.

« Le 3 mai, prise de Marovoay. Le général Metzinger attaque en personne par la route de Majunga, tandis qu'un détachement parti de Mahobo franchit le fleuve et menace de tourner la position. De son côté, le capitaine de vaisseau Bienaimé, depuis contre-amiral, commandant la division navale, se présente devant la ville qu'il canonne, puis il lance en avant ses compagnies de débarquement. Les Hovas fuient bientôt en désordre, abandonnant des pièces d'artillerie et des approvisionnements. Ils ont une centaine de tués dans le combat et perdent 400 à 500 hommes dans leur retraite; chez nous, 1 tué et 5 blessés¹.

« Le 6 mai, le général en chef débarque à Majunga. Le général Metzinger, qui reste à l'avant-garde, gagne progressivement du terrain; le 16, il occupe Beseva, à une soixantaine de kilomètres de Marovoay; le 18, il est à Androtro; le 22 à Trabonjy, le lendemain à Ambato. L'ennemi décampe à son approche. D'Ambato, la brigade gagne Ankoala, d'où elle se dirige sur Mevatanana, où les Hovas sont en nombre.

« Le 6 juin, le bataillon de la légion étrangère et deux batteries d'artillerie franchissent le Betsiboka; trois jours plus tard, Mevatanana est occupé après un combat dans lequel nous avons 2 hommes blessés.

« A son grand regret, le général en chef est obligé de faire un long séjour dans les parages malsains de Suberbieville. Avant de poursuivre sa marche, il faut établir en ce point un grand dépôt d'ap-



Sur la frontière de l'Imeino.

provisionnement et constituer les convois de vivres et de munitions de la colonne légère qui montera à Tananarive.

« On gagne néanmoins un peu de terrain, tandis que la main-d'œuvre militaire termine la route et que le génie établit un pont de 300 mètres sur le Betsiboka. C'est pendant ces travaux qu'eut lieu l'engagement le plus vif de la campagne. Le 29 juin, au matin, plusieurs milliers de Hovas assaillirent à l'improviste la 6^e compagnie des tirailleurs algériens qui gardait le poste avancé de Tsarasaotra, à 22 kilomètres au sud de Suberbieville et sur la rive droite de l'Ikopa. »

Grâce à l'énergie du commandant Lentonnet, l'ennemi prend la fuite; les Hovas sont refoulés à plusieurs kilomètres dans la direction d'Andriba, le lendemain 30 juin, par le 40^e bataillon de chasseurs,

accouru de Suberbieville sous le commandement du général Metzinger.

Cette leçon enlève à l'ennemi la tentation de nous attaquer de nouveau; il rassemble ses forces derrière les retranchements d'Andriba. De notre côté, le général Duchesne presse le ravitaillement et active les travaux de la route. Les pertes de nos troupes, décimées



par la maladie, sont considérables. Cette période est l'une des plus difficiles, une des plus cruelles de la guerre : période de nouvelles pessimistes, de récriminations et presque de découragement. Cependant, le commandant en chef poursuit son œuvre, en homme sûr de la mener à bonne fin, ne connaissant que le devoir et fort du témoignage de sa conscience :

« Les échecs de Tsarasaotra et de Beritza ont profondément

affecté le moral des Hovas; jusqu'à Andriba, ils ne cherchent pas à nous arrêter; mais ils sont en forces en ce point et ont établi des batteries sur les pics les plus élevés. La journée du 21 est consacrée à des mouvements préparatoires de nos colonnes; notre artillerie est aux prises avec les canons hovas. Le lendemain, l'ennemi a évacué ses positions sans nous attendre!

« Andriba est, par 900 mètres d'altitude, à environ 160 kilomètres à vol d'oiseau de Tananarive. Le général en chef y termine l'organisation de la colonne volante qu'il va conduire au plateau d'Emyrne; le convoi exige tous ses soins, mais heureusement il a reçu de France le nombre de bâts nécessaires pour les mulets. Au milieu de septembre, la colonne légère, forte de 4 bataillons de la guerre, 4 de la marine, 2 batteries, 2 compagnies du génie et 2 pelotons de cavalerie, formant un effectif de 5.000 hommes, se met en route en deux groupes, le premier commandé par le général Metzinger, le second par le général Voyron. Elle emporte 22 jours de vivres; son convoi se compose de 2.500 mulets. »

Cette colonne occupe peu après les défilés de Tsaininondry. L'armée française pénètre en Imerne, dans le royaume des Hovas¹.

Du côté de ces derniers, sont les corps ayant battu en retraite devant nos troupes depuis Marovoay, Mevatane, Tsarasaotra et les différents combats livrés aux frontières de l'Imerne, réunissant environ 6.000 soldats; enfin, les recrues nombreuses réunies à Tananarive depuis le commencement de la guerre, la garde de la reine et les hommes des dernières levées, en tout 40 ou 50.000, dont 10 à 12.000 bien armés et pourvus de munitions.

La garde royale, formée par des instructeurs européens, dont quelques Français, est la meilleure, la plus solide troupe de l'armée, assez bien commandée et disciplinée; elle n'est nullement négligeable. Elle forme six bataillons, parmi lesquels, celui de *l'Aigle noir*, dont nous avons déjà parlé.

1. « La constitution de la colonne de marche, écrit-on à cette date à *l'Echo de l'Armée*, a été définitivement arrêtée : la 1^{re} brigade, général Metzinger, a cinq bataillons; la 2^e brigade, général Voyron, en a quatre. Les quatre bataillons restant sont des troupes d'étapes; parmi eux, le fameux bataillon de la Réunion. Les deux brigades travaillent à la route carrossable; mais chacune d'elles, à son tour, marche en tête et fait l'avant-garde. A cet effet, la brigade de tête a des mulets pour tous ses services; la brigade de queue emploie les voitures Lefebvre.

« L'état sanitaire de cette colonne légère est bien plus satisfaisant que celui de l'arrière.

« Le ravitaillement est toujours la grosse question, et pour en diminuer les charges, le général en chef a pris des mesures énergiques et donné les ordres les plus sévères.

« Tous les officiers faisant partie de la colonne — et le général Duchesne a donné l'exemple, bien entendu — ont vu réduire le nombre de leurs rations, et défense absolue est faite de toucher aux vivres à titre remboursable.

« Il n'est pas besoin de dire, dans le même ordre d'idées, que la section de 120 court a été laissée à Suberbieville et le ballon à Marololo. Espérons qu'on n'en parlera plus. La colonne volante n'emmeno comme artillerie que trois batteries de montagne et une seule section de 80 de campagne. C'est très suffisant.

« Enfin, on espère toujours être à Tananarive avant la saison des pluies, mais avec les difficultés à vaincre, ce sera de la part du commandant en chef et des troupes sous ses ordres un véritable tour de force.

La plupart des hommes de l'*Aigle noir* et de la garde royale ont déjà fait campagne, soit contre les rebelles à l'intérieur, soit contre les Français, de 1883 à 1885.

Les officiers sortent presque tous de l'école des cadets de Tananarive, où ils eurent pour professeurs et chefs des Anglais. Ils portent des uniformes de fantaisie, parfois carnavalesques, plus ou moins riches.

La garde royale était conservée soigneusement en réserve comme une troupe d'élite. Près de Majunga et jusqu'à Marovoay, le corps français n'a rencontré en face de lui que les troupes venues des provinces; en se rapprochant de l'Imerne, il a dû refouler des forces de l'armée régulière; à Tananarive, enfin, il combattra contre de vrais soldats.

Après l'occupation du défilé de Tsaininondry, « la colonne, écrit un officier de réserve, M. Boudouresque, rompt toute communication avec sa base d'opérations, n'ayant à compter en rien sur le pays — le désert sans phrase — et devant traîner sa nourriture sur des mulets harassés; elle devra marcher sans arrêt, son temps d'action étant limité à 21 jours de vivres; elle s'aventure enfin dans la partie de la route qui est réputée la plus dure et où elle éprouvera certainement des mécomptes pour le passage de ses mulets, qu'il faudra assurer par des coups de pioche en certains endroits, d'où retards probables. Telles sont les chances que j'appellerai mauvaises.

« Mais il reste les bonnes; les mulets peuvent continuer à tenir, malgré les prévisions pessimistes, et fournir l'effort dernier qu'on va leur demander; il est incontestable que l'air des hauts plateaux a déjà agi en mieux sur la santé des troupes groupées autour d'Andriba et que la morbidité effrayante des mois de juillet et août a déjà notablement diminué à l'avant-garde; malgré les menaces de pluies, les habitants du pays, que ces menaces étonnent, persistent à croire que la saison des pluies *ne peut pas* être aussi avancée: la chose, disent-ils, serait sans précédent; enfin, la meilleure de toutes les chances, c'est que tout le monde dans la colonne, depuis le simple soldat jusqu'au général, a hâte d'en finir, sait que ce coup de collier est bien le dernier, que Tananarive, en un mot, *doit être pris*; il y a donc tout lieu d'espérer que Tananarive sera pris.

« Mais il est aisé de constater au prix de quels efforts, au prix de quelles angoisses cette ville aura été prise. Et je demande si, sincèrement, les soldats qui auront triomphé de telles angoisses, dépensé de tels efforts, n'auront pas fait acte d'héroïsme?

« Seulement, voilà: quand se résoudra-t-on, en France, à économiser l'héroïsme de nos soldats, qui coûte si cher, au prix d'une prévoyance qui coûterait si peu? »

A la fin de la première période de la campagne, à la veille de l'entrée de la colonne volante dans l'Imerne, voici d'après un autre

officier, quelle est exactement la situation du corps expéditionnaire :

« Le 200° de ligne n'a plus qu'un bataillon de 500 hommes ; les deux autres ont été fondus dans celui-là, soit une réduction des $\frac{4}{5}$.

« Le bataillon de chasseurs à pied n'existe pour ainsi dire plus : il est hors d'état de marcher.

« De l'escadron de cavalerie, il reste 15 ou 20 hommes, et encore dans ce chiffre je compte environ 12 hommes pris dans l'infanterie de marine il y a six semaines et ayant servi autrefois dans la cavalerie.

« Il y a quelques jours, chacune des compagnies du génie était représentée par ses officiers, 2 ou 3 sous-officiers et 3 ou 4 hommes.

« L'artillerie est réduite de plus de moitié.

« Les deux bataillons de tirailleurs algériens ont encore environ 450 hommes disponibles chacun ; le bataillon de la légion étrangère, environ 400.

« Les bataillons d'infanterie de marine ne pourraient certainement pas mettre en ligne plus de trois cent cinquante hommes chacun. Du reste, un peu avant leur départ on a incorporé dans l'infanterie de marine beaucoup de soldats des régiments de ligne et, naturellement, ces nouveaux arrivés sont de beaucoup inférieurs aux anciens ; ils ne valent pas mieux que ceux du 200°.

« Le bataillon des volontaires de la Réunion ne doit pas être brillant ; il a été laissé en arrière comme troupe d'étapes.

« Le bataillon de Sakalaves, commandé par Ganeval, tient bon.

« Le bataillon de Haoussas peut mettre en ligne plus de 700 hommes. C'est celui qui a le plus fort effectif.

« Le 10 septembre départ d'une partie de la colonne volante d'Andriha pour marcher rapidement sur Tananarive (175 à 190 kilomètres), elle n'est forte que de 2.500 *hommes*, services auxiliaires compris. C'est à peu près tout ce qui reste de troupes valides sur les 15,000 *hommes* qui ont été débarqués depuis le mois de mars.

« Les ambulances et les hôpitaux regorgent de monde ; seulement il ne faut pas croire que ces hôpitaux soient installés dans des bâtiments bien aménagés, avec un mobilier confortable.

« Au sanatorium de Nossi-Cumba, à l'hôpital de Majunga et à celui d'Ankaboka, il y a cependant des baraquements ; mais dans toutes les autres formations sanitaires : Marovoay, Ambato, Marololo, Suberbieville, les hommes sont installés sous des tentes ou sous de maigres abris improvisés avec de la brousse, et quand il n'y a plus ni tentes, ni abris, ils se traînent où ils peuvent pour trouver un peu d'ombrage.

« Les médecins de la guerre font preuve de beaucoup de zèle, mais le personnel des infirmiers, considérablement réduit par la maladie, est absolument insuffisant.

« La direction du service de santé au ministère de la guerre a envoyé beaucoup de pansements pour blessures, mais n'a rien prévu

pour les maladies, et on peut affirmer qu'en plus d'un cas, l'insuccès des médecins a eu pour cause unique le *manque de médicaments*.

« On a vu à Suberbieville 650 malades et 8 infirmiers seulement, également malades. Les hommes en traitement devaient faire les corvées, sous peine de mourir de faim et de soif.

« Le service du ravitaillement ne fonctionne plus d'une façon parfaite, car les hommes du train ont dû presque tous être évacués. Les officiers, surchargés de besogne, malades eux-mêmes, seront d'ici peu incapables d'assurer les convois.

« Il n'est pas rare de voir un lieutenant du train, avec un ou deux Européens seulement, diriger un convoi de 150 ou 200 voitures échelonnées sur une longueur de plus de deux kilomètres.

« Ces voitures, dites Lefebvre, sont traînées par des mulets conduits par des Arabes, lesquels ont été recrutés parmi les voyous des grandes villes de l'Algérie. En ce moment, ils refusent, dans beaucoup de cas, de travailler. Il faut bien dire aussi qu'ils ont été surmenés et qu'ils ne sont plus que des squelettes hâves et débraillés.

« Dans quelques convois, voici ce qui s'est passé : les conducteurs arabes ont abandonné les voitures, puis lorsque les Européens sont allés dans les campements voisins demander d'autres conducteurs, ils sont revenus piller le convoi pour manger.

« Et l'escorte, me direz-vous ?

« Les convois ne sont escortés que lorsqu'ils arrivent à hauteur des troupes de première ligne.

« On ne peut s'empêcher de songer qu'avec un pareil système les troupes de première ligne sont à la merci d'un incident qui arrêterait les convois.

« Le moral des troupes se ressent du dénuement dans lequel elles vivent. Seuls les tirailleurs sakalaves et les tirailleurs haoussas conservent l'entrain des premiers jours. Ils formeront à peu près la moitié de la colonne volante qui part d'Andriba pour marcher rapidement sur Tananarive.

« A partir du 1^{er} septembre, les troupes en avant de Suberbieville n'auront plus qu'une ration réduite de biscuit, de viande et de tafia ; en revanche, la ration de café sera à peu près doublée.

« Bien entendu, il faut dire adieu pour longtemps au pain et au vin. Avec cela, on peut végéter pendant quelque temps, mais à la longue les tempéraments les plus robustes finissent par succomber.

« Voilà exactement dans quelle situation se trouve le corps expéditionnaire. Heureusement les Hovas ne sont pas bien méchants.

« De tout ce qui précède, il résulte une leçon bien nette, c'est que, si nous sommes encore obligés de faire de grandes expéditions coloniales, il faudra composer le corps expéditionnaire en majeure partie, d'indigènes, dans la proportion des 4/5 ou des 5/6 de l'effectif total.

« On pourrait facilement créer un 2^e régiment de tirailleurs sénégalais de trois bataillons, plus deux compagnies de dépôt; un régiment de Dahoméens de même composition, indépendamment des troupes indigènes qui existent déjà dans ces colonies. Ces régiments devraient toujours être à l'effectif complet de guerre (deux cent cinquante hommes par compagnie) et stationnés en un point assez rapproché de la côte, permettant de les embarquer au premier signal pour une destination quelconque.

« Je sais bien qu'il serait aussi nécessaire d'augmenter les cadres de l'infanterie de marine dans de fortes proportions et que la dépense en résultant serait assez sérieuse, mais quand une nation comme la France veut se payer le luxe de faire de grandes conquêtes coloniales, il lui faut y mettre le prix.

« Ces troupes indigènes, ajoutées à celles qui existent déjà et à l'infanterie de marine, qui ne devrait plus être composée que de vieux soldats, à l'exclusion formelle des jeunes engagés volontaires de dix-huit à vingt ans, qui ne sont bons qu'à jalonner les routes de trainards, formeraient réellement une armée coloniale imposante, et quand une expédition coloniale serait décidée, on adjoindrait tout simplement à chaque brigade indigène un bataillon de vieux soldats d'infanterie de marine triés sur le volet, bien nourris, bien soignés, marchant sans avoir sur le dos ce sac si gênant dans les pays chauds.

« Avec cela, on irait loin et on ne verrait plus, comme nous avons pu le voir dans des marches ne dépassant pas 12 kilomètres, exécutées de concert avec des troupes européennes, des groupes interminables de trainards. »

Au 20 septembre, la situation dans les hôpitaux est la suivante, d'après une statistique officielle :

	Malades
Hôpital de Majunga.....	987
Transport-hôpital <i>Winh-Long</i>	400
Sanatorium de Nossi-Cumba.....	480
Dépôt des convalescents de Majunga.	400
Dépôt des Kabyles.....	1.100
Dépôt des isolés de la 1 ^{re} brigade.....	500
Dépôt des isolés de la 2 ^e brigade.....	220
Hôpital d'Ankaboka.....	1.100
Hôpital d'Ambato.....	350
Hôpital de Marololo.....	800
Hôpital de Suberbieville.....	800
Au total.....	7.137

« A ce chiffre déjà si formidable de 7,137 malades, écrivait un député, M. Gerville-Réache, sérieusement éprouvés, il faut ajouter

2,000 convalescents ou moribonds rapatriés au 15 septembre par les transports et les affrétés que l'on sait.

« A la même date, il était mort près de 1,500 hommes, au bas mot, sans compter ceux qui sont décédés à Tamatave ou à bord des transports qui les ramenaient en France, sans compter non plus ceux, plus nombreux encore, qui sont décédés parmi les convoyeurs kabyles, somalis ou autres.

« La colonne volante qui a été à Tananarive, n'ayant pu disposer que de 3,500 hommes, on voit qu'en tenant compte d'un millier d'hommes répartis sur la ligne d'étape, nous arrivons à peu près au chiffre du corps expéditionnaire, non compris, bien entendu, les convoyeurs de l'armée. »

En résumé, à cette époque, il y a encombrement dans toutes les ambulances.

« Le corps expéditionnaire n'a plus de place pour les malades dans les hôpitaux, situés de Majunga à Andriba.

« L'hôpital de campagne n° 1 dispose de 250 lits et il a 987 malades. Les hommes n'ont qu'un infirmier pour 80 malades et la surveillance n'est pas assurée.

« Les malades meurent dans la brousse, et le soir, dans les promenades à cheval que font les officiers, l'odeur nauséabonde qui se dégage sur leur route révèle la présence de quelque cadavre ! »

Nos soldats ont fait des prodiges pendant ces longs mois de campagne dans la boue des marais, ou dans les rochers de la montagne :

I. « Au mois de février 1894, dit M. Gerville-Réache, dont nous invoquons encore le témoignage, les journaux publiaient que le ministre de la guerre, le général Zurlinden, le ministre de la marine, l'amiral Besnard, le ministre des affaires étrangères, M. Hanotaux, M. Bompard, ancien résident général à Madagascar, sous la présidence du président du conseil, M. Ribot, avaient arrêté les grandes lignes de l'expédition; le chiffre du corps expéditionnaire, le lieu de débarquement et la route à suivre. C'est d'après ce plan que le général Duchesne a conduit la campagne. Il semble qu'il n'ait pas voulu prendre ses décisions d'après les circonstances et tout ce qui n'était pas prévu dans le plan élaboré à Paris paraît avoir été impitoyablement rejeté, sauf le cas de force majeure.

« Le général a passé un grand temps à faire une route destinée au passage des voitures Lefebvre, route dont il ne restera peut-être pas trace après la saison des pluies. Il a éreinté tout son monde, en perdant de vue que dans les régions chaudes on ne peut remuer la terre sans les plus grands dangers.

« La marche rapide et belle d'Andriba à Tananarive est la critique, me semble-t-il, la plus amère et la plus décisive de la conduite de l'expédition de Majunga à Andriba. Elle prouve que si le général en chef ne s'était pas obstiné (pour mettre en action les seuls instruments mis à sa disposition) à continuer une route qui a coûté et coûtera tant de vies humaines, il aurait pu arriver à Tananarive en moins de deux mois. Et la mortalité du corps expéditionnaire eût été diminuée dans d'énormes proportions.

« Ce n'est pas le port du sac qui a fatigué les troupes. Madagascar n'a pas une température si élevée que les hommes n'y puissent marcher de 5 à 8 heures du matin chargés de douze kilos. Ce qui a donné une aussi grande proportion de malades, c'est l'observation presque générale, surtout dans les troupes de la guerre, des prescriptions hygiéniques.

« Il résulte des nombreuses lettres que j'ai lues ou reçues qu'au 200^e régiment, tous les hommes se promenaient en bérêt à 9, 10 et 11 heures du matin. Pendant la sieste, ils étaient laissés libres et l'on en rencontrait à une heure ou deux de l'après-midi, sur les bords du Betsiboka pêchant à la ligne pendant les plus fortes chaleurs du jour.

« L'usage des feuillées était complètement inconnu et les immondices des hommes empoisonnaient les camps.

« La nuit, les soldats ne prenaient pas la tenue de drap et encore moins la ceinture de flanelle.

« Les conséquences de ce manque de défense et de protection contre les rigueurs des pays chauds ont été terribles. A la date du 15 septembre, un bataillon, le 1^{er} du 200^e régiment, était réduit à 12 hommes! Tous les autres étaient morts ou encombraient les hôpitaux.

« Le 40^e bataillon de chasseurs n'avait plus personne : il n'a même pas pu être représenté dans la colonne volante qui est partie d'Andriba pour Tananarive. »



Femmes malgaches.

Leurs chefs sont unanimes à reconnaître leurs précieuses qualités de dévouement.

On se rendra bien compte du chemin parcouru et du chemin à parcourir d'après ce tableau des étapes et des haltes.

Première partie de la campagne.

- 1° *Majunga*..... Traversée des terrains submergés et couvert de palétuviers.
- 2° *Amparehingidro*.. Village d'une douzaine de cases.
- 3° *Ambohitromby*... Camp retranché au sommet d'une colline, établi par Hovas en 1885, abandonné en 1895.
- 4° *Ambatokely*..... Misérable village de 15 cases.

- 5° *Maevarano*..... Village de 30 cases environ près des rives du Betsiboka.
 6° *Miadana*..... Village d'une soixantaine de cases.
 7° *Andranolava*..... Passage de la rivière de ce nom, sentier dans la brousse, terrain argileux, fréquemment coupé par des ruisseaux desséchés pendant la belle saison.
 8° *Marovoay*..... Ville de 3.000 habitants et fort enlevé par le général Metzinger.
 9° *Tsiniahajo*..... Traversée du ruisseau.
 10° *Marovoay*..... Traversée de la rivière de ce nom, arrivée au village sakalave d'Ambohibary comptant une vingtaine de cases, sentier parmi les rizières, puis contrée boisée.
 11° *Androntsy*..... Village de 15 cases.
 12° *Befotaka*..... Village de 15 cases, route traversant la plaine, au milieu des hautes herbes et des lataniers.
 13° *Trabonjy*..... Village de 40 cases, à peu de distance d'un fort hova.
 14° *Ambato*..... Village de 20 cases sur les bords du Kamoro, affluent du Betsiboka, passage de cette rivière; aussitôt après, le sentier suit la rive du fleuve.
 15° *Antifantry*..... Village ou plutôt hameau de quelques cases.
 6° *Bepako*..... Hameau, terrain sablonneux.
 17° *Amparihibe*..... Traversée d'un bras du Betsiboka, arrivée dans l'île que les eaux du fleuve enveloppent; Amparihibe situé au sommet d'une colline dans cette île.
 18° *Anandronzia*.... Après traversée du second bras du Betsiboka, passage de l'Anandronzia.
 19° *Mevatane et Suberbieville*..... Village d'une centaine de cases, près de là, Suberbieville, région désolée, stérile et montagneuse, très malsaine.
 20° *Tsarasaotra*..... Village de 35 cases, rendu célèbre par le fait d'armes du 29 juin.
 21° *Nossy-Fito*..... Îlots obstruant le cours de l'Ikopa. Sentier suivant la rive.
 22° *Andranokely*..... Passage de la petite rivière de ce nom.
 23° *Mandendamba*... Passage de cette rivière, affluent de l'Ikopa, près de là, village du même nom d'une quinzaine de cases.
 24° *Ampasiria*..... Passage de cette rivière et village du même nom.
 25° *Marokolohy*..... Village d'une vingtaine de cases, route très difficile et montagneuse.
 26° *Malatsy*..... Village hova fortifié d'une soixantaine de cases.
 27° *Kamolandy*..... Passage de cette rivière.
 28° *Andriba*..... A 800 mètres au nord du mont Andriba ¹.

Le corps expéditionnaire avait franchi en trois mois ces pénibles étapes que les voyageurs parcourent en onze ou douze jours; mais il traînait derrière lui bagages, munitions, vivres, etc., canons, tout un immense matériel.

Les haltes, étapes régulières d'Andriba à Tananarive sont :

- 1° *Autsahamena*.... Hameau de 8 cases.
 2° *Alakasimy*..... Hameau d'une dizaine de cases.

1. Voyage à Madagascar, par le Dr Catat.

- 3° *Maroharona*..... Village de 20 cases environ.
 4° *Mamohomila*..... Rivière de ce nom, dont le sentier suit la rive.
 5° *Ampotako*..... Village hova de 50 cases.
 6° *Ambohinora*..... Ruines d'un village abandonné.
 7° *Firingalava*..... Passage du cours d'eau de ce nom et ruines d'un village.
 8° *Manankazo*..... Passage d'un col; descente dans la vallée. Au col de Manankazo, l'altitude est de 1040 mètres au-dessus du niveau de la mer.
 9° *Kinajy*..... Village fortifié, assez important, 80 cases environ.
 10° *Maridaza*..... Village d'une vingtaine de cases.
 11° *Talata*..... A 500 mètres du mont Ambodinangano se trouve le marché de Talata que traverse le sentier conduisant à Tananarive.
 12° *Ambatoarana*.... Village de 25 cases.
 13° *Ankazobe*..... Village d'une vingtaine de cases.

Tananarive est à environ une journée de marche de ce dernier point.

L'itinéraire que nous venons d'indiquer de Majunga à la capitale malgache a été suivi, on le sait déjà, en quinze jours par le Dr Catat, du 30 octobre au 14 novembre.

D'après le consciencieux explorateur, il « comporte exactement 102 heures de marche ».

Dans la première partie de la campagne, le général Duchesne, si vivement attaqué par une partie de la presse, avait agi en officier plus prudent et sage que brillant. C'est un modeste, ennemi, nous l'avons déjà dit, du tapage et de la réclame. Il n'avait nullement sollicité l'honneur d'être appelé à diriger la campagne de Madagascar ¹. Depuis les ovations faites au général Dods à son retour du Dahomey, certains de nos gouvernants sont hantés par la crainte de voir surgir un général rentrant en France avec le prestige de la victoire.

1. « C'est au cours de la discussion des crédits, et non après, dit *La Politique Coloniale*, que la question du commandement fut tranchée. Cette question était double; la direction supérieure e appartenait-elle à la guerre ou à la marine? A quel général serait confié le commandement effectif?

« La première question fut tranchée en faveur du département de la Guerre. Les raisons de cette solution étaient multiples. La Guerre devait fournir la plus grosse part des effectifs; elle seule était outillée pour mettre en mouvement et faire fonctionner une machine aussi compliquée qu'un corps expéditionnaire dépassant 10,000 hommes.

« Donc la Guerre obtint la satisfaction qu'elle désirait, aux lieux et places de la Marine, qui ne la désirait pas moins.

« Restait à régler la question du commandement. Deux noms étaient en présence: l'un présenté par le ministre de la Guerre, c'était le général Duchesne; l'autre, par le ministre de la Marine, c'était le général Borgnis-Desbordes, car rien ne s'opposait à ce que ce fût un général appartenant au ministère de la Marine qui reçut le commandement des mains du ministère de la Guerre.

« On sait que le général Duchesne l'emporta sur son concurrent; mais ce que l'on sait moins, ce sont les raisons qui firent pencher la balance en sa faveur.

« Le général Duchesne fut désigné parce qu'il avait fait ses preuves de volonté, d'énergie, d'initiative et d'endurance, à Formosa, dans des conditions particulièrement difficiles, dont certaines devaient se retrouver précisément à Madagascar.

« C'était un officier de troupes au sens technique du mot, ayant passé tout son temps dans son régiment ou dans sa garnison, vivant au milieu des soldats, dans l'exercice ininterrompu de ses fonctions militaires. C'était, de plus, un esprit froid, méthodique, étranger aux intrigues et aux coteries, uniquement occupé de son métier et de son devoir militaire, aussi sévère dans la discipline de ses inférieurs que discipliné lui-même vis-à-vis de ses supérieurs et du gouvernement, sans autre ambition que de continuer dans le rang une carrière qui s'était toute déroulée dans la vie de régiment, loin des amitiés politiques et des relations du boulevard. »

Aussi, eut-on bien soin de choisir entre plusieurs candidats, le divisionnaire le moins capable de jouer ce rôle à panache. Le général Duchesne sembla donc tout indiqué. C'est un effacé, un silencieux, n'ayant aucun goût pour la politique, professant l'horreur du tapage et de la réclame, se liant difficilement, très froid et sévère comme un chapitre du Code militaire. Il est, avant tout et exclusivement, soldat, non pas à la façon des brillants généraux, de ceux qui auraient mené leurs hommes gaiement au bout du monde et même dans l'autre monde, les Murat, les Ney, les Bugeaud ou les Bosquet, mais pénétré du sentiment du devoir, calme, réfléchi, n'ayant d'autre guide que sa conscience et fermant l'oreille à tous les bruits du dehors. Très brave, il n'est pas de ceux qui exposeront sans motif, par entraînement ou pour produire de l'effet, leur vie inutilement sur le champ de bataille. C'est un travailleur et un méthodique. Il réalise donc bien l'idéal du commandant en chef tel que l'entendent aujourd'hui nos gouvernants. Ils le virent, du reste, à l'œuvre pendant plusieurs mois à Paris, à l'époque où il présidait les séances de la commission d'organisation de l'expédition de Madagascar.

Loin de chercher à se mettre en relief et à faire parler de lui, le général éconduisait poliment ceux qui venaient le questionner, il ne voulait à aucun prix être le héros d'articles sensationnels. Nulle indiscretion, même bénigne, ne fut commise par lui. Il évitait toute démarche qui eût attiré l'attention de la presse ou du public sur lui.

Combien d'autres, à sa place, seraient devenus les hommes du jour, les héros de la foule. avant même le commencement de l'expédition ! mais le général Duchesne se promenait paisiblement dans Paris, sans que personne tournât la tête vers le futur commandant du corps expéditionnaire. Il voulait rester dans l'ombre.

A Sathonay, à la revue de distribution des drapeaux, et plus tard, à Marseille, le jour de l'embarquement, le général Duchesne esquiva de son mieux, les manifestations et, lorsqu'il dut adresser des paroles de remerciement et d'adieu à ceux qui l'acclamaient, il prononça quelques mots insignifiants, d'une absolue banalité et peu susceptibles d'inspirer l'enthousiasme.

Aucun détail ne parvient ensuite en France sur le voyage du général Duchesne. A Majunga, il débarque presque incognito, sans aucun appareil, après avoir visité le sanatorium de Nossi-Cumba. Plus de dix mille hommes sont cantonnés dans la ville ou campés aux environs, le commandant en chef surveille leur installation avec beaucoup de soin, mais il est avare de discours et d'encouragements.

On lui reproche au bivouac « d'être fier ». Il ne flatte pas le soldat ; il n'admet pas le relâchement de la discipline en campagne : on l'accuse d'être trop sévère, de ne rien faire pour surexciter les imaginations, pour « redresser, comme on dit quelquefois, le pompon du soldat »

L'armée est impatiente d'action. Tous les jeunes officiers qui ont demandé à faire campagne, rêvent de combats, de prouesses éclatantes ; ils veulent renouveler les brillantes chevauchées de leurs aînés en Algérie ; mais le général Duchesne, bien que très résolu, n'est pas de ceux qui risquent tout dans une aventure héroïque et folle ; il n'entreprend donc la marche en avant que lentement, suivant le plan convenu, ponctuellement exécuté.

Les occasions de brûler de la poudre ou de sonner la charge sont rares ; le général ne les recherche pas. La guerre, à son avis, est œuvre de patience, de devoir et de sacrifice ; il ne la dramatise pas, il a horreur du décor et des apothéoses. Menée dans ces conditions, elle paraît, à ceux qui la font sous un tel chef, presque toujours pénible, sans éclat et dépourvue de poésie. Aucune proclamation, aucune scène à produire de l'effet, à relever les esprits, à persuader au troupiier qu'il est un héros et qu'il accomplit de grandes choses. Le général ordonne et veille à l'exécution de ses ordres ; il se montre peu, il lui suffit d'être homme de devoir.

Les journaux ont de nombreux représentants à l'armée. Le général les tient à l'écart ; il désire que la presse s'occupe de lui le moins possible ; il la tient en défiance ; il ne demande à son retour en France ni acclamations ni ovations.

Cependant, le pays attend impatiemment des nouvelles ; il serait de bonne politique de réagir contre l'inquiétude générale, contre les symptômes de panique, de faire publier en France quelques bulletins adroitement rédigés, vibrants. Le commandant en chef n'envoie que de sèches, courtes et rares dépêches, sans une phrase à effet ; il renseigne le gouvernement et rien de plus ; il ne s'adresse jamais au public. On savait gré, dans les milieux parlementaires, au général Mercier d'avoir choisi ce chef distingué, ayant fait ses preuves en Algérie et au Tonkin, bon officier et bon administrateur, mais qui n'a jamais été et ne sera jamais un entraîneur d'hommes à la façon de la plupart de nos grands généraux de la Révolution et de l'Empire. Le général Duchesne ne portera jamais ombrage à personne ; à ce titre, il devait être et il fut préféré à tout autre par des gouvernants prompts au soupçon et que le retour du général Dods — qui n'est cependant pas un politicien — avait inquiétés sérieusement après la conquête du Dahomey.

Le commandant en chef, dont nous venons, en quelques traits, d'indiquer le caractère, après avoir temporisé, allait presser, activer les opérations, pour se conformer aux dernières instructions du gouvernement.

La saison des pluies était prochaine.

« Dans tout Madagascar, l'année se divise en deux saisons, qui sont plus ou moins nettement marquées, l'été et l'hiver.

« Comme Madagascar se trouve dans l'hémisphère sud, son hiver correspond naturellement à notre été. L'hiver, ou la saison la plus fraîche, comprend les mois de mai à octobre. L'été, ou la saison chaude, comprend de novembre à avril.

« Ce n'est pas, comme en Europe, la différence de température, quoiqu'elle soit toujours plus ou moins marquée, mais surtout la différence d'humidité qui distingue ces deux saisons.

« La saison chaude est appelée justement la saison des pluies. L'air, chargé d'humidité, rend alors la chaleur plus accablante; c'est à ce moment que tombent les pluies tropicales, qui sont bien plus abondantes que les nôtres. Les arbres et les plantes reverdissent et refleurissent. La saison des pluies, comme notre printemps, amène un renouveau.

« Dans l'hiver, ou saison sèche, les pluies sont plus rares et même, dans beaucoup de régions, elles sont tout à fait absentes. La terre, surtout aux mois d'août et septembre, est aride, durcie, les plantes et les herbes sont jaunies et grillées, les arbres à feuilles caduques sont complètement dépouillés. Cette saison fraîche et sèche est la meilleure pour l'Européen, la plus saine¹. »

D'après le nombre des malades à Madagascar pendant cette saison dite « saine », on pouvait juger de l'insalubrité de l'autre, celle avouée « malsaine ».

On peut, sous le rapport de la distribution des pluies, dit, de son côté le père Piolet, partager Madagascar en trois zones d'étendue tout à fait inégale :

1° Le Sud-Ouest, entre Fort-Dauphin et le Mangoky, où il pleut très rarement;

2° Le versant oriental de la chaîne côtière, où il pleut presque chaque jour;

3° Le reste de l'île, où la sécheresse règne d'avril à novembre.

Au Sud-Ouest :

« 1° Au Sud-Ouest, la quantité de pluie recueillie pendant l'année est très faible : 418^{mm}5 en 1891 et 277^{mm}7 en 1892, à Nossy-Bé. Pendant cette dernière année, il n'y a eu que trente jours de pluie. Il pleut beaucoup moins encore chez les Mahafaly et les Antondroy, quelquefois pas du tout pendant une année entière, au témoignage de M. Grandidier. En sorte que ces pauvres gens passent parfois des années « sans récolter même du maïs ou du sorgho, qui forment la base de leur nourriture, et qu'ils plantent régulièrement, à chaque année, à l'époque à laquelle ils ont l'espoir, trop souvent déçu, de voir tomber de l'eau ».

« Les vents, en effet, qui soufflent dans ces régions viennent le

1. *Bulletin du Comité de Madagascar.*

plus ordinairement du sud-ouest, par conséquent d'une région plus froide : ils n'ont donc pas de trop plein de vapeur d'eau à déposer ; ou du nord-est, c'est-à-dire de la terre, où ils ont été desséchés.

« 2° Sur le versant oriental, les vents, au contraire, arrivant chargés de vapeur d'eau de l'océan Indien et, quand il s'agit du Sud, des régions plus chaudes du nord-est, viennent se briser contre les gradins successifs de la première chaîne côtière, et là, en se refroidissant, ils déposent leur trop plein d'eau : d'où une quantité énorme de pluie sur les divers points de la côte. »

C'est vers le centre de la côte orientale qu'il pleut le plus abondamment. Tamatave est particulièrement inondé. Il tombe dans cette région 3 mètres d'eau par an. L'hiver et l'été y sont bien moins distincts que dans le reste de l'île.

« En été, souffle fréquemment un vent de nord-est, particulièrement humide et étouffant. C'est en général à ce moment que la pluie tombe avec le plus de fréquence et d'abondance, que la température est le plus élevée et la plus pénible. Le thermomètre marque 30 à 32° à l'ombre, au milieu du jour, et ne descend pas, la nuit, au-dessous de 20°.

« Mais l'hiver lui-même, quoique les vents soufflent d'un autre point de l'horizon, du sud-est, est à peine moins humide et moins chaud. Les pluies sont fréquentes, et la température oscille de 18 à 20°.

« En somme, à Tamatave, il pleut toute l'année et la température est toujours élevée.

« Ce climat énervant règne sur la plus grande partie de la côte est le même sur quelques points de la côte nord-ouest, dans notre colonie de Nossy-Bé, par exemple. Partout où il règne, une végétation puissante se développe, ce sont des forêts impénétrables, remplies de mousses, d'orchidées, de plantes auxquelles une grande humidité est indispensable ; de ces forêts, coupées de fondrières et de marécages s'élèvent des exhalaisons pestilentielles. C'est le domaine de la fièvre, d'autant plus que le long de la côte est, jusqu'au delà de Tamatave, un chapelet de lagunes borde la forêt, et que leur eau saumâtre et croupissante, chauffée, vaporisée par le soleil des tropiques, ajoute à l'insalubrité générale de la région.

« Il est curieux que les Européens et les créoles aient été de tout temps attirés par les régions malsaines, dont, il est vrai, la végétation est exubérante. Tamatave est de beaucoup l'agglomération de blancs, et surtout de commerçants, la plus importante de Madagascar.

« Disons toutefois que, si ce climat est malsain, il n'est pas d'ordinaire mortel. Il n'y a pas de maladies foudroyantes comme dans d'autres pays tropicaux. Pas de fièvres jaunes comme au Brésil. La dysenterie, si redoutée en Indo Chine, est extrêmement rare, malgré

un récent et bien triste exemple (celui du colonel Gillon), qu'il ne faudrait pas ériger en règle générale. La fièvre elle-même prend bien rarement la forme bilieuse hématurique, sous laquelle elle se présente au Sénégal¹. »

Partout ailleurs, au Nord, à l'Ouest, sur les hauts plateaux, il pleut de novembre à mars ou avril. De véritables trombes s'abattent sur la campagne.

« La foudre, dit le P. Piolet, éclate en maints endroits, et l'eau, parfois mélangée de grêle, au commencement et vers la fin de la saison, tombe par torrents, surtout en février. Elle durera même plusieurs jours sans discontinuer.

« Alors, toutes les rivières débordent et se répandent dans les plaines environnantes, qui deviennent d'immenses lacs temporaires.

« Pour Tananarive, la quantité moyenne d'eau tombée en 1891, d'après quatre pluviomètres situés à peu près aux quatre points cardinaux de la capitale, a été : de 1,140 ^m/_m en 1891, et de 995 ^m/_m en 1892; mais le pluviomètre Est, donnait, pour le 7 mars 1891, 90 ^m/_m 70 et 107 ^m/_m 80, le 2 février 1892.

« Le nombre des jours pluvieux était de 90 en 1891 et de 91 en 1892, c'est-à-dire l'espace de trois mois. »

Même pendant la saison chaude, lorsque la pluie cesse de tomber, le ciel de Madagascar est d'une incomparable pureté, d'un azur plus profond et plus intense que celui de Provence, il est splendidement éclairé par un soleil ardent, inondant de lumière violente les landes nues ou désolées.

« Les nuits, dit le P. Piolet, sont peut-être encore plus belles que les jours. Pures et limpides, elles laissent voir un ciel parsemé de milliers d'étoiles, brillantes comme des flambeaux et au milieu desquelles se promène une lune radieuse qui répand les flots de sa douce lumière.

Les cyclones sont fréquents en janvier et en février, ils bouleversent, anéantissent des villages et des villes, et ravagent la campagne effroyablement.

Nous empruntons à l'abbé Folignet le récit de l'une de ces catastrophes à Diégo-Suarez :

« Rien n'en faisait supposer l'approche; à minuit, le vent souffle avec violence, accompagné de petits grains intermittents; à deux heures, les feuilles de tôle commençaient à s'ébranler sur les toits; mais loin de songer à un cyclone, tout le monde se croyait aux prises avec une de ces bourrasques si fréquentes, un peu plus forte qu'à l'ordinaire. A cinq heures du matin, toute illusion était devenue impossible. Il fallait se rendre à l'effrayante réalité: le cyclone était déclaré. Ma maison oscillait comme agitée par un violent tremblement de terre; sur le toit,

(1) *Bulletin du Comité de Madagascar*. (Août 1895.)



Retranchements hovas.

les tôles vibraient avec un bruit effrayant; bientôt les deux varangues sont découvertes, et, au travers de la charpente éventrée, pendent des débris, qui, sous l'effort de la tempête, font béliet, et viennent battre avec fracas mes pauvres murs; de grosses poutres, projetées contre les portes, se brisent avec un bruit de tonnerre; la pluie augmente, et déjà l'eau pénètre de tous côtés.

« C'est alors que, malgré le déchaînement de la tempête, je crois entendre la voix du canon. Une fois encore, deux fois, le même bruit se répète; je pense aux navires mouillés sur rade, le *Hugon*, l'*Eure*, la *Corrèze*, le paquebot des Messageries Maritimes. Sans doute, c'est le signal d'alarme donné par l'un de ces navires, entraîné vers la côte par la violence des courants.

« Le baromètre descend, descend toujours avec une rapidité effrayante. Cinq minutes suffisent pour faire incliner l'aiguille de deux et trois degrés. La tempête marche donc directement sur nous. Les rafales, de plus en plus fréquentes, augmentent d'intensité, et je m'attends d'un moment à l'autre à me trouver sous des ruines. Je songe alors à aller chercher un refuge dans la case du domestique; plus basse, plus légère, elle semble offrir plus de sécurité.

« Mais comment parcourir la faible distance qui m'en sépare? La violence du vent suffirait à me jeter contre terre, et de tous côtés pleuvent toutes sortes de débris arrachés aux maisons voisines. Tandis que j'étais là, indécis sur le meilleur parti à prendre, j'entends un fracas horrible, immédiatement suivi d'une secousse qui ébranle toute la maison. Hélas! c'est la pauvre église, qui, entraînée par le poids du clocher, vient de s'effondrer tout d'une pièce, écrasant, broyant tout sous le poids de sa lourde toiture de zinc. Je me demande avec anxiété si ce ne sera pas bientôt mon tour; car le baromètre baisse toujours et annonce que le cyclone s'avance de plus en plus.

« Enfin, à six heures, le calme se fait, le vent cesse presque complètement. C'est l'accalmie qui se produit d'ordinaire au milieu des cyclones. »

Après une nouvelle et courte tourmente, le calme absolu se rétablit deux heures plus tard.

Le cyclone a renversé une partie des bâtiments et enlevé presque toutes les toitures.

Le général Duchesne, obéissant aux ordres reçus, devait donc marcher sur Tananarive et marcher assez vite pour arriver au but avant la terrible saison dont on vient de décrire les dangers.

Cette fois, nos troupes allaient se trouver en face de l'élite de l'armée malgache, des soldats tenant garnison à Tananarive, exercés par des instructeurs étrangers, des gardes de Ranavolo.

Parmi eux se trouvaient peut-être encore des officiers et des sous-officiers, élèves de Français. Nous avons déjà dit que plusieurs jeunes Malgaches, destinés par leur gouvernement à la carrière militaire accomplirent, en France, différents stages dans des régiments d'infanterie et d'artillerie, quelques années après la campagne de 1885; mais d'autres soldats de Ranavolo avaient manœuvré dix ans plus tôt, dans leur pays même, sous les ordres d'un Français, M. Noyal, alors sous-officier au 1^{er} régiment d'infanterie de marine, et depuis capitaine au 29^e territorial.

M. Noyal raconte ainsi son séjour à la cour d'Emyrne; nous devons à son récit quelques renseignements complémentaires sur la formation, l'organisation et sur l'instruction de l'armée régulière malgache :

« En 1875, pendant que j'accomplissais mon temps de service au

1^{er} régiment d'infanterie de marine à Cherbourg, je fus appelé un jour par mon colonel, qui me demanda si je consentais à partir pour Madagascar comme instructeur des troupes hovas. J'acceptai avec plaisir et, le 21 octobre, je prenais passage à bord du *Sindh*, des Messageries maritimes, à destination de la Réunion, où j'arrivai le 20 du mois suivant. Le 7 décembre, l'avisio la *Rance* me transportait à Tamatave. Après quelques jours de repos, je pris la route de Tananarive, but de mon voyage. De nombreux déboires m'attendaient tout de suite. J'y trouvais un sous-officier anglais, ex-cantinier de son régiment, qui avait été appelé depuis quelques années déjà en qualité d'instructeur. Il avait derrière lui le parti anglais de la cour qui le soutenait énergiquement. Un journal de Maurice, évidemment inspiré par les méthodistes anglais, commentant mon arrivée, disait que la France venait d'envoyer à Madagascar un instructeur pour préparer la conquête de ce pays, etc. Le premier ministre restait hésitant.

« Après bien des kabary et surtout grâce aux efforts de notre consul, M. Laborde, le gouvernement hova se décida à agréer définitivement mes services. Mais tout n'était pas encore fini. On me confia d'abord l'instruction de *trois recrues* seulement. On ne pouvait me signifier plus clairement qu'on ne voulait pas de moi. Je commençais à être découragé et je songeais sérieusement à reprendre la route de France. M. Laborde m'en déconseilla. Je me mis à l'œuvre, et mes efforts ne tardèrent pas à être couronnés de succès. Il faut dire que mes trois recrues n'étaient pas les premières venues. L'une était Radilifera, 15^e honneur, fils du premier ministre; l'autre, Marc Rabi-bisoa, 13^e honneur, secrétaire du premier ministre, et le troisième, le propre fils du ministre de la guerre. Les deux premiers parlaient et écrivaient le français convenablement. Ils avaient passé deux années à Paris sous la direction des Missions catholiques.

« Entre temps, la reine fit savoir publiquement à ses sujets qu'ils étaient libres de s'enrôler comme volontaires dans mon futur corps. Quelques mois après, le nombre de mes recrues s'élevait à 200. C'étaient tous des jeunes gens de la noblesse. Leur instruction marchait assez rapidement. J'étais parvenu déjà à leur apprendre l'école du soldat, l'école de compagnie, lorsque la reine me fit exprimer le désir de voir les progrès qu'avaient faits mes volontaires. Au jour fixé, je me rendis avec mes troupes dans la cour intérieure du palais où se trouvaient la reine, entourée des hauts dignitaires de la cour, ainsi que notre consul, M. Laborde. La population de Tananarive y assistait également, juchée sur les toits.

« Mes recrues manœuvrèrent avec un entrain et un ensemble remarquables. A chaque mouvement, l'assistance poussait des hurrahs frénétiques. L'enthousiasme atteignit jusqu'au paroxysme, lorsque je fis faire à mes hommes l'escrime à la baïonnette, rang contre

rang. Ils y mirent tant d'acharnement qu'ils faillirent s'entre-tuer. La reine et le premier ministre en furent émerveillés. Ce dernier surtout était très flatté des progrès de son fils, qui avait commandé la plus grande partie des mouvements. J'avais tenu à m'effacer un peu ce jour-là, pour la circonstance : le premier ministre m'en sut gré. La reine, pour me prouver sa satisfaction, me fit 12^e honneur, grade qui équivaut à celui de général. Elle me donna une gratification de 500 fr. et fixa mon traitement à 5,000 francs par an, le logement en plus.

« Après la cérémonie, je fus reconduit chez moi, musique en tête, accompagné par tous les dignitaires de la cour, y compris ceux qui m'avaient été hostiles. Un mois après, le sergent anglais était remercié et quittait définitivement l'île.

« Le nombre des volontaires s'accrut considérablement à partir de ce moment. Je fus bientôt à la tête d'un petit corps de 800 hommes armés de remingtons. Il fut baptisé : le Royal Madagascar. J'avais en plus, sous mes ordres, une batterie de 6 pièces de campagne, se chargeant par la bouche, 2 mitrailleuses, 2 pièces en acier Withworth se chargeant par la culasse. Ces pièces ne sortaient jamais du palais.

« L'uniforme du Royal Madagascar était calqué sur celui de notre infanterie de ligne pour la grande tenue. Pour le service, un uniforme en coutil blanc, avec bandes rouges sur la poitrine et au pantalon; le *kîpi* avec couvre-nuque blanc, passe-poil et les initiales R. M. surmontées de la couronne royale en drap rouge.

« Avant mon arrivée, il n'y avait aucune règle pour distinguer sur les uniformes les divers grades. Chacun s'habillait selon son bon plaisir et son degré de fortune. Il n'était pas rare de voir un colonel affublé d'un costume de vieux grognard de l'empire, tandis que son inférieur était paré d'un uniforme de général.

« Tous les grades, depuis celui de caporal, jusques et y compris celui de chef de bataillon, ont été distribués par moi aux plus méritants, après un examen relativement sérieux. Il est vrai que, dans plus d'un cas, j'ai dû déroger à la règle et octroyer à certains un grade au-dessus de leurs connaissances militaires et cela sur les injonctions de la cour.

« Ce fut une affaire d'Etat quand je voulus confier la garde du drapeau à un officier. C'était, paraît-il, chose déshonorante, car jusquelà le drapeau avait toujours été porté par un esclave. J'insistai tant que je finis par avoir gain de cause.

« Tous mes officiers, à partir du grade de capitaine, étaient montés sur d'excellents poneys de grande taille, de race pégouine, très vigoureux. Moi-même, j'avais un cheval de la Plata, sur lequel j'ai fait de longues chevauchées et par quels chemins! ce qui prouve que les chevaux peuvent fort bien vivre à Madagascar. On trouve, du reste, un nombre assez considérable de chevaux dans l'intérieur de l'île,

notamment des pégouins, des chevaux de la Plata, de l'île Bourbon. Le premier ministre possédait même trois magnifiques arabes dont il se servait souvent.

« En fait de code militaire, il n'y avait qu'un règlement rudimentaire qui peut se résumer ainsi : les fautes contre la discipline, etc., sont punissables de la bastonnade en temps de guerre ; le fuyard doit être brûlé vif.

« Le Royal Madagascar étant destiné à devenir une pépinière d'instructeurs, il fut disloqué ; et les éléments qui le formaient devinrent les noyaux de plusieurs corps de l'armée malgache actuelle. Le soldat hova n'est ni nourri, ni logé, ni habillé ; il est réduit à ses propres ressources. Aussi vit-il souvent de rapines. A Tananarive, il lui est défendu de rester armé. Chaque matin, à l'heure de l'exercice, il vient prendre son fusil dans un local situé près du palais et le rapporte sitôt après la manœuvre. »

Depuis cette époque, surtout depuis le commencement de la guerre, le gouvernement malgache s'était décidé à faire quelques sacrifices pour son armée. Il avait dû prendre l'engagement de nourrir le soldat en campagne et de l'habiller. Cet engagement, du reste, était plutôt mal tenu.

Quant au code militaire, les occasions de l'appliquer aux soldats, aux officiers et même aux généraux, n'avaient pas manqué depuis quelques mois ; mais le nombre des fuyards était tel qu'il aurait fallu transformer Tananarive en brasier pour les brûler tous. Ces soldats, ayant montré surtout le dos à l'envahisseur de leur pays, prenaient, du reste, presque tous la sage précaution de se mettre en lieu sûr après la bataille, afin de n'avoir à affronter ni le feu des Français ni celui du bourreau.

Le corps expéditionnaire, non seulement ne redoutait pas l'élite de l'armée malgache, la fameuse garde de Ranavalo, mais il désirait se mesurer avec des combattants dignes de lui. Il espérait bien que ces soldats l'attendraient quelque part de pied ferme et lui disputeraient la route de Tananarive. Le bataillon du 200^e, qui n'avait pas encore été sérieusement engagé, se montrait des plus ardents.

On apprit donc joyeusement que les Hovas se préparaient à résister et qu'ils n'avaient évacué ni leur capitale ni ses abords. Ils ne renonçaient pas à la bataille suprême.

Même au lendemain des pires défaites, après les déroutes de Marovoay, de Mevatane et de Tsarasaotra, le gouvernement malgache ne perdit jamais tout à fait l'espérance ; il comptait encore sur des complications européennes et aussi, hélas ! sur des revirements d'opinion toujours possibles en France.

Il était renseigné sur nos pertes. Les correspondances anglaises lui apprenaient quel effet produisaient à Paris les nouvelles de plus

en plus navrantes de Madagascar. Rainalairivony, encouragé en cela par des missionnaires et des agents étrangers, pensait que les Français finiraient par se lasser, comme en 1885, et qu'ils renonceraient à la conquête de l'île.

— Un débat orageux à la Chambre des députés, un changement de ministère, estimait-il, pourraient sauver la patrie malgache. Les Français se découragent vite, ils sont divisés en partis irréconciliables pour lesquels toutes armes semblent bonnes dans les luttes politiques; ils se tourneront contre leur gouvernement et laisseront le nôtre tranquille. Un nouveau cabinet renoncera peut-être à l'expédition ou, dans le vif désir d'en finir, se montrera sans doute plus accommodant lorsque le moment serait venu de traiter.

En août 1895, le parti de la guerre, dont nous avons déjà exposé les agissements, ne désarmait pas.

A cette date, voici quels sont les renseignements de source anglaise. Nous donnons, à titre de document anecdotique, cette curieuse physionomie de Tananarive menacé par l'ennemi :

« Des prisonniers hovas échappés de Mevatane annoncent qu'il y a dans cette place environ 4.000 Français, mais qu'on attend des renforts.

« Les soldats hovas malades manquent de tout et ont tout simplement quatre ou cinq mauvais médecins avec eux. Le gouvernement hova repousse les offre des médecins anglais; l'une des dames de la mission médicale anglaise n'a même pu obtenir l'autorisation d'établir une ambulance entre Andriba et la capitale.

« Les choses ont marché de telle façon qu'un général hova a écrit au premier ministre :

« Les hommes ne résistent pas et s'enfuient dès que quelques-uns des leurs tombent sous les balles françaises; rien ne peut alors les arrêter; envoyez-moi un officier européen qui les empêchera de fuir.»

« Le colonel Graves partit alors. Arrivé à Andriba, son premier soin fut de réclamer des munitions qu'on lui envoya aussitôt par plusieurs centaines de porteurs.

« Le plan des généraux hovas est de s'en tenir strictement à la défensive.

« Dès que l'ennemi attaque une position, les Hovas, après quelques coups de fusil, se retirent sur une autre position, à 5 ou 6 milles en arrière, et ils construisent des retranchements qu'ils abandonnent comme les premiers.

« Ils arriveront ainsi d'Andriba à Kinaji, où ils s'arrêteront un instant, puis ils rentreront à Tananarive, car on ne leur laissera pas le temps de construire en route de nouveaux retranchements.

« A Andriba, le colonel Graves s'est vu en butte à la jalousie du général hova, et il servira de bouc émissaire pour la non-réussite de l'affaire. Cette situation d'un Anglais à Madagascar est fort à regretter.

« A Tananarive, c'est le désordre complet.

« Les soldats qui partent au-devant des Français traversent la ville en état d'ivresse. A la sortie de la ville, ils sont passés en revue par la reine, à qui ils jurent que l'envahisseur n'avancera que sur leurs cadavres.

« Les derniers partis ont demandé à la reine de leur donner à chacun un tomawack et un poignard, ne connaissant pas l'usage du fusil.

« La reine et le premier ministre ont profité de l'occasion pour faire un discours et remercier, avec des larmes dans les yeux, ces braves et fidèles défenseurs.

« Chacun sait pourtant que ces gens-là sont des poltrons, détestant d'ailleurs leur gouvernement, et qui lâcheront pied ou désertent à la première occasion.

« C'est bien malgré eux que les Hovas marchent au combat.

« Le conseil des ministres a trouvé une méthode spéciale de discussion.

« L'un des ministres, qui passe pour avoir une vaste expérience de la guerre, « fait » le général Duchesne. Il explique et développe son plan de campagne; voici comment il tombera à l'improviste sur les Hovas; voilà comment, il leur tendra une embuscade; comment, simulant une attaque de front, il les enfoncera sur leur flanc, etc. Le tout d'une absurdité impossible à décrire.

« Un autre ministre se lève alors et « fait » le général hova. Celui-ci explique le plan qu'il faut adopter pour déjouer les machinations du précédent orateur, et la discussion continue, tous les sujets étant traités par des parleurs aussi abondants qu'ignorants.

« J'ai assisté hier, rapporte le correspondant, à une scène curieuse du tribunal.

« Sept juges hovas, habillés en toilette de gala européenne, siégeaient à côté du président, en présence d'une vaste assemblée. On me dit qu'ils jugeaient un notable accusé d'avoir entretenu des correspondances avec les Français. Les juges, presque sans avoir rompu le silence, et après avoir entendu les témoins, ont trouvé l'accusé coupable.

« Celui-ci s'est alors écrié qu'il ne mourrait pas seul et qu'il n'avait été que l'instrument de personnages plus haut placés que lui-même, et qui maintenant essayent de le perdre. Il a aussitôt dénoncé comme espions des Français six des principaux personnages de l'État, dont un général, un ministre et un secrétaire du premier ministre.

« Le premier ministre a promis la vie sauve au condamné s'il pouvait prouver la véracité de ses accusations.

« Personne ne regrettera ici la chute de ce gouvernement hova, incapable et corrompu, qui a pourtant su s'attirer quelques sympathies sentimentales en Angleterre.

« Dans la campagne, les paysans sont dégoûtés de ce régime de corruption et ils ne demandent au conquérant que de les traiter avec justice.

« A Tananarive on ne s'occupe pas de la marche de la colonne volante.

« Si les Français n'arrivaient pas à Tananarive, les chefs se féliciteraient de leur valeur et de leur génie qui leur a permis d'arrêter l'ennemi.

« Le *Madagascar News* se plaît à exalter l'habileté des chefs hovas et du premier ministre. »

Cependant, le premier ministre faisait déclarer — pas pour la première fois — que jusqu'alors les Français n'avaient pas été — ce que nous savons — en présence des meilleures troupes de la reine, et qu'il n'y avait donc pas lieu de désespérer.

— Notre politique, disait Rainalairivony, consiste à attirer l'ennemi dans l'intérieur de notre pays et à l'éloigner ainsi de sa base d'opération. Dans ce but, nous ne lui avons opposé encore que des troupes peu nombreuses qui, par ordre, ont cédé constamment. Ainsi s'expliquent leur retraite et la marche en avant des Français. Nos principales forces sont concentrées près de Tananarive. Là, les envahisseurs se trouveront en face de plus de 100.000 hommes, parmi lesquels nos vrais soldats. Si malgré tout, les Français l'emportent, s'ils sont vainqueurs, nous ne subirons pas leurs conditions, nous inonderons le pays, en rompant les digues des rivières. Nos adversaires seront isolés. Ils périront, affamés ou tués par la fièvre.

D'après le courrier anglais venant de Tananarive à Vatomandry, l'état-major hova commence cependant à se convaincre que les généraux Hazo et Taso (la forêt et la fièvre) ne suffirent pas pour vaincre les Français que rien n'arrête.

« Les 14.000 hommes, dit un correspondant, réunis au commencement de la campagne, dont 7,000 furent expédiés en avril à Ramasombazaha sous le commandement d'Andriantavy, 7,000 qui partirent le 15 mai, sous la conduite de Rasakafidy, 5,000 envoyés quelques jours plus tard avec Rakotovao et Rarimo, 5,000 encore commandés par le fameux Rainiajalahy et le jeune frère du prince Ramahatra, Rajona, et enfin un égal contingent de 5,000 que Rainalairivony fit partir en apprenant la déroute du mont Beritza, se sont fondus comme la neige au soleil; 7 à 8,000 restent encore aux environs d'Andriba, pour la plupart à peine instruits et mal armés. On dit qu'un grand nombre sont morts de la fièvre ou dans les diverses rencontres avec nos troupes; mais ce qui surtout paraît avoir réduit à ce chiffre les 29 ou 30,000 hommes envoyés par Rainalairivony, ce sont les désertions; une bande qu'on dit être d'environ 5,000 malandrins, s'est jetée dans la haute vallée du Betsiboka, et pille la contrée habitée par les Sianakas,



L'observatoire de Tananarive.

d'autres encore, sur lesquels on n'a pas de renseignements précis, ont été rejoindre les *fahavalos* du Mahajamba ; un fils naturel du premier ministre Rabanome, est allé les supplier de revenir, mais ils sont restés sourds à ses prières et se sont répandus dans le nord.

« Et il ne faut plus songer à de nouvelles levées, les villages sont vides, on n'y trouve plus que des femmes et des impotents. A Tananarive, le gouvernement malgache dispose encore d'une dizaine de mille individus campés à Betsimitatra ; 3,000 appartenant à la garde de la reine, sont capables de faire le coup de feu, mais le reste est sans valeur ; 3 ou 4,000 jeunes gens des écoles, sans instruction militaire, des ouvriers qui ne peuvent rendre aucun service et enfin la légion des aides de camp, d'officiers du palais, d'Andriana et de Tsimandoas,

la plupart armés de sagaies et de couteaux. Andriantsilava, gendre du premier ministre, qui commanda pendant la précédente guerre les troupes de la côte ouest avec Shervington, a prié Rainilaiarivony de lui confier cette suprême ressource, se faisant fort de repousser les Français, mais son offre a été déclinée.

« Il paraît que l'éventualité d'une fuite de la reine aurait été examinée au palais. On parla d'abord de la conduire à Fianarantsoa, mais cette solution fut écartée parce que la fidélité des Betsileos n'est pas certaine, et, d'autre part, les Bara et les Machicores pourraient profiter du désarroi pour s'en emparer, ainsi de que tous les grands personnages hovas qui devaient l'accompagner. Il a été aussi question de Mantasoa par où la reine pourrait gagner la forêt et la vallée du Mangoro, mais on n'a pris aucune résolution et il est probable qu'en fin de compte Ranavalo traitera dès que le général Duchesne pénétrera dans l'Imerina. »

Un autre correspondant nous fait connaître le programme d'un divertissement guerrier offert à la reine Ranavalo par son premier ministre, en une belle après-midi.

« Dans la plaine de Mahamasina, qui s'étend aux pieds de Tananarive, des soldats hovas divisés en deux camps se font la petite guerre. Les uns représentent l'armée hova, les autres, pour mieux figurer l'ennemi, se sont peints le visage en blanc.

« L'engagement ne fut ni long ni acharné. Est-il besoin de dire que les troupes pseudo-françaises se montrèrent au-dessous de tout? Elles se rendirent prisonnières à discrétion, et la reine magnanime n'hésita pas à leur pardonner en grande pompe.

« Un peuple qui s'amuse ainsi, n'a évidemment pas conscience des dangers qu'il court et des mascarades sont une préparation insuffisante à la défense. »

Dans son palais, la reine est en quelque sorte prisonnière de son peuple. Il lui est impossible de s'éloigner de la capitale.

« Pour porter au plus haut point l'enthousiasme des foules, lit-on dans *Madagascar*, un des journaux de l'île, et leur faire accepter tous les sacrifices, la reine se prodigue et se prête à toutes les exhibitions nécessitées par sa politique gouvernementale.

« Pour l'instant, le peuple, qu'elle a si bien excité, ne veut pas qu'elle quitte Tananarive ; elle en est la prisonnière, et il faut, de gré ou de force, qu'elle partage le sort qu'elle lui a fait.

« Au mois de juin dernier, elle avait donné des ordres bruyants afin qu'on préparât son départ pour Ambohimanga, où elle voulait aller prendre quelques inspirations auprès de ses ancêtres. Mais à peine eut-on connaissance, en ville, de ce voyage inopportun, que la population fut extrêmement émue. On crut que la reine allait se rendre aux Français, et aussitôt, on lui fit savoir, d'une façon détournée, que

si elle sortait de la ville, pour se diriger vers l'Ouest, elle serait considérée comme rebelle et mise hors la loi. »

Le voyage fut remis indéfiniment.

S. M. Ranavolo adresse alors à son peuple de nouvelles proclamations, afin de relever les courages très abattus, à l'approche de l'armée française :

« Nous, Malgaches, nous devons retenir ceci pour améliorer notre sort : Quand même les Français trouveraient des difficultés à monter Tananarive et à exécuter leur dessein, tout l'argent qui devait suffire à l'expédition complète est déjà dépensé. Si nous parvenons à empêcher l'occupation de Madagascar par les Français jusqu'à la fin de l'hivernage, l'opinion en France sera découragée et ne voudra plus donner d'argent. Voici encore ce qui vient à notre aide : l'Angleterre et la France s'agitent, et, si le débat s'envenime, les Français aimeront mieux dépenser leur argent pour se protéger eux-mêmes que de le gaspiller à la prise de possession de colonies.

« Cette façon de concevoir les choses est très judicieuse, et la lutte, qui paraît devoir éclater entre l'Angleterre et la France, sera peut-être le salut de Madagascar.

« Supposez les Français à l'intérieur de Madagascar et la guerre entre les deux puissances déclarée, de nombreux navires de guerre anglais devront nécessairement courir les mers à la rencontre des Français ; dès lors, les Français qui seront à l'intérieur de Madagascar seront pris comme des poissons tombés dans le filet. S'ils veulent sortir, les bateaux anglais les en empêcheront ; s'ils veulent séjourner, ils n'auront plus de vivres, et les Malgaches les combattront à l'intérieur. Entre ces deux dangers leur perte est certaine.

« Il ne faut pas oublier que les Français sont des ennemis méchants, non seulement le jour de la lutte, mais encore pendant toute l'occupation. Les coutumes qu'ils suivent pendant la guerre, nous avons pu en juger dans maintes contrées, sont celles des peuples barbares ; pendant la durée de leur occupation, même après la soumission des peuples qu'ils ont combattus, ils causent encore plus de dommages.

« Le souvenir suivant, quoique bien ancien, n'en est pas moins triste. Quel triste sort les Français ont fait subir autrefois aux Egyptiens ! Les malheureux habitants étaient rançonnés jusqu'à leur dernier sou et, après cela, il leur fallait faire sous la cravache la corvée pour leurs oppresseurs. Ce qui arriva aussi aux Siamois ; ils furent contraints de construire des chemins de fer pour assurer la sécurité des Français. Lorsque, fatigués par cette corvée qui les épuisait jusqu'à leur dernier souffle, ils proféraient une plainte, on les fusillait ; on ne tenait pas plus compte de leur vie que de celle d'un chien à Paris. »

Ces lignes ont été dictées par le premier ministre, qui ne recule

devant rien pour surexciter ses compatriotes : réunions, discours, articles de journaux, enfin chansons populaires.

Les poètes malgaches chantent la patrie, menacée de périr, et que tous ses enfants doivent défendre.

Leurs appels sont distribués aux troupes qui rejoignent l'armée sans le moindre enthousiasme.

« Enfants de Madagascar! dit l'un d'eux ce chant reproduit les paroles d'un soldat malgache qui est mort en défendant sa patrie; ce sont les dernières volontés qu'il aurait exprimées avant de quitter la vie. Frappé par une balle au pied du réduit qu'il avait défendu, c'est là qu'il a expiré, c'est là qu'il a demandé à être inhumé. Jusqu'au dernier soupir, il n'a pas un instant songé à lui-même : Madagascar seul remplissait son âme! Bien qu'il ne lui restât plus qu'un souffle de vie, il rassembla ses dernières forces pour confier à sa mère ses dernières volontés. Ce testament, il l'a laissé pour nous, les vivants.

« Allons, Malgaches, mes frères, les morts seuls aimeraient-ils leur patrie? Ce serait une honte pour nous, vivants, que d'être désavoués par les morts.

I

Viens auprès de moi, chère maman, — T'entretenir avec ton fils : — Car rien n'égalé une mère, — Lorsque, comme moi, on va mourir! — Ne t'éloigne pas de moi : — Il me reste si peu de temps à vivre! Veuille donc me soutenir — Pour recueillir mes dernières volontés.

Refrain : Adieu, chère maman, — Ton fils va te quitter! — Il va partir, en te parlant, Il te fait ses adieux.

II

Ne pleure pas, — Essuie tes yeux. — Qu'on ne dépense pas beaucoup pour moi, — Un seul linceul suffira. — Ne dénoue pas ta chevelure, — Tresse tes nattes, au contraire, — Tout cela te sera pénible; — Mais, que veux-tu? c'est le dernier désir de ton fils. — *Refrain*.

III

A mes amis que tu verras — Et qui te parleront de moi, — Ne laisse pas prendre le deuil, — Mais rapporte-leur ces paroles : — « Le soldat qui meurt d'une balle — Pour le pays où il a grandi — N'a pas besoin de larmes qui apitoient les auditeurs. » — *Refrain*.

IV

Dis cela aux Malgaches, — Dis-le leur : Ils sont tes parents. — Par-cours aussi les camps — Pour faire entendre ces paroles : — « Il n'est point pénible de mourir — En défendant le pays où on a grandi. — Le lâche meurt cent fois, — Mais le brave ne meurt qu'une seule. » — *Refrain*.

V

De peur de ne pouvoir, au matin, — Continuer notre entretien, — Car peu de vie me reste encore, — Veuille bien retenir ceci : — « Rien ne peut être immortel de ce qui vit ici-bas. — Aussi combien il est doux de mourir, — De mourir après avoir bien agi! » — *Refrain*.

Le résultat de ces excitations était fatal.

La population s'agite, menace les étrangers, elle entoure le palais royal, s'assure que la reine, sa sauvegarde, son fétiche, n'a pas quitté la ville; les relations commerciales sont suspendues. Tananarive souffre enfin de l'état de guerre. Une partie de l'armée est cantonnée dans la capitale. Les habitants valides s'exercent plus fiévreusement que jamais au métier des armes.

On discute les avantages des Français, leurs progrès dans l'intérieur du pays; les Malgaches les plus éclairés ne doutent pas que leur ville ne soit prochainement occupée par le général Duchesne; mais ils sont les moins nombreux, les moins bruyants; ils se tiennent à l'écart.

Les partisans de la guerre, au contraire, certains parents et amis du premier ministre se livrent à des manifestations, qui épouvantent la population paisible.

Plusieurs fois, la Résidence française est menacée; mais l'autorité malgache intervient à temps pour protéger le palais abandonné en novembre 1894, par M. Le Myre de Villers et par M. Ranchot.

Beaucoup d'étrangers, même hostiles à la France, sont considérés en intrus, presque comme des traitres.

Le bas peuple, superstitieux, convaincu que de méchants sorciers, habitant Tananarive, sont les auteurs de tout le mal, devient menaçant.

Ces sorciers, on n'en doute pas, hantent les établissements que les Français ont évacués; ils sont les mauvais génies de la ville. On dénonce leur présence à l'Observatoire.

Le 22 septembre, un mois après la prise d'Andriba, une dépêche adressée à Londres annonce la destruction de cet établissement fameux, ayant rendu de très grands services à la science et qui datait de quelques années à peine. Lorsque la construction en avait été résolue, deux emplacements étaient proposés, deux montagnes à proximité de la capitale: au sud, le sommet d'Ambohijahanary, autrement dit la montagne du Seigneur, lieu sacré dont on ne pouvait donner la concession à un Européen. Et, à deux kilomètres et demi de la capitale, sur une chaîne de collines incultes, l'Ambohydempoua, lieu néfaste, au dire des indigènes. Autrefois, un village occupait ce point culminant. Les ennemis, malgré sa belle position stratégique et son enceinte, y pénétrèrent, massacrèrent les habitants, brûlèrent les maisons. Le village ne fut jamais reconstruit.

« Au mois de juin 1889, les ouvriers creusaient les fondations de l'Observatoire. Ils trouvaient çà et là des débris de poteries et des squelettes. L'un d'eux appartenait à un sorcier, ce qui se voyait à la position des ossements, et quoiqu'il fût couvert d'argent, aucun Malgache n'osa porter la main sur ce trésor, dans la crainte d'encourir sa malédiction.

« L'Observatoire fut bâti sur les plans de M. Lequeux, architecte parisien. Il se composait d'un octogone central de 8 mètres de diamètre; à la corniche supérieure du premier étage, la muraille d'octogonale devenait circulaire; au-dessus, s'élevait la grande coupole surmontée d'une boule d'un mètre de diamètre, qui servait de point géodésique et de signal pour l'heure. Sur trois côtés de l'octogone, étaient adossés des pavillons flanqués de tours.

« Une lunette photographique solaire occupait la tour du nord. Dans la tour de l'est, était installé un cercle méridien Rigaud. Le pied en fonte supportait une lunette de 78 centimètres de longueur. Le cercle de déclinaison, divisé de 5' en 5', avait 207 millimètres 5 de rayon. En 1871, ce cercle, alors à Paris, avait déjà failli être détruit par une tourmente politique. Les fédérés, assaillis à l'Observatoire par les balles des Versaillais, s'étaient vengés en brûlant des caisses qui leur étaient tombées sous la main. L'une d'elles contenait ce cercle de déclinaison; sous l'action du feu, il se tordit; par un heureux hasard, les pièces accessoires furent épargnées. Il servit peu jusqu'au jour où l'amiral Mouchez l'envoya à Madagascar.

« Le cercle méridien Rigaud servait à déterminer l'heure locale par des passages d'étoiles et à régler la pendule sidérale et les chronomètres temps moyen. Il servit aussi à connaître la longitude de plusieurs stations situées à l'est de Madagascar.

« Les raisons qui ont poussé la reine à faire détruire cet observatoire se trouvent dans l'ignorance et la superstition des Malgaches. Ils avaient vu dans cette lunette des personnes et des objets renversés, des étoiles traversant le champ au moment indiqué, même en plein jour, ils ont été persuadés qu'il y avait dans ces études et dans ces instruments quelque pratique secrète de la sorcellerie. Malgré les dénégations de nos savants, le peuple persistait à croire qu'ils observaient des étoiles à travers les nuages, qu'ils apercevaient ce qui se passait à Tamatave, et chose plus singulière, que la nuit, ils photographiaient les sorciers qui errent dans la campagne pour jeter leurs sortilèges.

« Ces sortilèges ont pris une importance exceptionnelle en ces temps de calamité publique qui frappe de panique l'armée à ce point que la reine l'accuse tout haut de lâcheté et de trahison.

« Ce sont les sorciers de l'Observatoire qui ont jeté un sort; il faut détruire l'Observatoire¹.

1. Les anémomètres étaient placés au-dessus de la coupole sud; la tour du nord renfermait la lunette photographique solaire et la tour de l'est, dont le centre était occupé par un cercle méridien de Rigaud, présentait une section sur le méridien.

« Fort igno-rants et superstitieux à l'excès, dit le P. Coll'n, directeur de l'observatoire, les visiteurs malgaches, qui voient dans cette lunette les personnes et les objets renversés, les étoiles traversant le champ au moment indiqué, même en plein jour, sont persuadés qu'il y a dans nos études et nos instruments, quelque pratique secrète de la sorcellerie. Malgré nos dénégations, le peuple persiste à croire que nous observons les étoiles à travers les nuages, que nous apercevons ce qui se passe à Tamatave, à 350 kilomètres de distance et, chose singulière, que la nuit nous photographions les sorciers qui errent dans la campagne pour jeter leurs sortilèges. »

« La destruction de cet édifice a amené la perte d'une lunette équatoriale qui n'avait pas attendu la guerre pour avoir des vicissitudes en pays malgache.

« L'amiral Mouchez écrivit au Père Colin que les missionnaires, jadis, avaient obtenu des Chinois de beaux instruments d'astronomie. Seraient-ils moins heureux à Tananarive? « Je soupçonne fort, lui « avait répondu le Père Colin, qu'un bon amiral est venu à leur secours. » L'amiral Mouchez comprit et proposa des instruments qu'il possédait à l'Observatoire de Paris. Mais il demandait au Père Colin de se charger de la réparation et du transport.

« Par retour du courrier le missionnaire lui répondit qu'avec ses 20 francs par mois, cela ne lui était pas facile, mais que par amour pour la science, il consentait à abandonner cette somme. Il en serait quitte pour manger une soupe enfumée le reste de ses jours, et à tenir son parapluie ouvert durant ses repas. Il eut sa lunette sans tant de sacrifices. On la fit réparer, on la photographia et on la lui expédia.

« Les diverses parties arrivèrent à Tamatave et, suivant l'usage, furent portées à dos d'homme jusqu'à Tananarive. Les colis les moins volumineux arrivèrent à destination. Mais deux caisses à forme bizarre excitèrent en route l'attention des porteurs. Ils ouvrirent l'une des caisses. Horreur! Qu'aperçurent-ils? Un tube long de quatre mètres avec des leviers et des engrenages. Plus de doute. « C'est un ca- « non nouveau système que nous font porter les Français, disent-ils. « Et c'est pour l'Observatoire, pour ce fort construit en face du palais « de notre reine! » Là-dessus, réunion des autorités du village. A l'unanimité, il est décidé que l'engin sera jeté dans la forêt.

« A son tour, la deuxième caisse paraît suspecte : elle est ouverte. Un grand pied en fonte avec sommet incliné, qu'est-ce que cela pouvait être? « L'affût, parbleu, dit un soldat. » A l'instant, le pied parallélique va rejoindre le tube de la lunette dans le fourré.

« La nouvelle de l'événement se propage et parvient bientôt jusqu'à Tananarive, dit le P. Colin, où elle circule et grossit. « Après « avoir été sorcier, bon! me voilà artilleur. » M. Bompard, le résident, apprend ces faits. Il demande la photographie de l'instrument au P. Colin et va au palais. Il expose la chose, plaisante sur cette frayeur ridicule, et montre la photographie de la lunette destinée à observer de pacifiques étoiles. A cette vue, le front du ministre-monarque se rassérène. « Les imbéciles! dit-il. Je vais donner des ordres pour qu'on « retrouve l'instrument. » Quinze jours plus tard, un messenger arrivait à la tête des porteurs et des colis. Sauf quelques pièces faussées par la culbute, la lunette était saine et sauve. Elle fut montée.

« Mais les Malgaches, malgré tout, n'étaient pas rassurés. Il vint à l'observatoire des curieux qui examinaient avec une attention singulière le légendaire canon. Le P. Colin leur fit voir les montagnes de la

lune, les satellites de Jupiter et l'anneau de Saturne. Ils ne tarissaient pas d'admiration. Et cependant, ils restaient inquiets ¹. »

La reine Ranavolo, très superstitieuse, n'était pas sans partager ces inquiétudes; elles redoublaient, à la nouvelle des défaites de l'armée hova. Les lunettes et appareils aux formes étranges apparurent comme des instruments de sortilège attirant sur Tananarive tous les malheurs. L'« antre des sorciers était condamné ».

Le merveilleux préoccupe toujours un peuple, chez lequel le sorcier est encore redouté, haï ou recherché, selon l'influence bonne ou mauvaise que lui prête la crédulité publique. La reine, en présence des revers successifs de ses troupes et des malheurs qui accablaient son royaume, ne pouvait manquer d'être vivement frappée et de considérer que le destin la condamnait. Elle n'avait plus qu'à s'incliner. Exploitant habilement ces dispositions d'esprit, un prestidigitateur aurait peut-être réussi à la cour d'Emyrne, là où un diplomate même très habile aurait échoué.

La reine Ranavolo et son entourage sont en effet extrêmement superstitieux, Sa Majesté est très impressionnée par ce qui lui paraît surnaturel, aussi, éprouve-t-elle de l'admiration et comme une sorte de respect pour l'homme capable de pratiquer l'hypnotisme et l'escamotage. Les trucs les plus simples la stupéfient comme un enfant.

Le premier ministre Rainalafarivony se tient mieux sur ses gardes. En 1886, un Français, devenu plus tard médecin et conseiller intime de la reine, M. Marius Cazeneuve, d'une rare habileté en l'art de la prestidigitation, mit en émoi Tananarive, la cour et la ville.

Ce Français avisé, doué de beaucoup d'esprit, fut quelque temps considéré comme l'un des meilleurs auxiliaires de notre diplomatie. Il avait été invité à se rendre à Tamatave, par le vice-résident, M. Joël le Savoureux; il y donna plusieurs séances chez M. Buchard, lieutenant de vaisseau, vice-résident à Tananarive et chez M. Gaudette, officier de gendarmerie. Le tout Tamatave officiel y assistait.

Le général Rainidryamanpandry était là en compagnie de personnages d'importance.

Leur étonnement fut prodigieux en présence de ce bon sorcier qui ne les effrayait pas trop, dont la puissance était évidemment surhumaine et qui les amusa beaucoup. M. Marius Cazeneuve se vit mandé à Tananarive. Sa Majesté Ranavolo avertie, attendait impatiemment cet homme extraordinaire, accomplissant comme un dieu de véritables miracles.

M. Marius Cazeneuve fut tout d'abord reçu par le premier ministre Rainalafarivony, dont il a tracé ce portrait intéressant :

« — Rainalafarivony, dit M. Cazeneuve, est de petite taille; ses

1. *Éclair* du 8 octobre 1895.



Un courrier de la Reine.

yeux, vifs et perçants, regardent bien en face; le front découvert; son nez, comme chez la plupart des Hovas, rappelle un peu celui de la race juive et est à la fois gros, busqué et épaté. Son teint, très foncé, tire sur le chocolat clair; sa bouche est petite, un peu pincée, et dénote une grande finesse; ses moustaches, soigneusement peignées et blanchies par l'âge, subissent l'opération de la teinture, ce qui se voit à la racine du poil. La coupe de ses vêtements est très correcte, et sa tenue toujours irréprochable.

« Il porte des chemises immaculées et le plus souvent une cravate blanche, sur laquelle chatoie une épingle de diamants. Il est de même parfaitement chaussé et il a, du reste, les pieds très petits; enfin, il est extrêmement soigné de toute sa personne. Un gros anneau d'argent

est passé à son doigt et une longue chaîne d'or, de fabrication malgache, comme l'anneau, fait le tour de son cou et soutient un beau chronomètre. Ce serait peut-être le seul objet dans sa toilette qui, à cause de la grosseur des chaînons, pourrait être taxé de mauvais goût.

« En résumé, l'ensemble de sa physionomie est farouche, annonce une grande énergie qui tient du despote, une volonté peu commune, et l'on sent, dès le premier abord, lorsque son regard est fixé sur vous, qu'il cherche à pénétrer le fond de votre pensée. C'est, somme toute, un rusé et habile diplomate, connaissant à fond les hommes et les choses. »

Il s'agissait d'impressionner ce grand maître de la politique malgache. Un peu brutalement, M. Marius Cazeneuve débute par une « expérience de suggestion ».

« Je mis, raconte-t-il, entre ses mains une ardoise que j'essuyai sous ses yeux et que lui-même essuya ensuite soigneusement avec son mouchoir. Je le priai de regarder si elle ne portait aucune inscription. Il déclara par la bouche d'un interprète qu'il n'y voyait rien d'écrit.

« Mais, y ayant jeté les yeux une seconde fois, il lut cette phrase, tracée en caractères malgaches : « Ton pays sera sauvé si tu n'acceptes, comme alliés, que les représentants de la France. »

« Ces paroles mystérieuses parurent le rendre rêveur pour un instant ; mais était-ce à cause du sens qu'elles renfermaient ou bien cherchait-il simplement à deviner par quel moyen le conseil lui était parvenu ? »

Mais l'expérience capitale devait être faite en présence de la reine et pour la reine. M. Marius Cazeneuve a publié un récit fort curieux et animé de la séance de prestidigitation qu'il organisa au Palais.

« Je priai Sa Majesté et Son Excellence le premier ministre, la sœur de la reine et trois autres personnes de visiter soigneusement le jeu de cartes, encore cacheté et revêtu du timbre de la régie, que je leur présentai ; et, après vérification, de penser chacun une carte. Sur ma demande et sans que je touchasse au jeu, le premier ministre le remit à la reine qui l'enveloppa dans le mouchoir de dentelle qu'elle tenait à la main ; je déclarai alors que les six cartes pensées, lesquelles n'avaient été communiquées à personne, allaient disparaître du jeu, de ce jeu neuf que la reine tenait enfermé dans son mouchoir. Alors prenant un pistolet, je fis feu ; aussitôt, on vit apparaître tournoyant dans l'espace, les six cartes qui, comme mues par une puissance magique, finirent par aller former une couronne autour de la tête de la reine où chacun put reconnaître, avec une profonde surprise, la carte qu'il avait choisie en imagination. Immédiatement la reine, sans attendre mon invitation, déchira l'enveloppe du paquet qui n'avait pas quitté ses mains ; c'est en vain qu'elle y chercha la sienne, elle passa

le jeu au premier ministre qui n'y trouva pas davantage celle qu'il avait dans l'esprit. Les quatre autres personnes firent la même constatation.

« Il était évident que c'étaient bien les mêmes cartes qui s'étaient en diadème sur la tête de Sa Majesté.

« Ici les applaudissements redoublèrent et je m'amusai beaucoup de la mimique du ministre anglais, M. Pickersgill, dont j'apercevais les mains qui s'écartaient et se rapprochaient comme s'il avait applaudi, mais qui n'avaient garde de se joindre pour produire du bruit. — C'est ce qui pourrait s'appeler un mensonge négatif en action. — Quant à M. Le Myre de Vilers, il paraissait fort satisfait; il me semblait l'entendre dire : Eh bien ! mais, ça marche ! ça marche !

« Pendant que la reine applaudissait, le mouchoir qui avait enveloppé le jeu de cartes était tombé à ses pieds; je m'élançai pour le ramasser pendant que le premier ministre en faisait autant de son côté. Le résultat fut que le mouchoir se sépara en deux. Consternation du ministre, de tout l'entourage de la reine et rayonnement du visage de M. Pickersgill. Moi-même je prends un air désolé, je me confonds en excuses et protestations de regret. »

Le prestidigitateur, s'adressant alors à Rainalairivony, le rassura, les débris du mouchoir roulés en boule furent enfermés dans la tabatière de Son Excellence.

« Je tire un second coup de pistolet. A ce signal, le premier ministre ouvre sa tabatière; le mouchoir a disparu. Je m'étonne; c'est bien extraordinaire; il faut pourtant qu'il soit quelque part et je demande à Son Excellence où elle désirerait qu'il se trouvât. Rainalairivony hésite quelques instants, comme s'il cherchait ce qu'il pourrait bien imaginer pour m'embarrasser.

« — Dans le canon du fusil de la troisième des sentinelles qui sont à la porte du palais, me répond-il enfin.

« On fait venir la sentinelle, qui tremble comme une feuille; on la questionne pour savoir si personne n'a touché à son fusil. Sur sa réponse négative, appuyée d'un serment, le fusil est visité; on en tire le mouchoir.

« Stupéfaction générale!

« — Mais, dit Son Excellence, si j'avais demandé qu'il se trouvât ailleurs, s'y serait-il trouvé?

« — Sans doute, Excellence, et je vais vous le prouver.

« Alors, prenant une feuille de papier à lettre, je le chargeai d'y envelopper soigneusement le mouchoir, et même de cacheter le papier, à l'aide du cachet de sa bague; de prendre enfin toutes les précautions qu'il jugerait nécessaires pour être sûr qu'il ne serait pas ouvert; puis de vouloir bien me confier le paquet ainsi scellé. J'allai alors le déposer, bien en vue, sur une assiette placée sur un guéridon, devant la reine.

Cette fois, prenant une baguette magique que je fis tourner autour du paquet, je demandai au premier ministre de vouloir bien me dire où il voulait que le mouchoir passât.

« Il fut long à se prononcer, plus long encore que la première fois ; évidemment plusieurs idées se présentaient ensemble à son esprit.

« — Je désire, dit-il enfin... puis tout à coup, s'interrompant : Qu'on aille chercher des œufs, conclut-il.

« Une minute ne s'était pas écoulée qu'un officier qui venait de s'élançer hors de la salle y rentrait, rapportant dans une corbeille cinq ou six œufs. »

Et le mouchoir fut retrouvé dans un œuf, à la stupéfaction générale. Les spectateurs considéraient M. Cazeneuve comme un sorcier, tel qu'ils n'en avaient encore rencontré aucun.

— Mais c'est le diable ! s'écriait le premier ministre.

Une autre expérience mit en joie toute l'assistance.

Le secrétaire du premier ministre, Marc Rabibisoa, un esprit fort, consentit à se laisser bander les yeux et à passer derrière un rideau en compagnie du prestidigitateur.

Tout à coup éclatent des cris épouvantables, un tapage effrayant, on entend enfin des glapissements d'enfant en colère contre sa nounou.

Quand, au bout de quelques secondes, le rideau fut ouvert, on put voir Marc Rabibisoa par terre où il avait été jeté violemment, ses vêtements lui avaient été arrachés, et sa montre enlevée ; un bonnet de coton lui couvrait le chef et un gros poupon — mécanique, cela va sans dire — qui criait encore à tue-tête, reposait entre ses bras. Toute la salle éclata en applaudissements frénétiques et en rires inextinguibles, tant l'aspect de Marc Rabibisoa, transformé en nourrice, était comique. Celui-ci auquel, à sa grande joie, on avait enlevé son bandeau, faisait comme tout le monde, répétant, tantôt en malgache, tantôt en français ainsi qu'avait fait le premier ministre :

— Mais c'est le diable !

« Quand on lui demanda ses impressions, il répondit qu'elles avaient été des moins agréables, qu'il avait senti des mains froides et cadavériques se promener sur son visage, et qu'il lui avait semblé être soulevé de terre à plusieurs reprises avant d'y être jeté brutalement ; qu'enfin il n'était pas fâché d'avoir subi l'expérience, mais encore moins fâché qu'elle fût terminée !. »

Après une telle séance, M. Marius Cazeneuve inspira une telle confiance à S. M. Ranavolo que celle-ci n'hésita pas à le choisir comme médecin, sans même se préoccuper de savoir s'il avait conquis ses diplômes devant une faculté quelconque.

La reine pouvait-elle être mieux soignée que par un bon sorcier,

1. A la cour de Madagascar. Magie et diplomatie, par Marius Cazeneuve.

pénétrant tous les secrets de la nature et dont la volonté était si forte et si puissante?

En ces circonstances critiques, l'influence de la reine redevient toute-puissante, bien que Ranavolo n'écoute, en réalité, que les conseils de son époux, Rainalaiarivony.

Il n'est pas inutile, à ce sujet, de donner quelques détails complémentaires sur le gouvernement malgache ou hova, sur ses rouages et sur leur fonctionnement.

Au sommet de la hiérarchie, nous avons indiqué déjà la reine et le premier ministre; celui-ci, faute de mots malgaches pour le désigner, s'appelle: Prime Minister sy commander in chief.

Un cabinet (kabinetra), l'assiste, composé d'un officier du palais, ministre de l'intérieur, d'un chef des aides de camp, du ministre de la justice, de deux grands juges, du ministre de la guerre, du ministre des lois, du chef de la caste noire, du ministre des affaires étrangères et d'employés et officiers du palais.

Les services publics sont ceux de la guerre, de l'intérieur, de la diplomatie, de la justice, du trésor public, des gardes de la reine, de l'instruction publique. On compte seize conseillers de gouvernement, titre purement honorifique, des chefs de la noblesse; enfin, 89 gouverneurs de province. Nous ne donnons pas les noms interminables et baroques de ces fonctionnaires, dont beaucoup déjà avaient pris la fuite devant nos troupes.

Presque tous s'étaient réfugiés à Tananarive, avec leurs esclaves, c'est-à-dire avec une partie de leurs richesses. L'esclave, en effet, est un capital.

Au milieu du trouble général causé par la guerre, le trafic des esclaves se faisait, à Madagascar, dans de grandes proportions.

Le Hova est un commerçant âpre au gain, ne négligeant aucune occasion de faire des affaires; ses aptitudes au négoce, dit le D^r Catat¹ s'appliquent malheureusement au bétail humain avec une rapacité particulière.

Le maître marie entre eux les esclaves à peine nubiles, dans l'espoir qu'ils auront beaucoup d'enfants.

« Quand ces petits êtres auront quelques années, il les conduira au marché, pour s'en défaire, malgré les supplications de la mère éplorée, du père désespéré. Ces garçons auront de la chance s'ils trouvent un acquéreur dans la capitale; dans ce cas, s'ils sont robustes, ils deviendront peut-être borizana, leur sort sera plus doux et ils seront enviés. Moins favorisés au contraire seront les autres garçons qui ne trouveront d'acquéreurs que dans la province de l'Imerina et qui iront travailler la terre comme leurs parents. Dans leur malheur, ces pauvres

1. Voyage à Madagascar, par le D^r Catat.

petits pourront cependant, de temps en temps, si la distance n'est pas trop longue et si la culture du riz et le bon plaisir de leur maître le leur permettent, venir embrasser leur mère. Les filles, elles, qui se vendent en général beaucoup plus cher que les garçons, sont (qu'on me pardonne ce détail), toujours réservées pour la reproduction. Un garçon d'une dizaine d'années se vend en moyenne de 200 à 400 piastres, un adulte ne vaudra qu'une centaine de piastres, un vieillard ne trouverait pas d'acquéreur pour une somme très modeste. Une petite fille atteint un prix fort élevé : les jeunes filles bien formées dépassent souvent 1.000 piastres sur le marché du Zoma.

« Que de fois, pendant mon séjour à Madagascar, dit le D^r Catat, j'ai vu des scènes véritablement atroces, que cause cet esclavage si répandu à Madagascar ! C'est ainsi que les Antimerina, possédant dans beaucoup d'endroits à Madagascar des postes militaires, ont besoin, pour ceux d'entre eux qui vont y résider, fonctionnaires civils ou militaires, de se faire suivre d'un nombre d'esclaves plus ou moins grand. Un Antimerina, par exemple, avait été nommé gouverneur d'Andakabe; il partit pour ce poste éloigné de la côte Ouest avec quelques-uns de ses esclaves adultes qui devaient porter ses bagages, mais comme cet officier savait qu'ils resteraient de longues années à Andakabe, il avait acheté au marché de jeunes esclaves, garçons et filles, pour l'accompagner dans sa nouvelle résidence; il les prenait jeunes, me disait-il, pour pouvoir les habituer plus facilement à son service. Il avait aussi des jeunes filles pour faire des enfants qu'il vendrait aux négriers africains avec un grand bénéfice ; le jour du départ de cet officier, les mères de ces jeunes enfants lui firent un cortège de pleureuses jusqu'à sa sortie de Tananarive. Ces esclaves d'origine malgache, en si grand nombre dans la province des Antimerina, ont tous une origine analogue: ce sont des Betsileo, des Betsimisaraka, des Sakalava, des Antanosy, ramenés par les armées antimérina, lorsque, sous des règnes précédents, elles ont soumis quelques provinces. Ces esclaves se sont mélangés, le type original est perdu depuis longtemps; ils se distinguent seulement de leurs maîtres antimérina par des caractères africains plus accusés. »

Des boutres négriers partent d'un point commun, Zanzibar; ils continuaient à venir, malgré le blocus plutôt nominal que réel, à Madagascar et à échanger des bœufs contre leur cargaison humaine. Les esclaves ainsi importés, sont généralement achetés par des Arabes qui les revendent avec gros bénéfice aux Malgaches.

Il arriva plusieurs fois que des boutres négriers furent arrêtés et saisis par des vaisseaux anglais. Il existe, on le sait, à Londres, des sociétés anti-esclavagistes bruyantes. Nos voisins nous accusaient même volontiers de favoriser la traite des esclaves à Madagascar, où, d'après le témoignage non démenti de M. le D^r Catat, on jugera comment

ces bons apôtres britanniques appliquent, le cas échéant, leurs belles théories humanitaires :

« Un croiseur anglais vient-il à s'emparer d'un boutre chargé d'esclaves, qu'il conduit le navire au consulat le plus voisin dont le bateau arborait le pavillon, puis il embarque la noire marchandise qu'il se garde bien de ramener à son point de départ en lui rendant la liberté. Nos voisins, toujours pratiques, conduisent ces esclaves dans une de leurs colonies, où il les font entrer comme engagés pour une longue période d'années; inutile d'ajouter que l'état-major du bâtiment capteur touche, par tête d'engagé forcé, une prime payée par la colonie. »

L'occupation française généraït bien certainement ce commerce; mais on espérait à Londres, qu'elle ne s'étendrait pas facilement à l'île entière, encore si peu connue.

Après les dures épreuves de la première partie de la campagne, nos généraux y regarderaient à deux fois avant d'entreprendre la conquête totale du pays, sans cartes et sans renseignements précis. Les documents leur feraient défaut pour opérer dans les régions de l'intérieur et du Sud.

Les principaux itinéraires des voyageurs français à Madagascar, de 1865 à 1895, sont les suivants :

1° De la bouche du Mananara (à l'entrée de la baie d'Antongil) au fort de Mandritsara et à Majunga (baie de Bombétoke) par le D^r Catat;

2° De Majunga à Antananarivo, en longeant la vallée du Betsiboka, par Alfred Grandidier;

3° De Majunga à Antananarivo, en suivant la vallée de l'Ikopa par M. d'Anthoüard;

4° D'Antananarivo au lac Alaotra (Antsihanaka) par la vallée de l'Ankay, par Alfred Grandidier;

5° De Fénerive au lac Alaotra, par M. C. Maistre;

6° Du lac Aloatra à Antananarivo par le col d'Ambaravarambato et Zozorobé : 1° par Alfred Grandidier; 2° par M. C. Maistre; 3° par M. d'Anthoüard;

7° Du lac Alaotra à Tsaratanana et Ambodiamontana, par M. d'Anthoüard;

8° D'Antananarivo à la côte est par la vallée de l'Ivondrona, par MM. Catat et Maistre;

9° D'Antananarivo à la côte est (Andevourante), par Alfred Grandidier;

10° D'Andevourante à Tamatave et à la baie d'Antongil : 1° par Alfred Grandidier; 2° par MM. Catat et Maistre;

11° De Beparasy (côte est) à la vallée du Mangoro et à Antananarivo, par M. Foucart;

- 12° De Mahanoro à la vallée du Mangoro et à Antananarivo, par Alfred Grandidier ;
- 13° De Tsinjoarivo à la côte est en suivant le cours du Mangoro, par M. Foucart ;
- 14° Dans l'Imerina : triangulation (qui couvre une superficie d'environ 20,000 kil. carrés) par Alfred Grandidier et par le Rév. P. Roblet ;
- 15° Du lac Tasy à Antsiroamandidy et à Ankavandra : 1° par M. C Maistre ; 2° par M. E. Gautier ;
- 16° D'Antananarivo à Ambondro (bouche du Morondava) : 1° par Alfred Grandidier ; 2° par M. d'Anthoüard ;
- 17° De Tsimanandrafozana (bouche du Tsiribihina) à Ambiky : 1° par Alfred Grandidier ; 2° par M. d'Anthoüard ;
- 18° D'Ambiky à Antsiroamandidy et Antananarivo, par M. d'Anthoüard ;
- 19° Du cap Bepoaka à la bouche du Mangoka (côte ouest), par Alfred Grandidier ;
- 20° De Maintirano à Masiakampy et au cap Bepoaka, par M. Henri Douliot ;
- 21° De Nosy Miandroka à Vondrové (sur le bord du Mangoka), par M. Henri Douliot ;
- 22° De Matseroaka (côte ouest) à Fianarantsoa, par Alfred Grandidier ;
- 23° Dans le pays des Betsileo : triangulation (qui couvre une superficie d'environ 6,000 kil. carrés) par le Rév. P. Roblet ;
- 24° De Fianarantsoa à Masindrano (bouche du Mananjara), route nord, par Alfred Grandidier ;
- 25° De Fianarantsoa à Masindrano, route sud, par le D^r Besson ;
- 26° De la bouche du Faraony à Fianarantsoa, par le D^r Besson ;
- 27° De Fianarantsoa à Ikongo, par le D^r Besson ;
- 28° De Fianarantsoa à Fort Dauphin par Ihosy et Tamotamo, par MM. Catat et Maistre ;
- 29° De Fort Dauphin à la bouche de l'Iavibola, par MM. Catat et Maistre ;
- 30° De l'Iavibola au Manamboudro : 1° par Alfred Grandidier ; 2° par Catat et Maistre ;
- 31° Du Manamboudro à Vaugaindrano, par MM. Catat et Maistre ;
- 32° De Vaugaindrano à Ivohibe (Baro) et à Fianarantsoa, par MM. Catat et Maistre ;
- 33° De Tullear à Imantora, par Alfred Grandidier ¹.
- Ces itinéraires, quoique très consciencieusement dressés, semblaient encore bien insuffisants.



Sorciers malgaches.

En France cependant, ainsi que nous l'avons dit, étaient déjà formées plusieurs sociétés en vue de l'exploitation de Madagascar, à l'imitation de celles qui se constituèrent au xvii^e et au xviii^e siècle, sous le patronage du roi; mais des capitaux considérables seraient nécessaires pour des œuvres importantes, vraiment utiles et de longue durée. Or, les lenteurs de la campagne, les pertes éprouvées par nos troupes, le climat meurtrier ne devaient exciter ni l'enthousiasme ni même la confiance des capitalistes et particulièrement des petits, chez lesquels la cruelle expérience du Panama avait détruit tout esprit d'aventure. Aucune entreprise sérieuse ne pourrait être tentée, tant que l'île ne serait pas complètement pacifiée.

N'empêche, et on ne pouvait que s'en féliciter, que nous assistions

à un réveil de l'initiative française; la concurrence, du reste, nous menaçait déjà.

L'Angleterre suivait de près nos opérations à Madagascar et elle espérait bien en tirer profit un jour, grâce à ses agents, à ses hardis commerçants que n'effraient pas les entreprises, et grâce à sa diplomatie habile, tenace, particulièrement experte à tirer, au lendemain des campagnes coloniales de la France, les marrons du feu, comme on dit.

L'Allemagne, d'autre part, dont le commerce d'exportation s'est considérablement développé depuis 1871, depuis que ses succès lui ont donné le prestige de la force et la confiance en elle-même, ne se désintéressait pas des événements de Madagascar. Un de ses agents suivit toute l'expédition française, il étudiait le pays, collectionnait notes et documents et renseignait ses compatriotes. Le commerce allemand, on n'en pouvait douter, était prêt à entrer en ligne à Madagascar.

En Amérique, mêmes préoccupations; les États-Unis du reste sont depuis longtemps en relations d'affaires avec les Malgaches; ils ne se préoccupaient donc de l'avenir de l'île.

A Buenos-Ayres, dans la République Argentine, un *comité de propagande et d'émigration vers Madagascar* se constitua en juillet 1895 présidé par un français, M. d'Albaret. Beaucoup de nos concitoyens, établis là-bas et souffrant d'une longue crise provoquée par la débâcle financière et le peu de stabilité du gouvernement argentin, se déclaraient prêts à chercher fortune à Madagascar.

« Veuillez nous dire, écrivaient à Paris leurs représentants, dans quelles conditions le gouvernement français se chargerait de nous transporter directement à Madagascar, en quel endroit nous pourrions nous établir, si nous pourrions acheter du terrain ou en obtenir gratuitement... Il y aurait un grand intérêt national à ce que les Français qui, depuis de longues années, ont pris l'habitude d'émigrer dans l'Amérique du Sud, se transportent dans une colonie où ils pourraient s'acclimater et y continuer les traditions de la mère patrie. »

On sait que les Basques sont particulièrement nombreux dans la République Argentine. Le comité de Madagascar à Paris espérait les décider à s'expatrier au pays des Hovas.

Enfin, dans l'île Maurice, où la France est encore si ardemment aimée, une société « Mauricienne de colonisation » affirmait ainsi son but dès le mois de juin 1895, lorsque nos troupes étaient à peine parvenues à Mevatane et à Suberbieville :

1° Faciliter l'émigration des Mauriciens à Madagascar et leur donner un appui moral et une assistance pécuniaire, en rapport avec les ressources de la Société.

2° Assembler au siège de la Société pour les mettre à la dispo-

sition des adhérents toutes les cartes, documents relatifs à Madagascar, etc., etc.

3° Recueillir tous les renseignements possibles : 1° sur les différentes races malgaches, leurs mœurs, leur degré de sociabilité; 2° sur la température et la salubrité de chaque zone de cette grande terre, ses productions naturelles et celles que l'on pourrait y obtenir par la culture; 3° sur l'importance des fleuves au point de vue du trafic; 4° sur les richesses forestières et minières; 5° sur l'importance des sources du commerce, tant à l'importation qu'à l'exportation; 6° sur les industries déjà en activité et celles à créer à l'avenir.

4° Nommer des agents, tant à Madagascar qu'en Europe, à l'effet de procurer aux adhérents des références sérieuses et honorables.

5° Enfin, ouvrir un répertoire du travail, dans lequel seront inscrites les offres et les demandes de personnel entre Madagascar et Maurice.

La Société opère d'après les principes ci-dessous :

1° N'assister aucun colon, s'il ne présente des conditions suffisantes de santé et de moralité; s'il ne prouve son aptitude soit comme agriculteur, soit comme artisan, ou à toute autre profession et métier et aussi s'il a accepté formellement les conditions qui sont déterminées par le conseil d'administration;

2° Ne faciliter l'établissement des adhérents en un lieu quelconque de Madagascar, qu'après l'avoir fait étudier spécialement au triple point de vue de la salubrité, de la sécurité et des ressources;

3° Ne faire aucune avance de fonds à titre de pur don et sans une garantie acceptée préalablement par le conseil d'administration, qui détermine les conditions et le mode de remboursement.

Ces règlements sont particulièrement et sages dignes d'être utilement médités par tous ceux trop prompts à s'imaginer qu'on peut se mettre en route pour les colonies sans préparation, sans renseignements et sans capitaux.

Mais, avant de se livrer à des opérations commerciales, les plus optimistes n'osaient affirmer que la guerre serait terminée par l'occupation de Tananarive : sur ce point, les avis étaient partagés.

— Le général Duchesne, disaient les uns, enverra en avant, jusqu'à Tananarive, une colonne légère assez peu nombreuse pour qu'il soit possible de la ravitailler, assez forte pour qu'elle puisse résister aux attaques, à tous les assauts des Hovas. *Puis l'on attendra l'an prochain avant de poursuivre les opérations.*

Et les autres de répondre :

— Nous aimons à croire que ces pronostics seront démentis par les faits. Il existe, nous le savons, un parti qui voudrait prolonger la campagne jusqu'à l'an prochain. Il représente, à cet effet, que Mada-

gascar ne sera point pacifié par la prise de Tananarive et qu'il sera nécessaire d'envoyer de nouvelles colonnes chez les Bares, dans l'Ambougou, peut-être ailleurs.

« Le comité de Madagascar, composé de presque tous les Français qui ont habité l'île, estime que, par la possession de l'Imerina et de sa capitale, le général Duchesne sera maître de tout le pays, et que la campagne sera terminée. Le *Comité* est plus affirmatif encore : il estime que si l'on donnait suite aux idées qui veulent se faire jour, ce serait compromettre la sécurité dans l'île pour de longues années. En tous cas, si, pour le malheur de Madagascar, la politique dont nous parlons vient à triompher, le *Comité* ne saurait trop protester contre de pareilles dispositions ¹. »

Tous ceux qui attendaient impatiemment le moment d'engager de grandes affaires agricoles, industrielles ou commerciales, souhaitaient que l'expédition militaire fût terminée le plus tôt possible. On sait qu'ils avaient déjà accusé de lenteur le général Duchesne.

Ils rêvaient, dès le lendemain de la rupture avec les Hovas, d'une occupation en quelque sorte foudroyante de Tananarive par une colonne rapide franchissant marais et montagnes et entrant victorieuse au Palais d'argent. Les événements n'avaient malheureusement pas justifié leurs prévisions optimistes.

Le général Duchesne, responsable de la santé de ses hommes et de l'avenir de l'expédition, s'était refusé à faire le jeu des gens trop pressés et à lancer en avant cette irrésistible colonne légère qui, sans doute, aurait dû laisser en chemin une partie de ses soldats sans vivres, sans ambulances, sans soins, au milieu de populations ennemies et qui, réduite, épuisée, ne pouvant renouveler ses munitions ni se ravitailler, risquait de périr écrasée par des masses ennemies, ou détruite dans une embuscade.

Lorsque nos troupes seraient maîtresses de Tananarive, elles auraient peut-être encore à redouter les attaques de tribus nombreuses et guerrières.

L'ère des difficultés ne serait donc pas close. Les affirmations optimistes ne suffiraient pas à pacifier le pays. Aussi est-il préférable de ne pas se leurrer et d'attendre les événements, tout en souhaitant que, grâce à une action militaire énergique, grâce à une politique habile et ferme, la France, en prenant possession de Tananarive, par le seul prestige des armes et de sa puissance, impose la paix, la paix stable et respectée à toute l'île, même à ses populations les plus turbulentes.

La presse anglaise ne dissimulait pas ou dissimulait mal la satisfaction que lui faisaient éprouver nos embarras, les nouvelles alar-

¹. *Bulletin du comité de Madagascar* (août 1895).

mantes de Madagascar, répandues à Paris et les inquiétudes extrêmes de l'opinion dans notre pays.

En France même, avouons-le, se propagent trop facilement des nouvelles destinées à servir des intérêts contraires à ceux de la France.

Quel journaliste n'a rencontré au moins un de ces colporteurs de nouvelles suspectes, allant d'ambassade en ambassade, en quête d'informations, pénétrant dans les journaux et dans les ministères, acceptant sans broncher les pires rebuffades, souple d'échine et réussissant à s'insinuer partout ?

Nous en avons connu un qui s'était fait, en quelque sorte, une spécialité de recueillir les renseignements des chancelleries ; il colporta tout d'abord les menus faits, soirées et réceptions, puis il glissa la « petite note intéressante ». Personne mieux que lui ne savait la présenter. — « M. l'ambassadeur, disait-il à peu près, sera très reconnaissant que cette note soit publiée ; à l'occasion, le journal trouvera en lui un ami. »

Très souvent, la note paraissait. L'étrange courtier n'avait pas perdu sa journée. Cherchait-on un entremetteur dans quelque affaire malpropre, ou, tout au moins délicate, le même individu intervenait volontiers, prêt à accepter toutes les besognes. Aussi, quel ne fut pas notre étonnement, lorsque le courtier véreux nous apparut un jour comme le confident de certains ministres ! Il avait ses grandes et ses petites entrées aux affaires étrangères et aux bureaux de la guerre et de la marine.

Au palais du quai d'Orsay, ce personnage équivoque fut pendant longtemps reçu chaque matin par le ministre. Il offrait même, à l'occasion, d'ouvrir les portes du cabinet à des solliciteurs, et ces portes restaient rarement fermées devant lui ! Nous l'avons vu présenter un jour et faire recevoir certains rédacteurs connus et importants de grands journaux parisiens, auxquels les huissiers imposaient le supplice de l'antichambre. On ne connaissait pas de meilleur introducteur.

Le général Boulanger, alors ministre de la guerre, tint le premier à l'écart plus d'un étranger que le service des renseignements signalait comme suspect ; enfin, il donna l'ordre, à l'époque de l'incident Schnæbelé, d'établir un rigoureux contrôle à l'entrée des bureaux du ministère de la rue Saint-Dominique, dont la porte ne fut plus qu'entrebâillée ; mais, pendant trop longtemps, les agents de toute sorte en avaient été les hôtes complaisamment accueillis.

Nulle part ailleurs, du reste, certains étrangers, à bon droit inquiétants, ne sont reçus aussi facilement qu'en France, où maintes fois, cependant, on a signalé leurs manœuvres, leurs intrigues dans les agences et dans les bureaux de rédaction, soit qu'il s'agisse, pour ces singuliers « enquêteurs », de récolter des renseignements, des indications, de se créer des relations dans le monde parlementaire, soit

qu'ils aient pour but de lancer quelque nouvelle « tendancieuse », destinée à égarer l'opinion en France ou à fournir des arguments au dehors.

Il y a quelques années, le gouvernement allemand entretenait à Paris un agent nommé Beckmann, lequel, depuis longtemps brûlé, comme on dit en argot policier, n'opérait plus lui-même, mais faisait manœuvrer sous ses ordres des subalternes ayant pour mission de se glisser dans les milieux politiques. Un de ces sous-Beckmann était un Autrichien, employé de banque, qui savait à l'occasion se donner comme un ardent ami de la France et qui travaillait consciencieusement pour son patron allemand.

Nulle part le service de presse n'est organisé aussi habilement qu'à Berlin. Nous ne rappellerons pas comment M. de Bismarck sut l'utiliser avant et pendant la guerre de 1870. Les déclarations du chancelier lui-même et les révélations, depuis publiées, de son ex-secrétaire, M. Busch, sont, à cet égard, des plus édifiantes. Les principales agences de renseignements d'Europe, dont les communications sont partout reproduites, ne publient d'autres dépêches d'Allemagne que celles qui ont été la plupart du temps inspirées ou même rédigées à la chancellerie.

Nul n'ignore, d'autre part, que le gouvernement de Berlin a su fréquemment mettre à profit l'influence de plusieurs grands journaux anglais.

Un publiciste, mort en 1894 et qui avait rendu de grands services au ministère de la guerre et au ministère des affaires étrangères, services dont il ne fut jamais récompensé et auquel on ne pardonna pas d'avoir témoigné, selon sa conscience, en faveur du général Boulanger, lors du procès de la haute cour, le malheureux Foucault de Mondion, avait laissé un manuscrit fort curieux, dont nous avons eu communication, traitant de l'action exercée, en France même par le gouvernement allemand avant la guerre de 1870. Il établissait, à l'aide de citations de dépêches et de correspondances, que fréquemment des agents étrangers réussirent à surprendre la bonne foi — que personne ne met en doute — de directeurs de journaux français et à les entraîner dans des campagnes servant en réalité des intérêts contraires à ceux du pays.

Foucault de Mondion est mort avant d'avoir publié ce manuscrit.

Et cependant, les agents étrangers les plus dangereux, qu'il serait utile de démasquer, ne sont pas seulement les espions dont la mission est de surprendre les secrets de la politique et de la défense nationale, mais ceux qui, à force d'habileté et d'intrigues en France même, se sont assurés les moyens de tromper, dans certaines circonstances, l'opinion de la France et celle de l'Europe ! Sous l'inspiration de ces agents, nous fournissons fréquemment nous-mêmes des arguments à nos ennemis.

Au sujet de Madagascar, le *Daily Graphic* plaisante notre nation qui, selon lui, n'entendra jamais rien aux choses coloniales.

« Les chauvins, dit-il, ont poussé à entreprendre la campagne avec l'idée insensée d'ennuyer l'Angleterre. Cette satisfaction ne leur a même pas été accordée, car, à part une poignée de missionnaires protestants dont les intérêts sont d'ailleurs sauvegardés par les traités, les Anglais n'ont rien à voir dans la campagne de Madagascar et n'ont aucun droit de protester s'il plait à la France d'établir un gouvernement européen dans cette Ile de fièvres. »

Le journal anglais se trompait ou trompait ses lecteurs ; les vrais chauvins de France ne se sont jamais montrés enthousiastes des expéditions coloniales.

Le *Times* reproduisait avec complaisance toutes les accusations de la presse française et nous prédisait les plus grandes difficultés en approchant de la capitale et même après l'occupation de Tananarive.

Quant au *Daily News*, il exprimait l'arrière-pensée des hommes d'État d'Angleterre : « Le général Duchesne, déclarait-il, porte dans les plis de son manteau la fortune coloniale de la France. Si la France échoue à Madagascar, cet insuccès la dégoûtera de pareilles aventures dans d'autres parties du globe. »

On espérait évidemment à Londres, qu'après cette leçon, la France ne se mêlerait plus de contrarier nulle part l'action de la Grande-Bretagne!

A la fin de la première partie de la campagne, signalons quelques promotions méritées et approuvées de tous :

Dans l'infanterie, sont nommés capitaines les lieutenants Hamelin, Bordeaux et Mure, du régiment d'Algérie.

Dans le génie, sont nommés capitaines les lieutenants Girod, Durand et Simonin.

Dans le service de santé, M. Fluteau, médecin-major de 1^{re} classe, est promu au grade de médecin principal de 2^e classe; M. Villedary, médecin-major de 2^e classe, est promu de 1^{re} classe, et M. Beigneux, médecin aide-major, est promu médecin-major.

D'autres promotions sont attendues; mais avant que des récompenses officielles soient décernées aux braves du corps expéditionnaire de Madagascar, la France entière, sans distinction d'opinion, rend hommage aux soldats qui ont supporté tant de fatigues et de souffrances pour la patrie.

Ceux qui les ont vus à l'œuvre, témoins impartiaux de la campagne, ne trouvent pas de termes assez élogieux pour exprimer leurs sentiments :

« Quels admirables troupiers, écrit l'un de ces témoins, que nos petits soldats de France! Vous n'avez pas d'idée de la somme de dévouement qu'on peut obtenir d'eux. Terrassements, corvées, marches

forcées, ils font tout cela sans une plainte, ni un murmure, malgré la chaleur, la fièvre et la dysenterie; pas un acte d'indiscipline, pas un acte de révolte; ce spectacle est réconfortant, je vous le jure, et on ne peut, malgré soi, se défendre, en les voyant, d'un sentiment de fierté et de confiance en l'avenir lorsque sonnera pour nous l'heure des réparations, de « l'immanente justice », pour employer le mot du grand tribun. »

Quant à nous, en relatant ce témoignage, après tant d'autres lettres d'officiers, de soldats, de correspondants et de journaux, nous avons voulu faire œuvre documentaire, et tenir la parole donnée au début de cet ouvrage.

L'histoire anecdotique de la *Guerre à Madagascar*, en effet, telle que nous l'avons comprise, c'est, en même temps que l'exposé détaillé des opérations militaires, la collection de toutes les notes et pièces et même de certains articles de polémique curieux, les uns faisant connaître la vie du soldat, les autres toujours impartialement présentés indiquant les différents états d'opinion en France, les impressions du pays pendant la campagne. Cette consultation est à notre avis fort intéressante, elle nous apprend un peu quelles seraient les émotions nationales (mille fois plus passionnées et plus violentes) en cas de guerre européenne.

Des gouvernants avisés et prévoyants ne peuvent manquer d'en tenir compte.

Le chapitre entier que nous avons consacré aux dissentiments entre la guerre et la marine n'est pas moins instructif; il contient plus d'une leçon, dont officiers, représentants du peuple et même simples citoyens sauront à l'occasion faire leur profit.

La campagne de Madagascar doit avoir pour conséquences de nombreuses et importantes réformes, dans l'intérêt bien compris de la défense nationale.

D'autre part, nous avons voulu montrer, par des citations et par des faits combien notre pays, combien le Français aime son armée et quelles inébranlables espérances il met en elle.

Les soldats de Madagascar ont prouvé qu'ils étaient dignes de cette touchante confiance, faite d'orgueil national et d'affection pour celui qui combat sous le drapeau de la France.

L'histoire de la seconde partie de l'expédition, la plus importante par le résultat, la plus féconde en actions d'éclat, en brillants épisodes, racontera les épisodes de la marche de la frontière d'Imerne à Tananarive, la prise et l'occupation de la capitale des Hovas, enfin l'organisation de la conquête.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES.
AVANT-PROPOS.....	1
CHAPITRE PREMIER. L'île de Madagascar.....	5
— II. Les premiers Français à Madagascar.....	21
— III. L'expédition de 1883-1885.....	48
— IV. La mission de Le Myre de Vilers. — Nouvelle rupture.....	74
— V. Les préparatifs de l'expédition.....	90
— VI. L'occupation de Tamatave.....	110
— VII. Le corps expéditionnaire.....	130
— VIII. La guerre à outrance à Tananarive.....	166
— IX. Dans les provinces malgaches.....	193
— X. Majunga.....	226
— XI. De Sathonay à Madagascar.....	248
— XII. La marche sur Marovoay.....	278
— XIII. Farafate et Ambohimarina.....	303
— XIV. De Marovoay à l'Ikopa.....	331
— XV. Mevatane.....	357
— XVI. Suberbievile.....	386
— XVII. Tsarasaoatra. — Berisa.....	414
— XVIII. Marche en avant.....	447
— XIX. Sur la côte orientale.....	478
— XX. Français et Malgaches.....	502
— XXI. La deuxième brigade à l'avant-garde.....	539
— XXII. Les efforts du gouvernement hova.....	561
— XXIII. Marche sur Andriba.....	589

CHAPITRE		PAGES.
	XXIV. L'état sanitaire.....	608
—	XXV. Andriba.....	656
—	XXVI. L'arrière.....	685
—	XXVII. En France.....	730
—	XXVIII. A la frontière de l'Imerne.....	788
—	XXIX. La mission de l'amiral Bienaimé.....	832
—	XXX. Guerre et Marine.....	854
—	XXXI. Fin de la première partie de la campagne.....	911

Centre de Documentation
 sur l'Asie du Sud-Est et le
 Monde Indonésien
 EPHE VI^e Section

TABLE DES CARTES

Carte de Madagascar.	4
Environs de Tamatave.	117
Environs de Diégo-Suarez.	208
Environs de Majunga.	231
De Marseille à Majunga.	269
Marovoay.	279
Mevatane.	318
Les positions de Suberbieville.	397
Tsarasaotra.	429
De Mevatane à Andriba.	543
Andriba	663
De Tamatave à Tananarive.	836
La frontière d'Imerne.	914

ERRATUM :

Centre de Documentation
sur l'Asie du Sud-Est et le
Monde Indonésien
EPHE VI^e Section

Page 5, lire 7.350 myriamètres carrés, superficie de Madagascar.
Page 152, M. le lieutenant Savy a remplacé, au 3^{me} bataillon du 13^{me} régiment
d'infanterie de marine, M. de Sainte-Colombe.



